

**Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 10 février 2026
à 18 h 30**

**Bureau d'arrondissement
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée**

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Demandes de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 1360, boulevard René-Lévesque : installation d'une enseigne (40.03)
- 1275, avenue De Lorimier : installation d'une enseigne (40.04)

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Demandes d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1821, rue Atateken : un usage « résidentiel » (40.05)
- 1231, boulevard De Maisonneuve Est : un usage « résidentiel » (40.06)
- 1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville : un usage « activité communautaire ou socioculturelle » (40.07)
- 325-327, boulevard René-Lévesque Est : un usage « résidentiel » (40.08)
- 1430, rue Alexandre-DeSève : un « aménagement sous le rez-de-chaussée d'un espace non habitable en espace habitable » (40.09)

10.04 Ordre du jour
CA Direction des services administratifs

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 10 février 2026

10.05 Questions
CA Direction des services administratifs - 1262678001

Période de questions du public

10.06 Questions
CA Direction des services administratifs

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal
CA Direction des services administratifs - 1267768002

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025

10.08 Procès-verbal
CA Direction des services administratifs - 1267768003

Prendre acte du dépôt des rapports des séances d'assemblée publique de consultation des 10 décembre 2025 et 21 janvier 2026

10.09 Procès-verbal
CA Direction des services administratifs - 1267768001

Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 11 décembre 2025 et 22 janvier 2026

10.10 Correspondance / Dépôt de documents
CA Direction des services administratifs - 1264957002

Prendre acte du dépôt du rapport de suivi des questions écrites des citoyens posées aux membres du conseil d'arrondissement durant la période du 4 au 9 décembre 2025

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1264846001

Accorder un contrat à 178001 Canada inc. / Groupe Nicky pour l'entretien horticole, le déneigement et le maintien de la propreté du Square Viger et de la Place des Montréalaises pour la période du 15 mars 2026 au 14 mars 2029 avec possibilité de deux prolongations d'une année chacune (2029-2030) - Autoriser une dépense totale de 2 312 845,48 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 25-21224 - 4 soumissionnaires conformes)

District(s) : Saint-Jacques

20.02 Contrat de construction
CA Direction des travaux publics - 1266164001

Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 709 439,41 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-25-018 - 5 soumissionnaires)

District(s) : Saint-Jacques

20.03 Contrat de construction
CA Direction des travaux publics - 1267513001

Accorder un contrat à 2633-2312 Québec inc. (Arthier) pour l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche - Autoriser une dépense maximale de 3 486 731,85 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-25-010 - 9 soumissionnaires)

District(s) : Saint-Jacques

20.04 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1269448001

Autoriser la deuxième prolongation du contrat alloué à Entretien Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 49 283,43 \$, majorant la dépense maximale à 239 709,62 \$, taxes incluses (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires)

District(s) : Peter-McGill
Saint-Jacques
Sainte-Marie

20.05 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1269448002 (EN PROJET)

Autoriser une prolongation du contrat alloué à Ménagez-vous inc., pour une période de douze mois, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 486 916,34 \$, majorant la dépense maximale à 1 888 889,10 \$, taxes incluses (appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires)

District(s) : Sainte-Marie

20.06 Contrat de construction
CA Direction des travaux publics - 1266937001

Autoriser une dépense additionnelle de 350 000 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA25 240119), afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7 088 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses

20.07 Contrat de construction
CA Direction des travaux publics - 1266937002

Autoriser une dépense additionnelle de 200 000 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada inc. (CA24 240292), afin d'augmenter le budget de contingences pour l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard De Maisonneuve entre l'avenue De Lorimier et la rue Parthenais, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 6 533 651,10 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres VMP-24-011)

District(s) : Sainte-Marie

20.08 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1260274001

Résilier le contrat accordé à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc) pour les services d'entretien horticole et de maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, approuvé par la résolution CA25 240066 conformément à l'appel d'offres public (24-20799)

20.09 Subvention - Contribution financière
CA Direction d'arrondissement - 1269678001

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin pour l'année 2026, en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial (CA 24-034) en soutien à ses dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

District(s) : Saint-Jacques

20.10

Subvention - Contribution financière

CA

Direction d'arrondissement - 1264273001

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2026, avec trois sociétés de développement commercial (SDC) pour la réalisation de projets dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et accorder une contribution totale de 790 000 \$

20.11

Subvention - Soutien financier avec convention

CA

Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social - 1264680002

Annuler la contribution financière de 5 000 \$ accordée à l'organisme Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »

District(s) :

Sainte-Marie

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social - 1261920001

Autoriser l'arrondissement de Ville-Marie à participer à l'appel de projets de soutien financier pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal

30.02 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA Direction des services administratifs - 1267768004

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1^{er} au 31 décembre 2025 et du 1^{er} au 31 janvier 2026

30.03 Budget - Autorisation de dépense

CA Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social - 1255728002

Accepter la contribution financière de 49 500 \$ octroyée à la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

District(s) : Peter-McGill

30.04 Budget - Autorisation de dépense

CA Direction des travaux publics - 1259522015

Autoriser une affectation de 166 190,26 \$, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses dépenses reliées à l'aménagement des parcs pour l'année 2026

30.05 Budget - Virement / Annulation de crédits

CA Direction d'arrondissement - 1269678003

Autoriser une affectation de surplus de 1 442 716,98 \$ au budget de fonctionnement du développement économique de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030

30.06 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1265482001

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités d'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2026

30.07

Budget - Autorisation de dépense

CA

Direction des services administratifs - 1268958001

Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 20 517 400 \$, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social - 1265703001

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 20 au 23 février 2026

40.02 Ordonnance - Domaine public

CA Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social - 1265907001

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2026, 1^{re} partie A) et édicter les ordonnances

40.03 Urbanisme - Dérogation mineure

CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1260141001

Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne en façade pour le bâtiment situé au 1360, boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)

District(s) : Peter-McGill

40.04 Urbanisme - Dérogation mineure

CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1254272006

Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne sur une façade pour le bâtiment situé au 1275, avenue De Lorimier, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

District(s) : Sainte-Marie

40.05 Urbanisme - Usage conditionnel

CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1260141002

Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un projet de bâtiment situé au 1821, rue Atateken, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

District(s) : Saint-Jacques

40.06

Urbanisme - Usage conditionnel

CA

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1260141003

Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 1231, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

District(s) : Sainte-Marie

40.07

Urbanisme - Usage conditionnel

CA

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1266645001

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » relativement à l'occupation du bâtiment situé au 1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

40.08

Urbanisme - Usage conditionnel

CA

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1265289001

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel » dans un local situé au rez-de-chaussée d'un immeuble situé aux 325-327, boulevard René-Lévesque Est, pour lequel la réglementation exige un usage commercial, institutionnel ou collectif, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

District(s) : Saint-Jacques

40.09

Urbanisme - Usage conditionnel

CA

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1265289002

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour l'aménagement d'un espace non habitable en espace habitable sous le rez-de-chaussée pour un bâtiment situé au 1430, rue Alexandre-DeSève, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

District(s) : Saint-Jacques

40.10

Règlement - Adoption

CA

Direction d'arrondissement - 1259678002

Adopter un règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026-2027 - Adoption

Charte montréalaise des droits Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire et responsabilités :

40.11 Urbanisme - Résolution d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1257400008

Adopter, avec modifications, une résolution autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) (projet Le George) - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.12 Urbanisme - Autre sujet
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1254869011

Adopter, avec modifications, une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2) - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.13 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1254272005

Adopter, avec modifications, une résolution modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Sainte-Marie

40.14 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1255289004

Adopter une résolution autorisant un plan d'affichage pour l'installation d'enseignes pour l'édifice de la Sun Life, situé au 1155, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Peter-McGill

40.15 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1256645010

Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le Centre Sanaaq situé au 1200, rue du Sussex, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

40.16 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1256645011

Adopter une résolution autorisant l'affichage pour la Place des Arts située au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

40.17 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1257400007

Adopter une résolution autorisant la démolition, la transformation et la construction d'un immeuble situé aux 1225-1249, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2^e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.18 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1257303006

Adopter, avec modifications, une résolution autorisant la construction d'un bâtiment comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2^e projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.19 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1266645003

Adopter une résolution autorisant la division de 17 logements, lorsque vacants, pour le bâtiment situé au 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, modification ou d'occupation d'un immeuble - Projet de résolution

40.20 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1266645002

Adopter une résolution modifiant la résolution CA19 240103 afin d'autoriser le dépassement de la densité maximale et d'ainsi permettre la complétion des niveaux 22 et 23 pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1^{er} projet de résolution

40.21

Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1264869001

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel projeté sur le lot 1 340 224 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1208, Stanley) - 1^{er} projet de résolution

District(s) :

Saint-Jacques

40.22

Règlement – Avis de motion

CA

Direction d'arrondissement - 1255907011

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie - Avis de motion et dépôt

51 – Nomination / Désignation

51.01

Nomination / Désignation

CA

Direction d'arrondissement - 1269678002

Désigner madame Christiane Rail, cheffe de division - Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers, à titre de membre du conseil d'administration de la Société de développement du Quartier latin

District(s) :

Saint-Jacques

70 – Autres sujets

70.01

Levée de la séance

CA

Direction des services administratifs

Levée de la séance



Dossier # : 1262678001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-22 08:43

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) travaux publics ville-marie
Ville-Marie , Direction des travaux publics

IDENTIFICATION

Dossier # :1262678001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS
ADMINISTRATIFS**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Agente de recherche

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-19

Katerine ROWAN
secrétaire d'arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -



Dossier # : 1267768002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 10:26

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1267768002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-16

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-0136
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : - -
Approuvé le : 2026-02-02

Dossier # : 1267768002

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs
, Division du greffe

Objet :

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil
d'arrondissement du 9 décembre 2025



PV20251209.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732

Télécop. :

**Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement
tenue le mardi 9 décembre 2025 à 18 h 30
800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée**

PRÉSENCES :

Mme Soraya Martinez Ferrada, Mairesse
M. Leslie Roberts, conseiller du district Peter-McGill
M. Claude Pinard, conseiller du district de Saint-Jacques
M. Christopher McCray, conseiller du district de Sainte-Marie
Mme Effie Giannou, conseillère désignée
M. Julien Hénault-Ratelle, conseiller désigné

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des services administratifs
Madame Gina Tremblay, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Mme Stéphanie Turcotte, directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Mme Sandra Picard, directrice adjointe des travaux publics
Monsieur Jérémie Lévesque, chef de section consultation citoyenne et relations avec la communauté
Mme Marie-Ève Lamarche, commandante du poste 12 du Service de police
M. Guillaume Théberge, commandant du poste 22 du Service de police
Me Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement
Mme Aline Fokam Massu, agente de recherche

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 33. Elle souhaite la bienvenue aux participants, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne son mot d'ouverture.

18h36 Arrivée de M. Leslie Roberts, conseiller du district Peter-McGill

CA25 240490

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025 avec l'ajout du dossier suivant :

50.01 : Approuver la nomination par intérim de Mme Sandra Picard à titre de Directrice des travaux publics au sein de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, en date du 9 décembre 2025

Adoptée à l'unanimité.

10.02

Période de questions du public

17 citoyens se sont inscrits à la période de question en personne

Nom du demandeur et objet de la question

Alfred De Civital

- Demande de baisser le taux de taxes applicable aux immeubles industriels

Vito Papasodaro

- Circulation des véhicules sur la rue Parthenais pour les locataires du 2065 Parthenais, demande de modifier le sens de la circulation afin de permettre l'entrée via la rue Fullum

Jean Duval

- Vœux pour les fêtes et demande d'implication de l'Arrondissement afin d'aider les résidents en difficulté

Marie-Paule Lebel

- Félicitations à la mairesse pour son élection
- Politique de la Ville pour les résidences privées pour aîné.e.s
- Demande d'appui de la Ville de Montréal pour la sauvegarde de la résidence du Mont-Carmel

Alain Hébert

- Intentions de la nouvelle administration municipale relativement au du projet de revitalisation de la rue Sainte-Catherine dans le Village

Mme Pascale Lagacé

- Processus de consultation des citoyens relatif à la piste cyclable sur la rue Atateken

(Marajana Raha – question non posée en public)

Victor Zamudio

- Soutien des projets d'habitation respectant le patrimoine, la vie communautaire spécifiques du Quartier chinois issus des communautés locales
- Critères d'accessibilité et modalités du nouveau Fonds pour l'abordabilité

CA25 240491

Période de questions du public - Prolongation

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil d'arrondissement (CA-24-135) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;

Attendu qu'à 19 h 17, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Soraya Martinez Ferrada

appuyé par Claude Pinard

De prolonger la période de questions du public pour une durée de 30 minutes.

Adoptée à l'unanimité.

10.03 1252678010

Période de questions du public – Prolongation

Robert Hajaly

- Demande d'appui du conseil d'arrondissement de Ville-Marie pour la réouverture du YMCA afin d'avoir un gymnase et une piscine intérieure pour les citoyens

Anthony Arnaud

- Demande de subventions pour les résidents qui subiront les impacts des travaux à venir autour du métro Berri-UQAM -accessibilité, signalisation, collecte des déchets
- Demande de vignettes journalières pour les visites
- Utilisation de l'application 311 pour les notifications des consultations publiques

Susana Martinez Gomez

- Demande de correction de l'ordonnance relative aux emplacements pour les artistes, artisans et amuseurs publics
- Demande d'ajout d'emplacements pour les musiciens et les amuseurs publics

Claire Adamson

- Avenir du Y des femmes

Martine Savard

- Gestion des nouvelles assemblées publiques citoyennes

Guy L'Italien

- Inoccupation des HLM
- Salubrité des HLM

Hugo Bonin

- Encadrement des prestations des musiciens sur le domaine public notamment du niveau sonore

Jason Pitre

- Propositions afin de permettre aux musiciens de jouer sur le domaine public dans le Vieux-Port

Fabienan Gonzalez

- Actions concrètes qui seront posées par la nouvelle administration relativement à l'accueil et à l'intégration des nouveaux arrivants dans l'arrondissement de Ville-Marie

10.04 - Période de questions des membres du conseil

Le conseiller Christopher McCray

- Félicitations pour la bonne initiative que constitue la consultation publique sur la piste cyclable sur la rue Atateken
- Prise en compte des opinions et des besoins des personnes n'ayant pas été invitées

CA25 240492

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.05 à 10.08.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240493

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025.

Adoptée à l'unanimité.

10.05 1257768026

CA25 240494

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 28 novembre 2025 relative au budget 2026 et au Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2026-2035

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 28 novembre 2025 relative au budget 2026 et au Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2026-2035.

Adoptée à l'unanimité.

10.06 1257768028

CA25 240495

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 28 novembre 2025 à 12 h

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 28 novembre 2025 à 12 h.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1257768029

CA25 240496

Prendre acte du dépôt du rapport de suivi des questions écrites des citoyens posées aux membres du Conseil d'arrondissement durant la période du 21 au 25 novembre 2025

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De prendre acte du dépôt du rapport de suivi des questions écrites des citoyens posées aux membres du conseil d'arrondissement durant la période du 21 au 25 novembre 2025.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1254957009

CA25 240497

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240498

Accorder un contrat à 9083-0126 Québec inc. (Creusage RL), pour les services d'excavation pneumatique dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une durée de 3 ans - Autoriser une dépense totale de 1 433 163,38 \$, taxes incluses (Appel d'offres public 25-21163 Lot 6 – 3 soumissionnaires)

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'accorder à 9083-0126 Québec Inc (Creusage RL), plus bas soumissionnaire conforme, un contrat se terminant au plus tard le 31 décembre 2028, pour l'exécution des travaux d'excavation pneumatique dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 1 433 163,38 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21163 - Lot 6;

De procéder à une évaluation du rendement de 9083-0126 Québec inc. (Creusage RL);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1258323002

CA25 240499

Modifier la résolution CA24 240011 afin de rendre la durée du contrat octroyé à 9291-6287 Québec inc. (Groupe RNET) conforme aux documents de l'appel d'offres public 23-20297 / Autoriser la première prolongation de ce contrat, pour une période additionnelle d'un an, soit du 1^{er} mars 2026 au 28 février 2027, pour le programme d'enlèvement des graffitis dans le secteur ouest de l'arrondissement de Ville-Marie / Autoriser une dépense supplémentaire de 452 642,65 \$, majorant ainsi la dépense maximale à 1 340 177,24 \$, taxes et contingences incluses (Appel d'offres public 23-20297 - 2 soumissionnaires)

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA24 240011 adoptée lors de sa séance du 13 février 2024, accordé un contrat à 9291-6287 Québec inc. (Groupe Rnet), pour le programme d'enlèvement des graffitis dans le secteur ouest de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense maximale de 887 534,59 \$ taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 23-20297;

Attendu qu'une erreur s'est glissée dans la résolution CA24 240011 et que la durée du contrat prévue aux documents de l'appel d'offres 23-20297 étant de 24 mois;

Attendu que l'Arrondissement souhaite se prévaloir de l'option de renouvellement d'un (1) an comme prévu à l'article 15.02 du contrat :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De modifier la résolution CA24 240011, en remplaçant la date « 12 décembre 2025 » par « 28 février 2026 » afin de rendre la durée du contrat conforme aux documents de l'appel d'offres 23-20297 \$;

D'autoriser la première prolongation du contrat accordé à 9291-6287 Québec inc. (Groupe RNET), pour une période additionnelle d'un an, soit du 1^{er} mars 2026 au 28 février 2027, pour le programme d'enlèvement des graffitis dans le secteur ouest de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale à 1 339 678,93 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 23-20297 – 2 soumissionnaires;

D'autoriser une dépense supplémentaire de 411 340,31 \$, taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 41 134,03 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de 9291-6287 Québec inc. (Groupe RNET);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1259448004

CA25 240500

Modifier la résolution CA24 240115 afin de rendre la durée du contrat octroyé à 9181-5084 Québec inc. (Solutions-Graffiti) conforme aux documents de l'appel d'offres public 24-20309 - Autoriser la première prolongation de ce contrat pour une période additionnelle d'un an, soit du 9 avril 2026 au 8 avril 2027, pour le programme d'enlèvement des graffitis dans le secteur est de l'arrondissement de Ville-Marie / Autoriser une dépense supplémentaire de 512 413,33 \$, majorant ainsi une dépense maximale de 1 323 734,42 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 24-20309 - 2 soumissionnaires

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA24 240115 adoptée lors de sa séance du 9 avril 2024, accordé un contrat à 9181-5084 Québec inc. (Solutions-Graffiti), pour le programme d'enlèvement des graffitis dans le secteur Est de l'arrondissement de Ville-Marie et autorisé une dépense maximale de 811 321,09 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 24-20309 - 2 soumissionnaires;

Attendu qu'une erreur s'est glissée dans la résolution CA24 240115, la durée du contrat prévue aux documents de l'appel d'offres 24-20309 étant de 24 mois;

Attendu que l'Arrondissement souhaite se prévaloir de la première option de renouvellement d'un (1) an comme prévu à l'article 15.02 du contrat :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De modifier la résolution CA24 240115 en remplaçant « 31 décembre 2025 » par « 8 avril 2026 », afin de rendre la durée du contrat conforme aux documents de l'appel d'offres 24-20309;

D'autoriser la prolongation du contrat accordé à 9181-5084 Québec inc. (Solutions-Graffiti), pour une période additionnelle d'un an, soit du 9 avril 2026 au 8 avril 2027, pour le programme d'enlèvement des graffitis dans le secteur Est de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi une dépense maximale de 1 216 981,64 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 24-20309 - 2 soumissionnaires;

D'autoriser une dépense supplémentaire de 368 782,32 \$, taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 36 878,23 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de 9181-5084 Québec inc. (Solutions Graffiti);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1259448005

CA25 240501

Conclure une entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en ingénierie, avec la firme IGF Axiom inc., pour la conception de plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics, pour un montant de 4 888 155,23 \$, taxes incluses - appel d'offres public VMP-25-016 (5 soumissionnaires)

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser une dépense de 4 888 155,23 \$, taxes incluses, aux fins de l'entente-cadre pour des services professionnels en ingénierie à la firme IGF Axiom inc., d'une durée de 36 mois, pour la conception de plans et devis et surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités d'affaires de l'arrondissement, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1250165002

CA25 240502

Approuver la convention de services et accorder un contrat de gré à gré pour un montant de 557 035 \$, taxes incluses, le cas échéant, à la Société écocitoyenne de Montréal (SEM) pour la gestion de l'éco-quartier des districts de Sainte-Marie et de Saint-Jacques et la mise en Suivre du Plan d'action 2026

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'approuver la convention de services et accorder un contrat de gré à gré à la Société écocitoyenne de Montréal, se terminant au plus tard le 31 décembre 2026, pour la gestion de l'éco-quartier des districts de Sainte-Marie et de Saint-Jacques et la mise en œuvre du Plan d'action 2026;

D'accorder, à cette fin, un montant maximal de 557 035 \$, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1256091003

CA25 240503

Approuver la convention de services et accorder un contrat de gré à gré pour un montant de 231 735 \$, taxes incluses, le cas échéant, à Sollicité pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en Suvre du Plan d'action 2026

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'approuver la convention de services et accorder un contrat de gré à gré à Sollicité, se terminant au plus tard le 31 décembre 2026, pour la gestion de l'éco-quartier du district de Peter-McGill et la mise en œuvre du Plan d'action 2026;

D'accorder, à cette fin, un montant maximal de 231 735 \$, taxes incluses, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1256091004

CA25 240504

Approuver la convention de services et accorder un contrat de gré à gré à l'organisme Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart, pour assurer la gestion et l'opération du centre Jean-Claude-Malépart pour l'année 2026 - Autoriser une dépense maximale de 316 268,82 \$, taxes et contingences incluses

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'accorder un contrat de gré à gré à la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart pour la gestion et l'opération du centre Jean-Claude-Malépart, du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 287 517,11 \$, taxes incluses;

D'autoriser une dépense de 28 751,71 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'approuver la convention de services à cette fin;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1254105012

CA25 240505

Autoriser la signature d'une convention de location de locaux avec deux organismes à but non lucratif occupant des locaux appartenant à la Ville de Montréal, situés dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2026, le tout représentant des recettes totales de 784 \$, toutes taxes applicables incluses

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser la signature d'une convention de location de locaux avec Folkore Canada International et Société du patrimoine d'expression du Québec occupant des locaux dans des installations sous la responsabilité de l'arrondissement de Ville-Marie, situés dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 juillet 2026, le tout représentant des recettes totales de 784 \$, toutes les taxes incluses;

D'imputer ces recettes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1254105014

CA25 240506

Autoriser la signature de neuf conventions de location de locaux avec neuf organismes à but non lucratif occupant des locaux appartenant à la Ville de Montréal, situés dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026, le tout représentant des recettes totales de 35 544 \$, toutes les taxes applicables incluses

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser la signature de neuf conventions de location de locaux dans des installations situés dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026 avec les neuf organismes suivants :

1. Association des chasseurs et pêcheurs de -Montréal Sainte-Marie inc.	2 916 \$
2. Regroupement Québécois du parrainage civique	1 452 \$
3. Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec inc	8 988 \$
4. Coalition pour le maintien dans la communauté (Montréal et alentours)	4 368 \$
5. Carrefour Saint-Eusèbe inc.	6 000 \$
6. Sans Oublier le Sourire	672 \$
7. Ruelle de l'avenir	8 460 \$
8. ARCG-Aînés et retraités de la communauté gaie	1 344 \$
9. Maison Plein Cœur	1 344 \$

D'imputer les recettes d'un montant total de 35 544 \$, toutes taxes incluses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1251920014

CA25 240507

Autoriser la signature d'une convention de prêt de local avec l'organisme à but non lucratif Voies culturelles des faubourgs, pour des fins d'utilisation administrative au Carrefour Saint-Eusèbe, sis au 2349, rue de Rouen, pour la période visée du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser la signature d'une convention de prêt de local avec l'organisme à but non lucratif Voies culturelles des faubourgs, pour des fins d'utilisation administrative au Carrefour Saint-Eusèbe, sis au 2349, rue de Rouen, pour la période visée du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, la valeur locative annuelle étant de 17 021\$.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1251920015

CA25 240508

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.11 à 20.19.

Adoptée à l'unanimité.

10.03 1252678010

CA25 240509

Autoriser la signature d'une convention de prêt de local avec l'organisme Inter-Action du quartier Peter-McGill, pour des fins d'utilisation administrative au centre culturel et communautaire Sanaaq, sis au 1200, rue du Sussex, pour la période visée du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser la signature d'une convention de prêt de local avec l'organisme Inter-Action du quartier Peter-McGill, pour des fins d'utilisation administrative au centre culturel et communautaire Sanaaq, sis au 1200, rue du Sussex, pour la période visée du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, la valeur locative étant de 16 237 \$.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1251920016

CA25 240510

Autoriser la signature d'une convention de prêt de local avec l'organisme à but non lucratif Club de Patinage Artistique Camillien-Houde, pour des fins d'utilisation administrative à l'aréna Camillien-Houde, sis au 1696, rue Montcalm, pour la période visée du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser la signature d'une convention de prêt de local avec l'organisme à but non lucratif Club de Patinage Artistique Camillien-Houde, pour des fins d'utilisation administrative à l'aréna Camillien-Houde, sis au 1696, rue Montcalm, pour la période visée du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, la valeur locative étant de 15 220 \$.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1251920017

CA25 240511

Accorder un prêt de local à Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire Emily-De Witt située au 2215, rue Dufresne, la valeur locative annuelle étant de 32 864\$ / Approuver, à cette fin, le projet de convention se terminant le 31 décembre 2028

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'accorder un prêt de local à Sentier urbain, à titre gratuit, pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire Emily-De Witt située au 2215 Rue Dufresne, la valeur annuelle locative étant de 32 864 \$;

D'approuver, à cette fin, le projet de convention se terminant le 31 décembre 2028.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1255179008

CA25 240512

Approuver les modifications aux conventions de contributions financières conclues avec onze organismes afin de prolonger la durée de douze projets jusqu'au 31 décembre 2026 pour un montant supplémentaire de 487 283 \$ / Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2026 avec Harambec, renaissance du collectif féministe noir et accorder une contribution de 23 524 \$/ Accorder à cette fin une dépense totale de 510 807 \$ permettant de financer des projets visant le développement du plein potentiel de l'enfant et du jeune en situation de vulnérabilité ou la prévention en sécurité urbaine, en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal et du Fonds de soutien financier en développement social de l'Arrondissement

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'approuver les modifications aux conventions de contributions financières conclues avec onze organismes, ci-après désignés, afin de prolonger la durée de douze projets jusqu'au 31 décembre 2026 pour un montant supplémentaire de 487 283 \$;

Axe 1

- 13 685 \$ au Carrefour de ressources en interculturel pour le projet Agent-e du milieu 0-12 ans et leurs familles dans le secteur des Faubourgs-Centre-sud et 18 100 \$ pour le projet Lutte contre la discrimination, le racisme et les micro-violences dans les écoles : Rendez-vous interculturels pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 32 450 \$ à Direction chrétienne Inc. (Innovation Jeunes) pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 31 686 \$ à La Relance Jeunes et Familles inc pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;

Axe 2

- 20 000 \$ à En marge 12-17 pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 38 501 \$ à Go jeunesse pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 36 443 \$ à GRIP Montréal pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 32 517 \$ à la Mission Saint-Michael pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 92 281 \$ à L'Anonyme U.I.M pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 67 000 \$ à Les YMCA du Québec pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 56 000 \$ au Refuge Mitshuap Montréal pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;
- 48 620 \$ à Sentier Urbain pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026;

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2026 avec Harambec, renaissance du collectif féministe noir et accorder une contribution de 23 524 \$;

D'accorder à cette fin une dépense totale de 510 807 \$ permettant de financer des projets visant le développement du plein potentiel de l'enfant et du jeune en situation de vulnérabilité ou la prévention en sécurité urbaine, en provenance du budget dédié du Service de la diversité et l'inclusion sociale pour le programme Prévention Montréal et du Fonds de soutien financier en développement social de l'Arrondissement;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1255179009

CA25 240513

Autoriser une affectation de surplus de 312 046,10 \$ / Approuver les modifications aux conventions avec Groupe communautaire l'itinéraire, L'Anonyme U.I.M. et la Société de développement social pour en prolonger la durée jusqu'au 31 mars 2026 afin de poursuivre l'offre de services de médiation communautaire / Accorder à cette fin une dépense supplémentaire de 312 046,10 \$ incluant les taxes si applicables, majorant ainsi la valeur totale des contrats de 927 423,56 \$ à 1 239 469,66 \$

Il est proposé par Claude Pinard
appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser une affectation de surplus de 312 046,10 \$;

D'approuver les modifications aux conventions avec les organismes ci-dessous, pour en prolonger la durée jusqu'au 31 mars 2026 afin de poursuivre l'offre de services de médiation communautaire :

- | | |
|--|---------------|
| - L'Anonyme U.I.M. | 85 324,74 \$ |
| - Le Groupe communautaire l'itinéraire | 99 493,00 \$ |
| - Société de développement social | 127 230,36 \$ |

D'accorder à cette fin, dans le cadre de la Stratégie Centre-Ville, une dépense supplémentaire de 312 046,10 \$, incluant les taxes si applicables, majorant ainsi la valeur totale des contrats de 927 423,56 \$ à 1 239 469,66 \$;

D'imputer cette dépense supplémentaire, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1255179010

CA25 240514

Approuver la convention, se terminant le 11 décembre 2026, avec la Clinique Droits Devant pour l'animation d'ateliers auprès des personnes cumulant plusieurs vulnérabilités en plus de l'itinérance dans le cadre du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 25 000 \$

Il est proposé par Claude Pinard
appuyé par Leslie Roberts

D'approuver la convention, se terminant le 11 décembre 2026, avec la Clinique Droits Devant pour l'animation d'ateliers auprès des personnes cumulant plusieurs vulnérabilités en plus de l'itinérance dans le cadre du « Fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie »;

D'accorder une contribution totale de 25 000 \$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16 1253405006

CA25 240515

Approuver une convention, se terminant le 30 avril 2026, dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du Quartier chinois » pour la réalisation du projet Nouvel An lunaire et accorder une contribution de 50 000 \$ à la Fondation JIA

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'approuver la convention, se terminant le 30 avril 2026, avec Fondation Jia pour le projet Nouvel An lunaire ;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 50 000 \$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.17 1259678006

CA25 240516

Autoriser la réception d'une contribution financière de 500,00 \$ provenant du Service national des sauveteurs Inc. pour permettre d'offrir des cours de natation gratuitement aux jeunes de niveau scolaire de l'arrondissement Ville-Marie, dans le cadre du Programme Nager pour survivre

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De recevoir et d'accepter la contribution financière de 500 \$ provenant de la Société de sauvetage, pour permettre d'offrir des cours de natation gratuitement aux jeunes de niveau scolaire de l'arrondissement Ville-Marie, dans le cadre du Programme Nager pour survivre;

D'imputer cette contribution financière conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18 1250244001

CA25 240517

Accorder un contrat à Norgéreq Ltée, pour les travaux de réfection de toiture et mise aux normes de la gestion des eaux du Centre Jean-Claude-Malépart - Dépense totale de 4 036 450,32 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15978 (5 soumissionnaires)

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'accorder à Norgéreq Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection de toiture et mise aux normes de la gestion des eaux du Centre Jean-Claude-Malépart situé au 2633 rue Ontario Est (2390), au prix de sa soumission, et d'autoriser une dépense maximale de 2 924 964 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15978;

D'autoriser une dépense de 584 992,80 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 526 493,52 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

De procéder à une évaluation du rendement du fournisseur;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.
Cette dépense sera assumée à 100 % par l'Arrondissement.

Adoptée à l'unanimité.

20.19 1257432001

CA25 240518

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Claude Pinard
appuyé par Leslie Roberts

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.04.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240519

Adopter le calendrier et les lieux des séances ordinaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2026

Il est proposé par Claude Pinard
appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le calendrier et les lieux des séances ordinaires du conseil d'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2026 :

Date CA	Heure	Lieu	Adresse
10 février	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
10 mars	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
14 avril	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
5 mai	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
9 juin	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
7 juillet	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée

1 ^{er} septembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
13 octobre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
10 novembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 décembre	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1252678024

CA25 240520

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1^{er} au 30 novembre 2025

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1^{er} au 30 novembre 2025.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1257768027

CA25 24 0521

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve pour des services de prêt, de menuiserie, d'entretien, de montage, de démontage et de transport pour différents types d'installations et d'événements du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), les services de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations (DSTSLI) de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve pour des services de prêt, de menuiserie, d'entretien, de montage, de démontage et de transport pour différents types d'installations et d'événements du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1259853003

CA25 24 0522

Offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoir drainantes à l'intersection de la rue Parthenais et du boulevard De Maisonneuve Est

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'offrir au conseil municipal, en vertu de l'article 85, alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de construction de saillies de trottoir drainantes à l'intersection de la rue Parthenais et du boulevard De Maisonneuve Est.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1253466005

CA25 240523

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240524

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 31 décembre 2025 au 31 décembre 2026

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser l'occupation du domaine public du 31 décembre 2025 au 31 décembre 2026 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit :

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), article 20, l'ordonnance B-3, o. 792 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1), articles 3 et 8, l'ordonnance P-1, o. 715 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), article 7, l'ordonnance P-12.2, o. 271 permettant de peindre et de dessiner sur la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085), articles 29 et 45, l'ordonnance CA-24-085, o. 250 permettant l'installation de fanions sur les lampadaires et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.01 1255703023

CA25 24 0525

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 9^e partie A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 9^e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), article 20, l'ordonnance B-3, o. 793 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), article 3, l'ordonnance C-4.1, o. 423 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1), article 8, l'ordonnance P-1, o. 716 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), article 7, l'ordonnance P-12.2, o. 272 permettant de peindre et de dessiner sur la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085), articles 29 et 45, l'ordonnance CA-24-085, o. 251 permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.02 1255907012

CA25 240526

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'un concert dans le parc de la Place Radio-Canada le 6 février 2026

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), article 20, l'ordonnance B-3, o. 794 permettant le bruit d'appareils sonores sur le site de la place Radio-Canada, le 6 février 2026.

Adoptée à l'unanimité.

40.03 1258188018

CA25 24 0527

Édicter l'Ordonnance relative aux emplacements désignés et à l'exercice des activités des artistes de rue sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et la rue Saint-Paul Est pour la saison 2026 en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006)

Il est proposé par Claude Pinard
appuyé par Leslie Roberts

D'édicter, en vertu du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), l'ordonnance CA-24-006, o. 70 relative aux emplacements désignés et à l'exercice des activités des artistes de rue sur la place d'Armes, sur la place Jacques-Cartier et la rue Saint-Paul Est pour la saison 2026.

Adoptée à l'unanimité.

40.04 1254680010

CA25 240528

Adopter, avec modifications, le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), notamment afin d'ajuster des dispositions visées indirectement par la concordance au Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal (24-017) -Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de règlement a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 30 septembre 2025 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Claude Pinard
appuyé par Leslie Roberts

D'adopter, avec modifications, le règlement CA-24-282-146 intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) », notamment afin d'ajuster des dispositions visées indirectement par la concordance au Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal (24-017).

Adoptée à l'unanimité.

40.05 1257303005

CA25 240529

Adopter le Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2026) - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2026), lors de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 28 novembre 2025 par sa résolution CA25 240488;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2026) » lors de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 28 novembre 2025 par sa résolution CA25 240488;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le Règlement CA-24-399 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2026) ».

Adoptée à l'unanimité.

40.06
CA-24-399
1255662001

CA25 240530

Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026) - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026), lors de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 28 novembre 2025 par sa résolution CA25 240489;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026) » lors de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 28 novembre 2025 par sa résolution CA25 240489;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le Règlement CA-24-400 intitulé « Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026) »

Adoptée à l'unanimité.

40.07
CA-24-400
1254957008

CA25 240531

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026, lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240478;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240478;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le Règlement CA-24-401 intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Montréal Centre-Ville et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 ».

Adoptée à l'unanimité.

40.08
CA-24-401
1252840018

CA25 240532

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026, lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240479;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240479;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le Règlement CA24-402 intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 ».

Adoptée à l'unanimité.

40.09
CA-24-402
1252840019

CA25 240533

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026, lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240480;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240480;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le Règlement CA-24-403 intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 ».

Adoptée à l'unanimité.

40.10
CA-24-403
1252840020

CA25 240534

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.11 à 40.13.

Adoptée à l'unanimité.

CA25 240535

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026, lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240481;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240481;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le Règlement CA-24-404 intitulé « Règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026 ».

Adoptée à l'unanimité.

40.11
CA-24-404
1252840021

CA25 240536

Adopter un Règlement sur les subventions aux sociétés de Développement Commercial reconnues comme pôles de vitalité nocturne dans l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2026 - Adoption

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur les subventions aux Sociétés de Développement Commercial reconnues comme pôles de vitalité nocturne dans l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 202, lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240482;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux Sociétés de Développement Commercial reconnues comme pôles de vitalité nocturne dans l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2026 » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 25 novembre 2025 par sa résolution CA25 240482;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le Règlement CA-24-405 intitulé « Règlement sur les subventions aux Sociétés de Développement Commercial reconnues comme pôles de vitalité nocturne dans l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2026 ».

Adoptée à l'unanimité.

40.12
CA-24-405
1259678005

CA25 240537

Adopter une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2) - Projet de résolution

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2), l'autorisation de:
 - a) Déroger notamment aux articles 10 et 43 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale et maximale ainsi qu'à la densité maximale;
 - b) Déroger à la condition de l'autorisation du CEDD de la séance qui s'est tenue le 18 septembre 2024 qui vise les plans réalisés par Chaloub architecte et estampillés par l'arrondissement le 4 juillet 2024;
 - c) Ériger, aménager et occuper un bâtiment résidentiel, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 25, 28, 34, 35, 37, 49, 51, 52, 53 et 54 réalisés par Atelier Chaloub architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 novembre 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) Assurer le respect des paramètres suivants :
 - i) l'implantation doit être substantiellement conforme à celle montrée à la page 35 de ces plans ;
 - ii) la hauteur maximale et la volumétrie des bâtiments doivent être substantiellement conformes à celles montrées aux pages 51 et 52 de ces plans ;
 - iii) les constructions hors toit et les équipements mécaniques doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale (matériaux et volumétrie) ;
 - b) Fournir, avant l'émission du certificat d'autorisation de démolition :
 - i) un devis technique pour la conservation et la restauration exemplaire des façades anciennes;
 - ii) en plus des documents requis par la réglementation, un devis technique pour le renforcement structural pour l'aménagement de l'escalier d'issue dans le bâtiment à conserver en bordure de la rue Sainte-Catherine;
 - c) Que l'ensemble du volet résidentiel du projet soit réalisé dans le cadre d'un programme d'un gouvernement, de la Ville ou d'un de leurs mandataires qui prévoit un engagement visant l'abordabilité des logements pour au moins 20 ans.
 - d) Fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation ou de construction, une étude de gestion des matières résiduelles intégrée au projet incluant :
 - i) La génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée, en litres, pour les trois types de collectes, soit les matières recyclables, les matières compostables et les ordures ménagères;
 - ii) Le système de gestion des matières résiduelles utilisé pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble;
 - iii) Une description de l'entreposage intérieur et extérieur;
 - iv) La localisation et la taille du point de collecte;

- e) Soumettre une demande de permis de transformation ou de construction relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants, afin de contribuer à la qualité du domaine public et du paysage urbain:
 - i) L'aménagement paysager dans la marge avant en bordure de la rue De Bullion doit être adapté à l'environnement immédiat;
 - ii) Assurer une interface dynamique en bordure de la rue Berger malgré la présence d'espace moins interactifs dont la chambre annexe, la salle à déchet et l'accès au stationnement souterrain;
 - iii) Harmoniser la couleur de la marquise de l'espace commercial au rez-de-chaussée avec l'identité commerciale plutôt qu'avec l'espace résidentiel à l'étage;
- 3) De fixer un délai maximal de 24 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de démolition visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet ;
- 4) De donner le mandat à la secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie de fixer la date, l'endroit et l'heure de l'assemblée publique de consultation.

Adoptée à l'unanimité.

40.13
pph4
1254869011

CA25 240538

Adopter un règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026-2027 - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Soraya Martinez Ferrada annonçant l'adoption du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.14 1259678002

CA25 240539

Approuver la nomination par intérim de Mme Sandra Picard à titre de Directrice des travaux publics au sein de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, en date du 9 décembre 2025.

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'approuver la nomination par intérim de Mme Sandra Picard à titre de Directrice des travaux publics (emploi 105040) au sein de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, en date du 9 décembre 2025.

Adoptée à l'unanimité.

50.01 1252818002

CA25 240540

Nommer les conseillers Leslie Roberts et Julien Hénault-Ratelle respectivement à titre de président et vice-président du comité consultatif d'urbanisme ainsi que deux nouveaux membres au sein de ce comité / Renouveler le mandat de deux membres pour une période de deux ans

Il est proposé par Soraya Martinez Ferrada

appuyé par Claude Pinard

De nommer, en vertu du Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003), pour une période de deux ans, le conseiller Leslie Roberts, à titre de président du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, le conseiller désigné Julien Hénault-Ratelle, à titre de vice-président de ce comité, ainsi que M. Jean-Philippe Ranger, à titre de membre régulier et M. Jean-Sébastien Bourdages, à titre de membre suppléant de ce comité;

De renouveler, en vertu du Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003), pour une période de deux ans, les mandats de M. Réjean Martineau, à titre de membre régulier et M. Joël Bellerose, à titre de membre suppléant de ce comité.

Adoptée à l'unanimité.

51.01 1256926003

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 10 février 2026, à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 20 h 13.

70.01

Soraya Martinez Ferrada
Mairesse

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA25 240xxx lors de la séance du conseil tenue le x xx 20xx



Dossier # : 1267768003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports des séances d'assemblée publique de consultation des 10 décembre 2025 et 21 janvier 2026

De prendre acte du dépôt des rapports des séances d'assemblée publique de consultation des 10 décembre 2025 et 21 janvier 2026.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-28 15:22

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1267768003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports des séances d'assemblée publique de consultation des 10 décembre 2025 et 21 janvier 2026

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt des rapports des séances d'assemblée publique de consultation des 10 décembre 2025 et 21 janvier 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-16

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-0136
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : - -
Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1267768003

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs
, Division du greffe

Objet :

Prendre acte du dépôt des rapports des séances d'assemblée
publique de consultation des 10 décembre 2025 et 21 janvier
2026



2025-12-10_PV_APC.pdf



2026-01-21_PV_APC.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732

Télécop. :

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

10 décembre 2025
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Leslie Roberts, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division de l'Urbanisme
Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement et cheffe d'équipe
Madame Fantine Chéné, conseillère en aménagement
Madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement
Monsieur Billy Chérubin, conseiller en aménagement

M^e Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement
M^e Laura Floresco, secrétaire-rechercheur

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Leslie Roberts, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus les 4 octobre et 29 novembre 2025 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 29.

Environ 9 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

- a) Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181, avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier – pp 499 (1254272005).**

Le président de l'assemblée invite madame Fantine Chéné, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Chéné présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

- b) Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) autorisant un plan d'affichage pour l'installation d'enseignes pour l'édifice de la Sun Life, situé au 1155, rue Metcalfe – pp 500 (1255289004).**

Le président de l'assemblée invite monsieur Billy Chérubin, conseiller en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Monsieur Chérubin présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

- c) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant l'affichage pour le Centre Sanaaq situé au 1200, rue du Sussex – pp 501 (1256645010).**

Le président de l'assemblée invite madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Jolicoeur présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

d) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant l'affichage pour la Place des Arts située au 105, rue Sainte-Catherine Ouest – pp 502 (1256645011).

Le président de l'assemblée invite madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Jolicoeur présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

e) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la démolition et la construction d'un immeuble situé aux 1225-1249, rue Metcalfe – pp 503 (1257400007).

Le président de l'assemblée invite madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- à l'application du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) dans le cadre de ce projet de construction;
- à la contribution financière qui sera favorisée, puisqu'une contribution sur site ne sera pas possible vu la nature du projet;
- au fait que le Comité logement Ville-Marie s'y oppose;
- à la date de début prévue pour la démolition du bâtiment;
- aux délais estimés pour l'émission du permis de démolition;
- aux obligations du propriétaire d'informer les locataires actuels quant à la date du début des travaux de démolition afin de quitter les locaux qu'ils occupent;
- au délai maximal pour débiter les travaux;
- au délai nécessaire pour l'analyse de la demande de permis.

f) Résolution, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c. 2), autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933 (projet Le George) – pph 3 (1257400008).

Le président de l'assemblée invite madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- à l'identité du promoteur;
- à la nature locative des logements prévus;
- à la définition de « logement abordable » et au programme auquel le propriétaire devra se conformer;
- aux dimensions des logements prévus;
- aux raisons qui justifient un passage de 4 à 25 étages pour le projet de redéveloppement;
- aux raisons qui justifient de permettre un coefficient d'occupation des sols (ci-après « COS ») de 15,89 alors que le COS maximal est de 12 pour ce projet de redéveloppement;
- aux mesures qui seront mises en place pour s'assurer que les conditions de la résolution seront respectées par le promoteur et que les logements resteront abordables pendant une période de 20 ans, compte tenu du fait que des travaux ont été effectués en 2023 sans permis;
- à la volonté soit de l'arrondissement, soit du propriétaire de prévoir du logement abordable dans le projet de redéveloppement;
- à la possibilité pour le propriétaire ou la ville de décider le montant du loyer pour un logement abordable;
- aux questions de savoir qui a le pouvoir de déterminer ce qui constitue du logement abordable et quel est le prix d'un loyer abordable;
- au fait que, selon le Comité logement Ville-Marie, les programmes de logements abordables ne sont effectivement pas abordables pour les ménages à faibles et modestes revenus.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Leslie Roberts, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 18 h 35.



M^e Anne-Marie Lemieux
Secrétaire d'assemblée

2026-01-22

date



M. Leslie Roberts
Président d'assemblée

2026-01-23

date

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

21 janvier 2026
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Leslie Roberts, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division de l'Urbanisme
Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

M^e Laura Floresco, secrétaire-rechercheur

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Leslie Roberts, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus les 13 décembre 2025 et 17 janvier 2026 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 30.

Environ 7 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DU PROJET ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) **Résolution, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c. 2), autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est – pph 4 (1254869011).**

Le président de l'assemblée invite madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Beaulieu présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *au programme utilisé pour financer le projet de redéveloppement;*
- *aux critères d'abordabilité définis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (ci-après « SCHL ») pour les logements étudiants qui sont, selon le Comité logement Ville-Marie, extrêmes faibles;*
- *aux loyers des logements dans le centre-ville qui peuvent atteindre des montants très élevés;*
- *au fait que les 60 logements abordables prévus pour le projet de redéveloppement seront en fait inabordables pour les locataires du quartier compte tenu des méthodes de calcul de la SCHL;*
- *au fait que le Comité logement Ville-Marie considère inacceptable que les dérogations prévues par la résolution permettront de presque doubler la hauteur maximale du projet et que les contributions en termes d'abordabilité qui y sont rattachées seront très petites*
- *au fait que le taux d'inoccupation des logements dont les loyers sont bas est nettement plus faible que celui des logements dont les loyers sont les plus chers;*
- *au fait que, selon la SCHL, le taux d'inoccupation des appartements locatifs de l'arrondissement de Ville-Marie était de 7,3% en octobre 2025, ce qui est au-delà du taux de 3% qui serait celui de l'équilibre du marché;*
- *au fait que le problème n'est pas un manque de logements, mais un manque de logements qui répondent réellement aux besoins des ménages à faible ou modeste revenu;*
- *au fait que le recours à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c. 2) confère plusieurs avantages aux promoteurs qui, à leur tour, contribuent à l'explosion des loyers et à la gentrification;*
- *à la latitude de l'arrondissement dans le recours à l'art. 93 et à la possibilité de refuser la demande du promoteur lorsque les conditions sont jugées insuffisantes au regard des impacts du projet;*
- *à la demande du Comité logement Ville-Marie d'effectuer des choix politiques plus ambitieux en matière de logements abordables;*

- à l'abolition du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041);
- à la nécessité pour la ville de se doter de mécanismes beaucoup plus audacieux que celui de l'article 93;
- au rapport sur l'utilisation de l'article 93 qui devrait être rendu disponible sur le site de la ville.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Le dossier à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Leslie Roberts, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 17 h 50.



2026-01-22

M^e Laura Floresco
Secrétaire d'assemblée

date



2026-01-23

M. Leslie Roberts
Président d'assemblée

date



Dossier # : 1267768001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 11 décembre 2025 et 22 janvier 2026

De prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 11 décembre 2025 et 22 janvier 2026.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-28 15:21

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1267768001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 11 décembre 2025 et 22 janvier 2026

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 11 décembre 2025 et 22 janvier 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-16

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-872-0136
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : - -
Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1267768001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 11 décembre 2025 et 22 janvier 2026



PV_CCU_2025-12-11_CA.pdf



PV_CCU_2026-01-22_CA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732

Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

11 décembre 2025

8h30

**Salle Espace citoyen(ne)s
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée**

Sont présents :

M. Leslie Roberts, président
M. Julien Hénault-Ratelle, vice-président
M. Réjean Martineau, membre
M. François St-Hilaire, membre
M. Michel Hardy, membre
Mme Maria Karteris, membre
Mme Danielle El Helou, membre
M. Daniel-Joseph Chapdelaine, membre

M. Louis Routhier, chef de division – urbanisme
Mme Stéphanie Turcotte, directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Mishnel Vincent, agent de recherche

Présentent leurs dossiers :

M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement – chef d'équipe
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement – cheffe d'équipe
Mme Judith Boisvert, architecte M.
Patrice Senécal, architecte
Mme Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement M.
Louis Caudron, conseiller en aménagement
Mme Fantine Chéné, conseillère en aménagement
M. Sébastien Aumais, architecte
Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

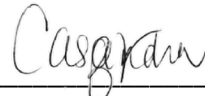
1. Ouverture de la séance			
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Leslie Roberts, président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8h34.			
2. Adoption de l'ordre du jour			
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.			
3. Dépôt des procès-verbaux			
Le procès-verbal du comité du 16 octobre 2025 a été transmis aux membres préalablement à la présente séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement.			
4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations			
4.1 Articles 89 et 93			
Aucun dossier			
4.2 Projet particulier			
4.2.1	3003618639	2050, rue Mansfield	Favorable avec condition
4.2.2	3003619644	1208, rue Stanley	Favorable avec conditions
4.3 Modification réglementaire			
Aucun dossier			
4.4 Dérogation mineure			
4.4.1	3003605645	1275, avenue De Lorimier	Favorable
4.4.2	No. à venir	1600, avenue De Lorimier	Favorable avec condition
4.4.3	3003619755	1360, boulevard René-Lévesque Ouest	Favorable
4.5 Usage conditionnel			
4.5.1	3003620174	1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville	Favorable
4.5.2	3003618211	1821, rue Atateken	Favorable avec commentaire
4.6 Titre VIII – Révision de projet			
4.6.1	3003617050 3003620671	429, rue De La Gauchetière Est	Favorable avec conditions
4.6.2	3003585418	1748, rue D'Iberville	Favorable
4.6.3	3003565407	2331, rue Lafontaine	Favorable avec conditions
4.6.4	3003561015	2262, rue Montgomery	Favorable
4.6.5	3003591544	325, boulevard René-Lévesque Est	Favorable
4.6.6	3003573910	1110, rue Saint-Antoine Ouest	Favorable avec condition 2025-12-15
4.6.7	3003587258	1125, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.8	3003379041	1538, rue Sherbrooke Ouest	Favorable

4.6.9	3003598654	1466, rue Panet	Favorable
4.6.10	3003578078	1884, rue D'Iberville	Favorable
4.6.11	3003598759	26, place Upper-Trafalgar	Favorable
4.6.12	3003575783	1692, rue D'Iberville	Favorable
4.6.13	3003613715	1400, rue Saint-Jacques	Favorable
4.6.14	3003602187	1929, rue Wolfe	Favorable
4.6.15	3003545227	670, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.16	3003555245	2221-2227, rue Larivière	Favorable avec conditions
4.6.17	3003114694	2101, rue De Bleury	Favorable avec conditions
4.6.18	No. à venir	1001, rue Lucien-L'Allier	Favorable avec conditions
4.6.19	3003579815	14, place de Chelsea	Favorable
4.6.20	3003609936	2545, rue Sheppard	Favorable
4.6.21	3003545217	2070, rue de la Montagne	Favorable avec conditions
4.6.22	3003595746	1430, rue De Bleury	Favorable
4.6.23	3003604623	1301, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable
4.6.24	3003538267	1852, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.6.25	3003504630	2155, rue Sainte-Catherine Est	Favorable
4.6.26	3003513360	104, rue Sherbrooke Est	Favorable
4.6.27	3003586887 3003621115	1692, rue de la Visitation	Favorable avec conditions
4.6.28	3003602437	3137, avenue Cedar	Favorable
4.6.29	3003555418	3550, avenue Atwater	Favorable
4.6.30	3003606074	4074, chemin de la Côte-des-Neiges	Favorable
4.6.31	3003599482	1504, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec conditions
4.7 Surhauteur			
Aucun dossier			
4.9 Autres dossiers			
Aucun dossier			
5. Prochaines séances			
La prochaine séance du comité aura lieu le jeudi 22 janvier 2026.			
6. Varia			
Aucun dossier			
7. Levée de l'assemblée			
L'ordre du jour étant épuisé, la président lève la séance à 10h55.			



Leslie Roberts
Président

date




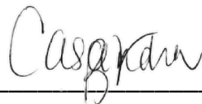
2025-12-15

Cascendra Barthelot
Secrétaire

date

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003618639
4.2.1

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	2050, rue Mansfield
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne un édifice de style brutaliste construit en 1967 selon les plans de Rosen, Caruso, Vecsei Architectes. Il accueillait à l'origine le siège social de l'Ordre des ingénieurs du Québec avant d'être converti en hôtel en 1999 sous l'enseigne Le Germain. L'immeuble abrite actuellement 136 chambres, ainsi qu'un bar et un restaurant au 2^e étage. En 2020, des travaux majeurs ont été réalisés, comprenant l'ajout d'un volume de six étages au-dessus du bâtiment existant et l'intégration d'un agrandissement en porte-à-faux au 2^e étage, redéfinissant la volumétrie et marquant l'entrée principale. Depuis 2021, une murale colorée recouvre le bâtiment.</p> <p>L'agrandissement en porte-à-faux au 2^e étage fut autorisé via un projet particulier, soit la résolution CA19 240103, étant donné que l'avant-corps créé par rapport au plan de façade ne respectait pas les encadrements prévus au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification du projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) lié à la résolution CA19 240 103, afin d'autoriser, en plus des autorisations déjà accordées, une dérogation à la densité maximale de 12 prescrite au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>. L'objectif est d'aménager deux niveaux supplémentaires à l'intérieur du volume existant, soit les niveaux 22 et 23, et ainsi ajouter 18 chambres au complexe hôtelier. La densité du site passerait ainsi de 11,7 à 13.</p> <p>Les travaux ne comportent aucune modification extérieure. Lors des travaux majeurs d'agrandissement réalisés en 2020 (permis 3000750335-18), le volume de six étages ajoutés au sommet du bâtiment existant ne comportait en fait que quatre niveaux de plancher, soit du 17^e au 21^e étage. Les deux derniers niveaux, soit les 22^e et 23^e, ont été laissés à l'état de structure. Ces deux niveaux</p>

	<p>inachevés sont déjà desservis par des cages d'escalier et des ascenseurs. Leur réalisation avait été faite en prévision d'une acquisition de la ruelle arrière, laquelle aurait permis d'augmenter la superficie du terrain et, par conséquent, la superficie de plancher autorisé dans le respect de la densité fixée à 12. Toutefois, ce projet d'acquisition est en impasse depuis plusieurs années, empêchant la complétion des travaux.</p> <p>Le projet déroge à l'article 43 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> qui fixe la densité maximale à 12 pour ce secteur. La dérogation peut être autorisée dans le cadre d'un PPCMOI, conformément au <i>Règlement (CA-24-011)</i>, si le projet présente une plus-value significative, notamment par sa contribution aux objectifs du PUM et des politiques municipales.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du ClubUniversitaire-de-Montréal. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	À la séance du 12 mars 2019, le CA adopte une résolution autorisant l'agrandissement en porte-à-faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du <i>Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble</i> .
Considérant que :	La proposition respecte l'objectif du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 visant à densifier davantage le territoire.
Considérant que :	L'agrandissement n'a aucun impact sur le volume construit et n'entraîne aucune modification extérieure.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dépassement de la densité maximale prescrite est accordé exclusivement pour permettre la complétion des niveaux 22 et 23, tels qu'illustrés aux plans 6 et 7 préparés par Lemay Michaud, et ne peut être utilisé à d'autres fins d'agrandissement. 	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003619644
4.2.2

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	1208, rue Stanley
Responsables :	Catherine Beaulieu et Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne l'immeuble constitué du lot 1340 224 du cadastre du Québec. Le site est situé en bordure de la rue Stanley entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine où le gabarit moyen des bâtiments est de trois étages avec une architecture éclectique représentative de différentes époques de construction. Entre 1920 et 1970, la rue et ses abords a été un des cœurs de la vie nocturne et du premier « quartier gai » du centre-ville.</p> <p>Le projet consiste à ériger un bâtiment de 21 étages (65 m), excluant les constructions hors toit, comportant un rez-de-chaussée commercial ainsi que 95 logements aux étages supérieurs, dont 15 studios (16 %), 41 unités de 1 chambre (43 %), 34 unités de 2 chambres (36 %) et 5 unités de 3 chambres (5%). La salle à déchets, les salles mécaniques ainsi que du rangement sont localisés au sous-sol. Aucune unité de stationnement n'est prévue.</p> <p>Le basilaire de 4 étages (14.5 m) reprend le gabarit de la maison victorienne, adjacente au site dont la hauteur est représentative du gabarit général du tronçon de rue. Sa façade vient également s'aligner avec celle de son voisin. Le rez-de-chaussée accueillera un commerce ainsi que des espaces résidentiels comprenant le hall d'entrée, un rangement pour vélos et un gym. Les étages supérieurs seront entièrement dédiés aux logements. Le bâtiment n'étant pas implanté à la limite de propriété, dans la marge latérale gauche en bordure de la ruelle, un aménagement paysager ainsi qu'un café-terrasse seront créés pour rendre l'espace plus agréable et animé. À l'arrière, un espace réservé pour l'entreposage des déchets lors de la journée de la collecte est prévu. Dans la cour arrière, des espaces libres seront aménagés avec de la végétation contribuant à réduire les îlots de chaleur.</p>

Le choix d’une pierre gris pâle pour le basilaire et pour les couronnements, entablements et pilastres permet une intégration harmonieuse dans le contexte environnant ainsi que son voisin immédiat tout en répondant aux critères de l’unité de paysage où le projet est construit. Afin de renforcer cette intégration, la section excédentaire du mur qui dépasse le gabarit du bâtiment voisin, principalement implanté sur le lot à l’étude, sera retirée. Cette intervention permettra une meilleure cohérence visuelle, notamment par le choix des matériaux. Par ailleurs, le reste du mur existant sera démoli afin de libérer l’emprise nécessaire à la construction sur la limite de propriété. Un rapport technique, réalisé le 21 septembre 2025 par la firme New Capital Engineer, précise les modalités de la démolition partielle et encadre les travaux pour assurer leur conformité et leur sécurité.

Le volume en surhauteur, construit en ossature de bois, ce qui en ferait le plus haut bâtiment de ce type à Montréal, atteindra une hauteur de 65 m et sera en retrait de 3,8 m du basilaire. La profondeur du retrait de surhauteur au 5e niveau permet l’insertion d’un toit végétalisé. Un joint sismique sur la portion nord de la tour, laisse un espace d’environ 45 cm et crée ainsi une dérogation à la marge latérale droite. L’enveloppe sera entièrement recouverte de panneaux de fibrociment de tons variés pour accentuer la composition architecturale. Des loggias sont intégrées sur le mur arrière et le mur sud, offrant des espaces extérieurs privatifs. Au toit, en plus des équipements mécaniques, une terrasse commune pour les résidents sera aménagée pour les résidents, contribuant à la qualité de vie et à l’animation des espaces collectifs.

Le projet déroge à certaines dispositions du *Règlement d’urbanisme (01-282)* :

- Hauteur (art. 8) : la hauteur incluant les constructions hors toit excède la limite actuelle de 65 m, laquelle demeure en vigueur jusqu’à l’obtention du certificat de conformité du règlement de concordance au PUM. Une fois ce certificat délivré, la hauteur maximale autorisée sera portée à 80 m.
- Densité (art.41) : le bâtiment atteint une densité de 12 alors que le règlement fixe la densité maximale à 9.
- Mode implantation (art.56) : le mur côté ruelle n’est pas implanté sur la limite latérale du terrain sur une profondeur de 4 m. Ce mur se trouve à 1,82 m de la limite de propriété.
- Marge latérale (art.81) : la marge latérale gauche (coté ruelle) se trouve à 2,14 m de l’axe de la ruelle et la marge latérale droite (mur nord) est à 0,45 m de la limite de propriété pour le volume en surhauteur. La réglementation prévoit une marge latérale à 0 m ou 3 m ou plus.

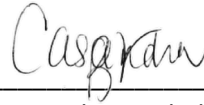
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	À la séance du 13 février 2020, le CCU a émis un avis favorable avec conditions pour la demande de surhauteur. Les membres souhaitent entre-autres, que le projet soit révisé quant à sa typologie de logements, afin d'inclure des logements de 3 chambres pour familles.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)</i> .
Considérant que :	La proposition respecte l'objectif du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) visant à densifier davantage le territoire.
Considérant que :	Le projet permet la densification d'un terrain vacant par l'ajout de 95 logements dans un contexte de pénurie de logements.
Considérant que :	L'utilisation d'une structure en bois massif contribue à la transition écologique dans le secteur immobilier par une meilleure performance énergétique, une réduction significative de l'empreinte carbone liée à la construction ainsi qu'une plus grande résilience face aux aléas climatiques.
Considérant que :	L'augmentation de la densité et le respect de la hauteur projetée prévu au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> satisfont les critères d'intégration dans le contexte environnant.
Considérant que :	Une stratégie pour l'intégration du nouveau bâtiment avec le bâtiment limitrophe assure une intégration adéquate du nouveau volume.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • retravailler l'identité du bâtiment afin de mieux l'harmoniser avec le langage résidentiel; • privilégier un choix de matérialité plus durable; • fournir une étude éolienne et un projet intégrant les mesures de mitigation, le cas échéant; • fournir une étude de gestion des matières résiduelles intégrée au projet incluant : <ul style="list-style-type: none"> ○ la génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée, en litres, pour les trois types de collectes, soit les matières recyclables, les matières compostables et les ordures ménagères; ○ le système de gestion des matières résiduelles utilisée pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble; déposer une stratégie de renforcement structurelle pour l'aménagement de l'escalier d'issue dans le bâtiment à conserver; ○ la localisation et la taille du point de collecte; 	

- traiter les constructions hors toit et les équipements mécaniques de manière à assurer leur intégration architecturale (matériaux et volumétrie);
- réaménager le café-terrasse dans la marge latérale afin d'optimiser l'espace;
- fournir un plan d'aménagement paysager réalisé par un professionnel pour tous les espaces libres et prévoir une gestion des eaux adaptée dû au secteur de cuvette;
- interdire la présence de condenseur visible à partir de la voie publique;
- atténuer l'impact visuel du mur mitoyen par un traitement architectural plus neutre, notamment en privilégiant la maçonnerie de brique ou de pierre plutôt qu'un recouvrement métallique.




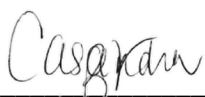
Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003605645
4.4.1

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	1275, avenue De Lorimier
Responsable :	Fantine Chéné
Description :	<p>La demande concerne l'immeuble correspondant à la phase 2 du projet Esplanade Cartier, construite en 2022. L'édifice présente un volume de 6 à 7 étages sur la rue Sainte-Catherine et l'avenue De Lorimier et un volume en surhauteur de 13 étages, situé plus en recul. Il s'agit d'un immeuble mixte, dont le rez-de-chaussée est principalement dédié au commerce de détail ainsi qu'à des espaces de bureaux. Le rez-de-chaussée comprend également un accès, au coin de l'avenue De Lorimier et de la rue Falardeau, à l'organisme communautaire du Y des Femmes, qui occupe principalement les deuxième et troisième étages de l'édifice.</p> <p>La demande vise à déroger à l'article 501 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> qui impose qu'une enseigne soit installée dans la partie de la façade située entre les ouvertures du rez-de-chaussée et celle de l'étage immédiatement supérieur au rez-de-chaussée. Le projet vise à installer, sur la façade de l'immeuble adjacente à la rue Sainte-Catherine, une enseigne lumineuse en lettres détachées de 3,79 m² (9,6 m x 0,39 m) et d'une profondeur de 8,9 cm. Elle serait installée entre les ouvertures du troisième étage et celle du quatrième étage. Sa hauteur par rapport au niveau du sol serait égale à 11,9 m. La demande peut être autorisée conformément au <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)</i>.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 10 septembre 2020, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de la demande de surhauteur et de la révision de projet relative à la phase 2 du projet Esplanade Cartier.
Considérant que :	La demande respecte les conditions d'autorisation du <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)</i> puisque la réglementation

	applicable cause un préjudice sérieux au requérant et que la demande ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des immeubles voisins.
Considérant que:	La demande est conforme aux dispositions du <i>Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)</i> .
Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Il est à noter que M. Réjean Martineau inscrit sa dissidence face à l'avis favorable du comité pour cette demande.	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire


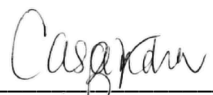
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

No. à venir

4.4.2

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	1600, avenue De Lorimier
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	<p>La demande concerne un site d'une superficie totale de 4 659 m², occupé par le bâtiment de l'ancienne savonnerie Barsalou datant de 1910 et conçu par Eugène Payette, architecte auquel on doit l'ancienne bibliothèque municipale à l'angle des rues Sherbrooke et Beaudry. Un projet d'agrandissement en vertu de la résolution CA23 240313 prévoit la construction d'une tour résidentielle de 65 m adjacente au bâtiment existant.</p> <p>La demande vise à autoriser l'aménagement d'un stationnement dont certaines voies de circulation ont une largeur de 5,2 m et l'installation de deux portes, dont les débattements empiètent d'au plus 30 cm sur le domaine public, soit la profondeur des marches empiétant sur le domaine public actuellement. Ces aménagements peuvent être autorisés conformément au <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA24-008)</i>.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>Aux séances des 19 janvier et 16 mars 2023, le CCU a émis un avis favorable avec conditions à l'égard de la demande de projet particulier.</p> <p>À la séance du 12 septembre 2023, le CA a adopté une résolution de projet particulier autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour ce bâtiment.</p> <p>À la séance du 16 octobre 2025, le CCU a émis un avis favorable avec des conditions à l'égard de la demande de révision de projet.</p>
Considérant que :	La demande respecte les conditions du <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA24-008)</i> , notamment en regard de la mise en valeur d'un bâtiment patrimonial existant.

Considérant que:	L'aménagement des entrées doit favoriser la sécurité, notamment en limitant le débattement des vantaux de portes aux empiètements sur le domaine public existant.
Considérant que:	La sécurité peut être garantie par un achalandage important, notamment avec l'aménagement proposé de vestibule permettant un accès direct des vélos vers le rez-de-chaussée depuis l'entrée de l'avenue De Lorimier.
Considérant que:	L'aménagement intérieur des espaces de stationnements permet des mouvements de véhicules assez dégagés pour assurer leur fonctionnalité.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'empiètement sur le domaine public du débattement du vantail de la porte de l'entrée principale de la partie de bâtiment existant est autorisé en regard d'un aménagement du vestibule de cette entrée qui permet un accès direct des vélos vers le stationnement. 	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire


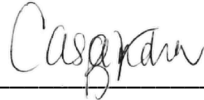
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003619755

4.4.3

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	1360, boulevard René-Lévesque Ouest
Responsable :	Louis Caudron
Description :	<p>La demande concerne une des deux tours de la Cité du commerce électronique. Elle est située sur le boulevard René-Lévesque Ouest, entre les rues de la Montagne et Lucien-L'Allier. La Tour II a été construite en 2004 sur les plans de Béique Legault Thuot (aujourd'hui BLTA) dans un style néo-moderne, alliant des façades en mursrideaux avec des détails en acier et des colonnes en béton brut. Haute de 17 étages, elle est reliée par un atrium à la Tour I et intègre le bâtiment historique de la Guaranteed Pure Milk, situé rue Lucien-L'Allier.</p> <p>La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne annonçant la compagnie Investors Group (IG), dont les bureaux se trouvent dans les suites 300 et 400 de la Tour II. Les dimensions de l'enseigne sont de 0,62 m de haut par 2,00 m de large, soit une superficie d'environ 1,24 m². Elle est constituée du logo IG et de la mention Gestion de patrimoine en lettres détachées, le tout réalisé en acrylique blanc en relief de 1,9 cm avec un vinyle perforé bleu foncé appliqué sur la face avant. Le logo et le texte sont insérés dans un caisson en aluminium peint gris métallisé et rétroéclairé par des DEL. L'enseigne est installée dans la partie droite du bandeau horizontal métallique situé au-dessus de l'entrée principale de l'édifice à une hauteur de 5,9 m.</p> <p>La proposition n'est pas conforme à l'article 501 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, qui précise qu'une enseigne sur une façade – entendue comme « un mur visible de la voie publique » selon l'article 499.1 – doit être située entre les ouvertures du rez-de-chaussée et l'allège de la fenêtre de l'étage supérieur. Il est possible d'y déroger conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les dérogations mineures (RCA-24-008)</i>.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande respecte les conditions d'autorisation du <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)</i> , ainsi que les objectifs du <i>Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal (04-047)</i> .
Considérant que:	La réglementation applicable entraîne un préjudice sérieux au requérant et que la demande ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des immeubles voisins.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
<div>  Leslie Roberts Président </div> <div>  Cascendra Barthelot Secrétaire </div>	


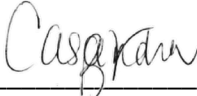
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003620174

4.5.1

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne une maison unifamiliale de deux étages, de style Second Empire, construite en 1870 et récemment mise en vente par son propriétaire occupant. Située à proximité du Quartier chinois, elle s'insère dans un tissu urbain dense et mixte, majoritairement résidentiel, mais marqué par la présence de nombreux services, institutions et organismes communautaires. Le voisin immédiat au sud est une maison de chambres comptant 17 unités, appartenant à la Société d'habitation et de développement de Montréal, tandis qu'au nord se trouve un quadruplex locatif.</p> <p>La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, l'usage « activité communautaire et socioculturelle » afin de permettre à l'organisme Stella, l'amie de Maimie d'y déménager son siège social. Fondé en 1995, cet organisme à but non lucratif est actuellement établi au 2065, rue Parthenais (L'édifice Grover). Sa mission est d'informer et de soutenir les travailleuses du sexe afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, tout en sensibilisant la société aux réalités de ce milieu.</p> <p>Les activités prévues dans l'immeuble seront principalement administratives (du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h) et des services d'accompagnement individuel (lundi, mercredi, jeudi et vendredi, de 11 h à 17 h). Le lieu se veut un lieu accueillant où les femmes peuvent échanger et obtenir de l'aide dans leurs démarches personnelles (par exemple : recherche de logement, procédures de plainte à la police, gestion budgétaire, information sur les infections transmissibles sexuellement). L'organisme assure également la distribution de matériel (par exemple : condoms, produits menstruels) et organise ponctuellement des ateliers éducatifs et des activités pour briser l'isolement (par exemple : club de lecture, soupers communautaires, soirées cinéma). Une clinique hebdomadaire est offerte le mardi, de 16 h à 19 h, pour le dépistage des ITSS et la contraception, avec un</p>

	<p>maximum de quatre participantes par séance. Les activités en soirée sont occasionnelles et ne dépassent jamais 20 h. Le local est fermé le samedi et le dimanche. L'organisme n'offre pas de service d'hébergement, de distribution alimentaire, ni de site de consommation supervisée, et oriente les femmes vers d'autres ressources spécialisées lorsque nécessaire.</p> <p>La majorité des interventions continueront à se dérouler à l'extérieur du site par notamment le travail de rue, les visites en prison et les visites auprès des femmes en situation de crise. Le site servira de point d'ancrage pour la coordination et l'accueil. Ce projet vise à offrir un lieu sécuritaire et calme, complémentaire aux ressources existantes, pour soutenir les travailleuses du sexe de l'île de Montréal.</p> <p>Aucune modification extérieure n'est nécessaire ni prévue. Le bâtiment, dans son état actuel, répond aux besoins de l'organisme.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition est conforme aux normes du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et répond adéquatement à ses objectifs et critères d'évaluation.
Considérant que :	Le service offert répond à un besoin et s'inscrit en complémentarité avec les autres organismes communautaires du secteur.
Considérant que :	Les horaires limités et la nature des activités minimisent les nuisances potentielles pour les résidents.
Considérant que :	Le milieu est déjà caractérisé par une mixité d'usages et une forte densité, ce qui favorise l'intégration du projet.
Considérant que :	Le projet n'entraîne pas l'éviction de locataires.
Considérant qu' :	Aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment n'est prévue.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.</p>	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire


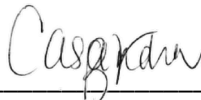
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003618211

4.5.2

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	1821, rue Atateken
Responsable :	Louis Caudron
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment à construire sur la rue Atateken, à mi-chemin entre les rues Ontario et Robin. Le site est occupé par un bâtiment résidentiel de trois étages, relié par des coursives à ses dépendances sur la ruelle. L'immeuble a une façade d'une largeur de 25 m, dont le revêtement a été transformé en 1977. Il compte douze logements qui sont vacants depuis 2021, et a été déclaré vétuste et irrécupérable dans le rapport d'expertise de Structure Conseil daté du 18 avril 2025.</p> <p>La demande vise à autoriser une occupation résidentielle au rez-dechaussée du bâtiment à construire. Ce projet de quatre étages, comprenant une mezzanine en retrait, plus un sous-sol, accueillera 25 logements (5 studios, 15 unités d'une chambre, 4 de deux chambres et 1 de trois chambres). L'immeuble possédera trois portes d'entrée sur la rue Atateken, dont une principale et deux donnant directement accès à des logements du rez-de-chaussée. Elles sont reculées dans une alcôve, accueillant un palier et une volée de quatre marches, car le rez-de-chaussée est légèrement surélevé du niveau du sol. La façade est en retrait d'environ 63,5 cm, permettant un aménagement paysager parallèle au trottoir.</p> <p>Un usage résidentiel peut être autorisé au rez-de-chaussée d'un bâtiment conformément à la procédure des usages conditionnels, en vertu du paragraphe 8° de l'article 136 du <i>Règlement d'urbanisme (01282)</i> et selon certains critères.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et aux critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , notamment relatifs

	à sa compatibilité et son insertion au milieu environnant, ainsi qu'à la difficulté d'y occuper des locaux avec un usage commercial.
Considérant que :	Le projet participe aux objectifs de construction de logements du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) et permet d'améliorer l'achalandage sur la rue Atateken.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.</p> <p>Par ailleurs, les membres suggèrent d'opter pour un matériau de revêtement plus durable à l'intérieur des alcôves formant les trois entrées sur la rue Atateken et d'aménager une rampe d'accès à l'arrière du bâtiment afin de permettre l'accessibilité universelle des logements du rez-de-chaussée.</p>	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003617050 et 3003620671

4.6.1

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	429, rue De La Gauchetière Est
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment comportant deux sections. La première section, à l'ouest, a été construite en 1885 et était originalement une résidence bourgeoise. La deuxième section, à l'est, a été construite en 1891. Les deux sections ont été reliées lors de la construction de la seconde moitié. L'ensemble abritait le Couvent du Saint-Nom-de-Jésus.</p> <p>La demande vise à autoriser l'ajout, en cour avant, d'un poste de mesurage pour le gaz naturel à proximité de la façade. Le poste est intégré à la clôture qui borde la cour avant à la jonction avec le passage piéton menant à l'entrée du bâtiment. La clôture est d'une hauteur de 2,23 mètres sur une longueur de 3 mètres.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>À la séance du 15 février 2025, le CCU a émis un avis favorable avec conditions au projet de transformation du bâtiment.</p> <p>À la séance du 13 juin 2025, le CCU a émis un avis favorable à certaines modifications aux constructions hors toit.</p>
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	L'équipement mécanique est intégré au muret déjà proposé et que cet équipement est nécessaire et sera discret.
Considérant que :	La nouvelle section de clôture s'intègre adéquatement au dénivelé et à la clôture déjà proposée.
Considérant que :	La proposition n'a pas d'impact sur l'architecture du bâtiment et que cette modification sera somme toute peu visible.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- maintenir l'alignement de la clôture avec le bâtiment sur toute la longueur et installer le poste de mesurage de gaz en alcôve pour mieux le dissimuler;
- déplacer la clôture devant le muret du côté de l'allée piétonne;
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003585418


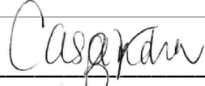
4.6.2

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1748, rue D'Iberville
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment comportant deux parties, soit celle du coin comportant 3 sections et le bâtiment adjacent au sud. La partie située sur le coin a été construite vers 1900 selon les registres fonciers de la Ville de Montréal. La partie sud, située sur la rue D'Iberville seulement, a été construite vers 1910. Dans les deux cas, le nom de l'architecte du bâtiment n'est pas connu et les plans originaux n'ont pu être retrouvés. Les deux parties ont été jointes par le rez-de-chaussée en 1973 pour étendre la surface de l'épicerie occupant alors le coin. L'ensemble présente aujourd'hui un assemblage complexe de volumes différents, aux ouvertures modifiées et aux matériaux multiples.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification, la restauration de la maçonnerie et le remplacement de l'essentiel de toutes les ouvertures du rez-de-chaussée. Ces modifications ont pour but d'aménager 3 logements à l'emplacement de l'ancien commerce.</p> <p>Sur la partie la partie sud, deux nouvelles ouvertures sont créées dont une porte et une fenêtre. Le revêtement de fausse pierre est retiré et remplacé par un parement de brique similaire à celui des étages supérieurs et permettant de restaurer une harmonie d'ensemble.</p> <p>Sur le volume de coin, la grande ouverture commerciale est conservée et la nouvelle fenêtre est subdivisée pour répondre au besoin du logement. La porte de coin est remplacée par une porte tripartite plus appropriée pour un logement. La façade latérale est percée de 3 ouvertures alignées sur celles de l'étage supérieur. Une petite section du parement de pierre est retranchée et remplacée par de la brique rouge pour éviter que la nouvelle fenêtre ne chevauche deux matériaux différents.</p> <p>La partie arrière du bâtiment de coin, uniquement localisé sur la rue La Fontaine, est percée de 2 portes et de 3 fenêtres. Le revêtement de</p>

	fausse pierre est remplacé par de la brique rouge similaire à la brique rouge du reste du bâtiment.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La proposition permet l'harmonisation du revêtement du rez-dechaussée avec les étages supérieurs pour la section comportant 3 étages.
Considérant que :	Les interventions permettent de mettre en valeur le bâtiment et n'ont pas d'impact négatif sur celui-ci.
Considérant que :	La proposition permet l'ajout de nouvelles ouvertures qui animeront le parcours piéton et l'animation du domaine public.
Considérant que :	La proposition comporte l'aménagement de 3 logements supplémentaires.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003565407
4.6.3

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2331, rue Lafontaine
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1900 selon les registres fonciers de la Ville de Montréal. L'édifice fait partie d'un ensemble de 3 bâtiments situés au 2325, 2331 et 2337. Il est situé du côté nord de la rue Lafontaine, entre les rues Fullum et Dufresne. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est un alignement de duplex et de triplex datant principalement du début du vingtième siècle. C'est un bâtiment de 2 étages, revêtu d'un revêtement de clin métallique sans motif et se terminant par une corniche épurée et un toit plat. Le revêtement de brique d'origine a été retiré en 1992, moment où la corniche a été simplifiée et au moment où la fenêtre du rez-dechaussée a été agrandie.</p> <p>La demande vise à autoriser la rénovation de la façade et le retour de l'essentiel des composantes d'origine. Cependant, la corniche est traitée différemment de la corniche d'origine toujours visible sur le bâtiment au 2337, rue Lafontaine. Un rang de brique en soldat est ajouté pour créer un alignement avec le bâtiment voisin. L'ouverture du rez-de-chaussée ne retrouve pas sa dimension d'origine, elle est plutôt traitée de manière contemporaine avec un linteau de brique en soldat plat et une subdivision différente. Le linteau au-dessus des portes du rez-de-chaussée est traité en brique panneresse sans autre détail. La brique proposée est une brique rouge et lisse de format modulaire tel que Riverdale Smooth de Canada brique.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> ;

Considérant que :	De manière générale, la proposition permet le retour des éléments de maçonnerie d'origine et d'autres détails.
Considérant que :	La fenêtre du rez-de-chaussée a été agrandie en 1992 et que la proposition la traite de manière contemporaine.
Considérant que :	La corniche a été modifiée en 1992 et que le nouvel alignement de maçonnerie permet une remise en contexte avec le bâtiment adjacent.
Considérant que :	Le linteau au-dessus de la porte d'entrée ne comporte pas de traitement d'ouverture.
<p>Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ajouter un linteau en brique en soldat au-dessus des portes d'entrée tel que celui de la fenêtre adjacente au rez-de-chaussée; • réviser la proposition de fenêtre au rez-de-chaussée pour deux fenêtres à guillotine adjacentes et identiques aux proportions 50/50; • déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Leslie Roberts Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

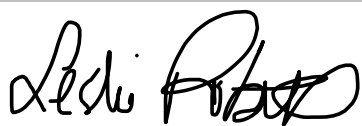
11 décembre 2025

3003561015

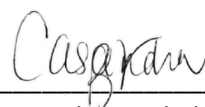
4.6.4

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2262, rue Montgomery
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1910 selon les registres fonciers de la Ville de Montréal. L'édifice est situé du côté ouest de la rue Montgomery entre les rues de Rouen et Hochelaga. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est un alignement de duplex et de triplex. C'est un bâtiment de 2 étages, revêtu de brique rouge sans détail décoratif et se terminant par un toit plat.</p> <p>La demande vise à autoriser l'ajout d'une fenêtre au sous-sol et d'une margelle. La fenêtre est alignée par le centre avec celle au-dessus, elle mesure 48 po par 30 po (1220mm x 762mm). La margelle est constituée d'un muret de béton aligné par le haut avec le mur de fondation existant, elle mesure 53po x 36po (1345mm x 915mm). Sa profondeur est de 50 po (1270 mm) depuis le niveau du sol. Pour en protéger l'ouverture, la margelle est recouverte d'un grillage amovible. L'aménagement paysager autour de la margelle sera refait et inclura des graminées, des buis et des vivaces diverses.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La nouvelle fenêtre et la margelle n'ont pas n'impact négatif sur le bâtiment, sa façade et sur l'environnement adjacent.
Considérant que :	La proposition permettra l'utilisation d'espace en sous-sol actuellement non valorisé en raison du peu d'apport de lumière.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

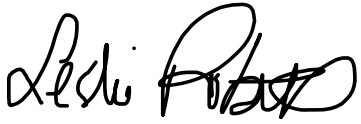

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003591544

4.6.5

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	325, boulevard René-Lévesque Est
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment actuellement en construction selon les plans des architectes Simard Architecture Inc dans un style contemporain. L'édifice est situé du côté nord du boulevard René-Lévesque Est entre les rues Sanguinet et Saint-Denis. C'est un bâtiment de 15 étages avec construction hors toit, revêtu de panneaux de métal sur ses façades avant et arrière et de brique gris-beige sur ses façades latérales. L'édifice est situé entre deux bâtiments de hauteur équivalente. À l'arrière, l'avenue Savoie est considérée comme une voie publique.</p> <p>La demande vise à autoriser certaines transformations aux façades et aux constructions hors toit. Sur la façade avant, la porte double d'entrée est transformée en porte simple avec fenêtre latérale fixe.</p> <p>Les constructions hors toit sont réduites et revues puisque les systèmes mécaniques ont été modifiés et nécessitent moins d'espace. Les deux constructions hors toit nord et sud sont conservées alors que celles du centre sont retirées.</p> <p>Sur la façade arrière, les contreventements originellement prévus sont retirés et seules les quatre grandes colonnes sont conservées.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La modification de la porte d'entrée est minime et n'a pas d'impact sur l'apparence du bâtiment.

Considérant que :	Le retrait des contreventements arrière permettra d'alléger la composition et d'apporter plus de lumière aux espaces bas du bâtiment.
Considérant que :	La modification des constructions hors toit ne sera pas visible des deux voies publiques bordant le bâtiment.
Considérant que :	Les modifications sont mineures et n'ont pas d'impact sur la proposition architecturale.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire


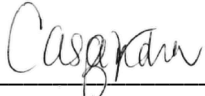
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003573910

4.6.6

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1110, rue Saint-Antoine Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment actuellement en construction. L'édifice est une surhauteur de 36 étages (120 mètres) situé à l'extrémité ouest de l'îlot. Ce dernier est ceinturé par les rues Saint-Antoine, Jean-D'Estrées, Saint-Jacques et Peel.</p> <p>Cette première phase du projet de construction de l'ensemble de l'îlot accueillera un projet résidentiel de 512 unités. L'entrée principale des résidences donne sur le débarcadère hors rue, situé au cœur de l'îlot, accessible depuis la rue Saint-Antoine. Des espaces commerciaux et des espaces communs sont prévus au premier niveau (niveau de la rue Saint-Antoine).</p> <p>La demande vise à autoriser certaines modifications aux façades, terrasses et constructions hors toit.</p> <p>Sur la façade est du côté de la cour intérieure, l'auvent continu au rez-de-chaussée anciennement proposé est retiré et remplacé par une marquise ponctuelle au-dessus de l'entrée résidentielle.</p> <p>Sur la façade sud, le revêtement de panneaux de béton des 3 niveaux inférieurs est remplacé par un revêtement en pierre calcaire. La profondeur de la loggia au 11^e étage est réduite d'environ la moitié pour agrandir les espaces des logements adjacents.</p> <p>Sur le côté sud, au 35^e étage, la terrasse entièrement pavée dans le passé est transformée en toit végétalisé avec accès réduit.</p> <p>Au niveau du toit principal, la taille de l'appentis est réduite en surface, mais légèrement rehaussée pour accommoder l'ascenseur en partie centrale. Un nouvel appentis est créé côté sud pour un escalier d'accès; la toiture de cet appentis est inclinée pour en réduire le volume et la visibilité.</p>

	Côté nord, au 12 ^e étage, le toit vert anciennement proposé est aménagé en toit-terrasse végétalisée avec accès et sentier pavé.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>À la séance du 13 octobre 2020, le CA a adopté, en vertu du <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA-24008)</i>, une dérogation relativement à l'interdiction d'aménager un débarcadère hors rue pour une construction située au 750, rue Peel.</p> <p>À la séance du 15 octobre 2020, le CCU a émis un avis favorable avec conditions, qui ont été respectées, et qui a mené à l'émission d'un permis de construction en 2022.</p> <p>À la séance du 3 mai 2023, le CCU a émis un avis favorable pour des modifications au permis émis en 2022.</p>
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les modifications proposées répondent aux critères de surhauteur et de l'unité de paysage Centre-Ville.
Considérant que :	Les modifications proposées agissent en continuité avec le concept architectural du bâtiment.
Considérant que :	Les changements proposés seront peu perceptibles de la voie publique.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'entrée en vigueur du <i>Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282)</i> afin, notamment, d'assurer la concordance au <i>Plan d'urbanisme et de mobilité</i> adopté le 30 septembre 2025 est un préalable à l'émission du permis visé par cette demande. 	
 <hr/> Leslie Roberts Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

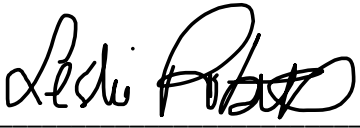
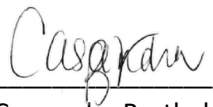
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003587258

4.6.7

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1125, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1946 selon les plans de l'architecte Henry E. Greenspoon dans un style Art déco Streamline. L'édifice est situé du côté nord de la rue Sainte-Catherine Ouest entre les rues Peel et Stanley. C'est un bâtiment de 3 étages, revêtu de pierre calcaire beige sans ornementation et se terminant par un toit plat.</p> <p>La demande vise à autoriser la transformation de la vitrine existante. Celle-ci est actuellement divisée en deux parties et accueille deux commerces. Le projet est d'unifier les deux locaux et les vitrines pour en uniformiser l'apparence.</p> <p>La vitrine de droite est démolie et remplacée pour s'harmoniser au mur-rideau de la partie gauche. Les subdivisions verticales et horizontales reprennent celles adjacentes. La séparation entre le rez-de-chaussée et le 2^e étage est revêtue de panneaux tympans opaques, puisque le plancher rejoint à cet endroit le mur-rideau. Pour la partie droite, les pans de verres alignés avec les tympans recevront un film transparent noir imitant les panneaux tympans pour uniformiser le traitement et réintroduire l'expression d'une subdivision horizontale plus forte.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que:	L'intervention s'intègre efficacement et sobrement au bâtiment et à la façade existante.

Considérant que :	La proposition ne reprend pas la forme d'origine de la façade de 1946, mais que la proposition tend à uniformiser l'apparence de la façade et reprend l'esprit original du bâtiment et de sa façade plus construite et structurée.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire


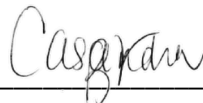
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003379041

4.6.8

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1538, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>Le bâtiment visé par les travaux a été construit en 1922 selon les plans des architectes Ross & MacDonald dans un style Beaux-arts. Il est situé à l'intersection des rues Sherbrooke Ouest et Guy. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est un alignement d'édifices prestigieux résidentiels et commerciaux datant principalement du début du vingtième siècle. C'est un bâtiment de 10 étages revêtu de brique beige et de blocs architecturaux et comprenant des détails décoratifs de béton imitant la pierre calcaire. Le tout se terminant par une corniche et un toit plat.</p> <p>La demande vise à autoriser l'ajout d'équipements mécaniques au toit de l'édifice historique du Medical Arts Building dans le cadre du projet de construction résidentiel intégrant ce même bâtiment. Le nombre total d'unités mécaniques est de treize. Cinq de ces unités sont situées au nord le long de la rue Sherbrooke et huit unités sont situées à l'ouest le long de la rue Guy. Les unités respectent les reculs prescrits et ne seront pas visibles depuis la voie publique. Les unités mécaniques seront ceinturées d'un écran acoustique métallique perforé de couleur gris-brun foncé. À certains endroits, la construction hors toit existante fera office d'écran acoustique.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est désigné comme immeuble d'intérêt au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , soit « Le Medical Arts Building ».
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .

Considérant que :	Le Medical Arts Building est un immeuble d'intérêt et que l'ajout des équipements au niveau de sa toiture n'a pas d'impact sur son apparence et son intégrité.
Considérant que :	Les unités et les écrans acoustiques respectent les reculs prescrits et ne seront pas visibles depuis la voie publique.
Considérant que :	L'ajout des unités mécaniques fait partie d'un important projet permettant de valoriser le secteur et les rues Sherbrooke et Guy.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Leslie Roberts Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003598654

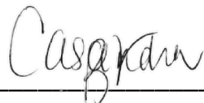
4.6.9

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1466, rue Panet
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 2020. L'édifice est situé sur la rue Panet entre le boulevard De Maisonneuve Est et la rue Martineau. C'est un bâtiment contemporain de 3 étages</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement de la fenêtre fixe existante par une fenêtre avec petite ouverture coulissante pouvant permettre la distribution de petit matériel, de façon sécuritaire par le personnel.</p> <p>Sidalys est un organisme sans but lucratif qui offre de l'hébergement supervisé et du soutien communautaire en logement social auprès de personnes vulnérables. Les fenêtres existantes sur le bâtiment sont d'aluminium anodisé clair, sans meneaux diviseur. La fenêtre proposée posséderait un panneau coulissant dans le bas, le matériau proposé est hybride PVC à l'intérieur et aluminium anodisé clair à l'extérieur.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que:	Des enjeux de sécurité du personnel et du public justifie le remplacement par un modèle différent.
Considérant que:	Le matériau extérieur de la nouvelle fenêtre respecte celui des fenêtres existantes.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire


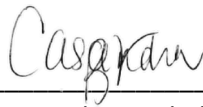
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003578078

4.6.10

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1884, rue D'Iberville
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1900, situé au sud de la rue Ontario, dans l'est de l'arrondissement. C'est un bâtiment de 2 étages de type ouvrier. Une photo de 1976 démontre un local commercial au RDC, La façade commerciale et la modification des ouvertures ont été faites à une époque inconnue. La maçonnerie de la façade a été remplacée en 2022. Le bâtiment est situé en zone de cuvette.</p> <p>La demande vise à autoriser, en premiers lieux, le remplacement de l'ensemble de l'entrée. Un seuil surélevé en béton serait créé dans le bas de l'ouverture existante afin de réduire les risques d'inondations récurrentes. L'imposte au-dessus de la porte serait éliminée et la nouvelle porte vitrée et son imposte latérale couvriraient toute la hauteur de l'ouverture.</p> <p>En deuxième lieu, la fenêtre triple actuelle serait remplacée par une double guillotine côte à côte dans l'ouverture existante modifiée de l'ancienne vitrine commerciale. La proposition est faite dans le cadre du remplacement complet des fenêtres de la façade par des guillottes conformes à l'origine, donc révision de projet non requise.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les infiltrations d'eau à répétition qui ont été observées à l'entrée de ce bâtiment justifient l'ajout d'un seuil surélevé.

Considérant que :	L'ouverture commerciale a été modifiée lors du changement d'usage en logement, et que celui-ci requiert que les fenêtres puissent ouvrir. Le modèle proposé s'harmonise avec les autres ouvertures de la façade.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Leslie Roberts Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


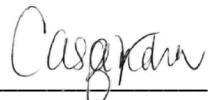
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003598759

4.6.11


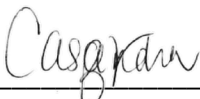
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	26, place Upper-Trafalgar
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne une maison de ville jumelée construite en 1967 et faisant partie d'un ensemble de 26 maisons identiques distribuées autour d'une rue dédiée et réalisée en 1966 selon les dessins des architectes Kahn et Kotansky. L'arrière des bâtiments situés au nord jouxte le parc du Mont-Royal.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement de deux ouvertures. La première ouverture est située sur le mur latéral à côté de la porte d'entrée. À l'origine cette portion du mur contenait une porte de service et une petite fenêtre. L'ouverture a été modifiée à une période inconnue pour y accommoder une porte patio coulissante. La proposition actuelle est de remplacer celle-ci par un seul pan de verre fixe sans meneau avec cadre en aluminium de couleur brun commercial.</p> <p>La deuxième ouverture est située à l'arrière; cette ouverture est la porte d'accès à la cour arrière. Elle était originalement constituée d'une porte à deux battants de trois carreaux de proportion similaire aux fenêtres. Il est proposé d'y installer une porte pleine largeur, soit 120cm (3' 11"), oscillo battante sans division.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .

Considérant que :	L'ouverture sur le mur latéral a été modifiée avec le temps, qu'il n'est pas proposé de la modifier et que la proposition est de meilleure qualité que l'existant.
Considérant que :	L'ouverture arrière n'a pas été modifiée dans le temps, que le modèle d'origine est connu mais que son modèle à deux portes étroites compromet un usage efficace selon les normes actuelles.
Considérant que :	L'emplacement de l'ouverture en façade arrière est peu visible, une porte-fenêtre oscillo-battante en plein vitrage serait acceptable ; le modèle proposé contemporain s'harmonise avec celui proposé au mur latéral.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003575783
4.6.12

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1692, rue D'Iberville
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1885. L'édifice est situé entre la rue La Fontaine et la rue Logan, dans l'est de l'arrondissement. C'est un bâtiment de 2 étages de type ouvrier qui occupe actuellement environ 50% de la superficie du terrain. Le site n'est pas situé en secteur de cuvette.</p> <p>La demande vise à autoriser l'aménagement paysager de la cour arrière, par suite de la construction d'un agrandissement de superficie au sol afin de créer une nouvelle entrée. Il est proposé de diminuer légèrement la zone pavée de stationnement de la cour et de planter un arbre de type lilas japonais. Le reste de la cour est gazonné et la surface verdie après travaux représentera 74%.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les espaces non construits sont presque totalement végétalisés, à l'exception du stationnement.
Considérant qu' :	Un arbre est planté.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande.

 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

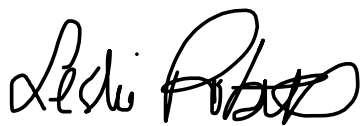
11 décembre 2025

3003613715

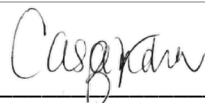
4.6.13

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1400, rue Saint-Jacques
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1984. L'édifice est situé à l'intersection des rues Saint-Jacques et Lucien-L 'Allier.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement d'une porte de logement donnant au sous-sol. Le bâtiment résidentiel fait partie d'un ensemble homogène qui comporte plusieurs portes donnant accès aux logements en sous-sol et situées en façade sur rue. Ces portes ne sont pas illustrées sur les plans pour permis de 1984 retrouvés dans nos archives.</p> <p>Le modèle le plus ancien répertorié est vu sur une photo de 2005, soit plus de 20 ans après la construction. Cette porte, identique à celle existante, comportait deux fenêtres verticales étroites; le même modèle est également existant sur la porte au 1500 du même bâtiment. Les autres ont un autre modèle et ont été remplacées à une période inconnue.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La proposition constitue une amélioration par rapport à l'existant et est compatible avec les composantes existantes du complexe immobilier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire


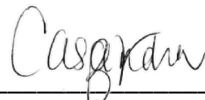
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003602187

4.6.14

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1929, rue Wolfe
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 2000. L'édifice fait partie d'un ensemble situé en tête d'îlot au sud de la rue Ontario Est, et s'étend de la rue Wolfe à la rue Montcalm. La terrasse visée par la présente demande se situe sur la partie avant de la toiture de l'édifice situé sur la rue Wolfe. La reconstruction de la terrasse est requise à la suite de la réfection de la membrane de toiture. Les terrasses avant actuelles occupent toute la surface de la toiture et les garde-corps et écran sont positionnés directement derrière le parapet.</p> <p>La demande vise à autoriser la reconstruction d'une terrasse au toit du bâtiment et donnant sur la façade avant. Il est proposé de reconstruire les terrasses sur la pleine largeur de la toiture et selon un retrait de 1.85m par rapport à la façade. Les garde-corps métalliques existants sont réutilisés et auraient une hauteur de 1.27m par rapport à la membrane. Un écran d'intimité en bois d'une hauteur de 1.83m est prévu au centre de manière à diviser les espaces privés des deux propriétaires. L'écran serait aligné avec la position des garde-corps et donc en recul ; le coin serait tronqué afin de limiter la visibilité à partir de la voie publique. Le parapet existant étant de hauteurs variables, certaines portions de la proposition seront visibles.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les garde-corps proposés reprennent l'emplacement prévu d'origine et qu'ils ne sont que légèrement visibles de la voie publique.

Considérant que :	L'écran d'intimité dont le coin est tronqué est positionné en recul et que celui-ci ne sera que peu voire pas visible de la voie publique.
Considérant que :	Globalement, la proposition s'intègre adéquatement à l'apparence du bâtiment et aux caractéristiques des bâtiments voisins.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003545227

4.6.15

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	670, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne l'immeuble Renouf construit en 1902 par Hutchison & Wood. Une annexe est construite à l'ouest en 1948 par Lawson & Betts. Le bâtiment à vocation commerciale est implanté à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Robert-Bourassa.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement des 4 grandes ouvertures du 2e étage dans un modèle différent de l'origine. Ces 4 grandes ouvertures étaient à l'origine et encore à ce jour divisé en deux parties égales par un large pied droit vertical. Les verres étaient fixes puisque ces ouvertures étaient des vitrines donnant sur un espace commercial. Il est proposé de les diviser en trois parties, dont celle du centre est légèrement plus large et alignée et en continuité avec des fenêtres aux étages supérieurs. Les deux fenêtres de part et d'autre comporteraient une partie ouvrante dans la portion basse des fenêtres. Les deux pieds droits ainsi que les fenêtres sont proposés en aluminium de couleur brun commercial telles que les fenêtres existantes.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>À la séance du 10 avril 2025, le CCU a émis un avis favorable pour une demande d'usage conditionnel résidentiel.</p> <p>À la séance du 6 mai 2025, le CA adopte une résolution autorisant l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel » relativement à l'aménagement de logements aux étages 2 à 7 pour le bâtiment.</p>
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande d'usage conditionnel.
Considérant que :	Le changement d'usage requiert des parties ouvrantes et que les dimensions d'ouvertures sont très grandes.

Considérant que :	La proposition tripartite n'est pas étrangère au langage stylistique et historique de l'ensemble.
Considérant que :	La proposition est harmonieuse et s'intègre parfaitement à la composition de l'immeuble.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Leslie Roberts Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003555245

4.6.16

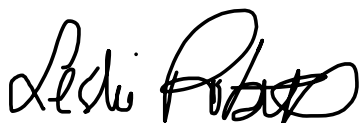
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2221-2227, rue Larivière
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne une construction sur un nouveau lot. Le site fera face à la rue Larivière. Il n'est pas situé en zone de cuvette et ne comporte pas de ruelle.</p> <p>La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de trois étages avec construction hors toit et terrasses pour abriter 4 logements. Le nouveau lot aura des dimensions de 8,16 m de profondeur sur 15,12 m de largeur. La nouvelle construction d'une emprise de 100 m² vient s'implanter en mode contigu et en retrait de 1,5 m du trottoir, permettant la végétalisation de la cour avant. Le taux d'implantation prévu de 81.8% a été autorisé par projet particulier.</p> <p>Le bâtiment proposé comporte quatre logements, soit deux unités d'une chambre situées au rez-de-chaussée, et deux autres de deux chambres situées sur deux étages aux 2e et 3e niveaux. Chacune des unités possède une entrée indépendante sur la rue Larivière. Des terrasses sur le toit comportant des plantations en bacs sont aménagées pour les logements des étages supérieurs.</p> <p>Le bâtiment présente une façade de maçonnerie de briques 3 tons de format Québec, dont gris foncé pour le rez-de-chaussée, et beige et rouge délimitant les deux logements sur deux niveaux des étages. Les teintes de briques viennent subdiviser verticalement la pleine largeur du bâtiment. Des appareillages de briques en saillie ponctuent et animent la façade ainsi que les façades latérales. Les ouvertures de la façade principale auront des proportions verticales, avec des insertions de panneaux métalliques, et de petites Juliette métalliques sur deux des ouvertures.</p> <p>Une petite sortie au toit permettra aux deux logements supérieurs l'accès à une terrasse et un toit végétalisé.</p>

Élément particulier :	Aucun
------------------------------	-------

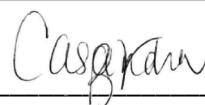
Remarque importante :	À la séance du 16 janvier 2025, le CCU a émis un avis favorable avec conditions pour la demande de projet particulier visant la subdivision du lot 1 423 898 et la construction, sur la partie résiduelle, d'un bâtiment résidentiel de 3 étages avec une mezzanine de construction hors toit.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux conditions émises par le PPCMOI.
Considérant que :	La nouvelle construction vient renforcer l'encadrement bâti. Le bâtiment proposé constitue une amélioration et une meilleure intégration au milieu d'insertion.
Considérant que :	L'aménagement paysager au toit et en cours avant permet d'augmenter la végétalisation du secteur en plus d'ajouter deux arbres de petit gabarit.
Considérant que :	L'absence de ruelle, l'alignement de construction en retrait permet un aménagement paysager en cour avant qui favorise une délimitation entre les domaines public et privé, en plus d'enrichir la biodiversité.
Considérant que :	Les intentions de matérialité avec l'utilisation de teintes différentes de brique rappellent les caractéristiques architecturales de l'unité de paysage tout en proposant une expression contemporaine.
Considérant que :	Le niveau de plancher du rez-de-chaussée par rapport à celui du trottoir favorise l'accessibilité universelle, mais pourrait engendrer de l'infiltration d'eau.
Considérant que :	L'apparence et la configuration de la sortie d'accès au toit s'intègrent adéquatement à l'apparence du bâtiment et que sa disposition contribue à atténuer sa visibilité à partir de la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- rehausser le niveau du rez-de-chaussée de façon à prévenir les risques d'infiltration d'eau lors de fortes pluies;
- remplacer de la porte de la chambre par une fenêtre ouvrante dans un souci de sécurité et de confort;
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003114694

4.6.17

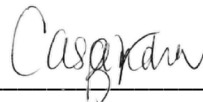
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2101, rue De Bleury
Responsables :	Charlotte Horny et Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un site qui comprend cinq immeubles de trois étages construits entre 1870 et 1910 et incluant un lot en front de ruelle, utilisé comme stationnement de surface et une section d'ancienne ruelle.</p> <p>La nouvelle construction est un immeuble résidentiel de 9 étages (25 mètres), Le rez-de-chaussée sur rue sera occupé par des commerces.</p> <p>Le basilaire sur la rue De Bleury s'inscrit en retrait de 0,56 m de la ligne de lot pour s'aligner avec son voisin au nord. Il compte 3 étages et est surmonté d'un volume en retrait de 1,25 m. La portion avant du volume supérieur est tronquée au sud de manière à introduire des fenêtres dans la façade latérale. La portion arrière s'inscrit à la ligne latérale de lot.</p> <p>Le revêtement du basilaire est en pierre calcaire Indiana (fini lisse). Le volume supérieur est en mur-rideau et les ouvertures comprennent des Juliettes en verre givré. Le découpage du parcellaire traditionnel est marqué dans le volume supérieur par l'insertion de bandes de béton préfabriqué gris inscrit en retrait de 215 mm avec un pliage en aluminium de même couleur faisant le lien avec le mur-rideau. Des insertions verticales en aluminium, blanc sur le volume supérieur et noir sur le basilaire, ponctuent les façades sur De Bleury et la ruelle au nord. La façade arrière est en béton préfabriqué beige pour les trois premiers niveaux et gris pour les niveaux supérieurs. Les façades latérales nord et sud sont en panneaux de béton préfabriqué gris avec des insertions verticales blanches. La façade sud étant sur la ligne de lot, le mur est aveugle.</p> <p>Le projet comprend également une cour intérieure au rez-dechaussée. Le toit accueille une terrasse collective et comprend une partie de surface végétalisée.</p>

Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du site classé des façades de la rue Jeanne-Mance. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	<p>Aux séances des 13 juin et 10 octobre 2019, le CCU a émis un avis favorable avec conditions à la demande de projet particulier, dont celle de revoir la composition architecturale des façades visibles depuis la rue De Bleury afin d'assurer une bonne intégration avec les façades des bâtiments existants et de favoriser l'animation de la rue et d'améliorer le dialogue entre le basilaire et les étages supérieurs.</p> <p>À la séance du 11 septembre 2025, le CCU a émis un avis défavorable à l'égard de la demande de révision de projet reliée à la nouvelle construction et un avis favorable à la rehabilitation des bâtiments existant sur la rue De Bleury.</p>
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Le concept architectural proposé est cohérent avec le contexte urbain.
Considérant que :	Le détail de composition des façades doit traduire le concept architectural.
Considérant que :	La cage d'escalier proposée à l'extrémité sud du volume supérieur compromet l'utilisation du mur-rideau pour cette portion de la façade donnant sur la rue De Bleury.
Considérant que :	La portion de mur latéral sud en retrait devrait optimiser la présence des ouvertures.
Considérant que :	La mise à jour des plans des toits reste à fournir.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard des demandes aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • prévoir des portions ouvrantes aux ouvertures des logements dans le basilaire en front de rue; • supprimer les lamelles verticales proposées sur les façades avant et latérales; • bonifier la facture résidentielle et l'échelle domestique de l'entrée, par l'ajout par exemple d'un éclairage discret s'adressant à l'usager, d'un bandeau ou d'une marquise, d'un modèle de porte différent des commerces, etc.; • optimiser les surfaces d'ouvertures vitrées à l'extrémité sud du volume sur De Bleury, notamment en déplaçant l'escalier sud vers l'intérieur du volume; 	

- assurer une insertion discrète des sorties de ventilation et prises d'air;
- améliorer l'alignement et la présence du couronnement du basilaire par rapport aux bâtiments contigus;
- fournir la documentation manquante:
 - plans de toit à jour, incluant tous les appentis, équipements mécaniques, terrasses et l'aménagement paysager de la terrasse;
 - échantillons de matériaux et les photos de mise en contexte de la pierre juxtaposée aux bâtiment existant contigus;
 - détail des agencements des différents matériaux et détails architecturaux;
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

No. à venir

4.6.18

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1001, rue Lucien-L'Allier
Responsables :	Charlotte Horny et Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne le site visé compris dans l'îlot délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Lucien-L'Allier, de la Montagne et Saint-Antoine. Le terrain adjacent au sud accueille l'édicule de la station de métro Lucien-L'Allier. Sur la rue Lucien-L'Allier, une tour de 45 étages (143 mètres) et 725 logements surmontant l'édifice Blachford, a été érigée à la suite de l'adoption d'une résolution de PPCMOI en 2018. L'édifice compte également un stationnement souterrain de cinq niveaux.</p> <p>Une autorisation en vertu de l'article 93 du PL31 est en cours d'adoption (adoption prévue en février 2026) afin d'autoriser une phase 2 sur la rue De la Montagne et certaines modifications dans la tour rue Lucien-L'Allier (phase 1).</p> <p><u>Phase 1</u></p> <p>La tour construite comprend 725 logements. Le projet vise l'aménagement d'un local commercial au niveau 2 à l'interface avec la servitude de passage (façade nord) et des logements sur le reste du niveau. Il vise aussi la régularisation des logements aménagés aux niveaux 3 et 46, ainsi que des modifications aux aménagements paysagers, au niveau bas des façades nord et sud, et à l'entrée commerciale donnant directement sur la rue Lucien-L'Allier et à autoriser des apprentis mécaniques sur le toit du basilaire face à la rue Lucien-L'Allier.</p> <p>À la suite du remplacement de certains espaces commerciaux par des logements, des modifications ont été apportées aux élévations, réduisant la quantité de verre clair au profit de l'ajout de murs en verre tympan gris. La nouvelle proposition visant à réinstaller les espaces commerciaux prévus au deuxième étage, sur la portion nord du projet, cette partie de la façade sera remplacée par du verre clair interrompu par les pilastres. Cela permettra non seulement de mieux distinguer les</p>

différents usages à partir de la voie publique, mais également de permettre un éclairage naturel supplémentaire dans les commerces.

Simultanément, deux escaliers en pierre gris clair, bordées par des bacs de plantation, seront ajoutés sur cette façade, afin de permettre un accès direct vers les commerces. Ils offriront également la possibilité de se rendre aux espaces de café-terrasses prévus au niveau du sol. Deux arbres ainsi que plusieurs végétaux sont prévus afin de verdir ces espaces longeant le passage piétonnier.

Du côté est, sur le toit et sous les balcons résidentiels, la petite terrasse commerciale sera remplacée par une toiture végétalisée.

Enfin, quatre appentis mécaniques de sortie de ventilation ont été installés sur le toit du niveau 5, avec un retrait de la façade moindre que ce que le règlement exige.

Phase 2

Le volume De la Montagne (phase 2) accueille 227 logements prévus comme du logement abordable, et un espace commercial de 79 m² au rez-de-chaussée adjacent à la rue De la Montagne. La tour atteint 26 étages (73m), en plus d'une construction hors toit pour les équipements mécaniques. La surhauteur s'inscrit en retrait de ±2 m par rapport à un basilaire d'une hauteur de 11 à 16 m. En plus de comporter un commerce et l'entrée résidentielle, le basilaire comprend à l'extrémité sud une porte cochère d'une hauteur de 4,5 m et une largeur de 5,7 m. La tour a un linéaire de façade de 14,7 m et une superficie de plancher d'environ 500 m². La tour se situe à une distance de 18,9 m de la tour de la phase 1 et à 19 m de la tour du Solstice, rue De la Montagne. La phase 2 est reliée à la phase 1 par un lien piétonnier au sous-sol 1. Les résidents auront donc un accès direct au stationnement.

La matérialité proposée comprend des panneaux de verre transparent légèrement fumés, des panneaux de verre tympan réfléchissant ou en aluminium et une trame orthogonale composée de panneaux d'aluminium de deux teintes contrastées, blanc-gris et anthracite, de 3mm d'épaisseur en surhauteur et 2,2 mm au niveau du basilaire. Afin d'accentuer le contraste entre les encadrements clairs et ceux de teinte anthracite, un recul de 65mm est proposé, ce qui contribuera à renforcer l'expression architecturale par le jeu d'ombre et de profondeur. Les persiennes pour les logements seront également intégrées à même ces bandes métalliques sombres afin de limiter leur impact visuel.

Au niveau du rez-de-chaussée, un revêtement en granit clair est proposé en léger recul par rapport à l'étage, permettant d'asseoir le bâtiment sur une base visuellement plus solide.

	<p>Il est prévu d'aménager une terrasse commune, sur la toiture du 4^e étage, au sud du bâtiment. Afin de maximiser les superficies communes, et être conforme aux minimums requis par le Règlement, cette terrasse s'implantera sur toute la surface de la toiture. Des garde-corps à barrotins métalliques noirs seront installés tout autour, à 466mm de recul par rapport à la façade. Des bacs de plantation seront installés parallèlement aux garde-corps; la végétation qui y sera plantée permettra de les dissimuler partiellement.</p> <p>Finalement, une construction hors toit accueillera une salle mécanique et les accès au toit, alors qu'une zone ceinte d'un écran visuel métallique sera prévue à l'extérieur pour loger d'autres équipements mécaniques. La solution proposée tente de minimiser l'impact de ces installations en les intégrant dans un volume défini et en limitant la quantité de matériaux prévus pour les habiller.</p> <p><u>Études d'impacts</u></p> <p>Selon l'étude d'impact éolien réalisée en octobre 2025 avec et sans le projet, l'impact éolien du projet est faible étant donnée la proximité de tours plus hautes que le projet. En été, les conditions (confortables pour le piéton) ne sont pas modifiées. En hiver, le coin nord-est de l'intersection Canadiens-de-Montréal / de la Montagne va recevoir des vitesses de vent plus élevées, tout en respectant les paramètres prévus à la réglementation.</p> <p>Selon l'étude d'ensoleillement, le projet a un impact sur la portion de la rue de la Montagne face au projet autour de 12 h. Toutefois cet impact est minime en raison de l'ombre générée par la phase 1 du George, notamment.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarques importantes :	<p>À la séance du 11 septembre 2025, le CCU a émis un avis favorable avec conditions à l'égard de la demande d'autorisation en vertu de l'article 93 du PL31.</p> <p>À la séance du 30 septembre 2025 – le CA a adopté une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la <i>Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2)</i>.</p>
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères du Règlement d'urbanisme et aux conditions du CCU émises pour l'autorisation en vertu de l'article 93 du PL31.
Considérant que :	Le gabarit relativement limité de la phase 2 comparativement aux autres constructions du secteur et le traitement architectural permettent une insertion satisfaisante dans le milieu.

Considérant que :	Les constructions hors toit semblent s'intégrer adéquatement au volume de la surhauteur, mais que peu de détails permettent de vérifier la qualité de cette portion du projet.
Considérant que :	L'articulation du revêtement en façade offre une signature visuelle permettant de bien distinguer la seconde phase du projet de la première.
Considérant que :	Le rez-de-chaussée offre une transparence contribuant au dynamisme au niveau de la voie publique.
Considérant que :	Les espaces commerciaux réinstallés au 2 ^e étage de la phase 1 permettront de dynamiser le passage piétonnier tout en se rapprochant des usages prévus et permis.
Considérant que :	La bonification de l'aménagement paysager de la cour latérale de la phase 1 permettra de verdir légèrement cette portion très minéralisée du site.
Considérant que :	Les modifications apportées à la façade sud de la phase 1 permettent de conserver l'apparence vitrée qui était prévue, tout en l'adaptant pour un usage résidentiel, par l'ajout de panneaux tympans.
Considérant qu' :	Aucune modification n'a été proposée concernant l'entrée commerciale sur la rue Lucien- L'allier.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <p>Phase 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • remplacer les portes menant à la toiture végétalisée adjacente au commerce du 2^e étage par des fenêtres de langage et proportions similaires à celles retrouvées sur la même façade; • transformer la porte d'issue résidentielle en accès au plancher commercial, sur la rue Lucien-L'Allier, et fournir les documents permettant d'analyser la qualité de l'intervention et son intégration sur cette façade d'origine; • proposer un aménagement paysager adapté au contexte du centre-ville : réduire la largeur des marches et assurer leur fonctionnalité, et privilégier des matériaux plus sobres, contemporains et mieux intégrés au contexte commercial pour les murets et bacs de plantation, notamment du béton coulé ou de l'acier prépatiné; 	

Phase 2

- détailler davantage les constructions hors toit, écrans et équipements mécaniques, afin de garantir leur intégration avec le reste du bâtiment;
- s'assurer que l'emplacement et l'aménagement de la dalle de propreté minimisent les nuisances pour les logements adjacents;
- maximiser les surfaces végétalisées sur les toitures des niveaux 2, 7 et 27;
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire


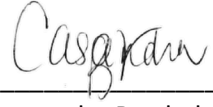
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003579815

4.6.19

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	14, place de Chelsea
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1923. L'édifice est situé sur la Place de Chelsea, donnant directement sur la rue Simpson. Le bâtiment en brique de 4 étages est composé de 18 maisons de ville de style Georgien, inspiré des maisons en terrasses anglaises. Il s'agit d'un ensemble unique du Golden Square Mile.</p> <p>La demande vise à autoriser la transformation de deux portes de garage en une seule grande porte double. Afin d'y parvenir, seule la section verticale entre les deux portes sera démolie, et la structure supportant la façade sera renforcée. L'appareillage de brique en soldat existant sera poursuivi entre les deux ouvertures d'origine. La porte proposée est à caissons, similaire aux autres portes doubles déjà installées sur le bâtiment.</p> <p>Il est également prévu de reconstruire et d'agrandir le balcon du 2e étage vers la droite du mur, devant l'ancienne cheminée en brique (aujourd'hui désaffectée). Ce dernier fera environ 1m par 2,5m. Des garde-corps à barrotins en acier soudé similaires aux garde-corps existants sont proposés. Un petit balcon de 0,9m par 1,5m sera également ajouté au 4e étage. Ce balcon servira d'aire de refuge (tel qu'exigé par l'article 9.9.9.1 (3) du Code) et sera accessible via une fenêtre oscillo-battante reprenant le langage et les subdivisions des fenêtres à guillotine d'origine.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .

Considérant que :	La transformation des deux portes de garage en une seule grande porte a déjà été autorisée pour plusieurs autres unités de cet ensemble architectural.
Considérant que :	Le nouveau balcon au 4e étage est proposé afin de répondre à des exigences du Code, tout en ayant un impact limité sur l'apparence de la façade.
Considérant que :	Les garde-corps en acier soudé proposés sont compatibles avec les garde-corps installés sur les murs arrière du bâtiment.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
<div>  Leslie Roberts Président </div> <div>  Cascendra Barthelot Secrétaire </div>	

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003609936

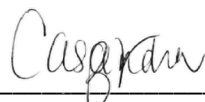
4.6.20

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2545, rue Sheppard
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1927. L'édifice est situé sur la rue Sheppard, entre Sherbrooke Est et Hochelaga. C'est un bâtiment de 3 étages en brique très typique du secteur. Il y a présentement une petite fenêtre donnant au sous-sol, derrière la végétation, de part et d'autre de l'entrée.</p> <p>La demande vise à autoriser l'agrandissement des fenêtres du sous-sol en façade, alignées avec les fenêtres du rez-de-chaussée. Les linteaux existants seront conservés, alors que les fenêtres de remplacement seront à guillotine, plutôt que fixes, reprenant le langage des autres fenêtres du bâtiment. Des margelles simples en acier ondulé seront installées devant les ouvertures agrandies.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les nouvelles fenêtres reprennent le langage des fenêtres aux étages, tout en conservant leur alignement.
Considérant qu' :	Il y a déjà des fenêtres donnant au sous-sol, et que leur agrandissement vers le bas n'aura donc aucun impact visuel depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande.




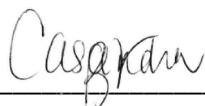
Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003545217
4.6.21

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2070, rue de la Montagne
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1900. L'édifice est situé sur la rue de la Montagne, entre Sherbrooke et de Maisonneuve Ouest. C'est un bâtiment de 3 étages en grès rouge. La pente de la rue a été légèrement modifiée au 20^e siècle, et la porte d'entrée a également été rehaussée. Alors qu'un petit perron en pierre était présent auparavant, il a été remplacé par un perron et un escalier en métal, laissant place à l'ajout d'une petite cour anglaise menant à un nouveau commerce au sous-sol, vers les années 1950.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement des garde-corps par un modèle similaire, en acier peint noir à barrotins de ¼", surmontés d'une main-courante en plaque d'acier de 2" x ½". Les marches de l'escalier seront également remplacées par des marches en pavé de béton gris.</p> <p>En ce qui a trait à la cour anglaise, deux longues marches permettront d'accéder au premier niveau, facilitant l'accès à l'espace situé sous le perron d'entrée. L'escalier menant au commerce du sous-sol sera aussi reconstruit à l'aide des mêmes pavés gris, et deux sections de garde-corps identiques à ceux de l'escalier principal seront installées. Il est également prévu de remplacer le sol de la cour anglaise par des pavés similaires, en béton gris, ainsi que de reconstruire les murets autour de la cour en blocs de la même teinte.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Mount Stephen Club. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les garde-corps proposés ont un langage discret et contemporain, tout en étant de qualité équivalente aux modèles installés dans ce secteur.

Considérant que :	Les marches en béton sont compatibles avec le bâtiment et offrent une bonne durabilité.
Considérant que :	La modification de la forme des marches menant à la cour anglaise permettra une meilleure utilisation de cet espace tout en libérant visuellement la vue vers la façade, grâce au retrait d'une longue section de garde-corps.
Considérant que :	La cour anglaise proposée impose de conserver 100% de surfaces minéralisées imperméables en cour avant.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • intégrer des bacs de plantation permanents et/ou remplacer des surfaces minéralisées par des zones perméables permettant de verdir la cour avant et de favoriser l'absorption des eaux pluviales; • déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Leslie Roberts Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003595746

4.6.22

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1430, rue De Bleury
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1913 selon les plans de l'architecte montréalais Ulrich Asselin. L'édifice est situé sur la rue de Bleury, près de l'intersection Mayor. C'est un des derniers témoins des "supers-palaces" d'inspiration Renaissance, une mode retrouvée dans plusieurs grandes villes nordaméricaines. Sa façade a conservé la majorité de ses composantes d'origine, mais son parapet ornementé a été démoli et un appentis mécanique visible de la voie publique a été ajouté en toiture.</p> <p>La demande vise à autoriser le démantèlement partiel de l'appentis sur le cinéma Impérial, ainsi que le rejointoiment du mur de brique mitoyen (contrairement à sa reconstruction). Cette démolition permettra de retrouver la volumétrie d'origine du cinéma. La façade nouvellement exposée sera revêtue de brique Belcrest 530 A en argile rouge similaire à la brique déjà utilisée sur le bâtiment. Des persiennes en acier galvanisé à finition naturelle seront également ajoutées.</p> <p>Sur la portion de mur mitoyen en brique qui a été exposée lors de la démolition du bâtiment voisin, les briques saillantes seront retirées, et le reste du mur sera nettoyé, réparé et rejointoyé.</p> <p>Finalement, une unité mécanique en toiture sera démantelée, et remplacée par une autre unité similaire, mais déplacée vers l'arrière du bâtiment.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est désigné comme immeuble patrimonial classé et immeuble d'intérêt « Le Cinéma Impérial ». Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	À la séance du 14 novembre 2024, le CCU a émis un avis favorable avec conditions concernant les modifications au projet de la tour adjacente au cinéma, qui devait intégrer les travaux de démolition partielle de

	l'appentis et de reconstruction du mur mitoyen en brique, en plus de certaines modifications aux ouvertures et au revêtement de la tour.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La démolition de l'appentis permettra de retrouver la forme et apparence d'origine du bâtiment, et de mettre en valeur la façade historique du cinéma Impérial.
Considérant que :	La réparation et le rejointoiement du mur mitoyen permettront de conserver la matérialité existante tout en limitant les interventions sur l'enveloppe du bâtiment.
Considérant que :	La demande a été reçue favorablement par le ministère de la Culture et des Communications.
Considérant que :	Les persiennes ajoutées sur la nouvelle façade de l'appentis ne seront pas visibles de la voie publique, et seront construites en acier à finition naturelle.
Considérant que :	La nouvelle proposition de démolition de l'appentis vient modifier les conditions de la garantie monétaire, laquelle pourra être libérée une fois les travaux complétés.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Leslie Roberts Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003604623

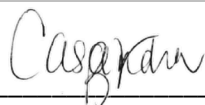
4.6.23

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1301, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1918. L'édifice est situé à l'intersection des boulevards de Maisonneuve Est et de la visitation. C'est un bâtiment de 4 étages recouvert de crépis et surmonté d'un couronnement métallique.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement d'équipements mécaniques sur la toiture de la Mission Old Brewery par des équipements plus petits, mais plus performants. La nouvelle génératrice, ainsi que toutes les composantes et conduites modifiées, respectent les reculs minimums requis par rapport aux façades. Elle sera située à plus de 7m de chaque voisin et ne sera pas visible de la voie publique.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	L'intervention ne sera pas visible de la voie publique.
Considérant que :	Les nouveaux équipements seront plus petits, tout en étant plus performants, que les équipements actuels.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003538267

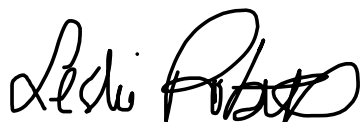
4.6.24

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1852, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1936. L'édifice est situé à l'intersection des rues Sainte-Catherine Est et Cartier. C'est un bâtiment de 3 étages avec une façade en pierre grise ayant conservé une très grande intégrité, dont sa corniche, la forme de ses pierres sculptées et son entablement. La façade latérale en briques est également de grande qualité, incorporant des insertions en pierre, des corniches moulurées et des pilastres en brique.</p> <p>La demande vise à autoriser plusieurs modifications à l'apparence d'origine du bâtiment, à la suite d'une rénovation complète des deux étages supérieurs.</p> <p>La plus importante intervention vise à ajouter un deuxième étage, à l'arrière du bâtiment. Ce petit ajout permettra d'offrir un accès au toit, à partir duquel une grande terrasse en bois, ceinte de garde-corps à barrotins en acier soudé, sera accessible aux résidents et servira simultanément de seconde issue pour les logements du bloc. Les garde-corps seront en retrait d'environ 5' par rapport à la façade. Afin d'accéder au 3e étage, un nouvel escalier droit en acier, avec marches en bois et garde-corps en acier, sera ajouté. Il est également prévu d'ajouter un petit balcon devant la porte du 3e étage, et de remplacer une porte par une fenêtre, au même étage.</p> <p>Cet agrandissement sera percé d'une fenêtre double à guillotine, reprenant le langage des fenêtres d'origine de la façade du bâtiment. Au niveau du rez-de-chaussée, un nouvel accès vers l'escalier sera percé à l'endroit où une porte et une fenêtre condamnée étaient déjà présentes. Cette nouvelle porte sera double et en verre, en forme d'arche. Elle sera placée dans une alcôve de 3' de profondeur, permettant un débattement vers l'extérieur des portes. Cette alcôve sera accessible via une arche en pierre et revêtue, sur ses côtés, de</p>

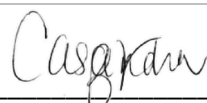
	<p>revêtement en pierre, et sur sa face, de panneaux de revêtement métallique noirs.</p> <p>Sur la rue Sainte-Catherine Est, les portes commerciales en verre seront remplacées à l'identique, alors que la porte résidentielle, présentement vitrée, sera remplacée par une porte avec panneau de verre et caisson en partie basse, de langage plus compatible avec son usage. Il est également prévu de remplacer toutes les fenêtres existantes par de nouvelles fenêtres identiques au rez-de-chaussée (à verre fixe), et à guillotine aux étages.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La nouvelle entrée proposée sur la rue Cartier permettra d'animer davantage ce tronçon de rue tout en accentuant la transparence de cette façade présentement 100% aveugle.
Considérant que :	L'agrandissement est en retrait par rapport au corps principal du bâtiment et qu'il s'intègre adéquatement à son style, par l'alignement des ouvertures et la matérialité proposée.
Considérant que :	Les nouvelles fenêtres percées sur la façade Cartier permettront également d'accentuer la transparence et la dynamisation de la rue, tout en reprenant les proportions des ouvertures existantes.
Considérant que :	La construction d'une terrasse, la réinstallation d'un grand balcon et d'un escalier vont redonner vie au mur arrière du bâtiment, qui a été laissé à l'abandon et placardé partiellement depuis plusieurs décennies.
Considérant que :	Plusieurs erreurs de représentation, de conception et d'incongruités sont toujours présentes sur les plans, ce qui ne permet pas une analyse complète et soulèvent des doutes quant à la faisabilité de certaines propositions.
Considérant que :	L'arche proposée sur la rue Cartier afin d'encadrer l'issue n'est pas compatible au langage résidentiel du secteur et du bâtiment, et que des ouvertures existent déjà à l'endroit où elle est proposée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- modifier les élévations et bordereaux de fenêtres afin de représenter correctement les types d'ouvertures proposés. Inclure aux plans (ou fournir sur un plan séparé) toutes les informations relatives aux nouvelles portes et fenêtres;
- réutiliser les ouvertures existantes afin d'y intégrer la porte sur le mur latéral;
- fournir des photos des échantillons des briques proposées pour l'agrandissement, prises devant la brique existante, afin de valider leur compatibilité;
- corriger les élévations du mur arrière existant, qui ne sont pas représentatives de la réalité;
- corriger la coupe de la façade Cartier fin de représenter fidèlement le profil de la corniche moulurée existante conservée;
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire


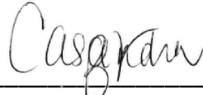
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003504630


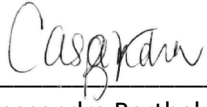
4.6.25

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2155, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment de 2 étages construit en 1965 selon les plans de l'architecte Pierre Ronco. Érigé sur deux lots anciens, le bâtiment était destiné à être occupé comme salle communautaire pour la communauté lituanienne de Montréal. Le bâtiment était caractérisé par un parement de pierre naturelle au rez-de-chaussée et de brique pour le deuxième étage. Du côté droit de la façade, une section entièrement fenestrée affirmait un caractère moderne pour le bâtiment. En 1974, le bâtiment est transformé afin d'accueillir une fonction commerciale et en 1996 il est agrandi vers l'est. Les multiples transformations de la façade et l'agrandissement ont eu pour effet de rendre imperceptible la forme d'origine du bâtiment à l'exception du parement de pierre qui a été conservé.</p> <p>La demande vise à autoriser des modifications apportées aux plans d'aménagement paysager liés à la demande de construction. La version précédente du projet proposait un accès vers le garage perpendiculaire à la façade, situé plus au centre du terrain. Toutefois, la présence d'une servitude et le manque d'espace pour la circulation automobile a obligé au concepteur de repenser cet accès, en le positionnant le long de la façade.</p> <p>En regroupant la voie pour les véhicules à la zone mécanique à l'est de la cour, la proposition permet de ne pas réduire drastiquement la superficie végétalisée de la cour. Elle offre également des sentiers de circulation piétonne en pavé de béton menant au garage et aux accès vers l'arrière des commerces et aux issues.</p> <p>Un bassin de bio rétention est toujours prévu, ainsi que la plantation de 12 arbres (versus 14 proposés dans la version précédente du projet) et d'arbustes divers. Afin de limiter les risques d'accumulation d'eau dans la partie basse de la rampe d'accès vers les garages, un dos d'âne sera</p>

	<p>également prévu dans le haut de cette dernière, tel que demandé en condition du CCU de novembre 2024.</p> <p>Le transformateur sur socle est légèrement déplacé, mais sera intégré à l'aménagement paysager grâce à l'ajout de plusieurs plantes et arbustes, contrairement à la version précédente, qui n'avait pas prévu d'écran végétalisé sur son pourtour.</p> <p>Les zones végétalisées en toiture seront aussi bonifiées, par l'ajout d'une grande section supplémentaire sur la toiture T1.</p> <p>Finalement, le taux de verdissement de la cour arrière était d'environ 70%, dans la version recommandée en avril, alors que le projet révisé atteindra un taux d'environ 72%.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 14 avril 2025, le CCU a émis un avis favorable pour ce projet de construction.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les taux minimums de verdissement des sols et toitures sont respectés, et même dépassés.
Considérant que :	Les modifications apportées permettent de conserver l'accès véhiculaire vers le garage sans nécessiter de modifications majeures au projet.
Considérant que :	L'aménagement proposé conserve ses éléments intéressants tels que le bassin de rétention et la diversité des essences végétales.
Considérant que :	La nouvelle version des plans d'architecture de paysage permet d'offrir une grande surface végétalisée ininterrompue, contrairement à la version précédente où la voie de circulation venait plutôt la diviser en deux zones distinctes.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
<div> <div>  Leslie Roberts Président </div> <div>  Cascandra Barthelot Secrétaire </div> </div>	

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003513360
4.6.26

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	104, rue Sherbrooke Est
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>Le bâtiment visé par les travaux a été construit à partir de 1846 par les religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, puis agrandi à plusieurs reprises, selon les plans de l'architecte John Ostell et du jésuite Félix Martin dans un style néoclassique. Il s'agit d'un bâtiment représentatif de l'architecture des ensembles conventuels de cette époque. L'aile utilisée par la coopérative Sourire à la vie, qui est visée par la présente demande, a été construite en 1861 et accueillait l'Académie des demoiselles.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement d'une ouverture supplémentaire au niveau du rez-de-chaussée, dans la cour avant, par une persienne insérée dans le cadre en bois d'origine de la fenêtre, qui a été conservée. L'ajout d'une lucarne-persienne en toiture, afin d'éviter l'ajout d'une persienne au RDC a été considéré, mais aurait eu un impact trop considérable sur l'aménagement intérieur des logements situés aux étages supérieurs, en plus d'impliquer des coûts supplémentaires considérables.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du monastère du BonPasteur. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	À la séance du CCU du 10 juillet 2025, le CCU a émis un avis favorable à cette demande à la condition de fournir les plans d'exécution modifiés incluant le revêtement de toiture et des portes d'issues. Des modifications ont dû être apportées en phase de planification.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , en plus d'avoir été reçue favorablement par le ministère de la Culture et des Communications.

Considérant que :	Les travaux visent également à restaurer l'enveloppe du bâtiment, ainsi que les fenêtres en mauvais état, permettant de redonner à ce bâtiment exceptionnel son lustre d'origine.
Considérant que :	Cette intervention sera peu visible de la voie publique, à cause du recul du bâtiment par rapport à la rue et du fait que la persienne sera positionnée perpendiculairement par rapport au trottoir.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

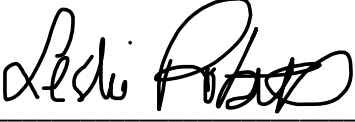
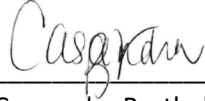
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003586887 et 3003621115

4.6.27

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1692, rue de la Visitation
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un site supportant jusqu'en 2019 deux maisons faubouriennes érigées peu avant 1870. Ces deux bâtiments formaient un ensemble avec le 1684, rue de la Visitation, qui est désormais le seul survivant du trio.</p> <p>La demande concerne un terrain accueillant les fondations et la structure partielle d'un projet de construction ayant dû être mis sur pause lors de l'expiration du permis émis en 2023. Ce projet de construction résidentiel a déjà été présenté au comité et fut accueilli favorablement. Toutefois, le demandeur souhaite modifier l'aménagement de la cour arrière. Le projet n'ayant pas été réalisé dans les délais permis, une nouvelle demande a dû être déposée afin de modifier les aménagements intérieurs du bâtiment, ce qui a un impact sur l'aménagement paysager de la cour arrière, principalement en ce qui a trait aux cours anglaises.</p> <p>Il est dorénavant prévu de rehausser le niveau des cours anglaises et de les recouvrir d'un aménagement perméable en galets, plutôt que d'y installer des terrasses. Une noue végétalisée, ainsi qu'une grande variété de plantes et d'arbustes seront également plantés sur les paliers menant à cette cour anglaise, ainsi que dans toute la cour arrière. Une noue végétalisée sera ajoutée en fond de lot, avec plantation de végétaux adaptés à ce type d'installation.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 13 juillet 2023, le CCU a émis un avis favorable en lien avec le projet.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .

Considérant que :	Le rehaussement du niveau de la cour anglaise ainsi que l'aménagement d'une noue végétalisée permettront une meilleure résilience face aux risques d'inondation dans ce secteur partiellement impacté par les zones de cuvettes.
Considérant que :	Le projet permet de bonifier la biodiversité dans le secteur tout en offrant un environnement naturel agréable pour les résidents du bâtiment et de leurs voisins immédiats.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • revoir la sélection des végétaux afin qu'elle soit mieux adaptée aux conditions des noues végétalisées; • s'assurer que des drains soient intégrés dans les noues drainantes et qu'ils soient connectés à une fosse de retenue avec pompe et puisard. 	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

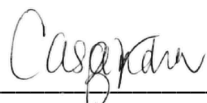
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003602437
4.6.28

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	3137, avenue Cedar
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne une résidence unifamiliale construite en 1948, située sur le flanc ouest du Mont-Royal. La cour arrière est végétalisée, ceinturée par une clôture en bois, et comporte une piscine creusée.</p> <p>Le projet consiste à autoriser l'installation d'une clôture en aluminium soudé d'une hauteur de 1,2 m autour de la piscine creusée. Cette clôture sera raccordée à celle existante qui ceinture la cour arrière. L'objectif est de sécuriser l'accès à la piscine depuis la résidence, conformément au Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles.</p> <p>Il est à noter qu'aucuns autres travaux d'aménagement paysager ne sont prévus.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Les travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Le projet propose une intervention limitée répondant aux obligations du Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



Leslie Roberts Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME


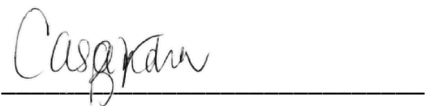
11 décembre 2025

3003555418

4.6.29


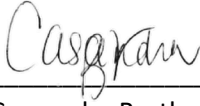
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	3550, avenue Atwater
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne une maison unifamiliale dont la piscine occupe la majeure partie de la cour arrière. Celle-ci est non visible du domaine public et est entourée d'arbres matures.</p> <p>La demande vise à autoriser l'installation d'une clôture entre le bâtiment et la piscine afin de sécuriser l'accès à celle-ci, conformément à la réglementation sur les piscines résidentielles. La clôture composée de poteaux carrés d'aluminium noir, d'une hauteur de 1,2 m (48 po), sera implantée uniquement devant les portes-patio pour restreindre l'accès depuis l'intérieur, puisque des dispositifs limitant l'ouverture des fenêtres donnant sur la piscine seront mis en place.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Les travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une révision de projet pour l'installation d'une clôture dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Considérant que :	La clôture n'est pas perceptible hors de l'emplacement visé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande.

 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

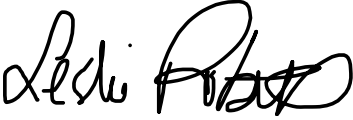
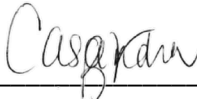
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003606074
4.6.30

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	4074, chemin de la Côte-des-Neiges
Responsable :	Louis Caudron
Description :	<p>La demande concerne un terrain compris dans un lotissement de cinq maisons adossées. Il est situé le long du chemin de la Côte-des-Neiges, face à l'intersection avec la rue Hill Park Circle. La maison de deux étages a été construite en 1964 dans un style moderne, en brique rehaussée de détails en béton. La clôture de la cour avant a été renversée lors d'un accident de moto le 4 septembre 2025.</p> <p>La demande vise à autoriser la reconstruction à l'identique de la clôture renversée. Les deux murets mesurent 1,46 m de haut et sont constitués de briques d'argile au format Québec de couleur rouge et brune (respectivement des types Riverdale en texture smooth et Sonoma en texture matt de Canada Brick), couverts de chapiteaux en pierre calcaire de Saint-Marc. La partie de la grille pliée a déjà été remplacée par une section d'un modèle identique à l'existant – produite par le même fabricant – de couleur noire et de 1,5 m de haut en moyenne.</p>
Élément particulier :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une révision de projet pour l'installation d'une clôture dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement sur les clôtures (CA-24-225)</i> et du <i>Règlement d'urbanisme de Ville-Marie (01-282)</i> .
Considérant que :	Les matériaux de la clôture et l'assemblage de ceux-ci l'intègrent harmonieusement avec les clôtures et les bâtiments existants, et que sa hauteur et son implantation tendent à en minimiser les irrégularités.

Considérant que :	Le remplacement de la clôture est la conséquence des dégradations issues d'un accident de la route.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003599482
4.6.31

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1504, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Louis Caudron
Description :	<p>La demande concerne un ensemble résidentiel en construction dont l'achèvement est prévu en 2026. Il est situé à l'intersection des rues Sherbrooke et Guy et se compose de deux bâtiments. Un premier volume de trois étages avec mezzanine vient compléter le front bâti de la rue Sherbrooke entre l'édifice Medical Arts et deux édifices victoriens intégrés au complexe immobilier. Il comporte une porte cochère, surmontée d'une marquise, qui forme l'entrée principale pour piétons et véhicules vers la cour où s'élève le second bâtiment. Celui-ci est constitué d'une tour résidentielle de 25 étages positionnée au sud du lot. Sa façade ouest s'aligne sur la rue Guy, à travers un basilaire de 10 étages, où est aménagée une entrée secondaire au rez-dechaussée. Dans son architecture, le projet immobilier revêt un style contemporain, influencé par le mouvement Art déco.</p> <p>La demande vise à autoriser l'installation de deux enseignes annonçant le nom d'un immeuble : Le Sherbrooke. La première enseigne est située en face avant de la marquise qui surmonte la porte cochère de l'ensemble résidentiel sur la rue Sherbrooke. Le nom Le Sherbrooke (superficie d'affichage de 1 m²) y figure en lettres d'une épaisseur de 1,2 cm, découpées dans l'aluminium, peintes de couleur champagne en finition semi-lustrée et installées sur un support en aluminium. La seconde enseigne se situe sur le piédroit à gauche de l'entrée secondaire de la tour sur la rue Guy. Il s'agit d'une enseigne en saillie fixée dans les joints de la maçonnerie en pierre de Beauval du basilaire à une hauteur supérieure à 2,4 m. Elle affiche sur ses deux faces le logo – figurant un S en monogramme dans un motif géométrique –, ainsi que le numéro d'adresse (superficie d'affichage 2 x 0,23 m²). Ils sont réalisés sur une plaque précision en laiton brossé, avec un fond peint et un retour peint couleur dark oxyde au traitement de surface fini sable.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Toute enseigne installée sur un bâtiment doit être fixée dans les joints du revêtement.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • déposer des documents attestant que toutes les fixations de l'enseigne en saillie sont placées entre les joints de la maçonnerie en pierre de Beauval; • déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

22 janvier 2026

8h30

**Salle Espace citoyen(ne)s
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée**

Sont présents :

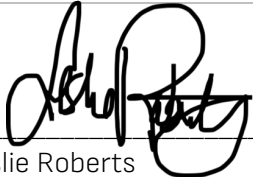
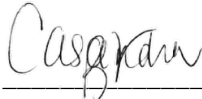
M. Leslie Roberts, président
M. Julien Hénault-Ratelle, vice-président
M. Réjean Martineau, membre
M. François St-Hilaire, membre
M. Michel Hardy, membre
Mme Danielle El Helou, membre
M. Daniel-Joseph Chapdelaine, membre
M. Jean-Philippe Ranger, membre
M. Jean-Sébastien Bourdages, membre suppléant

M. Louis Routhier, chef de division – urbanisme
Mme Stéphanie Turcotte, directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Mishnel Vincent, agent de recherche

Présentent leurs dossiers :

M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement – chef d'équipe
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement – cheffe d'équipe
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Patrice Sénécal, architecte
Mme Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement
M. Louis Caudron, conseiller en aménagement
M. Billy Chérubin, conseiller en aménagement
M. Sébastien Aumais, architecte
Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

1. Ouverture de la séance			
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Leslie Roberts, président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8h30.			
2. Adoption de l'ordre du jour			
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.			
3. Dépôt des procès-verbaux			
Le procès-verbal du comité du 11 décembre 2025 a été transmis aux membres préalablement à la présente séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement.			
4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations			
4.1 Articles 89 et 93			
Aucun dossier			
4.2 Projet particulier			
4.2.1	3003620201	3555, chemin de la Côte-des-Neiges	Favorable avec condition et commentaire
4.3 Modification réglementaire			
Aucun dossier			
4.4 Dérogation mineure			
Aucun dossier			
4.5 Usage conditionnel			
4.5.1	3003633592	1430, rue Alexandre-DeSève	Favorable
4.5.2	3003627976	327, boul. René-Lévesque Est	Favorable avec condition
4.5.3	3003634088	1231, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable avec conditions
4.6 Titre VIII – Révision de projet			
4.6.1	3003628878	1189, rue Crescent	Favorable
4.6.2	3003624648	410, rue De Vaudreuil	Favorable
4.6.3	3003583040	1377, rue Saint-Jacques	Favorable avec condition et commentaire
4.6.4	3003571907	3003, avenue Cedar	Favorable
4.6.5	3003508439	1500, avenue du Docteur-Penfield	Favorable
4.6.6	3003419557	1218, rue Beaudry	Favorable avec conditions
4.6.7	3003610577	840, rue De La Gauchetière Est	Favorable
4.6.8	3003619621	2060, rue de la Montagne	Favorable
4.6.9	3003594746	1430, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.10	3003609475	1600, avenue De Lorimier	Retiré
4.6.11	3003618882	1320-1550, rue Notre-Dame Est	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.12	3003544178	170, rue Sherbrooke Est	Favorable
4.6.13	3003592422	2653, rue Hochelaga	Favorable

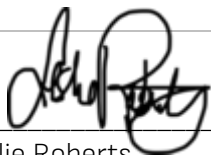
4.6.14	3003618911	655, rue Parthenais	Favorable avec conditions
4.6.15	3003599535	157, rue Saint-Antoine Ouest	Favorable
4.6.16	3003579857	3156, avenue de Trafalgar	Favorable
4.6.17	3003611923	100, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.7 Surhauteur			
Aucun dossier			
4.9 Autres dossiers			
Aucun dossier			
5. Prochaines séances			
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le mardi 10 février et celle du comité aura lieu le jeudi 12 février 2026.			
6. Varia			
Formation des membres du comité consultatif d'urbanisme.			
7. Levée de l'assemblée			
L'ordre du jour étant épuisé, la président lève la séance à 10h57.			
			
Leslie Roberts Président		Cascendra Barthelot Secrétaire	
2026-01-29 date		2026-01-29 date	

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003620201
4.2.1

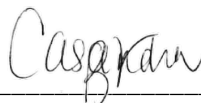
Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	3555, chemin de la Côte-des-Neiges
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment érigé en 1965, d'une hauteur de 62 mètres (24 étages), qui abrite 21 locaux commerciaux ainsi que 311 logements. Il est implanté dans un secteur de catégorie d'usages M.3, où sont notamment permis les immeubles résidentiels comportant un nombre illimité de logements.</p> <p>La demande vise à autoriser, dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), la division de 17 logements de grande superficie répartis à différents étages de l'immeuble. La proposition prévoit que les unités existantes comportant trois chambres seraient reconfigurées en un logement d'au moins trois chambres et un second logement d'au moins une chambre, à l'exception de l'unité 616/617, tandis que les unités de deux chambres seraient divisées en deux logements d'au moins une chambre chacun.</p> <p>Depuis novembre 2020, la division et la subdivision des logements sont interdites en vertu du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, ce qui empêche le propriétaire de séparer les grandes unités existantes, même lorsque celles-ci étaient initialement constituées de deux logements distincts. Confronté à des difficultés de mise en location pour ces grands logements, le propriétaire souhaite procéder à leur division au fur et à mesure des départs des occupants.</p> <p>Pour l'instant, seul le logement 2205/2206 est vacant. Le propriétaire, Akelius, précise que les travaux de division seront réalisés uniquement lorsque les logements seront vacants et qu'aucune éviction ne sera effectuée pour permettre la réalisation des travaux. Il s'engage à maintenir en tout temps les baux existants des locataires en place, à présenter la lettre ou le courriel confirmant le départ du locataire avant toute intervention et à respecter l'ensemble des dispositions</p>

	<p>légales et réglementaires applicables en matière de logement et de protection des locataires.</p> <p>Deux autorisations par projet particulier, soit CA24 240040 et CA24 240372, ont d'ailleurs été accordées en 2024 pour permettre la division de certaines unités vacantes. L'objectif de la présente demande est d'étendre cette autorisation à l'ensemble des unités susceptibles d'être divisées dans le futur afin d'assurer une occupation optimale et adaptée à la demande locative.</p> <p>Le projet déroge à l'article 141.2 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> qui interdit la division ou la subdivision de logements. Une dérogation à cette disposition peut être autorisée dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), conformément au <i>Règlement CA-24-011</i>, lorsque le projet présente une plus-value significative, notamment par sa contribution aux objectifs du PUM et des politiques municipales.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet répond adéquatement aux objectifs et aux critères prévus au <i>Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)</i> .
Considérant que :	Le projet permet de maintenir le nombre de logements familiaux existants.
Considérant que :	La division des très grandes unités d'habitation contribue à offrir un plus grand nombre de logements sur le marché, favorisant une meilleure accessibilité résidentielle.
Considérant que :	Le secteur dans lequel est situé le bâtiment est propice à une augmentation de la densité résidentielle.
Considérant que :	Le propriétaire s'est engagé à ne procéder à aucune éviction en vue de réaliser la division des logements.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'aménagement et l'occupation des logements doivent être substantiellement conformes aux plans produits par Akelius, lesquels précisent la typologie et la superficie approximative des logements projetés. 	

Par ailleurs, les membres soulignent leur préoccupation face aux risques d'éviction des locataires et souhaitent que le propriétaire respecte l'engagement exprimé à leur égard dans sa lettre.



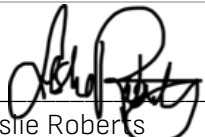
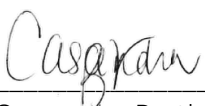
Leslie Roberts
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

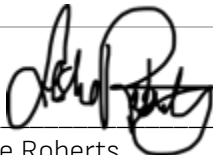
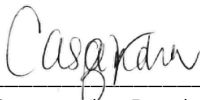
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003633592
4.5.1

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	1430, rue Alexandre-DeSève
Responsable :	Billy Chérubin
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment situé dans le quartier Saint-Jacques, du côté ouest de la rue Alexandre-DeSève entre la rue Sainte-Catherine Est et le boulevard De Maisonneuve Est. Il se situe dans un secteur de catégorie d'usage résidentiel R.2, juste en face de l'immeuble de TVA. Il s'agit d'un bâtiment en briques construit en 1910, d'une hauteur de 3 étages et comportant 3 logements.</p> <p>La demande vise à autoriser l'aménagement du sous-sol afin d'augmenter la superficie habitable du logement du rez-de-chaussée et ainsi répondre aux besoins d'espaces supplémentaires pour le propriétaire occupant et sa famille. Ces travaux font partie d'un projet de rénovation comprenant également la réfection des fondations incluant l'ajout d'une membrane, d'un drain français et d'une pompe de puisard.</p> <p>De plus, il est prévu d'ajouter des ouvertures au niveau du sous-sol sur les façades latérales et arrière. Sur la façade avant, les deux ouvertures existantes seront conservées, mais le grillage sera remplacé.</p> <p>Les travaux au sous-sol permettront d'aménager 3 chambres, 1 aire de jeux, 1 salle de bain et 1 escalier plus adéquat que celui existant.</p> <p>Le projet déroge au paragraphe 4 de l'article 141.3 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> indiquant qu'il est interdit de remplacer un espace non habitable situé sous le rez-de-chaussée par un espace habitable. Cependant, le paragraphe 13 de l'article 136 du même règlement permet, par la procédure d'usage conditionnel, le remplacement, sous le niveau du rez-de-chaussée, d'un espace non habitable en espace habitable.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation permettant d'autoriser un usage conditionnel.
Considérant que :	Les travaux de réfection des fondations incluant le drain français et la pompe de puisard favoriseront une meilleure rétention des eaux pluviales sur le terrain, ce qui permettra de diminuer les risques d'inondations.
Considérant que :	Le projet permet de créer un logement adéquat pour une grande famille.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

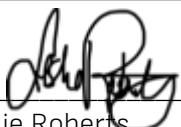
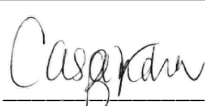
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003627976
4.5.2

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	327, boul. René-Lévesque Est
Responsable :	Billy Chérubin
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment situé dans le quartier Saint-Jacques, du côté nord du boulevard René-Lévesque Est entre les rues Sanguinet et Saint-Denis. Le bâtiment portant le nom " Le Balt " est implanté sur un lot étroit entre deux tours résidentielles et fait face au CHUM. Il atteint une hauteur de 15 étages, comporte 131 logements et est actuellement dans les dernières phases de sa construction.</p> <p>La demande vise à aménager une salle d'entraînement pour les résidents du bâtiment, dans un local du rez-de-chaussée faisant face au boulevard René-Lévesque Est.</p> <p>Dans les plans initiaux du permis de construction qui a été émis, ce local de 86.8 m² était destiné à une occupation commerciale comme exigée par la réglementation. Bien qu'il conserve sensiblement sa forme et ses mêmes dimensions, le local sera légèrement reconfiguré pour aménager la salle d'entraînement privée des résidents de l'immeuble. À cet effet, l'entrée donnant à l'extérieur sera modifiée et celle vers le hall d'entrée sera déplacée. Il est à noter que d'autres modifications aux rez-de-chaussée sont également prévues afin de reconfigurer le hall d'entrée et la salle des colis, mais elles ne concernent pas le local faisant l'objet de la demande d'usage conditionnel.</p> <p>Le projet déroge à l'article 228 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, indiquant que dans un secteur de catégorie d'usage M.7, un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage commercial ou par un usage équipement collectif et institutionnel. Cependant, un usage résidentiel au rez-de-chaussée peut être autorisé par un usage conditionnel selon le paragraphe 8 de l'article 136 de ce règlement et selon certains critères.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation permettant d'autoriser un usage conditionnel.
Considérant que :	L'usage proposé sera complémentaire à la fonction résidentielle de l'immeuble.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les vitrines du rez-de-chaussée, conserver une visibilité vers l'intérieur et l'extérieur tout en s'assurant de préserver l'intimité des usagers de la salle d'entraînement. 	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003634088
4.5.3

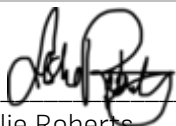
Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	1231, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Louis Caudron
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment situé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve et de la rue Beaudry. L'édifice de 4 étages a été construit en 1923, sur les plans de l'architecte Edgar Prairie, dans un style Art déco avec un parement en brique ornementé de détails en pierre artificielle, ainsi qu'un soubassement en crépi cimentaire. Il avait initialement une vocation institutionnelle — entre autres un « Centre d'hygiène sociale » y a été situé —, puis a été converti en maison de chambres à une date incertaine et sans permis. Il est vacant depuis plus de 6 ans et son indice de vétusté a été estimé à 24 % en 2020, mais des travaux de désamiantage y ont été entrepris en 2024 par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM).</p> <p>La demande vise à autoriser une occupation résidentielle au rez-de-chaussée du bâtiment qui sera entièrement rénové afin d'y aménager une vingtaine de logements de type studio. Il s'agit d'une initiative de la SHDM (propriétaire) et de Mission Old Brewery (futur gestionnaire), afin d'offrir des logements sociaux qui soient abordables, permanents et répondent aux besoins particuliers d'une clientèle exclusivement de femmes ayant été en situation d'itinérance. Outre des prix de loyers adaptés aux revenus des occupantes, des espaces communautaires et un soutien psychosocial seront également offerts sur place. Aucune modification de l'aspect extérieur n'est prévue, hormis la réfection de la maçonnerie, le remplacement de toutes les fenêtres et la construction d'une terrasse en toiture. La proposition fera l'objet d'une demande de permis de construction après l'approbation de cet usage conditionnel.</p> <p>Le projet est situé dans un secteur M.7A, où les usages résidentiels ne sont pas autorisés au rez-de-chaussée, en vertu de l'article 228 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>. Un usage résidentiel peut toutefois</p>

	être autorisé conformément à la procédure des usages conditionnels, en vertu du paragraphe 8° de l'article 136 et selon certains critères.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , notamment relatifs à sa compatibilité et son insertion au milieu environnant, ainsi qu'à la difficulté d'y occuper des locaux avec un usage commercial.
Considérant que :	La proposition assure la rénovation et l'occupation d'un édifice patrimonial vacant et partiellement vétuste.
Considérant que :	Le projet participe aux objectifs de la Ville de Montréal pour la construction de logements sociaux et la résorption des enjeux liés aux personnes en situation d'itinérance.
Considérant que :	L'édifice présente un intérêt patrimonial et toutes les ouvertures du demi-sous-sol et du rez-de-chaussée sont importante dans la composition de la façade et son animation du domaine public.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer que l'ensemble des ouvertures – portes ou fenêtres – se trouvant aux niveaux du rez-de-chaussée et du demi-sous-sol de l'édifice existant soient conservées. <p>Par ailleurs, les membres invitent le demandeur à réfléchir à la possibilité d'agrandir et d'améliorer l'aménagement de la terrasse sur le toit, afin d'offrir un espace plus qualitatif à la clientèle.</p>	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003628878
4.6.1

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1189, rue Crescent
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment actuellement en construction. Il a été conçu par les architectes Fischer Rasmussen Whitefield architecte (RRW) dans un style contemporain. Le bâtiment comprend 11 étages (35 mètres) et 149 logements. Le site comporte deux maisons en rangée de trois étages au sud et une rangée de maisons au nord. Cette dernière rangée n'est pas visée par le projet.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification du revêtement du basilaire de 3 étages. Le revêtement prévu était de pierre calcaire bouchardée. Il est proposé de le remplacer par des panneaux de béton reproduisant les mêmes appareillages et blocs que ceux prévus en pierre. Il est à noter que les travaux ont déjà été réalisés.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>À la séance du 14 avril 2022, le CCU a émis un avis favorable avec conditions à la demande de surhauteur.</p> <p>À la séance du 19 janvier 2023, le CCU a émis un avis favorable avec conditions et commentaires à la demande de suhauteur et de révision de projet.</p>
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Le revêtement proposé est de qualité et l'ensemble bien composé.
Considérant que :	La proposition s'intègre adéquatement aux bâtiments de l'ensemble et aux édifices existants adjacents.
Considérant que :	Le projet dans son ensemble présente une bonification importante du secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



Leslie Roberts
Président

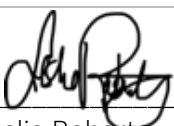


Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003624648
4.6.2

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	410, rue De Vaudreuil
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne l'édifice Duchesneau-Trudeau IV construit vers 1953 afin de servir de magasin-entrepôt. À ce moment, le bâtiment communiquait avec un ensemble de cinq propriétés contiguës, construites à des époques différentes, appartenant toutes à la même compagnie. D'une hauteur de 3 étages, le soubassement est construit en pierre calcaire et les étages supérieurs sont parés de brique d'argile. Vers 1978, tous les bâtiments sont vendus et deviennent inoccupés.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification de l'alcôve d'entrée ouest longeant la rue Saint-Paul. Le revêtement de lambris à caisson qui était prévu est remplacé par un lambris de lattes verticales de bois plus sobre. Le caisson bas de la porte d'entrée est modifié pour deux caissons verticaux. Certains travaux déjà réalisés du côté de l'alcôve de la rue De Vaudreuil sont révisés pour les rendre conformes à ce qui avait été autorisé au permis 3001783915-24.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal. Les travaux sont ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La modification n'a pas d'impact important sur le bâtiment et s'intègre adéquatement à la façade et au bâtiment.
Considérant que :	Les lattes latérales sont similaires à ce qui était en place avant les travaux.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



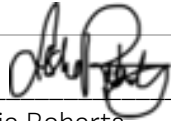
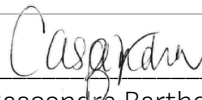
Leslie Roberts
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003583040
4.6.3

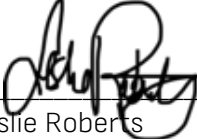
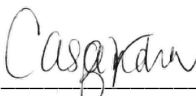
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1377, rue Saint-Jacques
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1988 selon les plans de l'architecte Claude Prud'homme dans un style postmoderne. L'édifice est situé à l'intersection des rues Saint-Jacques et Lucien L'Allier. C'est un bâtiment de 3 étages, revêtu de brique rose de béton avec détails décoratifs d'encadrement gris en béton se terminant par un parapet avec frontons et un toit plat. Un agrandissement d'un étage a été ajouté à l'arrière sur le long de la rue Lucien L'Allier en 2000.</p> <p>La demande vise à autoriser en premier lieu le remplacement partiel du parement de brique sur le coin nord-est du bâtiment. Ce coin présente actuellement un décollement du parement de maçonnerie nécessitant des travaux à courte échéance pour corriger la situation. Ces travaux seront la phase 1 d'un projet plus large visant le remplacement complet du revêtement existant. La proposition est l'occasion de revoir l'apparence du bâtiment. Il est à noter que le brique rose en béton existante est aujourd'hui introuvable sur le marché. La proposition comporte, en partie basse du mur, un assemblage de brique en soldat de même que sur le haut des murs à la jonction avec le parapet. Chaque fenêtre est marquée par un encadrement plus large comportant aussi des briques en soldat et une allège en béton. Les deux modèles de brique proposés sont Belden Royalty Red et Belden Indian Red Clear. Les deux briques sont texturées de la même manière, mais dans des tons différents.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .

Considérant que :	La proposition est intéressante, mais modifie un bâtiment dont l'architecture post-moderne représente un style qui mérite d'être préservé.
Considérant que :	La proposition doit permettre de conserver les caractéristiques architectures existantes du bâtiment.
Considérant que :	La brique de béton rose pourrait être remplacée par un modèle modulaire en argile de couleur rouge.
<p>Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conserver la forme originale du bâtiment et son style post-moderne, incluant notamment les encadrements de béton, le parapet avec ses solinages métalliques et les pignons. <p>Par ailleurs, les membres invitent le demandeur à réfléchir sur la provenance des matériaux afin de s'inscrire dans une stratégie de développement durable en privilégiant une brique fabriquée au Canada.</p>	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascandra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003571907
4.6.4

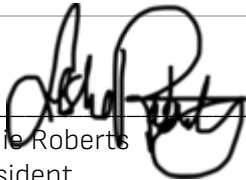
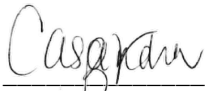
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	3003, avenue Cedar
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1930. L'édifice fait partie d'un ensemble homogène implanté en rangée et construit sur un terrain escarpé en bordure du Mont-Royal. Les terrains en façade sont typiques pour toute la série de bâtiment, un grand escalier mène à l'entrée principale tandis qu'un accès au garage en sous-sol se fait de plain-pied au niveau de la rue. L'allée de stationnement est bordée d'un muret en pierre sèche surmonté d'un couronnement de béton.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement du muret existant en réutilisant les mêmes pierres. Une fondation sera ajoutée au muret ainsi que du drainage et une nouvelle dalle de couronnement en béton préfabriqué. La dalle de couronnement comportera une légère pente de drainage vers l'allée de stationnement.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Les travaux sont ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	L'intervention conserve l'apparence et la matérialité d'origine.
Considérant que :	La topographie du terrain d'origine n'est pas modifiée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire
---	--

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003508439
4.6.5

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1500, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1871 par l'architecte John James Brown et dont la composition de la façade a été modifiée en 1920 par les architectes Marrott & Blackader. Cette demeure est située à l'intersection de l'avenue du Docteur Penfield et de la rue Simpson, dans la portion nord du site d'un projet résidentiel présenté au comité à plusieurs reprises depuis 2012. C'est un bâtiment de pierre de 2 étages avec toiture fausse mansarde originalement en ardoise.</p> <p>La demande vise à autoriser la portion des travaux hors toit fait sans permis. Plusieurs autres travaux ont été effectués et seront traités de façon distincte ultérieurement.</p> <p>L'ensemble des travaux proposés, soit l'ajout d'une construction hors toit ainsi qu'un garde-corps, sont déjà exécutés sur le site. La proposition consiste à modifier et reculer le garde-corps existant qui est actuellement situé en bordure du parapet. La surface de la terrasse serait également réduite. Le garde-corps existant est composé de sections d'aluminium assemblées mécaniquement et de panneaux de verre. Il est proposé de le démonter, de le modifier, d'en souder les membrures et de la réinstaller en recul.</p> <p>Pour ce qui est de l'appentis d'accès à cette terrasse, son revêtement actuel de crépi acrylique et de planches de fibre composite. La petite toiture est recouverte de bardeau d'asphalte, ces 3 matériaux ne sont pas conformes aux critères de qualité d'un bâtiment d'intérêt ni aux caractéristiques du bâtiment. Il est proposé de conserver l'appentis en place, mais de remplacer les matériaux de recouvrement par des panneaux d'aluminium anodisé et les bardeaux par une toiture métallique de type à joint debout, le tout de couleur naturelle clair.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de la maison Charles-G.-Greenshields. Le bâtiment est désigné comme immeuble d'intérêt au

	<i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , soit « La maison de l'église Évangélique Luthérienne Finlandaise Saint-Michel ». Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	À la séance du 14 février 2019, le CCU a émis un avis défavorable aux travaux faits sans permis concernant l'ajout d'une construction hors toit avec terrasse et des modifications en façade.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Le recul proposé du garde-corps sur les deux façades le rend non perceptible à partir du trottoir d'en face.
Considérant que :	Les matériaux de revêtement proposés pour l'appentis tendent vers une amélioration de l'apparence du bâtiment et une meilleure intégration de celui-ci au milieu d'insertion.
Considérant que :	La disposition de l'appentis est pratiquement imperceptible à parti du trottoir en face de la façade de la rue Simpson.
Considérant que :	Les autres travaux effectués sans permis feront l'objet d'une révision architecturale ultérieure.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003419557
4.6.6

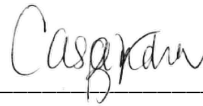
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1218, rue Beaudry
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un site vacant situé sur la rue Beaudry entre la rue Sainte-Catherine Est et le boulevard René-Lévesque Est. Sur les cartes anciennes, un bâtiment de brique de trois étages avec toit mansardé est présent et positionné sur la ligne de lot donnant sur la rue, donc en avancé par rapport aux bâtiment existant actuellement. Le site serait devenu vacant entre 1982 et 1990.</p> <p>La demande vise à autoriser la construction, sur le lot 1 979 796, d'un bâtiment résidentiel exempté de 4 niveaux, incluant une construction hors toit en recul, pour un total de 7 unités de logement. L'unité du rez-de-chaussée comporte 3 chambres au total dont une au sous-sol. Les trois autres niveaux au-dessus du RDC comportent 2 logements de 1 chambre par étage, l'escalier intérieur dessert 2 logements par étage. Un système de gicleur est prévu. Le sous-sol loge des espaces techniques pour tous les logements. Une portion de la cour arrière est excavée pour permettre l'accès à ces espaces en sous-sol. Un escalier d'issue extérieur commun est prévu en cour arrière, l'issue donne accès à la voie publique à l'avant du bâtiment, par une porte cochère. Le lot ne comporte pas de ruelle. Le 4^e niveau est considéré comme une construction hors toit selon les termes du Règlement d'urbanisme, il est disposé en retrait de la façade d'environ 9' 10" et comporte une terrasse en façade également en retrait ainsi que des plantations en bordure du parapet.</p> <p>Une végétalisation est prévue au toit, elle est accessible par une échelle située sur le mur arrière. Des surfaces de verdissement sont représentées en façade avant et en cours arrière. La façade de maçonnerie de brique rouge est de composition traditionnelle avec escalier métallique en façade et elle comporte un balcon à chaque étage. Un détail d'appareillage de maçonnerie vient couronner le parapet. La construction hors toit est revêtue d'un revêtement métallique de couleur beige.</p>

	Le bâtiment est positionné aligné avec voisin contigu de droite vers le sud.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond partiellement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	L'implantation proposé permet de rétablir l'alignement du front bâti.
Considérant que :	La proposition architecturale tend à respecter certaines caractéristiques significatives du contexte et de l'unité de paysage, dont le revêtement, les alignements de hauteur, la proportion des ouvertures, le traitement des saillies et la présence d'un escalier extérieur.
Considérant que :	La construction hors toit en recul est peu visible de la voie publique, que le retrait proposé facilite l'intégration du bâtiment au milieu et que les surfaces en toiture sont végétalisées.
Considérant que :	Le matériau de la construction hors toit n'est pas suffisamment spécifié, il devra être de qualité.
Considérant que :	L'escalier en façade est imposant et ne s'intègre pas suffisamment aux caractéristiques du secteur et du voisin contigu.
Considérant que :	L'étude d'ensoleillement soumise ne permet pas d'évaluer la plage minimale d'ensoleillement à l'équinoxe de 2 heures 30 minutes consécutives des espaces végétalisés adjacents.
Considérant que :	Le plan de l'aménagement paysager n'est pas coordonné avec les plans d'architecture et que l'aménagement du site ne prévoit ni de pente positive ni d'infrastructures permettant de capter temporairement l'eau de pluie, tels que les noues végétalisées et les jardins de pluie.
Considérant que :	L'aménagement du site n'atteint pas le 60% de verdissement requis.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> • préciser les revêtements prévus de la construction hors toit et modifier celui des murs latéraux; 	

- modifier l'escalier afin d'y insérer, dans la mesure du possible, des marches rayonnantes. Présenter les détails de l'escalier, des limons, des contremarches ouvertes et des garde-corps;
- réviser la proposition de l'aménagement du site afin de répondre de façon plus adéquate aux critères prévus au *Règlement d'urbanisme (01-282)*, plus précisément aux articles 128.1, 129.1, 130, 453.1. Particulièrement au niveau de la cour anglaise et de l'étanchéité de la fondation;
- réviser la proposition d'aménagement paysager, principalement dans la cour arrière afin d'atteindre 60% de la superficie soit végétalisée et présenter un plan global de gestion des eaux;
- présenter de manière plus claire l'étude d'ensoleillement;
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.



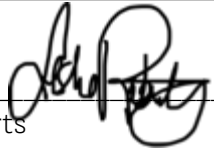
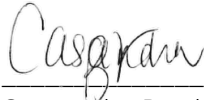
Leslie Roberts
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire


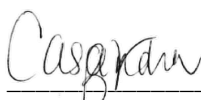
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003610577
4.6.7

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	840, rue De La Gauchetière Est
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment résidentiel de trois étages construit en 1870 de typologie triplex traditionnel. L'édifice est situé à l'est de l'arrondissement entre les rues Saint-Hubert et Saint-André. Il s'insère dans un ensemble de constructions similaires de même typologie, dont une des caractéristiques est la présence des escaliers droits en façade. L'escalier d'accès existant est dans sa configuration d'origine, il comporte une forte pente et il n'y a aucun palier devant les portes d'accès aux 8 logements. Les garde-corps actuels de l'escalier et du balcon ne sont pas d'origine.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement de l'escalier principal en façade, l'ajout d'un palier devant les portes au 2^e niveau et le remplacement du garde-corps du balcon au 3^e niveau. L'escalier actuel avec sa pente et sa configuration sans palier n'est pas conforme aux normes actuelles et comporte un risque pour les usagers. Compte tenu de l'espace limité, une configuration d'escalier droit n'est pas possible; il est donc proposé d'installer un escalier de style traditionnel, mais un peu plus tardif que l'époque de construction de ce bâtiment.</p> <p>Un escalier comportant des marches rayonnantes et menant à un palier devant les portes à l'étage est proposé. L'escalier est prévu avec des limons d'acier découpés et des contremarches ouvertes. Les garde-corps proposés pour l'escalier, le palier et le balcon à l'étage seraient d'acier galvanisé peint noir, avec insertions de volutes traditionnelles, une double lisse haute et une main courante en bois. Deux colonnes de support discrètes viennent supporter l'ensemble.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune

Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que:	L'escalier actuel n'est pas conforme aux normes en vigueur et qu'il présente un risque et un danger réel de chute pour les usagers.
Considérant que :	Des contraintes physiques empêchent de conserver la configuration droite d'origine sans compromettre la sécurité des usagers.
Considérant que :	La proposition, quoique non conforme à la configuration d'origine, est conforme aux caractéristiques traditionnelles et typiques des triplex de Montréal.
Considérant que :	La proposition de métaux ouvrés est de qualité et présente des caractéristiques compatibles avec celles du secteur et du bâtiment, ce qui en atténue l'impact sur le milieu.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003619621
4.6.8

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2060, rue de la Montagne
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment commercial de 6 étages moderne, construit en 1962, selon les plans de George Shubin, architecte. Ce bâtiment fait récemment partie d'un ensemble incluant le bâtiment contigu logeant une bijouterie. Un projet particulier a récemment autorisé des modifications en façade pour ce bâtiment.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement de l'équipement mécanique au toit en partie arrière de la tour de 1962 du 2060 rue de la Montagne.</p> <p>La proposition prévoit le remplacement et la relocalisation des condenseurs au toit et l'ajout d'une génératrice qui sera entourée d'un écran acoustique. Les équipements de ventilation seront installés sur une nouvelle plateforme.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Mount Stephen Club ainsi que dans l'aire de protection de la façade des Appartements-Bishop Court. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	À la séance du 14 août 2025, le CCU a émis un avis favorable avec conditions à une demande de modification d'un projet particulier et ainsi qu'à une révision de projet.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation applicables à l'ajout d'une construction hors toit sur un bâtiment dérogeant à la hauteur maximale prescrite, notamment par son intégration adéquate aux caractéristiques des bâtiments voisins, ainsi que sa hauteur, son gabarit et sa disposition qui contribuera à atténuer sa visibilité.

Considérant que :	Les équipements ne sont aucunement visibles de la voie publique.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

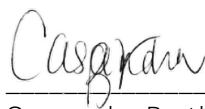
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003594746
4.6.9

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1430, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne l'immeuble McRitchie & Black qui a été construit entre 1928 et 1929 et conçu par l'architecte W.K. Gordon Lyman. Cet édifice se distingue par sa façade en brique brune et ses carreaux dorés vitrifiés. Il fait partie des nombreux bâtiments d'époque Art Déco/moderne construits à cette période à Montréal et dont la façade a été altérée en 1967.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification du permis émis numéro 3001816313-25 pour permettre l'ajout d'équipements mécaniques sur le toit par rapport à ce qui était prévu lors de l'émission du permis. Les équipements sont distribués de façon différente et quelques équipements se sont rajoutés en cours de projet. Selon les concepteurs, il a été requis de simplifier et repositionner certains équipements mécaniques vers l'arrière du bâtiment.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de la façade des appartements Bishop Court. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation applicables à l'ajout d'une construction hors toit sur un bâtiment dérogeant à la hauteur maximale prescrite, notamment par son intégration adéquate aux caractéristiques des bâtiments voisins, ainsi que sa disposition qui contribue à atténuer sa visibilité.
Considérant que:	Les équipements ne sont pas visibles de la voie publique et que la proposition permet qu'aucun n'équipement mécanique ne soit visible en façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



Leslie Roberts
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003618882
4.6.11

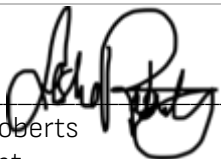
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1320-1550, rue Notre-Dame Est
Responsables :	Charlotte Horny et Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un site situé à l'extrémité ouest du site de l'ancienne brasserie Molson, au coin du prolongement des rues De la Commune et Montcalm. Premier lot à être construit sur ce site, le lot A3 est adjacent à un terrain destiné à un équipement municipal communautaire et sportif, au nord sur la rue Montcalm, et à un terrain de la SHDM destiné à deux bâtiments de logement hors marché, à l'ouest. Le lot a une forme atypique, car il englobe une servitude de passage public dans l'axe de la rue Wolfe et dans l'axe de la rue Porte-De-Québec, jusqu'à la rue Atateken.</p> <p>La demande vise à autoriser la construction d'un projet résidentiel qui comprend un volume de 6 étages le long de la rue De la Commune, comprenant un local commercial au rez-de-chaussée (prévu pour accueillir une épicerie) et une tour de 27 étages située en bordure de la rue Montcalm. Le rez-de-chaussée de la rue Montcalm comprend le local de l'épicerie, le lobby résidentiel, puis les entrées véhiculaires menant aux quais de chargement (épicerie et collecte des déchets) et au stationnement souterrain (218 cases pour autos, 124 stationnements pour vélos, 200 casiers de rangement).</p> <p>Le volume de la tour s'inscrit en retrait de 2 m par rapport à la façade du basilaire sur la rue Montcalm. Il est divisé en trois blocs avec des retraits successifs en angle par rapport à la rue De la Commune. Le volume de 6 étages faisant face à la rue De la Commune voit ses deux derniers niveaux situés en retrait de 1,5 m par rapport à la façade et jusqu'à 6 m par rapport à la façade donnant sur la ruelle.</p> <p>La matérialité est basée sur des panneaux de béton préfabriqués d'une teinte gris pâle pour la tour et gris foncé pour le basilaire. Les panneaux de la tour comportent deux types de fini au jet de sable. Chaque panneau comprend une fenêtre ou une loggia. Le couronnement de la</p>

	<p>tour est marqué par une rangée de panneaux reprenant la forme rectangulaire des panneaux du rez-de-chaussée.</p> <p>Le toit des volumes de 6 étages est végétalisé mais non accessible, tandis que la toiture du niveau 2, au cœur du lot, est aménagée en cour intérieure accessible aux résident-es.</p> <p>Enfin, le passage piétonnier dans l'axe de la rue Wolfe, d'une largeur de 9 m, comprend une allée centrale en béton coulé et des surfaces de plantation (arbres, arbustes, vivaces) de part et d'autre, en bacs de béton préfabriqué ou directement au sol. Ce passage fera l'objet d'une servitude de passage public en faveur de la Ville.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de la Maison Marguerite-Hay. Certains travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Le projet démontre une grande qualité architecturale, notamment dans l'articulation de sa volumétrie et de la variation des modules préfabriqués répondant à l'usage, qui résulte en un bâtiment bien intégré à son milieu aux différentes échelles, s'adressant à la fois à l'échelle de la rue que celle en hauteur sans toutefois nier son allure résidentielle.
Considérant que :	Le choix de texture est détaillé et que la matérialité de deux teintes est subtile mais affirmée, il en résulte une intégration cohérente au tissu urbain existant de pierre dans une interprétation résolument contemporaine.
Considérant que :	Le volume, les façades et l'implantation présentent une hiérarchie en lien avec la trame urbaine et sa position dans l'îlot. L'entrée est bien démarquée sur la façade principale.
Considérant que :	L'aménagement du passage piétonnier public Wolfe de même que le traitement des façades qui l'encadrent, devraient favoriser son attractivité et renforcer sa convivialité.
Considérant que :	L'aménagement paysager du passage est fortement végétalisé et varié, mais n'intègre pas de dispositif particulier d'absorption et de captage des eaux de pluies et de ruissèlement.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- améliorer l'interface entre la façade Wolfe et le passage piétonnier afin de bonifier, par la qualité architecturale, la relation aux piétons et limiter l'impact des sorties mécaniques;
- assurer la viabilité de l'aire canine, prévue dans le passage, et sa compatibilité avec l'aménagement du lot voisin;
- proposer des dispositifs de réduction des risques d'inondation dans l'aménagement paysager du passage Wolfe;
- faire la preuve que les espaces mécaniques en sous-sol ainsi que les voies d'accès au stationnement sont conçues de manière à limiter l'infiltration d'eau et de réduire les risques d'inondation;
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Par ailleurs, les membres souhaitent que le demandeur soumette une proposition d'animation temporaire du mur aveugle, telle qu'une murale par exemple.





Leslie Roberts
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

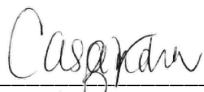
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003544178
4.6.12

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	170, rue Sherbrooke Est
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1837. Il s'agit d'un immeuble d'intérêt unifamilial isolé d'un grand intérêt historique, construit selon les plans de l'architecte John Ostell. L'agrandissement sur lequel est prévue la terrasse a été construit en 2009. Le bâtiment, revêtu de briques d'argile, contraste avec le projet en pierre grise construit à partir de 2005, au sud. Il est connecté via le sous-sol (de plain-pied dans la pente de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville) avec le garage de ce volume contemporain.</p> <p>La demande vise à autoriser la construction d'une terrasse sur la toiture de l'agrandissement, derrière la maison Buchanan, ainsi que l'agrandissement de deux fenêtres, afin de les remplacer par des portes, permettant d'accéder à la terrasse.</p> <p>Les garde-corps seront à barrotins en aluminium soudé peints en noir. Un recul de 787mm par rapport au parapet est prévu, sur les trois faces de l'agrandissement. Le plancher de la nouvelle terrasse sera en bois traité.</p> <p>En remplacement des deux fenêtres, il est prévu d'installer deux portes en acier isolé blanches, intégrant des carreaux similaires à ceux installés dans les fenêtres existantes et dans la porte déjà située sur le mur arrière, au rez-de-chaussée.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection du Monastère du Bon Pasteur et est désigné comme immeuble d'intérêt au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> . Certains travaux sont ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	À la séance du 4 juin 2009, le CCU a émis un avis favorable à la construction de l'agrandissement à l'arrière de la maison Buchanan, sans condition.

Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les portes proposées reprennent le langage des fenêtres et des portes existantes sur le bâtiment.
Considérant que :	Le nouveau garde-corps à barrotins est compatible avec les éléments en ferronnerie présents sur le lot de la maison Buchanan.
Considérant que :	La terrasse sera peu visible depuis la voie publique vu le recul proposé des garde-corps et sa localisation à l'arrière de la maison.
Considérant que :	La Division du patrimoine a émis un avis préliminaire favorable en lien avec le dossier.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

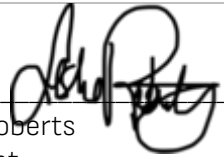
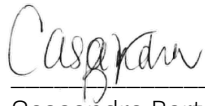
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003592422
4.6.13

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2653, rue Hochelaga
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1931. L'édifice est situé à l'intersection des rues Hochelaga et Gascon. C'est un quadruplex de 3 étages en brique, derrière lequel un garage et un petit agrandissement ont été construits.</p> <p>La demande vise à autoriser la reconstruction, à l'identique, de la terrasse située sur le toit du garage. Les garde-corps en bois seront conservés et réinstallés. Si certains s'avèrent trop abîmés, ils seraient remplacés à l'identique, ce qui semble être le cas pour certaines sections le long de la passerelle menant à la terrasse. Cela permettra de remplacer la structure sous la terrasse ainsi que les planchers, qui sont en fin de vie. Les nouveaux planchers seront en bois traité. Aucune modification aux dimensions de la terrasse n'est prévue.</p> <p>La terrasse actuelle offre un recul de 1,17 m par rapport à la façade du garage et de 1,12 m par rapport au mur arrière, qui donne sur une ruelle. Les garde-corps font quant à eux 1,07 m de hauteur.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition permet de réutiliser la majorité des garde-corps en bois existants, évitant du même coup des frais inutiles et recyclant des matériaux toujours en bon état.
Considérant que :	L'intervention n'est visible qu'en conséquence de l'emplacement du bâtiment sur un terrain de coin.

Considérant qu' :	Un recul conforme à la réglementation permettrait de limiter davantage la visibilité des garde-corps, mais que ceux-ci seraient malgré tout toujours visibles de la voie publique, vu la faible hauteur du garage sur lequel ils sont installés.
Considérant que :	La matérialité des garde-corps est typique de ce type d'installation souvent de nature artisanale, et qu'elle est similaire aux garde-corps installés présentement autour de la terrasse sur la toiture du quadruplex.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003618911
4.6.14

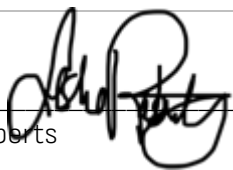
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	655, rue Parthenais
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne le bloc C de l'ensemble du bâtiment qui est situé dans la portion nord du quadrilatère inclut entre les rues Fullum, Sainte-Catherine et Parthenais. Les bâtiments sont ceux anciennement occupés par Télé-Québec et sont situés sur un seul et même lot. Le bâtiment Art-Déco situé au 2200, Sainte-Catherine Est, au coin Parthenais, est désigné comme immeuble d'intérêt au niveau de l'arrondissement et n'est pas concerné par cette demande.</p> <p>La demande vise à autoriser le retrait des façades du corridor situé au nord de l'entrée sur la rue Fullum. Ce corridor est placé à 5m de recul par rapport au Bloc A et permet de connecter ce Bloc avec le Bloc C. Il est proposé de retirer le revêtement de ce volume, présentement composé de sections verticales en briques, d'un bandeau métallique peint en beige, et de grandes fenêtres avec subdivisions alignées avec les bandeaux métalliques.</p> <p>En remplacement, des panneaux de fibrociment Swisspearl de couleur anthracite, reprenant la coloration de la nouvelle marquise, seraient installés au niveau du bandeau métallique actuel, tandis que le corridor serait entièrement vitré. Les nouvelles parois de verre seraient installées devant les colonnes recouvertes de gypse placées là où les sections verticales en maçonnerie étaient originellement installées.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 8 juillet 2021, le CCU a émis un avis favorable avec conditions pour la réfection complète du bâtiment, incluant les marquises, mais sans intervention au niveau du corridor no. 134.
Considérant que :	Le corridor modifié a un langage en continuité avec le Bloc A, mais que cette portion du bâtiment est désuète et sujette à un éventuel projet de reconstruction ou de rénovation.

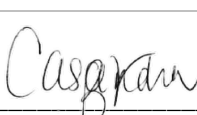
Considérant que :	La proposition banalise la forme actuelle du rez-de-chaussée, par un traitement architectural ne faisant pas écho à sa forme d'origine, ni au langage du Bloc C.
Considérant que :	Le CCU a déjà mentionné, lors de la séance du 8 juillet 2021, le désir de conserver une coloration uniforme au niveau du rez-de-chaussée, afin entre autres de mettre plus d'emphasis sur les nouvelles marquises, et afin de respecter l'aspect monochrome original du bâtiment.
Considérant que :	La performance de l'enveloppe du corridor est problématique, et que cette intervention permettra de l'améliorer.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • revoir la proposition afin de l'intégrer davantage à la façade du Bloc C (coloration, matérialité, linéarité, alignements); • déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003599535
4.6.15

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	157, rue Saint-Antoine Ouest
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne l'édifice Tramway Bulding, un bâtiment de style Art déco construit en 1929 pour abriter le siège social de la Compagnie des Tramways de Montréal. Il est aujourd'hui intégré au Palais des Congrès et le local du rez-de-chaussée est occupé par une succursale de Postes Canada</p> <p>La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne en remplacement de celle retirée lors des récents travaux de restauration de la façade. La nouvelle enseigne sera un boîtier lumineux rétroéclairé, similaire à l'ancienne, mais de dimensions réduites, soit environ 76 cm de haut par 386 cm de large. Elle sera posée à plat sur la façade, insérée dans la zone d'entablement, alignée avec la fenêtre sous-jacente et centrée sur un rang de pierre. Seuls le lettrage et le logo seront rétroéclairés, tandis que le fond rouge restera opaque et non lumineux.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est désigné comme immeuble d'intérêt au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , soit « L'édifice Tramway building ».
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	L'enseigne est correctement alignée dans un rang de pierre de la zone d'entablement et centrée au-dessus d'une fenêtre.
Considérant que :	La dimension de l'enseigne est réduite par rapport à celle qu'elle remplace.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.




Leslie Roberts
Président

Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003579857
4.6.16

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	3156, avenue de Trafalgar
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne une résidence bigénérationnelle construite en 2012, située sur le flanc ouest du Mont-Royal, à la limite de l'arrondissement de Westmount. L'avenue de Trafalgar, en cul-de-sac et très étroite, compte une dizaine de résidences dans un secteur à la topographie escarpée. La majorité des résidences présentent de grandes aires de stationnement en façade, possiblement en lien avec l'interdiction de stationnement sur rue.</p> <p>La demande vise à autoriser le réaménagement de la portion située à droite de l'entrée principale, dans la cour avant, en retirant la surface de pavés-uni pour la remplacer par une zone végétalisée comprenant un arbre (<i>Ostrya virginiana</i>), une large plate-bande adossée à la façade composée de plus d'une centaine d'arbustes et vivaces indigènes, ainsi qu'un espace gazonné en bordure du trottoir. Un sentier piéton en pavés-uni de 1,5 m de largeur reliera le trottoir public à la cour latérale gauche afin de desservir l'entrée secondaire de la résidence bigénérationnelle. Les pavés-uni utilisés seront récupérés et identiques à ceux conservés dans la zone située à gauche de l'entrée principale, laquelle ne fera l'objet d'aucune intervention.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans les sites patrimoniaux déclaré et cité du Mont-Royal. Les travaux sont ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition est conforme et satisfait aux critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Le projet apporte une amélioration paysagère significative par rapport à la situation existante.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.




Leslie Roberts
Président

Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003611923
4.6.17

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	100, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	<p>La demande concerne le Complexe Desjardins qui occupe un quadrilatère, bordé par la rue Sainte-Catherine au nord, le boulevard René-Lévesque au sud, la rue Jeanne-Mance à l'ouest, et la rue Saint Urbain à l'est. Construit en 1976, le bâtiment est composé de 4 tours et abrite des commerces et des bureaux.</p> <p>En 2017, une résolution de PPCMOI a été adoptée afin d'autoriser notamment un plan d'ensemble d'affichage pour l'ensemble des façades. L'objectif était de parvenir à une stratégie d'affichage présentant une unité d'ensemble. Ainsi, la résolution en vigueur permet d'encadrer et de limiter la surcharge d'enseigne.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement des trois oriflammes pour l'établissement (Winners) situé en bordure de la rue Saint-Urbain afin de respecter les normes de l'Office québécois de la langue française. Il s'agit de remplacer les trois oriflammes et de les fixer dans les poteaux existants, autorisées par la résolution de PPCMOI (2017). Les enseignes, d'une longueur de 14,6 m par 0,91 m de large, sont composées d'une toile noire Sunbrella avec un lettrage peint en blanc.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition respecte les conditions relatives à la résolution CA17 240489 (PPCMOI).
Considérant que :	Le changement du message sur les oriflammes est requis selon l'Office québécois de la langue française.
Considérant que :	Les trois oriflammes favorisent l'unité et l'homogénéité de l'ensemble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



Leslie Roberts
Président

Cascendra Barthelot
Secrétaire

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

SERMENT D'OFFICE

Je, soussigné(e), Jean-Philippe Ranger, domicilié au 1905 rue Beaudry, à Montréal (Québec), affirme solennellement que j'agirai avec honnêteté, intégrité et impartialité eu égard aux sujets traités par ce comité.

De plus, je m'engage à respecter les règles de régie interne dont le comité s'est doté, notamment les dispositions concernant la confidentialité à l'égard de toutes données, informations ou tous renseignements portés à ma connaissance dans le cadre de mes fonctions ainsi qu'à l'égard de la teneur des discussions durant les réunions de ce comité.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé.

Ranger

Jean-Philippe Ranger

Affirmé solennellement
devant moi à Montréal,
ce 22 jour du mois
de janvier 2026

DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT devant moi à Montréal, ce 22^e jour de janvier 2026.



Mariana B. Coimbra

Commissaire à l'assermentation

ACCÈS MONTRÉAL
VILLE-MARIE
800, BOUL. DE MAISONNEUVE EST
MONTRÉAL (QC) H2L 4L8

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

SERMENT D'OFFICE

Je, soussigné(e), JEAN SÉBASTIEN BOURDAGES, domicilié au 301-306 Le Royer Est., à Montréal (Québec), affirme solennellement que j'agirai avec honnêteté, intégrité et impartialité eu égard aux sujets traités par ce comité.

De plus, je m'engage à respecter les règles de régie interne dont le comité s'est doté, notamment les dispositions concernant la confidentialité à l'égard de toutes données, informations ou tous renseignements portés à ma connaissance dans le cadre de mes fonctions ainsi qu'à l'égard de la teneur des discussions durant les réunions de ce comité.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé.


Jean-Sébastien Bourdages

Affirmé solennellement
devant moi à Montréal,
ce 22 jour du mois
de janvier 2026

DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT devant moi à Montréal, ce 22^e jour de janvier 2026.



Mariana B. Coimbra
Commissaire à l'assermentation

ACCÈS MONTRÉAL
VILLE-MARIE
800, BOUL. DE MAISONNEUVE EST
MONTRÉAL (QC) H2L 4L8



Dossier # : 1264957002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de suivi des questions écrites des citoyens posées aux membres du conseil d'arrondissement durant la période 4 au 9 décembre 2025

De prendre acte du dépôt du rapport de suivi des questions écrites des citoyens posées aux membres du conseil d'arrondissement durant la période du 4 au 9 décembre 2025

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-03 10:11

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1264957002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de suivi des questions écrites des citoyens posées aux membres du conseil d'arrondissement durant la période 4 au 9 décembre 2025

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du rapport de suivi des questions écrites des citoyens posées aux membres du conseil d'arrondissement durant la période du 4 au 9 décembre 2025

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-02-03

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : - -
Télécop. : -

Dossier # : 1264957002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de suivi des questions écrites des citoyens posées aux membres du conseil d'arrondissement durant la période 4 au 9 décembre 2025



CA_DECEMBRE 2025_Rapport suivi questions.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie LEMIEUX
secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

Questions écrites - Conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025								
Arrondissement de Ville-Marie								
Numéro question	Nom du citoyen	Question	Suivi effectué par	Date du suivi	Type de suivi			Notes et éléments de réponse
					Réponse écrite	Réponse verbale	Réponse en personne	
1	Daniel La Tour	La mairesse Soraya MARTINEZ FERRADA déléguera-t-elle le conseiller Benoit Langevin à faire rapport ce mois-ci au comité exécutif sur l'états des YWCA sur René-Levesque Ouest et le YMCA de Drummond a la suite de ses enquêtes et recommandations d'agir maintenant pour acheter ou louer cette année les deux immeubles pour 5 ans pour aud le grand public a droit d'accéder les piscines des deux bâtiments, les salles de sports, conditionnements de santes et recreations, les places de stationnements, les bureaux des administrations, les cuisines et salles a mangers, les salons d'accueils, les salles de réunions et les etages de chambres d'hebergements avec ameublements, transformer en logements abordables,le tout des deux immeubles et terrains, sous la direction du Comite Executif de l'arrondissement Ville Marie ajouter aux services publics, carnets d'avantages sociaux et benefices des membres de l'arrondissement Ville-Marie et en priorite du district Peter McGill et du Centre SANAAQ ?	Responsable du soutien aux élu(e)s	16-déc-25	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le citoyen a été invité à écouter la rediffusion du CA du 9 décembre où les élu.e.s ont répondu concernant le YMCA.
2	Francois Desaulniers	La fermeture de la piste multifonctionnelle temporaire sur Ontario et Atateken par l'utilisation d'immenses panneaux bloquant la piste est dangereuse et inutile. Les larges panneaux obligent les usagers à mobilité durable à se déplacer vers le milieu de la voie automobile, mettant en péril leur sécurité. Pouvez svp simplement remplacer ces immense panneaux par des affiches sur le trottoir indiquant que le stationnement est permis jusqu'au 4 janvier? Merci	Responsable du soutien aux élu(e)s	16-déc-25	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le citoyen a été informé que les pistes cyclables Berri et De Maisonneuve demeurent ouvertes pour l'instant et que des détours sécuritaires seront mis en place dès le début des travaux du projet intégré Berri. Les panneaux, quant à eux, sont exigés selon les normes de signalisation du MTQ.
3	Robin Boisvert	Bonjour, Il y a une brisure dans le lien cyclable sur la promenade de la commune, entre la piste Berri et la piste qui continue vers le canal Lachine. Un grand tronçon cyclable est manquant. Lorsqu'on arrive par la piste cyclable sur Berri vers le sud qui arrive au vieux port et tourne à droite sur la rue de la commune, on se retrouve face à un panneau qui indique qu'on doit marcher à côté de notre vélo pendant plusieurs coins de rues, entre la rue du quai de l'horloge et la rue St-Gabriel. Bien-sûr personne ne le respecte. On se retrouve donc à rouler en slalom entre les piétons et les nombreux touristes sur cette portion de la promenade, ce qui n'est agréable pour personne, et il y a un fort risque de collision pour les cyclistes/piétons qui ne font pas attention. Pourriez-vous compléter la piste cyclable avec une indication claire sur le sol à cet endroit? Il peut facilement y avoir une voie cyclable entre la clôture et la trottoir. C'est très large. On pose la question depuis 6 ans et rien n'a changé. S'il y a des enjeux avec le vieux-port qui est de juridiction fédérale, pourriez vous vous parler svp? C'est un endroit à haut risque de collision vélo-piétons. et c'est pas optimal de marcher à côté de son vélo pendant 7 rues pcq le lien cyclable est manquant à cet endroit. Il doit y avoir un lien de piste cyclable est-ouest dans le vieux port. La piste cyclable est littéralement tranchée. on compte sur vous vous régler ça pour le printemps prochain merci	Responsable du soutien aux élu(e)s	16-déc-25	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le citoyen n'a pu être joint : les coordonnées fournies (courriel et téléphone) sont hors service.
4	Simon Duchâteau	Pourquoi avoir fermé l'axe cyclable rue atateken alors qu'on manque d'infrastructures cyclables sécuritaires, surtout en hiver, dans le quartier ?	Responsable du soutien aux élu(e)s	16-déc-25	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le citoyen a été informé que l'axe cyclable de la rue Atateken est un détour temporaire qui sera officiellement mis en service dès le début des travaux du projet intégré Berri. Pour le moment, les pistes cyclables sur les rues Berri et De Maisonneuve sont toujours ouvertes.
5	Jacques Nacouzi	Bonjour, voici ci-dessous une proposition de lien vers un aménagement sur Atateken qui y ramène le stationnement tout en permettant l'implantation d'une infrastructure vélo sécuritaire, conviviale et 4 saisons : https://www.montrealhumaine.ca/copie-de-idees-d-aménagements/solution-atateken Serait-il possible, svp, de considérer cette solution? <u>Cordialement.</u>	Responsable du soutien aux élu(e)s	16-déc-25	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le citoyen a été informé que sa proposition sera analysée par l'équipe du projet qui évalue toutes les options afin d'optimiser la sécurité et la cohabitation sur l'aménagement temporaire de la rue Atateken.
6	Quentin Winstel	L'arrondissement dispose-t-il d'un outil d'aide à la décision pour hiérarchiser les besoins de travaux en maintien des routes et des canalisations ? L'arrondissement serait-il intéressé par un logiciel de gestion coordonnée du maintien des routes et des canalisations prenant en compte le budget disponible, le coût des travaux potentiels présents et futurs, les économies d'échelle et d'envergure possible, ainsi que le niveau de dépréciation des routes et des canalisations ?	Responsable du soutien aux élu(e)s	16-déc-25	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le citoyen a été informé que les services de l'Arrondissement planifient les interventions selon des priorités établies et que l'administration a spécifiquement mandaté un élu pour implanter des solutions innovantes concernant l'optimisation et la performance municipale.

7	Olivier Lauzon	<p>Chers membres du conseil, Chers élus et élues,</p> <p>Notre question s'adresse à la mairesse concernant le projet de développement de la Gare Centrale par Cominar.</p> <p>En juillet dernier, notre collectif a déposé un dossier de recommandations issu d'un travail entre citoyens, experts, ainsi qu'avec la Table de concertation Peter-McGill et le Comité logement Ville-Marie.</p> <p>Bien que le projet ait reçu un avis favorable en mai 2024 et respecte les règlements en vigueur, le dossier déposé au CCU vise à rappeler que l'avenir de la Gare Centrale touche à l'identité et au rayonnement de Montréal, ainsi qu'à son rôle dans le développement de la mobilité durable.</p> <p>Dans ce contexte, nos consultations nous ont récemment permis de rencontrer ALTO, responsable du développement du projet fédéral pour un réseau TGV. Cette rencontre nous a confirmé que le centre-ville pourrait être privé de cette nouvelle connexion et que des sites alternatifs sont actuellement à l'étude.</p> <p>Depuis août, le Collectif pour l'avenir de la Gare Centrale tente d'organiser un échange avec Ensemble Montréal. Malgré de récents échanges avec M. Glenn Castanheira, nous sommes toujours en attente d'une confirmation afin de planifier une rencontre avec le cabinet de la mairesse et le nouveau président du CCU.</p> <p>Question</p> <p>Nous demandons aujourd'hui à la mairesse si une rencontre peut être organisée en début d'année afin d'échanger sur les enjeux relatifs aux projets, en présence des organismes concernés?</p>	Responsable du soutien aux élu(e)s	16-déc-25	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le citoyen a été informé que la Ville a demandé que le centre-ville et l'aéroport international soient considérés comme les deux gares sur l'île de Montréal pour le futur TGV. De plus, les scénarios de desserte d'ALTO seront présentés en 2026 à la Ville et une rencontre avec le Collectif pour l'avenir de la Gare Centrale sera organisée ultérieurement.</p>
8	David Schlachter	<p>Je suis parmi ceux qui utilisent la piste cyclable du boulevard De Maisonneuve quotidiennement. On est jusqu'à deux ou trois milles personnes qui l'utilisent chaque jour. Récemment, j'ai lu des titres inquiétants concernant la manière dont votre administration prévoit de modifier les plans existants pour le détour de la piste dû à la réfection de la station Berri-UQAM. Je crains que vos modifications ne réduise la commodité et la sécurité des déplacements le long de ce corridor. Les études montrent, encore et encore, que les cyclistes dépensent plus et visitent les magasins plus fréquemment que les automobilistes. L'effet de modération du trafic d'une piste cyclable rend une rue plus agréable à parcourir et à visiter en tant que piéton. Les bicyclettes sont plus sûres pour les piétons, plus saines, moins polluantes et plus silencieuses que les véhicules à moteur. Si des modifications devaient être apportées au plan de ce détour, j'espère qu'elles rendraient la piste cyclable plus grande et plus sûre. Comment allez-vous garantir que la sécurité, la commodité et l'efficacité de la piste cyclable soient maintenues pour ses centaines de milliers d'utilisateurs annuels ?</p>	Responsable du soutien aux élu(e)s	16-déc-25	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le citoyen a été informé qu'une rencontre d'échange a eu lieu le 8 décembre concernant l'aménagement temporaire de la rue Atateken et que les services municipaux analysent toutes les options. Tout est mis en œuvre pour que le détour prévu soit sécuritaire pour les usagers.</p>



Dossier # : 1264846001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien horticole, le déneigement et le maintien de la propreté du Square Viger et de la Place des Montréalaises pour la période du 15 mars 2026 au 14 mars 2029 avec possibilité de deux prolongations d'une année chacune - Autoriser une dépense totale de 2 312 845,48 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 25-21224 - 4 soumissionnaires)

D'accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien horticole, le déneigement et le maintien de la propreté du Square Viger et de la Place des Montréalaises pour la période du 15 mars 2026 au 14 mars 2029 avec possibilité de deux prolongations d'une année chacune, au prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 2 102 586.80\$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offre public 25-21224;

D'autoriser une dépense de 210 258,68\$ taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de 178001 Canada inc. (Groupe Nicky);

D'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-05 08:23

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1264846001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien horticole, le déneigement et le maintien de la propreté du Square Viger et de la Place des Montréalaises pour la période du 15 mars 2026 au 14 mars 2029 avec possibilité de deux prolongations d'une année chacune - Autoriser une dépense totale de 2 312 845,48 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 25-21224 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Place des Montréalaise et le Square Viger ayant récemment été sujets à des travaux de réaménagement majeurs. Les nouvelles plantations ainsi que les surfaces gazonnées et pavées demanderont un entretien intensif pour préserver la qualité des lieux. De plus, le contrat d'entretien du Square Viger, parc à proximité, arrive à sa fin au printemps 2026, et il faut assurer la relève de l'entretien de ce lieu.

Ces parcs sont des lieux où le respect de la nature et la détente sont favorisées.

Il importe donc d'assurer aux utilisateurs et utilisatrices des services de surveillance, d'entretien et de réparation du mobilier, des structures, des plantations et des terrains situés à l'intérieur des limites de ceux-ci. Afin de suffire à la charge de travaux d'entretien engendrée par les activités et l'augmentation de la fréquentation de la place, nous concluons que l'Arrondissement ne dispose pas du personnel requis. Il est donc nécessaire de faire appel aux services d'une firme spécialisée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240220 - *mardi 7 juin 2022* , Autoriser une affectation des surplus de l'arrondissement de Ville Marie d'un montant de 656 541,65 \$ net de ristournes et accorder à 178001 Canada inc. Groupe Nicky, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'entretien horticole, maintien de la propreté, et de déneigement du square Viger, - Dépense totale de 1 031 013,94 \$, taxes incluses (contrat : 937 285,40 \$ + contingences : 93 728,54 \$) - (appel d'offres public 22-19272 – 1 soumissionnaire)
CA25 240183 - *mardi 6 mai 2025*, Autoriser une affectation de surplus de 147 434,36 \$, net de ristournes - Accorder un contrat à 178001 Canada Inc. (Groupe Nicky) pour des services d'entretien horticole et de maintien de la propreté de la Place des Montréalaises, pour une période de 10 mois, soit du 15 mai 2025 au 31 mars 2026 - Autoriser une dépense maximale de 161 459,85 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 25-20985 - 4 soumissionnaires conformes)

DESCRIPTION

L'objectif de ce contrat est de pourvoir à l'entretien horticole, au maintien de la propreté et au déneigement de la Place des Montréalaises et du Square Viger pour la période du 15 mars 2026 au 14 mars 2029.

Deux (2) prolongations d'une (1) année chacune sont prévues en cas de besoins. Ce contrat pourra donc être étendu jusqu'au 14 mars 2031 si les deux options de prolongation sont exercées.

Voici quelques exemples de tâches qui seront accomplies dans le cadre de ce contrat :

Tout au long de l'année :

- Vidanges et entretien de poubelles;
- Ramassage des déchets au sol;
- Enlèvement de graffitis et d'affichages sauvages;
- Entretien et propreté du mobilier (nettoyage de taches, de saletés, etc.);
- Nettoyage des abreuvoirs.

Saison hivernale :

- Épandage de fondants et d'abrasifs;
- Ramassage, enlèvement et disposition des déchets au sol sur l'ensemble du site;
- Cueillette des ordures;
- Déneigement des poubelles et autres mobiliers.

Saison estivale :

- Entretien des surfaces : nettoyage, lavage, enlèvement des gommages à mâcher, etc.;
- Nettoyage de terrain : ramassage, enlèvement et disposition des déchets, des ordures et collecte des matières recyclables.;
- Installations diverses d'équipements, transport, remorquage, déménagement;
- Divers travaux de montage et d'assemblage d'équipements;
- Enlèvement des graffitis et affichages sauvages;
- Coupe de branches d'arbres dangereuses (jusqu'à 5m de hauteur);
- Tonte du gazon;
- Tous autres travaux connexes à l'entretien et la réparation mineure des surfaces.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres 25-21224 a été publié dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 12 novembre 2025. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 16 décembre 2025. Le délai total accordé aux soumissionnaires était donc de 34 jours. Le présent sommaire vise l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme.

Les résultats de lancement de l'appel d'offres 25-21224 sont présentés ci-dessous :

Au total sept (7) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres via le système électronique (SEAO), quatre (4) d'entre elles ont présenté des soumissions, et ont été jugées conforme.

Tableau comparatif des prix reçus			
	Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Total (tx incl.)
	178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY)	1 828 734 \$	2 102 586,80 \$

9190-8673 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES ROSENEIGE)	4 645 024 \$	5 340 616,34 \$
CONSTRUCTION URBEX INC.	2 750 235 \$	3 162 082,69 \$
ORANGE PAYSAGEMENT INC.	2 787 281 \$	3 204 675,75 \$
Dernière estimation réalisée	2 504 975 \$	2 880 095,01 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)		3 452 490,40 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100		64,2%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)		3 238 029,54 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100		154,0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme – estimation)		-777 508,20 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100		-27,0%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)		1 059 495,89 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100		50,4%

La validation de conformité du soumissionnaire après confirmation de l'approvisionnement

- ◊ 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).
- ◊ 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait pas partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.
- ◊ 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal.
- ◊ 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) Est conforme en vertu de la Charte de la langue française.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier. Le montant total du contrat sera de 2 102 586,80 \$, taxes incluses, tel qu'inscrit à la soumission.

À cela, nous ajouterons des contingences de 10% pour un montant de 210 258,68\$, taxes incluses.

La dépense totale à autoriser est donc de 2 312 845,48 \$, taxes et contingences incluses.

MONTREAL 2030

Nos végétaux mieux entretenus et donc plus vigoureux contribueront davantage à l'augmentation de la canopée montréalaise, à l'amélioration de la qualité de l'air et à la réduction des îlots de chaleur.

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Des

informations additionnelles se retrouvent dans la grille d'analyse en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS
ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Martin LEMAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien VERRONNEAU
Contre-Maitre Parcs

Tél : 5142463708
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-16

France BEAUDIN
chef(fe) de section - parcs et horticulture
(arrondissement)

Tél : 514-297-1376
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD
directrice des travaux publics
Tél :
Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1264846001

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division des parcs et de l'horticulture

Objet :

Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien horticole, le déneigement et le maintien de la propreté du Square Viger et de la Place des Montréalaises pour la période du 15 mars 2026 au 14 mars 2029 avec possibilité de deux prolongations d'une année chacune - Autoriser une dépense totale de 2 312 845,48 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 25-21224 - 4 soumissionnaires)



25-21224 Tableaux écarts.pdf



25-21224_montreal_2030.pdf



25-21224 GROUPE NICKY 1_bordereau.pdf



25-21224 Aspect financier.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien VERRONNEAU
Contre-Maitre Parcs

Tél : 5142463708

Télécop. :



N° de dossier : 1264846001

Nature du dossier : Contrat d'acquisition de biens ou services

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier :

1

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	178001 Canada inc. (Groupe Nicky)	120376

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant		615 771,27 \$	772 359,16 \$	772 359,19 \$	152 355,86 \$			2 312 845,48 \$

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

36

Date de début : 15 mars 2026
jour (si connu) mois année

Date de fin : 14 mars 2029
jour (si connu) mois année

Formulaire complété par :


Julien Verronneau

Prénom, nom

Date et heure système : 23 janvier 2026 12:35:43

Tableau comparatif des prix reçus

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY)	1 828 734 \$		2 102 586,80 \$
9190-8673 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES ROSENEIGE)	4 645 024 \$		5 340 616,34 \$
CONSTRUCTION URBEX INC.	2 750 235 \$		3 162 082,69 \$
ORANGE PAYSAGEMENT INC.	2 787 281 \$		3 204 675,75 \$
Dernière estimation réalisée	2 504 975 \$		2 880 095,01 \$
Coût moyen des soumissions conformes ((total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions))			3 452 490,40 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) (((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			64,2%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			3 238 029,54 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) (((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			154,0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme – estimation)			-777 508,20 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-27,0%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse – la plus basse)			1 059 495,89 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			50,4%

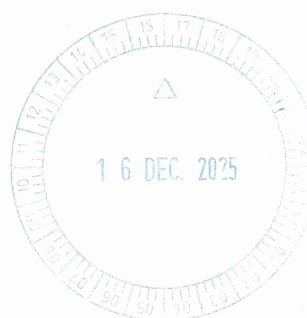
Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal 	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE
Numéro d'appel d'offres	25-21224	
Titre de l'appel d'offres	Entretien horticole, maintien de la propreté et déneigement de la Place des Montréalaises et du Square Viger	
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme	
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire	
Nom du soumissionnaire <small>(Selon le Registre des entreprises du Québec)</small>	178001 Canada Inc / Groupe Nicky	
Numéro d'entreprise (NEQ)	1141894387	
Adresse du soumissionnaire	9771 rue Waverly, Montreal, Québec H3L 2V7	
<i>Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).</i>		

Précisions relatives aux garanties de soumission

*Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.*

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Entretien horticole, maintien de la propreté et déneigement de la Place des Montréalaises et du Square Viger	1,828,733.90 \$	91,436.70 \$	182,416.21 \$	2,102,586.80 \$



[Handwritten signature]

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1264846001

Unité administrative responsable : *Division des parcs et horticulture, Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie*

Projet : *Contrat d'entretien de la Place des Montréalaises et du Square Viger*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
<i>Priorité 1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050</i>			
<i>Priorité 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.</i>			
<i>Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.</i>			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

- *Le désherbage contribue à l'éradication de l'herbe à poux et des plantes envahissantes sur le territoire montréalais;*
- *L'entretien et le nettoyage de la Place des Montréalaises et Square Viger va notamment favoriser le sentiment de sécurité des différents usagers des lieux en plus de rendre l'endroit plus accueillant et convivial pour toutes les populations qui vont le fréquenter;*
- *L'entretien régulier et les réparations mineures favorise le maintien et l'intégrité des infrastructures en évitant l'usure et la désuétude prématurées des structures et aussi l'aggravation de bris mineurs, ce qui favorise la conservation de milieux de vie de qualité;*
- *Le déneigement de la Place des Montréalaises et Square Viger l'hiver va favoriser l'accessibilité universelle durant les quatre saisons;*
- *Le déneigement de la Place des Montréalaises et Square Viger va aussi favoriser les déplacements actifs dans ce secteur.*

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
			X
	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Dossier # : 1264846001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien horticole, le déneigement et le maintien de la propriété du Square Viger et de la Place des Montréalaises pour la période du 15 mars 2026 au 14 mars 2029 avec possibilité de deux prolongations d'une année chacune - Autoriser une dépense totale de 2 312 845,48 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 25-21224 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



25-21224_Liste Preneurs Cahier de Charges.pdf 25-21224_TCP.pdf 25-21224_PV.pdf



25-21224_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Martin LEMAY
 Agent Approvisionnement 2

Tél : 514-385-3201

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-02-04

Hicham ZERIOUH
 chef(fe) de section - approvisionnement
 strategique en biens

Tél : 514-704-0292

Division : Service de l'approvisionnement ,
 Direction acquisition



Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

Numéro: 25-21224**Numéro de référence:** 20104772**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres**Statut:** En attente des résultats d'ouverture**Titre:**

Services d'entretien horticole, de propreté, d'entretien général et de déneigement de la Place des Montréalaises et du Square Viger ouest 2026-2028

Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

7 résultats

Résultats 1 à 7

Trier par

Sélection

Nombre par page

1

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
9190-8673 QUÉBEC INC. 1055 armand-Bombardier Terrebonne QC CAN J6Y1S9	Non diffusé	Louis-Charles Goudreau Téléphone: 4509794068 Courriel: larose.a@roseneige.com	Transaction: (20365488) 2025-11-19 09:51	20083302 - 25-21224 Addenda 1 Devis 2025-11-26 à 08:15 - Courriel 20085664 - 25-21224 Addenda 2 Bordereau numérique 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Devis 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Paysagiste Landzarmy inc. 5895 Rue Bessette Montréal QC CAN H4S1P1 http://www.landzarmy.com	Non diffusé	Anatoliy Chsherbakov Téléphone: 5144245799 Courriel: info@landzarmy.com	Transaction: (20365664) 2025-11-19 14:10	20083302 - 25-21224 Addenda 1 Devis 2025-11-26 à 08:15 - Courriel 20085664 - 25-21224 Addenda 2 Bordereau numérique 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Devis 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ORANGE PAYSAGEMENT INC. 33 rue Louis-Jolliet Saint-Charles-Borromée QC CAN J6E7Y8 https://www.orangepaysagement.com	Non diffusé	Max-Émile Boucher Téléphone: 4502716696 Courriel: max-emile.boucher@videotron.ca	Transaction: (20362094) 2025-11-14 13:48	20083302 - 25-21224 Addenda 1 Devis 2025-11-26 à 08:15 - Courriel 20085664 - 25-21224 Addenda 2 Bordereau numérique 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Devis 2025-12-11 à 15:15 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
178001 CANADA INC. 9771 rue Waverly Montréal QC CAN H3L2V7	Non diffusé Nick Luongo Téléphone: 5143812986 Courriel: nicky@groupenicky.com	Transaction: (20360128) 2025-11-12 16:15	20083302 - 25-21224 Addenda 1 Devis 2025-11-26 à 08:15 - Courriel	
				20085664 - 25-21224 Addenda 2 Bordereau numérique 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Devis 2025-12-11 à 15:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
9032-2454 QUÉBEC INC. 1355 Boulevard Pitfield Montréal QC CAN H4S1G3 https://www.techniparc.ca	Non diffusé Martin Theolis Téléphone: 5143360660 Courriel: info@techniparc.ca	Transaction: (20364807) 2025-11-18 12:42	20083302 - 25-21224 Addenda 1 Devis 2025-11-26 à 08:15 - Courriel	
				20085664 - 25-21224 Addenda 2 Bordereau numérique 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Devis 2025-12-11 à 15:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
P&L Ressources Humaines INC. 1490 Boulevard cote vertu 201 Montréal QC CAN H4L1Z8	Publique PACHENCO TANE Téléphone: 5146043489 Courriel: incplrh.2@gmail.com	Transaction: (20372575) 2025-11-28 17:26	20083302 - 25-21224 Addenda 1 Devis Téléchargement	
				20085664 - 25-21224 Addenda 2 Bordereau numérique 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Devis 2025-12-11 à 15:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
URBEX CONSTRUCTION 3410 rue hormidas deslauriers Montréal QC CAN H8T3P2	Publique Félix Larouche Téléphone: 5145563075 Courriel: info@urbexconstruction.com	Transaction: (20365765) 2025-11-19 16:45	20083302 - 25-21224 Addenda 1 Devis 2025-11-26 à 08:15 - Courriel	
				20085664 - 25-21224 Addenda 2 Bordereau numérique 2025-12-11 à 15:15 - Courriel Devis 2025-12-11 à 15:15 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel

Québec 

© Gouvernement du Québec, 2025



No de l'appel d'offres
25-21224

Agent d'approvisionnement
Patrick Dumoulin

Conformité	Oui
------------	-----

										Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires		Montant sans taxes	Montant taxes incluses
178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY)										1 828 733,90 \$	2 102 586,80 \$
CONSTRUCTION URBEX INC.										2 750 235,00 \$	3 162 082,69 \$
ORANGE PAYSAGEMENT INC.										2 787 280,50 \$	3 204 675,75 \$
9190-8673 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES ROSENEIGE)										4 645 024,00 \$	5 340 616,34 \$

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 16 décembre 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
 M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
 Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau

APPEL D'OFFRES 25-21224

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Services d'entretien horticole, de propreté, d'entretien général et de déneigement de la Place des Montréalaises et du Square Viger Ouest 2026-2028 » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

<u>Soumissionnaires</u>	<u>Prix</u>
178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY)	2 102 586,80 \$
9190-8673 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES ROSENEIGE)	5 340 616,34 \$
CONSTRUCTION URBEX INC.	3 162 082,69 \$
ORANGE PAYSAGEMENT INC.	3 204 675,75 \$

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 12 novembre 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A.

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES

ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-21224 No du GDD : 1268466001

Titre de l'appel d'offres : Services d'entretien horticole, de propreté, d'entretien général et de déneigement de la Place des Montréalaises et du Square Viger ouest 2026-2028

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2025 Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Ouverture originalement prévue le : 12 - 11 - 2025 Date du dernier addenda émis : 11 - 12 - 2025

Ouverture faite le : 16 - 12 - 2025 Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Date du comité de sélection : N/A - N/A - N/A (Sans compter le jour de publication)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7 Nbre de soumissions reçues : 4 % de réponses : 57,14

Nbre de soumissions rejetées : 0 % de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs Date d'échéance initiale : 16 - 3 - 2026

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs Date d'échéance révisée : 16 - 3 - 2026

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées ☒ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY)	2 102 586,80 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	
CONSTRUCTION URBEX INC.	3 162 082,69 \$	<input type="checkbox"/>	
ORANGE PAYSAGEMENT INC.	3 204 675,75 \$	<input type="checkbox"/>	
9190-8673 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES ROSENEIGE)	5 340 616,34 \$	<input type="checkbox"/>	

Information additionnelle

7 preneurs de cahier de charges. Quatre (4) soumissions reçues déclarées conformes après analyse administrative et technique. Désistements de 3 fournisseurs. Motifs: 1 fournisseur pour consultation et 2 fournisseurs n'ayant pas retourné le formulaire malgré la relance courriel.

Préparé par : Martin LEMAY Le 3 - 2 - 2026

Dossier # : 1264846001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien horticole, le déneigement et le maintien de la propreté du Square Viger et de la Place des Montréalaises pour la période du 15 mars 2026 au 14 mars 2029 avec possibilité de deux prolongations d'une année chacune - Autoriser une dépense totale de 2 312 845,48 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 25-21224 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1264846001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
 Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Isabelle FORTIER
 Conseillère en des ressources financières
Tél : stephanie.houle2@montreal.ca
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier : 1264846001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"D'accorder un contrat à 178001 Canada inc. / Groupe Nicky pour l'entretien horticole, le déneigement et le maintien de la propreté du Square Viger et de la Place des Montréalaises pour la période de 15 mars 2026 au 14 mars 2029 pour une somme maximale de 2 102 586,80\$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offre public 25-21224;

*D'autoriser une dépense de 210 258,68\$ taxes incluses, à titre de budget de contingences;
De procéder à une évaluation du rendement de 178001 Canada inc. / Groupe Nicky.
D'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel."*

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 2 312 845,48 \$

	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Contrat	559 792,06 \$	702 144,69 \$	702 144,72 \$	138 505,33 \$			2 102 586,80 \$
Contingence	55 979,21 \$	70 214,47 \$	70 214,47 \$	13 850,53 \$			210 258,68 \$
TOTAL	615 771,27 \$	772 359,16 \$	772 359,19 \$	152 355,86 \$			2 312 845,48 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 2 111 936,20 \$

	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Contrat	511 164,77 \$	641 151,69 \$	641 151,72 \$	126 473,83 \$			1 919 942,01 \$
Contingence	51 116,48 \$	64 115,17 \$	64 115,17 \$	12 647,38 \$			191 994,20 \$
TOTAL	562 281,25 \$	705 266,86 \$	705 266,89 \$	139 121,21 \$			2 111 936,20 \$

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 337 368,75 \$ 2026 - Contrat + 10% de contingences Place des Montréalaise (60% dépense)

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
Au:	2438	0010000	306117	07165	54590	000000	0000	000000	028106	00000	00000

Montant: 224 912,50 \$ 2026 - Contrat + 10% de contingences Square Viger (40% dépense)

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
Au:	2438	0010000	306117	07165	54590	000000	0000	000000	028081	00000	00000

- Les crédits requis sont réservés par l'engagement de gestion no VM64846001
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Stéphanie Houle

Conseillère en gestion des ressources financières

stephanie.houle2@montreal.ca

Date: 2026-01-26

Date et heure système : 27 janvier 2026 10:47:36



Dossier # : 1266164001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 715 439,41 \$, taxes, contingences et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-25-018 - 5 soumissionnaires)

D'accorder à St-Denis Thompson inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surface de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-de-Casson, au prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 564 729,92 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-25-018;

D'autoriser une dépense de 84 709,49 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 66 000,00 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-28 11:29

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1266164001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 715 439,41 \$, taxes, contingences et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-25-018 - 5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel vise à octroyer un contrat pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surface de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson, dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Le parc François-Dollier-De-Casson est situé entre les rues Saint-Antoine et Saint-Louis, à l'Est de la rue Bonsecours, dans le district Saint-Jacques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter qu'il se situe aussi dans le secteur patrimonial de Montréal, BjFj-15.

En réponse aux observations, à l'analyse socio-démographique et aux consultations réalisées, la portée du projet vise, entre autres, à améliorer l'offre de jeux actuelle (2-5 ans) par l'aménagement d'aires de jeux davantage inclusives, pour les 18 mois à 12 ans.

Les travaux du présent dossier comportent la fourniture et l'installation d'équipements de jeux actifs, libres, inclusifs et sensoriels, de surfaces de protection en caoutchouc et d'une clôture ornementale en acier galvanisé peint noir installée sur pieux.

Des travaux de réaménagement global du parc ont eu lieu à l'été / automne 2025. Ils comprenaient l'aménagement de sentiers et des zones de jeux (sans les modules et les surfaces de protection), l'ajout de mobilier, la bonification de la végétation et la mise à jour de l'éclairage.

Ces travaux s'inscrivent dans l'esprit de rénovation et d'amélioration générale d'un parc de quartier dont les aménagements datent de plusieurs décennies.

En vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), la Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers de l'arrondissement de Ville-Marie a présenté en octobre 2024 le concept d'aménagement du parc au Conseil du patrimoine de Montréal et a reçu un avis favorable en novembre 2024, avec des recommandations qui ont été prises en compte.

Une autorisation de travaux pour le présent contrat a aussi été obtenue le 11 décembre 2025 de la Division du patrimoine du Service de l'urbanisme et de la mobilité.

Un hôtel de cinq étages est en cours de construction sur le lot au coin des rues Bonsecours / Saint-Antoine. Une fois ces travaux terminés, un deuxième lot de travaux le long de la rue Saint-Antoine, à côté du lot 1 182 089 du cadastre du Québec, se réalisera dans le parc pour compléter le réaménagement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA25 240179 : Accorder un contrat à Lanco Aménagement Inc. pour l'exécution des travaux d'aménagement du parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 1 576 811,18 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-004 - 1 soumissionnaire

DESCRIPTION

Ce contrat pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture, vient compléter le réaménagement de la partie sud du parc François-Dollier-De-Casson qui s'aligne avec la vision et les orientations de la Ville de Montréal en matière de transition écologique et de lutte contre les changements climatiques (Montréal 2030).

JUSTIFICATION

Dans le cadre du processus d'appel d'offres public VMP-25-018 visant les travaux d'aménagement précités, au total huit (8) représentants d'entreprises se sont procurés les documents via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et cinq (5) entreprises ont déposé une soumission conforme.

Lancement: 13 novembre 2025

Date d'ouverture prévue: 4 décembre 2025

Ouverture: 18 décembre 2025

Durée d'affichage de l'appel d'offres: 35 jours

Addenda:

#1 - 21 novembre 2025

#2 - 25 novembre 2025

#3 - 28 novembre 2025

#4 - 5 décembre 2025

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
St-Denis Thompson inc.	564 729,92 \$	84 709,49 \$	649 439,41 \$
Les terrassements Multi-Paysages Inc.	600 150,30 \$	90 022,55 \$	690 172,85 \$
Les Entreprises Ventec inc.	616 346,48 \$	92 451,97 \$	708 798,45 \$
Urbex construction inc.	633 048,90 \$	94 957,34 \$	728 006,24 \$
Réalisation Dynamique Inc.	776 364,55 \$	116 454,68 \$	892 819,23 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	802 818,97 \$	120 422,85 \$	923 241,82 \$
Coût moyen des soumissions conformes reçues (\$)			733 847,24 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			13,00%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$)			243 379,82 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			37,48%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)			-273 802,41 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-29.66%

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$)	40 733,44 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	6,27%

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécution de travaux, les validations requises à l'effet que St-Denis Thompson inc, plus bas soumissionnaire conforme, ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et qu'aucun des administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la PGC ont été faites le 19 décembre 2025.

Le montant de la soumission reçue comprend les taxes applicables en vigueur pour 2025

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.

Nous recommandons d'autoriser des crédits de 66 000 \$ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants:

- Frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif et autre frais: 25 000 \$
- Habillage de chantier : 25 000 \$
- Provision incidences: 10 000 \$
- Jeu sur ressort: 6 000 \$

Un budget prévisionnel de contingences de 15 % soit un montant de 84 709,49 \$ (taxes incluses) est requis pour les imprévus.

La dépense totale à autoriser est de 715 439,41 \$ (taxes incluses).

La dépense totale se répartit comme suit :				
Description	SGPMRS		Total	
Contrat	564 729,92 \$		564 729,92 \$	
Contingences	84 709,49 \$		84 709,49 \$	
Incidences	66 000, 00 \$		66 000, 00 \$	
Total taxes incluses	715 439,41 \$		715 439,41 \$	
Total net de ristournes	653 291,54 \$		653 291,54 \$	
Le montant de 653 291,54 \$ net de ristournes sera assumé par le Programme de réfection et verdissement des parcs locaux (PRVPL) du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et financé via le règlement d'emprunt de compétence locale no 23-002.				
Le budget net de ristournes requis de 653 291,54 \$ pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2026-2035 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de dollars):				
Projet investi (net de ristourne)	2026	2027	2028	Total
34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	654 K \$	0 K \$	-	654 K \$

--	--	--	--	--

L'Arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par l'Arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Voir la grille d'analyse en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas octroyé, le projet ne se réalisera pas et les citoyens ne pourront pas, pour une deuxième année consécutive, profiter des aires de jeux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis aux riverain.e.s sera distribué avant le début des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi: février 2026

Travaux : mi-mai à mi-juillet 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier
(Celso CHAVARRI)

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Validation du processus d'approvisionnement :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Laura FLORESCO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-14

Christiane RAIL
chef(fe) de division - aménagement des parcs
et actifs immobiliers

Tél : 5142429426
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD
directrice des travaux publics

Tél :

Approuvé le : 2026-01-27

Dossier # : 1266164001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers

Objet :

Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture
et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection
et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser
une dépense maximale de 715 439,41 \$, taxes, contingences et
incidences incluses (Appel d'offres public VMP-25-018 - 5
soumissionnaires)



1266164001_Montréal 2030.pdfVMP-25-018_Aspect financier.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1266164001

Unité administrative responsable : *Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers, Direction des travaux publics*

Projet : Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surface de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 709 439,41 \$, taxes, contingences et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-25-018 - 5 soumissionnaires)

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i><u>Priorité 9.</u> Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire</i> <i><u>Priorité 19.</u> Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i><u>Priorité 9.</u> Ajout d'un parc accessible universellement</i> <i><u>Priorité 19.</u> Élargissement de l'offre en module de jeux pour répondre à plus de groupes d'âge d'enfants.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 		X	
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 		X	
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



N° de dossier : 1266164001

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	St-Denis Thompson inc.	189378

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant		715 439,41 \$						715 439,41 \$

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 2

Date de début : jour (si connu) mai 2026
mois année

Date de fin : jour (si connu) juillet 2026
mois année

Formulaire complété par : Marie-Eve Plante
Prénom, nom

Date et heure système : 19 janvier 2026 15:26:10

Dossier # : 1266164001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 715 439,41 \$, taxes, contingences et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-25-018 - 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Liste_commandes_SEAO.pdf



Resultat_appel_offres.pdf



Resume_analyse_conformite.pdf



Section_A_Sommaire.pdf



VMP-25-018_PV_signé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTIONLaura FLORESCO
Secrétaire-rechercheur
Tél : 514-212-5326**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2026-01-27

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514-589-7594
Division : Division du greffe



Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
Atlas Paysage inc. 935 Lefebvre Montréal QC CAN H9C2B6	Publique	KHALID SAPAHAR Téléphone: 5146513973 Courriel: info@atlaspaysage.ca	Transaction: (20376351) 2025-12-06 09:13	20082874 - VMP-25-018_Addenda 01 Devis Téléchargement Plan Téléchargement
				20082884 - VMP-25-018_Addenda 01_Plan DWG Plan 3D Téléchargement
				20083284 - VMP-25-018_Addenda 02 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20083286 - VMP-25-018_Addenda 02_Plan DWG Plan 3D Téléchargement
				20083817 - VMP-25-018_Addenda 03 Plan Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC. Non diffusé Stéphane Valois 1355 rue Lépine Joliette QC CAN J6E4B7		Téléphone: 4507561074 Courriel: svalois@multi-paysages.com	Transaction: (20363681) 2025-11-17 09:26	20084769 - VMP-25-018_Addenda 04 Plan Téléchargement Devis Téléchargement
				Mode privilégié (plan): Courriel
				20082874 - VMP-25-018_Addenda 01 Devis 2025-11-21 à 14:25 - Courriel Plan 2025-11-21 à 14:25 - Courriel
				20082884 - VMP-25-018_Addenda 01_Plan DWG Plan 3D 2025-11-21 à 15:10 - Courriel
				20083284 - VMP-25-018_Addenda 02 Devis 2025-11-26 à 08:30 - Courriel

				Bordereau numérique 2025-11-26 à 08:30 - Courriel
				20083286 - VMP-25-018_Addenda 02_Plan DWG Plan 3D 2025-11-26 à 08:30 - Courriel
				20083817 - VMP-25-018_Addenda 03 Plan 2025-11-28 à 15:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-11-28 à 15:50 - Courriel Devis 2025-11-28 à 15:50 - Courriel
				20084769 - VMP-25-018_Addenda 04 Plan 2025-12-05 à 11:55 - Courriel Devis 2025-12-05 à 11:55 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LANCO AMÉNAGEMENT INC. 1110 place verner Laval QC CAN H7C0K9 https://www.lancoamenagement.com	Publique	Kevin Langlois Téléphone: 4506614444 Courriel: kevinl@lancoamenagement.com	Transaction: (20374871) 2025-12-04 10:03	20082874 - VMP-25-018_Addenda 01 Devis Téléchargement Plan Messagerie
				20082884 - VMP-25-018_Addenda 01_Plan DWG Plan 3D Téléchargement
				20083284 - VMP-25-018_Addenda 02 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20083286 - VMP-25-018_Addenda 02_Plan DWG Plan 3D Téléchargement
				20083817 - VMP-25-018_Addenda 03 Plan Messagerie Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement
				20084769 - VMP-25-018_Addenda 04 Plan 2025-12-05 à 11:55 - Courriel Devis 2025-12-05 à 11:55 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
URBEX CONSTRUCTION 3410 rue hormidas deslauriers Montréal QC CAN H8T3P2	Publique	Félix Larouche Téléphone: 5145563075 Courriel: info@urbexconstruction.com	Transaction: (20361900) 2025-11-14 09:32	20082874 - VMP-25-018_Addenda 01 Devis 2025-11-21 à 14:25 - Courriel Plan 2025-11-21 à 14:25 - Courriel
				20082884 - VMP-25-018_Addenda 01_Plan DWG Plan 3D 2025-11-21 à 15:10 - Courriel
				20083284 - VMP-25-018_Addenda 02 Devis 2025-11-26 à 08:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-11-26 à 08:30 - Courriel
				20083286 - VMP-25-018_Addenda 02_Plan DWG Plan 3D 2025-11-26 à 08:30 - Courriel
				20083817 - VMP-25-018_Addenda 03 Plan 2025-11-28 à 15:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-11-28 à 15:50 - Courriel Devis 2025-11-28 à 15:50 - Courriel
				20084769 - VMP-25-018_Addenda 04 Plan 2025-12-05 à 11:55 - Courriel Devis 2025-12-05 à 11:55 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
				20082874 - VMP-25-018_Addenda 01 Devis Téléchargement Plan Téléchargement
				20082884 - VMP-25-018_Addenda 01_Plan DWG Plan 3D Téléchargement
				20083284 - VMP-25-018_Addenda 02 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20083286 - VMP-25-018_Addenda 02_Plan DWG Plan 3D

				Téléchargement
				20083817 - VMP-25-018_Addenda 03
				Plan
				Téléchargement
				Bordereau numérique
				Téléchargement
				Devis
				Téléchargement
				20084769 - VMP-25-018_Addenda 04
				Plan
				Téléchargement
				Devis
				Téléchargement
				Mode privilégié (plan): Courriel
LES ENTREPRISES VENTEC INC. 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal QC CAN H4C1V1 https://ventecinc.com/	Publique	Johanne Gravel Téléphone: 5149325600 Courriel: johanne@ventecinc.com	Transaction: (20365590) 2025-11-19 12:05	20082874 - VMP-25-018_Addenda 01
				Devis
				2025-11-21 à 14:25 - Courriel
				Plan
				2025-11-21 à 14:25 - Courriel
				20082884 - VMP-25-018_Addenda 01_Plan
				DWG
				Plan 3D
				2025-11-21 à 15:10 - Courriel
				20083284 - VMP-25-018_Addenda 02
				Devis
				2025-11-26 à 08:30 - Courriel
				Bordereau numérique
				2025-11-26 à 08:30 - Courriel
				20083286 - VMP-25-018_Addenda 02_Plan
DWG				
Plan 3D				
2025-11-26 à 08:30 - Courriel				
20083817 - VMP-25-018_Addenda 03				
Plan				
2025-11-28 à 15:50 - Courriel				
Bordereau numérique				
2025-11-28 à 15:50 - Courriel				
Devis				
2025-11-28 à 15:50 - Courriel				
20084769 - VMP-25-018_Addenda 04				
Plan				
2025-12-05 à 11:55 - Courriel				
Devis				
2025-12-05 à 11:55 - Courriel				
				Mode privilégié (plan): Courriel
ST-DENIS THOMPSON INC. - 2 5530 rue St-Patrick 1121 Montréal QC CAN H4E1A8 https://stdenisthompson.com/	Publique	Nicolas Jolicoeur Téléphone: 5145236162 Courriel: njolicoeur@stdenisthompson.com	Transaction: (20364797) 2025-11-18 12:04	20082874 - VMP-25-018_Addenda 01
				Devis
				2025-11-21 à 14:25 - Courriel
				Plan

			2025-11-21 à 14:25 - Courriel
			20082884 - VMP-25-018_Addenda 01_Plan DWG Plan 3D 2025-11-21 à 15:10 - Courriel
			20083284 - VMP-25-018_Addenda 02 Devis 2025-11-26 à 08:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-11-26 à 08:30 - Courriel
			20083286 - VMP-25-018_Addenda 02_Plan DWG Plan 3D 2025-11-26 à 08:30 - Courriel
			20083817 - VMP-25-018_Addenda 03 Plan 2025-11-28 à 15:50 - Courriel Bordereau numérique 2025-11-28 à 15:50 - Courriel Devis 2025-11-28 à 15:50 - Courriel
			20084769 - VMP-25-018_Addenda 04 Plan 2025-12-05 à 11:55 - Courriel Devis 2025-12-05 à 11:55 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Courriel
INSTALLATION JEUX-TEC INC. 100 chemin riviere delisle nord local 101 Coteau-du-Lac QC CAN J0P1B0 http://www.jeux-tec.com	Non diffusé Marie-Eve Brunet Téléphone: 514-820-9757 Courriel: admin@jeux-tec.com	Transaction: (20363589) 2025-11-17 07:52	20082874 - VMP-25-018_Addenda 01 Devis 2025-11-21 à 14:25 - Courriel Plan 2025-11-21 à 14:25 - Messagerie
			20082884 - VMP-25-018_Addenda 01_Plan DWG Plan 3D 2025-11-21 à 15:10 - Courriel
			20083284 - VMP-25-018_Addenda 02 Devis 2025-11-26 à 08:30 - Courriel Bordereau numérique 2025-11-26 à 08:30 - Courriel
			20083286 - VMP-25-018_Addenda 02_Plan DWG Plan 3D 2025-11-26 à 08:30 - Courriel
			20083817 - VMP-25-018_Addenda 03 Plan 2025-11-28 à 15:50 - Messagerie Bordereau numérique

2025-11-28 à 15:50 - Courriel
Devis
2025-11-28 à 15:50 - Courriel

20084769 - VMP-25-018_Addenda 04
Plan
2025-12-05 à 11:55 - Messagerie
Devis
2025-12-05 à 11:55 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie



© Gouvernement du Québec, 2025

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS - DIVISION DU GREFFE - VILLE-MARIE
INTERVENTION À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTATS

Identification

Numéro de l'appel d'offres : Numéro du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture effectuée le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires excluant la jours date de publication et la date d'ouverture :

Analyse des soumissions

Nombre de preneurs du cahier des charges : Nombre de soumissions reçues : % de réponses :

Nombre de soumissions rejetées : % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom) Motif de rejet: administratif et/ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : jours Date d'échéance : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées (✓) et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis	✓
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	600 150,30 \$	
ST-DENIS THOMPSON INC.	564 729,92 \$	✓
RÉALISATION DYNAMIQUE INC.	776 364,55 \$	
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	616 346,48 \$	
URBEX CONSTRUCTION INC.	633 048,90 \$	

Préparé par : Laura Floresco Le : - -

Soumissionnaire	NEQ	REQ ¹	Achat du cahier des charges sur le SEAO	Autorisation AMP	Attestation fiscale RQ ²	Liste RGC ³	RENA ⁴	Liste RBQ ⁵	Licence RBQ ⁶	LFRI ⁷	Charte de la langue française (Annexe S)	OQLF - Liste des entreprises non conformes au processus de francisation ⁸	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Prix	Conformité
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	1140382590	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	600 150,30 \$	CONFORME
ST-DENIS THOMPSON INC.	1180067085	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	564 729,92 \$	CONFORME
RÉALISATION DYNAMIQUE INC.	1168041417	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	776 364,55 \$	CONFORME
LES ENTREPRISES VENDEC INC.	1145668878	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	616 346,48 \$	CONFORME
URBEX CONSTRUCTION INC.	1161557807	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	663 048,90 \$	CONFORME

Listes et registres vérifiés en date du 2025-12-19.

¹ Registre des entreprises.

² Vérification volontaire de l'attestation de Revenu Québec.

³ Registre des personnes inadmissibles en vertu du RGC mis à jour le 2025-10-15.

⁴ Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

⁵ Liste des licences restreintes, suspendues et annulées de la Régie du bâtiment du Québec.

⁶ Registre des détenteurs de licence de la Régie du bâtiment du Québec.

⁷ Liste des firmes à rendement insatisfaisant.

⁸ Liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

FORMULAIRE DE SOUMISSION Contrat à prix unitaire
Section A - Sommaire ADDENDA 3

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, Bureau d'accès Montréal, 800, boul. de Maisonneuve E. Montréal (Québec), H2L 4L8, avant 11h00
13	11	2025	18	12	2025	

VMP-25-018 Fourniture et installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture – PARC FRANÇOIS-DOLLIER-DE-CASSON

Description et sommaire de soumission	Montant
Total coût des équipements de jeux, surface de protection et clôture ornementale	
Montant total avant taxes :	491 176,28
Taxe sur les produits et services 5 % :	24 558,81
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	48 994,83
Montant total :	564 729,92 \$

Identification du soumissionnaire St-Denis Thompson

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :

~~1190067085~~ → **118 006 7085** *M. Jolicoeur*

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s) : St-Denis Thompson

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1121-5530 rue Saint-Patrick Montréal Québec H4E 1A8

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :

En signant sa Soumission, le Soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :

« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu. »

Nom et titre du signataire (en majuscules) : NICOLAS JOLICOEUR

Téléphone : 514-523-6162

Nom et titre du signataire (en majuscules) : CHEF ESTIMATEUR

Télécopieur : 514-528-1880

Courriel : njolicoeur@stdenisthompson.com

Signature:

[Signature manuscrite]

Jour

18

Mois

12

Année

2025

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Fourniture et installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture - PARC FRANÇOIS-DOLLIER-DE-CASSON.


VMP-25-018

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 18 décembre 2025, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 13 novembre 2025 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par Hicham Karti, agent de recherche, en présence de Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement, Marie-Ève Plante, architecte paysagiste, Annie Hazel Roy, préposée à la gestion des contrats.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	600 150,30 \$
ST-DENIS THOMPSON INC.	564 729,92 \$
RÉALISATION DYNAMIQUE INC.	776 364,55 \$
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	616 346,48 \$
URBEX CONSTRUCTION INC.	633 048,90 \$

 2025-12-18
Hicham Karti
Agent de recherche
date

 2025/12/18
Anne-Marie Lemieux
Secrétaire d'arrondissement
date

 2025-12-18
Annie Hazel Roy
Préposée à la gestion des contrats
date

 2025/12/18
Marie-Ève Plante
Architecte paysagiste
date

Dossier # : 1266164001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 715 439,41 \$, taxes, contingences et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-25-018 - 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES**FICHIERS JOINTS**

Certification de fonds 1266164001 SGPMRS.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**Celso CHAVARRI**
Préposé au budget
Tél : 514-872-0766**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2026-01-21

Celine LATREILLE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

CERTIFICATION DE FONDS

NO GDD : 1266164001

No d'engagement : CC66164001

Taux : 1.0051303727

Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 715 439,41 \$, taxes, contingences et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-25-018 - 5 soumissionnaires)

Provenance :

23-002 Réfec ,verdiss parcs locaux CM23 0087		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
Règlement 23-002	6101.7723002.802505.01909.57201.000000.0000.177316.000000.98001.00000	715,439.41 \$	653,291.54 \$	653,293 \$
Total provenance		715,439.41 \$	653,291.54 \$	653,293 \$

Imputation :

34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
Contrat	6101.7723002.801550.07165.57201.000000.0000.207282.000000.15010.00000	564,729.92 \$	515,673.69 \$	515,674 \$
Contingences	6101.7723002.801550.07165.57201.000000.0000.207282.050816.15010.00000	84,709.49 \$	77,351.06 \$	77,352 \$
Incidences	6101.7723002.801550.07165.57401.000000.0000.207284.050182.15010.00000	66,000.00 \$	60,266.80 \$	60,267 \$
Total imputation		715,439.41 \$	653,291.54 \$	653,293 \$

Le budget net de ristournes requis de 653 291,54 \$ pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2026-2035 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de dollars):

Projet	2026	2027	2028	Total
34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	654	-	-	654
Total	654	0	0	654

24/27

Aspect(s) financier(s)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.

Nous recommandons d'autoriser des crédits de 66 000 \$ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants:

- Frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif et autre frais: 25 000 \$
- Habillage de chantier : 25 000 \$
- Provision incidences: 10 000 \$
- Jeu sur ressort: 6 000 \$

Un budget prévisionnel de contingences de 15 % soit un montant de 84 709,49 \$ (taxes incluses) est requis pour

La dépense totale à autoriser est de 715 439,41 \$ (taxes incluses).

La dépense totale se répartit comme suit :

Description	SGPMRS	Total
Contrat	564 729,92 \$	564 729,92 \$
Contingences	84 709,49 \$	84 709,49 \$
Incidences	66 000, 00 \$	66 000, 00 \$
Total taxes incluses	715 439,41 \$	715 439,41 \$
Total net de ristournes	653 291,54 \$	653 291,54 \$

Le montant de 647 812,74 \$ net de ristournes sera assumé par le Programme de réfection et verdissement des | Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et financé via le règlement d'emprunt de compétence loc

Le budget net de ristournes requis de 653 291,54 \$ pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PI comme suit pour chacune des années (en milliers de dollars):

Projet investi (net de ristourne)	2026	2027	2028
34375 - Programme de réfection et de verdissement	654 K \$	0 K \$	-

r les imprévus.

parcs locaux (PRVPL) du
ale no 23-002.

DI 2026-2034 et est réparti

	Total
	654 K \$

--

Dossier # : 1266164001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la fourniture et l'installation d'équipements de jeux, de surfaces de protection et d'une clôture au parc François-Dollier-De-Casson - Autoriser une dépense maximale de 715 439,41 \$, taxes, contingences et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-25-018 - 5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce projet est entièrement financé par le Programme de réfection et verdissement des parcs locaux (PRVPL) du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et n'a aucune incidence sur le cadre financier de l'arrondissement de Ville-Marie. Une intervention distincte du Service des finances est requise. Les bons de commande seront émis par l'arrondissement suite à la signature de la résolution du dossier.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
 Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : stephanie.houle2@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-19

Isabelle FORTIER
 Chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)

Tél : (514) 872-4512

Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs



Dossier # : 1267513001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier) pour l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin- Qui-Marche - Autoriser une dépense maximale de 3 486 731,85 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-25-010 - 9 soumissionnaires)

D'accorder, à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier)., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin-
Qui-Marche au prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 2 642 125,50 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-25-010;
D'autoriser une dépense de 528 425,10 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 316 181,25 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 13:04

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1267513001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier) pour l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche - Autoriser une dépense maximale de 3 486 731,85 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-25-010 - 9 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Situé dans le site patrimonial déclaré du Vieux-Montréal, le belvédère du Chemin-Qui-Marche (BCQM), inauguré en 2012 et lauréat du Prix Mérite national | Design en 2014.

L'aménagement met en valeur l'histoire du lieu à travers trois composantes : le fleuve et ses quais, les traces des anciennes voies ferrées et la ville environnante.

Aujourd'hui, l'infrastructure présente des dégradations importantes attribuables à des problèmes de conception et d'exécution : platelage en bois détérioré et désaligné, ventilation inadéquate, membrane drainante arrachée et disparition des végétaux d'origine.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

· CA24 240248 (GDD1248962002) – 11 juin 2024 : Amender la résolution CA24 24 0069 afin d'autoriser une affectation de 58 744,52\$, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux, à titre de montant pour incidences, pour la réalisation de fouilles exploratoires sur le site du belvédère du Chemin-Qui-Marche, dans le cadre du contrat pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche de 2024 à 2025 accordé à la firme Groupe Marchand Architecture & Design inc., majorant ainsi la dépense maximale à 493 218,98\$, taxes incluses (appel d'offres VMP-23-016).

· CA24 240069 (GDD1248962001) - 12 mars 2024 : D'autoriser une affectation de 391 630,15 \$ net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux. Accorder un contrat à la firme Groupe Marchand Architecture & Design inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour la réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche de 2024 à 2025. Autoriser une dépense totale 428 886,07 \$, taxes incluses. Appel d'offres public VMP-23-016 - 2 soumissionnaires. Approuver la convention de services professionnels à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise l'octroi d'un contrat pour la réfection du belvédère, afin de corriger l'ensemble des déficiences identifiées. En raison de l'envergure des travaux

correctifs à réaliser et de la reconstruction requise de certaines composantes, il devient nécessaire d'intégrer des infrastructures conformes aux exigences du Règlement sur les branchements aux réseaux d'aqueduc et d'égout publics et sur la gestion des eaux pluviales (règlement 20-030).

Principales interventions

- Retirer les éléments existants du parc dans la zone des travaux (à l'exception des garde-corps périphériques).
- Réparer la membrane d'étanchéité, selon l'état observé.
- Installer un système de drainage conforme au règlement 20-030 afin d'améliorer la gestion des eaux pluviales.
- Reconstruire le belvédère avec des matériaux plus résistants et durables.
- Remplacer les lampes des appareils existants par des sources DEL et remettre en état le câblage électrique au besoin.
- Refaire le nivellement et les finitions du terrain.
- Planter des végétaux adaptés aux conditions du site.
- Réaliser tous les travaux connexes requis.

Éléments additionnels liés aux parties prenantes

- Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) : À la suite d'un échange courriel en date du 25 mars 2025, le président du CPM a confirmé que les modifications récentes apportées au projet ne modifient ni le concept, ni l'aménagement, ni la matérialité, ni la relation du belvédère avec le site patrimonial du Vieux-Montréal. Un avis formel du CPM n'est donc pas requis.
- Administration du Port de Montréal (APM) : Puisque les travaux empiètent sur les voies ferrées, des démarches ont été entreprises auprès de l'APM. En janvier 2026, celle-ci a délivré une autorisation officielle, assortie de conditions à respecter. La Ville devra notamment rembourser tous les frais engagés par l'APM dans le cadre du projet.

Objectifs clés

- Corriger les problèmes ayant causé la détérioration prématurée du belvédère.
- Améliorer la gestion des eaux pluviales afin de respecter les normes en vigueur.
- Offrir un aménagement paysager durable et de qualité.

JUSTIFICATION

Justification

Dans le cadre de l'appel d'offres public VMP-25-010, visant les travaux d'aménagement mentionnés précédemment, un total vingt-deux (22) représentants d'entreprises ont téléchargé les documents via le système électronique d'appel d'offres (SEAO). Au total neuf (9) entreprises ont déposé une soumission, et toutes les neuf (9) ont été jugées conformes.

Détails du processus d'appel d'offres

- Lancement de l'appel d'offres : 13 novembre 2025
- Date d'ouverture prévue : 16 décembre 2025
- Ouverture des soumissions : 20 janvier 2026
- Durée d'affichage : 54 jours calendaires, excluant 14 jours correspondant aux vacances hivernales et aux jours fériés.

Addendas émis :

Au cours de la période d'appel d'offres, onze (11) addendas ont été publiés.

No	Date	Sujet
1	3 décembre 2025	· Report de la date de dépôt des soumissions au 13 janvier 2026 · Réponses aux questions
2	10 décembre 2025	· Modification du bordereau de soumission · Réponses aux questions
3	12 décembre 2025	· Modification du bordereau de soumission · Réponses aux questions
4	18 décembre 2025	· Réponses aux questions
5	19 décembre 2025	· Réponses aux questions
6	7 Janvier 2026	· Report de la date de dépôt des soumissions au 20 janvier 2026 · Réponses aux questions
7	8 Janvier 2026	· Réponses aux questions
8	9 Janvier 2026	· Réponses aux questions
9	12 Janvier 2026	· Modification du bordereau de soumission · Réponses aux questions
10	13 Janvier 2026	· Réponses aux questions
11	14 Janvier 2026	· Réponses aux questions

Estimation de contrôle et analyse

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	CONTINGENCES - 20 % (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
2633-2312 Québec Inc (Arthier)	2 642 125,50 \$	528 425,10 \$	3 170 550,60 \$
CEVECA INC.	2 819 070,88 \$	563 814,18 \$	3 382 885,06 \$
ST-DENIS THOMPSON INC.	2 973 814,58 \$	594 762,92 \$	3 568 577,50 \$
Excavation E.S.M. inc.	3 052 491,63 \$	610 498,33 \$	3 662 989,96 \$
BAU-QUÉBEC LTÉE	3 186 621,30 \$	637 324,26 \$	3 823 945,56 \$
AMÉNAGEMENT «CÔTÉ JARDIN» INC.	3 324 944,78 \$	664 988,96 \$	3 989 933,74 \$
Charex inc.	3 390 037,88 \$	678 007,58 \$	4 068 045,46 \$
EXCAVATION DARCHE INC.	3 391 762,50 \$	678 352,50 \$	4 070 115,00 \$
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	3 755 661,82 \$	751 132,36 \$	4 506 794,18 \$
<i>Dernière estimation réalisée à l'interne</i>	2 716 587,48 \$	543 317,50 \$	3 259 904,98 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>			(89 354,38 \$)
Écart entre la basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>			- 2,74 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse – la plus basse)</i>			+ 122 980,08 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			+ 6,70 %

L'estimation de contrôle a été réalisée par la firme de consultants, Elle tient compte de l'ensemble des addendas émis.

L'analyse des soumissions indique un écart de – 2,74 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de contrôle.

Recommandation

À la lumière de cette analyse, la Division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers - DAPAI recommande d'octroyer le contrat à 2633-2312 Québec inc. (Arthier), plus bas soumissionnaire conforme.

Conformité de l'adjudicataire

Les vérifications habituelles ont confirmé que l'adjudicataire recommandé :

- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ;
- Ne présente aucune restriction à son permis délivré par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ;
- N'a pas été déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal ;
- Ne figure pas sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

Par ailleurs, l'autorisation à contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise, ce contrat n'étant pas assujéti aux dispositions de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Évaluation du rendement

Conformément à l'encadrement administratif, une évaluation de rendement sera réalisée, puisque la dépense nette du contrat excède 1 000 000 \$.

L'entreprise 2633-2312 Québec Inc. (Arthier) a déclaré compter moins de 25 employés, ce qui signifie qu'elle n'est pas assujettie aux obligations prévues par la Charte de la langue française.

Le montant de la soumission inclut les taxes applicables en 2026.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.

Le contrat accordé à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier) est de 2 642 125,50 \$ (taxes incluses) tel que reçu dans leur soumission.

Un budget prévisionnel de contingences de 20 % soit un montant de 528 425,10 \$ (taxes incluses) est requis pour les imprévus.

Nous recommandons d'autoriser des crédits supplémentaires de 316 181,25 \$ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants:

Incidences — Synthèse budgétaire

Item	Montant		
	Avant-taxes	Taxes incluses	Net de ristournes
Frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif et autre frais	50 000,00 \$	57 487,50 \$	52 493,75 \$
Frais de laboratoire pour la surveillance environnementale et les analyses nécessaires en cours de travaux:	50 000,00 \$	57 487,50 \$	52 493,75 \$
Système de traçabilité (Traces Québec)	10 000,00 \$	11 497,50 \$	10 498,75 \$

Arpenteur-géomètre	25 000,00 \$	28 743,75 \$	26 246,88 \$
Expert-conseil en membrane	15 000,00 \$	17 246,25 \$	5 748,13 \$
Frais liés aux bannières de protection du chantier	25 000,00 \$	28 743,75 \$	26 246,88 \$
Acquisition du mobilier urbain de la ville de Montréal	25 000,00 \$	28 743,75 \$	26 246,88 \$
Remboursement frais de l'Administration portuaire de Montréal (APM)	50 000,00 \$	57 487,50 \$	52 493,75 \$
Provision incidences	25 000,00 \$	28 743,75 \$	26 246,88 \$
TOTAL :	275 000,00 \$	316 181,25 \$	288 715,63 \$

Ce projet sera financé à 100% par le programme décennal d'investissement de l'Arrondissement.

La dépense maximale à considérer est de 3 486 731,85 \$, taxes incluses et ce ventile comme suit :

Item		Montant		
		Avant-taxes	Taxes incluses	Net de ristournes
Contrat		2 298 000,00 \$	2 642 125,50 \$	2 412 612,75 \$
Contingences	20%	459 600,00 \$	528 425,10 \$	482 522,55 \$
Incidences	12%	275 000,00 \$	316 181,25 \$	288 715,63 \$
Total :		3 032 600,00 \$	3 486 731,85 \$	3 183 850,93 \$

MONTRÉAL 2030

Se référer à la grille d'analyse jointe au présent dossier pour le détail complet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'intervention pourrait entraîner plusieurs conséquences significatives, notamment :

- Dégradation accrue du belvédère, entraînant des coûts futurs plus élevés.
- Risques pour la sécurité des usagers.
- Atteinte à l'image dans un secteur patrimonial fréquenté.
- Perte de la fenêtre de réalisation, report possible d'un an et hausse des coûts.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des avis expliquant la nature des travaux, leurs durées et leurs impacts seront envoyés aux riverain(e)s et un panneau de chantier sera installé en amont des travaux avant le début des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier prévisionnel et les étapes subséquentes du projet sont les suivantes :

Octroi : 10 février 2026

Planification des travaux avec l'entrepreneur : 15 février à 10 avril 2026

Début des travaux : 13 avril 2026

Fin des travaux : 28 août 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Validation du processus d'approvisionnement :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Laura FLORESCO)

Certification de fonds :

Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA, 2 février 2026

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy R ROY
architecte paysagiste - c/e

Tél : 438-350-2317
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Christiane RAIL
Cheffe de division - aménagement des parcs
et actifs immobiliers

Tél : 514-242-9426
Télécop. :

Le : 2026-01-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD
directrice des travaux publics

Tél :

Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1267513001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers

Objet :

Accorder un contrat à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier) pour
l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin-
Qui-Marche - Autoriser une dépense maximale de 3 486 731,85
\$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres
public VMP-25-010 - 9 soumissionnaires)



Aspect financier_GDD_1267513001-R01.pdf



MTL 2030_GDD_1267513001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy R ROY
architecte paysagiste - c/e

Tél : 438-350-2317

Télécop. :



N° de dossier :1267513001

Nature du dossier :Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier :1

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --
Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	2633-2312 Québec Inc. (Arthier)	364767

Financement :PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2024	2025	2026	2027	2028	Années ultérieures	Total
Montant				3 486 731,85 \$				3 486 731,85 \$

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :4

Date de début :13avril2026
jour (si connu)moisannée

Date de fin :28août2026
jour (si connu)moisannée

Formulaire complété par :Guy Roy
Prénom, nom

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1267513001

Unité administrative responsable : **Division des parcs et de l'horticulture, Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie**

Projet : **VMG-25-010** : Travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <ul style="list-style-type: none">• Priorité 1 : Réduction de 55 % des GES d'ici 2030 et carboneutralité en 2050• Priorité 9 : Filet social fort et infrastructures inclusives réparties équitablement• Priorité 19 : Offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité, répondant aux besoins de proximité			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? Priorité 1 – Résultat attendu : La réfection du belvédère améliorera la durabilité et la résistance de l'infrastructure face aux aléas climatiques. L'usage de matériaux durables et la réduction du cycle futur de remplacement contribuent indirectement à la diminution des émissions liées aux travaux municipaux, tout en renforçant l'adaptation climatique du site.			

Priorité 9 – Résultat attendu :

Le projet assure le maintien et la modernisation d'un espace public apprécié de la communauté. La mise à niveau favorise un milieu rassembleur, inclusif et accessible, qui soutient le lien social et offre un lieu identitaire de qualité pour les résidents et les visiteurs.

Priorité 19 – Résultat attendu :

Les travaux permettront de sécuriser les déplacements, corriger les déficiences structurales et mettre l'infrastructure aux normes. L'intervention garantit ainsi un lieu sûr, fiable et de haute qualité, adapté aux besoins actuels et futurs des usagers.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
<p>1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment :</p> <p>Justification : Le projet n'engendre pas d'émissions opérationnelles additionnelles et favorise la pérennité de l'ouvrage, ce qui limite les interventions répétées et les émissions associées aux futurs chantiers. L'approche privilégie une conception durable et une logistique de chantier optimisée.</p>	X		
<p>2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques, notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?</p> <p>Justification : La réfection améliore la résistance de la structure au gel/dégel, aux précipitations abondantes et aux événements climatiques extrêmes. L'intervention assure une meilleure gestion de l'écoulement des eaux et limite les risques d'érosion ou d'instabilité du site.</p>	X		
<p>3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?</p> <p>Justification : Aucun test climat formel n'a été produit, mais les réponses s'appuient sur les lignes</p>		X	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> <i>Le projet est de nature technique et n'a pas d'impact différencié sur des groupes précis.</i> 			X
b. Équité <ul style="list-style-type: none"> <i>L'intervention ne modifie pas l'accès territorial ou l'équité entre groupes; elle vise une infrastructure existante.</i> 			X
c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> <i>Les travaux améliorent les accès, la sécurité et les déplacements, soutenant l'accessibilité pour toutes et tous, incluant les personnes à mobilité réduite</i> 	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? Justification : La conception tient compte des principes d'accessibilité universelle : surface stable, cheminement sécuritaire, aménagement sans obstacles et signalisation adaptée.	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Dossier # : 1267513001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier) pour l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche - Autoriser une dépense maximale de 3 486 731,85 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-25-010 - 9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



Liste_commandes_SEAO.pdf



Resultat_appel_offres.pdf



Resume_analyse_conformite.pdf



Section_A_Sommaire.pdf



VMP-25-010_PV_signé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Laura FLORESCO
 Secrétaire-recherchiste
Tél : 514-212-5326

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Anne-Marie LEMIEUX
 Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514-589-7594
Division : Divison du greffe



Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
SAHO CONSTRUCTION INC. 184 route 138 Cap-Santé QC CAN G0A1L0	Publique	Dan Renauld Téléphone: 4186143425 Courriel: drenauld@sahoconstruction.com	Transaction: (20365485) 2025-11-19 09:45	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Messagerie
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel
				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10

				Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. 23 av Milton Lachine Montréal QC CAN H8R1K6 http://www.nrj.ca	Publique	Cynthia Nadeau Téléphone: 5144810451 Courriel: soumission@nrj.ca	Transaction: (20363666) 2025-11-17 09:14	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

			20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
			20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Courriel
Excavation E.S.M. Inc. 1361 boul. Lionel-Boulet Varennes QC CAN J3X1P7	Non diffusé Annick Banville Téléphone: 4506490442 Courriel: abanville@excavationesm.com	Transaction: (20361053) 2025-11-13 13:20	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
			20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
			20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
			20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
			20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
			20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
			20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
			20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
			20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
CEVECO INC. 2970 Omer Ravary 100 Montréal QC CAN H1W3Z6 www.ceveco.ca	Publique	Patrick Lapointe Téléphone: 514-521-1042 Courriel: p.lapointe@ceveco.ca	Transaction: (20361041) 2025-11-13 13:03	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Messagerie
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Messagerie
9140-2594 QUÉBEC INC. 1200, rue Bernard-Lefebvre Laval QC CAN H7C0A5 https://www.constructionarcade.ca	Publique	Michel Lehoux Téléphone: 5144810451 Courriel: mlehoux@constructionarcade.ca	Transaction: (20365470) 2025-11-19 09:26	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
URBEX CONSTRUCTION 3410 rue hormidas deslauriers Montréal QC CAN H8T3P2	Publique	Félix Larouche Téléphone: 5145563075 Courriel: info@urbexconstruction.com	Transaction: (20367534) 2025-11-21 14:28	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

			20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
			20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Courriel
NÉOLECT INC. 104 boul Montcalm Nord Candiac QC CAN J5R3L8	Non diffusé Mélissa Duchesne-Baril Téléphone: 450-659-5457 Courriel: melissa.duchesnebaril@neolect.com	Transaction: (20365753) 2025-11-19 16:27	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
			20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
			20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
			20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
			20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
			20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
			20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
			20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
			20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTIONS BSL INC. 315, rue De Rotterdam Saint-Augustin-de-Desmaures QC CAN G3A2E5 http://www.bsl.qc.ca	Publique	Louise Desnoyers Téléphone: 4188784448 Courriel: constructions@bsl.qc.ca	Transaction: (20363891) 2025-11-17 13:14	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
Construction Deric inc. 5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5 http://www.grouperideric.ca	Publique	Isabelle Vézina - alexandre.coulombe@grouperideric.ca Téléphone: 4187812228 Courriel: isabelle.vezina@grouperideric.ca	Transaction: (20361856) 2025-11-14 08:43	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

			20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
			20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Courriel
RAMCOR CONSTRUCTION INC. 9434 Boulevard Pie-IX Montréal QC CAN H1Z4E9 https://ramcorconstruction.ca/	Non diffusé Guy Cormier Téléphone: 5143294545 Courriel: info@ramcorconstruction.ca	Transaction: (20363744) 2025-11-17 10:22	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
			20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Messagerie
			20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
			20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
			20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
			20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
			20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
			20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
			20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

			20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
			20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Messagerie
BAU-QUÉBEC LTÉE 1375 Joliot Curie Boucherville QC CAN J4B7M4	Non diffusé Greg Kapungwe Téléphone: 4389855188 Courriel: greg@bau-quebec.com	Transaction: (20361254) 2025-11-13 21:57	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
			20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
			20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
			20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
			20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
			20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
			20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
			20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
			20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
2633-2312 Québec Inc Arthier 77 rue Omer deSerres suite 7 Blainville QC CAN J7C5N3 www.arthier.ca	Publique	Brigitte Clermont Téléphone: 4504340018 Courriel: b.clermont@arthier.ca	Transaction: (20366602) 2025-11-20 12:58	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
EXCAVATIONS DARCHE INC. 2800, boul. Industriel Chambly QC CAN J3L4X3 http://www.excavationsdarche.com	Publique	Roxanne Pruneau Téléphone: 450-658-8377 Courriel: r.pruneau@darcheinc.com	Transaction: (20361949) 2025-11-14 10:32	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE 17 Du Moulin Saint-Rémi QC CAN J0L2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Publique	David Guay Téléphone: 4504543928 Courriel: ventes@lecuyerbeton.com	Transaction: (20360879) 2025-11-13 10:00	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

			20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
			20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Courriel
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal QC CAN H8R1K6 http://www.systemesurbains.com	Non diffusé Catherine Braün Téléphone: 5143215205 Courriel: estimation@systemesurbains.com	Transaction: (20363846) 2025-11-17 11:49	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
			20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
			20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
			20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
			20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
			20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
			20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
			20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
			20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LES ENTREPRISES VENTEC INC. 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal QC CAN H4C1V1 https://ventecinc.com/	Publique	Johanne Gravel Téléphone: 5149325600 Courriel: johanne@ventecinc.com	Transaction: (20365586) 2025-11-19 11:56	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
Naxo 92 rue Prévost Boisbriand QC CAN J7G2S2	Publique	Julien Couture Téléphone: 4508189714 Courriel: soumission@naxo.ca	Transaction: (20367500) 2025-11-21 13:29	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Messagerie Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Messagerie
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10
				Devis
				2026-01-13 à 10:50 - Courriel

				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11
				Devis
				2026-01-14 à 14:20 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Messagerie
AMÉNAGEMENT "CÔTÉ JARDIN" INC. 4303 rue hogan Montréal QC CAN H2H2N2	Publique	Corinne Lortie Téléphone: 514-791-9718 Courriel: clortie@cotejardin.com	Transaction: (20394506) 2026-01-06 14:19	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01
				Devis
				Téléchargement
				Plan
				Téléchargement
				Bordereau numérique
				Téléchargement

				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02
				Bordereau numérique
				Téléchargement
				Devis
				Téléchargement
				Plan
				Téléchargement

				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03
				Bordereau numérique
				Téléchargement
				Devis
				Téléchargement

				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04
				Devis
				Téléchargement

				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05
				Devis
				Téléchargement

				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06
				Bordereau numérique
				2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				Devis
				2026-01-07 à 15:00 - Courriel

				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07
				Devis
				2026-01-08 à 10:40 - Courriel

				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08
				Devis
				2026-01-09 à 15:00 - Courriel

				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09
				Devis
				2026-01-12 à 17:10 - Courriel
				Bordereau numérique
				2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
ST-DENIS THOMPSON INC. - 2 5530 rue St-Patrick 1121 Montréal QC CAN H4E1A8 https://stdenisthompson.com/	Publique	Nicolas Jolicoeur Téléphone: 5145236162 Courriel: njolicoeur@stdenisthompson.com	Transaction: (20364797) 2025-11-18 12:04	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

			20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
			20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Courriel
J.N.A. LEBLANC ÉLECTRIQUE INC. 113A DE LA COURONNE Repentigny QC CAN J5Z0B3 www.jnaleblanc.com	Non diffusé Karine Papillon Téléphone: 4505883712 Courriel: kpapillon@jnaleblanc.com	Transaction: (20361857) 2025-11-14 08:44	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
			20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
			20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
			20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
			20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
			20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
			20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
			20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
			20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

			20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
			20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
			Mode privilégié (plan): Courriel
CHAREX INC. 17755 RUE LAPOINTE Mirabel QC CAN J7J0W7	Non diffusé Marie-Claude Therrien Téléphone: 4504751135 Courriel: soumission@charex.ca	Transaction: (20363977) 2025-11-17 14:30	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Plan 2025-12-03 à 15:25 - Courriel Bordereau numérique 2025-12-03 à 15:25 - Courriel
			20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Devis 2025-12-10 à 11:00 - Courriel Plan 2025-12-10 à 11:00 - Courriel
			20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique 2025-12-12 à 14:10 - Courriel Devis 2025-12-12 à 14:10 - Courriel
			20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
			20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
			20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
			20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
			20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
			20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

				20087733 - VMP-25-010_Addenda 10 Devis 2026-01-13 à 10:50 - Courriel
				20088042 - VMP-25-010_Addenda 11 Devis 2026-01-14 à 14:20 - Courriel
				Mode privilégié (plan): Courriel
LANCO AMÉNAGEMENT INC. 1110 place verner Laval QC CAN H7C0K9 https://www.lancoamenagement.com	Publique	Kevin Langlois Téléphone: 4506614444 Courriel: kevinl@lancoamenagement.com	Transaction: (20385758) 2025-12-16 18:14	20084400 - VMP-25-010_Addenda 01 Devis Téléchargement Plan Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement
				20085330 - VMP-25-010_Addenda 02 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement Plan Téléchargement
				20085818 - VMP-25-010_Addenda 03 Bordereau numérique Téléchargement Devis Téléchargement
				20086294 - VMP-25-010_Addenda 04 Devis 2025-12-18 à 10:15 - Courriel
				20086495 - VMP-25-010_Addenda 05 Devis 2025-12-19 à 10:20 - Courriel
				20087078 - VMP-25-010_Addenda 06 Bordereau numérique 2026-01-07 à 15:00 - Courriel Devis 2026-01-07 à 15:00 - Courriel
				20087170 - VMP-25-010_Addenda 07 Devis 2026-01-08 à 10:40 - Courriel
				20087429 - VMP-25-010_Addenda 08 Devis 2026-01-09 à 15:00 - Courriel
				20087641 - VMP-25-010_Addenda 09 Devis 2026-01-12 à 17:10 - Courriel Bordereau numérique 2026-01-12 à 17:10 - Courriel

20087733 - VMP-25-010_Addenda 10
Devis
2026-01-13 à 10:50 - Courriel

20088042 - VMP-25-010_Addenda 11
Devis
2026-01-14 à 14:20 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel



© Gouvernement du Québec, 2026

DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS - DIVISION DU GREFFE - VILLE-MARIE
INTERVENTION À LA SUITE D'UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTATS

Identification

Numéro de l'appel d'offres : Numéro du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture effectuée le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires excluant la date de publication et la date d'ouverture : jours

Analyse des soumissions

Nombre de preneurs du cahier des charges : Nombre de soumissions reçues : % de réponses :

Nombre de soumissions rejetées : % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom) Motif de rejet: administratif et/ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : jours Date d'échéance : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées (✓) et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis	✓
CHAREX INC.	3 390 037,88 \$	
2633-2312 Québec Inc (Arthier)	2 642 125,50 \$	✓
EXCAVATIONS DARCHE INC.	3 391 762,50 \$	
CEVECO INC.	2 819 070,88 \$	
ST-DENIS THOMPSON INC.	2 973 814,58 \$	
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	3 755 661,82 \$	
AMÉNAGEMENT "CÔTÉ JARDIN" INC.	3 324 944,78 \$	
Excavation E.S.M. Inc.	3 052 491,63 \$	
BAU-QUÉBEC LTÉE	3 186 621,30 \$	

Préparé par : Laura Floresco Le : - -

Soumissionnaire	NEQ	REQ ¹	Achat du cahier des charges sur le SEAO	Autorisation AMP	Attestation fiscale RQ ²	Liste RGC ³	RENA ⁴	Liste RBQ ⁵	Licence RBQ ⁶	LFRI ⁷	Charte de la langue française (Annexe S)	OQLF - Liste des entreprises non conformes au processus de francisation ⁸	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Prix	Conformité
CHAREX INC.	1167167742	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	3 390 037,88 \$	CONFORME
2633-2312 Québec Inc (Arthier)	1142636142	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	2 642 125,50 \$	CONFORME
EXCAVATIONS DARCHE INC.	1141249491	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	3 391 762,50 \$	CONFORME
CEVECO INC.	1144463719	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	2 819 070,88 \$	CONFORME
ST-DENIS THOMPSON INC.	1180067085	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	2 973 814,58 \$	CONFORME
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1145668878	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	3 755 661,82 \$	CONFORME
AMÉNAGEMENT "CÔTÉ JARDIN" INC.	1143147123	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	3 324 944,78 \$	CONFORME
Excavation E.S.M. Inc.	1163352314	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	3 052 491,63 \$	CONFORME
BAU-QUÉBEC LTÉE	1171182919	OK	OK	N/A	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	3 186 621,30 \$	CONFORME

Listes et registres vérifiés en date du 2026-01-20.

¹ Registre des entreprises.

² Vérification volontaire de l'attestation de Revenu Québec.

³ Registre des personnes inadmissibles en vertu du RGC mis à jour le 2025-10-15.

⁴ Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

⁵ Liste des licences restreintes, suspendues et annulées de la Régie du bâtiment du Québec.

⁶ Registre des détenteurs de licence de la Régie du bâtiment du Québec.

⁷ Liste des firmes à rendement insatisfaisant.

⁸ Liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

FORMULAIRE DE SOUMISSION - ADDENDA 9

CONTRAT À PRIX UNITAIRE

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	
13	11	2025	20	1	2026	Comptoir Accès Ville-Marie situé dans la Salle du conseil d'arrondissement 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal (Québec) H2L 4L8 (rez-de-chaussée), avant 11h00

Travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche

Description et sommaire de soumission	Montant
Réaménagement du belvédère : démantèlement complet, réparation de la membrane d'étanchéité, mise en place d'un drainage conforme au règlement 20-030, reconstruction de la structure et du platelage, travaux de remblai et de nivellement, plantations et gazonnement.	
Montant total avant taxes :	\$ 2 298 000,00
Taxe sur les produits et services 5 % :	\$ 114 900,00
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	\$ 229 225,50
Montant total :	2 642 125,50 \$

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142636142

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous),
soumissionné(s): 2633-2312 Québec Inc. (Arthier)

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

77 rue Omer deSerres, bureau 7, Blainville, Qc J7C 5N3

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :

En signant sa Soumission, le Soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :

« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu. »

Nom et titre du signataire (en majuscules) :

Stéphane Arsenault, vice-président

Téléphone : 450-434-0018 x 223

Télécopieur : 450-434-1380

Courriel : s.arsenault@arthier.ca

Signature:

Jour

20

Mois

janvier

Année

2026

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche.

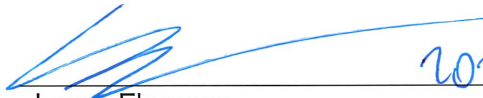
VMP-25-010

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 20 janvier 2026, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.


Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 13 novembre 2025 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par Laura Floresco, secrétaire-recherchiste, en présence de Hicham Karti, agent de recherche et de Annie Hazel Roy, préposée à la gestion des contrats.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
CHAREX INC.	3 390 037,88 \$
2633-2312 Québec Inc (Arthier)	2 642 125,50 \$
EXCAVATIONS DARCHE INC.	3 391 762,50 \$
CEVECO INC.	2 819 070,88 \$
ST-DENIS THOMPSON INC.	2 973 814,58 \$
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	3 755 661,82 \$
AMÉNAGEMENT "CÔTÉ JARDIN" INC.	3 324 944,78 \$
Excavation E.S.M. Inc.	3 052 491,63 \$
BAU-QUÉBEC LTÉE	3 186 621,30 \$


2016-01-20
date
Laura Floresco
Secrétaire-recherchiste


2016-01-20
date
Hicham Karti
Agent de recherche


2016-01-20
date
Annie Hazel Roy
Préposée à la gestion des contrats

Dossier # : 1267513001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier) pour l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche - Autoriser une dépense maximale de 3 486 731,85 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-25-010 - 9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1267513001 - Information comptable_Ville-Marie.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA
 Agent de Recherche
Tél : 438 5053171

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-02-02

Mélanie BEAUDOIN
 Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Division de la mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)**NO GDD :** 1267513001

Taux taxes 2025: 1,0951303727

No d'engagement 2025 : CC67513001

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance**7716063 Travaux d'infrastructures**

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
	6101.7716063.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	3 486 731,85 \$	3 183 850,93 \$	3 183 852 \$

Imputation

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
Contrat	6101.7716063.801550.07165.57201.000000.0000.207359.000000.15015.00000	2 642 125,50 \$	2 412 612,75 \$	2 412 613 \$
Contingences	6101.7716063.801550.07165.57201.000000.0000.207359.028057.15015.00000	528 425,10 \$	482 522,55 \$	482 523 \$
Incidences	6101.7716063.801550.07165.54301.000000.0000.207359.028058.15015.00000	316 181,25 \$	288 715,63 \$	288 716 \$
Total		3 486 731,85 \$	3 183 850,93 \$	3 183 852,00 \$

Dossier # : 1267513001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Accorder un contrat à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier) pour l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche - Autoriser une dépense maximale de 3 486 731,85 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-25-010 - 9 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1267513001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie S HOULE
 Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : stephanie.houle2@montreal.ca

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-02-02

Isabelle FORTIER
 Chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)

Tél : (514) 872-4512

Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1267513001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

D'accorder, à 2633-2312 Québec Inc. (Arthier)., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réfection du belvédère du Chemin-Qui-Marche au prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 2 642 125,50 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-25-010;

*D'autoriser une dépense de 528 425,10 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
D'autoriser une dépense de 316 181,25 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel."*

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- Une intervention du **Service des finances** est requise.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

- Dépense totale (taxes incluses) : 3 486 731,85 \$

	Années antérieures	2026
Montant		3 486 731,85 \$

- Crédits totaux requis (nets de ristournes): 3 183 850,93 \$

	Années antérieures	2026
Montant		3 183 850,93 \$

Provenance

Projet: 34220
Sous-projet: 2634220010 Aménagement et réaménagement de parcs et espaces verts - volet corpo

2026	2027	2028	Total
3 184,0			3 184,0

Imputation

Projet: 34220
Sous-projet: 2634220020 Belvedere du chemin qui marche - Travaux de réfection

2026	2027	2028	Total
3 184,0			3 184,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
3 486 731,85 \$	3 183 850,93 \$	2 642 125,50 \$	2 412 612,75 \$

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 3 183 850,93 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6101	7716063	802601	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 2 642 125,50 \$ Crédits (Net ristourne): 2 412 612,75 \$ Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6101	7716063	801550	07165	57201	000000	0000	207359	000000	15015	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 528 425,10 \$ Crédits (Net ristourne): 482 522,55 \$ Contingences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6101	7716063	801550	07165	57201	000000	0000	207359	028057	15015	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 316 181,25 \$ Crédits (Net ristourne): 288 715,63 \$ Incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6101	7716063	801550	07165	54301	000000	0000	207359	028058	15015	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:
Stéphanie Houle
Conseillère en gestion des ressources financières
stephanie.houle2@montreal.ca
Date: 2026-02-02



Dossier # : 1269448001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la deuxième prolongation du contrat alloué à Entretien Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 49 283,43 \$, majorant la dépense maximale à 239 709,62 \$, taxes incluses, (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires)

D'autoriser la deuxième prolongation du contrat alloué à Entretien Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale à 239 709,62 \$, taxes incluses (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires);
D'autoriser la dépense supplémentaire de 49 283,43 \$, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 10:27

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1269448001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la deuxième prolongation du contrat alloué à Entretien Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 49 283,43 \$, majorant la dépense maximale à 239 709,62 \$, taxes incluses, (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie désire se prévaloir de l'option de renouvellement d'un an (1 janvier 2026 au 31 décembre 2026) dans le cadre du contrat 21-19003 avec Entretien Qualibec inc., pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie tel que prévu au contrat :

15.02 Renouvellement

«À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour DEUX (2) période(s) additionnelle(s) d'UN (1) an chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'ADJUDICATAIRE, par écrit, au moins trente jours (30) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'ADJUDICATAIRE dans le délai prévu à la demande de renouvellement. »

2.03.02 Option de renouvellement

«Si le DONNEUR D'ORDRE exerce l'option de renouvellement selon les modalités prévues à la clause 15.02 des présentes, les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, lesquels sont augmentés de deux POUR CENT (2%) pour la période visée par le renouvellement. »;

Le contrat initial a été octroyé selon l'appel d'offres publiques 21-19003 et a été approuvé par les instances selon le dossier décisionnel suivant : 1229051001

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1245876004 - CA 24 240400 Autoriser une prolongation du contrat alloué à Entretien Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 48 317,09 \$, majorant la dépense maximale à 190 426,19 \$, taxes incluses, (appel d'offres

public 21-19003 - 2 soumissionnaires)

1229051001 - CA 20 240030 - Accorder un contrat de 142 109,10 \$, à Entretiens Qualibec inc., pour les années 2022 à 2024, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 142 109,10 \$ (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires)

1194206002 - CA19 240151 - 9 avril 2019 - Accorder un contrat de 114 170,18 \$, à Entretien Futura inc., pour les années 2019 à 2021, pour le lavage des fenêtres de 11 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 114 170,18 \$ (appel d'offres public 19-17505 - 1 soumissionnaire)

DESCRIPTION

Le présent contrat vise la fourniture de services de nettoyage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une période de trois ans avec option de deux périodes de renouvellement.

Dans le cadre de l'appel d'offres 21-19003, l'entreprise Entretiens Qualibec inc. a obtenu la pondération la plus élevée.

JUSTIFICATION

Le prix a été calculé selon une indexation de 2.0%, comme le prévoit l'article 2.03.02 **Option de renouvellement** du présent contrat. (48 317,09 \$ x 1,02 = 49 283, 43\$) L'appel d'offres public 21-19003 a été lancé sur le site du système électronique d'appel d'offres (Seao). L'ouverture des soumissions s'est tenue le 20 Janvier 2022.

Preneur de cahier des charges : 7

Nombre de soumissionnaires : 2

Les résultats de l'ouverture des soumissions sont résumés dans le tableau ci-après :

Soumissions conformes	Coût de base (taxes incluses)	Autre (préciser) (Taxes incluses)	Total (Taxes incluses)	
Entretiens Qualibec inc	142 109,10 \$		142 109,10 \$	Gagnant
Lavage du Haut Richelieu	217 871,88 \$		217 871,88 \$	
Estimé budgétaire	111 185,06 \$		111 185,06 \$	
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation : (%)			27.81 %	

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir formulaire en pièce jointe

MONTREAL 2030

Voir pièces jointes au dossier

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux doivent être exécutés entre le 15 avril et le 15 mai de chaque année du contrat, conformément au devis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David DOIRON
Agent de recherche

Tél : 5142901860
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Manon OUELLET
Chef de division

Tél : 514 872-6697
Télécop. : 514 872-4229

Le : 2026-01-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD
directrice des travaux publics

Tél :

Approuvé le : 2026-01-30

Dossier # : 1269448001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division de l'inspection et de l'entretien

Objet :

Autoriser la deuxième prolongation du contrat alloué à Entretien
Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage
des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de
Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 49
283,43 \$, majorant la dépense maximale à 239 709,62 \$, taxes
incluses, (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires)



Entretien Qualibec inc - sommaire.pdfLettre de renouvellement Qualibec.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030 1269448001.pdfAspect financier_GDD 1269448001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

David DOIRON
Agent de recherche

Tél : 5142901860
Télécop. :

Numéro d'appel d'offres	21-19003
Titre de l'appel d'offres	Services de nettoyage de fenêtres de 7 bâtiments de la Ville de Montréal situés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire (Selon le Registre des entreprises du Québec)	Entretiens Qualibec Inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	117547491
Adresse du soumissionnaire	2095 Montée Saint-François, Laval, QC H7E 4P2

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Choisir un élément

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.

Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Année 2022-23-24

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Nettoyage de fenêtres de 7 bâtiments de la Ville de Montréal situés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie	41200	2060	4109.7	47369.7

Par Année

123 600⁺ 6180⁺ 12329.10⁺ 142109.10⁺ (Par 3 ans)



[Signature]

[Signature]

Direction des travaux publics
Division de l'inspection et de l'entretien
800 de Maisonneuve Est, 18^e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

PAR COURRIEL

Le 23 décembre 2025

Monsieur Pierre Bongiorno
Président
Entretiens Qualibec Inc.
Courriel : qualibecentretiens@gmail.com

**Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 21-19003
Service de nettoyage de fenêtres de 7 bâtiments de la ville de Montréal situés
sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.


Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1^{er} Mars 2026 au 31 décembre 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à maxime.gascon@montreal.ca au plus tard le 5 janvier 2026 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

Piero Bongiorno 
Nom en majuscules et signature

05-1-2026
Date

Je refuse le renouvellement :



Maxime Gascon
Chef de section
Courriel : maxime.gascon@montreal.ca

Nom en majuscules et signature

Date



N° de dossier : 1269448001

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Entretiens Qualibec inc.	603506

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2024	2025	2026	2027	2028	Années ultérieures	Total
Montant				49 283,43 \$				49 283,43 \$

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : mois

Date de début : 15 avril 2026
jour (si connu) mois année

Date de fin : 30 mai 2026
jour (si connu) mois année

Formulaire complété par : David Doiron
Prénom, nom

Date et heure système : 21 janvier 2026 08:09:41

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1269448001

Unité administrative responsable : Division de l'inspection et de l'entretien *Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie*

Projet : Autoriser une prolongation du contrat alloué à Entretiens Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 49 283,43 \$, majorant la dépense maximale à 239 709,62 \$, taxes incluses, (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires)

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			x
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : Les produits exigés pour le nettoyage doivent avoir le symbole éco-logo	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. Inclusion			x
b. Équité			x
c. Accessibilité universelle			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Dossier # : 1269448001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Objet :	Autoriser la deuxième prolongation du contrat alloué à Entretien Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 49 283,43 \$, majorant la dépense maximale à 239 709,62 \$, taxes incluses, (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1269448001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
 Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Isabelle FORTIER
 chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1269448001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser la deuxième prolongation du contrat alloué à Entretien Qualibec inc., pour une période de douze mois, pour le lavage des fenêtres de 7 bâtiments municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale à 239 709,62\$, taxes incluses (appel d'offres public 21-19003 - 2 soumissionnaires);

Autoriser la dépense supplémentaire de 49 283,43 \$, taxes incluses."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 49 283,43 \$

	Années antérieures GDD 1229051001 GDD1245876004	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant	190 426,19 \$	49 283,43 \$						239 709,62 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 45 002,34 \$

	Années antérieures GDD 1229051001 GDD1245876004	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant	173 884,49 \$	45 002,34 \$						218 886,83 \$

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 45 002,34 \$

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306119	01101	55401	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM69448001
- Le bon de commande # 1519368 sera augmenté de 42 864,47\$ avant taxes.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: 2026-01-22

Date et heure système : 22 janvier 2026 17:09:22



Dossier # : 1269448002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une prolongation du contrat alloué à Ménagez-vous inc., pour une période de douze mois, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 486 916,34 \$ majorant la dépense maximale à 1 888 889,10 \$ taxes incluses (appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires)

D'autoriser la prolongation du contrat alloué à Ménagez-Vous.inc., pour une période de douze mois, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale à 1 888 889,10 \$, taxes incluses (appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires);
D'autoriser la dépense supplémentaire de 486 916,34 \$, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-05 10:26

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1269448002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une prolongation du contrat alloué à Ménagez-vous inc., pour une période de douze mois, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 486 916,34 \$ majorant la dépense maximale à 1 888 889,10 \$ taxes incluses (appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie désire se prévaloir de l'option de renouvellement d'un an (13 mars 2026 au 12 mars 2027) dans le cadre du contrat 22-19704 avec Ménagez-vous inc., pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie tel que prévu au contrat :

15.02 Renouvellement

«À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour DEUX (2) période(s) additionnelle(s) de DOUZE (12) mois chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'ADJUDICATAIRE, par écrit, au moins CENT VINGT (120) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'ADJUDICATAIRE dans le délai prévu à la demande de renouvellement. »

2.03.02 Option de renouvellement

a) Ajustement Si le DONNEUR D'ORDRE exerce l'option de renouvellement selon les modalités prévues à la clause 15.02 des présentes, les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, lesquels sont ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux modalités prévues à l'annexe 2.03.02. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de bénéficier d'une variation des prix à la baisse, le cas échéant.

ANNEXE 2.03.02 - AJUSTEMENT DES PRIX SELON L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Les prix sont ajustés annuellement, à la date d'anniversaire du renouvellement du Contrat, en fonction du taux de variation sur DOUZE (12) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date d'anniversaire du renouvellement du Contrat sous la référence 18-10-0256-01.

Les prix sont ajustés selon les règles d'application ci-dessous.

La formule d'indexation est la suivante : $P1 = P0 * [M0IPC/M-1IPC]$

Avec :

P1 Prix indexé

P0 Prix en vigueur avant l'indexation prévue pour l'année en cours

M0IPC Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les DOUZE (12) mois suivant le début du contrat renouvelé ou suivant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements

M-1IPC Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les DOUZE (12) mois précédant le début du contrat renouvelé ou précédant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements.

2.03.03 Pourcentage minimal

Pendant la période visée par le renouvellement, l'ajustement des prix, à la hausse ou à la baisse, est appliqué uniquement lorsque la variation est d'au moins deux POUR CENT (2%).

Le contrat actuel se terminera le 12 Mars 2026.

Le contrat initial a été octroyé selon l'appel d'offres publiques 22-19704 et a été approuvé par les instances selon le dossier décisionnel suivant : 1239051001.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA 23 240059 - 1239051001 Accorder un contrat à Ménagez-vous Inc., pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie, d'une durée de 36 mois, incluant deux options de renouvellement - Dépense totale de 1 401 972,76 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires

Résolution: CA19 240538 - accorder un contrat de 601 222,50 \$, taxes incluses, d'une durée de 24 mois, à Axia services, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 601 222,50 \$ (appel d'offres publiques 19-17877-A52 - 3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le présent contrat vise la fourniture de services pour l'entretien ménager à la cour de voirie Bercy pour l'ensemble du bâtiment, à l'exception des garages qui sont entretenus par les cols bleus. Le service comporte l'entretien ménager journalier, et une banque de 50 heures/annuellement pour projets spéciaux.

Le renouvellement du contrat est pour une période de 12 mois pour les items suivants:

- 10 556 heures pour l'entretien sanitaire de la cour de voirie Bercy
- 50 heures pour l'entretien sanitaire lors de projets spéciaux.

JUSTIFICATION

Le prix de renouvellement d'indexation a été calculé (avant taxes) tel que convenu dans le contrat selon la formule suivante:

$$P1 = P0 * [M0IPC/M-1IPC]$$

Avec :

P1 Prix indexé

P0 Prix en vigueur avant l'indexation prévue pour l'année en cours = 39,08\$

MOIPC Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les DOUZE (12) mois suivant le début du contrat renouvelé ou suivant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements = 163.5

M-1IPC Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les DOUZE (12) mois précédant le début du contrat renouvelé ou précédant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements = 160

$$P1 = 39.08 \$ * (163.5/160) = 39,93\$$$

Calcul du montant pour le renouvellement (avant taxes):

$$(10\ 556h * 39,93\$) + (50h * 39,93\$) = 423\ 497,58\$$$

Montant du renouvellement, taxes incluses: 486 916,34\$

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir formulaire en pièce jointe

MONTREAL 2030

Tel que spécifié au Devis, l'adjudicataire doit suivre la politique LEED Canada pour l'entretien intérieur des espaces commerciaux et la politique d'entretien à faible impact environnemental.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le contrat de prolongation débutera le 13 mars 2026 et se terminera le 12 mars 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David DOIRON
Agent de recherche

Tél : 5142901860
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Manon OUELLET
Chef de division

Tél : 514 872-6697
Télécop. : 514 872-4229

Le : 2026-01-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD
directrice des travaux publics

Tél :

Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1269448002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Objet :	Autoriser une prolongation du contrat alloué à Ménagez-vous inc., pour une période de douze mois, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 486 916,34 \$ majorant la dépense maximale à 1 888 889,10 \$ taxes incluses (appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires)



Montréal 2030: Grille d'analyse Montréal 2030 1269448002.pdf



Aspect financier: Aspect financier_GDD 1269448002.pdf



Lettre de renouvellement: Renouvellement de contrat-Ménagez-vous.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

David DOIRON
Agent de recherche

Tél : 5142901860
Télécop. :

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1269448002

Unité administrative responsable : Division de l'inspection et de l'entretien *Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie*

Projet : Autoriser une prolongation du contrat alloué à Ménagez-vous inc., pour une période de douze mois, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 423 997,58\$ majorant la dépense maximale à 1 969 539, 15 \$ taxes incluses (appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires)

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			x
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : Les produits exigés pour le nettoyage doivent avoir le symbole éco-logo	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. Inclusion			x
b. Équité			x
c. Accessibilité universelle			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



N° de dossier :

1269448002

Nature du dossier :

Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier :1

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) – Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Ménagez-vous inc	246340

Financement :

Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2024	2025	2026	2027	2028	Années ultérieures	Total
Montant				393 278,58 \$	93 637,76 \$			486 916,34 \$

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

mois

Date de début :

13mars2026

jour (si connu)moisannée

Date de fin :

12mars2027

jour (si connu)moisannée

Formulaire complété par :

David Doiron

Prénom, nom

Direction des travaux publics
Division de l'inspection et de l'entretien
800 de Maisonneuve Est, 18^e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

PAR COURRIEL

Le 13 janvier 2026

Monsieur François Babineau
Directeur des ventes
Ménagez-vous Inc.
Courriel : francois.babineau@menagez-vous.ca

**Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 22-19704
Assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de
l'arrondissement de Ville-Marie**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 13 Mars 2026 au 12 Mars 2027 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à maxime.gascon@montreal.ca **au plus tard le 15 janvier 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

François Babineau



14-01-2026

Nom en majuscules et signature

Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature

Date



Maxime Gascon
Chef de section
Courriel : maxime.gascon@montreal.ca

Dossier # : 1269448002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Objet :	Autoriser une prolongation du contrat alloué à Ménagez-vous inc., pour une période de douze mois, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense supplémentaire de 486 916,34 \$ majorant la dépense maximale à 1 888 889,10 \$ taxes incluses (appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1269448002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources
financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financières,
matérielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1269448002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser la prolongation du contrat alloué à Ménagez-Vous.inc., pour une période de douze mois, pour assurer les services d'entretien ménager de la cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale à 1 888 889,10 \$, taxes incluses (appel d'offres public 22-19704 - 4 soumissionnaires);

Autoriser la dépense supplémentaire de 486 916,34 \$, taxes incluses."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 486 916,34 \$

	Années antérieures GDD 1239051001	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant	1 401 972,76 \$	393 278,58 \$	93 637,76 \$					1 888 889,10 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 444 619,52 \$

	Années antérieures GDD 1239051001	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant	1 280 188,00 \$	359 115,76 \$	85 503,76 \$					1 724 807,52 \$

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 444 619,52 \$

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306114	03003	55401	014712	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM69448002
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: 2026-01-27

Date et heure système : 27 janvier 2026 13:35:04



Dossier # : 1266937001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 350 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA25 240119), afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7 088 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses

D'autoriser une dépense additionnelle de 350 000,00 \$, taxes incluses, afin d'augmenter le budget de contingences dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA25 240119), pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7 088 121,35\$, taxes, contingences et incidences incluses.
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 10:59

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1266937001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 350 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA25 240119), afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7 088 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le projet VMP-25-002, travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie est maintenant terminé. Cependant, la nature du contrat étant de répondre aux plaintes de citoyennes et citoyens, plusieurs changements ont eu lieu en cours de contrat afin d'offrir le meilleur service possible et de répondre aux urgences.

L'ajout et l'annulation de plusieurs sections différentes ont fait en sorte que les quantités totales réalisées en chantier on été dépassées pour certains items du contrat. De plus, de nombreux emplacements ont pu être réalisés très tard en saison suivant le retrait des terrasses alors qu'il était prévu de les annuler, ce qui a contribué au dépassement de quantité pour les items de trottoir monolithique et boulevard.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240119 - Autoriser une affectation de surplus de 2 310 000 \$, net de ristournes - Accorder un contrat à Groupe ABF inc., pour l'exécution des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement - Autoriser une dépense totale de 6 738 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-25-002 – 2 soumissionnaires

CM25 0305 - Accepter les offres de services de l'ensemble des conseils d'arrondissement en vertu du 2e alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux de réfection mineure de trottoirs (RMT) sur certaines rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV), dans le cadre du Programme de maintien des infrastructures routières (PMIR) 2025 (GDD 1259796001)

CA25 240033 - 11 février 2025 - D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme de travaux de réfection mineure des trottoirs (RMT) (dossier 1258965002)

CA25 240013 - Autoriser une dépense additionnelle de 210 000 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA24 240118), afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi

la dépense maximale autorisée à 5 227 811,76 \$, taxes, contingences et incidences incluses

CA24 240118 - Autoriser une affectation de surplus de 300 000,00 \$ - Accorder un contrat à Groupe ABF inc., pour l'exécution des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale de 5 017 811,76 \$, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public VMP-24-003 - (2) soumissionnaires

CM24 0310 - Accepter les offres de services des conseils d'arrondissement de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation de travaux de réfection mineure de trottoirs (RMT) sur certaines rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) en 2024, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (GDD 1239796005)

CA23 240464 - 5 décembre 2023 - D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), au conseil municipal de la Ville de Montréal, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV) de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme de travaux de réfection mineure des trottoirs (RMT) (dossier 1233466003)

DESCRIPTION

Cette majoration de budget couvrira des travaux de trottoirs supplémentaires au contrat initial totalisant environ 600m².

JUSTIFICATION

L'appel d'offres annuel pour les RMT est conçu au début de l'année où les travaux vont se réaliser. Le lancement de l'appel d'offre a habituellement lieu en février avec les informations que nous possédons à ce moment. Les travaux se réalisent majoritairement entre les mois de mai à octobre.

Pour l'année 2025, les emplacements suivants n'étaient pas prévus initialement mais ont été réalisés pour répondre à des demandes durant la saison de réalisation:

- 1253 rue Sainte-Catherine Ouest « Magasin Apple »
- 1484 rue Sherbrooke Ouest « Trottoir dangereux »
- 2178 et 2176 rue Sainte-Catherine Ouest « Trottoir en pavé dangereux »
- Ruelle Larivière « ruelle Verte » problème d'inondation, remise en place des pavés de la ruelle une fois le problème corrigé.
- 1225 boulevard Saint-Laurent « Trottoir affaissé et dangereux devant la station de radio »
- 383 rue Notre-Dame Ouest « Affaissement de trottoir en granulats exposés devant la galerie d'art »

Du montant disponible au contrat avant les contingences (5 183 170,27 \$, prix soumis par ABF), les travaux ont été réalisés pour une valeur de 4 427 284,38 \$.

Il y a donc un solde de 755 885,89 \$ pour les items au bordereau.

Cependant, le total des travaux contingents s'élèvent à 1 386 634,05 \$. Le montant initialement autorisé par la résolution CA25 240119 pour les contingences était de 1 036 634,05\$. Le présent dossier vise à faire autoriser un montant supplémentaire de 350 000 \$ pour couvrir le montant total des travaux contingents.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Détail de la majoration de coûts:

- Le coût du contrat initialement octroyé est de 5 183 170,27 \$, incluant les taxes;
- La majoration de coût touche les contingences seulement et représente un montant de 350 000 \$ taxes incluses;

- Cette majoration fait passer le pourcentage du budget de contingences de 20% à 26,8%.

Le coût total du contrat taxes incluses se répartit donc comme suit:

Les montants sont avec les taxes								
Budget	Travaux	Contingences	Incidents	Total	Ajout Contingences	Total Contingences	Total après ajout Contingences	Description
SIRR	1 505 224,72 \$	337 942,71 \$	168 971,35 \$	2 012 138,77 \$	118 001,93 \$	455 944,64 \$	2 130 140,70 \$	Portion des travaux sur les réseau artériel administratif de la Ville. 33.4% des travaux par proportion des quantités.
PDI Ouest	233 476,59 \$	50 795,07 \$	25 397,53 \$	309 669,19 \$	18 303,37 \$	69 098,44 \$	327 972,56 \$	Portion des travaux sur le réseau local à l'ouest de la rue Atateken. 5.2% des travaux par proportion des quantités.
PDI Est	52 065,62 \$	14 512,88 \$	7 256,44 \$	73 834,94 \$	4 081,68 \$	18 594,56 \$	77 916,62 \$	Portion des travaux sur le réseau local à l'est 1.2% des travaux par proportion des quantités.
BF	841 378,71 \$	168 503,21 \$	84 251,61 \$	1 094 133,53 \$	209 613,02 \$	378 116,23 \$	1 303 746,55 \$	Portion des travaux en lien avec les trottoirs endommagés par les projets immobilier privés. 18.2 % des travaux par proportion des quantités.
Surplus-BF	1 832 430,87 \$	464 880,18 \$	232 440,10 \$	2 529 751,16 \$		464 880,18 \$	2 529 751,16 \$	Portion des travaux en lien avec les trottoirs endommagés par les projets immobilier privés. 42.0 % des travaux par proportion des quantités.
SGPMRS	718 593,76 \$	-	-	718 593,76 \$			718 593,76 \$	Déminéralisation - Projet 34700 Plan de la forêt urbaine.
Total	5 183 170,27 \$	1 036 634,05 \$	518 317,03 \$	6 738 121,35 \$	350 000,00 \$	1 386 634,05 \$	7 088 121,35 \$	

Un montant de 118 001,93 \$ taxes incluses, ou 107 751,49 \$ net de ristournes de taxes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 23-041 Programme de maintien des infrastructures routières.

Les travaux ont été réalisés en 2025 dans le programme 55859 - Programme de maintien des infrastructures routières.

Les crédits supplémentaires net de ristourne de 107 751,49 \$ seront dédiés pour les trottoirs situés sur le réseau artériel.

Les montants de 18 303,37 \$ et 4 081,68 \$, taxes incluses, sont financés par le programme de réfection routière de l'arrondissement de Ville-Marie (55737- PRR corpo et local).

Un montant de 209 613,02 \$, taxes incluses est financé par le budget de fonctionnement de l'arrondissement de Ville-Marie. Ce montant fera l'objet d'un remboursement à partir des dépôts de promoteurs.

La dépense maximale autorisée du projet s'élève donc à 7 088 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses.

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report de ce dossier à un conseil ultérieur repoussera le paiement de plusieurs fournisseurs de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick RICCI, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Patrick RICCI, 27 janvier 2026

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2026-01-26
Jonathan LABONTÉ ingenieur(e)	Éric BELLEVILLE chef(fe) de division - voirie - arrondissement	
Tél : 514 972-1428	Tél : 514-872-1048	
Télécop. :	Télécop. :	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD

directrice des travaux publics

Tél :

Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1266937001**Unité administrative
responsable :**Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division de la voirie**Objet :**

Autoriser une dépense additionnelle de 350 000,00 \$, taxes
incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc.
(CA25 240119), afin d'augmenter le budget de contingences
pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de
trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement
de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7
088 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses



Aspect financier_GDD 1266937001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 972-1428
Télécop. :

N° de dossier : 1266937001

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Groupe ABF Inc.	370762

Financement : Sources multiples

- Source 1Financement corporatif
- Source 2PTI
- Source 3Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant-Source 1		118 001,93 \$			0,00 \$			118 001,93 \$
Montant-Source 2		22 385,05 \$			0,00 \$			22 385,05 \$
Montant-Source 3		209 613,02 \$			0,00 \$			209 613,02 \$
Total	0,00 \$	350 000,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	350 000,00 \$

☒ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 7

Date de début : jour (si connu)avril2025
moisannée

Date de fin : jour (si connu)novembre2025
moisannée

Formulaire complété par : Jonathan Labonté
Prénom, nom

Service des infrastructures du réseau routier

NO GDD : **1266937001**

Taux: 1.0951303727

No d'engagement **SIRRX37001**


Autoriser une dépense additionnelle de 350 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA25 240119), afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7 088 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses

Provenance

Travaux de maintien des infrastructures routières		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
Règlement 23-041	6101.7723041.802731.01909.57201.000000.0000.183629.000000.98001.00000	102,632.69 \$	118,001.93 \$	107,751.49 \$	107,752 \$

Imputation

55859 - Programme de maintien des infrastructures routières		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
Contingences	6101.7723041.802731.03103.57201.000000.0000.199359.070008.17030.00000	102,632.69 \$	118,001.93 \$	107,751.49 \$	107,752 \$


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260127usant9t - GDD 1266937001 -Groupe ABF INC - S

Écritures

260127usant9t - GDD 1266937001 -Groupe ABF INC - SIRX37001

Description

GDD 1266937001 -Groupe ABF INC - SIRX37001

Livre

VILLE DE MONTRE

Période

FÉV-26

Type de solde

Engagement

Catégorie

VDM-Engagement G/L

Date en vigueur

2026.01.31

Type d'engagement

G/L Eng. Gestion (locat

Total de contrôle

Lignes

Autres informations

Ligne	Compte	Débit (CAD)	Crédit (CAD)	Des
10	6101.7723041.802731.01909.57201.0000	107,752.00		GDI
		107,752.00		

Description du compte

AI .2.PTI - DGIUE Requérant DGIUE.Admin\.. générale.Travaux de co

Approuver

Vérifier les fonds

Annuler réserv. fonds

Voir les résultats

Conversion

DeviseCADDate2026.01.31TypeUtilisateurTaux1

Renverser

DatePériodeMéthodeInverser Dt/CtStatutNon renversé

[]

description

D 1266937001 -Groupe ABF INC - SIRX37001

[]

SII

ons.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.

Forage de ligne...

Comptes en T...

Modifier la période...

Dossier # : 1266937001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 350 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA25 240119), afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7 088 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



SIRR - 1266937001.xlsx 1266937001 Information comptable_VM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Adriana SANTOS
 Préposée au budget

Co-auteur : Carlos Arturo CASTANEDA
 Agent de Recherche

Tél :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-28

Francis PLOUFFE
 Conseiller(-Ere) budgétaire

Tél : - -

Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

N° GDD : 1266937001

Taux taxes 2025: 1,0951303727

N° d'engagement 2026 : CC66937001

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

7716063 Travaux d'infrastructures

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
	6101.7716063.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	18 303,37 \$	16 713,42 \$	16 714 \$

Imputation

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
Contingences	6101.7716063.801550.03107.57201.000000.0000.203958.028057.17030.00000	18 303,37 \$	16 713,42 \$	16 714 \$
Total		18 303,37 \$	16 713,42 \$	16 714 \$

Dossier # : 1266937001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 350 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA25 240119), afin d'augmenter le budget de contingences pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7 088 121,35 \$, taxes, contingences et incidences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1266937001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
 Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-8518

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-29

Isabelle FORTIER
 chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier : 1266937001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense additionnelle de 350 000,00 \$, taxes incluses, afin d'augmenter le budget de contingences dans le cadre du contrat octroyé à Groupe ABF inc. (CA25 240119), pour la réalisation des travaux de reconstruction de sections de trottoir, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 7 088 121,35\$, taxes, contingences et incidences incluses."

- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- Une intervention du **Service des finances** est requise.
- La portion de la dépense qui concerne les réfections de trottoirs sur le réseau artériel, au montant de **118 001,93 \$** taxes incluses est à la charge du SIRR et son financement fait l'objet d'une intervention distincte jointe au présent dossier décisionnel.
- La portion de la dépense PDI corpo Ville-Marie, au montant de **18 303,37 \$** taxes incluses nécessite une intervention distincte du service des finances.
- La portion de la dépense qui concerne les réfections de trottoirs sur le réseau local, au montant de **4 081,68 \$** taxes incluses ainsi que la dépense en lien avec les réfections de trottoirs à la charge de promoteurs, au montant de **209 613,02\$,** taxes incluses, sont présentées dans la présente intervention.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55737

Sous-projet: 2655737000 - Arrondissement

2026	2027	2028	Total
4,0			4,0

Projet: 55737

Sous-projet: 2655737010 - Corpo.

2026	2027	2028	Total
17,0			17,0

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2555737400 Travaux de réfections mineures de trottoirs - Est de Atateken

2026	2027	2028	Total
4,0			4,0

Projet: 55737

Sous-projet: 2555737410 Travaux de réfections mineures de trottoirs - Ouest de Atateken

2026	2027	2028	Total
17,0			17,0

Information comptable (Montants en dollars)

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM66937001 au montant de 195 131,74 \$ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):
(portion PDI local et BF)

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 3 727,12 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3824379	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 191 404,63 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
2438	0010000	306188	03103	54590	000000	0000	000000	028068	00000	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
4 081,68 \$ 3 727,12 \$ Contingences-PDI local

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3824379	801550	03107	57201	000000	0000	203957	028057	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
18 303,37 \$ 16 713,42 \$ Contingences-PDI corpo

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6101	7716063	801550	03107	57201	000000	0000	203958	028057	17030	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): Crédits (Net ristourne):
209 613,02 \$ 191 404,63 \$ Contingences-BF-Trottoirs sur dépôt

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
2438	0010000	306188	03103	54590	000000	0000	000000	028068	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: **2026-01-29**

Date et heure système : 29 janvier 2026 10:05:49



Dossier # : 1266937002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 200 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada Inc.. (CA24 240292), afin d'augmenter le budget de contingences pour l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard De Maisonneuve entre l'avenue De Lorimier et la rue Parthenais, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 6 533 651,10 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres VMP-24-011).

D'autoriser une dépense additionnelle de 200 000,00 \$, taxes incluses, afin d'augmenter le budget de contingences dans le cadre du contrat octroyé à Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada inc. (CA24 240292), pour l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard de Maisonneuve entre de Lorimier et Parthenais, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 6 533 651,10\$, taxes, contingences et incidences incluses.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-05 08:22

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1266937002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 200 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada Inc.. (CA24 240292), afin d'augmenter le budget de contingences pour l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard De Maisonneuve entre l'avenue De Lorimier et la rue Parthenais, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 6 533 651,10 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres VMP-24-011).

CONTENU

CONTEXTE

Le 9 juillet 2024, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a octroyé, suite à l'appel d'offres public VMP-24-011 (5 soumissionnaires), un contrat à l'entrepreneur Demix Construction, Une division de Groupe CRH Canada inc. pour l'exécution de travaux de conduite d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard de Maisonneuve entre l'avenue de Lorimier et la rue Parthenais, dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Ce contrat vise principalement la reconstruction des conduites du boulevard Maisonneuve ainsi que les conduites dans l'intersection de la rue Parthenais. Ces travaux étaient prévus initialement sur une période d'une année, les travaux ont finalement dû être réalisés en 2024 et 2025 pour permettre à la CSEM de reconstruire des massifs électriques et puits d'accès se situant majoritairement sous les trottoirs, des deux côtés du boulevard de Maisonneuve.

Le but principal du projet était de remplacer la conduite d'égout du boulevard Maisonneuve et d'en augmenter la capacité pour réduire les probabilités de refoulement du secteur lors de fortes précipitations.

Les contingences déjà prévues au projet et incluant tous les volets du contrat sont de 20 % de la valeur totale du contrat soit 877 936,45 \$, taxes incluses. Un montant additionnel de 200 000,00 \$, taxes incluses, doit être ajouté à ce budget de contingences.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 240292 - Accorder un contrat à Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada inc., pour l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard De Maisonneuve entre de Lorimier et Parthenais - Autoriser une dépense totale de 6 333 651,10 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-24-011 - 5 soumissionnaires)

CA23 240302 - Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie, ainsi que sur les terrains privés où les entrées de service en plomb ou en acier galvanisé en contact ou ayant été en contact avec du plomb doivent être remplacées en vertu du Règlement 20-030, sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie de 2023 à 2025

DESCRIPTION

Cette majoration de budget de 200 000\$ incluant les taxes, couvrira les frais pour les contingences supplémentaire nécessaire. Environ 700 000\$ du budget prévu dans les items au bordereau ne sera pas utilisé. Donc du budget global du projet, il restera plus de 500 000\$ malgré la majoration des contingences.

JUSTIFICATION

L'Entrepreneur a démontré une excellente collaboration tout au long de du contrat malgré les nombreuses modifications nécessaires au projet et demandées par la Ville. Les raisons principales des contingences supplémentaires nécessaires ne sont pas attribuables à l'entrepreneur.

Les causes principales sont:

- le bris de la conduite de 84" sur le boulevard René-Lévesque a retardé le début du projet à la fin de l'été 2024 de deux semaines, l'entrepreneur a travaillé en accéléré à la demande de la Ville pour compléter la phase des conduites et la couche de base de pavé avant la période hivernale;
- le dépassement des quantités pour certains items prévues au bordereau;
- la reprise de certains travaux suite aux travaux de la CSEM à l'été 2025;
- l'ajout de nombreuses fosses d'arbres agrandies lors de la reconstruction complète des trottoirs pour bonifier l'aménagement suite au travaux de la CSEM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Détail de la majoration de coûts:

- Le coût du contrat initialement octroyé est de 4 389 682,26 \$, incluant les taxes, mais sans les contingences;
- La majoration de coût touche les contingences seulement et représente un montant de 200 000 \$ taxes incluses;
- Cette majoration fait passer le pourcentage du budget de contingences de 20% à 24,6%.

Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) - Direction des projets d'aménagement urbain

Un montant maximal de 34 699,07 \$ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt # 19-023-1 Travaux aménagement rues sur réseau artériel VDM CM 22 1111.

Le coût total du contrat taxes incluses se répartit donc comme suit:

	Les montants sont avec les taxes						
Budget	Travaux	Contingences	Incidents	Total	Ajout Contingences	Total Contingences	Total après ajout Contingences
DGA	3 561 647,55 \$	712 329,51 \$	859 023,71 \$	5 133 000,77 \$	162 000,00 \$	874 329,51 \$	5 295 000,77 \$
SUM	828 034,71 \$	165 606,94 \$	207 008,70 \$	1 200 650,35 \$	38 000,00 \$	203 606,94 \$	1 238 650,35 \$
Total	4 389 682,26 \$	877 936,45 \$	1 066 032,41 \$	6 333 651,12 \$	200 000,00 \$	1 077 936,45 \$	6 533 651,12 \$

Les montants sont net (en milliers \$)							
Budget	Travaux	Contingences	Incidents	Total	Ajout Contingences	Total Contingences	Total après ajout Contingences
DGA	3 252 \$	650 \$	784 \$	4 687 \$	148 \$	798 \$	4 835 \$
SUM	756 \$	151 \$	189 \$	1 096 \$	35 \$	186 \$	1 131 \$
Total	4 008 \$	802 \$	973 \$	5 783 \$	183 \$	984 \$	5 966 \$

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report de ce dossier à un conseil ultérieur repoussera le paiement à l'entrepreneur.

OPERATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ETAPE(S) SUBSEQUENTE(S)

CONFORMITE AUX POLITIQUES, AUX REGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Stefania GORE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karl LAI, Service de l'eau
Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Roger KANYINDA, Service de l'eau

Lecture :

Roger KANYINDA, 2 février 2026
Ève LEDUC, 29 janvier 2026
Karl LAI, 27 janvier 2026

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSI PAR

Le : 2026-01-26

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 972-1428
Télécop. :

Éric BELLEVILLE
chef(fe) de division - voirie - arrondissement

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD
directrice des travaux publics

Tél :
Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1266937002

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division de la voirie

Objet :

Autoriser une dépense additionnelle de 200 000,00 \$, taxes
incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Demix
Construction, Une Division de Groupe CRH Canada Inc.. (CA24
240292), afin d'augmenter le budget de contingences pour
l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie
dans le boulevard De Maisonneuve entre l'avenue De Lorimier et
la rue Parthenais, majorant ainsi la dépense maximale autorisée
à 6 533 651,10 \$, taxes, contingences et incidences incluses
(appel d'offres VMP-24-011).



Aspect financier_GDD 1266937002 cont spplé Maisonneuve.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 972-1428

Télécop. :

N° de dossier :1266937002

Nature du dossier :Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier :1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement :Sources multiples

Source 1Financement corporatif

Source 2Financement corporatif

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant-Source 1	DGA	162 000,00 \$						162 000,00 \$
Montant-Source 2	SIRR	38 000,00 \$						38 000,00 \$
Total	0,00 \$	200 000,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	200 000,00 \$

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :14

Date de début :jour (si connu)septembre2024
moisannée

Date de fin :jour (si connu)novembre2025
moisannée

Formulaire complété par :Jonathan Labonté
Prénom, nom

Informations financières pour dépenses PDI

GDD #	1266937002		
Service	EAU		
Direction	DGA		
Engagement #	CC46937005	Date	1/29/2026

Objet GDD

Autoriser une dépense additionnelle de 200 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada Inc.. (CA24 240292), afin d'augmenter le budget de contingences pour l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard De Maisonneuve entre de Lorimier et Parthenais , majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 6 533 651,10 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres VMP-24-011).

Informations comptables

Provenance

PG 18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts		Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au \$ supérieur
No Règlement 22-046	6130.7722046.802705.01909.57201.000000.0000.169431.000000.98001.00000	140,900.20 \$	162,000.00 \$	147,927.59 \$	147,929 \$

Imputations

Projet 18100	De Maisonneuve Est de De Lorimier à Parthenais - Reconst EG UN	Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au \$ supérieur
Contingences	6130.7722046.802728.04161.57201.000000.0000.198272.070008.12010.00000	92,994.13 \$	106,920.00 \$	97,632.21 \$	97,633 \$

Projet 18100	De Maisonneuve Est de De Lorimier à Parthenais - Reconst AQ	Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au \$ supérieur
Contingences	6130.7722046.802728.04121.57201.000000.0000.198274.070008.13020.00000	47,906.07 \$	55,080.00 \$	50,295.38 \$	50,296 \$
Sous-total		140,900.20 \$	162,000.00 \$	147,927.59 \$	147,929.00 \$

Total		140,900.20 \$	162,000.00 \$	147,927.59 \$	147,929.00 \$
-------	--	---------------	---------------	---------------	---------------

260130ugorest/DGA/Eng.GDD 1266937002-Dépense additionnelle pour contingences Démix cc

Note

Les transact

Instruction

Conversion

Devise

CAD

Date

31-JAN-2026

Type

Utilisateur

Taux

1

Renvoyer

Date

Période

Méthode

Inverser Dt/Ct

Statut

Non renversé

[]

on

Forest/DGA/Eng.GDD 1266937002-Dépense additionnell

CC

OK

Crédits non aff.Général.Non-déterminé.

Forage de ligne...

Comptes en T...

Modifier la période...



Karl LAI

😊 ↩ Répondre

À : 🟢 Stefania GORE

Cc : 🟢 Francis PLOUFFE; 🟢 Roger KANYINDA

Bonjour Stefania,

La Direction de la gestion des actifs (DGA) a examiné le dossier 1266937002 et est en mesure de dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.

La Direction de la gestion des actifs du Service de l'Eau a pour mandat, entre autres, d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts sur le territoire de la Ville de Montréal.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures pour améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Merci bien et bonne journée,

Karl Lai, ing., M. Ing.
Chef de section par intérim - Unité Sud

Service de l'eau - Direction de la gestion des actifs
Division Planification des Investissements
801, rue Brennan, 3ième étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Cellulaire : 438-402-7529
karl.lai@montreal.ca

De : Roger KANYINDA <roger.kanyinda@montreal.ca>

er

pondre  Répondre à tous  Transférer     ...

Mer 2026-02-04 14:19

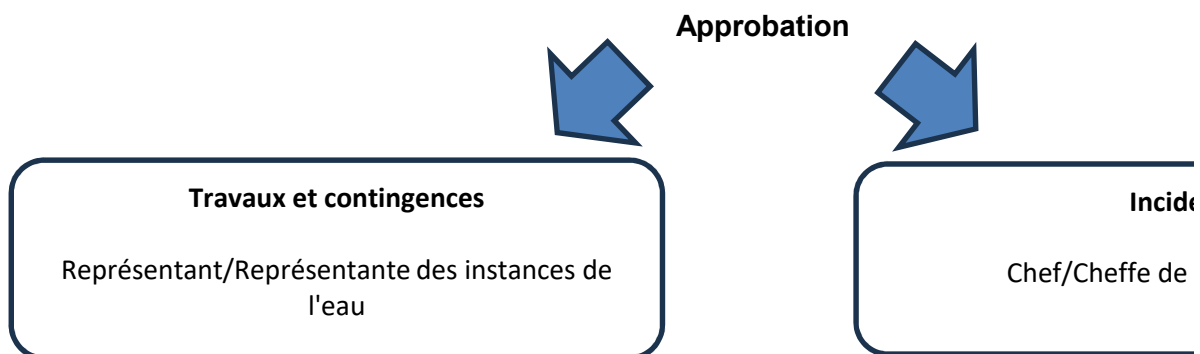
d'accord pour recommander au conseil d'arrondissement la

s, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement

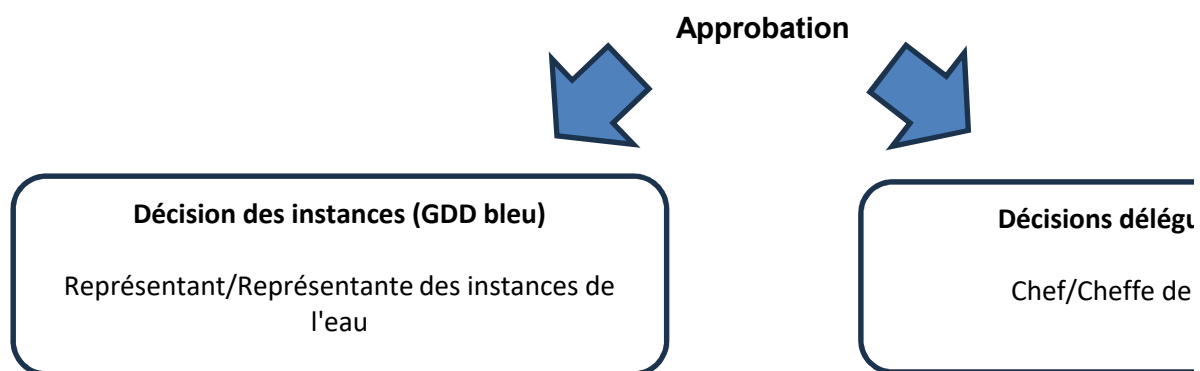
performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à

De quelle façon les incidences sont approuvées (cas 1, 2 ou 3)?

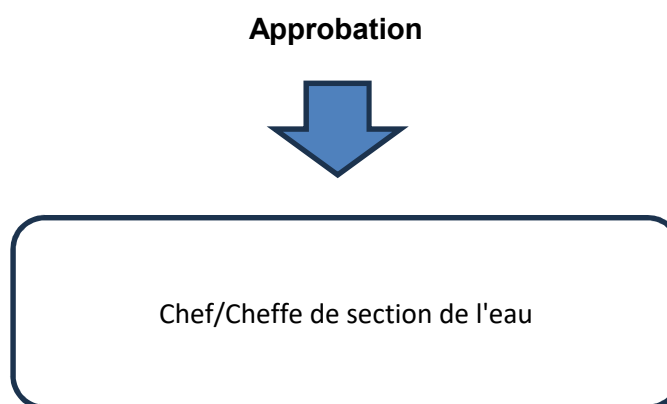
Cas #1 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) incluant des **travaux/contingences** et une



Cas #2 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) ou d'une décisions déléguées (GDD jaune) et



Cas #3 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) qui comprend une entente-cadre au niveau



Vérifier dans l'annuaire du personnel le responsable associé à l'UADM. Voici le lien de Intranet: <http://annuaire>

	Niveau C (Chef de section)	Niveau B (Chef de division)	Niveau A (Chef de bureau)
Unité Nord	Cheffe/Chef de section		
Ahuntsic-Cartierville			

Anjou	490202030000	490202000000	490200
CDNNDG			
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève			
Montréal-Nord			
Pierrefonds-Roxboro			
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles			
Saint-Laurent			
Saint-Léonard			
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension			
Unité Sud			
Lachine	490202040000		
LaSalle			
Le Plateau-Mont-Royal			
Le Sud-Ouest			
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve			
Outremont			
Rosemont-La Petite-Patrie			
Verdun			
Ville-Marie			

enveloppe globale des incidences.

ences

section de l'eau

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

contenant **uniquement des incidences**.

uées (GDD jaune)

section de l'eau

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

du fournisseur **des incidences**.

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

u/

(Directeur)

Représentant/Représentante des instances de l'eau

Francis Plouffe

Représentant/Représen

000000

Reak Sa Sen
Anne Guignard
Anne Guignard
Julie Brosseau
Julie Brosseau
Catherine Tougas
Julie Mota

Représentant/Représen
Représentant/Représen
Représentant/Représen
Représentant/Représen
Représentant/Représen
Représentant/Représen
Représentant/Représen

Dépenses de services professionnelles	Dépenses de services autres que professionnelles	Dépenses c
Moins de 30 000\$	Moins de 45 000\$	M
Moins de 45 000\$	Moins de 75 000\$	M
Moins de 150 000\$	Moins de 150 000\$	Mc
Supérieur à 150 000\$	Supérieur à 150 000\$	Sup

Dépenses de services professionnels	Dépenses de services autres que professionnelles	Dépenses c
Moins de 30 000\$	Moins de 45 000\$	M
Moins de 45 000\$	Moins de 75 000\$	M
Moins de 150 000\$	Moins de 150 000\$	Mc
Supérieur à 150 000\$	Supérieur à 150 000\$	Sup

Dépenses de services avec entente-cadre
Moins de 20 000\$
Moins de 30 000\$
Transféré au représentant des instances
Jusqu'au maximum du budget accordé

ntante des instances DGA

ntante des instances DRE
ntante des instances DEEU
ntante des instances DPM
ntante des instances DEP
ntante des instances DSP
ntante des instances SIRR
ntante des instances SUM

de biens et exécution de travaux
oins de 45 000\$
oins de 75 000\$
oins de 250 000\$
érieur à 250 000\$

de biens et exécution de travaux
oins de 45 000\$
oins de 75 000\$
oins de 250 000\$
érieur à 250 000\$

Services

Service de l'Eau

Service de l'Urbanisme et Mobilité

Service de l'infrastructure du réseau routier

Espace pour la vie

Service de l'habitation

Service des technologies de l'information

Service des grands parcs, du mont-royal et des sports

Service des grands parcs, du mont-royal et des sports

Service de la culture

Service De La Gestion Et De La Planification Des Immeubles

Direction (Exécutant)

Direction des réseaux d'eau

Direction de l'Eau Potable

Direction de l'épuration des eaux usées

Direction de la gestion des actifs

Directions des projets majeurs

Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire

Division des projets urbains

Direction des projets d'aménagement urbain

Si exécutant SIRR Général

Exécutant UADM - 3003 - Real.Proj.Infra.Urb. - Requéant UADM - 3009 - Ge

Exécutant UADM - Different exécutant - Requéant UADM - 3009 - Ges.Inf.Ur

Exécutant SIRR Général RESP privée requérant Eau

Direction de l'Espace pour la vie

Direction Habitation

Technologies de l'information

Direction des grands parcs, mont Royal et sports

Direction Sports

Direction - Culture

Direction de la gestion de projets immobiliers

Compte de retenue

6101.0000000.802705.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802706.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802707.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802728.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802732.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802716.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802701.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802710.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802730.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802731.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.803506.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6107.0000000.802502.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802715.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.803402.00000.21101.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802503.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802505.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802501.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.803403.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

Exception

Le compte général débutant par **5030** ne doit plus être utilisé pour les nouveaux dossiers

Cependant, les contrats **en cours qui ont été amorcés** avec le compte 5030 peuvent être complétés avec ce même compte.

Le sous-objet **001027** ne doit plus être utilisé pour les nouveaux dossiers. Cependant les contrats existants qui l'ont déjà intégré pourront le maintenir

Les centres de responsabilité **802712** et **802722** ne doivent plus être utilisé pour les nouveaux dossiers. Cependant les contrats existants qui l'ont déjà intégré pourront le maintenir

Dossier # : 1266937002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 200 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada Inc.. (CA24 240292), afin d'augmenter le budget de contingences pour l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard De Maisonneuve entre l'avenue De Lorimier et la rue Parthenais, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 6 533 651,10 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres VMP-24-011).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Info comptable GDD 1266937002 - DGA.xlsx



1266937002 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stefania GORE
 Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

Brennan:
 Imad El Ammari - Préposé au budget
 Julie Mota - Conseillère budgétaire

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-02-04

Francis PLOUFFE
 conseiller(-ere) budgétaire
Tél : - -

Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et

du soutien financier

CERTIFICATION DES FONDS - PDI / SUM

NO GDD :	1266937002
No d'engagement	CC46937005

Autoriser une dépense additionnelle de 200 000,00 \$, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada Inc.. (CA24 240292), afin d'augmenter le budget de contingences pour l'exécution de travaux de conduites d'eau, d'égout et de voirie dans le boulevard De Maisonneuve entre de Lorimier et Parthenais , majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 6 533 651,10 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres VMP-24-011).

Provenance (information pour les finances uniquement)		Taux : 1.0951303727		
RCG 19-023-2 Progr. aménagement des rues du réseau artériel CM25 1286		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
Règlement RCG 19-023	6101.7719023.802701.01909.57201.000000.0000.183649.000000.98001.00000	38,000.00	34,699.07	34,700
Total provenance		38,000.00	34,699.07	34,700

Imputations à des fins de bon de commande		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
59070 : Programme d'aménagement des rues - Artériel				
Troitoirs et bordures-contingences	6101.7719023.801550.03107.57201.000000 .0000.200783.070008.17030.00000	15,960.00	14,573.61	14,574
Rues de base souple-contingences	6101.7719023.801550.03107.57201.000000 .0000.200785.070008.17020.00000	22,040.00	20,125.46	20,126
Total dépense		38,000.00	34,699.07	34,700

Le budget net requis (k\$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2024-2033 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :					
Projet	2026	2027	2028	Ultérieur	TOTAL
59070 : Programme d'aménagement des rues - Artériel	35			-	35
TOTAL	35	0	0	0	35

Entrer écritures - Lignes

Numero engagement CC4

Conversion

Devise

Date

Type

Taux

[]

Renverser ☒

Date

Période

Méthode

Statut

Description

GDD1266937002 Dépense additionnelle contingences à Den

GDD 1246937005 - Tx divers boul. de Maisonneuve

////////////////////

édits non aff.Général.Non-déterminé.

Aspect(s) financier(s)

Détail de la majoration de coûts:

- Le coût du contrat initialement octroyé est de 4 389 682.26 \$, incluant les taxes;
- La majoration de coût touche les contingences seulement et représente un montant de 200 000 \$ taxes incluses;
- Cette majoration fait passer le pourcentage du budget de contingences de 20% à 24,6%.

Le coût total du contrat taxes incluses se répartit donc comme suit:

Les montants sont avec les taxes							
Budget	Travaux	Contingences	Incidents	Total	Ajout Contingences	Total Contingences	Total après ajout Contingences
DGA	3 561 647,55 \$	712 329,51 \$	859 023,71 \$	5 133 000,77 \$	162 000,00 \$	874 329,51 \$	5 295 000,77 \$
SUM	828 034,71 \$	165 606,94 \$	207 008,70 \$	1 200 650,35 \$	38 000,00 \$	203 606,94 \$	1 238 650,35 \$
Total	4 389 682,26 \$	877 936,45 \$	1 066 032,41 \$	6 333 651,12 \$	200 000,00 \$	1 077 936,45 \$	6 533 651,12 \$

Aspect financier du contrat initial avec Démix, GDD 1246937005

Le coût du contrat à octroyer est de 4 389 682.26 \$, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel de contingence (20 %) est de 877 936.45. \$, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents est d'environ 25% du contrat 1 066 032.39 \$, incluant les taxes.

La dépense maximale autorisée du projet s'élève donc à 6 333 651.10 \$.

Le financement pour ce projet provient :

de la DGA (Direction de la Gestion des Actifs) (81 %) : 5 133 000.77 \$

et du SUM (Service de l'Urbanisme et de la Mobilité - Direction des projets d'aménagement urbain), programme PAR-Artér

Direction de la gestion des actifs (DGA) - Service de l'eau

riel (19 %) : 1 200 650.35 \$

Direction de la gestion des actifs (DGA) - Service de l'eau

Le coût maximal de 5 133 000.77 \$, taxes incluses, comprenant des contingences 712 329,51 \$ et des in
Un montant maximal de 4 687 113.87 \$, net de ristourne, sera assumé par la Ville centrale pour les travaux
Le projet est admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribu

Remplacements d'entrées de service en plomb sur le domaine privé

Un montant maximal de 137 575.63 \$, net de ristourne, relatif aux remplacements d'entrées de service en

Direction de la gestion des actifs (DGA) du service de l'eau

Les travaux sur les actifs de l'eau de la direction de la gestion des actifs (DGA) du service de l'
est d'accord pour recommander au conseil d'arrondissement de Ville-Marie la dépense et de voter les crédits
2024 et se terminer en novembre de la même année pour ce qui est des travaux de conduites. L'arrondis-
façon mensuelle. À la fin des travaux des plans tels que construits devront être préparés en conformité av

Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) - Direction des projets d'aménagement urbain

Un montant maximal de 1 096 353.81 \$ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt # 19-01
Le montant de 1 096 353.81 \$ net de ristourne, est légèrement inférieur par rapport à la dépense initiale
La portion de la dépense du SUM est à **environ** 40% pour l'année 2024 et **environ** 60% pour l'année 20

Le budget net requis (en milliers \$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible dans le

	2024	2025	Ultérieur	TOTAL
DGA	\$ 4 687	\$ -	\$ -	\$ 4 687
SUM (59070)	\$ 438	\$ 658	\$ -	\$ 1 096
TOTAL	\$ 5 125	\$ 658	\$ -	\$ 5 783

incidences de 859 023.71 \$, sera assumé comme suit :
ux sur les conduites d'aqueduc et d'égout, lequel est financé par le règlement d'emprunt 22-046.
tion du Québec), ne laissant ainsi aucune charge aux contribuables."

plomb sur le domaine privé sera facturé aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

'eau, consistent à la reconstruction des conduites d'eau, conduites unitaires, conjointement avec les travaux de reconstruction de la
édits tels que décrits dans le sommaire décisionnel. Les coûts assumés par la DGA pour ces travaux sont définis dans l'intervention du Service
sement Ville-Marie agissant en tant qu'exécutant du projet devra respecter l'enveloppe budgétaire allouée, fournir par actif les longueurs réalisées
ec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra être transmise à la DGA.

23-1 Travaux aménagement rues sur réseau artériel VDM CM 22 1111.
de 1 105 000 \$, net de ristourne, approuvée par l'appel à projets via le Carrefour SUM_VIM24-0404.
25 suite aux travaux de la CSEM

» PDI 2024-2033 et est réparti comme suit pour chacune des années :

chaussée de cette rue. La DGA a examiné le dossier et des finances. Ces travaux sont prévus débiter en août ées et les pourcentages d'avancement des travaux, et ce de



Dossier # : 1260274001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat accordé à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, approuvé par la résolution CA25 240066 conformément à l'appel d'offres public (24-20799)

Résilier le contrat accordé à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, approuvé par la résolution CA25 240066 conformément à l'appel d'offres public (24-20799).

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 13:06

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1260274001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat accordé à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, approuvé par la résolution CA25 240066 conformément à l'appel d'offres public (24-20799)

CONTENU

CONTEXTE

Le contrat, accordé à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc), avait été octroyé le 11 mars 2025 visant les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada. Depuis le début des services, de nombreuses lacunes ont été observées. Selon l'article 13.04 des documents d'appel d'offres, le contrat peut être résilié par l'arrondissement. Quatre avis de défaut ont été remis à l'adjudicataire depuis novembre 2025 concernant ses manquements au devis technique en matière d'opérations, de propreté et de régularité. Un avis de résiliation lui a été transmis le 30 janvier 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

(CA25 240066) Accorder un contrat à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc) pour des services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, pour une période de 12 mois, soit du 1er avril 2025 au 30 mars 2026 - Autoriser une dépense maximale de 162 354,02 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 24-20799 - 5 soumissionnaires conformes)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à résilier le contrat accordé à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc), pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, approuvé par la résolution CA25 240066, conformément à l'appel d'offres public 24-20799.

JUSTIFICATION

Voici un aperçu des événements,
Dès le début du contrat, de nombreux ajustements ont dû être apportés, l'adjudicataire ne semblant pas avoir pris connaissance ou compris adéquatement les exigences détaillées au devis technique. Il a constamment fallu lui réexpliquer les attentes de l'arrondissement en matière d'opérations, de propreté et de régularité.

À plusieurs reprises, nous avons dû demander la reprise de travaux incomplets, notamment le

découpage du gazon après la tonte. Le désherbage des plates bandes était également insatisfaisant et a dû être refait à plusieurs occasions.

Avec l'arrivée de l'hiver, l'adjudicataire n'a pas respecté ses obligations contractuelles. À chaque précipitation nécessitant une intervention, il devait être contacté afin de lui rappeler ses responsabilités, et malgré ces rappels, les travaux n'ont pas été exécutés conformément aux attentes. En conséquence, trois pénalités lui ont été imposées pour manquements.

Voici les dates d'envoi d'avis de défaut :

- Omission des travaux 12 novembre 2025
- Omission des travaux 18 novembre 2025
- Omission des travaux 5 décembre 2025
- Omission des travaux 8 janvier 2026

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette résiliation n'entraînera aucun frais imputable à l'arrondissement de Ville-Marie. Le fournisseur doit d'abord transmettre sa facturation. Les pénalités applicables seront ensuite déduites, ce qui permettra la fermeture du bon de commande.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une lettre de résiliation de contrat unilatérale ainsi qu'une évaluation du rendement insatisfait a été envoyé au fournisseur.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résiliation du contrat : Conseil d'arrondissement du 10 février 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien VERRONNEAU
Contre-Maitre Parcs

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-29

France BEAUDIN
chef(fe) de division - parcs (arrondissement)

Tél : 514-297-1376
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD
directrice des travaux publics

Tél :

Approuvé le : 2026-02-02

Dossier # : 1260274001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Résilier le contrat accordé à 9032-2454 Québec inc. (Techniparc) pour les services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester et de la Place du Canada, approuvé par la résolution CA25 240066 conformément à l'appel d'offres public (24-20799)



Pénalités Canada-Dorchester 18 nov 2025.pdf



Pénalités Canada-Dorchester 12 nov 2025.pdf



Pénalités Canada-Dorchester 8 janvier 2026.pdf



Pénalités Canada-Dorchester 5 décembre 2025.pdf[pièce jointe "24-
20799_evaluation_rendement_adjudicataire.pdf" supprimée par Annie HAZEL



ROY/MONTREAL] 24-20799_resiliation_contratSigné.pdf



24-20799 - Avis de résiliation unilatérale de contrat – Annie HAZEL ROY – Outlook.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien VERRONNEAU
Contre-Maitre Parcs

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Direction des travaux publics

Division des parcs et de l'horticulture
1800 Chemin Remembrance
Montréal (Québec) H3H 1A2

Le 18 novembre 2025

Monsieur Martin Théolis

Techniparc

1355 Bd Pitfield,
Saint-Laurent, QC
H4S 1G3

Objet : Avis de défaut – Manquement au devis technique du contrat 24-20799 (Place du Canada et Square Dorchester)

Monsieur,

Pour donner suite à nos échanges le 12 novembre 2025 concernant un ou plusieurs manquements au contrat cité en objet, nous sommes dans l'obligation de procéder à l'application des pénalités relatives à votre contrat.

En effet, nous avons remarqué que vous ne vous êtes pas acquitté de vos tâches énumérées au devis technique, et ce malgré la remise préalable d'un avis écrit vous demandant de vous conformer aux exigences de votre contrat.

ENTRETIEN HIVERNAL***Portée des travaux***

Le prestataire de services planifiera ses opérations avec le Directeur et fera tous les travaux que requièrent le déneigement et l'épandage d'abrasifs de la Place du Canada et du Square Dorchester afin d'en conserver et/ou d'en améliorer l'aspect esthétique, sécuritaire et agréable; il assurera la qualité du travail exécuté.

Inspection et surveillance

Le prestataire de services fera une inspection régulière des lieux. Lors de cette inspection et au cours de l'exécution de ses travaux, Le prestataire de services s'assurera que les surfaces dont il a la responsabilité de l'entretien sont sécuritaires pour les piétons.

Le prestataire de services devra valider la qualité et l'exécution des différents travaux effectués par ses employés régulièrement durant ses visites de site.

Des visites communes en compagnie du représentant de l'arrondissement seront organisées au besoin.

Déneigement

- *Durant la période du 1 novembre 2025 au 15 avril 2026 Le Prestataire de services devra procéder au déneigement de toute accumulation de 2 cm et plus.*
- *Le Prestataire de services devra aussi faire l'épandage d'abrasif et de sel, l'abrasif et le mélange de sel choisi devra être approuvé par le Directeur ou son représentant.*

En effet, lors des chutes de neige du 17 novembre, à notre arrivé sur place aux alentours de 7h du matin, lors d'un second passage aux alentours de 10h et d'un troisième passage à 13h aucune opération de déneigement n'avait été entamée, aucun épandage de sel ou d'abrasif n'avait été fait ou prévu. Nous avons aussi constaté que le déneigement des sentiers du Square Dorchester a été effectué manuellement par un employé d'un autre service pour pallier votre absence.

Pour conclure, nous sommes dans l'obligation de vous imposer une pénalité de 250\$ pour le manquement du lundi 17 novembre 2025.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Julien Verronneau

Contremaître

Division des parcs et de l'horticulture,

Arrondissement Ville Marie

C.C. Juan Carlos Restrepo, Chef de Division Parcs et Horticulture, Arr. Ville-Marie

Direction des travaux publics

Division des parcs et de l'horticulture
1800 Chemin Remembrance
Montréal (Québec) H3H 1A2

Le 12 novembre 2025

Monsieur Martin Théolis

Techniparc

1355 Bd Pitfield,
Saint-Laurent, QC
H4S 1G3

Objet : Avis de défaut – Manquement au devis technique du contrat 24-20799 (Place du Canada et Square Dorchester)

Monsieur,

Pour donner suite à nos échanges le matin du 11 novembre 2025 concernant un ou plusieurs manquements au contrat cité en objet, nous sommes dans l'obligation de procéder à l'application des pénalités relatives à votre contrat.

En effet, nous avons remarqué que vous ne vous êtes pas acquitté de vos tâches énumérées au devis technique.

*ENTRETIEN HIVERNAL**Portée des travaux*

Le prestataire de services planifiera ses opérations avec le Directeur et fera tous les travaux que requièrent le déneigement et l'épandage d'abrasifs de la Place du Canada et du Square Dorchester afin d'en conserver et/ou d'en améliorer l'aspect esthétique, sécuritaire et agréable; il assurera la qualité du travail exécuté.

Inspection et surveillance

Le prestataire de services fera une inspection régulière des lieux. Lors de cette inspection et au cours de l'exécution de ses travaux, Le prestataire de services s'assurera que les surfaces dont il a la responsabilité de l'entretien sont sécuritaires pour les piétons.

Le prestataire de services devra valider la qualité et l'exécution des différents travaux effectués par ses employés régulièrement durant ses visites de site.

Des visites communes en compagnie du représentant de l'arrondissement seront organisées au besoin.

Déneigement

- *Durant la période du 1 novembre 2025 au 15 avril 2026 Le Prestataire de services devra procéder au déneigement de toute accumulation de 2 cm et plus.*
- *Le Prestataire de services devra aussi faire l'épandage d'abrasif et de sel, l'abrasif et le mélange de sel choisi devra être approuvé par le Directeur ou son représentant.*

Nos constatations sur le terrain révèlent un manque de préparation et d'organisation de votre part. En effet, dès notre arrivé sur place aux alentours de 7h du matin, aucune opération de déneigement n'avait été entamée, aucun épandage de sel ou d'abrasif n'avait été fait ou prévu.

Lors d'un entretien téléphonique, vous nous avez mentionné ne pas être en mesure de procéder à l'opération de déblaiement tel que demandé, ce qui nous a forcé à effectuer les travaux par nos propres moyens.

Bien que vous ayez reconnu avoir sous-estimé l'ampleur des précipitations, il n'en reste pas moins que vous n'avez pas rempli votre part du contrat.

Pour conclure, veuillez considérer la présente comme un avertissement formel en vertu des clauses de pénalités liées à votre contrat.

À défaut de vous conformer, veuillez noter qu'une pénalité de 250\$ par jour vous sera imposée. Par la suite, celle-ci sera majoré à 500\$ par jour à compter du 3^e jour.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Julien Verronneau

Contremaître

Division des parcs et de l'horticulture,

Arrondissement Ville Marie

C.C. Juan Carlos Restrepo, Chef de Division Parcs et Horticulture, Arr. Ville-Marie

Direction des travaux publics

Division des parcs et de l'horticulture
1800 Chemin Remembrance
Montréal (Québec) H3H 1A2

Le 8 janvier 2026

Monsieur Martin Théolis

Techniparc

1355 Bd Pitfield,
Saint-Laurent, QC
H4S 1G3

Objet : Avis de défaut – Manquement au devis technique du contrat 24-20799 (Place du Canada et Square Dorchester)

Monsieur,

La présente est constitutive d'un ou plusieurs manquements au contrat cité en objet, nous sommes dans l'obligation de procéder à l'application des pénalités relatives à votre contrat.

En effet, nous avons remarqué que vous ne vous êtes pas acquitté de vos tâches énumérées au devis technique, et ce malgré la remise préalable d'un avis écrit vous demandant de vous conformer aux exigences de votre contrat.

*ENTRETIEN HIVERNAL**Portée des travaux*

Le prestataire de services planifiera ses opérations avec le Directeur et fera tous les travaux que requièrent le déneigement et l'épandage d'abrasifs de la Place du Canada et du Square Dorchester afin d'en conserver et/ou d'en améliorer l'aspect esthétique, sécuritaire et agréable; il assurera la qualité du travail exécuté.

Inspection et surveillance

Le prestataire de services fera une inspection régulière des lieux. Lors de cette inspection et au cours de l'exécution de ses travaux, Le prestataire de services s'assurera que les surfaces dont il a la responsabilité de l'entretien sont sécuritaires pour les piétons.

Le prestataire de services devra valider la qualité et l'exécution des différents travaux effectués par ses employés régulièrement durant ses visites de site.

Des visites communes en compagnie du représentant de l'arrondissement seront organisées au besoin.

Déneigement

- *Durant la période du 1 novembre 2025 au 15 avril 2026 Le Prestataire de services devra procéder au déneigement de toute accumulation de 2 cm et plus.*
- *Le Prestataire de services devra aussi faire l'épandage d'abrasif et de sel, l'abrasif et le mélange de sel choisi devra être approuvé par le Directeur ou son représentant.*

En effet, lors des chutes de verglas et neige du 29 décembre, aucune opération de déneigement n'avait été entamée, aucun épandage de sel ou d'abrasif n'avait été fait ou prévu.

En conclusion, suite à notre communication par courriel du 31 décembre, nous sommes dans l'obligation de vous imposer une pénalité de 500\$ par jours pour les manquements mentionnés plus haut, pour un total en date d'aujourd'hui de 1500\$.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Julien Verronneau

Contremaître

Division des parcs et de l'horticulture,

Arrondissement Ville Marie

C.C. Juan Carlos Restrepo, Chef de Division Parcs et Horticulture, Arr. Ville-Marie

Direction des travaux publics

Division des parcs et de l'horticulture
1800 Chemin Remembrance
Montréal (Québec) H3H 1A2

Le 5 décembre 2025

Monsieur Martin Théolis

Techniparc

1355 Bd Pitfield,
Saint-Laurent, QC
H4S 1G3

Objet : Avis de défaut – Manquement au devis technique du contrat 24-20799 (Place du Canada et Square Dorchester)

Monsieur,

La présente est constitutive d'un ou plusieurs manquements au contrat cité en objet, nous sommes dans l'obligation de procéder à l'application des pénalités relatives à votre contrat.

En effet, nous avons remarqué que vous ne vous êtes pas acquitté de vos tâches énumérées au devis technique, et ce malgré la remise préalable d'un avis écrit vous demandant de vous conformer aux exigences de votre contrat.

*ENTRETIEN HIVERNAL**Portée des travaux*

Le prestataire de services planifiera ses opérations avec le Directeur et fera tous les travaux que requièrent le déneigement et l'épandage d'abrasifs de la Place du Canada et du Square Dorchester afin d'en conserver et/ou d'en améliorer l'aspect esthétique, sécuritaire et agréable; il assurera la qualité du travail exécuté.

Inspection et surveillance

Le prestataire de services fera une inspection régulière des lieux. Lors de cette inspection et au cours de l'exécution de ses travaux, Le prestataire de services s'assurera que les surfaces dont il a la responsabilité de l'entretien sont sécuritaires pour les piétons.

Le prestataire de services devra valider la qualité et l'exécution des différents travaux effectués par ses employés régulièrement durant ses visites de site.

Des visites communes en compagnie du représentant de l'arrondissement seront organisées au besoin.

Déneigement

- *Durant la période du 1 novembre 2025 au 15 avril 2026 Le Prestataire de services devra procéder au déneigement de toute accumulation de 2 cm et plus.*
- *Le Prestataire de services devra aussi faire l'épandage d'abrasif et de sel, l'abrasif et le mélange de sel choisi devra être approuvé par le Directeur ou son représentant.*

En effet, lors des chutes de neige du 2-3-4 décembre, aucune opération de déneigement n'avait été entamée, aucun épandage de sel ou d'abrasif n'avait été fait ou prévu.

Pour conclure, nous sommes dans l'obligation de vous imposer une pénalité de 250\$ par jours pour les manquements mentionnés plus haut, pour un total en date d'aujourd'hui de 750\$.

Veuillez noter qu'en vertu de votre clause de pénalité prévue au contrat, ces pénalités seront majorées à 500\$/jours à compter de samedi 6 décembre et ce jusqu'à rétablissement de la situation.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Julien Verronneau

Contremaître

Division des parcs et de l'horticulture,

Arrondissement Ville Marie

C.C. Juan Carlos Restrepo, Chef de Division Parcs et Horticulture, Arr. Ville-Marie

Le 30 janvier 2026

Martin Théolis
Président
9032-2454 Québec inc (Techniparc)
1355 boulevard Pitfield
Saint-Laurent (QC) H4S 1G3
Courriel : mtheolis@techniparc.ca

**Objet : Avis de résiliation unilatérale
Appel d'offres n° 24-20799
Services d'entretien horticole et maintien de la propreté du Square
Dorchester et de la Place du Canada à l'arrondissement de Ville-
Marie 2025-2026**

Bonjour,

À la suite de l'appel d'offres mentionné en objet, un contrat a été octroyé à l'entreprise 9032-2454 Québec inc (Techniparc) le 11 mars 2025 en vertu de la résolution CA25 240066 (ci-après «Contrat»)

Par la présente, nous vous informons que nous souhaitons procéder à la résiliation du Contrat, et ce, en vertu de l'article 13.04 des documents d'appel d'offres. En effet, quatre avis de défaut vous ont été remis le 12 novembre 2025, le 18 novembre 2025, le 5 décembre 2025 et le 8 janvier 2026 concernant vos manquements au devis technique du Contrat en matière d'opérations, de propreté et de régularité.

Ainsi, nous vous informons que nous recommanderons au conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie de procéder à la résiliation unilatérale du Contrat. La résiliation sera effective à la date d'adoption de la résolution de ce conseil d'arrondissement prévu le 10 février prochain, le cas échéant. Nous vous communiquerons les résultats de cette démarche aussitôt qu'ils nous seront connus.

Nous verrons néanmoins à vous contacter sous peu afin de discuter des modalités d'application de ce préavis.

Veuillez agréer, l'expression de nos sentiments distingués.

Sandra Picard, Directrice des travaux publics
Arrondissement de Ville-Marie

c.c Julien Verronneau, contremaître



Outlook

24-20799 - Avis de résiliation unilatérale de contrat

De Annie HAZEL ROY <annie.hazelroy@montreal.ca>**Date** Ven 2026-01-30 11:43**À** mtheolis@techniparc.ca <mtheolis@techniparc.ca>**Cc** Julien VERRONNEAU <julien.verronneau@montreal.ca>

2 pièces jointes (4 Mo)

24-20799_evaluation_rendement_adjudicataire.pdf; 24-20799_resiliation_contratSigné.pdf;

Bonjour,

Veuillez S.V.P. prendre connaissance des documents ci-joints concernant le contrat **24-20799** et accuser réception de ce courriel.

Merci à l'avance et bonne journée.

Annie Hazel Roy

Préposée à la gestion des contrats

Section du soutien administratif

Direction des travaux publics

Arrondissement Ville-Marie

800 boul. Maisonneuve Est, 18e

Montréal (Québec) H2L 4L8

Courriel : annie.hazelroy@montreal.ca

Restez branchés :

[Site web](#) | [Infolettre](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#) | [Instagram](#)



Dossier # : 1269678001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin pour l'année 2026, en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commerciale (CA 24-034) en soutien à ses dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

D'accorder une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin pour l'année 2026,
d'imputer la dépense conformément aux informations inscrites dans l'intervention financière.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-30 13:47

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1269678001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin pour l'année 2026, en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commerciale (CA 24-034) en soutien à ses dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

CONTENU

CONTEXTE

En 2003, le conseil municipal a adopté le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108). Le paragraphe 7 du premier alinéa de l'article 1 de ce règlement indique que le conseil de la ville délègue aux conseils d'arrondissement, entre autres pouvoirs, les pouvoirs réglementaires prévus à l'article 458.42 de la Loi des Cités et Villes en vue d'accorder des subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement.

Comme il le fait depuis l'adoption du Règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial (CA-24-034), en 2004, l'arrondissement de Ville-Marie a inscrit à son budget 2026 la somme nécessaire à l'aide financière appelée « subvention salariale » aux Sociétés de développement commercial dont les cotisations des membres sont égales ou inférieures à 875 000 \$.

Il s'agit par la présente, d'autoriser cette subvention à laquelle est admissible la Société de développement commercial Quartier latin, ayant procédé à l'embauche de nouveau personnel au cours de l'année 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240024: Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin pour l'année 2025, en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commerciale (CA 24-034) en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

CA24 240020: Accorder, à même le budget de fonctionnement de 2024, une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

CA23 240069 - 2023-02-07 - GDD 1239705002 - Accorder, à même le budget de fonctionnement de 2023, une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement

commercial du Village ainsi qu'une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement commercial du Quartier latin en soutien à leurs dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

DESCRIPTION

La Société de développement du Quartier latin (SDC du Quartier latin) a déposé sa prévision budgétaire pour l'année en cours à l'automne 2025, conformément à ses obligations. Ces exercices budgétaires indiquent que la SDC du Quartier latin compte sur un budget d'opération moins élevé que les deux grandes SDC de Ville-Marie et de ce fait, doit composer avec des effectifs réduits par rapport à celles du Vieux-Montréal et du Centre-Ville. Conséquemment, elle est admissible à un soutien financier destiné au maintien des services administratifs de qualité, conformément au Règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial (CA-24-034).

La subvention dite « salariale », à accorder est établie à 35 000 \$.

JUSTIFICATION

La subvention dite « salariale » est considérée essentielle par les SDC qui en bénéficient annuellement sur demande. Conformément au règlement qui l'autorise, les SDC concernées comprennent que cette subvention doit exclusivement couvrir les dépenses encourues pour les salaires et les avantages accessoires du personnel permanent ou temporaire que la société de développement commercial a embauché au cours de l'exercice financier précédent. Les pièces justificatives déposées en font foi. Les SDC sont aussi informées que cette subvention ne peut être utilisée pour rémunérer ou pour être versée à des membres de la SDC, ni à des fins de recherche de personnel.

Pour l'année 2026, seulement la SDC Quartier latin a déposé une demande conformément au règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un poste budgétaire qui inclut cette contribution financière à la Société de développement commercial du Quartier latin est inscrit au budget 2026 de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est reliée à cette subvention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le versement de la subvention est effectué dans les 30 jours de la décision du conseil d'arrondissement approuvant la demande de subvention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Pierre BLANCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
Commissaire - développement économique

Tél : 438-831-0259
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Mélissa LAPIERRE-GRANO
Chef(fe) communications relations
communauté

Tél : 514-868-3217
Télécop. :

Dossier # : 1269678001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin pour l'année 2026, en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commerciale (CA 24-034) en soutien à ses dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel



SDQL_SubventionSalariale2026 (1).pdf



Résolution_mandat_signataire_SDQL (1).pdf



Aspect financier_Subvention Salariale_2026.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
Commissaire - développement économique

Tél : 438-831-0259
Télécop. :

SDC
**QUARTIER
LATIN**

Mme Karina Serei

Commissaire au développement économique
Division des communications et des relations avec la communauté
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19^e étage
Montréal (QC) H2L 4L8

Montréal, le 27 janvier 2026

Objet : Subvention salariale 2026

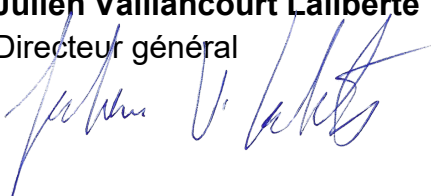
Madame Serei,

La Société de développement commercial du Quartier latin a procédé à l'embauche de Jeremy Danaux en date du 8 août 2023, qui occupe actuellement le poste de responsable administration et intelligence d'affaire. Nous vous soumettons par la présente, une demande pour l'obtention d'une subvention salariale pour l'année 2026 conformément au règlement CA-24-034. Celle-ci servira exclusivement à couvrir les dépenses liées au salaire et avantages sociaux du poste de M. Danaux.

Vous trouverez ci-joint la résolution du conseil d'administration de la SDQL, le rapport d'audit financier 2024 ainsi que la liste des administrateurs pour le dépôt de la présente demande.

Espérant le tout à votre convenance, je vous prie de recevoir, Madame Serei, mes salutations les plus cordiales.

Julien Vaillancourt Laliberté
Directeur général



SDC
**QUARTIER
LATIN**

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DE
DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU QUARTIER LATIN ADOPTÉE LE 13
AOÛT 2025

No. de résolution : 2025-08-13-03

1. Pouvoir de délégation à la direction générale

ATTENDU QUE la volonté du conseil d'administration d'assurer la
fluidité des opérations courantes de la société;

Il est proposé par Irène Marcheterre et appuyé par Daniel Pilon et
unanimentement résolu, que Julien Vaillancourt Laliberté (directeur
général) soit autorisé à signer lettres et ententes avec la Ville de
Montréal, les fournisseurs et les partenaires financiers au nom de la
Société de Développement Commercial du Quartier latin.

Copie certifiée conforme. Signée à Montréal le 2025-08-13



Patrice Ansay
Président



Luc Bélisle
Secrétaire et trésorier



N° de dossier : 1269678001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1.0



Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --



Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société de développement commercial du Quartier latin	118994
2.		

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2026	2027	2028	2029	2030		Total
Montant		35 000,00 \$						35 000,00 \$

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 12

Date de début : 01 janvier 2026.0
jour (si connu) mois année

Date de fin : 31 décembre 2026.0
jour (si connu) mois année

Formulaire complété par :

Cristina D'Arienzo
Prénom, nom

Date et heure système : 27 janvier 2026 17:02:35

Dossier # : 1269678001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin pour l'année 2026, en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commerciale (CA 24-034) en soutien à ses dépenses relatives aux salaires et aux avantages accessoires du nouveau personnel

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1269678001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre BLANCHARD
 Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6714

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-29

Isabelle FORTIER
 chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier : 1269678001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder une contribution de 35 000 \$ à la Société de développement du Quartier latin pour l'année 2026,"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 35 000,00 \$

	Années antérieures	2026
Montant		35 000,00 \$

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 35 000,00 \$

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
AU:	2438	0010000	306156	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM69678001
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Pierre Blanchard

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-6714

Date: 2026-01-28

Date et heure système : 28 janvier 2026 15:34:51



Dossier # : 1264273001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2026, avec trois Sociétés de développement commercial (SDC) pour la réalisation de projets dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et accorder une contribution totale de 790 000 \$

D'approuver les conventions avec la SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE, la SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE et la SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE pour la réalisation de projets dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie;

D'accorder à cette fin, les contributions suivantes :

- 350 000 \$ à la **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE**
- 215 000 \$ à la **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE**
- 225 000 \$ à la **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE**

D'imputer cette dépense totale de 790 000 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-03 13:35

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1264273001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2026, avec trois Sociétés de développement commercial (SDC) pour la réalisation de projets dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et accorder une contribution totale de 790 000 \$

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie déploie, pour la période 2025-2027, un programme de soutien financier visant à encourager le développement économique et commercial du territoire. Ce programme a pour objectif de renforcer la vitalité des artères commerciales, de soutenir les milieux d'affaires et de favoriser la mise en œuvre de projets structurants qui contribuent à un développement durable, inclusif et résilient.

Dans le cadre du **volet destiné aux Sociétés de développement commercial (SDC)**, l'aide financière s'adresse spécifiquement à des projets menés par des SDC reconnues, réalisés dans des secteurs dont la vocation première est commerciale. L'objectif est d'appuyer des initiatives qui stimulent directement la vitalité économique et commerciale de l'arrondissement.

Les projets doivent s'inscrire dans l'un des objectifs suivants :

- **Mise en valeur du territoire commercial** : améliorer l'expérience sur rue et la qualité du milieu de vie grâce à des interventions d'embellissement, de revitalisation, d'illumination, d'aménagement saisonnier, de sécurité ou encore de recrutement commercial.
- **Rayonnement du territoire** : renforcer l'image de marque des artères commerciales et encourager l'achat local par des campagnes, programmes de fidélisation, concours ou actions de maillage entre commerçants.
- **Événements et activités d'animation** : dynamiser le domaine public par des événements, des programmations culturelles, des activités d'animation ou des rencontres favorisant une cohabitation harmonieuse et une fréquentation accrue.
- **Intelligence d'affaires** : développer des outils et analyses permettant une meilleure compréhension des marchés (bases de données, études, sondages, analyses de retombées).
- **Projets socioéconomiques** : soutenir des initiatives générant une valeur ajoutée locale (économie circulaire ou sociale, transition des modèles d'affaires, mutualisation de services, agriculture urbaine, etc.).

Pour l'année 2026, plusieurs projets ont été déposés dans ce volet :

- **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE** : projets d'embellissement et d'éclairage du quartier historique.
- **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE** : 20e édition de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est.
- **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE** : Illuminations hivernales et aménagements dans les lieux publics

Le présent sommaire vise à approuver les demandes de soutien déposées par la SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE, SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE et SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE, toutes conformes aux critères du programme. Il s'agit également d'autoriser la conclusion des conventions à intervenir avec les organismes concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240077 (11 mars 2025) - GDD 1252840005 : Approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2025, avec la Société de développement commercial Vieux-Montréal pour la réalisation de 4 projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et accorder une contribution totale de 403 000 \$

CA25 240198 (6 mai 2025) - GDD 1259522008 : Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2025, avec la Société de développement du Vieux-Montréal – Quartier Historique pour la réalisation d'un projet d'embellissement pour le secteur du Vieux-Montréal et accorder une contribution de 75 000 \$

CA25 240078 (11 mars 2025) - GDD 1252840006 : Autoriser une affectation de surplus de 182 000 \$ et approuver la convention, se terminant au plus tard le 16 novembre 2025, avec la Société de développement commercial Village pour la réalisation d'un projet dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et accorder une contribution totale de 215 000 \$

CA25 240076 (11 mars 2025) - GDD 1252840004- Approuver la convention, se terminant au plus tard le 31 décembre 2025, avec la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour la réalisation de 3 projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et accorder une contribution totale de 375 000 \$

CA24 240489 (10 décembre 2024) - GDD 1245600011 : Approuver le Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2025 - 2027 et approuver les grilles d'évaluation des demandes de soutien financier économique.

DESCRIPTION

Organisme	Projet	Description	Retombées économiques potentielles	Montant de la contribution
SOCIÉTÉ DE	Projets	Embellissement	1. Embellissement	350 000 \$

<p>DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE</p>	<p>d'embellissement et d'éclairage du quartier historique 1er mai 2026 au 1er avril 2027</p>	<ul style="list-style-type: none"> • l'aménagement de 220 bacs Versailles (+40 par rapport à 2025); • 26 jardinières suspendues supplémentaires; • plus de 4 900 plantes, représentant une croissance de 20 %; • l'installation de 5 oasis urbaines; • la revitalisation des terrains de pétanque du secteur du Marché Bonsecours. <p>Éclairage Projet majeur d'illuminations hivernales incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des centaines de structures lumineuses déployées entre novembre et mars; • la mise en valeur du patrimoine bâti par des installations féeriques; • l'amélioration de l'attractivité commerciale durant l'hiver. <p>La SDC prévoit la réutilisation des structures existantes, mais doit procéder au remplacement d'éléments endommagés et à un entretien rigoureux pour garantir la durabilité du matériel.</p>	<p>Augmentation de l'achalandage : un quartier plus attrayant (fleurissement, oasis urbaines, espaces conviviaux) attire davantage de visiteurs, ce qui stimule les ventes locales.</p> <p>Prolongation du temps de visite : des aménagements améliorés incitent les touristes et résidents à passer plus de temps dans le quartier, augmentant les dépenses dans la restauration, les boutiques et les attractions.</p> <p>Valorisation du patrimoine commercial : un environnement esthétique renforce la notoriété du VM comme destination touristique internationale.</p> <p>Effet d'entraînement pour les commerces : les commerçants sont incités à améliorer leurs façades et leurs aménagements, renforçant l'ensemble de l'offre commerciale.</p> <p>2. Éclairage Allongement de la saison commerciale : un décor hivernal féerique encourage la fréquentation pendant les mois froids, période habituellement</p>	
--	--	---	---	--

			<p>moins achalandée.</p> <p>Attractivité accrue pour les touristes hivernaux :</p> <p>renforcement du positionnement du VM comme destination hivernale.</p> <p>Hausse des dépenses locales :</p> <p>plus de visiteurs dans les rues = plus d'achats, notamment en restauration, commerces spécialisés et expériences touristiques.</p> <p>Stimulation des activités événementielles hivernales :</p> <p>le cadre lumineux favorise la tenue d'événements saisonniers, générant des retombées pour les entreprises locales.</p>	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE	20e édition de la piétonnisation de la rue Sainte Catherine Est <i>15 mai au 12 octobre 2026</i>	<p>Piétonnisation entre les rues Saint-Hubert et Papineau ;</p> <p>aménagements urbains améliorés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • zones végétalisées; • mobilier urbain durable; • signalétique commerciale renouvelée; • exposition d'art public; • éclairage repensé pour renforcer le sentiment de sécurité. <p>Programmation culturelle et animation</p>	<p>Hausse significative de l'achalandage (résident·e·s, visiteurs locaux, touristes, communautés 2SLGBTQIA+).</p> <p>Augmentation des ventes : la piétonnisation permet une meilleure occupation commerciale et favorise les achats impulsifs et la consommation en terrasse.</p> <p>Création d'un milieu de vie attractif : ambiance festive et inclusive encourageant la fréquentation</p>	215 000 \$

		<ul style="list-style-type: none"> • programmation continue et spectacles déambulatoires; • 7 foires commerciales; • partenariats avec : Fierté Montréal, Montréal Complètement Cirque, Festival Fetish Weekend. <p>La piétonnisation est aussi soutenue par un programme municipal, mais un financement complémentaire de l'arrondissement est requis pour les aspects non couverts (horticulture, animation, propreté, communications).</p>	<p>prolongée.</p> <p>Organisation de foires commerciales : occasions directes de ventes supplémentaires pour les commerçants. Rayonnement accru du quartier : collaboration avec des festivals majeurs = retombées médiatiques, touristiques et culturelles.</p> <p>Opportunités d'affaires locales : installation de mobilier, d'arts publics, d'animations, générant des contrats pour des entreprises et artistes locaux.</p> <p>Renforcement de la résilience commerciale avant les travaux majeurs prévus ultérieurement : stabilisation économique stratégique.</p>	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE	<p>Illuminations hivernales et aménagements dans les lieux publics</p> <p><i>10 février au 31 décembre 2026</i></p>	<p>Illuminations hivernales</p> <ul style="list-style-type: none"> • transformation du centre-ville en parcours lumineux immersif; • illumination des places publiques, artères commerciales et parvis de monuments; • renforcement de l'attractivité commerciale et touristique en saison froide. 	<p>Renforcement de l'attractivité du centre-ville : parcours lumineux et espaces publics revalorisés attirent un plus grand nombre de visiteurs et travailleurs.</p> <p>Stimulation des dépenses en hiver : les illuminations encouragent la fréquentation des artères commerciales malgré le froid.</p> <p>Valorisation de l'image</p>	225 000 \$

		<p>Aménagement des lieux publics</p> <ul style="list-style-type: none"> • installation de mobilier urbain dans plusieurs sites stratégiques (Square Phillips, Square Dorchester, Square Victoria, Place du Canada, Place Jean-Paul Riopelle, etc.); • optimisation de l'expérience urbaine; • cohérence des aménagements estivaux et hivernaux pour maximiser les retombées économiques. 	<p>internationale de Montréal : contribution au positionnement du centre-ville comme destination hivernale.</p> <p>Amélioration de l'expérience urbaine : mobilier urbain confortable = prolongation du temps de présence et hausse des dépenses.</p> <p>Retombées pour les commerces de proximité : cafés, restaurants, commerces de détail, hôtels, activités culturelles.</p> <p>Effet multiplicateur sur le tourisme : intégration des places publiques à un parcours d'intérêt amplifie les retombées pour l'hébergement et l'offre événementielle.</p> <p>Pérennité des investissements : installations durables = optimisation des fonds et impact économique soutenu dans le temps.</p>
--	--	--	--

JUSTIFICATION

Depuis 2013, l'arrondissement de Ville-Marie a investi plus de 15 M\$ pour appuyer diverses initiatives à vocation économique, illustrant ainsi la singularité de son territoire, à la fois milieu de vie et centre-ville de calibre international.

Les projets présentés dans ce sommaire décisionnel, conçus pour renforcer la vitalité commerciale, s'inscrivent pleinement dans l'une des catégories du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027. Ils bénéficient par ailleurs d'un apport financier privé provenant des membres des SDC ou de partenaires privés, ce qui témoigne de leur mobilisation et de leur engagement envers le dynamisme économique du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à la pratique, le versement du soutien financier est précisé dans chacun des projets de convention joints à la présente. De plus, le détail du financement se retrouve dans le tableau des aspects financiers. Une contribution financière de 75 000 \$ provient du budget de fonctionnement de la Direction des travaux publics de Division des parcs et de l'horticulture, pour compléter la contribution financière octroyée à la SDC du Vieux-Montréal.

MONTRÉAL 2030

Les projets soumis dans le cadre de ce programme s'inscrivent dans les priorités de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Grâce au soutien financier de l'Arrondissement, les SDC sont en mesure de développer et de déployer des projets qui dynamisent concrètement la vitalité commerciale de leurs territoires. Cet appui joue un rôle déterminant : sans cette contribution, les SDC ne disposeraient que de ressources financières limitées, insuffisantes pour concevoir et réaliser des interventions structurantes à l'échelle de leurs districts. Le financement municipal agit ainsi comme un véritable catalyseur, permettant d'amplifier l'impact des initiatives locales, de renforcer l'attractivité des artères commerciales et de soutenir le développement économique de manière durable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une clause de visibilité est intégrée aux conventions, obligeant les organismes à reconnaître la contribution financière de la Ville dans toutes leurs communications liées au projet, à utiliser le logo conformément au protocole prévu et à inviter l'Arrondissement aux activités publiques associées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Pierre BLANCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ines LAMIN, Ville-Marie
Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie

Lecture :

Ines LAMIN, 30 janvier 2026

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karina SEREI
Commissaire au développement économique

Tél : 4388646223
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations
communauté

Tél : 514-868-3217
Télécop. :



1264273001 SDC Vieux-Montréal Convention, protocole et reddition.pdf



1264273001 SDC Village Convention, protocole et reddition.pdf



1264273001 SDC Montreal Centre-Ville Convention,protocole et reddtion.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par **Madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement**, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE**, personne morale régie par loi sur les cités et villes (RLRQ, C, C-19) et dont l'adresse principale est 600-388 RUE Saint-Jacques Montréal (Québec) H2Y1S1 Canada, agissant et représentée par **Monsieur Mario Lafrance, directeur général**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme agit comme pour contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du Vieux-Montréal, Quartier historique de Montréal mais également à la représentation des intérêts de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027* pour la réalisation de son plan d'action annuel pour des projets aménagements et d'embellissement du territoire pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027*,

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« Annexe 1 » :	désigne la description du Projet;
« Annexe 2 » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« Annexe 3 » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« Projet » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« Rapport annuel » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

« Reddition de comptes » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« Responsable » :	désigne Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie dûment autorisé;
« Unité administrative » :	désigne la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté de la Ville.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. **En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;**
- 4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les **autorisations et tous les permis requis** avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;
- 4.3 Respect des lois**
- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;
- 4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;
- 4.4 Promotion et publicité**
- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;
- 4.5 Aspects financiers**
- 4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :
 - transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Remise de documents et conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;
- 4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû déboursier pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;
- 4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **lui verser une contribution financière**

maximale de Trois cent cinquante mille dollars (350 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La contribution financière sera remise à l'Organisme en **deux (2)** versements :

5.2.1 un premier versement au montant de **Trois cent mille dollars (300 000 \$)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant **de Cinquante mille dollars (50 000 \$)** à la remise de la reddition de comptes finale, à la satisfaction du responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

- 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
 - 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
 - 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragrophes 6.3.1 à 6.3.3.
- 6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

- 7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;
- 7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8

ASSURANCES

- 8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une **protection minimale de 3 millions de dollars (3M \$)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée

additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

- 8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.
- 8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
- 9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10

DÉFAUT

- 10.1 Il y a défaut :
- 10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;
- 10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
- 10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
- 10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

- 10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11

DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 décembre 2026**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12

RÉSILIATION ET SUSPENSION

- 12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.
- 12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

- 12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.
- 12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.
- 12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.
- 12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 Avis et election de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Election de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait election de domicile au **600-388 RUE Saint-Jacques Montréal (Québec) H2Y1S1 Canada**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Secrétaire d'arrondissement. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait election de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Election de domicile de la Ville

La Ville fait election de domicile au **800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDICUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____^e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE**

Par : _____
Katerine Rowan
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____^e jour de _____ 20____

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL -
QUARTIER HISTORIQUE**

Par : _____
Mario Lafrance
Directeur Général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal lors de la séance du **10 e jour de Février 2026** comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel # **1264273001** (Résolution CA ***).

ANNEXE 1

PROJET

Les deux initiatives visées par la présente demande de subvention 2026 constituent les projets opérationnels annuels les plus structurants de la SDC Vieux-Montréal, soit les projets Embellissement et Éclairage. Déployés de façon complémentaire sur une période de 11 mois, de mai 2026 à mars 2027, ces projets visent à améliorer durablement l'expérience urbaine, à soutenir la vitalité commerciale et à renforcer le rayonnement du Vieux-Montréal à l'échelle de l'ensemble du territoire et en toute saison.

Embellissement - (Mai à octobre 2026)

Pour la saison estivale 2026, la SDC Vieux-Montréal poursuivra et bonifiera ses interventions d'embellissement du quartier historique.

Le projet prévoit l'aménagement et l'entretien de 220 bacs Versailles, soit 40 bacs supplémentaires par rapport à 2025, principalement concentrés dans le secteur de la place Jacques-Cartier et ses environs. À ces installations s'ajoutent 26 jardinières suspendues, implantées sur la rue Berri ainsi qu'à l'intersection des rues Saint-Paul Ouest et Marie-Morin.

Au total, plus de 4 900 plantes seront déployées sur le territoire, représentant une augmentation de plus de 20 % par rapport à l'année précédente.

Le projet inclut également :

- la création de cinq oasis urbaines à des emplacements stratégiques ;
- le réaménagement des terrains de pétanque professionnels situés sur la rue de la Commune, au sud du Marché Bonsecours.
- La réalisation repose sur des partenaires spécialisés pour la production végétale, l'installation, l'entretien, l'arrosage, la vigie quotidienne et les services-conseils, selon un modèle éprouvé assurant des standards élevés de qualité et de durabilité.

Éclairage - (Novembre 2026 à mars 2027)

Le projet Éclairage Vieux-Montréal 2026-2027 vise l'installation des illuminations hivernales sur les principales artères commerciales et places publiques du quartier historique.

Chaque hiver, des centaines de structures lumineuses sont déployées afin de mettre en valeur le patrimoine bâti et de créer une ambiance distinctive et chaleureuse, reconnue tant par les clientèles locales que touristiques.

Dans une perspective écologique et économique, la SDC privilégie la réutilisation pluriannuelle de ses structures lumineuses, tout en assurant une maintenance annuelle rigoureuse. L'acquisition ciblée de nouveaux éléments demeure nécessaire afin de remplacer les composantes désuètes ou endommagées.

Grâce à ce projet, près d'une trentaine de sites bénéficient d'un environnement hivernal bonifié, contribuant à la création de parcours d'animation statique et à l'attractivité du quartier entre novembre et mars. Ce déploiement agit également comme levier d'entraînement auprès des commerçants, favorisant un embellissement hivernal concerté.

Ces projets visent à renforcer l'attractivité du Vieux-Montréal à l'année, à soutenir la fréquentation et à dynamiser l'activité commerciale, en complémentarité avec les interventions de l'arrondissement de Ville-Marie.

Ils contribuent à :

- améliorer l'expérience de visite et la rétention des clientèles ;
- renforcer le sentiment de fierté et d'appartenance de la collectivité entrepreneuriale ;
- positionner le Vieux-Montréal comme une vitrine incontournable du rayonnement de la métropole.
- L'occupation positive des espaces publics par l'embellissement et l'éclairage constitue également un levier favorisant une meilleure cohabitation et contribuant, de façon complémentaire, aux enjeux de sécurité publique.

Rappel – Éléments à noter

- Assurer la conformité réglementaire pour l'ensemble des événements, incluant la validation préalable des règles encadrant l'occupation des terrains publics et privés.
- Veiller à une coordination étroite des calendriers, particulièrement en lien avec les parcours piétonniers et les événements majeurs (Flags, F1, UCI).
- Anticiper les ajustements nécessaires (déplacement de bacs ou de stations) et procéder à la validation de toute nouvelle station ou aménagement.
- Transmettre à l'arrondissement des indicateurs de performance, ainsi que des données, études et mesures plus probantes liées aux aménagements projetés.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

VILLE
MARIE



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À l'intention des organismes financés par Ville-Marie

TABLE DES MATIÈRES

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2. COMMUNICATIONS

- 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie
- 2.2 Relations médias et événements publics
- 2.3 Publicité et promotion
- 2.4 Bilan de visibilité

3. MODALITÉS

- 3.1 Normes graphiques et linguistiques
- 3.2 Approbations

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

- 1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.
- 1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.
- 1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.
- 1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.
- 1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à l'Arrondissement.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

- 2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).
- 2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :
 - S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
 - Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
 - S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
 - Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est

pas possible.

- 2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :



- 2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est l'unique bailleur de fonds : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »
- Lorsque l'Arrondissement est partenaire du projet, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec d'autres partenaires financiers : « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un collaborateur au projet, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres collaborateurs : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

- 2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins

strictement promotionnelles et non commerciales.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
 - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
 - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : **@Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal**
- Pour une publication sur Facebook : **@centrevillemontreal**
- Instagram : **@centrevillemontreal**
- Twitter : **@CentrevilleMTL**

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête (au moins dix jours ouvrables à l'avance) :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.
- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.
- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).
- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.
- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site

d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.

- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.
- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, au moins quinze jours ouvrables à l'avance; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

2.4 Bilan de visibilité

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et moins

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et plus

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
 - le nombre d'abonné-e-s;
 - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
 - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
 - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

3.1.2 Respecter le positionnement du logo, qui est généralement dans la partie inférieure des documents. Le logo doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

- Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du projet :
 - Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
 - La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.
- Hiérarchisation :
La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.

Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.

- Ordre de préséance

Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution



financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).

Cas 3 Arrondissement

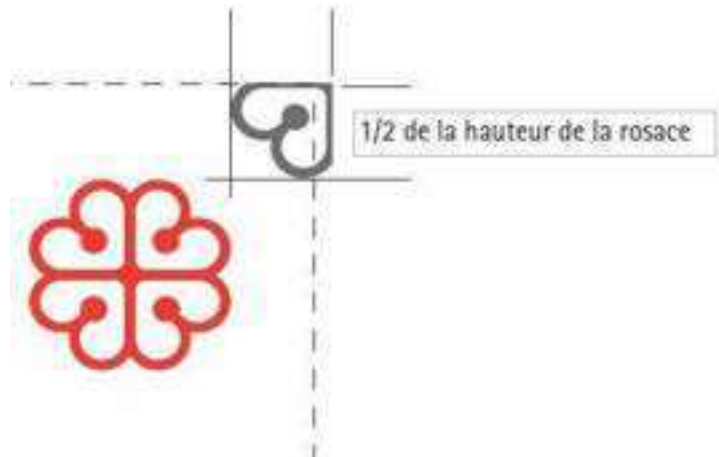
à gauche du logo de la Ville de Montréal

Cas 4 Plusieurs instances gouvernementales



Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



- 3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.
- 3.1.4 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».
- 3.1.5 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3.2 Approbations

- 3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, dans un délai raisonnable pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, au moins cinq jours ouvrables avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, au moins cinq jours ouvrables avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement.

- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet au moins quinze jours ouvrables à l'avance.

IMPORTANT

Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le *[titre du projet]* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.

ANNEXE 3
REDDITION DE COMPTES

VILLE MARIE

REDDITION DE COMPTES

AIDE-MÉMOIRE

AIDE-MÉMOIRE POUR LA REDDITION DE COMPTE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie

Général

- Résultats observés et retour sur les objectifs
- Retour sur les actions réalisées, cibles réelles et indicateurs (expliquer les écarts s'il y en a)
- Rapports et études
- Autoévaluation (bon coups/mauvais coups)
- Gestion d'appels à projet (si requis)

Bilan des communications

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et moins

- Courte description du projet (30-50 mots)
- Une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied
- Revue de presse couvrant le projet
- Photos du projet
- Revue de presse et analyse des retombées médias
- Toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participant(e)s

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et plus

- Courte description du projet (30-50 mots)
- Une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied
- Revue de presse couvrant le projet
- Photos du projet
- Revue de presse et analyse des retombées médias
- Toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participant(e)s
- Des statistiques pour chacune des médias utilisés

Bilan financier (format Excel)

- Notes et commentaires sur le bilan financier
- Revenus : sources financières (autonomes, subventions, prêts, commandites, autres) et échange de service (commerçant(e)s, *membership*, Ville de Montréal, autre direction de l'arrondissement, palier gouvernemental ou agence, partenaire, commanditaire, etc.)
- Dépenses : estimation, nature et, plus spécifiquement, celles liées aux dépenses admissibles telles que décrites par le Programme. Bien identifier les commandites (montant global si désiré) et les participations en services ou en échanges.
- Enfin, identifier les dépenses auxquelles l'aide financière de l'Arrondissement a été affectée et préciser les changements apportés entre le budget prévisionnel déposé et le budget réel.

Conclusions

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par **Madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement**, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE**, personne morale régie par loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 1211, rue Sainte-Catherine Est, Montréal (Québec) H2L 2H1, agissant et représentée par **Madame Gabrielle Rondy**, directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 835974874 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1210555656 TQ0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme pour contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du Village de Montréal, mais également à la représentation des intérêts de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027* pour la réalisation de son plan d'action annuel pour des projets aménagements et d'embellissement du territoire pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027*,

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« Annexe 1 » :	désigne la description du Projet;
« Annexe 2 » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« Annexe 3 » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« Projet » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« Rapport annuel » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

« Reddition de comptes » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« Responsable » :	désigne Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie dûment autorisé;
« Unité administrative » :	désigne la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté de la Ville.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. **En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;**
- 4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les **autorisations et tous les permis requis** avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;
- 4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :
 - transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Remise de documents et conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;
- 4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû déboursier pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;
- 4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **lui verser une contribution financière**

maximale de Deux cent quinze mille dollars (215 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La contribution financière sera remise à l'Organisme en **deux (2)** versements :

- 5.2.1 un premier versement au montant de **Cent soixante-quinze mille dollars (175 000 \$)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;
- 5.2.2 un deuxième versement au montant de **Quarante mille dollars (40 000 \$)** à la remise de la reddition de comptes finale, à la satisfaction du responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

- 6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :
 - 6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

- 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
 - 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
 - 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragrophes 6.3.1 à 6.3.3.
- 6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

- 7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;
- 7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8

ASSURANCES

- 8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une **protection minimale de 3 millions de dollars (3M \$)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée

additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

- 8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.
- 8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
- 9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10

DÉFAUT

- 10.1 Il y a défaut :
 - 10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;
 - 10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

- 10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11

DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 décembre 2026**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12

RÉSILIATION ET SUSPENSION

- 12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.
- 12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

- 12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.
- 12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.
- 12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.
- 12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile **au 1211 rue Sainte-Catherine Est, Montréal (Québec) H2L 2H1**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Secrétaire d'arrondissement. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile **au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDICUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____^e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE**

Par : _____
Katerine Rowan
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____^e jour de _____ 20____

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
COMMERCIAL DU VILLAGE**

Par : _____
Gabrielle Rondy
Directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal lors de la séance du **10 e jour de Février 2026** comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel # **1264273001** (Résolution CA ***).

ANNEXE 1

PROJET

L'été 2026 marquera la 20^e édition de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, dans le Village. À cette occasion, la SDC du Village souhaite transformer cette artère emblématique en un véritable milieu de vie urbain, dynamique, sécuritaire et inclusif.

Du 15 mai au 12 octobre 2026, la rue Sainte-Catherine Est, entre les rues Saint-Hubert et Papineau, sera fermée à la circulation automobile. Ce projet constitue aujourd'hui l'un des plus importants projets d'occupation temporaire du domaine public de l'arrondissement de Ville-Marie, tant par son ampleur, sa durée que par son achalandage, avec plus de 11 millions de passages observés lors des éditions récentes.

La SDC du Village bénéficie d'un soutien financier de la Ville de Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux projets de piétonnisation 2026-2027. Toutefois, ce programme ne couvre pas l'ensemble des besoins liés aux aménagements, à l'horticulture, à la propreté, aux communications et à l'animation. La SDC sollicite donc un financement complémentaire de l'arrondissement de Ville-Marie afin de bonifier significativement le projet, notamment en matière d'aménagements urbains et de programmation d'animation.

Cette édition revêt un caractère particulier, puisqu'il s'agit d'une édition anniversaire et de la dernière piétonnisation avant les travaux majeurs de réaménagement de la rue Sainte-Catherine. Le soutien financier demandé est déterminant pour dépasser la simple fermeture à la circulation et assurer une occupation positive, continue et structurante du domaine public.

Le projet repose sur deux axes majeurs :

Aménagement du territoire

- Création d'installations signature pour souligner les 20 ans de la piétonnisation ;
- Déploiement de mobilier urbain durable et réutilisable, incluant la réutilisation des bancs « trouples » ;
- Verdissement et zones végétalisées pour lutter contre les îlots de chaleur ;
- Signalétique commerciale, exposition d'art public et zones de rencontre entre art, culture et design urbain ;
- Éclairage repensé pour améliorer le sentiment de sécurité et l'ambiance nocturne.

Programmation culturelle et animation

- Programmation culturelle continue et inclusive, incluant performances artistiques et animations déambulatoires ;
- Organisation de sept foires commerciales mettant en valeur les membres de la SDC ;
- Présentation d'événements phares en partenariat avec des festivals reconnus, dont Fierté Montréal, Montréal Complètement Cirque et le Fetish Weekend.

Le projet vise à renforcer l'identité culturelle et commerciale du Village, à stimuler la vitalité économique locale, à favoriser la cohabitation harmonieuse et à améliorer la qualité de vie en milieu urbain. Il s'inscrit au cœur de la vision d'affaires de la SDC du Village, où la

piétonnisation constitue un levier structurant de relance commerciale, d'inclusion sociale et d'attractivité touristique.

Les données issues d'une étude de Raymond Chabot Grant Thornton et de multiples sondages menés auprès des commerçant·e·s, du public et des artistes confirment le fort taux de satisfaction, l'impact économique positif et la pertinence de maintenir et bonifier ce projet majeur.

Rappel – Éléments à prendre en compte

- Il est nécessaire de réaliser de nouvelles analyses et études portant sur la rue piétonne et son secteur. Des analyses plus précises, appuyées par des données mesurables, permettront de renforcer leur qualité et leur portée.
- Marquage au sol : il est rappelé que le marquage au sol n'est pas autorisé sur la rue.
- Les rampes d'accès universel répondent à un besoin récurrent. Il est donc recommandé de privilégier leur acquisition plutôt que leur location, et d'en augmenter le nombre afin d'améliorer l'accessibilité globale du site.
- Permis et échéanciers : le dépôt des demandes de permis dans les délais prescrits est essentiel afin de faciliter la tenue de certaines activités et d'éviter tout retard ou contrainte opérationnelle.
- Plan de sécurisation : la soumission d'un plan de sécurisation dûment finalisé est requise en vue de l'approbation finale du projet de rue piétonne.
- Points d'intérêt – SDC : la SDC prévoit le don de plantes, une initiative pertinente et positive qui mérite d'être soulignée.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

VILLE
MARIE



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À l'intention des organismes financés par Ville-Marie

TABLE DES MATIÈRES

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2. COMMUNICATIONS

- 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie
- 2.2 Relations médias et événements publics
- 2.3 Publicité et promotion
- 2.4 Bilan de visibilité

3. MODALITÉS

- 3.1 Normes graphiques et linguistiques
- 3.2 Approbations

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

- 1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.
- 1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.
- 1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.
- 1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.
- 1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à l'Arrondissement.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

- 2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).
- 2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :
 - S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
 - Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
 - S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
 - Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est

pas possible.

- 2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :



- 2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est l'unique bailleur de fonds : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »
- Lorsque l'Arrondissement est partenaire du projet, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec d'autres partenaires financiers : « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un collaborateur au projet, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres collaborateurs : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

- 2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins

strictement promotionnelles et non commerciales.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
 - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
 - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : **@Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal**
- Pour une publication sur Facebook : **@centrevillemontreal**
- Instagram : **@centrevillemontreal**
- Twitter : **@CentrevilleMTL**

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête (au moins dix jours ouvrables à l'avance) :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.
- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.
- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).
- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.
- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site

d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.

- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.
- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, au moins quinze jours ouvrables à l'avance; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

2.4 Bilan de visibilité

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et moins

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et plus

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
 - le nombre d'abonné-e-s;
 - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
 - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
 - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

3.1.2 Respecter le positionnement du logo, qui est généralement dans la partie inférieure des documents. Le logo doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

- Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du projet :
 - Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
 - La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.
- Hiérarchisation :
La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.

Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.

- Ordre de préséance

Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution



financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).

Cas 3 Arrondissement

à gauche du logo de la Ville de Montréal

Cas 4 Plusieurs instances gouvernementales

Cas 3 →

Ville-Marie
Montréal

Montréal

Cas 4 →

Canada

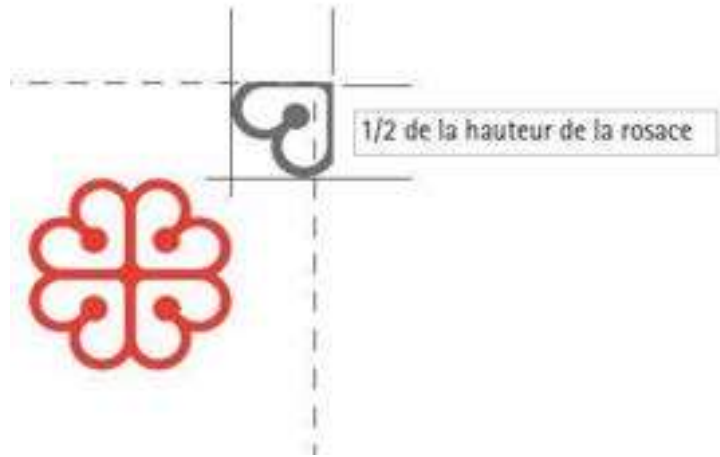
Ville-Marie
Montréal

Montréal

Québec

Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



- 3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.
- 3.1.4 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».
- 3.1.5 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3.2 Approbations

- 3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, dans un délai raisonnable pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, au moins cinq jours ouvrables avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, au moins cinq jours ouvrables avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement.

- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet au moins quinze jours ouvrables à l'avance.

IMPORTANT

Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le *[titre du projet]* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.

ANNEXE 3
REDDITION DE COMPTES

VILLE MARIE

REDDITION DE COMPTES

AIDE-MÉMOIRE

AIDE-MÉMOIRE POUR LA REDDITION DE COMPTE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie

Général

- Résultats observés et retour sur les objectifs
- Retour sur les actions réalisées, cibles réelles et indicateurs (expliquer les écarts s'il y en a)
- Rapports et études
- Autoévaluation (bon coups/mauvais coups)
- Gestion d'appels à projet (si requis)

Bilan des communications

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et moins

- Courte description du projet (30-50 mots)
- Une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied
- Revue de presse couvrant le projet
- Photos du projet
- Revue de presse et analyse des retombées médias
- Toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participant(e)s

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et plus

- Courte description du projet (30-50 mots)
- Une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied
- Revue de presse couvrant le projet
- Photos du projet
- Revue de presse et analyse des retombées médias
- Toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participant(e)s
- Des statistiques pour chacune des médias utilisés

Bilan financier (format Excel)

- Notes et commentaires sur le bilan financier
- Revenus : sources financières (autonomes, subventions, prêts, commandites, autres) et échange de service (commerçant(e)s, *membership*, Ville de Montréal, autre direction de l'arrondissement, palier gouvernemental ou agence, partenaire, commanditaire, etc.)
- Dépenses : estimation, nature et, plus spécifiquement, celles liées aux dépenses admissibles telles que décrites par le Programme. Bien identifier les commandites (montant global si désiré) et les participations en services ou en échanges.
- Enfin, identifier les dépenses auxquelles l'aide financière de l'Arrondissement a été affectée et préciser les changements apportés entre le budget prévisionnel déposé et le budget réel.

Conclusions

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par **Madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement**, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTREAL CENTRE-VILLE**, personne morale régie par loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 2000, rue Peel - bureau 580, Montréal, Québec, H3A 2W5, agissant et représentée par **Monsieur Franck Subra, directeur général par Intérim**, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 143253623
Numéro d'inscription TVQ : 1022969435

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme pour contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du Centre-Ville de Montréal, mais également à la représentation des intérêts de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027* pour la réalisation de son plan d'action annuel pour des projets aménagements et d'embellissement du territoire pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027*,

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« Annexe 1 » :	désigne la description du Projet;
« Annexe 2 » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« Annexe 3 » :	désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention;
« Projet » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« Rapport annuel » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

« Reddition de comptes » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« Responsable » :	désigne Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie dûment autorisé;
« Unité administrative » :	désigne la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté de la Ville.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. **En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;**
- 4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les **autorisations et tous les permis requis** avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;
- 4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :
 - transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Remise de documents et conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;
- 4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû déboursier pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;
- 4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **lui verser une contribution financière de**

Deux cent vingt-cinq mille dollars (225 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La contribution financière sera remise à l'Organisme en **deux (2)** versements :

5.2.1 un premier versement au montant de **Cent quatre-vingt-dix mille dollars (190 000 \$)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de **Trente-cinq mille dollars (35 000 \$)** à la remise de la reddition de comptes finale, à la satisfaction du responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

- 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
 - 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
 - 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragrophes 6.3.1 à 6.3.3.
- 6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

- 7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;
- 7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8

ASSURANCES

- 8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une **protection minimale de 3 millions de dollars (3M \$)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée

additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

- 8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.
- 8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- 9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.
- 9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10

DÉFAUT

- 10.1 Il y a défaut :
 - 10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;
 - 10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

- 10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11

DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 décembre 2026**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12

RÉSILIATION ET SUSPENSION

- 12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.
- 12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

- 12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.
- 12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.
- 12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.
- 12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 Avis et election de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile **au u 2000, rue Peel - bureau 580, Montréal, Québec, H3A 2W5**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Secrétaire d'arrondissement. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au **800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8**, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDICUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____^e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE**

Par : _____
Katerine Rowan
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____^e jour de _____ 20____

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
COMMERCIAL DU VILLAGE**

Par : _____
Franck Subra
Directeur général par Intérim

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal lors de la séance du **10 e jour de Février 2026** comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel # **1264273001** (Résolution CA ***).

ANNEXE 1

PROJET

Le projet vise à bonifier l'expérience des usagers du centre-ville en améliorant la qualité des espaces publics et leur convivialité. Les aménagements proposés permettent aux travailleurs de profiter de lieux agréables pour la pause repas ou la détente, aux résidents de s'approprier des espaces de qualité à proximité favorisant les interactions sociales, et aux visiteurs de découvrir des sites emblématiques du centre-ville dans une ambiance accueillante, sécurisée et animée. L'ajout de mobilier urbain adapté et l'installation de lumières d'ambiance contribuent à créer des espaces propres, fonctionnels et sécuritaires, au bénéfice de l'ensemble des usagers.

Les aménagements temporaires et permanents jouent également un rôle déterminant dans le renforcement du sentiment de sécurité et de l'ambiance urbaine. Des espaces publics bien conçus, inclusifs et animés favorisent une présence accrue de piétons, ce qui améliore la perception de sécurité.

Par ailleurs, les projets d'embellissement contribuent au rayonnement de Montréal à l'échelle nationale et internationale. Ils renforcent l'image de la métropole comme une ville créative, dynamique et accueillante. Les aménagements estivaux et hivernaux, largement diffusés sur les réseaux sociaux par les visiteurs, accroissent la visibilité du centre-ville et participent à la construction d'une destination attractive, distinctive et axée sur l'expérience citoyenne.

Le projet repose sur des constats et des données quantitatives démontrant son impact positif sur l'attractivité, la qualité de vie et le dynamisme économique du centre-ville. Les données des compteurs piétons révèlent une stabilité remarquable de l'achalandage tout au long de l'année, avec des écarts limités entre l'hiver et l'été, une situation peu commune dans un contexte climatique rigoureux. Les illuminations contribuent à maintenir cette fréquentation en transformant les espaces publics en lieux accueillants et festifs. Bien que la période la plus achalandée demeure de juin à septembre, ces résultats confirment la pertinence de poursuivre les investissements tant en saison estivale qu'hivernale.

Rappel – Éléments à prendre en compte

Le protocole de visibilité doit être rigoureusement respecté pour l'ensemble des installations et des éléments déployés dans le cadre du projet. Par ailleurs, **un plan d'implantation des bornes est requis pour tous les éléments positionnés** sur le domaine public. Ce plan devra préciser l'emplacement exact de chaque borne afin d'assurer la conformité aux exigences municipales et faciliter les validations nécessaires. Concernant les connexions électriques, toutes les demandes d'approbation doivent être adressées à la Ville centre. Aucune installation ne pourra être mise en service sans l'obtention préalable de ces autorisations.

Une réflexion doit être menée quant à une démarche liée aux plantes, notamment en ce qui concerne leur redistribution soit aux commerces ou aux résidents à la fin de la période d'utilisation. Cette démarche devra viser une gestion responsable et cohérente des végétaux, en concertation avec les parties prenantes.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

VILLE
MARIE



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

À l'intention des organismes financés par Ville-Marie

TABLE DES MATIÈRES

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2. COMMUNICATIONS

- 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie
- 2.2 Relations médias et événements publics
- 2.3 Publicité et promotion
- 2.4 Bilan de visibilité

3. MODALITÉS

- 3.1 Normes graphiques et linguistiques
- 3.2 Approbations

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

- 1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.
- 1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.
- 1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.
- 1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.
- 1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à l'Arrondissement.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

- 2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).
- 2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :
 - S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
 - Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
 - S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
 - Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est

pas possible.

- 2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :



- 2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est l'unique bailleur de fonds : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »
- Lorsque l'Arrondissement est partenaire du projet, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec d'autres partenaires financiers : « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un collaborateur au projet, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres collaborateurs : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

- 2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins

strictement promotionnelles et non commerciales.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
 - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
 - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : **@Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal**
- Pour une publication sur Facebook : **@centrevillemontreal**
- Instagram : **@centrevillemontreal**
- Twitter : **@CentrevilleMTL**

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête (au moins dix jours ouvrables à l'avance) :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.
- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.
- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).
- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.
- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site

d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.

- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.
- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, au moins quinze jours ouvrables à l'avance; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

2.4 Bilan de visibilité

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et moins

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et plus

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement au plus tard trente jours ouvrables après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
 - le nombre d'abonné-e-s;
 - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
 - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
 - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

3.1.2 Respecter le positionnement du logo, qui est généralement dans la partie inférieure des documents. Le logo doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

- Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du projet :
 - Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
 - La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.
- Hiérarchisation :
La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.

Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.

- Ordre de préséance

Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution



financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).

Cas 3 Arrondissement

à gauche du logo de la Ville de Montréal

Cas 4 Plusieurs instances gouvernementales

Cas 3 →

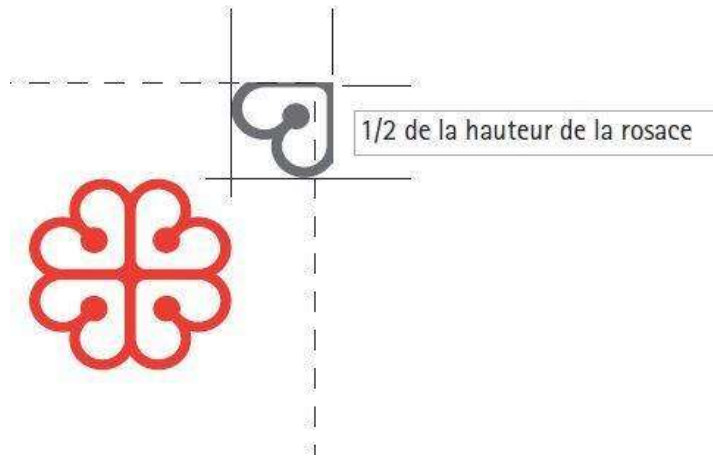


Cas 4 →



Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



- 3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.
- 3.1.4 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».
- 3.1.5 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3.2 Approbations

- 3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, dans un délai raisonnable pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, au moins cinq jours ouvrables avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, au moins cinq jours ouvrables avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement.

- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet au moins quinze jours ouvrables à l'avance.

IMPORTANT

Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le *[titre du projet]* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.

VILLE MARIE

REDDITION DE COMPTES

AIDE-MÉMOIRE

AIDE-MÉMOIRE POUR LA REDDITION DE COMPTE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie

Général

- Résultats observés et retour sur les objectifs
- Retour sur les actions réalisées, cibles réelles et indicateurs (expliquer les écarts s'il y en a)
- Rapports et études
- Autoévaluation (bon coups/mauvais coups)
- Gestion d'appels à projet (si requis)

Bilan des communications

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et moins

- Courte description du projet (30-50 mots)
- Une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied
- Revue de presse couvrant le projet
- Photos du projet
- Revue de presse et analyse des retombées médias
- Toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participant(e)s

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et plus

- Courte description du projet (30-50 mots)
- Une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied
- Revue de presse couvrant le projet
- Photos du projet
- Revue de presse et analyse des retombées médias
- Toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participant(e)s
- Des statistiques pour chacune des médias utilisés

Bilan financier (format Excel)

- Notes et commentaires sur le bilan financier
- Revenus : sources financières (autonomes, subventions, prêts, commandites, autres) et échange de service (commerçant(e)s, *membership*, Ville de Montréal, autre direction de l'arrondissement, palier gouvernemental ou agence, partenaire, commanditaire, etc.)
- Dépenses : estimation, nature et, plus spécifiquement, celles liées aux dépenses admissibles telles que décrites par le Programme. Bien identifier les commandites (montant global si désiré) et les participations en services ou en échanges.
- Enfin, identifier les dépenses auxquelles l'aide financière de l'Arrondissement a été affectée et préciser les changements apportés entre le budget prévisionnel déposé et le budget réel.

Conclusions

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté

Objet :

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2026, avec trois Sociétés de développement commercial (SDC) pour la réalisation de projets dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et accorder une contribution totale de 790 000 \$



declaration charte de la langue francaise - SDC Montreal Centre-ville.pdf



declaration charte de la langue francaise - SDC Village.pdf



declaration charte de la langue francaise - SDC Vieux-Montreal.pdf



Resolution CA -SDC Village.pdf



Resolution CA -SDC Montreal Centre-ville.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030 - SDC Vieux-MTL.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030 - SDC Village.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030 - SDC Montréal Centre-ville.pdf



1264273001 - Aspect financier SDC Centre-Ville (1).pdf



1264273001 - Aspect financier SDC Vieux-Montréal (1).pdf



1264273001 - Aspect financier SDC Village (1).pdf



DÉPÔT DE DEMANDE SDC MCV.pdf



FORMULAIRE DÉPÔT SDCVillage.pdf



FORMULAIRE_DEPOT_SDCVM.pdf



Resolution CA -SDC Vieux-Montreal.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karina SEREI
Commissaire au développement économique

Tél : 4388646223

Télécop. :

ANNEXE S

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- ☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec
- ☐ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 25 personnes au Québec
- ☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 25 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*
- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☐ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 25 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 25 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

- ☐ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;
- ☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;
- ☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;
- ☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant _____

Nom du représentant _____

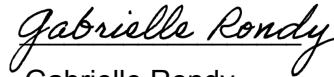
Date _____

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant autorisé de (*nom de l'entreprise*) SDC du Village (ci-après l'Entreprise) déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- ☐ (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec
- ☒ (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec
- ☐ (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois
- ☐ (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :
 - ☐ je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF dont copie est ci-jointe.
 - ☐ je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation. Copie d'une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF est ci-jointe.
 - ☐ je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation. Une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF est ci-jointe. Je déclare de plus que l'Entreprise a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'« analyse de la situation linguistique ».

Signature du représentant de l'Entreprise



Nom du représentant

Gabrielle Rondy

Date

20 janvier 2026

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant autorisé de (*nom de l'entreprise*) SDC Vieux-Montréal (ci-après l'Entreprise) déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- ☐ (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec
- ✓ (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec
- ☐ (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois
- ☐ (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :
 - ☐ je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF dont copie est ci-jointe.
 - ☐ je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation. Copie d'une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF est ci-jointe.
 - ☐ je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation. Une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF est ci-jointe. Je déclare de plus que l'Entreprise a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'« analyse de la situation linguistique ».

Signature du représentant de l'Entreprise



Nom du représentant

Mario Lafrance

Date

2026-01-15

village

**Extrait du procès-verbal de la réunion régulière du conseil d'administration
de la Société de développement commercial (SDC) du Village
tenue à Montréal 21 octobre 2025 en présence du quorum.**

Résolution n° CA-2025-10-21-04

Sur proposition de : Félix Prigent
Dûment appuyée par : Sébastien Bouillon

Considérant que les cotisations des membres de la SDC du Village ne sont pas suffisantes pour répondre aux attentes de ses membres ;

Considérant que la SDC veille à ce que la cotisation représente davantage un investissement rentable pour ses membres qu'un frein à leur développement économique ;

Considérant que l'arrondissement de Ville-Marie et la Ville de Montréal offrent des programmes de soutien spécialement dédiés aux sociétés de développement commercial afin d'assurer la vitalité économique des artères montréalaises ;

Considérant que Tourisme Montréal, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada offrent différents programmes de soutien financier pour lesquels les sociétés de développement commercial peuvent déposer des demandes ;

Considérant qu'une résolution écrite de délégation de pouvoirs est nécessaire afin de déposer toute demande de financement ;

IL EST RÉSOLU à l'unanimité de déléguer à Gabrielle Rondy, en sa capacité de directrice générale de la SDC du Village, le pouvoir de représenter la SDC du Village dans toutes transactions contractuelles concernant les demandes de subventions entre octobre 2025 et octobre 2026.

Certifiée conforme.


Le 21 octobre 2025



Gabrielle Rondy
Directrice générale
Secrétaire du CA



Francis Gaudreault
Président du CA


Nicolas WEGEL (Oct 21, 2025 12:24:57 EDT)

Nicolas Wegel
Vice-président du CA









Resolution_signee_CA_SDC_Village_2025-2026_DG


Final Audit Report

2025-10-21

Created:	2025-10-21
By:	Gabrielle Rondy (gr@villagemontreal.ca)
Status:	Signed
Transaction ID:	CBJCHBCAABAA0ux8I7cGgg33QWhTeZ5WLoBsDt1DXKXV

"Resolution_signee_CA_SDC_Village_2025-2026_DG" History

-  Document created by Gabrielle Rondy (gr@villagemontreal.ca)
2025-10-21 - 3:03:41 PM GMT
-  Document emailed to Gabrielle Rondy (gr@villagemontreal.ca) for signature
2025-10-21 - 3:03:45 PM GMT
-  Document emailed to Francis Gaudreault (francisextra@live.com) for signature
2025-10-21 - 3:03:45 PM GMT
-  Document emailed to nicolas.wegel@eac-construction.com for signature
2025-10-21 - 3:03:45 PM GMT
-  Email viewed by Gabrielle Rondy (gr@villagemontreal.ca)
2025-10-21 - 3:04:10 PM GMT
-  Document e-signed by Gabrielle Rondy (gr@villagemontreal.ca)
Signature Date: 2025-10-21 - 3:04:21 PM GMT - Time Source: server
-  Email viewed by nicolas.wegel@eac-construction.com
2025-10-21 - 4:24:10 PM GMT
-  Signer nicolas.wegel@eac-construction.com entered name at signing as Nicolas WEGEL
2025-10-21 - 4:24:55 PM GMT
-  Document e-signed by Nicolas WEGEL (nicolas.wegel@eac-construction.com)
Signature Date: 2025-10-21 - 4:24:57 PM GMT - Time Source: server
-  Email viewed by Francis Gaudreault (francisextra@live.com)
2025-10-21 - 4:35:24 PM GMT

 Document e-signed by Francis Gaudreault (francisextra@live.com)

Signature Date: 2025-10-21 - 4:35:39 PM GMT - Time Source: server

 Agreement completed.

2025-10-21 - 4:35:39 PM GMT



Montréal, le 10 novembre 2025
par visio-conférence

Résolution du Conseil d'administration 2025-012: Délégation d'autorité au directeur général par intérim

ATTENDU QUE Franck Subra est nommé directeur général par intérim de Montréal centre-ville en date du 14 novembre 2025 ;

IL A ÉTÉ RÉSOLU QUE le CA délègue au directeur général par intérim le pouvoir de signer les contrats, conventions, ententes et tout autre document nécessaire aux opérations courantes de Montréal centre-ville ainsi que tout engagement financier prévu au budget conformément à la politique contractuelle de l'organisation.

IL A ÉTÉ RÉSOLU QUE le CA désigne le directeur général par intérim comme signataire aux comptes bancaires de Montréal centre-ville.

Résolution adoptée par l'ensemble des membres du conseil d'administration de Montréal centre-ville le 10 novembre 2025.

Paul-André T. Goulet

Paul-André T. Goulet (Nov 11, 2025 15:26:00 EST)

Paul-André Goulet
Vice-président

Montréal, le 10 novembre 2025
par visio-conférence

Résolution du Conseil d'administration 2025-013: Délégation d'autorité dans le cadre d'ententes signées avec la Ville de Montréal et l'arrondissement Ville-Marie

ATTENDU QUE Franck Subra est nommé directeur général par intérim de Montréal centre-ville en date du 14 novembre 2025 ;

IL A ÉTÉ RÉSOLU QUE le CA autorise le directeur général par intérim, Monsieur Franck Subra, à représenter l'organisme pour la signature de toutes conventions à intervenir avec la Ville de Montréal et l'arrondissement Ville-Marie ainsi que pour tout autre engagement relatif à ces éventuelles demandes.

Résolution adoptée par l'ensemble des membres du conseil d'administration de Montréal centre-ville le 10 novembre 2025.

Paul-André T. Goulet

Paul-André Goulet
Vice-président

Montréal, le 10 novembre 2025
par visio-conférence

Résolution du Conseil d'administration 2025-014: Nomination de Sandra Ferreira à titre de secrétaire du CA

IL A ÉTÉ RÉSOLUT de nommer Sandra Ferreira, secrétaire du conseil d'administration de Montréal centre-ville.

Résolution adoptée par l'ensemble des membres du conseil d'administration de Montréal centre-ville le 10 novembre 2025.

Paul-André T. Goulet

Paul-André T. Goulet (Nov 11, 2025 15:26:00 EST)

Paul-André Goulet
Vice-président

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
lundi 10 novembre 2025 - 17h

Les administrateurs
présents

M. Simon Castonguay, Président
M. Luciano D'Iorio, Administrateur
M. Alain Dufresne, Administrateur
Mme Sonia Gagné, Administratrice
Mme Nathalie Gagnon, Administratrice

Assistent également :

M. Glenn Castanheira, Directeur général

Absents:

Mme Chantal Riopel, Administratrice
Mme Sandra Ferreira, Administratrice
M. Paul-André Goulet, Vice-Président
Mme Anne-Marie Laoun, Administratrice

1. Ouverture de la séance, adoption de l'ordre du jour et mot de la présidente.

La séance est ouverte à 17h00. M. Castonguay souhaite la bienvenue aux administratrices et administrateurs présents..

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Glenn Castanheira fait fonction de secrétaire.

2. Changement à la direction générale et plan de transition

Glenn Castanheira informe le CA qu'il quittera ses fonctions le 14 novembre afin d'entamer ses nouvelles fonctions à titre de directeur de cabinet de la mairesse de Montréal pour l'Arrondissement Ville-Marie dès le 17 novembre.

Il présente un plan de transition qui prévoit la nomination du directeur général adjoint, Franck Subra, à titre de directeur général par intérim ainsi qu'un organigramme qui prévoit la nomination de Rachel Van Velzen à titre de directrice de l'administration, l'abolition prochaine du poste de chargée de projet communications et la création d'un poste de chargé de projet aménagement.

Monsieur Simon Castonguay informe le CA qu'il rencontrera Monsieur Subra le 12 novembre afin de discuter des termes de son nouveau contrat de travail et affirme qu'un processus de recrutement sera déclenché le plus rapidement possible par le biais d'un chasseur de tête.

La nomination de Franck Subra à titre de directeur général par intérim effectif le 14 novembre 2025 est adoptée à l'unanimité. Il est convenu que le président du CA sera chargé de négocier les termes du contrat de travail avec monsieur Subra.

Résolution 2025-012: Délégation d'autorité au directeur général par intérim

ATTENDU QUE Franck Subra est nommé directeur général par intérim de Montréal centre-ville en date du 14 novembre 2025 ;

IL A ÉTÉ RÉSOLU QUE le CA délègue au directeur général par intérim le pouvoir de signer les contrats, conventions, ententes et tout autre document nécessaire aux opérations courantes de Montréal centre-ville ainsi que tout engagement financier prévu au budget conformément à la politique contractuelle de l'organisation.

IL A ÉTÉ RÉSOLU QUE le CA désigne le directeur général par intérim comme signataire aux comptes bancaires de Montréal centre-ville.

Résolution 2025-013: Délégation d'autorités dans le cadre d'ententes signées avec la Ville de Montréal et l'arrondissement Ville-Marie

ATTENDU QUE Franck Subra est nommé directeur général par intérim de Montréal centre-ville en date du 14 novembre 2025 ;

IL A ÉTÉ RÉSOLU QUE le CA autorise le directeur général par intérim, Monsieur Franck Subra, à représenter l'organisme pour la signature de toutes conventions à intervenir avec la Ville de Montréal et l'arrondissement Ville-Marie ainsi que pour tout autre engagement relatif à ces éventuelles demandes.

Résolution 2025-014: Nomination de Sandra Ferreira à titre de secrétaire du CA

IL A ÉTÉ RÉSOLU de nommer Sandra Ferreira, secrétaire du conseil d'administration de Montréal centre-ville.

Les résolutions 2025-012, 2025-013 et 2025-014 sont adoptées à l'unanimité.

8. Fin de la rencontre

La séance est levée à 17h25

Paul-André T. Goulet

Paul-André T. Goulet (Nov 11, 2025 15:26:00 EST)

Paul-André Goulet

Vice-président







MCV: PV et résolutions pour signature

Final Audit Report

2025-11-11

Created:	2025-11-11
By:	Glenn Castanheira (glenn@montrealcentreville.ca)
Status:	Signed
Transaction ID:	CBJCHBCAABAAsQm-iLLfdF7G2mMoscxPh7g4F7PXmvPY

"MCV: PV et résolutions pour signature" History

-  Document created by Glenn Castanheira (glenn@montrealcentreville.ca)
2025-11-11 - 5:18:33 PM GMT
-  Document emailed to Paul-André Goulet (pagoulet@groupegouletsports.com) for signature
2025-11-11 - 5:18:38 PM GMT
-  Email viewed by Paul-André Goulet (pagoulet@groupegouletsports.com)
2025-11-11 - 8:24:39 PM GMT
-  Signer Paul-André Goulet (pagoulet@groupegouletsports.com) entered name at signing as Paul-André T. Goulet
2025-11-11 - 8:25:58 PM GMT
-  Document e-signed by Paul-André T. Goulet (pagoulet@groupegouletsports.com)
Signature Date: 2025-11-11 - 8:26:00 PM GMT - Time Source: server
-  Agreement completed.
2025-11-11 - 8:26:00 PM GMT

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : # 1264273001

Unité administrative responsable : Arrondissement de Ville-Marie, direction de l'arrondissement, division des communications et des relations avec la communauté

Projet : Projets Aménagements et embellissement du territoire

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
<ul style="list-style-type: none">• Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.• Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			
Priorité 19 <ul style="list-style-type: none">• Offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité• Amélioration de l'aménagement urbain pour favoriser la cohabitation et le sentiment de sécurité.• Mise en place d'un éclairage spécifique pour renforcer le confort des usagers en soirée.• Mise en place d'une stratégie de verdissement pour contribuer à combattre les îlots de chaleur. Priorité 20 : <ul style="list-style-type: none">- Positionner le Vieux-Montréal comme un moteur de la relance touristique et du rayonnement de la métropole à l'international.- Accroître l'attractivité et le rayonnement de la métropole			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1264273001

Unité administrative responsable : Arrondissement de ville-Marie, direction de l'arrondissement, division des communications et des relations avec la communauté

Projet : 20^e Piétonisation de la SDC du Village

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
<ul style="list-style-type: none">• Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.• Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.• Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.• Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.• Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			
Priorité 4 <ul style="list-style-type: none">• Développer une économie plus verte et inclusive• Utilisation de mobilier récupéré et matériaux durables pour l'aménagement.• Engagement social en intégrant des travailleurs en réinsertion dans l'entretien du site.			
Priorité 14 <ul style="list-style-type: none">• Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises			

- Mise en place d'une stratégie d'animation commerciale ciblée
- Déploiement de foires commerciales thématiques en collaboration avec des commerces locaux.
- Incitation à la cocréation d'événements avec les commerçant·e·s.
- Programme de soutien aux commerces du Village
- Utilisation des nouvelles technologies pour dynamiser l'expérience piétonnière

Priorité 18

- Assurer la protection et le respect des droits humains
- Accessibilité universelle et inclusion dans l'espace public
- Valorisation et protection des communautés 2SLGBTQIA+
- Programmation artistique inclusive, mettant de l'avant des artistes et performeurs issus des communautés LGBTQ+ et racisées.
- Collaboration avec des organismes de défense des droits, comme la Fondation Émergence et Interligne, pour intégrer des initiatives de sensibilisation à la diversité et aux enjeux de discrimination.
- Renforcement de la sécurité et du bien-être des usagers o Présence accrue d'équipes de médiation sociale pour assurer une cohabitation harmonieuse entre résidents, commerçants et visiteurs.
- Éclairage urbain adapté et sécurisant, permettant d'améliorer la perception de la sécurité, en particulier pour les personnes vulnérables circulant seules en soirée.

Priorité 19

- Offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité
- Amélioration de l'aménagement urbain pour favoriser la cohabitation et le sentiment de sécurité.
- Mise en place d'un éclairage spécifique pour renforcer le confort des usagers en soirée.
- Mise en place d'une stratégie de verdissement pour contribuer à combattre les îlots de chaleur.

Priorité 20

- Accroître l'attractivité et le rayonnement de la métropole
- Mise en place d'une programmation culturelle unique pour attirer des visiteurs nationaux et internationaux.
- Positionnement du Village comme un espace incontournable pour les événements culturels et communautaires.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			X
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : **1264273001**

Unité administrative responsable : Arrondissement de ville-Marie, direction de l'arrondissement, division des communications et des relations avec la communauté

Projets : Verdissement, Illuminations du centre-ville et aménagement des lieux publics 2025 | **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTREAL CENTRE-VILLE**

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. Priorité 11 : Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique. Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Priorité 9

- Transformer le centre-ville en un milieu de vie plus agréable et inclusif pour les résidents et les visiteurs. En déployant des espaces accessibles offrant des lieux sécuritaires propices à la relaxation et à la socialisation
- Le projet d'aménagement des lieux publics contribue directement à la création d'espaces inclusifs et accessibles qui favorisent le lien social entre les résidents, les travailleurs et les visiteurs.

Priorité 11:

- Le projet vise à rendre les espaces publics du centre-ville faciles d'accès, accueillants et fonctionnel pour tous les citoyens, indépendamment de leur profil ou de leurs besoins.

Priorité 19

- Transformer le centre-ville en un milieu de vie plus agréable et inclusif pour les résidents et les visiteurs. Le projet améliore la qualité de vie en offrant des lieux sécuritaires
- Le projet d'illuminations contribue à créer des milieux de vie sécuritaires et agréables. En éclairant les espaces publics, les installations lumineuses améliorent la visibilité la nuit, réduisant ainsi les zones d'ombre et renforçant la sécurité des usagers.

Priorité 20:

- Le projet d'embellissement renforce significativement le rayonnement du centre-ville de Montréal, en lui offrant une forte visibilité sur les réseaux sociaux et en consolidant son image nationale et internationale. En dynamisant l'économie locale et l'attrait touristique, il contribue directement à positionner Montréal comme une destination de premier plan.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	X		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



N° de dossier : 1264273001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) : SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTRÉAL CENTRE-VILLE

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	Total
Montant			225 000,00 \$					225 000,00 \$

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 10

Date de début : 11 février 2026
jour (si connu) mois année

Date de fin : 31 décembre 2026
jour (si connu) mois année

Formulaire complété par : Karina Serei
Prénom, nom

Date et heure système : 29 janvier 2026 16:38:56



N° de dossier : 1264273001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) : SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL VIEUX-MONTRÉAL - QUARTIER HISTORIQUE

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

Financement : Budget de fonctionnement Développement économique (275 000\$) + Budget de fonctionnement TP (75 000\$)

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	Total
Montant			350 000,00 \$					350 000,00 \$

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 10

Date de début : 11 février 2026
jour (si connu) mois année

Date de fin : 31 décembre 2026
jour (si connu) mois année

Formulaire complété par : Karina Serei
Prénom, nom

Date et heure système : 29 janvier 2026 16:41:26



N° de dossier : 1264273001

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) : SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2025	2026	2027	2028	2029	Années ultérieures	Total
Montant			215 000,00 \$					215 000,00 \$

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 10

Date de début : 11 février 2026
jour (si connu) mois année

Date de fin : 31 décembre 2026
jour (si connu) mois année

Formulaire complété par : Karina Serei
Prénom, nom

Date et heure système : 29 janvier 2026 16:40:37



2022-2024

Programme de soutien financier au développement économique et commercial

FORMULAIRE - DÉPÔT DE DEMANDE

VOLET 2 | DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER À LA VITALITÉ COMMERCIALE

SECTION I | INFORMATIONS GÉNÉRALES

Veillez compléter la colonne de droite des tableaux.

Coordonnées principales de l'organisme	
Nom de L'OBNL	Société de développement commercial Montréal centre-ville
Adresse	1176, rue Sherbrooke O, H3A 1H6
Téléphone	(514) 398-9438
Courriel	franck@montrealcentreville.ca
Site internet	www.montrealcentreville.ca

Coordonnées du représentant autorisé, par résolution du CA, à déposer la présente demande	
Nom et prénom	Franck Subra
Fonction pour l'organisation	Directeur Général par intérim
Téléphone	(514) 398-9438
Courriel	franck@montrealcentreville.ca

Informations sur le projet	
Nom du projet	Embellissement du centre-ville <ul style="list-style-type: none">• Illuminations• Aménagement des lieux publics
Dans quel sous-volet s'inscrit le projet ?	Mise en valeur du territoire
Lieu	District commercial du centre-ville
Date ou période de la tenue du projet	1er janvier au 31 décembre 2026
Coût net estimé du projet (excluant les commandites et échanges de services)	825 000 \$ <ul style="list-style-type: none">• Illuminations : 725 000\$• Aménagement : 100 000\$
Montant du soutien financier demandé	225 000 \$ <ul style="list-style-type: none">• Illuminations : 150 000\$

	<ul style="list-style-type: none"> • Aménagement : 75 000\$
Proportion de la contribution	27 %

SECTION II | CRITÈRES D'ÉVALUATION

Tous les éléments-clés du projet doivent être présentés à même ce formulaire via les différentes questions. Vous pouvez y intégrer directement des images, croquis, tableaux pour illustrer votre présentation. Des annexes permettant de compléter la vue d'ensemble du projet peuvent être jointes à la demande, mais ne seront pas formellement évaluées.

1. PORTRAIT DE L'ORGANISME | 10 POINTS

- a. Présentez votre organisme, ses membres, sa mission, sa structure organisationnelle et son territoire d'intervention | **5 points**

Montréal centre-ville est la société de développement commercial (SDC) du centre-ville de Montréal, un organisme à but non lucratif qui regroupe près de 5 000 entreprises membres situées entre l'avenue Atwater et la rue Saint-Urbain et entre la rue Sherbrooke et la rue Saint-Antoine. Elle est la plus grande organisation du genre au Canada.

Notre mission : Montréal centre-ville a pour mission de contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du centre-ville de Montréal.

Notre vision : Être un partenaire influent pour le développement du centre-ville de Montréal, un quartier d'affaires et de vie de classe mondiale, au caractère authentique, animé et créatif.

Nos valeurs :

- **Proactivité:** demeurer à l'avant-garde des tendances mondiales, des besoins et des attentes pour une offre de service novatrice.
- **Collaboration:** œuvrer de concert et à proximité de nos membres et de nos partenaires. Être un facilitateur de partenariats stratégiques.
- **Influence:** être recherché pour notre connaissance exemplaire des enjeux du centre-ville, être à l'écoute et se positionner en tant que partenaire de confiance pour les acteurs clés de la métropole.
- **Ouverture :** partager la vision, l'information et les retombées des projets phares de Montréal Centre-ville.

La structure organisationnelle :

Directeur général par intérim : Franck Subra

Directrice de l'administration : Rachel Van Velzen

Gestionnaire des communications et marketing : Alicia Orłowski

Gestionnaire relation membres et intelligence d'affaires : Selma Emna Jmii

Responsable de la cohésion dans l'espace public : Sundeep Patel

Responsable de l'aménagement du territoire : Poste à combler
Coordonnatrice comptabilité et administration : Marie-Claude Desrosiers
Chef d'équipe de la brigade de propreté : Gino Chiasson

- b. Illustrez de façon claire la composition commerciale de votre secteur et son potentiel de développement | **5 points**

Territoire d'intervention



(Cf. Annexe 1_Territoire SDC Montréal centre-ville)

La structure commerciale du territoire de Montréal centre-ville est la plus importante du Québec. Il s'agit de la plus grande densité d'entreprises sur l'agglomération, tant en nombre de commerces au kilomètre carré qu'en superficie offerte par habitant. L'emblématique Sainte-Catherine est le foyer des grands magasins, d'enseignes internationales et de commerces indépendants.

Les données collectées par Montréal centre-ville dans le cadre du recensement des entreprises situées au sous-terrain, au premier étage et au rez-de-chaussée démontrent la diversité commerciale du centre-ville qui comptabilise à ce jour :

- **860 établissements de restauration**
- **55 établissements d'hébergement**
- **34 établissements d'enseignement**
- **70 établissements d'art, culture et loisirs**
- **71 stationnements**
- **20 centres commerciaux ou galeries marchandes**
- **650 boutiques de commerce au détail et commodités**

2. PRÉSENTATION ET PERTINENCE DU PROJET | 70 POINTS

a. Décrire de façon claire et structurer votre projet | 10 points

Le projet d'embellissement du centre-ville 2026 regroupe deux initiatives structurantes portées par Montréal centre-ville : le projet d'illuminations hivernales et le projet d'aménagement des lieux publics. Ensemble, ces interventions forment une stratégie cohérente visant à améliorer durablement l'expérience urbaine, la vitalité économique et l'attractivité du centre-ville.

Le projet d'illuminations est une initiative phare de la SDC Montréal centre-ville qui consiste en l'installation d'un décor lumineux hivernal qui transforme les rues, places publiques et monuments emblématiques du centre-ville de Montréal en un parcours féérique et accueillant durant la saison froide. Ce projet a pour objectif de créer une atmosphère chaleureuse et festive, invitant les résidents, travailleurs et visiteurs à profiter des charmes de la ville malgré l'hiver rigoureux.

En illuminant les principales artères commerciales, les espaces publics et les parvis de monuments historiques, le projet vise à renforcer l'attractivité du centre-ville, à dynamiser l'activité économique locale et à offrir une expérience visuelle mémorable. Ce décor lumineux contribue également au rayonnement international de Montréal en tant que destination hivernale unique.

Le projet d'aménagement des lieux publics porté par la SDC Montréal centre-ville propose l'installation de mobilier urbain dans plusieurs places publiques stratégiques. L'objectif principal est de transformer ces lieux en espaces accueillants et multifonctionnels favorisant la détente, les interactions et les activités, tout en créant des opportunités pour les commerces locaux de tirer parti d'une plus grande fréquentation.

En 2026, la SDC souhaite consolider les investissements majeurs réalisés depuis 2022, assurer la pérennité des installations existantes et renforcer la cohérence visuelle entre les projets estivaux et hivernaux. Cette approche intégrée permet de maximiser les retombées économiques, sociales et touristiques du centre-ville, tout en optimisant l'utilisation du domaine public.

Les lieux ciblés incluent notamment : Square Phillips, Square Dorchester, Square Victoria, Place du Canada, Place Jean-Paul Riopelle, ainsi que les principales artères commerciales et parvis de monuments déjà intégrés au parcours d'illuminations.

[Vidéo estivale 2025](#)

[Vidéo hivernale 2025](#)

b. Présentez les objectifs visés de votre projet, le lien avec votre vision d'affaire et positionnement, son caractère innovant | 10 points

Stimuler le développement économique local

Les projets d'embellissement contribuent directement à dynamiser l'économie du centre-ville en augmentant l'achalandage dans les zones commerciales environnantes. En transformant des espaces stratégiques en lieux accueillants et multifonctionnels, le projet encourage :

- Une fréquentation accrue des commerces locaux par les travailleurs, résidents et touristes.

- Une augmentation de la durée moyenne des visites, créant des opportunités pour les cafés, restaurants et boutiques avoisinantes.
- Des interactions sociales et professionnelles qui favorisent la consommation de proximité, notamment sur l'heure du midi et en soirée.

Créer des espaces publics inclusifs et animés

Les projets visent à transformer les lieux publics en espaces de vie multifonctionnels et inclusifs répondant aux besoins variés des usagers :

- Travailleurs : profiter d'un endroit agréable pour une pause repas ou un moment de détente.
- Résidents : s'approprier des espaces de qualité à proximité, favorisant la détente et les interactions sociales.
- Visiteurs : découvrir des lieux emblématiques du centre-ville dans une ambiance accueillante, sécurisée et animée.

L'ajout de mobilier adapté et l'installation de lumières d'ambiance permettent de créer une expérience positive pour tous, en assurant des espaces propres, sécuritaires et bien aménagés.

Améliorer le sentiment de sécurité et l'ambiance urbaine

Les aménagements jouent un rôle clé dans le sentiment de sécurité des usagers du centre-ville. Les espaces publics aménagés sont des espaces inclusifs et leur dynamisme favorise l'augmentation du sentiment de sécurité. De plus, l'augmentation de l'éclairage en hiver a un impact considérable sur le sentiment de sécurité.

Faire rayonner la métropole

Les projets d'embellissement visent à renforcer l'image de Montréal en tant que destination urbaine de calibre mondial. Les aménagements estivaux et hivernaux contribuent à la promotion de la ville sur les scènes nationale et internationale. Ces initiatives, souvent partagées sur les réseaux sociaux par les visiteurs, contribuent à consolider la réputation de Montréal comme une métropole créative et dynamique.

Encourager la fréquentation touristique en période hivernale

Les illuminations constituent une attraction gratuite et accessible qui attire des touristes locaux, nationaux et internationaux. En renforçant la notoriété de Montréal comme destination hivernale unique, le projet contribue à l'augmentation des nuitées dans les hôtels, de la fréquentation des restaurants et des activités culturelles au centre-ville. La création d'un parcours en 2024 a permis d'attirer de nombreux visiteurs à faire cette activité au centre-ville.

c. Sur quels constats, analyses et données s'appuient votre projet ? | 10 points

Le projet d'embellissement du centre-ville repose sur des constats solides, des analyses approfondies et des données quantitatives démontrant son impact positif sur l'attractivité, la qualité de vie et le développement économique du centre-ville.

Maintien de l'achalandage au centre-ville

Les données des compteurs piétons indiquent une constance remarquable de l'achalandage au centre-ville, avec une faible différence entre les mois d'hiver et les mois estivaux. Cette performance, peu commune dans les climats hivernaux rigoureux, est attribuée en partie aux efforts pour rendre le centre-ville plus attrayant en hiver. Les illuminations jouent un rôle clé en transformant les espaces publics en lieux accueillants et festifs, encourageant ainsi les promenades, les découvertes et les activités sociales malgré les conditions climatiques. Toutefois, la période la plus achalandée reste de juin à septembre, il est donc important d'investir également durant cette période.

(Cf. Annexe 2_Achalandage annuel du centre-ville 2025)

Satisfaction élevée des usagers

Deux sondages ont été réalisés en 2025 auprès des usagers de la rue Sainte-Catherine pour évaluer la satisfaction par rapport à nos projets.

Les résultats démontrent une adhésion très marquée au projet d'illuminations : 91 % des répondants indiquent apprécier les illuminations, dont 57 % se disent fortement satisfaits. L'ambiance ressort comme l'élément le plus apprécié de la visite au centre-ville, confirmant le rôle central des illuminations dans l'enrichissement de l'expérience urbaine. Ces données mettent en évidence l'impact positif du projet sur la perception du centre-ville, en contribuant à une atmosphère attractive, conviviale et distinctive, particulièrement appréciée par les usagers.

Selon le sondage estival, la quasi-totalité des personnes sondées, soit 95%, apprécient les aménagements dans les squares (notes 4 et 5 sur 5). De plus, 87% des répondants s'accordent à dire que les aménagements estivaux enrichissent leur expérience au centre-ville. Les visiteurs étaient d'ailleurs invités à citer des facteurs qui contribueraient à améliorer leur expérience. 20% des

(Cf. Annexe 3_Sondage estival du centre-ville 2025)

(Cf. Annexe 4_Sondage hivernal du centre-ville 2025)

- a. **Présentez de façon détaillée, la stratégie de communication utilisée pour faire rayonner le projet, les publics ciblés, ainsi que le plan de visibilité offert à l'arrondissement | 10 points**

En 2026, la SDC Montréal centre-ville souhaite faire évoluer sa stratégie de communication en misant sur la création et le déploiement d'une identité commune forte pour l'ensemble de ses projets d'embellissement. Cette identité vise à renforcer la lisibilité, la reconnaissance et la cohérence des interventions dans l'espace public, tout en maximisant leur portée auprès des usagers, des visiteurs et des commerçants.

Cette stratégie se traduira notamment par la mise en place d'affichages dédiés sur des bornes informatives situées à proximité des sites aménagés et des parcours d'illuminations, permettant d'expliquer les projets, leur portée et leurs bénéfices pour le milieu. Une attention particulière sera portée à la cohérence visuelle entre les différents aménagements afin de créer une expérience urbaine unifiée et distinctive.

La SDC mettra également sur la production de contenus de meilleure qualité, photos et vidéos professionnelles, afin de valoriser les projets d'embellissement et de se démarquer de l'offre de contenus générés spontanément par les créateurs indépendants. Ces contenus serviront autant à la promotion externe qu'à la documentation et à la pérennité des projets.

Par ailleurs, des initiatives de communication ciblées seront déployées auprès des membres de la SDC, incluant des infolettres, des présentations et des outils d'information dédiés, afin de favoriser l'appropriation des projets, de renforcer le sentiment d'appartenance et de soutenir les retombées économiques locales.

Le soutien de l'arrondissement de Ville-Marie sera mis en valeur dans l'ensemble des outils et actions de communication liés au projet.

Plan de visibilité

- Mention du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie **dans les infolettres B2B** (membres et partenaires corporatifs).
- Mention du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie **dans les infolettres B2C**.
- Mention du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie **dans les publications sur les réseaux sociaux : Instagram, LinkedIn et Facebook**.
- Mention du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie **sur le site web de la SDC**.
 - dans l'espace dédié aux membres
 - dans un article grand public
- L'affichage sur les bornes informatives aura la mention du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie.

- b. Présentez quels sont les résultats attendus avec la réalisation du projet, les impacts sur le milieu et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les retombées de ce projet | **20 points**

La réalisation des projets d'embellissement en 2026 vise à générer des résultats concrets qui contribueront directement à l'attractivité, à la qualité de vie et au développement économique du centre-ville de Montréal. Ces aménagements permettront de revitaliser les espaces urbains en les transformant en lieux accueillants, fonctionnels et inclusifs, adaptés aux besoins variés des résidents, travailleurs et visiteurs.

Augmentation de l'achalandage dans les espaces publics

Le projet vise à attirer un nombre croissant de résidents, travailleurs et visiteurs dans les espaces aménagés du centre-ville. Grâce à l'ajout de mobilier urbain adapté et à l'illumination, ces lieux deviendront des destinations incontournables pour se détendre, socialiser et profiter des attraits environnants. L'augmentation de l'achalandage, notamment durant les périodes clés, aura un effet direct sur la vitalité du centre-ville.

Renforcement du sentiment de sécurité

Les installations lumineuses jouent un rôle clé dans l'amélioration du sentiment de sécurité dans les espaces publics. En illuminant les rues et les places, elles augmentent la visibilité pendant la nuit, ce qui réduit les zones d'ombre et rend les usagers plus à l'aise lorsqu'ils se déplacent dans le centre-ville. Ce climat de sécurité renforcée encourage la fréquentation des espaces publics, favorise les interactions sociales et encourage les activités nocturnes, en particulier pour les familles, les étudiants et les travailleurs.

Dynamisation de l'économie locale

En augmentant l'achalandage et en prolongeant le temps passé dans les espaces publics, le projet soutiendra directement l'économie locale. Les commerces environnants, comme les restaurants, cafés et boutiques, bénéficieront de cette affluence accrue. Avec l'ampleur du projet d'illuminations, ce n'est pas simplement un projet d'embellissement du centre-ville, c'est une véritable destination touristique hivernale. Le centre-ville devient un endroit incontournable qui attire les Montréalais, les touristes nationaux et internationaux. Cette activité gratuite enrichit l'offre touristique de la ville en hiver. Les installations lumineuses suscitent l'intérêt des visiteurs, qui viennent spécifiquement pour vivre cette expérience magique. Ce phénomène contribue également à dynamiser l'activité économique locale en attirant un public diversifié dans le centre-ville, même pendant les mois les plus froids.

Amélioration du taux de satisfaction des usagers

Le projet a pour ambition d'offrir une expérience optimale aux usagers des lieux publics. En combinant des aménagements fonctionnels, un entretien rigoureux et une ambiance chaleureuse, les espaces publics deviendront des endroits prisés pour tous les segments de la population. Les installations lumineuses transforment l'expérience des visiteurs en créant une atmosphère unique et mémorable. Les illuminations renforcent l'ambiance festive du centre-ville, rendant l'exploration des rues plus agréable et immersive, même pendant les nuits froides et longues de l'hiver. Cette expérience visuelle contribue à une perception positive de la ville et à un sentiment de bien-être pour les résidents et les touristes.

Faire rayonner Montréal en tant que destination hivernale

Les illuminations participent activement à la construction de l'image de Montréal en tant que destination hivernale unique. Grâce à la création de contenu organique et spontané par les visiteurs, notamment via des photographies et vidéos partagées sur les réseaux sociaux, le projet génère une visibilité importante pour la ville. Chaque photo prise dans les installations lumineuses devient un ambassadeur de la beauté de la métropole en hiver, contribuant à faire rayonner Montréal à l'échelle locale et internationale.

Indicateurs de performance

Les indicateurs de performance sont essentiels pour évaluer l'impact et la réussite du projet. Ces mesures permettent de suivre les progrès du projet, d'identifier les pistes d'amélioration et de justifier les investissements en montrant les retombées tangibles sur l'attractivité, l'économie locale et l'expérience des usagers. Voici les principaux indicateurs utilisés pour mesurer les résultats attendus :

- **Taux d'achalandage** : La fréquentation du centre-ville, mesurée par les compteurs piétons, est l'un des indicateurs clés pour évaluer l'efficacité du projet. Un suivi de l'achalandage avant, pendant et après l'installation des projets permet d'identifier une hausse du nombre de visiteurs et une prolongation de leur durée de séjour dans le centre-ville. Une augmentation de l'achalandage et une tendance à prolonger les visites indiquent que l'embellissement joue un rôle déterminant dans l'attractivité de l'espace public.
 - **Retombées économiques** : L'activité économique locale est directement mesurée par les retombées économiques générées par l'accroissement de la fréquentation du centre-ville. Des sondages menés auprès des commerçants permettent d'évaluer l'impact positif des projets sur leur chiffre d'affaires.
 - **Taux de satisfaction des visiteurs** : Un sondage de satisfaction réalisé auprès des visiteurs permet de mesurer leur niveau d'appréciation des projets, de l'ambiance créée, et de la qualité de l'expérience globale. Un taux élevé de satisfaction est un indicateur clé du succès du projet.
 - **Nombre de publications et engagement sur les réseaux sociaux** : Les indicateurs liés à la création de contenu comprennent le nombre de photos, vidéos et publications partagées sur les réseaux sociaux par les visiteurs. Les hashtags associés au projet, ainsi que l'engagement (likes, partages, commentaires) sont suivis pour évaluer la visibilité du projet. Une forte augmentation du contenu organique généré par les usagers contribue à faire rayonner Montréal à l'échelle locale et internationale.
 - **Durée moyenne des visites** : Cet indicateur reflète l'attrait et la fonctionnalité des espaces. L'augmentation de la durée moyenne des visites lorsque les projets sont en place est un véritable indicateur de succès.
- c. Dans quelle(s) priorité(s) stratégique de Montréal 2030, le projet s'inscrit-il ? Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien avec les priorités Montréal 2030 pour ce projet | **10 points**

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

Le projet d'aménagement des lieux publics contribue directement à la création d'espaces inclusifs et accessibles qui favorisent le lien social entre les résidents, les travailleurs et les visiteurs. En transformant des lieux stratégiques en espaces conviviaux, le projet offre des environnements propices à la rencontre, à l'interaction sociale et à la détente. L'ajout de mobilier urbain confortable, de zones ombragées et de lumières d'ambiance garantit que ces espaces répondent aux besoins d'une population diversifiée, incluant les familles, les travailleurs et les aînés. De plus, la présence d'une brigade des parcs assure un entretien régulier et une gestion harmonieuse des lieux, renforçant leur accessibilité et leur pérennité pour l'ensemble de la communauté.

Priorité 11: Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique.

Le projet vise à rendre les espaces publics du centre-ville faciles d'accès, accueillants et fonctionnels pour tous les citoyens, indépendamment de leur profil ou de leurs besoins. En améliorant l'aménagement des places publiques, le projet contribue à une expérience utilisateur fluide où chaque usager peut trouver un espace pour se détendre, se rencontrer ou travailler à l'extérieur. Les

bornes d'information acquises en 2024 permettent aux usagers de s'orienter facilement et d'obtenir des informations utiles sur les attraits locaux et sur l'histoire des lieux. Cela participe également à la réduction de la fracture numérique en rendant l'information accessible à tous, dans un format inclusif.

Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Le projet d'illuminations hivernales contribue à créer des milieux de vie sécuritaires et agréables pour les résidents du centre-ville de Montréal. En éclairant les espaces publics, les installations lumineuses améliorent la visibilité la nuit, réduisant ainsi les zones d'ombre et renforçant la sécurité des usagers. Ce projet permet également d'offrir un cadre de vie agréable même pendant la saison hivernale, en transformant le centre-ville en un lieu festif et accueillant. La brigade des parcs, responsable de l'entretien quotidien et de la surveillance des aménagements, assurera que les espaces restent propres, bien entretenus et sécurisés. Ces interventions répondent aux besoins des citoyens pour des milieux de vie sûrs et accueillants, où chacun peut profiter de moments de détente en toute tranquillité. En offrant des lieux fonctionnels et bien conçus, le projet améliore la qualité de vie urbaine tout en répondant aux attentes de la population montréalaise.

Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Le projet d'embellissement joue un rôle clé dans le rayonnement du centre-ville de Montréal comme destination incontournable, en attirant une fréquentation accrue de résidents, de travailleurs et de touristes. En créant une expérience unique, les aménagements incitent les visiteurs à découvrir les commerces, restaurants et attractions locales, stimulant ainsi l'activité économique du centre-ville. Ce rayonnement contribue également à l'image de Montréal comme une métropole créative et résiliente. En outre, le projet génère une visibilité importante grâce au partage de contenu sur les réseaux sociaux, renforçant ainsi l'image de la ville à l'échelle nationale et internationale. En soutenant à la fois l'économie locale et la réputation de la ville, l'embellissement participe activement à l'essor de Montréal en tant que destination hivernale incontournable.

3. GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ | 20 POINTS

a. Démontrez que votre organisme bénéficie de l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet ou présenter le mandataire externe à qui est déléguée cette expertise | 10 points

La SDC Montréal centre-ville dispose de l'expertise et des ressources nécessaires pour mener à bien le projet d'embellissement grâce à son expérience et à son rôle central dans l'animation et la dynamisation du centre-ville. Forte d'une équipe dévouée et expérimentée, la SDC a déjà mis en œuvre des projets de grande envergure, dont les précédentes éditions des illuminations hivernales et des aménagements dans les lieux publics, avec des résultats positifs largement reconnus. L'organisation a fait preuve de sa capacité à coordonner des initiatives complexes sur le domaine public, allant de la gestion des installations à la collaboration avec divers partenaires publics et privés, en passant par la mobilisation de ressources financières et logistiques.

Grâce à sa proximité avec les entreprises membres du centre-ville et aux collaborations avec les partenaires institutionnels, la SDC Montréal centre-ville possède une connaissance approfondie des

dynamiques économiques, sociales et environnementales du territoire. Cette expertise a été renforcée par des analyses rigoureuses comme les études d'achalandage, les sondages annuels et la collaboration avec Stantec pour identifier les zones prioritaires d'intervention dans le cadre d'une étude stratégique sur les opportunités d'aménagement.

La SDC a également su développer un réseau solide de partenaires spécialisés et d'expérience pour concevoir des projets de haute qualité. Ces collaborations permettent de garantir que le projet repose sur des bases solides, en matière de conception artistique, de gestion de projet et de mise en œuvre technique.

b. Présentez l'échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation de votre projet | 5 points

**Échéancier de projet
Embellissement 2026
Montréal centre-ville**

Date	Actions à réaliser	Responsable
JANVIER 2026	Dépôt d'une demande de soutien financier à l'arrondissement de Ville-Marie (Volet 2)	Montréal centre-ville
FÉVRIER 2026	Conseil d'arrondissement - Présentation du projet d'embellissement de la SDC Montréal centre-ville	Arrondissement de Ville-Marie
	Appel d'offres pour l'acquisition de structures lumineuses	Montréal centre-ville
MARS 2026	Désinstallation des illuminations 2025-2026	Fournisseur externe
	Achat de mobilier pour la place du Canada	Montréal centre-ville
AVRIL - MAI 2026	Préparation du cahier des charges	Montréal centre-ville
	Déploiement du mobilier dans les espaces publics	Montréal centre-ville
JUIN - OCTOBRE 2026	Entretien continu des aménagements	Montréal centre-ville
	Rencontres de suivi avec l'arrondissement de Ville-Marie au sujet des enjeux électriques	Arrondissement Ville-Marie
	Demande de permis pour les illuminations	Montréal centre-ville
OCTOBRE - DÉCEMBRE 2026	Installation des illuminations 2026-2027	Fournisseur externe
DÉCEMBRE 2026	Vigie et entretien des installations	Fournisseur externe

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé | **5 points**

**Budget prévisionnel
Illuminations 2026
Montréal centre-ville**

Catégorie	Coûts estimés 2026
REVENUS	
Montréal centre-ville	575 000.00 \$
Arrondissement de Ville-Marie	150 000.00 \$
TOTAL REVENUS	725 000.00 \$
DÉPENSES	
Acquisition de structures 2026 Achat Installation Démontage Entreposage et entretien Transport	225 000.00 \$
Structures acquises de 2021 à 2024 Installation Démontage Entreposage et entretien Transport	413 605.10 \$
Structures acquises en 2025 Installation Démontage Entreposage et entretien Transport	50 000.00 \$
Réparations et entretien Réparations des décors existants Inspections Contingence	36 394.90 \$
DÉPENSES TOTALES	725 000,00 \$

(Cf. Annexe 5_Budget Illuminations 2026)

**Budget prévisionnel
Aménagement des lieux publics 2026
Montréal centre-ville**

Catégorie	Coûts estimés 2026
REVENUS	
Montréal centre-ville	25 000.00 \$
Arrondissement de Ville-Marie	75 000.00 \$
TOTAL REVENUS	100 000.00 \$
DÉPENSES	
Mobilier urbain Tables Chaises Parasols Pieds de parasols Montage Livraison Entreposage	22 020.00 \$
Aménagement transitoire Place du Canada Mobilier Installation et démontage Livraison	59 820.00 \$
Bornes informatives Installation et démontage Entretien Pavoisement	15 660.00 \$
Contingence	2 500.00 \$
DÉPENSES TOTALES	100 000.00 \$

(Cf. Annexe 6_Budget Aménagement 2026)

(Cf. Annexe 7_Photos projets embellissement)

Franck Subra
Franck Subra
Directeur général par intérim

VILLE MARIE

FORMULAIRE — SDC

*Pour déposer une demande de soutien
financier à la vitalité commerciale et aux
projets socioéconomiques*

SECTION I | INFORMATIONS GÉNÉRALES

COORDONNÉES PRINCIPALES DE L'ORGANISME	
Nom de la SDC	Société de développement commercial du Village
Adresse	1211 Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, H2L 2H1
Téléphone	514-529-1168
Courriel	info@villagemontreal.ca
Site internet	www.villagemontreal.ca
COORDONNÉES DE LA REPRÉSENTANTE OU DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ(E), PAR RÉSOLUTION DU CA, À DÉPOSER LA PRÉSENTE DEMANDE	
Nom et prénom	Rondy, Gabrielle
Fonction pour l'organisation	Directrice générale
Téléphone	514-529-1168
Courriel	gr@villagemontreal.ca
INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom du projet	20 ^e piétonnisation du Village
Dans quel sous-volet s'inscrit le projet?	<input checked="" type="checkbox"/> Mise en valeur du territoire <input type="checkbox"/> Rayonnement <input checked="" type="checkbox"/> Événements ou activités d'animations <input type="checkbox"/> Intelligence d'affaires <input type="checkbox"/> Projet socioéconomique
Lieu	Le Village, rue Sainte-Catherine Est
Date ou période de la tenue du projet	Du 15 mai au 12 octobre 2026
Coût net estimé du projet (excluant les commandites et échanges de services)	730 000 \$
Montant du soutien financier demandé	215 000 \$

SECTION II | CRITÈRES D'ÉVALUATION

Tous les éléments clés du projet doivent être présentés à même ce formulaire via les différentes questions. Vous pouvez y intégrer directement des images, croquis, tableaux pour illustrer votre présentation. Des annexes permettant de compléter la vue d'ensemble du projet peuvent être jointes à la demande, mais ne seront pas formellement évaluées.

PRÉSENTATION DU PROJET (75 POINTS)

a. Décrivez de façon claire et structurée votre projet. | **10 points**

Décrivez de façon claire et structurée votre projet en incluant les principales activités prévues et les bénéficiaires ciblés.

L'été 2026 va marquer la 20^e piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, dans le Village. Pour l'occasion, la Société de développement commercial (SDC) du Village souhaite transformer cette artère en un véritable espace de vie urbaine dynamique, sécuritaire et inclusif.

La 20^e piétonnisation du Village constitue aujourd'hui l'un des plus importants projets d'occupation temporaire du domaine public de l'arrondissement de Ville-Marie, tant par son ampleur, sa durée que par son achalandage.

Ainsi, du 15 mai au 12 octobre 2026, la rue Sainte-Catherine Est, entre les rues Saint-Hubert et Papineau sera fermée à la circulation automobile, au bénéfice des commerçant·e·s, mais aussi des résident·e·s, des visiteur·euse·s et des communautés 2SLGBTQIA+ d'ici et d'ailleurs.

Il est à noter que pour réaliser le projet de piétonnisation 2026, notamment au niveau des aménagements et de la programmation en animation, la SDC du Village reçoit des fonds dans le cadre du programme de Soutien aux projets de piétonnisation 2026-2027 de la Ville de Montréal.

Toutefois, puisque le programme ne permet pas de soutenir toutes les activités relatives à la piétonnisation (comme : aménagement, horticulture, propreté, communications et animation), la SDC du Village souhaite obtenir du financement complémentaire de la part de l'arrondissement de Ville-Marie pour bonifier la proposition en aménagement et en animation.

Grâce à ces fonds supplémentaires, la SDC du Village pourra notamment bonifier la proposition d'aménagements urbains et assurer la tenue de plusieurs foires commerciales pour ses membres, ce qui serait impossible, sans la contribution financière de l'arrondissement de Ville-Marie.

Puisqu'il s'agit d'une édition anniversaire de la piétonnisation, et qui plus est, ce sera la dernière avant les travaux majeurs de réaménagement de la rue Sainte-Catherine, il est primordial pour la SDC du Village d'obtenir ces fonds supplémentaires pour permettre la réalisation du projet de piétonnisation.

La contribution financière demandée à l'arrondissement de Ville-Marie est déterminante pour transformer la piétonnisation en un véritable milieu de vie animé, sécuritaire et inclusif, au-delà de la simple fermeture à la circulation automobile.

Sans l'appui financier de l'arrondissement, la SDC serait contrainte de réduire significativement les aménagements structurants et l'animation continue, limitant ainsi l'occupation positive du domaine public.

Ce projet de piétonnisation vise à renforcer l'identité culturelle et commerciale du quartier tout en optimisant son attractivité pour les commerçant·e·s, les résident·e·s et les visiteur·euse·s.

Le projet se décline en deux axes majeurs :

1. Aménagement du territoire

- Création de nouvelles installations signature pour célébrer les 20 ans de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est ;
- Installation de mobiliers urbains réutilisables et durables en collaboration avec des partenaires locaux spécialisés ;
- Réutilisation des «troules», les bancs de la SDC du Village conçus grâce à un don du Parc Olympique ;
- Déploiement de zones végétalisées pour combattre les îlots de chaleur ;
- Création d'un projet de signalétique pour mettre en valeur les commerces du Village et les activités liées à la piétonnisation ;
- Déploiement d'une exposition d'art public sur la rue ;
- Création de zones où l'art, la culture et le design urbain se rencontrent ;
- Mise en place d'un éclairage repensé pour améliorer le sentiment de sécurité et magnifier le cadre nocturne.



2. Programmation culturelle et animation du secteur

- Programmation culturelle étoffée durant toute la piétonnisation, combinant performances artistiques et spectacles de rue déambulatoires ;
- Organisation de sept foires commerciales favorisant la mise en valeur des membres de la SDC du Village ;
- Présentation d'événements phares en partenariat avec des festivals reconnus tels que Fierté Montréal, Montréal Complètement Cirque et le Festival Fetish Weekend.



b. Présentez les objectifs visés de votre projet, le lien avec votre vision d'affaire et positionnement ainsi que son caractère innovant. | **10 points**

Le projet repose sur une série d'objectifs stratégiques visant à renforcer la vitalité économique, sociale et environnementale du Village.

Volet aménagement :

- **Maximiser l'utilisation des fonds publics** : En réutilisant des éléments de mobilier existants, le projet visait à optimiser l'utilisation des ressources financières, évitant ainsi des dépenses supplémentaires tout en encourageant une approche durable.
- **Promouvoir une démarche écoresponsable** : La création de bancs écoresponsables, grâce à un don du Stade Olympique, souligne l'engagement de la SDC du Village envers le développement durable, tout en réduisant l'empreinte écologique du projet.
- **Améliorer le confort et l'accessibilité** : L'ajout de plus de 300 places assises permettra d'offrir un espace de repos et de rencontre aux piéton·ne·s, améliorant ainsi l'accueil des visiteur·euse·s et des résident·e·s dans le Village, tout en encourageant une plus grande fréquentation.
- **Soutenir l'insertion sociale** : L'implication d'hommes en réinsertion sociale de la Maison du Père dans l'entretien horticole va créer une opportunité pour ces individus de se réintégrer dans la société, tout en renforçant leur sentiment d'appartenance et en contribuant positivement à l'embellissement du quartier.
- **Créer des espaces diversifiés et accueillants** : En créant différentes zones dans le Village, l'objectif sera de proposer une variété d'ambiances et de fonctions (repos, socialisation, contemplation) afin de répondre aux besoins de différents types de visiteur·euse·s, et d'encourager des interactions plus riches.
- **Améliorer l'esthétique et l'attrait du quartier** : Le déploiement d'une proposition forte en horticulture participera à l'embellissement de l'espace public, renforçant l'attrait visuel du Village et le transformant en un lieu agréable et invitant.
- **Renforcer l'identité et la cohésion du Village** : Ce projet d'aménagement visera à créer des espaces qui reflèteront l'esprit d'inclusivité et de diversité du quartier, tout en favorisant un sentiment de communauté à travers des aménagements pensés pour tous.
- **Encourager la mixité sociale et l'inclusion** : Proposer des activités et des aménagements accessibles à toutes les générations et à tous les groupes sociaux, en accord avec les valeurs d'inclusion et de diversité.
- **Réduire l'empreinte écologique** : Réutiliser du mobilier urbain, privilégier des matériaux écoresponsables et favoriser la mobilité active.
- **Renforcer l'animation urbaine** : Offrir une programmation culturelle ambitieuse et variée pour capter l'intérêt de publics diversifiés.
- **Améliorer le sentiment de sécurité** : Grâce à un éclairage stratégique et une occupation positive de l'espace public, assurer une cohabitation harmonieuse entre toutes les populations fréquentant le Village.
- **Fidéliser la clientèle et attirer un nouveau public** : En développant des initiatives novatrices qui offrent une expérience unique et distinctive aux visiteur·euse·s.

- **Valoriser la participation citoyenne** : Intégrer les commerçant·e·s, les résident·e·s et les artistes locaux dans la conception et la mise en œuvre du projet.
- **Faire rayonner le Village à l'international** : Positionner ce quartier comme une destination incontournable pour le tourisme culturel et événementiel.

Volet animation :

- **Dynamiser l'économie locale** : Encourager l'achalandage dans les commerces du Village en créant des événements réguliers et des foires commerciales, stimulant ainsi les ventes et renforçant la vitalité économique du quartier.
- **Renforcer l'attractivité du Village** : Positionner le Village comme une destination culturelle et touristique incontournable durant l'été grâce à une programmation variée et inclusive.
- **Favoriser la cohabitation harmonieuse** : Créer un environnement festif et inclusif, en favorisant des rencontres et échanges entre différentes communautés locales et les visiteur·euse·s, dans un contexte de détente et de convivialité.
- **Soutenir l'art et la culture locale** : Offrir une plateforme aux artistes locaux et aux festivals, contribuant à l'effervescence culturelle de Montréal tout en mettant en valeur le talent et la diversité du quartier.
- **Augmenter la fréquentation piétonne** : Utiliser la programmation déambulatoire pour animer les rues du Village, attirer les passant·e·s et promouvoir un cadre propice à la promenade et à l'exploration du quartier.
- **Renforcer l'identité du Village** : Promouvoir les valeurs de diversité et d'inclusion propres au Village tout en créant un sentiment d'appartenance chez ses résident·e·s et ses commerçant·e·s.

Ces objectifs s'inscrivent dans une vision globale de relance commerciale du Village, de développement urbain durable et d'amélioration de la qualité de vie en milieu urbain.

La piétonnisation s'inscrit au cœur de la vision d'affaires de la SDC du Village comme principal levier de vitalité commerciale, de fidélisation de la clientèle et de résilience économique du quartier.

Le caractère innovant du projet réside dans sa capacité à conjuguer aménagement transitoire, animation culturelle et gestion proactive de la cohabitation sociale dans un secteur à forte pression urbaine.

Le projet dépasse une logique événementielle pour agir comme un outil structurant d'inclusion, d'accessibilité universelle et de cohabitation harmonieuse sur le domaine public.

c. Sur quels constats, analyses et données s'appuient votre projet ? | **10 points**

Décrivez les constats et analyses détaillés, en vous appuyant sur des données récentes et des preuves concrètes qui justifient l'adéquation du projet avec les besoins du milieu.

En décembre 2023, la SDC du Village a reçu les résultats d'une **étude** sur le **potentiel de développement économique** du Village, réalisée par **Raymond Chabot Grant Thornton** (RCGT). Les analystes de RCGT ont partagé plusieurs constats.

Une analyse **FFOM** (forces, faiblesses, opportunités et menaces) a notamment été réalisée dans le cadre de cette étude.

L'équipe de RCGT a identifié comme **force** du Village :

- La **piétonnisation saisonnière**

L'équipe de RCGT a identifié comme **opportunité** du Village :

- La mise en place de plus de **mobilier urbain** décoratif

L'équipe de RCGT a également identifié comme opportunité du Village :

- L'intérêt des consommateurs pour les **activités** ou **événements culturels**.

L'étude notait également que l'amélioration de l'expérience vécue par les consommateur·rice·s passera par l'attractivité du quartier.

Les analystes de RCGT ont présenté des mesures potentielles pour améliorer l'expérience vécue par la clientèle du quartier du Village dont :

- L'ajout d'événements de rues et d'animations tout au long de la saison de piétonnisation ;
- La mise en place de nouvelles activités culturelles dans le quartier ;
- L'organisation de spectacles ou d'animations en extérieur à différents endroits dans le quartier afin de le faire découvrir aux visiteur·euse·s ;
- L'organisation de marchés temporaires.

Selon plusieurs sondages réalisés durant les derniers mois par la SDC auprès de ses membres et de la population, l'aménagement est toujours apprécié par les répondant·e·s.

En 2025, après la 19^e piétonnisation, la SDC du Village a sondé ses membres, ainsi que le public, quant à différents aspects du projet, tant pour l'aménagement que pour l'animation. De plus, la SDC avait transmis un sondage à l'ensemble des artistes qui ont pris part aux différentes activités d'animation afin d'avoir leur rétroaction.

VOLET AMÉNAGEMENT

Voici quelques constats des membres de la SDC du Village :

- 82 % des répondants de la SDC ont indiqué être satisfaits ou très satisfaits des aménagements déployés dans le cadre de la piétonnisation ;

- 76 % des répondants de la SDC ont indiqué être satisfaits ou très satisfaits de l'ajout des troupes ;
- 82 % des répondants de la SDC ont indiqué être satisfaits ou très satisfaits des projets de verdissements déployés durant la piétonnisation ;
- 83 % des répondants de la SDC ont indiqué être satisfaits ou très satisfaits de la propreté en général dans le Village ;
- 88 % des répondants de la SDC ont indiqué être très satisfaits de la poursuite du projet de la brigade de propreté Les Allié·e·s du Village mis en place par la SDC du Village en 2024 ;
- 71% des répondants de la SDC ont indiqué être satisfaits ou très satisfaits du retour du ruban arc-en-ciel sur la rue Sainte-Catherine Est ;
- 88 % des répondants de la SDC ont indiqué vouloir une 20e édition de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est pour l'été 2026.

VOLET ANIMATION

Voici quelques constats des membres de la SDC du Village :

- 76 % des répondants de la SDC ont indiqué être très satisfaits ou satisfaits de la programmation événementielle, contre 6 % peu satisfaits ou pas du tout satisfaits (12 % ne sait pas) ;
- 83 % des répondants de la SDC ont indiqué être très satisfaits ou satisfaits de l'organisation générale des animations, contre 6 % peu satisfaits ou pas du tout satisfaits (12 % ne sait pas) ;
- 53 % des répondants de la SDC ont indiqué que les activités proposées avaient permis de rejoindre tous les âges et tous les publics (41 % ne sait pas).

Voici quelques constats des artistes de la programmation :

- 68 % des artistes ont indiqué que la participation aux activités de la SDC avait contribué positivement à la promotion de leur art ;
- 89 % des artistes pensent que l'événement valorise une diversité d'artistes et de pratiques artistiques ;
- 100 % des artistes ont indiqué vouloir recommander à d'autres artistes de participer aux activités de la SDC du Village ;
- 85 % des artistes ont indiqué que les installations (scène, emplacements des performances, coordination lors des déambulateurs) et les équipements fournis (micros, système de son, chariot, etc.) étaient adaptés à leurs besoins artistiques et techniques ;
- 96 % des artistes ont indiqué être très satisfaits ou satisfaits de l'accueil et de l'accompagnement sur place (coordination, disponibilité de l'équipe de la SDC et soutien reçus sur place lors de l'événement) ;
- 82 % des artistes ont indiqué que leur performance s'était déroulée sans aucun problème ou avec quelques ajustements mineurs.

Compte-tenu de ces données, la SDC souhaite donc miser à nouveau sur une bonification du mobilier urbain et une diversification de la programmation culturelle pour rejoindre une plus grande variété de clientèles tout au long de la saison estivale.

La nécessité du projet de piétonnisation repose sur plusieurs constats :

- **Succès des éditions précédentes** : En 2025, la piétonnisation a enregistré plus de **11 millions de passages** et généré d'importantes retombées économiques pour les commerces locaux ;
- **Besoin d'aménagements durables** : La rue Sainte-Catherine Est est un axe névralgique du Village qui souffre d'un manque d'espaces verts et de zones de repos ;
- **Attentes des commerçants et des résident·e·s** : La consultation menée en 2025 a démontré un fort soutien pour le maintien et l'amélioration du projet.

Les données recueillies démontrent que la piétonnisation du Village est devenue une infrastructure urbaine temporaire majeure, nécessitant un niveau d'investissement cohérent avec son usage intensif et ses responsabilités municipales.

Avec plus de 11 millions de passages enregistrés, la rue Sainte-Catherine Est piétonnisée constitue l'un des espaces publics les plus fréquentés de Ville-Marie durant l'été.

Ces constats confirment la pertinence de maintenir et bonifier l'investissement de l'arrondissement afin de préserver la qualité de l'expérience citoyenne et commerciale.

d. Présentez de façon détaillée la stratégie de communication utilisée pour faire rayonner le projet, les publics ciblés ainsi que le plan de visibilité offert à l'arrondissement. | **10 points**

Présentez la stratégie de communication, incluant les objectifs spécifiques, les moyens et canaux de communication choisis, l'audience ciblée ainsi que les indicateurs de succès clés de cette stratégie de communication.

Avec ce projet, la SDC du Village souhaite rejoindre plusieurs publics cibles :

1. Sa communauté de membres ;
2. Les résident·e·s du Village ;
3. Les touristes et client·e·s du Village ;
4. Les communautés 2SLGBTQ+ ;
5. Les familles ;
6. Les médias.

1 : Sa communauté de membres

Stratégie : Plusieurs infolettres informatives seront envoyées aux membres de la SDC pour les informer sur la piétonnisation estivale du Village.

Stratégie : Le projet sera mentionné dans le rapport d'activités 2026 de la SDC du Village.

Stratégie : Des outils promotionnels seront partagés à nos membres par courriel afin de les inciter à partager la programmation, entière ou ponctuelle, à leurs clientèles sur leurs réseaux sociaux.

Stratégie : Des publications seront mises en ligne dans le groupe Facebook privé des membres de la SDC pour les informer du projet.

Stratégie : Un sondage sera envoyé à nos membres à la fin du projet d'aménagement pour recueillir leurs commentaires.

Stratégie : Un calendrier de publications pour nos réseaux sociaux sera mis en place afin de faire rayonner le projet d'aménagement au maximum.

Stratégie : Des affiches imprimées seront affichées dans les vitrines des membres de la SDC.

2 : Les résident·e·s du Village

Stratégie : Plusieurs infolettres informatives seront envoyées à l'association citoyenne pour les informer sur la proposition en aménagement de la piétonnisation et sur la programmation estivale.

Stratégie : Le projet sera mentionné dans une infolettre papier distribuée aux résident·e·s du Village pour les informer de toute la programmation estivale du secteur ainsi que de la proposition en aménagement.

Stratégie : Un article de blog sera mis en ligne sur le site de la SDC pour informer les résident·e·s.

Stratégie : Un article dans le magazine Fugues, consulté par les résident·e·s du Village, fera la promotion du projet de piétonnisation.

Stratégie : Un calendrier de publications pour nos réseaux sociaux sera mis en place afin de faire rayonner le projet au maximum.

Stratégie : Des affiches imprimées seront affichées dans les vitrines des membres de la SDC.

3 : Les touristes et client·e·s du Village

Stratégie : Un article de blog sera mis en ligne sur le site de la SDC pour informer les résident·e·s.

Stratégie : Plusieurs articles seront publiés dans le magazine Fugues, consulté par les résident·e·s du Village, pour faire la promotion du projet.

Stratégie : Un calendrier de publications pour nos réseaux sociaux sera mis en place afin de faire rayonner le projet au maximum.

Stratégie : Des affiches imprimées seront affichées dans les vitrines des membres de la SDC pour informer les visiteur·euse·s sur la proposition en aménagement.

Stratégie : Des panneaux d'exposition seront installés dans le Village pour afficher l'ensemble de la programmation estivale et de la proposition en aménagement.

Stratégie : La SDC du Village collaborera avec Tourisme Montréal pour la rédaction d'un article promotionnel sur les activités qui se dérouleront dans le Village durant la 20e piétonnisation.

4 : Les communautés 2SLGBTQ+

Stratégie : La SDC du Village partagera la programmation estivale sur des groupes Facebook qui rejoignent les différentes communautés 2SLGBTQ+.

Stratégie : Un courriel, avec des outils promotionnels, sera envoyé aux partenaires de la SDC qui rejoignent les différentes communautés 2SLGBTQ+.

Stratégie : La SDC du Village collaborera avec Tourisme Montréal pour la rédaction d'un article promotionnel sur les activités qui se dérouleront dans le Village durant la 20e piétonnisation.

Stratégie : Une stratégie de communication conjointe sera développée avec les Rendez-vous drag, dans le cadre du festival, pour mettre en valeur les animations du Village.

Stratégie : Une stratégie de communication conjointe sera développée avec certains festivals qui rejoignent les communautés 2SLGBTQ+, comme Fierté Montréal et Montréal Fetish Weekend, pour mettre en valeur ces événements auprès de leurs clientèles.

5 : Les familles

Stratégie : Un article de blog sera mis en ligne sur le site de la SDC pour informer les familles.

Stratégie : Un article dans le magazine Fugues, consulté par les familles du Village, fera la promotion du projet.

Stratégie : Un calendrier de publications pour nos réseaux sociaux sera mis en place afin de faire rayonner le projet au maximum.

Stratégie : Des affiches imprimées seront affichées dans les vitrines des membres de la SDC.

Stratégie : Des panneaux d'exposition seront installés dans le Village pour afficher l'ensemble de la programmation estivale et de la proposition en aménagement.

Stratégie : La SDC du Village collaborera avec Tourisme Montréal pour la rédaction d'un article promotionnel sur les aménagements et les activités qui se dérouleront dans le Village durant la 20e piétonnisation.

Stratégie : La SDC communiquera avec des organismes du quartier qui rejoignent les familles du Centre-Sud pour les informer des aménagements de la piétonnisation du Village.

6 : Les médias

Stratégie : La SDC du Village va diffuser un communiqué de presse, pour annoncer le début de la 20e piétonnisation, la proposition en aménagement, ainsi que la programmation officielle de l'été.

Stratégie : Une activité avec les élu.e.s de Ville-Marie sera organisée afin de rejoindre les médias.

Plan de visibilité pour l'arrondissement de Ville-Marie

Tout au long du projet, la SDC du Village s'assurera d'octroyer à l'Arrondissement de Ville-Marie la visibilité exigée, selon le guide de visibilité partagé aux partenaires.

En somme, la SDC s'engage à :

- Expliquer le projet sur le site web de la SDC et mentionner de la contribution financière de l'arrondissement au projet (www.villagemontreal.ca) ;
- Afficher le logo de l'arrondissement sur les affiches et tout support de signalétique pertinent ;
- Mentionner et inviter l'arrondissement de Ville-Marie au lancement de la piétonnisation et à chaque événement ;
- Mentionner et remercier lors d'entrevues médiatiques (article écrit, entrevue radio, entrevue télévisée) ;
- Mentionner et remercier lors des divers comités avec des partenaires, portant sur le Village ;
- Mentionner et faire connaître dans nos infolettres aux membres, nos réseaux sociaux, notre rapport d'activités annuel pour l'assemblée générale.

La stratégie de communication vise non seulement à faire rayonner le projet, mais aussi à positionner l'arrondissement de Ville-Marie comme partenaire structurant d'un des projets urbains les plus emblématiques de Montréal.

La diversité des publics ciblés reflète la vocation inclusive du Village et maximise la portée de la contribution financière de l'arrondissement auprès de clientèles locales, métropolitaines et touristiques.

Les indicateurs de communication permettront de documenter concrètement la visibilité et les retombées associées à la participation de l'arrondissement.

e. Présentez quels sont les résultats attendus avec la réalisation du projet, les impacts sur le milieu et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les retombées de ce projet. | **25 points**

Décrivez les résultats attendus du projet avec des objectifs spécifiques, les impacts anticipés sur le milieu et les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs pour mesurer les retombées économiques du projet.

Les retombées de la piétonnisation du Village seront considérables tant sur le plan économique, social que culturel.

Le projet vise à générer des impacts mesurables et concrets pour l'ensemble des parties prenantes :

- **Augmentation de la fréquentation piétonne** : L'objectif est d'atteindre **entre 10 et 12 millions de passages** durant la saison estivale, en s'appuyant sur les résultats des années précédentes.
- **Hausse des revenus des commerçants** : Grâce à l'augmentation du flux de visiteur·euse·s, les commerces locaux devraient observer une croissance de leur chiffre d'affaires estimée entre **15 et 20 %**.
- **Renforcement de l'identité du Village** : La programmation culturelle et les installations urbaines contribueront à faire du quartier un pôle culturel incontournable, attirant un public varié et international.
- **Dynamisation de l'offre culturelle** : Plus de **300 artistes et créateurs locaux** seront mis en avant au travers d'événements, performances et expositions.
- **Amélioration de la qualité de vie urbaine** : Grâce aux zones de repos et aux espaces verts, la piétonnisation favorisera un usage plus agréable et inclusif de l'espace public.
- **Réduction de l'empreinte écologique** : Par la réutilisation du mobilier, la plantation de végétation résiliente et la promotion de la mobilité active (marche, vélo), la piétonnisation encouragera des pratiques durables.
- **Satisfaction et engagement des citoyens** : Des sondages post-événement permettront de mesurer la satisfaction du public, avec un objectif d'atteindre **un taux d'appréciation de 80 %**.
- Participation à l'**amélioration du milieu de vie** qu'est le Village pour ses résident·e·s.
- Favorisation de l'**implication citoyenne** et communautaire dans le Village.
- Rassemblement des communautés 2SLGBTQ+.

- Collaboration avec les institutions, les organisations et les entreprises du quartier pour créer une **communauté engagée** dans les défis que traverse le Village.
- Mise en place d'une **programmation variée** et soutenue qui rejoindra différentes clientèles cibles.
- Déploiement de différents festivals dans le Village afin de positionner le Village comme **destination incontournable** du centre-ville durant l'été.

Le projet générera des retombées économiques, sociales et culturelles mesurables pour l'ensemble du territoire de Ville-Marie.

L'augmentation soutenue de la fréquentation piétonne agit directement comme levier de performance pour les commerces du Village, particulièrement dans un contexte de transformation urbaine à venir.

L'occupation continue et animée de l'espace public contribue à renforcer le sentiment de sécurité et à prévenir les enjeux de cohabitation sociale.

La SDC s'appuiera sur des indicateurs éprouvés (compteurs piétons, sondages, données de fréquentation et de satisfaction) afin d'assurer une reddition de comptes rigoureuse.

f. Dans quelles priorités stratégiques de Montréal 2030 le projet s'inscrit-il ? Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien avec les priorités Montréal 2030 pour ce projet. | **10 points**

Veuillez cocher le ou les choix qui s'appliquent.

☒ **Priorité 4** : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.

☒ **Priorité 14** : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

☐ **Priorité 16** : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.

☒ **Priorité 18** : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur

l'ensemble du territoire.

☒ **Priorité 19** : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

☒ **Priorité 20** : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Le projet s'inscrit directement dans les grandes orientations du plan Montréal 2030, en répondant à plusieurs priorités stratégiques :

- **Priorité 4 : Développer une économie plus verte et inclusive**
 - Utilisation de mobilier récupéré et matériaux durables pour l'aménagement.
 - Engagement social en intégrant des travailleurs en réinsertion dans l'entretien du site.
- **Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises**
 - Mise en place d'une stratégie d'animation commerciale ciblée
 - Déploiement de **foires commerciales thématiques** en collaboration avec des commerces locaux.
 - Incitation à la **cocréation d'événements avec les commerçant·e·s**.
 - Programme de soutien aux commerces du Village
 - Utilisation des nouvelles technologies pour dynamiser l'expérience piétonnière
 - **Installation de codes QR** sur des panneaux permettant aux visiteur·euse·s de découvrir des promotions en temps réel, des offres exclusives et des expériences immersives.
- **Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains**
 - **Accessibilité universelle et inclusion dans l'espace public**
 - **Installation de rampes d'accès universelles** pour les terrasses et les commerces, assurant que toutes les personnes à mobilité réduite puissent profiter pleinement de la piétonnisation.
 - **Valorisation et protection des communautés 2SLGBTQIA+**
 - **Programmation artistique inclusive**, mettant de l'avant des artistes et performeurs issus des communautés LGBTQ+ et racisées.
 - **Collaboration avec des organismes de défense des droits**, comme la Fondation Émergence et Interligne, pour intégrer des initiatives de sensibilisation à la diversité et aux enjeux de discrimination.
 - **Renforcement de la sécurité et du bien-être des usagers**
 - **Présence accrue d'équipes de médiation sociale** pour assurer une cohabitation harmonieuse entre résidents, commerçants et visiteurs.
 - **Éclairage urbain adapté et sécurisant**, permettant d'améliorer la perception de la sécurité, en particulier pour les personnes vulnérables circulant seules en soirée.
- **Priorité 19 : Offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité**
 - Amélioration de l'aménagement urbain pour favoriser la cohabitation et le sentiment de sécurité.

- Mise en place d'un éclairage spécifique pour renforcer le confort des usagers en soirée.
- Mise en place d'une stratégie de verdissement pour contribuer à combattre les îlots de chaleur.
- **Priorité 20 : Accroître l'attractivité et le rayonnement de la métropole**
 - Mise en place d'une programmation culturelle unique pour attirer des visiteurs nationaux et internationaux.
 - Positionnement du Village comme un espace incontournable pour les événements culturels et communautaires.

Grâce à ces alignements stratégiques, le projet de piétonnisation du Village contribue activement aux ambitions de la Ville de Montréal en matière de développement économique, social et environnemental.

Le projet s'inscrit directement dans les priorités de Montréal 2030 en matière de milieux de vie sécuritaires, d'économie inclusive et d'attractivité métropolitaine.

À l'échelle de l'arrondissement de Ville-Marie, la piétonnisation du Village constitue un levier concret de mise en œuvre des orientations stratégiques municipales.

GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ (25 POINTS)

a. Démontrez que votre organisme bénéficie de l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet ou présenter la ou le mandataire externe à qui est déléguée cette expertise. | **10 points**

Démontrez que votre organisme possède l'expertise nécessaire pour mener à bien le projet, en fournissant des détails sur les rôles et qualifications des responsables du projet.

VOLET AMÉNAGEMENT

Dans le cadre de la piétonnisation estivale de son artère principale, la rue Sainte-Catherine Est, la SDC du Village a pour responsabilité de planifier, concevoir et déployer une stratégie d'aménagement sur le domaine public.

Depuis le début de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est, dans le Village, la SDC du Village est un acteur clé du succès de ce projet.

La SDC joue un rôle important dans le maintien de la cohabitation entre les clientèles sur le territoire piétonnisé. Elle est responsable d'informer ses membres de manière continue, de faire les suivis nécessaires auprès des commerçant-e-s et de les mobiliser en cas d'activation sur le domaine public (foires commerciales). La SDC a également le mandat de faire rayonner le projet de piétonnisation dans son ensemble à travers la mise en place d'une stratégie de communication.

Pour la piétonnisation 2026, la SDC du Village souhaite poursuivre la collaboration initiée en 2024 et 2025 avec l'architecte Jean Beaudoin, qui a collaboré avec la SDC Mont-Royal lors des dernières piétonnisations. L'expertise de M. Beaudoin est jointe à une connaissance importante du territoire et

de ses enjeux, acquise à la SDC du Village depuis plusieurs années.

La Société de développement commercial du Village possède une expertise reconnue dans la gestion de projets d'aménagement et d'animation urbaine. Forte de plusieurs années d'expérience dans l'organisation de la piétonnisation estivale, la SDC du Village a su adapter ses initiatives aux besoins évolutifs des commerçant·e·s, résident·e·s et visiteur·euse·s.

Équipe SDC (aménagement et animation) :

Gabrielle Rondy, directrice générale

Eric Therrien Nadeau, chargé de projets — Événements, communications et développement

Émilie Cognard, adjointe de direction

Gilles Paquette, responsable du service aux membres

Équipe Nomade Architecture (aménagement) :

Jean Beaudoin, architecte et chargé de projet principal : plans et conception

Jean Beaudoin travaillera étroitement sur le projet de la rue principale du Village en prenant le rôle de chargé de projet et de concepteur. Il mettra à contribution son expérience avec le même rôle pour les éditions de piétonnisation de l'avenue Mont-Royal, et son expérience de collaboration au Quartier des spectacles.

Jean Beaudoin œuvre à un meilleur équilibre, entre la mobilité et l'immobilité, entre le public et le privé, entre la consommation et la socialisation, entre la ville analogique et la cité numérique, dans des milieux denses de vie de proximité. Il est grand temps que nous accélérions le rythme de transformation de la ville et notre urbanité, pour mettre fin à la « transition », et pour tendre collectivement à un nouvel équilibre socio-écologique.

Double diplômé en architecture et en génie, et doctorant en études et pratiques des arts, Jean Beaudoin se consacre depuis 25 ans à des projets multidisciplinaires faisant appel au design urbain, l'architecture, l'aménagement transitoire et la signalétique.

Sa pratique et ses recherches se distinguent par une approche transdisciplinaire, valorisant l'expérience citoyenne et les moments de transformation de l'espace, qu'elles soient environnementales, sociales, saisonnières et quotidiennes. Il se consacre aujourd'hui sur l'échelle des milieux de vie de proximité et les grands ensembles d'espaces collectifs.

Depuis 2001, il dirige l'atelier Intégral Jean Beaudoin dont il est le fondateur et unique actionnaire. Il est membre du collectif international « Intégral » qui réunit des experts européens de plusieurs disciplines autour des transformations des espaces collectifs et des pratiques du design.

En continuité avec son projet doctoral de recherche et création sur l'accélération de la transformation des rues principales dans le contexte de la transition socioécologique, Jean Beaudoin a fondé en 2022 l'organisme sans but lucratif Nomade Aménagements transitoire dont le premier mandat est l'édition 2023 de la piétonnisation de l'avenue Mont-Royal.

VOLET ANIMATION

L'équipe actuelle de la SDC du Village, forte de son expérience lors du déploiement de la programmation estivale en 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025, la SDC peut également compter sur l'expérience et l'expertise de partenaires de longue date.

C'est Eric Therrien Nadeau, chargé de projets – Événements, communications et développement, qui assurera la coordination des projets d'animation durant la piétonnisation 2026.

Le travail de M. Therrien Nadeau sera encadré par Gabrielle Rondy, directrice générale de la SDC, elle-même appuyée par son conseil d'administration. M. Therrien Nadeau pourra compter, comme à l'habitude, de la collaboration des équipes de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'appuyer dans ses démarches.

Nos partenaires principaux :

Mixbus	TOHU
Cirque hors piste	L'Association citoyenne du Village de Montréal
Fierté Montréal	M.A.D.
Fetish Weekend	Studio ZX
Tourisme Montréal	À pieds levés
	Fugues

La SDC du Village collaborera avec des partenaires de longue date pour la programmation estivale, dont Fierté Montréal, qui célébrera, en 2026, sa 20^e édition, tout comme la piétonnisation du Village.

Pour la promotion commerciale liée au lancement de la 20^e piétonnisation, la SDC du Village collaborera à nouveau avec Mixbus, pour le Grand championnat national de drags de Montréal, festival qui en sera à sa quatrième édition.

En terminant, pour sa programmation estivale déambulatoire, la SDC du Village pourra compter sur l'expertise de Louis Guillemette, metteur en scène, danseur et chorégraphe, qui avait piloté les programmations de la SDC en 2021, 2022, 2024 et 2025. Fort de ces expériences, M. Guillemette saura déployer une programmation variée qui plaira aux différentes clientèles du Village. Le directeur artistique, lors de chaque performance déambulatoire, sera assisté du même technicien de son et de la même coordonnatrice pour la gestion de la foule que pour les piétonnisations précédentes, ce qui facilitera les opérations.

Le projet repose également sur un réseau de partenaires solides :

- **L'Arrondissement de Ville-Marie** : soutien financier, accompagnement logistique et collaboration pour l'entretien de l'espace public.
- **La Maison du Père** : participation des personnes en réinsertion sociale à l'entretien des aménagements et à la logistique des événements.
- **Festivals partenaires** : collaborations avec Fierté Montréal, la Tohu et Festival Fetish Weekend pour enrichir l'offre événementielle.
- **Artistes et créateurs locaux** : implication directe dans la programmation culturelle et les installations urbaines.

- **Commerçant·e-s et entreprises locales** : engagement dans l'activation commerciale et le développement économique du quartier.

L'arrondissement de Ville-Marie a pour responsabilité la mobilisation et la démobilisation des fermetures de la rue. Il s'occupe de coordonner le tout entre les différentes parties prenantes (SPVM, SIM, Urgence santé, SDC, PQDS et autres partenaires du projet).

L'arrondissement veille également à ce que la réglementation et la sécurité soit appliquée dans le déploiement des actions menées sur le domaine public (aménagement et animation). L'arrondissement est responsable de l'entretien et des collectes de déchets, en plus d'avoir la charge de communiquer les informations auprès des citoyen·ne-s et de gérer efficacement les plaintes liées à la fermeture de rue.

En somme, avec 20 années d'expérience dans la mise en œuvre de la piétonnisation, la SDC du Village dispose d'une expertise reconnue et éprouvée en gestion de projets urbains complexes.

La continuité des équipes, des partenaires et des processus réduit significativement les risques opérationnels et assure une mise en œuvre efficace.

La collaboration étroite avec l'arrondissement de Ville-Marie est un facteur clé de succès du projet, tant sur le plan logistique que réglementaire et sécuritaire.

b. Présentez l'échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation de votre projet. | **5 points**

Présentez un échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation du projet, incluant des jalons clairs, des délais ainsi que des enjeux potentiels et les plans de contingence.

VOLET AMÉNAGEMENT

Étapes du projet	Responsable	Dates
Mise en place du comité consultatif et rencontres préparatoires	SDC du Village	Dès février 2026
Mise en place d'un concept préliminaire basé sur le plan 2025	SDC du Village	Dès mars 2026
Approbation du concept final de la piétonnisation 2026	SDC du Village	Date à venir
Rencontres de coordination avec les parties prenantes	Arrondissement	Date à venir
Soumission (fabrication)	SDC du Village	Du 15 mars au 29 avril 2026
Commandes + Fabrication (installations et matériaux)	SDC du Village	Du 15 mars au 29 avril 2026
Déploiement des aménagements	SDC du Village	11 au 14 mai 2026
Mise en place des aménagements de sécurité (bollards, jersey, bacs à fleurs)	Arrondissement	11 au 14 mai 2026
Déploiement du verdissement	SDC du Village	11 au 14 mai 2026
Montage des terrasses privées sur la rue Sainte-Catherine Est	Externe	13 et 14 mai 2026
Installation des rampes d'accès universel	SDC du Village	13 et 14 mai 2026
Début de la piétonnisation active	SDC du Village	15 mai 2026
Démontage des terrasses	Externe	13 et 14 octobre 2026
Retrait des bacs à fleurs et démontage des installations	SDC du Village	13 au 15 octobre 2026
Fin de la piétonnisation active	SDC du Village	12 octobre 2026

Fin de la piétonnisation et réouverture à la circulation automobile	Arrondissement	16 octobre 2026
Remise du bilan à l'arrondissement de Ville-Marie	SDC du Village	Le 1er décembre 2026

VOLET ANIMATION

Étapes du projet	Responsable	Dates
Rencontres préliminaires avec Fierté Montréal pour le festival 2026	SDC du Village	Janvier-février-mars 2026
Rencontre préliminaire avec Montréal Complètement cirque pour le festival 2026	SDC du Village	Janvier-février-mars 2026
Rencontres préliminaires avec Mixbus pour le festival 2026	SDC du Village	Janvier-février-mars 2026
Rencontres préliminaires avec Montréal Fetish Weekend	SDC du Village	Janvier-février-mars 2026
Rencontres avec différents fournisseurs de services	SDC du Village	Janvier-février-mars 2026
Envoi des promotions commerciales à l'arrondissement de Ville-Marie	SDC du Village	1 ^{er} mars 2026
Approbation lors du conseil d'arrondissement de Ville-Marie	Arrondissement	14 avril 2026
Rencontres de coordination pour les promotions commerciales	Arrondissement	Entre avril et juillet 2026
Approbation des visuels par l'arrondissement de Ville-Marie	SDC du Village	Entre avril et septembre 2026
Début de la piétonnisation active	SDC du Village	Dès le 15 mai 2026
Foire commerciale de lancement de la piétonnisation	SDC du Village	15-16-17 mai 2026
Début possible de la programmation estivale	SDC du Village	19 juin 2026
Foire commerciale pour Fierté Montréal	SDC du Village	31 juillet au 6 août 2026
Fin de la programmation estivale	SDC du Village	Le 12 octobre 2026
Fin de la piétonnisation active	SDC du Village	Le 12 octobre 2026
Remise du bilan de projet à l'arrondissement de Ville-Marie	SDC du Village	1 ^{er} décembre 2026

Le projet sera déployé selon un échéancier précis afin de garantir une planification efficace et une exécution optimale :

- **Janvier – Avril 2026** : Planification et conception des aménagements, consultation des partenaires et élaboration du calendrier d'animation.
- **Mai 2026** : Mise en place des infrastructures et installation du mobilier urbain.
- **Mai – Octobre 2026** : Déploiement de la piétonnisation, gestion des événements et suivi des retombées économiques et touristiques.
- **1^{er} décembre 2026** : Reddition de comptes, analyse des résultats et ajustements pour les futures éditions.

La gestion des ressources humaines repose sur une équipe multidisciplinaire composée de la direction de la SDC, de coordinateurs événementiels, de techniciens spécialisés et de bénévoles. L'implication des partenaires locaux et des acteurs communautaires assurera une mise en œuvre fluide et collaborative.

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé sous forme de tableau. | 10 points

Présentez un budget prévisionnel détaillé avec des justifications claires pour chaque poste de dépense, une estimation précise des coûts, et une explication de la manière dont le budget sera alloué efficacement pour atteindre les objectifs du projet. Mentionnez les partenaires et autres sources de financement externes et provenant de la Ville de Montréal (division) le cas échéant.

Les éléments suivants sont requis :

- Revenus :
 - Estimations
 - Sources (autonomes, subventions, prêts, commandites, autres)
 - Contributeurs et partenaires (commerçants, membership, Ville de Montréal, autre direction de l'arrondissement, palier gouvernemental ou agence, partenaire, commanditaire, recettes, ventes, etc.)
- Dépenses :
 - Estimations
 - Nature des dépenses et plus spécifiquement, celles reliées aux dépenses admissibles telles que décrites par le Programme.
 - Commandites (montant global, si désiré) et les participations en services ou en échanges.
- Identifiez les dépenses auxquelles l'aide financière de l'Arrondissement sera affectée et pour lesquelles des pièces justificatives pourront être demandées.

La contribution financière demandée à l'arrondissement agit comme un effet de levier permettant de maximiser les investissements déjà consentis par la Ville de Montréal, les partenaires et la SDC.

Les sommes demandées seront affectées exclusivement à des dépenses structurantes et mesurables liées à l'aménagement et à l'animation du domaine public.

Voir budget en pièce-jointe.

SECTION III | LISTE DE CONTRÔLE POUR CONFIRMER L'ADMISSIBILITÉ

En plus des informations transmises dans le formulaire de dépôt et les documents explicatifs, les documents suivants sont requis pour que la demande soit admissible :

- Une copie des lettres patentes à jour de l'organisme, attestant de son statut juridique ou extrait à jour du registre des entreprises du Québec.
- La liste à jour des administrateur(trice)s.
- Une résolution du conseil d'administration autorisant le représentant / le demandeur à signer la convention à intervenir avec l'arrondissement et, si requis, à sa modification.
- Les états financiers signés du dernier exercice comptable terminé.

- Si applicable, une déclaration attestant des subventions provenant d'un des paliers de gouvernement, de la Ville de Montréal ou d'une autre direction à l'arrondissement de Ville-Marie.
- Si applicable, une copie du contrat liant l'organisme à un ou à des organismes apparentés (partenaire).
- Si applicable, une lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC du territoire visé.
- La déclaration remplie de la Charte de la langue française.

SECTION IV | PRÉCISIONS ET OBLIGATIONS

En contrepartie de l'aide financière de l'arrondissement de Ville-Marie, la bénéficiaire ou le bénéficiaire comprend qu'il devra, à la suite de l'approbation de son projet, s'engager, par voie de convention, à :

- N'engager aucuns frais pour la réalisation du projet avant que la convention soit signée avec l'Arrondissement.
- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel qu'approuvé. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permet pas la réalisation du projet tel que décrite dans la présente demande, une révision budgétaire sera requise par l'Arrondissement. Toute version modifiée du projet est sujette à une nouvelle approbation par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière est demandée requiert que l'Arrondissement en soit avisé promptement. Le changement dans la nature ou la programmation du projet devra être approuvé par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Offrir une visibilité à l'Arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs au projet ainsi que sur l'affichage officiel.
- Produire un bilan final et complet du projet, conformément au guide retrouvé en annexe de la convention à signer, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du projet. Le versement final du soutien sera retenu jusqu'à satisfaction de cette obligation.

SECTION V | ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés (*Nom de l'organisme*) attestons avoir pris connaissance des conditions inhérentes au Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2026-

2027 et certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Gabrielle Rondy, directrice générale



Signature

Nom et fonction de la représentante ou du représentant autorisé

VILLE MARIE

FORMULAIRE – VOLET II

*Pour déposer une demande de soutien
financier à la vitalité commerciale et aux
projets socioéconomiques*

SECTION I | INFORMATIONS GÉNÉRALES

COORDONNÉES PRINCIPALES DE L'ORGANISME

Nom de l'OBNL	Société de développement commercial du Vieux-Montréal – Quartier Historique
Adresse	388 rue Saint-Jacques, bureau 600, Montréal QC H2Y 1S1
Téléphone	514-732-8685
Courriel	Info @sdcvieuxmontreal.com
Site internet	https://sdcvieuxmontreal.com/

COORDONNÉES DE LA REPRÉSENTANTE OU DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ(E), PAR RÉOLUTION DU CA, À DÉPOSER LA PRÉSENTE DEMANDE

Nom et prénom	Mario Lafrance
Fonction pour l'organisation	Directeur Général
Téléphone	514-732-8685
Courriel	mllafrance@sdcvieuxmontreal.com

INFORMATIONS SUR LE PROJET

Nom du projet	Demande de soutien financier 2026
Dans quel sous-volet s'inscrit le projet ?	<input checked="" type="checkbox"/> Mise en valeur du territoire <input type="checkbox"/> Rayonnement <input type="checkbox"/> Événements ou activités d'animations <input type="checkbox"/> Intelligence d'affaires <input type="checkbox"/> Projet socioéconomique
Lieu	Territoire du Vieux-Montréal
Date ou période de la tenue du projet	Du 1 ^{er} mai 2026 au 1 ^{er} avril 2027
Coût net estimé du projet (excluant les commandites et échanges de services)	483 000\$ (Plus de)
Montant du soutien financier demandé	275 000\$
Proportion de la contribution	56,9%

SECTION II | CRITÈRES

D'ÉVALUATION

Tous les éléments clés du projet doivent être présentés à même ce formulaire via les différentes questions. Vous pouvez y intégrer directement des images, croquis et/ou tableaux pour illustrer votre présentation. Des annexes permettant de compléter la vue d'ensemble du projet peuvent être jointes à la demande, mais ne seront pas formellement évaluées.

PORTAIT DE L'ORGANISME (10 POINTS)

a. Présentez votre organisme, ses membres, sa mission, sa structure organisationnelle et son territoire d'intervention. | 5 points

Présentez votre organisme, y compris son historique de projets réalisés dans le domaine concerné le cas échéant, ses membres, sa mission, sa structure organisationnelle et son territoire d'intervention. Présentez des exemples spécifiques illustrant sa compétence et son impact.

Nos membres et notre mission

La SDC Vieux-Montréal est une Société de développement dite sectorielle constituée d'un regroupement d'environ 2400 membres, c'est-à-dire l'ensemble des entreprises établies sur son territoire. Le mandat premier de la SDC consiste à rassembler ses membres et à constituer une collectivité d'affaires unifiée. Elle se doit de travailler sans relâche sur le partage d'idées, la mise en commun de problématiques courantes, la recherche de solutions réalistes et la création d'un milieu de vie et de travail où règne le bon voisinage. Plus la SDC est participative, plus elle est influente en tant qu'organisation œuvrant dans le développement économique local.



La SDC Vieux-Montréal a pour autre mandat prioritaire d'assurer la mise en valeur ainsi que la promotion de l'offre du quartier historique. Son focus se porte sur les relations envers sa collectivité d'affaires (travailleurs et entreprises) ainsi que ses résidents. Finalement, pour générer une expérience visiteur positive dans le quartier, la SDC Vieux-Montréal s'investit au niveau de la convivialité du territoire et supporte des attraits ou événements sociaux et/ou culturels qui expriment bien le caractère distinctif du Vieux-Montréal, reflétant également son volet patrimonial et historique.

Historique de projets réalisés en matière de mise en valeur du territoire

Depuis 2014, alors qu'une réorganisation interne s'est faite afin de créer un département d'opérations et d'aménagement du territoire, la SDC Vieux-Montréal s'investit de manière soutenue dans des projets terrain de qualité permettant de bonifier la convivialité du quartier historique en toutes saisons. Les objectifs principaux se trouvant derrière ces interventions de mise en valeur du territoire sont d'abord d'engendrer la rétention des clientèles puis de bonifier l'attractivité du Vieux-Montréal et finalement d'influencer positivement le milieu. De manière plus spécifique, la SDC Vieux-Montréal a – depuis une douzaine d'années maintenant – vu au fleurissement estival du Vieux-Montréal, à son illumination en saison hivernale, à l'aménagement d'espaces éphémères, à la mise en place de dizaines de projets d'aménagement à succès (comme par exemple, l'aménagement de la ruelle Saint-Amable), à des initiatives ponctuelles bénéfiques pour des secteurs névralgiques ainsi qu'à l'aménagement et à l'entretien de terrains de pétanques professionnels pouvant bénéficier autant aux clientèles locales qu'aux visiteurs. En somme, depuis plus d'une décennie maintenant, la SDC a trouvé plus d'une douzaine de façons

novatrices -bonifiées d'année en année- de contribuer aux efforts municipaux en peaufinant de matière esthétique et conviviale l'aménagement de son territoire.

Structure organisationnelle

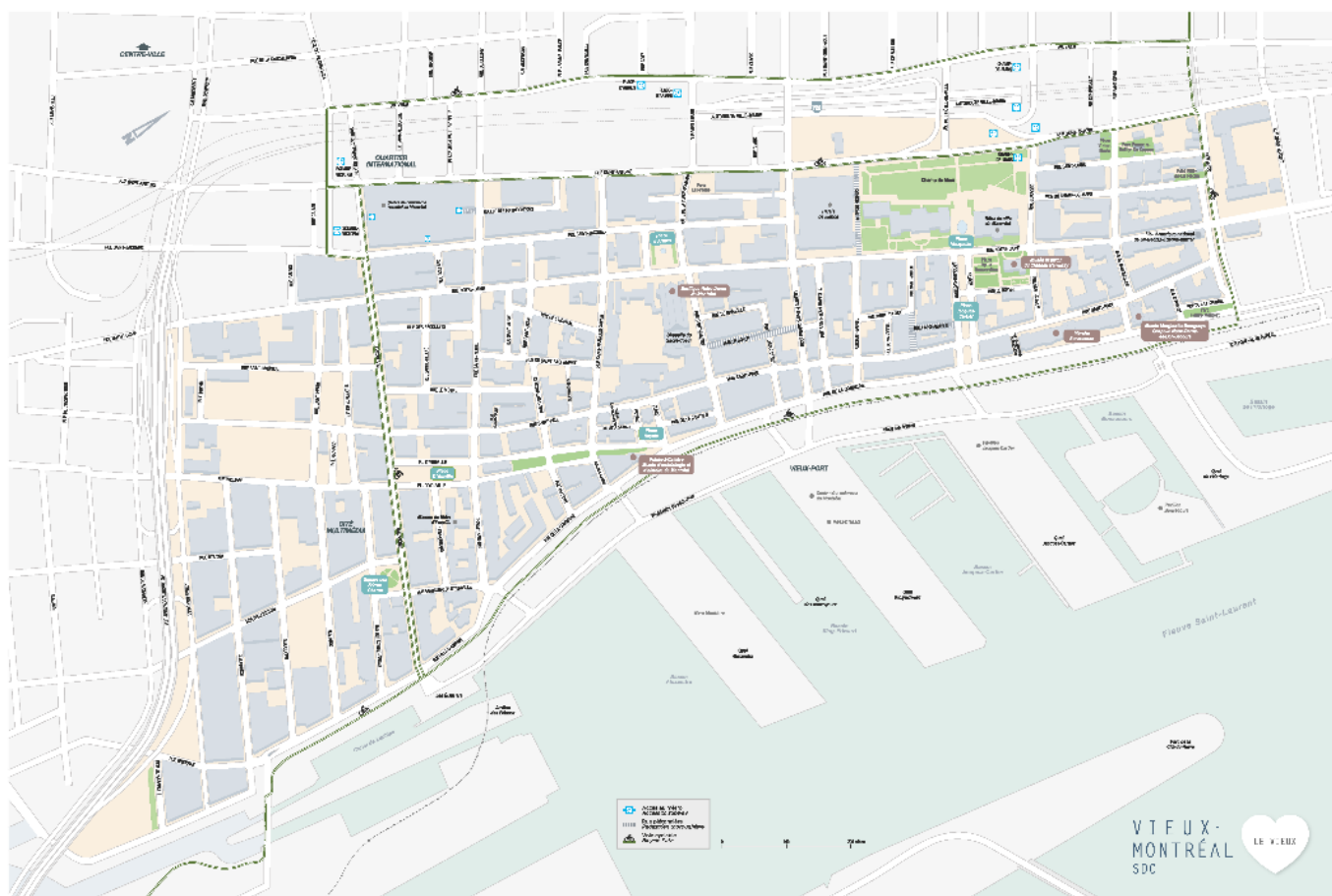
Pour assurer le respect et la représentativité de son milieu, les membres du Conseil d'administration de la SDC Vieux-Montréal proviennent de tous les secteurs géographiques et de tous les secteurs d'activités commerciales et d'affaires du Vieux-Montréal.

Territoire de la SDC Vieux-Montréal

Ceinturé par le Vieux-Port de Montréal et le Centre-Ville, le territoire de la SDC Vieux-Montréal est vaste. Ce dernier affiche les limites suivantes :

- À l'ouest : boulevard Robert-Bourassa
- À l'est : rue Saint-Hubert
- Au sud : rue de la Commune
- Au nord : rue Saint-Antoine

Cela signifie que la SDC Vieux-Montréal est sectorielle et qu'elle est la 2e plus grande SDC en termes d'importance au Québec.



b. Illustrez de façon claire la composition commerciale de votre secteur et son potentiel de développement. | 5 points

Décrivez la composition commerciale de votre secteur avec des données récentes en présentant, par exemple, une analyse de marché, les tendances actuelles et le potentiel de développement basé sur des études spécifiques ou des données économiques.

Le nombre d'entreprises comprises sur le territoire de la SDC Vieux-Montréal est évolutif et les secteurs d'activité y sont diversifiés. On peut affirmer sans contredit que le quartier est hautement attractif pour le milieu des affaires. La segmentation démographique entrepreneuriale du Vieux-Montréal – représentant le portrait des membres de la SDC Vieux-Montréal – s'évalue globalement ainsi : 60% sont des bureaux d'affaires (générant près de 40 000 travailleurs au quotidien – représentant un bassin de consommateurs locaux non négligeable) et 40% sont des commerces et entreprises de service (accueillant une clientèle locale de résidents et travailleurs, de même qu'une clientèle ponctuelle d'excursionnistes et de touristes).

Parmi la composition strictement commerciale du quartier historique, on retrouve les principaux secteurs d'activités suivants :

- Restauration : restaurants gastronomiques, restaurants de quartier, cafés indépendants, quelques chaînes et franchises ;
- Hôtellerie : principalement des hôtels boutiques étoilées ;
- Commerces au détail : boutiques spécialisées et boutiques-concept (surtout dans les domaines mode, design et art de vivre) ;
- Divertissement et *nightlife* : boîtes de nuit, bars à cocktails et micro-brasseries ;
- Art et culture : musées, centres de diffusion d'art et galeries d'art ;
- Entreprises de services : bureaux de change, institutions bancaires, dentiste, psychologues, cliniques de soins, optométriste, salons de coiffure et beauté, bien-être, centres de conditionnement physique, studios de yoga et spas ;
- Commerces de proximité : nettoyeurs, dépanneurs, animaleries, SAQ et épiceries ;

En ce qui concerne les bureaux d'affaires, on y retrouve notamment des entreprises œuvrant dans les secteurs d'activité suivants :

- Agence de représentation ;
- Architecture / Bâtiment ;
- Association / Organisme ;
- Assurance ;
- Communication / Marketing / Relations publiques ;
- Finance / Comptabilité ;
- Immobilier ;
- Import/Export ;
- Juridique ;
- Ressources humaines ;
- Services publics ;
- Technologie / Multimédia / E-commerce ;

- Transport.

L'augmentation constante de la population résidentielle dans le quartier, de même que les nouveaux projets immobiliers, laissent présager un fort potentiel au niveau de la croissance des affaires dans le Vieux-Montréal, surtout en ce qui a trait au commerce de proximité.

De manière plus ciblée, le secteur Est connaît un essor significatif depuis les dernières années avec, notamment, le déploiement d'un **tout nouveau secteur d'activité**. En effet, grâce à l'arrivée récente de joueurs d'importance tel que *Novartis Pharmaceuticals Canada*, de même que le *Quartier de l'Innovation en santé de Montréal* – tous deux stratégiquement positionnés à la Place Gare Viger non loin du CHUM, on peut présager qu'un futur **pôle stratégique en santé** se déploie éventuellement dans le Vieux-Montréal. À cela s'ajoutent des projets culturels d'importance qui devraient voir le jour d'ici 2029 (PHI Contemporain, projet de revitalisation du site historique Marguerite-Bourgeoys).

Plus au centre, le projet majeur de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) qui construit présentement un **nouveau complexe judiciaire dans le Vieux-Montréal** pour y loger quatre cours fédérales, soit la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale, la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et la Cour canadienne de l'impôt, ainsi que le Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ) serviront certainement de levier économique d'importance pour le quartier historique dans le court à moyen terme. Le tout représente un investissement avoisinant les 165 millions de dollars et devrait être en opération dès 2027.

Plus à l'Ouest non loin du Faubourg des Récollets, bon nombre de **projets de condominiums achevés dans les 24 derniers mois** (notamment le Haleco sur la rue de la Commune Ouest, le Odea sur la rue Wellington ou Victoria sur le Parc sur la rue Saint-Jacques) signifient un essor notable de population qui amènera incontestablement une diversification en termes d'offre locale, d'entreprises, de travailleurs et de résidents.

En matière d'indicateur probant au niveau de la santé économique du quartier, on constate aussi une **redynamisation importante dans le milieu hôtelier** depuis 2024 : rénovations majeures, agrandissements significatifs et ouverture de nouveaux hôtels dans le Vieux-Montréal sont des signes que l'intérêt des visiteurs ne dément pas en ce qui concerne l'attractivité de la destination.

À propos de récentes **tendances d'achalandage**, le quartier s'est récemment démarqué lors d'événements rassembleurs de grande importance entourant les festivités de fin d'année officielles de la Métropole, qui ont permis à plus de 60 000 festivaliers de converger vers le Vieux-Montréal et le Vieux-Port le 31 décembre 2025. Autant d'activité, d'intérêt immobilier et d'achalandage sur le territoire, ainsi que le très faible taux de locaux vacants, nous permettent d'affirmer que la croissance économique du Vieux-Montréal se porte, encore aujourd'hui, très bien.

PRÉSENTATION ET PERTINENCE DU PROJET (70 POINTS)

a. Décrivez de façon claire et structurée votre projet. | 10 points

Décrivez de façon claire et structurée votre projet en incluant les principales activités prévues et les bénéficiaires ciblés.

Les 2 initiatives faisant partie de la présente demande de subvention 2026 représentent les deux plus grands projets opérationnels de la SDC Vieux-Montréal sur une base annuelle. Il s'agit des projets Embellissement Vieux-Montréal 2026 et Éclairage Vieux-Montréal 2026-2027.

Ceux-ci seront déployés subséquemment pendant 11 mois à partir de mai 2026, contribuant à la bonification de l'expérience urbaine et au dynamisme commercial à l'année, à l'échelle du Vieux-Montréal.

PROJET #1 : Embellissement Vieux-Montréal 2026

Pour la saison estivale 2026 (mai à octobre), la SDC Vieux-Montréal poursuivra immanquablement ses efforts pour embellir le quartier historique. Plus précisément, c'est principalement **220 bacs Versailles** qui seront aménagés et entretenus par la SDC Vieux-Montréal. Ceci représente une augmentation de 40 bacs comparativement à 2025. À cela s'ajoutent également **26 jardinières suspendues** qui orneront la rue Berri et le coin des rues Saint-Paul Ouest et Marie-Morin. Au total, ce sont plus de **4900 plantes** qui seront installées dans le cadre des interventions de fleurissement cette année, soit une bonification du projet de **plus de 20%**, si on compare à l'an dernier.

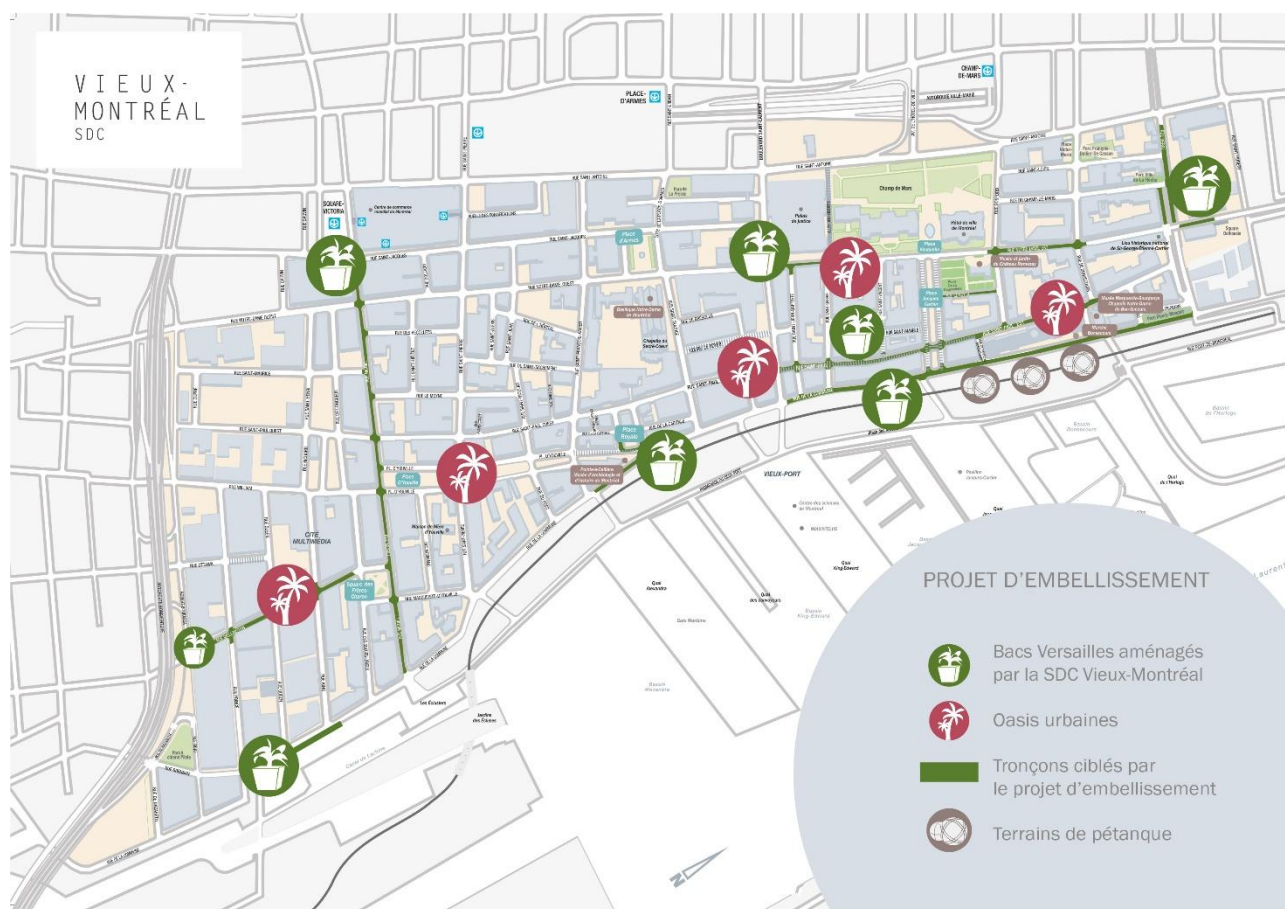
En complément à ces arrangements floraux, le projet *Embellissement Vieux-Montréal 2026* comprendra également la mise en place de **5 oasis urbaines**, réparties à divers endroits sur le territoire, en plus du **réaménagement des terrains de pétanque professionnels** bordant la rue de la Commune, au sud du Marché Bonsecours. Cela consistera notamment à amener un aspect de convivialité tangible pour les passants, visiteurs et locaux.

La SDC Vieux-Montréal fera affaire cette année encore avec Le Groupe Cléroux pour la production des plantes, ainsi que l'entreprise Strathmore pour le volet du projet dédié au fleurissement (fournitures techniques, installation, entretien, traitement et désinstallation des plantes, service-conseil). La SDC compte reconduire la prise en charge de la portion d'arrosage et de vigie quotidienne des massifs floraux et des espaces verts selon la même méthode de fonctionnement que la période estivale précédente, avec l'entreprise Opus Design. La connaissance terrain et l'expertise développée au fil du temps par ce fournisseur permettront d'assurer un entretien journalier



exceptionnel et flexible dans le cadre du programme d'Embellissement. C'est ainsi que nous pourrions assurer des standards de qualité élevé à cet important projet estival, cette année encore.

Cartographie des emplacements projetés pour l'ensemble des éléments compris dans le projet *Embellissement Vieux-Montréal 2026* :



La prise en charge des 40 bacs Versailles supplémentaires se fera dans le secteur de la Place Jacques-Cartier et ses environs, amenant les inventaires de la SDC à 220 bacs cette année.

PROJET #2 : Éclairage Vieux-Montréal 2026-2027

Cet autre projet opérationnel majeur regroupe l'ensemble des interventions visant à déployer les illuminations hivernales dans le quartier historique pendant la saison froide, entre les mois de novembre et de mars inclusivement.

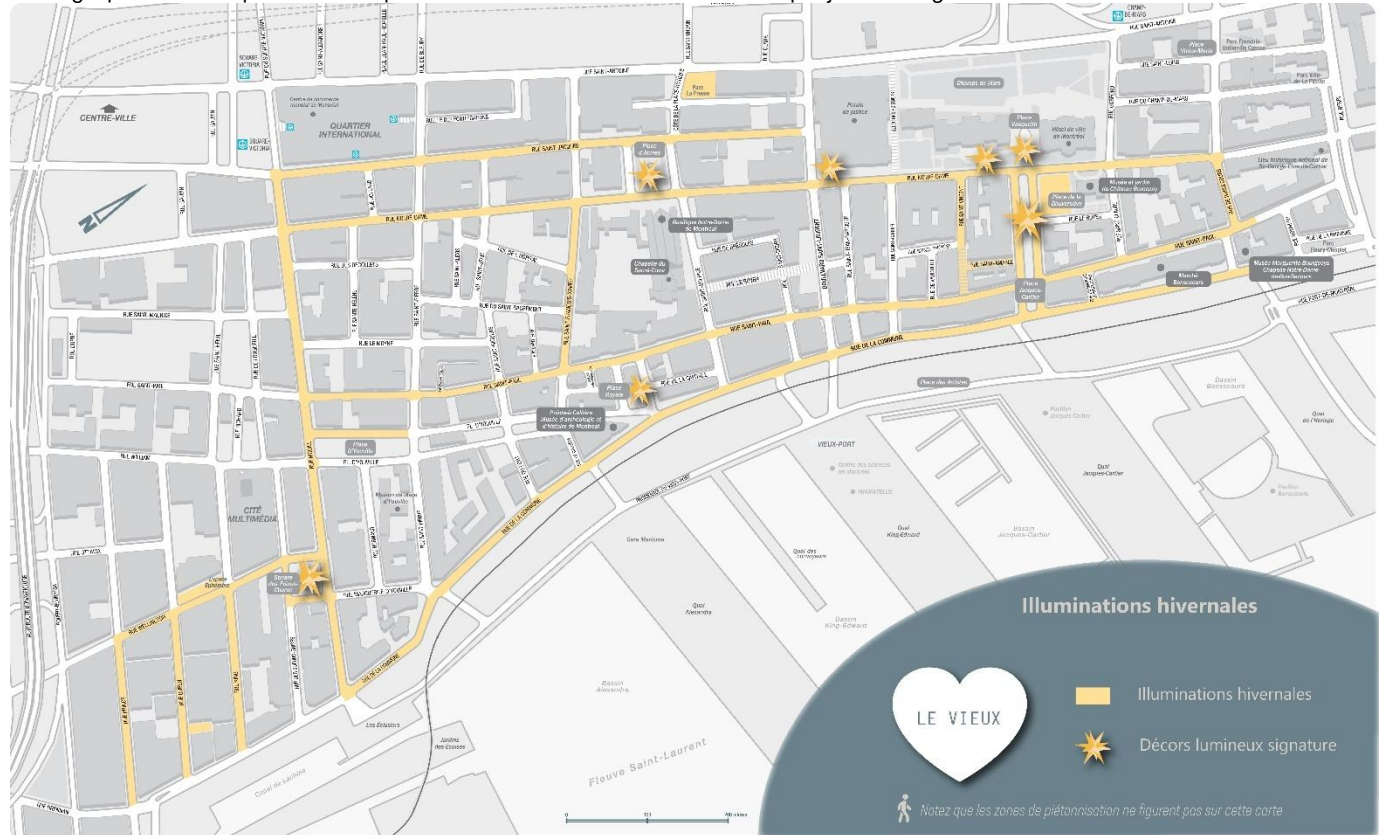
Grâce à ce projet, des centaines de structures lumineuses sont mises en place durant l'hiver sur l'ensemble des artères commerciales et des places publiques achalandées du Vieux-Montréal. Depuis les dernières années, la mise en valeur du patrimoine bâti grâce à l'éclairage hivernal donne au Vieux-Montréal des allures féeriques pendant la saison froide. Le quartier historique de la métropole peut ainsi développer une meilleure attractivité auprès d'une clientèle qui recherche ce type d'ambiance pour magasiner ou tout simplement prendre l'air dans un décor enchanteur et lumineux.

Dans une optique écologique, économique et pratique, la SDC souhaite réutiliser ses structures lumineuses pendant plusieurs années, tout en maintenant des standards de qualité élevés. Ainsi, il est primordial de voir à une maintenance rigoureuse des installations à chacune des années de reconduction du projet. Cela ajoute des frais d'entretien non négligeables et incontournables dans une optique de pérennité des actifs.

Bien que la SDC souhaite réutiliser au maximum ses décors lumineux existants, l'achat de matériel sera toute de même inévitable afin de remplacer des pièces désuètes ou trop endommagées par les intempéries hivernales.

Grâce à l'intervention globale visant à illuminer le Vieux-Montréal en saison hivernale, c'est maintenant près d'une trentaine de sites (places publiques et artères commerciales) – répartis sur l'ensemble du territoire – qui sont maintenant plus accueillants pour les visiteurs. En plus d'avoir une mission d'illumination, le tout contribue à créer des parcours d'animation statique hautement bénéfiques pour l'attractivité et le rayonnement du Vieux-Montréal entre les mois de novembre et de mars. Ce projet majeur pour le quartier permet également d'influencer positivement les entreprises ayant pignon sur rue à, eux aussi, emboîter le pas afin de contribuer aux décors hivernaux, fort attractifs pour la clientèle.

Cartographie des emplacements qui seront illuminés dans le cadre du projet *Éclairage hivernal Vieux-Montréal 2026-2027* :



b. Présentez les objectifs visés de votre projet, le lien avec votre vision d'affaire et positionnement ainsi que son caractère innovant. | 10 points

Les projets terrain faisant partie de la demande de subvention 2026 visent à :

- Rendre le Vieux-Montréal attractif tout au long de l'année et contribuer à son rayonnement, notamment auprès des clientèles locales et touristiques ;
- Supporter les efforts mis en œuvre par les équipes de l'arrondissement de Ville-Marie et ainsi bonifier l'aménagement global du quartier historique en toute saison ;
- Générer la rétention des clientèles dans le quartier par sa convivialité ;
- Bonifier la perception et l'expérience de visite en offrant des lieux embellis à des emplacements stratégiques ;
- Influencer les interventions d'embellissement et d'illumination auprès de la collectivité entrepreneuriale (notamment les commerces ayant pignon sur rue) permettant aussi de développer un sentiment de fierté et d'appartenance au quartier ;
- Favoriser une dynamique commerciale à l'échelle du quartier grâce à l'attractivité de zones stratégiques ;
- Servir de porte-étendard pour le rayonnement de la Métropole toute l'année;

- Embellir, illuminer et aménager au maximum le quartier historique afin d'occuper les lieux de façon à démotiver d'éventuels contrevenants ou vandales pouvant parfois générer des méfaits dans des lieux davantage inoccupés / non-aménagés / non-éclairés (donc contribution éventuelle pour diminuer des enjeux de sécurité publique et de cohabitation).

c. Sur quels constats, analyses et données s'appuient votre projet ? | 10 points

Décrivez les constats et analyses détaillées, en vous appuyant sur des données récentes et des preuves concrètes qui justifient l'adéquation du projet avec les besoins du milieu.

Comme mentionné en introduction, depuis 12 ans maintenant, la SDC Vieux-Montréal s'investit de manière importante au niveau de la convivialité du quartier historique. Ce type de projet qualitatif, contribuant directement à l'expérience des visiteurs, n'a cessé d'être souligné positivement et salué par ses membres à différentes reprises à travers les années, notamment lors des Assemblées générales annuelles de la SDC. De même, on constate les résultats positifs de l'intervention auprès des visiteurs du quartier via des sondages en interception lors de récentes études de marché. À cela s'ajoutent les rétroactions positives émises par la collectivité locale dans le cadre de divers sondages de satisfaction.

L'affluence importante de visiteurs en période hivernale, de même que le rayonnement incroyable des illuminations du Vieux-Montréal au niveau local, mais aussi national (partage des illuminations du quartier des dizaines des milliers de fois via les réseaux sociaux + topos médiatiques/journalistiques réguliers de Radio-Canada, Météo média, La Presse et TVA Nouvelles sur la Place d'Armes ou la Place Jacques-Cartier, par exemple) viennent confirmer l'intérêt en matière d'attractivité et donc la pertinence de reconduire ce projet.



L'utilisation de contenu mettant de l'avant l'embellissement estival et les illuminations hivernales du Vieux-Montréal par des partenaires tel que Tourisme Montréal dans le cadre de ses campagnes de rayonnement sur les marchés internationaux confirme d'autant plus qu'il s'agit d'un produit d'appel de grande importance pour la métropole. En ce qui concerne les projets hivernaux plus spécifiquement, la Ville de Montréal - avec sa Stratégie promotionnelle hivernale notamment - témoigne également de son intérêt à dynamiser le Centre-Ville élargi à l'année. La SDC Vieux-Montréal est donc heureuse d'emboîter le pas avec ses interventions, constatant l'importance accordée par l'ensemble de l'environnement externe.

d. Présentez de façon détaillée la stratégie de communication utilisée pour faire rayonner le projet, les publics ciblés ainsi que le plan de visibilité offert à l'arrondissement. | **10 points**

Présentez la stratégie de communication, incluant les objectifs spécifiques, les moyens et canaux de communication choisis, l'audience ciblée ainsi que les indicateurs de succès clés de cette stratégie de communication.

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

OBJECTIF : Faire rayonner les principaux projets d'opération terrain de 2026 et les transposer comme des produits d'appel attractif pour le quartier historique.

A. Stratégie : Impact média

Méthodes de la stratégie média :

- L'amplification publicitaire de différents contenus relatifs aux projets Embellissement Vieux-Montréal et Éclairage Vieux-Montréal se fera à des périodes stratégiques ciblées dans l'année afin de rejoindre un public non seulement local mais aussi excursionniste avec de hautes probabilités de visites dans le quartier cette année. Le tout sera principalement fait via META, soit avec des amplifications sur Facebook et Instagram (i.e. nos plateformes les plus suivies).
- De même, un mix média découlant de notre campagne hivernale 2026-27 (Vieux-Montréal : Historique & Féérique) bénéficiera directement, grâce à ses nombreux contenus, au projet Éclairage Vieux-Montréal. En effet, les illuminations hivernales seront en toile de fond à l'intégralité de cette campagne à compter du mois de novembre (les détails du mix média seront connus au courant de l'année). Cette démarche offrira un rayonnement efficace à l'ensemble du projet, surtout au courant des mois de novembre, décembre et janvier 2026.

B. Stratégie : Relations de presse

Méthode de la stratégie de relations de presse :

- La SDC Vieux-Montréal travaillera avec une agence de relation de presse établie dans le Vieux-Montréal cette année, afin de faire l'envoi de communiqués de presse aux médias traditionnels et influenceurs à 2 moments clés dans l'année, soit à l'aube de la saison estivale et à l'aube de la saison hivernale. Les informations relatives aux projets terrain *Embellissement Vieux-Montréal* et *Éclairage Vieux-Montréal* seront bien entendu présentes afin d'augmenter les opportunités de rayonnement de ces initiatives.

C. Stratégie : Impact organique

- Campagnes saisonnières via contenu organique;
- Utilisation de la notoriété du Vieux-Montréal et des différents canaux de la SDC Vieux-Montréal pour mousser le rayonnement du projet.

Envergure des canaux de diffusion de la SDC Vieux-Montréal :

- Infolettre : + 5 000 abonnés (listes Grand public + Gens du Vieux)
- Page Facebook : +44 900 abonnés
- Compte Instagram : + 63 900 abonnés
- Compte Tik Tok : + 7 000 abonnés
- Compte LinkedIn : + 1 500 abonnés
- Site : www.sdcvieuxmontreal.com : une moyenne de 2000 visites / mois

Méthodes de la stratégie organique :

- Calendrier de contenu Réseaux sociaux bonifié avec des éléments relatifs aux projets terrain + intégration de contenu dans nos infolettres de quartier;
- Produire du contenu pertinent, attractif, informatif et engageant sur les réseaux sociaux ;
- Encourager la création de contenu par les utilisateurs (UGC) pour renforcer l'engagement et la visibilité ;
- Mettre à jour les banques d'images du projet sur la Médiathèque libre de droits de la SDC Vieux-Montréal afin que les partenaires, membres et collaborateurs de la SDC puissent utiliser ces contenus à des fins éditoriales (contribuant ainsi à la notoriété du quartier et du projet) ;
- Collaboration en matière de contenu auprès des fournisseurs impliqués dans le projet afin de promouvoir conjointement l'initiative auprès de nouvelles audiences ;
- Clarifier nos canaux de communication concernant les différents auditoires à qui s'adresse notre message en facilitant l'accès à l'information (cible grand public vs collectivité locale vs membres) ;
- Intégrer harmonieusement l'image de marque de la SDC Vieux-Montréal et celle de l'arrondissement de Ville-Marie en tant que partenaire officiel du projet dans le contenu pour garantir une identification visuelle forte de l'initiative ;
- Mettre de l'avant la singularité du projet ainsi que les humains qui y contribuent pour susciter l'intérêt et l'engagement;
- Maintenir à jour la cartographie des aménagements de nos projets terrain disponible sur notre site web et faire un maximum de contenu invitant au *drive to web* sur nos différents canaux.
- Effectuer des sondages de satisfaction ponctuels en lien avec le déploiement de ces importants projets afin d'obtenir une rétroaction réelle du milieu et du public nous permettant d'ajuster la stratégie de rayonnement au besoin.

VISIBILITÉ OFFERTE À L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE :

- Mention partenaire avec amplification publicitaire sur les réseaux sociaux de la SDC Vieux-Montréal : 1 publication Facebook + 1 publication LinkedIn pour chaque projet (cible locale / grand public / collectivité d'affaires);
- Mention partenaire sur site web : Mention sur chacune des fiches descriptives des projets en question (Embellissement Vieux-Montréal 2026 et Éclairage Vieux-Montréal 2026);
- Mention partenaire avec logo sur les infolettres mensuelles qui feront l'annonce de la reconduction de ces deux projets - soit celle du mois de juin pour le projet *Embellissement* et celle du mois de novembre pour le projet *Éclairage* (cible locale / grand public / collectivité d'affaires);
- Mention partenaire dans les communiqués de presse officiels qui traiteront des projets *Embellissement Vieux-Montréal* et *Éclairage Vieux-Montréal* cette année;
- Mention partenaire avec logo sur le bilan numérique des activités 2026 de la SDC (présenté en AGA aux membres, mais également diffusé sur le site web sdcvieuxmontreal.com).

e. Présentez quels sont les résultats attendus avec la réalisation du projet, les impacts sur le milieu et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les retombées de ce projet. | 20 points

Décrivez les résultats attendus du projet avec des objectifs spécifiques, les impacts anticipés sur le milieu et les indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs pour mesurer les retombées économiques du projet.

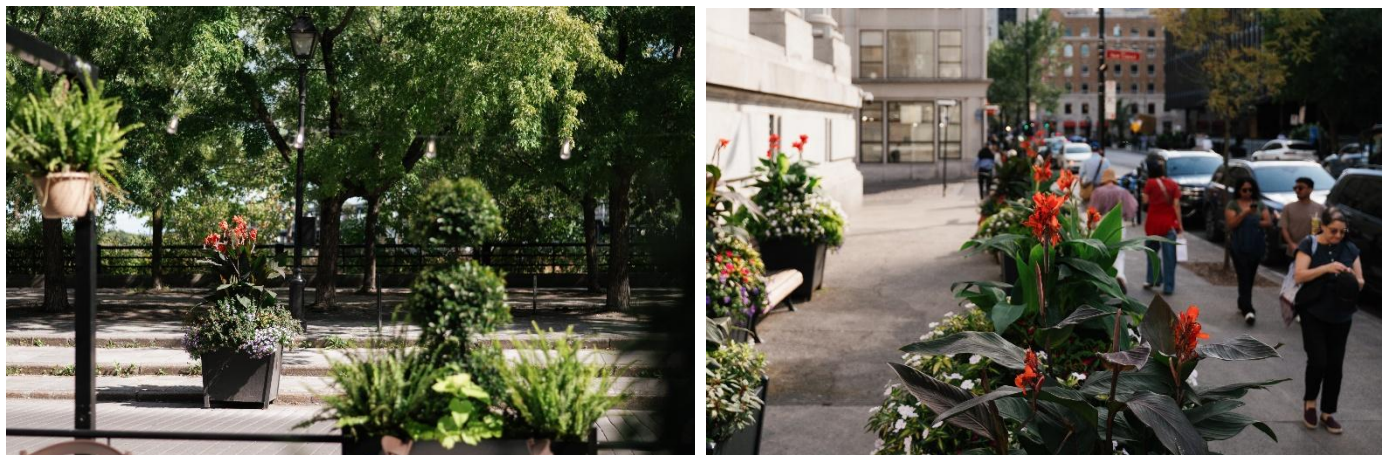
En ce qui concerne les résultats attendus avec les projets étant inclus dans la demande de subvention 2026, les indicateurs de performances mesurables sont d'abord et avant tout d'ordre qualitatif (perception favorable face aux projets via des interventions de sondage en fin de saison). Ces résultats seront obtenus par sondage en cours d'année. Nous nous attendons à des résultats hautement positifs, pour chacun des projets (en nous basant sur les éditions précédentes de chacun de ces projets).

En lien avec la stratégie de rayonnement des projets *Embellissement Vieux-Montréal* et *Éclairage Vieux-Montréal*, nous serons en mesure d'évaluer des indicateurs de performance découlant de la portée des interventions et le taux d'engagement de l'auditoire. Si l'on se fie à l'historique de ces initiatives, le rayonnement est toujours hautement performant de façon organique, vu l'intérêt démontré par le public en lien avec ces aménagements.

Également en termes de résultats tangibles, nous sommes confiants du pouvoir d'influence que peut engendrer ces initiatives, lorsque des dizaines d'établissements ayant pignon sur rue emboîtent le pas afin d'embellir leur vitrine et leur devanture (décors floraux en été et illuminations en saison hivernale inspirés des projets de la SDC).



Autrement, en termes quantitatifs, nous serons en mesure, via des rapports de compteurs piétons stratégiquement positionnés, de définir une courbe d'affluence des visiteurs, notamment lors des fins de semaine. Cela offrira un aperçu des tendances d'achalandage dans le quartier, qui pourra être comparé aux années précédentes et ainsi valider une certaine corrélation entre l'amélioration du portrait convivial du quartier historique et l'augmentation de visiteurs.



f. Dans quelles priorités stratégiques de Montréal 2030 le projet s'inscrit-il ? Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien avec les priorités Montréal 2030 pour ce projet. | 10 points

Veuillez cocher le ou les choix qui s'appliquent.

☒ **Priorité 19** : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

☒ **Priorité 20** : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Section de texte pour la question f :

Les projets terrain de 2026 s'inscrivent dans les priorités 19 et 20 de la Ville de Montréal pour sa stratégie 2030, visant à « Offrir à l'ensemble des Montréalais-ses des milieux de vie sécuritaires et de qualité » de même qu'« accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole ». En soutenant des initiatives d'aménagement d'espaces publics de qualité et ouverts à tous, ce projet de la SDC bénéficiera à l'expérience humaine de manière globale, favorisant en même temps l'attractivité du quartier historique de Montréal et le rayonnement de la métropole. Une amélioration des perceptions à l'égard de la destination métropolitaine est également envisageable.

GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ (20 POINTS)

a. Démontrez que votre organisme bénéficie de l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet ou présenter la ou le mandataire externe à qui est déléguée cette expertise. | **10 points**

Démontrez que votre organisme possède l'expertise nécessaire pour mener à bien le projet, en fournissant des détails sur les rôles et qualifications des responsables du projet.

La SDC Vieux-Montréal crée des initiatives favorisant la mise en valeur du territoire et la convivialité du quartier depuis 2014. De manière plus précise, les projets d'embellissement estival et d'illumination hivernale n'ont cessé de prendre de l'ampleur et de s'améliorer avec les années, notamment entre 2025 et 2026 où nous aurons une augmentation de plus de 20% de prise en charge du fleurissement du quartier historique.

La bonification constante de ces projets découle premièrement directement du fait que l'arrondissement de Ville-Marie soutient financièrement ces initiatives incontournables, année après année. Cela permet à la SDC Vieux-Montréal d'offrir un produit de haute qualité, avec une exécution hors pair. De plus, la gestion et la coordination du projet étant régies à l'interne, nous sommes à même de contrôler l'ensemble des étapes, différentes variables, imprévus et livrables entourant le projet (tout cela, à un coût beaucoup plus avantageux que si le mandat était donné à l'externe en sous-traitance). Nous nous assurons également que l'ensemble des fournisseurs impliqués respectent la vision de notre organisation à l'égard de ces projets majeurs, en offrant des standards de qualité élevés en matière d'exécution.

La SDC compte maintenir ses acquis dans le cadre de ces projets et même bonifier – autant que cela sera possible en fonction des budgets alloués – les interventions de rayonnement visant à faire connaître ces importantes initiatives.

Les principaux intervenants impliqués dans les projets :

Embellissement Vieux-Montréal

- SDC Vieux-Montréal : coordination et gestion globale des projets + stratégie de rayonnement et de mise en valeur;
- Opus Design : Arrosage des plantes et entretien des actifs floraux;
- Groupe Cléroux : Production des plantes
- Strathmore : Installation & entretien des plantes
- Hifens : Production des contenus numérique et amplification
- Marelle Communication : Relations de Presse

Éclairage Vieux-Montréal

- SDC Vieux-Montréal : coordination et gestion globale des projets + stratégie de rayonnement et de mise en valeur;
- MK Illumination : Maintenance, installation et désinstallation des structures lumineuses ;
- Hifens : Production des contenus numérique et amplification
- Marelle Communication : Relations de Presse



b. Présentez l'échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation de votre projet. | 5 points

Présentez un échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation du projet, incluant des jalons clairs, des délais, ainsi que des enjeux potentiels et les plans de contingence.

Embellissement Vieux-Montréal 2026 - Échéancier global du projet :

Janvier

- Planification des échéanciers et demande de soumissions

Février

- Confirmation des contrats 2026

Mars

- Planification de la stratégie de communication
- Création des outils promotionnels

Avril

- Demandes de permis
- Planification des différents aspects logistiques du projet (coordination auprès de l'arrondissement notamment concernant les bacs Versailles)

Mai - Juin

- Planification entourant la production et installation des fleurs

Juin à mi-octobre

- Arrosage, vigie et entretien quotidien de l'ensemble des actifs du projet

Mi-octobre

- Démontage

Novembre

- Bilan du projet et reddition de compte

Éclairage Vieux-Montréal 2026 - Échéancier global du projet :

Septembre

- Demandes de permis et finalisation de la séquence d'installation
- Validation des autorisations requises pour l'ensemble des sites visés
- Vérification et maintenance des décors lumineux

Mi-octobre jusqu'à mi-novembre

- Installation des structures et décors lumineux sur l'ensemble des sites visés par l'initiative

Novembre

- Début de la vigie des actifs lumineux
- Déploiement de la stratégie de communication entourant le projet

Décembre à février inclusivement

- Maintien de la vigie des actifs lumineux sur l'ensemble des sites et maintenance au besoin

Mars

- Début du démontage du projet (démarche pouvant s'échelonner sur près de 3 semaines, tout dépendant des conditions météo)
- Inventaire de la maintenance à prévoir pour l'année suivante
- Sondage qualitatif auprès du public ainsi que des membres de la SDC
- Bilan et reddition de compte



**Un bel exemple de l'influence que génère la SDC Vieux-Montréal avec le projet Éclairage Vieux-Montréal : le Musée Pointe-à-Callière emboîte le pas et crée de formidables décors complémentaires pour la saison hivernale sur la Place Royale, en addition aux interventions de la SDC avec ses illuminations hivernales. Photo de l'hiver 2025-2026.*

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé. | 5 points

Présentez un budget prévisionnel détaillé avec des justifications claires pour chaque poste de dépense, une estimation précise des coûts, et une explication de la manière dont le budget sera alloué efficacement pour atteindre les objectifs du projet. Mentionnez les partenaires et autres sources de financement externes et provenant de la Ville de Montréal (division) le cas échéant.

Embellissement Vieux-Montréal 2026 - Budget prévisionnel :

PROJET EMBELLISSEMENT VIEUX-MONTRÉAL 2026

REVENUS SOUHAITÉS

SDC Vieux-Montréal	47 000,00 \$
Soutien financier VOLET 1 : Arrondissement de Ville-Marie / Travaux Publics - Division des parcs et de l'horticulture	75 000,00 \$
Soutien financier VOLET 2 : Arrondissement de Ville-Marie / Développement économique - Division des communications et relations avec la communauté	141 000,00 \$
TOTAL	263 000,00 \$

DÉPENSES

Catégorie		Description	Dépenses projetées	Détails
VOLET 1	Sous traitants / fournisseurs	Achat des plantes	21 900,00 \$	Pour l'ensemble des besoins du projet
		Aménagement des plantes / vigie / traitement	69 000,00 \$	Forfait mensuel x 6 mois (mai à octobre incl.)
	TOTAL VOLET 1		90 900,00 \$	

DÉPENSES

	Catégorie	Description	Dépenses projetées	Détails
VOLET 2	Sous traitants / fournisseurs	Arrosage	82 100,00 \$	7 jours / semaine (juin à octobre)
		Logistique & maintenance diverse	12 000,00 \$	Durée : 5 mois (juin à octobre)
	Salaire	Gestion et coordination du projet Embellissement 2026	69 000,00 \$	
	Rayonnement	Publicité et promotion	3 000,00 \$	
	Équipement & matériel	Matériel fournisseurs / divers	6 000,00 \$	Réparation, mise à jour et achat de nouveau matériel
	TOTAL VOLET 2		172 100,00 \$	

Note : La contribution financière du développement économique (Division des communications et des relations avec la communauté) de l'arrondissement de Ville-Marie servira à défrayer l'ensemble des coûts afférents au projet, n'étant pas couverts par la contribution financière des Travaux publics (voir distinction ci-dessus). La SDC couvrira les frais excédents.



Éclairage Vieux-Montréal 2026-2027- Budget prévisionnel :

Éclairage Vieux-Montréal 2026-2027

REVENUS SOUHAITÉS

SDC Vieux-Montréal	86 000,00 \$
Arrondissement Ville-Marie	134 000,00 \$
Ville Centre	- \$
TOTAL	220 000,00 \$

DÉPENSES

Catégorie	Description	Dépenses projetées	Autres infos
Sous-traitants/fournisseurs	Installation novembre 2026	87 500,00 \$	
	Vigie hebdomadaire 2026-2027	4 250,00 \$	2X/semaine de décembre à mars
	Démontage mars 2027	60 000,00 \$	
	Planche de signalisation - Palais et PJC désinstallation	3 500,00 \$	
	Planche de signalisation - Palais et PJC installation	3 500,00 \$	
Équipements et fournitures	Réparations projetées	34 000,00 \$	
	Nouveautés - Remplacement décors désuet	27 250,00 \$	
TOTAL		220 000,00 \$	- \$



Note : Vu les coûts de maintenance et frais fixes importants du présent projet, la contribution financière de l'arrondissement de Ville-Marie servira à couvrir l'ensemble des coûts opérationnels afférents au projet *Éclairage hivernal Vieux-Montréal 2026-2027*. Le rayonnement amplifié du projet se fera grâce à la future campagne hivernale 2026-2027 de la SDC Vieux-Montréal (Historique & Féérique).

SECTION III | LISTE DE CONTRÔLE POUR CONFIRMER L'ADMISSIBILITÉ

En plus des informations transmises dans le formulaire de dépôt et les documents explicatifs, les documents suivants sont requis pour que la demande soit admissible :

- Une copie des lettres patentes à jour de l'organisme, attestant de son statut juridique ou extrait à jour du registre des entreprises du Québec.
- La liste à jour des administrateur(trice)s.
- Une résolution du conseil d'administration autorisant le représentant / le demandeur à signer la convention à intervenir avec l'arrondissement et, si requis, à sa modification.
- Les états financiers signés du dernier exercice comptable terminé.
- Si applicable, une déclaration attestant des subventions provenant d'un des paliers de gouvernement, de la Ville de Montréal ou d'une autre direction à l'arrondissement de Ville-Marie.
- Si applicable, une copie du contrat liant l'organisme à un ou à des organismes apparentés (partenaire).
- Si applicable, une lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC du territoire visé.
- La déclaration remplie de la Charte de la langue française.

SECTION IV | PRÉCISIONS ET OBLIGATIONS

En contrepartie de l'aide financière de l'arrondissement de Ville-Marie, la bénéficiaire ou le bénéficiaire comprend qu'il devra, à la suite de l'approbation de son projet, s'engager, par voie de convention, à :

- N'engager aucuns frais pour la réalisation du projet avant que la convention soit signée avec l'Arrondissement.
- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel qu'approuvé. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permet pas la réalisation du projet tel que décrite dans la présente demande, une révision budgétaire sera requise par l'Arrondissement. Toute version modifiée du projet est sujette à une nouvelle approbation par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière est demandée requiert que l'Arrondissement en soit avisé promptement. Le changement dans la nature ou la

programmation du projet devra être approuvé par la Division des communications et des relations avec la communauté.

- Offrir une visibilité à l'Arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs au projet ainsi que sur l'affichage officiel.
- Produire un bilan final et complet du projet, conformément au guide retrouvé en annexe de la convention à signer, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du projet. Le versement final du soutien sera retenu jusqu'à satisfaction de cette obligation.

SECTION V | ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés (*Nom de l'organisme*) attestons avoir pris connaissance des conditions inhérentes au Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature

Nom et fonction de la représentante ou du représentant autorisé

Résolution A2026-1001

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de la SDC Vieux-Montréal – Quartier historique, tenu à Montréal, le 2 février 2026

« 5.4. Arrondissement – Demande de subvention 2026 – Résolution

Sur la proposition de M. Guillaume Couraud , appuyé par Mme Anne De Shalla, dans le cadre du *Programme de soutien financier pour le développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie 2025-2027*, pour la réalisation du *Plan d'action 2026 de la SDC*, il est convenu que le directeur général, M. Mario Lafrance, soit de nouveau mandaté à représenter la SDC Vieux-Montréal auprès des instances municipales concernées et habilité à signer tout protocole d'entente et toute convention ainsi que tout document afférent avec la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie.

Mme Stéphanie Turcotte demande que soit inscrite son abstention face à l'adoption de la présente résolution.

La résolution est ainsi adoptée.
(Résolution A2026-1001) »

Extrait certifié conforme.

Signé à Montréal ce 3^e jour du mois de février 2026.



Me Robert Astell
Président

Dossier # : 1264273001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2026, avec trois Sociétés de développement commercial (SDC) pour la réalisation de projets dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2025-2027 et accorder une contribution totale de 790 000 \$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1264273001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre BLANCHARD
 Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6714

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-30

Isabelle FORTIER
 chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier : 1264273001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver les conventions avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal, de la Société de développement commercial du Village et Société de développement commercial de Montréal Centre-Ville pour la réalisation de projets dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie,

D'accorder à cette fin, les contributions suivantes :

350 000 \$ SDC du Vieux-Montréal

215 000 \$ SDC du Village

225 000\$ SDC Montréal Centre-Ville"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 790 000,00 \$

	Années antérieures	2026
Montant		790 000,00 \$

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 790 000,00 \$

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
Au:	2438	0010000	306156	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM64273001
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque l'organisme est une société de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Pierre Blanchard

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-6714

Date: 2026-01-30

Date et heure système : 30 janvier 2026 15:02:38



Dossier # : 1264680002

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Annuler la contribution financière de 5 000 \$ accordée à l'organisme Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie »

Annuler la contribution financière de 5 000 \$ accordée à l'organisme Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie ».

D'imputer cette dépense modifiée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

De retourner dans le compte de provenance les crédits inutilisés de 5 000 \$.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 09:06

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1264680002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Annuler la contribution financière de 5 000 \$ accordée à l'organisme Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie »

CONTENU

CONTEXTE

En novembre 2025, l'arrondissement de Ville-Marie a approuvé, par la résolution CA25 240461, les conventions avec deux organismes, dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie », dont notamment celle avec Voies culturelles des faubourgs pour la réalisation de son projet « *11e édition de La Nuit aux flambeaux* » en lui accordant une contribution financière de 5 000 \$.

Cependant, en décembre 2025, l'organisme Voies culturelles des faubourgs a informé la Division de la culture et des bibliothèques qu'il ne disposait pas des ressources financières nécessaires pour mener à bien le projet. Ce qui l'a amené à renoncer à la subvention.

La convention n'ayant pas été signée, aucune somme n'a été versée à l'organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240461 - 1254680009 adoptée le 25 novembre 2025 : Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 31 mars 2026, avec les organismes Groupe intervention vidéo de Montréal inc. et Voies culturelles des faubourgs, dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 18 300 \$.

DESCRIPTION

Le projet avait été retenu suite à l'évaluation par un comité à l'interne. Le projet devait se réaliser en février 2026.

JUSTIFICATION

L'organisme a informé l'Arrondissement par un courriel daté du 4 décembre 2025 qu'il ne serait pas en mesure de réaliser le projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer ces dépenses modifiées conformément aux informations financières inscrites au

dossier décisionnel.

MONTRÉAL 2030

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 438 821-8013

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-21

Roseline RICO
Cheffe de division - Culture et bibliothèques

Tél : 514-868-4021

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc.
arrondissements

Tél : 514-872-0831

Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1264680002

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des
sports_des loisirs et du développement social , Division de la
culture et des bibliothèques

Objet :

Annuler la contribution financière de 5 000 \$ accordée à
l'organisme Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de
l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels
oeuvrant dans Ville-Marie »



Resolution1254680009 - CA25 240461.pdf



04-12-2025 - Courriel - Désistement - VCF - NAF 2026.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 438 821-8013

Télécop. :

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 25 novembre 2025

Résolution: CA25 240461

Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 31 mars 2026, avec les organismes Groupe intervention vidéo de Montréal inc. et Voies culturelles des faubourgs, dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 18 300 \$

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'approuver les conventions, se terminant au plus tard le 31 mars 2026, avec deux organismes dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 13 300 \$ à Groupe intervention vidéo de Montréal inc;
- 5 000 \$ à Voies culturelles des faubourgs;

D'imputer cette dépense totale de 18 300 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1254680009

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 27 novembre 2025



Outlook

TR : Réponse | VCF - NAF 2026 | FSOC 2025

De Culture Ville-Marie <culturevm@montreal.ca>**Date** Jeu 2025-12-04 17:46**À** Soraya MIRANDA <soraya.miranda@montreal.ca>

De : Martin Vinette <dg@voiesculturelles.qc.ca>**Envoyé :** jeudi 4 décembre 2025 17 h 46 min 27 s (UTC-05:00) Eastern Time (US & Canada)**À :** Culture Ville-Marie <culturevm@montreal.ca>**Sujet :** Re: Réponse | VCF - NAF 2026 | FSOC 2025

ATTENTION : Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour,

Je vous remercie pour votre acceptation ainsi que votre soutien pour le projet de Nuit aux flambeaux 2026.

Malheureusement, nous n'avons pas obtenu le financement de Montréal en lumière pour le projet.

Aussi, c'est avec regret que je vous informe que nous devons nous désister de votre généreux soutien.

En espérant que le projet puisse reprendre en 2027.

Passez une excellente fin de journée.

Cordialement,

Martin Vinette

Directeur général (il/lui)

2349, rue de Rouen, bureau 2.111

Montréal, Québec, H2K 1L8



[Voies culturelles des faubourgs](#)

[Quartier culturel des Faubourgs](#)

Dossier # : 1264680002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Annuler la contribution financière de 5 000 \$ accordée à l'organisme Voies culturelles des faubourgs dans le cadre de l'édition 2025 du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie »

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Aucune dépense n'a été effectuée à cet organisme dans le cadre de cette contribution. Le montant engagé 5 000\$ au bon de commande #1750132 doit être entièrement liquidé.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Isabelle FORTIER
Cheffe de division - Ressources financières

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs



Dossier # : 1261920001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'arrondissement de Ville-Marie à participer à l'appel de projets de soutien financier pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal

D'autoriser l'arrondissement de Ville-Marie à participer à l'appel de projets de soutien financier pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-28 11:30

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1261920001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'arrondissement de Ville-Marie à participer à l'appel de projets de soutien financier pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

En septembre 2021, la Ville de Montréal lançait sa Stratégie d'agriculture urbaine 2021-2026. Cette stratégie permet de répondre à l'engouement citoyen pour une agriculture de proximité, qui se déploie notamment sous forme de jardins communautaires, collectifs et pédagogiques, de toits verts et de ruelles comestibles. La stratégie vise à consolider et renforcer les pratiques déjà existantes, à faciliter la mise en place de nouveaux projets et d'initiatives citoyennes et entrepreneuriales.

La Ville de Montréal compte 8 500 jardinets répartis sur 98 jardins communautaires. La désuétude des installations et la rareté des espaces affectent la qualité du service aux citoyens et le temps d'attente pour obtenir une parcelle de jardinage. Pour répondre aux besoins de la population, la Ville de Montréal a intégré dans sa stratégie d'agriculture urbaine une action (1.2) qui vise à mettre à disposition des citoyens et groupes communautaires de nouveaux espaces de jardinage, et de consolider ceux, déjà existants. Afin de mettre en œuvre cette action, le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) déploie un programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs municipaux.

De son côté, à ce jour, l'arrondissement de Ville-Marie met à la disposition des résident.e.s montréalais.e.s, et en priorité à celles et ceux de son territoire, quatorze jardins communautaires où sont répartis 562 jardinets. Dans ce contexte, afin d'améliorer ces jardins communautaires, des investissements sont nécessaires afin d'en faire bénéficier directement les résident.e.s. C'est pourquoi l'arrondissement désire déposer une demande de soutien financier pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 240445 (1244951007) - Autoriser l'arrondissement de Ville-Marie à participer à l'appel de projets de soutien financier pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal

DESCRIPTION

En septembre 2025, le BTER a lancé un troisième appel de projets aux arrondissements dans le cadre du programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs publics. Les arrondissements sont donc invités à participer à cet appel, lequel se déploie en deux volets:

Volet 1 Réfection: Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics 2026

Volet 2 Aménagement: Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics 2026

Ces améliorations dans les infrastructures existantes ou bien la création de nouveaux espaces cultivables pourraient se faire :

- Au sein des jardins existants;
- En pourtour des jardins existants;
- Dans de nouveaux lieux tels : sections de terrains sous-utilisés, toits, stationnements, espaces transitoires, espaces loués aux tiers, parc et près des installations municipales.

Pour 2026, l'arrondissement de Ville-Marie dépose deux demandes dans le volet réfection :

Réfection du Jardin communautaire Faubourg Saint Laurent :

En 2026, le jardin communautaire Faubourg Saint-Laurent, situé rue Saint-Dominique, fera l'objet d'un réaménagement complet pour améliorer la convivialité et la salubrité. Le projet prévoit le déplacement et la rénovation du cabanon, l'ajout de trois bacs (dont un accessible universellement), et la réorganisation de l'espace commun afin de créer un environnement plus fonctionnel, sécuritaire et accueillant pour les jardiniers.

Réfection du Jardin communautaire Sainte-Marie :

En 2026, le jardin communautaire Sainte-Marie, situé rue La Fontaine, fera l'objet d'une réfection majeure afin de restaurer sa fonctionnalité et sa convivialité. Le projet prévoit le remplacement des 20 bacs vétustes, la remise en état des parcelles arrière affectées par des racines, ainsi que la reconstruction de la pergola pour offrir un espace ombragé et accueillant. Ces améliorations permettront d'assurer la sécurité, la salubrité et la pérennité du jardin, tout en renforçant son rôle comme espace communautaire essentiel.

JUSTIFICATION

La réfection du jardin communautaire Sainte-Marie et celui du Faubourg Saint-Laurent est en lien direct avec la Stratégie en agriculture urbaine 2021-2026 de Montréal prévoyant de mettre de nouveaux espaces de jardinage à la disposition des citoyens et groupes communautaires dans les arrondissements.

De plus, voici les objectifs de l'Arrondissement, liés à la démarche en agriculture urbaine :

- Améliorer la desserte en jardins communautaires ou collectifs pour répondre aux demandes exprimées par les citoyens et organismes;
- Contribuer à la sécurité alimentaire en cultivant pour la collectivité;
- Occuper, de manière transitoire, des espaces au prise avec des enjeux sociaux;
- Intégrer des populations marginalisées à des projets socio communautaires;
- Éduquer, sensibiliser et encourager la pratique de l'agriculture urbaine citoyenne et communautaire;
- Contribuer au verdissement, à la biodiversité et à la résilience des quartiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Par ce dépôt de projet, l'Arrondissement demande une aide financière pour la réfection des jardins communautaires Sainte-Marie et Faubourg Saint Laurent (volet 1) dans le cadre du Programme de soutien financier pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal.

MONTREAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

La grille d'analyse Montréal 2030 a été insérée dans les pièces jointes du sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La demande a été transmise au Bureau de la transition écologique et de la résilience, mais elle nécessite l'appui formel du conseil d'arrondissement pour être admissible au programme. Cette étape n'a pas pu être réalisée lors de la séance de décembre 2025, ce qui rend essentiel que le dossier soit entériné au prochain conseil afin de respecter les conditions d'admission.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réfection - Jardin communautaire Faubourg Saint Laurent :

- Conception de l'aménagement/plans et devis : Hiver 2026.
- Réalisation des travaux : Printemps 2026.

Réfection - Jardin communautaire Sainte-Marie :

- Conception de l'aménagement/plans et devis : Printemps et été 2026.
- Réalisation des travaux : Octobre 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renaud JUDIC
Agent de développement

Tél : 514 661 3941
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-23

Valérie LEDUC
Cheffe de division

Tél : 514 242-6126
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc.
arrondissements

Tél : 514-872-0831
Approuvé le : 2026-01-26

Dossier # : 1261920001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des
sports_des loisirs et du développement social , Division des
sports_des loisirs et du développement social

Objet :

Autoriser l'arrondissement de Ville-Marie à participer à l'appel de
projets de soutien financier pour l'aménagement et la réfection
des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la
transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal

Montréal 2030 :



Grille d'analyse Montréal 2030_1261920001.pdf

Formulaires de dépôt :



REFECTION__DEMANDE DE FINANCEMENT_2026_Ste Marie (1).pdf



REFECTION__DEMANDE DE FINANCEMENT_2026_Faubourg Saint Laurent (1).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Renaud JUDIC
Agent de développement

Tél : 514 661 3941
Télécop. :

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1261920001

Unité administrative responsable : Division des sports et loisirs

Projet : *Autoriser l'arrondissement de Ville-Marie à participer à l'appel de projets de soutien financier pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics du Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			

Soutenir l'offre de service des organismes à but non lucratif du territoire par un soutien financier, une offre de locaux ou une offre de biens et services pour la mise en œuvre de service et d'activités dans les champs de compétences de l'arrondissement au bénéfice de la population de l'arrondissement de Ville-Marie.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

DEMANDE DE FINANCEMENT

VOLET RÉFECTION



Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics 2026

Note: Il est de votre responsabilité de fournir toutes informations utiles lors de la présentation de votre projet, et de remplir adéquatement le présent formulaire. L'évaluation des projets sera faite en fonction de la grille d'évaluation disponible à la section 8 et de toute autre documentation connexe fournie. Les dépenses demandées doivent respecter la politique de capitalisation de la Ville de Montréal. La qualité des informations présentées ou des dépenses non capitalisables auront une influence sur la note finale attribuée par le comité d'évaluation.

SECTION 1. RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR(-RESSE)

Renseignements sur l'arrondissement

Arrondissement	
Direction / Division	

Renseignements sur le(la) répondant(e) *(personne-ressource qui recevra toutes les communications liées au projet)*

Prénom		Nom	
Titre			
Numéro de téléphone			
Courriel			

Renseignements sur le ou la gestionnaire *(la personne signataire du projet)*

Prénom		Nom	
Titre			
Numéro de téléphone			
Courriel			

Renseignements sur le ou la responsable financière

Prénom		Nom	
Titre			
Numéro de téléphone			
Courriel			

SECTION 2. COÛT ET FINANCEMENT

Détails	Montants taxes incluses (\$)
Financement demandé en vertu du présent programme	
Contribution de l'arrondissement	
Coût total des investissements liés au projet	

SECTION 3. RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

Nom du projet <i>(Indiquez le nom du jardin)</i>			
Endroit <i>(Indiquez l'adresse ou se fera le projet)</i>			
Date de début		Date de fin	
<p>Votre projet vise-t-il la réfection? <i>(Réfection, consolidation et bonification des jardins communautaires et collectifs existants par la mise aux normes et la rénovation des installations désuètes, amélioration des aménagements favorisant l'accessibilité universelle et optimisation par l'ajout de nouveaux espaces).</i></p> <p>Oui Non*</p> <p>*Si votre réponse est non, vous devez plutôt remplir le formulaire pour le volet aménagement.</p>			
<p>Qui réalisera les travaux?</p> <p>L'arrondissement Un contractant externe L'arrondissement et contractant externe</p>			

SECTION 4. DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES RETOMBÉES

Présentez concrètement le projet.

--

Décrivez l'urgence et la priorité des travaux *(santé et sécurité des utilisatrices et utilisateurs).*

Décrivez les retombées du projet *(nombre de nouveaux jardiniers et jardinières intégrées au jardin, nouvelles superficies cultivables, etc.)*

Décrivez l'ancrage du projet dans les besoins des utilisateurs et utilisatrices *(mobilisation communautaire, consultation de comité de jardin, de groupes communautaires ou citoyens, etc.)*

Décrivez la demande de la population pour avoir un jardinet *(forte demande des citoyens et citoyennes, liste d'attente, etc.)*

SECTION 5. DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

Listez les documents complémentaires joints à votre demande de projet (incluez tous documents soutenant votre demande de fonds tels qu'un plan d'aménagement, planification de travaux, description de projet, etc.)

Nom du document

Type de document

SECTION 6. ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION DU PROJET

Indiquez les étapes et échéances de réalisation de votre projet

Description des étapes

Échéanciers prévus (mois/année)

SECTION 7. BUDGET PRÉVISIONNEL

Types de dépenses (Si votre projet est sur 2 ans, inscrire les montants qui seront dépensés pour chacune des deux années)	Montants demandés (\$)	
	2025	2026

Montants demandés (\$)

2025

2026

[illegible]

SECTION 7. GRILLE D'ÉVALUATION

No	Critères	Évaluation	Pondération	
			Volet 1	Volet 2
1	Présentation générale du projet	Le projet est-il clair et pertinent?	5	5
2	Étapes de réalisation et échéancier	Le projet présente-t-il un plan de réalisation structuré et bien organisé? Les activités, les livrables et l'échéancier sont clairs et réalisables dans le temps imparti?	10	10
3	Solidité du budget et pertinence du montant demandé	Le montage financier est-il complet et bien présenté? Les investissements prévus sont-ils énumérés? Le montage ne contient-il pas d'erreurs de calcul?	10	10
		Les activités prévues et les résultats escomptés justifient les dépenses planifiées?		
4	Contribution financière de l'arrondissement	L'arrondissement demandeur contribue-t-il financièrement ou en ressources humaines au projet?	10	10
5	L'urgence et la priorité des travaux	Le projet répond-t-il à une urgence qui peut affecter la santé et la sécurité des utilisatrices et utilisateurs?	15	NA
6	Retombées du projet	Le nombre de jardiniers et jardinières qui bénéficieront des travaux? Le nombre de nouveaux jardiniers et jardinières qui seront intégrés? Les nouvelles superficies cultivables?	15	15
7	Ancrage du projet dans les besoins des utilisateurs et utilisatrices	Le promoteur a-t-il consulté le comité de jardin ou les groupes communautaires locaux pour cerner les besoins des utilisatrices et utilisateurs? Est-ce qu'il y a une mobilisation autour du projet?	10	10
8	La demande des résidents pour avoir un jardinet (liste d'attente)	Le projet se trouve-t-il dans un secteur qui présente une forte demande citoyenne pour le jardinage?	15	10
9	Vulnérabilité socioéconomique et environnementale du territoire (nouveaux jardins)	Le projet est-il localisé dans un secteur jugé vulnérable sur le plan socioéconomique et environnemental (ex: désert alimentaire, secteur défavorisé, secteur vulnérable aux vagues de chaleurs etc.)? Est-ce que le quartier est bien desservi par les jardins?	NA	15
10	Aménagements favorables aux pollinisateurs	Le projet inclut-il un ou des aménagements permanents favorables aux pollinisateurs (au moins trois espèces différentes de plantes vivaces, indigènes, nectarifères et avec des périodes de floraison étalées tout au long de la saison)? Voir annexe D du programme.	NA	5
11	Appréciation globale	À la lecture de l'ensemble du projet, la proposition globale est-elle pertinente et correspond aux objectifs visés par le programme?	10	10
TOTAL			100	100

Volet 1: Réfection, consolidation et bonification des jardins communautaires et collectifs existants par la mise aux normes et la rénovation des installations déuètes, amélioration des aménagements favorisant l'accessibilité universelle et optimisation par l'ajout de nouveaux espaces.

Volet 2: Aménagement de nouveaux espaces de jardinage (jardin communautaire ou collectif en plein sol ou en bac lorsque les espaces sont réduits, contaminés ou que cela facilite l'usage pour des personnes âgées ou à mobilité réduite)

DEMANDE DE FINANCEMENT

VOLET RÉFECTION



Programme de soutien aux arrondissements pour l'aménagement et la réfection des jardins communautaires et collectifs publics 2026

Note: Il est de votre responsabilité de fournir toutes informations utiles lors de la présentation de votre projet, et de remplir adéquatement le présent formulaire. L'évaluation des projets sera faite en fonction de la grille d'évaluation disponible à la section 8 et de toute autre documentation connexe fournie. Les dépenses demandées doivent respecter la politique de capitalisation de la Ville de Montréal. La qualité des informations présentées ou des dépenses non capitalisables auront une influence sur la note finale attribuée par le comité d'évaluation.

SECTION 1. RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR(-RESSE)

Renseignements sur l'arrondissement

Arrondissement	
Direction / Division	

Renseignements sur le(la) répondant(e) *(personne-ressource qui recevra toutes les communications liées au projet)*

Prénom		Nom	
Titre			
Numéro de téléphone			
Courriel			

Renseignements sur le ou la gestionnaire *(la personne signataire du projet)*

Prénom		Nom	
Titre			
Numéro de téléphone			
Courriel			

Renseignements sur le ou la responsable financière

Prénom		Nom	
Titre			
Numéro de téléphone			
Courriel			

SECTION 2. COÛT ET FINANCEMENT

Détails	Montants taxes incluses (\$)
Financement demandé en vertu du présent programme	
Contribution de l'arrondissement	
Coût total des investissements liés au projet	

SECTION 3. RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

Nom du projet <i>(Indiquez le nom du jardin)</i>			
Endroit <i>(Indiquez l'adresse ou se fera le projet)</i>			
Date de début		Date de fin	
<p>Votre projet vise-t-il la réfection? <i>(Réfection, consolidation et bonification des jardins communautaires et collectifs existants par la mise aux normes et la rénovation des installations désuètes, amélioration des aménagements favorisant l'accessibilité universelle et optimisation par l'ajout de nouveaux espaces).</i></p> <p>Oui Non*</p> <p>*Si votre réponse est non, vous devez plutôt remplir le formulaire pour le volet aménagement.</p>			
<p>Qui réalisera les travaux?</p> <p>L'arrondissement Un contractant externe L'arrondissement et contractant externe</p>			

SECTION 4. DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES RETOMBÉES

Présentez concrètement le projet.

--

Décrivez l'urgence et la priorité des travaux *(santé et sécurité des utilisatrices et utilisateurs).*

Décrivez les retombées du projet *(nombre de nouveaux jardiniers et jardinières intégrées au jardin, nouvelles superficies cultivables, etc.)*

Décrivez l'ancrage du projet dans les besoins des utilisateurs et utilisatrices *(mobilisation communautaire, consultation de comité de jardin, de groupes communautaires ou citoyens, etc.)*

Décrivez la demande de la population pour avoir un jardinet *(forte demande des citoyens et citoyennes, liste d'attente, etc.)*

SECTION 5. DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

Listez les documents complémentaires joints à votre demande de projet (incluez tous documents soutenant votre demande de fonds tels qu'un plan d'aménagement, planification de travaux, description de projet, etc.)

Nom du document

Type de document

SECTION 6. ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION DU PROJET

Indiquez les étapes et échéances de réalisation de votre projet

Description des étapes

Échéanciers prévus (mois/année)

SECTION 7. BUDGET PRÉVISIONNEL

[illegible][illegible][illegible]

Type de dépenses <small>(Si votre projet est sur 2 ans, inscrire les montants qui seront dépensés pour chacune des deux années)</small>	Montants demandés (\$)	
	2025	2026
Salaires et honoraires		
Frais de déplacement		
Royalties		
Matières premières		
Matériel		
Logiciels		
Sous-traitance		
Autres		
Total		

[illegible]

SECTION 7. GRILLE D'ÉVALUATION

No	Critères	Évaluation	Pondération	
			Volet 1	Volet 2
1	Présentation générale du projet	Le projet est-il clair et pertinent?	5	5
2	Étapes de réalisation et échéancier	Le projet présente-t-il un plan de réalisation structuré et bien organisé? Les activités, les livrables et l'échéancier sont clairs et réalisables dans le temps imparti?	10	10
3	Solidité du budget et pertinence du montant demandé	Le montage financier est-il complet et bien présenté? Les investissements prévus sont-ils énumérés? Le montage ne contient-il pas d'erreurs de calcul?	10	10
		Les activités prévues et les résultats escomptés justifient les dépenses planifiées?		
4	Contribution financière de l'arrondissement	L'arrondissement demandeur contribue-t-il financièrement ou en ressources humaines au projet?	10	10
5	L'urgence et la priorité des travaux	Le projet répond-t-il à une urgence qui peut affecter la santé et la sécurité des utilisatrices et utilisateurs?	15	NA
6	Retombées du projet	Le nombre de jardiniers et jardinières qui bénéficieront des travaux? Le nombre de nouveaux jardiniers et jardinières qui seront intégrés? Les nouvelles superficies cultivables?	15	15
7	Ancrage du projet dans les besoins des utilisateurs et utilisatrices	Le promoteur a-t-il consulté le comité de jardin ou les groupes communautaires locaux pour cerner les besoins des utilisatrices et utilisateurs? Est-ce qu'il y a une mobilisation autour du projet?	10	10
8	La demande des résidents pour avoir un jardinet (liste d'attente)	Le projet se trouve-t-il dans un secteur qui présente une forte demande citoyenne pour le jardinage?	15	10
9	Vulnérabilité socioéconomique et environnementale du territoire (nouveaux jardins)	Le projet est-il localisé dans un secteur jugé vulnérable sur le plan socioéconomique et environnemental (ex: désert alimentaire, secteur défavorisé, secteur vulnérable aux vagues de chaleurs etc.)? Est-ce que le quartier est bien desservi par les jardins?	NA	15
10	Aménagements favorables aux pollinisateurs	Le projet inclut-il un ou des aménagements permanents favorables aux pollinisateurs (au moins trois espèces différentes de plantes vivaces, indigènes, nectarifères et avec des périodes de floraison étalées tout au long de la saison)? Voir annexe D du programme.	NA	5
11	Appréciation globale	À la lecture de l'ensemble du projet, la proposition globale est-elle pertinente et correspond aux objectifs visés par le programme?	10	10
TOTAL			100	100

Volet 1: Réfection, consolidation et bonification des jardins communautaires et collectifs existants par la mise aux normes et la rénovation des installations déuètes, amélioration des aménagements favorisant l'accessibilité universelle et optimisation par l'ajout de nouveaux espaces.

Volet 2: Aménagement de nouveaux espaces de jardinage (jardin communautaire ou collectif en plein sol ou en bac lorsque les espaces sont réduits, contaminés ou que cela facilite l'usage pour des personnes âgées ou à mobilité réduite)



Dossier # : 1267768004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 décembre 2025 et du 1er au 31 janvier 2026

De prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 décembre 2025 et du 1er au 31 janvier 2026.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 13:03

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1267768004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 décembre 2025 et du 1er au 31 janvier 2026

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 décembre 2025 et du 1er au 31 janvier 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-16

Anne-Marie LEMIEUX
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514-589-7594
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : - -
Approuvé le : 2026-02-02

Dossier # : 1267768004

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division
du greffe

Objet :

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux
fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au
31 décembre 2025 et du 1er au 31 janvier 2026



01-Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées-Janvier 2026.pdf



01-Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées-Janvier 2026.pdf



12-Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées-Décembre 2025.pdf



12-Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées-Décembre 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mamy Sylvie KANANGILA KANANGILA
Analyste de dossiers

Tél : 514 518-5732

Télécop. :

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Janvier 2026

Fournisseur	No facture	Description facture	Date comptable	Type dépense Sdf	Division	Montant répartition
Arthur Guillaume (678446)	racineguillarmesutto03	Projet Racine	07-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	482,94
Total Arthur Guillaume (678446)						482,94
Association Des Communicateurs Municipaux Du	11380	Cotisation annuelle 2026	19-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	314,96
Total Association Des Communicateurs Municipaux Du Quebec Inc. Acmq (119152)						314,96
Association Lamastrock (710984)	f251120	Artiste Maia Barouch, 13 novembre 2025 spectacle AIDA	26-janv-2026	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	3 884,54
Association Lamastrock (710984)	artiste251114	Spectacle Maia Barouh / 14 novembre 2025	01-janv-2026	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	3 884,54
Total Association Lamastrock (710984)						7 769,08
Atelier De Location Turbo Inc (116888)	546927	Reservoir propane	14-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	180,20
Total Atelier De Location Turbo Inc (116888)						180,20
Aumais, Sebastien (574071)	de20260116110045	Formation	16-janv-2026	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Urbanisme (B63K26)	629,55
Total Aumais, Sebastien (574071)						629,55
Caroline Poirier - La Shop Graphique (393131)	462025	Projet: Regarde 2025	16-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	869,30
Total Caroline Poirier - La Shop Graphique (393131)						869,30
Centre Agricole J.L.D. Inc. (114911)	p09519	Knob empla 106e05	28-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	61,04
Centre Agricole J.L.D. Inc. (114911)	p09357	Pièce (pin fasterner)	26-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	47,03
Total Centre Agricole J.L.D. Inc. (114911)						108,07
Centre De La Petite Enfance Du Carrefour Inc. (14002)	002	Répits culturels.	01-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	372,78
Total Centre De La Petite Enfance Du Carrefour Inc. (140723)						372,78
Centre De Services Scolaires De Montreal (10311)	c3030097	Frais pour les patrouilles alarmes	12-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports et loisirs	129,13
Total Centre De Services Scolaires De Montreal (103112)						129,13
Cooperative De L'Universite Laval (397634)	807227	Etui otterbox et protège écran pour iphone 14 plus	26-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division de la gestion immobilière	123,89
Total Cooperative De L'Universite Laval (397634)						123,89
Copie Express (116785)	csg17495	Impression	01-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	382,15
Total Copie Express (116785)						382,15
Creations Jean-Claude Tremblay Inc. (115000)	39462	Service d'animation mascotte Étinelle	13-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Mobilité	461,94
Total Creations Jean-Claude Tremblay Inc. (115000)						461,94
Emmanuelle Lizere (280311)	291	Atelier musique	08-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	419,95
Total Emmanuelle Lizere (280311)						419,95
Groupe Surprenant (382052)	80030	Gestion de parasite et inspection	19-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	120,74
Groupe Surprenant (382052)	79870	Services sur appel	08-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports et loisirs	262,47
Groupe Surprenant (382052)	78039	Traitement contre les blattes	22-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	194,23
Total Groupe Surprenant (382052)						577,44
Hydro Westmount (107914)	1168234	Frais électricité Lampadaire 11 décembre 2025 au 14 janvier 2026	27-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	40,99
Total Hydro Westmount (107914)						40,99

Jean Poisson (611355)	26002vmari	Formation sur l'application de code de construction	20-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Permis et inspection (B63K28)	703,42
Total Jean Poisson (611355)						703,42
Jr Services Sanitaires (114018)	t4268	Location de conteneur	14-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	47,24
Jr Services Sanitaires (114018)	t4103	Location de conteneur	14-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	47,24
Total Jr Services Sanitaires (114018)						94,48
Karine Laurence (157787)	13	Photographie	13-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	194,23
Total Karine Laurence (157787)						194,23
Laboratoire Sur L'Agriculture Urbaine (327554)	20323684	Google Jardins Ville-Marie	07-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports et loisirs	49,13
Total Laboratoire Sur L'Agriculture Urbaine (327554)						49,13
Lafleur & Fils Inc. (10363)	112491	Télécommande	13-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	115,48
Total Lafleur & Fils Inc. (10363)						115,48
Lamcom Technologies Inc. (138785)	345091	Panneau"Danger -chute de glace"	01-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	297,32
Total Lamcom Technologies Inc. (138785)						297,32
Les Enseignes Icubic Inc. (248647)	00029827	Découpe de Vynyle	14-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	150,03
Total Les Enseignes Icubic Inc. (248647)						150,03
Levesque, Jeremie (603524)	de20251211132816	Remboursement - Achat de sucre. Défilé du Père Noël.	01-janv-2026	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Communications et relations avec la communauté	76,10
Total Levesque, Jeremie (603524)						76,10
Lussier, Francis (531950)	de20260126134552	Chauffe-mains pour les inspecteurs	26-janv-2026	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Permis et inspection (B63K28)	63,44
Total Lussier, Francis (531950)						63,44
Maintenance Atomikk Inc. (737577)	12225	Nettoyage tapis	26-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports et loisirs	551,18
Total Maintenance Atomikk Inc. (737577)						551,18
Marwan Driss Sekkat (712283)	rdvisekkatsutto04	Atelier	13-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	787,41
Total Marwan Driss Sekkat (712283)						787,41
Maude Desbois (644963)	430	Prise de photo activées extérieures le 20 août	01-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	419,95
Total Maude Desbois (644963)						419,95
Mecanique J. Clair Inc. (377032)	m48726	Bulbs & bits 42s	19-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	450,55
Total Mecanique J. Clair Inc. (377032)						450,55
Mfbb Inc. (226049)	7504	Cartels et modification affiche	01-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	355,65
Total Mfbb Inc. (226049)						355,65
Morrisette, Isabelle (518534)	de20260129111816	Dépense: Pâte à modeler, collations et bois et goujons	29-janv-2026	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B63K18)	50,00
Total Morrisette, Isabelle (518534)						50,00
Nous Les Arts (186609)	14122025	Atelier	09-janv-2026	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	335,96
Total Nous Les Arts (186609)						335,96
Oktoecho (150721)	20252605	Atelier - performance	08-janv-2026	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	3 195,97
Total Oktoecho (150721)						3 195,97
Picard, Sandra (513089)	de20260116104954	Kilométrage	16-janv-2026	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Gestion - travaux publics (B63K08)	53,80
Total Picard, Sandra (513089)						53,80
Prestige Securkey Inc (112820)	in122749	Réparation d'une serrure	15-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	262,47
Total Prestige Securkey Inc (112820)						262,47
Promotions C.S.L. (Les) (144125)	14388	Location Sonorisation, éclairage, installation	20-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports et loisirs	871,40
Total Promotions C.S.L. (Les) (144125)						871,40

R.M. Hebert Inc. (109288)	73123	Affiches coroplast	16-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	641,47
R.M. Hebert Inc. (109288)	73125	Affiches coroplast	16-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	201,58
R.M. Hebert Inc. (109288)	73067	Affiches	19-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	280,32
R.M. Hebert Inc. (109288)	73012	Feuillet bibliothèque Frontenac GQ 5 Affiche bibliothèque Frontenac GQ Programmation mensuelle décembre 2025	01-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	313,91
R.M. Hebert Inc. (109288)	72943	Feuillet	23-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	151,18
Total R.M. Hebert Inc. (109288)						1 588,46
R.M. Leduc & Cie Inc. (116055)	60551	Boitier de dvd et pellicule adhésive	19-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	436,91
Total R.M. Leduc & Cie Inc. (116055)						436,91
Restrepo, Juan Carlos (496350)	de20260107114340	Utilisation automobile	07-janv-2026	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Parcs et installations (B63K12)	74,25
Total Restrepo, Juan Carlos (496350)						74,25
Ricoh Canada Inc (116172)	sco95120409	Copy usage/copies tirees	08-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	136,84
Total Ricoh Canada Inc (116172)						136,84
Sam, Nathaniel Sebastien (776161)	de20260107105611	Reçu d'inscription	07-janv-2026	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Division des sports et loisirs	119,63
Total Sam, Nathaniel Sebastien (776161)						119,63
Serge Marchetta (902892)	202501	Droits d'exposition	01-janv-2026	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	2 525,00
Total Serge Marchetta (902892)						2 525,00
Serruriers Amherst Inc. (117448)	36838	Clés	26-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division de la gestion immobilière	102,47
Total Serruriers Amherst Inc. (117448)						102,47
Site Integration Plus Inc. (145412)	30215	Commutateur réseau	16-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	404,20
Total Site Integration Plus Inc. (145412)						404,20
Six Creativelab (201751)	f2641c40	PRODUCTION D'UN PANNEAU DE CHANTIER POUR LE GARAGE SATELLITE DE LA COMMUNE	01-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division de la gestion immobilière	146,46
Total Six Creativelab (201751)						146,46
Societe Canadienne Des Postes (49148)	91000294851	Postal, messagerie	27-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	141,47
Societe Canadienne Des Postes (49148)	99000277073	Serv. postal	28-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	335,81
Societe Canadienne Des Postes (49148)	95000270603	Poste	13-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	7,54
Societe Canadienne Des Postes (49148)	93000263059	Service postal	28-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	15,20
Societe Canadienne Des Postes (49148)	96000239010	Service postal	22-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	139,51
Total Societe Canadienne Des Postes (49148)						639,53
Uline Canada Corp (152679)	17364565	Monitored by video camera, name badge holders and standard carpet mat	08-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	417,94
Total Uline Canada Corp (152679)						417,94
Vincent Leveille (901181)	1	Animation d'un atelier (ruche de zines)	12-janv-2026	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	200,00
Total Vincent Leveille (901181)						200,00
Wang, Ziyi (753370)	de20260119141512	Inscription à requalification Premier Soins	27-janv-2026	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Division des sports et loisirs	69,02
Total Wang, Ziyi (753370)						69,02
Total général						28 801,05

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Janvier 2026

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
ACIER PICARD INC	1754381	2026-01-05	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie- Commande ouverte 2026 - Achat de métaux pour fabrication de pièces diverses.	Ville-Marie - Travaux publics	-	12 598,50
Total ACIER PICARD INC							12 598,50
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1755417	2026-01-07	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achat divers accessoires, produits et pièces selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	22 572,31
Total ACKLANDS - GRAINGER INC.							22 572,31
AFI PAR EDGENDA INC.	1739225	2026-01-06	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Formation Ceinture Verte Lean Six Sigma sur entente 1721571. Budget RH - 2 employés en 2025. Ajout de 3 employés en 2026	Ville-Marie - Services administratifs	-	4 409,47
Total AFI PAR EDGENDA INC.							4 409,47
AIDI INC.	1755079	2026-01-07	PICARD, SANDRA	Hébergement logiciel Aïdi (Gestion de projet de construction) pour pour 12 mois (période du 1er janvier au 31 décembre 2026). Référence SA337.	Ville-Marie - Travaux publics	-	16 693,01
Total AIDI INC.							16 693,01
AIGLON INDIGO	1754383	2026-01-05	BEAUDIN, FRANCE	PARCS Ville-Marie -Commande ouverte 2026 - Achat de plantes indigènes.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 874,06
Total AIGLON INDIGO							7 874,06
ALMA PLANTES INC.	1709389	2026-01-06	TREMBLAY, GINA	Soumission 1259 - Entretien annuel des plantes à Sanaaq se terminant en avril 2026.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	12 483,01
Total ALMA PLANTES INC.							12 483,01
ALPHAPLANTES	1755219	2026-01-07	BOIVIN, MARIE-EVE	BC 2026 Service d'entretien des plantes au 1455, Bercy. Arr. de Ville-Marie TP-Voirie-Opérations.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 568,46
Total ALPHAPLANTES							2 568,46
ANAIS CASTRO	1753930	2026-01-15	TREMBLAY, GINA	Convention de services - Commissaire édition 2026 de l'exposition Regarde!	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	10 000,00
Total ANAIS CASTRO							10 000,00
ANATIS BIOPROTECTION	1754384	2026-01-05	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achat d'insectes prédateurs pour utilisation au château Ramezay.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 099,75
Total ANATIS BIOPROTECTION							2 099,75
ANDRE PAPPATHOMAS	1739190	2026-01-15	TREMBLAY, GINA	Convention de spectacle - Le Grand Choeur du Centre-Sud - PSIC 2025 Montant total de 20 000 \$ Convention se terminant le 12 juin 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 000,00
Total ANDRE PAPPATHOMAS							4 000,00
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC	1758394	2026-01-19	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Soumission du 12 janvier 2026 - Produits chimiques piscines - CJCM	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 450,94
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC	1754487	2026-01-05	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achats de produits chimiques pour les fontaines, et fontaine Place Vauquelin.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 774,31
Total AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.							8 225,25
ARPENTAGE CHAMPLAIN INC.	1757235	2026-01-14	PICARD, SANDRA	Relevé du terrain et production du rapport pour Rouen/Montgomery. Soumission ODS25-053, projet AC25-162. Arr. de Ville-Marie, TP-Voirie-travaux. ☐	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 564,34
Total ARPENTAGE CHAMPLAIN INC.							5 564,34

ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL	1753580	2026-01-07	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Surveillance patinoire parc des Faubourgs et des Vétérans Montant maximal de 64 597,67 \$ taxes incluses Convention se terminant le 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255987001	51 678,14
Total ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL							51 678,14
ATMOSPHERE INC.	1742027	2026-01-08	PICARD, SANDRA	soum_14153 : travaux de réparation de la toilette autonettoyante au parc Pied-du-Courant, suite à du vandalisme, et banque d'heures pour assistance techniques. Arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 147,44
Total ATMOSPHERE INC.							2 147,44
AU BOUT DU MUSEAU	1754273	2026-01-07	QUER, STEPHANIE	Soumission 1142 - Zoolecture entre le 15 février et le 17 mai 2026 - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 162,74
Total AU BOUT DU MUSEAU							2 162,74
BAULNE INC.	1728045	2026-01-07	RAIL, CHRISTIANE	Entente de service 2206-183-2 : service de maintenance des systèmes de ventilation et chauffage de l'édicule de la salle mécanique de la fontaine, place Émilie Gamelin pour une période de 12 mois, débutant en juillet 2025. Arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 647,78
Total BAULNE INC.							2 647,78
BETON PROVINCIAL LTEE	1745536	2026-01-09	BELLEVILLE, ERIC	Divers items hors entente. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 388,21
Total BETON PROVINCIAL LTEE							3 388,21
BRIQUE ET PIERRE MONTREAL INC.	1754494	2026-01-05	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie- Commande ouverte 2026 - Achat de divers matériaux.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 624,69
Total BRIQUE ET PIERRE MONTREAL INC.							2 624,69
C.A.C.T.U.S. MONTREAL	1752296	2026-01-30	TREMBLAY, GINA	Convention de services - Entretien et récupération des bacs de seringues extérieurs, district Peter-McGill Montant total de 5 564,83 \$ Convention se terminant le 31 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA253405001	2 782,42
Total C.A.C.T.U.S. MONTREAL							2 782,42
CARDIO CHOC INC.	1755632	2026-01-08	LEMYRE, PATRICK	Soumission 13537 - Défibrillateurs - Arr de Ville-Marie	Ville-Marie - Services administratifs	-	3 978,97
Total CARDIO CHOC INC.							3 978,97
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTREAL C	1755826	2026-01-08	DUFRESNE, ALAIN	Soumission du 10 décembre 2025 - Surveillance des buttes de glisses - Square Cabot et place Henri-Dunant Montant total de 26 779,50 \$ Convention se terminant le 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255728003	26 779,50
Total CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE							26 779,50
CELINE BARBEAU	1757184	2026-01-14	QUER, STEPHANIE	Convention d'animation - Ateliers d'initiation au tricot - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 303,76
Total CELINE BARBEAU							2 303,76
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINT	1757639	2026-01-15	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services 2026 - Entretien du CCLSCA Montant total de 59 175,50 \$ Convention se terminant le 31 décembre 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA254105005	59 175,50
Total CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE							59 175,50
CENTRE DE JARDIN BROSSARD INC	1754402	2026-01-05	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achat de vivaces pour saillies, ruelles vertes et parcs.	Ville-Marie - Travaux publics	-	18 897,75
Total CENTRE DE JARDIN BROSSARD INC							18 897,75
CENTRE DE LOCATION DUPUIS 2006 LTEE	1746376	2026-01-06	BELLEVILLE, ERIC	BC ouvert - Sur demande - Pour la réparation et l'entretien des génératrices. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 828,77
Total CENTRE DE LOCATION DUPUIS 2006 LTEE							2 828,77
CENTRE RECREATIF POUPART INC.	1757133	2026-01-14	TREMBLAY, GINA	Soumission du 11 décembre 2025 - Convention pour l'entretien du centre Récréatif Poupart Convention se terminant le 31 décembre 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DB254105006	15 000,00
Total CENTRE RECREATIF POUPART INC.							15 000,00

CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1696579	2026-01-12	DUFRESNE, ALAIN	BC ouvert 2025. Service de huissiers sur demande sous la responsabilité de Lalao H. Randrianarivelo) au 514-868-3599. Arr. de Ville-Marie, TP-réglementation.	Ville-Marie - Travaux publics	-	8 560,15
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1755432	2026-01-08	DUFRESNE, ALAIN	BC ouvert 2026. Service de huissiers sur demande (sous la responsabilité de Lalao H. Randrianarivelo) au 514-868-3599. Arr. de Ville-Marie, TP-réglementation.	Ville-Marie - Travaux publics	-	26 246,87
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1696104	2026-01-07	TURCOTTE, STEPHANIE	2025- BC ouvert pour service de huissiers de justice au besoin - DAUM (permis et inspections) Monique Jalbert	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	3 929,99
Total CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.							38 737,01
CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE	1754263	2026-01-06	QUER, STEPHANIE	Soumission SANAAQ_20250005 - Ateliers de conversation française	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 519,70
Total CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE							2 519,70
COMPUGEN INC.	1756980	2026-01-14	LEMYRE, PATRICK	Soumission 645615 - Écrans hors-entente - R747314	Ville-Marie - Services administratifs	-	6 307,12
COMPUGEN INC.	1755858	2026-01-08	LEMYRE, PATRICK	Soumission 645589 - Portable Surface - J Ashby - R747475	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 995,92
Total COMPUGEN INC.							9 303,04
CONCEPTIONS SNOTECH INC.	1754448	2026-01-05	DUFRESNE, ALAIN	Soumission 26-33 - Convention de services - Planification, aménagement et entretien des buttes de glisse au square Cabot et à la place Henri-Dunant pour la saison hivernale 2025-2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255728004	29 532,99
Total CONCEPTIONS SNOTECH INC.							29 532,99
CONSTRUCTION DJL INC	1757501	2026-01-15	BELLEVILLE, ERIC	BC ouvert 2026 pour l'achat, sur demande, d'enrobés bitumineux de type CH-10 PG 58S-28 pour la période hivernale. (Hors entente, mais au prix de l'entente 1683941) Arr. de Ville-Marie TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37
Total CONSTRUCTION DJL INC							5 249,37
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	1752875	2026-01-07	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Surveillance patinoires 2025-2026 au parc Walter-Stewart Montant total maximal de 42 611,70 \$ taxes incluses Convention se terminant le 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255987003	31 128,12
Total CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART							31 128,12
COTE-JEAN ET ASSOCIES INC.	1757837	2026-01-16	PICARD, SANDRA	Plans et devis pour appel d'offres publics pour travaux de réhabilitation d'égout. Soumission ODS-2025. Arr. de Ville-Marie, TP-Egouts.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 139,15
Total COTE-JEAN ET ASSOCIES INC.							7 139,15
CREATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY INC.	1759894	2026-01-23	LEDUC, VALERIE	BC ouvert 2026 - Animation par la mascotte de Ville-Marie	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	6 299,25
Total CREATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY INC.							6 299,25
CYCLO CHROME INC.	1755133	2026-01-07	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	BC ouvert 2026 - Entretien flotte des vélos cargos de Ville-Marie	Ville-Marie - Services administratifs	-	5 249,37
Total CYCLO CHROME INC.							5 249,37
DEMIX CONSTRUCTION	1757305	2026-01-14	PICARD, SANDRA	BC ouvert 2026 asphalte Nid-de-poule. Saison hivernale - entente 1683942, se terminant le 23 octobre 2027. Arr. de Ville-Marie, TP-Propreté.	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 498,74
Total DEMIX CONSTRUCTION							10 498,74
DESCHENES & FILS LTEE	1754845	2026-01-06	RAIL, CHRISTIANE	Soum. C095764 : achat de pièces pour réparation des services d'eau au Quartier des spectacles. Arr. de Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 698,18
Total DESCHENES & FILS LTEE							2 698,18
DIRECTION CHRETIENNE INC.	1720421	2026-01-15	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Gestion et animation de l'espace d'agriculture urbaine intérieur - Centre Sanaaq Montant total de 29 190 \$ Convention se terminant en mai 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA254105003	9 730,00
Total DIRECTION CHRETIENNE INC.							9 730,00

DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	1754515	2026-01-05	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie et MT-ROYAL -Commande ouverte 2026 - Achat de fourniture diverse.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 887,15
Total DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.							2 887,15
EAU DE SOURCE PEAUSEIDON	1715720	2026-01-07	BELLEVILLE, ERIC	Eau embouteillée en format 4 litres, Boîtes = 4 X4 litres et Palettes. Entente 1553263. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 731,00
Total EAU DE SOURCE PEAUSEIDON							4 731,00
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	1760650	2026-01-28	PICARD, SANDRA	2026 - Location de clôture au parc Rutherford, équipe parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 498,75
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	1752321	2026-01-07	LEDUC, VALERIE	Soumission 01-041768 - Location de clôture jardin quartier chinois. Remplacement du bc 1656591 Du 14 mai 2024 au 14 mai 2027 Montant total de 11 122.20 \$ plus taxes	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 739,50
Total ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC							14 238,25
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTEE	1748151	2026-01-06	DUFRESNE, ALAIN	Lot 1, 2 et 3 : Services de déneigement et déglçage au Square Chaboillez, Place du Sable Gris et station de mérito Saint-Laurent, saison hivernale 2025-2026. Arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	DA254846001	15 019,00
Total ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTEE							15 019,00
ERGOCENTRIC SYSTEME DE SIEGES	1758389	2026-01-19	LEMYRE, PATRICK	Soumission 01162026-01AL - Support à écrans doubles - RM Ville-Marie	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 624,69
Total ERGOCENTRIC SYSTEME DE SIEGES							2 624,69
FLASH ROMEO INC.	1759553	2026-01-22	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	BC ouvert 2026 - Plateforme de gestion des horaires - Piscines Ville-Marie	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 094,51
Total FLASH ROMEO INC.							4 094,51
GESTION JEROME BERNARD INC. - CANADIAN TIRE	1754554	2026-01-05	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie et MT-ROYAL. Commande ouverte 2026 - Achat de fourniture diverse.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 199,49
Total GESTION JEROME BERNARD INC. - CANADIAN TIRE							4 199,49
GESTION LAVAIL INC.	1759063	2026-01-21	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Soumission 20250926 - Activité tire d'érable - Place Henri-Dunand et parc Prudence-Heward	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 782,17
Total GESTION LAVAIL INC.							2 782,17
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1701861	2026-01-08	BEAULIEU, JOHANNE	BC ouvert pour livraison courrier spécial - Compte 42119 - RH et TP pour 2025	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 768,40
Total GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.							3 768,40
GO JEUNESSE	1753599	2026-01-07	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Surveillance patinoire parc Toussaint-Louverture Montant maximal de 34 202,91 \$ taxes incluses Convention se terminant le 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255987002	27 362,33
Total GO JEUNESSE							27 362,33
GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINERAIRE (LE)	1757124	2026-01-14	DUFRESNE, ALAIN	Placement publicitaire. De février 2026 à janvier 2027. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	18 456,80
Total GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINERAIRE (LE)							18 456,80
GROUPE STAR SUITES INC	1738061	2026-01-05	PICARD, SANDRA	Devis 706 : réservation de location toilettes pour le parc Jos-Montferrand (Piscinette 2026), arr. Ville-Marie. Location toilette, transport et vidange. Pour une période de 3 mois en 2026, débutant le 15 juin 2026.	Ville-Marie - Travaux publics	-	14 619,51
Total GROUPE STAR SUITES INC							14 619,51
HKD SNOWMAKERS (TURBOCRISTAL INC.)	1755146	2026-01-07	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soum. 16049 : Service de réparation des canons à neige au parc du Mont-Royal, arr. de Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 857,28
Total HKD SNOWMAKERS (TURBOCRISTAL INC.)							4 857,28
HULA-HOOP MONTREAL S.E.N.C.	1757097	2026-01-14	TREMBLAY, GINA	Convention d'animation - Cours de Hoop fitness - Activité sports et loisir au centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 183,74
Total HULA-HOOP MONTREAL S.E.N.C.							2 183,74

IMPRIMERIE HEON & NADEAU LTEE	1759286	2026-01-22	DUFRESNE, ALAIN	Gré à gré plus bas conforme, pour l'impression du bulletin d'arrondissement - édition hiver 2026. Soumission D086157-1-2. Arr. de Ville-Marie, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA252840006	47 581,91
Total IMPRIMERIE HEON & NADEAU LTEE							47 581,91
IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC.	1748137	2026-01-05	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Programmation culture Est - Hiver 2026. Soumission 531964 révisée. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	8 242,57
Total IMPRIMERIE L'EMPREINTE INC.							8 242,57
INDIGO PARC CANADA INC.	1754439	2026-01-08	PICARD, SANDRA	2026 - Location de 4 espaces de stationnement à la Place Dupuis, pour voitures électriques, de janvier à décembre 2026. Compte AC28_600276621. Arr. de Ville-Marie, TP-Inspection-Manon Quellet	Ville-Marie - Travaux publics	-	22 047,37
Total INDIGO PARC CANADA INC.							22 047,37
INDUSTRIES DESORMEAU INC.	1754559	2026-01-05	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie et MT-ROYAL -Commande ouverte 2026 - Achat de diverses pièces de quincaillerie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 412,09
Total INDUSTRIES DESORMEAU INC.							3 412,09
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	1760896	2026-01-28	BELLEVILLE, ERIC	Marteau piqueur. Soumission 50187466-00. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 991,67
Total J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.							2 991,67
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1754907	2026-01-06	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie et MT-ROYAL - Commande ouverte 2026 - Réparation de scie à chaîne.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 887,16
Total JEAN GUGLIA & FILS ENR.							2 887,16
JEUX D'ANTAN	1759089	2026-01-21	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Soumission par courriel 20250919 - Service animation Temps des sucres 23 et 30 avril 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 855,66
Total JEUX D'ANTAN							2 855,66
JULIE MEERT	1748724	2026-01-19	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Bulletin hiver 2026. Rédaction de textes pour le bulletin de Ville-Marie - coordination et révision de la production. Soumission révisée-JM-03. Arr. de Ville-Marie, Direction V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 380,00
Total JULIE MEERT							4 380,00
KONO SECURITE INC.	1748976	2026-01-15	DUFRESNE, ALAIN	Soumission du 27 oct. 2025. Surveillance et contrôle des lieux au bâtiment du 2550 rue Ontario Est 2025-2026. Total de 77,053.77\$ avant taxes. Arr. de Ville-Marie, CSLDS. Convention se terminant le 30 août 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA259039002	67 085,16
Total KONO SECURITE INC.							67 085,16
L'ESPACE CREE	1757040	2026-01-14	TREMBLAY, GINA	Convention d'animation - Cours de yoga sur chaise - Activité sports et loisirs au centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 100,00
Total L'ESPACE CREE							2 100,00
LA BOITE ROUGE VIF	1743693	2026-01-16	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Élaboration d'un plan de collaboration avec les Premiers Peuples - Centre Sanaaq Convention se terminant le 31 décembre 2026 Montant total de 70 275,07 \$	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA258447001	42 165,05
Total LA BOITE ROUGE VIF							42 165,05
LA PORTE JAUNE	1755819	2026-01-08	HOUDE, MARIE	Facture 2025.12.1101 - Organisation événements Halloween et Noël - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 000,00
Total LA PORTE JAUNE							3 000,00
LA TABLEE DES CHEFS	1747017	2026-01-15	DUFRESNE, ALAIN	Offre de service 2587 - Animation d'ateliers culinaires - Lab culinaire du centre Sanaaq Montant total de 25 000 \$ avant taxes Septembre 2025 à mai 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA259693002	15 748,12
Total LA TABLEE DES CHEFS							15 748,12

LANAUCO LTEE	1757902	2026-01-16	PICARD, SANDRA	Fournir et installer poteau. Soumission du 12 déc. 2025. Arr. de Ville-Marie, TP-Voirie-Travaux.	Ville-Marie - Travaux publics	-	13 529,85
Total LANAUCO LTEE							13 529,85
LE COMITE DU CENTENAIRE DE JANETTE BERT	1757346	2026-01-14	TREMBLAY, GINA	Soumission du 9 janvier 2026 - Installation le Siècle de Janette - MCJS	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	10 000,00
Total LE COMITE DU CENTENAIRE DE JANETTE BERTRAND							10 000,00
LE DEVOIR INC.	1758813	2026-01-20	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	Publication avis publics et appels d'offres sur entente 1721436 pour l'année 2026 - Arr de Ville-Marie	Ville-Marie - Services administratifs	-	8 399,00
Total LE DEVOIR INC.							8 399,00
LE GROUPE J.S.V. INC	1757241	2026-01-14	BELLEVILLE, ERIC	Achat divers grandeur de couvre tout avec broderie. Soumission 592048. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 497,34
Total LE GROUPE J.S.V. INC							3 497,34
LES ATELIERS CINQ EPICES	1754277	2026-01-06	QUER, STEPHANIE	Convention d'animation - Ateliers de cuisine pour les 5 à 12 ans - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 000,00
Total LES ATELIERS CINQ EPICES							2 000,00
LES CHARIOTS KIRMAR INC.	1757919	2026-01-16	PICARD, SANDRA	2026 Location d'un chariot élévateur au propane d'une capacité de 5000 lbs. Arr. de Ville-Marie TP-Voirie-propreté.	Ville-Marie - Travaux publics	-	13 417,40
Total LES CHARIOTS KIRMAR INC.							13 417,40
LES CONSTRUCTIONS CORDELLA (CANADA) LT	1754916	2026-01-06	PICARD, SANDRA	PARCS Ville Marie Commande ouverte - Service 2026 : Sciage de fosses d'arbres pour la plantation, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	22 572,31
Total LES CONSTRUCTIONS CORDELLA (CANADA) LTEE							22 572,31
LES DISTRIBUTIONS NORTHER ENR.	1754922	2026-01-06	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie -Commande ouverte 2026 - Achat de divers outils et pièces selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	12 598,50
Total LES DISTRIBUTIONS NORTHER ENR.							12 598,50
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1755352	2026-01-07	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achat de divers outils et pièces selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	18 897,75
Total LES OUTILS PIERRE BERGER INC							18 897,75
LES SERRES RIEL INC	1756394	2026-01-12	RESTREPO, JUAN CARLOS	Achats de végétaux, embellissement arr. de Ville-Marie, équipe parcs. Livraison à trois lieux : parc des Faubourgs, parc Walter Stewart et parc Henri-Dunant, en mai 2026.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 466,81
Total LES SERRES RIEL INC							6 466,81
LINDE CANADA INC.	1754926	2026-01-06	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie- Commande ouverte 2026 - Achat de produits de soudure (acétylène - oxygène et autres).	Ville-Marie - Travaux publics	-	20 997,50
Total LINDE CANADA INC.							20 997,50
LOCATION DICKIE MOORE.	1748293	2026-01-15	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Soumission SM25-10x32F-001 du 9 septembre 2025 - Location bureau mobile - Patinoire parc des Faubourgs Contrat du 15 décembre 2025 au 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 299,22
Total LOCATION DICKIE MOORE.							2 299,22
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1697507	2026-01-08	PICARD, SANDRA	2025- BC ouvert - Location véhicule, sur demande. Arr. de Ville-Marie, TP-entretien (HDV Ronal Mazariegos).	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 255,12
Total LOCATION SAUVAGEAU INC.							2 255,12
MARINA MATERIAUX ET EQUIPEMENTS	1754931	2026-01-06	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Reparation et entretien de divers appareils (tondeuses, débroussailleuses et autres)	Ville-Marie - Travaux publics	-	14 698,25
Total MARINA MATERIAUX ET EQUIPEMENTS							14 698,25
MATERIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC.	1754936	2026-01-06	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achat pièces de plomberie au besoin.	Ville-Marie - Travaux publics	-	18 897,75
Total MATERIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC.							18 897,75
MECANO-INDUSTRIE INC.	1745321	2026-01-06	PICARD, SANDRA	Service sur appel, pour travaux et réparation. pour une période de trois (3) ans. Début mai 2024 à octobre 2026. Parcs- Aménagement	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37
Total MECANO-INDUSTRIE INC.							5 249,37

NATHALIE ANGERS	1742865	2026-01-19	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Bulletin hiver 2025. Soumission 2025038. Arr. de Ville-Marie, Direction V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	6 467,23
Total NATHALIE ANGERS							6 467,23
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1755346	2026-01-07	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie -Commande ouverte 2026 - Achat , sur demande, de divers équipements pour élagueurs selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	18 897,75
Total NOVAFOR EQUIPEMENT INC.							18 897,75
ORIZON MOBILE	1747258	2026-01-07	BOIVIN, MARIE-EVE	Location de radios pour secteur 310. Du 17 novembre 2025 au 30 avril 2026. Soumission (contrat) : 16GC110525. Arr. de Ville-Marie, TP-Déneigement.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 044,64
ORIZON MOBILE	1747259	2026-01-07	PICARD, SANDRA	Location de radios. Du 17 novembre 2025 au 30 avril 2026. Soumission (contrat) : 16GC110525. Arr. de Ville-Marie, TP-Déneigement.	Ville-Marie - Travaux publics	-	9 238,90
Total ORIZON MOBILE							12 283,54
PAULINE ROUSSEL	1757069	2026-01-14	TREMBLAY, GINA	Convention d'animation - Cours yoga maman-bébé - Activité sports et loisirs au centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 047,26
Total PAULINE ROUSSEL							2 047,26
PITNEY WORKS	1754296	2026-01-05	LEMYRE, PATRICK	BC ouvert 2026 pour frais d'affranchissement de la timbreuse de l'arrondissement	Ville-Marie - Services administratifs	-	6 299,25
Total PITNEY WORKS							6 299,25
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1759889	2026-01-23	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	BC ouvert 2026 pour réparation, entretien supplémentaire et petits travaux dans les bureaux du 800 de Maisonneuve E	Ville-Marie - Services administratifs	-	22 047,37
Total PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST							22 047,37
PLANTERRA LTEE	1755366	2026-01-07	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie -Commande ouverte 2026 - Achat de produits d'horticulture (fleurs, plantes et accessoires).	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37
Total PLANTERRA LTEE							5 249,37
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1759125	2026-01-21	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Soumissions 20260130-V1, 20260228-V2 et 20260228-V3 - Location équipement sonorisation pour activités le 30 janvier et le 28 février 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 385,84
Total PROMOTIONS C.S.L. (LES)							3 385,84
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1760151	2026-01-26	HOUDE, MARIE	Bon de commande ouvert 2026 - Achats de quincaillerie diverse - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 099,75
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1756252	2026-01-12	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie et MT-ROYAL Commande ouverte 2026 - Achat de fournitures diverses au besoin.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 874,06
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1755194	2026-01-07	BOIVIN, MARIE-EVE	2026 - BC ouvert - Achat de quincaillerie diverse. Arr. de Ville-Marie TP-Voirie-déneigement et propreté.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 099,74
Total QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.							12 073,55
RENCONTRES-CUISINES	1720301	2026-01-14	BEAULIEU, JOHANNE	Convention de services - Gestion et animation d'un espace de cuisine communautaire Montant total de 9 712,50 \$ Convention se terminant le 31 décembre 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DB255179003	6 134,50
RENCONTRES-CUISINES	1733170	2026-01-07	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services gré à gré - Gestion et animation de la Promenade des saveurs. Montant total de 35 013,50 \$ Convention se terminant le 11 mai 2026. Arr. de Ville-Marie, CSLDS.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA254105004	15 137,85
Total RENCONTRES-CUISINES							21 272,35
RENOVATION JULIEN DUBE INC.	1760058	2026-01-26	GENDRON, SOPHIE	2026 - BC ouvert - Installation d'urgences de barricades sur demande - DAUM-Francis Lussier	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	7 874,06
Total RENOVATION JULIEN DUBE INC.							7 874,06
RENTOKIL CANADA CORPORATION	1755135	2026-01-07	BOIVIN, MARIE-EVE	Service de gestion parasitaire et traitements mensuels au 1455 rue Bercy / Contrat C-2123428A. (Client 8685880) 1 janv. au 31 nov. 26.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 426,83
Total RENTOKIL CANADA CORPORATION							2 426,83

RESEAU DE TRANSPORT METROPOLITAIN	1755041	2026-01-07	LEMYRE, PATRICK	Facture 90055445 - Passes mensuelles janvier 2026 - Normalement payées par VISA	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 637,18
Total RESEAU DE TRANSPORT METROPOLITAIN							2 637,18
RICOH CANADA INC	1754318	2026-01-05	LEMYRE, PATRICK	Bon de commande ouvert 2026 - Frais utilisation copies - 4 photocopieurs - Arr de Ville-Marie	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 624,69
Total RICOH CANADA INC							2 624,69
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1754802	2026-01-06	LEMYRE, PATRICK	Commande ouverte 2026 - Modem toilettes autonettoyantes - cpte 9-4686-0905 de l'arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 414,71
Total ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.							2 414,71
SANIVAC	1756974	2026-01-14	DUFRESNE, ALAIN	VMG-25-063 Gré à gré pour Services d'hydro-excavation, incluant le traitement des matières résiduelles, pour la période de janvier et février 2026. Total max 84.080.00\$ avant taxes.	Ville-Marie - Travaux publics	DA250104004	88 273,49
Total SANIVAC							88 273,49
SECO SECURITE	1751189	2026-01-05	BEAULIEU, JOHANNE	Services de sécurité au Centre Sanaaq. Soumission 50714. Total de 17,153.35\$ avant taxes pour 2025-2026. Arr. de Ville-Marie, Sanaaq.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	12 707,56
Total SECO SECURITE							12 707,56
SERVICE ENTRETIEN CASTELLO INC.	1748145	2026-01-06	DUFRESNE, ALAIN	Lot 4 Place Emilie Gamelin : Services de déneigement et déglçage, saison hivernale 2026. Arr. Ville-Marie. (maximum 54 230\$ av. taxes)	Ville-Marie - Travaux publics	DA254846001	56 934,72
Total SERVICE ENTRETIEN CASTELLO INC.							56 934,72
SERVICES NUMERIQUES AEFKA	1758263	2026-01-19	OUELLET, MANON	Abonnement 2026 Plateformes Inspectek (application web de gestion des inspections. Soumission S078_2025. Arr. de Ville-Marie TP-Inspection et entretien	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 979,05
Total SERVICES NUMERIQUES AEFKA							7 979,05
SIGNALISATION GARDAWORLD S.E.N.C.	1748242	2026-01-14	RESTREPO, JUAN CARLOS	Installation d'un périmètre de sécurité pour les chutes de glaçons. Le BC sera ajusté selon les besoins. Entente 1709410. Arr. de Ville-Marie. TP-Inspections	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 481,12
Total SIGNALISATION GARDAWORLD S.E.N.C.							4 481,12
SIGNEL SERVICES INC	1746476	2026-01-09	DUFRESNE, ALAIN	Impression d'affiches et fournitures pour l'installation et la désinstallation pour l'arrondissement de Ville Marie portion 2026.	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	DA256926001	2 810,55
SIGNEL SERVICES INC	1746476	2026-01-07	DUFRESNE, ALAIN	Impression d'affiches et fournitures pour l'installation et la désinstallation pour l'arrondissement de Ville Marie portion 2026.	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	DA256926001	28 105,42
Total SIGNEL SERVICES INC							30 915,97
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPEMEN	1757073	2026-01-14	DUFRESNE, ALAIN	Facture mv238 - Location places de stationnement à Chaussegros pour 2025 (3 pour TP entretien et 2 pour Direction VM)	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 479,30
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPEMEN	1757073	2026-01-14	DUFRESNE, ALAIN	Facture mv238 - Location places de stationnement à Chaussegros pour 2025 (3 pour TP entretien et 2 pour Direction VM)	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 718,95
Total SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPEMENT DE MONTREAL							11 198,25
SOLLICITE	1755005	2026-01-06	PICARD, SANDRA	Offre de service : service de collecte des cendriers au Quartier des spectacles et à la place Émilie Gamelin, arr. de Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	12 241,54
Total SOLLICITE							12 241,54
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1760083	2026-01-26	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	Achat produits entretien sur entente 1719849 - Arena	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 581,62
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1758349	2026-01-19	OUELLET, MANON	2026 BC ouvert - Réparations diverses sur demande pour les appareils d'entretien. Arr. de Ville-Marie, TP-Entretien-Ronal Mazariegos.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 199,50
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1757625	2026-01-15	DESCHENES, MARIE-CHRISTINE	BC ouvert 2026 - Réparation au besoin des appareils d'entretien et du distributeur de produits de nettoyage - Arena	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 099,75
Total SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)							8 880,87

TECH-MIX	1756938	2026-01-14	PICARD, SANDRA	BC ouvert 2026 - Entente 1708162 se terminant le 30 octobre 2027 - Asphalte tiède pour nid-de-poule - Arr. de Ville-Marie-TP - Voirie (réfection chaussée)	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 498,75
Total TECH-MIX							10 498,75
TECHNILIGNES	1742030	2026-01-16	TURCOTTE, STEPHANIE	Offre de service - 8 octobre 2025 - Entretien sur demande délinéateurs Sherbrooke/Cartier De octobre 2025 à octobre 2026.	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	14 908,22
Total TECHNILIGNES							14 908,22
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1759878	2026-01-23	L'ARCHEVEQUE, JEAN- LUC	BC ouvert 2026 téléphonie cellulaire suite entente CSPQ 1408829 Prolongation d'entente se terminant le 19 octobre 2026	Ville-Marie - Services administratifs	-	104 987,50
Total TELUS COMMUNICATIONS INC.							104 987,50
TENAQUIP LIMITED	1756262	2026-01-12	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achat divers accessoires, produits et pièces selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	20 997,50
Total TENAQUIP LIMITED							20 997,50
THE SHERWIN-WILLIAMS COMPANY	1756236	2026-01-12	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achat de peinture et autres accessoires pour les peintres.	Ville-Marie - Travaux publics	-	22 572,31
Total THE SHERWIN-WILLIAMS COMPANY							22 572,31
ULINE CANADA CORP	1756265	2026-01-12	PICARD, SANDRA	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2026 - Achat de divers accessoires et pièces selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 498,75
Total ULINE CANADA CORP							10 498,75
UNIROPE LIMITED	1756267	2026-01-12	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie -Commande ouverte 2026 - Inspection, réparation et achat d'élingues selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 199,50
Total UNIROPE LIMITED							4 199,50
VIDEOTRON LTEE .	1754302	2026-01-05	LEMYRE, PATRICK	Bon de commande ouvert 2026 pour les frais de télé distributions 3 comptes - Arr de Ville-Marie	Ville-Marie - Services administratifs	-	4 829,42
Total VIDEOTRON LTEE .							4 829,42
WOLSELEY CANADA INC.	1756275	2026-01-12	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie -Commande ouverte 2026 - Achats sur demande de divers articles de plomberie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 199,50
Total WOLSELEY CANADA INC.							4 199,50
Total général							1 544 971,00

Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées - Décembre 2025

Fournisseur	No facture	Description facture	Date comptable	Type dépense Sdf	Division	Montant répartition
1,2,3... Je Cuisine! (495970)	1651	Atelier de cuisine	15-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	572,18
Total 1,2,3... Je Cuisine! (495970)						572,18
9112-0592 Quebec Inc. (384655)	f0310371	Jouet éducatif	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	236,40
Total 9112-0592 Quebec Inc. (384655)						236,40
Academie Diderot (568921)	0009174	Atelier de conversation en français	02-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	800,00
Total Academie Diderot (568921)						800,00
Acklands - Grainger Inc. (116151)	9725477807	Couvercle etancheconn 15A	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	286,10
Total Acklands - Grainger Inc. (116151)						286,10
Addison Electronique Montreal (116361)	01113800	Station à soudage, adaptateur mural	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	125,87
Total Addison Electronique Montreal (116361)						125,87
Aida Vosoughi (641793)	artiste251103	Artiste - exposition	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	347,25
Total Aida Vosoughi (641793)						347,25
Aiguillage Pigeon Inc. (453418)	42329	Aiguillage de couteau	02-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	167,98
Total Aiguillage Pigeon Inc. (453418)						167,98
Andrew Wells-Oberegger (399845)	artiste250917	Artiste musical	10-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	2 099,75
Total Andrew Wells-Oberegger (399845)						2 099,75
Apsam Association Paritaire Sante & La Sec	v16087	Formation - Creusement, excavation et tranchée : travailler de façon sécuritaire.	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	95,00
Apsam Association Paritaire Sante & La Sec	v16088	Creusement, excavation et tranchée	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	95,00
Total Apsam Association Paritaire Sante & La Securite Du Travail Secteur Affaires Municipales (117519)						190,00
Arthur Guillaume (678446)	racineguillarmesutto02	Atelier	22-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	484,67
Total Arthur Guillaume (678446)						484,67
Asma Benaziz (713667)	rdvibenazizsutto03	Atelier d'artisanat	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini	520,00
Total Asma Benaziz (713667)						520,00
Atelier De Location Turbo Inc (116888)	537528	Gaz propane	22-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	45,65
Atelier De Location Turbo Inc (116888)	545549	Lumière au led, Tour d'eclairage et Batterie Mxfuel	12-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	873,44
Total Atelier De Location Turbo Inc (116888)						919,09
Au Bout Du Museau (491231)	1304	Zoolecture.	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	817,41
Au Bout Du Museau (491231)	1305	Facture d'ajustement.	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	362,21
Total Au Bout Du Museau (491231)						1 179,62
Auvitec Ltee (114795)	50731	Article sonorisation	04-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	200,95
Auvitec Ltee (114795)	50732	Équipement sonorisation	04-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	632,13
Total Auvitec Ltee (114795)						833,08

Boutique Leoludo Inc. (664822)	77963	Table d'activés, tente de jeu fusée et petite cuisine Mamie soleil	25-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	425,04
Total Boutique Leoludo Inc. (664822)						425,04
Bqam-E (901617)	2025202601	Formation sur le vélo d'hiver	24-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	400,00
Total Bqam-E (901617)						400,00
Brault & Bouthillier Ltee (114855)	fc00374481	Pédalier	22-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	262,20
Brault & Bouthillier Ltee (114855)	fc00372992	Jeux éducatif	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	482,21
Total Brault & Bouthillier Ltee (114855)						744,41
Caravel Atelier (600829)	1069	Atelier	15-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	449,77
Caravel Atelier (600829)	1068	Atelier	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	449,77
Total Caravel Atelier (600829)						899,54
Cdtec Calibration Inc. (447457)	8782	Étalonnage et certification.	02-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	409,45
Total Cdtec Calibration Inc. (447457)						409,45
Charlie Bourdeau (902123)	202508	Club filles libres en action : préparation et animation atelier d'art et discussion	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	260,00
Total Charlie Bourdeau (902123)						260,00
Chaussures Belmont Inc (116098)	1105144	Achat bottes	02-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	201,57
Total Chaussures Belmont Inc (116098)						201,57
Collectif Points Communs (718795)	1044	Atelier de Broderie	27-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	461,94
Total Collectif Points Communs (718795)						461,94
Collectif Tole Obnl (571486)	artiste20251204	Artiste théâtre	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	836,75
Total Collectif Tole Obnl (571486)						836,75
Comite Social Centre-Sud Inc. (619053)	10026	Abonnement trimestriel au stationnement du 1re nov 2025 au 31 janvier 2026, place #12	24-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports et loisirs	400,00
Total Comite Social Centre-Sud Inc. (619053)						400,00
Compugen Inc. (117580)	5379548	Logiciel Antidote pour Catherine Bouchard	19-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Cabinet des élus - adm.	109,46
Compugen Inc. (117580)	5375526	SketchUp Pro	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Urbanisme (B63K26)	643,81
Compugen Inc. (117580)	5374378	Logiciel SketchUp Pro	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division de la gestion immobilière	643,81
Compugen Inc. (117580)	5374379	Logiciel SketchUp Pro	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	643,81
Compugen Inc. (117580)	5374377	Logiciel SketchUp Pro pour Xavier Guay Marleau	09-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	643,81
Compugen Inc. (117580)	5371892	Batterie latitude 5420	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division de la gestion immobilière	162,73
Total Compugen Inc. (117580)						2 847,43
Copie Express (116785)	csg17342	Impression	07-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	33,60
Copie Express (116785)	csg17338	Impression	07-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	240,95
Copie Express (116785)	csg17339	Impression	07-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	151,18
Copie Express (116785)	csg16929	Copies 4000 feuilles couleurs	22-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	561,68
Total Copie Express (116785)						987,41

Creations Jean-Claude Tremblay Inc. (11500)	39473	Service d'animation pour la mascotte Étincelle le 12 déc 2025 rue école de Rouen	17-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Mobilité	461,94
Creations Jean-Claude Tremblay Inc. (11500)	39474	Service d'animation pour la mascotte Étincelle le 13 déc 2025	17-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	514,44
Total Creations Jean-Claude Tremblay Inc. (115000)						976,38
Daniel Racine (233871)	sutto003	Coordination, présentation des films et discussions avec les réalisateurs à la maison de la Culture Jeannine Sutto	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	1 000,00
Daniel Racine (233871)	sutto004	Maison de la culture Jeanine Sutto, Coordination, présentation des films et discussion avec les réalisateurs	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	450,00
Total Daniel Racine (233871)						1 450,00
Dassylva, Julie (140747)	de20251203150821	Achat nourritures	03-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Parcs et installations (B63K12)	226,16
Total Dassylva, Julie (140747)						226,16
Delpierre, Marion (659771)	de20251212133247	Uber	12-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B63K18)	27,93
Total Delpierre, Marion (659771)						27,93
Edith Grosse (286250)	246	Lecture pour enfants	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	200,00
Total Edith Grosse (286250)						200,00
Emmanuelle Lizere (280311)	289	Atelier musique	15-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	839,90
Total Emmanuelle Lizere (280311)						839,90
Ensemble A Percussion Sixtrum (157929)	artiste251121	Spectacle à la Maison de la culture Janine Sutto , vendredi le 21 novembre 2025	10-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	4 514,46
Total Ensemble A Percussion Sixtrum (157929)						4 514,46
Entreprises Forlini-Division Equipement De Securite Universel Inc. (116490)	in0081201	Gants	02-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	409,45
Total Entreprises Forlini-Division Equipement De Securite Universel Inc. (116490)						409,45
Fero Transport Inc. (119983)	5197	Transport de la maison de la culture à Daniel Faria Gallery	28-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	335,96
Fero Transport Inc. (119983)	3094	Transport d'œuvres	26-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	335,96
Total Fero Transport Inc. (119983)						671,92
Fortier, Isabelle (323801)	de20251218145532	Jus et muffins	18-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Ressources financières et matérielles (B63K06)	17,73
Fortier, Isabelle (323801)	de20251218144728	Muffins, thermos, juice	18-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Ressources financières et matérielles (B63K06)	90,27
Total Fortier, Isabelle (323801)						108,00
Fourest Aude (698915)	14	Atelier de dessin à la bibliothèque Frontenac, samedi le 15 novembre	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	500,00
Total Fourest Aude (698915)						500,00
Francis Ouellette (257437)	13	Atelier d'écriture-Bibliothèque Frontenac	26-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	445,00
Total Francis Ouellette (257437)						445,00
Gerald Jeanson (596675)	2245	Accord piano sanaaq	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	167,98
Gerald Jeanson (596675)	2236	Accords	27-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	503,94
Gerald Jeanson (596675)	2237	Accords	26-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	503,94
Total Gerald Jeanson (596675)						1 175,86

Givesco Inc. (115839)	in109535	Flotte magnesium, Manche aluminium vissable	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	335,86
Total Givesco Inc. (115839)						335,86
Hakima Soualah (685064)	11125	Atelier	04-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	450,00
Total Hakima Soualah (685064)						450,00
Igo Inc (677020)	ifa124970	Bottes de travail	01-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	728,78
Total Igo Inc (677020)						728,78
Imprimerie Heon & Nadeau Ltee (516627)	49985	Dépliants Collecte.	22-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	879,80
Total Imprimerie Heon & Nadeau Ltee (516627)						879,80
Institut Culturel Avataq Inc. (166180)	003487	Mary Paningajak	19-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	728,00
Institut Culturel Avataq Inc. (166180)	003488	Mary Paningajak.	19-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	728,00
Institut Culturel Avataq Inc. (166180)	003489	Jessie Ningjuruvik	19-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	200,00
Total Institut Culturel Avataq Inc. (166180)						1 656,00
J. Carrier Fournitures Industrielles Inc. (449177)	5018595600	3019-21ws	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	726,73
Total J. Carrier Fournitures Industrielles Inc. (449177)						726,73
Janie Julien-Fort (902347)	julienfortsutto03	Atelier de photos sténopé.	25-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	629,92
Total Janie Julien-Fort (902347)						629,92
Jean-Francois Savaria (481637)	2025065	Photos Patinoire Place du Village.	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	524,94
Total Jean-Francois Savaria (481637)						524,94
Jean-Michel Dube (508889)	artiste20251213	Spectacle : Jean-Michel Dubé - Élans romantiques	28-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	1 154,86
Total Jean-Michel Dube (508889)						1 154,86
Jerome Miniere (611574)	jm202508	Animation	15-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	524,94
Total Jerome Miniere (611574)						524,94
Joncas Alphiya (901597)	artiste251106	Artiste - exposition	22-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	1 871,93
Total Joncas Alphiya (901597)						1 871,93
Jr Services Sanitaires (114018)	t3937	LOCATION CONTENEUR 8 VERGES GQ 45.00 45.00 POUR MATIÈRES RECYCLABLES EMPLACEMENT CLOS VILLE-MAIRE MOIS OCTOBRE 2025	25-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	47,24
Total Jr Services Sanitaires (114018)						47,24
Karine Laurence (157787)	14	Photographie	24-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	598,43
Total Karine Laurence (157787)						598,43
Khadija Benhaddouch (902698)	1	Ouverture et fermeture de piano public au Square Viger	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	750,00
Total Khadija Benhaddouch (902698)						750,00
Kumulus Experiences Creatives (360161)	080	Atelier Petite maison sur la lune du 20 décembre 2025	22-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	157,48
Total Kumulus Experiences Creatives (360161)						157,48

Lamcom Technologies Inc. (138785)	345083	Impression programmation hiver et affiche projection	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	421,69
Lamcom Technologies Inc. (138785)	344552	Impression place du village coroplast RV	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	332,81
Lamcom Technologies Inc. (138785)	343189	Panneau Sentier Fermé	22-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	261,42
Total Lamcom Technologies Inc. (138785)						1 015,92
Le Groupe Lam-E St-Pierre Inc. (671440)	fh0205676	Aluminiume	19-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	649,70
Total Le Groupe Lam-E St-Pierre Inc. (671440)						649,70
Les Betons Longueuil (1982) Inc. (115222)	165617	Temps d'attente	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	262,47
Total Les Betons Longueuil (1982) Inc. (115222)						262,47
Les Editions Esse (133717)	3897	Publicité, bannière	28-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	498,69
Total Les Editions Esse (133717)						498,69
Les Enseignes Icubic Inc. (248647)	00029602	Plaque fournis par client	26-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	419,64
Total Les Enseignes Icubic Inc. (248647)						419,64
Les Equipements D'Arpentage Cansel Inc. (114894)	91603066	Papier photo universel	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	533,11
Total Les Equipements D'Arpentage Cansel Inc. (114894)						533,11
Les Neurones Atomiques Inc. (317404)	f14063	Atelier	26-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	372,71
Total Les Neurones Atomiques Inc. (317404)						372,71
Les Rugissants (515057)	138	Performances Appel à projets 25 octobre 2025 Déambulateurs Schubert, toi et moi	02-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	3 500,00
Total Les Rugissants (515057)						3 500,00
Les Scientifines (119406)	20252026031	Ateliers scientifiques Bibliothèque Frontenac Activité: Lunettes 3D 190.00 Date: 02 novembre 2025	28-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	190,00
Total Les Scientifines (119406)						190,00
Les Ymca Du Quebec (296130)	9106483211202504	Frais de taxi	27-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	211,90
Total Les Ymca Du Quebec (296130)						211,90
Lima, Marie Eve (403750)	de20251215115715	Sacs de sel, Vinye, Clés et panier à lessive	15-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B63K18)	91,63
Total Lima, Marie Eve (403750)						91,63
Location Dickie Moore. (113820)	942347	VOYAGE EN BLANC LE 3 DECEMBRE 2025 POUR UNE PLATEFORME 15' AU COIN DE ST-ANDRE ET DE LA COMMUNE	05-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	104,99
Total Location Dickie Moore. (113820)						104,99
Maison 4:3 Inc (452657)	14374	Redevance institutionnelle - Droits de diffusion.	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	545,93
Total Maison 4:3 Inc (452657)						545,93
Marc Daly Daphnis (901489)	artiste251206	Artiste musical	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	2 000,00
Total Marc Daly Daphnis (901489)						2 000,00
Marie-Eve Levasseur (668146)	artiste251103	Exposition Regarde ! de novembre 2025 au 31 aout 2026	25-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	347,25
Total Marie-Eve Levasseur (668146)						347,25

Marwan Driss Sekkat (712283)	racinesekkatutto6	Atelier	16-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	629,92
Marwan Driss Sekkat (712283)	rdvissekkatutto02	Rendez-vous interculturels.	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	834,65
Marwan Driss Sekkat (712283)	racinesekkatutto5	Projet Racine.	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	629,92
Marwan Driss Sekkat (712283)	racinesekkatutto4	Projet Racine.	11-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	629,92
Total Marwan Driss Sekkat (712283)						2 724,41
Melanie Ferron (714890)	51	Ateliers de volleyball de plage	22-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports et loisirs	500,00
Total Melanie Ferron (714890)						500,00
Melsa Montagne (340550)	montagnesutto02	Atelier	28-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Direction - Ville-Marie - non défini	1 000,00
Total Melsa Montagne (340550)						1 000,00
Meute Monde (550427)	8035	Spectacle solo Noel Ensemble	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	682,42
Total Meute Monde (550427)						682,42
Mode Avalanche Inc. (108909)	521087	Vêtements	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	720,21
Total Mode Avalanche Inc. (108909)						720,21
Montreal Stencil Inc (116170)	320138	Impression trodat 4642 bleu	27-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	78,64
Total Montreal Stencil Inc (116170)						78,64
Morrisette, Isabelle (518534)	de20251212151545	Achat deux causeuses pour cuisine employé	12-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B63K18)	536,45
Morrisette, Isabelle (518534)	de20251212151142	Divers achat	12-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Culture et bibliothèques (B63K18)	699,01
Total Morrisette, Isabelle (518534)						1 235,46
Musique&Compagnie Inc. (545329)	3058	Atelier musique	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	262,47
Musique&Compagnie Inc. (545329)	2989	Atelier d'éveil à la musique	18-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	262,47
Total Musique&Compagnie Inc. (545329)						524,94
Nous Les Arts (186609)	1412202502	Noel autour du monde, mon beau sapin roi des forêts	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	335,96
Nous Les Arts (186609)	ccr101085	Noel autour du monde, Le renne en bois, 21 décembre 2025	22-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	335,96
Nous Les Arts (186609)	16112025	Atelier	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	335,96
Nous Les Arts (186609)	21122025	Noel autour du monde, Le renne en bois, 21 décembre 2025	18-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	335,96
Total Nous Les Arts (186609)						1 343,84
Olivia Khoury (671442)	20251125	Artiste	17-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	4 400,00
Total Olivia Khoury (671442)						4 400,00
Pearl Duval (660308)	59	Artiste - conte	12-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	600,00
Total Pearl Duval (660308)						600,00
Peggy Dutertre L'Artiste Gourmande (7083)	dutertresutto01	Atelier	25-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	825,00
Total Peggy Dutertre L'Artiste Gourmande (708352)						825,00
Pitney Bowes Du Canada Ltee (116260)	1028344904	Encre.	25-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division de la gestion immobilière	216,24
Total Pitney Bowes Du Canada Ltee (116260)						216,24

Prestige Securkey Inc (112820)	in122476	Serrurier	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	125,98
Total Prestige Securkey Inc (112820)						125,98
Purolator Courrier Ltee (116198)	520235450	Messagerie courrier	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	4,83
Total Purolator Courrier Ltee (116198)						4,83
Quincaillerie Notre-Dame De St-Henri Inc. (201519965		NC - Frais de transport	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	-78,74
Quincaillerie Notre-Dame De St-Henri Inc. (201519035		Acier armature, coupe de bois reguliere	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	100,84
Total Quincaillerie Notre-Dame De St-Henri Inc. (116251)						22,10
R.M. Hebert Inc. (109288)	73040	Impression affiches plaisirs d'hiver programmation	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	527,04
R.M. Hebert Inc. (109288)	73041	Affiches jeux libre SANAAQ	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	184,78
R.M. Hebert Inc. (109288)	73011	Impression affiche	22-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	143,83
Total R.M. Hebert Inc. (109288)						855,65
R.M. Leduc & Cie Inc. (116055)	60278	Ruban d'emballage	27-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	50,92
Total R.M. Leduc & Cie Inc. (116055)						50,92
Regard Securite (482981)	r81295	Progressif DS, antireflet, Honoraires prof.	03-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	92,00
Regard Securite (482981)	r80948re	Progressif DS, antireflet, Honoraires prof.	07-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	170,00
Regard Securite (482981)	r64102	Simple vision poly, Anti- reflets, honoraires professionnels	03-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	135,00
Total Regard Securite (482981)						397,00
Ricoh Canada Inc (116172)	sco95087794	Service de photocopieur	08-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	136,84
Total Ricoh Canada Inc (116172)						136,84
Robert Martin (188526)	1687	Formation "initiation au iPad2, le 2 décembre 2025	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	341,21
Robert Martin (188526)	1684	Formation Windows	04-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	341,21
Total Robert Martin (188526)						682,42
Sabine Lamy De La Chapelle (451988)	1327	Atelier Décorations de Noel en art papier	09-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	419,95
Total Sabine Lamy De La Chapelle (451988)						419,95
Samuel Bonnet (321685)	artiste251204	Artiste musical	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	1 800,00
Total Samuel Bonnet (321685)						1 800,00
Signalisation Gardaworld S.E.N.C. (664906)	9000716206	Service professionnels	17-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Permis et inspection (B63K28)	367,46
Total Signalisation Gardaworld S.E.N.C. (664906)						367,46

Six Creativelab (201751)	f2642c40	PRODUCTION D'UN PANNEAU POUR LA CHUTE DE GLACE POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	122,05
Six Creativelab (201751)	f2640c40	PRODUCTION DE QUATRE AFFICHETTES D'UNE PAGE (ONE-PAGER) POUR LES RESSOURCES EXTERNES SUR LA COHABITATION ET ITINÉRAIRE	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	244,10
Six Creativelab (201751)	f2633c40	MISE À JOUR ET PRODUCTION DES AUTOCOLLANTS POUR L'HABILLAGE DES CONTENANTS DE DÉCHETS ET DE RÉCUPÉRATION POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Communications et relations avec la communauté	391,08
Total Six Creativelab (201751)						757,23
Société Canadienne Des Postes (49148)	91000254141	Service postal	19-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	54,75
Société Canadienne Des Postes (49148)	96000204621	Service postal.	23-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	121,34
Société Canadienne Des Postes (49148)	97000214152	Frais de poste	07-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	103,20
Société Canadienne Des Postes (49148)	95000206157	Service courrier	03-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	160,71
Société Canadienne Des Postes (49148)	97000197484	Service postal.	24-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Inspection et entretien	87,98
Total Société Canadienne Des Postes (49148)						527,98
Société Ecocitoyenne De Montreal (380164)	sem2025vegetauxrv	Remboursement de végétaux dans le cadre de la bonification de la ruelle verte La Petite Bologne août 2025	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	236,80
Total Société Ecocitoyenne De Montreal (380164)						236,80
Stephanie Filion (618228)	20251214	Cachet médiation culturelle , Zine parfumés enfants	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Culture et bibliothèques (B63K18)	467,19
Total Stephanie Filion (618228)						467,19
Studio Lux (572688)	00102767	Photographie d'oeuvres	26-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	655,12
Total Studio Lux (572688)						655,12
Sursaut Compagnie De Danse (141057)	artiste251206	Artiste danse	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	2 099,75
Total Sursaut Compagnie De Danse (141057)						2 099,75
Sweet Isabelle (227779)	6957	Boîtes de 12 sablés	10-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	183,36
Total Sweet Isabelle (227779)						183,36
Sylvie Gosselin (149784)	202527439615	Cachet pour médiation.	03-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	2 755,92
Sylvie Gosselin (149784)	2025276893411	Atelier de médiation	15-déc-2025	CACHET D'ARTISTE	Direction - Ville-Marie - non défini (B62K03)	262,47
Sylvie Gosselin (149784)	artiste251201	Artiste théâtre	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	3 149,62
Sylvie Gosselin (149784)	202527439810	Exposition Cheminer entre le théâtre et les arts visuels.	26-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Culture et bibliothèques (B63K18)	3 175,87
Total Sylvie Gosselin (149784)						9 343,88
Technologia Formation (102804)	f146318	Power Automate: Automatiser vos processus Microsoft 365	28-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Ressources financières et matérielles (B63K06)	561,68
Total Technologia Formation (102804)						561,68
Tenlec Multiservices (529127)	3863	Start Button, Main d'oeuvre, déplacement	25-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Voirie (B63K10)	303,99
Total Tenlec Multiservices (529127)						303,99

The Sherwin-Williams Company (192134)	91436	Peintures	15-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Parcs et installations (B63K12)	843,45
Total The Sherwin-Williams Company (192134)						843,45
Thelonius Garcia (652806)	artiste20250920ajustem	Artiste musical	24-nov-2025	CACHET D'ARTISTE	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	900,00
Total Thelonius Garcia (652806)						900,00
Thomas Hellman (712001)	th2514	Conférence Mythologie grecque	24-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	524,94
Thomas Hellman (712001)	th2515	Atelier de création mythologique	24-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	524,94
Total Thomas Hellman (712001)						1 049,88
Trauma-Secours Inc. (122117)	19184	Cours CSST	22-nov-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Ressources humaines (B63K04)	134,38
Total Trauma-Secours Inc. (122117)						134,38
Trepanier, Charline (593684)	de20251210112157	Album photo.	10-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Communications et relations avec la communauté	85,98
Trepanier, Charline (593684)	de20251212114434	Achat dans le cadre d'Un matin sous le sapin	12-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Communications et relations avec la communauté	60,91
Total Trepanier, Charline (593684)						146,89
Uline Canada Corp (152679)	17341822	Sharpie et bandage premier soins	22-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	355,48
Uline Canada Corp (152679)	17314310	Couvre botte	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Division des sports et loisirs	257,16
Uline Canada Corp (152679)	17297726	Batterie, tapis et sel	16-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	711,31
Uline Canada Corp (152679)	17272275	Standard carpet mat	09-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	472,04
Total Uline Canada Corp (152679)						1 795,99
Vincent Ergonomie Inc. (141800)	7424	Conférence	19-déc-2025	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B63K16)	491,68
Total Vincent Ergonomie Inc. (141800)						491,68
Walch, Emilie (421394)	de20251212113516	Achats fête de retraite et Noel	12-déc-2025	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	Communications et relations avec la communauté	256,67
Total Walch, Emilie (421394)						256,67
Total général						91 431,67

Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées - Décembre 2025

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approuvateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
3W GIANT MART INC.	1750701	2025-12-02	LEDUC, VALERIE	Soumissions D13952 et D13953 - Poteaux et filets - CJCM	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 979,87
Total 3W GIANT MART INC.							2 979,87
ALIMA, CENTRE DE NUTRITION SOCIALE PERINATALE	1751337	2025-12-04	TREMBLAY, GINA	Projet "Programmation communauté". Co-création d'un théâtre-forum avec la clientèle d'Alima. Arr. de Ville-Marie, CSLDS-Centre Sanaaq.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 000,00
Total ALIMA, CENTRE DE NUTRITION SOCIALE PERINATALE							3 000,00
ARPENTAGE CHAMPLAIN INC.	1751995	2025-12-09	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soum. ODS25-048 : Réalisation d'un relevé d'arpentage préliminaire à l'aménagement d'un lien piéton entre l'impasse Grant et la servitude du passage du 807 rue Fullum. Arr. de Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 267,73
Total ARPENTAGE CHAMPLAIN INC.							2 267,73
ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL	1753580	2025-12-17	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Surveillance patinoire parc des Faubourgs et des Vétérans Montant maximal de 64 597,67 \$ taxes incluses Convention se terminant le 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255987001	12 919,53
Total ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL							12 919,53
BETON PROVINCIAL LTEE	1705016	2025-12-08	DUFRESNE, ALAIN	Entente 1670817- PARCS Ville-Marie/ Commande ouverte 2025 -Achat de béton pré-mélangé sur demande -trottoir et bordure/ Entente valide jusqu'au 16 juin 2025	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 911,42
BETON PROVINCIAL LTEE	1705016	2025-12-04	DUFRESNE, ALAIN	Entente 1670817- PARCS Ville-Marie/ Commande ouverte 2025 -Achat de béton pré-mélangé sur demande -trottoir et bordure/ Entente valide jusqu'au 16 juin 2025	Ville-Marie - Travaux publics	-	1 015,28
BETON PROVINCIAL LTEE	1745536	2025-12-19	BELLEVILLE, ERIC	Divers items hors entente. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 099,75
Total BETON PROVINCIAL LTEE							8 026,45
BIBLIO RPL LTEE	1750648	2025-12-02	QUER, STEPHANIE	Facture 3463-42435 - Matériel bibliothèque - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 351,31
Total BIBLIO RPL LTEE							4 351,31

C.A.C.T.U.S. MONTREAL	1752296	2025-12-10	TREMBLAY, GINA	Convention de services - Entretien et récupération des bacs de seringues extérieurs, district Peter-McGill Montant total de 5 564,83 \$ Convention se terminant le 31 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA253405001	2 782,42
Total C.A.C.T.U.S. MONTREAL							2 782,42
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-	1752780	2025-12-12	LEDUC, VALERIE	FA2512-8611 - Frais entretien projet particulier	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 000,00
Total CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE							3 000,00
CENTRE DES FEMMES AFGHANES	1750688	2025-12-02	RICO, ROSELINE	Facture 121 - Projet de théâtre - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 000,00
Total CENTRE DES FEMMES AFGHANES							5 000,00
CGI ENVIRONNEMENT INC.	1748105	2025-12-10	DUFRESNE, ALAIN	Gainage du ponceau chemin du Chenal Le Moyne. Offre de service 25291-1. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	22 823,76
Total CGI ENVIRONNEMENT INC.							22 823,76
CLINIQUES TELUS SANTE INC.	1752660	2025-12-11	DUFRESNE, ALAIN	Facture RSI01413352 : frais de vaccination et déplacement. Équipe parcs, TP arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	9 813,34
Total CLINIQUES TELUS SANTE INC.							9 813,34
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALE	1752681	2025-12-11	RICO, ROSELINE	Facture 25-12-10-01 - Location salle - Activités bibliothèque Frontenac	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 926,00
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALE	1752875	2025-12-16	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Surveillance patinoires 2025-2026 au parc Walter-Stewart Montant total maximal de 42 611,70 \$ taxes incluses Convention se terminant le 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255987003	207,20
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALE	1752875	2025-12-12	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Surveillance patinoires 2025-2026 au parc Walter-Stewart Montant total maximal de 42 611,70 \$ taxes incluses Convention se terminant le 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255987003	7 592,81
Total CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART							10 726,01
DANIEL COUSINEAU	1607653	2025-12-08	DUFRESNE, ALAIN	GAG rotation - Services professionnels pour la coordination et le suivi du projet du centre Sanaaq, arrondissement Ville-Marie. Contrat du 1er juillet 2023 au 1er juillet 2025, montant total de 81 026.41\$ avant taxes.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA238270001	2 205,57
Total DANIEL COUSINEAU							2 205,57

DEM-TOTAL 2015 INC	1750991	2025-12-15	RICO, ROSELINE	Factures FAC10573 et FAC10623 - Service de déménagement de la collection de livres du projet et location de bacs - Sanaaq. Arr. de Ville-Marie, CSLDS.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	396,33
DEM-TOTAL 2015 INC	1750991	2025-12-03	RICO, ROSELINE	Factures FAC10573 et FAC10623 - Service de déménagement de la collection de livres du projet et location de bacs - Sanaaq. Arr. de Ville-Marie, CSLDS.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 564,34
Total DEM-TOTAL 2015 INC							5 960,67
DIRECTION CHRETIENNE INC.	1751918	2025-12-09	TREMBLAY, GINA	Facture C-13174 - Programmation communautaire - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 000,00
Total DIRECTION CHRETIENNE INC.							5 000,00
DISTRIBUTION R. DESILETS INC.	1751798	2025-12-08	DUFRESNE, ALAIN	Formes pour trottoirs. Soumission 18502. Arr. de Ville-Marie, TP-Travaux.	Ville-Marie - Travaux publics	-	19 617,96
Total DISTRIBUTION R. DESILETS INC.							19 617,96
ELECTRO PERFORMANCE G.L. INC.	1747154	2025-12-03	LABELLE, MARC	Aménagement Place du Village Hiver 2026. Soumission 20 oct. 2025. Arr. de Ville-Marie, Communication et relation communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA255497008	82 415,19
Total ELECTRO PERFORMANCE G.L. INC.							82 415,19
EMCO CORPORATION	1751067	2025-12-08	BOUGIE, DANIEL	Pompe pour équipe aqueduc. Soumission 2002900728. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 798,97
EMCO CORPORATION	1751067	2025-12-03	BOUGIE, DANIEL	Pompe pour équipe aqueduc. Soumission 2002900728. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 488,20
Total EMCO CORPORATION							5 287,17
EMMANUELLE LIZERE	1751159	2025-12-04	TREMBLAY, GINA	Projet "Programmation communauté". Réalisation MUPI : Musique Périnatalité et Inclusivité - Animation et coordination des ateliers. Arr. de Ville-Marie, CSLDS-Centre Sanaaq.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 652,54
Total EMMANUELLE LIZERE							3 652,54
GO JEUNESSE	1753599	2025-12-17	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services - Surveillance patinoire parc Toussaint-Louverture Montant maximal de 34 202,91 \$ taxes incluses Convention se terminant le 15 mars 2026	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA255987002	6 840,58
Total GO JEUNESSE							6 840,58
GROUPE IMOG INC.	1754188	2025-12-23	DUFRESNE, ALAIN	Gré à gré pour la locations de camion saleuse de déc. 2025 à avril 2026. Soumission (devis) 5. Total de 74,000.00\$ avant taxes. Arr. de Ville-Marie, TP-Déneigement.	Ville-Marie - Travaux publics	-	19 422,69
Total GROUPE IMOG INC.							19 422,69

GROUPE SANI-TECH INC.	1753808	2025-12-18	DUFRESNE, ALAIN	Soumission S1109874-V002 - Cloisons toilettes - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	66 903,28
Total GROUPE SANI-TECH INC.							66 903,28
HORIZON ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1750386	2025-12-01	RAIL, CHRISTIANE	Travaux d'arpentage servant à la planification de travaux de remblai - déblai pour le parc Percy-Walters, 40 ave McGregor, arr. de Ville-Marie. Lot 1 064 969 Incidences 1245584001	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 099,75
Total HORIZON ARPENTEURS-GEOMETRES INC.							2 099,75
IMMEUBLES PRIME INC.	1753087	2025-12-15	BLANCHARD, PIERRE	Règlement dossier 21-003001 GDD2250059003 DA250059003	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	DA250059003	4 571,67
Total IMMEUBLES PRIME INC.							4 571,67
INSTITUT CULTUREL AVATAQ INC.	1751035	2025-12-03	TREMBLAY, GINA	Exposition - inauguration Centre Sanaaq - vernissage Mary Paniingajak. Arr. de Ville-Marie, Sanaaq.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	15 000,00
INSTITUT CULTUREL AVATAQ INC.	1754027	2025-12-19	TREMBLAY, GINA	Factures 003490 et 003491 - Cachet exposition - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	7 484,35
Total INSTITUT CULTUREL AVATAQ INC.							22 484,35
IRRIGLOBE INC.	1719610	2025-12-18	PICARD, SANDRA	Soum.: 333 / Travaux d'entretien et réparation du système d'irrigation du Square Cabot, arr. VM.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 365,38
Total IRRIGLOBE INC.							4 365,38
LES ATELIERS CINQ EPICES	1752379	2025-12-10	QUER, STEPHANIE	Convention d'animation - Ateliers culinaires - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 000,00
Total LES ATELIERS CINQ EPICES							2 000,00
LES DISTRIBUTIONS NORTHER ENR.	1702237	2025-12-09	DUFRESNE, ALAIN	PARCS Ville-Marie -Commande ouverte 2025 Achat de divers outils et pièces selon les besoins.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 099,75
Total LES DISTRIBUTIONS NORTHER ENR.							2 099,75
LES ENTREPRISES CATSPORTS INC.	1752347	2025-12-10	LEDUC, VALERIE	Soumission SQ025067 - Matériel divers pour activités sportives -SLIM - Équipe SL - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	6 637,15
Total LES ENTREPRISES CATSPORTS INC.							6 637,15
LES IMMEUBLES VILLE-MARIE INC	1751510	2025-12-05	RICO, ROSELINE	Soum. du 4 déc. 2025 : service de déneigement année 2025. Arr. de Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 199,50
Total LES IMMEUBLES VILLE-MARIE INC							4 199,50
L'ILOT COOPERATIVE DE SOLIDARITE INNOVANT	1750802	2025-12-02	RICO, ROSELINE	Convention de services - Accompagnement stratégique - Quartier culturel des Faubourgs	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 068,27
Total L'ILOT COOPERATIVE DE SOLIDARITE INNOVANTE LIBRE ET OUVERTE SUR LES TERRITOIRES							4 068,27

LINDE CANADA INC.	1702245	2025-12-15	DUFRESNE, ALAIN	PARCS Ville-Marie- Commande ouverte 2025 Achat de produits de soudure (acétylène - oxygène et autres).	Ville-Marie - Travaux publics	-	1 539,59
LINDE CANADA INC.	1702245	2025-12-01	DUFRESNE, ALAIN	PARCS Ville-Marie- Commande ouverte 2025 Achat de produits de soudure (acétylène - oxygène et autres).	Ville-Marie - Travaux publics	-	1 049,87
Total LINDE CANADA INC.							2 589,46
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1697507	2025-12-05	PICARD, SANDRA	2025- BC ouvert - Location véhicule, sur demande. Arr. de Ville-Marie, TP-entretien (HDV Ronal Mazariegos).	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 255,12
Total LOCATION SAUVAGEAU INC.							2 255,12
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LU	1748106	2025-12-04	DUFRESNE, ALAIN	Incidences VMP-25-008 Parc Toussaint-Louverture, services de traçabilité des sols et redevances. Arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	37 614,50
Total MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES							37 614,50
MY CANADA GROUPE INC.	1752415	2025-12-10	DUFRESNE, ALAIN	Soum. MY-20251209 : Achat d'une échelle aluminium platform (HDG version) YP300-HDG, équipe parcs, arr.de Ville-Marie. Assemblage et livraison incluses.	Ville-Marie - Travaux publics	-	11 735,50
Total MY CANADA GROUPE INC.							11 735,50
PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES	1750795	2025-12-09	TURCOTTE, STEPHANIE	Facture 6626 - Plan de circulation - PQdS - DAUM	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	1 070,53
PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES	1750795	2025-12-02	TURCOTTE, STEPHANIE	Facture 6626 - Plan de circulation - PQdS - DAUM	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	7 136,85
PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES	1753739	2025-12-18	PICARD, SANDRA	Facture 6735 : Tel qu'entendu, paiement de 50% de frais pour la location du plancher Omnidock pour la saison estivale 2025. QDS, arr. de Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	11 435,52
Total PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES							19 642,90
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1707049	2025-12-22	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	BC ouvert 2025 pour réparation, entretien supplémentaire et petits travaux dans les bureaux du 800 de Maisonneuve E	Ville-Marie - Services administratifs	-	1 889,77
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1707049	2025-12-10	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	BC ouvert 2025 pour réparation, entretien supplémentaire et petits travaux dans les bureaux du 800 de Maisonneuve E	Ville-Marie - Services administratifs	-	23 097,24
Total PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST							24 987,01
PRECISION EMONDAGE INC.	1698481	2025-12-01	DUFRESNE, ALAIN	PARCS Ville-Marie -Ines Lamin/ Commande ouverte 2025- Service d'élagage et abattage d'arbres sur demande urgentes suite à des intempéries.	Ville-Marie - Travaux publics	-	8 976,43
Total PRECISION EMONDAGE INC.							8 976,43
PRODUCTIONS LUDOPOLIS	1752395	2025-12-10	QUER, STEPHANIE	Convention d'animation - Découverte des jeux de société - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 149,62
Total PRODUCTIONS LUDOPOLIS							3 149,62

PRO-TECK SECURITE	1751383	2025-12-04	LEBLANC-LANDRY, DOMINIQUE	SGPI - GAG - Construction et aménagement intérieur du garage satellite de la Commune C-40 _Alarme incendie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 094,51
Total PRO-TECK SECURITE							4 094,51
PTI SOLUTIONS INDUSTRIELLES INC.	1751014	2025-12-03	PICARD, SANDRA	Facture 17428 - Contrat annuel licence mercato pour les machines distributrices clos Bercy. Arr. de Ville-Marie, TP-Opérations (compte bâtiment).	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 089,25
Total PTI SOLUTIONS INDUSTRIELLES INC.							2 089,25
ROBERT BOISVERT	1752871	2025-12-12	DUFRESNE, ALAIN	Soumission du 16.10.25 - Conception et réalisation de la programmation bibliothèques et MCJS. Arr. de Ville-Marie, Communications.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	5 144,39
Total ROBERT BOISVERT							5 144,39
ROY & FILS LTEE	1751516	2025-12-05	RICO, ROSELINE	Soumission 25-3149-TH - Achat et installation de tapis d'hiver - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	7 104,50
Total ROY & FILS LTEE							7 104,50
SANIVAC	1713213	2025-12-02	TREMBLAY, GINA	Soumissions 0-29817 et O-31068 - Location toilettes chimiques - Parcs SL Ville-Marie - Saison 2025	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	7 071,05
SANIVAC	1720867	2025-12-23	TREMBLAY, GINA	Location sur entente 1711032 lot 2 - Toilettes PSI 3 endroits: Square Cabot et Accueil Bonneau Jusqu'au 31 décembre 2025 et Parc Émilie-Gamelin jusqu'au 15 octobre 2025 Remplace BC 1651201	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 724,43
Total SANIVAC							11 795,48
SECO SECURITE	1751189	2025-12-04	TREMBLAY, GINA	Services de sécurité au Centre Sanaaq. Soumission 50714. Total de 17,153.35\$ avant taxes pour 2025-2026. Arr. de Ville-Marie, Sanaaq.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 588,68
Total SECO SECURITE							4 588,68
SNO INNOVATION INC	1753802	2025-12-18	LEDUC, VALERIE	Soumission - Fabrication neige butte Square Cabot et place Henri-Dunant	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	7 311,33
Total SNO INNOVATION INC							7 311,33
SOLMATECH INC.	1719559	2025-12-04	DUFRESNE, ALAIN	OSE1264-25 entente 1647446 : Surveillance environnementale, rue Larivière. Incidences : 1259349001	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	39 071,10
Total SOLMATECH INC.							39 071,10
SOLOTECH INC	1746898	2025-12-10	DUFRESNE, ALAIN	Soumission SQ-CA176702-4 - Matériel de scène - Centre Sanaaq	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA250333001	88 088,70
Total SOLOTECH INC							88 088,70
SOLUTIONS GCF INC	1753096	2025-12-15	DUFRESNE, ALAIN	Équipement sur mesure - livraison de six (6) unités de lavage. Soumission DEV-2092. Arr. de Ville-Marie, TP-Aqueduc.	Ville-Marie - Travaux publics	-	22 656,58
Total SOLUTIONS GCF INC							22 656,58

SPECTRE DE RUE INC .	1752257	2025-12-10	LEVESQUE, JEREMIE	Distribution de différents avis du 18 mars au 3 décembre 2025.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 926,53
Total SPECTRE DE RUE INC .							2 926,53
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1750915	2025-12-03	BELLEVILLE, ERIC	Matériaux pour les travaux Projet Hogan. Soumission SC-99704. Arr. de Ville-Marie, TP-voirie-pdi.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 276,89
Total ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.							2 276,89
TECHSPORT INC.	1751612	2025-12-05	RAIL, CHRISTIANE	Soum. S06698 : "Eva Lounger Double" banc 4' en acier a/dossier et accoudoir. Couleur : RAL7016 Incidences 1259349001 projet Larivière, arr. de Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	8 482,99
Total TECHSPORT INC.							8 482,99
ULINE CANADA CORP	1750444	2025-12-01	BOIVIN, MARIE-EVE	Bac de rangement robuste et pelle (projet sel). Soumission PRA1497391. Arr. de Ville-Marie, TP-Propreté.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 584,39
Total ULINE CANADA CORP							4 584,39
VAENTRAL INC.	1750697	2025-12-02	RICO, ROSELINE	Soumission 2025-0115 - Réalisation de vidéos -portraits de la communauté du Quartier culturel des Faubourgs. Total de 7,500.\$ avant taxes pour 25-26. Arr. de Ville-Marie, CSLDS.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	6 299,25
Total VAENTRAL INC.							6 299,25
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	1752730	2025-12-12	LEVESQUE, JEREMIE	Lecteur média et carte mémoire SD. Soumission du 9 déc. 2025. Arr. de Ville-Marie, Dir. V-M, Div. comm. et relation avec la communauté.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 782,17
Total XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.							2 782,17
YANIS BENYOUCI	1751304	2025-12-04	TREMBLAY, GINA	Projet "Programmation communauté". Atelier de slam. Arr. de Ville-Marie, CSLDS-Centre Sanaaq.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 000,00
Total YANIS BENYOUCI							3 000,00
Total général							690 769,17



Dossier # : 1255728002

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Accepter la contribution financière de 49 500 \$ octroyée à la DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

De réceptionner et accepter la contribution financière de 49 500\$ dans le cadre du programme Circonflexe du Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM);
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-28 16:14

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1255728002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter la contribution financière de 49 500 \$ octroyée à la DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de sa mission de promotion des saines habitudes de vie et de l'aménagement d'environnements favorables à l'activité physique, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) souhaite soutenir la mise en œuvre du projet des stations actives, une initiative soutenue par Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM) dans le cadre du programme Circonflexe.

L'Arrondissement a reçu une réponse positive à sa demande de subvention de 49 500 \$ dans le cadre de ce programme.

Le projet vise à déployer un service de prêt gratuit d'équipements sportifs et récréatifs à la place Henri-Dunant, afin de favoriser la pratique du loisir, du sport, de l'activité physique et du plein air sur le territoire. Il s'adresse à l'ensemble de la population, avec une attention particulière portée aux jeunes, aux familles et aux clientèles vulnérables.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des actions entreprises pour améliorer la qualité de vie des résidentes et résidents, en cohérence avec les orientations du plan local de développement et les recommandations issues des consultations citoyennes.

Les retombées attendues incluent une augmentation de la fréquentation de l'espace public, une amélioration de la condition physique des citoyennes et des citoyens, ainsi qu'un renforcement du sentiment d'appartenance et de sécurité dans le quartier. Le soutien financier obtenu permettra de couvrir les coûts liés à l'acquisition, l'installation, la gestion communautaire et la promotion de la station active, tout en assurant sa pérennité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240319 (1251920009) : Accepter la contribution financière de 87 325 \$ octroyée à la DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

DESCRIPTION

Affecter une somme totale de 49 500 \$, soit l'équivalent de la subvention reçue du SLIM, pour le déploiement d'une station active à la place Henri-Dunant en 2026. Plus spécifiquement :

- Ce montant prévoit l'achat d'un conteneur quatre saisons aménagé pour le prêt et l'entreposage sécurisé de matériel sportif, accessible gratuitement tout au long de l'année.

- Cela permettra aussi, d'acquérir le matériel adapté aux différentes saisons (soccer, volleyball, badminton, raquettes, trottinettes des neiges) qui répondra à une forte demande locale en infrastructures sportives.

- La gestion sera assurée par un organisme du quartier, garantissant une approche de proximité. Le matériel (ballons, filets, trottinettes des neiges raquettes, etc.) sera prêté gratuitement selon des horaires adaptés à l'achalandage, et

entreposé de manière sécuritaire.

- Des animations ponctuelles seront également offertes pour sensibiliser, initier et démontrer l'utilisation du matériel, contribuant ainsi à promouvoir les saines habitudes de vie, renforcer le tissu social et encourager l'appropriation des espaces publics.

JUSTIFICATION

Le soutien au projet de la station active se justifie par la volonté de l'Arrondissement :

- de soutenir des projets structurants en sport, en loisirs et en développement social, favorisant l'accessibilité universelle à l'activité physique et la réappropriation des espaces publics par la communauté;

- de promouvoir les saines habitudes de vie et de renforcer la cohésion sociale à travers des initiatives de proximité adaptées aux besoins des citoyennes et citoyens;

- de contribuer à l'animation et à la vitalité des parcs urbains par des services gratuits, inclusifs et intergénérationnels, en complémentarité avec les infrastructures existantes.

De plus, la mise en œuvre de ces projets s'inscrit dans une approche de gestion communautaire et de développement durable, en valorisant l'utilisation partagée des ressources et en favorisant une occupation active et sécuritaire du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Affectation du programme Circonflexe 2026

Programme circonflexe	
Station active à la Place Henri-Dunant	
Dépenses en équipement	6 160 \$
Dépenses en aménagement du point de services (conteneur)	43 340 \$
TOTAL	49 500 \$

MONTRÉAL 2030

Ces activités permettent de réaliser certains objectifs présents et poursuivis dans le Plan stratégique Montréal 2030 en

matière d'équité et d'inclusion, tel que décrit dans le formulaire joint à ce dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette subvention constitue un levier essentiel pour la réalisation de projets qui favorisent l’activité physique accessible, la vie communautaire et l’animation des parcs. Sans ce soutien, des occasions précieuses pour les citoyens seraient perdues, tout comme le lien de confiance établi avec les organismes partenaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La fourniture des biens et services relatifs à ce dossier décisionnel sera effectuée au cours de l'année 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2026-01-23
Gabriel CIMAGLIA Agent de développement d'activités culturelles, physiques et sportives	Valérie LEDUC cheffe de division - sports et loisirs	
Tél : 438-864-5159	Tél : 514-242-6126	
Télécop. :	Télécop. : -	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Tél : 514-872-0831
Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1255728002

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des
sports_des loisirs et du développement social , Division des
sports_des loisirs et du développement social

Objet :

Accepter la contribution financière de 49 500 \$ octroyée à la
DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et
Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

Aspect financier :



Aspect financier Circonflexe P-M 1255728002.pdf

Montréal 2030 :



Grille d'analyse Montréal 2030 - 1255728002 affectation de surplus.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabriel CIMAGLIA
Agent de développement d'activités culturelles,
physiques et sportives

Tél : 438-864-5159

Télécop. :

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1255728002

Unité administrative responsable : Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports et des loisirs

Projet : *Autoriser une affectation de surplus de 49 500\$ afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une aide financière dans le cadre du programme Circonflexe du Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM).*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? Soutenir l'offre de service des organismes à but non lucratif du territoire par un soutien financier, une offre de locaux ou une offre de biens et services pour la mise en œuvre de service et d'activités dans les champs de compétences de l'arrondissement au bénéfice de la population de l'arrondissement de Ville-Marie.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	X		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	X		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



N° de dossier : 1255728002

Nature du dossier : Autre

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : Aucun

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.		

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	Total
Montant					49 500,00 \$			49 500,00 \$

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) mois année

Date de fin : jour (si connu) mois année

Formulaire complété par : Gabriel Cimaglia
Prénom, nom

Date et heure système : 23 janvier 2026 11:04:34

N° de dossier :

1255728002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Réceptionner et accepter la contribution financière de 49 500\$ dans le cadre du programme Circonflexe du Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)."

- Montant à percevoir (taxes non applicables) 49 500,00 \$

	2026	2027
SLIM	49 500,00 \$	-
Total	49 500,00 \$	-

Informations comptables:

- Cette subvention sera encaissée au compte suivant:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 49 500,00 \$

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
	2438	0010000	306125	07167	45901	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Un montant équivalent a été réservé par l'**engagement de gestion no VM55728002** au compte suivant pour effectuer les dépenses reliées au projet de stations actives ayant fait l'objet de cette subvention.

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 49 500,00 \$

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
	2438	0010000	306125	07167	57402	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention:

Leilatou Dankassoua

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2648

Date: **2026-01-27**

Date et heure système : 27 janvier 2026 09:36:38

Dossier # : 1255728002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accepter la contribution financière de 49 500 \$ octroyée à la DCSLDS dans le cadre du programme Circonflexe de Sport et Loisir de l'île de Montréal (SLIM)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1255728002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Isabelle FORTIER
Cheffe de division - Ressources financières

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs



Dossier # : 1259522015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de 166 190,26 \$, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses dépenses reliées à l'aménagement des parcs pour l'année 2026

D'autoriser une affectation de 166 190,26 \$, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses dépenses reliées à l'aménagement des parcs suivants pour l'année 2026:

- Fleury-Mesplet
- Emery
- Place Vauquelin
- Parc Ville-de-La-Flèche
- Parc des Faubourgs
- Miville-Couture
- Martin Thierry
- Colette Devlin
- St-Jacques
- Simone Monet Chartrand
- Robert Prévost
- Jean-Narrache
- Des Vétérans
- Marcelle Barthe
- Jovette Marchessault
- Walter-Stewart
- L'Île Ste-Hélène
- La Place du Sable Gris
- La Place du Commerce
- Les Îlots Bonaventure

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 10:25

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim

IDENTIFICATION

Dossier # :1259522015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de 166 190,26 \$, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses dépenses reliées à l'aménagement des parcs pour l'année 2026

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie compte de nombreux parcs sujets à des projets de réaménagement et de bonification importants.
Les dépenses prévues à ce dossier prévoient l'acquisition d'arbres, arbustes, et vivaces pour plantation au printemps et à l'automne, ainsi que le matériel de quincaillerie à prévoir pour de nouveaux projets d'aménagement en parcs, ainsi que le remplacement de mobilier en parcs déjà existant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240262, *mardi 10 juin 2025* - Autoriser une affectation de 86 669,86 \$, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses dépenses reliées à l'aménagement des parcs pour l'année 2025

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour objet d'autoriser une affectation de Revenus reportés - parcs et terrains de jeux de 166 190,26 \$, net de ristournes (**182 000 \$** taxes incluses) afin de financer les dépenses reliées à l'aménagement, le réaménagement, et la bonification de différents parcs de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2026.

Une partie des fonds ira au paiement de la fourniture de vivaces et arbustes, une autre partie importante est prévue pour le paiement de la fourniture d'arbres dont la plantation est prévue au cours de l'année, et enfin, une dernière partie est prévue pour le paiement de la fourniture de matériel pour la construction de nouveaux mobiliers.

Voici de façon plus détaillée les achats requis:

1) Fourniture de végétaux, pour bonifier la végétation, dans des parcs existants, et qui seront aménagés au cours de l'année 2026: **57 000 \$**, taxes incluses

Arbustes: Environ 665 plants, d'une valeur de 12 000 \$ taxes incluses

Vivaces: Environ 4160 plants, d'une valeur de 45 000 \$, taxes incluses

Ces végétaux seront principalement plantés dans les parcs suivants:

- Fleury-Mesplet
- Emery
- Place Vauquelin
- **Parc Ville-de-La-Flèche**
- Parc des Faubourgs
- Miville-Couture
- Martin Thierry
- Colette Devlin
- St-Jacques
- Simone Monet Chartrand
- **Robert Prévost**
- Jean-Narrache
- **Des Vétérans**
- Marcelle Barthe
- Jovette Marchessault
- Walter-Stewart

2) Fourniture d'arbres (automne et printemps 2026), environ 350 arbres en motte et en pots:
100 000 \$ taxes incluses

Les arbres seront plantés aux parcs et espaces verts suivants:

- L'île Ste-Hélène en majorité, dont potentiellement sur le terrain occupé par Six Flags. Un déboisement important a eu lieu dans les dernières années dû à l'agrigle du frêne.
- L'entrée aux îlots Bonaventure
- La Place du Sable Gris
- La Place du Commerce

3) Matériel pour le mobilier en parcs: 25 000\$, taxes incluses

- Square Viger, secteurs centre et est
- Espace Pierre-Bourgault
- Charles S.- Campbell

JUSTIFICATION

La pré-approbation de ces montants permettra l'octroi de contrats d'acquisition et livraison de végétaux, pour lesquels les délais pour émettre les confirmations de commande doivent être rapides, afin de permettre aux fournisseurs de planifier leur production adéquatement, et de réserver les dates voulues dans leur carnet de livraison. De plus, il arrive régulièrement que des pénuries de stock inattendues surviennent en cours de production, et avoir la flexibilité de produire des nouveaux bons de commande à petits montants rapidement à des fournisseurs alternatifs facilitera la fluidité de nos opérations et la résilience aux imprévus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Toutes les dépenses en lien avec cette affectation de surplus seront imputées conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 concernant les engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Il est prévu que:

- L'octroi des contrats d'acquisition de bois et de matériel de quincaillerie ait lieu avant le 1er mars.
- La sollicitation de marché pour l'achat de vivaces, arbustes, et arbres pour livraison au printemps et à l'été ait aussi lieu avant le 1er mars.
- L'octroi des contrats d'acquisition pour le printemps ait lieu avant le 15 mars.
- La sollicitation du marché pour l'achat des arbres pour livraison à l'automne ait lieu avant le 1er août.
- L'octroi des contrats d'acquisition d'arbres pour livraison à l'automne ait lieu avant le 15 septembre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Stéphanie S HOULE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ines LAMIN
Agent(e) technique en horticulture et
arboriculture

ENDOSSÉ PAR

France BEAUDIN
chef(fe) de division - parcs (arrondissement)

Le : 2026-01-26

Tél : (438)350-1269
Télécop. :

Tél : 514-297-1376
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sandra PICARD
directrice des travaux publics

Tél :

Approuvé le : 2026-01-28

Dossier # : 1259522015

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division des parcs et de l'horticulture

Objet :

Autoriser une affectation de 166 190,26 \$, net de ristournes, en
provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de
l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses
dépenses reliées à l'aménagement des parcs pour l'année 2026



affectation_2026_grille2030.pdf



Aspect financier_GDD 1259522015.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ines LAMIN
Agent(e) technique en horticulture et
arboriculture

Tél : (438)350-1269

Télécop. :



N° de dossier : 1259522015

Nature du dossier : Autre

Précision: Autorisation d'affecter des fonds des revenus reportés - parcs et terrains de jeux

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier :

Aucun

Lien vers [Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle [inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

Financement : Autre

Précision: Revenus reportés - parcs et terrains de jeux

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2026	2027	2028	2029	2030	Années ultérieures	Total
Montant		182 000,00 \$						182 000,00 \$

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

10

Date de début : 15 février 2026
jour (si connu) mois année

Date de fin : 31 décembre 2026
jour (si connu) mois année

Formulaire complété par :

Inès Lamin

Prénom, nom

Date et heure système : 28 janvier 2026 09:39:21

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 125 952 2015

Unité administrative responsable : Division des parcs et horticulture, Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie

Projet : Affectation de fonds pour dépenses reliées à l'aménagement des parcs pour l'année 2026

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
Priorité 1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050			
Priorité 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision			
Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
Priorité 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

- La plantation des arbres permettra de préserver la biodiversité à l'arrondissement et ainsi contribuer à augmenter la canopée montréalaise. Ceci créera un environnement plus favorable à la faune et aux pollinisateurs urbains;
- La bonification des aménagements paysagers dans les parcs va notamment favoriser le sentiment de sécurité des différents usagers des lieux en plus de rendre l'endroit plus accueillant et convivial pour toutes les populations qui vont le fréquenter;
- Les arbres séquestrent le carbone atmosphérique tout le long de leur cycle de vie;
- La plantation de ces végétaux inclut des plantes comestibles et fruitières, amenant un bénéfice additionnel aux citoyens et à la faune;
- Plusieurs des vivaces prévues sont indigènes et/ou mellifères, bonifiant la biodiversité urbaine;
- La végétalisation des saillies à rétention d'eau aide à la gestion des eaux pluviales.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+ *

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

N° de dossier :

1259522015

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"D'autoriser une affectation de 166 190,26 \$, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses de dépenses reliées à l'aménagement des parcs suivants pour l'année 2026:

Fleury-Mesplet	Miville-Couture	Robert Prévost	Walter-Stewart
Emery	Martin Thierry	Jean-Narrache	L'Île Ste-Hélène
Place Vauquelin	Colette Devlin	Des Vétérans	La Place du Sable Gris
Parc Ville-de-La-Flèche	St-Jacques	Marcelle Barthe	La Place du Commerce
Parc des Faubourgs	Simone Monet Chartrand	Jovette Marchessault	Les Îlots Bonaventure

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 182 000,00 \$

	Années antérieures	2026
Revenus fonds de parcs		182 000,00 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 166 190,26 \$

	Années antérieures	2026
Revenus fonds de parcs		166 190,26 \$

Informations comptables:

Provenance

(Montants Nets de ristournes)

Montant: 166 190,26 \$ Revenus reportés - parcs et terrains de jeux

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
De: 2438	0000000	000000	00000	25507	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation

(Montants Nets de ristournes)

Montant: 22 828,33 \$ Matériel divers pour mobilier - Projet: FDP26 Parcs

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
Au: 2438	0015000	306174	07165	56507	000000	0000	005442	000000	00000	00000

Montant: 143 361,93 \$ Arbres et végétaux - Projet: FDP26 Parcs

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
Au: 2438	0015000	306174	07163	56509	000000	0000	005442	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM59522015
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.
- Les soldes qui n'auront pas été utilisés seront retournés à leurs comptes de provenance.

Responsable de l'intervention:

Stéphanie Houle

Conseillère en gestion des ressources financières

stephanie.houle2@montreal.ca

Date: 2026-01-29

Dossier # : 1259522015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Autoriser une affectation de 166 190,26 \$, net de ristournes, en provenance des revenus reportés - parcs et terrains de jeux de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de financer diverses dépenses reliées à l'aménagement des parcs pour l'année 2026

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES**FICHIERS JOINTS**

Intervention financière_GDD no 1259522015.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**Stéphanie S HOULE**
Conseillère en gestion des ressources financières**Tél :** stephanie.houle2@montreal.ca**ENDOSSÉ PAR**

Le : 2026-01-29

Isabelle FORTIER
Chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)**Tél :** (514) 872-4512**Division :** Ville-Marie , Direction des services administratifs



Dossier # : 1269678003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 1 442 716,98 \$ au budget de fonctionnement du développement économique de l'Arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets en 2026 dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030

Autoriser une affectation de surplus de 1 442 716,98 \$ au budget de fonctionnement du développement économique de l'Arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets en 2026 dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030.
Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 11:01

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1269678003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 1 442 716,98 \$ au budget de fonctionnement du développement économique de l'Arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets en 2026 dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030

CONTENU

CONTEXTE

Afin de renforcer la résilience du cœur économique et culturel du Québec, la Ville de Montréal a dévoilé en 2024 *Agir pour l'avenir du centre-ville de la métropole*, une stratégie concertée visant à poursuivre les efforts en vue d'une relance durable de son centre-ville, jusqu'à l'horizon 2030. Ce travail est le fruit d'une démarche de longue haleine, menée avec l'écosystème du centre-ville, et vise à perpétuer la collaboration des acteurs autour d'une vision commune ciblant des actions concrètes pour trouver des solutions aux enjeux actuels et futurs.

La vision de la Ville de Montréal pour l'avenir du centre-ville s'appuie sur neuf initiatives, répartis en trois grandes priorités : le renforcement de l'identité des quartiers, la création de nouveaux milieux de vie et l'amélioration de la mobilité et de la propreté ainsi que la création de parcours verts. Ces initiatives, qui seront menées avec les différents acteurs impliqués dans la transformation du centre-ville, visent à dynamiser l'ensemble des quartiers qui le composent et à favoriser la poursuite de son développement constant.

Au total, plus d'un milliard de dollars seront investis par la Ville de Montréal dans son centre-ville au cours des dix prochaines années. Dans la nouvelle Stratégie centre-ville Montréal 2030, les priorités suivantes sont mises de l'avant :

Mettre en valeur l'identité des quartiers

1. Renforcer la personnalité des quartiers grâce à du nouveau mobilier urbain distinctif, une mise en valeur du patrimoine propre aux différents milieux de vie et des circuits d'art public ;
2. Célébrer le caractère nordique du centre-ville en créant une expérience hivernale unique portée par des parcours interactifs et immersifs au cœur de la métropole grâce à la collaboration de nos partenaires, tels que Tourisme Montréal et des artisans montréalais ;
3. Désigner le Quartier latin « quartier de la francophonie », y créer un secteur 24 h et y réaliser d'importants projets de développement au sein des actifs de la Ville, notamment à l'Îlot Voyageur et au parc Émilie-Gamelin.

Créer de nouveaux quartiers mixtes et vibrants

1. Création de deux nouveaux quartiers habités dans les secteurs des Faubourgs et de

Bridge-Bonaventure, avec un potentiel de création de plus de 15 000 unités de logement ;

2. Consolider le positionnement du centre-ville dans les secteurs des technologies, de la santé et des industries culturelles et créatives ;
3. Prioriser les investissements au sein d'édifices existants afin de renverser la tendance à la hausse des taux d'inoccupation, notamment à l'ancien Hôpital Royal Victoria et à l'îlot Voyageur.

Améliorer la mobilité, la propreté et créer des parcours verts

1. Accélérer le développement de la phase 3 du Quartier international ;
2. Créer de meilleurs liens entre les quartiers et mettre sur pied une zone à priorité piétonne dans le Vieux-Montréal ;
3. Améliorer la propreté des espaces publics, l'entretien des bâtiments et la gestion des entraves.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DG2258798004 - 2 mai 2025 - Autoriser un virement budgétaire au montant de 2 580 000 \$ en provenance du Service de développement économique vers l'arrondissement Ville-Marie dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030;

CA25 240034 - 11 février 2025 - Autoriser une affectation de surplus de 2 011 129,73 \$ au budget de fonctionnement du développement économique de l'Arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030;

DG2248798005 11 décembre 2024 : Autoriser un virement budgétaire au montant de 1 025 000 \$ en provenance du Service de développement économique vers l'arrondissement Ville-Marie dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030;

DG2248798003 21 novembre 2024 : Autoriser un virement budgétaire au montant de 1 255 000 \$ en provenance du Service de développement économique vers l'arrondissement Ville-Marie dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030;

DG 2258927001 - 24 avril 2024 - Autoriser un virement budgétaire au montant de 250 000 \$ en provenance du Service de développement économique vers l'arrondissement Ville-Marie dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030.

DESCRIPTION

La Stratégie centre-ville 2030 s'inspire d'échanges fructueux avec plusieurs actrices et acteurs clés de la métropole. Elle s'arrime aux priorités de nos documents phares, dont Montréal 2030 au premier plan. Elle s'ajoute également à nos interventions menées au quotidien, pour améliorer la cohabitation sociale, la mobilité et le sentiment de sécurité au centre-ville.

Pour renforcer sa vitalité et son attractivité, la Ville mise sur des initiatives concrètes mises en valeur dans la Stratégie centre-ville 2030, notamment : mettre en valeur les quartiers et la saison hivernale, améliorer la sécurité et la propreté et accélérer la réalisation de projets structurants.

La mise en œuvre de la Stratégie se déploie en concertation avec nos partenaires du centre-ville et en collaboration avec les différents services internes, dont l'arrondissement de Ville-Marie. Plusieurs projets découlant de la Stratégie centre-ville sont effectivement portés par les équipes de l'arrondissement, bien que les dépenses soient assumées par la Ville-Centre.

JUSTIFICATION

Par conséquent, le présent dossier vise à pouvoir utiliser les sommes versées par le SDÉ vers l'arrondissement de Ville-Marie en 2025 au montant de 1 442 716,98 \$, afin d'appuyer la

réalisation de plusieurs projets qui ont débuté en 2025 et qui doivent se poursuivre en 2026, dont :

- Reconduction du projet d'inclusion sociale et renforcement du sentiment de sécurité;
- Bonification du plan propreté de Ville-Marie pour le centre-ville;
- Poursuite du plan d'action pour le développement du quartier chinois;
- Aménagement temporaire et animation de secteurs-clés du centre-ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique (SDÉ) dans le cadre de la Stratégie centre-ville; à cet effet, le SDÉ a déjà transféré les fonds à Ville-Marie en 2025. Le présent dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Le présent dossier décisionnel contribuera à l'atteinte des priorités 14 et 20 du plan stratégique Montréal 2030.

Priorité 14: Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Pierre BLANCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
Commissaire - développement économique

Tél : 438-831-0259
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Mélissa LAPIERRE-GRANO
Chef(fe) communications relations
communauté

Tél : 514-868-3217
Télécop. :

N° de dossier : 1269678003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que de l'arrondissement devra assumer en lien avec le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation, tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une affectation de surplus de 1 442 716,98 \$ au budget de fonctionnement du développement économique de l'Arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 1 442 716,98 \$

	Années antérieures	2026
Montant		1 442 716,98 \$

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 1 442 716,98 \$

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 1 442 716,98 \$

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
Au:	2438	0012000	306192	06501	54590	016491	0000	002234	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM69678003
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Pierre Blanchard

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-6714

Date: 2026-01-26

Dossier # : 1269678003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 1 442 716,98 \$ au budget de fonctionnement du développement économique de l'Arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets en 2026 dans le cadre de la Stratégie centre-ville 2030

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1269678003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre BLANCHARD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6714

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-02-02

Isabelle FORTIER
chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs



Dossier # : 1265482001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2026.

D'accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2026, selon les modalités prévues à l'offre de service détaillée jointe au présent dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 10:23

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1265482001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2026.

CONTENU

CONTEXTE

Comme fait depuis 2004, la direction de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage (EESM) de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie assume la responsabilité des activités d'entretien de l'éclairage et de la signalisation, ainsi que du marquage de la chaussée des neuf arrondissements issus de l'ancienne Ville de Montréal : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Le Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie, Le Sud-Ouest, Ville-Marie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 26 0261 - 27 novembre 2025 : Offrir, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), un service d'entretien de l'éclairage, des feux de circulation, de la signalisation et du marquage sur la chaussée pour la saison 2026 aux neuf arrondissements issus de l'ex-Ville de Montréal (GDD 1259074005)

CA25 240083 - 11 mars 2025 : Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2025 (GDD 1253172001)

CA25 26 0020 - 3 février 2025 : Offrir, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), un service d'entretien de l'éclairage, des feux de circulation, de la signalisation et du marquage sur la chaussée pour la saison 2025 aux neuf (9) arrondissements issus de l'ex-Ville de Montréal (GDD 1257780001)

CA24 240183 : 7 mai 2024 : Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2024 (GDD 1243172001)

CA24 26 0019 - 5 février 2024 : Offrir, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), un service d'entretien de l'éclairage, des feux de circulation, de la signalisation et du marquage sur la chaussée pour la saison 2024

aux neuf arrondissements issus de l'ex-Ville de Montréal (GDD 1247780001)

DESCRIPTION

Conformément à l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, (RLRQ, chapitre C-11.4) (la "Charte"), le présent sommaire recommande d'accepter l'offre de service de la Direction de l'entretien de l'éclairage de la signalisation et du marquage de la chaussée (EESM) de l'arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie relativement à la prise en charge des activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2026.

L'offre de service détaillée de EESM est jointe au présent sommaire.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 85.1 de la Charte, le Conseil d'Arrondissement doit adopter une résolution afin d'accepter l'offre de service faite par un autre arrondissement afin que l'offre de service puisse prendre effet.

L'acceptation de l'offre de service de EESM de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie favorise la consolidation de la gestion centralisée des activités reliées à la signalisation et au marquage et minimise le coût de gestion ainsi que les interventions requises pour les arrondissements clients.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La charge interunités, est déjà prévue au budget de fonctionnement 2026 de l'Arrondissement, tel que mentionné dans l'intervention financière jointe au présent dossier.

MONTREAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la priorité 19 du Plan stratégique Montréal 2030 : Sécuriser les usagers du réseau public, en sécurisant la chaussée grâce au marquage et en veillant au bon fonctionnement de l'éclairage et de la signalisation lumineuse et écrite.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un refus de l'offre de services par le conseil d'arrondissement, l'arrondissement devra avoir recours à des fournisseurs externes pour assurer un entretien adéquat du marquage sur la chaussée et de la signalisation routière

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Leilatou DANKASSOUA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maria Alejandra OBREGON
conseillerere en planification

Tél : 514-863-3376
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-28

Annie LAMBERT
cheffe de division - mobilite et occupation
domaine public - ville-marie

Tél : 514-220-4813
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1265482001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification

Objet :

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de
Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de
Rosemont–La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de
l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la
chaussée pour l'année 2026.



1265482001_Annexe_1_EESM_Offre de service2026_VM.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maria Alejandra OBREGON
conseillerere en planification

Tél : 514-863-3376

Télécop. :

Direction de l'entretien de l'éclairage, de la
signalisation et du marquage sur la chaussée

OFFRE DE SERVICE 2026

Soumise à l'arrondissement



Notre expertise à votre service

Partenaire de choix pour ses clients, la Direction de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée (ci-après EESM) est une organisation reconnue pour le professionnalisme de ses interventions et les compétences de ses membres. EESM est engagée dans une démarche d'amélioration continue dans le but d'offrir une prestation de services de qualité aux citoyens.

La mission d'EESM est d'offrir un cadre de vie sécuritaire et agréable à la population des arrondissements montréalais qu'elle dessert en veillant au bon fonctionnement de l'éclairage, de la signalisation lumineuse et écrite, de même qu'en sécurisant la chaussée grâce au marquage.

Pour livrer cette mission, EESM se rattache à des valeurs de collaboration, de créativité et d'expérience citoyenne. La santé, la sécurité et le mieux-être de nos employés sont au cœur de nos activités.

Généralités

Le territoire montréalais desservi par EESM évolue afin de refléter la vision transmise par la direction générale, par les directions d'arrondissements et par les documents de planification, tels que la *Planification stratégique Montréal 2030*. EESM accompagne les arrondissements dans cette transformation afin de garantir un cadre de vie adéquat et sécuritaire pour nos citoyens.

Pour ce faire, notre direction, en collaboration avec chaque arrondissement, doit pouvoir compter sur une planification appropriée, sur le respect des normes applicables et sur un contrôle des demandes dans une optique de réduction des gaspillages.

Planification des interventions

Afin d'avoir une visibilité sur les besoins des arrondissements, EESM souhaite recevoir la planification des projets et événements à venir dans votre arrondissement pour l'année 2025, dans le gabarit fourni:

- Titre du projet et brève description
- Ampleur estimée relativement au nombre de:
 - Panneaux et tiges
 - Bollards
 - Intersections avec feux
 - Symboles, voies cyclables, lignes axiales à marquer
 - Lampadaires (fût et luminaire)
 - Luminaires
- Date ou période de réalisation souhaitée

Réglementation et normes applicables

Afin de se conformer aux dispositions de la Loi sur les ingénieurs ainsi qu'aux recommandations formulées par l'Ordre des ingénieurs sur les champs de pratique réservés, toute nouvelle demande ayant un impact sur la signalisation routière, excluant les panneaux de stationnement, doit être basée sur des plans conformes, signés et scellés.

Afin de se conformer au processus administratif de la Ville, une décision déléguée du Service de l'urbanisme est requise pour tous les travaux de feux de circulation.

Lors de la mise en place de marquage et de signalisation lumineuse et écrite, les normes du MTQ telles que présentées dans le Tome V - Signalisation routière doivent être respectées.

Les ordres de travail doivent respecter les instructions indiquées dans le guide d'utilisateur Signalec, disponible sur le [portail](#) de l'équipe Pilotage et suivi des projets technologiques d'arrondissements (PSPTA) du Service de la concertation des arrondissements.

Votre arrondissement a la responsabilité de dégager et maintenir un accès sécuritaire à tous les luminaires, feux de circulation et panneaux de signalisation (émondage, élimination des nids de guêpes, obstacles, etc.), tant sur le réseau routier que dans les parcs et ruelles vertes.

Approvisionnement

EESM ne conserve qu'un minimum d'inventaire de matériel pour chaque activité. Des contrats d'approvisionnement sont octroyés auprès de divers fournisseurs pour obtenir les matériaux requis pour l'entretien et des délais doivent être considérés lors de demandes. EESM ne donne ni ne vend de matériel pour des installations qui ne sont pas faites par nos équipes.

EESM priorise la maximisation de la récupération du mobilier existant.

Dommages par tiers au mobilier

Les réclamations liées aux dommages par tiers permettent de récupérer les sommes dues à la suite d'accidents ayant endommagé le mobilier de feux de circulation et d'éclairage de rue. EESM prend en charge ces réclamations et s'assure d'obtenir toutes les pièces justificatives requises auprès du Service de police de la Ville de Montréal et des équipes opérationnelles. Si l'arrondissement possède de l'information sur un dossier devant faire l'objet d'une réclamation, il peut la transmettre à l'adresse factures.eesm@montreal.ca.

Marquage

Volumétrie de votre arrondissement

Éléments de marquage	Unité	Quantité
Boîte de jonction	m2	4 624
Caserne de pompier et boîte de jonction de piste cyclable	m2	481
Dos d'âne	unité	180
Flèche	unité	784
Ligne axiale	mètre lin.	180 000
Ligne axiale approche d'intersection de 30 mètres	mètre lin.	797
Ligne d'arrêt	mètre lin.	10 985
Ligne de guidage	mètre lin.	325
Ligne de mesure d'apaisement	mètre lin.	895
Ligne de piste cyclable	mètre lin.	43 738
Passage écolier - Blanc	mètre lin.	5 917
Passage écolier - Jaune	mètre lin.	257
Passage piéton	mètre lin.	28 774
Pictogramme 30 KM	unité	19
Pictogramme écolier	unité	33
Piste cyclable - Chevron et vélo	unité	906
Piste cyclable - Ligne d'arrêt	unité	232
Piste cyclable - Macle, vélo et flèche	unité	1 131
Piste cyclable - Passage écolier	unité	72
Piste cyclable - Pictogramme	unité	21
Piste cyclable - Zone arrêt autobus	mètre lin.	910
Piste cyclable - Zone hachurée	mètre lin.	2 333
Rues - Zone hachurée	mètre lin.	2 474
Stationnement angle	mètre lin.	0

Description

L'entretien du marquage consiste à effectuer le marquage de l'arrondissement pendant la saison estivale et à répondre aux demandes provenant du centre de service 311.

Nos équipes effectuent le marquage linéaire et ponctuel de la chaussée pour tous les types de marquage énumérés dans le tableau ci-dessus.

Le marquage des SAS vélos de l'arrondissement est effectué au besoin, sur demande de l'arrondissement. EESM procède à l'inspection de l'état des SAS Vélo au printemps et soumet une proposition d'entretien à l'arrondissement au mois de mai. Les SAS vélos que l'arrondissement souhaite remettre à neuf en 2026 seront facturés comme demandes additionnelles.

Le marquage des stationnements en angle existants sera effectué au cours de la saison dans le cadre de l'entretien du marquage, sous réserve de la confirmation du besoin par transmission des plans à EESM, au plus tard le 28 février 2026.

Exclusions à l'offre de service du marquage

Les activités suivantes sont exclues de l'offre de service EESM :

- Travaux de marquage dans les stationnements municipaux ou autres stationnements ;
- Marques délimitant les places de stationnement sur rue;
- Bordures de trottoir ;
- Éléments de marquage ponctuels pour les emplacements de stationnement pour les personnes en situation de handicap, pour les voitures électriques ainsi que pour les interdictions de stationnement.

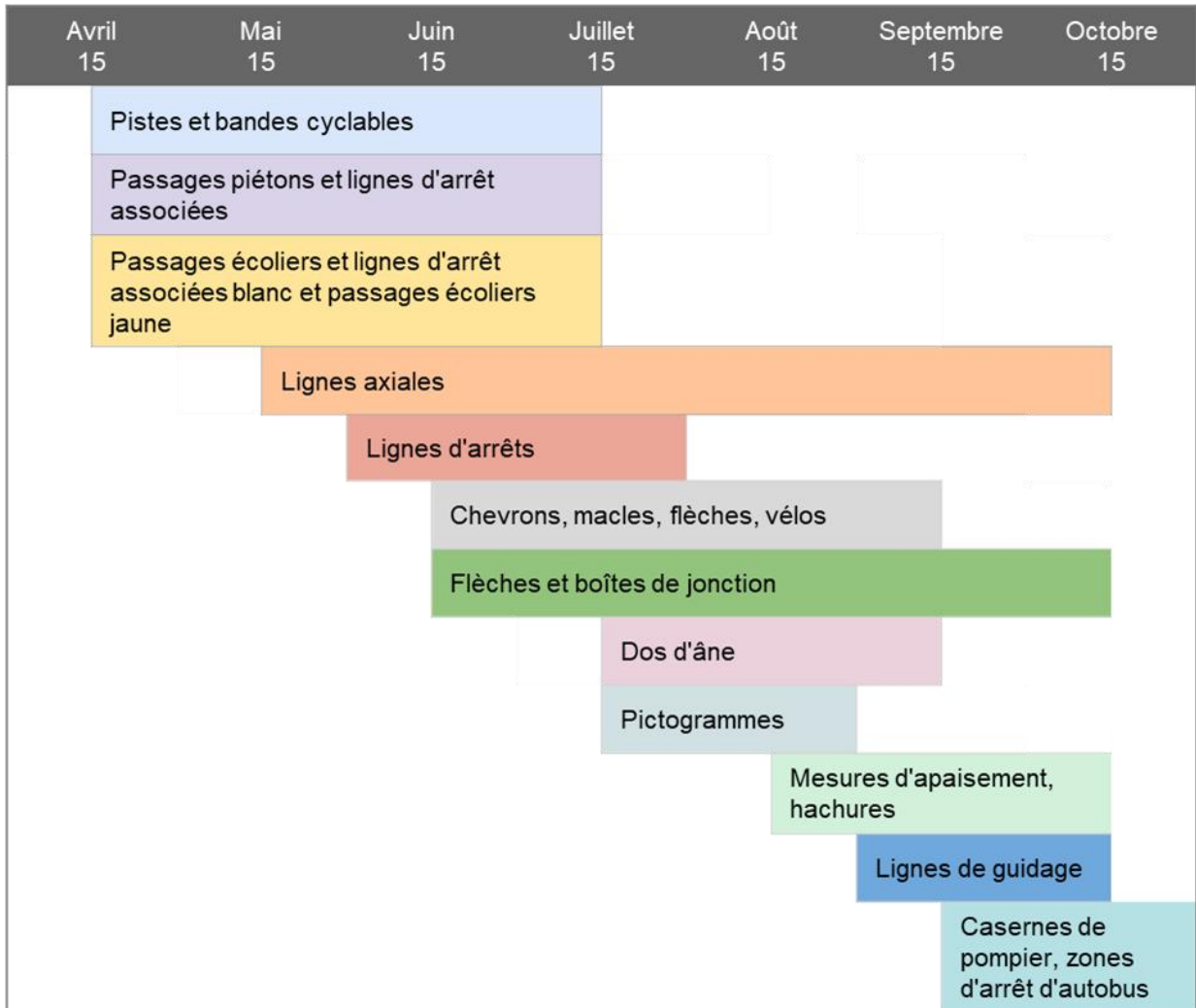
Échéancier de réalisation

La date précise du début de la saison dépend des conditions météorologiques et sera communiquée à votre arrondissement au début du mois d'avril 2026. En début de saison, le nettoyage des voies de circulation doit être effectué dans les délais qui seront fixés et communiqués par EESM.

La date précise de la fin de la saison sera confirmée au mois de septembre 2026.

Certains types de marquage ont été identifiés comme étant prioritaires et l'objectif est de les réaliser, sur l'ensemble du territoire desservi, avant le 15 juillet 2026.

Calendrier de marquage



Signalisation écrite

Volumétrie de votre arrondissement

Panneaux	32 954
Bollards de pistes cyclables	274

Note: Les données ci-dessus datent du 10 octobre 2025.

Description

L'entretien de la signalisation écrite consiste à exécuter les ordres de travail (OT) émanant de votre arrondissement, du centre de service 311 et de l'unité d'intervention rapide.

Nos équipes effectuent les activités suivantes :

- Installation de fondations et de tiges et entretien des composantes, lorsque requis ;
- Installation, retrait, remplacement et redressement des panneaux de signalisation ;
- Remplacement et retrait des bollards flexibles noirs (saillies ou mesure d'atténuation de la circulation, emplacement fixe et documenté dans Signalec) ;
- Installation, retrait et remplacement des bollards de piste cyclable DEFLEX bleus et verts ;
- Entreposage des bollards retirés pour la saison hivernale ;
- Installation d'autocollants visant à :
 - Identifier le secteur concerné sur les panneaux SRRR ;
 - Ajuster les informations sur les panneaux de présignaux.

Spécifications - Tiges et fondations

La validation des infrastructures souterraines (Info-Excavation) requiert un délai de 2 semaines. L'arrondissement est responsable de faire le prémarquage de l'emplacement des tiges avant d'envoyer son ordre de travail, ou d'y joindre un photomontage.

Spécifications - Panneaux

Le délai de production auprès du fournisseur est d'environ quatre semaines.

Toute demande urgente entraîne une surcharge de 25% du coût du panneau et le fournisseur n'a pas l'obligation de répondre à la demande.

EESM recommande à ses clients de ne poser **aucun autocollant visant à modifier les heures d'interdiction de stationnement sur les panneaux**, puisque cette action rend le panneau non conforme. Advenant leur utilisation, l'arrondissement a la responsabilité de modifier le panneau

dans la base de données et d'installer un autocollant portant le nouveau code de panneau sur l'endos du panneau simultanément.

Spécifications - Base de données - Signalec

Il est de la responsabilité de l'arrondissement de vérifier la concordance entre le terrain et la base de données avant de faire parvenir un ordre de travail. En cas d'écart, l'ordre de travail sera retourné à l'arrondissement pour correction et planifié de nouveau une fois corrigé.

Spécifications - Bollards - Pistes cyclables

EESM fait l'installation (au printemps) et le retrait (à l'automne) des bollards flexibles bleus et verts de type DEFLEX sur les pistes cyclables existantes selon les emplacements et les cotes obtenues de l'arrondissement. Ce dernier a la responsabilité d'avertir EESM par écrit de toute modification à l'emplacement des bollards.

Pendant la saison estivale, EESM procède à l'inspection et à l'entretien des bollards de piste cyclable selon les critères suivants :

- Est aplati, déchiré, fendu, ou présente un angle de plus de 45 degrés ;
- Manque une ou plusieurs vis ;
- A une ou plusieurs bandes réfléchissantes non conformes (remplacement des bandes réfléchissantes) ;
- Représente un danger à la circulation des usagers.

Exclusions à l'offre de service d'entretien

Cette offre de service n'inclut pas :

- La fourniture ou l'installation de signalisation temporaire (de chantier orange) ;
- L'installation de signalisation à l'intérieur des parcs ;
- L'installation de panneaux lumineux (ex. : arrêt au DEL) ;
- L'entretien de la signalisation en lien avec une voie réservée aux autobus ;
- L'entreposage de panneaux pour des projets temporaires qui reviennent annuellement.

Éclairage

Volumétrie de votre arrondissement

Emplacement	Nombre de luminaires	Nombre de fûts
Rues	8 863	s/o
Viaducs et tunnels	71	n/a
Parcs	767	527
TOTAL	9 701	527

Description

L'entretien de l'éclairage consiste à exécuter des demandes émanant de votre arrondissement, du centre de service 311, de l'unité d'intervention rapide ou de notre équipe de patrouilleurs, active 24 heures sur 24 afin d'assurer la sécurisation du territoire rapidement lorsque requis.

Afin d'assurer une prise en charge rapide, il est demandé de contacter le 311 et non d'envoyer des demandes par courriels à EESM.

Nos équipes effectuent les activités suivantes pour l'éclairage de **rue et de parcs** :

- Réparation et remplacement de luminaires et de fûts, lorsque requis ;
- Entretien et remplacement des composantes et du filage nécessaire au bon fonctionnement des luminaires ;
- Déplacement de lampadaires requis par des travaux du service de l'entretien du réseau d'aqueduc et d'égout en arrondissement ;
- Entretien des luminaires extérieurs défectueux dans les cours du service de la voirie (clos), écocentres et chutes à neige ;
- Vérification des prises de courant sur les lampadaires, sur demande.

Spécifications - Terrains sportifs

- Inspection annuelle, remplacement de composantes et réparation des luminaires de plateaux sportifs ;
- Ajustement des heures d'ouverture et de fermeture sur le système de contrôle de l'éclairage des plateaux sportifs ;
- Installation, entretien et désinstallation de l'éclairage temporaire pour les patinoires extérieures ;

Spécification - Sentiers

- Inspection annuelle, remplacement et réparation des luminaires de sentiers ;
- Entretien de l'éclairage de la croix du Mont-Royal.

Autres services

- Entretien du système d'éclairage et système électrique des fontaines décoratives ;
- Remplacement des disjoncteurs et fusibles des systèmes de contrôle des jeux d'eau.

Exclusions à l'offre de service d'entretien

Les activités suivantes sont exclues de la présente offre de service d'entretien :

- Remplacement du mobilier désuet ou en fin de vie dans les rues et les parcs (peut être réalisé sous forme de demande additionnelle à l'O/S entretien) ;
- Réparation et entretien des afficheurs de radar de vitesse et feux clignotants de zone scolaire ;
- Réalisation des travaux civils requis, tels que l'excavation, l'installation de bases de béton et de puits d'accès ;
- Conception et installation de systèmes de contrôle de jeux d'eau ;
- Remplacement des systèmes de contrôle de jeux d'eau (peut être pris en charge via le processus de demandes additionnelles lorsque le système est désuet et que le coffret électrique est en place) ;
- Installation et entretien des luminaires alimentés au gaz naturel ;

Feux de circulation

Mobilier	Nombre
Intersections	344
Contrôleurs	322

Description

L'entretien des feux de circulation consiste à exécuter les demandes de votre arrondissement, du centre de service 311, de l'équipe d'intervention rapide ou de notre équipe de patrouilleurs active 24 heures sur 24 afin d'assurer la sécurisation du territoire rapidement lorsque requis.

Afin d'assurer une prise en charge rapide, il est demandé de contacter le 311 et non d'envoyer des demandes par courriels à EESM.

Notre offre d'entretien inclut les services suivants :

- Réparation ou remplacement des fûts, des feux de circulation et des contrôleurs, lorsque requis, incluant la remise en fonction des feux automatiquement mis sur clignotant ;
- Réparation des feux piétons et cyclistes ;
- Entretien et réparation des caméras de détection véhiculaire, caméras de surveillance routière, feux sonores et boutons-poussoirs ;
- Déplacement de fûts occasionné par des travaux du service de l'entretien du réseau d'aqueduc et d'égout en arrondissement ;
- Alimentation temporaire des feux de circulation lors d'interventions d'Hydro-Québec.

Partage d'informations

Un dossier SharePoint partagé a été créé pour votre arrondissement afin de communiquer certaines informations spécifiques, tel que le rapport d'avancement du marquage et de la pose de bollards lors de l'ouverture du réseau. Ce dossier peut être utilisé pour répondre aux besoins de partages de documents entre votre arrondissement et les équipes EESM.

Traitement des demandes de service (DDS)

Les demandes de service sont enregistrées par le centre de service 311 ou par l'unité d'intervention rapide (UIR) lorsque des citoyens contactent la ville pour signaler une problématique. L'équipe EESM reçoit les DDS pour les activités détaillées dans le tableau ci-bas. Toutes les DDS ayant des activités autres que celles-ci sont redirigées à l'arrondissement.

Activité de la DDS	Types de demandes	Délai de réponse ¹
Marquage de la chaussée - Existant	Demande de rafraîchissement du marquage existant sur la chaussée	90 jours
Voie cyclable - Marquage et signalisation écrite	Demande relative au marquage et à la signalisation écrite des voies cyclables existantes	90 jours
Panneau de signalisation entretien - Prioritaire	Demande d'intervention rapide, lorsqu'une signalisation manquante peut mettre en péril la sécurité des automobilistes ou des piétons	15 jours
Oriflammes	Demande d'intervention lorsqu'une oriflamme est brisée	15 jours
Éclairage existant - Entretien	Demande concernant l'entretien ou la réparation de lampadaires	10 jours
Feux de circulation - Entretien	Demande relative aux feux de circulation lorsqu'ils sont désynchronisés, brûlés ou accidentés	30 jours

¹ Les activités de marquage de la chaussée sont réalisées d'avril à octobre. Les DDS reçues hors-saison ne pourront être répondues dans le délai normalisé.

Demandes additionnelles

Dans l'optique, de soutenir l'arrondissement dans le développement de son territoire, l'équipe d'EESM peut répondre à des demandes additionnelles à l'offre de service d'entretien. Les coûts de ces nouvelles installations sont assumés par les arrondissements.

La clé comptable doit être fournie ainsi que la signature de la personne autorisée **avant que ne débute la planification de votre projet**, et ce, pour toutes les demandes additionnelles.

L'arrondissement est responsable d'effectuer l'installation de la signalisation temporaire requise pour exécuter les travaux, tels que les interdictions de stationnement. Lors de l'exécution des travaux, un agent technique de l'arrondissement doit se rendre disponible sur le terrain la journée du déploiement afin de soutenir le contremaître avec des ajustements de dernière minute.

EESM priorise la sécurité des usagers du domaine public et toute autre demande additionnelle sera traitée selon les délais d'opérations régulières.

Les demandes doivent être soumises dans le [formulaire web](#).

Demandes additionnelles | Marquage

Toute demande de marquage additionnelle doit contenir :

- Plans signés et scellés ;

Les demandes additionnelles sont ajoutées à l'offre de service d'entretien l'année suivante.

Demandes additionnelles | Signalisation écrite

Tout regroupement de 20 interventions ou plus (incluant la pose de tiges et de panneaux et le retrait de signalisation désuète) de même nature ou faisant partie d'un même projet d'aménagement urbain représente une demande additionnelle.

Toute demande additionnelle de signalisation doit contenir :

- Liste des ordres de travail liés au projet ;
- Tableau des codes et des quantités des panneaux ;
- Plan des emplacements des bollards.

Exemples de demandes additionnelles:

- Ajustements de zone SRRR ;
- Interventions liées à la sécurisation aux abords des écoles ;
- Implantation d'une nouvelle piste cyclable avec bollards ou d'une nouvelle saillie standard ou virtuelle ;
- Installation, entretien et retrait de bollards et panneaux sur les piétonnalisations saisonnières.

Demandes additionnelles | Éclairage

Éclairage de rue

- Déplacement temporaire de lampadaire ;
- Installation de lampadaire sur nouvelle base ;
- Raccordement électrique de roulotte et déplacement des luminaires dans les clos, chutes à neige et écocentres ;
- Réparation de conduites endommagées lors de travaux d'excavation, sur le réseau local ;
- Installation de prise électrique (selon l'approbation de la Division de la gestion stratégique des actifs / Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves / Service des infrastructures du réseau routier).

Éclairage de parc

- Installation de coffret électrique, lampadaires de sentier et tours d'éclairage de terrain sportif ;
- Remplacement et mise à niveau des conduits et du filage électrique ;
- Installation de prises électriques ;
- Installation temporaire de distribution électrique pour des événements (prise électrique, lampadaire, alimentation ou canon à neige) ;
- Remplacement ou mise à niveau du contrôle de jeux d'eau.

Exigences complémentaires à la modification de mobilier d'éclairage

Pour tout ajout de mobilier d'éclairage de rue ou de matériel sur un lampadaire nécessitant une nouvelle alimentation électrique, vous devez suivre la procédure émise par le Service des infrastructures du réseau routier pour la déclaration de consommation de charge électrique additionnelle.

Demandes additionnelles | Feux de circulation

Toutes les demandes de modification de feux de circulation doivent inclure les plans signés et scellés ainsi que la décision déléguée du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). Il est de la responsabilité de l'arrondissement de fournir les documents requis avec chaque demande et de tenir compte des délais applicables.

Lorsque les feux de circulation sont modifiés dans le cadre d'un projet, aucune installation de présignaux ne sera effectuée avant d'avoir reçu la décision déléguée du SUM.

Types de demandes :

- Modification à la programmation. Par exemple :
 - Minutage pour la synchronisation sur un réseau ;
 - Modification de programmation de la signalisation prioritaire pour les transports collectifs ;
 - Mise sur clignotant ou interruption temporaire de feux de circulation et retour à la normale ;
 - Modification au mobilier de feux de circulation ;
 - Préparation et installation de cabinet et de contrôleur ;
 - Raccordement du contrôleur au réseau de télécommunication.

Toutes ces interventions peuvent être réalisées en partenariat avec un entrepreneur externe ou uniquement par EESM.

Éléments à respecter lors de l'octroi d'un contrat à un entrepreneur privé

Les éléments suivants doivent être respectés afin d'assurer une continuité des opérations à la suite de la terminaison de ces contrats :

Secteurs d'activités	Éléments à respecter
Marquage sur la chaussée	<ul style="list-style-type: none"> Les éléments de marquage utilisés, tels que les pochoirs (« <i>stencils</i> ») de vélos, correspondent aux modèles utilisés par EESM ; Les plans de marquage doivent être transmis à EESM (marquage.eesm@montreal.ca) par l'arrondissement avant le 1^{er} décembre de l'année de réalisation afin d'être intégrés dans l'entretien l'année suivante.
Signalisation écrite	<p><i>Si l'entrepreneur a le mandat d'installer des tiges et des panneaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Les éléments de quincaillerie utilisés doivent correspondre aux pièces utilisées par EESM (dessins disponibles sur demande). <p><i>Si l'entrepreneur installe les tiges seulement :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le manchon prévu au DTNI 3A doit être installé ; L'arrondissement doit valider sur le terrain le travail de l'entrepreneur avant d'envoyer l'ordre de travail pour la pose des panneaux par EESM. <p>Toute fondation effectuée par un entrepreneur privé et jugée non conforme par EESM devra être refaite ou réparée par l'entrepreneur. EESM n'est pas responsable des délais encourus par cette procédure. Un déplacement supplémentaire et des frais de gestion pour la réorganisation du travail à effectuer seront facturés.</p> <p>*Aucun trou dans le trottoir ne doit être effectué si EESM prend en charge la nouvelle signalisation à la suite d'une réfection de rue.</p>
Éclairage	<ul style="list-style-type: none"> Tout mobilier d'éclairage ajouté doit correspondre aux modèles énumérés dans les ententes d'approvisionnement de la Ville auprès des fournisseurs ; Le document technique normalisé - Famille 5 (DTNI-5A) demeure la référence pour toutes les installations électriques concernant l'éclairage de rue et parc. L'information concernant tout ajout de mobilier d'éclairage doit être transmise à EESM (eclairage.eesm@montreal.ca).
Feux de circulation	<ul style="list-style-type: none"> Les projets d'installation ou de modification de feux de circulation confiés à des entrepreneurs externes doivent être approuvés par le SUM au niveau de la conception et respecter le DTNI-6A ; L'information concernant tout ajout de mobilier de feux doit être transmise à EESM (feux.de.circulation.eesm@montreal.ca).

Dossier # : 1265482001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie de prendre en charge les activités de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée pour l'année 2026.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

La charge interunités, est déjà prévue au budget de fonctionnement 2026 de l'arrondissement

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2648

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-30

Isabelle FORTIER
Cheffe de division - Ressources financières

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs



Dossier # : 1268958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 20 517 400 \$, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2026

D'autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 20 517 400 \$, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes cadres de la Ville, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 11:02

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1268958001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 20 517 400 \$, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2026

CONTENU

CONTEXTE

Les autorisations de dépenses sont soumises au Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires, lequel stipule que l'octroi d'un contrat relatif à l'acquisition de biens, à l'exécution de travaux ou à l'exécution de services autres que professionnels et, le cas échéant, l'autorisation de dépenses relatives à ce contrat sont délégués au fonctionnaire de niveau A, lorsque la valeur du contrat est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19). Le même règlement précise que l'autorisation de dépenses faisant l'objet d'ententes-cadres (ententes gérées par la Direction de l'approvisionnement) est déléguée au fonctionnaire de niveau A, lorsque la dépense est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumission publique.

Au-delà de ces seuils, les autorisations de dépenses sont assujetties à l'approbation du conseil d'arrondissement.

Pour des besoins opérationnels, le présent dossier a pour but de faire pré-autoriser par le conseil d'arrondissement certaines dépenses à la hauteur des budgets adoptés pour celles-ci.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240485 - 28 novembre 2025 - Présenter, adopter et transmettre au comité exécutif les prévisions budgétaires 2026 des activités de fonctionnement de l'arrondissement de Ville-Marie;

CA25 240032 - 10 février 2025 - Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 17 652 300 \$, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025;

CA24 240386 - 3 octobre 2024 - Présenter, adopter et transmettre au comité exécutif les prévisions budgétaires 2025 des activités de fonctionnement de l'arrondissement de Ville-Marie;

CA24 240054 - 13 février 2024 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) afin d'apporter des corrections cléricales, d'uniformiser la délégation de pouvoirs au fonctionnaire de niveau A en matière contractuelle et d'ajouter une délégation en matière de modification de structure de poste pour les employés manuels

CA23 240401 - 7 novembre 2023 - Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 18 109 500 \$, les dépenses relatives aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024;

DESCRIPTION

Compte tenu du fait que le budget de fonctionnement 2026 a déjà été approuvé par le conseil d'arrondissement et dans le but d'alléger le processus décisionnel, le présent dossier consiste à faire autoriser préalablement, à la hauteur des budgets alloués, les dépenses à venir en 2026 en lien avec la fourniture de services d'utilités publiques non soumis au processus de bons de commande (ex.: Hydro-Québec), les contrats confiés à des entreprises avec lesquelles la Ville a négocié des ententes - cadres et les mandats confiés à différents Services de la Ville et facturés à l'arrondissement par le biais d'écritures de facturation interne, uniquement pour les objets de dépenses définis ci-dessous.

JUSTIFICATION

Les services d'utilités publiques sont des dépenses incompressibles requises dans le cadre des opérations normales de l'arrondissement. Ces dépenses n'étant pas soumises au processus des bons de commande, cette autorisation de dépenses permettra de faire le paiement de ces fournisseurs en conformité avec nos règlements et encadrements administratifs.

Le fait de pré-autoriser les dépenses sur les ententes-cadres de la Ville permettra aux gestionnaires de pouvoir confier plus rapidement les mandats requis pour la réalisation des besoins opérationnels, dans le respect des budgets alloués.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant d'autorisation, en milliers de dollars, pour chacune des familles de dépenses est réparti par direction comme suit :

Famille d'objets	DA	DSA	DTP	DCSLDC	DAUM	Total
Autres objets - Charge inter-unité	0,0	0,0	3 475,8	319,9	0,0	3 795,7
Biens non durables	12,2	35,0	5 899,3	951,2	17,9	6 915,6
Location, entretien et réparation	131,9	633,9	2 536,0	4 211,5	439,3	7 952,6
Services professionnels, techniques et autres	10,0	84,5	1 451,8	0,0	130,0	1 676,3
Transport et communications	50,5	111,4	9,0	0,0	6,3	177,2
Total	204,6	864,8	13 371,9	5 482,6	593,5	20 517,4

Le détail des postes de ces dépenses est présenté dans les pièces jointes au dossier décisionnel.

Le simple fait qu'un poste de dépenses soit identifié en pièce jointe ne suffit pas pour conclure que toutes les transactions de dépenses en découlant sont autorisées par le présent sommaire décisionnel, en effet, ce dossier ne vise que les dépenses sur ententes-cadres, les services d'utilités publiques et la facturation interne. Pour toutes les autres dépenses, il faut se référer au Règlement sur la délégation de pouvoir (CA-24-009).

Étant donné que les budgets de certaines activités pourraient éventuellement faire l'objet de modifications budgétaires en cours d'année, ces autorisations de dépenses seront ajustées aux budgets modifiés de chacun des objets spécifiés.

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPERATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR	Le : 2026-01-29
Julie R ROY Conseillère en gestion des ressources financières	Isabelle FORTIER Cheffe de division - Ressources financières Ville-Marie, Direction des ressources administratives	
Tél : 514 872-8518	Tél : 514-872-4512	
Télécop. :	Télécop. : -	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Tél : - -
Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1268958001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des
ressources financières et matérielles

Objet :

Autoriser préalablement, jusqu'à concurrence de 20 517 400 \$, les dépenses relatives
aux services d'utilités publiques, aux services internes et à la fourniture de biens et
services sur ententes-cadres de la Ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre
2026



Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (CA-24-009) (Codification administrative au 24-11-16).pdf



Budgets visés par GDD 1268958001 - Autorisation de dépenses 2026.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-8518
Télécop. :

**CA-24-009 Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires
(Codification administrative)**

MISE EN GARDE : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

- « fonctionnaire » : un fonctionnaire ou employé au sens de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);
- « fonctionnaire de niveau A » : directeur de l'arrondissement et directeur des services administratifs;
- « fonctionnaire de niveau B » : directeur de service en arrondissement ;
- « fonctionnaire de niveau C » : chef de division, directeur adjoint des travaux publics et le secrétaire d'arrondissement;
- « fonctionnaire de niveau D » : chef de section et préposé(e) au soutien administratif de la section soutien aux opérations à la division des ressources financières et matérielles;
- « fonctionnaire de niveau E » : préposé au soutien administratif, agent technique principal et préposé au budget;
- « fonctionnaire de niveau F » : chargé de secrétariat, contremaître et agent de développement d'activités culturelles physique et sportives.

009.3, a. 1; 009.5, a.1; CA-24-164, a. 1, a. 2 et a. 7; CA-24-201, a. 1; CA-24-205, a. 1; CA-24-236, a. 1; CA-24-252, a. 1; CA-24-252, a. 2; CA-24-279, a. 1; CA-24-297, a. 1; CA-24-304, a. 1; CA-24-318, a. 1; CA-24-349, a. 1; CA-24-377, a. 1.

2. La délégation de l'exercice d'un pouvoir à un fonctionnaire comporte la délégation de l'exercice de ce pouvoir à son supérieur hiérarchique, au supérieur hiérarchique de ce dernier et ainsi de suite jusqu'au fonctionnaire de niveau A.

CA-24-164, a.7.

3. Un fonctionnaire de niveau A et un fonctionnaire de niveau B peuvent, dans tous les cas, se réserver l'exercice d'un pouvoir délégué à tout fonctionnaire relevant de leur autorité directe.

CA-24-164, a.7.

4. Le fonctionnaire de niveau A transmet mensuellement au conseil d'arrondissement, à la première séance ordinaire tenue après l'expiration d'un délai de 25 jours suivant la délégation, un rapport global sur l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués, ainsi que sur l'exercice de ceux délégués à un fonctionnaire relevant de son autorité en vertu de ces dispositions.

009.5, a. 2; CA-24-164, a. 7.

5. Un pouvoir délégué en vertu du présent règlement doit être exercé conformément aux dispositions de la loi et des règlements applicables, et conformément aux encadrements administratifs.

6. Un fonctionnaire à qui l'exercice d'un pouvoir est délégué en vertu du présent règlement est autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents découlant de l'exercice de ce pouvoir.

Le secrétaire d'arrondissement est également autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents relevant de la compétence du conseil d'arrondissement, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution a été déléguée à un fonctionnaire en vertu du présent règlement.

CHAPITRE II

RESSOURCES HUMAINES

7. La nomination d'un fonctionnaire ou d'un employé visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) est déléguée au directeur de l'arrondissement.

Le directeur de l'arrondissement doit exercer ce pouvoir sur la recommandation, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné.

Le présent article ne s'applique pas à un emploi dont le titulaire est visé au premier alinéa de l'article 49 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4).

009.1, a. 1; 009.5, a. 3; CA-24-164, a. 7; CA-24-201, a. 2; CA-24-252, a. 1; CA-24-297, a. 2; CA-24-349, a. 3.

8. La nomination temporaire ou permanente d'un fonctionnaire ou d'un employé qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du Code du travail (RLRQ, chapitre C-27) est déléguée :

- 1° au fonctionnaire de niveau A, pour un fonctionnaire ou un employé relevant de son autorité directe;

2° au fonctionnaire de niveau B concerné, dans les autres cas.

009.1, a. 2; 009.5, a. 4; CA-24-164, a. 7; CA-24-252, a. 1.

9. La nomination temporaire d'un employé manuel ou la nomination d'un employé manuel ayant déjà acquis la permanence d'emploi est déléguée au fonctionnaire de niveau C concerné.

009.5, a. 5; CA-24-164, a. 7.

10. La résiliation d'un contrat de travail, la rétrogradation, la fin de période de probation, la mise en disponibilité, le congédiement ou la mise à pied d'un fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) est déléguée au directeur de l'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur la recommandation, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné.

Le présent article ne s'applique pas à un emploi dont le titulaire est un cadre de direction.

CA-24-164, a. 7; CA-24-201, a. 3; CA-24-252, a. 1; CA-24-297, a. 3; CA-24-349, a. 4.

11. La résiliation d'un contrat de travail, la rétrogradation, la fin de période de probation, la mise en disponibilité ou la mise à pied d'un fonctionnaire qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du Code du travail (RLRQ, chapitre C-27) est déléguée :

1° au fonctionnaire de niveau A, pour un fonctionnaire ou un employé relevant de son autorité directe;

2° au fonctionnaire de niveau B concerné, dans les autres cas.

CA-24-164, a. 7; CA-24-201, a. 4; CA-24-252, a. 1, CA-24-349, a. 5.

11.1. À l'exception des fonctionnaires de niveaux A et B, le congédiement de tout fonctionnaire est délégué au directeur de l'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné.

CA-24-201, a. 5; CA-24-297, a. 4, CA-24-349, a. 6.

12. Sous réserve, le cas échéant, des dispositions des conventions collectives applicables, l'imposition d'une suspension, est déléguée :

1° au fonctionnaire de niveau A concerné, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;

2° au fonctionnaire de niveau B concerné, dans les autres cas;

CA-24-164, a. 7; CA-24-201, a. 6; CA-24-205, a. 2.

12.1. Le retrait ou la modification de toute mesure disciplinaire au dossier d'un employé est délégué au fonctionnaire qui a rendu la décision imposant la mesure.

CA-24-201, a. 7.

12.2. Sous réserve, le cas échéant, des dispositions des conventions collectives applicables, l'imposition d'un avis disciplinaire est déléguée :

- 1° au fonctionnaire de niveau A, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
- 2° au fonctionnaire de niveau B, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
- 3° au fonctionnaire de niveau C, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe.

CA-24-205, a. 3.

13. La détermination de l'affectation de travail et des responsabilités est déléguée :

- 1° au fonctionnaire de niveau A, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
- 2° au fonctionnaire de niveau B concerné, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
- 3° au fonctionnaire de niveau C concerné, dans tout autre cas.

CA-24-164, a. 7; CA-24-201, a. 8.

14. L'exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire ou d'un employé qui n'est pas prévu aux articles 7 à 13 est délégué :

- 1° au fonctionnaire de niveau A, à l'égard d'un fonctionnaire ou d'un employé relevant de son autorité directe;
- 2° au fonctionnaire de niveau B concerné, dans les autres cas.

CA-24-164, a. 7.

15. La création, l'abolition, le transfert ou la modification d'un poste sont délégués au directeur de l'arrondissement.

Malgré l'alinéa 1, la modification de la structure de poste pour les employés manuels est déléguée au fonctionnaire de niveau B concerné.

CA-24-164, a. 7; CA-24-205, a. 4; CA-24-297, a. 5, CA-24-349, a. 7; CA-24-377, a. 2.

16. (*Abrogé*)

CA-24-164, a. 7; CA-24-205, a. 5.

CHAPITRE III CONTRATS

17. L'octroi d'un contrat relatif à l'acquisition de biens, à l'exécution de travaux ou à l'exécution de services autres que professionnels et, le cas échéant, l'autorisation de dépenses relatives à ce contrat sont délégués :

- 1° au fonctionnaire de niveau A, lorsque la valeur du contrat est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) et;
- 2° au fonctionnaire de niveau B concerné, lorsque la valeur du contrat est de 25 000 \$ et moins;
- 3° au fonctionnaire de niveau C concerné, lorsque la valeur du contrat est de 10 000 \$ et moins;
- 4° au fonctionnaire de niveau D concerné, lorsque la valeur du contrat est de 5 000 \$ et moins.

009.3, a. 2; 009.5, a. 6; CA-24-164, a. 3 et a. 7; CA-24-205, a. 6; CA-24-296, a. 1; CA-24-306, a. 1; CA-24-349, a. 8.

17.01 Le montant d'une dépense ou la valeur d'un contrat reliée à une délégation prévue au présent chapitre comprend les taxes applicables avant leur remboursement.

CA-24-349, a. 9.

18. La conclusion d'un contrat relatif à la location d'un immeuble, dont la valeur est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), est déléguée au fonctionnaire de niveau A.

009.5, a. 6; CA-24-164, a.; CA-24-306, a. 2, CA-24-349, a. 10.

19. L'octroi d'un contrat relatif à l'exécution de services professionnels est délégué :

- 1° au fonctionnaire de niveau A, lorsque la valeur du contrat est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);
- 2° au fonctionnaire de niveau B concerné, lorsque la valeur du contrat est de 25 000 \$ et moins;
- 3° au fonctionnaire de niveau C et D concerné, lorsque la valeur du contrat est de 5 000 \$ et moins;

009.3, a. 3; 009.5, a. 6; CA-24-164, a. 4 et a. 7; CA-24-205, a. 7; CA-24-257, a. 1; CA-24-259, a. 1; CA-24-296, a. 2; CA-24-316, a. 3, CA-24-349, a. 11.

19.1. Le pouvoir de lancer un appel d'offres en vue de l'adjudication d'un contrat qui n'est pas visé aux articles 17 à 19 est délégué au fonctionnaire de niveau B concerné.

009.5, a. 7; CA-24-164, a. 7; CA-24-259, a. 2.

19.2. Aux fins de l'adjudication d'un contrat, la formation de tout comité de sélection ainsi que l'approbation de la grille d'évaluation et de pondération qui sera utilisée pour évaluer des soumissions en vertu des articles 573.1.0.1 et 573.1.0.1.1 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), sont déléguées au fonctionnaire de niveau B concerné.

CA-24-259, a. 3.

19.3. La conclusion d'une entente sans déboursé encouru par l'arrondissement est déléguée au fonctionnaire de niveau A.

CA-24-259, a. 3.

19.4. Pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat, sont déléguées au directeur de l'arrondissement toutes les fonctions qui, selon la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (L.Q. 2017, c. 27), sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal.

CA-24-304, a. 2, CA-24-349, a. 12.

CHAPITRE IV

AUTORISATIONS DE DÉPENSES

20. Une autorisation de dépenses relatives à un service prévu dans un contrat cadre est déléguée :

1° au fonctionnaire de niveau A, lorsque la dépense est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

2° au fonctionnaire de niveau B concerné, lorsque la dépense est de 25 000 \$ et moins;

3° au fonctionnaire de niveau C concerné, lorsque la dépense est de 10 000 \$ et moins;

4° au fonctionnaire de niveau D concerné, lorsque la dépense est de 5 000 \$ et moins.

CA-24-164, a.7; CA-24-205, a. 8; CA-24-257, a. 2; CA-24-377, a. 3.

20.1. Une autorisation de dépense découlant d'une contingence à un contrat existant, à la condition que le montant de cette dépense soit inclus dans l'enveloppe budgétaire des contingences afférentes à ce contrat, telle qu'autorisée par le conseil d'arrondissement, est déléguée :

- au fonctionnaire de niveau B concerné, lorsque la dépense est de 50 000 \$ ou plus, toutes taxes incluses;
- au fonctionnaire de niveau C concerné, lorsque la dépense est de moins de 50 000 \$, toutes taxes incluses;
- au fonctionnaire « chef d'équipe » concerné, lorsque la dépense est de moins de 25 000 \$, toutes taxes incluses;
- au fonctionnaire qualifié de « Représentant désigné de l'appel d'offres » lorsque la dépense est de moins de 10 000 \$, toutes taxes incluses;

Pour l'application du présent article, on entend par :

« contingence », toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature, conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes, RLRQ c. C-19.

« Représentant désigné de l'appel d'offres », le fonctionnaire employé de la Ville nommé par le fonctionnaire de niveau B concerné, responsable de la gestion du contrat, dans la lettre d'octroi de contrat au contractant ou dans l'ordre de débiter les travaux. »

CA-24-383, a. 1.

21. Une autorisation de dépenses qui n'est pas visée par le chapitre III ou par l'article 20 est déléguée :

- 1° au fonctionnaire de niveau A, lorsque la dépense est inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publique, en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);
- 2° au fonctionnaire de niveau B concerné, lorsque la dépense est de 25 000 \$ et moins;
- 3° au fonctionnaire de niveau C concerné, lorsque la dépense est de 10 000 \$ et moins;
- 4° au fonctionnaire de niveau D concerné, lorsque la dépense est de 5 000 \$ et moins.

009.3, a. 4; 009.5, a. 8; CA-24-164, a. 5 et a. 7; CA-24-205, a. 9; CA-24-306, a. 4; CA-24-349, a. 13; CA-24-377, a. 4.

CHAPITRE IV.1

AUTRES DÉLÉGATIONS

009.1, a. 3.

21.1. Le pouvoir d'approuver, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), la délivrance des permis, certificats et opérations cadastrales relatifs à une intervention assujettie à une révision de projet, dans le cas où le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable relativement à cette intervention et que toutes conditions de l'avis, le cas échéant, ont été respectées, ou celui de refuser une telle délivrance lorsque les conditions n'ont pas été respectées, est délégué au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

009.1, a. 3; 282.80, a. 9; 009.5, a. 9; CA-24-259, a. 4; CA-24-296, a. 3; CA-24-318, a. 2; CA-24-377, a. 5.

21.1.1. *Abrogé*

009.5, a. 10; CA-24-164, a. 7; CA-24-297, a. 6.

21.1.2. Le pouvoir de fixer la date, l'heure et le lieu des assemblées publiques de consultation qui doivent être tenues en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1) est délégué au secrétaire d'arrondissement.

009.5, a. 10; CA-24-164, a. 6; CA-24-252, a. 1.

21.1.3. Le pouvoir d'approuver, conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et sous réserve du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002), la délivrance des permis et certificats relatifs à une intervention projetée dans un site patrimonial classé, déclaré ou cité, une aire de protection d'un immeuble patrimonial classé ou à une intervention projetée à l'égard d'un immeuble bénéficiant d'une protection en vertu de cette loi, dans le cas où une autorisation a été préalablement délivrée conformément à cette loi relativement à cette intervention, est délégué au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

CA-24-259, a. 5; CA-24-318, a. 3 ; CA-24-377, a. 6.

21.1.4. Le pouvoir d'approuver, conformément à la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et sous réserve du paragraphe 3.1° du premier alinéa de l'article 1 du Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville aux conseils d'arrondissement (02-002), la délivrance d'une autorisation, accompagnée de toutes conditions à imposer conformément à cette loi, relative à une intervention projetée dans un site patrimonial cité ou à une intervention projetée à l'égard d'un immeuble patrimonial cité, dans le cas où le comité consultatif d'urbanisme et le Conseil du patrimoine de Montréal, le cas échéant, ont émis un avis favorable

relativement à cette intervention, est délégué au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

CA-24-259, a. 5; CA-24-297, a. 7; CA-24-318, a. 4; CA-24-340, a. 1; CA-24-377, a. 7.

21.1.5. Le pouvoir d'exiger et d'exécuter la garantie monétaire prévue à l'article 712.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et aux articles 22, 28 et 29 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), ainsi qu'à tout autre règlement dont l'application relève du conseil d'arrondissement, est délégué au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

CA-24-259, a. 5; CA-24-318, a. 5; CA-24-340, a. 2.

21.1.6. Les pouvoirs suivants sont délégués au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité :

1° choisir, conformément à l'article 3 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), entre :

- i) la cession d'un terrain;
- ii) le paiement d'une somme équivalente;
- iii) la combinaison de la cession d'un terrain et du paiement d'une somme équivalente.

2° accepter la cession ou le versement prévu à l'article 3 de ce règlement du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055).

CA-24-259, a. 5; CA-24-286, a. 1; CA-24-318, a. 6; CA-24-340, a. 3.

21.1.7. Le pouvoir d'accepter les sommes compensatoires prévues aux articles 4 et 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), est déléguée au fonctionnaire de niveau B de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

CA-24-259, a. 5; CA-24-286, a. 2; CA-24-318, a. 7.

21.2. Le pouvoir d'autoriser, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), une occupation du domaine public, de même que celui de délivrer les permis afférents, est délégué au fonctionnaire de niveau C.

09.1 , a. 1; 009.5, a. 11; CA-24-164, a. 7; CA-24-318, a. 8.

21.2.1. Les pouvoirs en matière de circulation et de stationnement prévus à l'article 4 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), à l'exception

du pouvoir prévu au paragraphe 7, sont délégués au fonctionnaire de niveau B.

009.4.1, a. 1; 009.5, a. 12; CA-24-164, a. 7; CA-24-252, a. 1; CA-24-259, a. 6; CA-24-315, a. 2.

21.2.2. Tout pouvoir ou responsabilité qui relève de l'autorité compétente en vertu d'un règlement adopté par le conseil de la ville dont l'application est déléguée au conseil d'arrondissement est délégué au directeur du service concerné par ce règlement et aux fonctionnaires responsables d'appliquer les dispositions du règlement.

CA-24-318, a. 9.

21.2.3. Tout pouvoir ou responsabilité qui relève de l'autorité compétente ou d'un directeur en vertu d'un règlement relevant de la compétence du conseil d'arrondissement est délégué au directeur du service concerné par ce règlement et aux fonctionnaires responsables d'appliquer les dispositions du règlement. ».

CA-24-318, a. 9.

CHAPITRE V

VIREMENT DE CRÉDITS

009.2, a. 5.

21.3. L'autorisation d'effectuer un virement de crédits est déléguée :

- 1° à l'intérieur d'une même activité et d'un même centre de responsabilité, à l'exception de la rémunération et des charges sociales et des contributions aux organismes, au fonctionnaire de niveau E;
- 2° à l'intérieur d'une même activité, au fonctionnaire de niveau D;
- 3° à l'intérieur d'une même entité, au chef de division des ressources financières et matérielles.

009.3, a. 5; 009.4, a. 1; 009.5, a. 13; CA-24-164, a. 7; CA-24-279, a. 2.

CHAPITRE VI

APPROBATION DES COMMANDES ET DES DEMANDES DE PAIEMENT

009.3, a. 5.

21.4. (*Abrogé*)

009.3, a. 5; 009.5, a. 14; CA-24-164, a. 7 ; CA-24-257, a. 3.

21.5. L'autorisation d'approuver des demandes de paiement est déléguée :

- 1° au chef de section des ressources financières et matérielles et au préposé(e) au soutien administratif de la section soutien aux opérations à la division des ressources financières et matérielles pour les montants de moins de 10 000 \$;
- 2° au chef de division des ressources financières et matérielles pour les montants de 10 000 \$ et plus.

009.3, a. 5; 009.5, a. 15; CA-24-252, a. 3; CA-24-279, a. 3; CA-24-319, a. 1.

21.6. La disposition des biens suivants est déléguée au fonctionnaire de niveau B concerné:

- 1° les biens mobiliers perdus, volés, non réclamés ou autrement abandonnés sur le domaine public situé dans le territoire de l'arrondissement;
- 2° les biens mobiliers récupérés par l'arrondissement lors d'une éviction d'un immeuble et qui n'ont pas été réclamés dans le délai prévu.

CA-24-378, a. 1.

CHAPITRE VII

MATIÈRES JURIDIQUES

009.5, a. 16.

22. Sont délégués au fonctionnaire de niveau A :

- 1° le règlement d'un litige, dont la valeur est de moins de 50 000 \$, devant la Commission de la santé et de la sécurité au travail et la Commission des lésions professionnelles;
- 2° sous réserve du paragraphe 1, le règlement d'un grief ou d'un litige relatif aux relations de travail, dont la valeur est de moins de 50 000 \$, devant un tribunal administratif;
- 3° le dépôt d'un grief patronal.

009.5, a. 16; CA-24-164, a. 7; CA-24-201, a. 9.

23. Sont délégués au directeur de l'arrondissement :

- 1° le recouvrement par voie judiciaire ou extrajudiciaire des sommes dues à l'Arrondissement jusqu'à concurrence de 50 000 \$, y compris le cas échéant la décision d'instituer des procédures et d'en appeler ou non d'un jugement apparaissant mal fondé;
- 2° en matière d'expropriation, le paiement de l'indemnité provisionnelle;
- 3° en matière d'expropriation, le paiement de l'indemnité définitive ou l'acquisition d'immeubles de gré à gré jusqu'à concurrence de 50 000 \$;
- 4° le règlement d'une réclamation, d'une action ou d'une poursuite, dont la valeur

- est de moins de 50 000 \$, dans laquelle la responsabilité civile ou pénale de l'Arrondissement ou de l'un de ses préposés peut être engagée;
- 5° la décision d'en appeler ou non d'un jugement rendu contre l'Arrondissement pour une somme n'excédant pas 25 000 \$ et le paiement de celui-ci;
 - 6° à la suite d'un règlement dûment autorisé ou d'une radiation d'une somme due à l'Arrondissement, l'autorisation de consentir une mainlevée ou de donner quittance;
 - 7° la délivrance de mainlevée sur les saisies pratiquées par l'Arrondissement;
 - 8° l'autorisation de radier une somme de moins de 10 000 \$ due à l'Arrondissement, à l'exception des taxes décrétées par l'Arrondissement;
 - 9° le paiement des mémoires de frais judiciaires ou des frais d'experts conformes aux tarifs applicables, dont la valeur est de moins de 10 000 \$;
 - 10° le paiement de l'amende et des frais résultant de la commission, avec un véhicule de l'Arrondissement, d'une infraction relative :
 - a) à l'état ou à l'usage du véhicule ou à la circulation lorsque, de l'avis du fonctionnaire de niveau A, la délivrance du constat d'infraction résulte d'un acte ou d'une omission attribuable à l'Arrondissement;
 - b) au stationnement lorsque le conducteur en cause néglige ou refuse indûment de les acquitter et le recouvrement de ces sommes auprès de ce conducteur;
 - 11° le paiement de l'amende et des frais réclamés à un constat d'infraction signifié à l'Arrondissement relativement à une infraction non visée au paragraphe 10 ou la transmission d'un plaidoyer de non-culpabilité.

009.5, a. 16; CA-24-164, a. 7; CA-24-201, a. 10; CA-24-271, a. 6; CA-24-297, a. 8; CA-24-349, a. 14.

23.1. La décision de mandater, au nom de l'arrondissement, la Direction des affaires civiles du Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière, pour tenter toute procédure requise devant les tribunaux judiciaires ou administratifs afin de préserver les intérêts de l'arrondissement, est déléguée au directeur de l'arrondissement.

CA-24-201, a. 11 ; CA-24-297, a. 9; CA-24-349, a. 15.

24. Sont délégués au fonctionnaire de niveau B :

- 1° le règlement d'un litige, dont la valeur est de moins de 25 000 \$, devant la Commission de la santé et de la sécurité au travail et la Commission des lésions professionnelles;
- 2° sous réserve du paragraphe 1, le règlement d'un grief ou d'un litige relatif aux relations de travail, dont la valeur est de moins de 25 000 \$, devant un tribunal administratif.

009.5, a. 16; CA-24-164, a. 7; CA-24-205, a. 9.

25. Est déléguée au fonctionnaire de niveau E de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, l'opposition à une demande de permis d'alcool prévue à la Loi sur les permis d'alcool (RLRQ, chapitre P-9.1), pour un motif d'incompatibilité avec la réglementation en matière de zonage.

009.5, a. 16; CA-24-164, a. 7; CA-24-252, a. 1; CA-24-259, a. 7; CA-24-318, a. 10.

26. Est délégué au fonctionnaire de niveau C de la Division des ressources humaines, sous réserve des articles 22 et 24, le règlement d'un grief ou d'un litige relatif aux relations de travail, dont la valeur est de moins de 10 000 \$, devant un tribunal administratif.

009.5, a. 16; CA-24-164, a. 7 ; CA-24-297, a 10.

27. L'autorisation de la dépense relative à un contrat ayant pour objet l'organisation des processus d'enregistrement et des scrutins référendaires visés au titre II de la Loi sur les élections et référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2), à la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A- 19.1), à la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4) ou à toute autre loi est déléguée au secrétaire d'arrondissement.

CA-24-257, a. 4.

28. L'autorisation d'effectuer un paiement par carte de crédit est déléguée au fonctionnaire de niveau F pour un montant n'excédant pas 1 000 \$.

CA-24-279, a. 4.

Cette codification administrative intègre les modifications qui ont été apportées au Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (en vigueur le 11 septembre 2002; dossier 1022598075) par les règlements CA-24-009.1 (en vigueur le 12 décembre 2004; dossier 1042598166), CA-24-009.2 (en vigueur le 8 mai 2005; dossier 1051599004), CA-24-009.3 (en vigueur le 25 septembre 2005; dossier 1050141022), CA-24-009.4 (en vigueur le 11 juin 2006; dossier 1060141007), CA-24-282.80 (en vigueur le 3 décembre 2008; dossier 1084400074), CA-24-009.4.1 (en vigueur le 4 décembre 2008; dossier 1082701131), CA-24-009.5 (en vigueur le 23 décembre 2008; dossier 1082701054), CA-24-164 (en vigueur le 17 décembre 2011; dossier 1110141025), CA-24-201 (en vigueur le 20 août 2013; dossier 1132701081), CA-24-205 (en vigueur le 15 février 2014; dossier 1130856002), CA-24-236 (en vigueur le 14 mars 2015; dossier 1152701014), CA-24-252 (en vigueur le 13 février 2016; dossier 1152701078), CA-24-257 (en vigueur le 18 juin 2016; dossier 1160858004), CA-24-259 (en vigueur le 18 mars 2017; dossier 1172701017), CA-24-271 (en vigueur le 13 mai 2017; dossier 1172701027), CA-24-279 (en vigueur le 17 février 2018; dossier 1170858015), CA-24-286 (en vigueur le 15 septembre 2018; dossier 1185237044) et CA-24-296 (en vigueur le 13 décembre 2018; dossier 1185237067), CA-24-297 (en vigueur le 16 mars 2019; dossier 1193701018); CA-24-304 (en vigueur le 6 juin 2019; dossier 1192701036); CA-24-306 (en vigueur le 14 septembre 2019; dossier 1192701049); CA-24-315 (en vigueur le 15 février 2020; dossier 1195353003), CA-24-318 (en vigueur le 14 mars 2020; dossier 1202701011); CA-24-319 (en vigueur le 16 mai 2020; dossier 12071350050); CA-24-340 (en vigueur le 9 octobre 2021, dossier 1217135004); CA-24-349 (en vigueur le 17 septembre 2022, dossier 1225237001), CA-24-377 (en vigueur le 16 mars 2024, dossier 1242678016) ; CA-24-378 (en vigueur le 11 mai 2024; dossier 1242678026) et CA-24-383 (en vigueur le 16 novembre 2024 ; dossier 1247135003)

Un chapitre V intitulé « Dispositions finales », présent dans le règlement CA-24-009, a été abrogé par l'article 6 du règlement CA-24-009.3; ce chapitre comprenait un article 22 qui abrogeait le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-005), de même qu'un article 23 qui prévoyait l'entrée en vigueur du règlement CA-24-009 « conformément à la loi ».

Famille d'objets	Objet	DA	DSA	DTP	DCSLDC	DAUM	Total
Autres objets - Charge inter-unité	Chg inter. - entr. éclairage et signalis. o-65100 so-015602	0,0 \$	0,0 \$	3 323,8 \$	0,0 \$	0,0 \$	3 323,8 \$
	Charges interunités - entrepot chauveau o-65100 so-015603	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	319,9 \$	0,0 \$	319,9 \$
	Charges interunités - patrouille aqueduc o-65100 so-015607	0,0 \$	0,0 \$	152,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	152,0 \$
Total Autres objets - Charge inter-unité		0,0 \$	0,0 \$	3 475,8 \$	319,9 \$	0,0 \$	3 795,7 \$
Biens non durables	Électricité o-56301	0,0 \$	0,0 \$	1 100,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	1 100,0 \$
	Energie o-56306	0,0 \$	0,0 \$	386,0 \$	808,5 \$	0,0 \$	1 194,5 \$
	Agregats et matériaux de construction o-56504	0,0 \$	0,0 \$	1 135,6 \$	0,0 \$	0,0 \$	1 135,6 \$
	Sels et autres abrasifs o-56505	0,0 \$	0,0 \$	1 084,4 \$	0,0 \$	0,0 \$	1 084,4 \$
	Pièces et acc. - mat. roulant, équipements et infras o-56507	0,0 \$	0,0 \$	774,8 \$	0,0 \$	0,0 \$	774,8 \$
	Pieces et accessoires - batiments o-56508	0,0 \$	0,0 \$	106,0 \$	1,0 \$	0,0 \$	107,0 \$
	Arbres et fournitures horticoles o-56509	0,0 \$	0,0 \$	327,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	327,0 \$
	Vêtements, chaussures et accessoires o-56510	2,2 \$	0,0 \$	258,3 \$	17,9 \$	5,6 \$	284,0 \$
Autres biens non durables o-56590		10,0 \$	35,0 \$	727,2 \$	123,8 \$	12,3 \$	908,3 \$
Total Biens non durables		12,2 \$	35,0 \$	5 899,3 \$	951,2 \$	17,9 \$	6 915,6 \$
Location, entretien et reparation	Location - immeubles et terrains o-55201	131,2 \$	631,0 \$	2 138,8 \$	2 269,3 \$	437,4 \$	5 607,7 \$
	Facturation immobilière - f.i. o-55201 so-010420	0,7 \$	2,9 \$	397,2 \$	1 942,2 \$	1,9 \$	2 344,9 \$
Total Location, entretien et reparation		131,9 \$	633,9 \$	2 536,0 \$	4 211,5 \$	439,3 \$	7 952,6 \$
Services professionnels, techniques et autres	Hon.prof. - ress. hum. et relations de travail o-54305	0,0 \$	84,5	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	84,5 \$
	Serv.tech. - gestion des matières résiduelles o-54503	0,0 \$	0,0 \$	237,2 \$	0,0 \$	0,0 \$	237,2 \$
	Serv.tech. - scientifiques et de génie o-54507- Fact int. Rosemont	10,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	130,0 \$	140,0 \$
	4480 - Autres Services Techniques O-54590	0,0 \$	0,0 \$	1 214,6 \$	0,0 \$	0,0 \$	1 214,6 \$
Total Services professionnels, techniques et autres		10,0 \$	84,5 \$	1 451,8 \$	0,0 \$	130,0 \$	1 676,3 \$
Transport et communications	Poste, messagerie et fret o-53401	50,0 \$	11,4 \$	9,0 \$	0,0 \$	6,3 \$	76,7 \$
	Telephonie o-53601	0,5 \$	100,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	0,0 \$	100,5 \$
Total Transport et communications		50,5 \$	111,4 \$	9,0 \$	0,0 \$	6,3 \$	177,2 \$
TOTAL		204,6 \$	864,8 \$	13 371,9 \$	5 482,6 \$	593,5 \$	20 517,4 \$



Dossier # : 1265703001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 20 au 23 février 2026

Il est recommandé, au Conseil d'arrondissement, d'autoriser l'occupation du domaine public du 20 au 23 février 2026 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit :

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), article 20, l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1), articles 3 et 8, l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés
- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085), articles 29 et 45, l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant l'installation de fanions sur les lampadaires et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés

Signé par Alain DUFRESNE Le 2026-01-29 10:07

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1265703001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 20 au 23 février 2026

CONTENU

CONTEXTE

Nous présentons ce dossier comportant des demandes de dérogations pour des initiatives culturelles ayant lieu du 20 au 23 février 2026 sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie.

Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3), article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), articles 3 et 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), article 45.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240524 – 9 décembre 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 31 décembre 2025 au 31 décembre 2026

CA25 240470 – 25 novembre 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 29 novembre 2025 au 27 mars 2026

CA25 240427 – 30 septembre 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 10 octobre 2025 au 28 mars 2026

CA25 240371 – 9 septembre 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 17 septembre au 22 octobre 2025

CA25 240322 – 8 juillet 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 28 juillet au 13 septembre 2025

CA25 240267 – 10 juin 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 16 juin au 19 septembre 2025

CA25 240211 – 6 mai 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 mai au 8 novembre 2025

CA25 240148 – 8 avril 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 26 avril au 8 mai 2025

CA25 240086 – 11 mars 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 16 mars 2025

CA25 240038 – 11 février 2025 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 17 février au 31 décembre 2025

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive.

L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale. Les organismes souhaitent recommencer à faire vivre le cœur culturel de Montréal en créant des espaces qui donneront aux citoyen.ne.s l'occasion de profiter de Montréal de façon unique et inspirante. L'objectif est de permettre l'accueil des visiteur.euse.s au centre-ville afin de profiter d'une vie culturelle.

Voir le tableau des initiatives culturelles (Annexe 1) en pièce jointe pour le détail des événements et des ordonnances demandées.

JUSTIFICATION

Les initiatives culturelles contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'initiatives culturelles sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité*. Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :

La priorité no. 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

La priorité no. 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs dans ce contexte sont les suivants :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens-nes de Montréal, particulièrement dans un contexte de relance post-pandémique;
- renforce le positionnement de Montréal comme instigatrice de projets et de pratiques novatrices se déployant sur le domaine public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Transmission de la résolution et des ordonnances au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur : le jour de la publication d'un avis dans Le Devoir
Réalisation des initiatives culturelles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève LEDOUX, Ville-Marie
Roseline RICO, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Julie POTVIN, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 21 janvier 2026

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie BOUSQUET
Préposée au soutien administratif

Tél : 263-993-1005
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-20

Nathalie GOUDREAU
chef(fe) de division - soutien aux
evenements

Tél : 514-774-4100
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bianelle LEGROS
directeur(-trice)-cinema, festivals et
evenements

Tél : - -

Approuvé le : 2026-01-23

Dossier # : 1265703001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des
sports_des loisirs et du développement social , Division des
sports_des loisirs et du développement social

Objet :

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du
domaine public et édicter les ordonnances du 20 au 23
février 2026



01_BRUIT_B-3, o. XXX.docx01_VENTE_P-1, o. XXX.docx



01_Grille analyse Montreal 2030 CA.pdf



01 - CA 10 février - Tableau des initiatives culturelles.pdf



01_CIVISME_CA-24-085 - Art 45.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie BOUSQUET
Préposée au soutien administratif

Tél : 263-993-1005

Télécop. :

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1265703001

Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie, Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social, Direction*

Projet : Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 20 au 23 février 2026.

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.</i> <i>15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.</i> <i>15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 		x	
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 		x	
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**B-3, o. XXX Ordonnance relative aux initiatives culturelles du 20 au 23
février 2026**

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 10 février 2026, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
2. Le promoteur d'une initiative culturelle autorisée sur les sites, heures et lieux d'un événement doit, en tout temps pendant et sur le site de cette initiative culturelle, être en mesure de produire l'autorisation écrite de la Division Festivals et événements.
3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA et 100 dBC, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.
5. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

ANNEXE 1
TABLEAU DES INITIATIVES CULTURELLES

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1265703001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx février 2026, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

P-1, o. XXX Ordonnance relative aux initiatives culturelles du 20 au 23 février 2026

Vu les articles 3 et 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 10 février 2026, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (RLRQ, c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.
3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

ANNEXE 1
TABLEAU DES INITIATIVES CULTURELLES

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1265703001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx février 2026, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

**CA-24-085, o. XXX Ordonnance relative aux initiatives culturelles du 20 au 23
février 2026**

Vu l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du 10 février 2026, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La distribution des échantillons des commanditaires reliés à ces événements est permise à partir des kiosques identifiés aux dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
2. Le paragraphe 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la *Loi sur les produits alimentaires* (RLRQ, c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

ANNEXE 1
TABLEAU DES INITIATIVES CULTURELLES

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1265703001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx février 2026, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

ANNEXE 1

TABLEAU DES INITIATIVES CULTURELLES

SERVICE DE LA CULTURE

Division Festivals et événements
Tableau des initiatives culturelles

Sommaire 1265703001

pour le conseil d'arrondissement du mardi 10 février 2026

Ordonnances

Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	CA-24-085 art. 45
		Date début	Date fin		Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Échantillons
Festi Fan d'Équipe Canada	Comité Olympique Canadien	20 février 2026	23 février 2026	Esplanade Tranquille et Parterre du Quartier des Spectacles	21 et 22 février 9h à 19h	21 et 22 février 9h à 19h	21 et 22 février 9h à 19h	21 et 22 février 9h à 19h	21 et 22 février 9h à 19h	21 et 22 février



Dossier # : 1265907001

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2026, 1re partie A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2026, 1e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), article 20, l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), article 3, l'ordonnance C-4.1, o. xx permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1), article 8, l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), article 7, l'ordonnance P-12.2, o. xx permettant de peindre et de dessiner sur la chaussée selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085), articles 29 et 45, l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-26 10:58

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1265907001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2026, 1re partie A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue de programmations diverses ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le premier dossier comportant divers événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2026 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les programmations identifiées en annexe et déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3), article 20;
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), article 3;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1), article 8;
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2), article 7;
- Règlement sur le respect, le civisme et la propreté (CA-24-085), articles 29 et 45.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- 1255907011 | CA25 240525 Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 9^e partie A) et édicter les ordonnances
- 1255907010 | CA25 240471 Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2025, 8^{ième} partie A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreuses programmations se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison (telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue). Les programmations concernées sont d'envergure locale.

Les programmations en annexe ont été ou seront soumises pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des activités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité*.

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :

La priorité n° 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*

La priorité n° 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacune des activités faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de développement qui consulte et coordonne auprès des divers services municipaux impliqués (ex. services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Transmission de la résolution et des ordonnances au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur: le jour de la publication d'un avis dans Le Devoir
Réalisation des activités

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 531-6807

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-21

Roseline RICO
Cheffe de division - culture et bibliothèque

Tél : 514-231-0469

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
Directrice direction de la culture, des sports, des
loisirs et du développement social

Tél : 514 913-5127

Approuvé le : 2026-01-26

Dossier # : 1265907001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des
sports_des loisirs et du développement social , Division de la
culture et des bibliothèques

Objet :

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine
public (saison 2026, 1re partie A) et édicter les ordonnances



Annexe1 _10 février.xls B-3_oXXX_Saison 2026_1re partie A.doc



C-4.1, o. XXX saison 2026 1re partie A.docCA-24-085 - Art45.docx



P.12.2_Saison 2026_ 1re partie A.doc



GDD 1265907001_grille_analyse_montreal_2030.docx



P-1, o. XXX Saison 2026_1re partie A.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 531-6807

Télécop. :

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1265907001

Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*

Projet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2026, 1^{re} partie A) et édicter les ordonnances

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.			
15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?			
14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.			
15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			X
b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			X
c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

B-3, o. XXX Ordonnance relative à la tenue de programmations diverses sur le domaine public (Saison 2026, 1^{re} partie, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 10 février 2026, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.
3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minute, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés à l'annexe 1.
4. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

ANNEXE 1

PROGRAMMATIONS DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2026, 1^{re} partie A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1265907001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le XXX février 2026, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

C-4.1, o. XXX Ordonnance relative à la tenue de programmations diverses sur le domaine public (Saison 2026, 1^{re} partie, A)

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 10 février 2026, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).
2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1265907001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx février 2026 date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

P-1, o. XXX Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2026, 1^{re} partie, A)

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 10 février 2026 le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques et non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (RLRQ, c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1265907001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx février 2026, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

P-12.2, o. XXX Ordonnance relative à la tenue de programmations diverses sur le domaine public (Saison 2026, 1^{re} partie, A)

Vu l'article 7 du *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12.2);

À sa séance du 10 février 2026, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

3. Durant l'exécution des travaux de peinture :

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

4. L'organisateur d'un événement est responsable de l'application de la présente ordonnance.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1265907001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx février 2026, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

CA-24-085, o. XXX Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2026, 1^{re} partie, A)

Vu les articles 29 et 45 du *Règlement sur le civisme, le respect et la propreté* (CA-24-085);

À sa séance du 10 février 2026, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Lors des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3), il est permis :

- 1° de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain;
- 2° de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements;
- 3° si nécessaire, de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifiés sur les sites.

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables sur les sites des événements et selon les horaires identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX.

3. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 1 ne doivent pas être interprétés comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la *Loi sur les produits alimentaires* (RLRQ , c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1265907001) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le XX février 2026, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2026, 1e partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement										
				Dérogations										
Événements	Organismes	Dates	Lieux	O-0.1 Occ. dom. public	B-3 art. 20 Bruit	C-4.1 art.3 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 8 Consom. d'alcool	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	Autres informations
							Marchandises	Aliments et boissons non- alcooliques	Boissons alcooliques					
Disco patin	DCSLDS	Friday, February 20, 2026	Place du Village	x	x			x						R-A-PA
Animation ludique sur glace	DCSLDS	Saturday, February 28, 2026	Place du Village	x	x			x			x	x		N-A-MA
Balade humoristique dans le cadre de la Nuit Blanche	SDC du Village	Saturday, February 28, 2026	Déambulateurs sur les toits de la rue Ste-Catherine dans le Village	x	x	x								N-AF-PA
Fête hivernale	Sollicité	28 février, remis au 7 mars si mauvais tempsrden	Espace Hawarden	x	x	x		x			x	x	x	N-A-MA
Célébrons l'hiver et disco patin	DCSLDS	Saturday, February 28, 2026	Place du Village	x	x			x						N-A-PA
Animation ludique sur glace	DCSLDS	Sunday, March 1, 2026	Place du Village	x	x			x						N-A-PA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2026, 1e partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement										
				Dérogations										
Événements	Organismes	Dates	Lieux	O-0.1 Occ. dom. public	B-3 art. 20 Bruit	C-4.1 art.3 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 8 Consom. d'alcool	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	Autres informations
							Marchandises	Aliments et boissons non- alcooliques	Boissons alcooliques					
Levée du drapeau pour la Fête nationale de la Bulgarie	Centre culturel Canadien-Bulgare Zornica	Tuesday, March 3, 2026	Place De La Dauversière	x	x							x		R-AF-PA
Célébrons l'hiver	DCSLDS	Wednesday, March 4, 2026	Place Henri-Dunant	x	x			x						R-A-MA
Finissage Projections Place du Village et GIV	DCSLDS et Groupe d'intervention vidéo	Thursday, March 5, 2026	Place du Village	x	x		x	x				x	x	N-A-MA
Temps des sucres	DCSLDS	Thursday, March 26, 2026	Parc Walter-Stewart	x	x			x						R-A-MA
Fête de l'alphabet cyrillique	Centre culturel Canadien-Bulgare Zornica	Sunday, May 17, 2026	Square Cabot	x	x		x	x				x	x	R-A-GA

Légende

R : Récurrent

N : Nouvel événement

A : Amplification

AF : Amplification faible

PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)

MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes)

GA : Grande affluence (plus de 500)

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2026, 1e partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement										
				Dérogations										
Événements	Organismes	Dates	Lieux	O-0.1 Occ. dom. public	B-3 art. 20 Bruit	C-4.1 art.3 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 8 Consom. d'alcool	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	Autres informations
							Marchandises	Aliments et boissons non- alcooliques	Boissons alcooliques					



Dossier # : 1260141001

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne en façade pour le bâtiment situé au 1360, boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1360, boulevard René-Lévesque Ouest, une dérogation permettant l'installation d'une enseigne sur le bandeau architectural horizontal et métallique surplombant l'entrée de la Tour 2, selon les plans réalisés par Pattison ID et estampillés par l'arrondissement le 20 janvier 2026, et ce, en conformité au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) et en dérogation à l'article 501 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 11:32

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1260141001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne en façade pour le bâtiment situé au 1360, boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin de déroger aux dispositions du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie (01-282), relativement à l'emplacement d'une enseigne *IG – Gestion de patrimoine* pour le bâtiment situé au 1360, boulevard René-Lévesque Ouest. Le projet peut être autorisé conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), moyennant le respect des conditions de ce règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site

La demande concerne une des deux tours de la *Cité du commerce électronique* . Elle est située sur le boulevard René-Lévesque Ouest, entre les rues de la Montagne et Lucien-L'Allier. La Tour II a été construite en 2004 sur les plans de Bélique Legault Thuot (aujourd'hui BLTA) dans un style néo-moderne, alliant des façades en murs-rideaux avec des détails en acier et des colonnes en béton brut. Haute de 17 étages, elle est reliée par un atrium à la Tour I et intègre le bâtiment historique de la Guaranteed Pure Milk, situé rue Lucien-L'Allier.

La proposition

La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne annonçant la compagnie Investors Group (IG), dont les bureaux se trouvent dans les suites 300 et 400 de la Tour II. Les dimensions de l'enseigne sont de 0,62 m de haut sur 2,00 m de large, soit une superficie d'environ 1,24 m². Elle est constituée du logo *IG* et de la mention *Gestion de patrimoine* en lettres détachées, le tout réalisé en acrylique blanc en relief de 1,9 cm avec un vinyle perforé bleu foncé appliqué sur la face avant. Le logo et le texte sont insérés dans un caisson en aluminium peint gris métallisé et rétroéclairé par des DEL. L'enseigne est installée dans la partie droite du bandeau horizontal métallique situé au-dessus de l'entrée principale de l'édifice à une hauteur de 5,9 m.

Cadre réglementaire

La proposition n'est pas conforme à l'article 501 du Règlement d'urbanisme (01-282), qui précise qu'une enseigne sur une façade – entendue comme « un mur visible de la voie publique » selon l'article 499.1 – doit être située entre les ouvertures du rez-de-chaussée et l'allège de la fenêtre de l'étage supérieur. Il est possible de déroger à l'article 501 du Règlement d'urbanisme, conformément aux dispositions du Règlement sur les dérogations mineures (RCA-24-008).

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, la proposition satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.

La définition restrictive du terme « façade » – en tant que « mur visible de la voie publique » en vertu de l'article 499.1 – appliquée à l'article 501 entraîne un préjudice sérieux pour le requérant. Bien que l'enseigne proposée respecte la hauteur prescrite par le règlement, soit entre les ouvertures du rez-de-chaussée et l'allège de la fenêtre de l'étage supérieur, son installation sur le bandeau horizontal métallique surplombant l'entrée de l'immeuble n'est pas conforme, puisqu'il ne s'agit pas littéralement d'un mur. L'application du règlement imposerait que l'enseigne soit située sur la façade en murs-rideaux à droite de l'accès principal de la Tour II, emplacement qui ne correspond ni à l'établissement ni à son entrée.

Or, le bandeau horizontal métallique constitue l'emplacement prévu par le concept architectural de la Cité du commerce électronique, où d'autres enseignes, autorisées antérieurement, sont déjà présentes. Le choix des matériaux et des couleurs – gris métallisé et bleu foncé –, le rétroéclairage subtil, les dimensions similaires à celles de l'enseigne voisine, ainsi que le positionnement à droite du bandeau s'intègre harmonieusement à l'architecture de la Tour II, tout en respectant le paysage et l'échelle du boulevard René-Lévesque. En conséquence, la demande de dérogation n'a pas d'incidence négative sur le voisinage.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande. Lors de sa séance du 11 décembre 2025, le CCU a émis un avis favorable à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, en assurant la visibilité des bureaux au centre-ville d'un acteur économique important dans le domaine de la finance. Il ne contribue pas à l'atteinte des engagements en matière de changements climatiques, car l'enseigne n'a aucun impact sur la réduction des GES, cependant elle ne génère qu'une consommation énergétique négligeable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'un avis public le 24 janvier 2026.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS
ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis CAUDRON
conseiller(-ere) en aménagement

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-26

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2026-01-27

Dossier # : 1260141001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Accorder une dérogation mineure relativement à la
localisation d'une enseigne en façade pour le bâtiment situé au
1360, boulevard René-Lévesque Ouest, conformément au
Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)



PV_2025-12-11_DM_3003619755.pdfGrille d'analyse Montréal 2030.pdf



Plans estampillés_2026-01-20_Enseignes1360RenéLevesques.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis CAUDRON
conseiller(-ere) en aménagement

Tél : - -
Télécop. : -


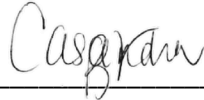
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003619755

4.4.3

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	1360, boulevard René-Lévesque Ouest
Responsable :	Louis Caudron
Description :	<p>La demande concerne une des deux tours de la Cité du commerce électronique. Elle est située sur le boulevard René-Lévesque Ouest, entre les rues de la Montagne et Lucien-L'Allier. La Tour II a été construite en 2004 sur les plans de Béique Legault Thuot (aujourd'hui BLTA) dans un style néo-moderne, alliant des façades en mursrideaux avec des détails en acier et des colonnes en béton brut. Haute de 17 étages, elle est reliée par un atrium à la Tour I et intègre le bâtiment historique de la Guaranteed Pure Milk, situé rue Lucien-L'Allier.</p> <p>La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne annonçant la compagnie Investors Group (IG), dont les bureaux se trouvent dans les suites 300 et 400 de la Tour II. Les dimensions de l'enseigne sont de 0,62 m de haut par 2,00 m de large, soit une superficie d'environ 1,24 m². Elle est constituée du logo IG et de la mention Gestion de patrimoine en lettres détachées, le tout réalisé en acrylique blanc en relief de 1,9 cm avec un vinyle perforé bleu foncé appliqué sur la face avant. Le logo et le texte sont insérés dans un caisson en aluminium peint gris métallisé et rétroéclairé par des DEL. L'enseigne est installée dans la partie droite du bandeau horizontal métallique situé au-dessus de l'entrée principale de l'édifice à une hauteur de 5,9 m.</p> <p>La proposition n'est pas conforme à l'article 501 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, qui précise qu'une enseigne sur une façade – entendue comme « un mur visible de la voie publique » selon l'article 499.1 – doit être située entre les ouvertures du rez-de-chaussée et l'allège de la fenêtre de l'étage supérieur. Il est possible d'y déroger conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les dérogations mineures (RCA-24-008)</i>.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande respecte les conditions d'autorisation du <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)</i> , ainsi que les objectifs du <i>Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal (04-047)</i> .
Considérant que:	La réglementation applicable entraîne un préjudice sérieux au requérant et que la demande ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des immeubles voisins.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
<div>  Leslie Roberts Président </div> <div>  Cascendra Barthelot Secrétaire </div>	

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1260141001

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie - DAUM

Projet : Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne en façade pour le bâtiment situé au 1360, boulevard René-Lévesque Ouest

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? L'enseigne participe à la visibilité d'un acteur économique dans le domaine de la finance et la gestion de patrimoine.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			x
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			x
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

20 janvier 2026

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



**BLUE RHOMBUS AND LETTERS
NIGHT VIEW**

R1. PRC 01.21.2025
Change proposition to push-thru
signbox

1.866.635.1110
pattisonid.com



Dossier # : 1254272006

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne sur une façade pour le bâtiment situé au 1275, avenue De Lorimier, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

D'accorder une dérogation mineure notamment à l'article 501 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'installation d'une enseigne posée à plat sur la façade adjacente à la rue Sainte-Catherine entre les ouvertures du troisième étage et celles du quatrième étage pour le bâtiment situé au 1275, avenue De Lorimier, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 11:32

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1254272006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne sur une façade pour le bâtiment situé au 1275, avenue De Lorimier, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée pour installer une enseigne pour l'établissement du Y des Femmes, situé au 1275, avenue De Lorimier, en dérogation à la localisation prescrite par le *Règlement d'urbanisme* de l'arrondissement de Ville-Marie 01-282. Le projet peut être autorisé conformément au *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site

L'immeuble visé par la demande correspond à la phase 2 du projet Esplanade Cartier, construite en 2022. Il s'agit d'un immeuble mixte, dont le rez-de-chaussée est principalement dédié au commerce de détail ainsi qu'à des espaces de bureaux. Le rez-de-chaussée comprend également un accès, au coin de l'avenue De Lorimier et de la rue Tansley, à l'organisme communautaire du Y des Femmes, qui occupe principalement les deuxième et troisième étages de l'édifice.

Le projet

La demande vise à déroger aux dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie 01-282 relatives à la localisation d'une enseigne sur une façade. Le projet implique d'installer, sur la façade de l'immeuble adjacente à la rue Sainte-Catherine, une enseigne lumineuse en lettres détachées de 3,79 m² (9,6 m x 0,39 m) et d'une profondeur de 8,9 cm. Elle serait située entre les ouvertures du troisième étage et celles du quatrième étage. Sa hauteur par rapport au niveau du sol serait égale à 11,9 m.

Le cadre réglementaire

Le bâtiment est situé dans un secteur de la catégorie M.7. La façade de l'édifice visée par la demande se situe dans l'unité de paysage Artère commerciale. Conformément à l'article 501 du *Règlement d'urbanisme* de l'arrondissement de Ville-Marie 01-282, une enseigne doit être installée dans la partie de la façade située à une hauteur supérieure à une porte ou à une fenêtre du rez-de-chaussée et inférieure à une fenêtre de

l'étage immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

Il est possible de déroger à l'article 501 du *Règlement d'urbanisme* conformément aux dispositions du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA-24-008). Une dérogation mineure peut notamment être accordée aux conditions suivantes :

- la demande vise une disposition pouvant faire l'objet d'une demande de dérogation mineure;
- l'application des dispositions visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;
- la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
- la dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;
- dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, le requérant a obtenu un permis de construction pour ces travaux et les a effectués de bonne foi;
- la demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme et de mobilité;
- la dérogation ne doit pas aggraver la vulnérabilité d'un site ou du secteur lorsque la demande vise un lieu où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité ou de santé publiques, de protection de l'environnement ou de bien-être général.

JUSTIFICATION

Le *Règlement d'urbanisme* 01-282 permet d'autoriser une enseigne non conforme à l'article 501 conformément au titre VIII, notamment dans le cas où celle-ci vise à annoncer un commerce situé à un étage supérieur au rez-de-chaussée ou sur plus d'un étage. Dans le cas d'un usage de la famille équipements collectifs et institutionnels - à laquelle appartient l'établissement du Y des Femmes, la réglementation ne prévoit aucune exception à l'obligation de se conformer à l'article 501. Par conséquent, celle-ci cause un préjudice sérieux au requérant, considérant qu'elle empêche l'établissement de s'afficher à un des niveaux du bâtiment que l'établissement occupe et que l'emplacement prévu conformément à l'article 501 n'est pas représentatif de l'occupation réelle de l'établissement dans le bâtiment. De plus, l'enseigne s'intègre harmonieusement à la façade commerciale adjacente à la rue Sainte-Catherine ainsi qu'au paysage de la rue en regard de sa localisation et de sa conception.

La demande peut être autorisée moyennant l'adoption d'une dérogation mineure. Elle ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété. De plus, elle est conforme aux dispositions du Plan d'urbanisme et de mobilité.

Considérations

- la demande respecte les conditions d'autorisation du *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008) puisque la réglementation applicable cause un préjudice sérieux au requérant et que la demande ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des immeubles voisins;
- la demande est conforme aux dispositions du Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal (24-017).

Par conséquent, la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 11 décembre 2025, les membres ont émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public;

Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fantine CHENE
Conseillère en aménagement

Tél : 438 864-5070
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Louis ROUTHIER
Chef de division - Urbanisme

Tél : 438 351-3263
Télécop. :

Le : 2026-01-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1254272006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne sur une façade pour le bâtiment situé au 1275, avenue De Lorimier, conformément au Règlement sur les dérogations mineures



PV_2025-12-11_DM_3003605645.pdfGrille d'analyse Montréal 2030.pdf


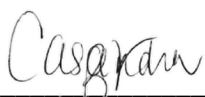
RESPONSABLE DU DOSSIER

Fantine CHENE
Conseillère en aménagement

Tél : 438 864-5070
Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003605645
4.4.1

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	1275, avenue De Lorimier
Responsable :	Fantine Chéné
Description :	<p>La demande concerne l'immeuble correspondant à la phase 2 du projet Esplanade Cartier, construite en 2022. L'édifice présente un volume de 6 à 7 étages sur la rue Sainte-Catherine et l'avenue De Lorimier et un volume en surhauteur de 13 étages, situé plus en recul. Il s'agit d'un immeuble mixte, dont le rez-de-chaussée est principalement dédié au commerce de détail ainsi qu'à des espaces de bureaux. Le rez-de-chaussée comprend également un accès, au coin de l'avenue De Lorimier et de la rue Falardeau, à l'organisme communautaire du Y des Femmes, qui occupe principalement les deuxième et troisième étages de l'édifice.</p> <p>La demande vise à déroger à l'article 501 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> qui impose qu'une enseigne soit installée dans la partie de la façade située entre les ouvertures du rez-de-chaussée et celle de l'étage immédiatement supérieur au rez-de-chaussée. Le projet vise à installer, sur la façade de l'immeuble adjacente à la rue Sainte-Catherine, une enseigne lumineuse en lettres détachées de 3,79 m² (9,6 m x 0,39 m) et d'une profondeur de 8,9 cm. Elle serait installée entre les ouvertures du troisième étage et celle du quatrième étage. Sa hauteur par rapport au niveau du sol serait égale à 11,9 m. La demande peut être autorisée conformément au <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)</i>.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 10 septembre 2020, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de la demande de surhauteur et de la révision de projet relative à la phase 2 du projet Esplanade Cartier.
Considérant que :	La demande respecte les conditions d'autorisation du <i>Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)</i> puisque la réglementation

	applicable cause un préjudice sérieux au requérant et que la demande ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des immeubles voisins.
Considérant que:	La demande est conforme aux dispositions du <i>Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)</i> .
Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
Il est à noter que M. Réjean Martineau inscrit sa dissidence face à l'avis favorable du comité pour cette demande.	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1254272006

Unité administrative responsable : Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, division de l'urbanisme

Projet : Accorder une dérogation mineure relativement à la localisation d'une enseigne sur une façade pour le bâtiment situé au 1275, avenue De Lorimier, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			
19. L'enseigne projetée s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment ainsi qu'au paysage urbain en regard de sa conception et de sa localisation, et contribue par conséquent à offrir des milieux de vie de qualité.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			x
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			x
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1260141002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un projet de bâtiment situé au 1821, rue Atateken, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » pour le rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1821, rue Atateken, et ce, conformément au paragraphe 8° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 11:32

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1260141002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un projet de bâtiment situé au 1821, rue Atateken, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin de permettre un usage résidentiel au rez-de-chaussée d'un projet de bâtiment situé au 1821, rue Atateken. Une autorisation est requise en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Une demande de démolition pour l'immeuble existant sur le terrain (3003555962) et une demande de permis de construction (3003435375), en lien avec ce projet, sont aussi à l'étude à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Site

La demande concerne un bâtiment à construire sur la rue Atateken, à mi-chemin entre les rues Ontario et Robin. Le site est occupé par un bâtiment résidentiel de trois étages, relié par des coursives à ses dépendances sur la ruelle. L'immeuble a une façade d'une largeur de 25 m, dont le revêtement a été transformé en 1977. Il compte douze logements qui sont vacants depuis 2021, et a été déclaré vétuste et irrécupérable dans le rapport d'expertise de Structure Conseil daté du 18 avril 2025.

Projet

La demande vise à autoriser une occupation résidentielle au rez-de-chaussée du bâtiment à construire. Ce projet de quatre étages, comprenant une mezzanine en retrait, plus un sous-sol, accueillera 25 logements (5 studios, 15 unités d'une chambre, 4 de deux chambres et 1 de trois chambres). L'immeuble possédera trois portes d'entrée sur la rue Atateken, dont une principale et deux donnant directement accès à des logements du rez-de-chaussée. Elles sont reculées dans des alcôves, chacune accueillant un palier et une volée de quatre marches, car le rez-de-chaussée est légèrement surélevé du niveau du sol. La façade est en

retrait d'environ 63,5 cm, permettant un aménagement paysager parallèle au trottoir.

Cadre réglementaire

Le projet est situé dans un secteur M.7A, où les usages résidentiels ne sont pas autorisés au rez-de-chaussée, en vertu de l'article 228 du Règlement d'urbanisme (01-282).

Un usage résidentiel peut toutefois être autorisé conformément à la procédure des usages conditionnels, en vertu du paragraphe 8° de l'article 136 et selon les critères suivants :

- l'usage proposé doit être compatible avec le milieu environnant ;
- l'apparence de la construction et l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs doivent favoriser l'intégration du projet dans son milieu environnant ;
- l'impact de cette occupation sur l'animation de la rue doit être minimisé ;
- il doit être démontré que ce niveau du bâtiment ne puisse être raisonnablement utilisé à des fins de commerce ou d'équipements collectifs et institutionnels.

JUSTIFICATION

La demande d'usage conditionnel respecte les critères applicables du Règlement d'urbanisme (01-282). Les locaux commerciaux ayant de la difficulté à trouver des occupants dans ce secteur du Village – trois commerces, sur une vingtaine, sont vacants à ce jour sur cette portion de la rue –, l'occupation du rez-de-chaussée par un usage résidentiel y devient opportune.

Par ailleurs, l'ensemble de cette portion de la rue Atateken est à prédominance résidentielle. Les rez-de-chaussée de plusieurs immeubles de la rue sont occupés par des logements, y compris celui actuellement sur le site. L'obligation d'une continuité commerciale est donc moins justifiée, et un tel usage résidentiel est attesté comme compatible avec le milieu environnant.

La façade s'aligne – par son retrait et sa hauteur – avec l'immeuble voisin, situé au 1815, rue Atateken, et demeure similaire en gabarit aux autres constructions. Sa composition met en valeur un rez-de-chaussée, en continuité de celui commercial situé au 1851, et présente formellement une scission en deux, qui rappellent le découpage parcellaire historique. L'ensemble favorise une intégration du projet dans son milieu urbain.

Le nombre suffisant de portes au rez-de-chaussée, ainsi que le rythme des ouvertures, ponctuent la séquence urbaine sur la rue. La proposition configure une interface entre le trottoir et les logements du rez-de-chaussée, au moyen du retrait et de l'aménagement paysager devant l'immeuble, ainsi que du décalage de niveau et de la forme des trois entrées (marches, paliers, alcôves...). En cela, le projet participe harmonieusement à l'animation du domaine public.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande. À sa séance du 11 décembre 2025, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, en répondant aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable. Il ne contribue pas à l'atteinte des engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage sur le site : 23 janvier 2026

Publication d'un avis dans le journal : 24 janvier 2026

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis CAUDRON
conseiller(-ere) en aménagement

Tél : - -

Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-26

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2026-01-27

Dossier # : 1260141002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un projet de bâtiment situé au 1821, rue Atateken, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)



PV_2025-12-11_UC_3003618211.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis CAUDRON
conseiller(-ere) en aménagement

Tél : - -

Télécop. : -


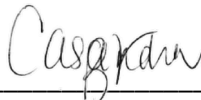
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003618211

4.5.2

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	1821, rue Atateken
Responsable :	Louis Caudron
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment à construire sur la rue Atateken, à mi-chemin entre les rues Ontario et Robin. Le site est occupé par un bâtiment résidentiel de trois étages, relié par des coursives à ses dépendances sur la ruelle. L'immeuble a une façade d'une largeur de 25 m, dont le revêtement a été transformé en 1977. Il compte douze logements qui sont vacants depuis 2021, et a été déclaré vétuste et irrécupérable dans le rapport d'expertise de Structure Conseil daté du 18 avril 2025.</p> <p>La demande vise à autoriser une occupation résidentielle au rez-dechaussée du bâtiment à construire. Ce projet de quatre étages, comprenant une mezzanine en retrait, plus un sous-sol, accueillera 25 logements (5 studios, 15 unités d'une chambre, 4 de deux chambres et 1 de trois chambres). L'immeuble possédera trois portes d'entrée sur la rue Atateken, dont une principale et deux donnant directement accès à des logements du rez-de-chaussée. Elles sont reculées dans une alcôve, accueillant un palier et une volée de quatre marches, car le rez-de-chaussée est légèrement surélevé du niveau du sol. La façade est en retrait d'environ 63,5 cm, permettant un aménagement paysager parallèle au trottoir.</p> <p>Un usage résidentiel peut être autorisé au rez-de-chaussée d'un bâtiment conformément à la procédure des usages conditionnels, en vertu du paragraphe 8° de l'article 136 du <i>Règlement d'urbanisme (01282)</i> et selon certains critères.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et aux critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , notamment relatifs

	à sa compatibilité et son insertion au milieu environnant, ainsi qu'à la difficulté d'y occuper des locaux avec un usage commercial.
Considérant que :	Le projet participe aux objectifs de construction de logements du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) et permet d'améliorer l'achalandage sur la rue Atateken.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.</p> <p>Par ailleurs, les membres suggèrent d'opter pour un matériau de revêtement plus durable à l'intérieur des alcôves formant les trois entrées sur la rue Atateken et d'aménager une rampe d'accès à l'arrière du bâtiment afin de permettre l'accessibilité universelle des logements du rez-de-chaussée.</p>	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1260141002

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie - DAUM

Projet : Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » relativement au rez-de-chaussée d'un projet de bâtiment situé au 1821, rue Atateken.

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? La construction de 25 nouveaux logements d'une diversité de typologies (5 studios, 15 unités d'une chambre, 4 de deux chambres et 1 de trois chambres), en remplacement d'un immeuble vacant et vétuste, participe aux objectifs de construction de logements du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM).			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
			x
	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1260141003

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 1231, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « résidentiel » pour le rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1231, boulevard De Maisonneuve Est, et ce, conformément au paragraphe 8° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 11:33

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1260141003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 1231, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption

CONTENU

CONTEXTE

Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 1231, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Site

La demande concerne un bâtiment situé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve et de la rue Beaudry. L'édifice de 4 étages a été construit en 1923, sur les plans de l'architecte Edgar Prairie, dans un style Art déco avec un parement en brique ornementé de détails en pierre artificielle, ainsi qu'un soubassement en crépi cimentaire. Il avait initialement une vocation institutionnelle – entre autres, un "Centre d'hygiène sociale" –, puis il a été converti en maison de chambres à une date incertaine et sans permis. Il est vacant depuis plus de 6 ans et son indice de vétusté a été estimé à 24 % en 2020, mais des travaux de désamiantage y ont été entrepris en 2024 par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM).

Projet

La demande vise à autoriser une occupation résidentielle au rez-de-chaussée du bâtiment qui sera entièrement rénové afin d'y aménager une vingtaine de logements de type studio. Il s'agit d'une initiative de la SDHM (propriétaire) et de la Mission Old Brewery (gestionnaire), afin d'offrir des logements sociaux qui soient abordables, permanents et répondent aux besoins particuliers d'une clientèle exclusivement de femmes ayant été en situation d'itinérance. Outre des prix de loyers adaptés aux revenus des occupantes, des espaces communautaires et un soutien psychosocial seront également offerts sur place. Aucune modification de l'aspect extérieur n'est prévue, hormis la réfection de la maçonnerie, le remplacement de toutes les fenêtres et la construction d'une terrasse en toiture. La proposition fera l'objet d'une demande de permis de construction après l'approbation de cet

usage conditionnel.

Cadre réglementaire

Le projet est situé dans un secteur M.7A, où les usages résidentiels ne sont pas autorisés au rez-de-chaussée, en vertu de l'article 228 du d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Un usage résidentiel peut toutefois être autorisé conformément à la procédure des usages conditionnels, en vertu du paragraphe 8° de l'article 136 et suivant les critères de l'article 320 du règlement (01-282).

JUSTIFICATION

La demande d'usage conditionnel respecte les critères applicables du règlement (01-282). Ce secteur du boulevard De Maisonneuve présente une intensité commerciale variable, avec des discontinuités et une concentration de l'offre qui diminue vers l'est, au profit de rez-de-chaussée résidentiels. De plus, les locaux commerciaux ayant de la difficulté à trouver des occupants dans ce secteur du Village, l'occupation d'un rez-de-chaussée par des logements y devient opportune. L'obligation d'une continuité commerciale est donc moins justifiée, et un tel usage est attesté comme compatible avec le milieu environnant mixte, mais à dominante résidentielle.

Le projet propose la mise en valeur d'un édifice centenaire, recensé en tant que patrimoine de proximité par l'arrondissement, sans en altérer l'aspect extérieur. Il pérennise son usage résidentiel actuel, en tant qu'ancienne maison de chambres vacante et vétuste, ainsi que sa vocation première, en tant qu'institution publique et communautaire. L'ensemble favorise une intégration du projet, tant par son apparence, que par sa fonction, dans un milieu urbain où les besoins liés aux enjeux de l'itinérance sont majeurs et prioritaires. Il s'insère, en complémentarité du Pavillon Patricia Mackenzie voisin (1301, boul. De Maisonneuve), dans une offre de service de la Mission Old Brewery dédiée à la clientèle féminine et en adhésion au principe ADS+.

Par son architecture, le bâtiment existant se prête particulièrement bien à l'usage résidentiel proposé au rez-de-chaussée. La surélévation de son premier plancher par rapport au niveau de la rue, ainsi que la disposition des accès au bâtiment sur le boulevard De Maisonneuve et la rue Beaudry, rendent compliqué un aménagement commercial ou institutionnel autonome. Cette configuration est favorable à l'implantation d'un immeuble de logements semblable à la typologie architecturale des Immeubles à appartement de l'arrondissement. Le décalage de niveau participe à la privacité des logements qui seront situés au rez-de-chaussée, sans impact négatif sur l'animation de la rue, car les fenêtres du demi-sous-sol ouvrent sur des espaces communs du projet (salle de réunion, salle à manger et cuisine commune). En cela, le projet participe harmonieusement à l'animation du domaine public et favorise son intégration au milieu environnant.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande. À sa séance du 22 janvier 2026, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, en construisant une vingtaine de logements sociaux dans une démarche ADS+ et avec une offre de services psychosociaux et communautaires pour des femmes en situation d'itinérance. Il ne contribue pas à l'atteinte des résultats engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage sur le site : 23 janvier 2026

Publication d'un avis dans le journal : 24 janvier 2026

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis CAUDRON
conseiller(-ere) en aménagement

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1260141003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 1231, boulevard De Maisonneuve Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption



PV_2026-01-22_UC_3003634088.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030_1260141003.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

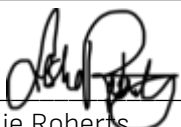
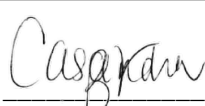
Louis CAUDRON
conseiller(-ere) en aménagement

Tél : - -

Télécop. : -

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003634088
4.5.3

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	1231, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Louis Caudron
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment situé à l'intersection du boulevard De Maisonneuve et de la rue Beaudry. L'édifice de 4 étages a été construit en 1923, sur les plans de l'architecte Edgar Prairie, dans un style Art déco avec un parement en brique ornementé de détails en pierre artificielle, ainsi qu'un soubassement en crépi cimentaire. Il avait initialement une vocation institutionnelle — entre autres un « Centre d'hygiène sociale » y a été situé —, puis a été converti en maison de chambres à une date incertaine et sans permis. Il est vacant depuis plus de 6 ans et son indice de vétusté a été estimé à 24 % en 2020, mais des travaux de désamiantage y ont été entrepris en 2024 par la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM).</p> <p>La demande vise à autoriser une occupation résidentielle au rez-de-chaussée du bâtiment qui sera entièrement rénové afin d'y aménager une vingtaine de logements de type studio. Il s'agit d'une initiative de la SHDM (propriétaire) et de Mission Old Brewery (futur gestionnaire), afin d'offrir des logements sociaux qui soient abordables, permanents et répondent aux besoins particuliers d'une clientèle exclusivement de femmes ayant été en situation d'itinérance. Outre des prix de loyers adaptés aux revenus des occupantes, des espaces communautaires et un soutien psychosocial seront également offerts sur place. Aucune modification de l'aspect extérieur n'est prévue, hormis la réfection de la maçonnerie, le remplacement de toutes les fenêtres et la construction d'une terrasse en toiture. La proposition fera l'objet d'une demande de permis de construction après l'approbation de cet usage conditionnel.</p> <p>Le projet est situé dans un secteur M.7A, où les usages résidentiels ne sont pas autorisés au rez-de-chaussée, en vertu de l'article 228 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>. Un usage résidentiel peut toutefois</p>

	être autorisé conformément à la procédure des usages conditionnels, en vertu du paragraphe 8° de l'article 136 et selon certains critères.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , notamment relatifs à sa compatibilité et son insertion au milieu environnant, ainsi qu'à la difficulté d'y occuper des locaux avec un usage commercial.
Considérant que :	La proposition assure la rénovation et l'occupation d'un édifice patrimonial vacant et partiellement vétuste.
Considérant que :	Le projet participe aux objectifs de la Ville de Montréal pour la construction de logements sociaux et la résorption des enjeux liés aux personnes en situation d'itinérance.
Considérant que :	L'édifice présente un intérêt patrimonial et toutes les ouvertures du demi-sous-sol et du rez-de-chaussée sont importante dans la composition de la façade et son animation du domaine public.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer que l'ensemble des ouvertures – portes ou fenêtres – se trouvant aux niveaux du rez-de-chaussée et du demi-sous-sol de l'édifice existant soient conservées. <p>Par ailleurs, les membres invitent le demandeur à réfléchir à la possibilité d'agrandir et d'améliorer l'aménagement de la terrasse sur le toit, afin d'offrir un espace plus qualitatif à la clientèle.</p>	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1260141003

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie - DAUM

Projet : Autoriser l'exercice d'un usage « résidentiel » relativement au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 1231, boulevard De Maisonneuve Est.

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? 7 - La rénovation d'une ancienne maison de chambre vacante et vétuste, en une vingtaine de logements sociaux. 8 - Une offre de logement et de services psycho-sociaux et communautaires pour des femmes en situations d'itinérance. 9 – La proposition s'insère dans une offre de service local de la Mission Old Brewery et en complémentarité du Pavillon Patricia Mackenzie voisin (1301, boul. De Maisonneuve), au sein d'un milieu urbain où les besoins liés aux enjeux de l'itinérance sont majeurs et prioritaire.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1266645001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » relativement à l'occupation du bâtiment situé au 1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

D'autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » prévu paragraphe 2° de l'article 153 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), relativement à l'occupation du bâtiment situé au 1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville, conformément à la procédure des usages conditionnels de ce règlement.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-30 13:49

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1266645001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » relativement à l'occupation du bâtiment situé au 1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'usage « activité communautaire ou socioculturelle » dans le bâtiment situé au 1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville et ainsi permettre à l'organisme communautaire Stella, l'amie de Maimie de s'y établir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site :

La demande concerne une maison unifamiliale de deux étages, de style Second Empire, construite en 1870 et récemment mise en vente par son propriétaire occupant. Située à proximité du Quartier chinois, elle s'insère dans un tissu urbain dense et mixte, majoritairement résidentiel, mais marqué par la présence de nombreux services, institutions et organismes communautaires. Le voisin immédiat au sud est une maison de chambres comptant 17 unités appartenant à la Société d'habitation et de développement de Montréal, tandis qu'au nord se trouve un quadruplex locatif.

Le projet :

La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, l'usage « activité communautaire et socioculturelle » afin de permettre à l'organisme Stella, l'amie de Maimie de s'y établir. Fondé en 1995, cet organisme à but non lucratif est actuellement situé au 2065, rue Parthenais (édifice Grover). Sa mission consiste à informer et soutenir les travailleuses du sexe afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, tout en sensibilisant la société aux réalités de ce milieu.

Les activités prévues dans l'immeuble seront principalement administratives (du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h), auxquelles s'ajoutent des services d'accompagnement individuel sans rendez-vous (lundi, mercredi, jeudi et vendredi, de 11 h à 17 h). Le lieu se veut un espace sécurisant et accueillant où les femmes peuvent échanger et obtenir un soutien dans

leurs démarches personnelles (par exemple : recherche de logement, procédures de plainte à la police, gestion budgétaire, information sur les infections transmissibles sexuellement). L'organisme assure également la distribution de matériel (par exemple : condoms, produits menstruels) et organise ponctuellement des ateliers éducatifs et des activités visant à briser l'isolement (par exemple : club de lecture, soupers communautaires, soirées cinéma). Les activités en soirée sont occasionnelles et ne dépassent jamais 20 h. Une clinique hebdomadaire est offerte le mardi, de 16 h à 19 h, pour le dépistage des ITSS et la contraception, avec un maximum de quatre participantes par séance. Le local est fermé le samedi et le dimanche. L'organisme n'offre pas de service d'hébergement, de distribution alimentaire, ni de site de consommation supervisée, et oriente les femmes vers d'autres ressources spécialisées lorsque nécessaire.

La majorité des interventions continueront d'être réalisées à l'extérieur du site, notamment par le travail de rue, les visites en milieu carcéral et les visites auprès des femmes en situation de crise. Le site servira de point d'ancrage pour la coordination, l'accueil et certaines activités ponctuelles. Ce projet vise à offrir un lieu sécuritaire et calme, complémentaire aux ressources existantes, pour soutenir les travailleuses du sexe de l'île de Montréal.

Aucune modification extérieure n'est nécessaire ni prévue. Le bâtiment, dans son état actuel, répond aux besoins de l'organisme.

Cadre règlementaire :

Selon le paragraphe 2° de l'article 153 du Règlement d'urbanisme (01-282), il est possible d'autoriser l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » dans une zone de catégorie d'usage R.3, sous réserve du respect des critères applicables décrits à l'article 315.

JUSTIFICATION

Le projet satisfait aux critères d'évaluation applicables à une demande d'usage conditionnel. L'usage proposé est compatible avec le milieu environnant, caractérisé par une forte mixité sociale et fonctionnelle et par la présence d'organismes communautaires. En offrant des services spécialisés à une clientèle ciblée, le projet répond à un besoin réel et contribue à renforcer le réseau communautaire existant.

Les activités prévues se déroulent principalement de jour, avec des horaires restreints et un achalandage faible, ce qui réduit les risques de nuisances pour le voisinage. De plus, aucune modification extérieure n'est prévue, ce qui assure la préservation du caractère patrimonial du bâtiment.

Les considérations :

- la proposition est conforme aux normes du *Règlement d'urbanisme (01-282)* et répond adéquatement à ses objectifs et critères d'évaluation;
- le service offert répond à un besoin et s'inscrit en complémentarité avec les autres ressources communautaires du secteur;
- les horaires limités et la nature des activités minimisent les nuisances potentielles pour les résidents.
- le milieu est déjà caractérisé par une mixité d'usages et une forte densité, ce qui favorise l'intégration du projet.
- le projet n'entraîne pas l'éviction de locataires.
- aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment n'est prévue.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on

devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande d'usage conditionnel.

À sa séance du 22 janvier 2026, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage sur le site et publication d'un avis dans le journal annonçant l'adoption à venir de la résolution par le conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1266645001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » relativement à l'occupation du bâtiment situé au 1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie



PV_2025-12-11_UC_3003620174.pdf



RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646
Télécop. :


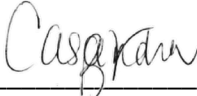
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 décembre 2025

3003620174

4.5.1

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	1096, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne une maison unifamiliale de deux étages, de style Second Empire, construite en 1870 et récemment mise en vente par son propriétaire occupant. Située à proximité du Quartier chinois, elle s'insère dans un tissu urbain dense et mixte, majoritairement résidentiel, mais marqué par la présence de nombreux services, institutions et organismes communautaires. Le voisin immédiat au sud est une maison de chambres comptant 17 unités, appartenant à la Société d'habitation et de développement de Montréal, tandis qu'au nord se trouve un quadruplex locatif.</p> <p>La demande vise à autoriser, en vertu de la procédure d'usage conditionnel, l'usage « activité communautaire et socioculturelle » afin de permettre à l'organisme Stella, l'amie de Maimie d'y déménager son siège social. Fondé en 1995, cet organisme à but non lucratif est actuellement établi au 2065, rue Parthenais (L'édifice Grover). Sa mission est d'informer et de soutenir les travailleuses du sexe afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, tout en sensibilisant la société aux réalités de ce milieu.</p> <p>Les activités prévues dans l'immeuble seront principalement administratives (du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h) et des services d'accompagnement individuel (lundi, mercredi, jeudi et vendredi, de 11 h à 17 h). Le lieu se veut un lieu accueillant où les femmes peuvent échanger et obtenir de l'aide dans leurs démarches personnelles (par exemple : recherche de logement, procédures de plainte à la police, gestion budgétaire, information sur les infections transmissibles sexuellement). L'organisme assure également la distribution de matériel (par exemple : condoms, produits menstruels) et organise ponctuellement des ateliers éducatifs et des activités pour briser l'isolement (par exemple : club de lecture, soupers communautaires, soirées cinéma). Une clinique hebdomadaire est offerte le mardi, de 16 h à 19 h, pour le dépistage des ITSS et la contraception, avec un</p>

	<p>maximum de quatre participantes par séance. Les activités en soirée sont occasionnelles et ne dépassent jamais 20 h. Le local est fermé le samedi et le dimanche. L'organisme n'offre pas de service d'hébergement, de distribution alimentaire, ni de site de consommation supervisée, et oriente les femmes vers d'autres ressources spécialisées lorsque nécessaire.</p> <p>La majorité des interventions continueront à se dérouler à l'extérieur du site par notamment le travail de rue, les visites en prison et les visites auprès des femmes en situation de crise. Le site servira de point d'ancrage pour la coordination et l'accueil. Ce projet vise à offrir un lieu sécuritaire et calme, complémentaire aux ressources existantes, pour soutenir les travailleuses du sexe de l'île de Montréal.</p> <p>Aucune modification extérieure n'est nécessaire ni prévue. Le bâtiment, dans son état actuel, répond aux besoins de l'organisme.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition est conforme aux normes du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et répond adéquatement à ses objectifs et critères d'évaluation.
Considérant que :	Le service offert répond à un besoin et s'inscrit en complémentarité avec les autres organismes communautaires du secteur.
Considérant que :	Les horaires limités et la nature des activités minimisent les nuisances potentielles pour les résidents.
Considérant que :	Le milieu est déjà caractérisé par une mixité d'usages et une forte densité, ce qui favorise l'intégration du projet.
Considérant que :	Le projet n'entraîne pas l'éviction de locataires.
Considérant qu' :	Aucune modification à l'apparence extérieure du bâtiment n'est prévue.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.</p>	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1266645001

Unité administrative responsable : DAUM – Division urbanisme

Projet : Autoriser l'usage conditionnel « activité communautaire ou socioculturelle » au 1096, rue de l'Hôtel-de-Ville

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>8-Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous</i> <i>9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire</i> <i>18-Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>8 – La présence de l'organisme Stella au centre-ville permettra de sensibiliser le public aux réalités vécues par les travailleuses du sexe et de promouvoir leurs droits, contribuant ainsi à réduire la stigmatisation et les discriminations systémiques vécues par ce groupe marginalisé.</i>			

9- L'implantation de l'organisme à proximité de sa clientèle cible facilite l'accessibilité à des services de première ligne adaptés. Stella offre un accompagnement spécialisé et réfère les femmes vers d'autres ressources (hébergement, alimentation, santé, etc.) lorsque nécessaire, ce qui renforce la complémentarité entre organismes et améliore la répartition des services selon les besoins spécifiques des bénéficiaires.

18 – Stella a pour mission de défendre les droits des travailleuses du sexe, de les accompagner dans leurs démarches personnelles et de favoriser un environnement où leurs droits fondamentaux sont respectés. L'autorisation d'usage permettra d'offrir un lieu sécuritaire et accessible où ces femmes peuvent recevoir un soutien respectueux, équitable et non discriminatoire.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1265289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel » dans un local situé au rez-de-chaussée d'un immeuble situé aux 325-327, boulevard René-Lévesque Est, pour lequel la réglementation exige un usage commercial, institutionnel ou collectif, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

D'autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel » dans un local situé au rez-de-chaussée d'un immeuble situé au 325-327, boulevard René-Lévesque Est, pour lequel la réglementation exige un usage commercial, institutionnel ou collectif, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

- a) Au plus, 50 % de la surface des fenêtres de la façade du rez-de-chaussée du boulevard René-Lévesque peut être obstruée.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 16:12

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1265289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel » dans un local situé au rez-de-chaussée d'un immeuble situé aux 325-327, boulevard René-Lévesque Est, pour lequel la réglementation exige un usage commercial, institutionnel ou collectif, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'aménagement d'une salle d'entraînement résidentielle au rez-de-chaussée d'un bâtiment en secteur M.7. La demande peut être autorisée par la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme 01-282.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240507 – 11 septembre 2018 - Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment dont l'implantation ne respecte pas la distance minimale d'une limite latérale pour le bâtiment situé au 325, boulevard René Lévesque Est (1186255010).

DESCRIPTION

Le site

L'immeuble visé par cette demande se situe dans le quartier Saint-Jacques, du côté nord du boulevard René-Lévesque Est entre les rues Sanguinet et Saint-Denis. Le bâtiment portant le nom « Le Balt » est implanté sur un lot étroit entre deux tours résidentielles et fait face au CHUM. Il atteint une hauteur de 15 étages et 131 logements et il est actuellement dans les dernières phases de sa construction.

Le projet

La demande vise à aménager une salle d'entraînement pour les résidents du bâtiment, dans un local du rez-de-chaussée faisant face au boulevard René-Lévesque Est.

Dans les plans initiaux du permis de construction qui a été émis, ce local de 86.8 m² était destiné à une occupation commerciale, comme exigée par la réglementation. Bien qu'il conserve sensiblement sa forme et ses mêmes dimensions, le local sera légèrement reconfiguré pour aménager la salle d'entraînement privée des résidents de l'immeuble. À cet effet, l'entrée donnant à l'extérieur sera modifiée et celle vers le hall d'entrée sera déplacée.

Il est à noter que d'autres modifications aux rez-de-chaussée sont également prévues afin de reconfigurer le hall d'entrée et la salle des colis, mais elles ne concernent pas le local faisant l'objet de la demande d'usage conditionnelle.

Le cadre réglementaire

Selon le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), dans un secteur de catégorie d'usage M.7, un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage commercial ou par un usage équipement collectif et institutionnel (article 228).

Les espaces exclusivement réservés aux occupants de l'immeuble sont considérés comme des usages résidentiels.

Un usage résidentiel au rez-de-chaussée peut être autorisé par un usage conditionnel (paragraphe 8° de l'article 136), selon le respect des critères applicables de l'article 320 :

- 1° l'usage proposé doit être compatible avec le milieu environnant;
- 2° l'apparence extérieure de la construction et l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs doivent favoriser l'intégration du projet dans son milieu environnant;
- 3° l'impact de cette occupation sur l'animation de la rue doit être minimisé;
- 4° il doit être démontré que ce niveau de bâtiment ne puisse être raisonnablement utilisé à des fins de commerce ou d'équipements collectifs et institutionnels.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet répond adéquatement aux critères applicables du règlement permettant d'autoriser un usage conditionnel. En effet, l'usage proposé est compatible avec le secteur environnant et sera complémentaire pour les fonctions résidentielles de l'immeuble.

De plus, en raison du maintien des larges vitrines du local, l'animation de la rue sera favorisée.

Enfin, la petite superficie du local (86.6 m²) rend difficile l'occupation du local par un usage commercial, collectif ou institutionnel. De plus, plusieurs autres locaux commerciaux comportant une visibilité et une accessibilité plus intéressante sont disponibles dans d'autres rues du secteur.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de sa séance du 22 janvier 2026, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- Pour les vitrines du rez-de-chaussée, conserver une visibilité vers l'intérieur et l'extérieur tout en s'assurant de préserver l'intimité des usagers de la salle d'entraînement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTREAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie
Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1265289001

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel » dans un local situé au rez-de-chaussée d'un immeuble situé aux 325-327, boulevard René-Lévesque Est, pour lequel la réglementation exige un usage commercial, institutionnel ou collectif, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)



PV_2026-01-22_UC_3003627976.pdf



1265289001_Grille Mtl 2030_UC_BCH_CA_2026-02-10.pdf



Plans_estampillés_2026-01-21.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

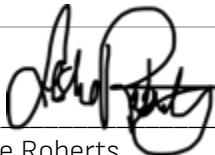
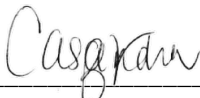
Billy CHÉRUBIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7629

Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003627976
4.5.2

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	327, boul. René-Lévesque Est
Responsable :	Billy Chérubin
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment situé dans le quartier Saint-Jacques, du côté nord du boulevard René-Lévesque Est entre les rues Sanguinet et Saint-Denis. Le bâtiment portant le nom " Le Balt " est implanté sur un lot étroit entre deux tours résidentielles et fait face au CHUM. Il atteint une hauteur de 15 étages, comporte 131 logements et est actuellement dans les dernières phases de sa construction.</p> <p>La demande vise à aménager une salle d'entraînement pour les résidents du bâtiment, dans un local du rez-de-chaussée faisant face au boulevard René-Lévesque Est.</p> <p>Dans les plans initiaux du permis de construction qui a été émis, ce local de 86.8 m² était destiné à une occupation commerciale comme exigée par la réglementation. Bien qu'il conserve sensiblement sa forme et ses mêmes dimensions, le local sera légèrement reconfiguré pour aménager la salle d'entraînement privée des résidents de l'immeuble. À cet effet, l'entrée donnant à l'extérieur sera modifiée et celle vers le hall d'entrée sera déplacée. Il est à noter que d'autres modifications aux rez-de-chaussée sont également prévues afin de reconfigurer le hall d'entrée et la salle des colis, mais elles ne concernent pas le local faisant l'objet de la demande d'usage conditionnel.</p> <p>Le projet déroge à l'article 228 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, indiquant que dans un secteur de catégorie d'usage M.7, un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage commercial ou par un usage équipement collectif et institutionnel. Cependant, un usage résidentiel au rez-de-chaussée peut être autorisé par un usage conditionnel selon le paragraphe 8 de l'article 136 de ce règlement et selon certains critères.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation permettant d'autoriser un usage conditionnel.
Considérant que :	L'usage proposé sera complémentaire à la fonction résidentielle de l'immeuble.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les vitrines du rez-de-chaussée, conserver une visibilité vers l'intérieur et l'extérieur tout en s'assurant de préserver l'intimité des usagers de la salle d'entraînement. 	
 <hr/> Leslie Roberts Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : [1265289001]

Unité administrative responsable : [Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité]

Projet : [Usage conditionnel – Gym résidentiel - 327, boul. René-Lévesque Est]

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>[19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.]</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>[19. Favoriser l'aménagement d'espaces de vie complémentaires et à proximité pour les résidents.]</i>			

Section B - **Test climat**

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - **ADS+***

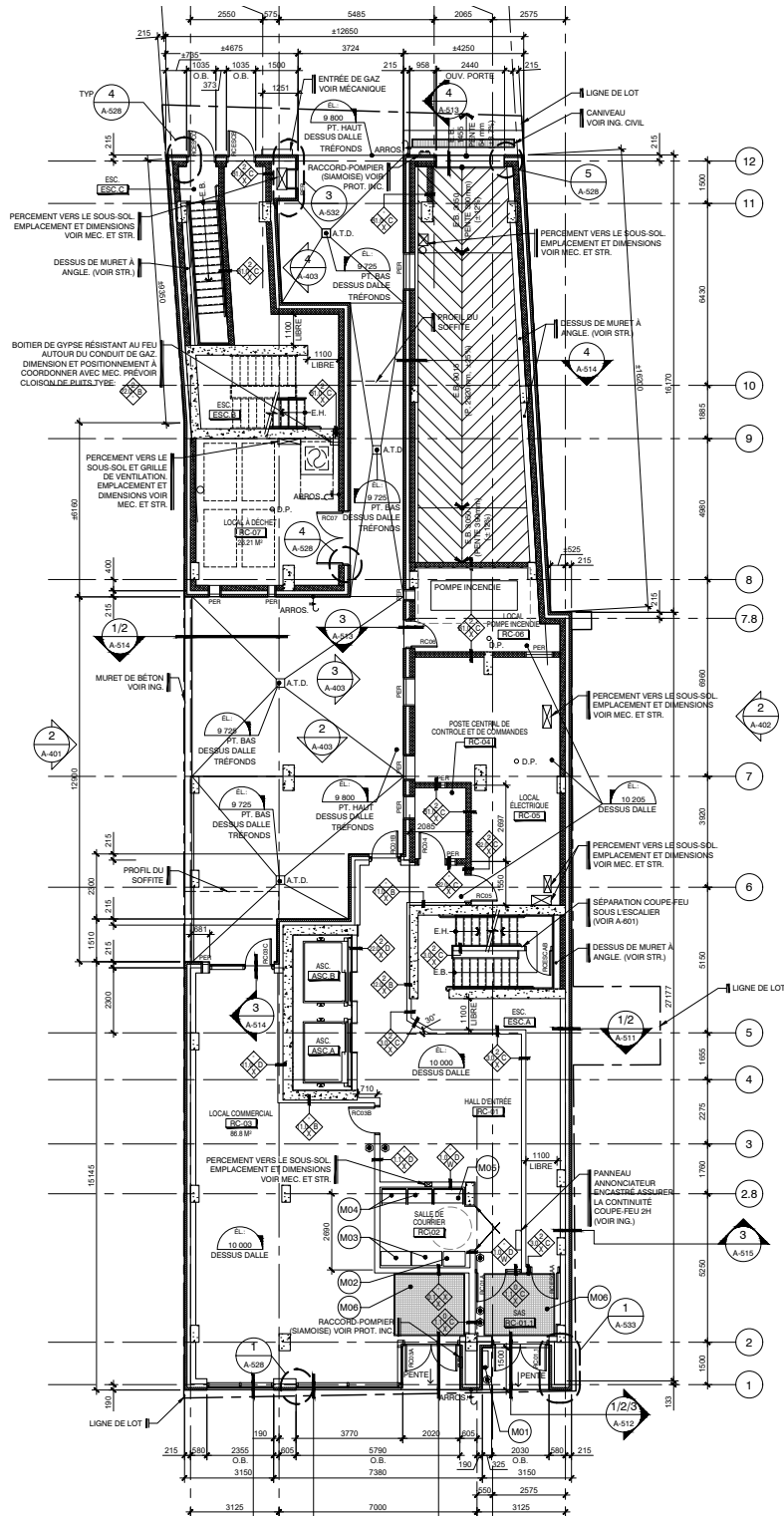
Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			x
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

A. Plan du rez-de-chausée (1 A-201)

PC rév.4 | 07 03 2023

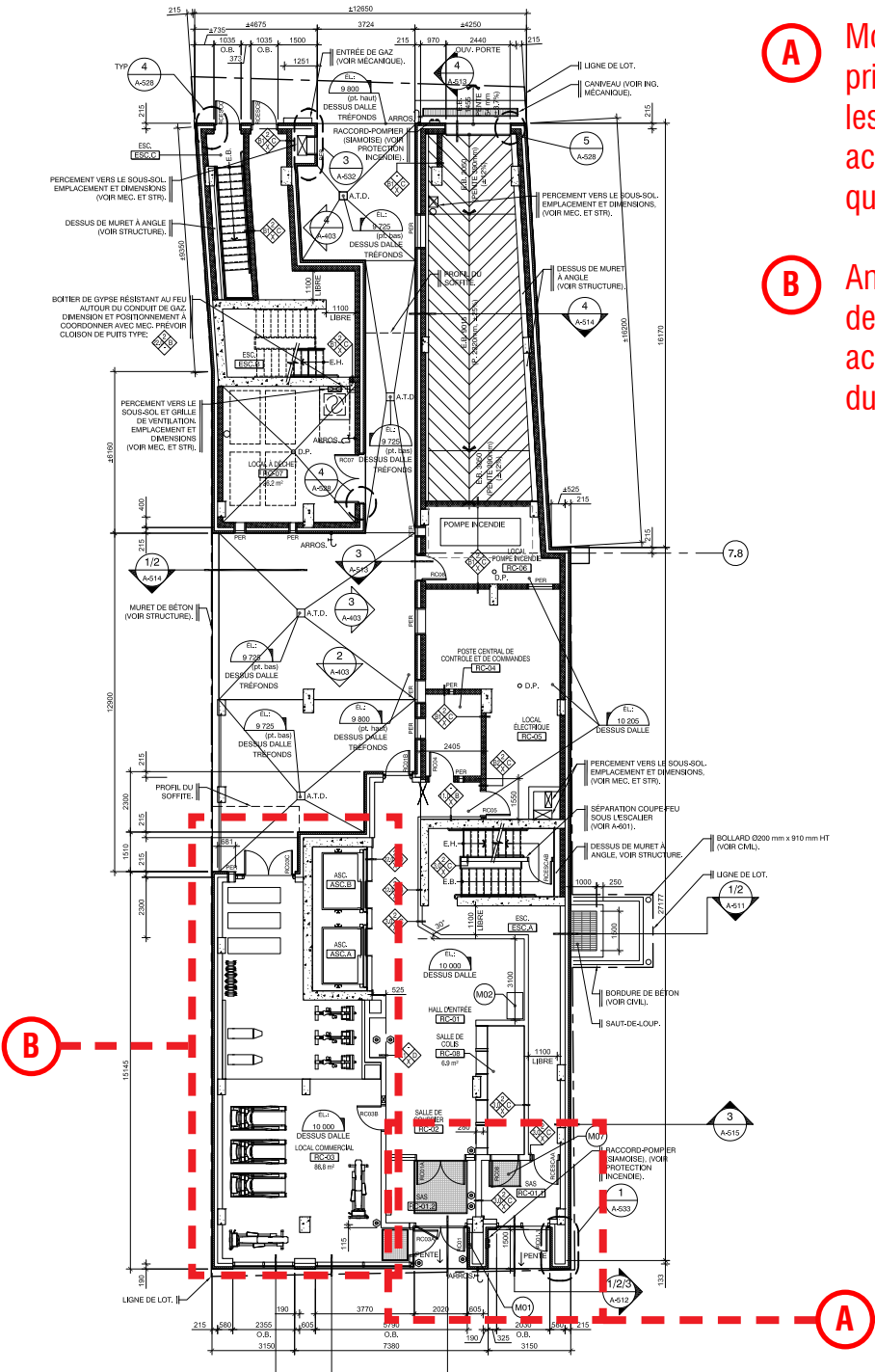


Construction | 30 09 2024

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

21 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



- A Modification de l'entrée principale de façon à ce que les boîtes aux lettres soient accessibles par l'arrière tel que exigé par Poste Canada.
- B Aménagement d'une salle de gym privée uniquement accessible pour les résidents du Balt.



Dossier # : 1265289002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour l'aménagement d'un espace non habitable en espace habitable sous le rez-de-chaussée pour un bâtiment situé au 1430, rue Alexandre-DeSève, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

D'autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour l'aménagement d'un espace non habitable en espace habitable sous le rez-de-chaussée pour un bâtiment situé au 1430, rue Alexandre-DeSève, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 14:19

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegate(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1265289002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour l'aménagement d'un espace non habitable en espace habitable sous le rez-de-chaussée pour un bâtiment situé au 1430, rue Alexandre-DeSève, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'aménagement sous le rez-de-chaussée d'un espace non habitable en espace habitable. La demande peut être autorisée par la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie 01-282.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site

L'immeuble visé par cette demande se situe dans le quartier Saint-Jacques, du côté ouest de la rue Alexandre-DeSève entre la rue Sainte-Catherine Est et le boulevard De Maisonneuve Est. Il se situe dans un secteur de catégorie d'usage résidentiel R.2, juste en face de l'immeuble de TVA. Il s'agit d'un bâtiment en briques construit en 1910, d'une hauteur de 3 étages et comportant 3 logements.

Le terrain bénéficie d'une grande cour arrière dans laquelle on retrouve, pour la partie adjacente au bâtiment, une terrasse en bois entourée d'un espace recouvert de roches. Le reste de la cour arrière est gazonné. On retrouve également du côté sud, une cour latérale étroite et asphaltée permettant d'accéder à la cour arrière. Le sous-sol du bâtiment est pour l'instant non aménagé.

Le projet

La demande vise à autoriser l'aménagement du sous-sol afin d'augmenter la superficie habitable du logement du rez-de-chaussée et ainsi répondre aux besoins d'espaces supplémentaires pour le propriétaire occupant et sa famille. Ces travaux font partie d'un projet de rénovation incluant également la réfection des fondations incluant l'ajout d'une membrane, d'un drain français et d'une pompe de puisard.

De plus, il est prévu d'ajouter des ouvertures au niveau du sous-sol sur les façades latérales et arrières. Sur la façade avant, les deux ouvertures existantes seront conservées, mais le grillage sera remplacé.

Les travaux au sous-sol permettront d'aménager 3 chambres, 1 aire de jeux, 1 salle de bain et 1 escalier plus adéquat que celui existant.

Le cadre réglementaire

Le paragraphe 4 de l'article 141.3 du Règlement d'urbanisme 01-282 indique qu'il est interdit de remplacer un espace non habitable situé sous le rez-de-chaussée par un espace habitable.

Cependant, le paragraphe 13 de l'article 136 du même règlement permet, par la procédure d'usage conditionnel, le remplacement, sous le niveau du rez-de-chaussée, d'un espace non habitable en espace habitable.

Pour obtenir une telle autorisation et afin de garantir la résilience des bâtiments aux fortes pluies, la demande doit respecter les critères suivants de l'article 329.4 :

- 1° dans un secteur de cuvette identifié à la carte « Secteurs des écoulements et cuvettes » de l'annexe J, les aménagements destinés à des espaces habitables sont situés au-dessus du niveau du trottoir;
- 2° la hauteur de plancher de l'étage du rez-de-chaussée tend à être à une hauteur permettant d'éviter l'infiltration des eaux pluviales;
- 3° les surfaces non construites sont préférentiellement perméables et contribuent à l'absorption des eaux pluviales;
- 4° la composition de l'enveloppe du bâtiment contribue à son étanchéité;
- 5° les pentes positives du terrain vers le bâtiment sont favorisées, tandis que les pentes négatives existantes tendent à être comblées;
- 6° le projet favorise la rétention des eaux pluviales au moyen d'équipement de gestion des eaux pluviales, tels que les noues végétalisées et les jardins de pluie;
- 7° les portes d'accès aux niveaux du bâtiment situés, en tout ou en partie, au-dessous du niveau du sol sont suffisamment étanches pour limiter le risque d'inondation.

La demande sera également vue en révision de projet en vertu du titre VIII, lors d'une séance ultérieure du CCU pour les travaux visibles de la voie publique, dont l'ajout de nouvelles ouvertures au sous-sol.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet répond adéquatement aux critères applicables du règlement permettant d'autoriser un usage conditionnel. En effet, les travaux de fondations permettront une meilleure étanchéité de l'enveloppe du bâtiment. De plus, l'ajout d'un drain français et d'une pompe de puisard favorisera davantage la rétention des eaux pluviales, réduisant ainsi les risques d'inondations.

Mis à part les sauts de loups qui seront ajoutés pour les fenêtres du sous-sol, pratiquement toute la superficie des cours arrière et latérale sera désormais végétalisée.

De plus, le terrain sera aménagé de telle sorte que les pentes seront positives vers le bâtiment et donc l'eau s'écoulera vers la rue et la cour arrière. Par ailleurs, bien que le bâtiment soit à proximité d'une zone de cuvette, il n'est pas directement touché par cette zone.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de sa séance du 22 janvier 2026, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1265289002

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel pour l'aménagement
d'un espace non habitable en espace habitable sous le rez-de-
chaussée pour un bâtiment situé au 1430, rue Alexandre-
DeSève, conformément à la procédure des usages conditionnels
du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-
282)



PV_2026-01-22_UC_3003633592.pdf



1265289002_Grille Mtl 2030_UC_BCH_CA_2026-02-10.pdf



Plans_estampillés_2026-01-21.pdf

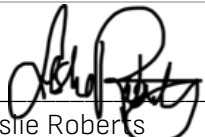
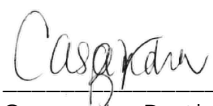
RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
22 janvier 2026
3003633592
4.5.1

Objet :	USAGE CONDITIONNEL
Endroit :	1430, rue Alexandre-DeSève
Responsable :	Billy Chérubin
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment situé dans le quartier Saint-Jacques, du côté ouest de la rue Alexandre-DeSève entre la rue Sainte-Catherine Est et le boulevard De Maisonneuve Est. Il se situe dans un secteur de catégorie d'usage résidentiel R.2, juste en face de l'immeuble de TVA. Il s'agit d'un bâtiment en briques construit en 1910, d'une hauteur de 3 étages et comportant 3 logements.</p> <p>La demande vise à autoriser l'aménagement du sous-sol afin d'augmenter la superficie habitable du logement du rez-de-chaussée et ainsi répondre aux besoins d'espaces supplémentaires pour le propriétaire occupant et sa famille. Ces travaux font partie d'un projet de rénovation comprenant également la réfection des fondations incluant l'ajout d'une membrane, d'un drain français et d'une pompe de puisard.</p> <p>De plus, il est prévu d'ajouter des ouvertures au niveau du sous-sol sur les façades latérales et arrière. Sur la façade avant, les deux ouvertures existantes seront conservées, mais le grillage sera remplacé.</p> <p>Les travaux au sous-sol permettront d'aménager 3 chambres, 1 aire de jeux, 1 salle de bain et 1 escalier plus adéquat que celui existant.</p> <p>Le projet déroge au paragraphe 4 de l'article 141.3 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> indiquant qu'il est interdit de remplacer un espace non habitable situé sous le rez-de-chaussée par un espace habitable. Cependant, le paragraphe 13 de l'article 136 du même règlement permet, par la procédure d'usage conditionnel, le remplacement, sous le niveau du rez-de-chaussée, d'un espace non habitable en espace habitable.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères d'évaluation permettant d'autoriser un usage conditionnel.
Considérant que :	Les travaux de réfection des fondations incluant le drain français et la pompe de puisard favoriseront une meilleure rétention des eaux pluviales sur le terrain, ce qui permettra de diminuer les risques d'inondations.
Considérant que :	Le projet permet de créer un logement adéquat pour une grande famille.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Leslie Roberts Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : [1265289002]

Unité administrative responsable : [Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité]

Projet : [Usage conditionnel – Espace habitable – 1430, rue Alexandre-DeSève]

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>[7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.]</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>[7. Offrir un logement adéquat pour une grande famille et permettre des aménagements diminuant les risques d'inondation.]</i>			

Section B - **Test climat**

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

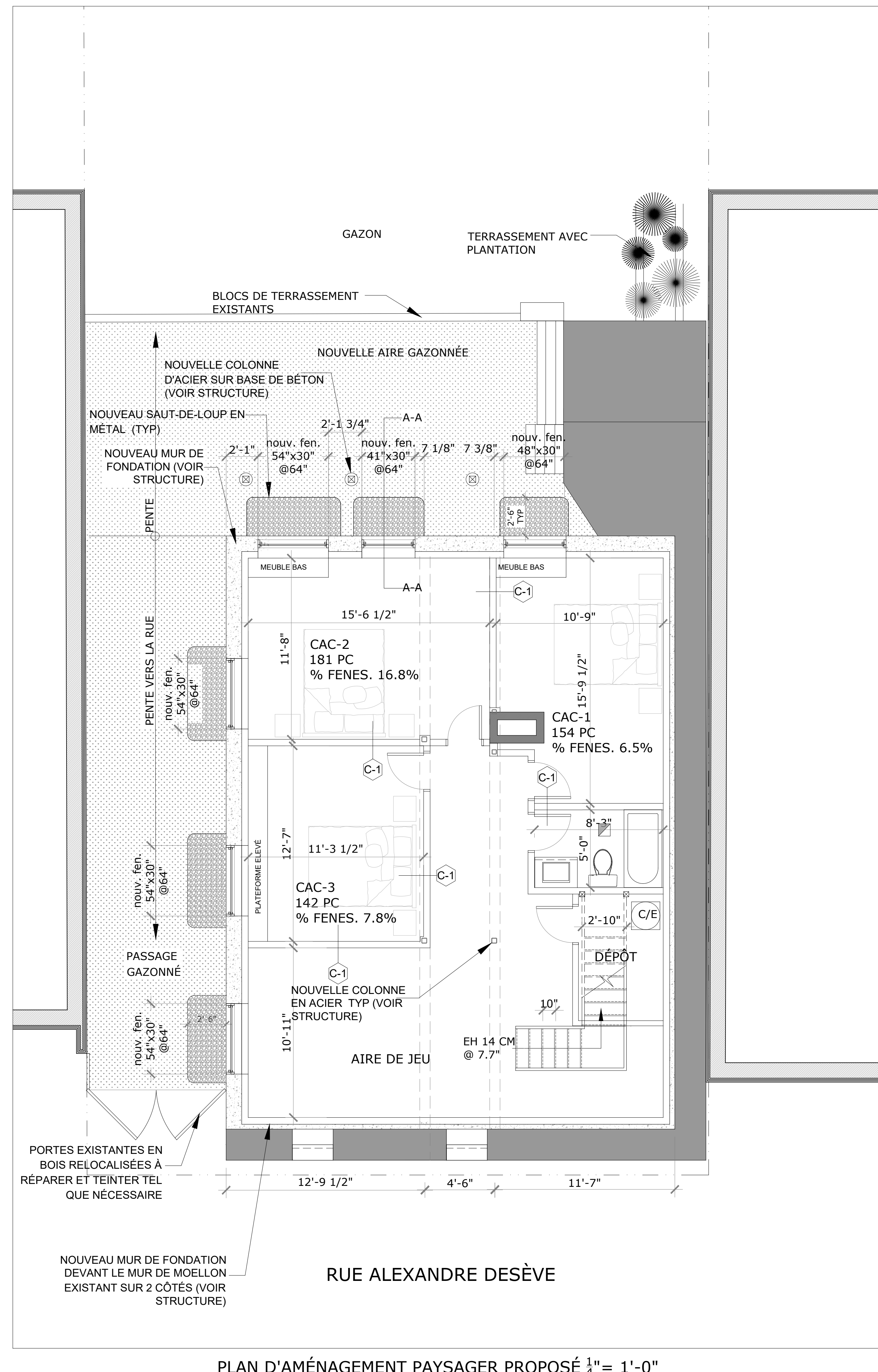
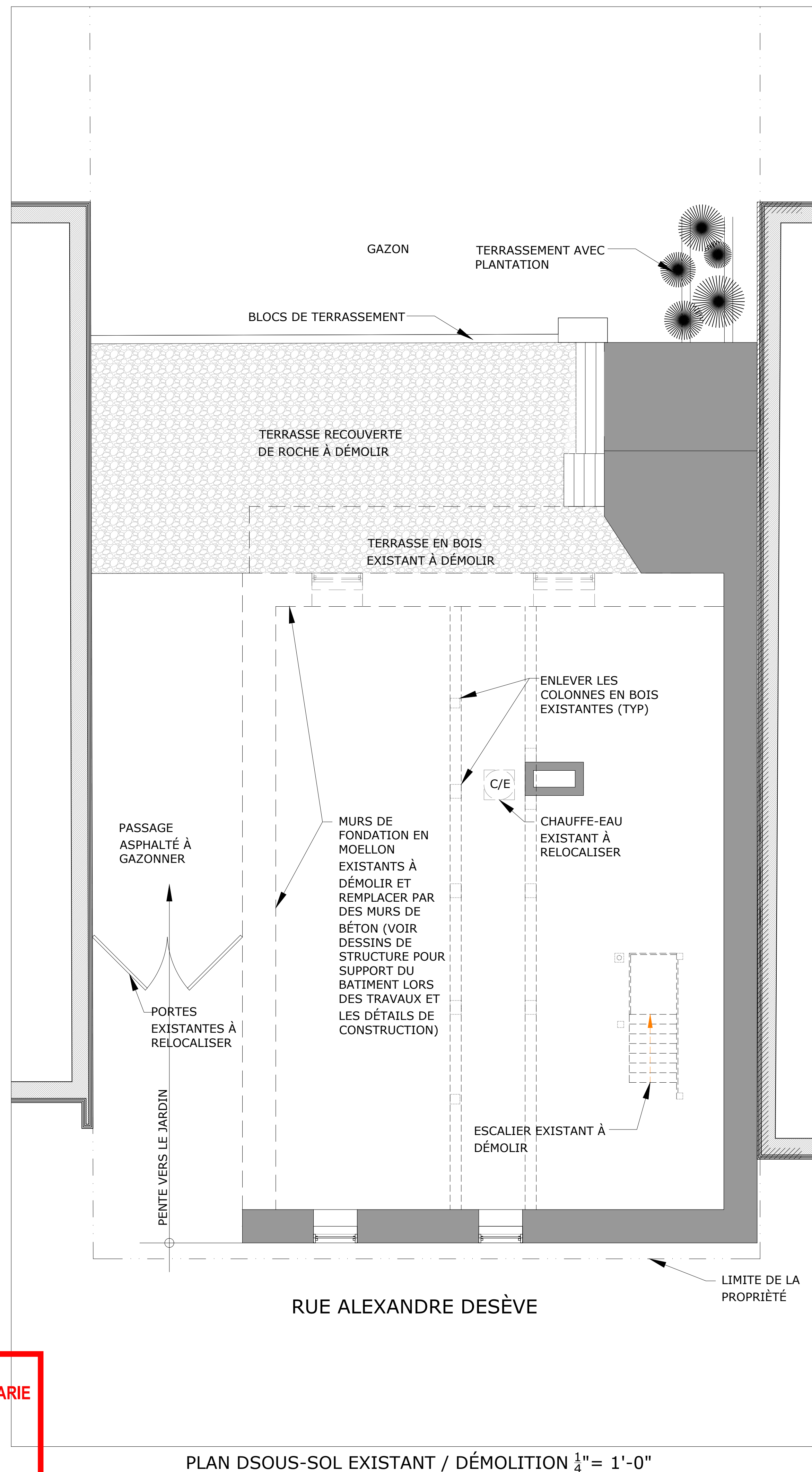
	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - **ADS+***




Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			x
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



LÉGENDE:

	MUR EXISTANT À CONSERVER
	MUR OU CLOISON À DÉMOLIR
	NOUVEAU MUR OU CLOISON

14	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	18-12-2025
13	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	06-10-2025
12	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	23-09-2025
11	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	05-06-2025

MIRETTE KAMEL
ARCHITECTE

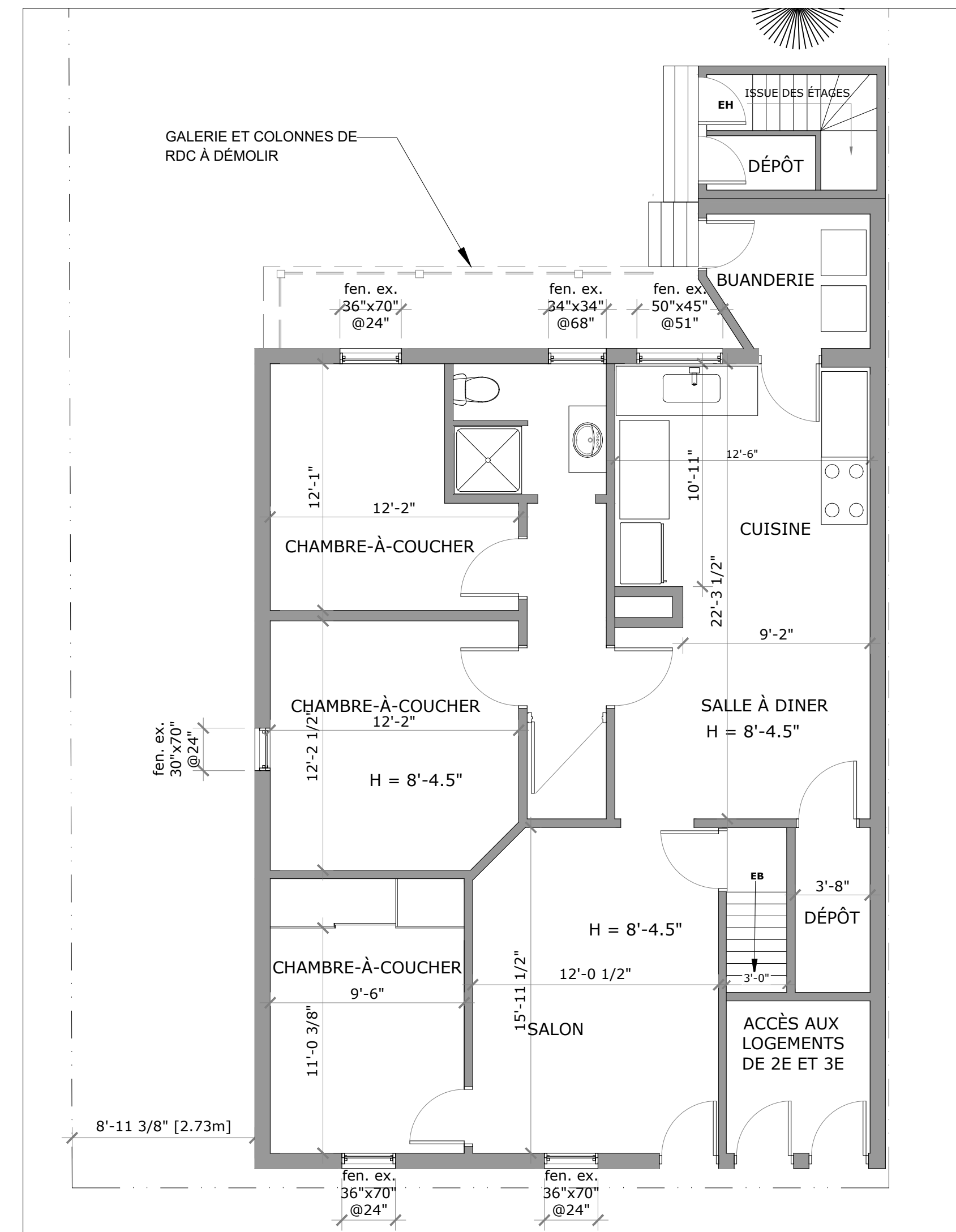
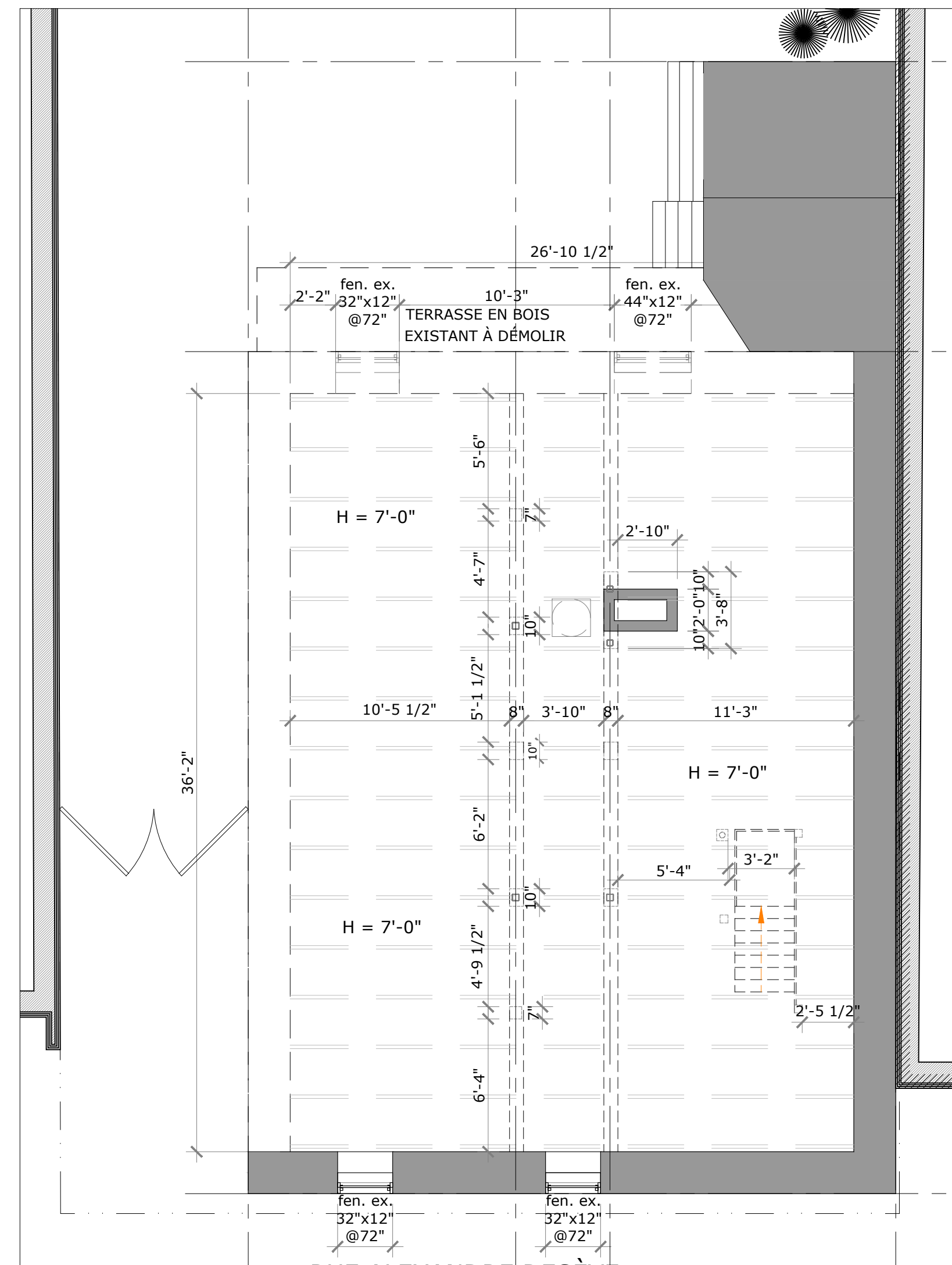
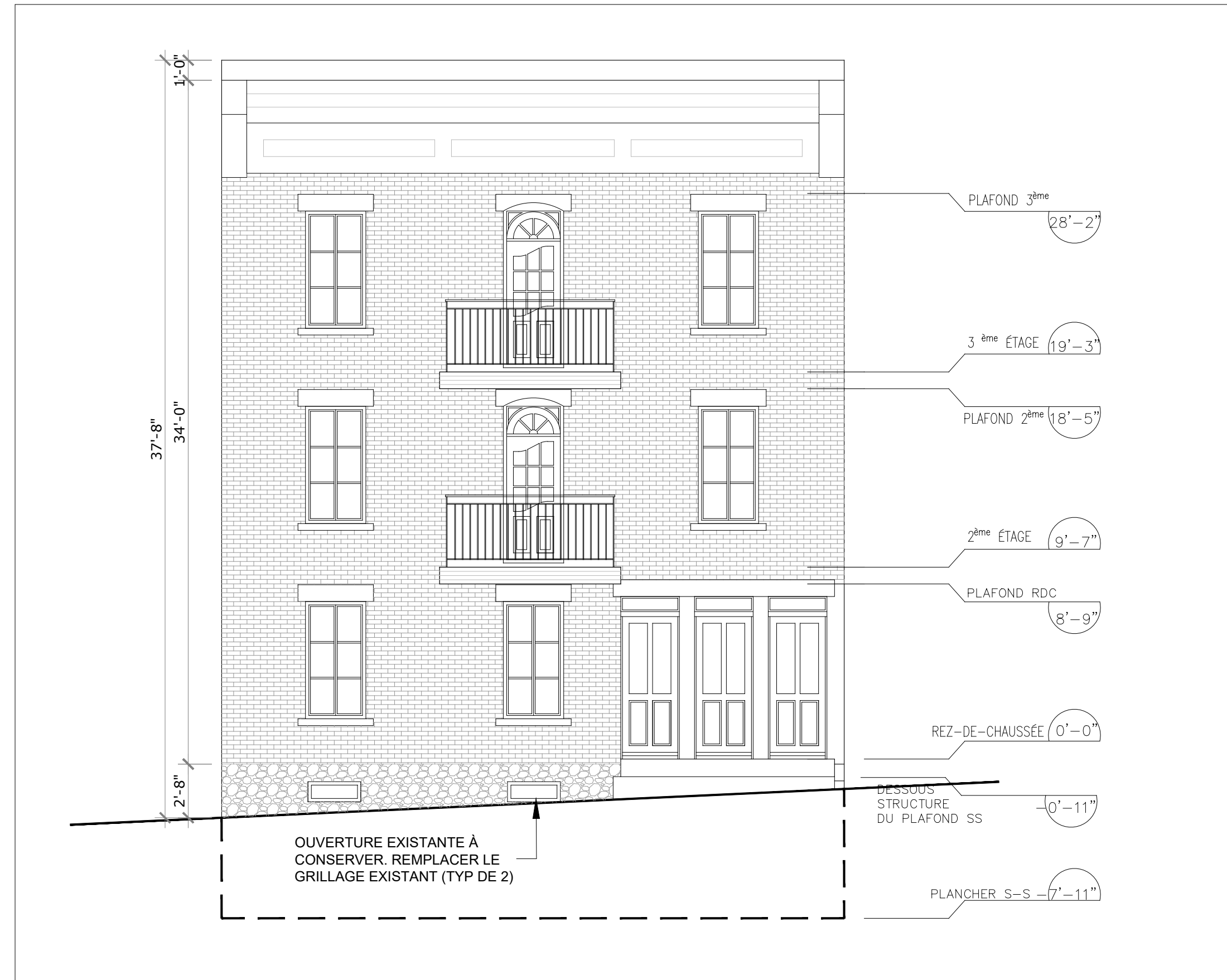
3475 Rue Garneys
St-Laurent (Québec) H4K 2R9
TEL: (514) 817-9938
mkamel3@hotmail.com



1430 RUE
ALEXANDRE-DESÈVE
AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
SOUS-SOL


PLANS DU SOUS-SOL
EXISTANT ET PROPOSÉ


DESSINÉ PAR: M.K.	NO. <div style="font-size: 48px; text-align: center;">A0</div>
ECHELLE: INDIQUÉE	
DATE: 25-04-2025	
DOSSIER: 12-2025	




ENVERGURE DU PROJET:
LE PRÉSENT PROJET CONSISTE D'UN AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR DU SOUS-SOL EXISTANT, INCLUANT LE RENFORCEMENT ET REMPLACEMENT DES CERTAINS MURS DE FONDATION AINSI QUE LA BAISSE DU PLANCHER EXISTANT DU SOUS-SOL. DESSINS DE STRUCTURE SERONT FOURNIS SOUS-PEU

LÉGENDE:

 MUR EXISTANT À CONSERVER

 MUR OU CLOISON À DÉMOLIR

 NOUVEAU MUR OU CLOISON

<input type="checkbox"/>	MUR OU CLOISON À DÉMOLIR
--------------------------	--------------------------

☐ NOUVEAU MUR OU CLOISON

(04)	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	18-12-2025
(03)	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	06-10-2025
(00)	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	05-06-2025

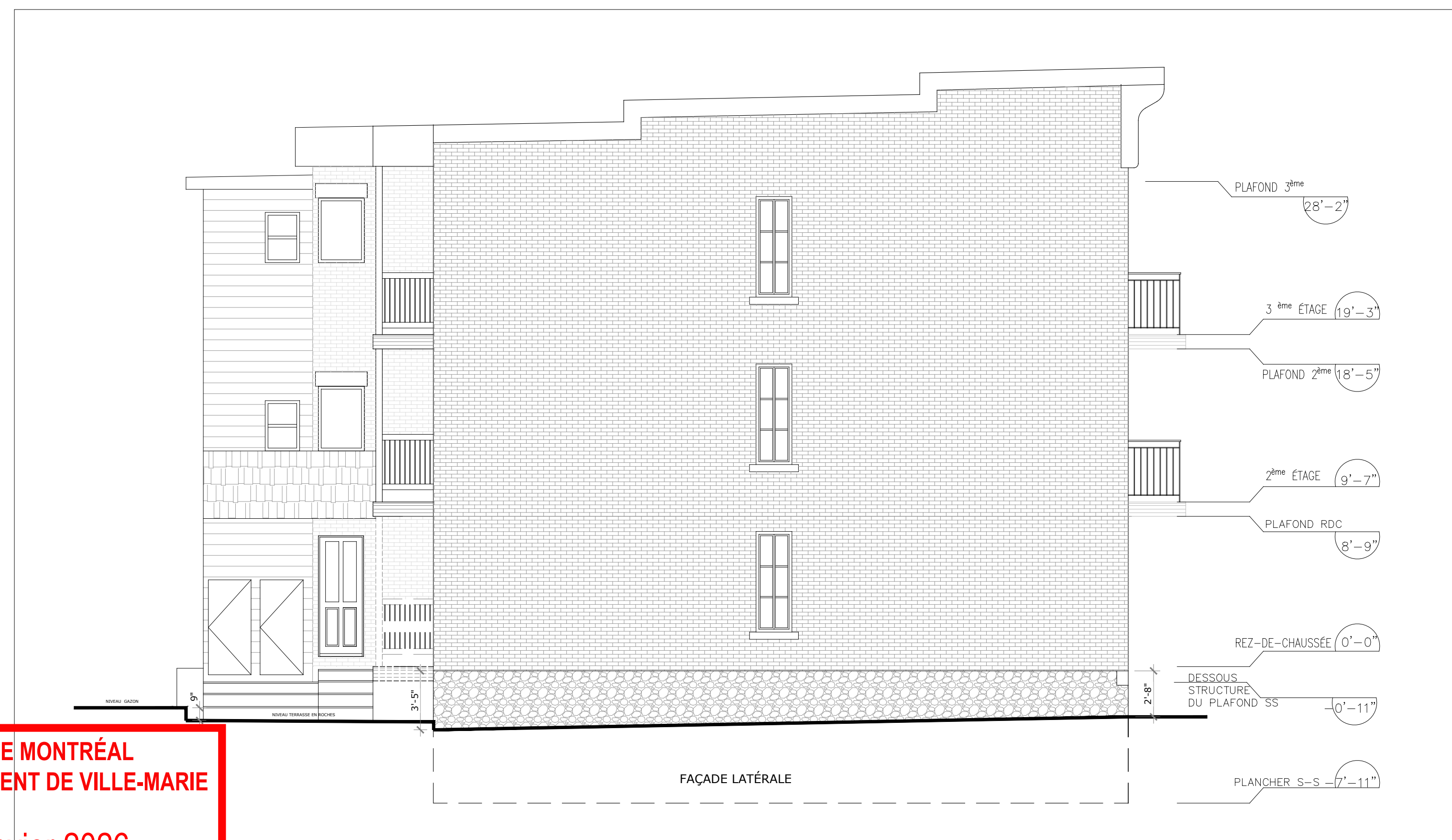
MIRETTE KAMEL
ARCHITECTE

3475 Rue Garneys
St-Laurent (Québec) H4K 2R9
TEL: (514) 817-9938
mkamel3@hotmail.com

1430 RUE
ALEXANDRE-DESÈVE
AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
SOUS-SOL

PLANS ET ÉLÉVATIONS EXISTANTS

DESSINÉ PAR: M.K.	NO. A1
ECHELLE: INDIQUÉE	
DATE: 25-04-2025	
DOSSIER: 12-2025	



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

21 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

CALCUL POUR FAÇADE DE RAYONNEMENT SELON TAB. 9.10.14.4.-A DU CCQ 2010

DISTANCE LIMITATIVE 22m
100 % DE LA FAÇADE PEUT ÊTRE EN BAIES NON-PROTÉGÉES

CONSTRUCTION COMBUSTIBLE OU INCOMBUSTIBLE AVEC UN DEG. DE RES. AU FEU DE 45 MIN AVEC REVÊTEMENT EXTÉRIEUR COMBUSTIBLE OU INCOMBUSTIBLE PERMISE

ÉLÉVATION ARRIÈRE PROPOSÉE 1/4" = 1'-0"



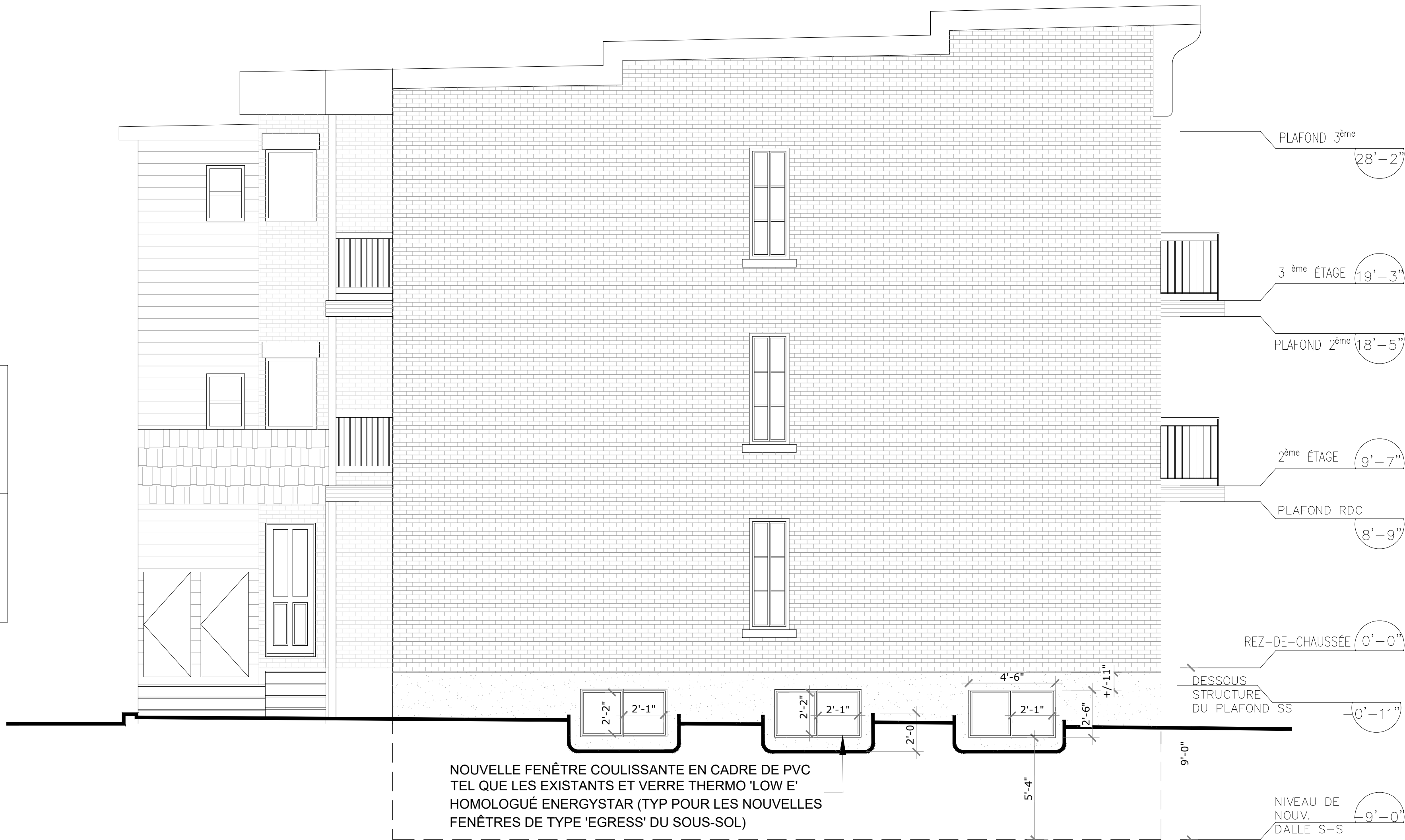
CALCUL POUR FAÇADE DE RAYONNEMENT SELON TAB. 9.10.14.4.-A DU CCQ 2010

SUPERFICIE FAÇADE 315 PC (29.26 m)
DISTANCE LIMITATIVE 2.73 m
% DES BAIES NON-PROTÉGÉES PERMISES 21.85% (68.84 PC)
% DES BAIES NON-PROTÉGÉES PRÉVUES 10.8% (34 PC)

CONSTRUCTION INCOMBUSTIBLE AVEC UN DEG. DE RES. AU FEU DE 1 HR AVEC REVÊTEMENT EXTÉRIEUR INCOMBUSTIBLE EXIGÉ

SELON L'ARTICLE 27 DU RÈGLEMENT 11-018 UNE CONSTRUCTION COMBUSTIBLE EST PERMISE AVEC UN DEG. DE RES. AU FEU DE 1 HR, AVEC REVÊTEMENT EXTÉRIEUR INCOMBUSTIBLE

ÉLÉVATION LATÉRALE PROPOSÉE 1/4" = 1'-0"



(4)	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION 18-12-2025
(3)	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION 06-10-2025
(1)	REVISÉ POUR PERMIS ET CONSTRUCTION 02-09-2025
(0)	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION 05-06-2025

MIRETTE KAMEL

ARCHITECTE

3475 Rue Garmesy

St-Laurent (Québec) H4K 3R9

TEL: (514) 817-9938

mkamel5@hotmail.com

1430 RUE
ALEXANDRE-DESÈVE
AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
SOUS-SOL

ÉLÉVATIONS
PROPOSÉES

DESSINÉ PAR: M.K.	NO.
ECHELLE: INDIQUÉE	A2
DATE: 25-04-2025	
DOSSIER: 12-2025	

-L'ENTREPRENEUR DOIT SE CONFORMER AU CODE DE CONSTRUCTION POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SOUS SA RESPONSABILITÉ. [ART. 14.]

- PRÉVOIR UN AVERTISSEUR DE FUMÉE DANS CHAQUE CHAMBRE À COUCHER ET DANS CHAQUE LOGEMENT SELON LE CCQ 2010 9.10.19.1.1) AVEC SIGNAL SONORE ET TEMPOREL

-PRÉVOIR UN DETECTEUR DE MONOXYDE DE CARBONE À MOINS DE 5m DE LA PORTE D'UNE CHAMBRE À COUCHER SELON CCQ 2010 9.32.3.9, DANS LE CAS QU'UN APPAREIL DE COMBUSTION EST PRÉSENT

- LE BATIMENT EST ASSUJETTI AU CHAPITRE 11 DU CODE DU CONSTRUCTION SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

- ASSURER L'ÉTANCHÉITÉ DE TOUTES LES SEPARATIONS COUPE-FEU (JONCTIONS, PERCEMENT, OUVERTURES, ETC..)

- SE RÉFÉRER AUX PLANS DES INGÉNIEURS POUR L'EMPLACEMENT, LES QUANTITÉS ET LES DIMENSIONS EXACTES DES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES

- FOURNIR ET INSTALLER TOUS LES FONDS D'ANCRAGES OÙ NÉCESSAIRES
POUR LA MISE EN PLACE DU MOBILIER INTÉGRÉ, ÉQUIPEMENTS OU
ACCESSOIRES DE TOILETTES

- DÉCOUPER LA TÊTE DES CLOISONS SELON LE PROFIL DES COMPOSANTES INTERSECTES (STRUCTURE, MÉCANIQUE, ETC.). FOURNIR ET INSTALLER SCELLANT ACOUSTIQUE ET IGNIFUGE SELON LA CLOISON TYPE

- SAUF INDICATION CONTRAIRE, PEINTURER TOUS LES MURS, CLOISONS ET PLAFOND

- LES PLAFONDS ET/OU FAUSSES POUTRES DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS LE PLUS HAUT POSSIBLE ET SERONT COORDONNÉS SUR PLACE PAR L'ENTREPRENEUR

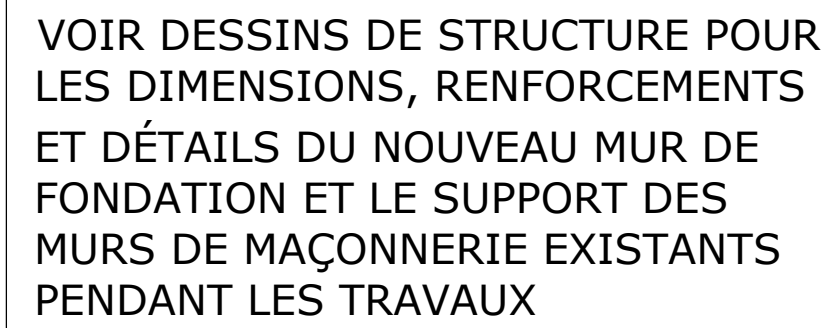
- DANS LES SALLES DE BAIN, CUISINE ET AUTRES ENDROITS EXPOSÉS À L'EAU ET/OU À L'HUMIDITÉ LÉGÈRE, SI AUCUNE CÉRAMIQUE N'EST PRÉVUE, REMPLACER LE DERNIER GYPSE PAR UN GYPSE RÉSISTANT À L'EAU ET AUX MOISSISSURES À MAT DE FIBRE DE VERRE TEL QUE LE «MOLD TOUGH» DE CGC (FIRECODE X SI UNE RÉSISTANCE AU FEU EST REQUISE)

- VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE AVANT LA FABRICATION.

- SUIVRE LES RECOMMANDATIONS DU MANUFACTURIER ET LES NORMES EN VIGUEUR POUR INSTALLATION DES FOURRURES, MEMBRANES, REVÊTEMENTS (BOIS, MÉTAL, ETC.) ET AUTRES MATÉRIAUX

- FOURNIR ET INSTALLER LES TRAPPES D'ACCÈS ULC OU NON SELON LES EXIGENCES DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRO-MÉCANIQUES.

- PRÉVOIR POLYÉTHYLÈNE AU PÉRIMÈTRE DES CHAPES/DALLES DE BÉTON AU CONTACT DE CHARPENTE DE BOIS CONFORMÉMENT AUX CODES EN VIGUEUR



DÉTAIL A-A NOUVEAU MUR DE FONDATION ARRIÈRE 1 1/2"=1'-0"

C-1 CLOISON ENTRE LES CHAMBRES ET AUTOUR DES SDB:

- GYPSE 1/2" PEINT
- MONTANTS DE BOIS 2X4 @ 16" C/C
- ISOLANT ACOUSTIQUE 3.5"
- GYPSE 1/2" PEINT

F-1 MUR DE FONDATION (R25.36 TOTALE):

- FILM D'AIR (R0.68)
- MEMBRANE IMPERMÉABLE POUR FONDATION DELTA
- MUR DE BÉTON 12" (R0.5) RES. AU FEU DE 1 HR (VOIR
- STRUCTURE)
- MONTANTS DE BOIS 2X4@ 1" DE LA FACE DE BÉTON
- URÉTHANE GICLÉ 3.75" (R22.5)
- FOURRURES DE BOIS 1X3 (R1)
- GYPSE 1/2" PEINT
- FILM D'AIR (R0.68)

COMPOSITION DE DALLE DU SOUS-SOL (R 5.68):
FINITION BLANCHE TEL QUE CHOIX DU CLIENT

- FINITION DU PLANCHER TEL QUE CHOIX DU CLIENT
- PARE D'EAU AVEC MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ APPROPRIÉE
- DALLE DE BÉTON 4"
- PARE VAPEUR EN POLYÉTHYLÈNE 6 MIL, JOINTS SCÉLÉS
- POLYSTYRÈNE EXTRUDÉ (R5) A GRANDEUR
- PIERRE CONCASSÉE COMPACTÉE 3/4" NET SUR SOL NON-REMANIÉ

04	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	18-12-2025
00	POUR PERMIS ET CONSTRUCTION	05-06-2025

3475 Rue Garneys
St-Laurent (Québec) H4K 2R9
TEL: (514) 817-9938
mkamel3@hotmail.com

AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
SOUS-SOL

DESSINÉ PAR: M.K.	NO. <div style="font-size: 48px; text-align: center;">A3</div>
ECHELLE: INDIQUÉE	
DATE: 25-04-2025	
DOSSIER: 12-2025	

A3

21 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Dossier # : 1259678002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026

D'adopter un règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-12-02 17:10

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 décembre 2025

Avis de motion: CA25 240538

Adopter un règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026-2027 - Avis de motion et dépôt

Avis de motion est donné par la mairesse Soraya Martinez Ferrada annonçant l'adoption du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026, et lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

40.14 1259678002

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 décembre 2025

IDENTIFICATION

Dossier # :1259678002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026

CONTENU

CONTEXTE

Les artères commerciales, à l'échelle montréalaise, font face à de grands défis, alors que s'accroît la compétition de l'offre commerciale des couronnes nord et sud de Montréal, que le numérique prend une part de plus en plus importante des achats des consommateurs et que la réglementation municipale permet l'étalement commercial, ce qui fragilise les secteurs établis.

Afin d'améliorer le rayonnement et l'attractivité des territoires desservis par les Sociétés de développement commercial, il est souhaité d'accorder des subventions pour la réalisation de projets de piétonnisation visant la revitalisation commerciale de leurs territoires.

L'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) indique notamment qu'un règlement doit être adopté pour accorder aux SDC des subventions.

Par ailleurs, le Service du développement économique (SDÉ) met à disposition des arrondissements ses clés budgétaires dans le cadre de la mise en œuvre de différents projets à l'échelle locale.

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement encadrant les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 240532 - GDD 1245600009 - Adopter un règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2025

CA23 240362 - GDD 1239705014 - Adopter un règlement encadrant les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024 - Adoption

DESCRIPTION

Les SDC, dont les budgets de fonctionnement ont été approuvés par le conseil de l'arrondissement, peuvent, en présentant une demande de subvention relative au programme de piétonnisation, obtenir une subvention pour la réalisation d'activités visant la revitalisation commerciale de leur territoire ou d'une artère en particulier.

1. Le montant total de la subvention pouvant être accordée à la Société est fixé à un maximum de 66 % du coût des projets financés dans l'appel à projet 2022-2024, jusqu'à un maximum de 425 \$ le mètre linéaire de rue piétonnisée ou 700 000 \$.
2. Le montant total de la subvention pouvant être accordée à la Société pour un nouveau projet de piétonnisation est fixé à un maximum de 66 % des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 425 \$ le mètre linéaire de rue piétonnisée ou 180 000 \$.

Lorsque les clés du SDÉ sont mises à disposition, les rôles et responsabilités de chacun sont répartis comme suit :

Service du développement économique

- Mettre à la disposition des arrondissements un fichier de suivi financier détaillant :
 - la procédure à suivre pour l'utilisation des clés budgétaires;
 - les objets associés à chacune des clés;
- Mettre en place des mécanismes permettant d'assurer un suivi des dépenses et de s'assurer un contrôle de l'admissibilité de ces dernières dans le cadre du financement accordé.

Arrondissement

- Établir une planification de ses dépenses en fonction des clés budgétaires requises;
- Préparer les GDD bleus autorisant les dépenses;
- Procéder aux demandes d'achat et aux demandes de bons de commande;
- Octroyer et administrer les contrats et/ou les contributions financières pour la mise en œuvre des projets.

JUSTIFICATION

Afin d'améliorer le rayonnement et l'attractivité des artères commerciales, le présent Règlement permet d'accorder des subventions pour la réalisation de projets de piétonnisation visant la revitalisation commerciale des territoires des SDC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTREAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'adoption d'un règlement encadrant les subventions pour les projets de piétonnisation des SDC, il serait impossible pour les SDC de soutenir un projet de piétonnisation visant à revitaliser en partie son territoire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 9 décembre 2025

Adoption du règlement: 10 février 2025

Entrée en vigueur par publication dans le Devoir prévue pour le 14 février 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Anne-Marie LEMIEUX, Ville-Marie

Lecture :

Anne-Marie LEMIEUX, 29 août 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
Commissaire - développement économique

Tél : 438-831-0259
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2025-08-21

Mélissa LAPIERRE-GRANO
Chef(fe) communications relations
communauté

Tél : 514-868-3217
Télécop. :

Dossier # : 1259678002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Adopter un Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026



CA-25-XXX_SUB_SDC_PIETONNISATIONS (3).docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
Commissaire - développement économique

Tél : 438-831-0259
Télécop. :

CA-24-XXX

Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2026

VU le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial (03-108);

VU l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4);

VU l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

À sa séance du 10 février 2025, le conseil de l'arrondissement Ville-Marie décrète :

CHAPITRE I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« directeur » : le directeur d'arrondissement ou son représentant;

« projet de piétonnisation » : série d'activités ou d'installations, temporaires ou semi-permanentes, favorisant des aménagements piétons et soutenant la vitalité commerciale d'une rue piétonnisée;

« rue piétonnisée » : portion de rue, où le commerce est autorisé en vertu des règlements de zonage, fermée à la circulation automobile de façon temporaire par une décision du conseil d'arrondissement;

« Société » : une société de développement commercial constituée conformément aux articles 458.1 et suivants de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) et ayant compétence dans un district dont les limites se trouvent à l'intérieur de l'arrondissement.

CHAPITRE II DEMANDE DE SUBVENTION ET APPROBATION

2. Toute Société dont le budget de fonctionnement a été approuvé par le conseil de l'arrondissement peut, en présentant une demande, obtenir une subvention pour la réalisation d'un projet de piétonnisation situé dans le district de la Société aux conditions prévues au présent règlement.

L'octroi de toute subvention en vertu du présent règlement est conditionnel à l'adoption par le Conseil d'arrondissement d'une ordonnance visant la fermeture à la circulation automobile de façon temporaire de la rue visée par le projet pour lequel la demande est présentée.

La Société peut déposer plus d'une demande de subvention au cours d'un même exercice financier, dans la mesure où chaque demande vise un projet de piétonnisation distinct.

3. Chaque demande de subvention doit être présentée par écrit au directeur au plus tard le 16 février 2026 et être accompagnée des pièces suivantes :

- 1^o une résolution du conseil d'administration de la Société attestant que la majorité des membres de la Société dont l'établissement est situé sur la rue piétonnisée approuve le projet de piétonnisation
- 2^o les documents suivants, présentant le projet de piétonnisation en considération duquel la Société demande la subvention :
 - a) un plan de communication continue auprès des citoyens et des commerçants;
 - b) un plan préliminaire d'aménagement de la rue piétonnisée;
 - c) un échéancier détaillé de planification et de réalisation du projet;
 - d) un budget estimé détaillé du projet et le montant demandé à l'arrondissement pour sa réalisation. Ce budget doit distinguer, le cas échéant, les dépenses prises en charge par l'arrondissement et par la Société;
 - e) la source de financement et le partenaire responsable de la mise en œuvre pour chaque poste budgétaire;
 - f) les objectifs spécifiques que vise le projet;
 - g) les retombées prévues du projet sur la vitalité commerciale;
- 3^o un document démontrant que la Société s'engage à déployer des actions pour favoriser l'amélioration continue du projet en cours de saison.
- 4^o une copie des états financiers vérifiés et du rapport du vérificateur du dernier exercice financier disponible.

Sur demande du directeur, la Société doit également joindre les documents suivants :

- 1^o une liste des parties prenantes du projet de piétonnisation;

- 2° une carte d'un rayon d'un kilomètre autour de la rue piétonnisée, sur laquelle sont identifiés les lieux générateurs d'attractivité et d'achalandage;
- 3° un avis préliminaire du Service de sécurité incendie de Montréal concernant la sécurité du projet de piétonnisation;
- 4° un avis préliminaire de la Société de transport de Montréal concernant l'impact de la fermeture de la rue visée sur le transport en commun;
- 5° une étude de circulation;
- 6° tout autre document requis par le directeur.

4. Dans les 45 jours suivant le 16 février 2026, le directeur transmet au conseil d'arrondissement la demande de subvention présentée conformément à l'article 3 accompagnée d'une recommandation motivée de l'accepter, en tout ou en partie, avec ou sans condition additionnelle ou de la rejeter.

Aux fins du présent article, la date de réception de la demande de subvention est celle à laquelle la demande complète a été présentée par écrit au directeur.

5. Dès que le conseil d'arrondissement rend sa décision sur la demande de subvention, le directeur en informe la société par écrit.

6. La subvention est payable en deux versements.

Le premier versement, représentant 75 % du montant maximal de la subvention calculé conformément au chapitre V, est effectué à la suite de la décision du conseil d'arrondissement.

Le second versement, représentant le solde de la subvention, est effectué dans les 30 jours ouvrables suivant la réception, par le directeur, des documents prévus à l'article 15.

7. Toute demande de modification d'un projet de piétonnisation approuvé doit être transmise par écrit au directeur et approuvée par le conseil d'arrondissement.

CHAPITRE III

DÉPENSES ADMISSIBLES ET EXCLUSIONS

8. Les dépenses admissibles sont celles directement affectées à la réalisation du projet de piétonnisation et incluent, sans s'y limiter, les dépenses relatives :

- 1° à tout élément d'appel et d'habillage décoratif;
- 2° au mobilier pour la halte, le pique-nique ou la restauration;
- 3° au design actif et ludique;

- 4° à l'accueil, à l'information et à la signalétique;
- 5° aux commodités;
- 6° à l'animation, à la communication et à la promotion;
- 7° à la gestion du site, à la gestion de projet, aux études de planification, à tout agent de liaison, au suivi et à l'entretien;
- 8° à l'aménagement physique à des fins de sécurisation;
- 9° aux services de sécurité;

9. Aucune subvention n'est octroyée à la Société :

- 1° pour tout projet ou toute activité déjà réalisé avant la date de transmission de l'écrit prévu à l'article 5 ;
- 2° pour toute partie des dépenses financée par toute autre contribution financière de la Ville de Montréal, de l'arrondissement ou du gouvernement.

CHAPITRE IV CONDITIONS PARTICULIÈRES

10. Le projet de piétonnisation en considération duquel la subvention est octroyée à la Société doit être d'une durée minimale de huit semaines consécutives.

11. La Société doit, dans tout document, véhicule promotionnel ou publicitaire relatif à une activité réalisée avec la subvention, faire état, à l'aide des logos et des propositions graphiques mis à sa disposition par l'arrondissement, du fait que la subvention octroyée constitue une contribution de l'arrondissement.

CHAPITRE V MONTANT DE LA SUBVENTION

12. Le montant total de la subvention pouvant être accordée à la Société pour un projet de piétonnisation financé en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024 (CA-24-366) est fixé à un maximum de 66 % des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 425 \$ le mètre linéaire de rue piétonnisée ou 700 000 \$.

Le montant total de la subvention pouvant être accordée à la Société pour un projet de piétonnisation n'ayant pas été financé en vertu du Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024 (CA-24-366) est fixé à un maximum

de 66 % des dépenses admissibles, jusqu'à un maximum de 425 \$ le mètre linéaire de rue piétonnisée ou 180 000 \$.

13. Sous réserve du second alinéa, lorsqu'une demande de modification approuvée par le conseil d'arrondissement conformément à l'article 7 entraîne une augmentation des coûts anticipés du projet de piétonnisation et que la subvention a déjà été versée, un montant équivalent à 75% de cette augmentation est versé à la Société dans les 30 jours ouvrables suivant la date d'approbation de la demande de modification par le conseil d'arrondissement et le versement du montant correspondant à 25% de cette augmentation est effectué à la suite de la réception des documents prévus à l'article 15.

Le montant total de la subvention ne peut dépasser les montants prévus à l'article 12.

14. La subvention s'ajoute aux revenus de cotisations obligatoires de la Société et ne peut être substituée à ces derniers.

CHAPITRE VI REDDITION DE COMPTE

15. Suivant la fin du projet de piétonnisation et au plus tard le 7 novembre 2026, la Société doit transmettre au directeur un bilan général du projet de piétonnisation, incluant les éléments suivants :

- 1^o le rapport des résultats et, le cas échéant, le degré d'atteinte des objectifs de chacune des activités liées au projet incluant le décaissement pour chacune des activités, sous la forme déterminée par le directeur;
- 2^o les états financiers vérifiés de la Société dressés pour l'exercice financier précédent;
- 3^o un état des résultats de l'exercice financier en cours comportant une présentation distincte des revenus et des dépenses relatifs au projet de piétonnisation. Cet état des résultats doit présenter les dépenses encourues pour le projet de piétonnisation, en précisant les ressources allouées à chaque aspect du projet, notamment les ressources allouées :
 - a) à la planification du projet;
 - b) à la conception et à la réalisation des aménagements;
 - c) à l'animation du site;
 - d) à la gestion du site;
 - e) aux communications avec les citoyens et les parties prenantes;
- 4^o le rapport des principaux enjeux rencontrés et les principaux éléments qui ont été favorables à la réussite du projet, avec des pistes d'améliorations, le cas échéant;

- 5° le rapport et les résultats des démarches de consultation, de communication et de gestion des plaintes qui ont été menées auprès des acteurs du milieu des affaires et des citoyens tout au long du projet;
- 6° le rapport de pertinence du projet en expliquant de quelles façons le projet a pu répondre aux enjeux économiques et commerciaux auxquels faisait face la rue piétonnisée;
- 7° le compte-rendu des aménagements et des animations déployés sur la rue piétonnisée, précisant de quelle façon les éléments suivants ont été pris en considération :
 - a) les enjeux d'accessibilité universelle;
 - b) la rétention des piétons sur le site et l'animation naturelle des lieux;
 - c) la mise en valeur des éléments d'intérêt commerciaux, sociaux et culturels;
 - d) la multifonctionnalité et la diversification des usages sur le site;
 - e) la capacité des aménagements à être utilisés de jour comme de soir et selon les variations du climat;
 - f) les enjeux environnementaux;
 - g) les pistes d'amélioration pour les années subséquentes;

Sur demande du directeur, la Société doit fournir les copies des factures, des reçus et toutes autres pièces justificatives liées aux activités effectuées dans le cadre du projet de piétonnisation.

Lorsque la Société ne démontre pas que la subvention a été affectée entièrement aux dépenses admissibles prévues à l'article 8 pour la tenue du projet de piétonnisation décrit dans la demande de subvention, toute partie de la subvention n'ayant pas été affectée à ces dépenses doit être remboursée à l'arrondissement dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

CHAPITRE VII

ORDONNANCES

16. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance:

- 1° retrancher un ou des documents mentionnés aux articles 3 et 15 ou en exiger d'autres;
- 2° modifier les dates mentionnées aux articles 3 et 4;

3° modifier le montant maximal de subvention prévu à l'article 12;

4° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

CHAPITRE VIII

DISPOSITION FINALE

17. Le présent règlement s'applique aux projets de piétonnisation d'une Société pour l'année 2026.

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1259678002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xxx 2026, annonçant la date de son entrée en vigueur le xxx 2026.



Dossier # : 1257400008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) (projet Le George)

1. D'accorder, pour les immeubles situés sur le lot 6 251 933 , conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2), l'autorisation de :

- a. déroger notamment aux articles 43, 179, 183, 229 et 370 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la densité maximale, à l'implantation d'un usage spécifique à un niveau supérieur au rez-de-chaussée, à un usage résidentiel au même niveau qu'un usage commercial et à une construction dans une marge latérale;
- b. déroger aux plans numérotés 16 à 32, réalisés par Geiger et Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 30 janvier 2018 annexés à la résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA18 240118), ainsi qu'aux plans numérotés 1 à 12 réalisés par ACDF et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 octobre 2015 annexés à la résolution autorisant un développement immobilier mixte au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA16 240043);
- c. transformer, ériger, aménager et occuper un complexe immobilier sur le site visé, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 3 à 8 réalisés par Geiger Huot Architectes et aux plans numérotés 1, 2 et 9 à 12 réalisés par ACDF Architecture, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 19 septembre 2025 ou le 26 janvier 2026;

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a. Assurer le respect des paramètres suivants :

i. seule une partie de bâtiment composée, pour sa partie résidentielle, uniquement de logements sociaux ou abordables, tels que définis à l'article 1 du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), peut occuper l'emplacement identifié " Le George phase 2" à la page 1 de ces plans ;

ii. au moins 80 % de la superficie résidentielle autorisée par la présente résolution doit viser la réalisation de logement social ou de logement abordable, ou être réalisée dans le cadre d'un programme d'un gouvernement, de la Ville ou d'un de leurs mandataires qui prévoit un engagement visant l'abordabilité des logements pour au moins 20 ans ;

iii. la densité doit être égale ou inférieure à un indice de superficie de plancher de 16 ;

iv. l'implantation, la volumétrie et le traitement architectural de la partie de bâtiment identifiée "Le George phase 2" doivent être substantiellement conformes à celles montrées aux pages 1, 2, 9, 10 et 11 de ces plans ;

v. L'occupation des niveaux de la partie de bâtiment identifiée "phase 1" doit être substantiellement conforme à celle montrée aux pages 2 à 6 de ces plans ;

vi. Un logement ne peut pas être aménagé aux emplacements identifiés " espace commercial " sur le plan du niveau 2 de la phase 1, à la page 4 de ces plans, et "commerce" sur le plan du niveau 1 de la phase 2 à la page 12 de ces plans ;

vii. Un local situé au niveau 2 de la partie de bâtiment identifiée "phase 1", adjacent à une façade faisant face au passage piétonnier doit comporter au moins deux accès directs à la cour latérale ;

viii. La composition des façades doit être substantiellement conforme à celle montrée aux pages 7 et 8 de ces plans ;

b. fournir, lors du dépôt des demandes de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation, un plan d'aménagement paysager de la toiture végétalisée du niveau 2 de la phase 1 et de la cour située dans la marge latérale de la phase 1 ;

3. D'assujettir la délivrance d'un permis de transformation ou de construction relatif au présent projet au dépôt préalable d'une lettre de garantie monétaire.

La lettre de garantie, au montant de 1 210 000, 00\$, visant à assurer le respect des conditions du projet de modification et d'agrandissement, doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux visés par la présente autorisation soient complétés conformément aux permis émis.

Advenant que les travaux complétés ne soient pas conformes aux permis émis, le conseil d'arrondissement pourra exécuter la garantie monétaire à son entière discrétion, soit :

a. d'exécuter les travaux et imputer le produit de la garantie monétaire au paiement des coûts des travaux. Dans la mesure où le coût des travaux dépasse le montant de la garantie monétaire, en recouvrer la différence du propriétaire ;

b. de conserver la garantie monétaire à titre de pénalité.

4. D'assortir cette autorisation de la condition de soumettre une demande de permis de construction ou de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères applicables et afin de contribuer à la qualité du domaine public, d'améliorer le paysage urbain et de limiter l'impact des bâtiments sur les effets d'îlot de chaleur, le projet doit respecter les critères suivants :

a. L'emplacement et l'aménagement de la dalle de propreté minimisent les nuisances pour les logements adjacents ;

b. La toiture végétalisée prévue au niveau 2 de la phase 1 privilégie un aménagement qui nécessite peu d'entretien ;

c. L'aménagement de la cour située dans la marge latérale de la phase 1 doit favoriser l'animation du passage piétonnier projeté et faciliter son utilisation comme café-terrasse par l'espace commercial situé au niveau 2 ;

d. Le traitement de l'entrée commerciale située rue Lucien-L'Allier, identifiée à la page 7 de ces plans, ainsi que l'affichage, doivent favoriser la visibilité de l'accès;

5. De fixer la prise d'effet de cette autorisation au dépôt d'une demande de permis de transformation ou de construction complète et conforme visant la réalisation du projet visé par la présente autorisation ;

6. De fixer un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente autorisation pour débiter les travaux visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

7. Si les travaux visés aux plans numérotés 1, 2 et 9 à 12 réalisés par ACDF Architecture annexés à la présente résolution ne sont pas réalisés conformément aux permis émis et aux conditions visées aux points 2. a. i et 2.a.ii, l'autorisation visée aux points 1) a et 1) b sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 11:38

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1257400008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) (projet Le George)

CONTENU

CONTEXTE

Une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 10 décembre 2025, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2).

Un avis public pour annoncer la tenue de l'assemblée a été publié le 4 octobre 2025. Le présent sommaire addenda est requis pour ajouter le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation au dossier et pour identifier les modifications apportées au projet de résolution aux suites de l'assemblée ou présentées lors de l'assemblée.

Modifications présentées lors de l'assemblée :

- Ajouts de dérogations :
 - o Au point 1) a., ajout des articles 229 (superficie d'un usage commercial au-dessus du rez-de-chaussée) et 370 (construction dans une marge latérale) du Règlement d'urbanisme. *Justification : le projet tel que soumis présentait deux dérogations au qui n'avaient pas été identifiées. Ces dérogations n'ont pas d'impact sur la qualité du projet ni sur le voisinage.*
 - o Au point 1) b, ajout d'une dérogation aux plans annexés à la résolution de PPCMOI de 2016 (CA16 240043) ; *Justification : la résolution de 2016 prévoit la libération des deux garanties bancaires exigées pour les deux phases du projet de 2016 lorsque ces phases sont terminées selon les plans annexés. La présente résolution vient donc référer aux nouveaux plans, afin de pouvoir libérer les deux garanties bancaires en vigueur lors de la complétion de chacune des phases.*
- Précisions dans les conditions :
 - o Au point 2) a. iv : ajouter « le traitement architectural », dans les éléments devant être substantiellement conformes aux plans annexés, en plus de l'implantation et la volumétrie. *Justification : le concept*

architectural du projet est suffisamment avancé pour pouvoir constituer une référence pour la demande de permis.

o Au point 2) b. : supprimer la mention de « certificat d'autorisation de démolition ». *Justification : il s'agit d'une erreur car le projet ne comprend pas de démolition.*

o Au point 3) : réviser le montant de la garantie monétaire à 1 210 000 \$. *Justification : la valeur des deux lettres de garantie en vigueur, exigée par la résolution de PPCMOI de 2016, soit de 100 000 \$ et 250 000 \$, a été déduite du montant initial exigé (1 560 000 \$).*

· Mise à jour d'un plan :

- Remplacement de la page 8 avec une mise à jour de l'élévation de la façade de la phase 1 donnant sur le passage. *Justification : l'élévation modifiée intègre les conditions du CCU relatifs à la révision de projet (Titre VIII).*

Modification apportées à la suite de l'assemblée :

- Ajout du point 7) : Si les travaux visés aux plans numérotés 1, 2 et 9 à 12 réalisés par ACDF Architecture, mentionnés au point 1) c, ne sont pas réalisés conformément aux permis émis, l'autorisation visée aux points 1) a et 1) b sera nulle et sans effet. *Justification : cette disposition a été ajoutée afin de répondre aux inquiétudes exprimées en assemblée publique liées à la réalisation effective des logements abordables.*

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseiller(-ere) en aménagement- c/e

438-346-0225

Tél :

Télécop. : 000-0000

Dossier # : 1257400008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) (projet Le George)

PV de l'assemblée publique de consultation



2025-12-10_PV_APC_signé.pdf



Plans annexés 2026-01-28_plans_annexe.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseiller(-ere) en aménagement- c/e

Tél : 438-346-0225

Télécop. : 000-0000

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

10 décembre 2025
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Leslie Roberts, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division de l'Urbanisme
Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement et cheffe d'équipe
Madame Fantine Chéné, conseillère en aménagement
Madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement
Monsieur Billy Chérubin, conseiller en aménagement

M^e Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement
M^e Laura Floresco, secrétaire-rechercheur

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Leslie Roberts, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus les 4 octobre et 29 novembre 2025 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 29.

Environ 9 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

- a) Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181, avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier – pp 499 (1254272005).**

Le président de l'assemblée invite madame Fantine Chéné, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Chéné présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

- b) Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) autorisant un plan d'affichage pour l'installation d'enseignes pour l'édifice de la Sun Life, situé au 1155, rue Metcalfe – pp 500 (1255289004).**

Le président de l'assemblée invite monsieur Billy Chérubin, conseiller en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Monsieur Chérubin présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

- c) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant l'affichage pour le Centre Sanaaq situé au 1200, rue du Sussex – pp 501 (1256645010).**

Le président de l'assemblée invite madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Jolicoeur présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

d) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant l'affichage pour la Place des Arts située au 105, rue Sainte-Catherine Ouest – pp 502 (1256645011).

Le président de l'assemblée invite madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Jolicoeur présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

e) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la démolition et la construction d'un immeuble situé aux 1225-1249, rue Metcalfe – pp 503 (1257400007).

Le président de l'assemblée invite madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *à l'application du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) dans le cadre de ce projet de construction;*
- *à la contribution financière qui sera favorisée, puisqu'une contribution sur site ne sera pas possible vu la nature du projet;*
- *au fait que le Comité logement Ville-Marie s'y oppose;*
- *à la date de début prévue pour la démolition du bâtiment;*
- *aux délais estimés pour l'émission du permis de démolition;*
- *aux obligations du propriétaire d'informer les locataires actuels quant à la date du début des travaux de démolition afin de quitter les locaux qu'ils occupent;*
- *au délai maximal pour débiter les travaux;*
- *au délai nécessaire pour l'analyse de la demande de permis.*

f) Résolution, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c. 2), autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933 (projet Le George) – pph 3 (1257400008).

Le président de l'assemblée invite madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- à l'identité du promoteur;
- à la nature locative des logements prévus;
- à la définition de « logement abordable » et au programme auquel le propriétaire devra se conformer;
- aux dimensions des logements prévus;
- aux raisons qui justifient un passage de 4 à 25 étages pour le projet de redéveloppement;
- aux raisons qui justifient de permettre un coefficient d'occupation des sols (ci-après « COS ») de 15,89 alors que le COS maximal est de 12 pour ce projet de redéveloppement;
- aux mesures qui seront mises en place pour s'assurer que les conditions de la résolution seront respectées par le promoteur et que les logements resteront abordables pendant une période de 20 ans, compte tenu du fait que des travaux ont été effectués en 2023 sans permis;
- à la volonté soit de l'arrondissement, soit du propriétaire de prévoir du logement abordable dans le projet de redéveloppement;
- à la possibilité pour le propriétaire ou la ville de décider le montant du loyer pour un logement abordable;
- aux questions de savoir qui a le pouvoir de déterminer ce qui constitue du logement abordable et quel est le prix d'un loyer abordable;
- au fait que, selon le Comité logement Ville-Marie, les programmes de logements abordables ne sont effectivement pas abordables pour les ménages à faibles et modestes revenus.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Leslie Roberts, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 18 h 35.



M^e Anne-Marie Lemieux
Secrétaire d'assemblée

2026-01-22

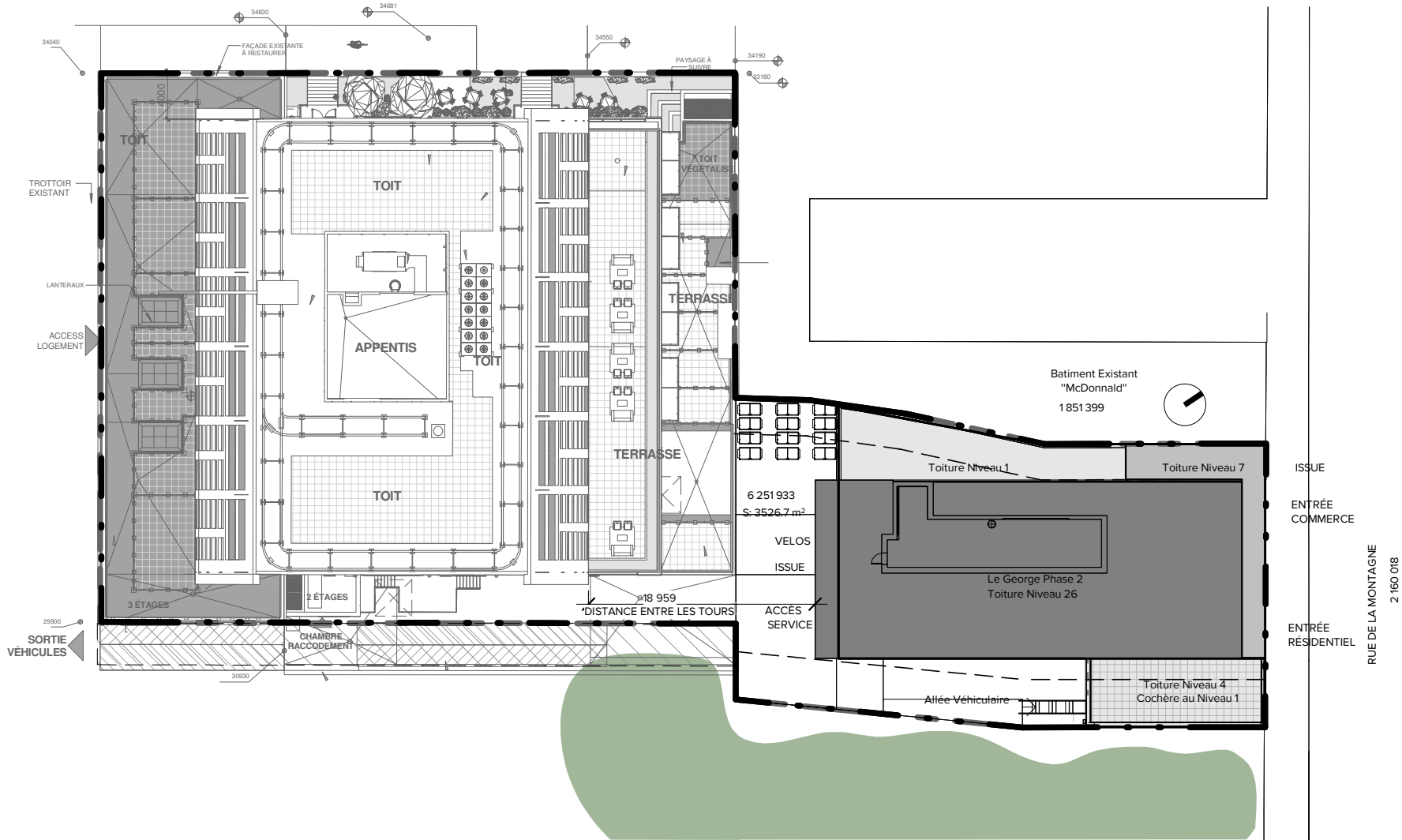
date



M. Leslie Roberts
Président d'assemblée

2026-01-23

date



ACDF
ARCHITECTURE

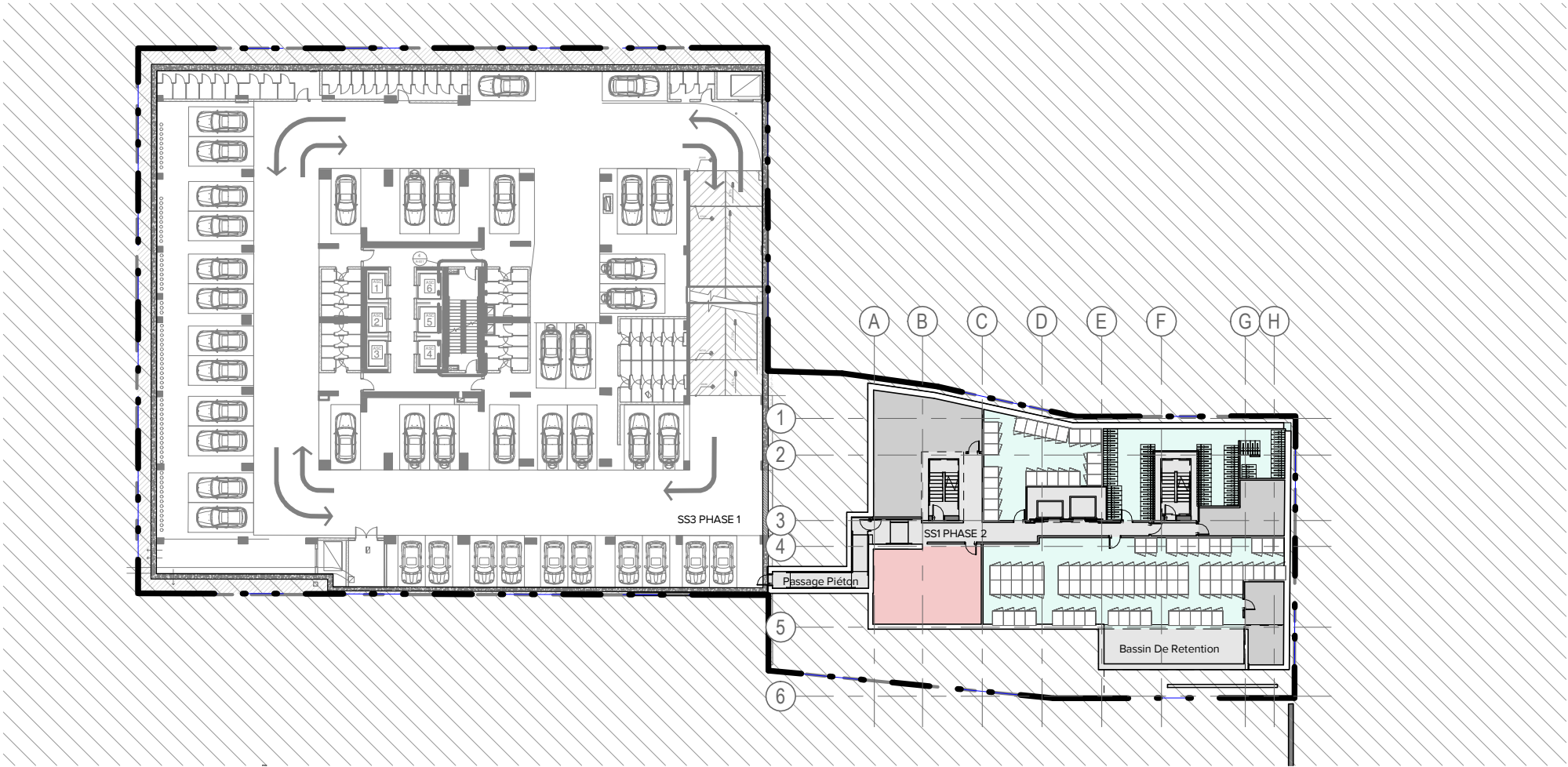
Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418

St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

LE GEORGE PHASE 2
DE LA MONTAGNE
1000 DE LA MONTAGNE
Plan D'implantation 2 phases

NUMÉRO :

ÉCHELLE : 1 : 500
DATE D'IMPRESSION : 07/04/23
NUMÉRO DE PROJET : 24-1828
DESSINÉ PAR : Auteur
VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur



ACDF
ARCHITECTURE

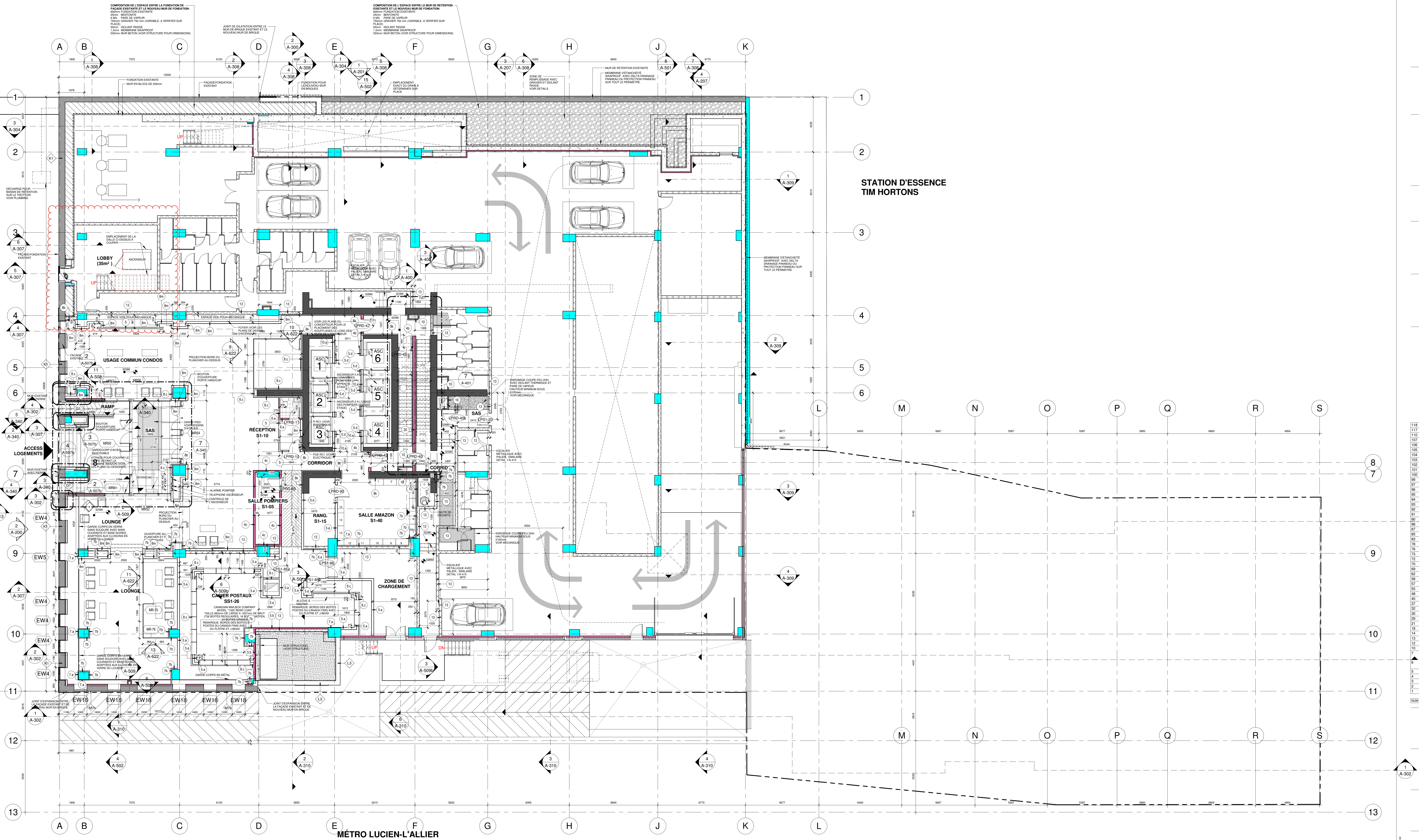
Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418

St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

LE GEORGE PHASE 2
DE LA MONTAGNE
1000 DE LA MONTAGNE
Plan Sous Sol 2 phases

NUMÉRO :

ÉCHELLE : 1 : 500
DATE D'IMPRESSION : 07/04/23
NUMÉRO DE PROJET : 24-1828
DESSINÉ PAR : Auteur
VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur



NOTE: TOUTES LES COLONNES EN BÉTON EXPOSÉES DOIVENT ÊTRE SCELLEES.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC H3J 1S8
tél. 514-935-3338 fax 514-935-3378
info@geigerhuot.com

NOTES GÉNÉRALES:
Ne pas mesurer directement des dessins.
Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.
En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.
Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes
Québec
ARCTEC
du Québec

MAGIL
Construction
1655 Rue de Beaumont Ouest
Montréal, QC H4N 1J5

Gérant de projet

DESJARDINS
EXPERTS CONSEILS

Société d'ingénierie
Mécanique | Électrique | CIVIL

450-603-1865
514-935-3338
514-935-3378
info@desjardins.ca

NCK

118	ICOMME CONSTRUIT	2025.01.15	AD
117	DIRECTIVE 88	2024.10.08	AD
116	DIRECTIVE 81	2024.02.02	AD
115	DIRECTIVE 88	2023.12.13	AD
114	DIRECTIVE 87	2023.11.28	AD
113	DIRECTIVE 86	2023.11.09	AD
112	DIRECTIVE 85	2023.10.25	AD
111	DIRECTIVE 84	2023.09.22	AD
110	DIRECTIVE 83	2023.09.12	AD
109	DIRECTIVE 82	2023.08.30	AD
108	DIRECTIVE 81	2023.08.08	AD
107	DIRECTIVE 80	2023.07.14	AD
106	DIRECTIVE 79	2023.06.27	AD
105	DIRECTIVE 78	2023.06.19	AD
104	DIRECTIVE 77	2023.06.12	AD
103	DIRECTIVE 76	2023.06.05	AD
102	DIRECTIVE 75	2023.05.29	AD
101	DIRECTIVE 74	2023.05.22	AD
100	DIRECTIVE 73	2023.05.15	AD
99	DIRECTIVE 72	2023.05.08	AD
98	DIRECTIVE 71	2023.05.01	AD
97	DIRECTIVE 70	2023.04.24	AD
96	DIRECTIVE 69	2023.04.17	AD
95	DIRECTIVE 68	2023.04.10	AD
94	DIRECTIVE 67	2023.04.03	AD
93	DIRECTIVE 66	2023.03.27	AD
92	DIRECTIVE 65	2023.03.20	AD
91	DIRECTIVE 64	2023.03.13	AD
90	DIRECTIVE 63	2023.03.06	AD
89	DIRECTIVE 62	2023.02.27	AD
88	DIRECTIVE 61	2023.02.20	AD
87	DIRECTIVE 60	2023.02.13	AD
86	DIRECTIVE 59	2023.02.06	AD
85	DIRECTIVE 58	2023.01.30	AD
84	DIRECTIVE 57	2023.01.23	AD
83	DIRECTIVE 56	2023.01.16	AD
82	DIRECTIVE 55	2023.01.09	AD
81	DIRECTIVE 54	2023.01.02	AD
80	DIRECTIVE 53	2022.12.26	AD
79	DIRECTIVE 52	2022.12.19	AD
78	DIRECTIVE 51	2022.12.12	AD
77	DIRECTIVE 50	2022.12.05	AD
76	DIRECTIVE 49	2022.11.28	AD
75	DIRECTIVE 48	2022.11.21	AD
74	DIRECTIVE 47	2022.11.14	AD
73	DIRECTIVE 46	2022.11.07	AD
72	DIRECTIVE 45	2022.10.31	AD
71	DIRECTIVE 44	2022.10.24	AD
70	DIRECTIVE 43	2022.10.17	AD
69	DIRECTIVE 42	2022.10.10	AD
68	DIRECTIVE 41	2022.10.03	AD
67	DIRECTIVE 40	2022.09.26	AD
66	DIRECTIVE 39	2022.09.19	AD
65	DIRECTIVE 38	2022.09.12	AD
64	DIRECTIVE 37	2022.09.05	AD
63	DIRECTIVE 36	2022.08.29	AD
62	DIRECTIVE 35	2022.08.22	AD
61	DIRECTIVE 34	2022.08.15	AD
60	DIRECTIVE 33	2022.08.08	AD
59	DIRECTIVE 32	2022.08.01	AD
58	DIRECTIVE 31	2022.07.25	AD
57	DIRECTIVE 30	2022.07.18	AD
56	DIRECTIVE 29	2022.07.11	AD
55	DIRECTIVE 28	2022.07.04	AD
54	DIRECTIVE 27	2022.06.27	AD
53	DIRECTIVE 26	2022.06.20	AD
52	DIRECTIVE 25	2022.06.13	AD
51	DIRECTIVE 24	2022.06.06	AD
50	DIRECTIVE 23	2022.05.30	AD
49	DIRECTIVE 22	2022.05.23	AD
48	DIRECTIVE 21	2022.05.16	AD
47	DIRECTIVE 20	2022.05.09	AD
46	DIRECTIVE 19	2022.05.02	AD
45	DIRECTIVE 18	2022.04.25	AD
44	DIRECTIVE 17	2022.04.18	AD
43	DIRECTIVE 16	2022.04.11	AD
42	DIRECTIVE 15	2022.04.04	AD
41	DIRECTIVE 14	2022.03.27	AD
40	DIRECTIVE 13	2022.03.20	AD
39	DIRECTIVE 12	2022.03.13	AD
38	DIRECTIVE 11	2022.03.06	AD
37	DIRECTIVE 10	2022.02.27	AD
36	DIRECTIVE 9	2022.02.20	AD
35	DIRECTIVE 8	2022.02.13	AD
34	DIRECTIVE 7	2022.02.06	AD
33	DIRECTIVE 6	2022.01.30	AD
32	DIRECTIVE 5	2022.01.23	AD
31	DIRECTIVE 4	2022.01.16	AD
30	DIRECTIVE 3	2022.01.09	AD
29	DIRECTIVE 2	2022.01.02	AD
28	DIRECTIVE 1	2021.12.26	AD
27	DIRECTIVE 0	2021.12.19	AD
26	DIRECTIVE 0	2021.12.12	AD
25	DIRECTIVE 0	2021.12.05	AD
24	DIRECTIVE 0	2021.11.28	AD
23	DIRECTIVE 0	2021.11.21	AD
22	DIRECTIVE 0	2021.11.14	AD
21	DIRECTIVE 0	2021.11.07	AD
20	DIRECTIVE 0	2021.10.31	AD
19	DIRECTIVE 0	2021.10.24	AD
18	DIRECTIVE 0	2021.10.17	AD
17	DIRECTIVE 0	2021.10.10	AD
16	DIRECTIVE 0	2021.10.03	AD
15	DIRECTIVE 0	2021.09.26	AD
14	DIRECTIVE 0	2021.09.19	AD
13	DIRECTIVE 0	2021.09.12	AD
12	DIRECTIVE 0	2021.09.05	AD
11	DIRECTIVE 0	2021.08.29	AD
10	DIRECTIVE 0	2021.08.22	AD
9	DIRECTIVE 0	2021.08.15	AD
8	DIRECTIVE 0	2021.08.08	AD
7	DIRECTIVE 0	2021.08.01	AD
6	DIRECTIVE 0	2021.07.25	AD
5	DIRECTIVE 0	2021.07.18	AD
4	DIRECTIVE 0	2021.07.11	AD
3	DIRECTIVE 0	2021.07.04	AD
2	DIRECTIVE 0	2021.06.27	AD
1	DIRECTIVE 0	2021.06.20	AD

Revision

N°	Revisé / Révisé	Date	AMJ / PMJ
1	Revisé	2025.01.15	AD

Structure

Mécanique / Électrique

Mécanique / Protection incendie

Condos Lucien l'Allier
1001 rue Lucien l'Allier
Ville-Marie, Montréal (QC)

Projet

Titre du dessin :

PLAN RDC et SS1

échelle :	As indicated	dessiné par :	AD	dessin :	
date :	2017-08-24	approuvé par :	EH		
dossier :	17-082				

A-109

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 téléc. 514 - 935 - 3375
info@origonit.com

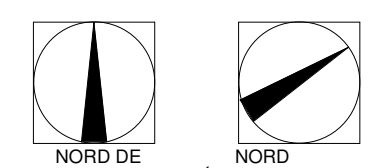
Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le dessin architectural et les notes générales.



MAGIL
Construction

1855 Rue de Beaumont Ouest
Montréal, QC H4N 1J6



Ingénierie
génie conseil

bioRxiv preprint doi: <https://doi.org/10.1101/2019.05.20.256400>; this version posted May 20, 2019. The copyright holder for this preprint (which was not certified by peer review) is the author/funder, who has granted bioRxiv a license to display the preprint in perpetuity. It is made available under aCC-BY-NC-ND 4.0 International license.



ICK

120	RE-EMIS POUR PERIMETRE	2005.06.06 AD
118	COOR COORD	2005.05.15 AD
115	DIRECTIVE 61	2004.05.28 AD
114	DIRECTIVE 62	2004.05.12 AD
110	DIRECTIVE 61	2004.02.02 AD
104	DIRECTIVE 65	2003.11.25 AD
103	DIRECTIVE 64	2003.11.25 AD
102	DIRECTIVE 63	2003.11.25 AD
98	DIRECTIVE 45	2003.09.14 AD
97	DIRECTIVE 46	2003.09.14 AD
96	DIRECTIVE 45	2003.09.10 AD
95	DIRECTIVE 46	2003.09.10 AD
92	DIRECTIVE 39	2003.07.26 AD
87	Full text	2002.07.09 AD
83	DIRECTIVE 39	2002.06.07 AD
81	DIRECTIVE 33	2002.06.08 AD
79	DIRECTIVE 33	2002.06.08 AD
79	DIRECTIVE 31	2002.07.06 AD
78	DIRECTIVE 31	2002.06.06 AD
78	DIRECTIVE 38	2002.06.06 AD
67	DIRECTIVE 19	2002.02.01 AD
64	DIRECTIVE 13	2001.12.21 AD
62	DIRECTIVE 14	2001.11.23 AD
61	DIRECTIVE 14	2001.11.23 AD
60	DIRECTIVE 12	2001.11.01 AD
59	DIRECTIVE 11	2001.11.26 AD
58	DIRECTIVE 10	2001.11.26 AD
57	DIRECTIVE 9	2001.11.05 AD
56	DIRECTIVE 9	2001.07.09 AD
48	Ennis Power Contribution	2001.07.07 AD
44	ADDITION 38	2001.06.23 AD
43	ADDITION 35	2001.06.23 AD
40	ADDITION 35	2001.06.07 AD
39	ADDITION 35	2001.05.29 AD
38	ADDITION 27	2001.04.13 AD
37	ADDITION 27	2001.04.13 AD
33	ADDITION 24	2001.03.08 AD
29	ADDITION 23	2001.02.01 AD
21	ADDITION 15	2000.11.05 AD
14	ADDITION 06	2000.09.19 AD
12	ADDITION 04	2000.09.19 AD
10	ADDITION 04	2000.09.27 AD
9	ADDITION 04	2000.09.27 AD
8	EMIS - PLANS DÉTACHEMENT EN ZONE DE BÂTIMENT	2000.09.27 AD
7	EMIS - PLANS DÉTACHEMENT EN ZONE DE BÂTIMENT	2000.09.27 AD
6	EMIS - PLANS DÉTACHEMENT EN ZONE DE BÂTIMENT	2000.09.27 AD
5	EMIS COOR MEGANIQUE 1	2001.06.08 AD
4	EMIS COOR MEGANIQUE 2	2001.06.08 AD
2	EMIS COOR ENVELOPPE BÂTIMENT	2001.06.08 AD

NUM	Issue / Revision / Decline	Date A/M/J	Per
-----	----------------------------	------------	-----

icanism, electricité

mécanique protection incendie

Condos Lucien l'Allier
1001 rue Lucien l'Allier

PLAN 3^e ÉTAGE

échelle : 1 : 100	dessiné par : AD	dessin : A-113
date : 2017-08-24	approuvé par : EH	
dessiné : 17-062		

NOTE: TOUTES LES COLONNES EN BÉTON EXPOSÉES DOIVENT ÊTRE SCELLÉES.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
19 septembre 2025
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC H3J 1S6
tél. 514-935-3338 fax: 514-935-3378
info@geigerhuot.com

NOTES GÉNÉRALES:

Ne pas mesurer directement des dessins.
Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.
En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.
Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

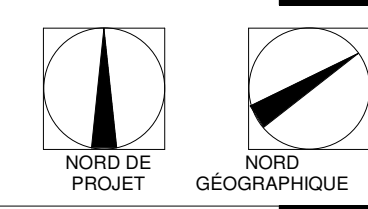


MAGIL
Construction

1655 Rue de Beaumont Ouest
Montréal, QC H4N 1J5

Scéau

Gérant de projet



Client

DESJARDINS
EXPERTS CONSEILS

Société d'ingénierie
Mécanique | Électrique | CIVIL

450-603-1885
514-935-3338
514-935-3378
514-935-3378



120	RE-ÉVALUATION POUR PERMIS	2025.06.02	AD
119	RE-ÉVALUATION POUR PERMIS	2025.04.22	AD
118	COMME CONSTRUIT	2025.01.15	AD
117	DIRECTIVE 65	2025.04.12	AD
116	DIRECTIVE 64	2024.03.08	AD
115	DIRECTIVE 60	2024.02.28	AD
114	DIRECTIVE 60	2024.01.08	AD
113	DIRECTIVE 67	2023.11.28	AD
112	DIRECTIVE 66	2023.10.25	AD
111	DIRECTIVE 69	2023.06.06	AD
110	DIRECTIVE 68	2023.04.27	AD
109	DIRECTIVE 67	2023.04.19	AD
108	DIRECTIVE 66	2023.03.08	AD
107	DIRECTIVE 65	2022.12.12	AD
106	DIRECTIVE 64	2022.10.07	AD
105	DIRECTIVE 63	2022.09.29	AD
104	DIRECTIVE 62	2022.08.23	AD
103	DIRECTIVE 61	2022.05.27	AD
102	DIRECTIVE 60	2020.04.22	AD
101	DIRECTIVE 59	2020.04.12	AD
100	DIRECTIVE 58	2020.03.31	AD
99	DIRECTIVE 57	2020.03.25	AD
98	DIRECTIVE 56	2020.03.21	AD
97	DIRECTIVE 55	2020.03.17	AD
96	DIRECTIVE 54	2020.03.13	AD
95	DIRECTIVE 53	2020.03.09	AD
94	DIRECTIVE 52	2020.03.05	AD
93	DIRECTIVE 51	2020.03.01	AD
92	DIRECTIVE 50	2020.02.27	AD
91	DIRECTIVE 49	2020.02.23	AD
90	DIRECTIVE 48	2020.02.19	AD
89	DIRECTIVE 47	2020.02.15	AD
88	DIRECTIVE 46	2020.02.11	AD
87	DIRECTIVE 45	2020.02.07	AD
86	DIRECTIVE 44	2020.02.03	AD
85	DIRECTIVE 43	2020.01.30	AD
84	DIRECTIVE 42	2020.01.26	AD
83	DIRECTIVE 41	2020.01.22	AD
82	DIRECTIVE 40	2020.01.18	AD
81	DIRECTIVE 39	2020.01.14	AD
80	DIRECTIVE 38	2020.01.10	AD
79	DIRECTIVE 37	2020.01.06	AD
78	DIRECTIVE 36	2020.01.02	AD
77	DIRECTIVE 35	2020.01.01	AD
76	DIRECTIVE 34	2020.01.01	AD
75	DIRECTIVE 33	2020.01.01	AD
74	DIRECTIVE 32	2020.01.01	AD
73	DIRECTIVE 31	2020.01.01	AD
72	DIRECTIVE 30	2020.01.01	AD
71	DIRECTIVE 29	2020.01.01	AD
70	DIRECTIVE 28	2020.01.01	AD
69	DIRECTIVE 27	2020.01.01	AD
68	DIRECTIVE 26	2020.01.01	AD
67	DIRECTIVE 25	2020.01.01	AD
66	DIRECTIVE 24	2020.01.01	AD
65	DIRECTIVE 23	2020.01.01	AD
64	DIRECTIVE 22	2020.01.01	AD
63	DIRECTIVE 21	2020.01.01	AD
62	DIRECTIVE 20	2020.01.01	AD
61	DIRECTIVE 19	2020.01.01	AD
60	DIRECTIVE 18	2020.01.01	AD
59	DIRECTIVE 17	2020.01.01	AD
58	DIRECTIVE 16	2020.01.01	AD
57	DIRECTIVE 15	2020.01.01	AD
56	DIRECTIVE 14	2020.01.01	AD
55	DIRECTIVE 13	2020.01.01	AD
54	DIRECTIVE 12	2020.01.01	AD
53	DIRECTIVE 11	2020.01.01	AD
52	DIRECTIVE 10	2020.01.01	AD
51	DIRECTIVE 9	2020.01.01	AD
50	DIRECTIVE 8	2020.01.01	AD
49	DIRECTIVE 7	2020.01.01	AD
48	DIRECTIVE 6	2020.01.01	AD
47	DIRECTIVE 5	2020.01.01	AD
46	DIRECTIVE 4	2020.01.01	AD
45	DIRECTIVE 3	2020.01.01	AD
44	DIRECTIVE 2	2020.01.01	AD
43	DIRECTIVE 1	2020.01.01	AD

NUM | Date | Révision | Directive | Date AMJ | Tm

Revision

Structure

Mécanique-Électrique

Mécanique protection incendie

Condos Lucien l'Allier
1001 rue Lucien l'Allier
Ville-Marie, Montréal (QC)

Projet

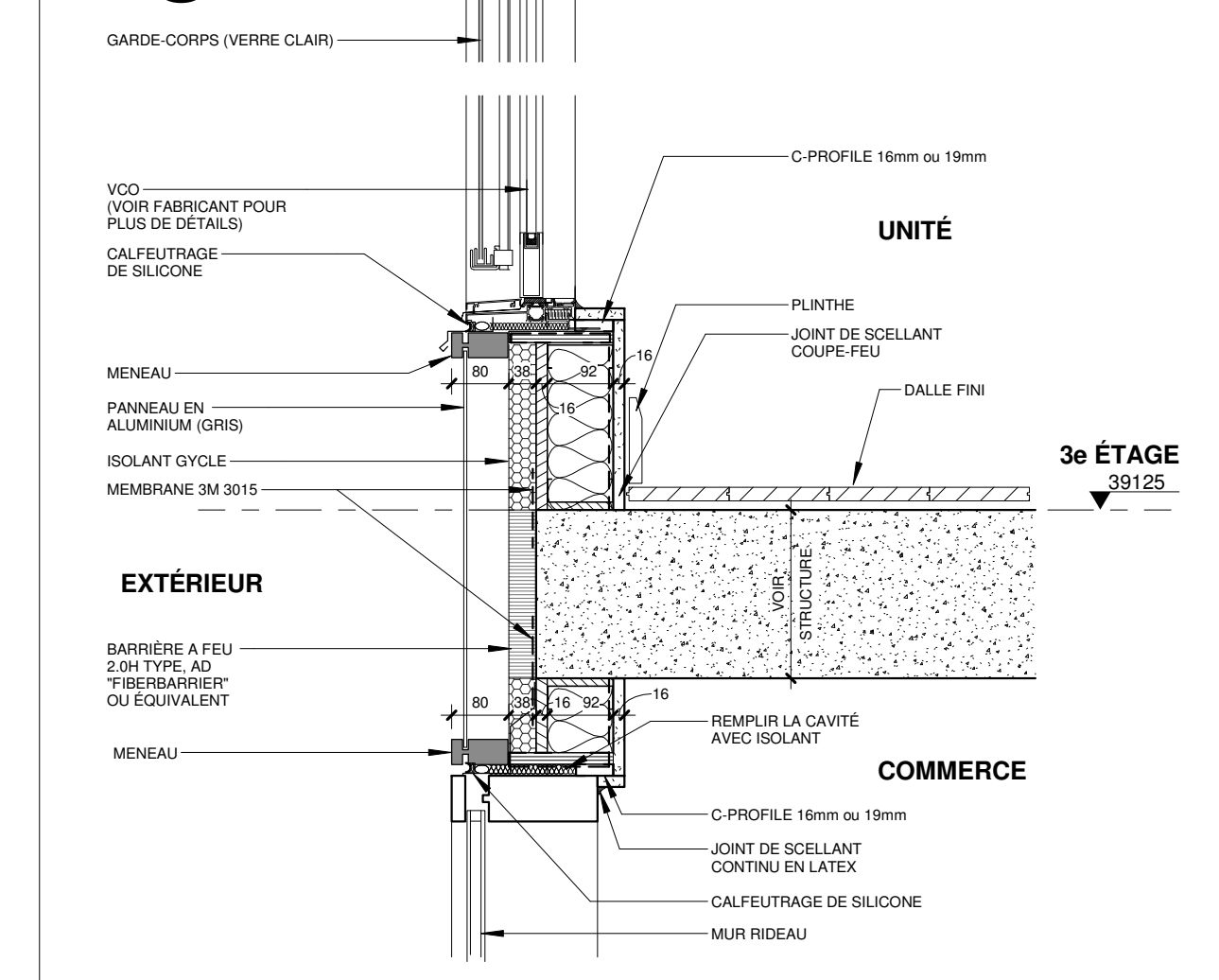
Titre du dessin :

PLAN 46e ÉTAGE

échelle : As
indicated
dessiné par : AD
date : 2017-08-24
approuvé par : EH
dessiné : 17-082
A-138a

2025-08-20 16:00 AM

16/53



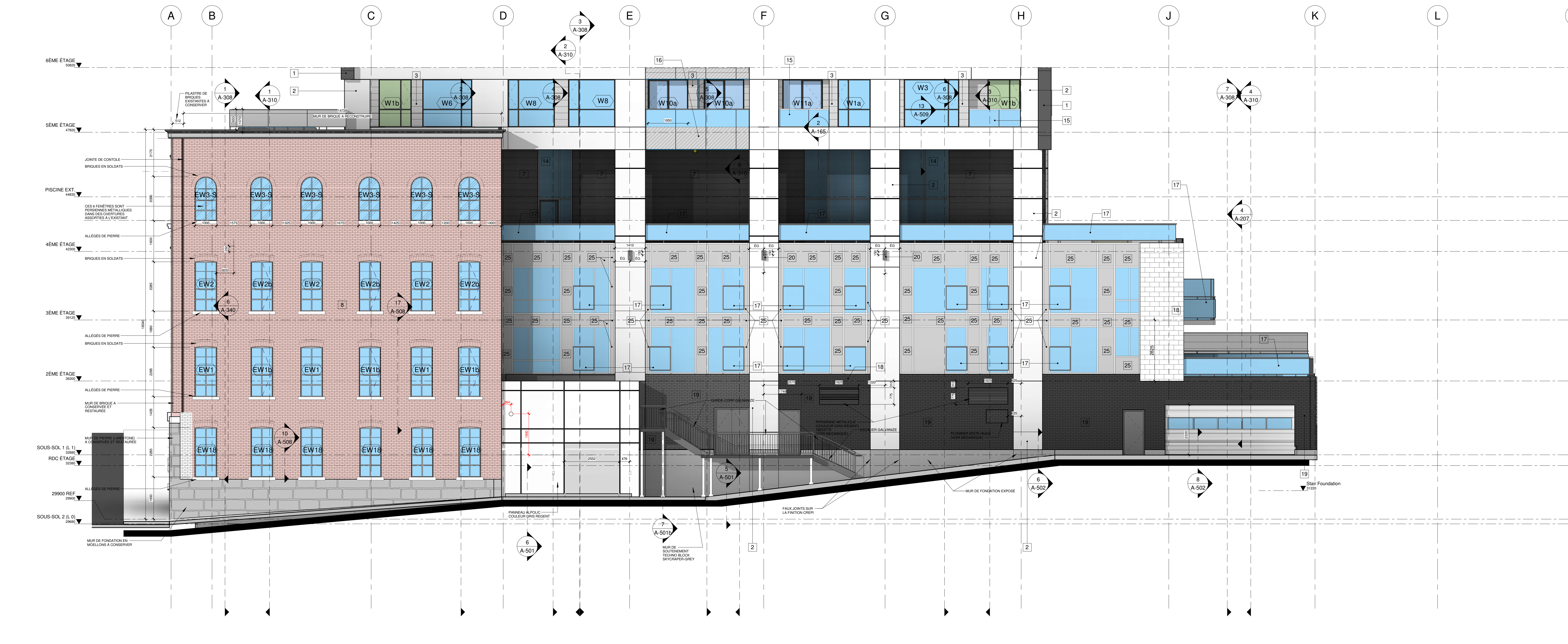
MUR DE FENÊTRE TIPIQUE À LA JONCTION DU MUR-RIDEAU

Échelle: 1 : 10
Ref.: A-113



ÉLEVATION NORD - FAÇADE EXISTANTE

Échelle: 1 : 75
Ref.: A-204



ÉLEVATION SUD - FAÇADE EXISTANTE

Échelle: 1 : 75
Ref.: A-204

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 janvier 2026
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

STRATÉGIE DE CONSERVATION
DES FAÇADES

- Bâtiment existant:
- Éléments de la façade en pierre et briques par états métalliques en occupation du domaine public.
 - Dénaturation de l'intérieur du bâtiment:
 - Structure combustible
 - Ensemble des planchers et du cloisonnement intérieur
 - Ensemble de la façade arrière.
 - Fondation en sous-œuvre
 - Corréctifs en béton
 - Parois en béton projeté
 - Coulage des nouveaux planchers et de la structure de béton.
 - Recréation d'un volume intérieur en maçonnerie de brique, mêlé aux nouveaux planchers.
 - Nettoyage et réajustement de la façade existante et remplacement à l'identique des pierres endommagées.
 - Restauration et remplacement des éléments endommagés et des matériaux en ardoise.
 - Solage de culture autour des toitures existantes.
 - Restauration à l'original des éléments de bois, corniches, fascias, soffites.
 - Remplacement à l'original des fenêtres, portes et marches en pierre selon devis historique.
 - Accès par l'extérieur et l'intérieur.
 - Dépose de l'ébénisterie.

LIÈGE GRAPHIQUE DES FINIS
MUR RIDEAU 4"

- THERMO
- PANNEAU MÉTALLIQUE 2 GRIS PÂLE
- BRIQUE
- BLOC
- PANNEAU BÉTON

LIÈGE GRAPHIQUE DES FINIS
VERRE GARDE-CORPS

- VERRE CLAIR
- VERRE AVEC SÉRIGRAPHIE GRIS CLAIR POUR SIMULER UNE BANDE DE BÉTON

LIÈGE DES FINIS

- PANNEAU DE BÉTON PREFABRIQUÉ COULEUR GRIS FONCÉ 280mm
- PANNEAU DE BÉTON PREFABRIQUÉ COULEUR GRIS CLAIR
- PANNEAU MÉTALLIQUE VIOVIST ALU/NOIR NOIR 50968 (C2) UNIFORMEMENT DANS LES ALCOVES DES FAÇADES EST ET OUEST DU SEME AU 4ÈME ÉTAGE
- PANNEAU MÉTALLIQUE VIOVIST ALU/NOIR COULEUR GRIS PRÉSENT, UNIFORMEMENT DANS LES ALCOVES DES FAÇADES EST ET OUEST DU SEME AU 4ÈME ÉTAGE
- BRIQUE BELDEN MODULAR COULEUR GREYWOOD GRAY VEL
- PANNEAU TYPAN COULEUR GRIS CLAIR
- PANNEAUX VIOVIST COLORES, VOIR PAGE A-212
- BRIQUE COULEUR ROUGE OU SIMILAIRE À LA BRIQUE DE LA FAÇADE EXISTANTE
- PANNEAU MÉTALLIQUE PANFAB GRIS PÂLE - JUPITER
- DALLE DE BÉTON EXPOSÉE
- FENÊTRES CADRAGE EN ALUMINIUM EXTERIEUR COULEUR NOIR NOIR INTERIEUR COULEUR PEINT NOIR THERMOS
- FENÊTRES CADRAGE EN ALUMINIUM EXTERIEUR COULEUR ANOXYDÉ CLAIR INTERIEUR COULEUR ANOXYDÉ CLAIR OU LUMINAIRES EN ALUMINIUM THERMOS ET/OU PANNEAU MÉTALLIQUE
- MUR RIDEAU CADRAGE EN ALUMINIUM EXTERIEUR COULEUR PEINT NOIR EXTERIEUR COULEUR PEINT NOIR VERRE CLAIR
- GARDE-CORPS EN VERRE CLAIR TREMPÉ STRUCTURE EN ALUMINIUM PEINT NOIR, DE TYPE RAMPART OU ÉQUIV.
- GARDE-CORPS EN VERRE CLAIR TREMPÉ AVEC SÉRIGRAPHIE BLANCHE ALCOVÉ AVEC LE PANNEAU PRÉCÉDENT STRUCTURE EN ALUMINIUM PEINT NOIR, DE TYPE RAMPART OU ÉQUIV.
- BLOC DAY & CAMPBELL ANTIQUE COULEUR CAMEO WHITE #200
- BRIQUE BELDEN MODULAR COULEUR TITANIUM GRAY VEL
- LUMINAIRE EXTERIEUR DIMENSIONNÉS À ÊTRE CONFIRMÉES PAR FABRICANT
- PANNEAU MÉTALLIQUE GRIS PÂLE AVEC PANNEAU SOLÉ
- PANNEAU SPANDREL VERRE, GRIS PÂLE OPAQUE

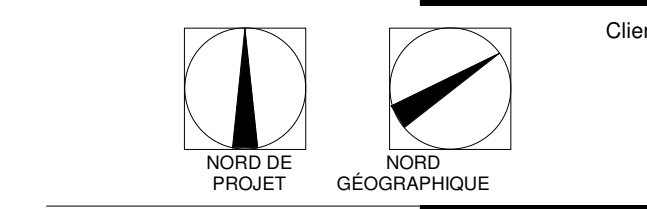
NOTE: PRÉSERVER LES OUVERTURES EXISTANTES SUR LES BÂTIMENTS EXISTANTS SAUF AL VIVE CONTRAIRET

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC H3J 1S9
514-514-3338 514-514-3338
info@geigerhunt.com

NOTES GÉNÉRALES:
Ne pas mesurer directement des dessins.
Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.
En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.
Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.



Gérant de projet



Société d'ingénierie
Mécanique | Électrique | CIVIL



2	POUR CCJ	2025.11.19 (HP)
1	PERMIS DE TRANSFORMATION	2025.10.06 (HP)
NOM	NOM / Révision / Direction	Date AMJ / (P)
Revision		

Structure

Mécanique - Électrique

Mécanique protection incendie

Condos Lucien l'Allier
1001 rue Lucien l'Allier
Ville-Marie, Montréal (QC)

Titre du dessin :

ÉLEVATIONS
BASILAIRES CÔTÉ N/S
AGRANDI

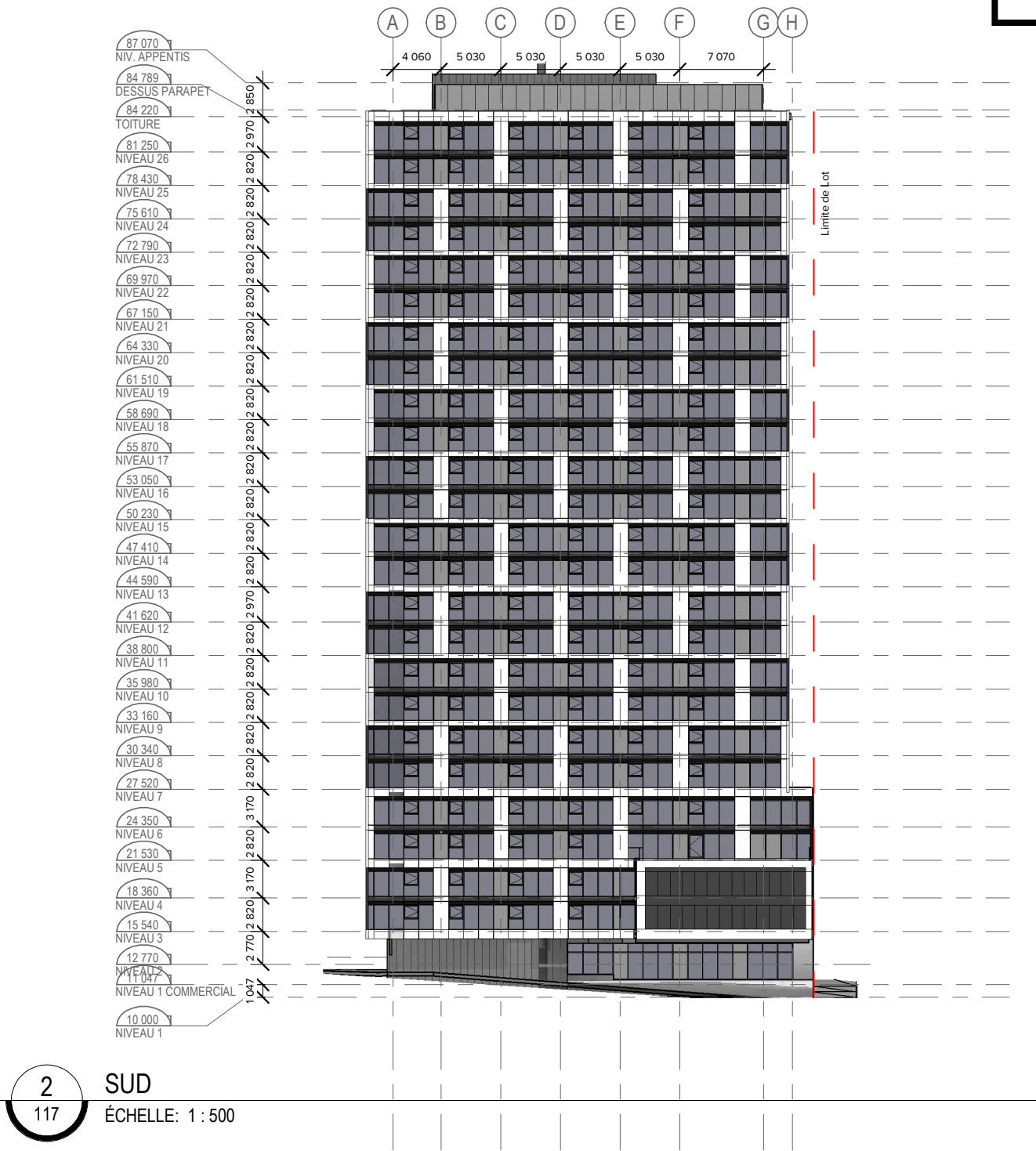
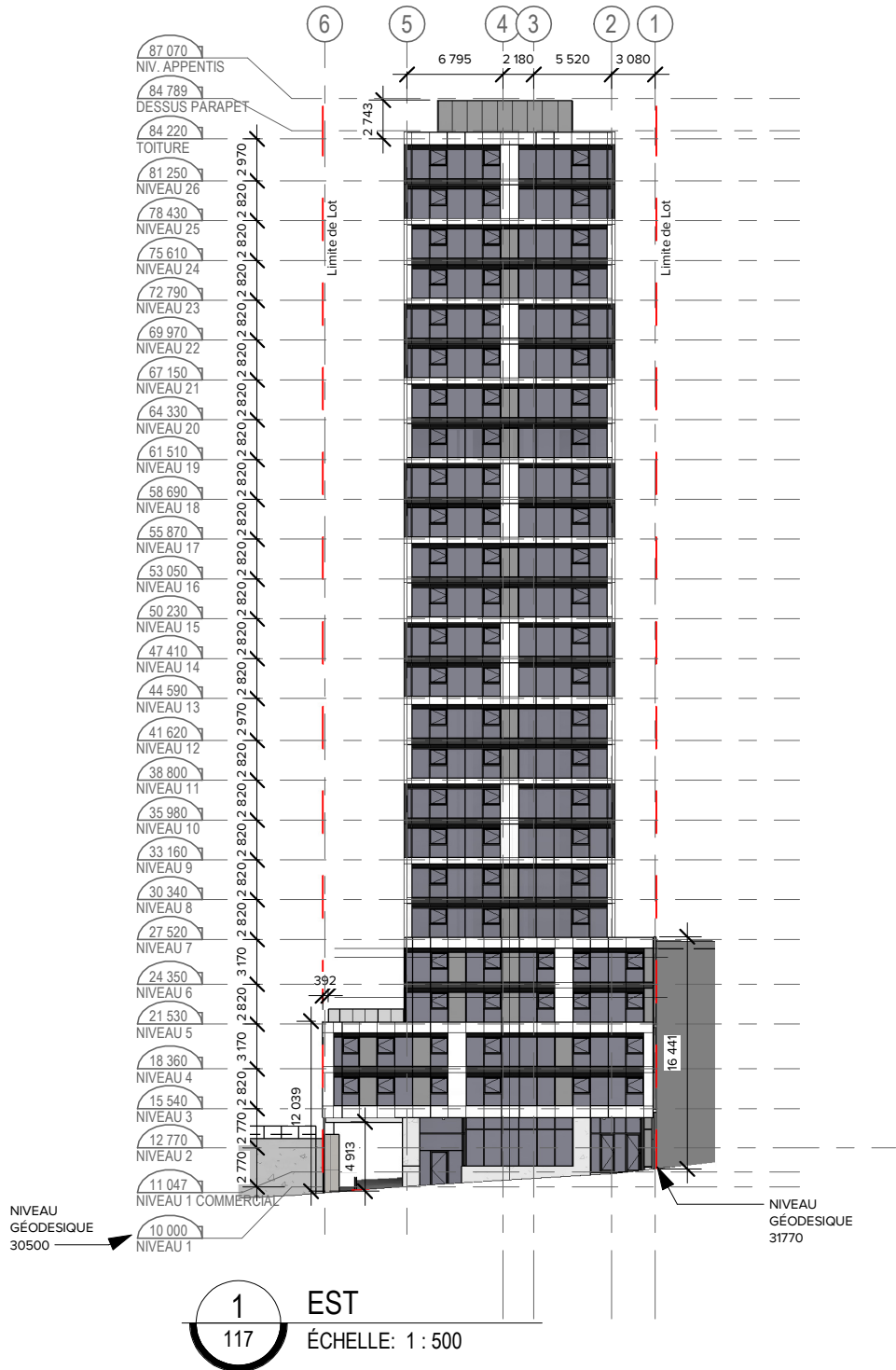
échelle :	As indicated	dessiné par :	AD	dessin :	
date :	2017-08-24	approuvé par :	EH		
dessin :	17-082				

2025-11-19 10:27 PM
D:\projets\2025\1001 rue Lucien l'Allier - Condos Lucien l'Allier - 424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC H3J 1S9

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

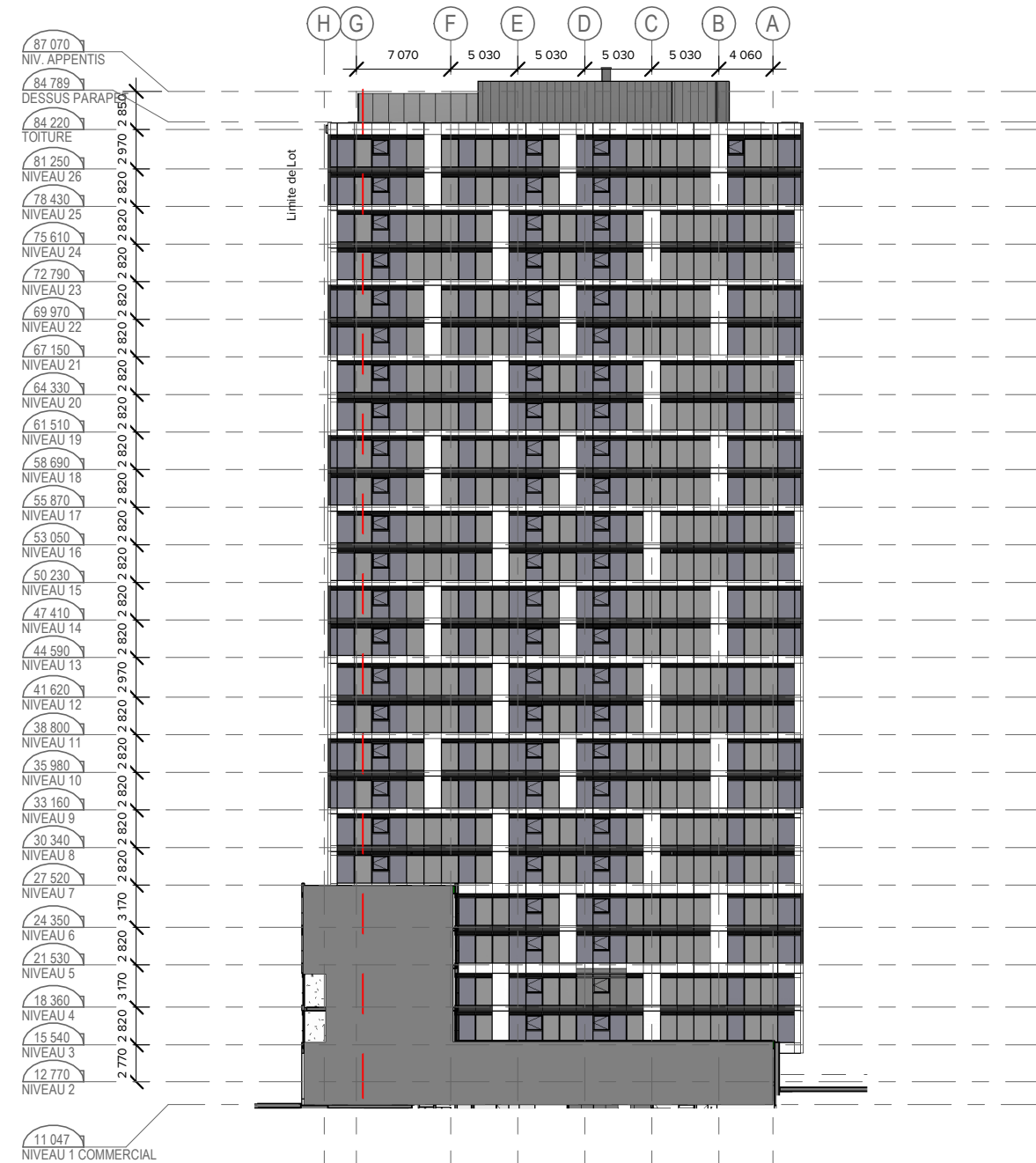


<div>ACDF ARCHITECTURE</div> <div>Montréal 6250, rue Hutchison, suite 201 QC H2V 4C5 T : 514 456-1151 F : 514 288-0418</div> <div>St-Hyacinthe 1690, rue Girouard Ouest QC J2S 2Z7 T : 450 778-1151 F : 450 778-1594</div>		<div>LE GEORGE PHASE 2 DE LA MONTAGNE 1000 DE LA MONTAGNE Élevations EST Et SUD</div>		<div>NUMÉRO :</div> <div>ÉCHELLE : 1 : 500 DATE D'IMPRESSION : 07/04/23 NUMÉRO DE PROJET : 24-1828 DESSINÉ PAR : Auteur VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur</div>	
				FORMAT : 17 X 11	

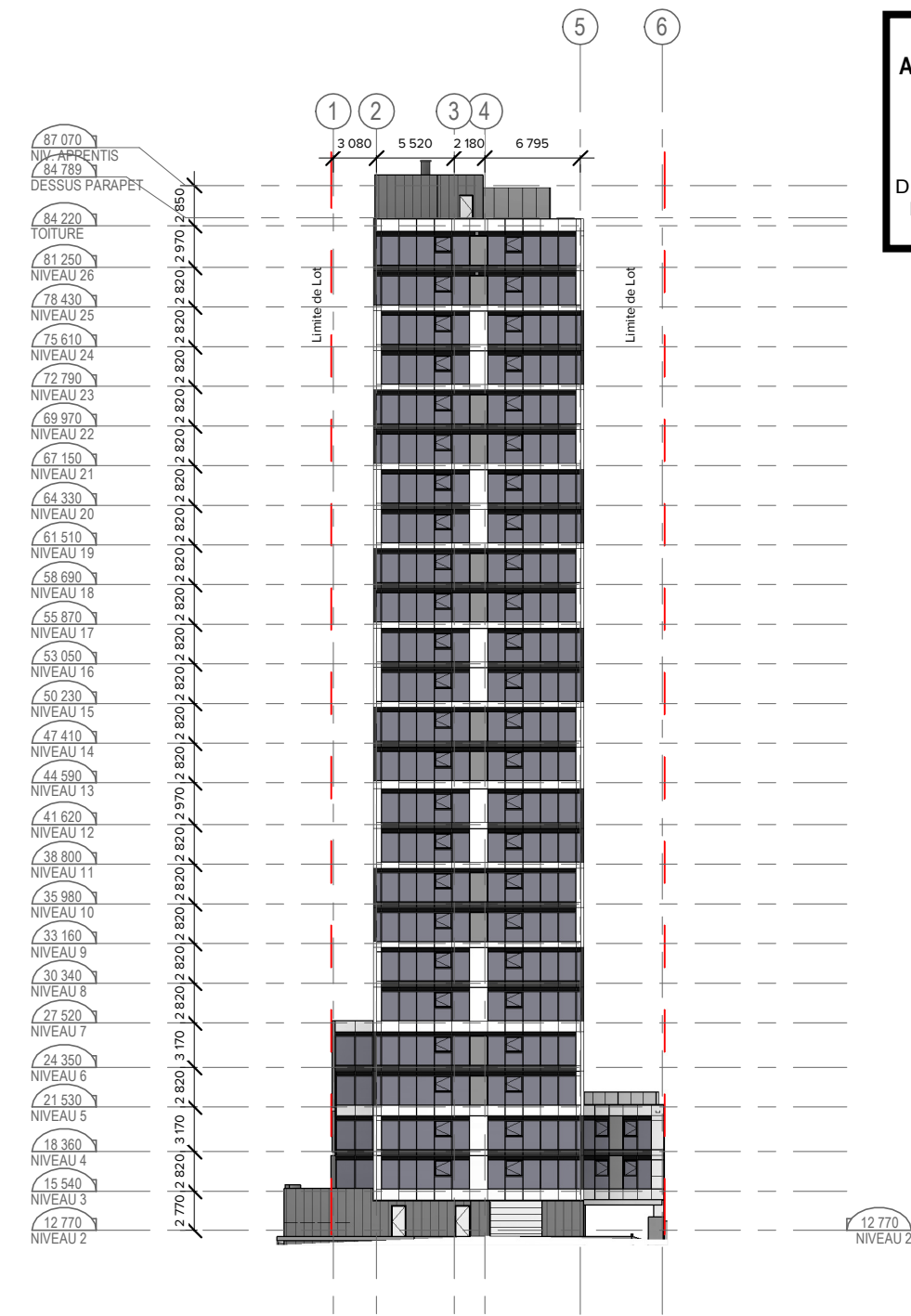
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



1
118
NORD
ÉCHELLE: 1 : 500



2
118
OUEST
ÉCHELLE: 1 : 500

ACDF
ARCHITECTURE

Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418

St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

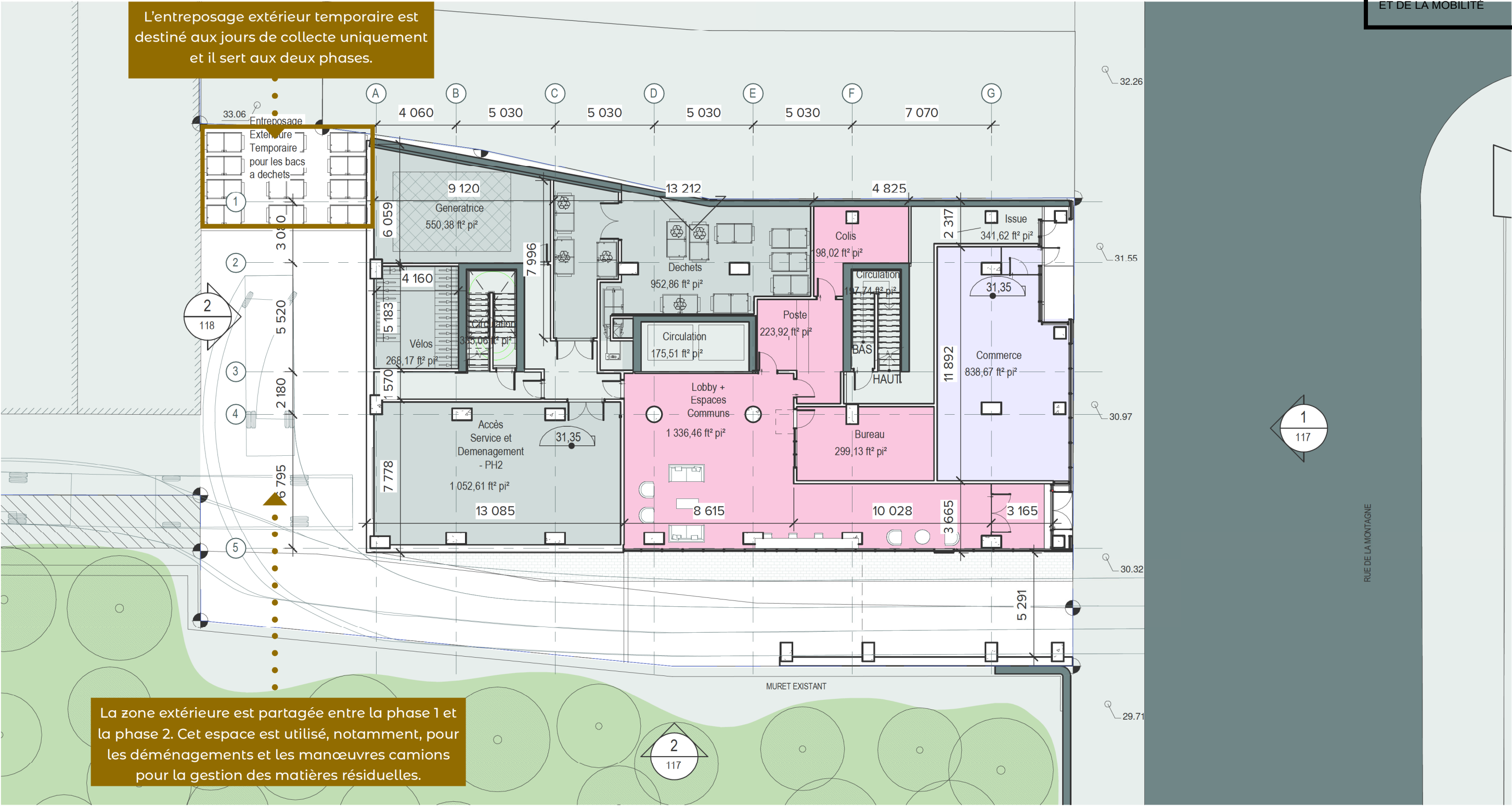
LE GEORGE PHASE 2
DE LA MONTAGNE
1000 DE LA MONTAGNE
Élevations OUEST et NORD

NUMÉRO :

ÉCHELLE : 1 : 500
DATE D'IMPRESSION : 07/04/23
NUMÉRO DE PROJET : 24-1828
DESSINÉ PAR : Auteur
VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur

Plan du niveau 1

Phase 2



Source: ACDF Architecture

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 30 septembre 2025

Résolution: CA25 240444

Adopter une résolution autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) (projet Le George) - Projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Vicki Grondin

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder, pour les immeubles situés sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation ((L.Q.2024, ch. 2), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment aux articles 43, 179, 183, du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la densité maximale, à l'implantation d'un usage spécifique à un niveau supérieur au rez-de-chaussée et à un usage résidentiel au même niveau qu'un usage commercial;
 - b) déroger aux plans numérotés 16 à 32, réalisés par Geiger et Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 30 janvier 2018 annexés à la résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA18 240118);
 - c) transformer, ériger, aménager et occuper un complexe immobilier sur le site visé, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 3 à 8 réalisés par Geiger Huot Architectes et aux plans numérotés 1, 2 et 9 à 12 réalisés par ACDF Architecture, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 19 septembre 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) Assurer le respect des paramètres suivants :
 - i) seule une partie de bâtiment composée, pour sa partie résidentielle, uniquement de logements sociaux ou abordables, tels que définis à l'article 1 du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), peut occuper l'emplacement identifié " Le George phase 2" à la page 1 de ces plans;

- ii) au moins 80 % de la superficie résidentielle autorisée par la présente résolution doit viser la réalisation de logement social ou de logement abordable, ou être réalisée dans le cadre d'un programme d'un gouvernement, de la Ville ou d'un de leurs mandataires qui prévoit un engagement visant l'abordabilité des logements pour au moins 20 ans;
 - iii) la densité doit être égale ou inférieure à un indice de superficie de plancher de 16;
 - iv) l'implantation et la volumétrie de la partie de bâtiment identifiée "Le George phase 2" doivent être substantiellement conformes à celles montrées aux pages 1, 2, 9, 10 et 11 de ces plans;
 - v) l'occupation des niveaux de la partie de bâtiment identifiée "phase 1" doit être substantiellement conforme à celle montrée aux pages 2 à 6 de ces plans;
 - vi) un logement ne peut pas être aménagé aux emplacements identifiés "espace commercial" sur le plan du niveau 2 de la phase 1, à la page 4 de ces plans, et "commerce" sur le plan du niveau 1 de la phase 2 à la page 12 de ces plans;
 - vii) un local situé au niveau 2 de la partie de bâtiment identifiée "phase 1", adjacent à une façade faisant face au passage piétonnier doit comporter au moins deux accès directs à la cour latérale;
 - viii) la composition des façades doit être substantiellement conforme à celle montrée aux pages 7 et 8 de ces plans;
- b) fournir, lors du dépôt des demandes de certificat d'autorisation de démolition et de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation, un plan d'aménagement paysager de la toiture végétalisée du niveau 2 de la phase 1 et de la cour située dans la marge latérale de la phase 1;
- 3) D'assujettir la délivrance d'un permis de transformation ou de construction relatif au présent projet au dépôt préalable d'une lettre de garantie monétaire.

La lettre de garantie, au montant de 1 560 000, 00\$, visant à assurer le respect des conditions du projet de modification et d'agrandissement, doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux visés par la présente autorisation soient complétés conformément aux permis émis.

Advenant que les travaux complétés ne soient pas conformes aux permis émis, le conseil d'arrondissement pourra exécuter la garantie monétaire à son entière discrétion, soit :

- a) d'exécuter les travaux et imputer le produit de la garantie monétaire au paiement des coûts des travaux. Dans la mesure où le coût des travaux dépasse le montant de la garantie monétaire, en recouvrer la différence du propriétaire;
 - b) de conserver la garantie monétaire à titre de pénalité.
- 4) D'assortir cette autorisation de la condition de soumettre une demande de permis de construction ou de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères applicables et afin de contribuer à la qualité du domaine public, d'améliorer le paysage urbain et de limiter l'impact des bâtiments sur les effets d'îlot de chaleur, le projet doit respecter les critères suivants :
- a) l'emplacement et l'aménagement de la dalle de propreté minimisent les nuisances pour les logements adjacents;
 - b) la toiture végétalisée prévue au niveau 2 de la phase 1 privilégie un aménagement qui nécessite peu d'entretien;
 - c) l'aménagement de la cour située dans la marge latérale de la phase 1 doit favoriser l'animation du passage piétonnier projeté et faciliter son utilisation comme café-terrasse par l'espace commercial situé au niveau 2;
 - d) le traitement de l'entrée commerciale située rue Lucien-L'Allier, identifiée à la page 7 de ces plans, ainsi que l'affichage, doivent favoriser la visibilité de l'accès;

- 5) De fixer la prise d'effet de cette autorisation au dépôt d'une demande de permis de transformation ou de construction complète et conforme visant la réalisation du projet visé par la présente autorisation;
- 6) De fixer un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente autorisation pour débiter les travaux visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.
- 7) De donner le mandat à la secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie de mener l'assemblée publique de consultation en arrondissement.

Adoptée à l'unanimité.

40.18
pph 3
1257400008

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2025



Dossier # : 1257400008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) (projet Le George)

1. D'accorder, pour les immeubles situés sur le lot 6 251 933 , conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation ((L.Q.2024, ch. 2), l'autorisation de :

a. déroger notamment aux articles 43, 179, 183, du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la densité maximale, à l'implantation d'un usage spécifique à un niveau supérieur au rez-de-chaussée et à un usage résidentiel au même niveau qu'un usage commercial ;

b. déroger aux plans numérotés 16 à 32, réalisés par Geiger et Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 30 janvier 2018 annexés à la résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA18 240118);

c. transformer, ériger, aménager et occuper un complexe immobilier sur le site visé, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 3 à 8 réalisés par Geiger Huot Architectes et aux plans numérotés 1, 2 et 9 à 12 réalisés par ACDF Architecture, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 19 septembre 2025 ;

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a. Assurer le respect des paramètres suivants :

i. seule une partie de bâtiment composée, pour sa partie résidentielle, uniquement de logements sociaux ou abordables, tels que définis à l'article 1 du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), peut occuper l'emplacement identifié " Le George phase 2" à la page 1 de ces plans ;

ii. au moins 80 % de la superficie résidentielle autorisée par la présente résolution doit viser la réalisation de logement social ou de logement abordable, ou être réalisée dans le cadre d'un programme d'un gouvernement, de la Ville ou d'un de leurs mandataires qui prévoit un engagement visant l'abordabilité des logements pour au moins 20 ans ;

iii. la densité doit être égale ou inférieure à un indice de superficie de plancher de 16 ;

iv. l'implantation et la volumétrie de la partie de bâtiment identifiée "Le George phase 2" doivent être substantiellement conformes à celles montrées aux pages 1, 2, 9, 10 et 11 de ces plans ;

v. L'occupation des niveaux de la partie de bâtiment identifiée "phase 1" doit être substantiellement conforme à celle montrée aux pages 2 à 6 de ces plans ;

vi. Un logement ne peut pas être aménagé aux emplacements identifiés " espace commercial " sur le plan du niveau 2 de la phase 1, à la page 4 de ces plans, et "commerce" sur le plan du niveau 1 de la phase 2 à la page 12 de ces plans ;

vii. Un local situé au niveau 2 de la partie de bâtiment identifiée "phase 1", adjacent à une façade faisant face au passage piétonnier doit comporter au moins deux accès directs à la cour latérale ;

viii. La composition des façades doit être substantiellement conforme à celle montrée aux pages 7 et 8 de ces plans ;

b. fournir, lors du dépôt des demandes de certificat d'autorisation de démolition et de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation, un plan d'aménagement paysager de la toiture végétalisée du niveau 2 de la phase 1 et de la cour située dans la marge latérale de la phase 1 ;

3. D'assujettir la délivrance d'un permis de transformation ou de construction relatif au présent projet au dépôt préalable d'une lettre de garantie monétaire.

La lettre de garantie, au montant de 1 560 000, 00\$, visant à assurer le respect des conditions du projet de modification et d'agrandissement, doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux visés par la présente autorisation soient complétés conformément aux permis émis.

Advenant que les travaux complétés ne soient pas conformes aux permis émis, le conseil d'arrondissement pourra exécuter la garantie monétaire à son entière discrétion, soit :

a. d'exécuter les travaux et imputer le produit de la garantie monétaire au paiement des coûts des travaux. Dans la mesure où le coût des travaux dépasse le montant de la garantie monétaire, en recouvrer la différence du propriétaire ;

b. de conserver la garantie monétaire à titre de pénalité.

4. D'assortir cette autorisation de la condition de soumettre une demande de permis de construction ou de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères applicables et afin de contribuer à la qualité du domaine public, d'améliorer le paysage urbain et de limiter l'impact des bâtiments sur les effets d'îlot de chaleur, le projet doit respecter les critères suivants :

- a. L'emplacement et l'aménagement de la dalle de propreté minimisent les nuisances pour les logements adjacents ;
- b. La toiture végétalisée prévue au niveau 2 de la phase 1 privilégie un aménagement qui nécessite peu d'entretien ;
- c. L'aménagement de la cour située dans la marge latérale de la phase 1 doit favoriser l'animation du passage piétonnier projeté et faciliter son utilisation comme café-terrasse par l'espace commercial situé au niveau 2 ;
- d. Le traitement de l'entrée commerciale située rue Lucien-L'Allier, identifiée à la page 7 de ces plans, ainsi que l'affichage, doivent favoriser la visibilité de l'accès;

5. De fixer la prise d'effet de cette autorisation au dépôt d'une demande de permis de transformation ou de construction complète et conforme visant la réalisation du projet visé par la présente autorisation ;

6. De fixer un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente autorisation pour débiter les travaux visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

7. De donner le mandat à la secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie de mener l'assemblée publique de consultation en arrondissement.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-09-23 10:26

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1257400008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) (projet Le George)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation a été déposée afin de permettre la modification d'un projet résidentiel pour le bâtiment situé au 1001, rue Lucien-L'Allier (anciennement 975, rue Lucien-L'Allier), sur le lot 6 251 933 (projet Le George).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240118 - 13 mars 2018 - Adopter une résolution modifiant l'autorisation de développer un projet immobilier à usages mixtes au 975, rue Lucien-L'Allier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble;
CA16 240043 – 9 février 2016 – Adopter une résolution autorisant de déroger au Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258, modifié) et au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de permettre un développement immobilier mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble;

CA03 240070 – 4 février 2003 – Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) une résolution autorisant la Cité du commerce électronique à exploiter commercialement son stationnement souterrain et à devancer la démolition partielle de l'édifice situé au 1024, rue Lucien-L'Allier;

Règlement 01-313 – 21 décembre 2001 – Règlement modifiant le Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier (00-258);

Règlement 00-258 - 13 décembre 2000 - Règlement autorisant la démolition de bâtiments ainsi que la construction et l'occupation d'un ensemble d'édifices à bureaux sur un

emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues de la Montagne, Saint-Antoine et Lucien-L'Allier.

DESCRIPTION

Site

Le site visé est compris dans l'îlot délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Lucien-L'Allier, de la Montagne et Saint-Antoine. Le terrain adjacent au sud accueille l'édicule de la station de métro Lucien-L'Allier.

Sur la rue Lucien-L'Allier, une tour de 45 étages (143 mètres) et 725 logements surmontant l'édifice Blachford, a été érigée à la suite de l'adoption d'une résolution de PPCMOI en 2018. Toutefois, le bâtiment devait s'étendre jusqu'à la rue de la Montagne avec un volume de trois étages et sous-sol pour usage commercial et stationnement souterrain tandis que seul le volume en surhauteur faisant front sur la rue Lucien-L'Allier a été construit, laissant la partie de terrain donnant sur de la Montagne vacante. Cette absence de volume entraîne plusieurs dérogations au règlement d'urbanisme, soit le non-respect de:

- a) la hauteur minimale sur la rue de la Montagne;
- b) l'obligation d'usage commercial d'un local au rez-de-chaussée, adjacent à cette rue;
- c) l'alignement de la façade à cette rue;
- d) pourcentage minimal d'ouvertures requises au rez-de-chaussée face à cette rue.

Par ailleurs, des demandes en injonction interlocutoire et introductive d'instance ont permis de faire arrêter le chantier en 2023 pour des travaux réalisés sans permis et qui dérogeaient à la réglementation d'urbanisme, notamment à la densité maximale. Les modifications que le promoteur devait réaliser dans le cadre d'un permis de transformation délivré en 2024 qui visait à corriger les dérogations n'ont pas été faites. À la suite du jugement de la cour supérieure, un deuxième arrêt de chantier est en cours en 2025. La présente demande en vertu du PL31 vise à permettre la reprise du chantier.

Présentement, les éléments suivants n'ont pas été construits tels que prévu dans les plans :

- le volume de 3 étages prévu en front de la rue de la Montagne n'a pas été construit;
- Le stationnement a été aménagé uniquement sous la tour érigée, tandis que les plans prévoyaient qu'il s'étendait jusqu'à la rue de la Montagne;
- L'entrée commerciale prévue au niveau 1 sur la rue Lucien-L'Allier a été aménagée en issue de secours résidentielle ;
- Les niveaux 2 et 3 devaient accueillir un espace commercial et sa mezzanine technique, en bordure du passage piétonnier prévu dans le PPU des Gares. La mezzanine et été agrandie afin de faire un étage complet et des logements (28 à chaque niveau) ont plutôt été aménagés;
- Le niveau 46 devait être une mezzanine pour des espaces communs, mais un étage complet fut construit avec 3 logements, en plus des espaces communs;
- La terrasse sur le toit n'a pas été aménagée;
- L'élévation latérale nord devait au niveau 2 et sa mezzanine être constitué d'une vitrine commerciale avec entrée dédiée au commerce prévu tandis que des fenêtres portes patio et balcons desservant des logements ont été aménagés.

Projet

La demande vise à autoriser des modifications au projet en cours de construction qui entraînent des dérogations au Règlement d'urbanisme (densité maximale, usages) et aux plans de la résolution de PPCMOI adoptée en 2018.

Phase 1

La tour construite comprend 725 logements. Le projet vise la modification du niveau 2 avec l'aménagement d'un local commercial de 470 m² à l'interface avec le futur passage piétonnier (façade nord) et de 18 logements sur le reste du niveau. Le plancher commercial a une entrée au niveau 2 par la rue Lucien-L'Allier, aménagée dans l'issue de secours résidentielle actuelle, et un accès donnant dans la cour latérale où sera aménagé un café-terrasse.

Le projet vise aussi à autoriser les logements aménagés aux niveaux 3 et 46, ainsi que les plans modifiés des niveaux souterrains.

La matérialité proposée pour la façade du basilaire adjacente au passage piétonnier comprend du verre clair pour la façade commerciale (niveau 2) et du verre transparent et des balcons en Juliette pour les ouvertures et des panneaux tympan, pour le niveau résidentiel (niveau 3).

Phase 2

Le volume sur la rue de la Montagne (phase 2) accueille environ 227 logements et un espace commercial de 75 m² au rez-de-chaussée adjacent à la rue. Il est prévu que la totalité des logements de la phase 2 soit visée par un engagement d'au moins 20 ans dans un programme de logement abordable. Il est relié à la phase 1 par un lien piétonnier au sous-sol.

La tour atteint 25 étages (54 m). Elle s'inscrit en retrait de 2 m par rapport à un basilaire d'une hauteur de 11 à 16 m. En plus de comporter un commerce et l'entrée résidentielle, le basilaire comprend à l'extrémité sud une porte cochère d'une hauteur de 4,5 m et une largeur de 5,7 m. Celle-ci donne accès à l'entrée du stationnement située dans la phase 1, à la dalle de propreté située entre les deux phases et au quai de chargement de la phase 2. La tour a un linéaire de façade de 14,7 m et une superficie de plancher d'environ 500 m². La tour se situe à une distance de 18,9 m de la tour de la phase 1 et à 19 m de la tour du Solstice, propriété située au nord sur la rue de la Montagne.

La matérialité proposée comprend des panneaux de verre transparent légèrement fumés, des panneaux de verre tympan réfléchissant ou en métal et une trame orthogonale composée de panneaux d'aluminium de deux teintes contrastées, blanc-gris et anthracite.

Cadre réglementaire

Le site est situé dans une zone de mixité de moyenne intensité (M.7C). Le taux d'implantation maximal autorisé est de 100 %. L'unité de paysage est Centre-ville. Au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, le seuil minimal de densité dans ce secteur est fixé à 150 logements / hectare. Au PUM, une intensification élevée est prescrite pour ce site et un seuil de densité de 400 logements / hectare.

Le projet déroge au Règlement d'urbanisme (01-282) :

- Densité maximale : le COS maximal autorisé est de 12, tandis que le COS du projet est de 15,89.
- Usages (art.179 et 183 du Règlement) : un usage commercial spécifique ne peut être aménagé au-dessus du rez-de-chaussée ou au même niveau qu'un logement, or au niveau 2 de la phase 1, un local commercial se retrouve au même niveau que des logements. De plus, un café-terrasse sur un toit rattaché au local commercial est prévu au niveau 2, tandis que ces derniers ne sont pas autorisés dans un secteur M.7.

Le projet déroge aux plans annexés à la résolution de PPCMOI CA18 240118 :

- Usages et aménagement des niveaux de la tour sur Lucien-L'Allier (phase1) : niveaux du sous-sol jusqu'au niveau 3, niveau 46 et aménagement du toit;
- Volume sur de la Montagne (phase 2) : le projet prévoyait la construction d'un volume de 4 étages sur la rue de la Montagne, relié à la tour par deux niveaux souterrains de stationnement et un niveau de plancher commercial, or le volume proposé comporte 25 étages et il est relié au stationnement de la phase 1 par un passage piétonnier au sous-sol.

Une autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (PL31) est encadrée par les dispositions de l'article précité :

- Tout projet d'habitation d'au moins trois logements à Montréal est admissible;
- Le projet doit se conformer au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, mais peut déroger à la réglementation d'urbanisme et au Plan d'urbanisme ;
- Le projet peut comprendre la démolition d'immeuble, sauf s'il comprend un logement ou s'il est dans un site cité.

La Ville de Montréal s'est dotée de balises pour orienter l'application de ce pouvoir. Les balises ne sont pas contraignantes, mais orientent la décision:

- Le projet doit préférentiellement être conforme au Règlement pour une métropole mixte (RMM), au Règlement sur les frais de parc (17-055) et au Règlement sur la construction (11-018);
- Le projet doit préférentiellement être conforme au PUM;
- La contribution pour le logement social en vertu du RMM doit se faire préférentiellement par la construction d'un projet clé en main ou par la cession d'un terrain;
- Pour un projet qui déroge au Plan d'urbanisme, une contribution pour le logement abordable est exigée.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux dispositions de l'article 93 du PL31, de même qu'aux balises de la Ville de Montréal. La Loi précise que la résolution par laquelle le conseil municipal accorde l'autorisation prévoit toute condition qui doit être respectée aux fins de la réalisation du projet.

Selon le Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM), le site est visé par une intensification élevée, donc aucune densité maximale n'est fixée. L'ajout de logements, notamment abordables, dans ce secteur du centre-ville, à proximité des services et du transport en commun s'inscrit dans les objectifs du PUM.

Le maintien d'une interface commerciale adjacente au passage piétonnier prévu au nord est prioritaire pour assurer une animation de ce futur passage et lui conférer un caractère public.

Le gabarit et l'emplacement de la tour de la phase 2 lui permettent de s'insérer dans le milieu densément bâti. Le basilaire s'inscrit dans le gabarit et l'alignement des basilaires de la rue de la Montagne. Le traitement architectural de la tour la distingue des tours avoisinantes. Enfin, la porte cochère permet de gérer les déchets sur le site et de donner accès au stationnement.

Considérations :

- la proposition répond adéquatement aux conditions et balises de l'article 93 du PL31 ;
- la volumétrie proposée pour la phase 2 s'intègre bien dans le milieu environnant ;
- le projet intègre un immeuble de logements abordables ;
- l'interface commerciale est préservée en bordure du passage piétonnier projeté et depuis la rue Lucien-L'Allier;

Lors de sa séance du 11 septembre 2025, le CCU a émis un avis favorable avec des conditions. Celles-ci sont intégrées au projet de résolution.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTREAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis annonçant une assemblée publique sur le projet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption par le conseil d'arrondissement d'un premier projet de résolution : 30 septembre 2025
- Assemblée publique de consultation : novembre ou décembre 2025
- Adoption par le conseil d'arrondissement de la résolution : décembre 2025 ou février 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Clotilde TARDITI, Service de l'habitation

Lecture :

Clotilde TARDITI, 23 septembre 2025
Caroline LÉPINE, 23 septembre 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement - cheffe d'équipe

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2025-09-18

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-09-23

Dossier # : 1257400008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) (projet Le George)



PV_2025-09-11_ART93_3003552299.pdf Grille d'analyse Montréal 2030_Lucien-L'Allier.pdf



25-09-22_annexe_plans.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement - cheffe d'équipe

Tél : 514 872-3844



Télécop. :

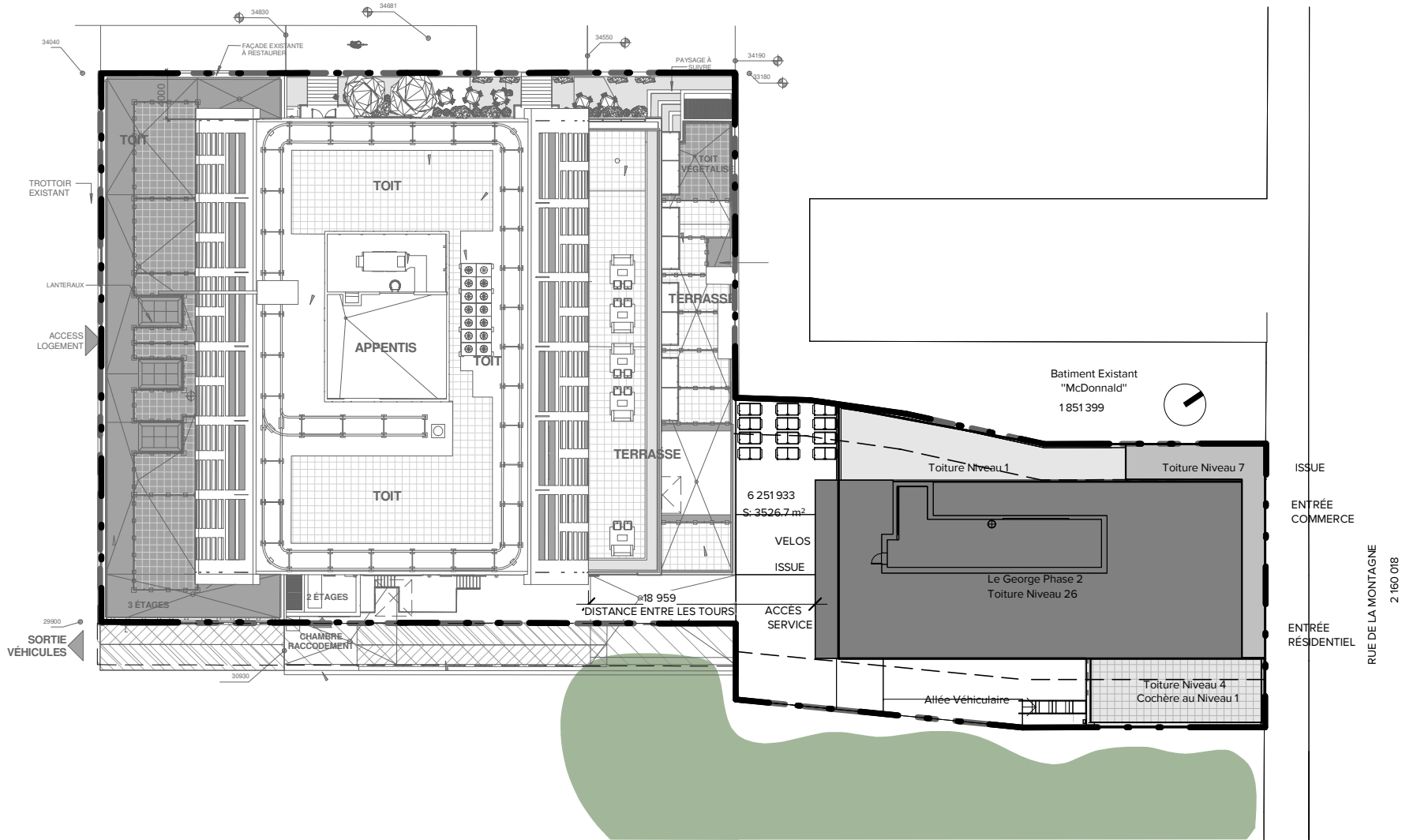
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 septembre 2025
3003552299
4.1.1

Objet :	ARTICLE 93 DE LA LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'HABITATION
Endroit :	1001, rue Lucien-L'Allier
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	<p>La demande concerne le site compris dans l'îlot délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Lucien-L'Allier, de la Montagne et Saint-Antoine. Le terrain adjacent au sud accueille l'édicule de la station de métro Lucien-L'Allier.</p> <p>Sur la rue Lucien-L'Allier, une tour de 46 étages (143 mètres) et 725 logements surmontant l'édifice Blachford, ont été érigés à la suite de l'adoption d'une résolution de PPCMOI en 2018. Le projet a cependant eu une série de non-conformités en cours de construction.</p> <p>Présentement, les éléments suivants n'ont pas été construits tels que prévu dans les plans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le stationnement a été aménagé uniquement sous la tour érigée, tandis que les plans prévoyaient qu'il s'étendait jusqu'à la rue De la Montagne; • l'entrée commerciale prévue au niveau 1 sur la rue Lucien-L'allier a été aménagée en issue de secours résidentielle ; Les niveaux 2 et 3 devaient accueillir un espace commercial et sa mezzanine technique, en bordure du passage piétonnier prévu dans le PPU des Gares. Des logements (28 à chaque niveau) ont plutôt été aménagés; • le niveau 46 devait accueillir des espaces communs, mais 3 logements y ont été aménagés; • la terrasse sur le toit n'a pas été aménagée; • le volume de 3 étages prévu en front de la rue De la Montagne n'a pas été construit. Ces aménagements rendent le projet

	<p>dérogatoire à la densité maximale prévue dans le Règlement d'urbanisme.</p> <p>Plusieurs de ces aménagements rendent le projet dérogatoire à la densité maximale prévue dans le Règlement d'urbanisme.</p> <p>La demande vise à autoriser des modifications au projet résidentiel en construction qui entraînent des dérogations au Règlement d'urbanisme (densité maximale, usages) et aux plans de la résolution de PPCMOI adoptée en 2018.</p> <p><u>Phase 1</u></p> <p>Le projet vise la modification du niveau 2 avec l'aménagement d'un local commercial à l'interface avec la servitude de passage (façade nord) et des logements sur le reste du niveau. Il vise aussi la régularisation des logements aménagés aux niveaux 3 et 46. Le projet comprend deux options pour le plancher commercial du niveau 2:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Option A : une superficie de 250 m² dont l'entrée est située dans la marge latérale (futur passage piétonnier), avec une terrasse sur le toit du niveau inférieur d'une superficie d'environ 35 m² et une terrasse dans la cour latérale. Un agrandissement d'un niveau jusqu'à la ligne de lot accueillerait un escalier ainsi qu'un monte-personne. En attendant la réalisation du passage, une servitude de passage doit être négociée par le promoteur avec le propriétaire du terrain adjacent pour l'accès depuis la rue. • Option B : une superficie de 404 m² avec une entrée au niveau inférieur par la rue Lucien-L'allier, aménagée dans l'issue de secours résidentielle actuelle. À cela s'ajoute une terrasse sur le toit du niveau inférieur d'une superficie d'environ 35 m² et une terrasse dans la cour latérale similaire à l'option A). <p>La matérialité proposée pour la façade du basilaire adjacente au passage piétonnier comprend du verre clair pour la façade commerciale (niveau 2) et du verre transparent et des balcons en Juliette pour les ouvertures et des panneaux tympan, pour le niveau résidentiel (niveau 3).</p> <p><u>Phase 2</u></p> <p>Le volume De la Montagne (phase 2) accueille environ 227 logements et un espace commercial de 75 m² au rez-de-chaussée adjacent à la rue. Il est prévu que la totalité des logements de la phase 2 soit visée par un engagement d'au moins 20 ans dans un programme de logement abordable. Il est relié à la phase 1 par un lien piétonnier au sous-sol.</p>
--	---

	<p>La tour atteint 25 étages (54 m). Elle s'inscrit en retrait de 2 m par rapport à un basilaire d'une hauteur de 11 à 16 m. En plus de comporter un commerce et l'entrée résidentielle, le basilaire comprend à l'extrémité sud une porte cochère d'une hauteur de 4,5 m et une largeur de 5,7 m. La tour a un linéaire de façade de 14,7 m et une superficie de plancher d'environ 500 m². La tour se situe à une distance de 18,9 m de la tour de la phase 1 et à 19 m de la tour du Solstice, rue De la Montagne.</p> <p>La matérialité proposée comprend des panneaux de verre transparent légèrement fumés, des panneaux de verre de tympan réfléchissant ou en métal et une trame orthogonale composée de panneaux d'aluminium de deux teintes contrastées, blanc-gris et anthracite.</p> <p>Le projet déroge au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • densité maximale : le COS maximal autorisé est de 12, tandis que le COS du projet est de 15,89; • usages (art.179, 183 et 392 du Règlement) : un usage commercial spécifique ne peut être aménagé au-dessus du rez-de-chaussée ou au même niveau qu'un logement, or au niveau 2 de la phase 1, un local commercial se retrouve au même niveau que des logements. De plus, un café-terrasse sur un toit rattaché au local commercial est prévu au niveau 2, tandis que ces derniers ne sont pas autorisés dans un secteur M.7. <p>Le projet déroge aux plans annexés à la résolution de PPCMOI CA18 240118 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • usages et aménagement des niveaux de la tour sur Lucien-Lallier : niveaux du sous-sol jusqu'au niveau 3, niveau 46 et aménagement du toit; • volume sur De la Montagne : le projet prévoyait la construction d'un volume de 4 étages sur la rue De la Montagne, relié à la tour par deux niveaux souterrains de stationnement et un niveau de plancher commercial, or il n'y a pas de souterrain prévu et le volume proposé comporte 25 étages.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux conditions et balises de l'article 93 du PL31.
Considérant que :	Le projet prévoit un bâtiment de logements abordables.

Considérant que :	Le plancher commercial prévu au niveau 2 devrait être accessible avant l'aménagement du passage piétonnier le long de la limite latérale et que sa présence sur le passage piétonnier doit être maximisée.
Considérant que :	Le café-terrasse sur le toit est adjacent à une terrasse résidentielle et situé sous un balcon résidentiel et qu'un café-terrasse peut être aménagé dans la cour latérale.
Considérant que :	Le gabarit et le traitement architectural de la tour de la phase 2 permettent une bonne insertion dans le milieu.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aménager l'option B pour le plancher commercial du niveau 2 de la phase 1; • intégrer au minimum deux accès au local commercial depuis la cour latérale, avec un café-terrasse accessible directement, sans passer par la propriété voisine; • aménager un café-terrasse uniquement dans la cour latérale et traiter le toit-terrasse adjacent au local commercial côté est, par exemple, en toiture végétalisée; • retravailler l'aménagement paysager de la cour latérale afin d'assurer le fonctionnement de la terrasse; • proposer une facture commerciale pour la façade nord adjacente au local commercial (niveau 2) et distincte du niveau résidentiel (niveau 3), privilégiant les baies vitrées et un entablement; • encourager la négociation d'une servitude de passage entre le propriétaire et le voisin pour l'accès direct depuis la rue pour faciliter l'accès depuis le passage. <p>Par ailleurs, les membres souhaitent que le demandeur s'assure que l'emplacement prévu pour l'entreposage temporaire des déchets ne cause aucune nuisance pour les logements de la phase 1.</p>	
 Robert Beaudry Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire



ACDF
ARCHITECTURE

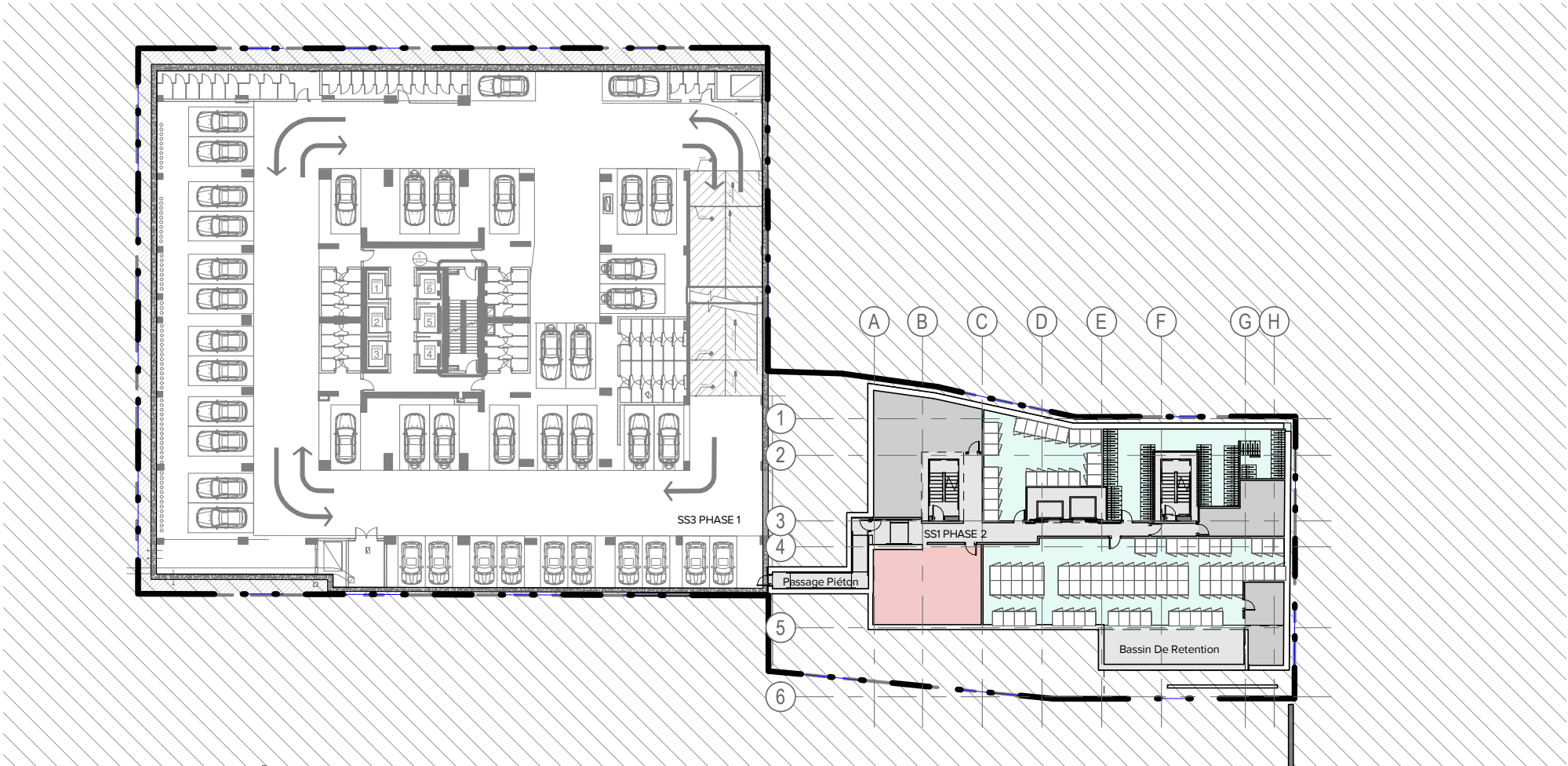
Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418

St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

LE GEORGE PHASE 2
DE LA MONTAGNE
1000 DE LA MONTAGNE
Plan D'implantation 2 phases

NUMÉRO :

ÉCHELLE : 1 : 500
DATE D'IMPRESSION : 07/04/23
NUMÉRO DE PROJET : 24-1828
DESSINÉ PAR : Auteur
VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur



ACDF
ARCHITECTURE

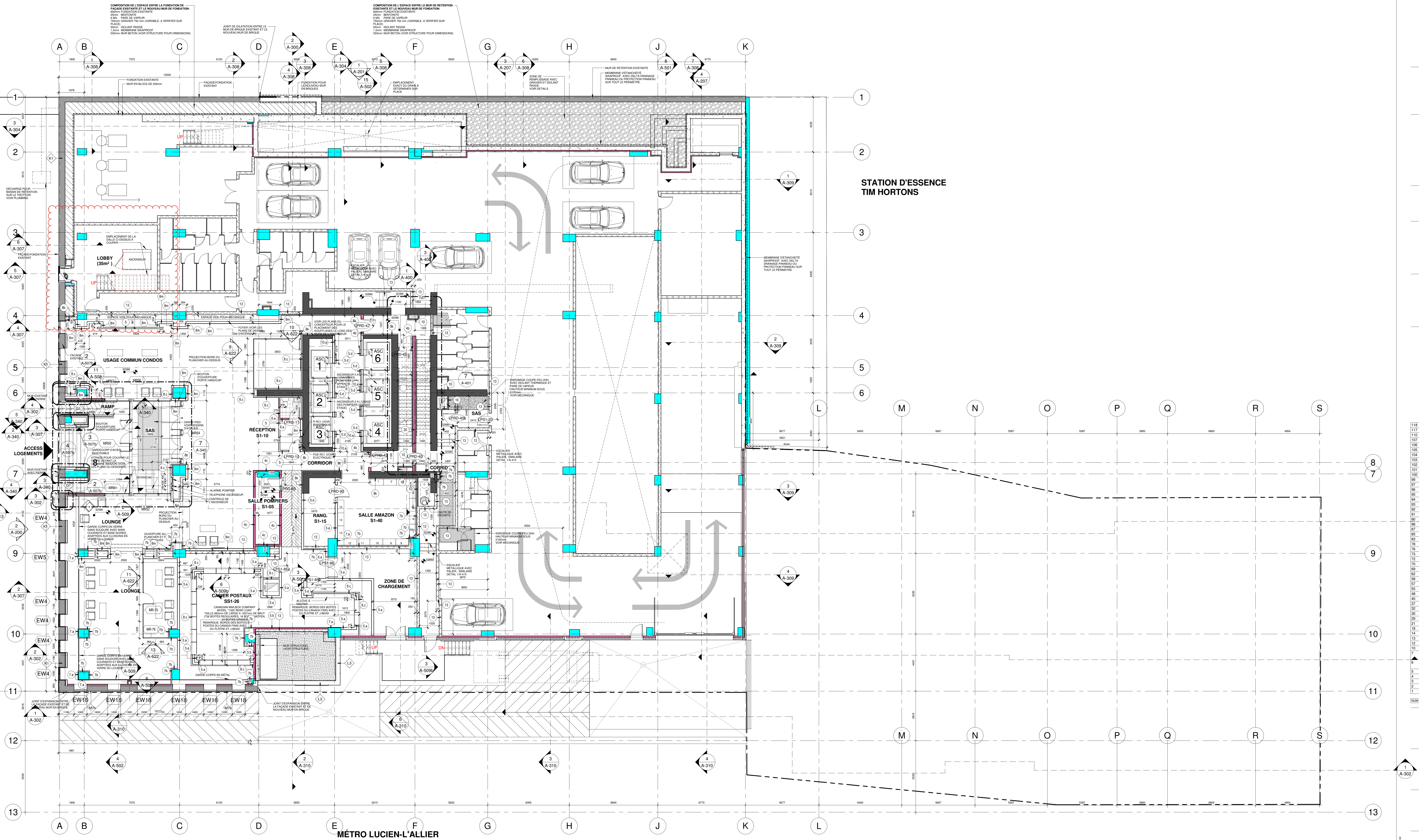
Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418

St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

LE GEORGE PHASE 2
DE LA MONTAGNE
1000 DE LA MONTAGNE
Plan Sous Sol 2 phases

NUMÉRO :

ÉCHELLE : 1 : 500
DATE D'IMPRESSION : 07/04/23
NUMÉRO DE PROJET : 24-1828
DESSINÉ PAR : Auteur
VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur



NOTE: TOUTES LES COLONNES EN BÉTON
EXPOSÉES DOIVENT ÊTRE SCELLEES.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC H3J 1S8
tél. 514-935-3338 fax: 514-935-3378
info@geigerhuot.com

NOTES GÉNÉRALES:
Ne pas mesurer directement des dessins.
Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.
En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.
Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes
Québec
ARCTEC
du Québec

MAGIL
Construction
1655 Rue de Beaumont Ouest
Montréal, QC H4N 1J5

Gérant de projet

DESJARDINS
EXPERTS CONSEILS

Société d'ingénierie
Mécanique | Électrique | CIVIL

450-663-4865
info@desjardins.ca
1000, rue de la Monture
Montréal, QC H4M 1A7

NCK

118	ICOMME CONSTRUIT	2025.01.15	AD
117	DIRECTIVE 88	2024.10.08	AD
116	DIRECTIVE 81	2024.02.02	AD
115	DIRECTIVE 48	2023.12.13	AD
114	DIRECTIVE 57	2023.11.28	AD
113	DIRECTIVE 56	2023.11.09	AD
112	DIRECTIVE 55	2023.10.25	AD
111	DIRECTIVE 54	2023.09.22	AD
110	DIRECTIVE 53	2023.09.12	AD
109	DIRECTIVE 52	2023.08.30	AD
108	DIRECTIVE 51	2023.08.28	AD
107	DIRECTIVE 50	2023.07.14	AD
106	DIRECTIVE 48	2023.04.27	AD
105	DIRECTIVE 47	2023.04.19	AD
104	DIRECTIVE 46	2023.03.23	AD
103	DIRECTIVE 45	2023.03.08	AD
102	DIRECTIVE 44	2023.02.08	AD
101	DIRECTIVE 43	2023.01.20	AD
100	DIRECTIVE 42	2023.01.09	AD
99	DIRECTIVE 41	2022.12.12	AD
98	DIRECTIVE 39	2022.11.07	AD
97	Fut. Ser.	2022.10.07	AD
96	DIRECTIVE 37	2022.09.29	AD
95	DIRECTIVE 36	2022.09.02	AD
94	DIRECTIVE 30	2022.06.18	AD
93	DIRECTIVE 28	2022.05.19	AD
92	DIRECTIVE 25	2022.04.12	AD
91	DIRECTIVE 24	2022.03.31	AD
90	DIRECTIVE 22	2022.03.07	AD
89	DIRECTIVE 21	2022.02.25	AD
88	DIRECTIVE 10	2021.11.23	AD
87	DIRECTIVE 10	2021.10.10	AD
86	DIRECTIVE 10	2021.10.05	AD
85	DIRECTIVE 7	2021.09.20	AD
84	EMIS Pour Construction	2021.07.08	AD
83	ADENDUM 31	2021.06.07	AD
82	ADENDUM 32	2021.05.17	AD
81	ADENDUM 27	2021.04.13	AD
80	ADENDUM 24	2021.03.08	AD
79	ADENDUM 23	2021.03.01	AD
78	ADENDUM 15	2020.10.10	AD
77	ADENDUM 12	2020.08.10	AD
76	ADENDUM 09	2020.05.05	AD
75	ADENDUM 05	2020.05.12	AD
74	ADENDUM 04	2020.04.27	AD
73	EMIS - PLANS D'ÉTAGE MIS À JOUR	2020.03.27	AD
72	EMIS POUR SOUMISSION ENVELOPPE	2020.02.14	AD
71	DE BÂTIMENT		
70	LEGEND	2020.01.21	AD
69	EMIS BUILDING ENVELOPPE	2019.12.03	AD
68	EMIS COOR. MÉCANIQUE	2019.11.08	AD
67	EMIS COOR. ENVELOPPE BÂTIMENT	2019.06.17	AD
66	EMIS COOR. ENVELOPPE BÂTIMENT	2019.06.02	AD
65	EMIS POUR PERMIS	2019.02.26	AD

Revision

NUM	Revis	Revison	Date AMJ	Titre

Structure

Mécanique-Électrique

Mécanique protection incendie

Condos Lucien l'Allier
1001 rue Lucien l'Allier
Ville-Marie, Montréal (QC)

Projet

Titre du dessin :

PLAN RDC et SS1

échelle :	As indicated	dessiné par :	AD	dessin :	
date :	2017-08-24	approuvé par :	EH		
dossier :	17-082				

A-109

2025-09-18 10:24 AM

42/53

RIS-Erns Fur Permits		2005-06-02	
11	OCOME CENTRAL	2005-05-15	AD
115	OCOME CENTRAL	2005-05-15	AD
114	DIRECTIVE 65	2004-04-15	AD
115	DIRECTIVE 65	2004-03-11	AD
114	DIRECTIVE 55	2004-03-15	AD
105	DIRECTIVE 55	2003-12-15	AD
103	DIRECTIVE 55	2003-12-15	AD
102	DIRECTIVE 55	2003-09-19	AD
100	DIRECTIVE 51	2003-08-28	AD
99	DIRECTIVE 14	2003-07-14	AD
97	DIRECTIVE 45	2003-04-27	AD
96	DIRECTIVE 23	2003-03-23	AD
94	DIRECTIVE 45	2003-03-06	AD
93	DIRECTIVE 45	2003-03-06	AD
92	DIRECTIVE 45	2003-03-06	AD
90	DIRECTIVE 41	2002-12-12	AD
89	DIRECTIVE 40	2002-11-25	AD
88	DIRECTIVE 37	2002-10-17	AD
87	Full set	2002-10-07	AD
86	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
85	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
84	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
83	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
82	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
81	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
80	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
79	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
78	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
77	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
76	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
75	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
74	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
73	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
72	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
71	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
70	DIRECTIVE 37	2002-10-07	AD
69	DIRECTIVE 21	2002-05-25	AD
68	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
67	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
66	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
65	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
64	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
63	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
62	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
61	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
60	DIRECTIVE 16	2002-05-25	AD
59	DIRECTIVE 11	2002-01-11	AD
58	DIRECTIVE 11	2002-01-11	AD
57	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
56	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
55	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
54	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
53	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
52	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
51	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
50	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
49	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
48	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
47	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
46	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
45	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
44	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
43	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
42	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
41	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
40	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
39	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
38	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
37	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
36	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
35	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
34	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
33	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
32	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
31	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
30	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
29	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
28	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
27	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
26	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
25	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
24	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD
23	DIRECTIVE 9	2001-10-05	AD

NUM	Issue / Revision / Directive	Date A/M/J	Per

© 2006 The Authors

Structure

Mécanique- Électricité

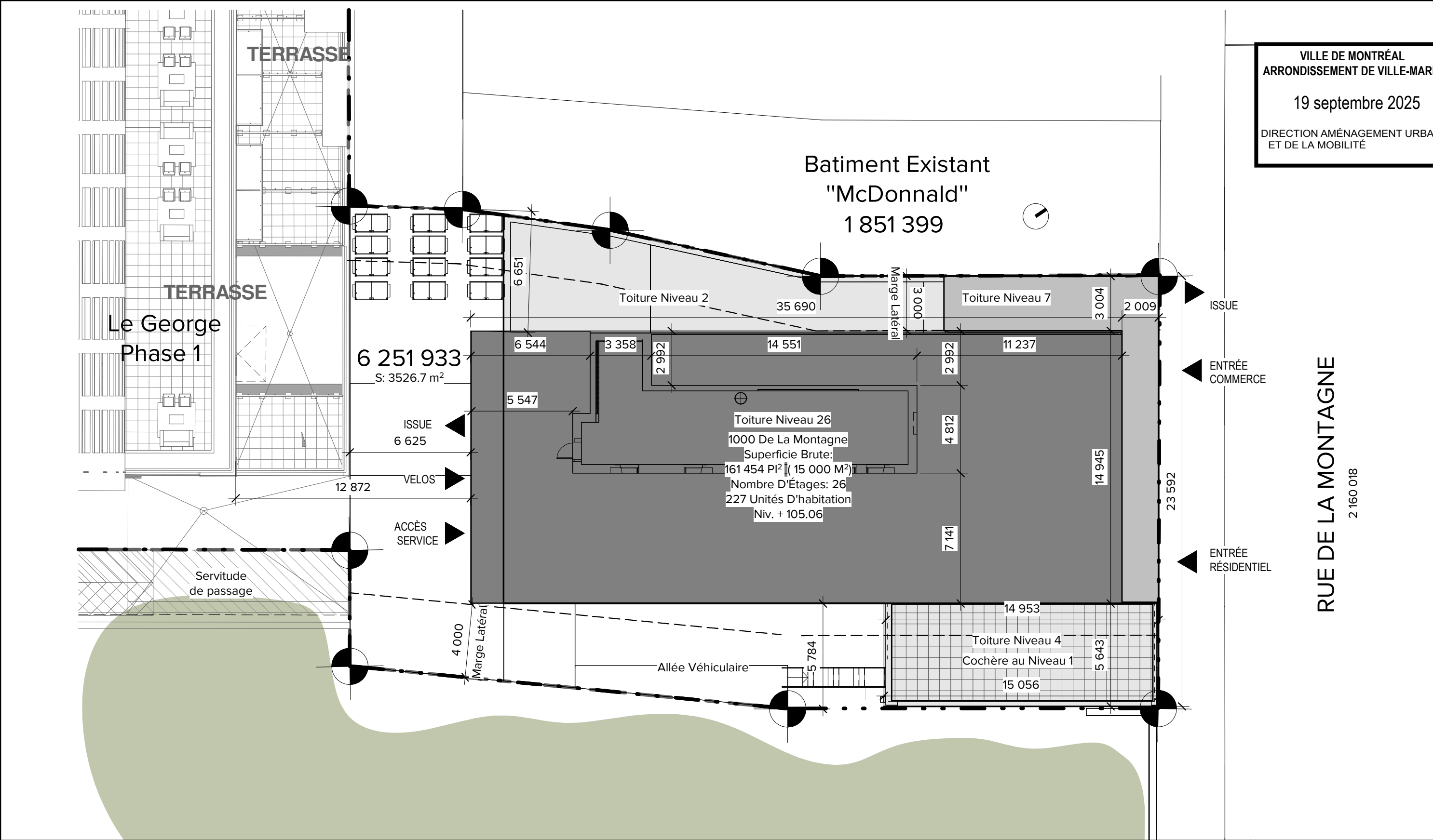
Mécanique protection incendie

Condos Lucien l'Allier
1001 rue Lucien l'Allier
Ville-Marie, Montréal (QC)

Projet

PLAN 2e ÉTAGE -
ESPACE HABITABLE

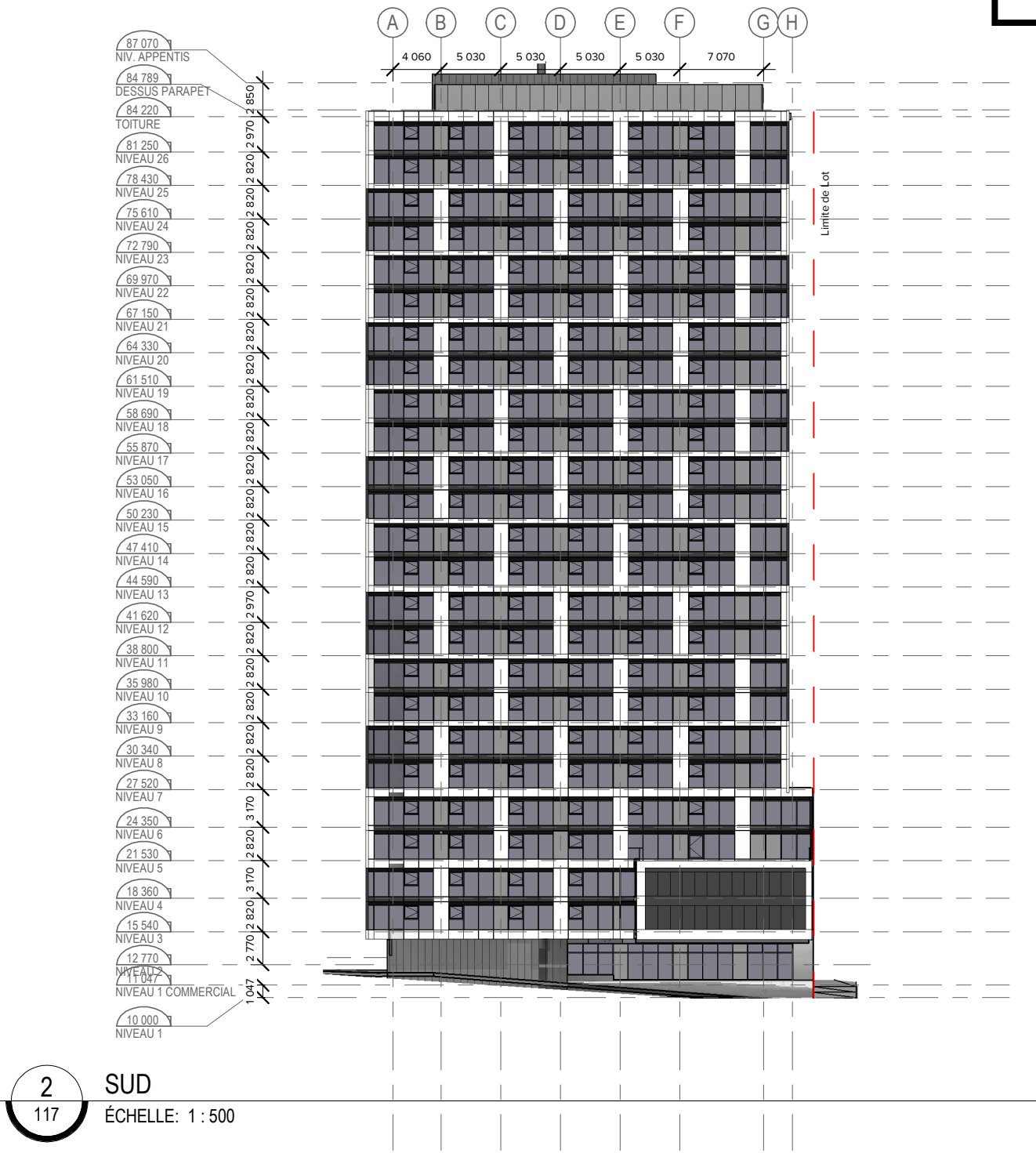
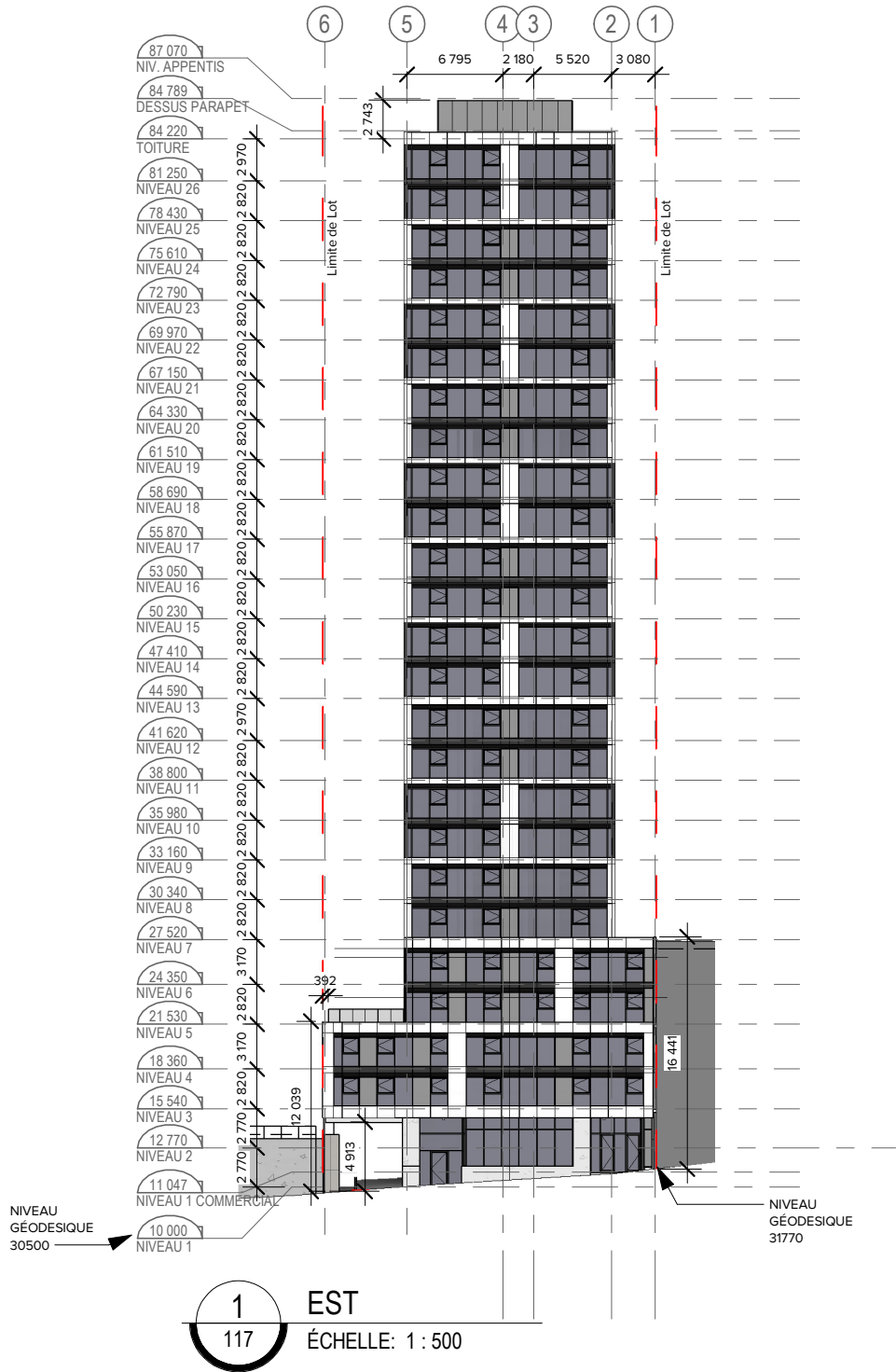
échelle : As indicated	dessiné par : AD	dessin : A-112
date : 2017-08-24	approuvé par : EH	
dossier : 17-052		



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



<div>ACDF</div> <div>Montréal6250, rue Hutchison, suite 201 QC H2V 4C5 T : 514 456-1151 F : 514 288-0418</div> <div>St-Hyacinthe1690, rue Girouard Ouest QC J2S 2Z7 T : 450 778-1151 F : 450 778-1594</div>		<div>LE GEORGE PHASE 2 DE LA MONTAGNE 1000 DE LA MONTAGNE Élevations EST Et SUD</div>		<div>NUMÉRO :</div> <div>ÉCHELLE : 1 : 500 DATE D'IMPRESSION : 07/04/23 NUMÉRO DE PROJET : 24-1828 DESSINÉ PAR : Auteur VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur</div>	
				FORMAT : 17 X 11	

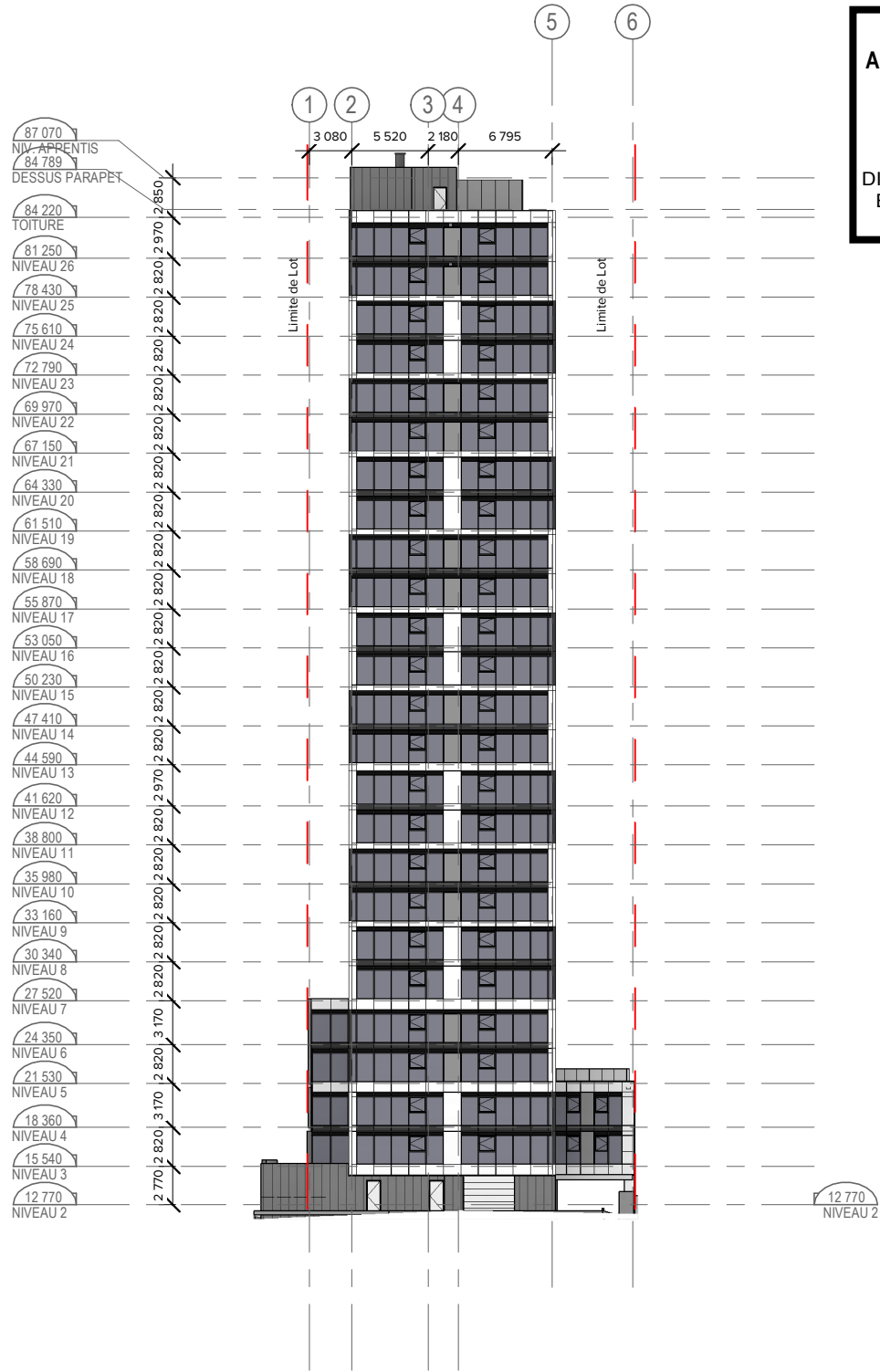
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



1 NORD
118 ÉCHELLE: 1 : 500



2 OUEST
118 ÉCHELLE: 1 : 500

ACDF
ARCHITECTURE

Montréal 6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418

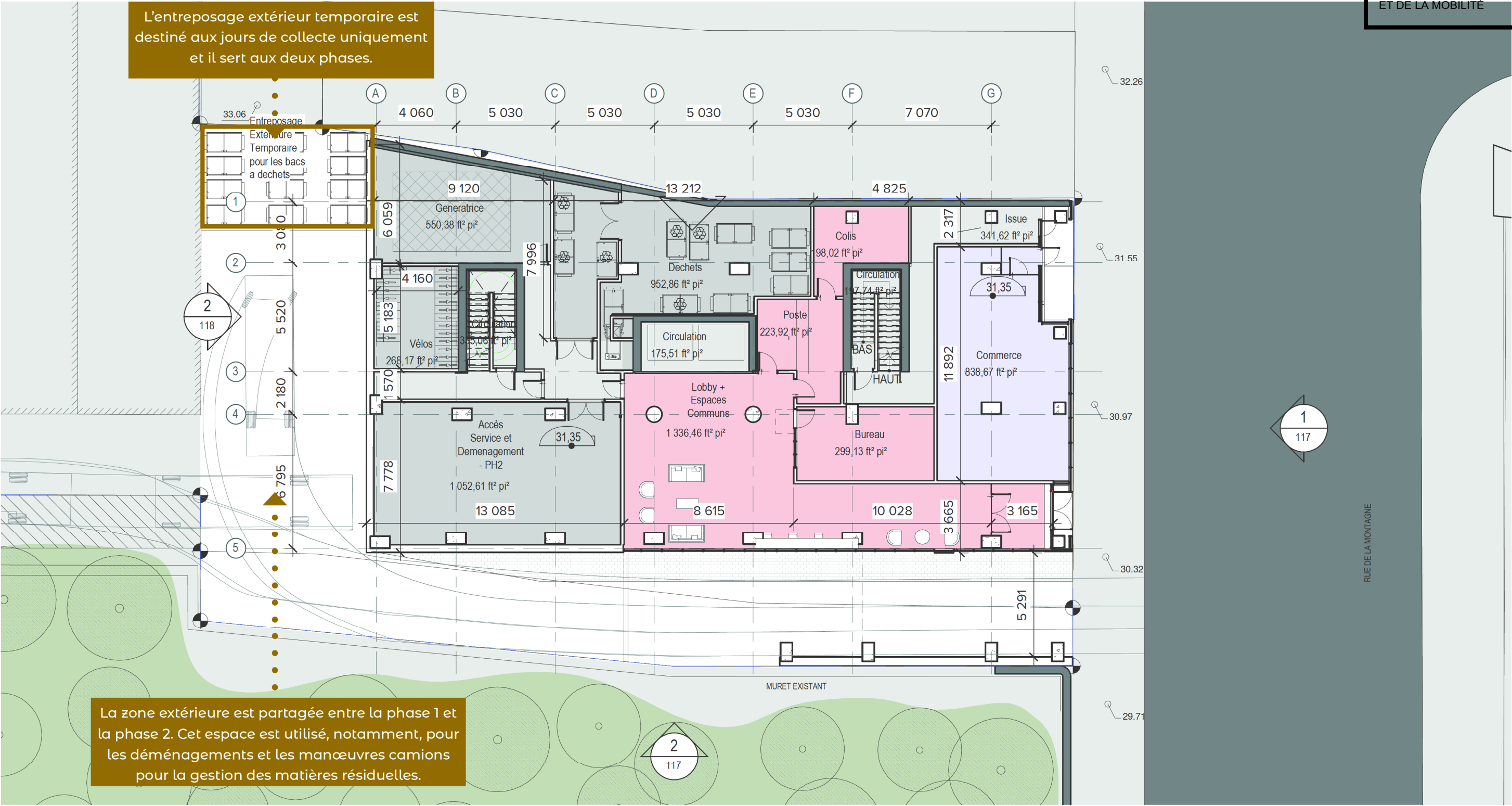
St-Hyacinthe 1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

LE GEORGE PHASE 2
DE LA MONTAGNE
1000 DE LA MONTAGNE
Élevations OUEST et NORD

NUMÉRO :
ÉCHELLE : 1 : 500
DATE D'IMPRESSION : 07/04/23
NUMÉRO DE PROJET : 24-1828
DESSINÉ PAR : Auteur
VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur

Plan du niveau 1

Phase 2



Source: ACDF Architecture

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1257400008

Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, arrondissement de Ville-Marie*

Projet : *Projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d' habitation salubre, adéquate et abordable 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité , et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>Ajout d'un immeuble comprenant des logements abordables au centre-ville. Animation d'un futur passage piétonnier et ajout de commerces.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1254869011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2)

D'adopter le projet de résolution à l'effet:

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2), l'autorisation de:
 - a) Déroger notamment aux articles 10, 43 et 129.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale et maximale, à la densité maximale ainsi qu'à la végétalisation des toits;
 - b) Déroger à la condition de l'autorisation du CEDD de la séance qui s'est tenue le 18 septembre 2024 qui vise les plans réalisés par Chaloub architecte et estampillés par l'arrondissement le 4 juillet 2024 ;
 - c) Ériger, aménager et occuper un bâtiment résidentiel, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 25, 28, 34, 35, 37, 49, 51, 52, 53 et 54 réalisés par Atelier Chaloub architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 novembre 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
 - a) Assurer le respect des paramètres suivants:
 - i) l'implantation doit être substantiellement conforme à celle montrée à la page 35 de ces plans ;
 - ii) la hauteur maximale et la volumétrie des bâtiments doivent être substantiellement conformes à celles montrées aux pages 51 et 52 de ces plans ;
 - iii) les constructions hors toit et les équipements mécaniques doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale (matériaux et volumétrie) ;
 - b) Fournir, avant l'émission du certificat d'autorisation de démolition :
 - i) un devis technique pour la conservation et la restauration exemplaire des façades anciennes ;
 - ii) en plus des documents requis par la réglementation, un devis technique pour le renforcement structural pour l'aménagement de l'escalier d'issue dans le bâtiment à conserver en bordure de la rue

Sainte-Catherine.

c) Que l'ensemble du volet résidentiel du projet soit réalisé dans le cadre d'un programme d'un gouvernement, de la Ville ou d'un de leurs mandataires qui prévoit un engagement visant l'abordabilité des logements pour au moins 20 ans.

d) Fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation ou de construction, une étude de gestion des matières résiduelles intégrée au projet incluant :

- La génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée, en litres, pour les trois types de collectes, soit les matières recyclables, les matières compostables et les ordures ménagères ;
- Le système de gestion des matières résiduelles utilisée pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble ;
- Une description de l'entreposage intérieur et extérieur ;
- La localisation et la taille du point de collecte ;

e) Soumettre une demande de permis de transformation ou de construction relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants, afin de contribuer à la qualité du domaine public et du paysage urbain:

- i) l'aménagement paysager dans la marge avant en bordure de la rue De Bullion doit être adapté à l'environnement immédiat ;
- ii) assurer une interface dynamique en bordure de la rue Berger malgré la présence d'espace moins interactifs dont la chambre annexe, la salle à déchet et l'accès au stationnement souterrain.
- iii) Harmoniser la couleur de la marquise de l'espace commercial au rez-de-chaussée avec l'identité commerciale plutôt qu'avec l'espace résidentiel à l'étage.

3) De fixer un délai maximal de 24 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de démolition visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet .

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 16:13

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1254869011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2)

CONTENU

CONTEXTE

L'assemblée publique de consultation s'est tenue le 21 janvier 2026.
Au cours de l'assemblée publique de consultation, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) a présenté une modification visant à préciser la dérogation à l'article 129.3 du Règlement d'urbanisme (01-282) permettant notamment de ne pas fournir de toit végétalisé pour le volume conservé en bordure de la rue Sainte-Catherine.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
conseiller(-ere) en aménagement

514-868-4987

Tél :

Télécop. : -

Dossier # : 1254869011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2)



2026-01-21_PV_APC_signé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
conseiller(-ere) en aménagement

Tél : 514-868-4987
Télécop. : -

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

21 janvier 2026
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Leslie Roberts, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division de l'Urbanisme
Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement

M^e Laura Floresco, secrétaire-rechercheur

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Leslie Roberts, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus les 13 décembre 2025 et 17 janvier 2026 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 30.

Environ 7 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DU PROJET ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) **Résolution, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c. 2), autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est – pph 4 (1254869011).**

Le président de l'assemblée invite madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Beaulieu présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *au programme utilisé pour financer le projet de redéveloppement;*
- *aux critères d'abordabilité définis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (ci-après « SCHL ») pour les logements étudiants qui sont, selon le Comité logement Ville-Marie, extrêmes faibles;*
- *aux loyers des logements dans le centre-ville qui peuvent atteindre des montants très élevés;*
- *au fait que les 60 logements abordables prévus pour le projet de redéveloppement seront en fait inabordables pour les locataires du quartier compte tenu des méthodes de calcul de la SCHL;*
- *au fait que le Comité logement Ville-Marie considère inacceptable que les dérogations prévues par la résolution permettront de presque doubler la hauteur maximale du projet et que les contributions en termes d'abordabilité qui y sont rattachées seront très petites*
- *au fait que le taux d'inoccupation des logements dont les loyers sont bas est nettement plus faible que celui des logements dont les loyers sont les plus chers;*
- *au fait que, selon la SCHL, le taux d'inoccupation des appartements locatifs de l'arrondissement de Ville-Marie était de 7,3% en octobre 2025, ce qui est au-delà du taux de 3% qui serait celui de l'équilibre du marché;*
- *au fait que le problème n'est pas un manque de logements, mais un manque de logements qui répondent réellement aux besoins des ménages à faible ou modeste revenu;*
- *au fait que le recours à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c. 2) confère plusieurs avantages aux promoteurs qui, à leur tour, contribuent à l'explosion des loyers et à la gentrification;*
- *à la latitude de l'arrondissement dans le recours à l'art. 93 et à la possibilité de refuser la demande du promoteur lorsque les conditions sont jugées insuffisantes au regard des impacts du projet;*
- *à la demande du Comité logement Ville-Marie d'effectuer des choix politiques plus ambitieux en matière de logements abordables;*

- à l'abolition du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041);
- à la nécessité pour la ville de se doter de mécanismes beaucoup plus audacieux que celui de l'article 93;
- au rapport sur l'utilisation de l'article 93 qui devrait être rendu disponible sur le site de la ville.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Le dossier à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Leslie Roberts, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 17 h 50.



2026-01-22

M^e Laura Floresco
Secrétaire d'assemblée

date



2026-01-23

M. Leslie Roberts
Président d'assemblée

date

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 décembre 2025

Résolution: CA25 240537

Adopter une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2) - Projet de résolution

Il est proposé par Claude Pinard

appuyé par Leslie Roberts

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2), l'autorisation de:
 - a) Déroger notamment aux articles 10 et 43 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale et maximale ainsi qu'à la densité maximale;
 - b) Déroger à la condition de l'autorisation du CEDD de la séance qui s'est tenue le 18 septembre 2024 qui vise les plans réalisés par Chaloub architecte et estampillés par l'arrondissement le 4 juillet 2024;
 - c) Ériger, aménager et occuper un bâtiment résidentiel, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 25, 28, 34, 35, 37, 49, 51, 52, 53 et 54 réalisés par Atelier Chaloub architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 novembre 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) Assurer le respect des paramètres suivants :
 - i) l'implantation doit être substantiellement conforme à celle montrée à la page 35 de ces plans ;
 - ii) la hauteur maximale et la volumétrie des bâtiments doivent être substantiellement conformes à celles montrées aux pages 51 et 52 de ces plans ;
 - iii) les constructions hors toit et les équipements mécaniques doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale (matériaux et volumétrie) ;
 - b) Fournir, avant l'émission du certificat d'autorisation de démolition :
 - i) un devis technique pour la conservation et la restauration exemplaire des façades anciennes;

- ii) en plus des documents requis par la réglementation, un devis technique pour le renforcement structural pour l'aménagement de l'escalier d'issue dans le bâtiment à conserver en bordure de la rue Sainte-Catherine;
- c) Que l'ensemble du volet résidentiel du projet soit réalisé dans le cadre d'un programme d'un gouvernement_ de la Ville ou d'un de leurs mandataires qui prévoit un engagement visant l'abordabilité des logements pour au moins 20 ans.
- d) Fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation ou de construction, une étude de gestion des matières résiduelles intégrée au projet incluant :
 - i) La génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée, en litres, pour les trois types de collectes, soit les matières recyclables, les matières compostables et les ordures ménagères;
 - ii) Le système de gestion des matières résiduelles utilisé pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble;
 - iii) Une description de l'entreposage intérieur et extérieur;
 - iv) La localisation et la taille du point de collecte;
- e) Soumettre une demande de permis de transformation ou de construction relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants, afin de contribuer à la qualité du domaine public et du paysage urbain:
 - i) L'aménagement paysager dans la marge avant en bordure de la rue De Bullion doit être adapté à l'environnement immédiat;
 - ii) Assurer une interface dynamique en bordure de la rue Berger malgré la présence d'espace moins interactifs dont la chambre annexe, la salle à déchet et l'accès au stationnement souterrain;
 - iii) Harmoniser la couleur de la marquise de l'espace commercial au rez-de-chaussée avec l'identité commerciale plutôt qu'avec l'espace résidentiel à l'étage;
- 3) De fixer un délai maximal de 24 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de démolition visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet ;
- 4) De donner le mandat à la secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie de fixer la date, l'endroit et l'heure de l'assemblée publique de consultation.

Adoptée à l'unanimité.

40.13
pph 4
1254869011

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 décembre 2025



Dossier # : 1254869011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2)

D'adopter le projet de résolution à l'effet:

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2), l'autorisation de:
 - a) Déroger notamment aux articles 10 et 43 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale et maximale ainsi qu'à la densité maximale;
 - b) Déroger à la condition de l'autorisation du CEDD de la séance qui s'est tenue le 18 septembre 2024 qui vise les plans réalisés par Chaloub architecte et estampillés par l'arrondissement le 4 juillet 2024 ;
 - c) Ériger, aménager et occuper un bâtiment résidentiel, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 25, 28, 34, 35, 37, 49, 51, 52, 53 et 54 réalisés par Atelier Chaloub architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 26 novembre 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
 - a) Assurer le respect des paramètres suivants:
 - i) l'implantation doit être substantiellement conforme à celle montrée à la page 35 de ces plans ;
 - ii) la hauteur maximale et la volumétrie des bâtiments doivent être substantiellement conformes à celles montrées aux pages 51 et 52 de ces plans ;
 - iii) les constructions hors toit et les équipements mécaniques doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale (matériaux et volumétrie) ;
 - b) Fournir, avant l'émission du certificat d'autorisation de démolition :
 - i) un devis technique pour la conservation et la restauration exemplaire des façades anciennes ;
 - ii) en plus des documents requis par la réglementation, un devis technique pour le renforcement structural pour l'aménagement de

l'escalier d'issue dans le bâtiment à conserver en bordure de la rue Sainte-Catherine.

c) Que l'ensemble du volet résidentiel du projet soit réalisé dans le cadre d'un programme d'un gouvernement, de la Ville ou d'un de leurs mandataires qui prévoit un engagement visant l'abordabilité des logements pour au moins 20 ans.

d) Fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation ou de construction, une étude de gestion des matières résiduelles intégrée au projet incluant :

- La génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée, en litres, pour les trois types de collectes, soit les matières recyclables, les matières compostables et les ordures ménagères ;
- Le système de gestion des matières résiduelles utilisée pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble ;
- Une description de l'entreposage intérieur et extérieur ;
- La localisation et la taille du point de collecte ;

e) Soumettre une demande de permis de transformation ou de construction relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants, afin de contribuer à la qualité du domaine public et du paysage urbain:

i) l'aménagement paysager dans la marge avant en bordure de la rue De Bullion doit être adapté à l'environnement immédiat ;

ii) assurer une interface dynamique en bordure de la rue Berger malgré la présence d'espace moins interactifs dont la chambre annexe, la salle à déchet et l'accès au stationnement souterrain.

iii) Harmoniser la couleur de la marquise de l'espace commercial au rez-de-chaussée avec l'identité commerciale plutôt qu'avec l'espace résidentiel à l'étage.

3) De fixer un délai maximal de 24 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de démolition visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet ;

4) De donner le mandat à la secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Ville-Marie de fixer la date, l'endroit et l'heure de l'assemblée publique de consultation.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-12-01 10:37

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1254869011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation a été déposée pour le bâtiment situé au 90, rue Sainte-Catherine Est afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel de 13 étages. La propriété se trouve dans deux unités de paysage soit, Sainte-Catherine centre (partie nord) et Centre-ville (partie sud).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA03 240384 – 3 juin 2023 – Projet particulier autorisant d'occuper, à des fins d'établissement exploitant l'érotisme, un bâtiment commercial situé au 94, rue Sainte-Catherine Est, à l'angle de la rue Berger, et montré au certificat de localisation (minute 2055, dossier 1887) préparé par François Anglehart, arpenteur-géomètre, et estampillé par l'Arrondissement le 26 mars 2003 (1031203046)

CA24 240383 – 10 septembre 2024 – Autoriser l'exercice d'un usage conditionnel «résidentiel» relativement à l'aménagement d'espaces dédiés aux résidents du bâtiment dans la partie du rez-de-chaussée non adjacente à la rue Sainte-Catherine ainsi que l'usage conditionnel «bâtiment abritant un nombre illimité de logements» pour le bâtiment projeté aux 90-94, rue Sainte-Catherine Est, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)(1244869004)

18 septembre 2024 – Comité d'étude des demandes de démolition – Démolition du bâtiment portant le numéro 90, rue Sainte-Catherine Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment mixte de 8 étages comportant un rez-de-chaussée commercial avec des espaces communs dédiés aux résidents et 145 logements aux étages supérieurs – Adopté à l'unanimité aux conditions suivantes :

- Le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux plans d'architecture préparés par l'Atelier Chaloub architectes estampillés par l'arrondissement le 4 juillet 2024.
- Les travaux doivent être réalisés de manière substantiellement conforme à la stratégie de conservation préparée par L2C experts conseils et estampillés par l'arrondissement le 13 septembre 2024, soit :

o Conserver in situ le volume de trois étages du 90, rue Sainte-Catherine Est,

afin de l'intégrer au projet de remplacement, et d'assurer le maintien de la structure des murs ainsi que la corniche lors de la réalisation des travaux;
o Mettre en œuvre l'ensemble des mesures disponibles visant à conserver in situ la façade de 1254, rue De Bullion, afin de l'intégrer au projet de remplacement, et prévoir une toiture à versant avec lucarnes de manière à exprimer le volume d'origine;

- Déposer la demande de permis de construction du projet de remplacement avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

DESCRIPTION

Le site

Le site à l'étude est situé à proximité du Quartier des spectacles, dans le faubourg Saint-Laurent. De forme atypique, le lot occupe l'intersection de la rue Sainte-Catherine Est et de la rue Berger et comporte une seconde façade sur la rue De Bullion. À l'origine, ce lot était composé de plusieurs lots comportant des bâtiments distincts. Le bâtiment localisé à l'intersection de la rue Sainte-Catherine Est et de la rue Berger a été construit en 1897-1898, selon l'étude fournie par les demandeurs, et il abrita dès les années 1910 des cafés et des restaurants. La façade principale est parée de pierre calcaire et est surmontée d'une corniche en bois avec modillons. Le rez-de-chaussée est séparé des étages supérieurs par un entablement et comporte trois commerces distincts qui sont maintenant vacants. Les logements aux étages supérieurs sont tous vacants.

Le projet

En 2024, le comité d'étude de démolition (CEDD) a accordé une autorisation de démolition pour un projet comprenant la démolition partielle du volume de deux étages et la conservation du volume de trois étages situés à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Berger, ainsi que de la façade de pierre face à la rue De Bullion. En plus de la conservation et la restauration des façades anciennes, le projet prévoit la reconstitution d'une toiture à versant avec lucarnes contemporaine, sur une profondeur de 2 mètres, pour le bâtiment face à la rue De Bullion. Le projet approuvé prévoyait la construction d'un bâtiment de 8 étages comprenant 145 logements, avec un rez-de-chaussée commercial en bordure de la rue Sainte-Catherine. À l'exclusion du local commercial au rez-de-chaussée, en bordure de la rue Sainte-Catherine, le rez-de-chaussée est entièrement résidentiel. Il comprend des logements avec un accès individuel à partir du domaine public ainsi qu'un gym pour les résidents. Au sous-sol, 14 unités de stationnement véhiculaires et 79 unités de stationnement pour vélos sont prévus.

Avec l'adoption du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM), la nouvelle proposition (2025) vise à modifier certains paramètres du projet de 2024, soit :

- Hauteur : 13 étages, soit une augmentation de 5 étages par rapport au projet de 2024.
- Densité : 7.3 alors qu'en 2024, la densité était de 5.05.
- Nombre de logements : 228 unités, soit 83 logements de plus par rapport au projet initial.

Le projet de remplacement comporte 228 logements répartis selon les typologies suivantes :

- 184 lofts/studios (81%);
- 31 logements de 1 chambre à coucher (14%);
- 1 logement de 2 chambres à coucher ;
- 12 logements de 3 chambres à coucher (5%).

Une superficie de plancher de 1 842 m² sera utilisée pour la création de 60 logements abordables équivalent à 20 % de la superficie totale de plancher, inclus dans les 184

lotfs/studios.

Hormis les étages supplémentaires et l'implantation en bordure de la rue De Bullion, tout le reste du projet est conforme au projet autorisé en 2024.

La volumétrie

L'augmentation de la densité par rapport au projet initial de 2024 résulte principalement de l'ajout de cinq étages supplémentaires. Cette bonification volumétrique se concentre dans la partie sud du site, en retrait par rapport au gabarit conservé sur la rue Sainte-Catherine. Ce choix d'implantation permet de préserver l'échelle de la rue, tout en optimisant l'utilisation du terrain à l'arrière.

L'ensoleillement

Une étude d'ensoleillement démontre que l'impact du nouveau volume affecte principalement une partie de la rue Sainte-Catherine. Cet impact est inévitable même dans le cas où le nouveau volume serait conforme à la hauteur maximale prescrite au Règlement d'urbanisme, soit 23 m. De manière générale, le volume en hauteur doit demeurer dans la partie sud du site pour minimiser l'impact de l'ensoleillement sur la rue Sainte-Catherine et assurer un dégagement de l'église.

La gestion des matières résiduelles et circulation

Le projet prévoit une gestion des matières résiduelles privée. Bien qu'il s'agisse d'une avenue intéressante, en pratique nous n'avons aucune garantie ; c'est pour cette raison qu'un espace à déchets est prévu au rez-de-chaussée, adjacent à la rampe de stationnement. Un plan de gestion des matières résiduelles sera fourni à la demande de permis afin d'éviter les nuisances que pourrait occasionner l'utilisation d'une collecte publique.

La proposition prévoit l'aménagement d'un sous-sol comprenant l'aménagement de 14 unités de stationnement véhiculaire. Le projet étant destiné à une population étudiante, le nombre de stationnement prévu suffit à la demande. De plus, le site est à proximité des transports collectifs, la station de métro Saint-Laurent se trouve à moins de 200 m de distance.

Le cadre réglementaire

Le site est situé dans une zone de mixité de forte intensité sur la rue Sainte-Catherine (M.9C). Le taux d'implantation maximal autorisé est de 100%. Les unités de paysage sont Sainte-Catherine centre (partie nord) et l'unité Centre-ville (partie sud).

Le projet déroge à une condition de l'autorisation de démolition du CEDD de la séance du 18 septembre 2024:

Cette condition stipule que le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux plans d'architecture préparés par l'Atelier Chaloub architectes estampillés par l'arrondissement le 4 juillet 2024.

Avec l'augmentation de la hauteur et de la densité de la nouvelle proposition, les plans doivent être mis à jour.

Le projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) :

- Hauteur (art.10) : la hauteur autorisée est minimum 11 m et maximum 23 m alors que la hauteur sur la rue De Bullion est de 9,61 m et que la hauteur maximale du projet atteint 38.8 m.
- Densité (art. 43): le COS autorisé est de 6 alors que le projet prévoit un COS de 7,3.

Une autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (PL31) est encadrée par les dispositions de l'article précité :

- Tout projet d'habitation d'au moins trois logements à Montréal est admissible ;
- Le projet doit se conformer au Schéma d'aménagement et de développement de

l'agglomération de Montréal, mais peut déroger à la réglementation d'urbanisme ;

- Le projet peut comprendre la démolition d'immeuble, sauf s'il comprend un logement ou s'il est dans un site cité (la démolition a déjà été autorisée par le CEDD).

JUSTIFICATION

Analyse

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux dispositions de l'article 93 du PL31, de même qu'aux balises de la Ville de Montréal.

Selon le Plan d'urbanisme et de la mobilité (PUM), le site visé est situé dans une séquence urbaine avec une hauteur maximale de 39 m. Un cône de vue intéressant (151 m) couvre le site, mais n'a aucun impact sur la proposition qui atteint une hauteur de 38.8 m excluant les constructions hors toit. En termes de densité, bien qu'il s'agisse d'une dérogation au Règlement d'urbanisme (01-282), au PUM la notion de densité n'existe pas.

La dérogation à la hauteur ainsi qu'à la densité permettent de construire davantage de logements que la proposition de 2024, mais surtout, l'utilisation de l'article 93 du PL31 incite le demandeur à fournir un minimum de 20% de logements abordables dans un contexte de pénurie de logements. L'absence de dérogation permettrait une construction de 8 étages sans obligation de fournir de logement abordable.

Hormis la mise à jour des plans, toutes les conditions émises par le CEDD lors de la séance du 18 septembre 2024 sont respectées.

Considérations de la Direction

Considérant que la proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme (01-282)*.

Considérant que la proposition répond adéquatement aux conditions et balises de l'article 93 du PL31, notamment en fournissant 20% de logements abordables.

Considérant que les conditions de la décision du CEDD de la séance du 18 septembre 2024 liées à la stratégie de préservation sont respectées.

Considérant que l'usage conditionnel en vigueur (CA24 240383) permet l'aménagement de logements dans la partie au rez-de-chaussée non adjacente à la rue Sainte-Catherine.

Considérant que le projet permet la densification d'un terrain sous-utilisé dans un secteur stratégique tant au niveau de sa localisation que de son accessibilité aux transports en commun.

Considérant que la volumétrie s'intègre dans le milieu environnant et que les dégagements permettent la mise en valeur des façades et volumes conservés ainsi que la présence de l'église.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de sa séance du 16 octobre 2025, le CCU a émis un avis favorable avec conditions. Le projet présenté répond à certaines des conditions et les autres seront intégrées au projet de résolution.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis annonçant une assemblée publique sur le projet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le conseil d'arrondissement d'un premier projet de résolution

- Assemblée publique de consultation
- Adoption par le conseil d'arrondissement de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clotilde TARDITI, Service de l'habitation

Lecture :

Clotilde TARDITI, 27 novembre 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931

ENDOSSÉ PAR

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263

Le : 2025-11-26

Télécop. :

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE

directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2025-12-01

Dossier # : 1254869011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 90, rue Sainte-Catherine Est, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c.2)



Plans estampillés 2025-11-26.pdf94-Ste-Catherine 2024-07-04.pdfCEDD_PV SIGNE.pdf



L2C01220602.pdfPV_2025-10-16_ART93_3003605276.pdf



90_Ste-CatherineE_ Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1254869011

Unité administrative responsable : DAUM – Division de l'urbanisme

Projet : 90, rue Sainte-Catherine Est

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>7. Le projet offre 20% de logements abordables dans le stock de logement locatif dans un secteur central de l'arrondissement, à proximité des services, des établissements scolaires et du réseau de transport en commun.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
			x
	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONTENU

CONTEXTE	3
SITE	7
CERTIFICAT DE LOCALISATION	8
ZONAGE	9
CONCEPT	10
DIAGRAMMES	11
IMAGES	14
CONSERVATION	22
CONSERVATION ET RECONSTRUCTION	23
PLANS	32
PLANS D'ÉTAGES	33
TABLEAU DES SUPERFICIES	42
COUPES	43
PANNEAUX DES MATÉRIAUX	47
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT	48

1 CONTEXTE



BÂTIMENTS D'INTÉRÊTS HISTORIQUE

- B1 : ÉGLISE UNIE SAINT-JEAN
- B2 : LA PATRIE
176 ST- CATHERINE EST
- B3 : 201 ST- CATHERINE EST
- B4 : PAVILLON SAINT-DENIS DE L'UQAM
1290 ST- DENIS

BÂTIMENTS CONTEMPORAINS

- C1 : 66 ST- CATHERINE EST
- C2 : ART-ACTUEL
2-22 ST- CATHERINE EST
- C3 : LE CENTRAL
30 ST- CATHERINE EST
- C4 : MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
50 ST- CATHERINE EST

LE SITE

- S : 94 ST- CATHERINE EST

ANALYSE CONTEXTUELLE

L'analyse contextuelle est produite pour cibler des bâtiments d'intérêt sur la rue Sainte-Catherine. Situé dans le cœur du Quartier Des Spectacles, le projet devra s'inspirer du dynamisme et de la diversité architecturale existante, autant des les bâtiments modernes que les bâtiments historiques.

B1 : Église Unie Saint-Jean



B2 : La patrie
176 St- Catherine Est



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 juillet 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

B3 : 201 St- Catherine Est



B4 : Pavillon Saint-Denis de l'UQAM
1290 St- Denis



C1 : 66 St- Catherine Est



C2 : Art-actuel
2-22 St- Catherine Est



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 juillet 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

C3 : Le central
30 St- Catherine Est



C4 : Maison du développement durable
50 St- Catherine Est



1



VUE COIN STE-CATHERINE ET DU BERGER

2



VUE DE RUE DU BERGER

3

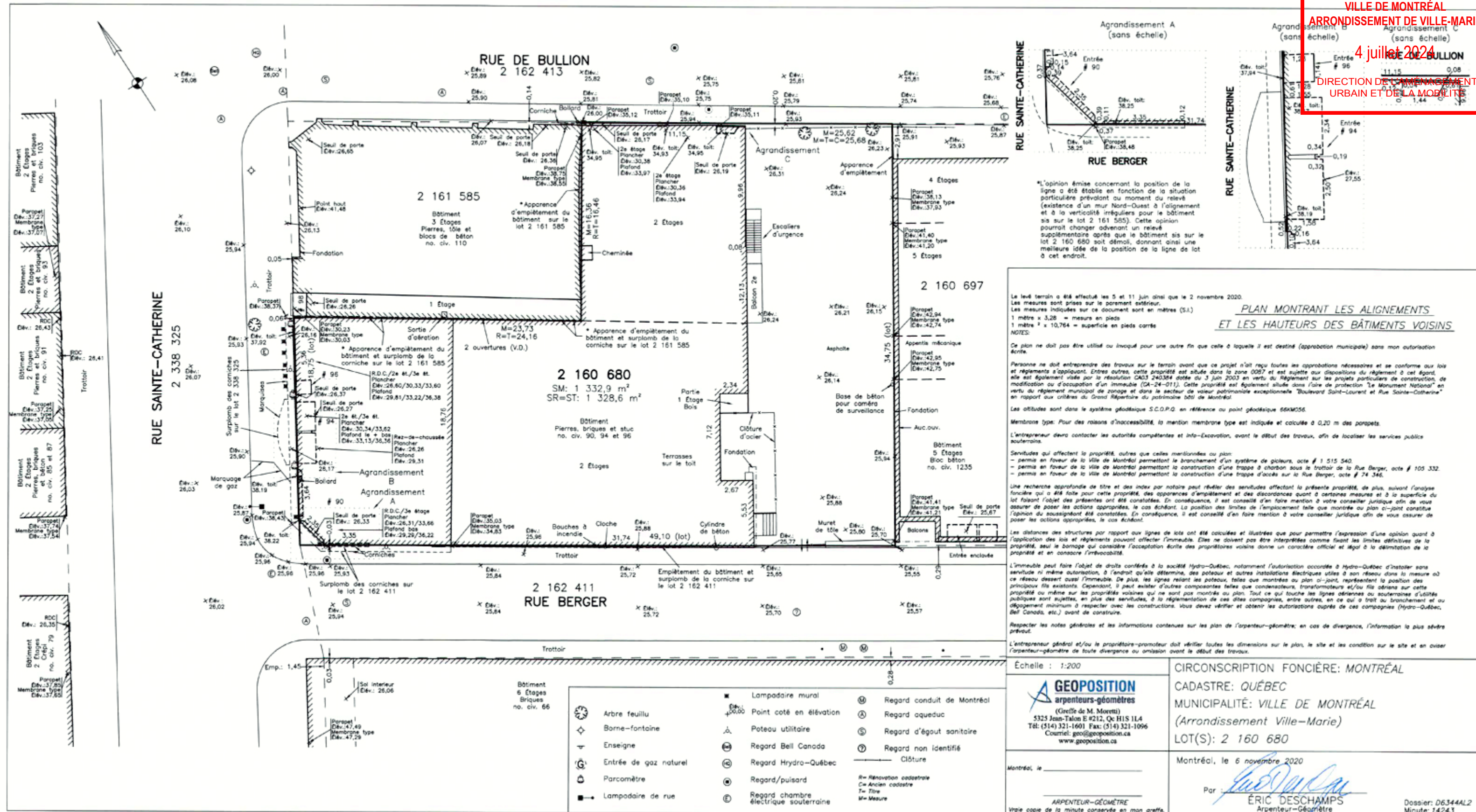


VUE DU COIN DE BOUILLON ET STE-CATHERINE

4



VUE DE DU BOUILLON



ma

carte interactive

Fiche de zonage

0087

Si votre propriété est située proche de la limite de la zone, communiquez avec : permis.inspections.ville-marie@montreal.ca

District électoral

Saint-Jacques

Usages prescrits

M.9C

Zone de mixité autorisant les commerces et les services de forte intensité sur la rue Sainte-Catherine : un usage commercial ou industriel est autorisé à tous les niveaux

Densité et implantation

Densité maximale	Taux d'implantation Min.	Note
6	0	S.O.
Mode d'implantation	Taux d'implantation Max.	
C	100	

Hauteur et surhauteur

Hauteur minimale / maximale en étage	Surhauteur maximale en mètres
Min: S.O. Max: S.O.	S.O.
Hauteur minimale / maximale en mètres	Note
Min: 11 Max: 23	S.O.

Marges

Marge latérale minimale	Marge arrière minimale
3	4

Statuts patrimoniaux

Pour l'information relative à ces thèmes, consultez la fiche des statuts patrimoniaux du secteur de recherche concerné en cochant la case « patrimoine ». Attention : Un terrain peut être visé par plus d'une fiche, en fonction du découpage des différents secteurs illustrés à la carte interactive.

Cette fiche a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales, le lecteur devra consulter la version officielle du Règlement d'urbanisme et de chacun de ses amendements.

Mise à jour du document : Novembre 2021

Ville-Marie

Montréal

VILLE DE MONTRÉAL

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 juillet 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

ATELIER CHALOUB

ARCHITECTES

94 Ste-Catherine

ESQUISSE ARCHITECTURALE

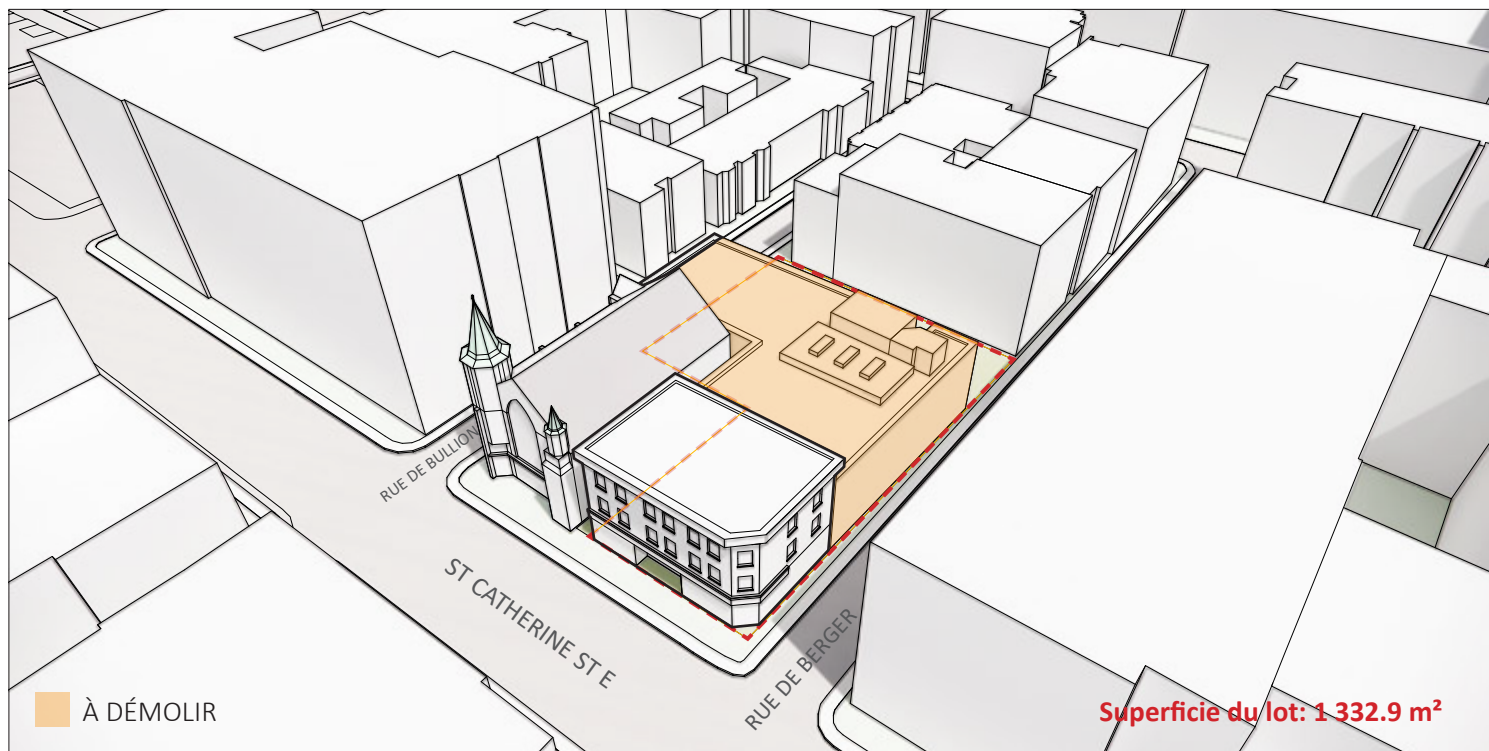
CONTEXTE

GRILLE DE ZONAGE

9

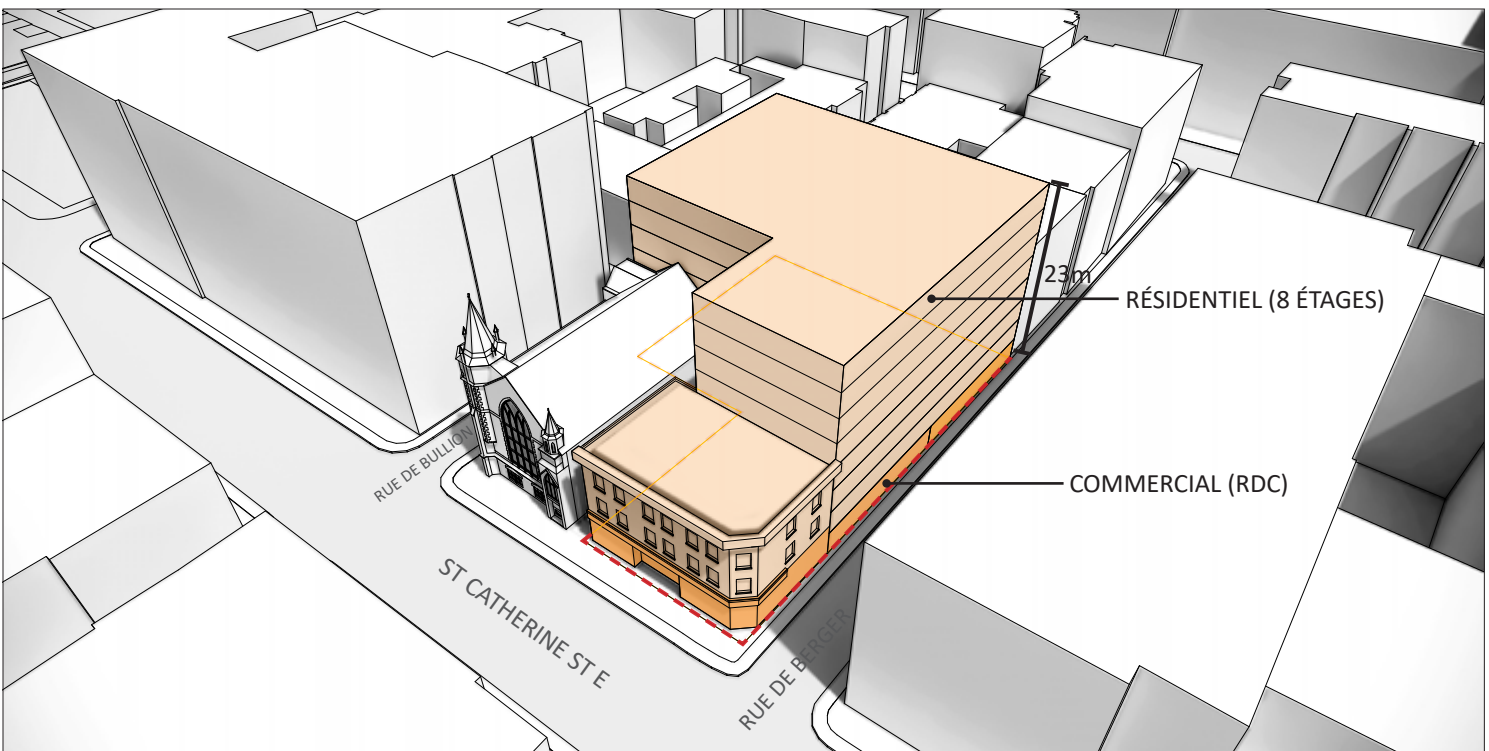
30/102

2 CONCEPT



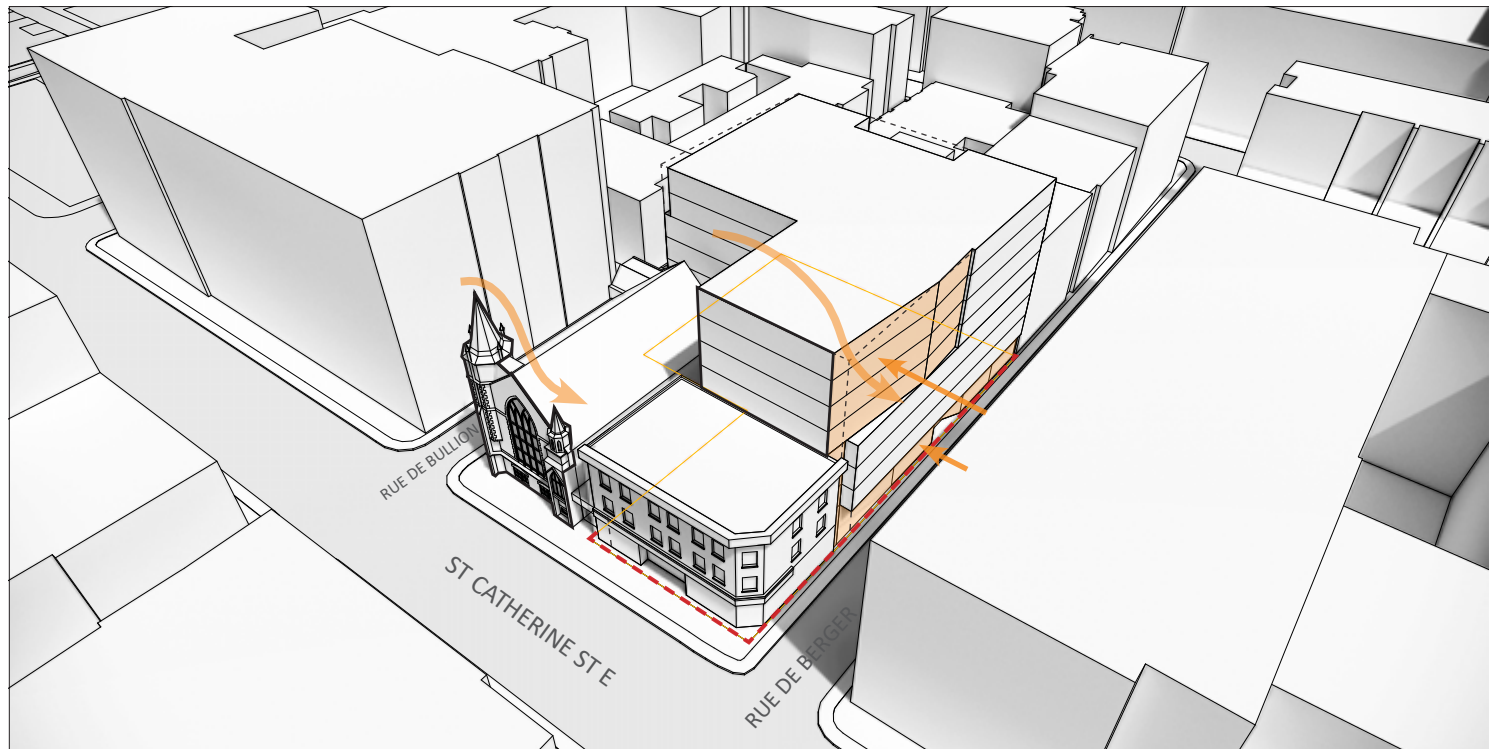
1. CONTEXTE ACTUEL

Le lot 2 160 680 a une superficie de 1 332.9m2. Il est occupé présentement par des bâtiments contigus de 2 et 3 étages à démolir. Il partage la tête de l'îlot Ste-Catherine/de Berger/de Bullion avec l'église Unie Saint-Jean à l'est.



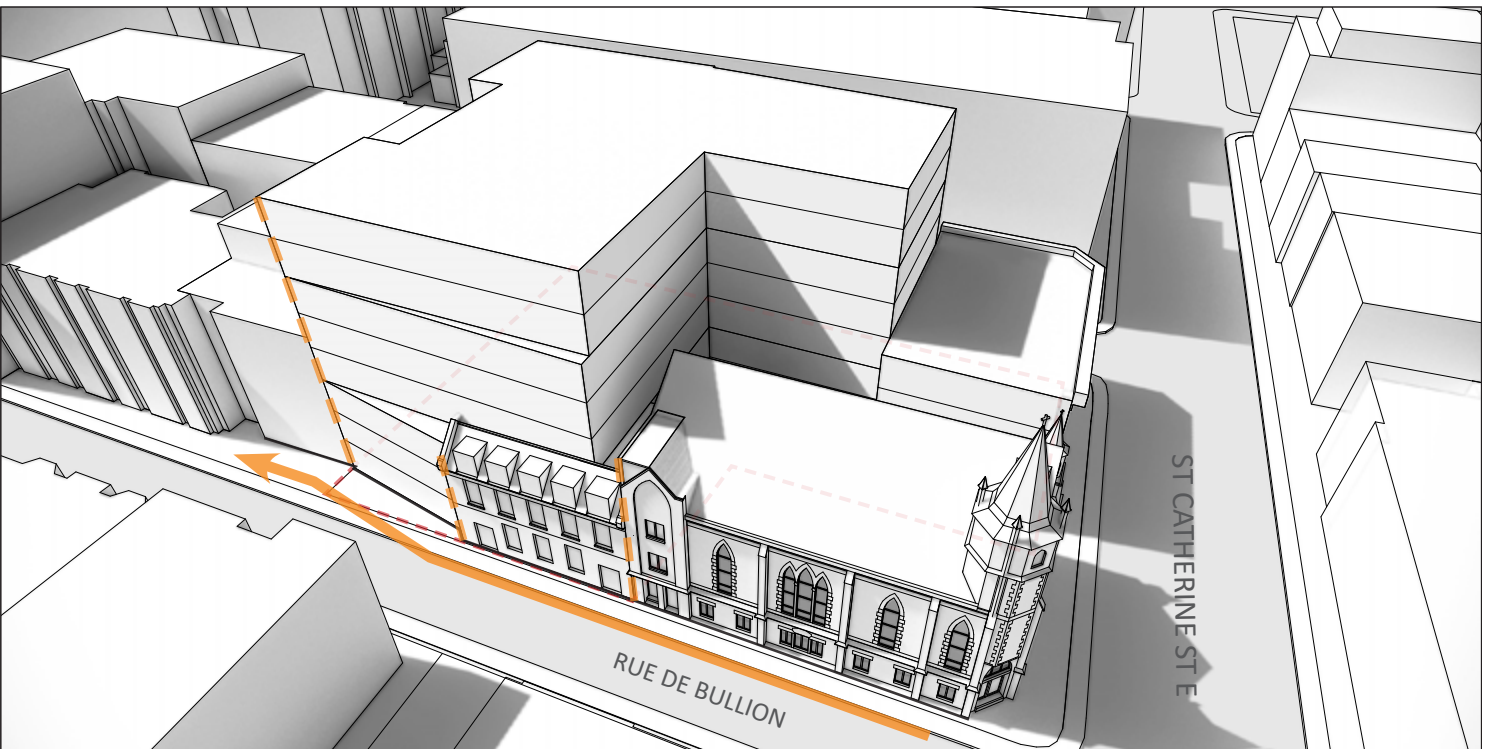
2. VOLUME ET PROGRAMME

Le projet de remplacement est un projet de plein droit qui suit le zonage autorisé d'usage M.9c, avec une densité sous le seuil de 6 et une hauteur de 23m. Le projet proposé conserve le volume existant sur le coin de Ste-Catherine et de Berger, ainsi que la façade en pierre sur de Bullion. Le programme projeté comprend un RDC commercial et un usage résidentiel aux étages supérieurs.



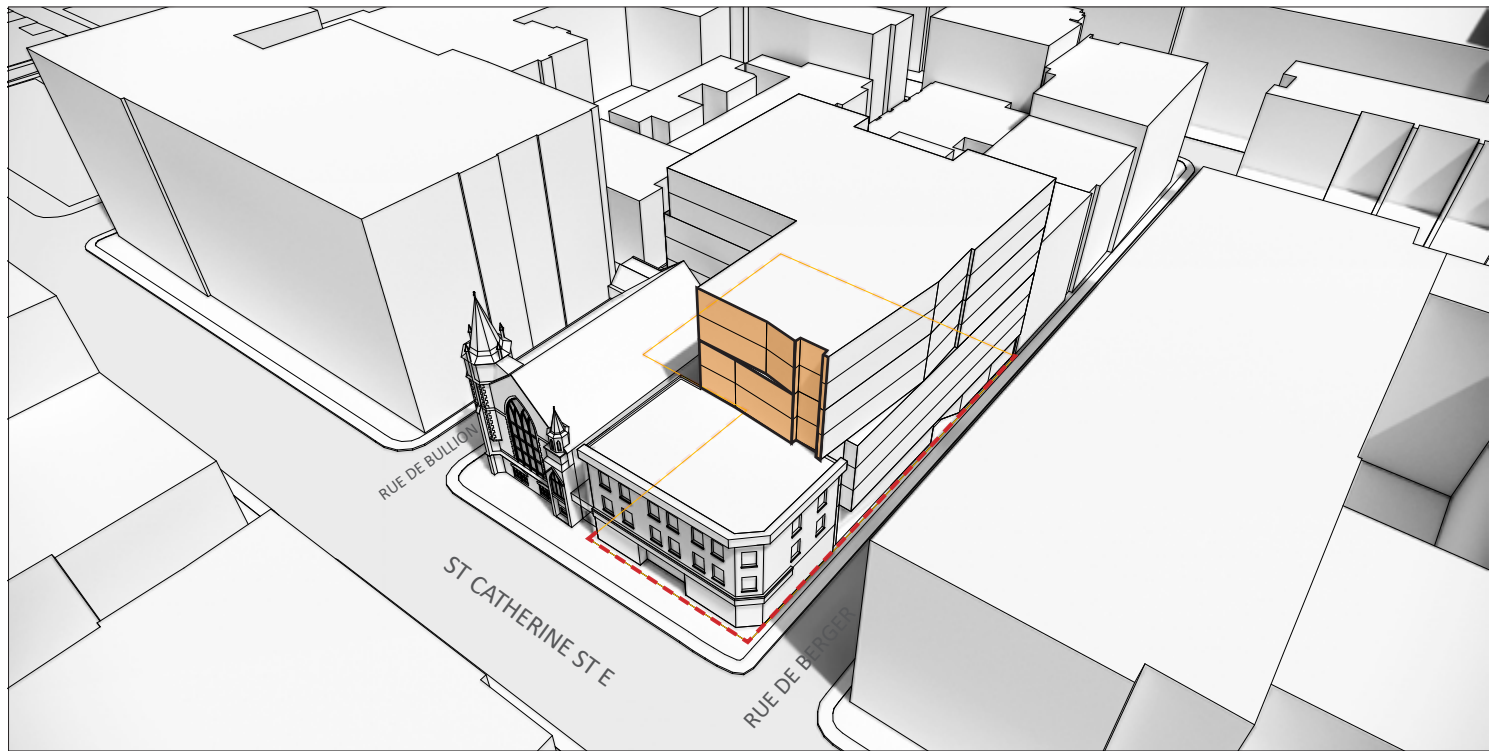
3. INTÉGRATION DU COIN DE LA RUE

Le projet s'inspire du dynamisme de l'église pour la modulation du volume. Des retraits sont proposés pour créer un dialogue animé avec l'église et le volume à préserver et d'éviter une insertion monolithique sur l'îlot.



4. INTÉGRATION SUR LA RUE DE BULLION

Le bâtiment proposé s'intégrera de façon dynamique sue la rue de Bullion. Il s'agit d'une réfaction de la façade existante avec un ajout de toiture en fausse mansarde et un bâtiment de langage contemporain en arrière-plan, avec une transition angulaire en plan vers les voisins au sud.



5. FRONT DYNAMIQUE

Le nouveau projet est un ajout au front dynamique du Quartier des Spectacles. Sur la rue Ste-Catherine, l'intention conceptuel est de refléter le caractère du quartier avec un langage volumétrique animé pour amplifier la transition de la rue de Berger vers Sainte-Catherine.



6. MATÉRIALITÉ

Le revêtement reprend la palette de l'église pour l'ensemble du projet. L'emploi de maçonnerie et de revêtement métallique communique une transition de gabarit et de langage architecturale pour mettre de l'émphase sur le dynamisme volumétrique.









VOLUME EXISTANT
VUE PIÉTONNE VERS L'OUES



VOLUME EXISTANT
VUE PIÉTONNE SUR DE BULLION

4 juillet 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



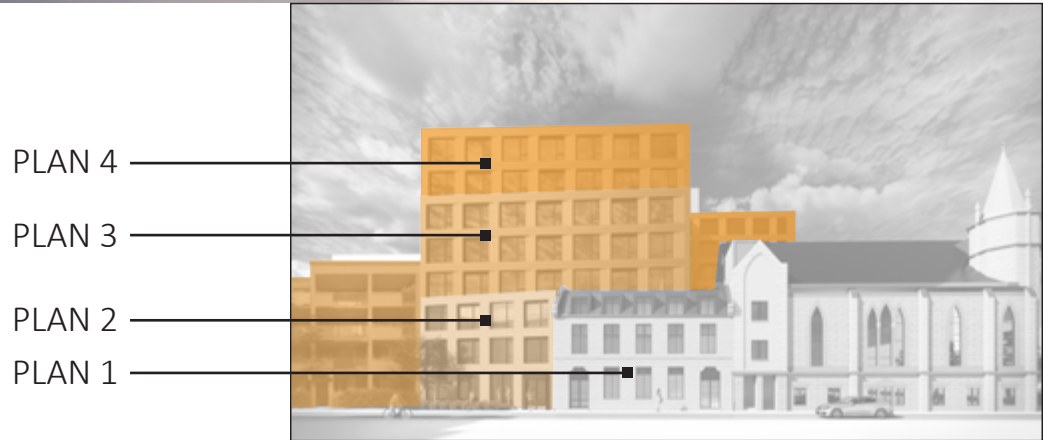
VUE COIN STE-CATHERINE ET DE BULLION



HIERARCHIE VERTICALE

La présence de l'église Unie Saint-Jean sur la rue Sainte-Catherine a une importance architecturale exceptionnelle. La palette de couleurs et son expression volumétrique sont la base de l'inspiration esthétique du nouveau projet. Pour compléter ces éléments, la proposition s'inspire de la tour de l'église pour communiquer une hiérarchie de verticalité par l'articulation de la façade latérale.

Le portrait historique de la rue sera valorisé par le langage contemporain des étages supérieurs. Des retraits importants ont été introduits pour privilégier le gabarit de la volumétrie existante, mais il demeure qu'une lecture harmonieuse de l'ensemble des éléments est au cœur du concept.



INTÉGRATION SUR DU BULLION

Le lot comprend trois façades sur rue, chacune avec des conditions existantes différentes. Cette opportunité permet au projet de présenter des qualités architecturales diverses pour s’intégrer avec son contexte, tout en demeurant un objet intègre. Sur la rue de Bullion, le lot se retrouve contigu entre l’église et un bâtiment récemment construit au sud de 5 étages de haut, dont 4 sur rue et un 5e en retrait.

Le concept d’intégration se base sur la variation des plans de façade existante sur la rue. Cette caractéristique nous permet d’articuler le bâtiment avec plusieurs reculs qui ont une relation directe avec le contexte. D’abord, nous avons une variation de hauteur sur la rue, commençant avec l’église, la façade existante avec l’ajout de la fausse mansarde et l’addition en angle pour traiter la transition en plan vers le voisin au sud. Au-dessus, nous ajoutons des reculs aux étages supérieurs. Le résultat valorise en avant plan la façade existant sans implanter un mur monolithique en arrière.

3 CONSERVATION



Façade principale sur Sainte-Catherine.



Mur latéral entre l'église et le 94 Sainte-Catherine Est montrant la brique de couleur d'origine endommagée et effritée.



Façade sur rue de Berger, montrant la brique couverte de crépie et 6 rangées de brique peintes blanc.



Façade sur de Berger, front commercial adjacent au mur recouvert de crépis.

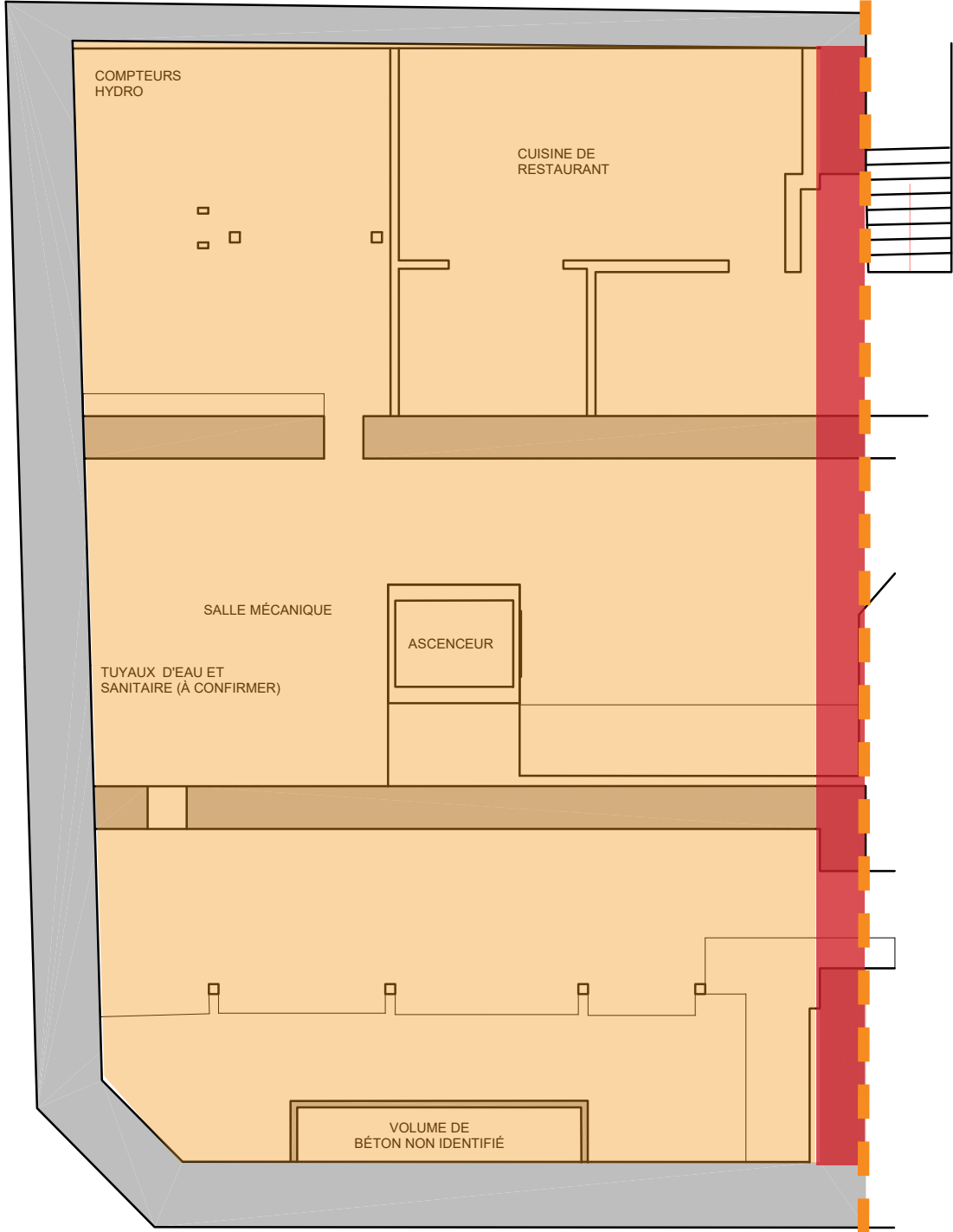
Préserver et restaurer le couronnement du
94 Sainte-Catherine, est.

Conserver la façade en pierre et la portion
au coin du bâtiment. Préserver le parement
existant.

Préserver la structure de la façade ouest.
Remplacer la brique couverte de crépis avec
une brique brune telle que la couleur d'orig-
ine.

Conserver la structure et remplacer le pare-
ment avec un métal foncé pour contraster
les matériaux aux étages supérieurs. La
fenestration sera maximisée pour un futur
usage commercial.

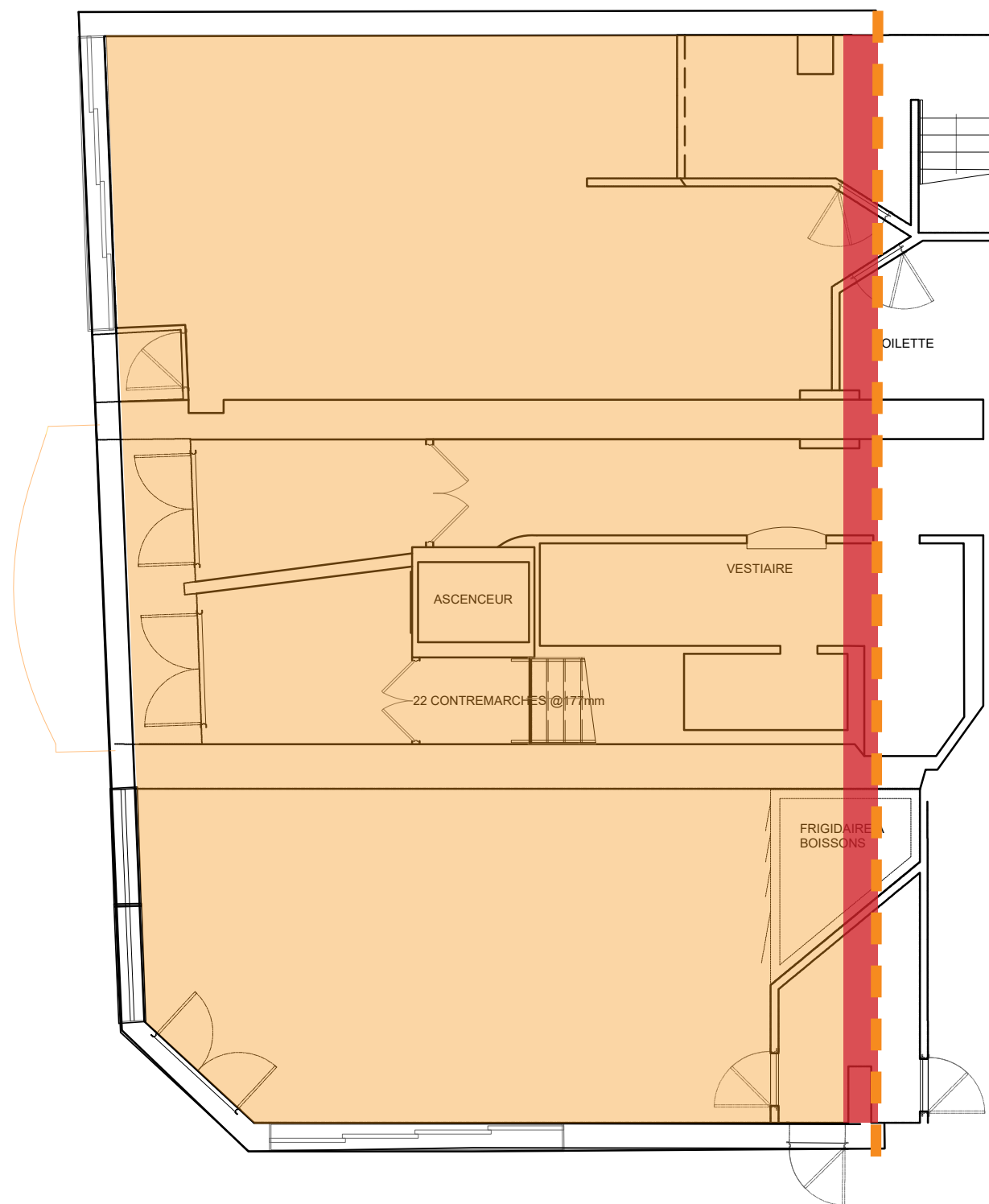




- LIMITE DU VOLUME CONSERVÉ
- RÉNOVATION MAJEURE DE L'INTÉRIEUR AFIN DE RENDRE LE BÂTIMENT INDÉPENDANT ET FONCTIONNEL.
- NOUVEAU MUR DE FONDATION À ÉRIGER SÉPARANT LE BÂTIMENT EXISTANT DE LA NOUVELLE CONSTRUCTION

4 juillet 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

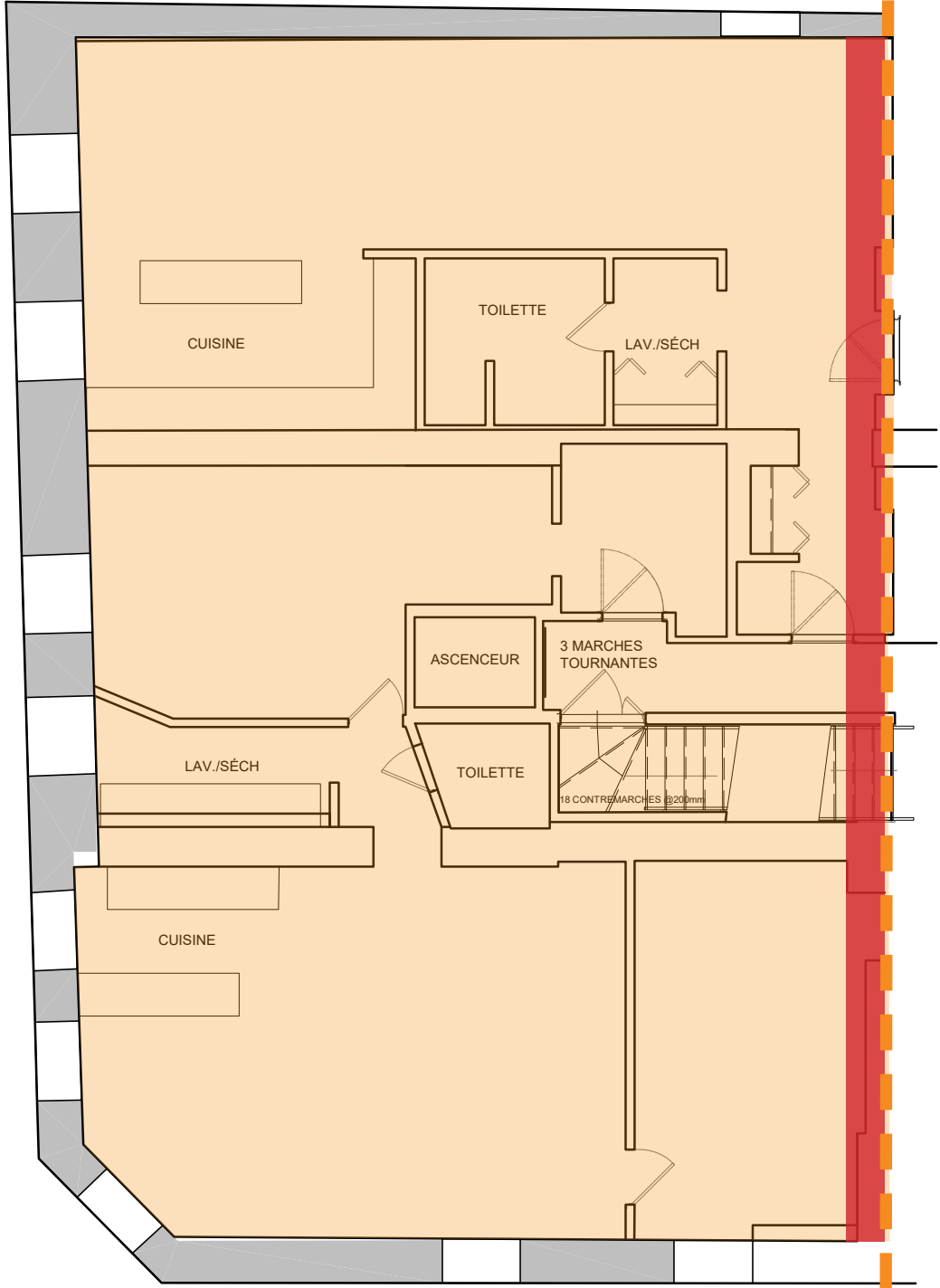


— LIMITE DU VOLUME CONSERVÉ

— RÉNOVATION MAJEURE DE L'INTÉRIEUR AFIN DE RENDRE LE BÂTIMENT INDÉPENDANT ET FONCTIONNEL.

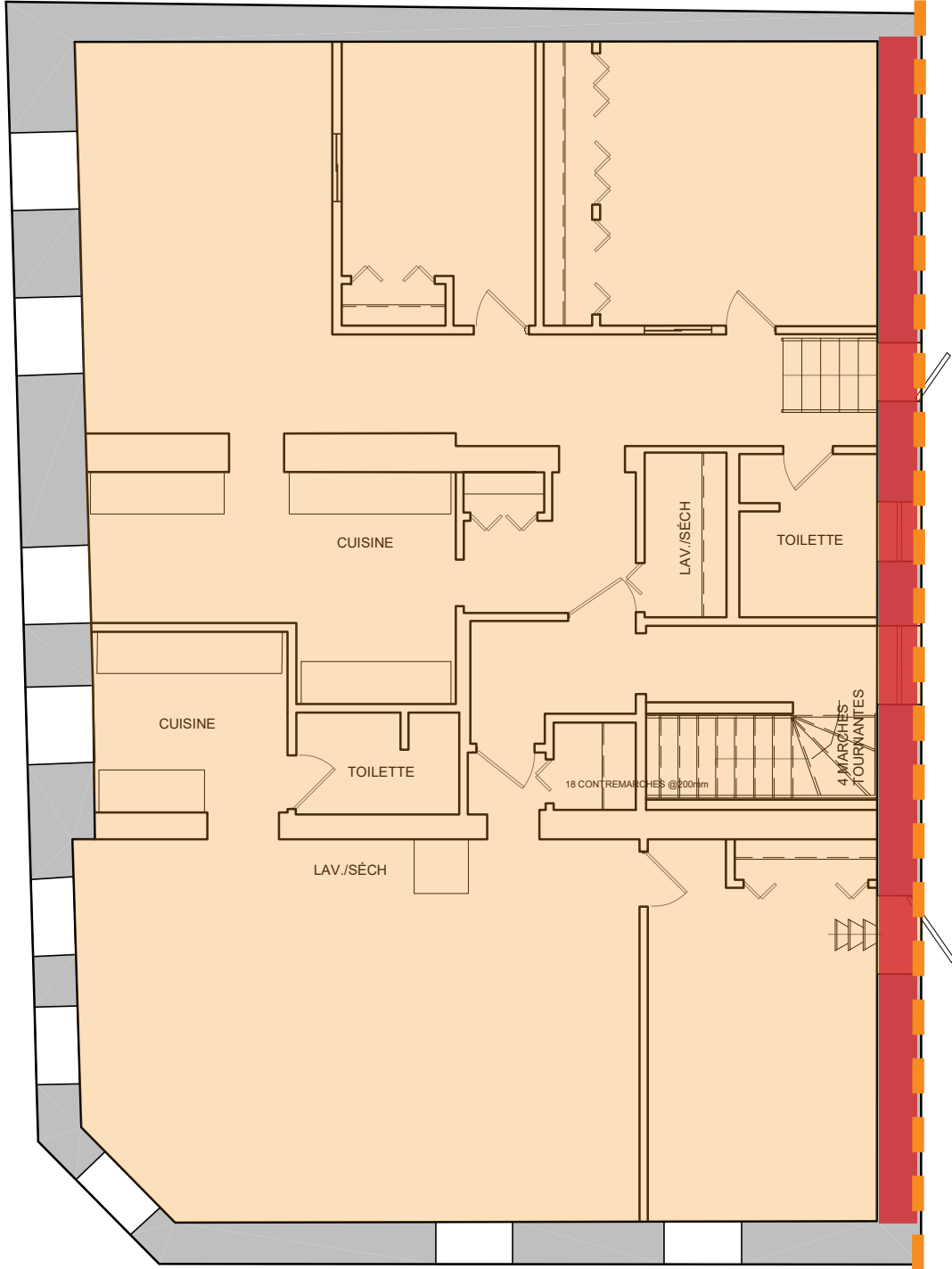
— NOUVEAU MUR MITOYEN À ÉRIGER SÉPARANT LE BÂTIMENT EXISTANT DE LA NOUVELLE CONSTRUCTION





- LIMITE DU VOLUME CONSERVÉ
- RÉNOVATION MAJEURE DE L'INTÉRIEUR AFIN DE RENDRE LE BÂTIMENT INDÉPENDANT ET FONCTIONNEL.
- NOUVEAU MUR MITOYEN À ÉRIGER SÉPARANT LE BÂTIMENT EXISTANT DE LA NOUVELLE CONSTRUCTION



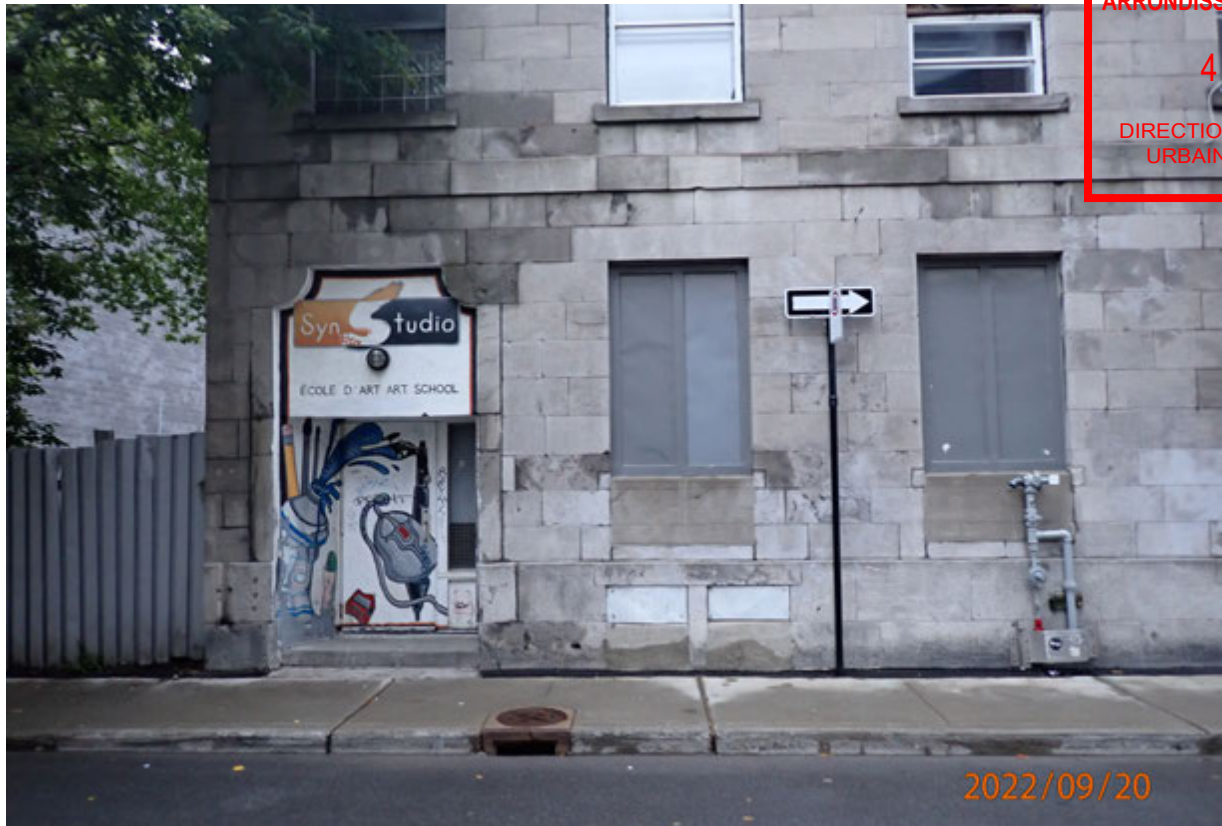


- LIMITE DU VOLUME CONSERVÉ
- RÉNOVATION MAJEURE DE L'INTÉRIEUR AFIN DE RENDRE LE BÂTIMENT INDÉPENDANT ET FONCTIONNEL.
- NOUVEAU MUR MITOYEN À ÉRIGER SÉPARANT LE BÂTIMENT EXISTANT DE LA NOUVELLE CONSTRUCTION





Façade principale sur de Bullion



Façade principale sur de Bullion



Façade principale sur de Bullion, remplissage en blocs de béton sous les fenêtres.



Mur latéral avec escalier de secours et remplissage ponctuel en brique.

Conserver la structure de la façade et le parement de pierre grise sur rue des deux premiers étages

Démolir le mur de brique existant et construire un couronnement et mansard qui évoquerait l'esthétique original du bâtiment avec des lucarnes.

Le bâtiment au 1254-1270 De Bullion sera préservé au niveau du façade de pierre sur rue et la lecture du volume original sera mis en avant plan pour mettre de l'emphase sur sa valeur patrimoniale. La structure, le mur latéral, les planchers et les cloisons seront démolies et la nouvelle construction sera intégrée au reste du bâtiment.





OUVERTURES EXISTANTE (RDC et 2e étages)



OUVERTURES PROPOSÉES

REPLISSAGE DES OUVERTURES

VERRE OPAQUE

COUPER LA PIERRE

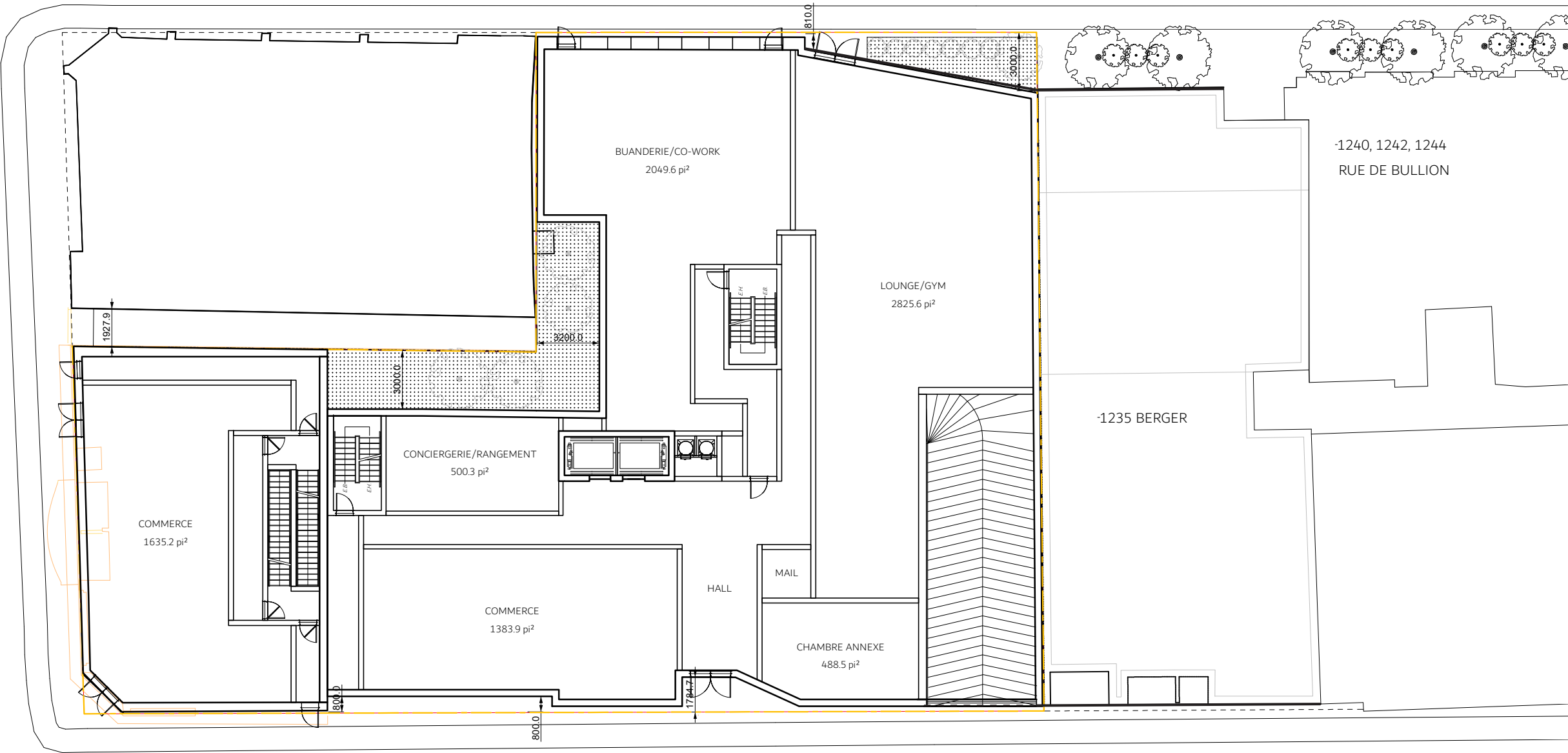
MÉTAL NOIR

4 PLANS

RUE DE BULLION

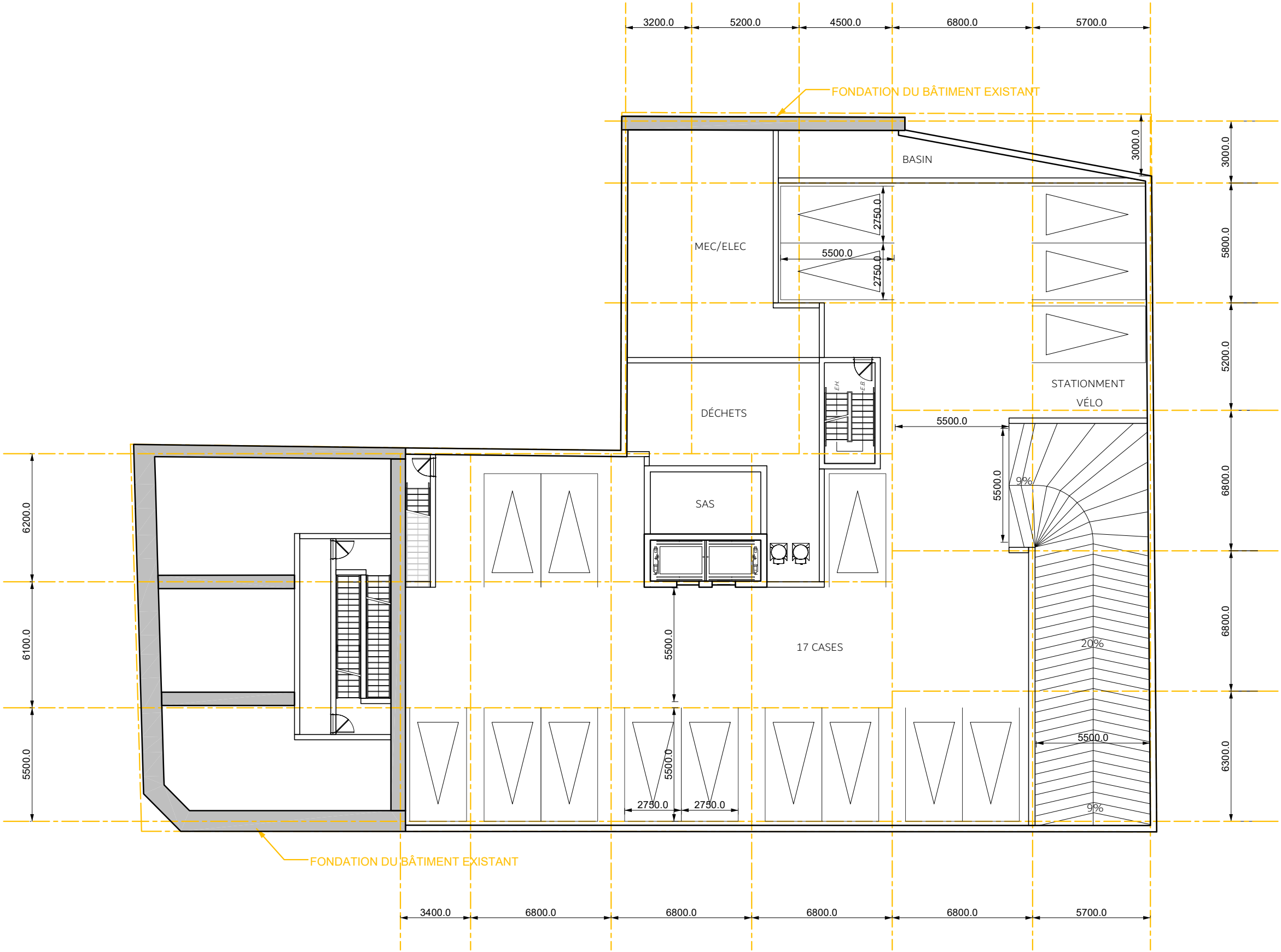
RUE DE BULLION

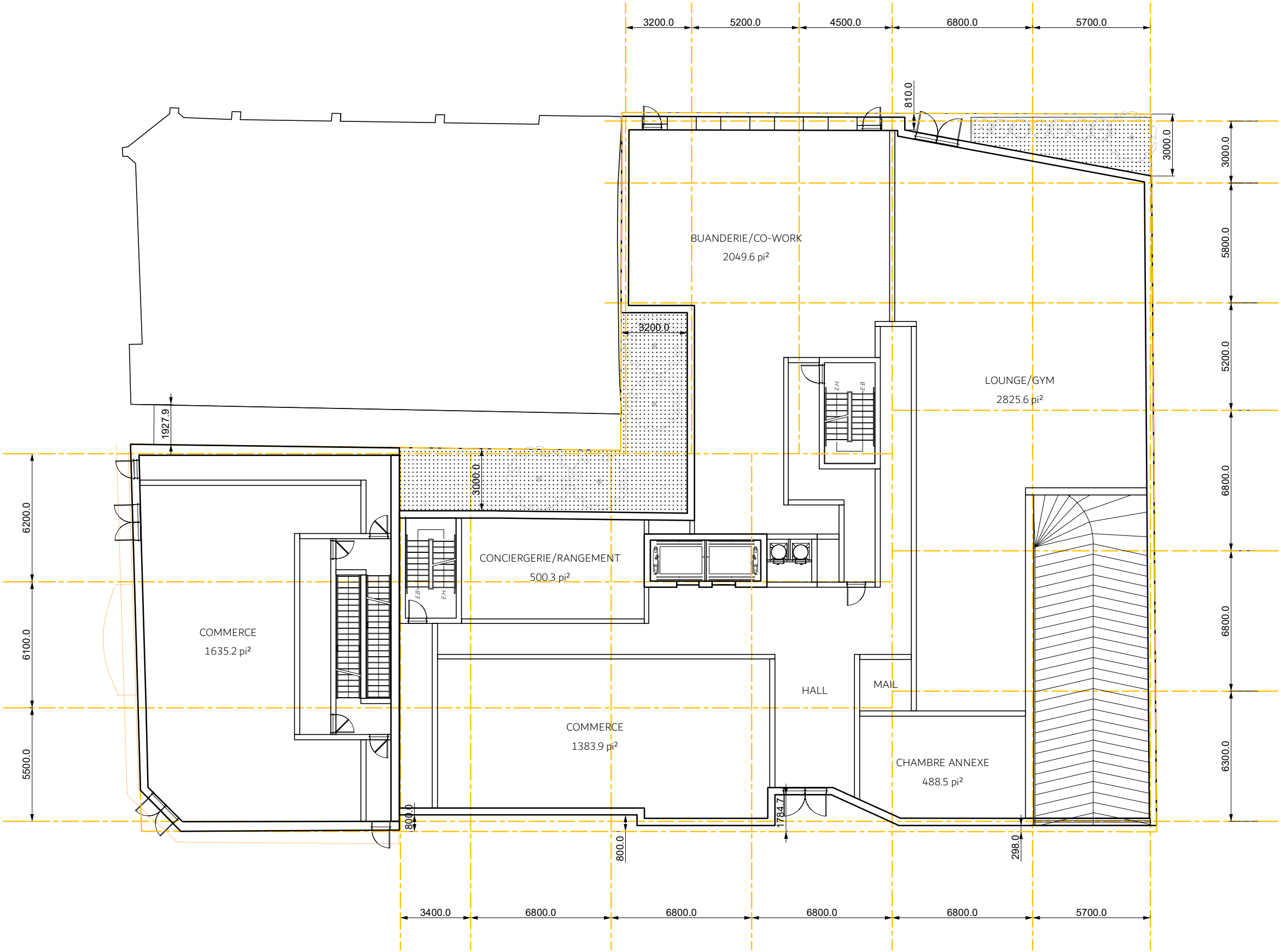
RUE SAINTE-CATHERINE EST

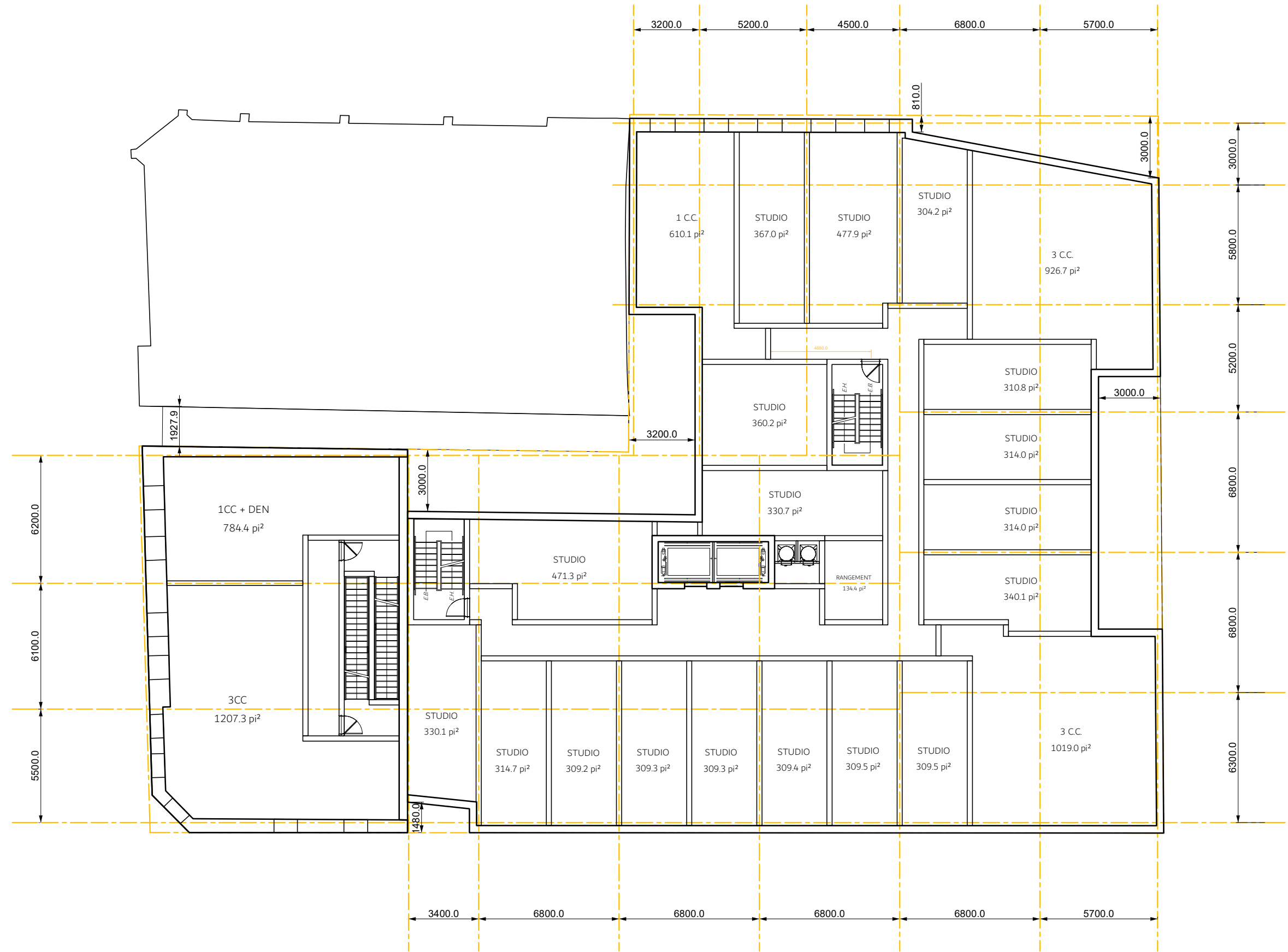


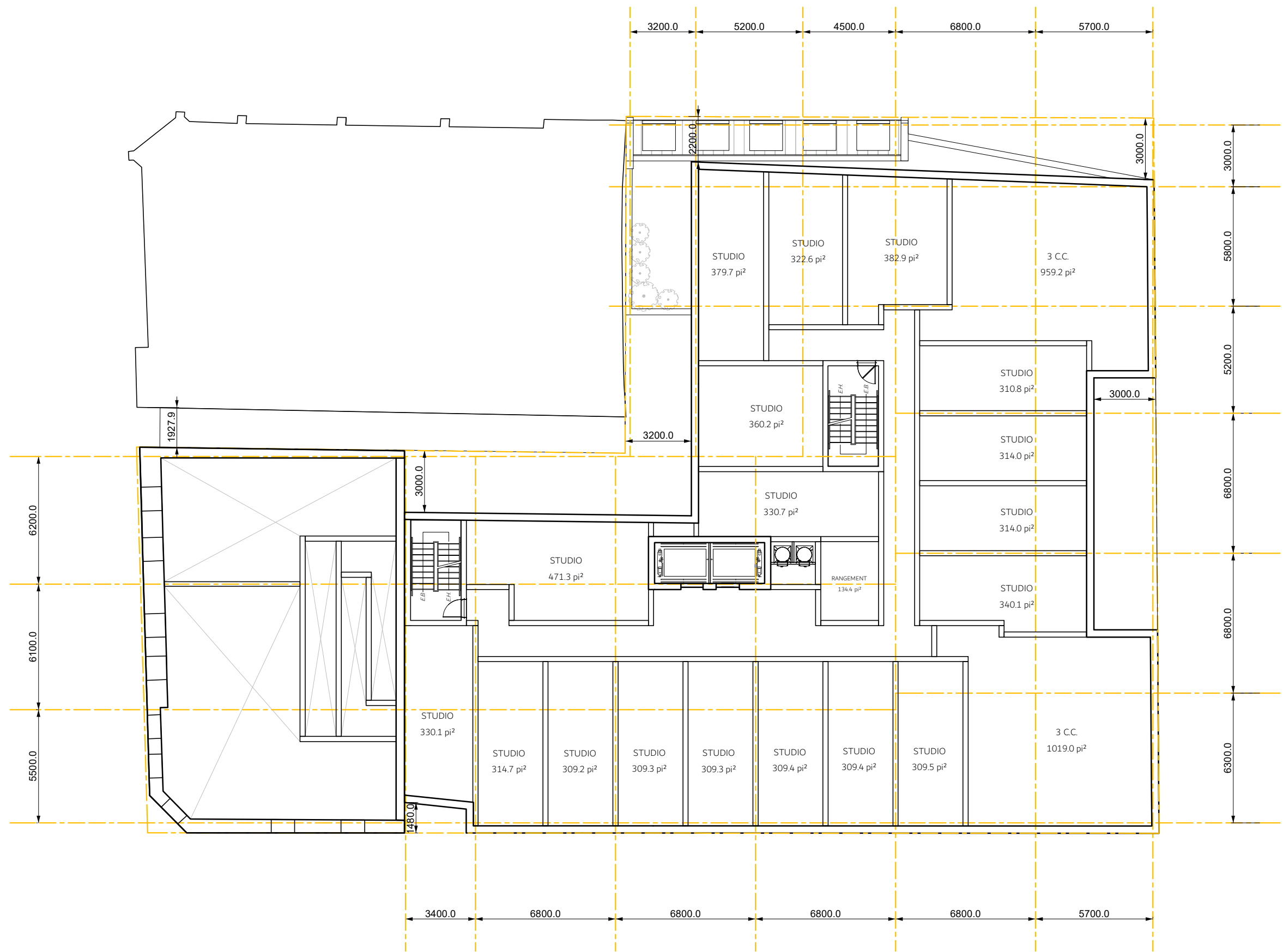
RUE BERGER

66 SAINT-CATHRINE EST



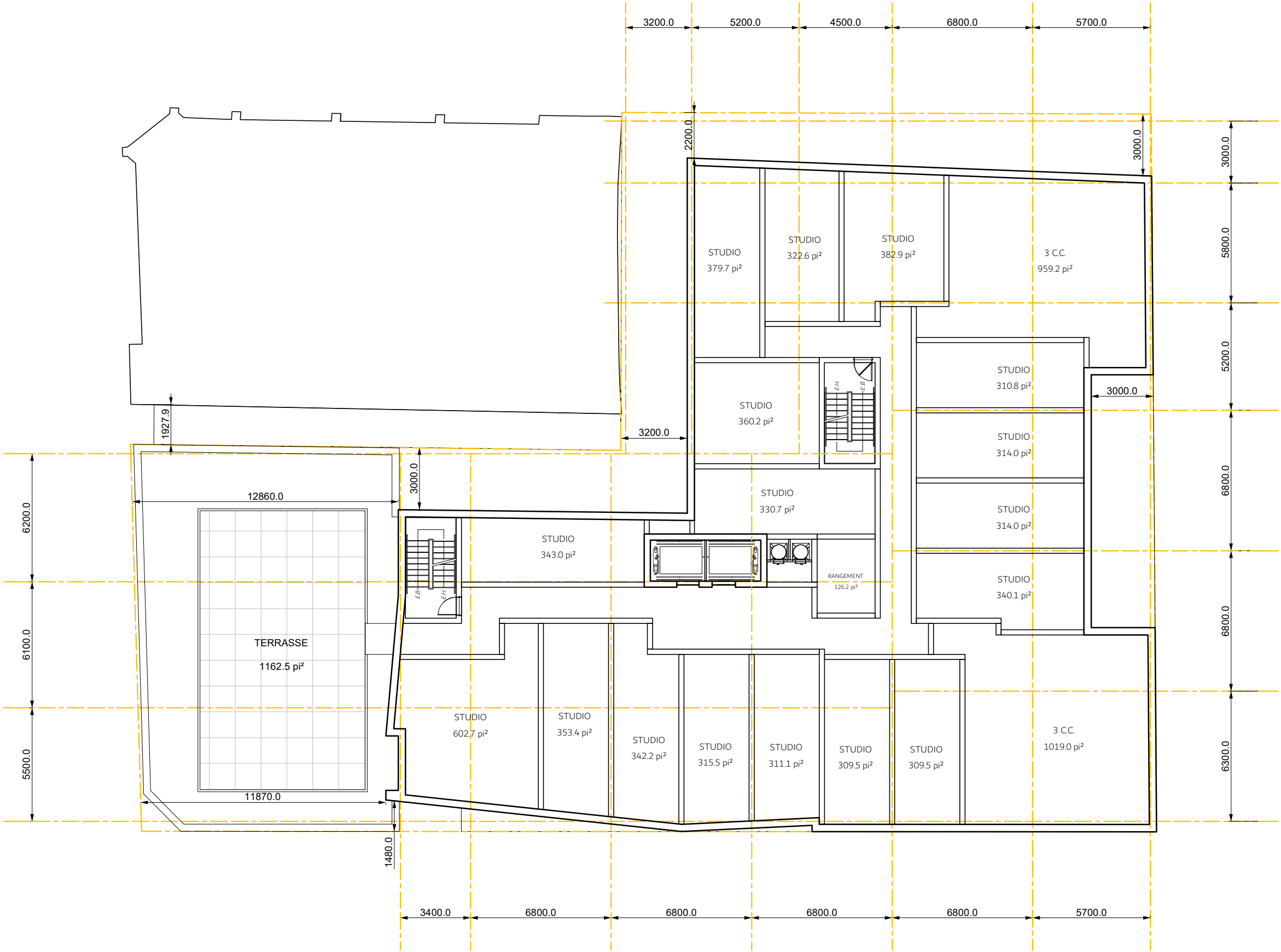


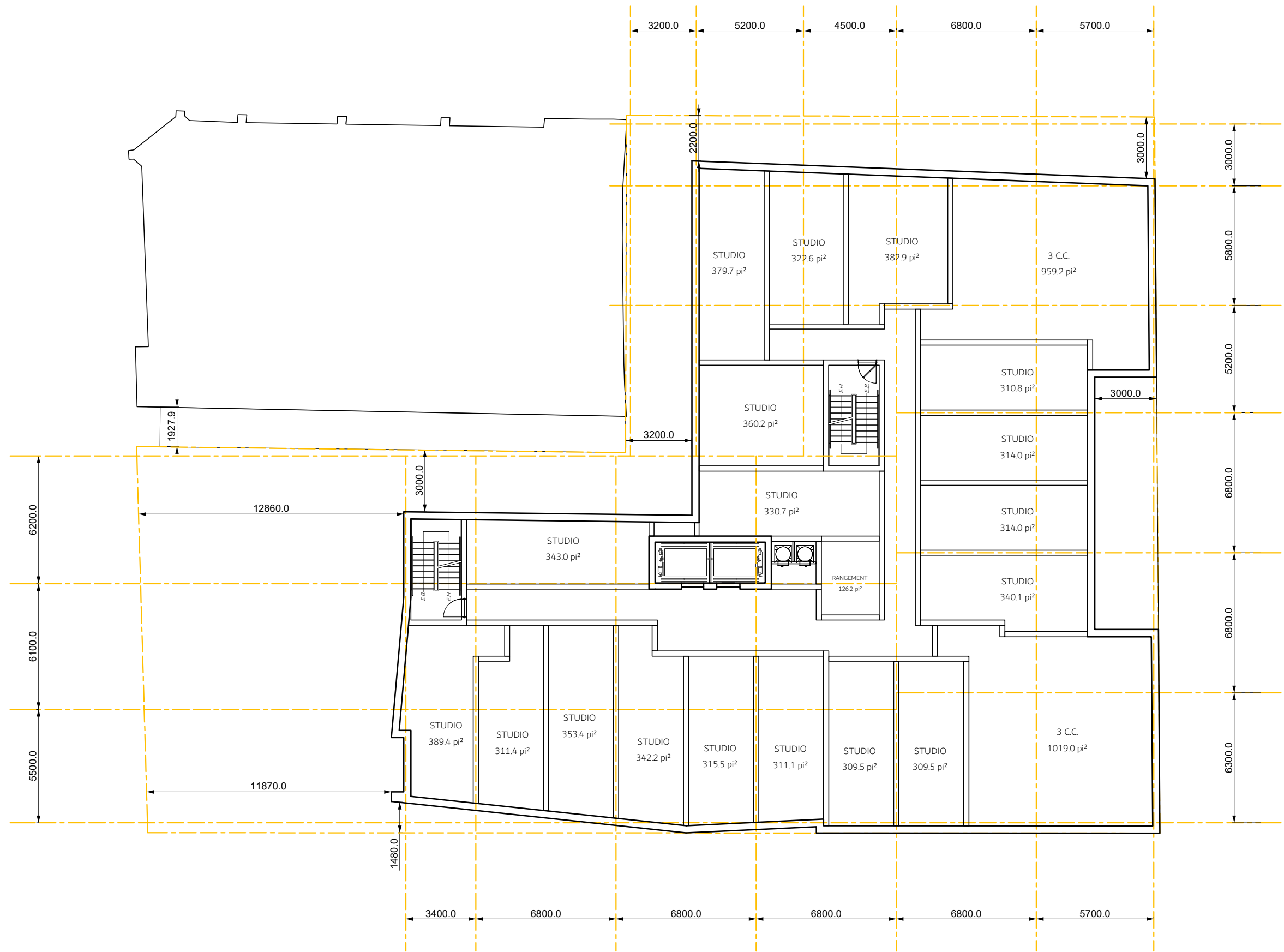




4 juillet 2024

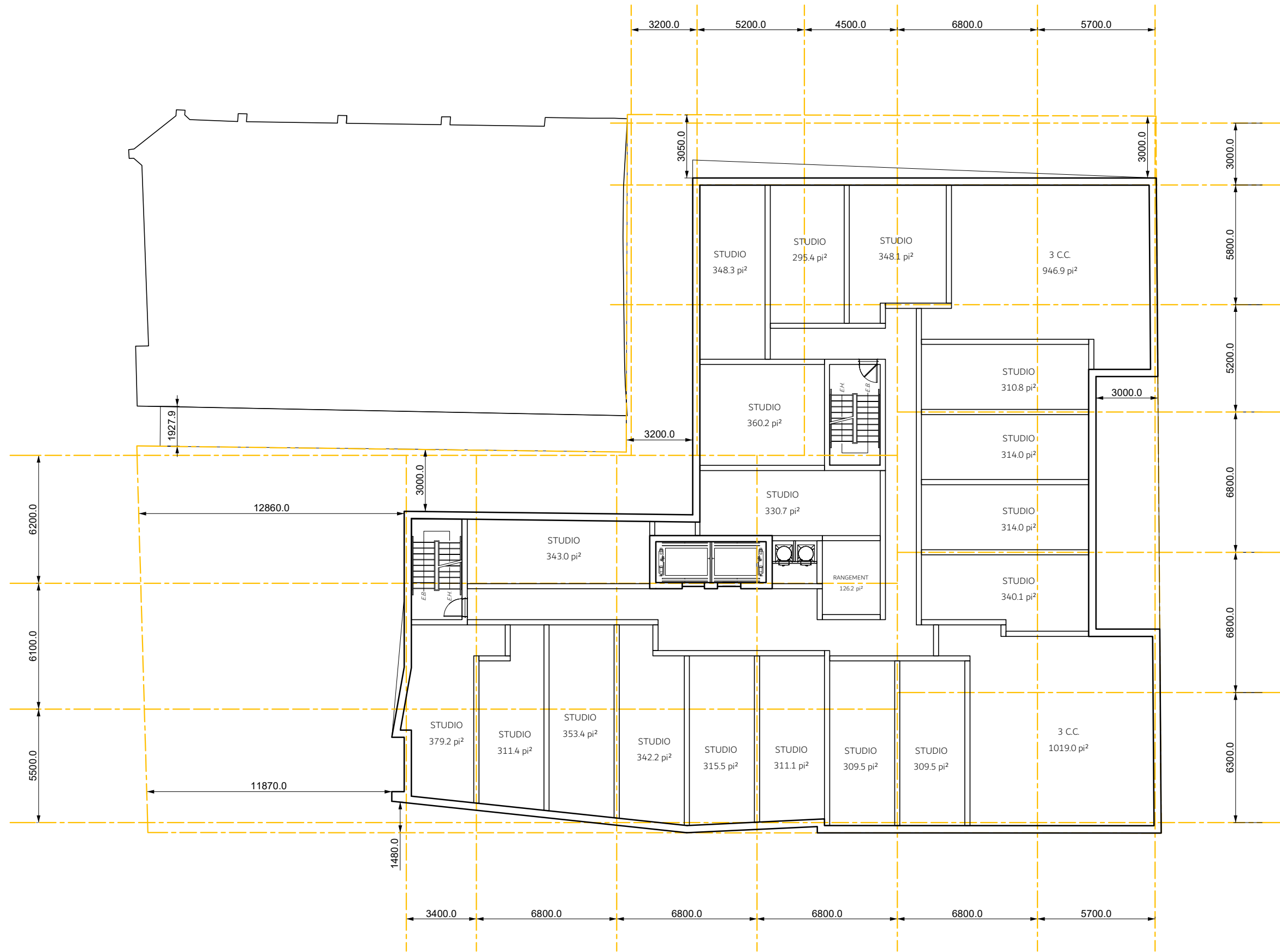
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

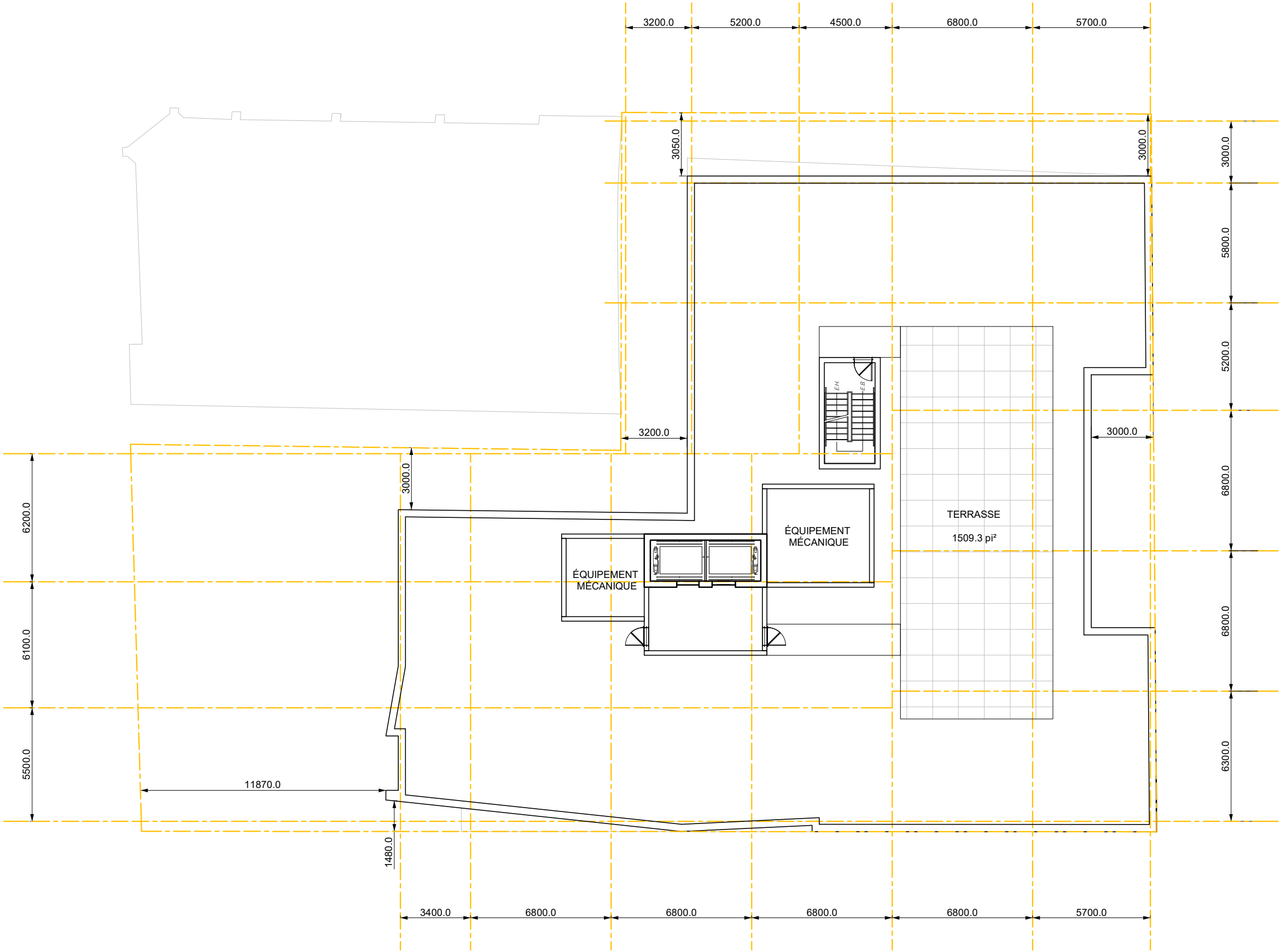




4 juillet 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ





Résumé du bâtiment		
Superficie logements Brute Habitable (vendant)	5669	61026 pi²
Superficie Circulation (corridors , escaliers, (Brute)	1498	16122 pi²
Superficie sous-sol (Brute)	1303	14028 pi²
Nombre d'unités	145	
Efficacité (Vendant/Brute)	81.3%	
Nombres de stationnements (intérieur)	17	
Superficie (total des planchers hors-sol)	7997	86082 pi²
Volume de existant	8817m³	311370 pi³
Volume de démolition	0m³	311370 pi³

SUPERFICIE DU LOT	1332.86
IMPLANTATION (%)	90%
DENSITÉ	5.05
N. D'ÉTAGES	8

94 STE CATHERINE

Typologies logements

UNITÉS		Sup. Brute Habitable m² / pi²
Studio		<i>Voir plans</i>
		Sous-total
1 c.c.		<i>Voir plans</i>
		Sous-total
2 c.c.		<i>Voir plans</i>
		Sous-total
3 c.c.		<i>Voir plans</i>
		Sous-total
		TOTAL

ÉTAGES							
101	102	103	104	105	106	107	108
0	18	18	18	18	17	18	18
0	18	18	18	18	17	18	18
0	2	2	0	0	0	0	0
0	2	2	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0
0	3	3	2	2	2	2	2
0	3	3	2	2	2	2	2
0	23	23	20	20	19	20	20

SOUS-TOTAL	%	Espace privé extérieur
125	86%	
125		0
4	3%	
4		0
0	0%	
0		0
16	11%	
16		0
145	100%	0

Exclusion du bâtiment existant

Sous-total

Superficies (pi²)

Brute habitable logements
Brute habitable existante
Brute commercial
Brute commercial existant
Espaces techniques (Chambre annexe)
Murs Extérieurs
Circulations verticales
Espaces communs (incluant circ. Vertical)
BRUTE TOTAL

0	8647	8647	8006	7920	8018	7902	7902
0	1992	1992					
7298							
1635							
481							
753	888	888	812	540	540	535	535
1776	823	823	511	511	511	511	511
3228	2262	2262	1698	1742	1644	1643	1643
12161	12901	12901	9704	9662	9662	9545	9545

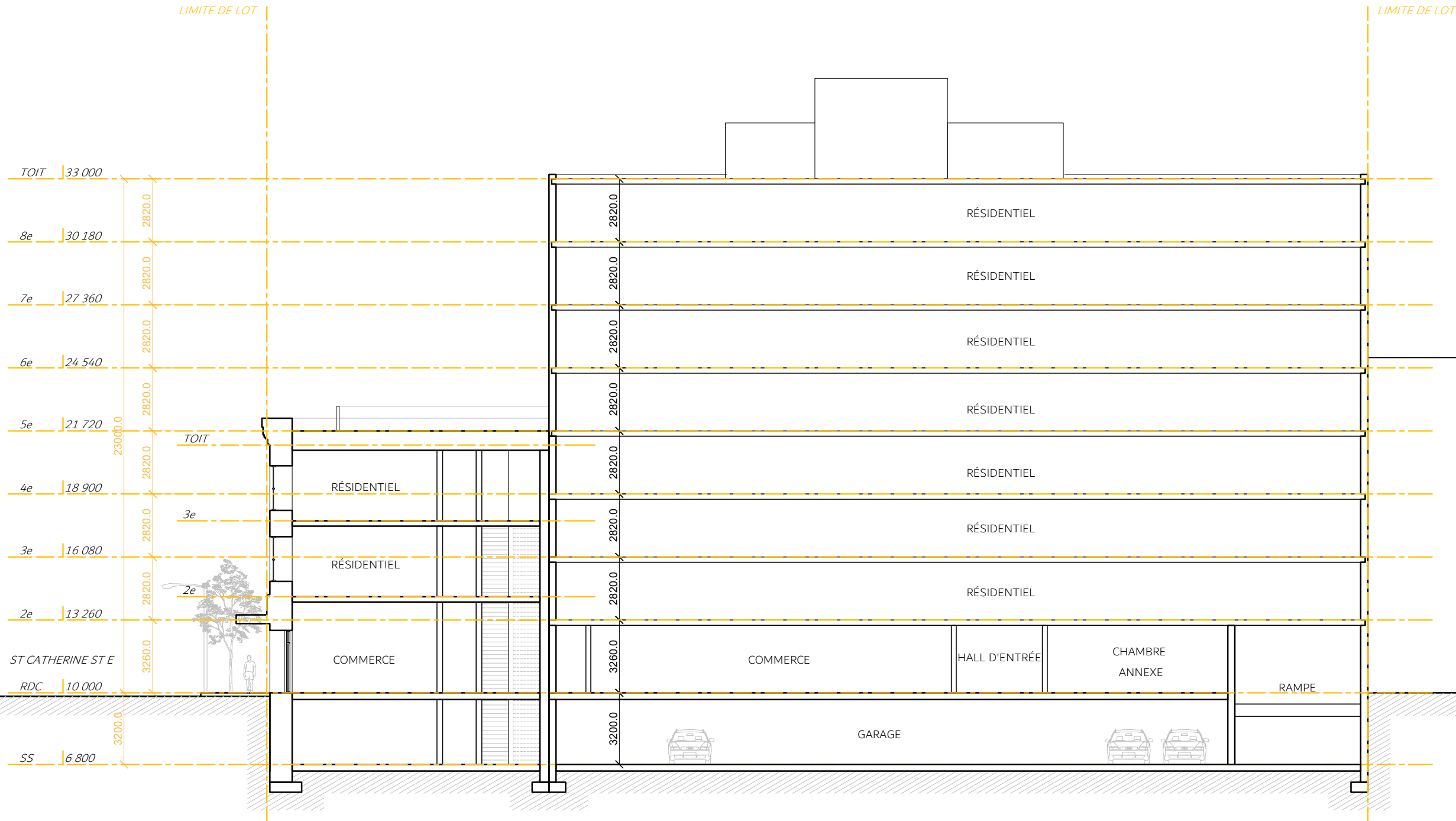
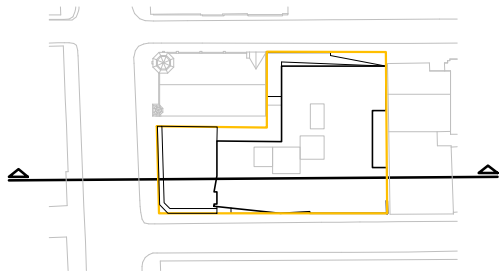
57042	pi²
3984	pi²
7298	pi²
1635	pi²
481	pi²
5490	pi²
5977	pi²
16122	pi²
86082	pi²

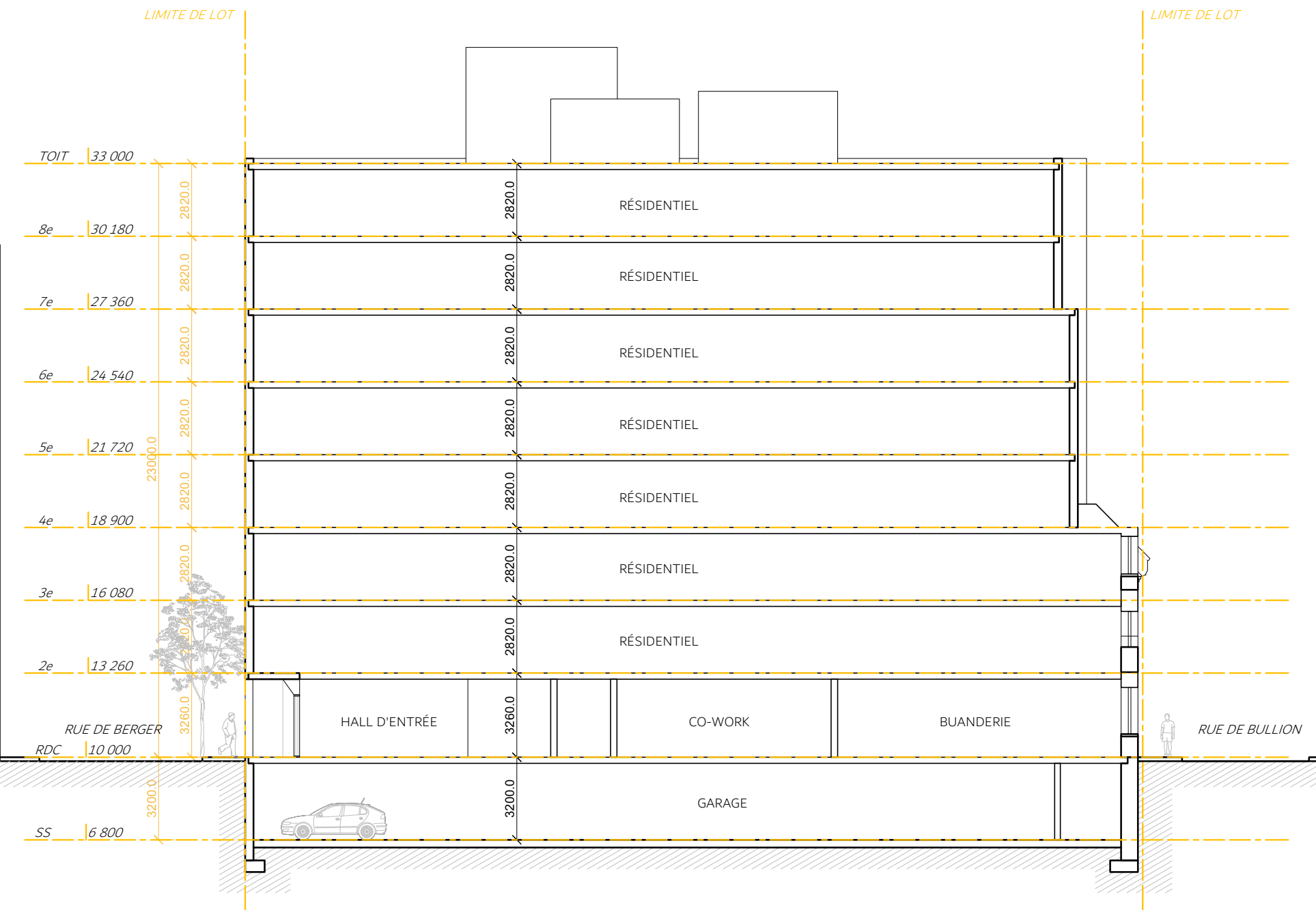
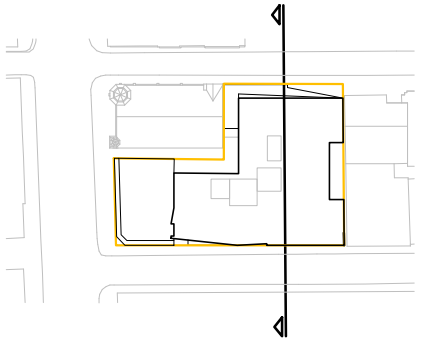
Superficies (m²)

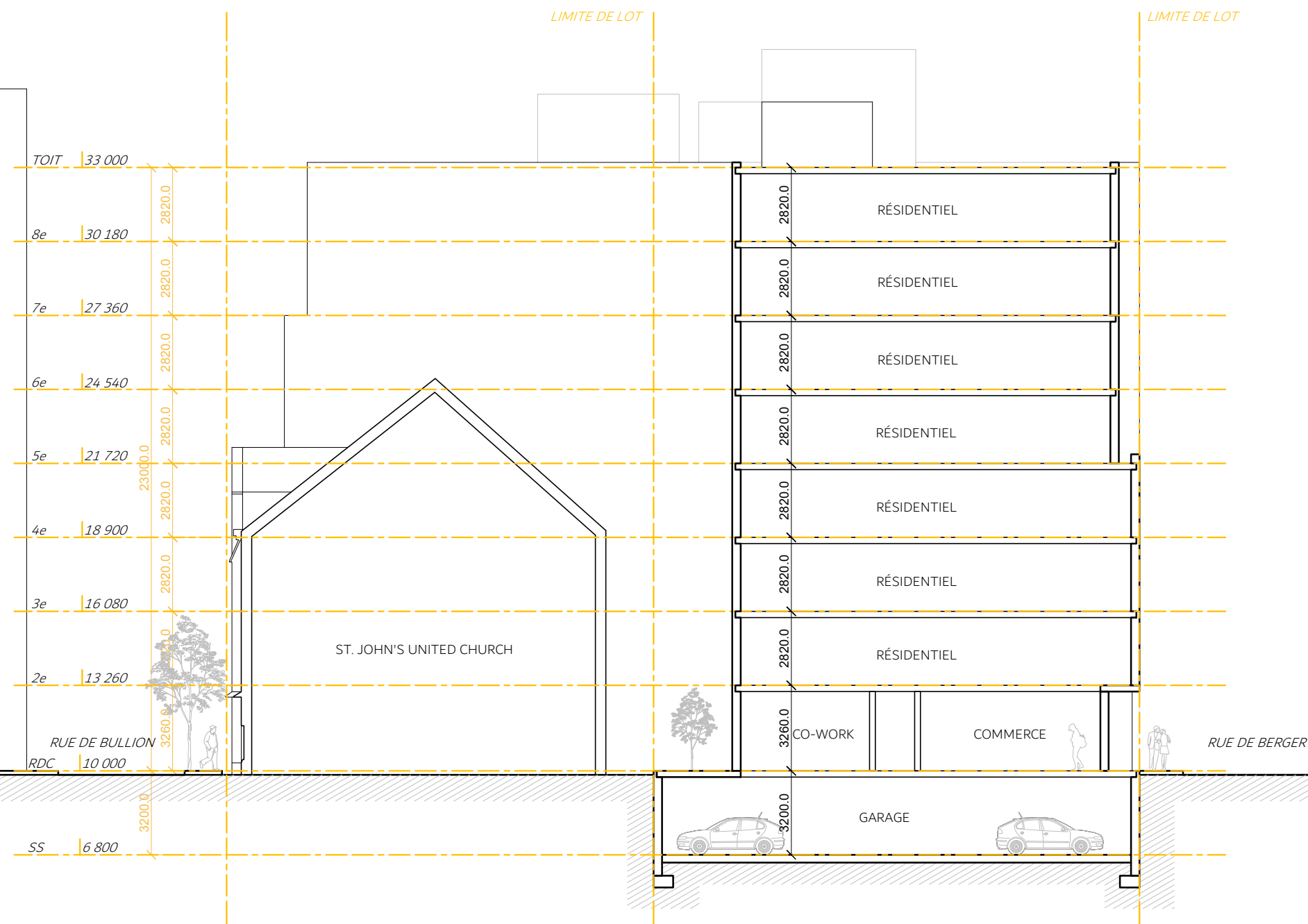
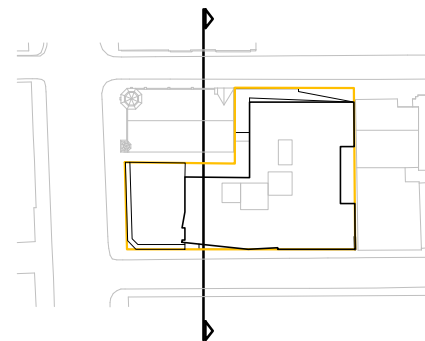
Brute habitable logements
Brute habitable existante
Brute commercial
Brute commercial existant
Espaces techniques (Chambre annexe)
Murs Extérieurs
Circulations verticales
Espaces communs (incl. circ. Vertical)
BRUTE TOTAL

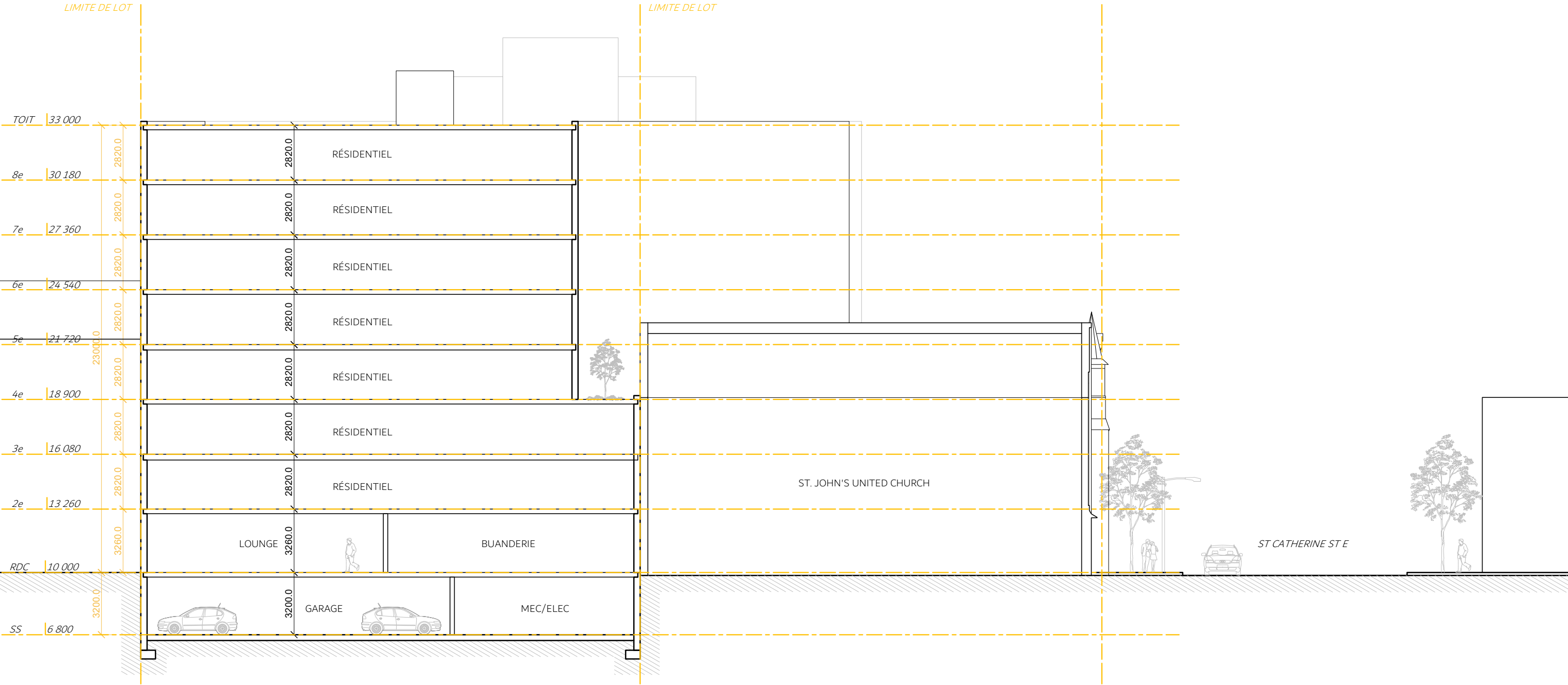
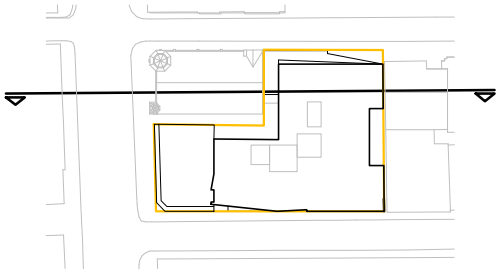
0	803	803	744	736	745	734	734
0	185	185					
678							
152							
45							
70	83	83	75	50	50	50	50
165	76	76	47	47	47	47	47
300	210	210	158	162	153	153	153
1130	1199	1199	902	898	898	887	887

5299	m²
370	m²
678	m²
152	m²
45	m²
510	m²
555	m²
1498	m²
7997	m²

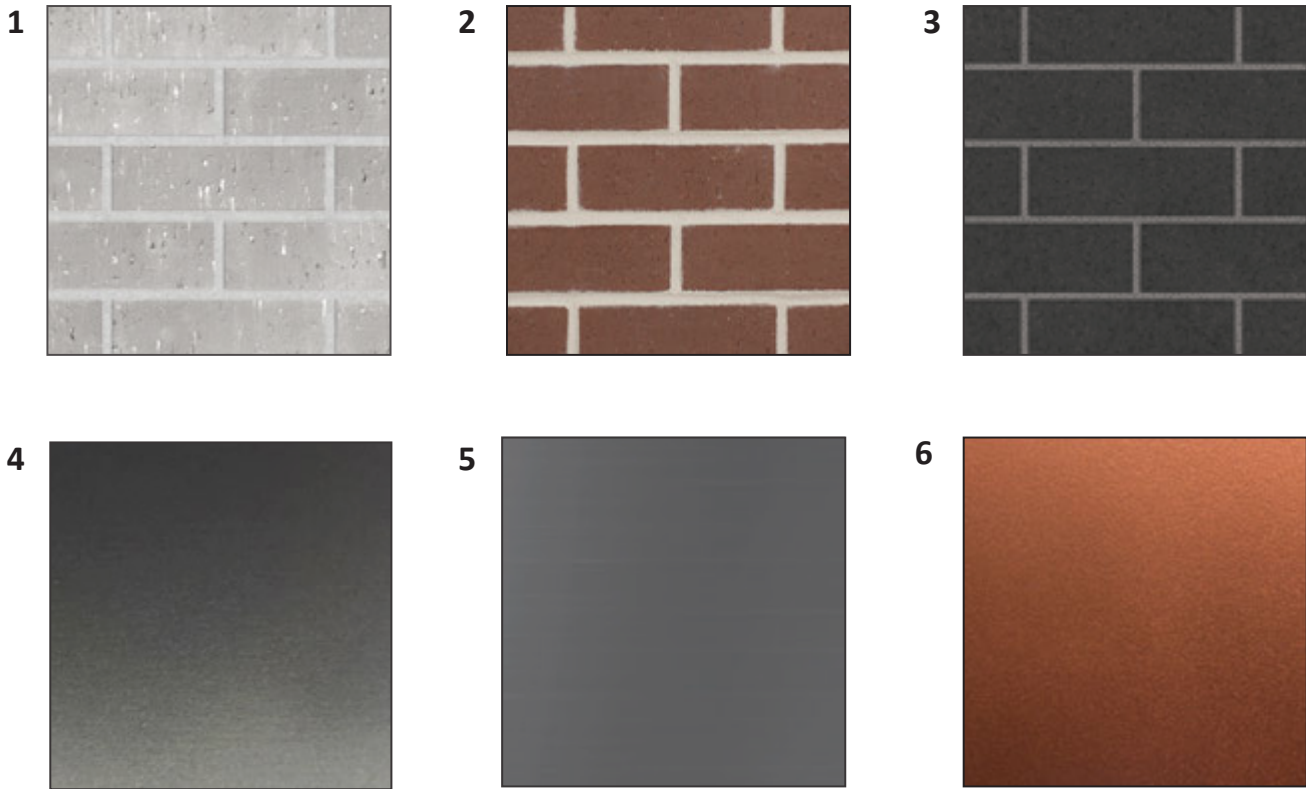




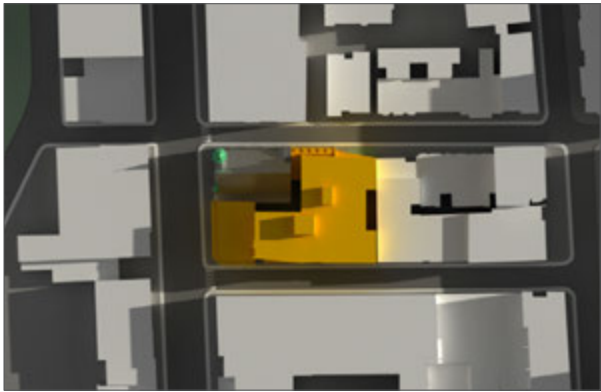




- 1 BRIQUE D'ARGILE DE "INTERSTATE BRICK", FORMAT NORMAN, TEXTURE MATTE, COULEUR PEWTER (OU ÉQUIVALENT)
- 2 BRIQUE D'ARGILE DE "GLEN-GERY",FORMAT MODULAIRE, TEXTURE VELOUR, COULEUR MOCHA (OU ÉQUIVALENT)
- 3 BRIQUE NOIRE
- 4 PANNEAUX D'ALUMINIUM COULEUR NOIR
- 5 PANNEAUX D'ALUMINIUM COULEUR GRIS CHARBON
- 6 PANNEAUX D'ALUMINIUM COULEUR CUIVRE



MARS



21 Mars 8h00



21 Mars 10h00



21 Mars 12h00

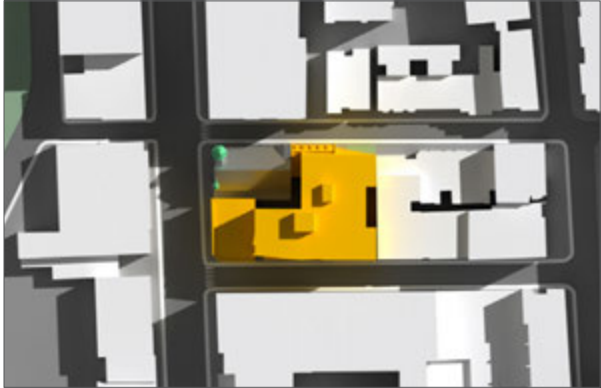


21 Mars 14h00



21 Mars 16h00

JUIN



21 Juin 8h00



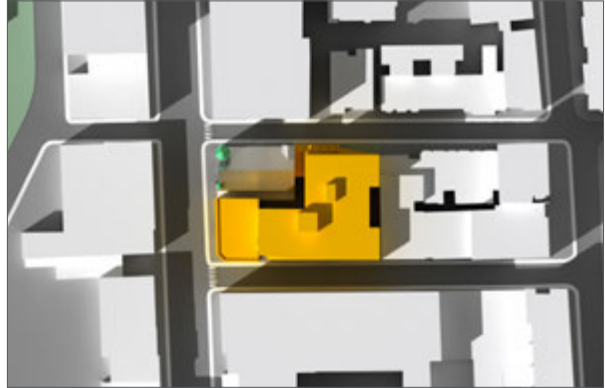
21 Juin 10h00



21 Juin 12h00

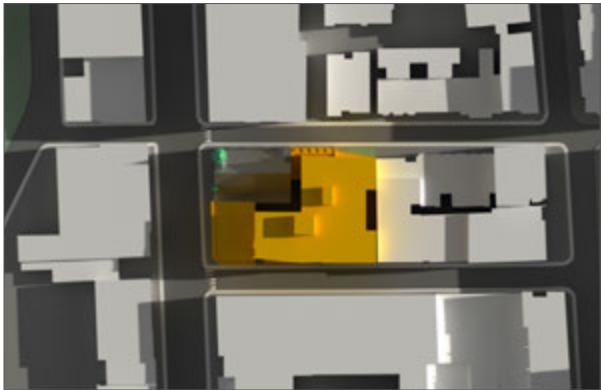


21 Juin 14h00



21 Juin 16h00

SEPTEMBRE



21 Septembre 8h00



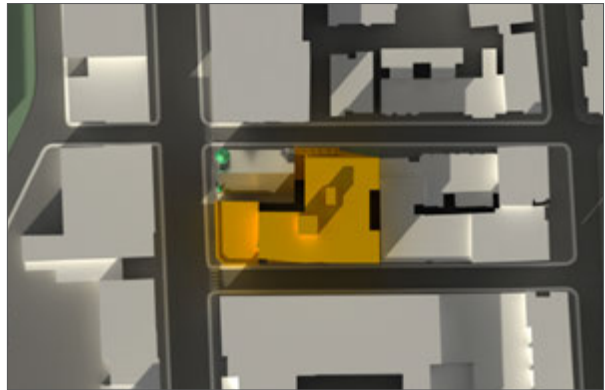
21 Septembre 10h00



21 Septembre 12h00



21 Septembre 14h00

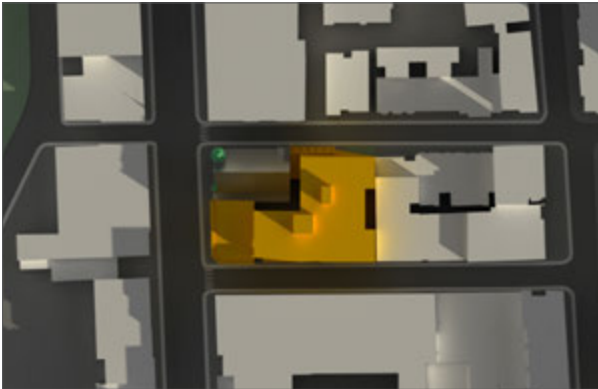


21 Septembre 16h00

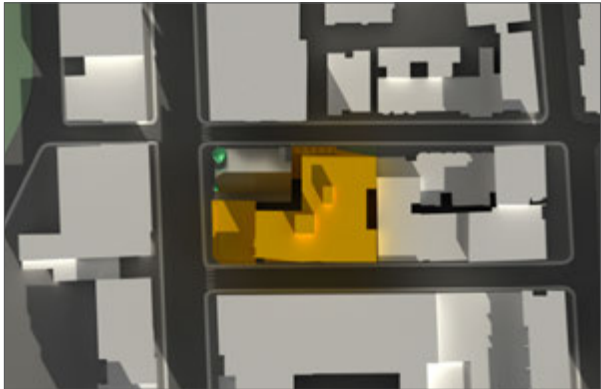
DÉCEMBRE



21 Decembre 8h00



21 Decembre 10h00



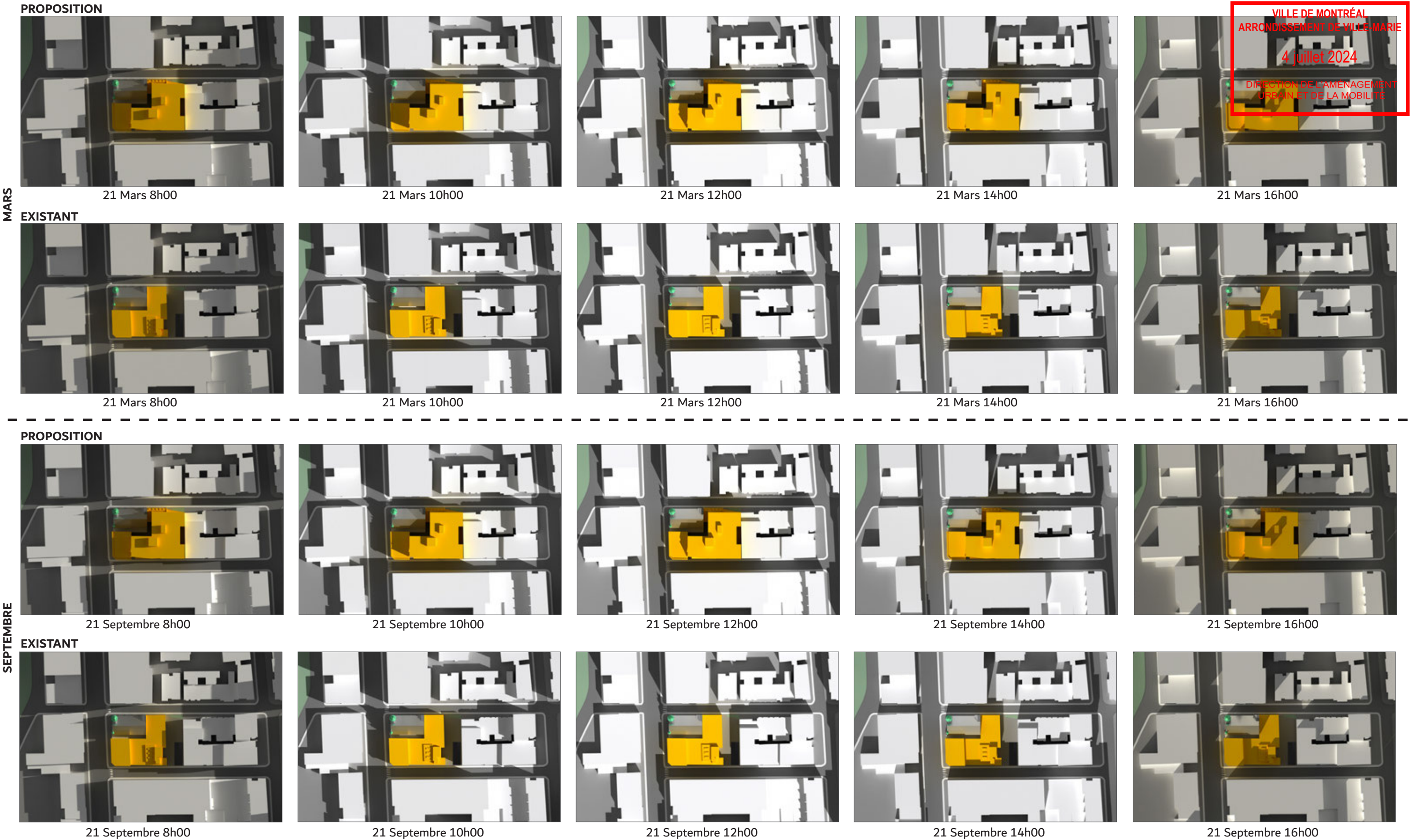
21 Decembre 12h00



21 Decembre 14h00



21 Decembre 16h00



COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

18 septembre 2024
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

M. Robert Beaudry, président et conseiller de la ville

Mme Maggie Cabana, membre

Mme Maria Karteris, membre

Mme Veronica Lalli, membre

Mme Jeanne Vincent, membre

M. Réjean Martineau, membre

M. Louis Routhier, chef de division – urbanisme

M. Jordan Lapointe, conseiller en aménagement

M^e Katherine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Assistance : 4 personnes

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, monsieur Robert Beaudry, président du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 17 h 30. Il présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président fait la lecture de l'ordre du jour; après que madame Maggie Cabana eut proposé son adoption et que madame Maria Karteris eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

Le président précise qu'après la présentation de la demande, une période de questions et de commentaires du public sera tenue, puis le comité rendra sa décision motivée.

3. DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE TENUE LE 19 JUIN 2024

4. ÉTUDE DE LA DEMANDE

90, rue Sainte-Catherine Est

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 31 août 2024, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par la secrétaire d'arrondissement.

Le président invite monsieur Jordan Lapointe, conseiller en aménagement à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 90, rue Sainte-Catherine Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment mixte de 8 étages comportant un rez-de-chaussée commercial avec des espaces communs dédiés aux résidents et 145 logements aux étages supérieurs.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Monsieur Lapointe présente la demande.

Le président invite alors les membres du comité et du public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- aux mesures visant à protéger l'immeuble voisin au projet lors de la démolition, soit celui centenaire et fragile de la paroisse, ainsi qu'aux étapes du processus de réparation en cas de dommage à la paroisse;

- à des inquiétudes de la paroisse quant à l'absence de mur mitoyen entre son bâtiment et celui visé par le projet, ainsi que les impacts sur la structure de la paroisse;
- à l'absence d'appel, de lettre ou de communiqué de la part des demandeurs et à la surprise que le projet n'ait pas été présenté aux membres de la paroisse au préalable;
- au fait que la paroisse est en réflexion quant à l'avenir de son bâtiment et que si elle avait été consultée en amont par les demandeurs du projet, il y aurait peut-être eu d'autres éléments d'opportunité;
- à l'absence d'opposition audit projet par la paroisse et à la volonté de cette dernière d'être impliquée dans le processus du projet, notamment pour en connaître les étapes subséquentes.

Le président fait lecture du projet de décision; après que madame Maria Karteris eut proposé son adoption et que monsieur Réjean Martineau eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que la proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du Règlement d'urbanisme (01-282) et du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Considérant que le bâtiment localisé au 90, rue Sainte-Catherine présente une valeur historique comme témoin à la fois d'une époque importante de développement de la rue Sainte-Catherine, à la fin du XIXe siècle, et du Red Light District du Faubourg St-Laurent au milieu du XXe siècle.

Considérant que le bâtiment localisé au 90, Sainte-Catherine présente une valeur architecturale par la richesse de son parement de pierre grise à bossage, des détails de chaînage et d'encadrement des ouvertures, et de sa corniche à modillons et que le projet prévoit le maintien intégral de son volume.

Considérant que le bâtiment localisé au 1266, rue De Bullion présente un intérêt architectural pour sa matérialité de pierre grise, sa composition symétrique et la qualité de certains détails, notamment les corbeaux et les arches d'entrée. Il présente également un intérêt historique par son ancienneté, et comme un témoin de la reconstruction du Faubourg à la suite du grand incendie de Montréal de 1852.

Considérant qu'une stratégie préparée par un professionnel a été déposée et confirme la possibilité de conserver le volume de trois étages du 90, rue Sainte-Catherine Est et recommande le démantèlement de la façade du 1266, rue De Bullion.

Considérant que deux lettres de garantie monétaire représentant 25% de la valeur du rôle d'évaluation foncière du bâtiment et du terrain devront être déposées avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

Considérant que la restitution d'une partie de la toiture à versant, des ouvertures d'origine et de la corniche du bâtiment localisé au 1266, rue De Bullion, permettra de retrouver et de mettre en valeur une typologie architecturale autrement disparue dans le secteur.

Considérant la modulation du volume contemporain permet d'assurer une continuité des alignements de hauteur et de dégager les vues vers les bâtiments historiques.

Considérant la composition des façades contemporaines est simple tout en intégrant un rythme régulier pour le traitement des ouvertures.

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

Il est donc résolu d'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 90, rue Sainte-Catherine Est, et ce, aux conditions suivantes :

- *Le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux plans d'architecture préparés par l'Atelier Chaloub architectes estampillés par l'arrondissement le 4 juillet 2024.*
- *Les travaux doivent être réalisés de manière substantiellement conforme à la stratégie de conservation préparée par L2C experts conseils et estampillés par l'arrondissement le 13 septembre 2024 :*
 - *Conserver in situ le volume de trois étages du 90, rue Sainte-Catherine Est, afin de l'intégrer au projet de remplacement, et d'assurer le maintien de la structure des murs ainsi que la corniche lors de la réalisation des travaux;*
 - *Mettre en œuvre l'ensemble des mesures disponibles visant à conserver in situ la façade du 1254, rue de Bullion, afin de l'intégrer au projet de remplacement, et prévoir une toiture à versant avec lucarnes de manière à exprimer le volume d'origine;*
- *Déposer la demande de permis de construction du projet de remplacement avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.*

Cette recommandation est assortie des commentaires suivants, en vue de la révision architecturale à venir :


- *S'assurer que l'ensemble des ouvertures pour les fenêtres soient de mêmes dimensions et que la composition des fenêtres soit cohérente entre le rez-de-chaussée et le 2^e étage pour la façade historique du bâtiment localisé au 1266, rue De Bullion.*
- *Prévoir un revêtement de brique d'argile format métrique de couleur rouge pour la façade de la rue Berger du volume localisé au 90 rue Sainte-Catherine Est.*
- *Fournir un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel détaillant les aménagements des espaces non construits et considérer la plantation d'un arbre à moyen ou grand déploiement ainsi qu'une clôture ou un muret délimitant clairement l'espace de la cour avant face à la rue De Bullion.*

Adoptée à l'unanimité.

Le président rappelle que toute personne intéressée peut interjeter appel de la présente décision par écrit devant le conseil et ce, dans les 30 jours de la décision du comité. Le conseil d'arrondissement devra alors confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.


5. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 17 h 55.


M^e Katherine Rowan
Secrétaire du comité

2024-09-19

date


M. Robert Beaudry
Président du comité

2024-09-25

date



Rapport d'expertise en structure

L2C01220602

Rapport d'expertise 94 rue Sainte-Catherine

MONDEV

A/S Michael Owen

7260 rue St-Urbain, Suite 600

Montréal (QC) H2R 2Y6

Tél : (514) 591-4562



Registre des émissions et révisions

Identification	Date	Description de l'émission et / ou révision
Émission 00	2020-09-13	Émission 100% pour commentaires à la ville

Table des matières

1	Introduction	3
2	Observations et analyse	4
3	Exécution du projet.....	11
4	Conclusion et recommandations.....	12

1 Introduction

OBJET DU RAPPORT

Cette expertise fait suite à la demande de l'arrondissement de Ville-Marie pour évaluer qualitativement la faisabilité structurale du projet de remplacement des bâtiments existants situés au 94 rue Sainte-Catherine Est et au 1266 rue de Bullion, par un bâtiment durable incluant des usages mixtes ; commercial, résidences privées et logements sociaux.



Figure 1 - Site à l'étude

En tenant compte de la valeur historique et architecturale de l'édifice, ainsi que des exigences réglementaires de conservation, l'objectif est de déterminer dans quelle mesure les travaux de réfection peuvent être réalisés en conservant :

1. Le bâtiment, et particulièrement la structure, du bâtiment sis au 94 rue Sainte-Catherine Est;
2. L'église St. John's United au coin des rues Sainte-Catherine et Bullion;
3. Le parement de pierre naturelle de la façade avant du 1266 rue Bullion.

Ce rapport fournira une analyse de l'état actuel du bâtiment, des contraintes techniques et des solutions envisageables pour permettre une intervention respectueuse du patrimoine bâti, tout en assurant la faisabilité du projet.

À noter qu'aucune percée exploratoire ou autre méthode dite destructive n'a été effectuée pour rédiger ce rapport. L'analyse et les recommandations sont faites aux meilleurs de nos connaissances suite à une inspection visuelle.

2 Observations et analyse

Le projet à l'étude est de venir densifier le lot tout en conservant l'aspect esthétique et historique des bâtiments existants, sans toutefois endommager l'église *Saint John's United* qui partage le lot avec le bâtiment à modifier. Pour ce faire, les façades devront être conservées, ce qui représente un défi majeur en exécution. Les systèmes structuraux qui sont toujours en bon état et qui répondent au besoin de revalorisation pourront également être conservés.



Figure 2 - Vue aérienne du projet

FAÇADE - 94 RUE SAINTE-CATHERINE

Ce bâtiment est constitué de maçonnerie massive pour la structure des murs hors-sol, d'un système de plancher en solives de bois, d'une façade de pierre d'une épaisseur d'environ 4 à 6 pouces d'épaisseur et de murs de fondations en moellons. La pierre est présente aux étages supérieurs pour être transférée sur des poutres de transfert en acier au-dessus du rez-de-chaussée. Le plancher du deuxième niveau a connu une rénovation majeure à une date inconnue dans le temps pour permettre d'obtenir une grande aire ouverte au rez-de-chaussée. Des colonnes et de poutres d'acier reprennent donc la charge gravitaire de murs de maçonnerie massive.

De ce qui a pu être observé sur place à partir du sous-sol, les planchers en solives et planches de bois, sont affectés par le temps. Plusieurs décennies d'utilisation, avec des percements multiples ; plomberie, électricité, télécommunications, etc. ont affecté grandement les éléments en place. Les appuis en rive dans la maçonnerie ont subi une dégradation par le contact à l'humidité. Il ne serait pas réaliste de considérer les éléments de plancher en bois existant comme des candidats potentiels à la réutilisation dans le but de revaloriser le bâtiment. Ces éléments sont trop endommagés et les nouvelles charges d'occupation qui y seront ajoutées seront trop élevées pour souhaiter conserver ce système structural. Le travail relié à venir renforcer ceux-ci serait trop fastidieux et irréaliste. Il sera plus efficace de venir remplacer ces éléments d'emblée.



Figure 3 - 94 Sainte-Catherine

Nous n'avons pas décelé de signes dénotant des vices majeurs au niveau de la structure de bois des planchers des étages et du toit. Certaines solives seront certainement à remplacer ou à consolider, par suite de travaux antérieurs de plomberie et d'électricité ou d'incendies localisés. Ce type d'intervention est commun dans des bâtiments de cet âge, et l'envergure des interventions pourra être déterminée après le dégarnissage de la structure. Des travaux de renfort seront aussi à prévoir, spécifiquement aux alentours de l'escalier d'issue qui sera ajouté au projet. Des renforts seront également à prévoir au toit pour supporter l'accumulation de neige au toit, en lien avec la construction du nouveau bâtiment en surplomb et de l'amélioration de l'isolation. Il faut aussi s'attendre à devoir ragréer et renforcer la structure d'acier surmontant les murs-rideaux et qui soutient le mur de façade en maçonnerie. Bien qu'il ne nous ait pas été possible de l'observer, ces éléments présentent souvent des traces de corrosion et des signes de fatigue engendrant des déformations inacceptables.

Lors de la visite, nous avons observé un ventre de bœuf important tout le long du deuxième niveau du parement de la façade avant qui démontre que le parement de pierre se détache du mur de maçonnerie massive. Un renfort de surface a été installé de façon ponctuelle dans le passé, mais cela n'est pas esthétique et ne corrige pas la problématique. De toute évidence le liaisonnement de la pierre et de la maçonnerie massive doit être rétablie pour assurer la stabilité latérale du parement. Nous n'avons pas constaté de hors plomb majeur dans les murs de

maçonnerie massive lors de nos visites des espaces intérieurs du deuxième niveau où la maçonnerie est exposée. Au niveau supérieur, la maçonnerie est recouverte de gypse.



Figure 4 - Façade Sainte-Catherine

Il est possible de venir consolider le ventre de bœuf en y installant des tirants et des plaques d'acier en façade, mais cela impactera l'esthétique et ne répondrait pas au but de revalorisation du patrimoine bâti. Les allèges de pierres sont également endommagées par le temps. Pour conserver l'aspect esthétique du bâtiment, nous ne voyons pas de moyen autre que le démantèlement de la façade de pierre pour pouvoir y installer de nouvelles attaches à maçonnerie. Le mur de maçonnerie massive derrière pourrait rester en place à ce moment. La verticalité du mur de maçonnerie massive devra être validée suite au démantèlement du parement. Ces travaux permettront de prolonger la durée de vie de la façade et d'assurer la sécurité des passants.

ÉGLISE ST. JOHN'S UNITED

Selon nos observations, la structure de l'église est distincte des bâtiments adjacents. Nous ne voyons donc aucune contrainte majeure à conserver l'église. En réalisant le démantèlement, il sera important de s'assurer qu'aucun liaisonnement entre les bâtiments et l'église n'est présent. Dans le cas contraire, il faudra prévoir des traits de scie ou autre intervention similaire localisée avant d'initier les travaux de déconstruction principaux à l'aide d'équipement lourd spécialisé.

Lors de ces derniers, des précautions additionnelles devront être prises pour limiter les vibrations et éviter d'endommager le patrimoine bâti.

FAÇADE - 1280 RUE BERGER

La façade de trois étages du 1280 rue Berger est divisée en deux sections. La partie de droite, vers l'arrière du bâtiment est en bon état. La partie de gauche qui est à l'avant est recouverte de crépis qui cache probablement un parement de maçonnerie en mauvais état. Ce qui est très courant lorsqu'un parement de brique d'argile est recouvert d'une matière tel que celle-ci, qui emprisonne l'eau et l'humidité à l'intérieur de la composition et accélère l'endommagement des briques et du mortier. Le parement présente également un ventre de bœuf à la hauteur du niveau 3.



Figure 5 - Façade rue Berger

Il serait prudent d'assumer que le parement de cette façade devrait être démantelé, pour y refaire les attaches à maçonnerie, et reconstitué par la suite.



Figure 6 - Façade rue Berger

FAÇADE - 1266 RUE DE BULLION

La façade du 1266 rue de Bullion est en pierre naturelle. Cette pierre de parement est en relativement bon état pour l'âge. Les allèges de fenêtre du deuxième niveau ne sont pas en bon état cependant, et deux des linteaux de pierre au niveau du rez-de-jardin sont fissurés.

Un ajout en brique qui semble assez récent au-dessus du deuxième niveau est en très bon état mais détonne de l'aspect esthétique de la pierre. Les corbeaux de pierre et de brique de part et d'autre de la façade sont en mauvais état. Un ventre de bœuf est observable au niveau du deuxième étage sur toute la longueur de la façade.

Une ouverture présente sur la face intérieure du mur extérieur au niveau 2 nous a permis de constater que la pierre de parement est d'une épaisseur d'environ 8po et que le mur structural est constitué de moellon d'une épaisseur d'environ 16po au deuxième étage. Ce mur pourrait être d'une largeur plus grande au niveau inférieur.

Le souhait de conserver le parement de pierre sans le démanteler, et ce tout au long des travaux de construction et revitalisation, comporte plusieurs obstacles.

D'une part, le parement présente déjà plusieurs signes d'instabilité latérale. La présence de brique sur les derniers huit pieds du haut du parement démontre que des travaux correctifs, impliquant le démantèlement de la pierre et le remplacement par un parement de brique commun, ont été réalisés dans un passé pas si lointain. Ce type d'intervention est typique d'un manque de liaisonnement entre un parement et son mur arrière de soutien. Les déficiences de cette problématique apparaissent souvent dans le haut des murs en premier. Combiné à la présence du ventre de bœuf actuel observable à la mi-hauteur du parement de pierre, on comprend que la stabilité latérale du parement est déjà questionnable dans son ensemble.



Figure 7 - Façade de Bullion

Le type de construction et la localisation de la façade complexifient grandement la réalisation. Les fondations actuelles, sous le parement de pierre, sont en moellons. La future construction prévoit

un sous-sol d'environ 10 pieds de profondeur alors que le sous-sol actuel s'enfonce à environ 7 pieds de profondeur. Pour augmenter la qualité du bâtiment, la pérennité et l'étanchéité du bâtiment, nous recommandons de remplacer le mur de moellons par des murs de fondations conventionnelles en béton armé. Une excavation supplémentaire pour atteindre la profondeur désirée sera nécessaire et devra être réalisée sous le parement.

Pour effectuer ces travaux d'excavation, la démolition de la superstructure sera nécessairement une obligation. Pour ce faire, il faudra assurer la stabilité gravitaire en plus de la stabilité latérale du parement de pierre. Cette stabilité passe par la conception et l'érection d'une imposante structure d'acier. Deux options sont possibles, une structure côté bâtiment ou une structure côté rue. La première option serait extrêmement obstructive pour les travaux de démolition, d'excavation et de construction, poserait un enjeu de sécurité pour les travailleurs en plus de rendre l'utilisation de machinerie lourde impossible. On peut s'imaginer cette structure comme une répétition d'immenses équerres d'acier espacées à tous les 10 pieds atteignant le sommet du parement et prenant appui selon un angle minimal de 1:2 sur de nouvelles fondations. Cette

stratégie n'est pas viable et ne peut être envisagée pour réaliser des travaux sécuritaires, efficaces et conformes aux règles de l'art et aux méthodologies modernes.

La structure côté rue devient donc la seule option viable. Elle présente néanmoins un désavantage majeur et critique. En plus d'engendrer la fermeture complète de la rue ou d'en occuper une bonne partie, il sera impossible d'assurer la stabilité sans endommager la surface extérieure des pierres. Cette dernière contrainte va à l'encontre de l'objectif visé. En effet, la stabilité serait assurée par le liaisonnement de la pierre au support à l'aide de vis ou autre dispositif mécanique destructif selon un espacement à déterminer, mais qu'on peut estimer à environ 36 pouces d'espacement dans les deux directions. Le résultat final serait un parement de pierre parsemé de percement qui altérerait grandement son esthétisme.

Le maintien en place de ce parement est donc une embuche à bien des égards. Problématique qui pourrait être évitée par le démantèlement et la reconstitution de celui-ci pendant le projet. Le parement nécessite quelques réparations au niveau des linteaux et allèges de toute façon, qui pourront être adressés lors de la mise en place par le remplacement des éléments endommagés.



Figure 8 - Façade de Bullion en pierre et moellon

3 Exécution du projet

PROBLÉMATIQUES SOULEVÉES

La construction du nouveau bâtiment implique de venir démolir une partie du bâtiment existant, de réaliser de nouvelles fondations en sous-œuvre qui n'affecteront pas les bâtiments existants en place, tel que l'église Saint John et le bâtiment situé au 94 Sainte-Catherine. Ceci implique de réaliser des fondations en sous-œuvre. Cela implique également de prendre des précautions additionnelles pour limiter les vibrations et éviter d'endommager le patrimoine bâti.

En réalisant le démantèlement, il sera important de s'assurer qu'aucun liaisonnement entre les bâtiments et l'église ne sont présents et que si des éléments sont présents, ils devront être sectionnés.

La façade en pierre de la rue Sainte-Catherine et la façade en brique sur la rue berger devront être démantelées pour y remettre de nouveaux ancrages et éliminer les ventres de bœufs, prolonger la durée de vie de ces façades et assurer la sécurité des passants.

Les éléments en bois des planchers et du toit qui seront conservés pour le projet, devront être remplacés ou consolidés avec de la nouvelle structure. Spécifiquement, aux alentours de l'escalier d'issue qui sera ajouté au projet.

La structure d'acier qui reprend le mur de façade avant devra être renforcie avant l'installation des murs rideaux.

Selon ce qui est envisagé, la façade de pierre sur de Bullion souhaite être conservée pour le projet, cependant, il serait difficilement envisageable de maintenir en place ce parement considérant les contraintes de terrain. Le bâtiment en place devra être démoli en premier lieu, donc une structure triangulée devra être installée du côté de la rue pour venir reprendre les efforts latéraux. Cela implique une occupation d'une bonne partie de la rue et du trottoir pour la durée du projet. Mais avant cela, un mur berlinois devra être installé du côté de la rue en premier lieu pour venir reprendre les efforts latéraux en sous-sol pour la reprise de la poussée des terres en sous-sol avant l'excavation du site. La structure du mur de moellon devra alors être démantelée de l'intérieur pour permettre la démolition du bâtiment en place graduellement. La démolition graduelle du moellon et du bâtiment jusqu'au sous-sol permettra ensuite de permettre la coulée des murs de béton en sous-sol pour le projet.

Dans cela, il n'y a pas été question de traiter de la retenue du parement en place en niveau du rez-de-chaussée puisque celui-ci devra être maintenu en suspension pendant les travaux. Cette transition pourrait être névralgique et endommager le parement en place, nécessitant déjà des interventions aux allèges et linteaux, puisque l'intervention de remplacer l'appui pourrait endommager et faire travailler le parement en place. Ceci n'adresse pas qu'en maintenant ce parement de pierre en place, l'accessibilité au site sera restreinte et que cela pourrait prolonger l'occupation de rue et l'encombrement en périphérie du lot.

4 Conclusion et recommandations

Trois stratégies de maintien de volume sont étudiées dans le présent rapport.

Nous n'entrevoions pas d'embuche majeure à la conservation du bâtiment localisé au 94 rue Sainte-Catherine. Pour y parvenir, voici les travaux recommandés et à prévoir :

- Parement de pierre à démanteler et remonter ou travaux nécessaires pour assurer la stabilité latérale. Ces travaux auraient un impact esthétique parce qu'ils impliqueraient l'installation de plaque par l'extérieur;
- Travaux de renfort relativement standards à prévoir pour les modifications de l'existant (ouvertures d'escalier);
- Renfort de la structure d'acier supportant la maçonnerie au-dessus des murs rideaux à prévoir;
- Travaux de renfort de la structure du toit pour l'accumulation de neige;
- Travaux de renfort des éléments structuraux de planchers endommagés par des travaux antérieurs.

Dans le cas de la conservation de l'église :

- Aucune contrainte envisagée pour assurer l'intégrité structurale de l'église durant les travaux de démolition;
- Prévoir des traits de scie et des travaux de démantèlement localisés pour assurer le déliaisonnement de la structure avant la démolition.

La conservation de la façade de pierre naturelle sur la rue Bullion comporte toutefois plusieurs complexités qui rendent la séquence de travaux impossibles et qui ne permettent pas d'atteindre l'objectif. Citons entre autres :

- Instabilité actuelle du parement;
- Linteaux endommagés déjà à remplacer;
- Travaux de sous-œuvre nécessaire pour la nouvelle construction;
- Structure de support côté bâtiment encombrante pour les travaux et posant un risque pour la sécurité des travailleurs;
- Stratégie de support côté rue destructive pour le parement de pierre.

Pour ces raisons, nous recommandons de démanteler le parement et de prendre les mesures nécessaires pour pouvoir le reconstruire le plus fidèlement possible à son état actuel.

Nous demeurons disponibles pour toute autre investigation plus approfondie du bâtiment à votre demande. Espérant le tout conforme, vous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

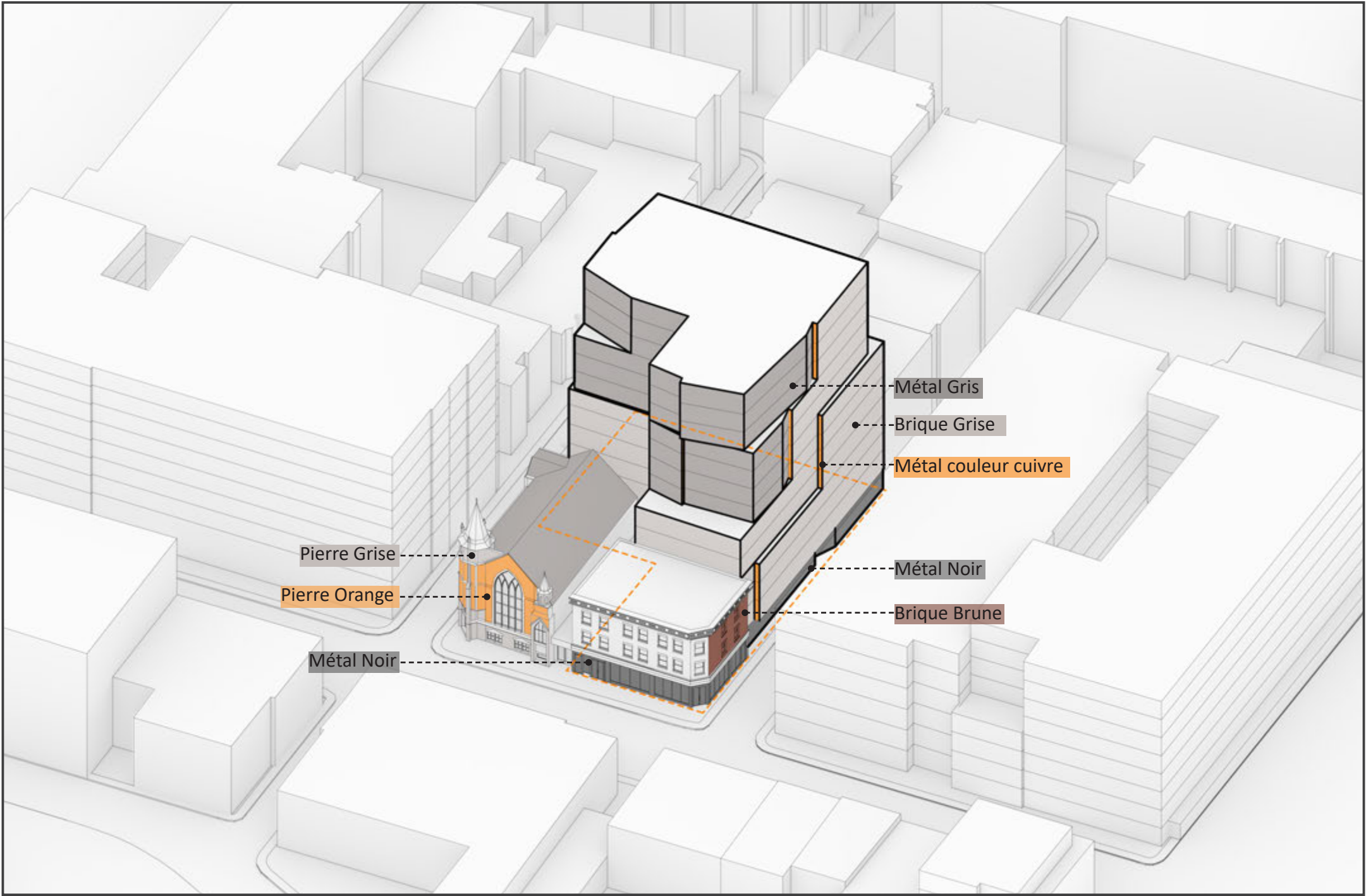
Préparé par :



Alexandre Caron, Ing.
Ingénieur en structure
OIQ#618136



Martin Lavictoire, Ing. M.Sc.A.
Associé principal - Ingénieur en structure
OIQ#142880

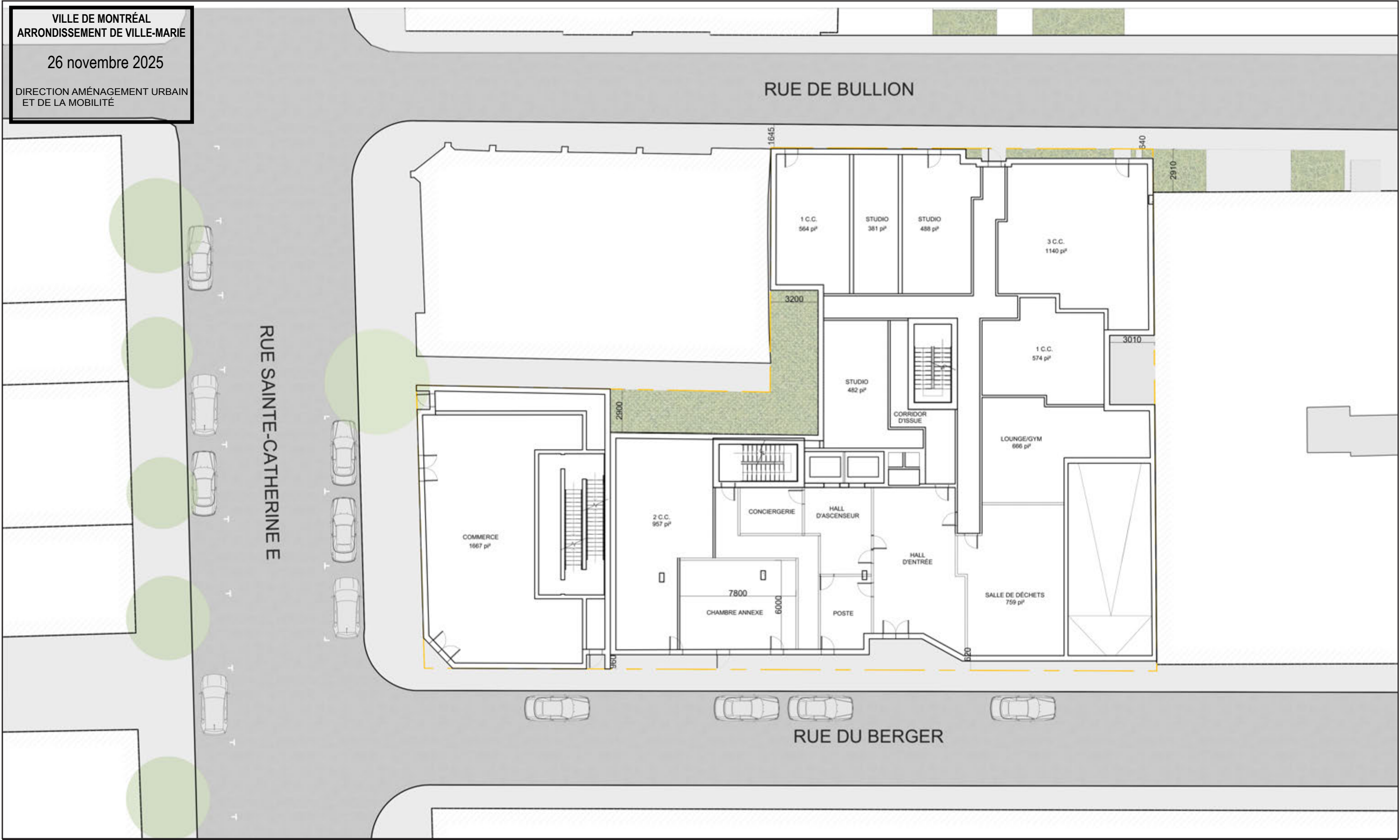


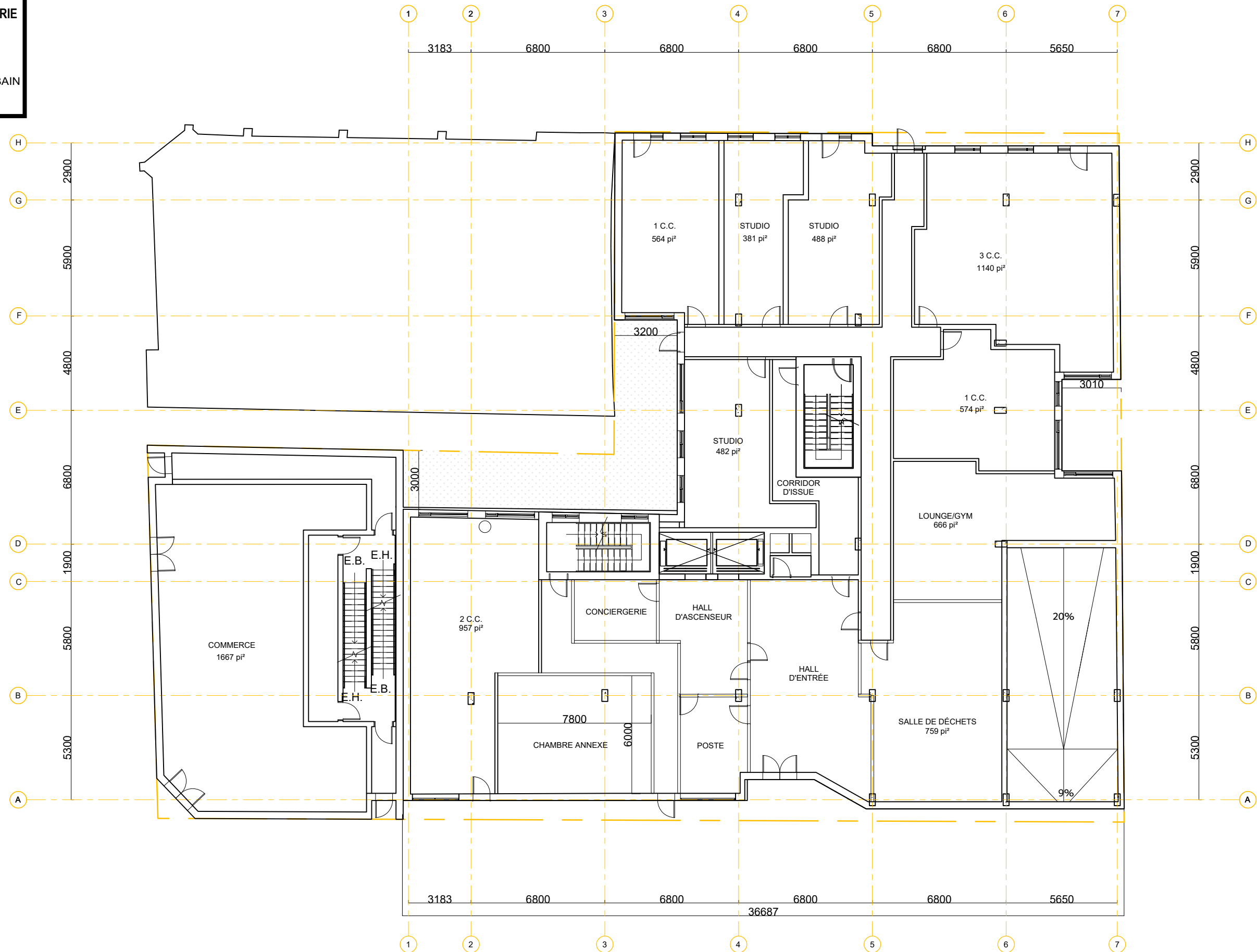
6- MATÉRIALITÉ

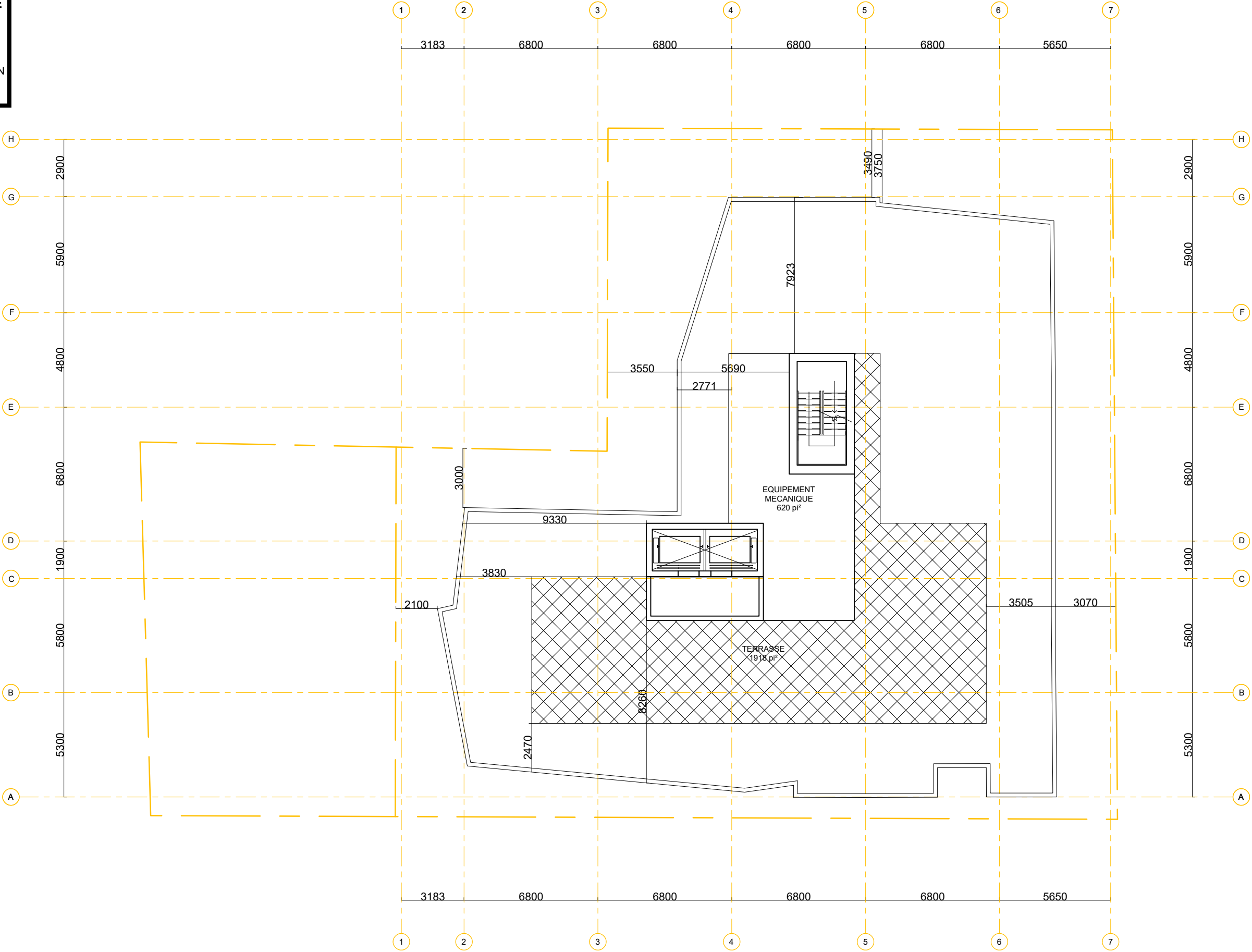
Le revêtement reprend la palette de l'église pour l'ensemble du projet. L'emploi de maçonnerie et de revêtement métallique communique une transition de gabarit et de langage architecturale pour mettre de l'emphasis sur le dynamisme volumétrique.







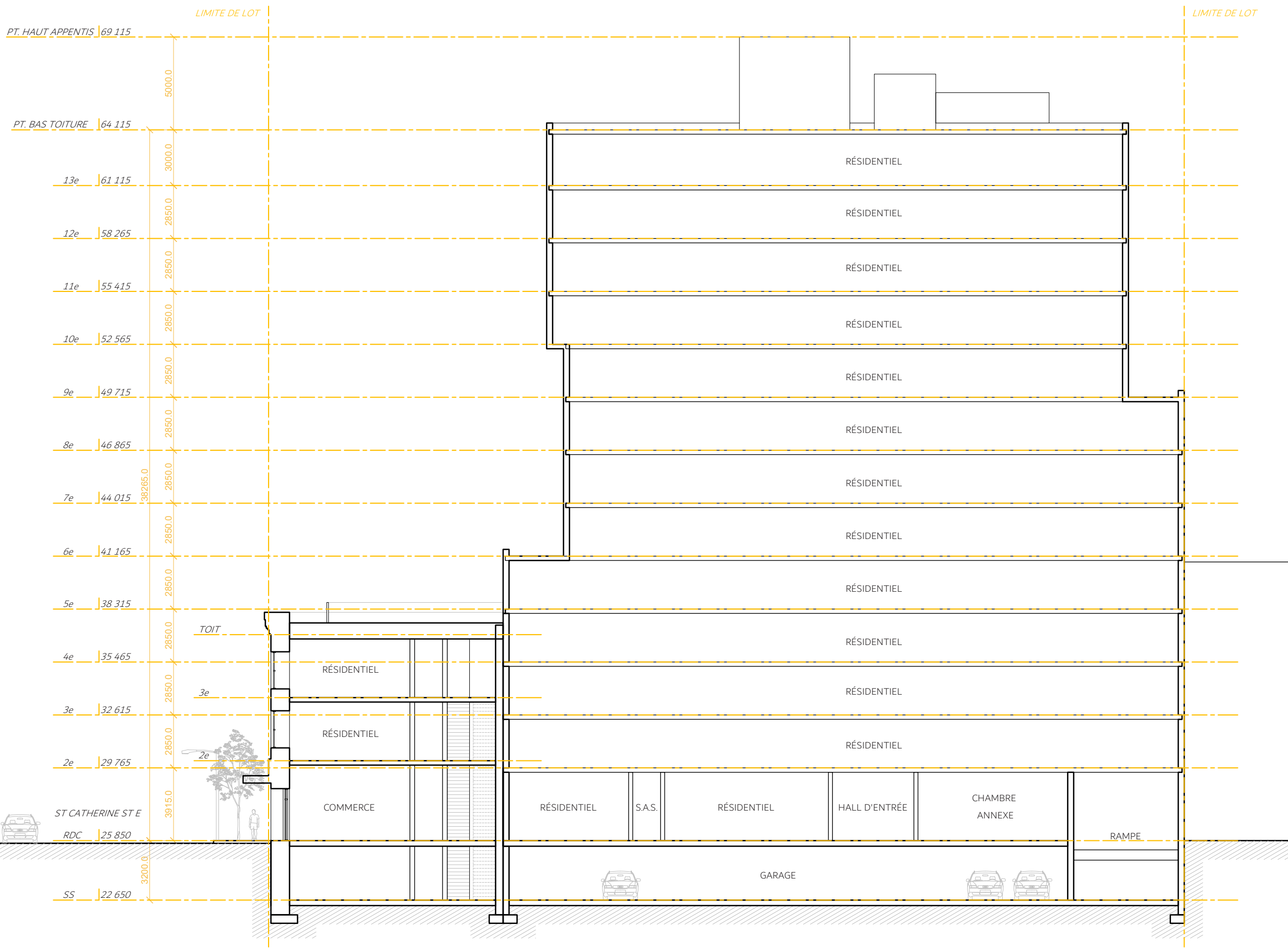




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 novembre 2025

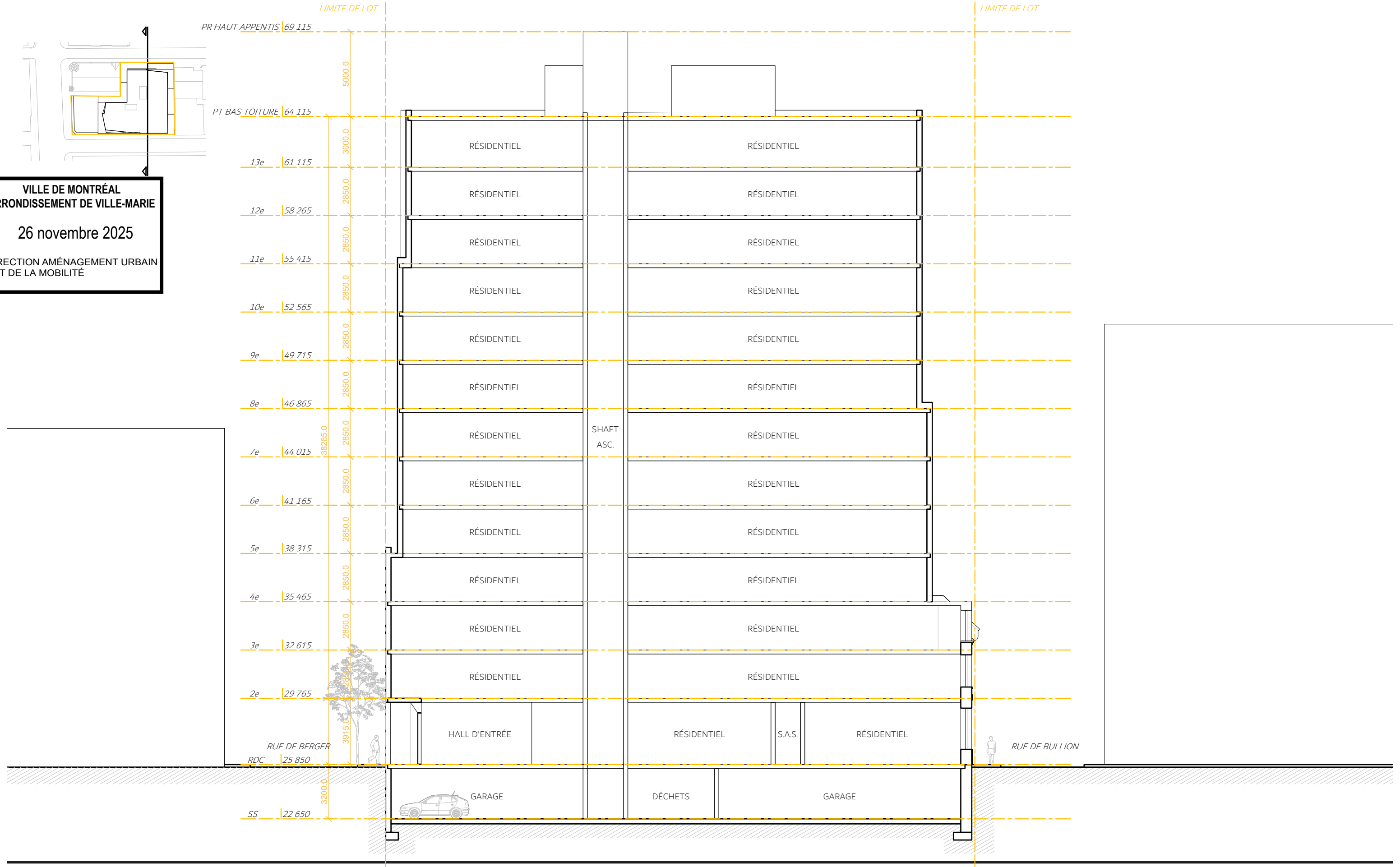
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 novembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



- 1 Brique d'argile, texture velour, couleur mocha
- 2 Toiture revêtement en acier, couleur fusain
- 3 Brique d'argile, texture matte, couleur pewter
- 4 Panneaux d'aluminium composite, couleur fusain
- 5 Panneaux d'aluminium composite, couleur cuivre
- 6 Panneaux d'aluminium composite, couleur noir

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

26 novembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

16 octobre 2025

3003605276

4.1.1

Objet :	ARTICLE 93 DE LA LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'HABITATION
Endroit :	90-94, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	<p>La demande concerne le site situé à proximité du Quartier des spectacles, dans le faubourg Saint-Laurent. De forme atypique, le lot occupe l'intersection de la rue Sainte-Catherine Est et de la rue Berger et comporte une seconde façade sur la rue De Bullion. À l'origine, ce lot était composé de plusieurs lots comportant des bâtiments distincts. Le bâtiment localisé à l'intersection de la rue Sainte-Catherine Est et de la rue Berger a été construit en 1897-1898, selon l'étude fournie par les demandeurs, et il abrita dès les années 1910 des cafés et des restaurants. La façade principale est parée de pierre calcaire et est surmontée d'une corniche en bois avec modillons. Le rez-de-chaussée est séparé des étages supérieurs par un entablement et comporte trois commerces distincts qui sont maintenant vacants. Les logements aux étages supérieurs sont tous vacants.</p> <p>La demande vise à autoriser la démolition partielle du bâtiment mixte de deux à trois étages afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel de 13 étages comportant un rez-de-chaussée commercial en bordure de la rue Sainte-Catherine, l'aménagement de 230 logements ainsi qu'un sous-sol comprenant 14 unités de stationnement véhiculaire et 79 unités pour vélos.</p> <p>La proposition prévoit la démolition complète du volume des bâtiments existants à l'exception du volume de 3 étages du 90, rue Sainte-Catherine afin de l'intégrer au projet de remplacement. En plus de la conservation et la restauration des façades anciennes, le projet prévoit la reconstitution d'une toiture à versant avec lucarnes contemporaine, sur une profondeur de 2 mètres, pour le bâtiment face à la rue De Bullion.</p>

	<p>Le projet de remplacement comporte 230 logements répartis selon les typologies suivantes : 186 loft/studio (81%), 31 logements de 1 chambre à coucher (13%) et 13 logements de 3 chambres à coucher (6%). Une superficie de plancher de 1 842 m² sera utilisée pour la création de 60 logements abordables équivalent à 20 % de la superficie total de plancher. À l'exclusion du local commercial au rez-de-chaussée, en bordure de la rue Sainte-Catherine, le rez-de-chaussée est entièrement résidentiel. Il comprend des logements avec un accès individuel à partir du domaine public ainsi qu'un gym pour les résidents.</p> <p><u>Volumétrie</u></p> <p>Sur la façade de la rue Berger, il est proposé d'aménager un rez-de-chaussée en retrait de l'alignement principal permettant ainsi l'aménagement de plusieurs accès individuels et l'aménagement de l'entrée principale des résidents. Dans la partie plus au sud, se trouve la chambre annexe ainsi que l'accès au stationnement souterrain.</p> <p>Sur la façade de la rue De Bullion, la façade de pierre est conservée ainsi que la lecture du volume original. L'implantation du nouveau volume est légèrement en retrait de la façade conservée. L'espace dégagé permettra d'aménager une cour végétalisée. Cette façade comprendra des accès individuels pour les logements du rez-de-chaussée et un accès commun pour les occupants du bâtiment.</p> <p><u>Ensoleillement</u></p> <p>Une étude d'ensoleillement démontre que l'impact du nouveau volume affecte principalement une partie de la rue Sainte-Catherine. Cet impact est inévitable même dans le cas où le nouveau volume serait conforme à la hauteur maximale prescrite au Règlement d'urbanisme, soit 23 m. De manière générale, le volume en hauteur doit demeurer dans la partie sud du site pour minimiser l'impact de l'ensoleillement sur la rue Sainte-Catherine et assurer un dégagement de l'église.</p> <p><u>Gestion des matières résiduelles et circulation</u></p> <p>Le projet prévoit une gestion des matières résiduelles privée. Bien qu'il s'agisse d'une avenue intéressante, en pratique nous n'avons aucune garantie; c'est pour cette raison qu'un plan de gestion des matières résiduelles est requis afin d'éviter les nuisances que pourrait occasionner l'utilisation d'une collecte publique. La proposition prévoit l'aménagement d'un sous-sol comprenant l'aménagement de 14 unités de stationnement véhiculaire. Le projet étant destiné à une population étudiante, le nombre de stationnement prévu suffit à la demande. De plus, le site est à proximité des transports actifs.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	<p>À la séance du 3 juin 2023, le CA adopte une résolution autorisant un PPCMOI afin d'occuper, à des fins d'établissement exploitant l'érotisme, un bâtiment commercial situé au 94, rue Sainte-Catherine Est, à l'angle de la rue Berger.</p> <p>À la séance du 10 septembre 2024, le CA adopte une résolution autorisant l'exercice d'un usage conditionnel « résidentiel » relativement à l'aménagement d'espaces dédiés aux résidents du bâtiment dans la partie du rez-de-chaussée non adjacente à la rue Sainte-Catherine ainsi que l'usage conditionnel « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour le bâtiment.</p> <p>À la séance du 11 juillet 2024, le CCU a émis un avis favorable à l'égard d'une demande d'usage conditionnel pour l'usage « un nombre illimité de logements » pour le bâtiment ainsi que l'usage « résidentiel » dans la partie du rez-de-chaussée non adjacente à la rue Sainte-Catherine Est.</p> <p>À la séance du 18 septembre 2024, le CEDD autorise, avec des conditions et des commentaires, la demande de démolition du bâtiment et le projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment mixte de 8 étages comportant un rez-de-chaussée commercial avec des espaces communs dédiés aux résidents et 145 logements aux étages supérieurs.</p>
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux conditions et balises de l'article 93 du PL31, notamment en fournissant 20% de logements abordables au sens du <i>Règlement visant à améliorer l'offre en logement social, abordable et familial (20-041) (RMM)</i> .
Considérant que :	L'avis de démolition partielle qui a été adopté par le CEDD à la séance du 18 septembre 2024 est réitérée avec toutes ses conditions.
Considérant que :	L'usage conditionnel en vigueur (CA24 240383) permet l'aménagement de logements dans la partie au rez-de-chaussée non adjacente à la rue Sainte-Catherine.
Considérant que :	Le projet permet la densification d'un terrain sous-utilisé dans un secteur stratégique tant au niveau de sa localisation que de son accessibilité aux transports en commun.
Considérant que :	La volumétrie s'intègre dans le milieu environnant et que les dégagements permettent la mise en valeur des façades et volumes conservés ainsi que la présence de l'église.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- au moment du dépôt de la demande de permis, les travaux devront être réalisés de manière substantiellement conforme à la stratégie de conservation préparée par L2C experts conseils le 13 septembre 2024 :
 - conserver in situ le volume de trois étages du 90, rue Sainte-Catherine Est, afin de l'intégrer au projet de remplacement, et d'assurer le maintien de la structure des murs ainsi que la corniche lors de la réalisation des travaux;
 - mettre en œuvre l'ensemble des mesures disponibles visant à conserver in situ la façade du 1254, rue De Bullion, afin de l'intégrer au projet de remplacement, et prévoir une toiture à versant avec lucarnes de manière à exprimer le volume d'origine;
- déposer une stratégie de renforcement structurale pour l'aménagement de l'escalier d'issue dans le bâtiment à conserver;
- déposer la demande de permis de construction du projet de remplacement avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;
- assurer une proportion d'au moins 20% de logement abordable;
- fournir une étude de gestion des matières résiduelles intégrée au projet incluant :
 - la génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée, en litres, pour les trois types de collectes, soit les matières recyclables, les matières compostables et les ordures ménagères;
 - le système de gestion des matières résiduelles utilisée pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble;
 - une description de l'entreposage intérieur et extérieur;
 - la localisation et la taille du point de collecte;
- fournir une perspective de la façade sud et assurer son intégration dans le contexte environnement;
- les constructions hors toit et les équipements mécaniques doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale (matériaux et volumétrie);
- déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Par ailleurs, en prévision de la révision de projet, les membres souhaitent que le traitement architectural de la façade donnant sur la rue Berger soit retravaillé afin de mieux refléter son usage résidentiel et réduire les répétitions. De plus, les membres souhaitent que la couleur de la marquise s'harmonise davantage avec l'identité commerciale du rez-de-chaussée plutôt qu'avec l'espace résidentiel à l'étage.



Vicki Grondin
Vice-présidente



Cascendra Barthelot
Secrétaire



Dossier # : 1254272005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), la résolution CA11 240590 par :

a) le remplacement du sous-paragraphe c) du paragraphe 2° par le sous-paragraphe suivant :

« c) de soumettre dès la première demande de permis un plan d'ensemble d'aménagement paysager assorti d'une lettre de garantie monétaire basée sur un estimé effectué par un professionnel afin d'en assurer la réalisation; la garantie monétaire peut être libérée aux conditions suivantes, relatives aux secteurs identifiés au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025 :

- i. un montant égal à 188 130 \$ peut être libéré pour le secteur 1;
- ii. un montant égal à 117 581 \$ peut être libéré pour le secteur 2;
- iii. un montant égal à 117 581 \$ peut être libéré pour le secteur 3;
- iv. un montant égal à 47 035 \$ peut être libéré pour le secteur 4.

Dans le cas où les travaux d'aménagement paysager ne sont pas complétés de manière substantiellement conforme aux permis émis dans l'un des secteurs identifiés au plan numéro 29, une lettre de garantie monétaire doit être déposée à l'arrondissement préalablement à la libération de la garantie monétaire conformément aux dispositions du sous-paragraphe c), dont le montant doit être égal au montant mentionné au sous-paragraphe c), pour le secteur concerné.

Dans le cas où les travaux d'aménagement paysager ne sont pas complétés de manière substantiellement conforme aux permis émis dans plusieurs secteurs identifiés au plan numéro 29, le montant de la lettre de garantie monétaire devant être déposée à l'arrondissement préalablement à la libération de la garantie monétaire conformément aux dispositions du sous-paragraphe c) doit être égal à la somme des montants mentionnés au sous-paragraphe c), pour les secteurs concernés. »

b) l'ajout, à la suite des plans numérotés 5 à 11 et 23 à 28, réalisés par Jacques-Antoine Saint-Jean, architecte et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 24 mai 2011, annexés à la résolution CA11 240590, du plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025. »

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-28 15:22

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1254272005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Les modalités de libération de la garantie monétaire ont été révisées. La garantie monétaire associée à chaque secteur peut désormais être libérée, dans la mesure où les travaux d'aménagement paysager y sont complétés, sans attendre que les travaux soient achevés dans les autres secteurs visés par le projet particulier.

Les modifications apportées au projet ont été présentées lors de l'assemblée publique de consultation qui s'est tenue le 10 décembre 2025.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fantine CHENE
conseiller(-ere) en aménagement

000-0000

Tél :

Télécop. : 000-0000

Dossier # : 1254272005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble



2025-12-10_PV_APC_signé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fantine CHENE
conseiller(-ere) en aménagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

10 décembre 2025
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Leslie Roberts, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division de l'Urbanisme
Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement et cheffe d'équipe
Madame Fantine Chéné, conseillère en aménagement
Madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement
Monsieur Billy Chérubin, conseiller en aménagement

M^e Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement
M^e Laura Floresco, secrétaire-rechercheur

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Leslie Roberts, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus les 4 octobre et 29 novembre 2025 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 29.

Environ 9 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

- a) Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181, avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier – pp 499 (1254272005).**

Le président de l'assemblée invite madame Fantine Chéné, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Chéné présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

- b) Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) autorisant un plan d'affichage pour l'installation d'enseignes pour l'édifice de la Sun Life, situé au 1155, rue Metcalfe – pp 500 (1255289004).**

Le président de l'assemblée invite monsieur Billy Chérubin, conseiller en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Monsieur Chérubin présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

- c) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant l'affichage pour le Centre Sanaaq situé au 1200, rue du Sussex – pp 501 (1256645010).**

Le président de l'assemblée invite madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Jolicoeur présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

d) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant l'affichage pour la Place des Arts située au 105, rue Sainte-Catherine Ouest – pp 502 (1256645011).

Le président de l'assemblée invite madame Stéphanie Jolicoeur, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Jolicoeur présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

e) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la démolition et la construction d'un immeuble situé aux 1225-1249, rue Metcalfe – pp 503 (1257400007).

Le président de l'assemblée invite madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- à l'application du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) dans le cadre de ce projet de construction;
- à la contribution financière qui sera favorisée, puisqu'une contribution sur site ne sera pas possible vu la nature du projet;
- au fait que le Comité logement Ville-Marie s'y oppose;
- à la date de début prévue pour la démolition du bâtiment;
- aux délais estimés pour l'émission du permis de démolition;
- aux obligations du propriétaire d'informer les locataires actuels quant à la date du début des travaux de démolition afin de quitter les locaux qu'ils occupent;
- au délai maximal pour débiter les travaux;
- au délai nécessaire pour l'analyse de la demande de permis.

f) Résolution, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c. 2), autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé au 1001, rue Lucien-L'Allier sur le lot 6 251 933 (projet Le George) – pph 3 (1257400008).

Le président de l'assemblée invite madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, à présenter le projet et à répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- à l'identité du promoteur;
- à la nature locative des logements prévus;
- à la définition de « logement abordable » et au programme auquel le propriétaire devra se conformer;
- aux dimensions des logements prévus;
- aux raisons qui justifient un passage de 4 à 25 étages pour le projet de redéveloppement;
- aux raisons qui justifient de permettre un coefficient d'occupation des sols (ci-après « COS ») de 15,89 alors que le COS maximal est de 12 pour ce projet de redéveloppement;
- aux mesures qui seront mises en place pour s'assurer que les conditions de la résolution seront respectées par le promoteur et que les logements resteront abordables pendant une période de 20 ans, compte tenu du fait que des travaux ont été effectués en 2023 sans permis;
- à la volonté soit de l'arrondissement, soit du propriétaire de prévoir du logement abordable dans le projet de redéveloppement;
- à la possibilité pour le propriétaire ou la ville de décider le montant du loyer pour un logement abordable;
- aux questions de savoir qui a le pouvoir de déterminer ce qui constitue du logement abordable et quel est le prix d'un loyer abordable;
- au fait que, selon le Comité logement Ville-Marie, les programmes de logements abordables ne sont effectivement pas abordables pour les ménages à faibles et modestes revenus.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Leslie Roberts, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 18 h 35.



M^e Anne-Marie Lemieux
Secrétaire d'assemblée

2026-01-22

date



M. Leslie Roberts
Président d'assemblée

2026-01-23

date

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 30 septembre 2025

Résolution: CA25 240445

Adopter une résolution modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Vicki Grondin

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

- 1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), la résolution CA11 240590 par :
 - a) le remplacement du sous-paragraphe c) du paragraphe 2° par le sous-paragraphe suivant :

« c) de soumettre dès la première demande de permis un plan d'ensemble d'aménagement paysager assorti d'une lettre de garantie monétaire basée sur un estimé effectué par un professionnel afin d'en assurer la réalisation; la garantie monétaire peut être libérée selon le séquençement suivant :

 - i) un montant égal à 188 130 \$ peut être libéré pour le secteur 1 identifié au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025, aux conditions suivantes :
 - (1) les travaux d'aménagement paysager réalisés sont complétés de manière substantiellement conforme aux permis émis;
 - (2) une lettre de garantie monétaire d'une valeur de 282 196 \$ doit être déposée à l'arrondissement dans le cas où les travaux d'aménagement paysager relatifs aux secteurs 2, 3 ou 4 identifiés au plan numéro 29 précité n'ont pas été réalisés;
 - ii) un montant égal à 117 581 \$ peut être libéré pour le secteur 2 identifié au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025, aux conditions suivantes :
 - (1) les travaux d'aménagement paysager réalisés sont complétés de manière substantiellement conforme au permis émis;
 - (2) une lettre de garantie monétaire d'une valeur de 164 614 \$ doit être déposée à l'arrondissement dans le cas où les travaux d'aménagement paysager relatifs aux secteurs 3 ou 4 identifiés au plan numéro 29 précité n'ont pas été réalisés;

- iii) un montant égal à 117 581 \$ peut être libéré pour le secteur 3 identifié au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025, aux conditions suivantes :
 - (1) les travaux d'aménagement paysager réalisés sont complétés de manière substantiellement conforme au permis émis;
 - (2) une lettre de garantie monétaire dont la valeur équivaut à 47 035 \$ doit être déposée à l'arrondissement dans le cas où les travaux d'aménagement paysager relatifs au secteur 4 identifié au plan numéro 29 précité n'ont pas été réalisés;
- iv) un montant égal à 47 035 \$ peut être libéré pour le secteur 4 identifié au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025, à la condition suivante :
 - (1) l'ensemble des travaux prévus au plan d'ensemble d'aménagement paysager sont complétés de manière substantiellement conforme aux permis émis;
- b) l'ajout, à la suite des plans numérotés 5 à 11 et 23 à 28, réalisés par Jacques-Antoine Saint-Jean, architecte et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 24 mai 2011, annexés à la résolution CA11 240590, du plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025.

Adoptée à l'unanimité.

40.19
pp 499
1254272005

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2025



Dossier # : 1254272005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), la résolution CA11 240590 par :

a) le remplacement du sous-paragraphe c) du paragraphe 2° par le sous-paragraphe suivant :

« c) de soumettre dès la première demande de permis un plan d'ensemble d'aménagement paysager assorti d'une lettre de garantie monétaire basée sur un estimé effectué par un professionnel afin d'en assurer la réalisation; la garantie monétaire peut être libérée selon le séquençement suivant :

i. un montant égal à 188 130 \$ peut être libéré pour le secteur 1 identifié au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025, aux conditions suivantes :

a. les travaux d'aménagement paysager réalisés sont complétés de manière substantiellement conforme aux permis émis;

b. une lettre de garantie monétaire d'une valeur de 282 196 \$ doit être déposée à l'arrondissement dans le cas où les travaux d'aménagement paysager relatifs aux secteurs 2, 3 ou 4 identifiés au plan numéro 29 précité n'ont pas été réalisés;

ii. un montant égal à 117 581 \$ peut être libéré pour le secteur 2 identifié au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025, aux conditions

suivantes :

- a. les travaux d'aménagement paysager réalisés sont complétés de manière substantiellement conforme au permis émis;
- b. une lettre de garantie monétaire d'une valeur de 164 614 \$ doit être déposée à l'arrondissement dans le cas où les travaux d'aménagement paysager relatifs aux secteurs 3 ou 4 identifiés au plan numéro 29 précité n'ont pas été réalisés;

iii. un montant égal à 117 581 \$ peut être libéré pour le secteur 3 identifié au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025, aux conditions suivantes :

- a. les travaux d'aménagement paysager réalisés sont complétés de manière substantiellement conforme au permis émis;
- b. une lettre de garantie monétaire dont la valeur équivaut à 47 035 \$ doit être déposée à l'arrondissement dans le cas où les travaux d'aménagement paysager relatifs au secteur 4 identifié au plan numéro 29 précité n'ont pas été réalisés;

iv. un montant égal à 47 035 \$ peut être libéré pour le secteur 4 identifié au plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025, à la condition suivante :

- a. l'ensemble des travaux prévus au plan d'ensemble d'aménagement paysager sont complétés de manière substantiellement conforme aux permis émis;

b) l'ajout, à la suite des plans numérotés 5 à 11 et 23 à 28, réalisés par Jacques-Antoine Saint-Jean, architecte et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 24 mai 2011, annexés à la résolution CA11 240590, du plan numéro 29, estampillé et annoté par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 septembre 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-09-23 14:16

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1254272005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée pour modifier les modalités de libération de la garantie monétaire associée aux travaux d'aménagement paysager prévus dans le cadre du développement résidentiel autorisé par la résolution CA11 240590 aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100 rue Cartier. La demande peut être autorisée conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA11 240590 – 11 octobre 2011 – « Adopter une résolution autorisant la construction de trois bâtiments résidentiels projetés sur l'avenue Papineau et les rues Goulet et Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble » (1114400040).

DESCRIPTION

Le site

En 2011, un projet particulier a été adopté pour redévelopper à des fins résidentielles le site de 10 000 m² visé par la demande, alors occupé par un stationnement de surface et par des bâtiments liés à l'usage de concessionnaire automobile. Le projet visait à construire trois bâtiments résidentiels comptant un total de 190 nouveaux logements.

Le projet

Le projet particulier comprend une condition visant à soumettre, dès la première demande de permis, un plan d'ensemble d'aménagement paysager assorti d'une garantie monétaire basée sur un estimé effectué par un professionnel afin d'en assurer la réalisation. La demande vise à modifier le projet particulier, et ce de manière à prévoir que ladite garantie puisse être libérée au prorata des travaux d'aménagement réalisés sur le site.

Cadre réglementaire

La résolution de projet particulier CA11 240590 peut être modifiée moyennant l'adoption

d'une nouvelle résolution de projet particulier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-011).

En vertu de l'article 9.2 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), un projet particulier doit notamment comporter une plus-value en regard d'un ou de plusieurs des objets suivants :

- 1° contribution à la qualité du domaine public;
- 2° amélioration du paysage urbain;
- 3° contribution à la mise en valeur du patrimoine bâti;
- 4° réduction des impacts environnementaux;
- 5° toute autre contribution du projet à l'atteinte des objectifs énoncés dans le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et les politiques municipales.

Ce projet n'est pas susceptible d'approbation référendaire. Il n'est également pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

JUSTIFICATION

Le projet vise à libérer la garantie au prorata des travaux d'aménagements paysagers réalisés, considérant que celle-ci est bloquée depuis plusieurs années et qu'une partie des travaux d'aménagements paysagers a été réalisée, dont notamment les travaux de la phase C du secteur Papineau.

Afin que la garantie soit libérée, le taux de végétalisation ainsi que le nombre d'arbres plantés ne devront pas être inférieurs à ceux prévus dans le cadre du plan d'ensemble d'aménagements paysagers, et ce de manière à contribuer à la réduction des îlots de chaleur ainsi qu'à l'amélioration du paysage urbain.

À la séance du 11 septembre 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en solidarité, équité et inclusion.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées :

Adoption par le conseil d'arrondissement d'un premier projet de résolution : 30 septembre 2025

Assemblée publique de consultation : novembre ou décembre 2025

Adoption par le conseil d'arrondissement de la résolution : décembre 2025 ou février 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fantine CHENE
Conseillère en aménagement

Tél : 438 864-5070

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2025-09-17

Louis ROUTHIER
Chef de division - Urbanisme

Tél : 438 351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2025-09-19

Dossier # : 1254272005

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution modifiant les modalités de libération de la
garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour
les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux
2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du
Règlement sur les projets particuliers de construction, de
modification ou d'occupation d'un immeuble



PV_2025-09-11_PP_3003589526.pdf



Plans_estampilles_2025_09_17.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030.pdf


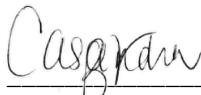
RESPONSABLE DU DOSSIER

Fantine CHENE
Conseillère en aménagement

Tél : 438 864-5070
Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 septembre 2025
3003589526
4.2.3

Objet :	MODIFICATION D'UN PROJET PARTICULIER
Endroit :	2121, avenue Papineau
Responsable :	Fantine Chéné
Description :	<p>En 2011, un projet particulier a été adopté afin de redévelopper à des fins résidentielles les terrains adjacents à l'avenue Papineau et à la rue Goulet, et ce de manière à créer 190 nouveaux logements. Le projet particulier prévoyait la construction de trois bâtiments résidentiels, composés de 13 logements de type maison de ville et d'un complexe de 8 logements dans le secteur Goulet, ainsi que de 169 logements dans le secteur Papineau.</p> <p>Le développement du secteur Goulet est en cours d'achèvement, alors que la phase C ainsi que la phase D du secteur Papineau sont complétées. Les phases A et B ne sont quant à elles pas encore développées.</p> <p>Le projet particulier comprend une condition visant à soumettre, dès la première demande de permis, un plan d'ensemble d'aménagement paysager assorti d'une garantie monétaire basée sur un estimé effectué par un professionnel afin d'en assurer la réalisation.</p> <p>La demande vise à modifier le projet particulier, et ce de manière à préciser les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la réalisation des travaux d'aménagement paysager. La résolution de projet particulier serait ainsi modifiée de manière à prévoir que ladite garantie puisse être libérée au prorata des travaux d'aménagement réalisés sur le site, considérant que celle-ci est bloquée depuis plusieurs années et qu'une partie des travaux d'aménagements paysagers a été réalisée, dont notamment les travaux de la phase C du secteur Papineau.</p> <p>Les aménagements paysagers réalisés dans le cadre de la phase C diffèrent des aménagements projetés dans le plan d'ensemble. Ceux-ci ne sont pas visibles de la voie publique. Le taux de végétalisation</p>

	ainsi que le nombre d'arbres plantés ne devront toutefois pas être inférieurs à ceux prévus dans le cadre dudit plan.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 11 octobre 2011, le CA a adopté une résolution autorisant la construction de trois bâtiments résidentiels sur l'avenue Papineau et les rues Goulet et Cartier, en vertu du <i>Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble</i> (1114400040).
Considérant que :	La résolution CA11 240590 prévoit une garantie monétaire associée à la réalisation des travaux d'aménagement paysager.
Considérant que:	Les travaux d'aménagement paysager sont partiellement réalisés.
Considérant qu' :	Aucune modification des plans joints à la résolution CA19 240290 n'est requise.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Robert Beaudry Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire



- Secteur 1
- Secteur 3
- Secteur 2
- Secteur 4

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1254272005

Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité*

Projet : *Adopter une résolution modifiant les modalités de libération de la garantie monétaire associée à la résolution CA11 240590 pour les immeubles situés aux 2095-2181 avenue Papineau, aux 2005-2093 avenue Goulet et au 2100, rue Cartier, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>2. Le projet vise à enraciner la nature en ville ainsi qu'à contribuer à la réduction des îlots de chaleur en garantissant la végétalisation d'un site d'envergure.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			x
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			x
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1255289004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant un plan d'affichage pour l'installation d'enseignes pour l'édifice de la Sun Life, situé au 1155, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

1. D'accorder, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

- a. de déroger notamment aux articles 476, 501, 504, 508, 514, 515, 537 et 564.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
- b. d'installer des enseignes commerciales, le tout de manière substantiellement conforme aux plans numérotés 18, 19, 21, 23 à 25, 28, 29, 31 et 33 à 36 préparés par Aedifica, estampillés et annotés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 12 septembre 2025;

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- a. malgré le Titre V du Règlement d'urbanisme 01-282, seules les enseignes commerciales substantiellement conformes aux plans numérotés 18, 19, 21, 23 à 25, 28, 29, 31 et 33 à 36 préparés par Aedifica, estampillés et annotés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 12 septembre 2025, peuvent être installées sur l'immeuble;

- b. lors du retrait d'une enseigne existante ragréer adéquatement les trous dans la pierre;

- c. soumettre la demande de certificat d'autorisation, pour les quatre enseignes situées entre le linteau du 2e étage et l'allège du 3e étage, à l'obligation d'une révision de projet en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-282), en prenant en compte les critères applicables suivants :

- i. tendre à confiner les quatre enseignes à plat situées entre le linteau du 2e étage et l'allège du 3e étage à l'intérieur des cadrages de pierre ornementaux tel que représenté aux plans numérotés 19, 21 et 28 préparés par Aedifica et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 12 septembre 2025;

- ii. le caractère éphémère des enseignes doit être subordonné au caractère permanent de l'architecture;
- iii. les enseignes doivent s'intégrer harmonieusement à l'architecture du bâtiment, en regard de leur conception et de leur localisation;
- iv. les enseignes doivent s'intégrer harmonieusement au paysage de la rue, en regard de leur localisation, de leur éclairage et de leur échelle, notamment en évitant une surenchère de l'affichage commercial;
- v. les enseignes doivent être conçues de manière à être perçues principalement par les piétons;
- vi. les enseignes doivent être composées de matériaux de qualité.

d. soumettre la demande de certificat d'autorisation, pour les deux enseignes de nom d'immeuble situées sur la façade Metcalfe et sur la façade Mansfield, à l'obligation d'une révision de projet en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-282), en prenant en compte les critères applicables suivants :

- i. elles doivent tendre à respecter les superficies et les emplacements indiqués aux plans numérotés 23 à 25, 34 et 35 préparés par Aedifica, estampillés et annotés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 12 septembre 2025;
- ii. elles doivent s'intégrer harmonieusement à l'architecture du bâtiment, en regard de leur conception et de leur localisation;
- iii. elles doivent préférablement être constituées d'une lettre, d'un symbole, d'un logo ou d'une forme unique par opposition à un ensemble de lettres, de symboles, de logos et de formes détachés;
- iv. elles doivent être localisées de manière à favoriser qu'au plus une enseigne située à une hauteur supérieure à 16 m ne soit visible d'un même point;
- v. elles doivent s'intégrer harmonieusement au paysage bâti de la ville, en regard de sa localisation, de son éclairage et de son échelle, notamment en évitant une surenchère de l'affichage.
- vi. elles doivent être composées de matériaux de qualité.

3. De fixer un délai maximal de 24 mois, à compter de la date d'adoption de la présente résolution, pour obtenir un certificat pour la première enseigne visée par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-09-19 14:48

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 30 septembre 2025

Résolution: CA25 240446

Adopter une résolution autorisant un plan d'affichage pour l'installation d'enseignes pour l'édifice de la Sun Life, situé au 1155, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Vicki Grondin

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
 - a) de déroger notamment aux articles 476, 501, 504, 508, 514, 515, 537 et 564.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
 - b) d'installer des enseignes commerciales, le tout de manière substantiellement conforme aux plans numérotés 18, 19, 21, 23 à 25, 28, 29, 31 et 33 à 36 préparés par Aedifica, estampillés et annotés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 12 septembre 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) malgré le Titre V du Règlement d'urbanisme 01-282, seules les enseignes commerciales substantiellement conformes aux plans numérotés 18, 19, 21, 23 à 25, 28, 29, 31 et 33 à 36 préparés par Aedifica, estampillés et annotés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 12 septembre 2025, peuvent être installées sur l'immeuble;
 - b) lors du retrait d'une enseigne existante ragréer adéquatement les trous dans la pierre;
 - c) soumettre la demande de certificat d'autorisation, pour les quatre enseignes situées entre le linteau du 2e étage et l'allège du 3e étage, à l'obligation d'une révision de projet en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-282), en prenant en compte les critères applicables suivants :
 - i) tendre à confiner les quatre enseignes à plat situées entre le linteau du 2e étage et l'allège du 3e étage à l'intérieur des cadrages de pierre ornementaux tel que représenté aux plans numérotés 19, 21 et 28 préparés par Aedifica et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 12 septembre 2025;
 - ii) le caractère éphémère des enseignes doit être subordonné au caractère permanent de l'architecture;

- iii) les enseignes doivent s'intégrer harmonieusement à l'architecture du bâtiment, en regard de leur conception et de leur localisation;
 - iv) les enseignes doivent s'intégrer harmonieusement au paysage de la rue, en regard de leur localisation, de leur éclairage et de leur échelle, notamment en évitant une surenchère de l'affichage commercial;
 - v) les enseignes doivent être conçues de manière à être perçues principalement par les piétons;
 - vi) les enseignes doivent être composées de matériaux de qualité.
- d) soumettre la demande de certificat d'autorisation, pour les deux enseignes de nom d'immeuble situées sur la façade Metcalfe et sur la façade Mansfield, à l'obligation d'une révision de projet en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-282), en prenant en compte les critères applicables suivants :
- i) elles doivent tendre à respecter les superficies et les emplacements indiqués aux plans numérotés 23 à 25, 34 et 35 préparés par Aedifica, estampillés et annotés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 12 septembre 2025;
 - ii) elles doivent s'intégrer harmonieusement à l'architecture du bâtiment, en regard de leur conception et de leur localisation;
 - iii) elles doivent préférentiellement être constituées d'une lettre, d'un symbole, d'un logo ou d'une forme unique par opposition à un ensemble de lettres, de symboles, de logos et de formes détachés;
 - iv) elles doivent être localisées de manière à favoriser qu'au plus une enseigne située à une hauteur supérieure à 16 m ne soit visible d'un même point;
 - v) elles doivent s'intégrer harmonieusement au paysage bâti de la ville, en regard de sa localisation, de son éclairage et de son échelle, notamment en évitant une surenchère de l'affichage;
 - vi) elles doivent être composées de matériaux de qualité.
- 3) De fixer un délai maximal de 24 mois, à compter de la date d'adoption de la présente résolution, pour obtenir un certificat pour la première enseigne visée par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.20
pp 500
1255289004

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2025

IDENTIFICATION

Dossier # :1255289004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant un plan d'affichage pour l'installation d'enseignes pour l'édifice de la Sun Life, situé au 1155, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de PPCMOI a été déposée afin d'autoriser un programme d'affichage pour l'édifice de la Sun Life. La demande peut être autorisée, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011). La demande doit également être autorisée conformément aux critères applicables du Règlement sur la constitution du site du patrimoine du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada (12-006).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Site

L'immeuble visé par cette demande, soit l'édifice de la Sun Life, se situe au cœur du centre-ville de Montréal, dans le quartier Peter-McGill. Il s'agit d'un bâtiment monumental de style néoclassique de 122 m de hauteur (24 étages) en granit gris de Stanstead qui surplombe le square Dorchester et qui a été construit entre 1913 et 1933, selon les plans des architectes Pearson et Darling. Ce bâtiment est délimité par la rue Metcalfe à l'ouest, le boulevard René-Lévesque au sud, la rue Mansfield à l'est et des bâtiments voisins au nord dont un tout récent projet immobilier. Il se situe dans un secteur de catégorie d'usage M.7C et fait partie du Site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada. Il est désigné comme bâtiment d'intérêt à la réglementation municipale.

Projet

La demande vise à autoriser un programme d'affichage permettant de mettre à jour et d'uniformiser l'ensemble de la signalétique extérieure de l'édifice de la Sun Life. Elle permet également de diminuer le nombre et la superficie d'enseignes sur le bâtiment. Les nouvelles stèles et les nouvelles plaques proposées permettent de regrouper l'affichage des occupants du bâtiment.

Sur la façade Metcalfe faisant face au square Dorchester, le nombre d'enseignes passe de 20

à 12 alors que sur la façade Mansfield, le nombre passe de 15 à 10. Aucune enseigne n'est prévue du côté du boulevard René-Lévesque.

Les enseignes proposées sur la façade Metcalfe sont les suivantes:

- trois stèles d'une hauteur de 2,24 m comportant 4 espaces d'affichage chacune;
- deux enseignes à plat situées entre le linteau du 2e étage et l'allège du 3e étage;
- deux enseignes sur les socles supportant les lampes torchères localisés de part et d'autre de l'entrée principale;
- une enseigne à plat devant le vitrage au-dessus d'une des portes secondaires pour le futur restaurant, ainsi qu'un espace d'affichage pour le menu;
- trois plaques commémoratives à déplacer et qui seront regroupées;
- cinq drapeaux existants maintenus dont uniquement les 2 affichant Sun Life font l'objet de la présente demande;
- une enseigne de nom d'immeuble à 100 m au-dessus du trottoir, représentant le logo de la Sun Life et ayant une superficie de 5,5 m².

Les enseignes proposées sur la façade Mansfield sont les suivantes :

- deux grandes enseignes à plat incluant 4 espaces d'affichage chacune installées au bas des colonnes de part et d'autre de l'entrée principale;
- deux enseignes sur les socles supportant les lampes torchères localisés de part et d'autre de l'entrée principale;
- deux enseignes à plat situées entre le linteau du 2e étage et l'allège du 3e étage;
- une enseigne à plat à écran numérique signalant le stationnement, au-dessus d'une porte de garage et rattachée à une enseigne en saillie ;
- trois plaques commémoratives à déplacer et qui seront regroupées ;
- une enseigne de nom d'immeuble située à 29,25 m au-dessus du trottoir, représentant le logo de la Sun Life et ayant une superficie de 3,8 m².

Cadre réglementaire

Le site est situé dans une zone de mixité de moyenne intensité (M.7C) et dans l'unité de paysage Square-Dorchester – Place du Canada.

Le plan d'affichage proposé déroge aux articles suivants du Règlement d'urbanisme :

- L'article 476 en raison de l'emplacement de l'enseigne à plat au-dessus de l'entrée du restaurant qui recouvrira en partie un élément architectural.
- L'article 504 puisque l'enseigne pour le restaurant sera installée devant un vitrage et qu'elle ne respecte pas deux des conditions qui autorisent une telle enseigne, soit sa hauteur à partir du sol et sa composition qui n'est pas de lettres ou de symboles détachés.
- L'article 501 puisque les 4 enseignes au-dessus des portes secondaires sont situées entre le linteau du 2e étage et l'allège du 3e étage alors qu'elles devraient être entre la porte du rez-de-chaussée et la fenêtre de l'étage supérieur.
- L'article 508 puisqu'une seule enseigne à plat par établissement est autorisée alors que la proposition en prévoit deux sur chacune des façades concernées.
- L'article 514 puisque le règlement ne permet que les enseignes au sol dans une unité de paysage Centre-Ville ou Maisons en rangée et que l'immeuble concerné se situe dans l'unité de paysage Square-Dorchester – Place du Canada.
- L'article 515 puisque lorsqu'une enseigne au sol est autorisée dans une unité de

paysage, un seul support au sol est autorisé par bâtiment alors que la proposition est de 3 enseignes au sol (stèles) et donc 3 supports au sol.

- L'article 537 puisqu'une enseigne de nom d'immeuble à une hauteur supérieure à 16 m ne peut être installée sur un bâtiment d'intérêt.
- L'article 564.1 puisqu'une seule inscription historique ou plaque commémorative ayant une superficie inférieure à 0,5 m² est autorisée par établissement ou par immeuble pour chaque voie publique. La demande en comporte 6 existantes à déplacer de 0,19 m² chacune.

La demande doit également respecter les critères suivants de l'article 21 du Règlement sur la constitution du Site du patrimoine du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada :

- 1° l'enseigne doit s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment sur lequel elle est installée et contribuer à sa mise en valeur;
- 2° l'enseigne ne doit pas porter atteinte à l'intégrité physique du bâtiment;
- 3° une enseigne intérieure orientée pour être vue principalement de l'extérieur ne doit pas comporter de source lumineuse;
- 4° l'enseigne doit contribuer à l'ambiance visuelle de la rue et du site.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le concept d'affichage proposé répond adéquatement aux critères d'évaluation permettant d'autoriser un projet particulier notamment grâce à sa contribution à la mise en valeur de l'édifice de la Sun Life.

En effet, bien qu'on retrouve plusieurs dérogations dans cette demande, la proposition est une nette amélioration par rapport à la situation existante. À cet effet, le programme d'affichage proposé permet de libérer les façades des enseignes superflues et assurera que le bâtiment ne subira pas de surenchères d'enseignes lors d'ajout ou de remplacement d'occupants dans le futur. Aussi, le nombre d'enseignes est considérablement diminué par rapport à la situation existante en regroupant l'affichage de nombreux occupants sur les stèles et sur les plaques proposées.

De plus, le style épuré des enseignes et leur élégance exprimée par la matérialité permettront une harmonisation à l'architecture noble du bâtiment et contribueront aux objectifs des principes et critères établis dans le Site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada. De façon générale, les superficies d'enseignes proposées sont adéquates en termes de proportions par rapport au gabarit du bâtiment et à la grandeur des façades. Par contre, les enseignes à plat situées entre le linteau du 2e étage et l'allège du 3e étage, semblent camoufler les cadrages de pierre ornementaux.

En ce qui concerne, les noms d'immeuble à une hauteur supérieure à 16 m, soit les deux logos de la Sun Life, bien que le règlement ne permette pas ce type d'enseigne sur un bâtiment d'intérêt, leur superficie et leur apparence font en sorte qu'ils n'auront que très peu d'impact sur le bâtiment. La proposition de nom d'immeuble assure également pour sa part une intégration adéquate. De plus, comme indiqué dans les critères du règlement, ces deux noms d'immeuble ne seront pas visibles à partir d'un même point. Il est à noter que les enseignes de nom d'immeuble devront également être approuvées en vertu du Titre VIII, et donc soumises au CCU en révision de projet, lors du dépôt de la demande de certificat d'enseigne.

Enfin, cette autorisation permettra également de faciliter le processus d'autorisation des demandes de certificats d'installation d'enseignes commerciales pour les futurs occupants.

Lors de sa séance du 11 septembre 2025, le CCU a émis un avis favorable avec des

conditions visant à ne pas camoufler les ornements de la pierre, à ne pas percer de nouveau ou abîmer la pierre et à ragréer les trous visibles suite au retrait des enseignes. Celles-ci sont intégrées au projet de résolution.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'un avis annonçant l'assemblée publique de consultation suite à l'adoption du 1er projet de résolution au conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le conseil d'arrondissement du projet de résolution : 30 septembre 2025

- Assemblée publique de consultation : novembre ou décembre 2025
- Adoption finale par le conseil d'arrondissement : décembre 2025 ou février 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7629

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2025-09-17

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2025-09-19

Dossier # : 1255289004

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant un plan d'affichage pour l'installation d'enseignes pour l'édifice de la Sun Life, situé au 1155, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)



Plans_estampillés_1155 Metcalfe_PPCMOI_2025-09-12 V2.pdf



1255289004_Grille_Mtl_2030.pdf PV_CCU_2025-09-11_PP_AUT_3003564234.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 septembre 2025

3003564234

4.2.1 et 4.9.1

Objet :	PROJET PARTICULIER ET AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ
Endroit :	1155, rue Metcalfe
Responsable :	Billy Chérubin
Description :	<p>La demande concerne l'édifice de la Sun Life situé au cœur du centre-ville de Montréal, dans le quartier Peter-McGill. Il s'agit d'un bâtiment monumental de style néoclassique de 122 m de hauteur (24 étages) en granit gris de Stanstead qui surplombe le Square-Dorchester et qui a été construit entre 1913 et 1933, selon les plans des architectes Pearson et Darling. Ce bâtiment est délimité par la rue Metcalfe à l'ouest, le boulevard René-Lévesque au sud, la rue Mansfield à l'est et des bâtiments voisins au nord dont un tout récent projet immobilier. Le bâtiment se situe dans un secteur de catégorie d'usage M.7C et fait partie du Site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada. Il est désigné comme bâtiment d'intérêt à la réglementation municipale.</p> <p>La demande vise à autoriser un programme d'affichage permettant de mettre à jour et d'uniformiser l'ensemble de la signalétique extérieure de l'édifice de la Sun Life. Elle permet également de diminuer le nombre et la superficie d'enseignes sur le bâtiment. Les nouvelles stèles et les nouvelles plaques proposées permettent de regrouper l'affichage des occupants du bâtiment.</p> <p>Sur la façade Metcalfe faisant face au Square-Dorchester, le nombre d'enseignes passe de 20 à 12 alors que sur la façade Mansfield, le nombre passe de 15 à 10. Aucune enseigne n'est prévue du côté du boulevard René-Lévesque.</p> <p>Les enseignes proposées sur la façade Metcalfe sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • trois stèles d'une hauteur de 2,24 m comportant 4 espaces d'affichages de 0,061 m² sur chacun des côtés;


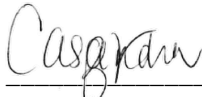
	<ul style="list-style-type: none"> • deux enseignes à plat rétro-éclairées de 1,5 m² chacune, situées au-dessus des portes secondaires dans la partie nord et sud de cette façade; • deux enseignes sur les socles localisés de part et d'autre de l'entrée principale, d'une surface de 0,35 m²; • dans la portion nord de cette façade, une enseigne à plat rétro-éclairée de 0,53 m² au-dessus d'une des portes secondaires ainsi qu'un espace d'affichage de 0,495 m² pour le menu du futur restaurant qui bénéficiera d'une entrée dédiée et exclusive; • dans la portion sud de cette façade, les trois plaques historiques existantes y seront regroupées et installées à plat, chacune d'une superficie de 0,19 m²; • maintien des 5 drapeaux existants dont uniquement les 2 affichant Sun Life font l'objet de la présente demande; • une enseigne de nom d'immeuble à 100 m de hauteur, représentant le logo de la Sun Life et ayant une superficie de 5,5 m². <p>Les enseignes proposées sur la façade Mansfield sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux enseignes à plat installées au bas des colonnes de part et d'autre de l'entrée principale, incluant quatre espaces d'affichage ayant chacun une superficie de 0,06 m²; • deux enseignes sur les socles localisés de part et d'autre de l'entrée principale, d'une surface de 0,35 m²; • deux enseignes à plat rétro-éclairées de 1,5 m² chacune, au-dessus des portes secondaires situées aux extrémités nord et sud de cette façade; • dans la portion centrale de cette façade, au-dessus d'une porte de garage, une enseigne à plat à écran numérique signalant le stationnement, d'une superficie 1,82 m² et rattachée à une enseigne en saillie de 0,31 m²; • dans la portion sud de cette façade, les trois plaques historiques existantes y seront regroupées et installées à plat, chacune d'une superficie de 0,19 m²; • une enseigne de nom d'immeuble située à 29,25 m au-dessus du trottoir, représentant le logo de la Sun Life et ayant une superficie de 3,8 m².
--	---

	<p>Le plan d’affichage proposé déroge aux articles suivants du Règlement d’urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 476, 501 et 504 pour l'emplacement de certaines des enseignes; • 508, 514 et 515 pour le nombre d'enseignes permis; • 537 ne permettant pas l'installation d'enseignes de nom d'immeuble sur un bâtiment d'intérêt; • 564.1 afin de permettre l'installation de plus d'une plaque commémorative.
Élément particulier :	L'immeuble se situe dans le Site du patrimoine du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada et une autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel est requise par le Conseil local du patrimoine.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux conditions et critères d'évaluation permettant d'autoriser un projet particulier.
Considérant que:	Le projet particulier fixera l'emplacement, les dimensions et le nombre d'enseignes sur cet édifice.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux critères applicables du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et du <i>Règlement sur la constitution du Site du patrimoine du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada</i> .
Considérant que :	La proposition assurera une intégration harmonieuse des enseignes et contribuera à la mise en valeur du bâtiment et de son milieu.
Considérant que :	La proposition constitue une amélioration de la situation existante et qu'elle assurera un affichage de qualité et des superficies d'enseignes adéquates pour le gabarit du bâtiment.
Considérant que :	Le bâtiment concerné est de grande qualité architecturale et possède une valeur patrimoniale importante.
Considérant que :	La superficie des 4 enseignes à plat situées entre le linteau du 2 ^e étage et l'allège du 3 ^e étage camouflent une partie des ornements de la pierre.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de projet particulier aux conditions suivantes :

- diminuer la superficie des enseignes à plat situées entre le linteau du 2^e étage et l'allège du 3^e étage, afin qu'elles ne camouflent pas les ornements dans la pierre. Ces enseignes devront entrer dans le rectangle formé par les ornements de la pierre;
- s'assurer que la pierre des façades ne soit pas percée de nouveau ou abîmée lors de l'installation des enseignes;
- ragréer adéquatement les trous dans la pierre suite au retrait des enseignes.

Également, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme agissant à titre de Conseil local du patrimoine émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande d'autorisation de travaux dans un site patrimonial cité aux mêmes conditions énumérées ci-haut.

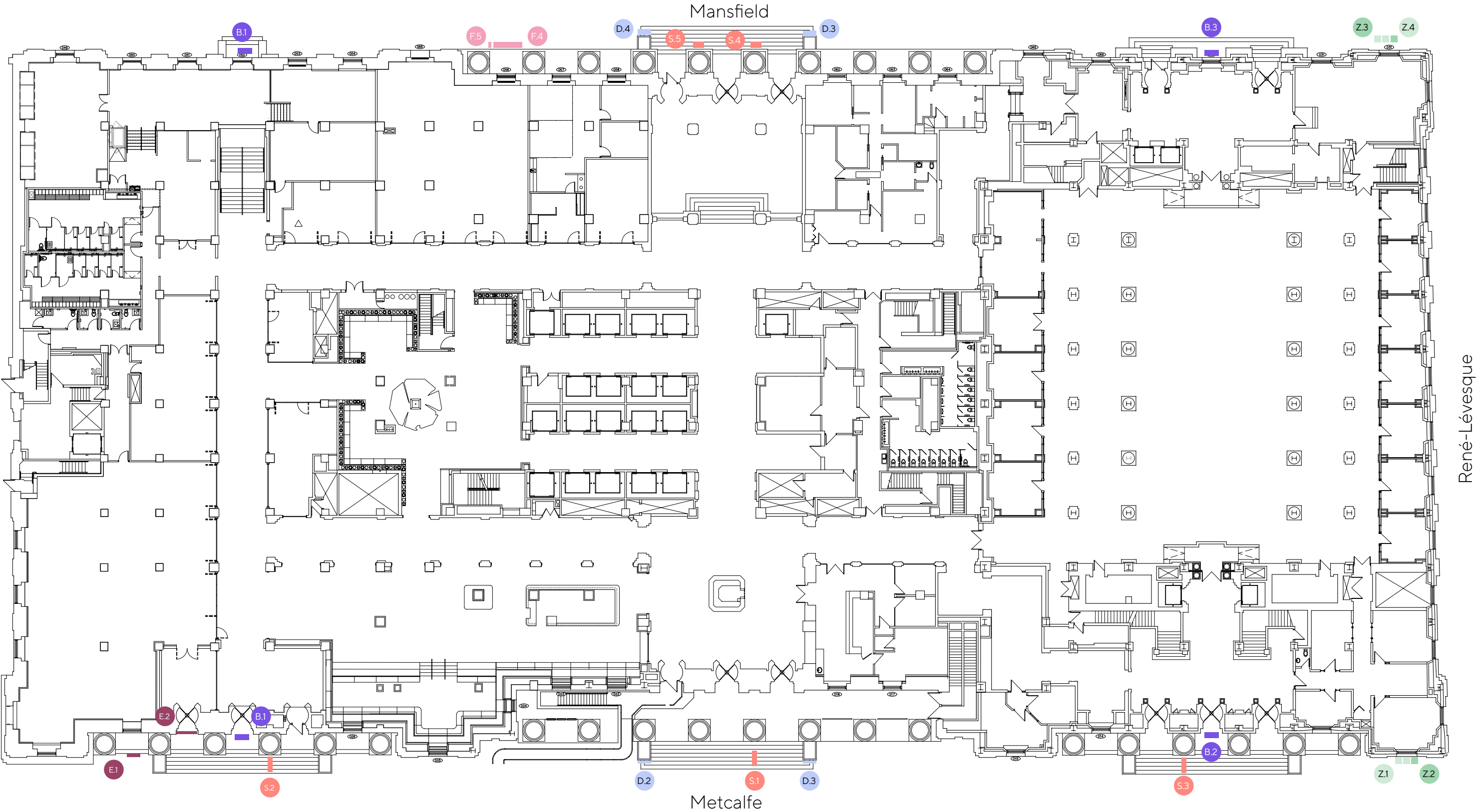
 Robert Beaudry Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire
--	---

Plan de localisation

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 sept. 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



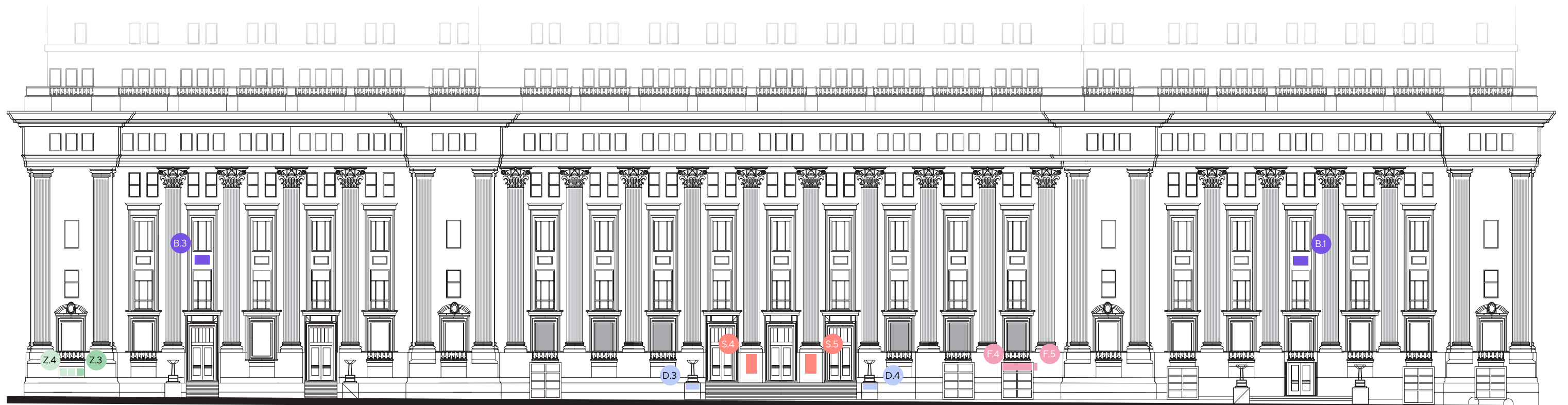
Rue Metcalfe

- Deux (2) enseignes à plat localisées vis-à-vis des portes d'entrée centrales secondaires, entre le linteau d'une fenêtre de la façade du 2^{ième} étage et les allèges des fenêtres de l'étage immédiatement supérieur. (identifiées type B); B.1 B.2
- Deux (2) plaques en bronze sur les socles localisés de part et d'autre de l'entrée principale, d'une surface de 0,35 m² (identifiées type D); D.2 D.3
- Un (1) espace d'affichage d'une superficie de 0,53 m² permettant d'afficher le menu d'un restaurant (identifié type E.1); E.1
- Une (1) enseigne à plat d'une superficie de 0,495 m² (identifiée type E.2); E.2
- Trois (3) stèles dont chacune a une hauteur de 2,24 m incluant quatre (4) espaces d'affichage par côté d'une superficie de 0,061 m² chaque (identifiés Type S); S.1 S.2 S.3
- Trois (3) plaques historiques sur mur chacune d'une superficie de 0,19 m² (identifiées type Z). Z.1 Z.2
- Maintient des cinq (5) drapeaux (Montréal, Québec, Canada, Financière Sun Life) A.1 A.2 A.3 A.4



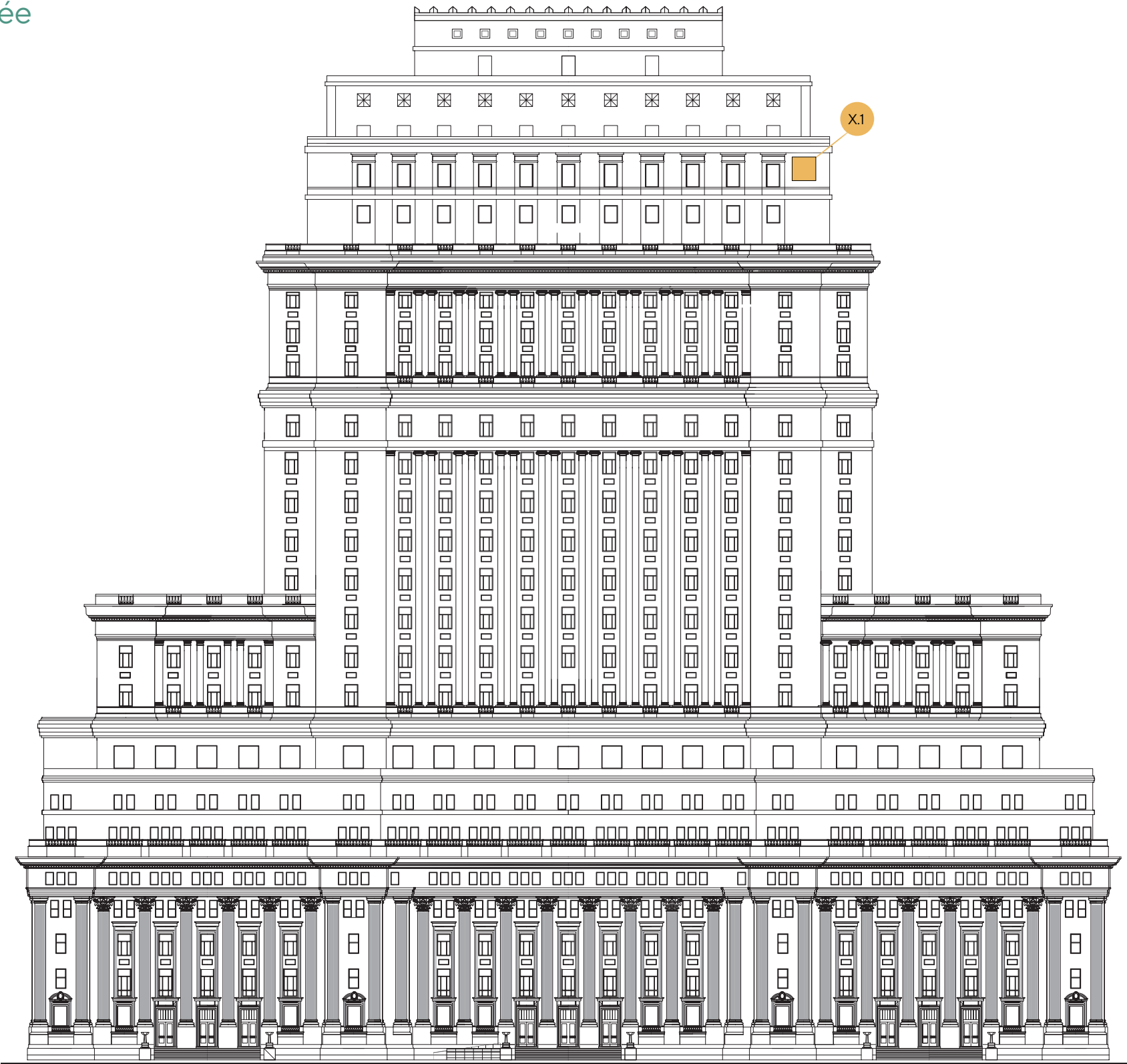
Rue Mansfield

- Deux (2) enseignes à plat localisées vis-à-vis des portes d'entrée centrales secondaires, entre le linteau d'une fenêtre de la façade du 2^{ième} étage et les allèges des fenêtres de l'étage immédiatement supérieur. (identifiées type B); B.3 B.1
- Deux (2) plaques en bronze sur les socles localisés de part et d'autre de l'entrée principale, d'une surface de 0,35 m² (identifiées type D); D.3 D.4
- Une (1) enseigne à plat à des fins de signalisation publique au-dessus de la porte d'accès du stationnement intérieur. Cette enseigne a une superficie de 1,82 m² (identifiée type F.4); F.4
- Une (1) enseigne en saillie indiquant l'entrée du stationnement d'une dimension de 0,31m² (identifiée type F.5); F.5
- Deux (2) enseignes à plat installées au bas des colonnes de part et d'autre de l'entrée principale, incluant quatre (4) espaces d'affichage, chacune ayant une superficie de 0,06 m² (identifiés Type S); S.4 S.5
- Trois (3) plaques historiques sur mur chacune d'une superficie de 0,19 m² (identifiées type Z). Z.4 Z.3



Rue Metcalfe

Icônes en hauteur



	Description	Emplacement	Contenu	Dimensions app. (mm)			Hauteur p/r au niveau de sol (m)	Superficie totale Qté (m ²)		# Certificat d'affichage	Notes
				L	P	H					
X.1	Enseigne à plat	Haut colonnade principale	Sun Life (icône seul.)	2350	300	2350	100	5,5	1		
X.2	Enseigne à plat	7 ^e étage, coin sud-est	Sun Life (icône seul.)	1950	250	1950	29,25	3,8	1		

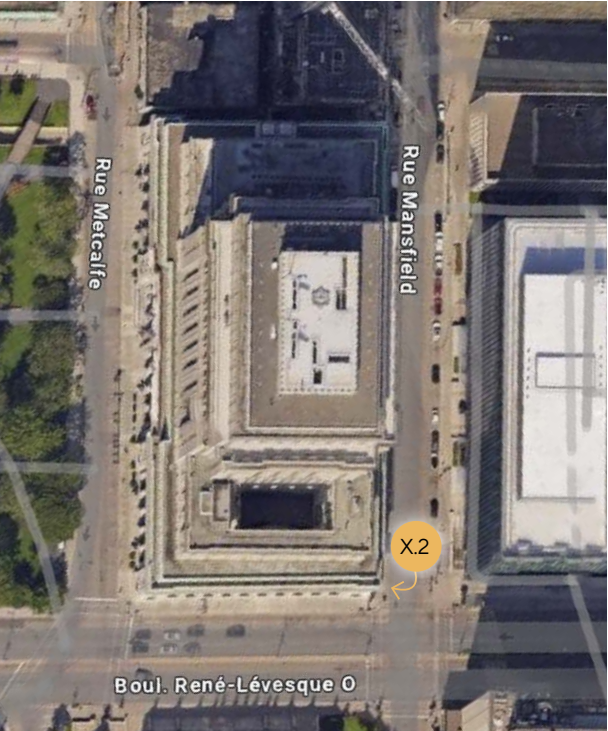
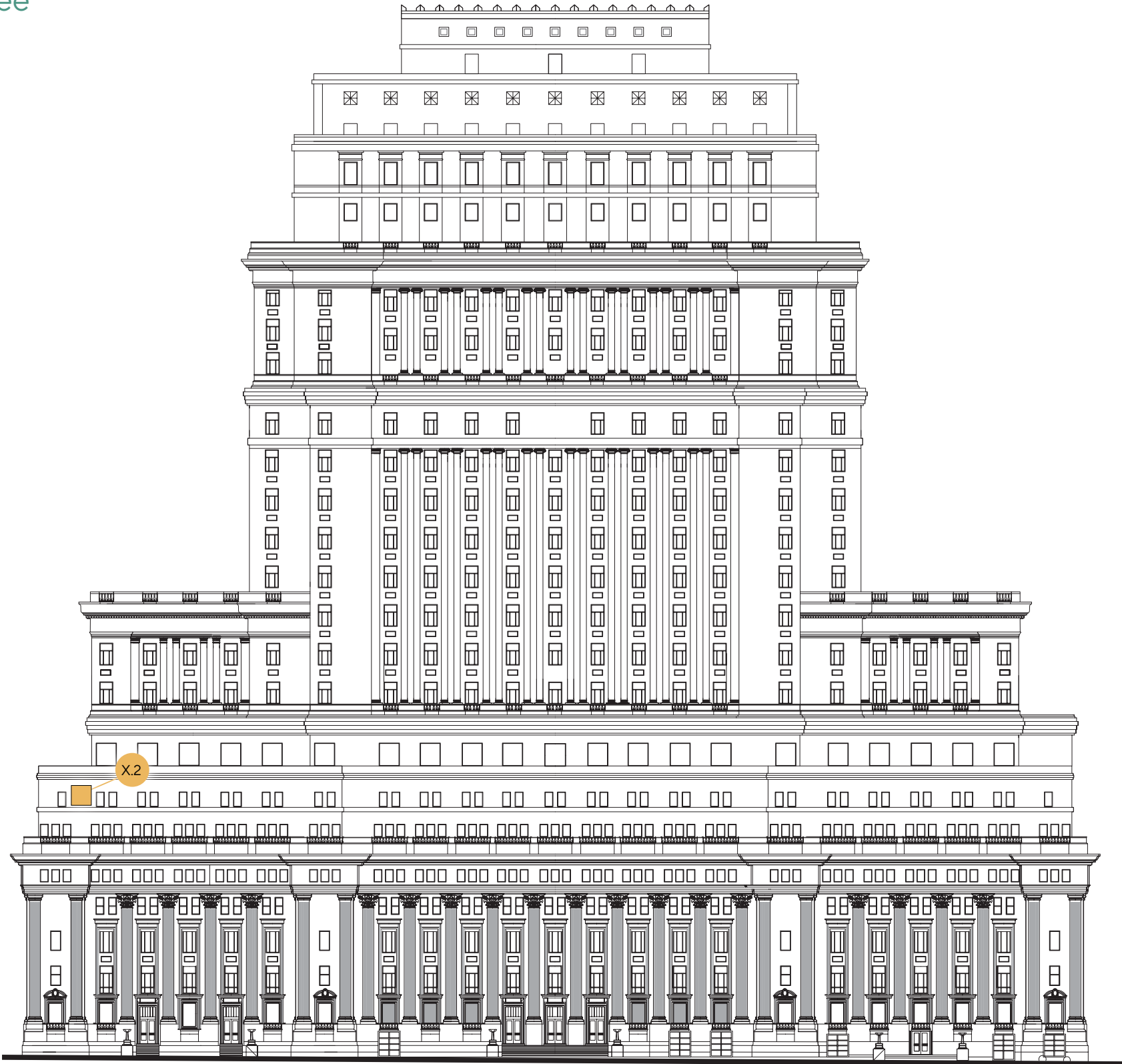
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 sept. 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Rue Mansfield

Icônes en hauteur



	Description	Emplacement	Contenu	Dimensions app. (mm)			Hauteur p/r au niveau de sol (m)	Superficie totale Qté		# Certificat d'affichage	Notes
				L	P	H		(m ²)			
X.1	Enseigne à plat	Haut colonnade principale	Sun Life (icône seul.)	2350	300	2350	100	5,5	1		
X.2	Enseigne à plat	7 ^e étage, coin sud-est	Sun Life (icône seul.)	1950	250	1950	29,25	3,8	1		

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 sept. 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Rue Metcalfe

Icônes en hauteur

NOUVELLE ENSEIGNE X.1
Icône Financière Sun Life
Fini champagne, rétro-éclairée



NOUVELLE ENSEIGNE X.2
Icône Financière Sun Life
Fini champagne, rétro-éclairée



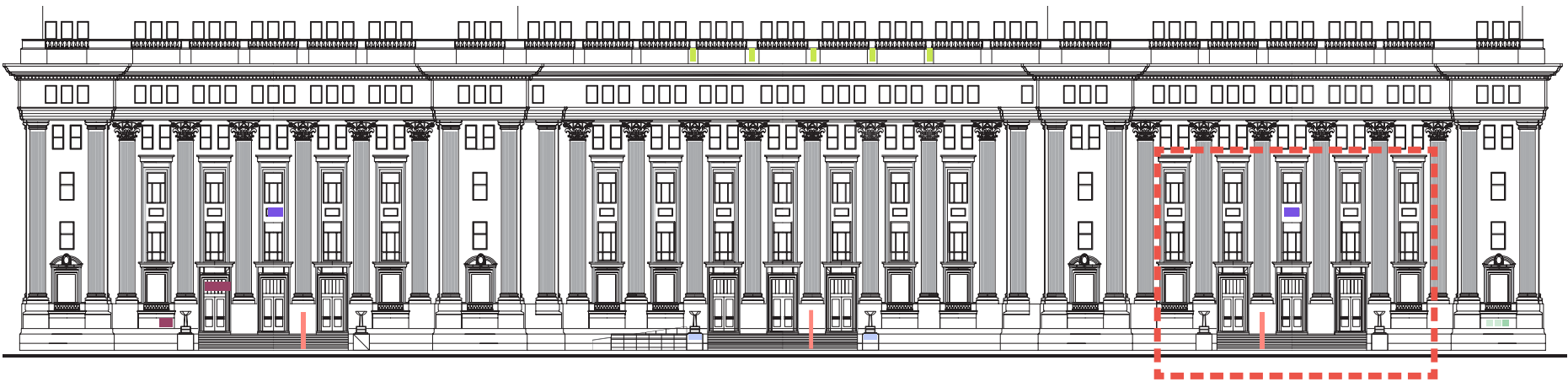
Rue Metcalfe

Entrée principale

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 sept. 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Note d'installation

Les fixations d'ancrages des enseignes seront installés dans les joints de pierre. Les trous existants devront être réutilisés ou ragréer si aucune enseigne n'est prévue.

ENSEIGNE REMPLACÉE
Icône Financière Banque Nationale (FNB)
Fini champagne, rétro-éclairé

STÈLE CORPORATIVE:
Adresse civique
Locataires corporatifs
Édifice Sun Life et BGO

PLAQUE DE BRONZE RETIRÉE
aux entrées secondaires

Affichage du Restaurant - Type E1, E2

Paramètres de design

Description

L'affichage pour le local commercial (Suite No. 01) destiné à être un usage de type restaurant avec service complet.

Le restaurant bénéficiera d'une porte d'entrée dédiée et exclusive menant directement au vestibule intérieur de l'établissement.

E.1
Boitier existant pour afficher le menu

E.2
Nom du restaurant:
Lettres individuelles rétro-éclairées, installées sur une structure en acier noir et plaque métal fini champagne, ancrée dans l'arche de la porte d'entrée.

Note:
Le conception de l'identité graphique (nom et logo) et la conception de l'enseigne seront faites par le locataire.

Superficie

Affiche E.1	0.53 m²
Affiche E.2	0.495 m²



Note

Le développement techniques des enseignes proposées, incluant les détails d'assemblage, les supports et les spécifications définitives des matériaux et finis, sera finalisé lors de la demande de permis, en fonction des critères définis (position dimensions,) dans le PPCMOI



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
12 sept. 2025
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Nouvelles stèles - Type S1, S2, S3

Intentions de design

Note

Le développement techniques des enseignes proposées, incluant les détails d'assemblage, les supports et les spécifications définitives des matériaux et finis, sera finalisé lors de la demande de permis, en fonction des critères définis (position dimensions,) dans le PPCMOI

Description

Adresse civique de l'immeuble, nom de l'immeuble, gestionnaire de l'immeuble et logos des locataires principaux.

La signalétique est installé sur les deux côtés de la stèle.

Structure:

Aluminium 8 mm fini bronze medium
avec renforts dissimulés

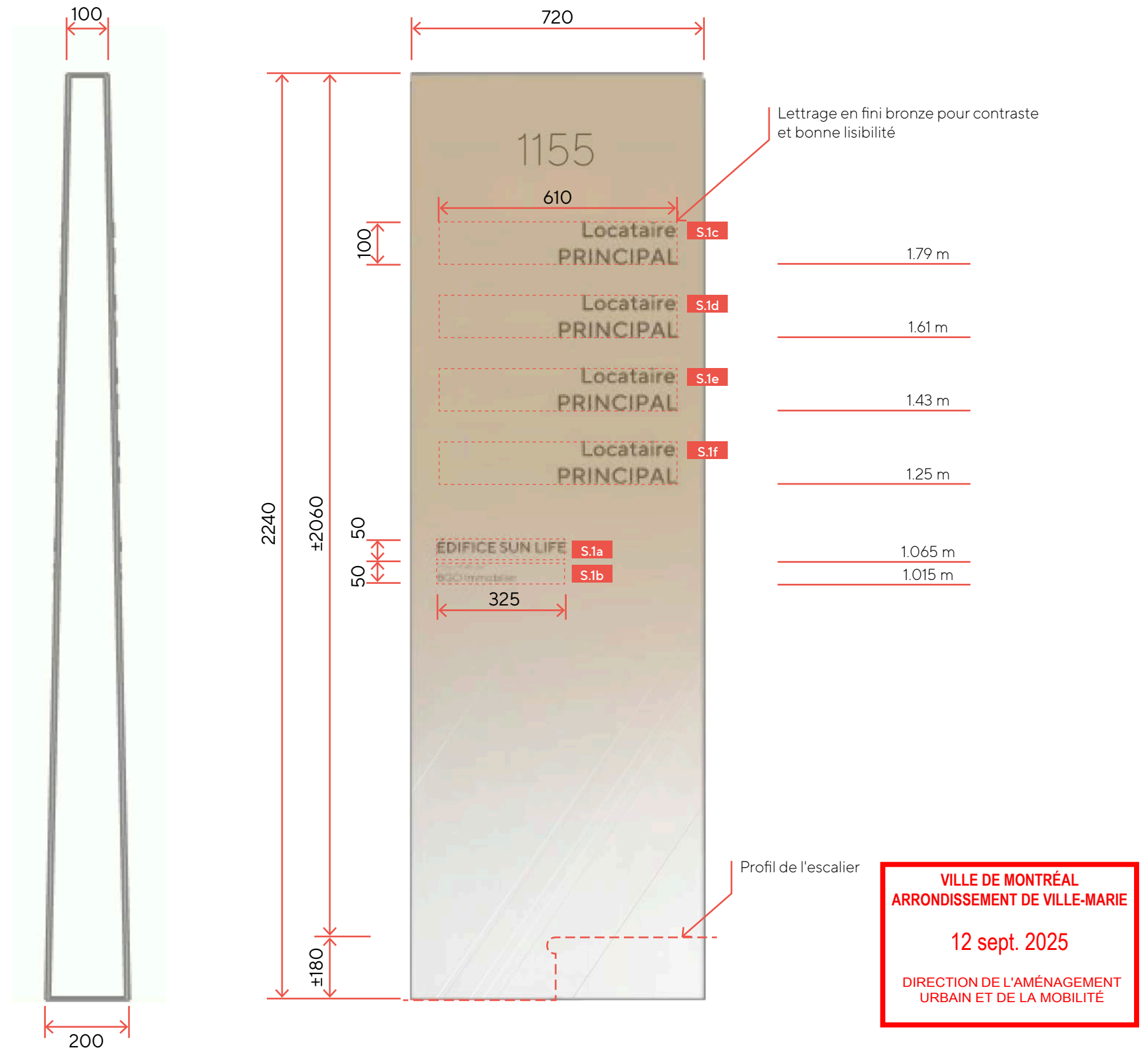
Lettrage / Logos:

Aluminium 4 mm fini bronze medium

Superficie par côté

Affiche S.01a	0.016 m ²
Affiche S.01b	0.016 m ²
Affiche S.01c	0.061 m ²
Affiche S.01d	0.061 m ²
Affiche S.01e	0.061 m ²
Affiche S.01f	0.061 m ²

Les surfaces sont identiques pour les stèles S1, S2 et S3



Type S4, S5 - Nouvelles stèles

Intentions de design

Note

Le développement techniques des enseignes proposées, incluant les détails d'assemblage, les supports et les spécifications définitives des matériaux et finis, sera finalisé lors de la demande de permis, en fonction des critères définis (position dimensions,) dans le PPCMOI

Description

Adresse civique de l'immeuble, nom de l'immeuble, gestionnaire de l'immeuble et logos des locataires principaux

Structure:
Plaque d'aluminium 8 mm fini bronze medium avec cadre en retrait et fixations mécaniques dissimulées

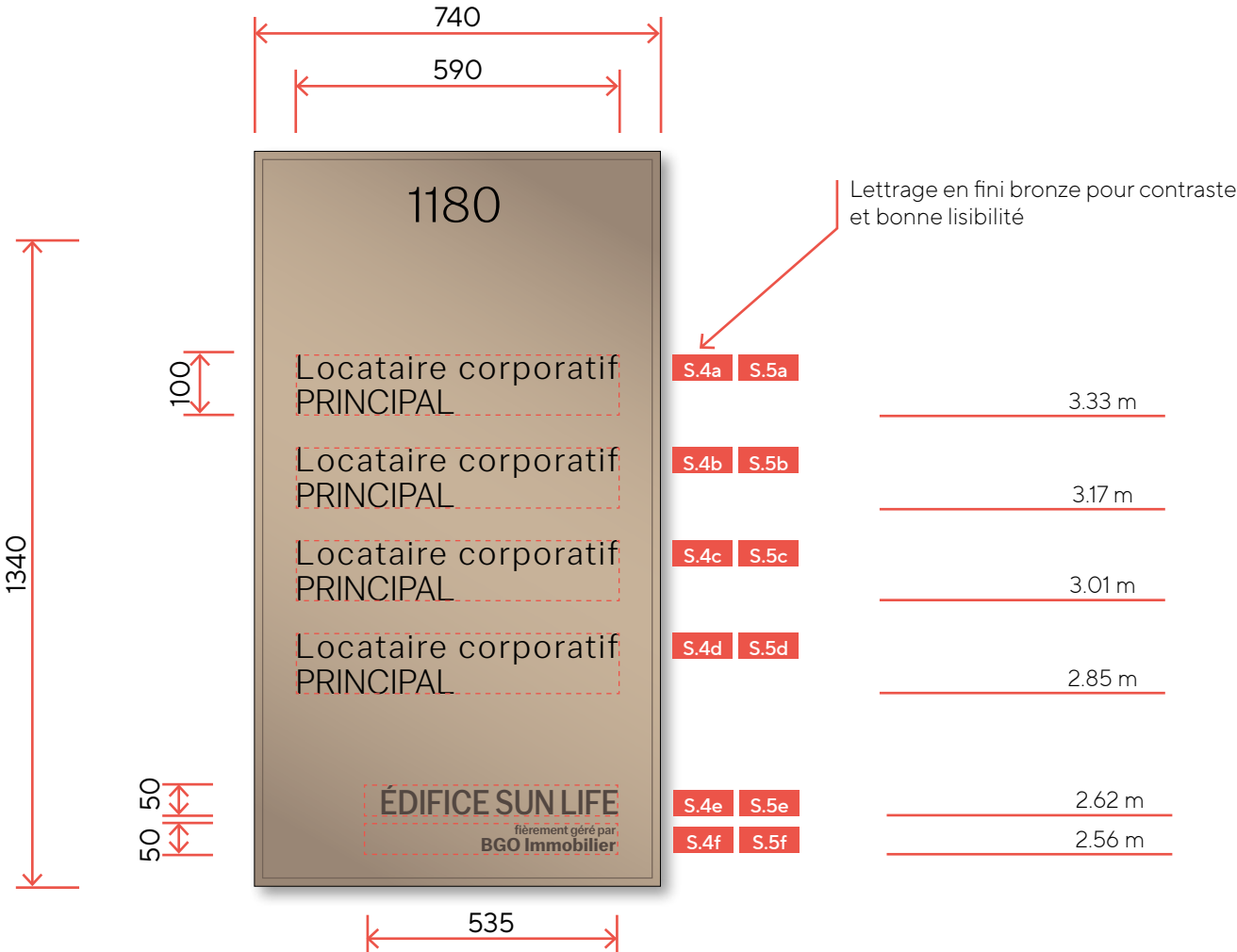
Lettrage / Logos:
Aluminium 4 mm fini bronze medium

Superficie

Affiche S.04a	0.059 m²
Affiche S.04b	0.045 m²
Affiche S.04c	0.045 m²
Affiche S.04d	0.045 m²
Affiche S.04e	0.027 m²
Affiche S.04f	0.027 m²
Les superficies sont identiques pour les stèles S4 et S5	

Note d'installation

Les fixations d'ancrages des enseignes seront installés dans les joints de pierre. Les trous existants devront être réutilisés ou ragréer si aucune enseigne n'est prévue.



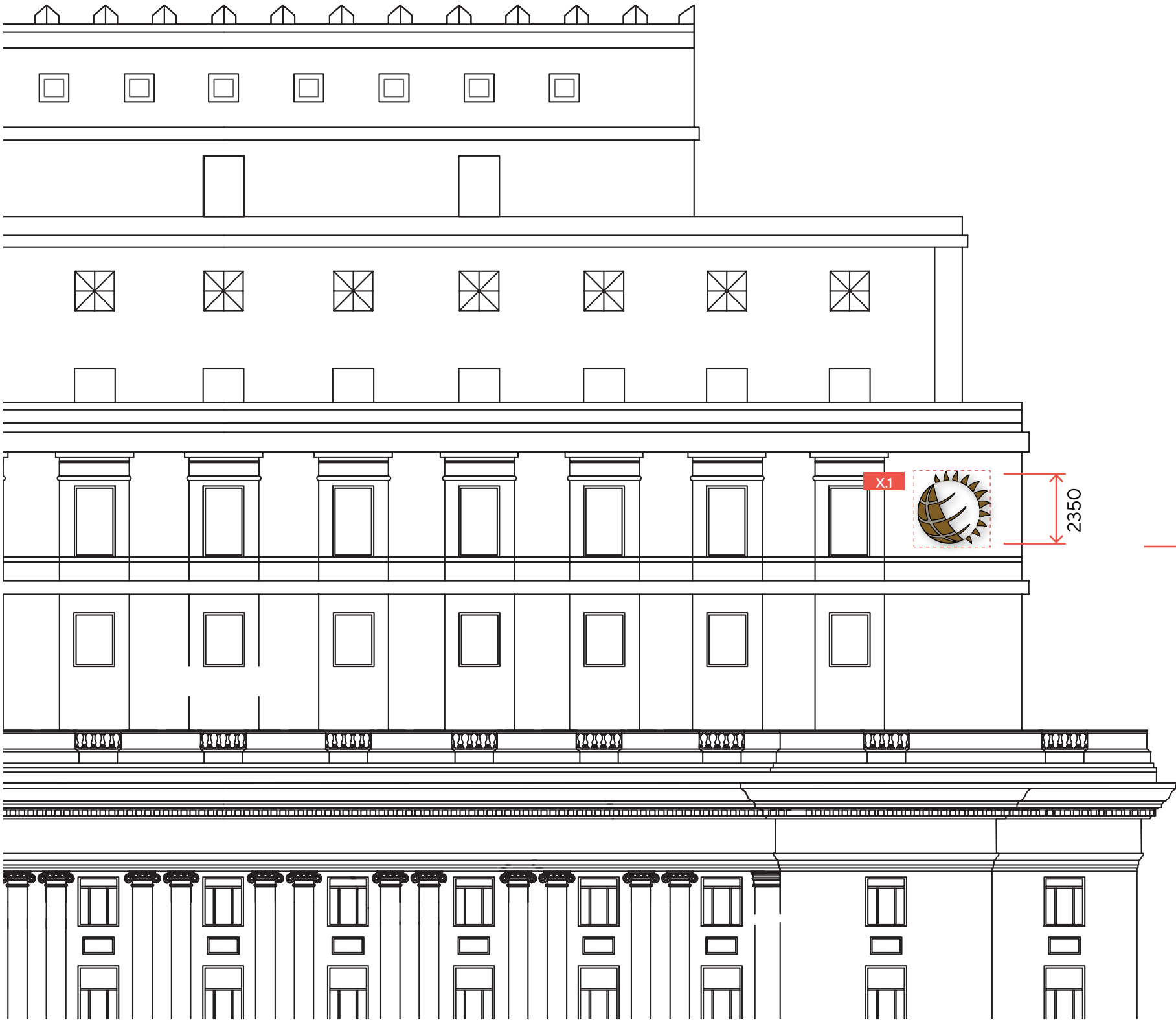
Type X1 - Haut de l'immeuble - Coin Sud-Ouest

Intentions de design

Note
Le développement techniques des enseignes proposées, incluant les détails d'assemblage, les supports et les spécifications définitives des matériaux et finis, sera finalisé lors de la demande de permis, en fonction des critères définis (position dimensions,) dans le PPCMOI

Portée
Nouvel élément signalétique
Un locataire principale peut devenir un locataire 'titulaire' et servir d'identification pour l'immeuble.
L'intention est de le mettre le logo au 22^e étage, sur la partie sud de la façade ouest pour être visible depuis le Square Dorchester et le boulevard René-Lévesque.

Description
Lettrage / Logos :
Boitier rétro-éclairé installé en surface sur le parement de pierre existant
Superficie
Affiche X.1: 5.5 m²



Note d'installation
Les fixations d'ancrages des enseignes seront installés dans les joints de pierre. Les trous existants devront être réutilisés ou ragréer si aucune enseigne n'est prévue.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
12 sept. 2025
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Type X2 - Coin Sud-Est

Intentions de design

Note
Le développement techniques des enseignes proposées, incluant les détails d'assemblage, les supports et les spécifications définitives des matériaux et finis, sera finalisé lors de la demande de permis, en fonction des critères définis (position dimensions,) dans le PPCMOI

Portée

Nouvel élément signalétique

Un locataire principale peut devenir un locataire 'titulaire' et servir d'identification pour l'immeuble.

L'intention est de le mettre le logo au 6^e étage, sur la partie sud de la façade est pour être visible depuis le boulevard René-Lévesque.

Description

Lettrage / Logos :
Boitier rétro-éclairé installé en surface sur le parement de pierre existant

Superficie

Affiche X.1:	3.8 m²
--------------	--------

Note d'installation

Les fixations d'ancrages des enseignes seront installés dans les joints de pierre. Les trous existants devront être réutilisés ou ragréer si aucune enseigne n'est prévue.

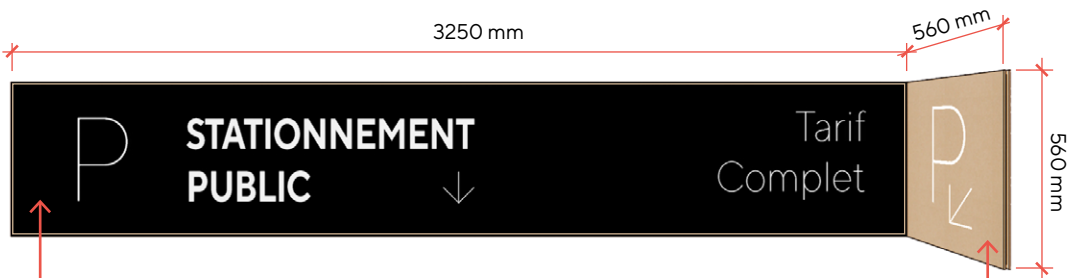
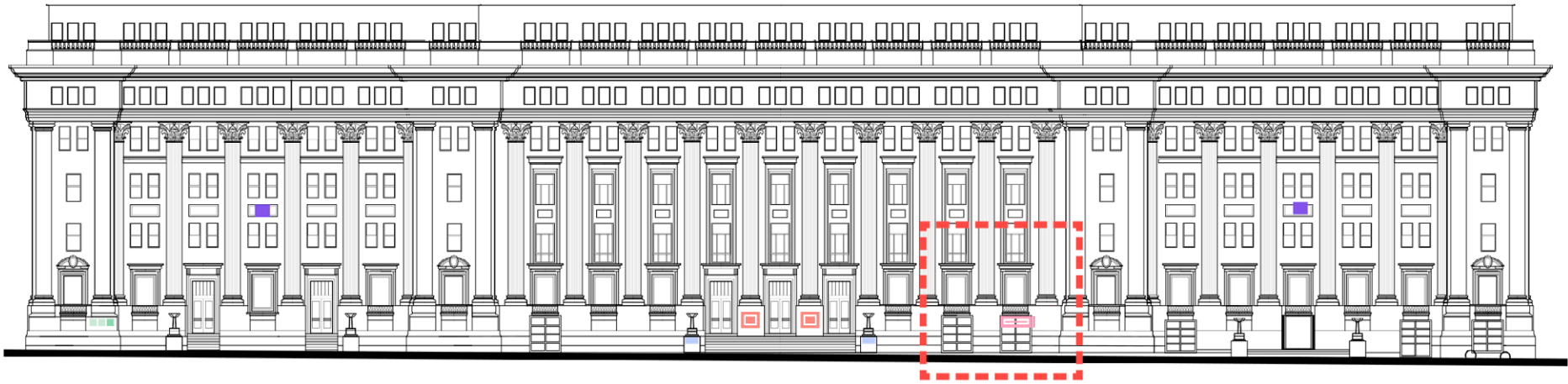


Rue Mansfield

Entrée stationnement

Note

Le développement techniques des enseignes proposées, incluant les détails d'assemblage, les supports et les spécifications définitives des matériaux et finis, sera finalisé lors de la demande de permis, en fonction des critères définis (position dimensions,) dans le PPCMOI



Boîtier installé sur la façade de pierre au-dessus de l'entrée du stationnement.

Boîtier:
Métal à agencer aux stèles, 1/8" d'épaisseur

Affichage Dynamique:
Dalles LED grade extérieure
Pixel Pitch: +/- 4-5 mm
Luminosités: 5500 NITS

Superficie:
1.82 m²

Enseigne en saillie de métal à agencé aux stèles

Insertion d'acrylique blanc rétro-éclairé

Superficie:
0.31 m²

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

12 sept. 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOUVELLE ENSEIGNE À ÉCRAN
NUMÉRIQUE

Pour affichage dynamique des tarifs
et nombre de places disponibles

NOUVELLE ENSEIGNE EN SAILLIE
LUMINEUSE

Fini métallique agencé aux stèles avec
insertions d'acrylique blanc rétro-éclairé

Note d'installation

Les fixations d'ancrages des enseignes seront installés dans les joints de pierre. Les trous existants devront être réutilisés ou ragréer si aucune enseigne n'est prévue.

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : [1255289004]

Unité administrative responsable : [Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité]

Projet : [PPCMOI – Plan d'affichage - 1155, rue Metcalfe]

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>[14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.</i> <i>20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.]</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>[14. Privilégier l'installation d'enseignes de qualité permettant une meilleure visibilité et un attrait plus important pour les commerces.</i> <i>20. Privilégier l'installation d'enseignes s'harmonisant à l'architecture de ce bâtiment iconique de Montréal et mettant en valeur le Site patrimonial cité du Square-Dorchester et de la Place du Canada. Contribuer au rayonnement de Montréal et à l'attrait du centre-ville en assurant un affichage de qualité.]</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1256645010

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le Centre Sanaaq situé au 1200, rue du Sussex, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

D'accorder, pour le bâtiment situé au 1200, rue du Sussex, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24011), l'autorisation de :

- a) déroger notamment au paragraphe 4° de l'article 504 et à l'article 515 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
- b) installer 3 enseignes, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par Architecture49 et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 19 septembre 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-09-22 11:06

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 30 septembre 2025

Résolution: CA25 240447

Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le Centre Sanaaq situé au 1200, rue du Sussex, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Vicki Grondin

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1200, rue du Sussex, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment au paragraphe 4° de l'article 504 et à l'article 515 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
 - b) installer 3 enseignes, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par Architecture49 et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 19 septembre 2025.

Adoptée à l'unanimité.

40.21
pp 501
1256645010

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2025

IDENTIFICATION

Dossier # :1256645010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le Centre Sanaaq situé au 1200, rue du Sussex, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre l'installation d'enseignes non conformes à la réglementation pour le Centre Sanaaq.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0820 – 12 juin 2017 – Règlement autorisant la construction d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et Du Sussex (16-082) (1164869005)

CM22 1117 – 20 septembre 2022 – Règlement modifiant le règlement 16-082 (16-082-1) (1190867001)

DESCRIPTION

Le site :

La demande concerne le Centre Sanaaq, une installation culturelle et communautaire située à l'angle de la rue du Sussex et du boulevard René-Lévesque, dans le quartier Peter-McGill. Il s'intègre à un vaste complexe immobilier récemment construit sur le site de l'ancien l'Hôpital de Montréal pour enfants. Le centre, d'une superficie de plus de 5 000 m², est réparti sur deux niveaux (rez-de-chaussée et deuxième étage). Il constitue le basilaire de deux tours résidentielles qui le surmontent. Inauguré au printemps 2025, le Centre Sanaaq offre une gamme variée de services communautaires et culturels, incluant une bibliothèque, une salle de spectacle, des espaces d'exposition, des salles polyvalentes pour les activités citoyennes, un café communautaire, ainsi que des installations dédiées à l'agriculture urbaine, à la cuisine collective et à la création numérique.

Le projet :

La demande vise à autoriser, dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), l'installation d'une enseigne sur vitrage et deux enseignes au sol, dérogeant au Règlement d'urbanisme (01-282).

Une enseigne sur vitrage, d'une superficie de 6,7 m², est installée à côté de la porte d'entrée sur la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque. Cette enseigne déroge à la

superficie maximale de 2 m² autorisée pour les enseignes sur vitrage.

Deux enseignes au sol sont également proposées, dérogeant à la limite d'un seul support d'enseigne au sol par bâtiment. La première, de type stèle, sera positionnée près du coin du bâtiment, à l'intersection des façades donnant sur la place Henri-Dunant et sur la rue du Sussex. Elle affiche sur deux faces non lumineuses, d'une hauteur de 1,9 m et d'une largeur de 0,76 m, pour une superficie totale de 2,9 m². La seconde sera installée sur un muret près du quai de chargement situé à l'ouest de l'édifice sur le boulevard René-Lévesque. Ses deux faces non lumineuses totalisent une superficie de 0,77 m² et visent à signaler clairement le lieu de livraison du Centre Sanaaq.

Le projet de signalétique du Centre Sanaaq prévoit aussi l'installation d'une enseigne lumineuse de 4 m² sur la marquise au-dessus de l'entrée principale. Cette dernière est conforme à la réglementation et ne requiert pas d'autorisation dans le cadre du projet particulier.

Il est à noter que le demandeur souhaitait aussi obtenir une autorisation en vue d'installer une enseigne surdimensionnée sur vitrage face à la place Henri-Dunant, identique à celle temporaire actuellement en place, mais celle-ci est exclue de la proposition conformément à la condition émise dans la recommandation du CCU rendu le 11 septembre 2025.

Le cadre réglementaire :

Les enseignes dérogent aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) :

- Article 504, 4^o : la superficie d'une enseigne sur vitrage est limitée à 2 m².
- Article 515 : limite d'un seul support d'enseigne au sol par bâtiment.

Puisque l'autorisation vise seulement des dispositions sur les enseignes, ces dispositions ne sont pas susceptibles d'approbation référendaire en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

JUSTIFICATION

Les enseignes dérogatoires proposées présentent une plus-value significative, notamment en contribuant aux objectifs du PUM par la mise en valeur d'un équipement collectif, ainsi qu'en améliorant l'espace public grâce à une signalisation claire et favorisant l'accessibilité.

Les considérations :

- Le Centre Sanaaq est un établissement culturel et communautaire d'envergure, offrant une programmation et des services destinés à un large public.
- En raison de son implantation dans un complexe immobilier dense aux matérialités similaires, le centre ne se distingue pas aisément dans le paysage bâti depuis le boulevard René-Lévesque.
- Le projet de signalétique proposé contribue à améliorer l'orientation du public, à renforcer l'identité du centre et à affirmer sa présence dans le tissu urbain, tout en s'intégrant harmonieusement à l'échelle du bâtiment.
- La signalisation claire du quai de chargement améliore la sécurité du secteur, en réduisant les arrêts imprévus et les manœuvres dangereuses.
- Les enseignes au sol répondent aux normes et critères du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), hormis la présence de plus d'un support d'enseigne au sol par bâtiment.

À sa séance du 11 septembre 2025, le CCU a émis un avis favorable avec condition à l'égard de cette demande. La condition visait à retirer de la proposition l'enseigne sur vitrage face à la place Henri-Dunant, au profit de l'enseigne lumineuse sur marquise initialement prévue dans le concept architectural.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande de projet particulier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

30 septembre 2025 : adoption par le conseil d'arrondissement d'un projet de résolution.
novembre ou décembre 2025 : tenue d'une assemblée publique de consultation.
décembre 2025 ou février 2026 : adoption de la résolution de projet particulier par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2025-09-18

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2025-09-19

Dossier # : 1256645010

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le Centre
Sanaaq situé au 1200, rue du Sussex, conformément au
Règlement sur les projets particuliers de construction, de
modification ou d'occupation d'un immeuble



Plans PPCMOI_1256645010.pdfPV_2025-09-11_PP_RP_3003587954_3003547496.pdf



Grille_Mtl_2030_1256645010.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER



Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

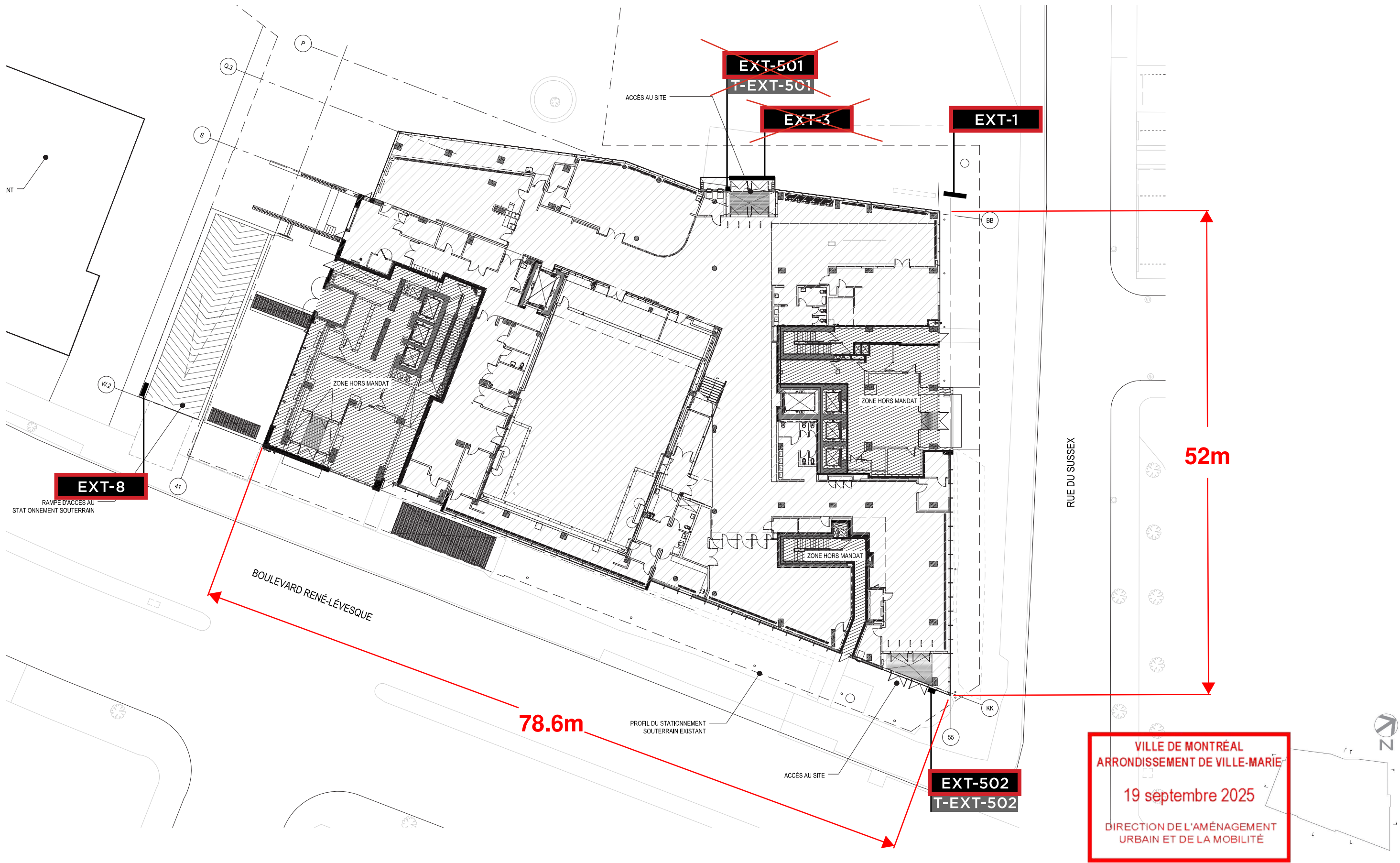
Tél : 438-860-2646
Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 septembre 2025
3003587954 et 3003547496
4.2.2 et 4.6.22

Objet :	PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1200, rue du Sussex
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne le Centre Sanaaq, une installation culturelle et communautaire située à l'angle de la rue du Sussex et du boulevard René-Lévesque, dans le quartier Peter-McGill. Il s'intègre à un vaste complexe immobilier récemment construit sur le site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants. Le centre, d'une superficie de plus de 5 000 m², est réparti sur deux niveaux (rez-de-chaussée et deuxième étage). Il constitue le basilaire de deux tours résidentielles qui le surmontent. Inauguré au printemps 2025, le Centre Sanaaq offre une gamme variée de services communautaires et culturels, incluant une bibliothèque, une salle de spectacle, des espaces d'exposition, des salles polyvalentes pour les activités citoyennes, un café communautaire, ainsi que des installations dédiées à l'agriculture urbaine, à la cuisine collective et à la création numérique.</p> <p>La demande vise d'abord à autoriser, dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), l'installation de deux enseignes sur vitrage et deux enseignes au sol, dérogeant au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, pour le Centre Sanaaq.</p> <p>Depuis son ouverture au printemps 2025, le centre a utilisé des enseignes temporaires pour signaler sa présence. Une grande enseigne sur vitrage, formée d'une pellicule blanche de 11,86 m de large par 2,42 m de haut, soit une superficie de 28,71 m², a été installée sur la façade donnant sur la Place Henri-Dunant. Elle devait initialement être retirée au profit d'une enseigne lumineuse plus petite, positionnée au-dessus de la marquise de l'entrée principale. Toutefois, cette enseigne temporaire semble avoir été bien accueillie par les employés et les occupants du centre, qui envisage désormais conserver une signalétique similaire, plutôt que l'enseigne prévue sur la marquise, tout en la remplaçant par une pellicule plus durable. Cette enseigne déroge à la superficie maximale de 2 m² autorisée pour les</p>

	<p>enseignes sur vitrage et dépasse à elle seule la superficie maximale d’affichage autorisée pour un établissement en secteur de catégorie d’usage M.7 soit 20 m².</p> <p>Une seconde enseigne sur vitrage, dérogatoire à la superficie maximale autorisée de 2 m², est proposée sur la façade donnant sur le boulevard René-Lévesque. Destinée à améliorer la visibilité du centre auprès des piétons et des automobilistes, cette enseigne verticale est constituée d’une pellicule d’allure métallique et d’une superficie de 6,7 m².</p> <p>Enfin, deux enseignes au sol, dérogeant à la limite d’une seule enseigne au sol autorisée par bâtiment, sont également prévues. D’abord, une enseigne de type stèle serait positionnée près du coin du bâtiment, à l’intersection des façades donnant sur la Place Henri-Dunant et sur la rue du Sussex. Affichant sur deux faces non lumineuses, d’une hauteur de 1,9 m et d’une largeur de 0,76 m, sa superficie totalise 2,9 m². Ensuite, une seconde enseigne au sol serait installée sur un muret près du quai de chargement situé à l’ouest de l’édifice. Ses deux faces non lumineuses totalisent une superficie de 0,77 m² et visent à signaler clairement le lieu de livraison du Centre Sanaaq.</p> <p>Par ailleurs, la demande vise également à autoriser la révision de projet, applicable aux deux enseignes au sol.</p> <p>La superficie totale d’affichage proposée pour l’établissement est donc de 38,97 m².</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le Centre Sanaaq est un établissement culturel et communautaire d’envergure, offrant une programmation et des services destinés à un large public.
Considérant qu’ :	En raison de son implantation dans un complexe immobilier dense, aux matérialités similaires et entouré d’espaces publics, le centre ne se distingue pas aisément dans le paysage bâti.
Considérant que :	Le projet de signalétique proposé contribue à améliorer l’orientation du public, à renforcer l’identité du centre et à affirmer sa présence dans le tissu urbain, tout en s’intégrant harmonieusement à l’échelle du bâtiment.
Considérant que :	L’enseigne sur vitrage proposée est démesurée et ne s’harmonise pas à l’identité visuelle d’un centre culturel.

Considérant que :	L'enseigne lumineuse sur marquise, initialement prévue au concept architectural, s'intégrait mieux au bâtiment et à l'image institutionnelle que l'enseigne sur vitrage proposée.
Considérant que :	La signalisation claire du quai de chargement améliore la sécurité du secteur, en réduisant les arrêts imprévus et les manœuvres dangereuses.
Considérant que :	L'enseigne au sol est conforme aux normes du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et répond adéquatement à ses objectifs et critères d'évaluation.
Considérant que :	L'implantation de l'enseigne au sol, en retrait des façades et à proximité du domaine public, permet une meilleure lisibilité du site tout en préservant la vue sur le bâtiment.
Considérant que :	L'enseigne proposée est sobre et implantée de manière à s'intégrer naturellement au parcours des usagers circulant à proximité des axes piétons et des espaces publics environnants.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de projet particulier à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • retirer l'enseigne sur vitrage face à la Place Henri-Dunant, au profit de l'enseigne lumineuse sur marquise initialement prévue dans le concept architectural. <p>Également, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de révision de projet.</p> <p><i>Il est à noter que M. François Saint-Hilaire, ayant déclaré un intérêt personnel, n'a pas assisté à la délibération ni au vote.</i></p>	
 Robert Beaudry Président	 Casandra Barthelot Secrétaire



Signalétique extérieure - EXT-1 Stèle d'entrée
Élévation agrandie et détails de structure



Emplacement
de la stèle sur
le site existant



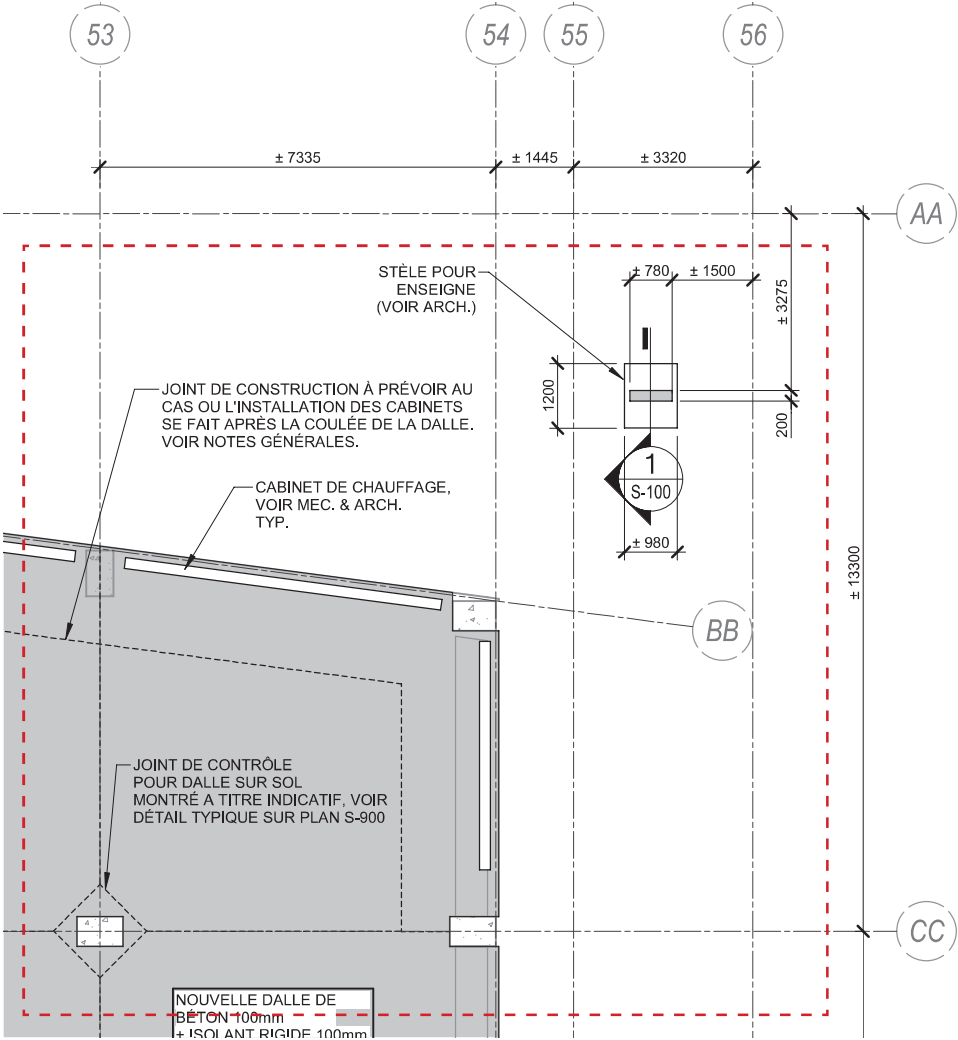
EXT-1

Stèle d'entrée



SOCLE DE BÉTON EXISTANT
POUR LA STÈLE

Emplacement de la stèle sur socle existant



Plan agrandi - Stèle (Structure)



Signalétique extérieure - EXT-1 Stèle d'entrée

Détails et matérialité

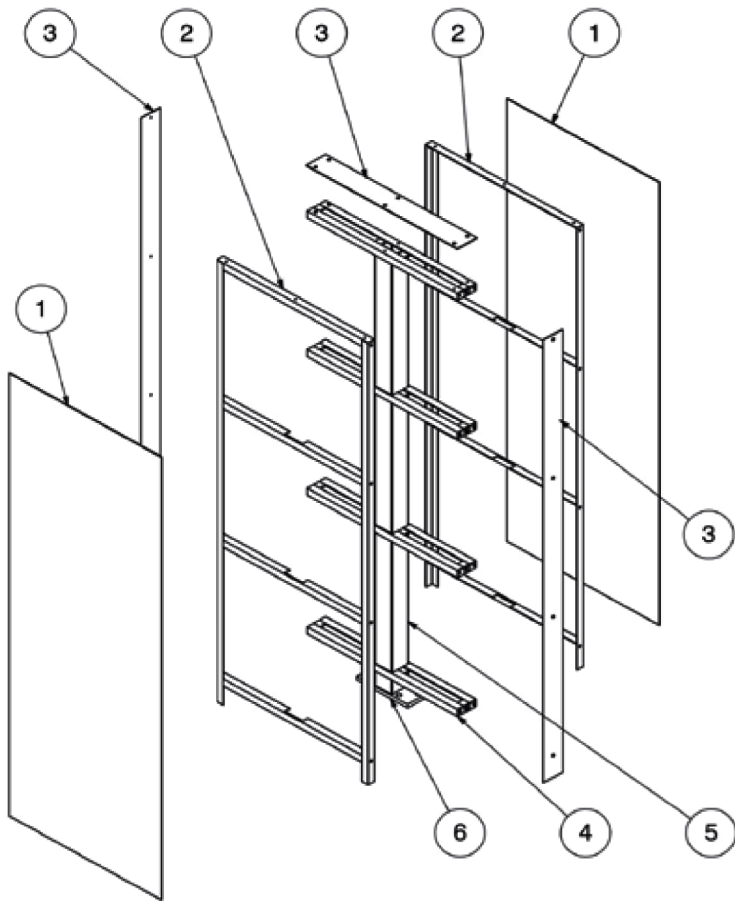
EXT-1 Référence au standard Ville: **Stèle type ID1-K**

QT.: 1

Enseigne double face de type autoportante, faces d'aluminium de 3 mm fixées mécaniquement à la structure de support en aluminium avec des tiges soudée au dos des faces. Faces, retours et dos peints, graphiques en vinyle découpés et appliqués en surface.

Fixation

- Base de béton existante sur le site



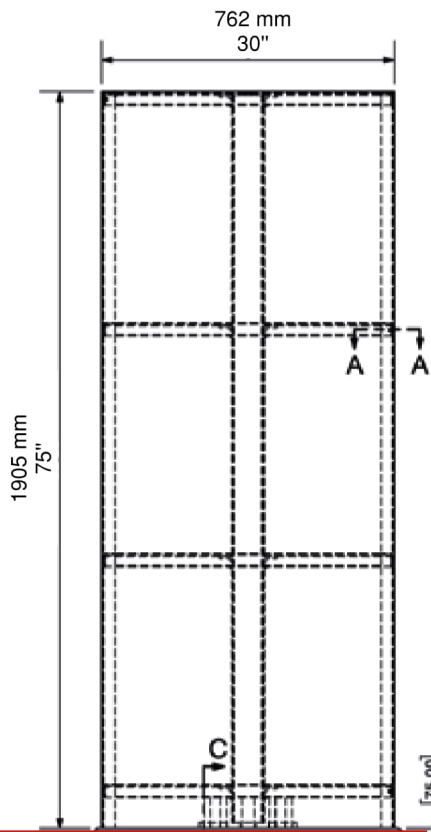
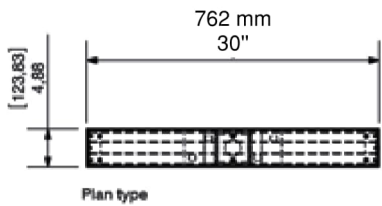
Vue explosée type



Recto

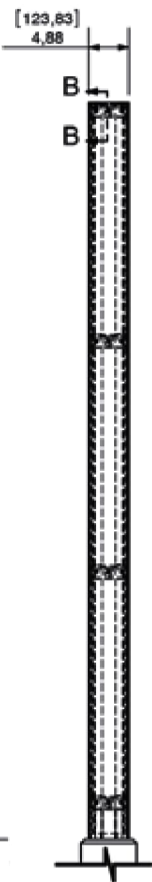


Verso



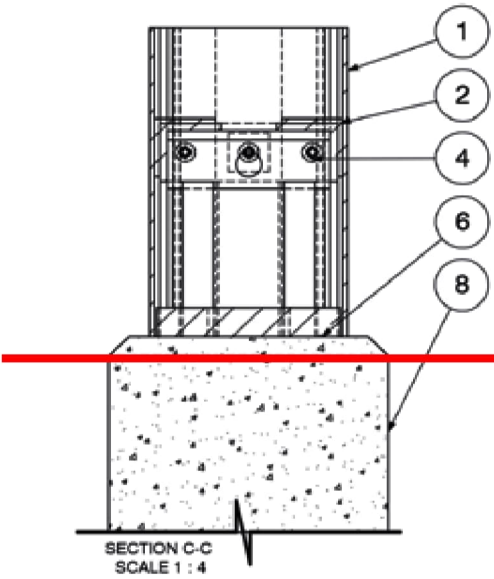
Élévation

SOL FINI SELON SITUATION EXISTANTE DU SITE
(VOIR PHOTO PAGE PRÉCÉDENTE)

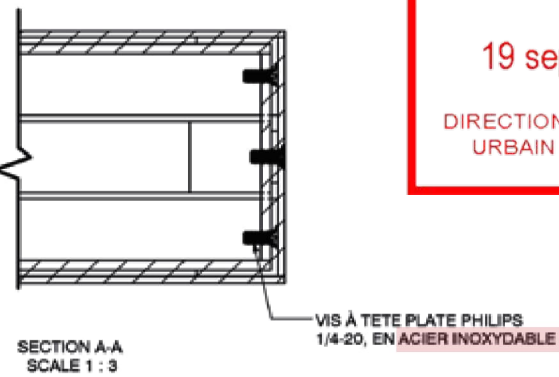
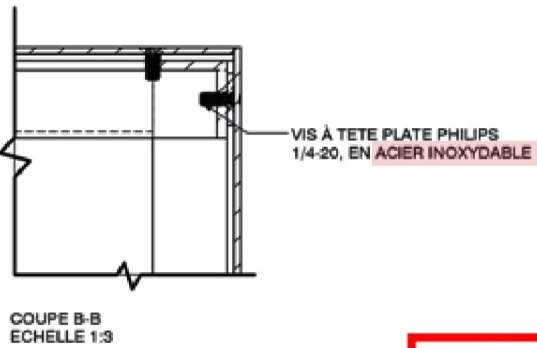


Profil

# PIÈCE	DESCRIPTION
1	PANNEAU DE FACE
2	CADRE DE RENFORT POUR LE PANNEAU DE FACE
3	PLAQUES DE RECOUVREMENT
4	STRUCTURE DE SUPPORT HORIZONTAL
5	STRUCTURE DE SUPPORT VERTICAL
6	PLAQUE D'ASSISE
8	BASE DE BÉTON POUR ENSEIGNE PRINCIPALE AUTOPORTANTE.



Emplacement du pavé (sol) existant



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

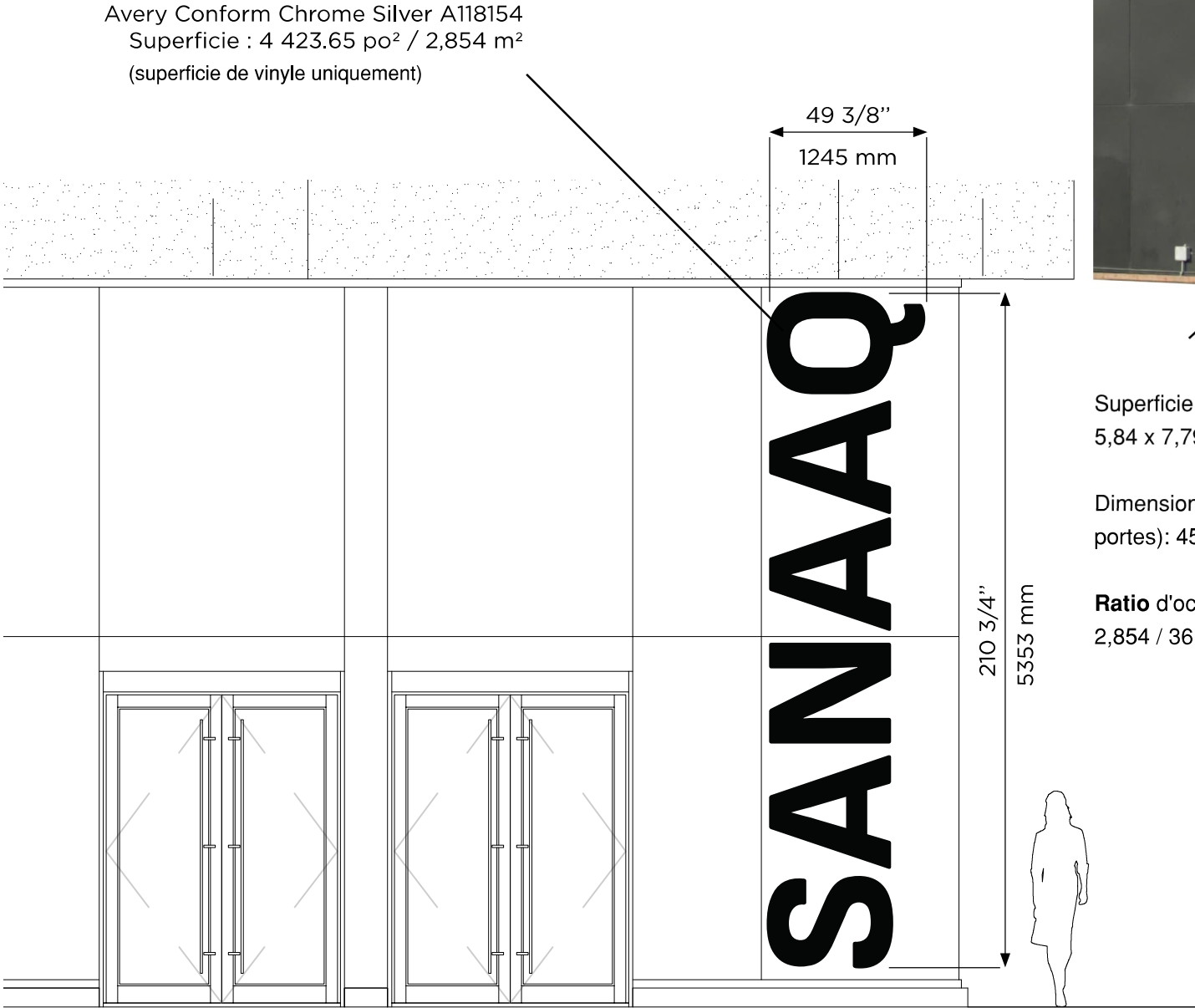
19 septembre 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Type **EXT-2**
Logo en vinyle miroir

Qté : 1

EXT-2



Superficie de cette section de façade:
 $5,84 \times 7,79 = 45,49\text{m}^2$

Dimension du vitrage sur cette section de façade (sans les portes): $45,49 - (2 \times 4,75) = 36\text{m}^2$

Ratio d'occupation de la signalisation sur le verre:
 $2,854 / 36 = 7,9\%$

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Demande de PPCMOI en cours



PXP - Design intégré

5333 Casgrain, #1204
Montréal (QC) H2T 3X1
(+1) 514 285 4465
pxpdesign.ca

Client
Ville de Montréal
N° de dossier
22010

Titre du projet
**SANAAQ
Lot 1 - Temporaire**
Titre du dessin
EXT-2

Émis pour
Demande PPCMOI

Ce document est la propriété exclusive
de Ville de Montréal et de PXP -
Design intégré.

Il contient de l'information confidentielle.
Il ne doit donc être reproduit ni en
totalité ni en partie, et l'information qui
y est contenue ne doit pas être utilisée
ou divulguée sans le consentement
écrit des deux parties.

Dimensions en pouces
Ne pas modifier l'échelle

N°	Révision	Date

Dessiné par
MD

Vérifié par
FB

Date
2025-07-28

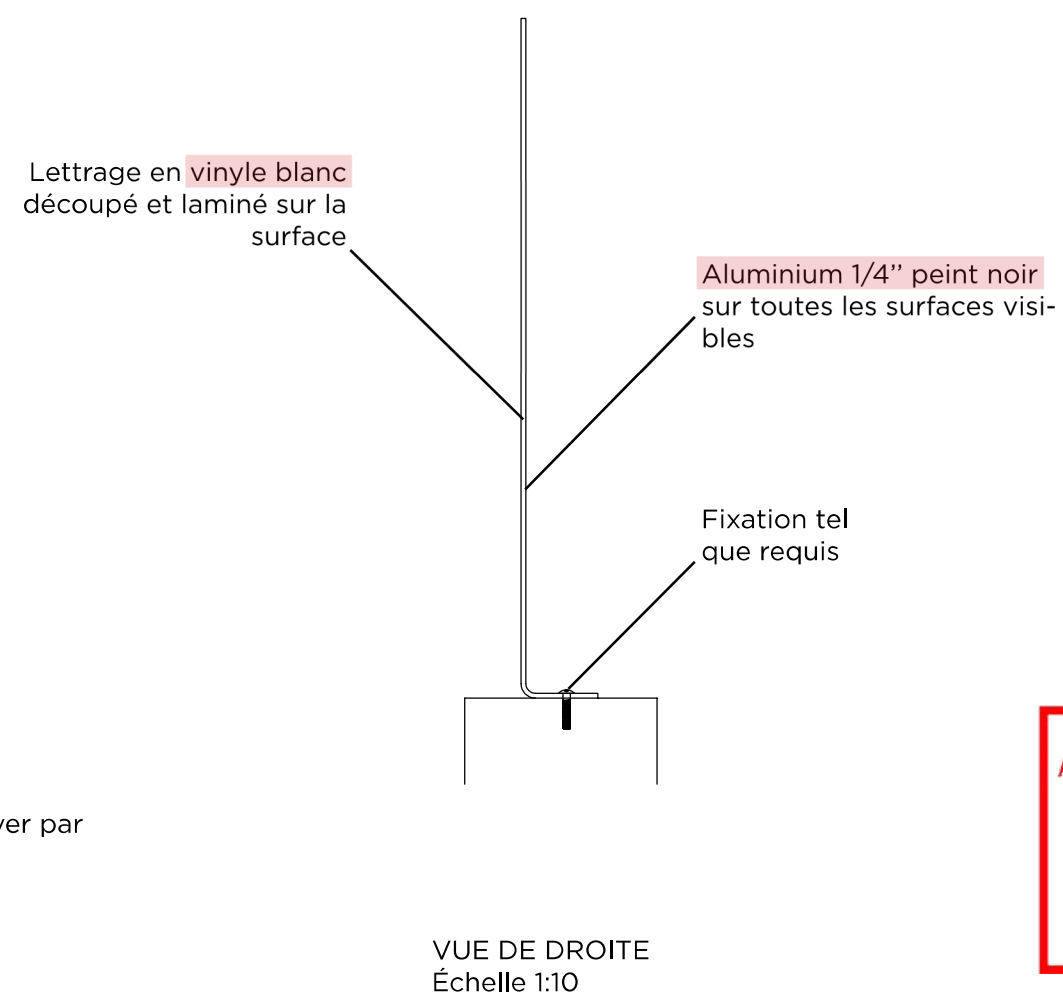
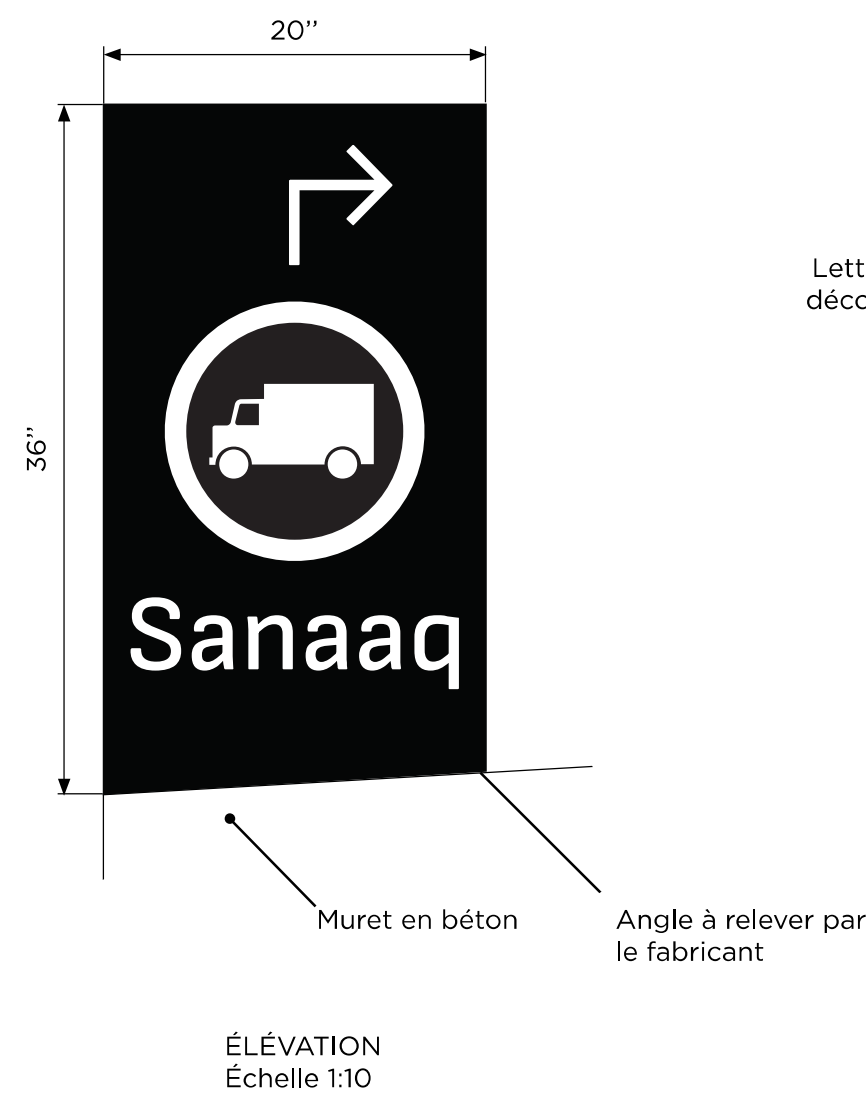
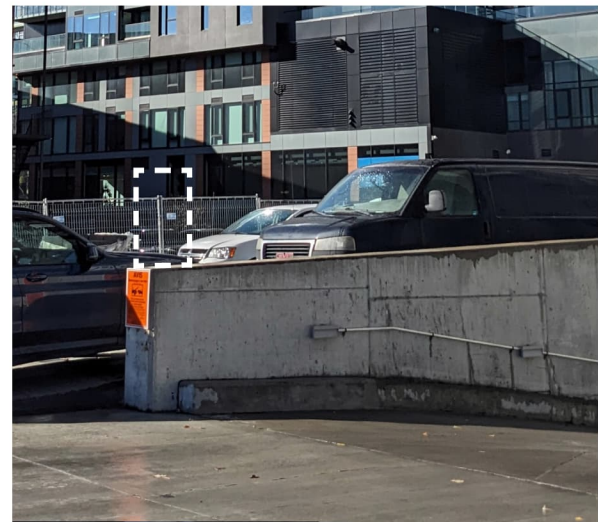
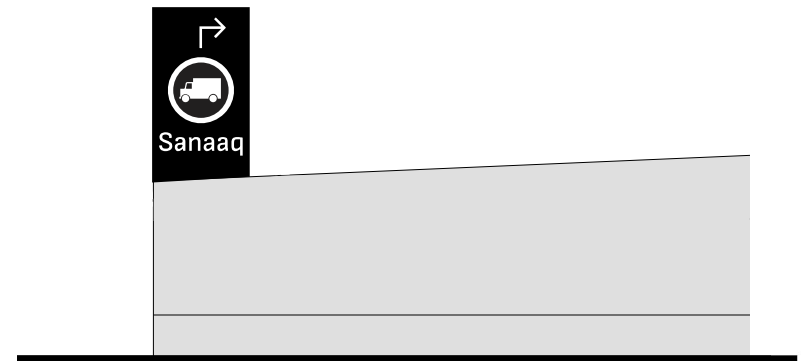
Échelle

N° dessin
SIGNALÉTIQUE -01

Demande de PPCMOI en cours

Type EXT-8
Directionnel pour livraison
EXT-8

QT. : 1
Plaques d'aluminium pliées et fixées sur mur de béton, le tout peint noir. Lettrage en vinyle blanc découpé et laminé sur la face avant. Le tout recouvert d'une laque de protection antigraffiti fini semi-lustre.



Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1256645010

Unité administrative responsable : Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM)

Projet : *Projet particulier (PPCMOI) pour les enseignes du Centre Sanaaq*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 15 -Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? 15 – Les enseignes autorisées favorisent notamment la mise en valeur du centre communautaire et culturelle, renforçant son attractivité.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1256645011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'affichage pour la Place des Arts située au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 105, rue Sainte-Catherine ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24011), l'autorisation de :

- a) déroger notamment aux articles 476, 499, 501, au paragraphe 4° de l'article 504 aux articles 505, 506, au paragraphe 3° de l'article 508 , aux articles 511, 515, 516, 517, 524, 527, au paragraphe 1° de l'article 537 et à l'article 539 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)
- b) déroger à l'obligation d'obtenir un nouveau certificat d'autorisation d'enseigne lors du remplacement d'une enseigne, tel que prescrit l'article 22 du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224) ;
- c) installer 18 enseignes, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par Atelier TAG + NEUF architectes et estampillés par Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 19 septembre 2025 ;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

- a) Seules les enseignes dans les boîtiers le long de la rue Saint-Urbain et face à la Maison symphonique ainsi que les deux bannières posées à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain peuvent être remplacées, sans certificat d'autorisation d'enseigne si la dimension et l'emplacement de ces enseignes est substantiellement conforme aux plans préparés par Atelier TAG + NEUF architectes et estampillés par Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 19 septembre 2025;

3) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux d'installation d'au moins une des enseignes visées, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-09-22 10:17

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 30 septembre 2025

Résolution: CA25 240448

Adopter une résolution autorisant l'affichage pour la Place des Arts située au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble- Projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Vicki Grondin

D'adopter le projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment aux articles 476, 499, 501, au paragraphe 4° de l'article 504 aux articles 505, 506, au paragraphe 3° de l'article 508 , aux articles 511, 515, 516, 517, 524, 527, au paragraphe 1° de l'article 537 et à l'article 539 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
 - b) déroger à l'obligation d'obtenir un nouveau certificat d'autorisation d'enseigne lors du remplacement d'une enseigne, tel que prescrit l'article 22 du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224);
 - c) installer 18 enseignes, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par Atelier TAG + NEUF architectes et estampillés par Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 19 septembre 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :
 - a) Seules les enseignes dans les boîtiers le long de la rue Saint-Urbain et face à la Maison symphonique ainsi que les deux bannières posées à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain peuvent être remplacées, sans certificat d'autorisation d'enseigne si la dimension et l'emplacement de ces enseignes est substantiellement conforme aux plans préparés par Atelier TAG + NEUF architectes et estampillés par Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 19 septembre 2025;

- 3) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux d'installation d'au moins une des enseignes visées, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.22
pp 502
1256645011

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2025

IDENTIFICATION
Dossier # :1256645011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'affichage pour la Place des Arts située au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU
CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre la révision complète de la signalétique entourant l'Édifice des Théâtres et l'entrée principale de la Place des Arts, incluant l'installation d'enseignes non conformes à la réglementation, notamment en termes de nombre et de superficie.

L'Édifice des Théâtres est désigné « immeuble d'intérêt » au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 240042 - 11 février 2014 - Adopter une résolution autorisant les usages commerciaux de la catégorie M.9 pour les locaux directement accessibles de la rue situés au 105 à 175 Sainte-Catherine Ouest (Place-des-Arts), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1136347030)

CA18 240364 – 12 juin 2018 - Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble. (1180867003)

CA19 240351 – 3 juillet 2019 - Adopter une résolution autorisant l'animation de l'esplanade de la Place des Arts et certains usages pour le complexe sis au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1196255006)

DESCRIPTION
Le site :

La demande concerne la Place des Arts, située dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Urbain, Sainte-Catherine, Jeanne-Mance et De Maisonneuve, au cœur du Quartier des spectacles. Ce vaste complexe culturel regroupe six salles de spectacles, dont la Maison symphonique, la salle Wilfrid-Pelletier, ainsi que les salles du Théâtre Maisonneuve et du Théâtre Jean-Duceppe, toutes deux regroupées dans l'Édifice des Théâtres, à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain. Le Musée d'art contemporain occupe également l'îlot, mais est considéré comme un établissement distinct. Le site comprend aussi divers

commerces de restauration et de services. L'esplanade extérieure, au centre de l'îlot, est un lieu emblématique de rassemblement lors des grands festivals.

D'importants travaux sont en cours ou prévus sur le site, notamment l'agrandissement majeur du Musée d'art contemporain, la réfection de l'enveloppe de l'Édifice des Théâtres, ainsi que la transformation de l'entrée principale et de l'accès à l'esplanade depuis la rue Sainte-Catherine.

Le projet :

La demande vise à autoriser, dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), l'installation d'un ensemble de 18 enseignes pour la Place des Arts.

Le projet prévoit notamment l'aménagement de cinq stèles devant l'entrée principale sur la rue Sainte-Catherine, laquelle sera transformée par le retrait de l'édicule triangulaire, remplacé par un basilaire vitré linéaire. Les stèles, formant un alignement de colonnades en aluminium de couleur bronze léger, mesureront entre 6,5 m et 7,5 m de hauteur pour une largeur de 1,38 m. La partie supérieure sera évidée, tandis que la partie inférieure intégrera, sur deux faces, un écran électronique de 1,86 m² par face. Chaque stèle comportera également une inscription « Place des Arts » accompagnée du logo, perforée dans le panneau d'aluminium et rétroéclairée, occupant une superficie de 0,51 m² par face. La hauteur des enseignes intégrées aux stèles atteindra au plus 3,26 m par rapport au niveau du sol. Les écrans diffuseront un contenu statique, sans animation, présentant la programmation en salle, et respecteront les dispositions du Règlement d'urbanisme en matière de luminance, incluant l'obligation d'afficher un écran noir en cas de défaillance. Une sixième stèle, de conception similaire, sera implantée sur la rue Saint-Urbain, près de l'entrée du stationnement. Ces enseignes dérogent à la réglementation en excédant le nombre maximal autorisé d'un seul support d'enseigne au sol par bâtiment, en dépassant la hauteur maximale de 2,4 m permise pour une enseigne au sol, et en excédant la superficie maximale de 10 m² autorisée pour un affichage comportant une enseigne électronique.

Deux enseignes rondes rétroéclairées, d'une superficie de 1,77 m² chacune, seront apposées sur les faces nord et sud au sommet de l'Édifice des Théâtres, et afficheront le logo de la Place des Arts. Ces enseignes de type nom d'immeuble, autorisées à la cime des bâtiments, sont prohibées sur les bâtiments désignés à la réglementation comme « bâtiment d'intérêt », une désignation applicable au site de la Place des Arts.

Deux bannières en vinyle de 31,59 m² chacune seront installées à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain. Leur contenu variera selon la programmation en salle, mais leurs dimensions resteront fixes. Ces enseignes dérogent à la réglementation en étant implantées en dehors de la zone d'entablement, en dépassant la hauteur maximale de 16 m autorisée en façade et en n'étant pas constituées exclusivement de formes et lettres détachées.

Une enseigne de type néon flexible, lumineux, d'une superficie de 2,24 m², sera apposée sur le nouveau mur-rideau donnant sur la rue Sainte-Catherine afin d'annoncer la Salle Claude-Léveillée. Cette enseigne déroge à la réglementation en dépassant la superficie maximale de 2 m² autorisée pour les enseignes apposées sur vitrage.

Sept boîtiers d'affichage rétroéclairés, d'une superficie de 1,25 m² ou 1,55 m² chacun, seront installés le long de la rue Saint-Urbain pour présenter des affiches de spectacles. Ces enseignes dérogent à la réglementation en étant implantées en dehors de la zone d'entablement. De plus, le rétroéclairage des boîtiers ne se limite pas aux lettrages, logos ou symboles, ce qui constitue une autre non-conformité.

La superficie totale d'affichage prévue est de 107,17 m², alors que la réglementation autorise un maximum de 20 m². De plus, chaque façade comporte plus de deux enseignes à plat, ce qui contrevient également à la réglementation.

Le cadre réglementaire :

Le projet de signalétique déroge aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) :

- Article 476 : une enseigne doit être fixée les joints du revêtement. (Plusieurs enseignes sont fixées dans les panneaux de béton recouvrant l'édifice.) ;
- Article 499 : la superficie totale des enseignes d'un établissement est limitée à 20 m² et la superficie d'enseigne électronique à 10 m². (Le projet totalise 107,17 m² d'enseignes dont 22,43 m² d'enseignes électroniques.) ;
- Article 501 : une enseigne à plat doit s'implanter dans la zone d'entablement. (Les deux bannières au coin Sainte-Catherine et Saint-Urbain ainsi que les boîtiers d'enseigne le long de la rue Saint-Urbain sont implantées en dehors de la zone d'entablement.) ;
- Article 504, 4^o : la superficie d'une enseigne sur vitrage est limitée à 2 m². (L'enseigne de la Salle Claude-Léveillé, sur vitrage, à une superficie de 2,24 m².) ;
- Article 505 : une enseigne à plat ne doit pas dépasser 16 m de hauteur. (Les deux bannières situées à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain atteignent 18 m de haut.) ;
- Article 506 : une enseigne située au-dessus du rez-de-chaussée doit être formée exclusivement de lettres et symboles détachés. (Les deux bannières au coin Sainte-Catherine et Saint-Urbain, comportent un support en arrière-plan.) ;
- Article 508, 3^o : limite de deux enseignes à plat sur une même façade. (Le projet prévoit 3 enseignes à plat sur la rue Sainte-Catherine, 5 sur la rue Saint-Urbain et 4 sur la façade donnant sur la Maison symphonique.) ;
- Article 515 : limite d'un seul support d'enseigne au sol par bâtiment. (Le projet prévoit 6 stèles constituant des supports d'enseigne au sol.) ;
- Article 516 : la hauteur maximale d'une enseigne au sol est fixée à 2,4 m. (Les enseignes sur stèle, électroniques et formées de lettrage et logo, atteignent respectivement 2,55 m et 3,26 m de haut.) ;
- Article 524 : le rétroéclairage doit se limiter uniquement aux lettrages et formes. (Les 7 boîtiers d'enseigne le long de la rue Saint-Urbain rétroéclairent l'ensemble des affiches.) ;
- Article 537, 1^o : une enseigne de nom d'occupant d'immeuble, à plus de 16 m de haut, n'est pas autorisée sur bâtiment d'intérêt. (L'Édifice des Théâtres est identifié bâtiment d'intérêt à la réglementation.) ;
- Articles 511, 517, 527 et 539 : les enseignes hors entablement, les enseignes de site institutionnel, les enseignes de nom d'immeuble et les enseignes électroniques doivent être soumises à une révision de projet en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme.

Le projet déroge également à l'article 22 du *Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224)*, étant donné que le contenu des deux enseignes sur bannières prévues au coin Sainte-Catherine et Saint-Urbain ainsi que sept boîtiers d'affichage le long de la rue Saint-Urbain est appelé à être remplacés au fil de la programmation en salle et que le règlement prévoit qu'un nouveau certificat d'autorisation devrait être requis à chaque modification d'une enseigne.

Puisque l'autorisation vise seulement des dispositions sur les enseignes, ces dispositions ne sont pas susceptibles d'approbation référendaire en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

La partie nord-ouest du complexe culturel est située dans l'aire de protection des façades de la Rue-Jeanne-Mance. Toutefois, aucune d'autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine

culturel n'est requise pour les travaux d'affichage dans une aire de protection associée à un immeuble patrimonial classé.

JUSTIFICATION

Le projet de signalétique proposé pour la Place des Arts constitue une intervention cohérente dans le cadre de la requalification majeure du site. Grâce à son design soigné, son intégration architecturale mettant en valeur les bâtiments et sa capacité à diffuser la programmation culturelle, la nouvelle signalétique renforce l'identité institutionnelle de la Place des Arts tout en enrichissant l'expérience des visiteurs. Elle contribue également à dynamiser les abords, notamment la rue Saint-Urbain, en favorisant une animation urbaine continue et un sentiment accru de sécurité.

Les colonnades monumentales formées par les enseignes au sol, évidées en partie haute et affichant un contenu culturel en partie basse, offrent un équilibre adapté à la fois à l'échelle du bâtiment et à celle du piéton. Elles marquent l'entrée du site, soulignent la présence des nombreuses salles, animent le secteur et s'intègrent harmonieusement à l'architecture existante, en respectant l'axe central et la symétrie du site, tout en préservant la lisibilité des bâtiments. L'ajout d'une sixième colonnade sur la rue Saint-Urbain renforce la cohésion du site et permet d'intégrer l'édifice de la Maison symphonique au concept.

Les considérations :

- Le projet satisfait aux exigences du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) en offrant une plus-value significative, notamment par l'amélioration de la qualité de l'espace public, la mise en valeur du patrimoine bâti, l'animation du paysage urbain et la contribution aux objectifs du Plan d'urbanisme et de mobilité ;
- La Place des Arts est un établissement culturel d'envergure, dédié à la diffusion artistique locale et internationale et jouant un rôle structurant dans la métropole ;
- Étant donné la dimension de son site et le nombre de salles qu'elle regroupe, la Place des Arts ne constitue pas un établissement typique ;
- Le projet de signalétique contribue à améliorer l'orientation du public, à promouvoir la programmation et à renforcer l'identité du site ;
- Des transformations majeures sont prévues sur le site de la Place des Arts, et que le projet de signalétique s'harmonise avec cette démarche en renforçant la visibilité, l'accessibilité et l'identité du lieu.

À sa séance du 11 septembre 2025, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande. Il avait précédemment, lors de la séance du 14 août 2025, émis un avis favorable avec conditions.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

30 septembre 2025 : adoption par le conseil d'arrondissement d'un projet de résolution.

novembre ou décembre 2025 : tenue d'une assemblée publique de consultation.

décembre 2025 ou février 2026 : adoption de la résolution de projet particulier par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2025-09-18

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2025-09-19

Dossier # : 1256645011

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant l'affichage pour la Place des
Arts située au 105, rue Sainte-Catherine Ouest, conformément
au Règlement sur les projets particuliers de construction, de
modification ou d'occupation d'un immeuble



Plans_PPCMOI_1256645011.pdfGrille_Mtl_2030_1256645011.pdf



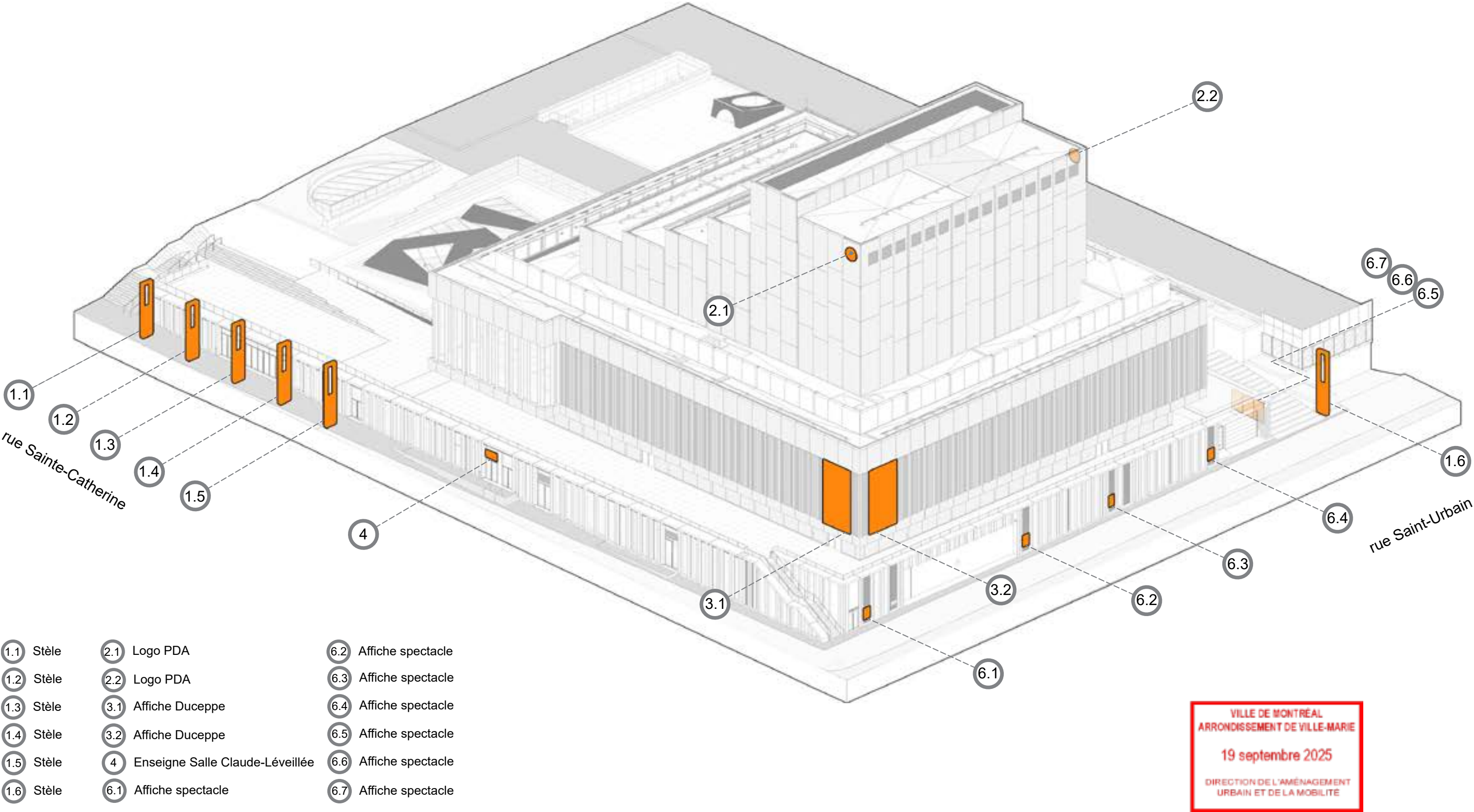
PV_2025-08-14_PP_3003569900.pdfPV_2025-09-11_PP_RP_3003569900_3003574159.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646
Télécop. :

Plan de localisation des enseignes

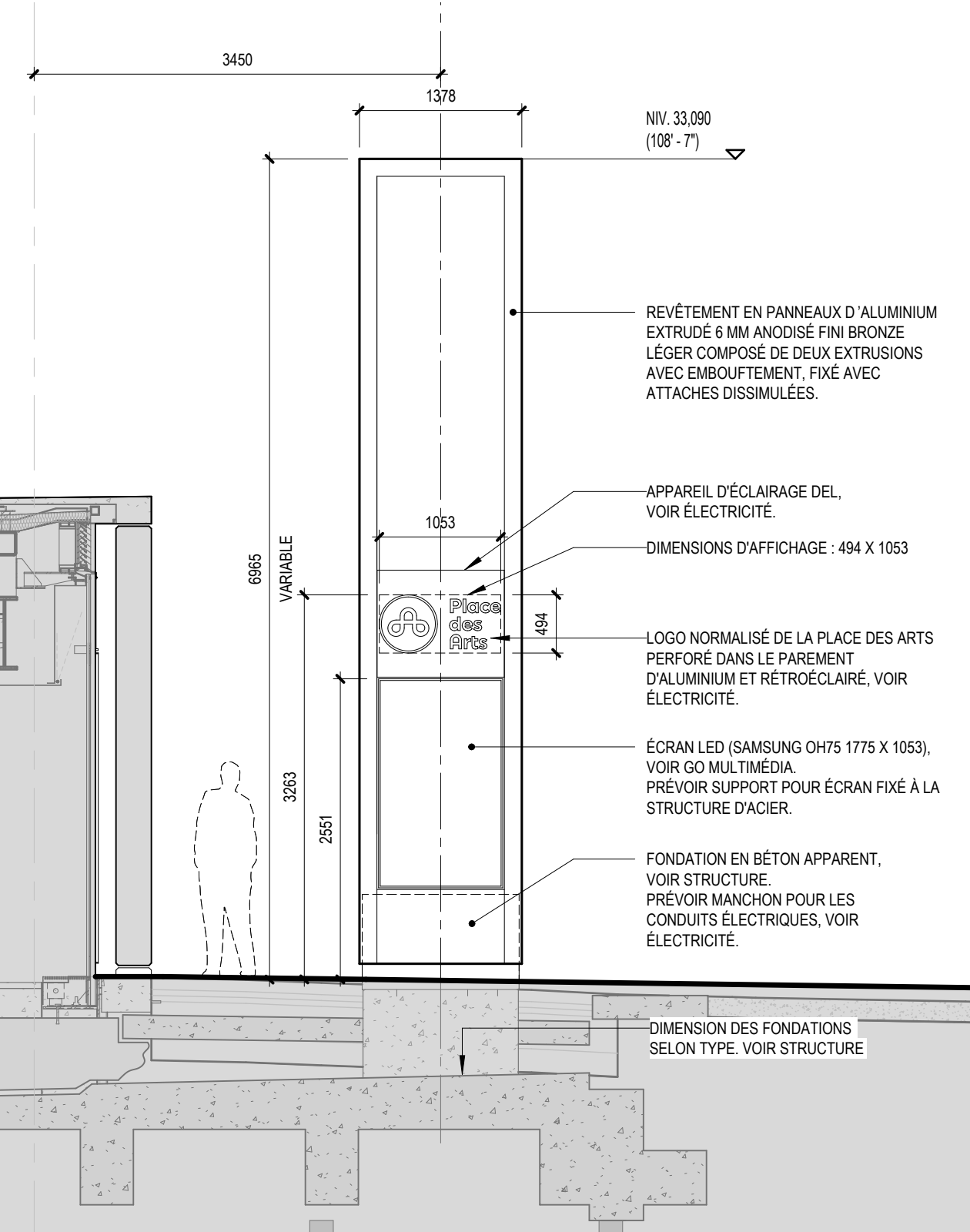


Répertoire des enseignes

ID	Description	Localisation	Type	Façade	Largeur (mm)	Hauteur (mm)	Superficie (m ²)	Matérialité	Éclairage	Dérogations (articles)
1.1	Stèle: écrans, lettres, logo	Extérieur	Sol	Sud (Sainte-Catherine)	1053 mm	1775 + 494 mm	4.76m2	Aluminium anodisé fini bronze léger	Éclairé par réflexion	499 ; 515 ; 516
1.2	Stèle: écrans, lettres, logo	Extérieur	Sol	Sud (Sainte-Catherine)	1053 mm	1775 + 494 mm	4.76 m2	Aluminium anodisé fini bronze léger	Éclairé par réflexion	499 ; 515 ; 516
1.3	Stèle: écrans, lettres, logo	Extérieur	Sol	Sud (Sainte-Catherine)	1053 mm	1775 + 494 mm	4.76 m2	Aluminium anodisé fini bronze léger	Éclairé par réflexion	499 ; 515 ; 516
1.4	Stèle: écrans, lettres, logo	Extérieur	Sol	Sud (Sainte-Catherine)	1053 mm	1775 + 494 mm	4.76 m2	Aluminium anodisé fini bronze léger	Éclairé par réflexion	499 ; 515 ; 516
1.5	Stèle: écrans, lettres, logo	Extérieur	Sol	Sud (Sainte-Catherine)	1053 mm	1775 + 494 mm	4.76 m2	Aluminium anodisé fini bronze léger	Éclairé par réflexion	499 ; 515 ; 516
1.6	Stèle: écrans, lettres, logo	Extérieur	Sol	Est (Saint-Urbain)	1053 mm	1775 + 494 mm	4.76 m2	Aluminium anodisé fini bronze léger	Éclairé par réflexion	499 ; 515 ; 516
2.1	Logo de la place des arts	Extérieur	Façade	Sud (Sainte-Catherine)	1500 mm	1500 mm	1.77 m2	Cadre en aluminium et surface en acrylique	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 508,3 ; 537,1
2.2	Logo de la place des arts	Extérieur	Façade	Nord (Maison Symphonique)	1500 mm	1500 mm	1.77 m2	Cadre en aluminium et surface en acrylique	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 508,3 ; 537,1
3.1	Affiche Duceppe	Extérieur	Façade	Sud (Sainte-Catherine)	4130 mm	7650 mm	31.59 m2	Bannière en vinyle et cadre en métal fini béton	Éclairé par réflexion	476 ; 499 ; 501 ; 505 ; 506 ; 508,3
3.2	Affiche Duceppe	Extérieur	Façade	Est (Saint-Urbain)	4130 mm	7650 mm	31.59 m2	Bannière en vinyle et cadre en métal fini béton	Éclairé par réflexion	476 ; 499 ; 501 ; 505 ; 506 ; 508,3
4	Enseigne Salle Claude Léveillé	Intérieur	Façade	Sud (Sainte-Catherine)	2235 mm	1000 mm	2.24 m2	Néon flexible illuminé	DEL	499 ; 504 4) ; 508,3
6.1	Affiche spectacle	Extérieur	Façade	Est (Saint-Urbain)	940 mm	1330 mm	1.25 m2	Verre et cadre en aluminium bronze léger	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 501 ; 508,3 ; 524
6.2	Affiche spectacle	Extérieur	Façade	Est (Saint-Urbain)	940 mm	1330 mm	1.25 m2	Verre et cadre en aluminium bronze léger	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 501 ; 508,3 ; 524
6.3	Affiche spectacle	Extérieur	Façade	Est (Saint-Urbain)	940 mm	1330 mm	1.25 m2	Verre et cadre en aluminium bronze léger	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 501 ; 508,3 ; 524
6.4	Affiche spectacle	Extérieur	Façade	Est (Saint-Urbain)	940 mm	1330 mm	1.25 m2	Verre et cadre en aluminium bronze léger	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 501 ; 508,3 ; 524
6.5	Affiche spectacle	Extérieur	Façade	Nord (Maison Symphonique)	1067 mm	1450 mm	1.55 m2	Existant :Verre et cadre en aluminium	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 501 ; 508,3 ; 524
6.6	Affiche spectacle	Extérieur	Façade	Nord (Maison Symphonique)	1067 mm	1450 mm	1.55 m2	Existant :Verre et cadre en aluminium	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 501 ; 508,3 ; 524
6.7	Affiche spectacle	Extérieur	Façade	Nord (Maison Symphonique)	1067 mm	1450 mm	1.55 m2	Existant :Verre et cadre en aluminium	Rétro-éclairé	476 ; 499 ; 501 ; 508,3 ; 524
TOTAL							107.17 m2			

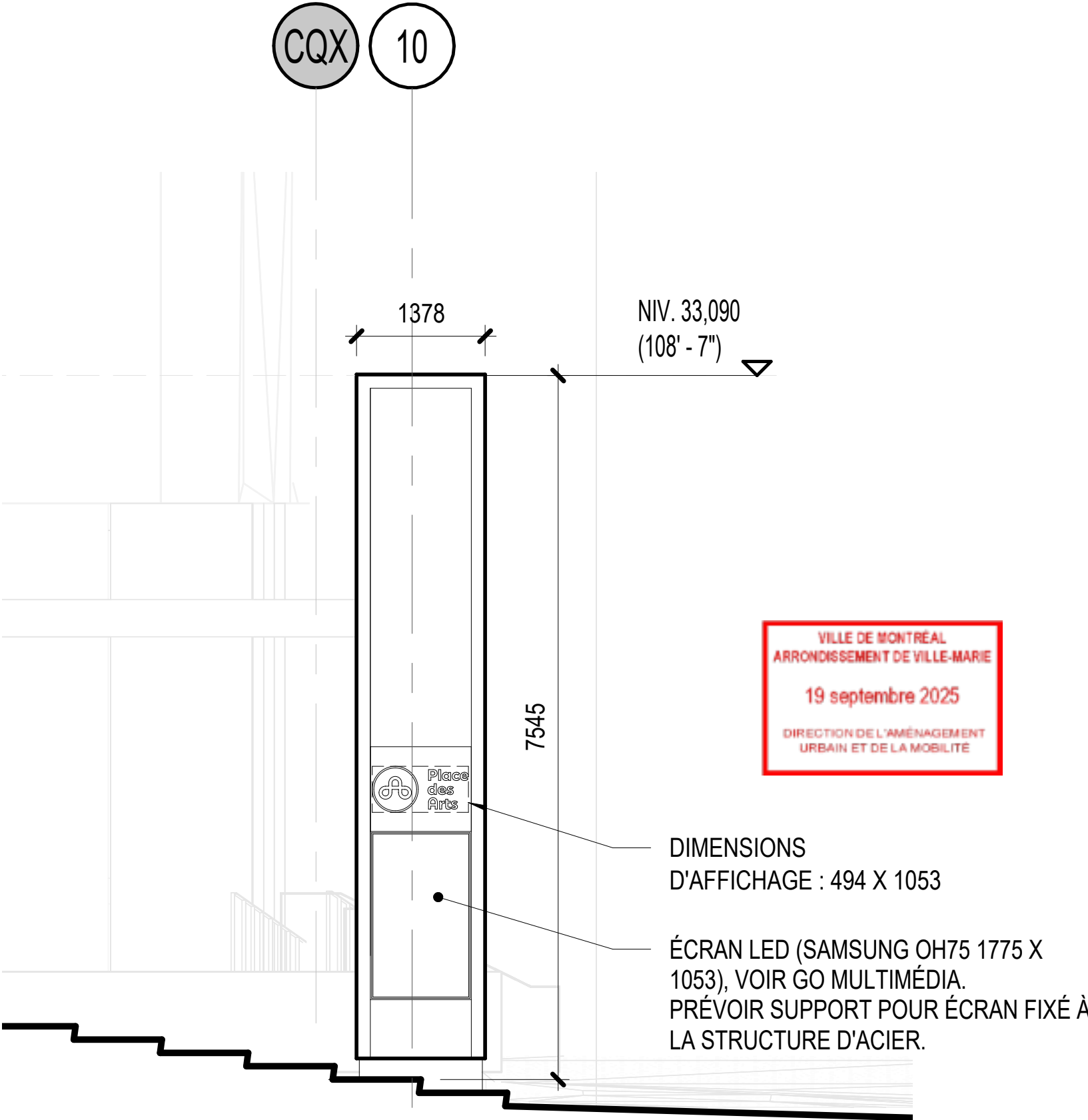


Données techniques et dimensionnelles



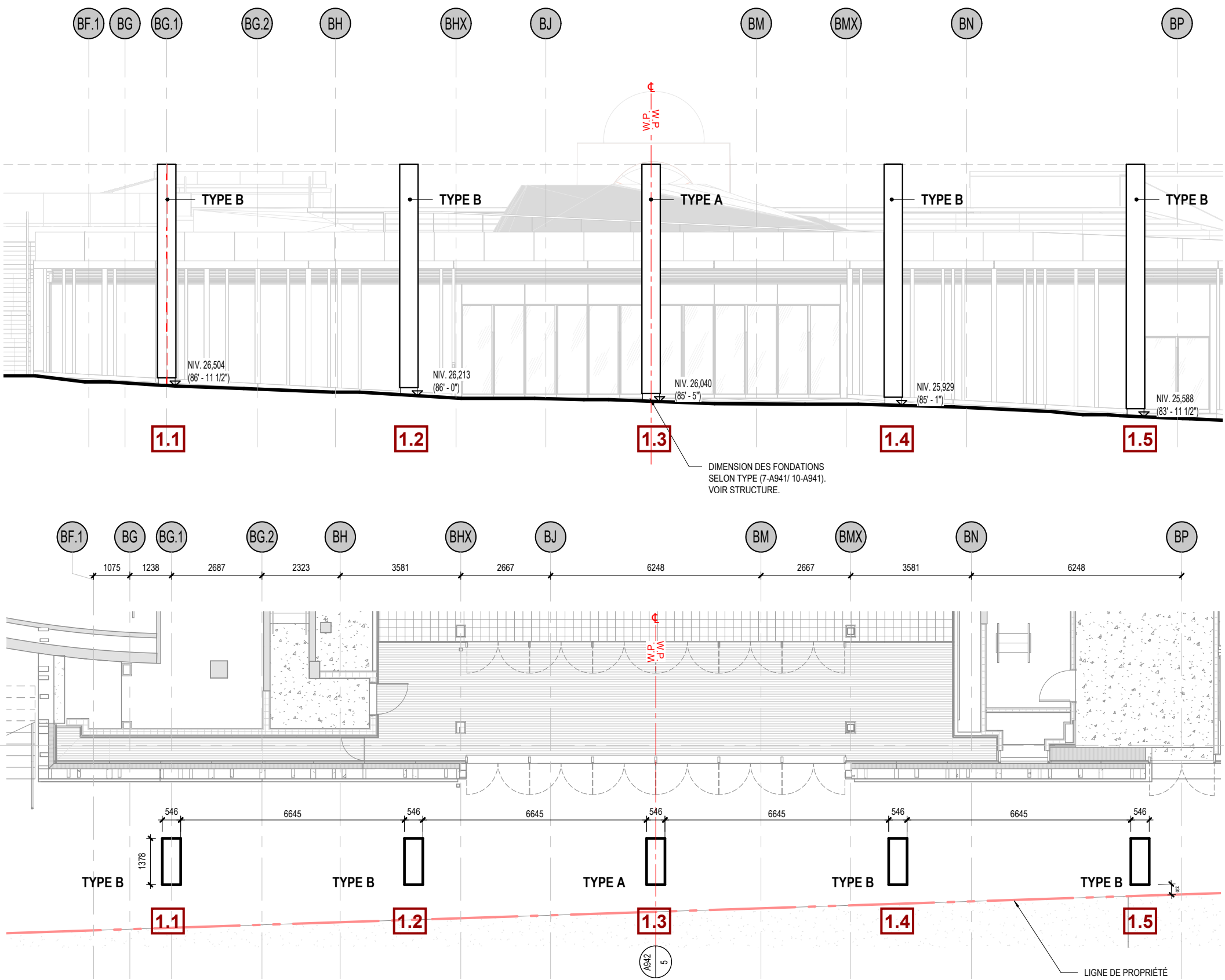
TUNNEL

Stèles no.1 à 5, rue Sainte-Catherine



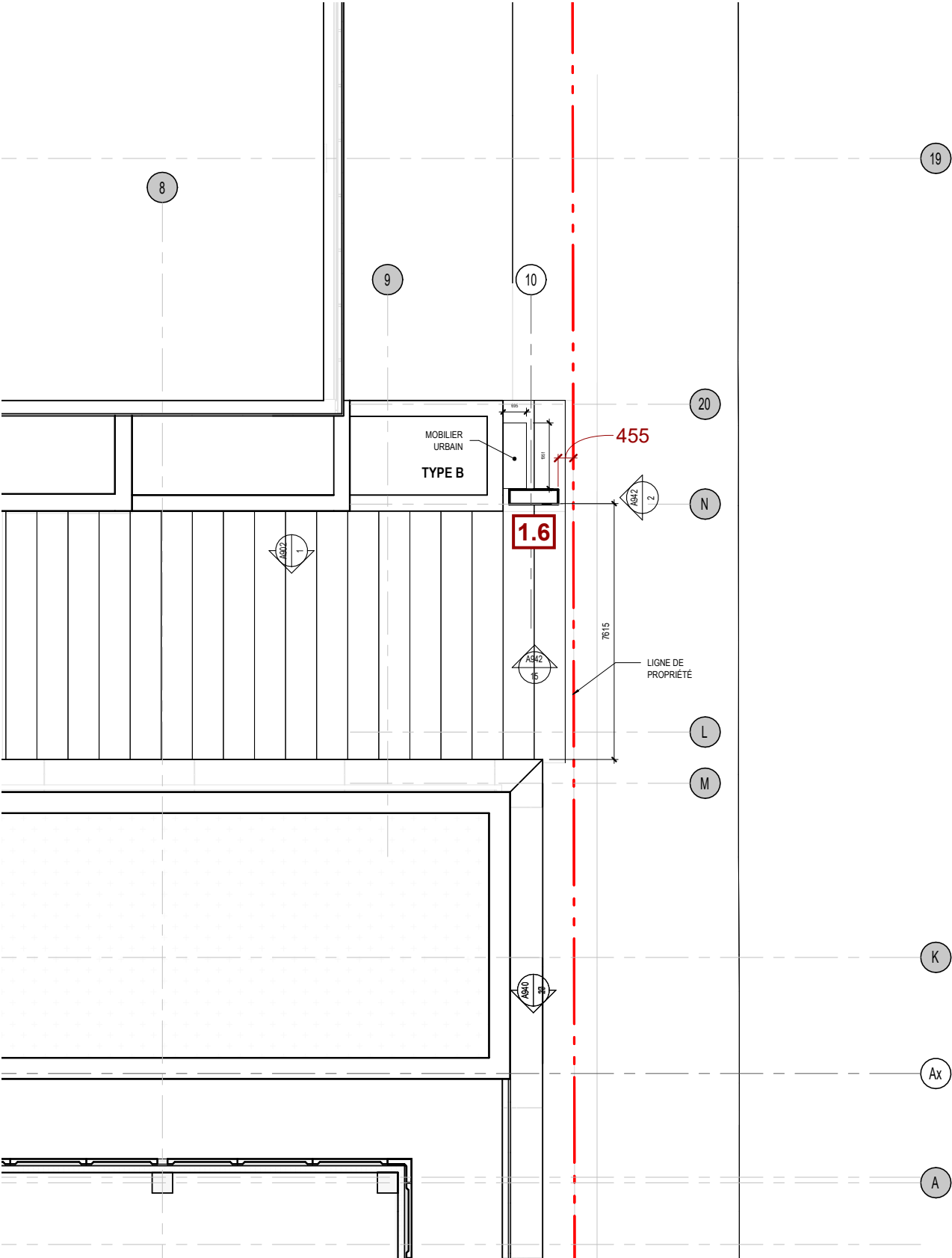
Stèle no.6, rue Saint-Urbain

Données techniques et dimensionnelles: stèles rue ste-catherine

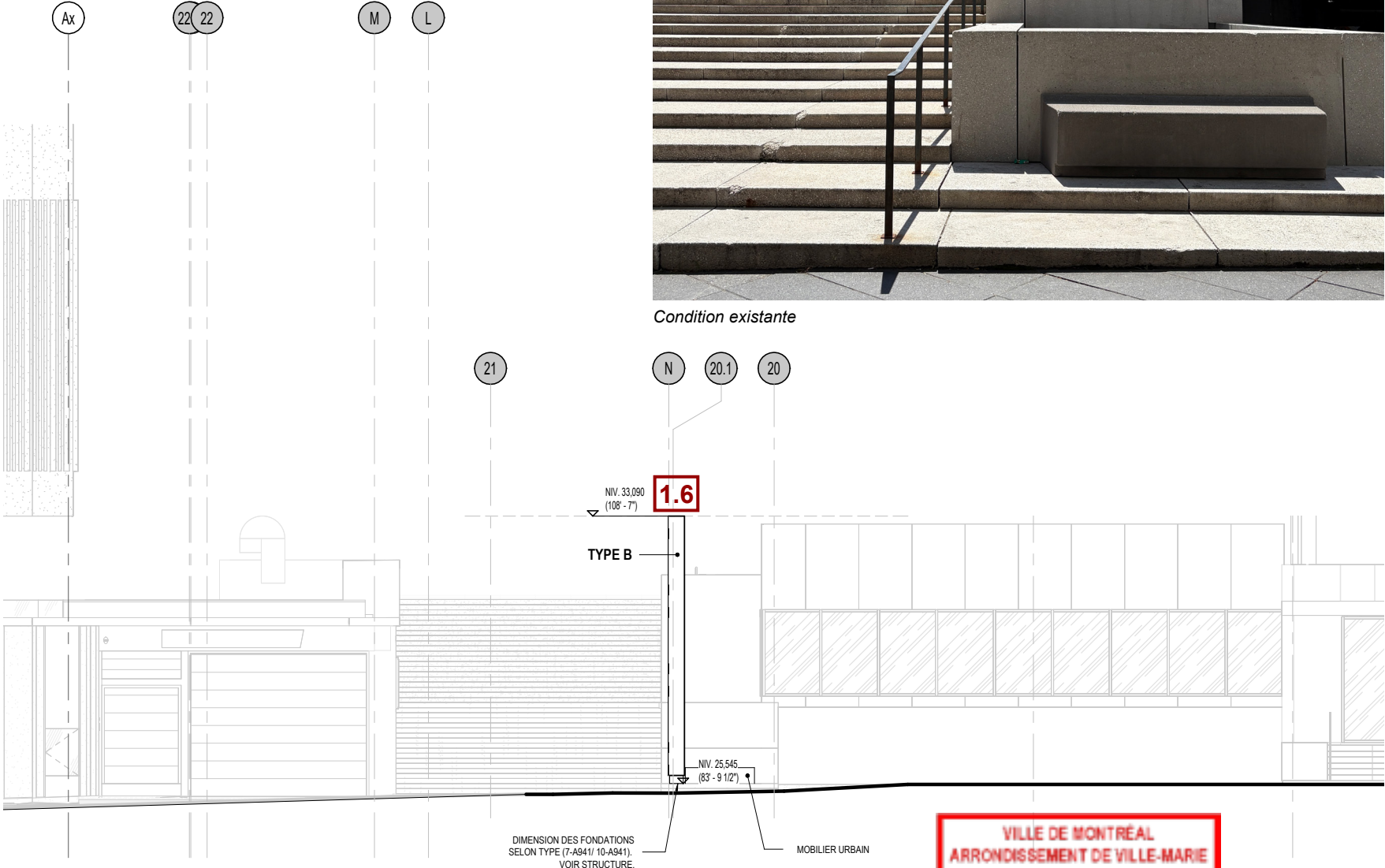


- La colonnade architecturale de la rue Ste-Catherine se compose de cinq stèles.
- La hauteur des stèles varie de 6583mm à 7496mm, ajustée en fonction de la pente naturelle de la rue.
- La largeur d'une stèle est de 1378mm
- La superficie des stèles, incluant leur double face, varie de 18.14m2 à 20.66m2
- L'espace inter-stèle est de 6760mm
- La lignée de stèles est située à 1691mm du vestibule d'entrée principale de la rue Ste-Catherine.

Données techniques et dimensionnelles



- La colonnade architecturale de la rue St-Urbain se compose d’une seule stèle.
- La hauteur de la stèle est de 7545 mm
- La largeur de la stèle est de 1378mm



Condition existante

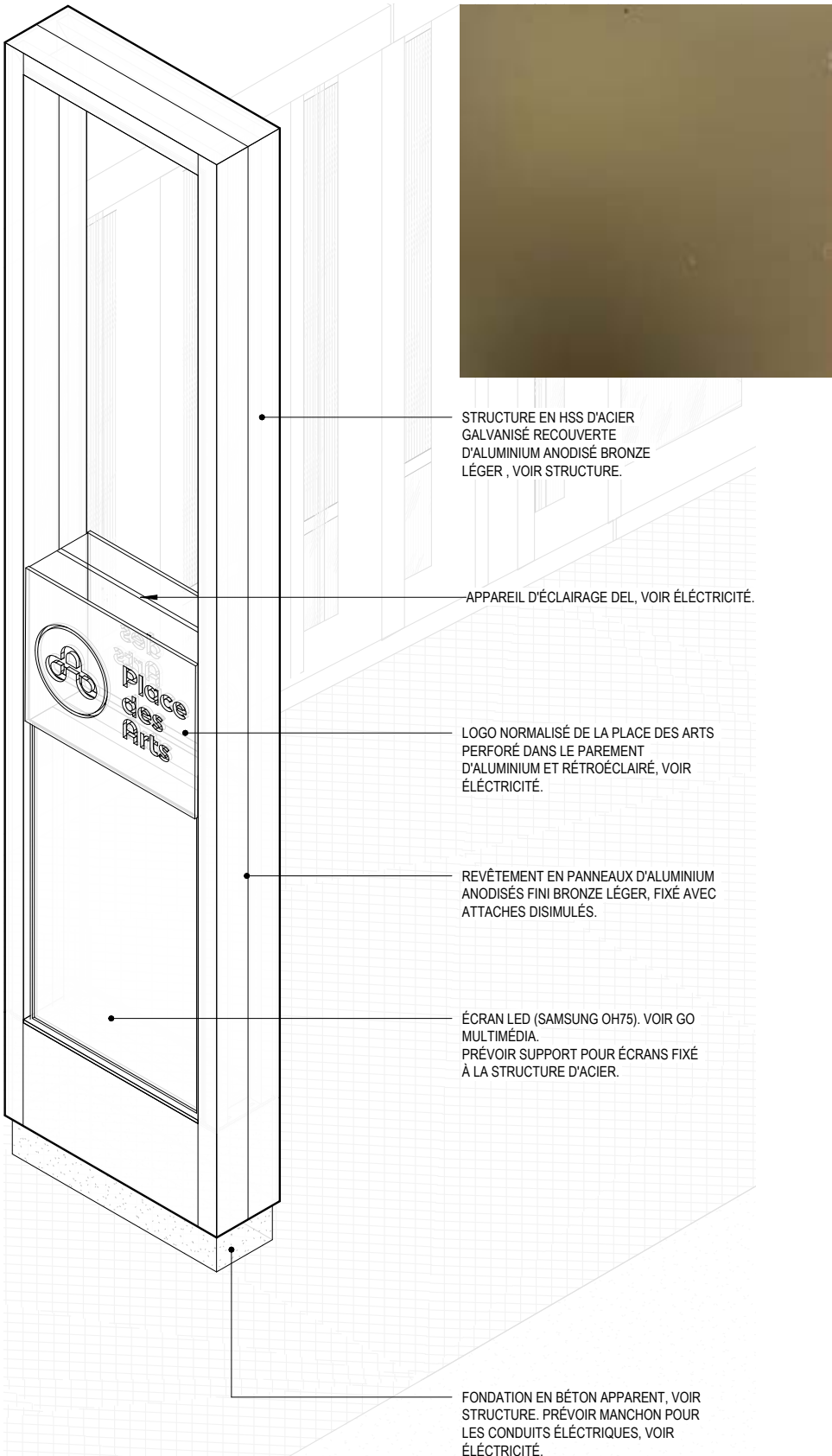
Matérialité et équipements

La palette retenue pour les stèles reprend fidèlement celle de l'Édifice des Théâtres — béton clair et aluminium anodisé bronze léger — de sorte que chaque élément de la colonnade s'inscrit dans la continuité visuelle de la Place des Arts tout en dialoguant subtilement avec le mur-rideau du foyer du Théâtre Maisonneuve. Le choix de l'aluminium, façonné en profilés extrudés plutôt qu'en feuilles, allège la présence des stèles, assure une grande pérennité structurelle et confère à l'ensemble cette patine bronze qui évoque le statut emblématique du lieu.

Chaque cadre intègre, derrière sa face intérieure, un dispositif d'éclairage orienté qui baigne la surface de reflets chauds, transformant la colonnade en balise lumineuse à la tombée du jour. Dos à dos dans l'ouverture, deux écrans LED de 1775 x 1053 mm diffusent un contenu statique à luminance réglementée ; cinq stèles relaient ainsi la programmation des salles de spectacles de la Place des Arts, tandis que la sixième — implantée rue Saint-Urbain — marque l'entrée du complexe de la Place des Arts et relaie aussi la programmation des spectacles y compris ceux de la Maison symphonique. Cette combinaison de matérialité, de lumière et d'affichage crée un repère à la fois symbolique et fonctionnel : elle unifie les façades, oriente le public et célèbre, par une signature commune mais nuancée, la diversité des scènes qui composent le campus culturel.

Composants intégrés

- Chaque stèle intègre deux écrans DEL, positionnés dos à dos, de format 1775mm x 1053mm x 130mm
- Le nom et le logo de la Place des Arts sont perforés dans le parement d'aluminium sur chaque face, et sont rétroéclairés, assurant une identification claire, jour et nuit.
- Un éclairage linéaire intégré directionnel met en valeur la face intérieure du cadre, accentuant la verticalité et la présence sculpturale des stèles dans l'espace public sans toutefois éblouir ou éclairer le ciel.



Détail typique d'une stèle en vue isométrique

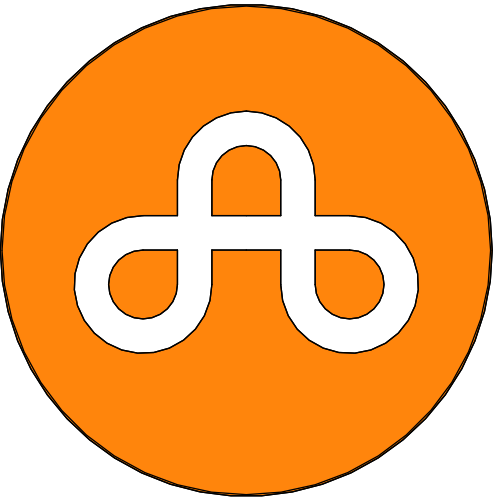


Exemple du fabricant

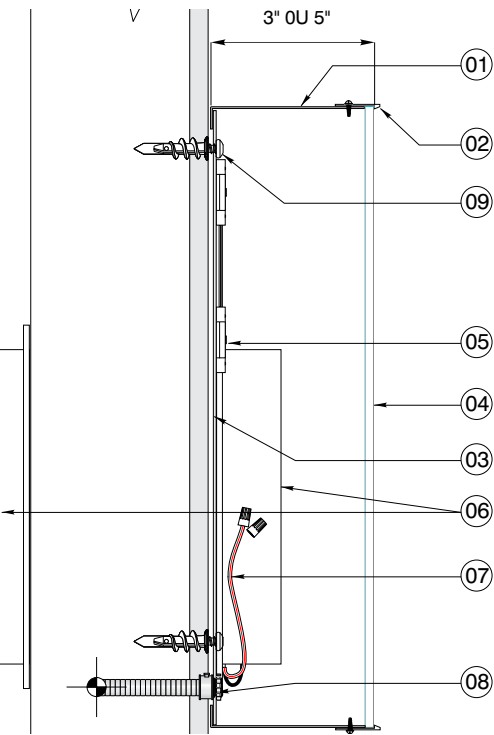
Données techniques

Modèle	SAMSUNG OH75
Dimensions (par panneaux)	1775 x 1053 x 130
Luminosité maximale (cd/m2)	3500
Luminosité minimal (cd/m2)	50
Ajustement en fonction de l'ambiance	Eco Sensor: automatique à la tombée de la nuit
Dimension de l'écran en m2	3,09
Résolution de l'écran	2 x 4 K / 3840 x 2160
Réglages de sécurité opérationnelle :	
No Signal Power Off :	extinction automatique s'il n'y a plus de signal.
PowerOn Delay:	temporisation d'allumage.
Remote Management / SNMP :	gestion et diagnostic à distance.
Fan Settings / Outdoor Mode :	pilotage des ventilateurs et mode grand froid pour garantir le démarrage et la stabilité thermique.
Eco Sensor :	ajustements automatiques de luminosité à la tombée de la nuit - 80 cd/m2

Enseigne type 2 - Logo de la Place des Arts

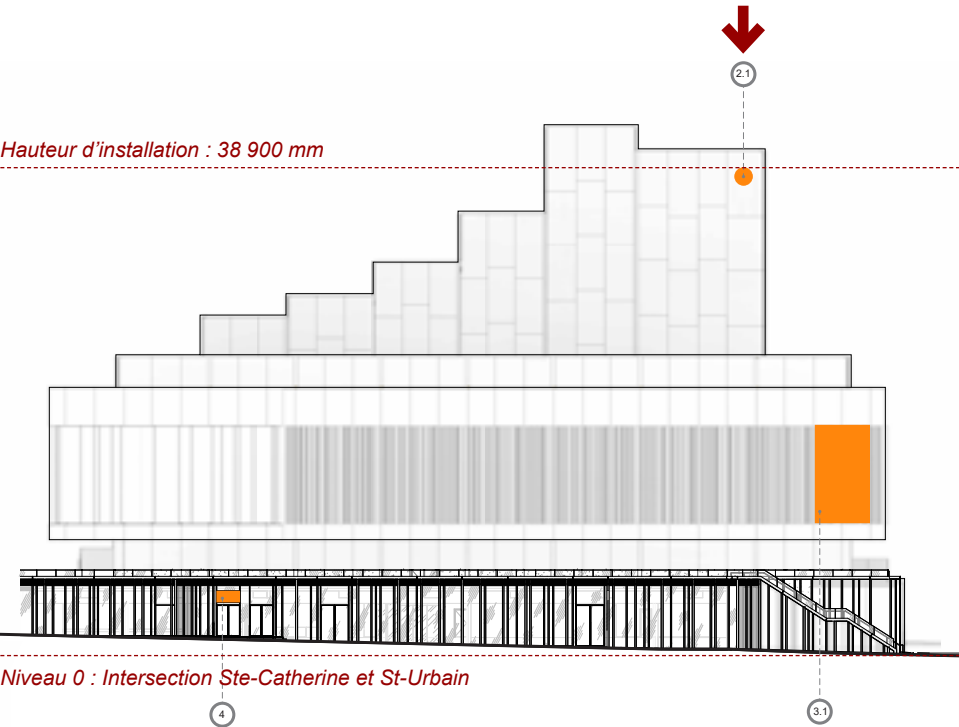


Élévation de l'enseigne
Couleur Pantone 158C

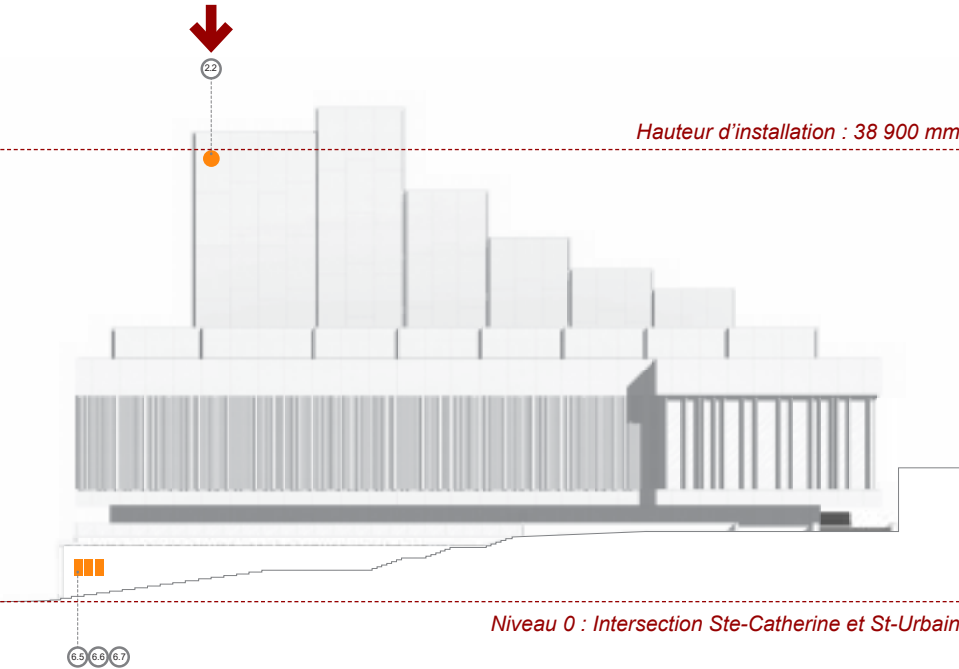


Coupe du boîtier rétro-éclairé

01	BOITIER EN ALUMINIUM .040 ÉP. PRÉPEINT
02	BORDURE / CADRE PIGMENTÉ
03	FOND EN ALUMINIUM .064
04	FACES EN ACRYLIQUE PIGMENTÉ BLANC 3/16" ÉP. + VINYLE / OU IMPRESSION NUMÉRIQUE
05	DEL BLANC
06	BLOC D'ALIMENTATION DERRIÈRE LE MUR OU DANS CHANNEL SELON ESPACE ESPACE DISPONIBLE
07	FIL ÉLECTRIQUE BASSE TENSION
08	CONDUIT ÉLECTRIQUE (BX OU ÉQUIVALENT)
09	ANCRAGES SELON TYPE DE MUR



Élévation sud (Sainte-Catherine)



Élévation nord (Maison Symphonique)



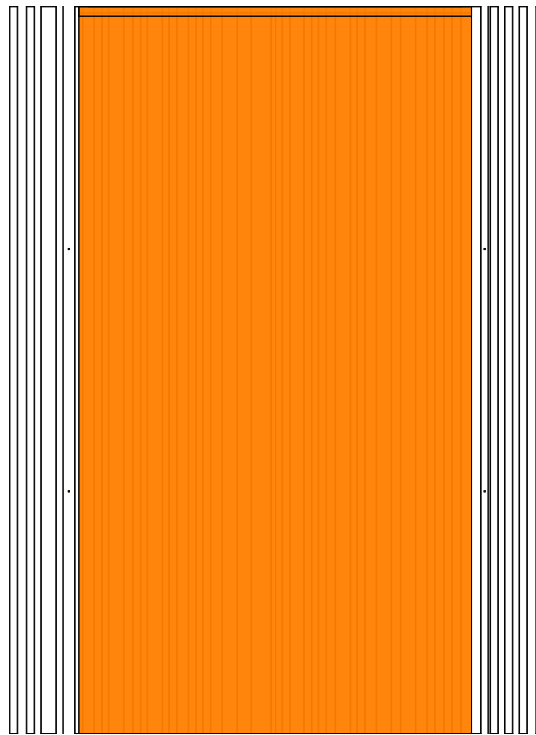
Perspective nord de l'Édifice des Théâtres depuis l'intersection Sainte-Catherine et Saint-Urbain



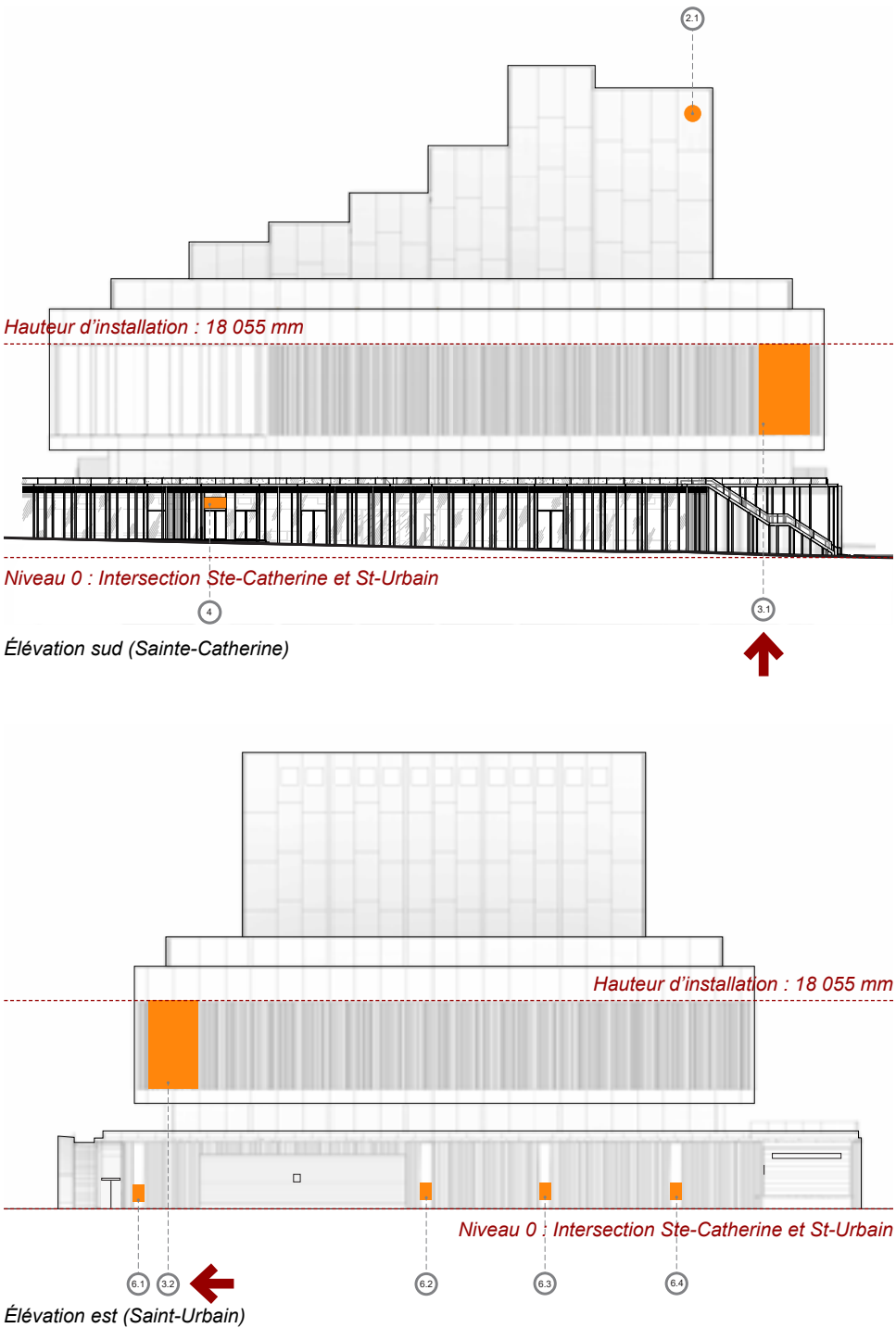
Perspective sud de l'Édifice des Théâtres depuis Saint-Urbain



Enseigne type 3 - Affiches Duceppe



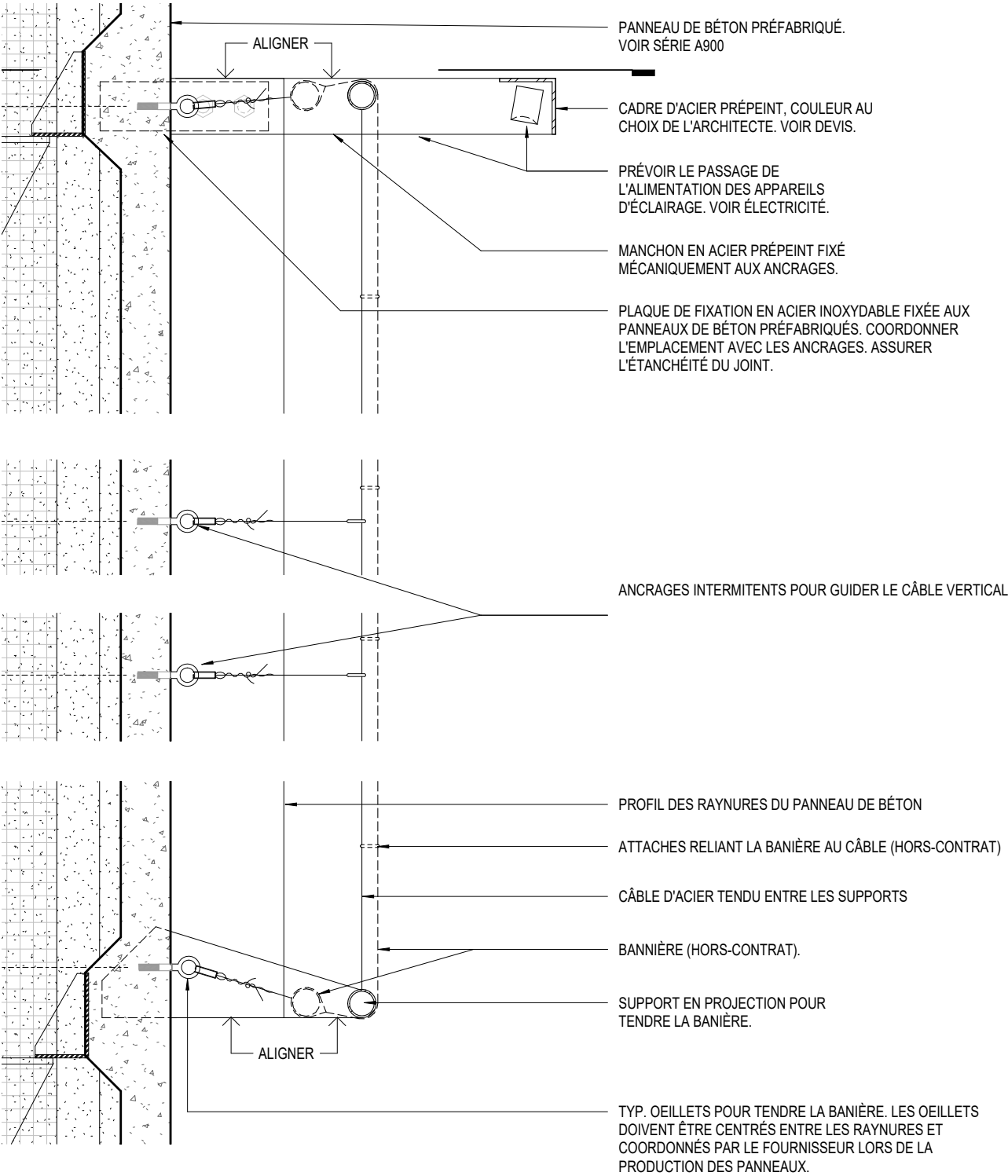
Élévation de l'enseigne



Perspective nord de l'Édifice des Théâtres depuis l'intersection Sainte-Catherine et Saint-Urbain

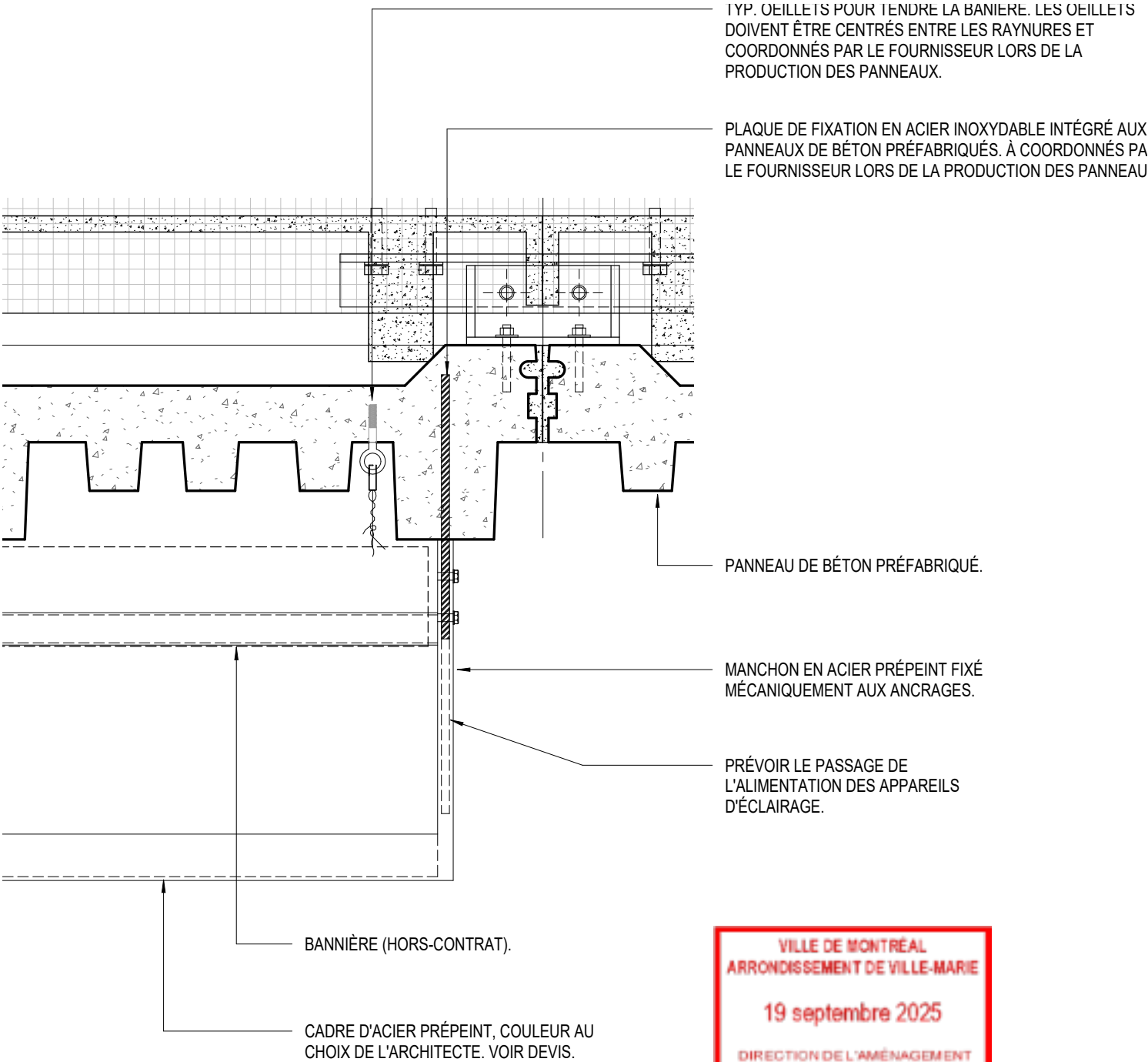
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
19 septembre 2025
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Enseigne type 3 - Affiches Duceppe



ACCROCHAGE AFFICHE PERMANENTE
DÉTAIL EN COUPE

1 : 10

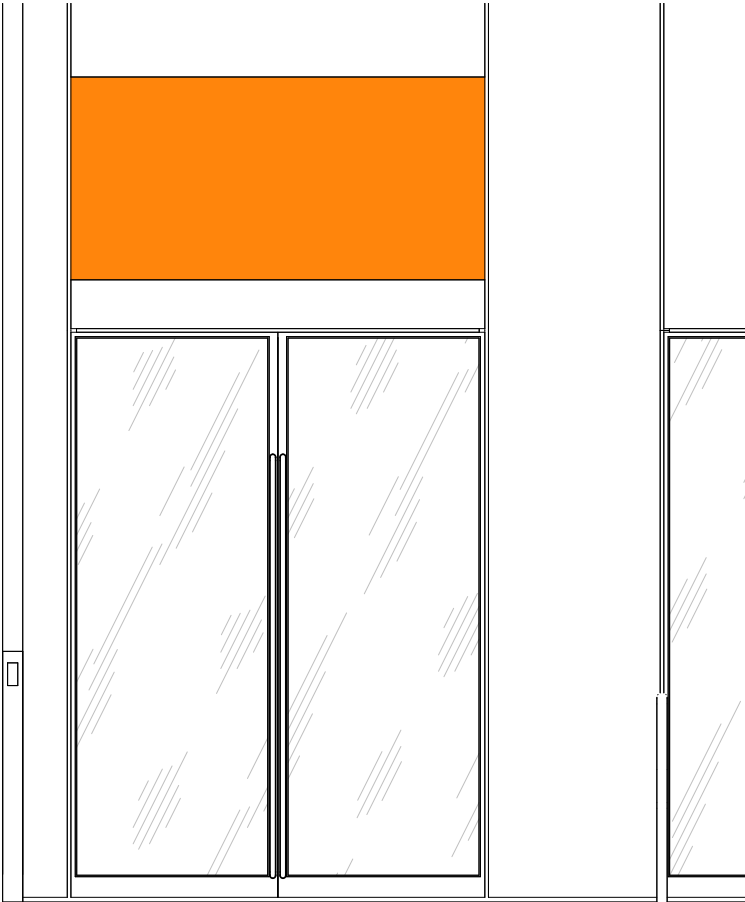
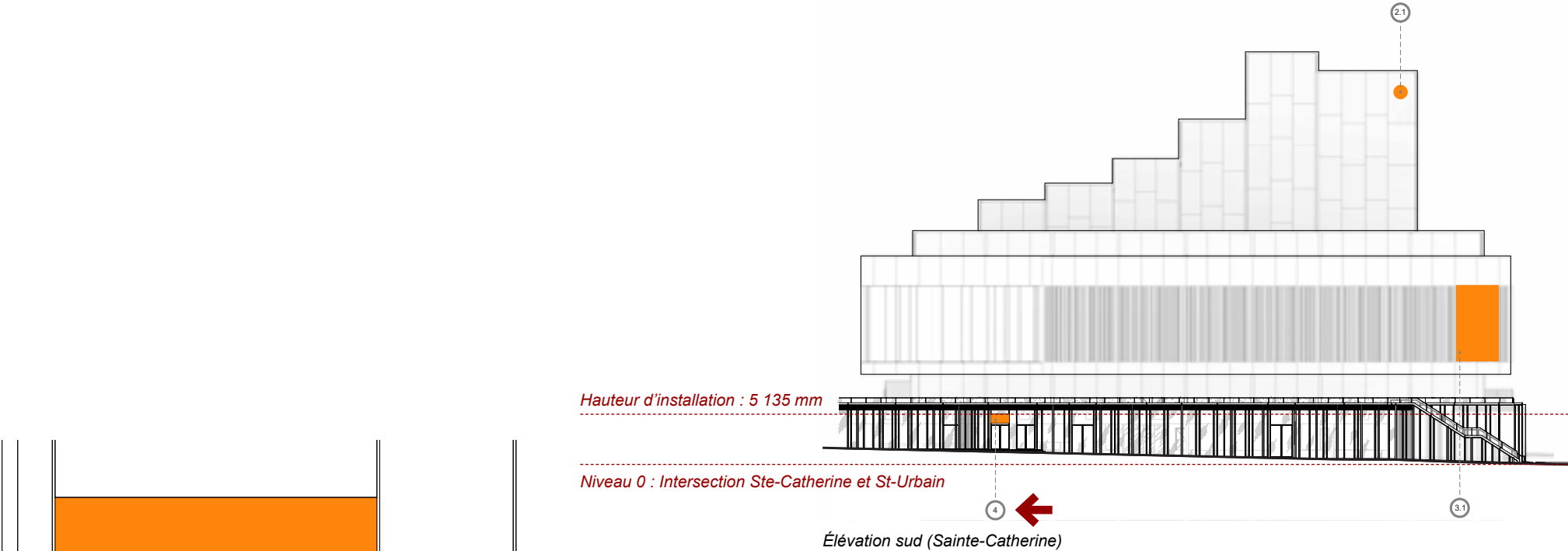


ACCROCHAGE AFFICHE PERMANENTE
DÉTAIL EN COUPE

1 : 10



Enseigne type 4 - Enseigne Salle Claude-Léveillé



Élévation de l'enseigne

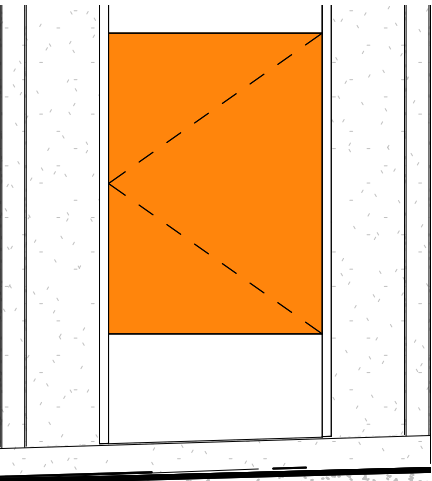


Exemple du type d'installation suspendu derrière le mur rideau: Lincon Center New York

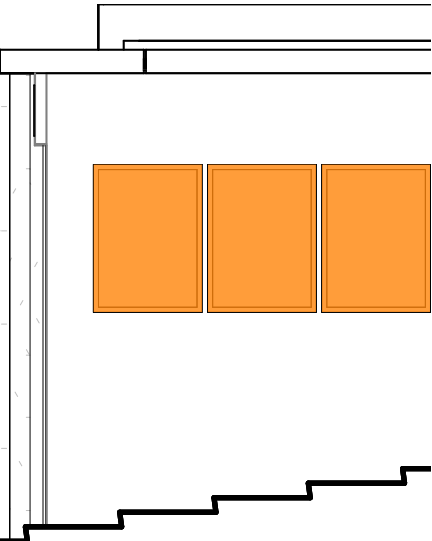


Élévation Sainte-Catherine : noter que l'élévation a légèrement changée depuis ce rendu datant de 2023 mais le concept de signalisation institutionnelle demeure.

Enseigne type 6 - Boitier des affiches de spectacles



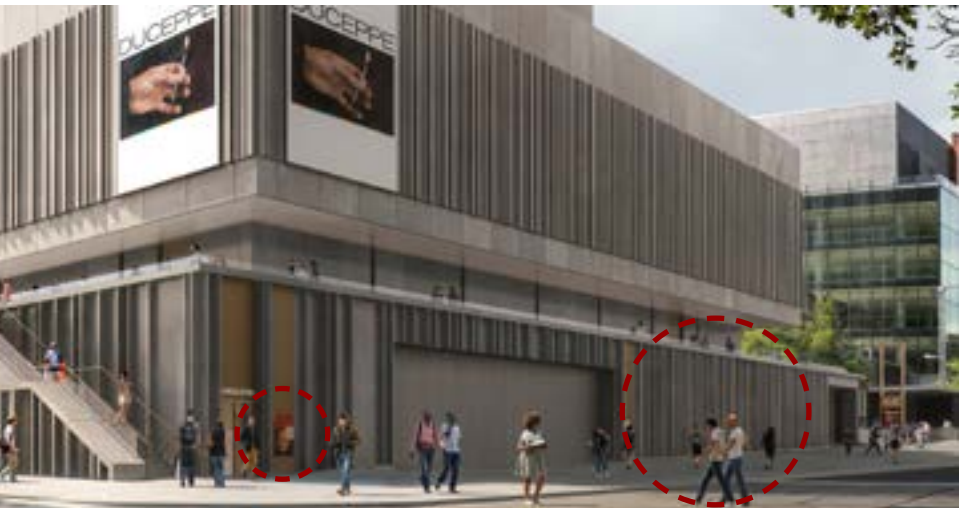
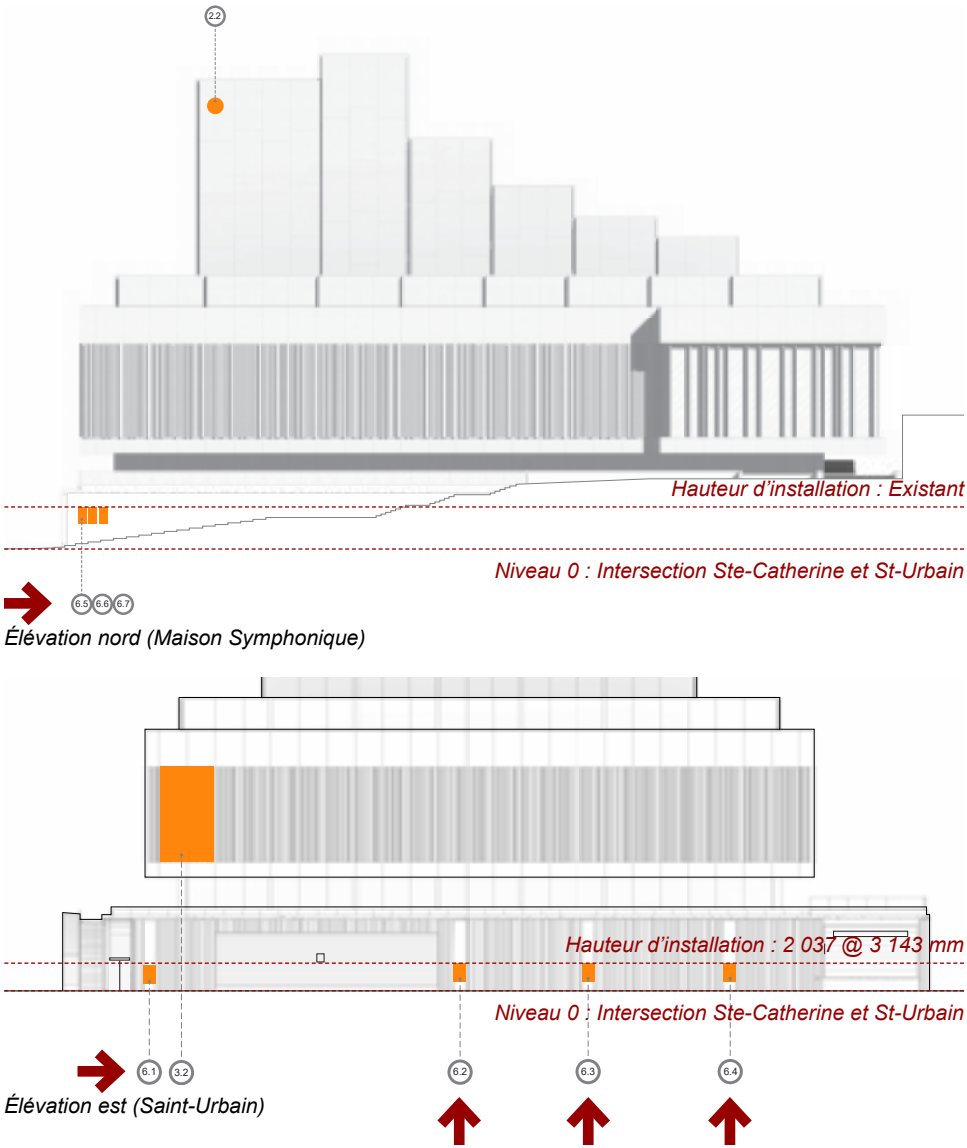
Élévation type de boîtier des affiches de spectacle rue st-urbain



Élévation des boîtiers existants (façade MS)



Condition existante (façade MS)



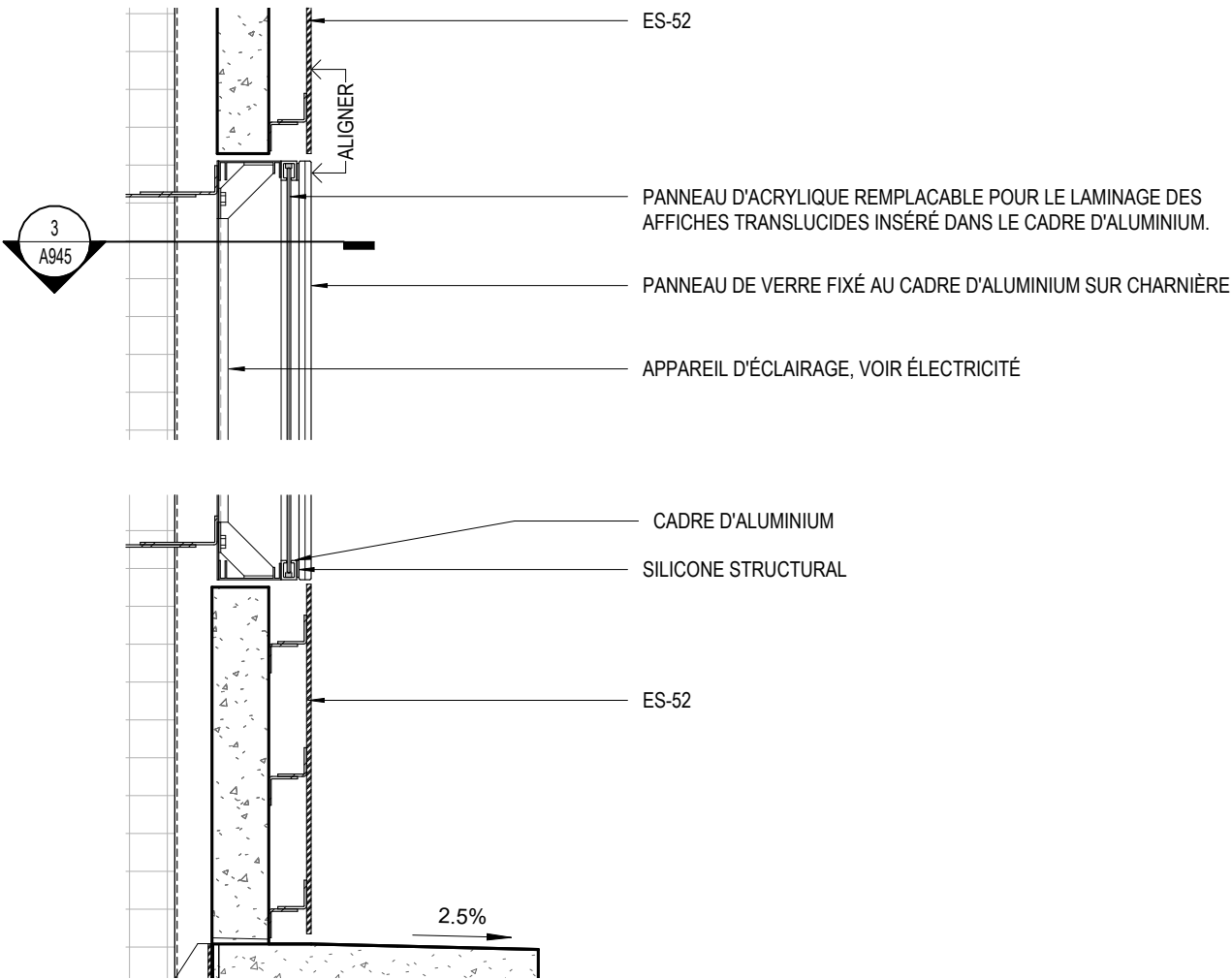
Perspective nord de l'Édifice des Théâtres depuis l'intersection Sainte-Catherine et Saint-Urbain



Perspective sud de l'Édifice des Théâtres depuis Saint-Urbain



Enseigne type 6 - Boitier des affiches de spectacles rue st-urbain

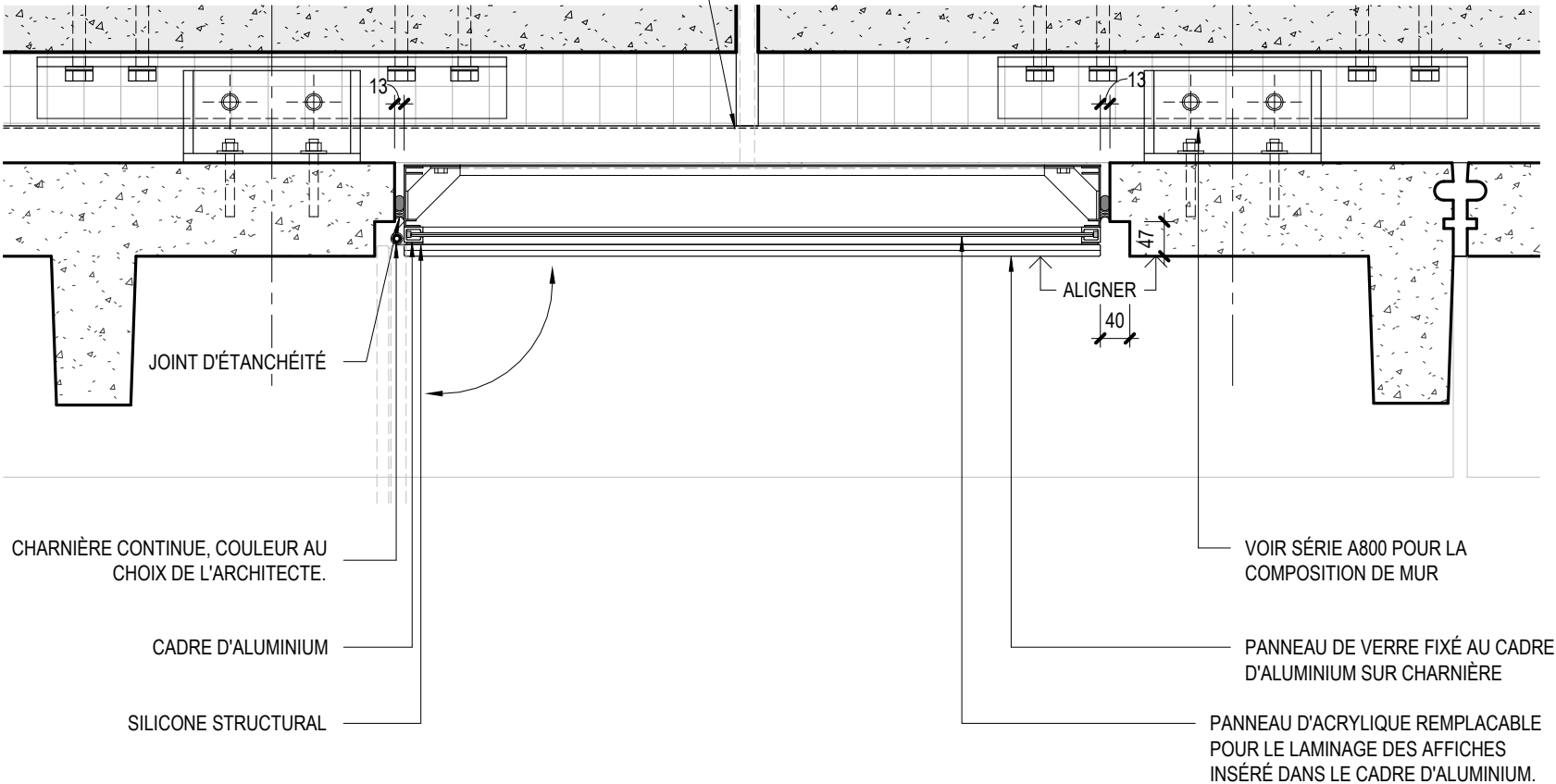


SAINT-URBAIN - SIGNALÉTIQUE - BOÎTIER LUMINEUX
DÉTAIL EN COUPE

1 : 10



PRÉVOIR PASSAGE DE L'ALIMENTATION DU BOÎTER



SAINT-URBAIN - SIGNALÉTIQUE - BOÎTIER LUMINEUX
DÉTAIL EN PLAN

1 : 10



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME


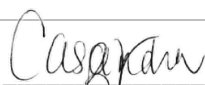
14 août 2025

3003569900

4.2.5

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	105, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne la Place des Arts, située dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Urbain, Sainte-Catherine, Jeanne-Mance et De Maisonneuve, au cœur du Quartier des spectacles à Montréal. Ce vaste complexe culturel regroupe six salles de spectacles, dont la Maison symphonique, la salle Wilfrid-Pelletier, ainsi que les salles du Théâtre Maisonneuve et du Théâtre Jean-Duceppe, toutes deux regroupées dans l'Édifice des Théâtres, à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain. Le Musée d'art contemporain occupe également l'îlot, mais est considéré comme un établissement distinct. Le site comprend aussi divers commerces de restauration et de services. L'esplanade extérieure, au centre de l'îlot, est un lieu emblématique de rassemblement lors des grands festivals.</p> <p>D'importants travaux sont en cours ou prévus sur le site, notamment l'agrandissement majeur du Musée d'art contemporain, la réfection de l'enveloppe de l'Édifice des Théâtres, ainsi que la transformation de l'entrée principale et de l'accès à l'esplanade depuis la rue Sainte-Catherine.</p> <p>La demande vise à autoriser, dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), l'installation d'un ensemble de 18 enseignes pour la Place des Arts. Le projet de signalétique proposé déroge à plusieurs dispositions du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, notamment en ce qui concerne le nombre, la superficie et l'emplacement des enseignes.</p> <p>Le projet prévoit notamment l'aménagement de cinq enseignes au sol devant l'entrée principale sur la rue Sainte-Catherine, laquelle sera transformée par le retrait de l'édicule triangulaire, laissant place à un basilaire vitré linéaire. Ces enseignes formant des colonnades évidées d'une largeur de 1,38 m et d'une hauteur variant entre 6,5 m et 7,5 m, seront fabriquées en aluminium de couleur bronze léger. Elles</p>

	<p>intégreront un éclairage architectural, un écran électronique diffusant la programmation en salle et arboreront le logo de la Place des Arts. Une sixième enseigne au sol, de conception similaire, sera implantée sur la rue Saint-Urbain, à proximité de l'entrée du stationnement. Ces enseignes dérogent à la réglementation en excédant le nombre maximal d'une enseigne au sol par immeuble, la hauteur maximale de 2,4 m, et en comportant un éclairage qui ne se limite pas aux lettrage, logos ou symbole.</p> <p>Deux enseignes rondes rétroéclairées, d'une superficie de 1,77 m² chacune, seront apposées sur les faces nord et sud au sommet de l'Édifice des Théâtres, et afficheront le logo de la Place des Arts. Ces enseignes de type nom d'immeuble, autorisée à la cime des bâtiments, sont prohibés sur les bâtiments désignés à la réglementation comme « bâtiment d'intérêt », une désignation applicable au site de la Place des Arts.</p> <p>De plus, deux bannières en vinyle de 31,59 m² chacune seront installées à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain. Leur contenu variera selon la programmation en salle, mais leurs dimensions resteront fixes. Elles contreviennent au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, qui exige que les enseignes à plat soient situées dans la zone d'entablement, entre la porte du rez-de-chaussée et le bas des fenêtres du 2^e étage, et qu'elles ne dépassent pas la hauteur maximale de 16 m autorisée façade.</p> <p>Une enseigne de type néon flexible lumineux, d'une superficie de 2,24 m², sera apposée sur le nouveau mur-rideau donnant sur la rue Sainte-Catherine afin d'annoncer la Salle Claude-Léveillée. Cette enseigne dépasse la superficie maximale de 2 m² autorisée par le règlement pour les enseignes sur vitrage.</p> <p>Enfin, sept boîtiers d'affichage rétroéclairés, d'une superficie de 1,25 m² ou 1,55 m² chacun, seront installés le long de la rue Saint-Urbain pour présenter des affiches de spectacles. Cet ensemble excède le nombre maximal de deux enseignes autorisées par façade pour un même établissement. De plus, ces boîtiers comportent un éclairage qui ne se limite pas aux lettrages, logos ou symboles, ce qui contrevient également à la réglementation.</p> <p>La superficie totale d'affichage prévue est de 196.31 mètres carrés alors que la réglementation autorise un maximum de 20 mètres carrés.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection des façades de la Rue-Jeanne-Mance. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	Aucune

Considérant que :	La Place des Arts est un établissement culturel d'envergure, dédié à la diffusion artistique locale et internationale et jouant un rôle structurant dans la métropole.
Considérant que :	De par la dimension de son site et le nombre de salles qu'elle regroupe, la Place des Arts ne constitue pas un établissement typique.
Considérant que :	Des travaux de transformation majeure sont prévus sur le site de la Place des Arts, mais n'ont pas encore été soumis à l'attention du comité.
Considérant que :	La superficie d'enseigne proposée est très grande.
Considérant que :	Plusieurs enseignes présentent des enjeux d'intégration.
<p>Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire la superficie d'affichage. • Revoir les stèles le long de la rue Sainte-Catherine afin d'assurer une meilleure intégration au site, en évitant la surcharge visuelle et l'encombrement du lieu de passage. Elles semblent compenser un manque de lisibilité de l'entrée principale projetée, une problématique qui devrait être adressée par la conception architecturale elle-même. • Fournir des plans et détails techniques précis décrivant les stèles proposées. • Modifier les bannières proposées au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain afin de réduire leurs dimensions, d'adapter leur orientation au contenu et d'assurer une meilleure intégration au bâtiment. • Veiller à ce que l'enseigne électronique proposée sur la rue Saint-Urbain n'entre pas en compétition visuelle avec l'enseigne lumineuse massive annonçant l'entrée du stationnement à proximité et considérer une révision de son implantation et de sa composition. • Revoir la proposition à une séance ultérieure du comité, après l'obtention d'un avis favorable sur les travaux architecturaux projetés. <p>Les membres expriment le souhait de se prononcer d'abord sur les interventions architecturales prévues sur le site, considérées comme l'élément prioritaire à examiner.</p> <p><i>Il est à noter que M. François Saint-Hilaire et Mme Danielle El Helou, ayant déclaré un intérêt personnel, n'ont pas assisté à la délibération ni au vote.</i></p> <p><i>Il convient également de noter que M. Réjean Martineau, inscrit sa dissidence face à la recommandation favorable du comité pour cette demande.</i></p>	
 Robert Beaudry Président	 Cascandra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 septembre 2025
3003569900 et 3003574159
4.2.4 et 4.6.27

Objet :	PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET
Endroit :	105, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsables :	Stéphanie Jolicoeur et Sébastien Aumais, présenté par la Société de la Place des Arts
Description :	<p>La demande concerne la Place des Arts, située dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Urbain, Sainte-Catherine, Jeanne-Mance et De Maisonneuve, au cœur du Quartier des spectacles à Montréal. Ce vaste complexe culturel regroupe six salles de spectacles, dont la Maison symphonique, la salle Wilfrid-Pelletier, ainsi que les salles du Théâtre Maisonneuve et du Théâtre Jean-Duceppe, toutes deux regroupées dans l'Édifice des Théâtres, à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain. Le Musée d'art contemporain occupe également l'îlot, mais est considéré comme un établissement distinct. Le site comprend aussi divers commerces de restauration et de services. L'esplanade extérieure, au centre de l'îlot, est un lieu emblématique de rassemblement lors des grands festivals.</p> <p>La demande vise en premier lieu à autoriser les travaux de réfection de l'enveloppe du couronnement de l'Édifice des Théâtres et de transformation de son basilaire ainsi que de l'entrée principale de la Place des Arts donnant sur la rue Sainte-Catherine.</p> <p>Le projet prévoit le remplacement de l'ensemble des panneaux de béton de l'enveloppe de l'édifice des Théâtres, la réfection se fera à l'identique à l'exception d'une surépaisseur des panneaux sandwich pour incorporer une meilleure isolation thermique. La surépaisseur est d'environ 200 mm (8 pouces). Le traitement de l'enveloppe du basilaire est modifié pour l'uniformiser et mieux encadrer l'espace public. Un système de résille en panneau de béton s'inspirant des panneaux existants de la partie haute se déploie sur les rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain. La section longeant la rue Sainte-Catherine est installée devant un mur-rideau alors que la section longeant la rue Saint-Urbain est opaque. Un nouveau café-buvette animera la façade de la rue Sainte-Catherine. Le système de résille en</p>

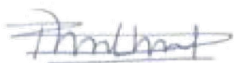
	<p>béton s'aligne avec les panneaux hauts pour harmoniser le traitement et renforcer la signature visuelle de la Place des Arts.</p> <p>L'entrée principale du complexe est entièrement revue pour mieux l'intégrer à l'ensemble. L'entrée est aussi abaissée pour dégager les vues vers les volumes principaux au-dessus du basilaire. Le traitement est en continuité avec celui développé pour le basilaire dont la hauteur du dessus reste la même malgré le dénivelé de la rue Sainte-Catherine. Le système de résille de béton s'ouvre plus largement pour accueillir les nombreuses portes d'entrée menant aux différents espaces de la Place des Arts et dont la centralité est axée sur la salle Wilfrid-Pelletier. Le grand emmarchement existant à l'ouest de l'entrée est préservé. Le dessus de l'entrée et du basilaire est ceinturé d'un garde-corps en verre et l'ensemble est traité comme une terrasse.</p> <p>Tous les éléments métalliques sont en aluminium bronze léger et l'ensemble des composantes en béton sont blanc tel que ceux de la partie haute.</p> <p>En second lieu, la demande vise à autoriser, dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), l'installation d'un ensemble de 18 enseignes pour la Place des Arts. Le projet de signalétique proposé déroge à plusieurs dispositions du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, notamment en ce qui concerne le nombre, la superficie et l'emplacement des enseignes.</p> <p>Le projet prévoit notamment l'aménagement de cinq enseignes au sol devant l'entrée principale sur la rue Sainte-Catherine, laquelle sera transformée par le retrait de l'édicule triangulaire, laissant place à un basilaire vitré linéaire. Ces enseignes formant des colonnades évidées d'une largeur de 1,38 m et d'une hauteur variant entre 6,5 m et 7,5 m seront fabriquées en aluminium de couleur bronze léger. Elles intégreront un éclairage architectural, un écran électronique diffusant la programmation en salle et arboreront le logo de la Place des Arts. Une sixième enseigne au sol, de conception similaire, sera implantée sur la rue Saint-Urbain, à proximité de l'entrée du stationnement. Ces enseignes dérogent à la réglementation en excédant le nombre maximal d'une enseigne au sol par immeuble, la hauteur maximale de 2,4 m et en comportant un éclairage qui ne se limite pas aux lettrages, logos ou symboles.</p> <p>Deux enseignes rondes rétroéclairées, d'une superficie de 1,77 m² chacune, seront apposées sur les faces nord et sud au sommet de l'Édifice des Théâtres, et afficheront le logo de la Place des Arts. Ces enseignes de type nom d'immeuble, autorisées à la cime des bâtiments, sont prohibées sur les bâtiments désignés à la</p>
--	--

	<p>réglementation comme « bâtiment d'intérêt », une désignation applicable au site de la Place des Arts.</p> <p>De plus, deux bannières en vinyle de 31,59 m² chacune, seront installées à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Urbain. Leur contenu variera selon la programmation en salle, mais leurs dimensions resteront fixes. Elles contreviennent au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, qui exige que les enseignes à plat soient situées dans la zone d'entablement, entre la porte du rez-de-chaussée et le bas des fenêtres du 2^e étage, et qu'elles ne dépassent pas la hauteur maximale de 16m autorisée sur façade.</p> <p>Une enseigne de type néon flexible lumineux, d'une superficie de 2,24 m² sera apposée sur le nouveau mur-rideau donnant sur la rue Sainte-Catherine afin d'annoncer la Salle Claude-Léveillée. Cette enseigne dépasse la superficie maximale de 2 m² autorisée par le règlement pour les enseignes sur vitrage.</p> <p>Enfin, sept boîtiers d'affichage rétroéclairés, d'une superficie de 1,25 m² ou 1,55 m² chacun, seront installés le long de la rue Saint-Urbain pour présenter des affiches de spectacles. Cet ensemble excède le nombre maximal de deux enseignes autorisées par façade pour un même établissement. De plus, ces boîtiers comportent un éclairage qui ne se limite pas aux lettrages, logos ou symboles, ce qui contrevient également à la réglementation.</p> <p>La superficie totale d'affichage prévue est de 129 mètres carrés alors que la réglementation autorise un maximum de 20 mètres carrés.</p>
Élément particulier :	<p>L'immeuble est situé dans l'aire de protection des façades de la rue Jeanne-Mance. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention. Aussi, l'immeuble est désigné comme immeuble d'intérêt au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>, soit « La Place des Arts ».</p>
Remarque importante :	<p>À la séance du 8 août 2025, le CCU a émis un avis favorable avec conditions et commentaire à la demande de projet particulier, notamment celle de revoir la proposition à une séance ultérieure.</p>
Considérant que :	<p>Le projet de transformation du basilaire inclut aussi la restauration complète de l'enveloppe de l'édifice des Théâtres selon sa forme d'origine.</p>
Considérant que :	<p>La disposition actuelle du dessus de l'entrée principale comporte des espaces favorisant l'appropriation itinérante et que l'enveloppe présente des enjeux d'infiltration.</p>

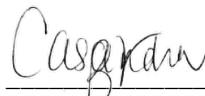
Considérant que :	Le concept sobre proposé pour l'architecture du basilaire et son revêtement permettent de conserver l'intégrité moderniste de l'ensemble de la Place des Arts.
Considérant que :	La forme simple et horizontale du basilaire et de l'entrée permet de dégager la vue sur le bâtiment de la Place des Arts.
Considérant que :	La proposition permet de mieux encadrer la rue et d'animer plus efficacement le parcours piéton.
Considérant que :	La matérialité proposée de panneaux de béton du basilaire est adaptée au revêtement du bâtiment.
Considérant que :	La proposition permet une meilleure intégration de la façade de la rue Saint-Urbain au complexe de la Place des Arts et au Quartier des spectacles.
Considérant que :	Le projet satisfait aux exigences du <i>Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)</i> en offrant une plus-value significative, notamment par l'amélioration de la qualité de l'espace public, la mise en valeur du patrimoine bâti, l'animation du paysage urbain et la contribution aux objectifs du Plan d'urbanisme et de mobilité.
Considérant que :	La Place des Arts est un établissement culturel d'envergure, dédié à la diffusion artistique locale et internationale et jouant un rôle structurant dans la métropole.
Considérant que :	Étant donné la dimension de son site et le nombre de salles qu'elle regroupe, la Place des Arts ne constitue pas un établissement typique.
Considérant que :	Le projet de signalétique contribue à améliorer l'orientation du public, à promouvoir la programmation et à renforcer l'identité du site.
Considérant que :	Des transformations majeures sont prévues sur le site de la Place des Arts, et que le projet de signalétique s'harmonise avec cette démarche en renforçant la visibilité, l'accessibilité et l'identité du lieu.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de projet particulier.</p> <p>Également, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la demande de révision de projet.</p> <p>Par ailleurs, les membres soulignent que le geste des colonnades marquant l'entrée doit demeurer exceptionnel et perdrait son sens s'il était répété ailleurs sur le site. Ils encouragent également la</p>	

Place des Arts à inclure dans sa signalétique une indication signalant l'accès au métro depuis l'entrée sur la Sainte-Catherine.

Il est à noter que M. François Saint-Hilaire, ayant déclaré un intérêt personnel, n'a pas assisté à la délibération ni au vote.



Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1256645011

Unité administrative responsable : Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM)

Projet : *Projet particulier (PPCMOI) pour les enseignes de la Place des Arts*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 15 -Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire. 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? 15 – Les enseignes autorisées favorisent la diffusion et la mise en valeur d'une offre culturelle variée, reflétant la diversité artistique montréalaise dans un lieu emblématique du centre-ville. 20- Les enseignes renforcent l'identité visuelle de la Place des Arts et par le fait même du Quartier des spectacles, facilitent la repérabilité du site pour les visiteurs, et mettent en lumière la richesse et la diversité des programmations culturelles, contribuant ainsi au rayonnement de Montréal.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 		x	
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 		x	
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1257400007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition, la transformation et la construction d'un immeuble situé aux 1225-1249, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder pour les bâtiments situés aux 1225 à 1249, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

a) déroger notamment aux articles 10, 34, 43, 81, 179 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale, la surhauteur, la densité maximale, la marge latérale, un usage spécifique au-delà du 2e niveau et un café-terrasse sur un toit;

b) démolir, construire, agrandir et occuper un bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 1 à 7 réalisés par Sidlee Architecture et estampillés par l'arrondissement le 19 septembre 2025;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) assurer le respect des paramètres suivants :

i) les travaux de démolition pour le volume du 1243, rue Metcalfe (taverne Dominion) doivent être substantiellement conformes à ceux montrés à la page 1 de ces plans ;

ii) la volumétrie, les retraits de plans de façades et l'implantation doivent être substantiellement conformes à ceux montrés aux pages 2 à 6 de ces plans ;

iii) un café-terrasse est autorisé sur le toit au niveau 3 à l'emplacement identifié "terrasse " et "terrasse couverte " à la page 4 de ces plans ;

iv) la superficie végétalisée sur le toit au niveau 3 doit être substantiellement conforme à celle montrée à la page 4 de ces plans;

c) fournir, lors du dépôt des demandes de certificat d'autorisation de démolition

et de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation :

- i) un descriptif des mesures de protection du volume préservé du 1243, rue Metcalfe durant les travaux;
- ii) un devis technique pour la restauration de la façade du 1243, rue Metcalfe (taverne Dominion);

d) assujettir la délivrance de certificat d'autorisation de démolition au dépôt préalable de lettres de garantie, au sens du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), à titre de garanties monétaires devant demeurer en vigueur jusqu'à ce que soient respectivement terminés les travaux suivants, conformément aux permis émis :

- i) une lettre de garantie, dont la valeur doit être égale à 15 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment à démolir et de son terrain, visant à assurer le respect des conditions de la démolition et du projet de construction visés par la présente autorisation;
- ii) une lettre de garantie, dont la valeur doit être égale à 10 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment à démolir et de son terrain, visant à assurer le respect des conditions de conservation et de restauration ou la restitution des composantes architecturales d'origine de la façade du 1243, rue Metcalfe (taverne Dominion), notamment les ouvertures, les pots à feux, la marquise et les fenêtres devant être intégrées au projet de construction visé par la présente autorisation;

Advenant que les travaux complétés ne soient pas conformes au permis émis, le conseil d'arrondissement pourra exécuter la garantie monétaire à son entière discrétion, soit :

- i) exécuter les travaux et imputer le produit de la garantie monétaire au paiement des coûts des travaux. Dans la mesure où le coût des travaux dépasse le montant de la garantie monétaire, en recouvrer la différence du propriétaire ;
- ii) conserver la garantie monétaire à titre de pénalité.

e) soumettre la demande de permis de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :

- i) le traitement architectural du basilaire doit affirmer l'échelle piétonne;
- ii) le détail de l'insertion de la façade du bâtiment de la taverne Dominion dans le basilaire doit être soigné ;
- iii) la plantation d'arbres doit être favorisée sur le toit au niveau 3;
- iv) l'aménagement de la marge latérale sud doit comporter des matériaux de qualité, et un éclairage approprié ;
- v) le respect de la composition de la façade du volume en surhauteur montrée à la page 7 de ces plans doit être favorisée;

3) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de démolition et d'agrandissement visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 30 septembre 2025

Résolution: CA25 240449

Adopter une résolution autorisant la démolition, la transformation et la construction d'un immeuble situé aux 1225-1249, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Vicki Grondin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour les bâtiments situés aux 1225 à 1249, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment aux articles 10, 34, 43, 81, 179 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale, la surhauteur, la densité maximale, la marge latérale, un usage spécifique au-delà du 2e niveau et un café-terrasse sur un toit;
 - b) démolir, construire, agrandir et occuper un bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans numérotés 1 à 7 réalisés par Sidlee Architecture et estampillés par l'arrondissement le 19 septembre 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) assurer le respect des paramètres suivants :
 - i) les travaux de démolition pour le volume du 1243, rue Metcalfe (taverne Dominion) doivent être substantiellement conformes à ceux montrés à la page 1 de ces plans ;
 - ii) la volumétrie, les retraits de plans de façades et l'implantation doivent être substantiellement conformes à ceux montrés aux pages 2 à 6 de ces plans ;
 - iii) un café-terrasse est autorisé sur le toit au niveau 3 à l'emplacement identifié « terrasse » et « terrasse couverte » à la page 4 de ces plans ;
 - iv) la superficie végétalisée sur le toit au niveau 3 doit être substantiellement conforme à celle montrée à la page 4 de ces plans;
 - b) fournir, lors du dépôt des demandes de certificat d'autorisation de démolition et de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation :
 - i) un descriptif des mesures de protection du volume préservé du 1243, rue Metcalfe durant les travaux;

- ii) un devis technique pour la restauration de la façade du 1243, rue Metcalfe (taverne Dominion);
- c) assujettir la délivrance de certificat d'autorisation de démolition au dépôt préalable de lettres de garantie, au sens du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), à titre de garanties monétaires devant demeurer en vigueur jusqu'à ce que soient respectivement terminés les travaux suivants, conformément aux permis émis :
 - i) une lettre de garantie, dont la valeur doit être égale à 15 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment à démolir et de son terrain, visant à assurer le respect des conditions de la démolition et du projet de construction visés par la présente autorisation;
 - ii) une lettre de garantie, dont la valeur doit être égale à 10 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment à démolir et de son terrain, visant à assurer le respect des conditions de conservation et de restauration ou la restitution des composantes architecturales d'origine de la façade du 1243, rue Metcalfe (taverne Dominion), notamment les ouvertures, les pots à feux, la marquise et les fenêtres devant être intégrées au projet de construction visé par la présente autorisation;

Advenant que les travaux complétés ne soient pas conformes au permis émis, le conseil d'arrondissement pourra exécuter la garantie monétaire à son entière discrétion, soit :

- i) exécuter les travaux et imputer le produit de la garantie monétaire au paiement des coûts des travaux. Dans la mesure où le coût des travaux dépasse le montant de la garantie monétaire, en recouvrer la différence du propriétaire ;
 - ii) conserver la garantie monétaire à titre de pénalité.
 - d) soumettre la demande de permis de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :
 - i) le traitement architectural du basilaire doit affirmer l'échelle piétonne; I
 - ii) le détail de l'insertion de la façade du bâtiment de la taverne Dominion dans le basilaire doit être soigné ;
 - iii) la plantation d'arbres doit être favorisée sur le toit au niveau 3;
 - iv) l'aménagement de la marge latérale sud doit comporter des matériaux de qualité, et un éclairage approprié ;
 - v) le respect de la composition de la façade du volume en surhauteur montrée à la page 7 de ces plans doit être favorisée;
- 3) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de démolition et d'agrandissement visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.23
pp 503
1257400007

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2025

IDENTIFICATION

Dossier # :1257400007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition, la transformation et la construction d'un immeuble situé aux 1225-1249, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de PPCMOI a été déposée pour la construction d'un bâtiment mixte de 28 étages (98 m) comportant une superficie commerciale de 2250 m², un hôtel (60 chambres) et 84 logements. Le projet implique la démolition complète de trois bâtiments et la démolition partielle d'un bâtiment.

Le site à l'étude est localisé dans les limites du site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada, ainsi, le certificat de démolition devra faire l'objet d'une autorisation du conseil municipal en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

Le site

Le site à l'étude est localisé du côté est de la rue Metcalfe au sud de la ruelle bordant les édifices commerciaux de la rue Sainte-Catherine. Il fait en partie face au square Dorchester et au Dominion Square Building (50 m). Il est bordé, dans son environnement immédiat, au nord par l'ancien édifice de la Canadian Bank of Commerce construit en 1928, d'une hauteur de 26.5 mètres, comportant 7 étages et en relation avec la rue Sainte-Catherine, au sud par l'édifice de la SunLife construit entre 1914 et 1931, d'une hauteur de 122 mètres, puis à l'est, de l'autre côté de la ruelle, d'un nouvel édifice résidentiel, le Mansfield (65 m). Ces bâtiments font partie d'un corpus d'immeubles exceptionnels et diversifiés qui créent le front bâti du square Dorchester et de la place du Canada et qui sont témoins de l'évolution des formes urbaines et des compositions architecturales sur près de deux siècles: la tour CIBC, construite entre 1959 et 1962, d'une hauteur de 187 mètres, l'hôtel Château Champlain, inauguré en 1967, 128 mètres et le 1000 de la Gauchetière, plus haut édifice de Montréal. Ils forment le site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-du-Canada.

Évolution historique

À la suite du lotissement, vers 1863, une série de neuf bâtiments résidentiels sont construits en 1863-64 pour former la Roxburgh Place, premier ensemble bâti du site. La fonction

résidentielle de l'ensemble va être progressivement remplacée par des commerces et services dès 1890, et ses bâtiments altérés dès 1900. Une partie des maisons en rangées sont successivement démolies ou transformées de façon majeure entre 1926 et 1959 pour faire place à l'édifice SunLife, à la taverne Dominion et au stationnement étagé.

L'ancien stationnement Idéal, maintenant occupé par la compagnie Avis, localisé au 1225 rue Metcalfe, fut construit en 1960. D'une hauteur de 6 étages, la façade se démarque par son parement, un système de revêtement de façade non étanche conçu avec un assemblage d'éléments préfabriqués en béton texturé, modulaires, de forme hexagonale. Malgré des travaux de remplacement ponctuel des panneaux existants par des composantes en fibre de verre, plusieurs se sont détachés et le bâtiment a dû être fermé début 2024. Des travaux majeurs de réparation doivent être effectués avant de pouvoir rouvrir le stationnement.

Le bâtiment localisé au 1237, rue Metcalfe est le dernier représentant de la Roxburgh Place. Dans sa forme d'origine, le bâtiment était construit avec une cour avant d'une profondeur approximative de 2,8m. Pour s'adapter à sa nouvelle fonction commerciale, le rez-de-chaussée a été agrandi vers 1902. En 1944, un agrandissement des étages supérieurs fut réalisé et les ouvertures existantes, modifiées. L'ensemble des aménagements intérieurs et des composantes distinctives de la façade ont disparu au fil des travaux de transformation du bâtiment, à l'exception d'une partie de la corniche d'origine à console, un entablement à modillon et un pilastre. Le commerce et le logement du bâtiment sont actuellement inoccupés.

L'édifice de la taverne Dominion, localisé au 1243, rue Metcalfe, a été érigé selon les plans de Daniel J. Crighton. D'une hauteur de trois étages, la façade est entièrement construite en pierre artificielle, fabriquée dans un style néo-Tudor pour le rez-de-chaussée et néo-romane pour les étages supérieurs. À l'exception de la marquise, les fenêtres et deux pots-à-feux, la façade a conservé la plupart de ses composantes d'origine. À noter que l'usage du rez-de-chaussée du bâtiment est demeuré sensiblement le même depuis la construction, soit un restaurant et débit de boisson. Cette continuité dans l'usage explique que la plupart des décors intérieurs, les planchers et certains éléments de mobiliers datant de 1929 sont encore présents au rez-de-chaussée occupé par le bar Dominion. Les étages supérieurs, qui étaient initialement occupés par un hôtel, ont été aménagés en bureau et sont maintenant entièrement vacants.

Le bâtiment localisé au 1247, rue Metcalfe, fut construit en 1951 selon les plans de l'architecte Paul G. Brassard dans un style moderne. Outre la vitrine commerciale du rez-de-chaussée qui a été remplacée par une fausse fenêtre en saillie, la composition d'origine est préservée. L'établissement Dunn's s'est installé dans les locaux du rez-de-chaussée au tournant des années 2000, et les étages supérieurs sont vacants.

Le projet

Le projet vise la construction d'un bâtiment à usages mixtes de 28 étages (98 m) comportant des locaux commerciaux dans le basilaire, un hôtel de 60 chambres aux niveaux 4 à 8 et 84 logements, aux étages supérieurs. Ce projet implique la démolition complète de trois bâtiments (le stationnement étagé AVIS, le 1237 et le 1247, rue Metcalfe) et la transformation du bâtiment de la taverne Dominion (1243, rue Metcalfe). En effet, un agrandissement à l'arrière de ce dernier sera démantelé lors des travaux, de même que la toiture, le plancher du 3e niveau et le sous-sol. La façade et les niveaux du rez-de-chaussée et du 2e sont préservés.

Le basilaire reprend la hauteur du bâtiment de la taverne Dominion (12,5 m ou deux niveaux). La façade du basilaire, pour la partie au sud de la taverne Dominion, est implantée en retrait (3,2 m) de manière à offrir une terrasse en marge avant sous des arcades, de s'inscrire dans le langage des arcades des édifices de la Sunlife et du Square Dominion, tout en rappelant le parcellaire de la Roxburgh Place. La façade latérale sud s'inscrit en retrait de 2,7 m de la ligne de lot de manière à élargir le passage piéton existant le long l'édifice de la Sunlife. Sur le toit du basilaire, au niveau 3, le projet prévoit l'aménagement d'un café-terrasse pour le restaurant situé à l'intérieur, ainsi qu'une terrasse couverte côté nord, et une toiture végétalisée dans la portion sud-est.

La tour est implantée de manière à s'éloigner de l'édifice de la Sunlife. Ainsi, elle se situe à 17 m de l'édifice jusqu'au niveau 9, la distance s'élargissant au fur et à mesure des retraits de la

Sunlife, jusqu'à une distance de 45 m. Elle est également en retrait par rapport à la façade du basilaire (4,7 m) de manière à dégager la perspective vers la Sunlife depuis le nord de la rue Metcalfe. La tour comprend elle-même trois retraits successifs de sa façade principale, alignés avec les retraits latéraux de l'édifice de la Sunlife. Elle a une superficie de plancher allant de 660 m² à 525 m², avec une largeur de façade d'environ 35 m.

Le projet comportera également un stationnement souterrain d'environ 90 cases sur quatre niveaux, dont l'entrée se situera sur la rue Metcalfe, à l'extrémité nord du site.

La composition architecturale est basée sur une subdivision verticale reprenant le rythme de la trame de lotissement d'origine et se resserrant dans les sections supérieures de la tour. La matérialité serait à prédominance minérale (béton avec agrégats de pierre et verre) pour le basilaire comme pour la tour.

Cadre réglementaire

Le site est situé dans une zone de mixité de moyenne intensité (M.7C). Le taux d'implantation maximal autorisé est de 100 %. L'unité de paysage est Centre-ville.

Au PUM, une intensification douce est prescrite pour ce site, ce qui représente une hauteur maximale de 103 m. Un corridor visuel exceptionnel vers le couronnement de la Sunlife depuis le belvédère Kondiaronk limite cependant la hauteur sur ce site à 98 m.

Le projet déroge à certains paramètres du Règlement d'urbanisme :

- Densité (art. 43) : la densité du projet (COS 10) dépasse le COS autorisé, qui est de 9;
- Hauteur et surhauteur (art.10 et 34) : la hauteur du basilaire est en deçà du minimum exigé de 14 m et la hauteur de la tour de 98 m dépasse la surhauteur autorisée de 65 m;
- Marge latérale (art. 81) : la marge latérale adjacente au terrain de la Sunlife est de 2,7 m au lieu de 3m
- Usages (art.179 et 392): un usage commercial spécifique, soit le restaurant au 3e niveau, ne peut pas être situé au-delà du 2e niveau et un café-terrasse sur un toit n'est autorisé ni dans un secteur de la catégorie M.7, ni sur un terrain adjacent à un bâtiment résidentiel (un terrain séparé par une ruelle est considéré comme adjacent)

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation d'un projet particulier.

Le bâtiment localisé au 1237, rue Metcalfe, a été altéré significativement au fil de son existence, ses aménagements intérieurs et son usage résidentiel ont été perdus depuis longtemps et cette unité ne permet plus d'être représentatif de la typologie Terrace. Le bâtiment localisé au 1225, rue Metcalfe, comporte des caractéristiques architecturales distinctives, mais un projet de réutilisation du bâtiment nécessiterait un remplacement complet de l'enveloppe et des modifications a priori substantielles. Par ailleurs, la hauteur des étages et le désalignement des planchers entre la partie avant et arrière du bâtiment rendent le changement d'usage complexe. Du point de vue de l'animation du domaine public, l'absence d'ouverture sur les étages supérieurs et la fonction de stationnement au rez-de-chaussée ont un impact négatif sur le sentiment de sécurité et la convivialité des abords du square. Enfin, l'intérêt patrimonial moyen du bâtiment situé au 1247, rue Metcalfe et la nécessité d'intégrer un accès au stationnement à l'emplacement le moins néfaste pour le paysage et la sécurité des piétons rendent sa démolition recevable.

En relevant la hauteur de 65 m à 98 m, il est possible de réduire l'aire de plancher des étages de la partie en surhauteur et de proposer ainsi une tour effilée, plutôt qu'un immeuble massif. Cette approche permet tout d'abord de dégager significativement les vues vers l'Édifice de la SunLife depuis la rue Sainte-Catherine et le square Dorchester. Ainsi, cet emblème du square demeura la figure dominante. Le dégagement offert par la tour préserve notamment la vue sur la façade latérale nord de la SunLife, qui offre autant de détails architecturaux que la façade principale. La tour permet également d'encadrer le square Dorchester, en marquant

son coin nord-est avec un bâtiment à la même échelle que la majorité des édifices du square.

L'étude d'ensoleillement démontre que le projet respecte les plages minimales d'ensoleillement. Le bâtiment proposé a un impact négligeable sur le domaine public et le square Dorchester. L'étude d'impact éolien ne montre aucun impact particulier de la tour par rapport aux conditions actuelles.

La marge latérale proposée au sud permet un dégagement au sol doublant la largeur de la marge latérale de l'édifice de la Sunlife pour créer un passage d'environ 5 m. Ce passage s'inscrit dans la continuité du bâtiment résidentiel érigé sur la rue Mansfield, à l'arrière du site, qui inclut un passage pour accéder au lobby de l'immeuble d'une largeur de 5,5 m. La façade latérale de l'édifice de la Sunlife est ainsi mise en valeur. Le traitement architectural de la façade latérale du basilaire, de même que l'éclairage proposé devront assurer la convivialité du passage.

Le langage des arcades de pleine hauteur pour le basilaire est adapté à l'échelle piétonne avec le marquage de la ligne du niveau 2 par une série de marquises, qui pourront également accueillir les enseignes. La jonction des arcades avec la façade de la Taverne, de même que le couronnement du basilaire et les garde-corps pourront être raffinés lors du dépôt de la demande de permis.

L'usage restaurant aux 3 étages ne crée pas de problème de nuisance puisqu'il est directement surmonté par l'hôtel. La partie du café-terrasse la plus proche du bâtiment résidentiel de la rue Mansfield est couverte (portion nord) et dans la portion sud, elle se concentre dans la portion avant, côté Metcalfe.

Considérations de la direction :

- La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'un projet particulier ;
- Le projet contribue à la consolidation du cadre bâti autour du square Dorchester ;
- La proposition permet de bonifier la relation entre le bâtiment et le domaine public ;
- La densité et la hauteur proposées permettent une meilleure mise en valeur du cadre bâti du site patrimonial cité du Square-Dorchester-et-de-la-Place-de-Canada , tout en augmentant le nombre de logements dans le projet, en proposant une réelle mixité verticale ;
- Le projet assure la préservation de la présence de la taverne Dominion dans le paysage du square Dorchester ;
- Les bâtiments démolis ne sont pas représentatifs au niveau patrimonial, ont été altérés significativement ou ne peuvent être recyclés pour les usages proposés.

Lors de sa séance du 14 août 2025, le CCU a émis un avis favorable avec des conditions. Celles-ci sont intégrées au projet de résolution.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis et affichage sur le site annonçant une assemblée publique sur le projet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées :

- Conseil d'arrondissement - premier projet de résolution : 30 septembre 2025
- Assemblée publique de consultation : novembre ou décembre 2025
- Conseil d'arrondissement - second projet de résolution : décembre 2025 ou février 2026
- Conseil d'arrondissement – adoption de la résolution : février ou mars 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Le : 2025-09-18

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement - cheffe d'équipe

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2025-09-22

Dossier # : 1257400007

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant la démolition, la
transformation et la construction d'un immeuble situé aux 1225-
1249, rue Metcalfe, conformément au Règlement sur les projets
particuliers de construction, de modification ou d'occupation
d'un immeuble



PV_CCU_PP_Metcalfe_1225.pdf Grille d'analyse Montréal 2030_Metcalfe.pdf



annexe_PPCMOI_final.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charlotte HORNY
conseillère en aménagement - cheffe d'équipe

Tél : 514 872-3844
Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

14 août 2025

3003575542

4.2.6


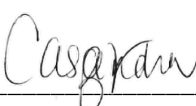
Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	1225-1249, rue Metcalfe
Responsable :	Charlotte Horny
Description :	<p>La demande concerne le site localisé du côté est de la rue Metcalfe au sud de la ruelle des têtes d'îlot de la rue Sainte-Catherine. Il fait en partie face au Square Dorchester et au Dominion Square Building (50 m). Il est bordé, dans son environnement immédiat, au nord par l'ancien édifice de la Canadian Bank of Commerce construit en 1928, d'une hauteur de 26.5 mètres, comportant 7 étages et en relation avec la rue Sainte-Catherine, au sud par l'édifice de la SunLife construit entre 1914 et 1931, d'une hauteur de 122 mètres, puis à l'est, de l'autre côté de la ruelle, d'un nouvel édifice résidentiel, le Mansfield (65 m).</p> <p>Ces bâtiments font partie d'un corpus d'immeubles exceptionnels et diversifiés qui créent le front bâti du Square Dorchester et de la Place du Canada et qui sont témoins de l'évolution des formes urbaines et des compositions architecturales sur près de deux siècles: la tour CIBC, construite entre 1959 et 1962, d'une hauteur de 187 mètres, l'hôtel Château Champlain, inauguré en 1967, 128 mètres et le 1000 de la Gauchetière, plus haut édifice de Montréal. Ils forment le site patrimonial cité du square-Dorchester – Place du Canada.</p> <p>La demande vise à autoriser la construction d'un bâtiment à usages mixtes de 28 étages (98 m) comportant des locaux commerciaux dans le basilaire, un hôtel de 60 chambres aux niveaux 4 à 8 et 84 logements, aux étages supérieurs. Ce projet implique la démolition complète de trois bâtiments (le stationnement étagé AVIS, le 1237 et le 1247, Metcalfe) et la transformation du bâtiment de la taverne Dominion (1243, Metcalfe). Seul un agrandissement à l'arrière de ce dernier sera démantelé lors des travaux.</p> <p>Le basilaire reprend la hauteur du bâtiment de la taverne Dominion (12,5 m ou deux niveaux). La façade du basilaire, pour la partie au sud de la taverne Dominion, est implantée en retrait (3,2 m) de manière à offrir une terrasse en marge avant sous des arcades, de s'inscrire dans</p>

	<p>le langage des arcades des édifices de la Sunlife et du Dominion Square, tout en rappelant le parcellaire de la Roxburgh Place. La façade latérale sud s'inscrit en retrait de 2,7 m de la ligne de lot de manière à élargir le passage piéton existant le long de la Sunlife. Cette marge est occupée par des stationnements pour vélo ainsi que pour l'entreposage des déchets les jours de collecte. Sur le toit du basilaire, au niveau 3, le projet prévoit l'aménagement d'un café-terrasse pour le restaurant situé à l'intérieur, ainsi qu'une terrasse couverte côté nord, et une bande végétalisée de 3,9 m à l'arrière le long de la ruelle. Celle-ci joue le rôle de zone tampon par rapport à l'immeuble résidentiel situé de l'autre côté de la ruelle.</p> <p>La tour est implantée sur la portion nord du basilaire de manière à s'éloigner de l'édifice de la Sunlife. Ainsi elle se situe à 17 m de l'édifice jusqu'au niveau 9, la distance s'élargissant au fur et à mesure des retraits de la Sunlife, jusqu'à 45 m. Elle est également en retrait par rapport à la façade du basilaire (4,7 m) de manière à dégager la perspective vers la Sunlife depuis le nord de la rue Metcalfe. La tour comprend elle-même trois retraits successifs de sa façade principale, alignés avec les retraits latéraux de l'édifice de la Sunlife. Elle a une superficie de plancher allant de 660 m² à 525 m², avec une largeur de façade d'environ 35 m.</p> <p>Le projet comportera également un stationnement souterrain d'environ 90 cases sur quatre niveaux, dont l'entrée se situera sur la rue Metcalfe, à l'extrémité nord du site, adjacent à la ruelle.</p> <p>La composition architecturale est basée sur une subdivision verticale reprenant le rythme de la trame de lotissement d'origine et se resserrant dans les sections supérieures. La matérialité serait à prédominance minérale (béton avec agrégats de pierre et verre) pour le basilaire comme pour la tour.</p> <p><u>Suivi des conditions du CCU</u></p> <p>Par rapport au projet présenté en avis préliminaire en mai 2024, la tour a été abaissée (de 120 à 98 m) et le COS diminué de 10,6 à 10 afin de bonifier les vues vers la SunLife et assurer sa prédominance en termes de hauteur. L'entrée du stationnement a été déplacée depuis le sud vers le nord de la façade et non pas dans la ruelle tel que suggéré. En effet, une analyse pour une entrée par la ruelle a été effectuée et celle-ci s'avérerait non concluante, que ce soit pour la capacité de la ruelle à accueillir le flux d'autos, en plus des bacs à déchets des bâtiments de la rue Sainte-Catherine ou pour l'impact que la rampe aurait eu sur l'intégrité du volume de la taverne Dominion.</p>
Élément particulier :	<p>Le site est localisé dans les limites du site patrimonial cité du Square Dorchester et de la Place du Canada. Une autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel sera requise pour la démolition d'une part et pour la nouvelle construction d'autre part.</p>

Remarque importante :	À la séance du 9 mai 2024, le CCU a émis un avis favorable avec conditions et commentaires à la demande d'avis préliminaire.
Considérant que :	Le bâtiment localisé au 1237, rue Metcalfe, a été altéré significativement au fil de son existence, ses aménagements intérieurs et son usage résidentiel ont été perdus depuis longtemps et que cette unité ne permet plus d'être représentatif de la typologie Terrace.
Considérant que :	Le bâtiment localisé au 1225, rue Metcalfe, comporte des caractéristiques architecturales distinctives, mais dont l'architecture ne permet pas au bâtiment d'être recyclé dans le projet de remplacement.
Considérant que :	L'augmentation de la densité et de la hauteur en mètres permettra une meilleure mise en valeur de l'édifice de la Sunlife tout en augmentant le nombre de logements dans le projet, proposant une réelle mixité verticale.
Considérant que :	L'apport de nouveaux occupants dans ce secteur permettra de consolider l'activité touristique et commerciale ainsi que l'attractivité du centre des affaires.
Considérant que :	Le projet contribuera à la consolidation du cadre bâti autour du square Dorchester et à la mise en valeur de certains bâtiments emblématiques depuis cet espace public.
Considérant que :	La proposition permet de bonifier la relation entre le bâtiment et domaine public et le Square Dorchester.
Considérant que :	Le café-terrasse devrait être éloigné du bâtiment résidentiel situé de l'autre côté de la ruelle et limiter ainsi les nuisances sonores.
Considérant que :	La façade du basilaire devrait s'agencer à la composition de la façade de la taverne Dominion et proposer une approche distincte pour l'entrée véhiculaire et les entrées piétonnes.
Considérant que :	Le passage latéral crée une continuité vers la rue Mansfield et a vocation à être utilisé par les piétons.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir une composition architecturale de la façade du basilaire qui permette au bâtiment de la taverne Dominion de se détacher du reste de la façade, qui confère une échelle piétonne et qui propose un traitement sobre pour l'entrée véhiculaire. 	

- Permettre le café-terrasse sur le toit au niveau 3 uniquement dans la portion adjacente à la rue Metcalfe et dans la moitié avant de la portion adjacente à la Sunlife, agrandir la zone végétalisée, pouvant servir de zone tampon, et prévoir les aménagements permettant de minimiser les nuisances sonores du café-terrasse pour le bâtiment résidentiel adjacent.
- Proposer une stratégie d'aménagement paysager adaptée aux superficies disponibles et maximisant la plantation d'arbres aux emplacements appropriés, notamment sur le toit du basilaire.
- Assurer un aménagement de qualité pour la marge latérale sud, tout en permettant le dégagement des issues, ainsi qu'un traitement architectural de la façade latérale du basilaire comprenant des ouvertures et de l'éclairage.
- Assurer que la volumétrie et le traitement du couronnement sont compatibles avec le système d'accès en hauteur choisi pour les opérations d'entretien des façades.
- Privilégier, si possible, une aire d'entreposage des déchets accessible depuis la ruelle.

Par ailleurs, les membres souhaitent, si la marquise de la Taverne Dominion est reconstruite, qu'elle soit restaurée telle qu'à l'origine ou qu'une alternative contemporaine soit proposée. De plus, les membres suggèrent qu'il y ait une entente avec la Sunlife pour l'aménagement de leur marge latérale, en cohérence avec le projet.

 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire
--	--

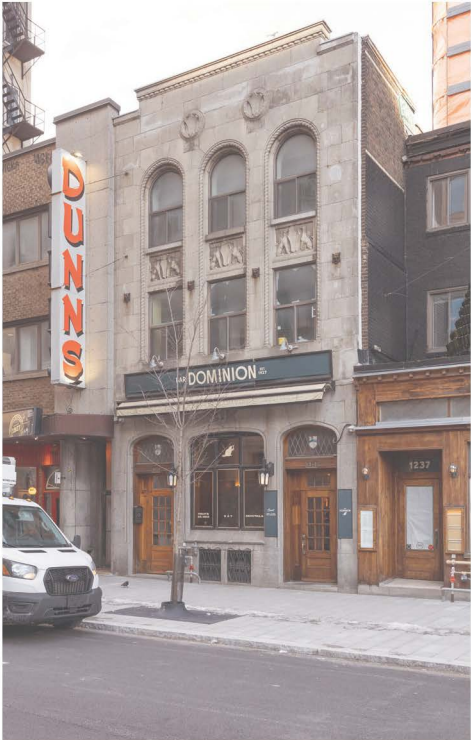
Conserver les éléments significatifs et compatibles

Bâtiment partiellement conservé et partiellement restauré

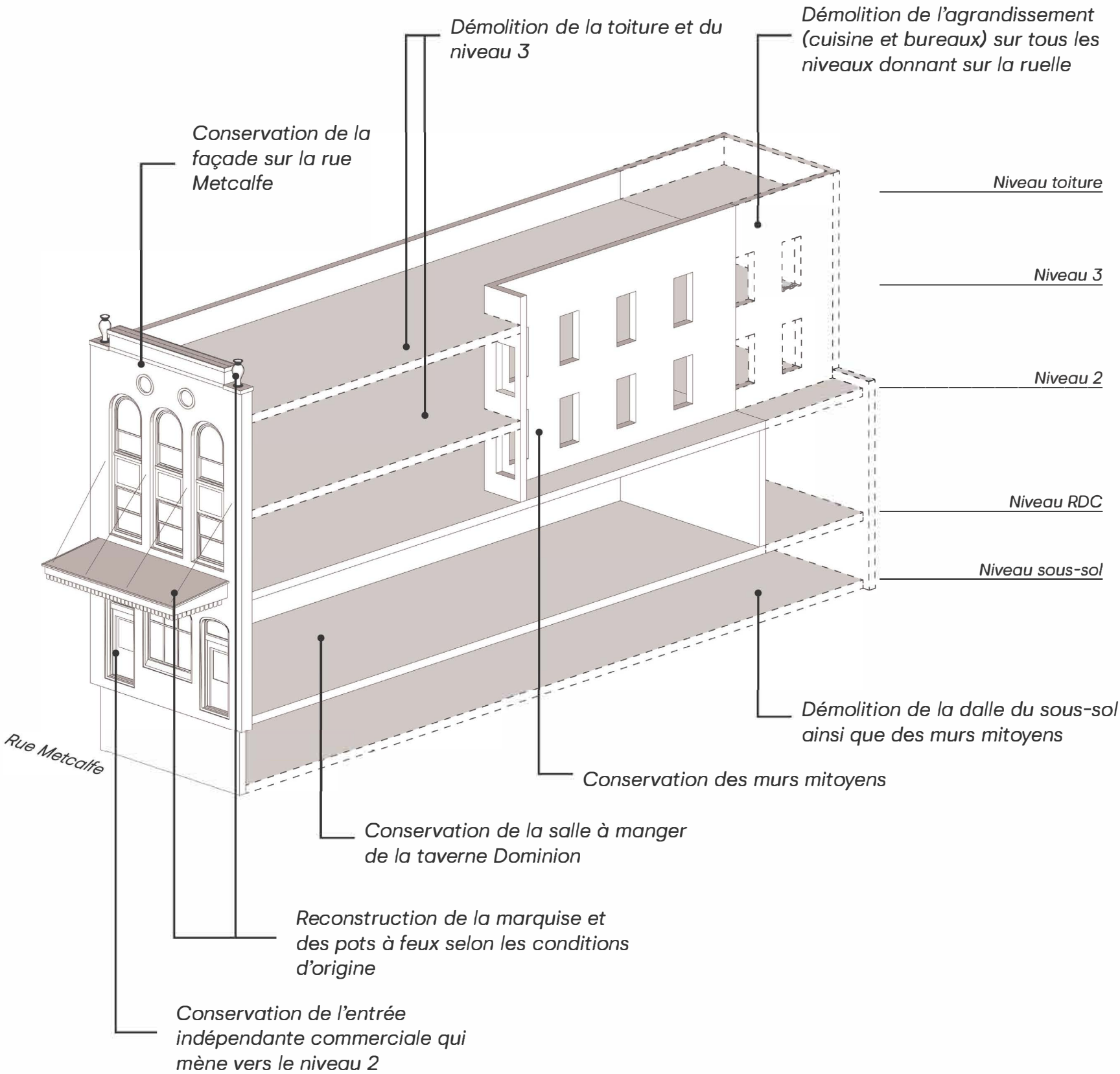
- 1243-1245 Metcalfe (Dominion)

Travaux de conservation proposés:
Conservation de la **façade principale, du RDC et des murs mitoyens** (exclusion de la cuisine en fond de bâtiment). Le programme commercial (restauration) étant compatible avec la vision de développement du site. Une structure externe (non apparente de l'extérieur et de l'intérieur conservé) et des travaux de sous-œuvre sont prévus dans l'optique de la conservation.

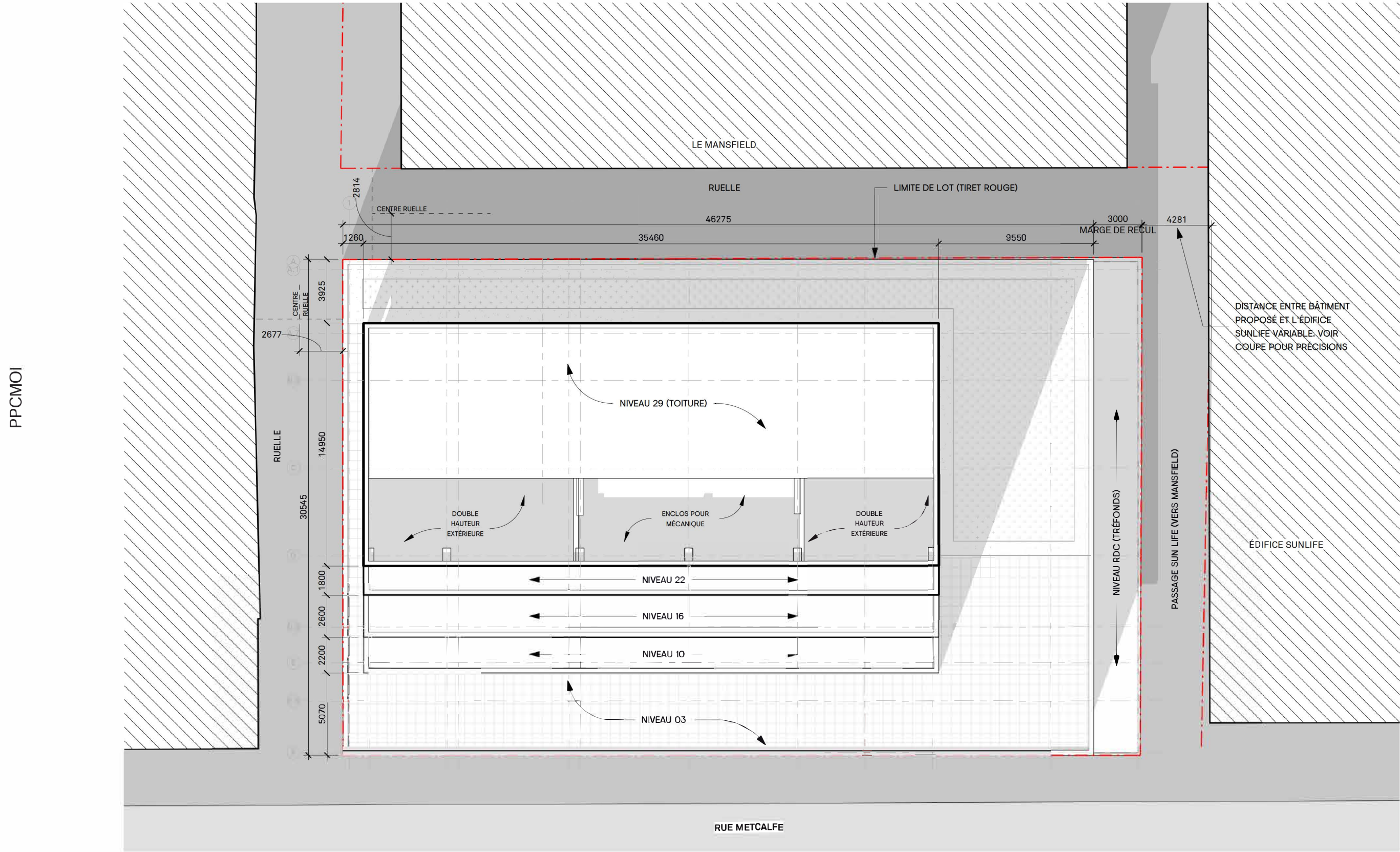
Travaux de restauration proposés:
Réinstallation de la marquise dans sa forme et matérialité d'origine ainsi que des pots à feux installés sur la corniche du bâtiment. Le tout basé sur des images et plans d'archive de 1929.



Axonométrie des interventions



Plan d'implantation



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
19 septembre 2025
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

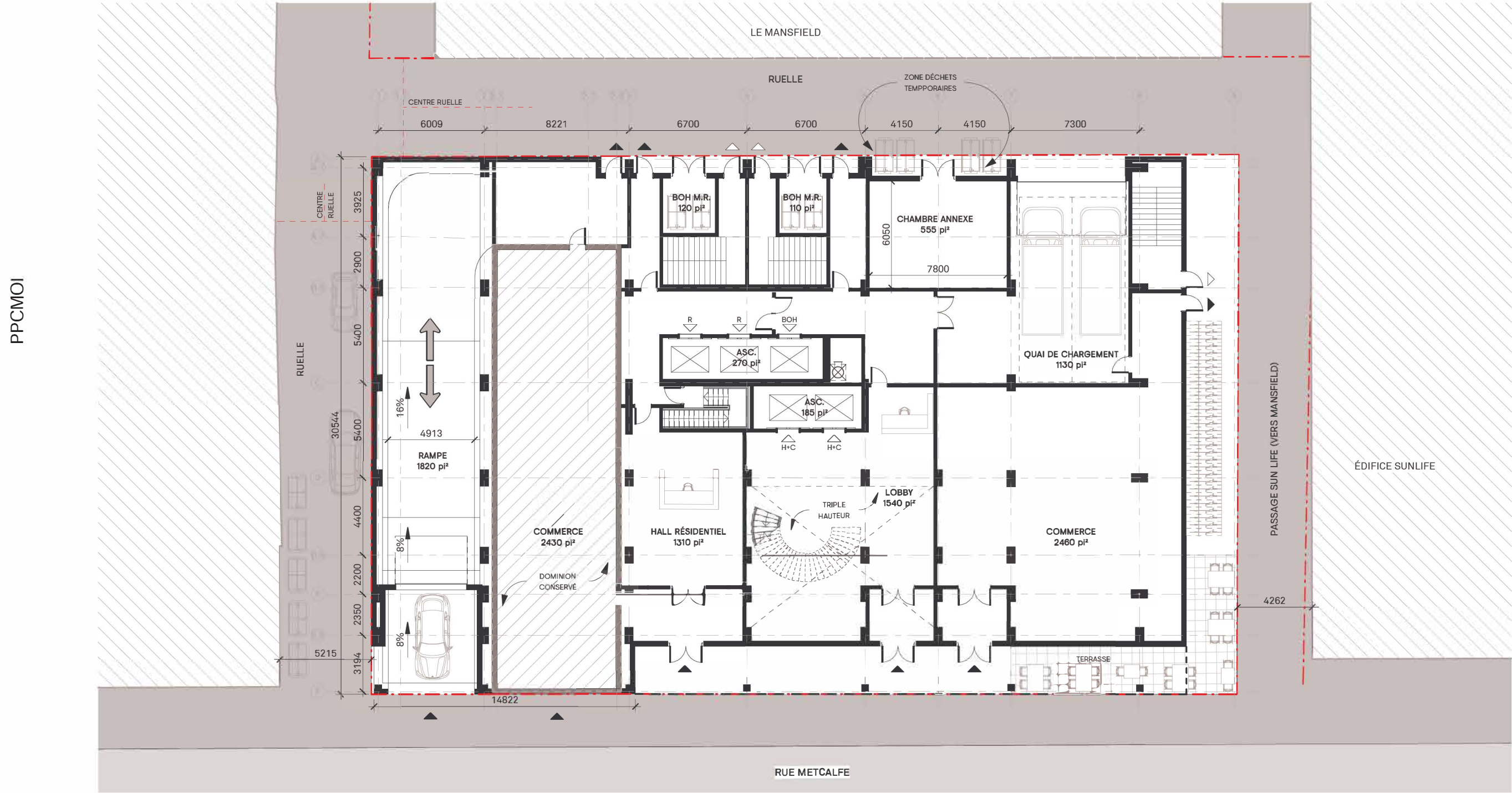
PPCMOI

Rez-de-chaussée

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



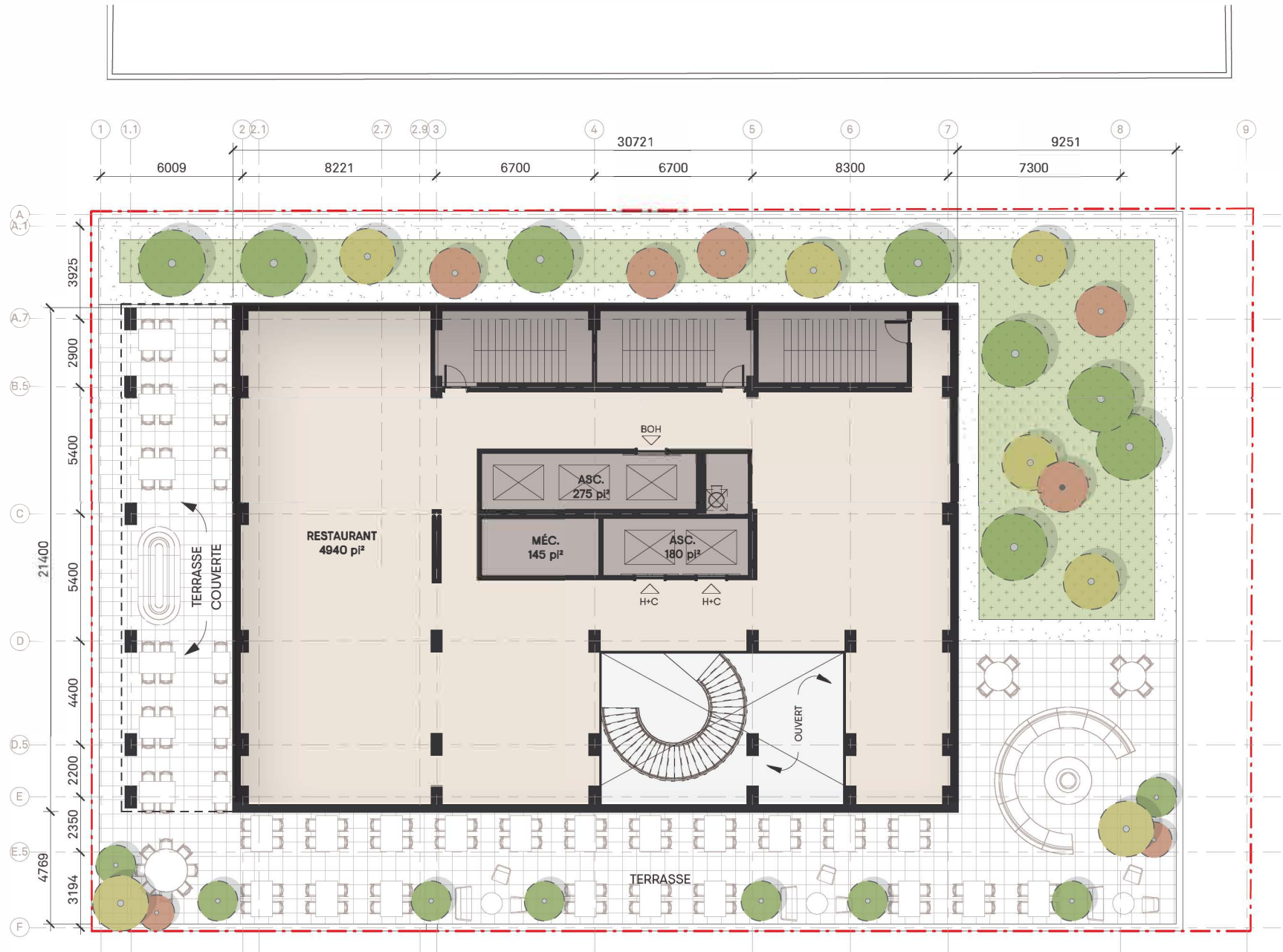
Niveau O3 (restaurant)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PPCNOI

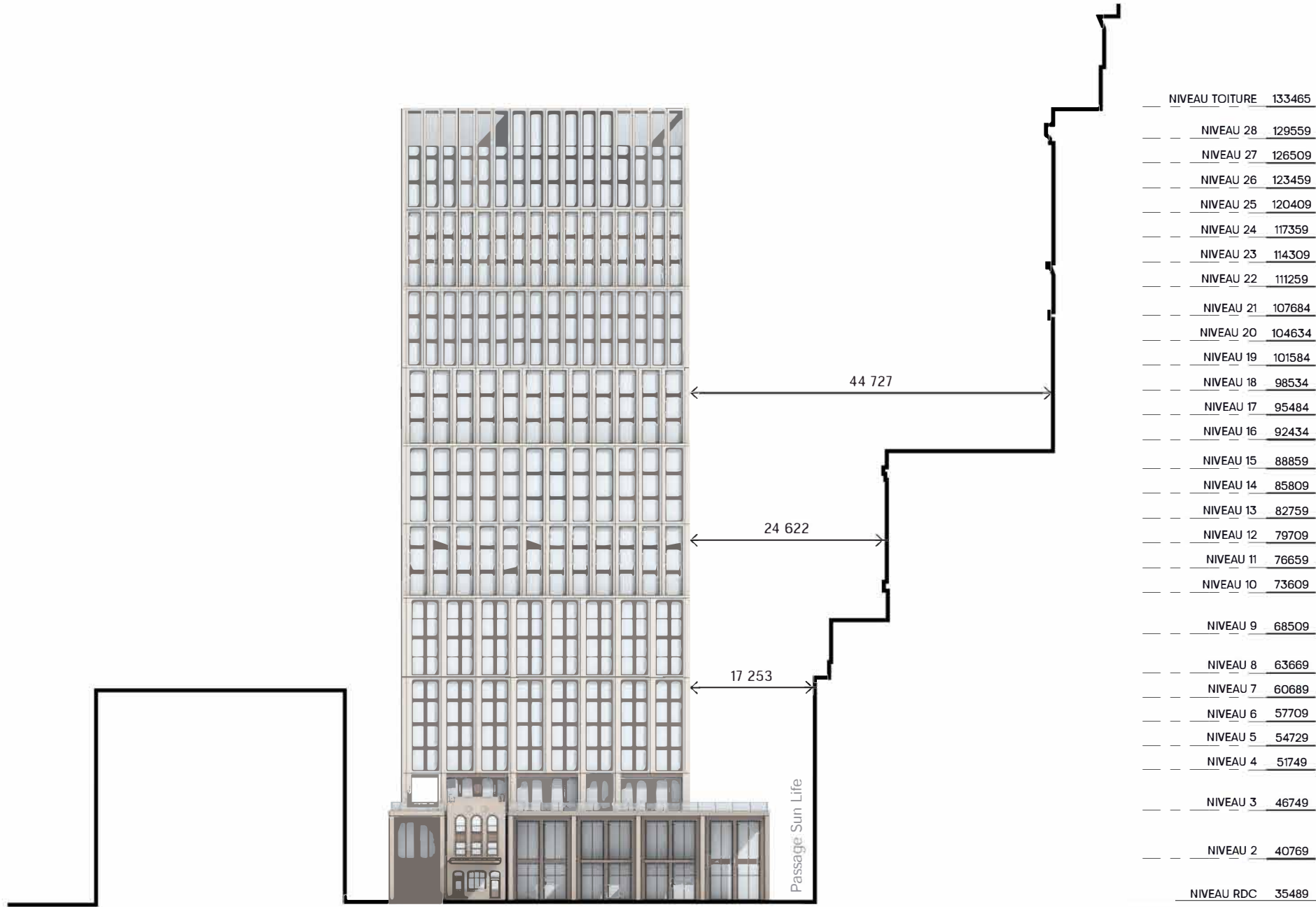


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

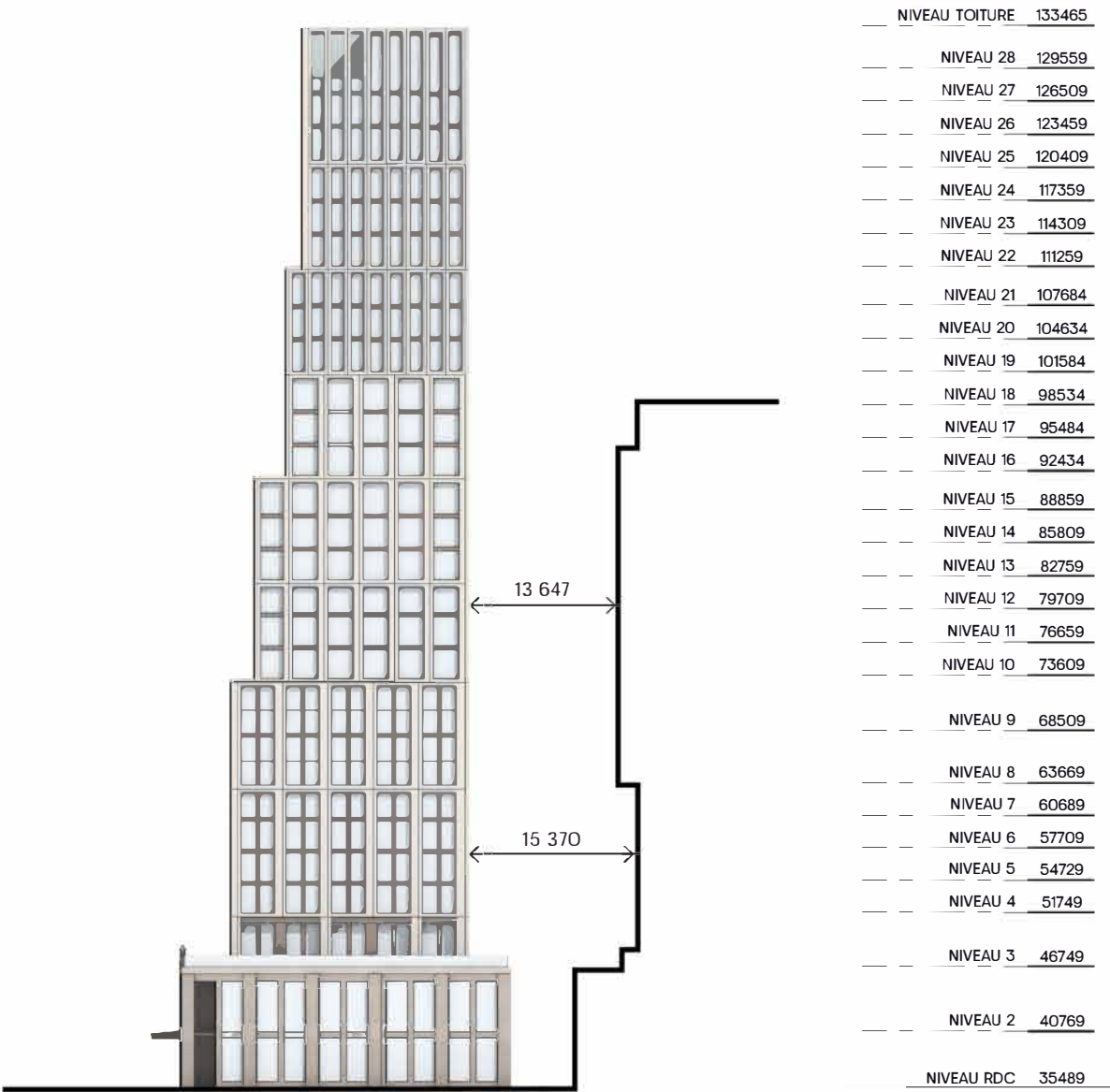
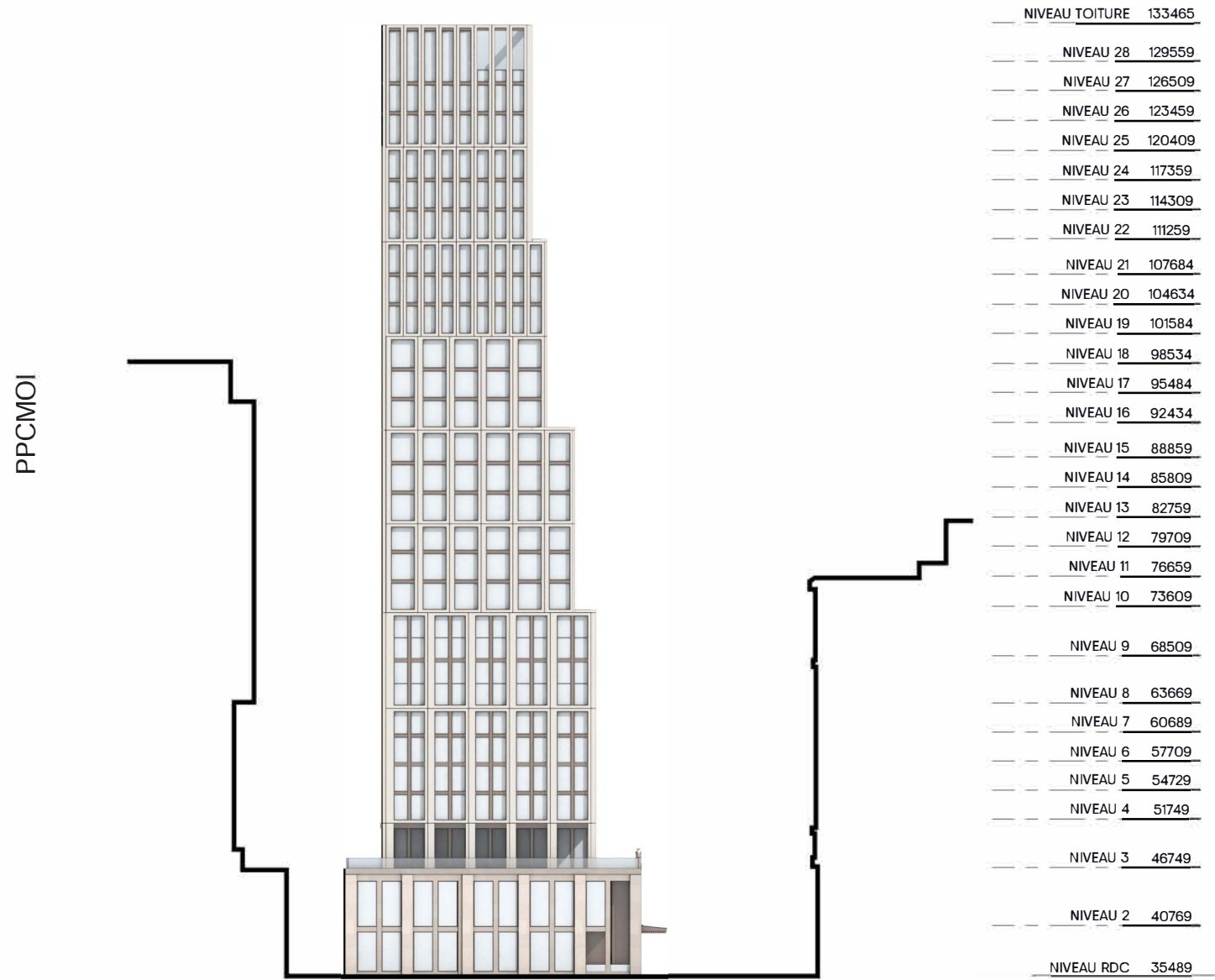
PPCMOI



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 septembre 2025

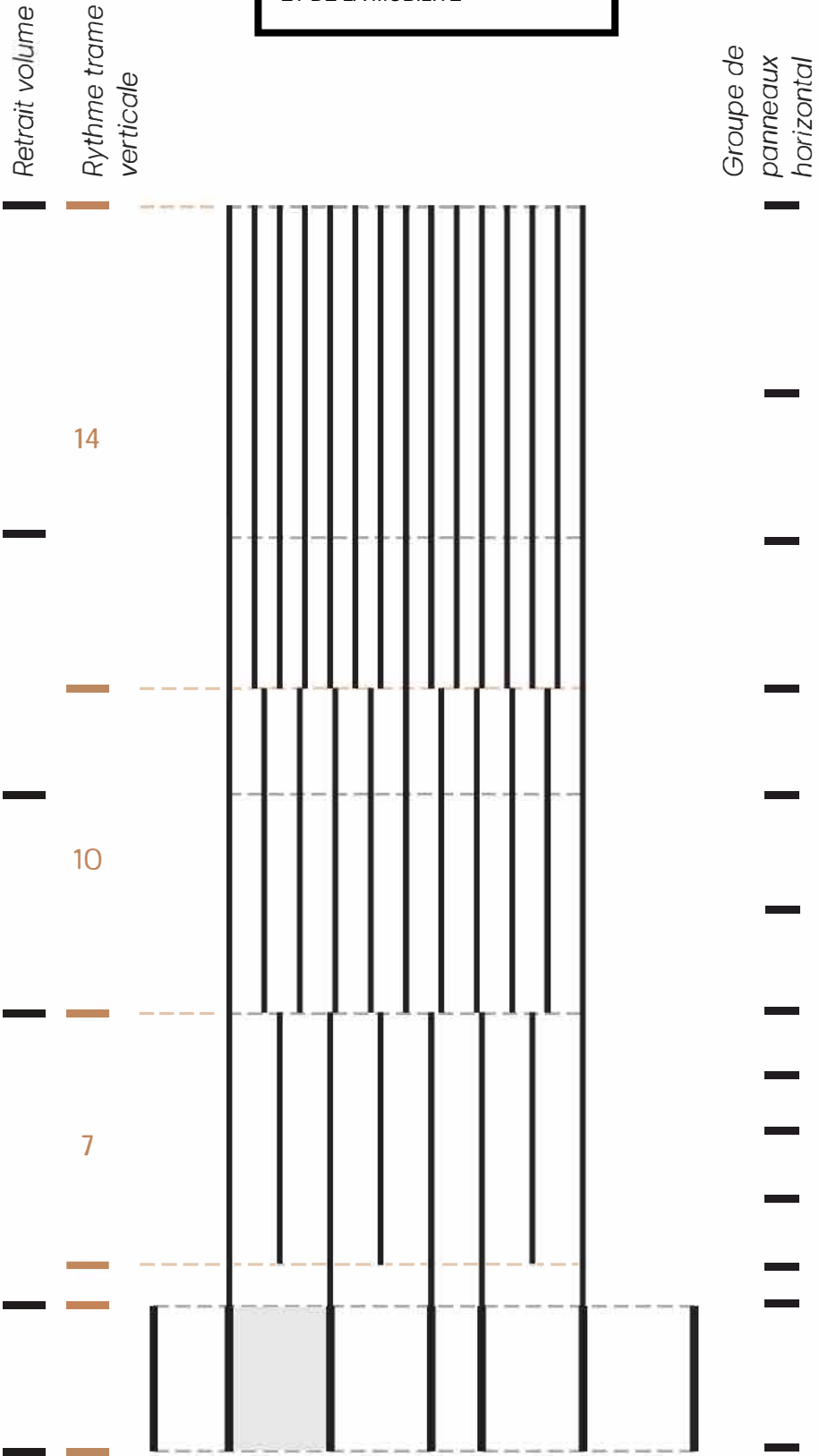
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



Façades et matérialité

Éléments directeurs de la composition architecturale: subdivision de rythme vertical de la trame

PPCMOI



Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1257400007

Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, arrondissement de Ville-Marie*

Projet : *Démolition et la construction d'un immeuble situé au 1225-1249, rue Metcalfe*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité , et une réponse de proximité à leurs besoins 20. Accroître l' attractivité , la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>Revitalisation d'un segment de rue, remplacement d'un stationnement étagé par un immeuble mixte</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			x
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			x
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1257303006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder pour l'immeuble situé sur les lots 2 537 817, 2 746 057, 2 888 905 et 2 888 906, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

- a) déroger notamment aux articles 9, 10 et 149 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale en mètres et en étages et aux usages autorisés ;
- b) construire un bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans 4 à 15 et 17 à 34 réalisés par BLTA et estampillés par l'arrondissement le 1er décembre 2025.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- a) la hauteur maximale du bâtiment, incluant ses constructions hors toit, est de 65 m;
- b) la volumétrie, l'implantation hors sol, l'alignement sur rue, les retraits d'alignements et l'emplacement de l'accès véhiculaire doivent être substantiellement conformes aux pages 21 à 31 et 35 à 38 des plans mentionnés précédemment ;
- c) seuls les étages situés sous le niveau du rez-de-chaussée peuvent être occupés par l'usage stationnement public intérieur ;
- d) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, en plus des documents requis par la réglementation, une étude d'impacts éoliens conformément à l'article 40 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ;
- e) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, un plan de gestion des matières résiduelles incluant, la génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée pour les trois types de collectes, le système de gestion des matières résiduelles utilisées pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble, une description de l'entreposage intérieur et extérieur et la localisation et la taille du point de collecte ;
- f) soumettre la demande de permis de construction relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :

- i) le respect de l'apparence du bâtiment principal illustré aux pages 4 à 6, 9 et 11 à 18 des plans mentionnés au paragraphe b) de l'article 1 de la présente autorisation doit être favorisé ;
 - ii) une intégration architecturale des constructions hors toit, assurée notamment par des reculs ou un traitement des murs des écrans équivalent aux murs du bâtiment, doit être assurée lorsqu'ils sont visible depuis une voie publique;
 - iii) un langage contemporain doit être favorisé pour les ornements architecturaux ;
 - iv) sur la rue Saint-Christophe, favoriser une expression du volume de 4 étages attenant à la tour qui mette en valeur la continuité du front bâti de faible hauteur;
 - v) l'aménagement des espaces libres de la portion sud du site doit favoriser la perméabilité des déplacements piétons entre les parties est et ouest du site ;
 - vi) l'accessibilité universelle doit être assurée dans l'aménagement au sol de la servitude de passage et d'utilité publique, tant par une topographie présentant une pente douce que par le revêtement au sol et l'absence d'obstacles ;
 - vii) l'interface entre le parc public sous le viaduc Notre-Dame et le bâtiment doit être ouverte et minimiser la visibilité des déchets lors de leur entreposage.
- 3) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de construction visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-29 10:35

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1257303006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

L'assemblée publique de consultation s'est tenue le 24 septembre 2025
Afin de répondre à des demandes citoyennes en faveur d'une diminution de la hauteur, la proposition a été révisée de la manière suivante :

- la hauteur de la tour a été réduite de deux étages pour une hauteur en mètres de 62m ;
- le volume de la rue Saint-Christophe a maintenant une hauteur de 4 étages, soit un étage de moins ;
- des reculs de façades ont été ajoutés afin de diminuer l'impact sur l'ensoleillement ;
- afin de conserver une densité équivalente, un étage a été ajouté sur le volume de la rue Saint-Hubert, pour une hauteur totale de 10 étages.

En plus des plans modifiés, la résolution a été révisée afin d'assurer que le projet ne dépasse pas une hauteur de 65 m, en incluant les constructions hors toit pour lesquels de nouveaux critères s'appliquent. De plus, afin de répondre à une demande citoyenne en faveur d'un plus grand nombre de stationnements, l'autorisation comporte désormais l'occupation des étages souterrains par l'usage « stationnement public intérieur ».
Le rapport de consultation et les plans en annexe de la résolution de projet particulier révisée, se trouvent en pièce jointe, dans la section « Pièces jointes addenda ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
conseiller(-ere) en aménagement- c/e

438-825-4518

Tél :

Télécop. : -

Dossier # : 1257303006

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment
comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la
hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé
au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur
les projets particuliers de construction, de modification ou
d'occupation d'un immeuble



1257303006_PPCMOI_PlansEstampillesAddenda.pdf



2025-09-24_PV_APC_signé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
conseiller(-ere) en aménagement- c/e

Tél : 438-825-4518

Télécop. : -



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
1er décembre 2025
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



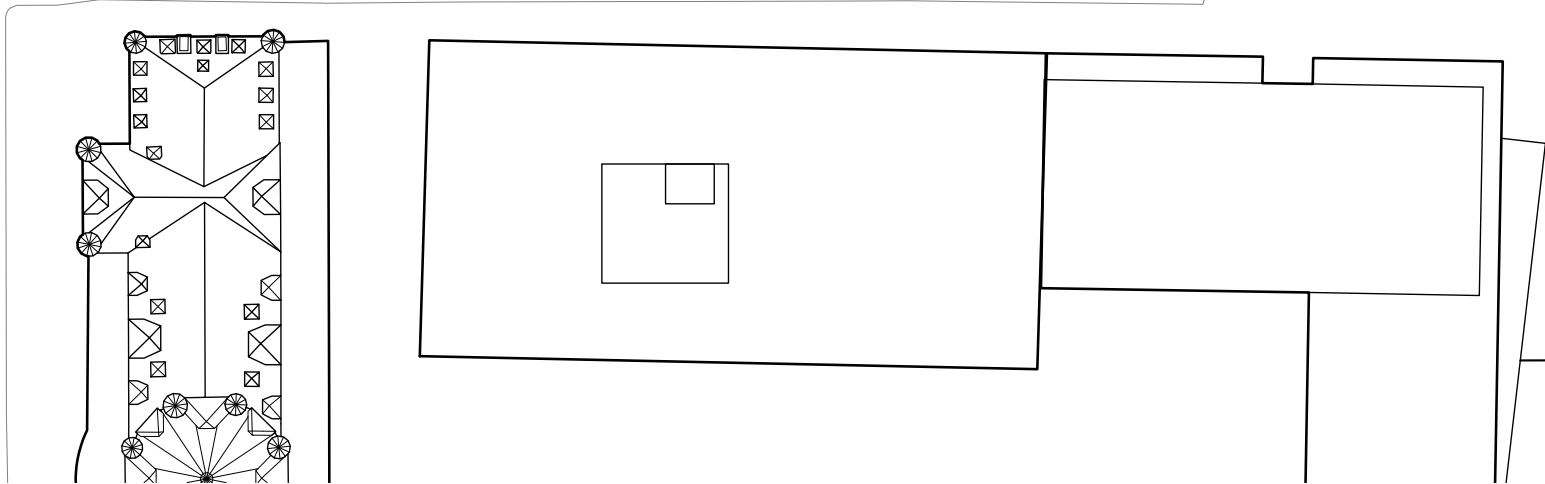
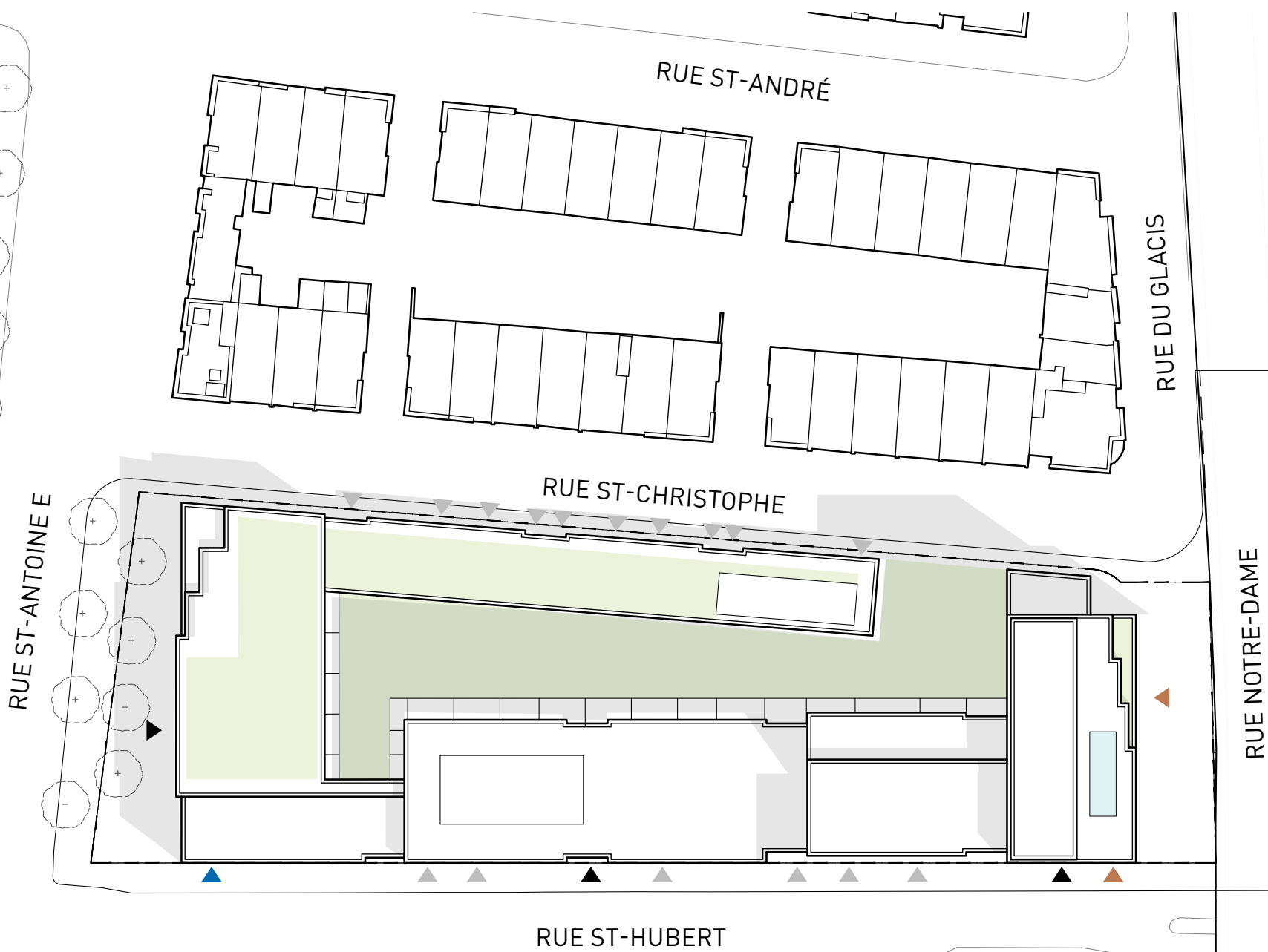
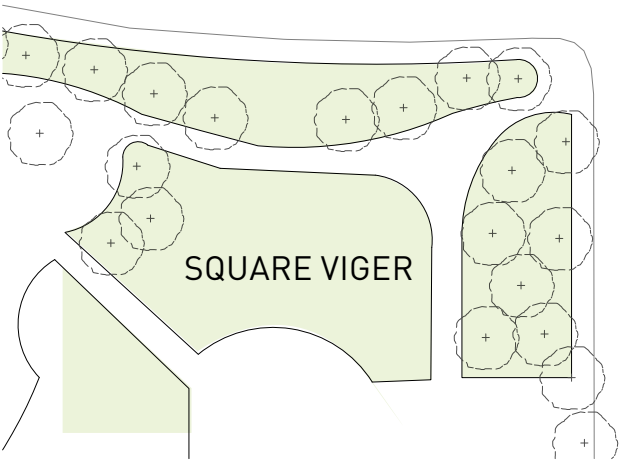
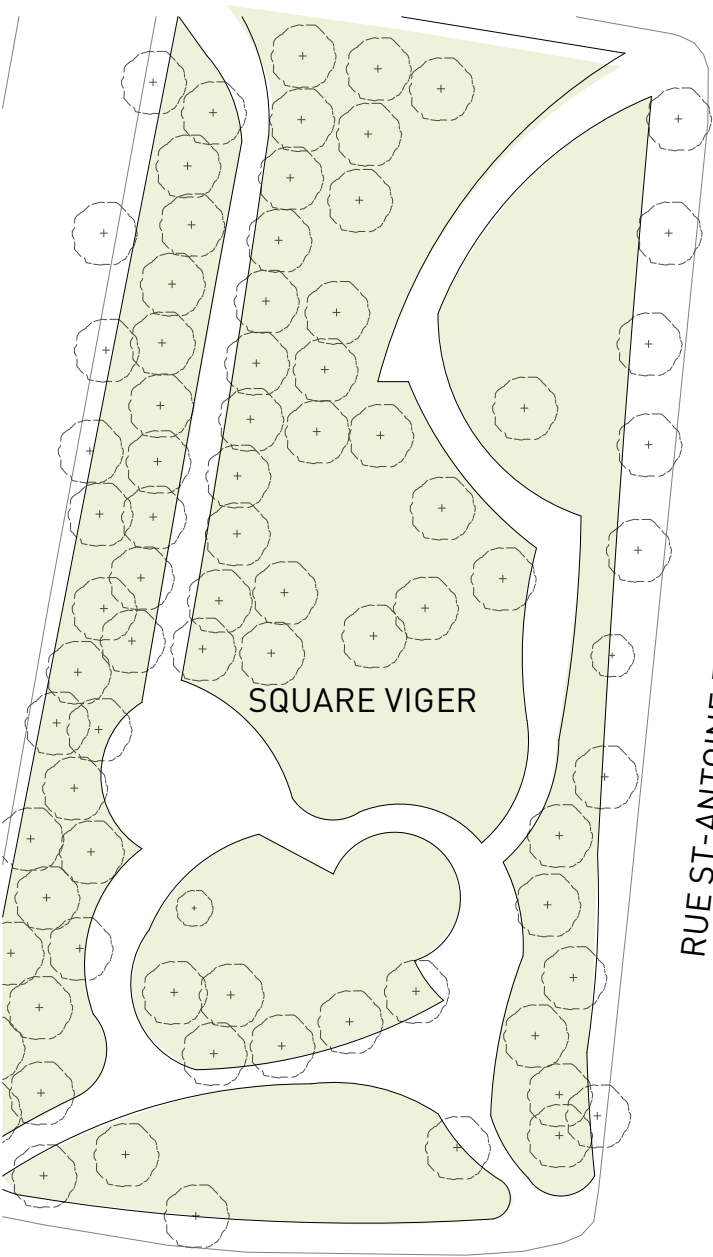


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

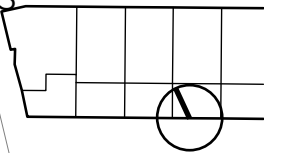
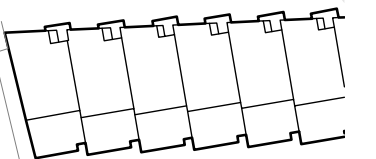
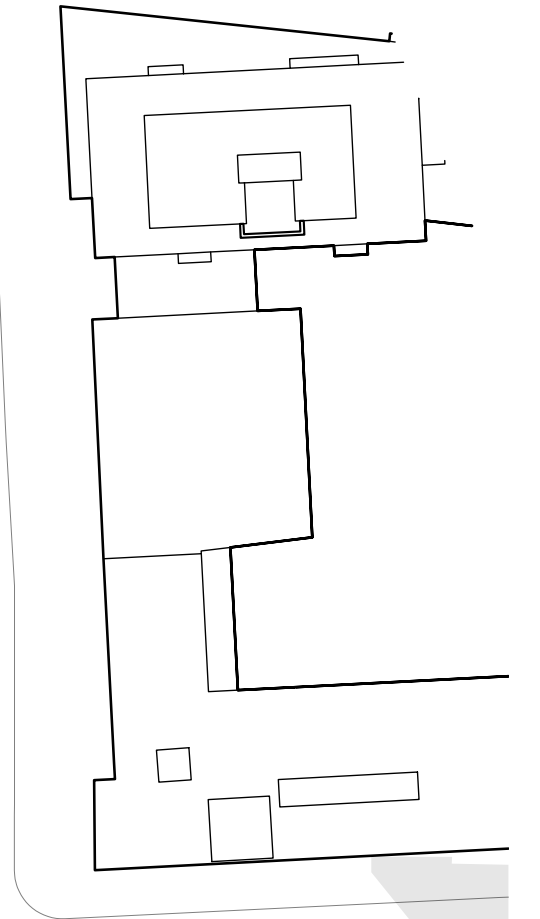
1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
1er décembre 2025
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



- ▲ ENTRÉES PRINCIPALES
- ▲ ENTRÉES UNITÉS
- ▲ ENTRÉES VEHICULES
- ▲ ENTRÉE COMMERCES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

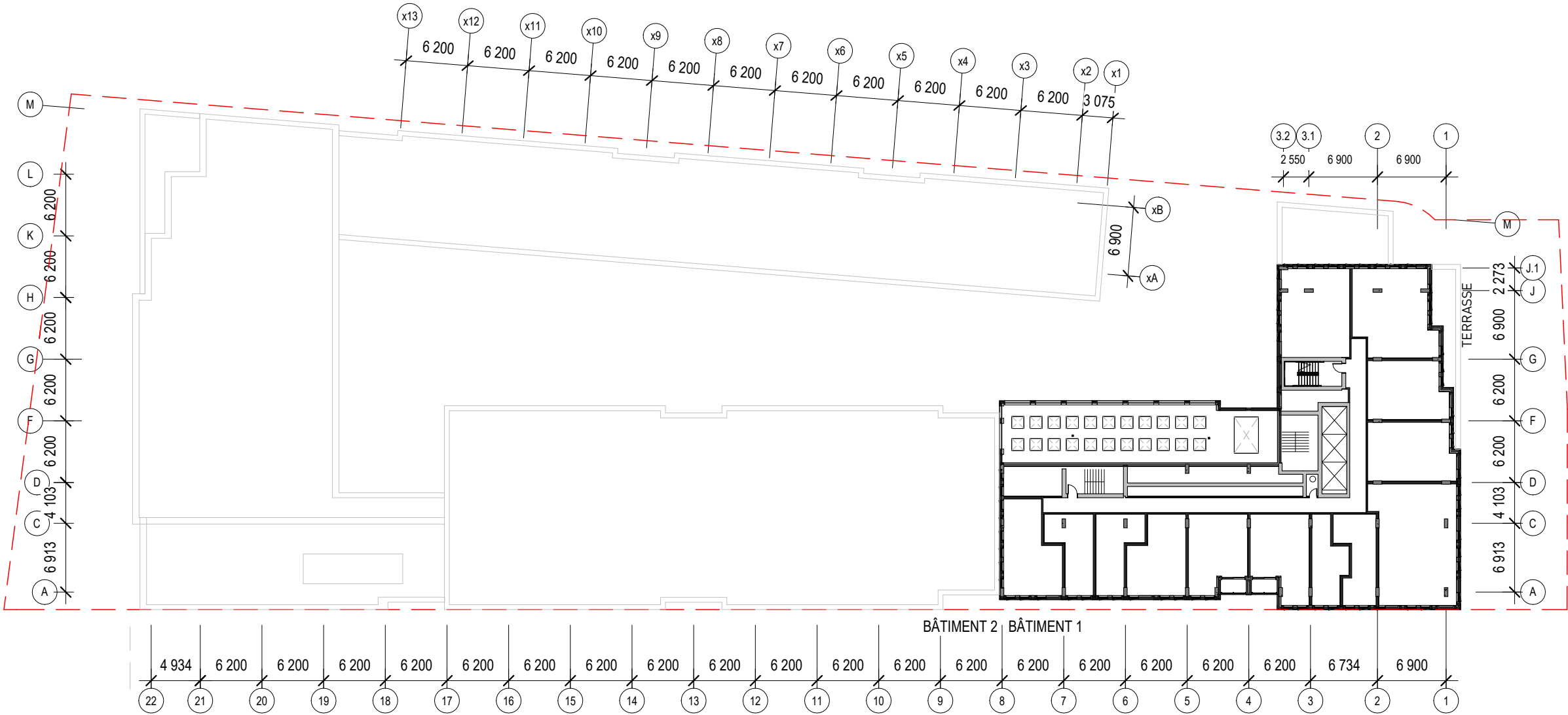
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

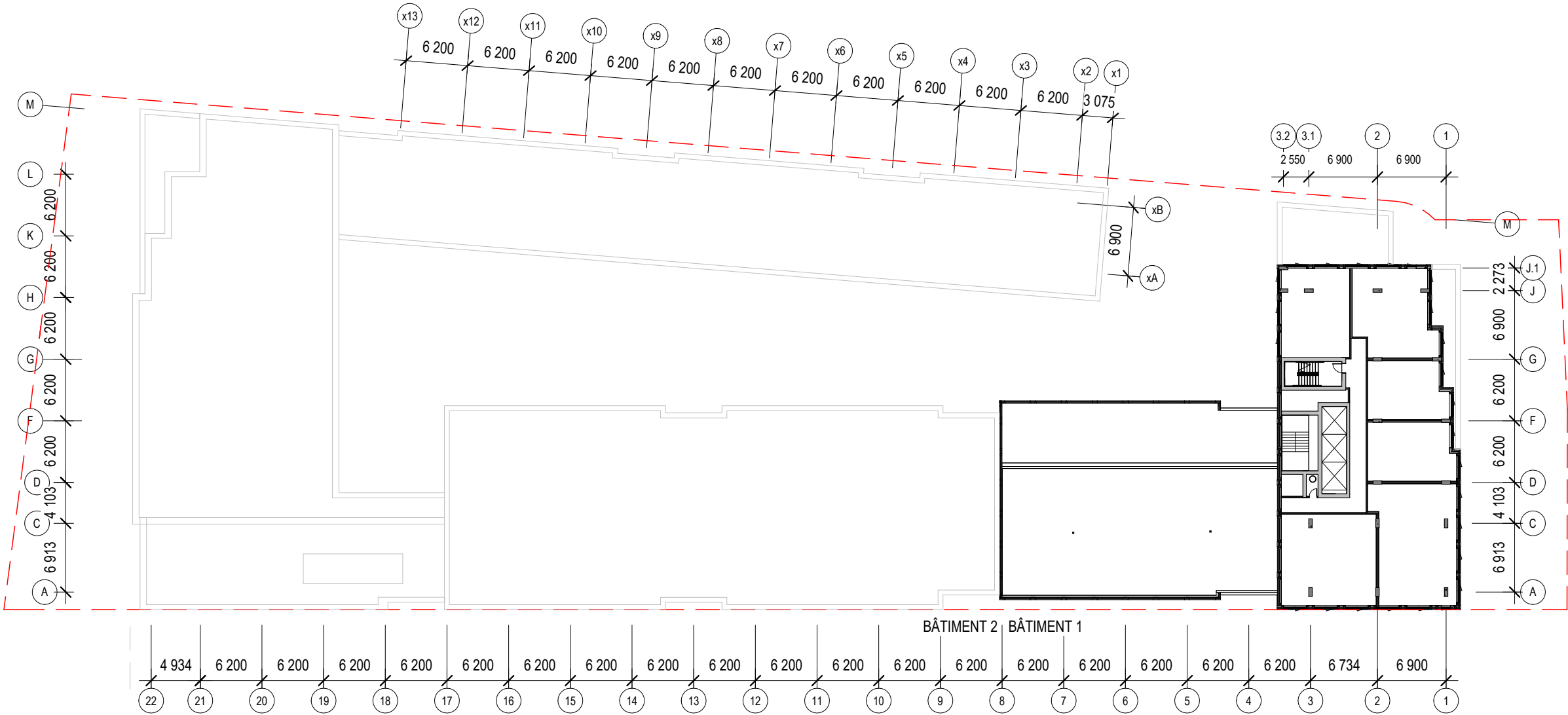




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

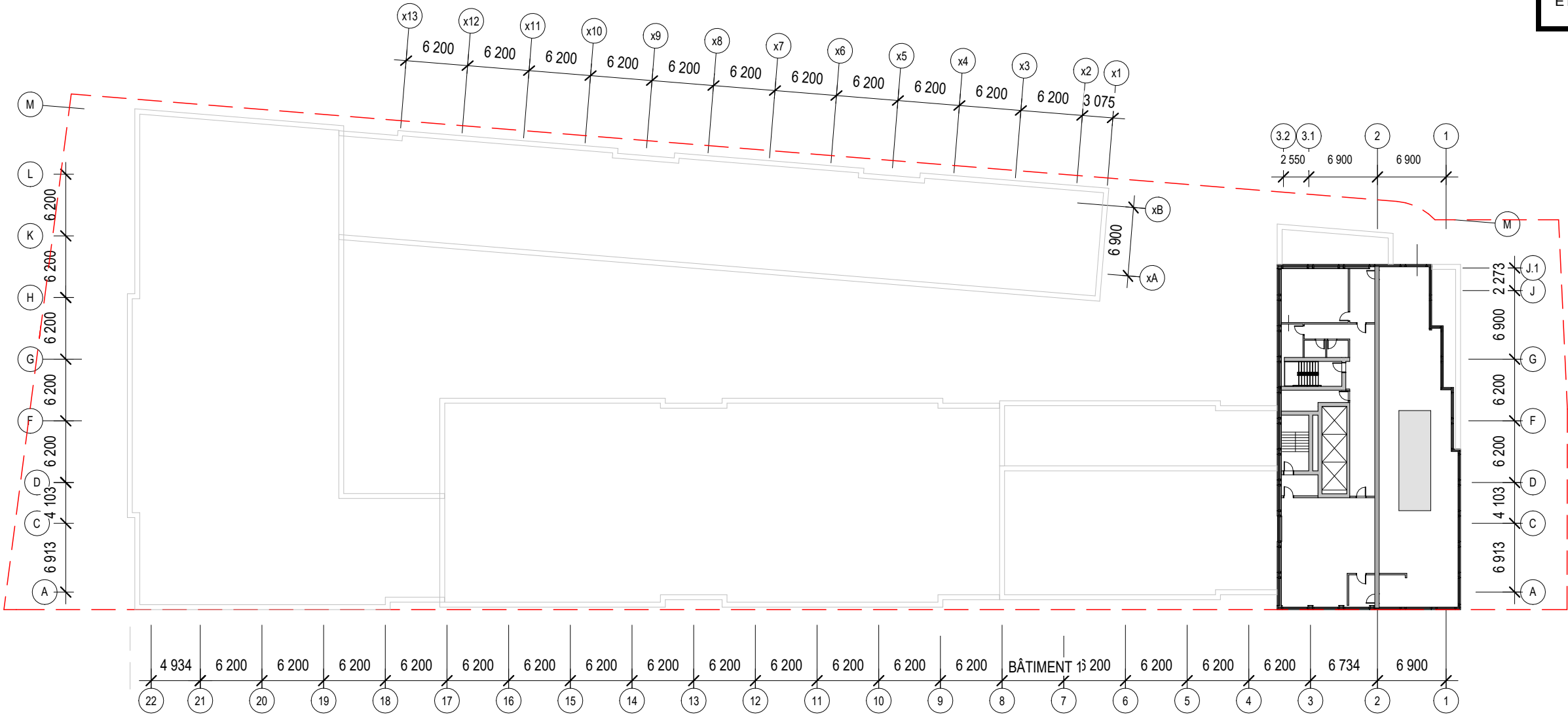
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

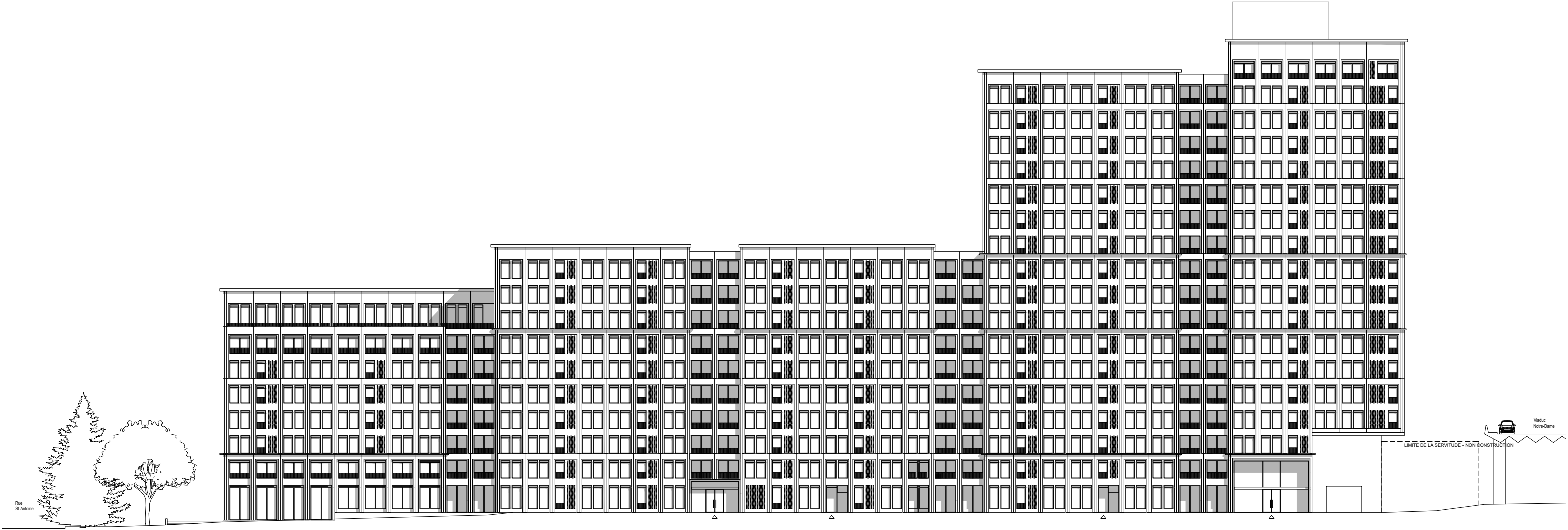
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

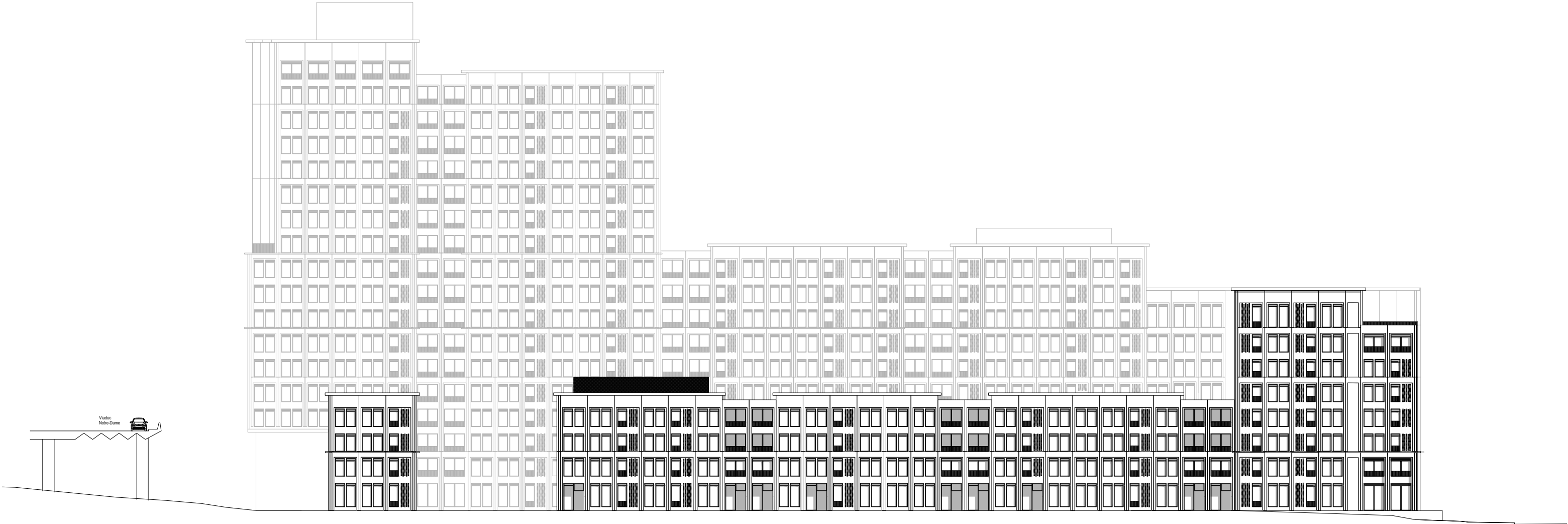


ÉLÉVATION - RUE ST-HUBERT

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

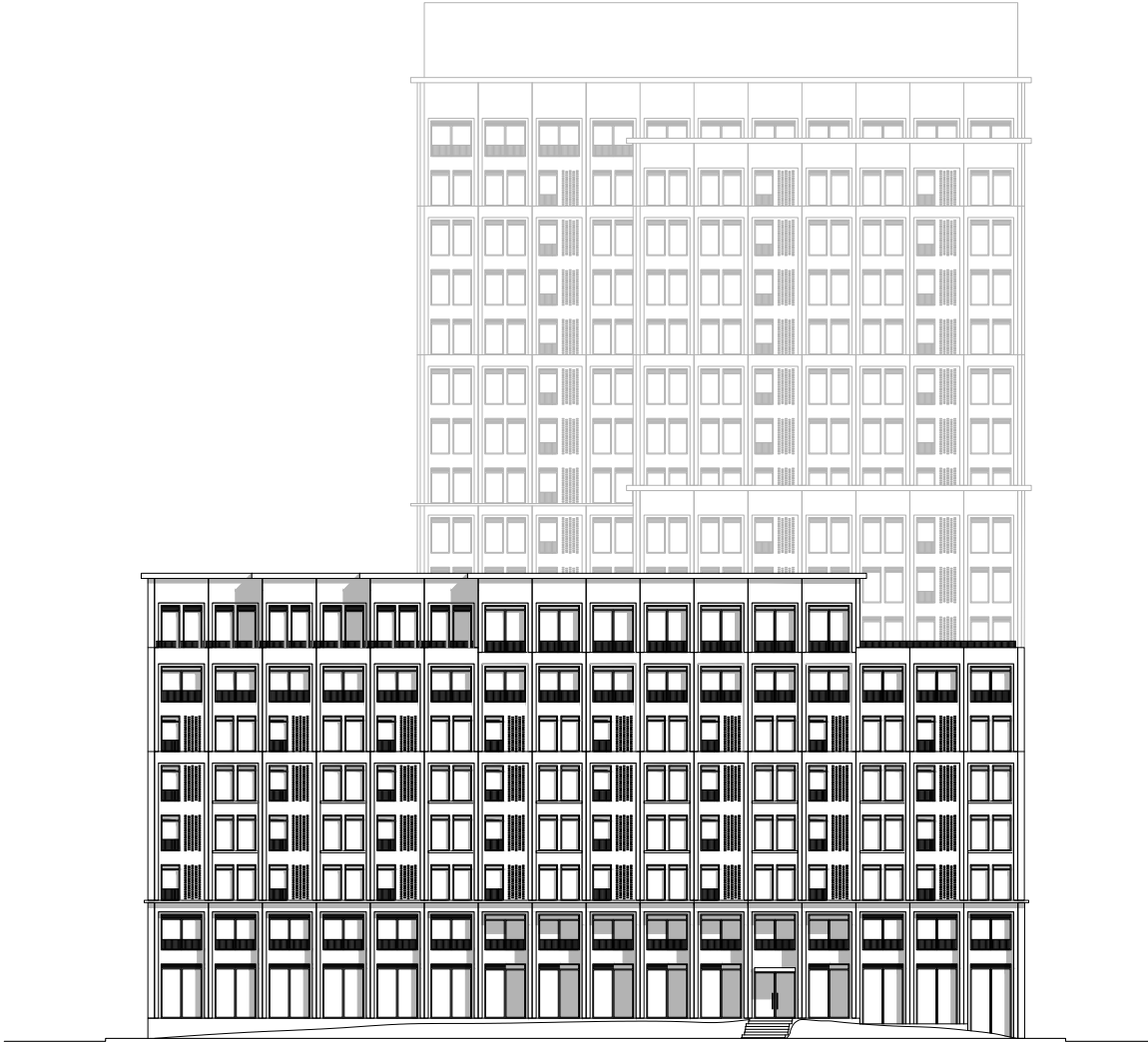


ÉLÉVATION - RUE ST-CHRISTOPHE

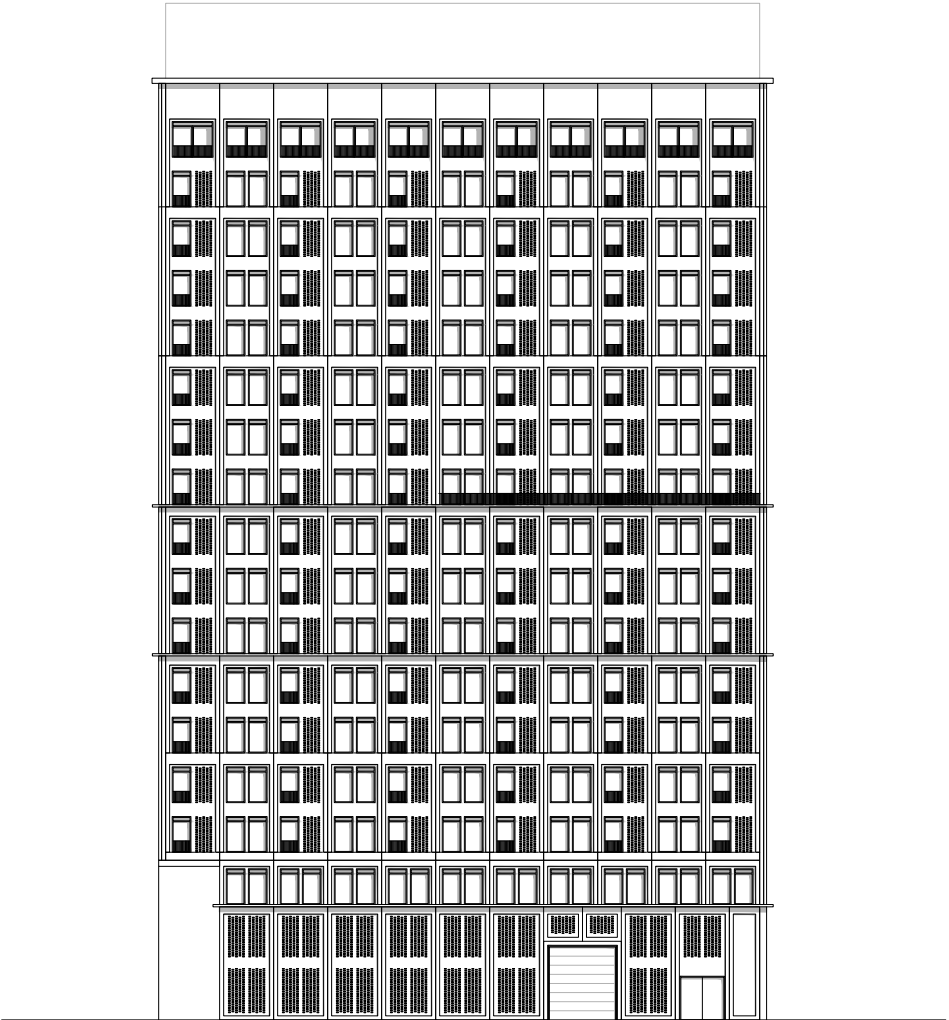
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



ÉLÉVATION - RUE ST-ANTOINE E.



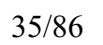
ÉLÉVATION - RUE NOTRE-DAME



VILLE DE MONTRÉAL ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er décembre 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

24 septembre 2025
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Robert Beaudry, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division de l'Urbanisme
Madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement et cheffe d'équipe
Monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement et chef d'équipe
Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
Monsieur Louis Caudron, conseiller en aménagement

M^e Anne-Marie Lemieux, secrétaire d'arrondissement
M^e Laura Floresco, secrétaire-rechercheur

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Robert Beaudry, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par des avis publics parus le 13 septembre 2025 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 34.

Environ 135 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

- a) **Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la construction d'un bâtiment comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est – pp 498 (1257303006).**

Le président de l'assemblée indique que monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Monsieur Légaré présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux explications fournies par l'arrondissement, selon lesquelles la hauteur prévue de l'immeuble n'atteint pas la limite du Plan d'urbanisme et de mobilité (ci-après « PUM »), et au fait que cet argument ne soit pas très convaincant pour les habitants du quartier;*
- *à la distance entre le site et la station de métro Berri-UQAM, soit 10 minutes de marche;*
- *à l'absence de services dans le secteur, autre que le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (ci-après « CHUM »);*
- *à la vocation du bâtiment voisin, soit celui de la gare Viger d'une hauteur de 65 mètres;*
- *à la hauteur déjà imposante de ce bâtiment voisin par rapport aux autres immeubles patrimoniaux du secteur, au quartier ainsi déjà fracturé, et au fait que la construction d'un deuxième bâtiment d'une hauteur similaire ne serait pas appropriée;*
- *à l'obstruction des corridors visuels;*
- *au pouvoir référendaire et aux mécanismes existants permettant de s'opposer à ce projet et de s'assurer que la dérogation ne soit pas accordée;*
- *à l'impact que ce nouveau bâtiment aurait sur le stationnement dans le quartier où il y a déjà peu ou pas de places de stationnement disponibles pour les résidents;*
- *aux paramètres de l'étude sur la circulation effectuée à la demande du Comité consultatif d'urbanisme qui a permis à l'arrondissement de conclure que la construction de ce nouveau bâtiment un effet limité sur le nombre de places de stationnement disponibles pour les résidents du secteur;*
- *au fait que les résultats de cette étude ne correspondent pas à la réalité des résidents;*
- *aux projets de densification du même type qui représentent une bonne nouvelle pour le quartier et qui sont à encourager, sans toutefois permettre une dérogation aussi importante à la hauteur de l'immeuble qui n'est ni souhaitable, ni acceptable;*
- *à la tour de 20 étages qui s'étend sur un pâté de maisons complet, à côté de bâtiments de seulement 4 étages;*

- à la vue que ces nouveaux résidents auraient sur le Mont-Royal, aux loyers qui seraient donc très élevés, et au profit qu'en tirerait le promoteur de ce projet;
- aux rues Atateken, Saint-Hubert et Berri qui ont chacune une seule voie et qui sont bloquées régulièrement, surtout lors d'événements, et à la situation préoccupante et dangereuse créée par ce problème de circulation;
- à la surutilisation des ressources présentes et à la difficulté pour les services d'urgence de traverser ces rues lorsque celles-ci sont congestionnées;
- à la perte d'ensoleillement qui serait causée par la hauteur prévue de ce projet et au fait que les immeubles voisins sont déjà dans le noir entre 15h00 et 16h00 en raison des autres constructions aux alentours;
- aux projets de Radio-Canada et Molson qui, contrairement à ce projet, se construisent dans de nouveaux quartiers avec de l'espace pour accueillir ces immeubles;
- aux moments de l'année et de la semaine lors desquels l'étude sur la circulation a été effectuée;
- à la difficulté de trouver des places de stationnement disponibles lors des longues fins de semaines et des fins de semaines ensoleillées;
- au projet Molson qui accueillera aussi de nouveaux résidents et au fait que cela ne semble pas avoir été pris en considération dans le cadre de l'étude sur la circulation;
- à l'impossibilité d'ajouter des places de stationnement avec vignettes, selon la recommandation de l'étude sur la circulation, puisqu'il n'y a plus d'espaces disponibles dans les rues avoisinantes;
- à la possibilité d'effectuer une deuxième étude sur la circulation pendant la fin de semaine, considérant que le projet se trouve dans une zone touristique et non un secteur uniquement résidentiel;
- à la possibilité pour les résidents de demander ou d'exiger la réalisation d'une deuxième étude sur la circulation;
- à la crise de logement et à l'impact positif du nombre important d'unités qui seraient ajoutées dans la ville avec ce projet de construction;
- à la nécessité de prévoir le plus de nouvelles unités possibles sans sacrifier aucun étage ou unité;
- à la proximité entre ce nouveau bâtiment et les immeubles de 4 étages sur la rue de la Porte du Québec;
- au fait que l'autorisation donnée pour la construction du bâtiment voisin de la gare Viger ait été un précédent qui faciliterait l'autorisation demandée pour le présent projet
- à l'effet que cette nouvelle construction aurait sur l'ensoleillement et le stationnement sur la rue Saint-Hubert et à la possibilité que la largeur de cette rue soit rétrécie;
- à la date limite et aux délais à respecter pour contester cette dérogation;
- à la différence entre un secteur d'intensification élevée et un secteur d'intensification intermédiaire;
- à la hauteur prévue de ce nouveau bâtiment qui dépasserait de 5 mètres la hauteur du bâtiment voisin de la gare Viger et qui masquerait ainsi une partie de cet immeuble d'intérêt;
- aux analyses effectuées, s'il y a lieu, pour valider si ce projet puisse mettre en valeur le caractère unique et distinctif du bâtiment voisin de la gare Viger, selon la réglementation municipale;
- à la possibilité de sauvegarder la plate-bande et de prioriser la verdure du côté de la rue Saint-Christophe;
- à l'effet d'ensoleillement que ce nouveau bâtiment aurait sur la rue du Glacis;
- à d'autres projets de construction qui ont prévu trop de places de stationnement désormais inutilisées et au besoin décroissant des Montréalais de posséder et d'utiliser un véhicule;

- à la densification permise dans le cadre de ce projet qui apporterait une nouvelle qualité de vie au quartier;
- à la comparaison qui peut être faite entre ce projet et le Centre de commerce mondial de Montréal;
- à la couleur de la brique prévue qui permettrait de conserver une certaine luminosité;
- à l'absence d'épicerie, d'écoles et de garderies dans le secteur;
- à l'absence de commerces nécessaires pour répondre aux besoins des résidents actuels et éventuels, surtout des commerces et services situés à distance de marche et au fait que les commerces situés dans le secteur ont pour activités principales de servir les touristes;
- à la hauteur de 70 mètres prévue qui pourrait créer un sentiment de claustrophobie pour certaines personnes;
- au nombre exact d'unités prévues par le projet et à l'effet de ce nombre sur la hauteur visée du bâtiment;
- au fait que ce projet comporte une densité similaire à celle des immeubles du quartier Griffintown;
- à la crise du logement actuelle et au fait que les logements qui seraient offerts par ce projet ne seraient pas accessibles aux personnes à faible revenu;
- aux changements climatiques, aux tempêtes de neige qui s'intensifient à chaque année, au déneigement déjà difficile dans le secteur, rendant ainsi l'accès aux places de stationnement encore plus difficile
- à la nécessité – ou non – de créer autant de logements dans un si petit périmètre étant donnée la difficulté des promoteurs d'autres bâtiments du même secteur de vendre toutes les unités de leurs immeubles et aux propriétaires dans le secteur à louer des logements;
- aux raisons pour lesquelles le projet ne prévoit aucun logement social;
- au Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) (Règlement sur la métropole mixte) et à son application;
- à la carte blanche qui semble être octroyée au promoteur avec cette dérogation et au fait que la Ville devrait se soucier des résidents actuels plutôt que des résidents futurs;
- à la possibilité de réduire la cour intérieure prévue et laisser les espaces verts aux alentours pour les autres résidents du secteur;
- à l'identité de l'entrepreneur responsable des travaux de construction;
- au secteur de vignettes de stationnement pour résidents auquel appartiendraient ces nouvelles unités;
- aux distances permises entre deux immeubles par la réglementation municipale et au respect de ces règles par le projet;
- au pouvoir de l'arrondissement ou de la Ville de faire respecter les règlements municipaux sans dérogation;
- à l'effet que ce projet aurait sur la végétation existante sur le terrain, dont des rangées d'arbres qui couvrent actuellement environ 30% du site;
- au fait que ce site était, dans le passé, une propriété publique de la Ville de Montréal;
- au nombre de logements qui seraient ajoutés grâce à la dérogation proportionnellement au reste de l'immeuble;
- aux avantages financiers importants qui seraient octroyés au promoteur si la dérogation était autorisée;
- aux effets sur la santé mentale des résidents qui pourraient être causés par une densification trop importante;
- au parc de stationnement qui est utilisé présentement par les employés du CHUM et sur lequel serait construit le nouveau bâtiment;
- au plan de gestion de matières résiduelles prévu pour cet immeuble ;

- à la collecte de déchets qui n'est déjà pas idéale dans le secteur et aux problèmes de circulation causés actuellement lors des collectes;
- au fait que cette dérogation n'apporte aucun gain pour les résidents du quartier;
- à la définition d'un projet « de plein droit »;
- à la viabilité financière du projet si la dérogation n'est pas accordée;
- à la comparaison qui pourrait être faite entre les règles d'urbanisme relatives à la hauteur permise des nouveaux bâtiments applicables aux États-Unis et plus particulièrement celles de la région de Washington D.C. et celles applicables à Montréal
- à l'opinion de l'arrondissement selon laquelle cet immeuble de 20 étages présente une transition visuelle intéressante entre le Vieux-Port et la ville
- à l'incohérence, d'un point de vue esthétique, entre les couleurs pastel des bâtiments du secteur et la couleur brune prévue pour ce nouveau projet.

b) Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant l'installation d'enseignes sur les façades d'un bâtiment situé au 311, rue Sainte-Catherine Est (Salle Pierre-Mercure – Centre Pierre-Péladeau, UQAM) – pp 494 (1250141001).

Le président de l'assemblée indique que monsieur Louis Caudron, conseiller en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Monsieur Caudron présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

c) Résolution, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q., 2024, c. 2), autorisant, par phases, la réalisation d'un projet de redéveloppement pour l'immeuble situé sur les lots 3 523 567 et 3 523 568 (ilot Voyageur) – pph 2 (1257400006).

Le président de l'assemblée indique que madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Madame Beaulieu présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- à la taille des logements, surtout des logements abordables et privés;
- au pourcentage de logements sociaux dans l'immeuble par rapport à la totalité des logements
- aux 130 logements sociaux prévus et à la possibilité de garantir que ceux-ci soient réservés pour la Maison des gens de lettres et à la possibilité que cela soit mentionné dans la résolution du Conseil;
- à l'échéancier de la démolition de l'ancien terminus d'autocars et au nombre d'étapes prévues pour effectuer la démolition;
- à l'échéancier des travaux de construction après la démolition et à la possibilité pour l'entrepreneur de construire tous les bâtiments en même temps;

- *aux prochaines étapes, soit l'approbation de la demande de dérogation, l'émission du permis de démolition et l'émission du permis de construction et d'excavation;*
- *à la hauteur prévue du bâtiment et à l'effet que celle-ci aura sur l'ensoleillement et l'ombrage sur le boulevard De Maisonneuve, sur la rue Berri et la rue Saint-Christophe;*
- *à la tendance de construire des bâtiments massifs dans l'arrondissement;*
- *à la possibilité de construire moins en hauteur et de prioriser l'utilisation de bâtiments existants vacants;*
- *à la récupération des matériaux issus de la démolition;*
- *aux organismes communautaires qui sont présentement hébergés dans l'immeuble existant, à toute relocalisation prévue, et à la possibilité de renouveler leurs baux jusqu'à la démolition du bâtiment.*

d) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant un plan d'ensemble détaillé des enseignes, l'occupation d'un toit-terrasse ainsi qu'un empiètement sur le domaine public pour le bâtiment situé au 84, rue Sainte-Catherine Ouest (Théâtre du Nouveau Monde) – pp 495 (1257199003).

Le président de l'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

e) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la modification de la résolution CA18 240046 afin de permettre l'agrandissement d'une bijouterie existante, située dans le bâtiment au 2020, rue de la Montagne, dans le bâtiment adjacent, situé aux 2060-2062, rue de la Montagne, ainsi que d'autoriser un plan d'ensemble détaillé des enseignes pour ceux-ci (Bijouterie Château d'Ivoire) – pp 496 (1257199004).

Le président de l'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Personne ne s'étant manifesté pour poser des questions à la suite de la présentation de ce projet, le président de l'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

f) Résolution, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la conversion d'une maison de chambres (résidence étudiante) en logements pour le bâtiment situé au 777, boulevard Robert-Bourassa – pp 497 (1257199005).

Le président de l'assemblée indique que madame Charlotte Horny, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Madame Horny présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux prix exorbitants demandés pour des chambres minuscules dans la résidence étudiante actuelle et à l'augmentation des loyers à la suite des rénovations;*
- *à la crainte que les étudiants qui demeurent en ce moment dans l'immeuble soient évincés à la suite des rénovations*
- *au fait que l'ajout de logements offerts à des loyers élevés ne constitue pas une solution à la crise du logement;*
- *à la possibilité d'ajouter, comme condition à la dérogation, une contribution financière à l'accès au logement social;*
- *à l'application du Règlement pour une métropole mixte, soit le Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), dans le cadre de ce projet;*
- *aux conditions de dérogation à l'article 141.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);*
- *aux tendances actuelles relatives à la location des logements étudiants, au fort roulement, au fait que les baux ont une durée très courte soit de 3 à 6 mois maximum, au nombre de chambres vides et donc à l'absence de risque d'éviction;*
- *à l'objectif du promoteur de réduire les loyers et de prévoir des locations de 12 mois, pour offrir une meilleure qualité de vie aux locataires;*
- *au fait que la construction de logements avec des cuisines permettra d'offrir une meilleure qualité de vie aux locataires ce qui favorisera des locations à plus long terme*
- *à l'absence d'une garantie que les loyers baisseront effectivement et à la possibilité pour l'arrondissement ou la Ville de contrôler ces loyers.*

g) Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01282), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), le Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), le Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), le Règlement sur les clôtures de l'arrondissement de Ville-Marie (CA24-225) et le Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., C. O-1) afin, notamment, d'assurer la concordance au Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal (24-017) (1257303003);

et

Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01282), notamment afin d'ajuster des dispositions visées indirectement par la concordance au Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal (24-017) (1257303005)

Le président de l'assemblée indique que monsieur Olivier Légaré, conseiller en aménagement, est disponible pour présenter le projet et répondre aux questions.

Monsieur Légaré présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- à l'importance de protéger le site patrimonial du Mont-Royal et à la préoccupation relative aux corridors de vues exceptionnelles ainsi qu'aux travaux assujettis au titre VIII du Règlement d'urbanisme au nord de la rue Sherbrooke;
- au fait que les dérogations potentielles qui pourraient être octroyées pour des immeubles situés dans des corridors de vues exceptionnelles sont assujetties à des normes quantitatifs plutôt que des critères qualitatifs;
- à la question de savoir si le règlement présente uniquement les corridors visuels déjà établis par le Plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville ou si l'Arrondissement a ajouté des corridors supplémentaires;
- aux différences entre les protections mises en place dans le projet actuel pour les immeubles situés dans le « mille carré doré » soient les corridors visuels exceptionnels par rapport aux protections offertes à ces immeubles depuis les années `80;
- à la question de savoir si les modifications apportées à la carte des séquences urbaines montrent des hauteurs plus importantes par rapport à ce qui existait avant;
- à la question de savoir les raisons pour lesquelles les protections prévues aux articles 48 et 49 ne sont plus applicables au nord de la rue Sherbrooke et à la possibilité de prévoir à nouveau ces protections;
- au fait que le règlement de concordance ait été rédigé dans les délais;
- à la présentation d'une demande de considérer modifier les règles de densité applicables au secteur dans lequel se trouve l'immeuble de la Baie d'Hudson afin de prévoir les mêmes densités que celles applicables sur le boulevard De Maisonneuve;
- au fait que ce projet permet de la prévisibilité et contribue au développement du centre-ville
- à une demande d'augmenter la densité permise dans le quadrilatère délimité par les rues Sherbrooke, St-Urbain, Ontario et le boulevard St-Laurent afin de permettre la revitalisation du secteur pour faire passer le coefficient d'occupation du sol (ci-après « C.O.S. ») de 6 à 9;
- à une demande d'augmenter la densité permise entre les rues Pierce et Ste-Catherine afin de faire passer le C.O.S. de 6 à 9 étant donné que ce secteur est affecté par des enjeux sociaux;
- à la discrétion que l'arrondissement pourrait se réserver dans le cadre de l'analyse des projets;
- à l'échéancier d'entrée en vigueur du règlement;
- à la modification des usages pour les projets de plein droit;
- à l'immeuble situé au coin de l'avenue Viger et de la rue Sanguinet dont la hauteur passe de 12.5 m à 16 m malgré le fait qu'il soit situé dans un secteur d'intensification élevée;
- à la confirmation d'une correction devant être apportée à l'article 136 dans le cadre de l'adoption du second projet de règlement cette correction visant notamment le secteur de la Gare Windsor;
- aux motifs pour lesquels les cartes sont présentées à titre indicatif seulement et non comme parties intégrantes du règlement;
- aux différences entre les hauteurs établies en fonction de cotes altimétriques et celles calculées depuis le niveau de la rue présentées de l'annexe C, à l'application d'une différence de 2 mètres pour mesurer les hauteurs et à la question de savoir quelles sont les dispositions du projet qui prévoient ces règles;
- à l'opinion que l'arrivée du PUM est une bonne nouvelle malgré le fait que le prix des loyers ait augmenté de beaucoup depuis les premières discussions visant sa mise en place et à la question de savoir quels pourraient être les moyens mis en place pour faciliter la construction d'immeubles;
- à la menace potentielle que ce projet représente pour les immeubles résidentiels situés dans le Vieux-Montréal et à la détérioration du milieu, alors que les valeurs foncières sont déjà en diminution dans ce secteur;

- au fait que le zonage serait trop permissif et ne permettrait pas de protéger la quiétude résidentielle dans les secteurs M.5, M.6, et M.7 dans le Vieux-Montréal;
- à une demande de réexamen de la question de la catégorisation des usages dans le cadre d'un Plan d'urbanisme et de mobilité de l'Arrondissement de Ville-Marie ou d'un plan d'action pour le Vieux-Montréal;
- à la demande de maintenir les limites et contraintes relatives à la contiguïté des usages commerciaux avec les usages résidentiels pour les immeubles situés dans les zones M.3 et M.5;
- à une demande de mettre en place un chantier pour assurer une plus grande protection du stock de bâtiments dans la partie historique du Vieux-Montréal et plus particulièrement des logements;
- au fait que dans la zone tampon de 100 mètres autour du site patrimonial du Vieux-Montréal dans laquelle s'applique le critère de transition harmonieuse et le traitement des vues par des repères emblématiques et dynamiques n'apporte pas une grande valeur ajoutée;
- à la question de savoir si l'Arrondissement compte adopter son propre Plan local d'urbanisme et de mobilité;
- à la question de savoir quelles sont les dispositions du projet de règlement qui permettent de favoriser la réutilisation des matériaux à la suite des démolitions.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Les dossiers à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Robert Beaudry, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 23 h 27.



2025-09-25

M^e Anne-Marie Lemieux
Secrétaire d'assemblée

date



2025-09-26

M. Robert Beaudry
Président d'assemblée

date

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 septembre 2025

Résolution: CA25 240391

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1^{er} projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour l'immeuble situé sur les lots 2 537 817, 2 746 057, 2 888 905 et 2 888 906, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment aux articles 9 et 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale en mètres et en étages ;
 - b) construire un bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans 4 à 6, 9, 11 à 18, 21 à 31, 35 à 38 réalisés par BLTA et estampillés par l'arrondissement le 25 août 2025;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) la volumétrie, l'implantation hors sol, l'alignement sur rue, les retraits d'alignements et l'emplacement de l'accès véhiculaire doivent être substantiellement conformes aux pages 21 à 31 et 35 à 38 des plans mentionnés précédemment ;
 - b) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, en plus des documents requis par la réglementation, une étude d'impacts éoliens conformément à l'article 40 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ;
 - c) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, un plan de gestion des matières résiduelles incluant, la génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée pour les trois types de collectes, le système de gestion des matières résiduelles utilisées pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble, une description de l'entreposage intérieur et extérieur et la localisation et la taille du point de collecte ;
 - d) soumettre la demande de permis de construction relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :

- i) le respect de l'apparence du bâtiment principal illustré aux pages 4 à 6, 9 et 11 à 18 des plans mentionnés au paragraphe b) de l'article 1 de la présente autorisation doit être favorisé ;
 - ii) un langage contemporain doit être favorisé pour les ornements architecturaux ;
 - iii) sur la rue Saint-Christophe, favoriser une expression du volume de 5 étages attenant à la tour qui mette en valeur la continuité du front bâti de faible hauteur ;
 - iv) l'aménagement des espaces libres de la portion sud du site doit favoriser la perméabilité des déplacements piétons entre les parties est et ouest du site ;
 - v) l'accessibilité universelle doit être assurée dans l'aménagement au sol de la servitude de passage et d'utilité publique, tant par une topographie présentant une pente douce que par le revêtement au sol et l'absence d'obstacles ;
 - vi) l'interface entre le parc public sous le viaduc Notre-Dame et le bâtiment doit être ouverte et minimiser la visibilité des déchets lors de leur entreposage ;
- 3) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de construction visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.19
pp 498
1257303006

Anne-Marie LEMIEUX

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 septembre 2025



Dossier # : 1257303006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder pour l'immeuble situé sur les lots 2 537 817, 2 746 057, 2 888 905 et 2 888 906, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

- a) déroger notamment aux articles 9 et 10 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale en mètres et en étages ;
- b) construire un bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans 4 à 6, 9, 11 à 18, 21 à 31, 35 à 38 réalisés par BLTA et estampillés par l'arrondissement le 25 août 2025.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- a) la volumétrie, l'implantation hors sol, l'alignement sur rue, les retraits d'alignements et l'emplacement de l'accès véhiculaire doivent être substantiellement conformes aux pages 21 à 31 et 35 à 38 des plans mentionnés précédemment ;
- b) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, en plus des documents requis par la réglementation, une étude d'impacts éoliens conformément à l'article 40 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ;
- c) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, un plan de gestion des matières résiduelles incluant, la génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée pour les trois types de collectes, le système de gestion des matières résiduelles utilisées pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble, une description de l'entreposage intérieur et extérieur et la localisation et la taille du point de collecte ;
- d) soumettre la demande de permis de construction relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :
 - i) le respect de l'apparence du bâtiment principal illustré aux pages 4 à 6, 9 et 11 à 18 des plans mentionnés au paragraphe b) de l'article 1 de la présente autorisation doit être favorisé ;

- ii) un langage contemporain doit être favorisé pour les ornements architecturaux ;
 - iii) sur la rue Saint-Christophe, favoriser une expression du volume de 5 étages attenant à la tour qui mette en valeur la continuité du front bâti de faible hauteur;
 - iv) l'aménagement des espaces libres de la portion sud du site doit favoriser la perméabilité des déplacements piétons entre les parties est et ouest du site ;
 - v) l'accessibilité universelle doit être assurée dans l'aménagement au sol de la servitude de passage et d'utilité publique, tant par une topographie présentant une pente douce que par le revêtement au sol et l'absence d'obstacles ;
 - vi) l'interface entre le parc public sous le viaduc Notre-Dame et le bâtiment doit être ouverte et minimiser la visibilité des déchets lors de leur entreposage.
- 3) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de construction visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2025-08-29 13:50

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1257303006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de permettre la construction d'un bâtiment situé au 810, rue Saint-Antoine Est qui comporte un volume d'une hauteur de 70 m (20 étages), soit une hauteur supérieure à la hauteur maximale prescrite par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282). Un tel projet peut être autorisé conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 240275 — Accorder une dérogation mineure relativement à un bâtiment dont la hauteur en étage est supérieure à la hauteur maximale prescrite (GDD #1257303002)

DESCRIPTION

Site

La demande concerne un site localisé immédiatement à l'est de la gare Viger. Il constitue un îlot complet et est bordé des rues Saint-Antoine, Saint-Hubert, Saint-Christophe et le viaduc Notre-Dame. Il s'agit d'un site occupé par des infrastructures ferroviaires depuis le début 20^e siècle et sur lequel un bâtiment non résidentiel de 2 étages a été construit en 1973. À cette époque, le site faisait partie intégrante de l'îlot de la gare Viger. La rue Saint-Hubert a, par la suite, été prolongée et sépare maintenant l'îlot en deux sections distinctes.

Aujourd'hui, le site est occupé, en son centre, par un bâtiment de style brutaliste alors que le reste de la surface est non construite. Ainsi, cet îlot, aujourd'hui morcelé, est compris entre, à l'est de la rue Saint-Christophe, les constructions résidentielles de 3 étages du projet Faubourg Québec et, à l'ouest, la gare Viger dont la hauteur atteint 65 m. La topographie du site présente un dénivelé positif d'environ 1,5 m en direction sud.

Projet

La demande à l'étude vise à permettre la construction d'un bâtiment résidentiel présentant une implantation périmétrique, à l'exception d'une interruption sur la rue Saint-Christophe,

dont les hauteurs varient de 5 à 20 étages (70 m). La programmation préliminaire du projet prévoit 653 logements, dont 64 unités comportent 3 chambres (10 %). Deux étages souterrains relient ces volumes et comprennent 196 places de stationnement, ainsi que 230 emplacements pour vélos. Le toit de ces constructions souterraines est aménagé en une cour privée.

L'implantation périmétrique du bâtiment présente une interruption au niveau de la rue Saint-Christophe et un recul par rapport à la rue Saint-Antoine, avec laquelle la façade n'est pas parallèle. Ainsi, le bâtiment occupe 65 % du lot, dans un secteur où le maximum est de 85 %, et présente un coefficient d'occupation du sol (COS) de 6.

C'est du côté de la rue Saint-Hubert que se situe la dérogation à la hauteur, qui constitue la deuxième phase de ce projet qui a déjà fait l'objet d'une dérogation mineure et d'un avis favorable du comité consultatif d'urbanisme. En effet, cette nouvelle partie de bâtiment présente un volume de 3 étages supplémentaires, pour un total de 9 étages (27 m), et un volume de 14 étages supplémentaires, pour un total de 20 étages (70 m). Ce dernier volume longe également le viaduc Notre-Dame. C'est dans ce dernier volume que se trouve, du côté de la rue Saint-Hubert, l'entrée principale ainsi que l'accès au stationnement intérieur souterrain. Pour le reste, le projet présente une hauteur de 5 étages (15 m) sur la rue Saint-Christophe et une hauteur de 8 étages (21 m) à l'extrémité sud, soit face à la rue Saint-Antoine.

Une entrée secondaire, accessible par un escalier, est aménagée du côté de la rue Saint-Antoine, dont le parvis est aménagé en espace de détente surélevé. Du côté de la rue Saint-Christophe, chaque unité résidentielle située au rez-de-chaussée comporte son accès individuel, lorsque la topographie le permet. Un espace non construit donne accès à la cour, qui est fermée par une clôture en aluminium de couleur anthracite.

La façade du côté du viaduc Notre-Dame au sud, au rez-de-chaussée, présente le moins d'ouvertures, puisque c'est à cet endroit que sont concentrés les espaces techniques (chambre annexe, accès au stationnement, quai de chargement et entreposage des déchets). Notons également que les trois premiers niveaux de cette façade sont en recul, sur une hauteur d'environ 6 m, en raison d'une servitude d'utilité publique en faveur de la Ville. Toutefois, les étages supérieurs au tablier du viaduc de la rue Notre-Dame, soit les niveaux 4 à 20, sont plus fenestrés puisqu'ils sont occupés par des logements.

Cadre réglementaire

- La hauteur maximale prescrite sur ce site est de 6 étages et 23 m.
- Les dérogations à la hauteur maximale en mètres et en étages peuvent être autorisées en vertu d'une résolution adoptée conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).
- Ces dérogations sont des dispositions susceptibles d'approbation référendaire.
- Cette résolution n'est pas visée par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, la proposition est recevable. D'abord, par rapport aux paramètres du plan d'urbanisme sont respectés puisque la hauteur maximale est conforme :

- le bâtiment présente une hauteur inférieure à 204 m par rapport au niveau de la mer, soit le sommet le moins élevé du mont Royal ;

- le bâtiment présente une hauteur similaire au bâtiment voisin situé dans le Vieux-Montréal, soit, plus précisément, l'agrandissement de la gare Viger d'une hauteur de 65m.

L'emplacement du volume proposé est également conforme aux critères du PUM applicables, puisque la portion sud-ouest du site permet de maintenir le dégagement des perspectives vers le Vieux-Montréal. De plus, la concentration des hauteurs dans cette portion du site favorise une faible implantation, qui permet un plus grand verdissement et la conservation d'arbres existants, sans empêcher l'atteinte de la densité maximale prescrite pour ce site. Enfin, ce choix d'emplacement pour le volume le plus élevé permet d'atténuer l'impact sur l'ensoleillement du secteur à l'est, où sont situés les bâtiments de faible hauteur du secteur.

Considérations

- La proposition répond adéquatement à l'ensemble des objectifs et critères d'évaluation applicables du Règlement d'urbanisme (01-282) et respecte les conditions du Plan d'urbanisme et de mobilité.
- Malgré les dérogations, le projet respecte la densité maximale et présente une implantation inférieure au maximum prescrit qui permet le verdissement des cours et la conservation des arbres de la rue Saint-Antoine.
- Le projet permet de retisser le tissu urbain et la répartition des volumes proposée permet une bonne transition des quartiers de faibles densités vers le bâtiment voisin d'une hauteur similaire.
- Le projet respecte les critères d'ensoleillement du règlement d'urbanisme et l'emplacement du volume en surhauteur permet de diminuer l'impact d'une construction en hauteur sur le secteur de faible densité voisin.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis annonçant une assemblée publique sur le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le conseil d'arrondissement du 9 septembre 2025 d'un premier projet de résolution de projet particulier.

- Assemblée publique de consultation du 24 septembre 2025.
- Adoption par le conseil d'arrondissement du 30 septembre 2025 d'un deuxième projet de

résolution de projet particulier.

- Publication d'un avis annonçant la période prévue pour les demandes d'ouverture de registre d'approbation référendaire.
- Adoption par le conseil d'arrondissement du 9 décembre 2025 de la résolution de projet particulier.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

Le : 2025-08-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2025-08-27

Dossier # : 1257303006

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment
comportant un volume dont la hauteur est supérieure à la
hauteur maximale en mètres et en étages pour le bâtiment situé
au 810, rue Saint-Antoine Est, conformément au Règlement sur
les projets particuliers de construction, de modification ou
d'occupation d'un immeuble



1257303006_PPCMOI_PlansEstampilles.pdf



CCU_PV_2025-08-14_1257303006.pdf



Mtl2030_1257303006.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ





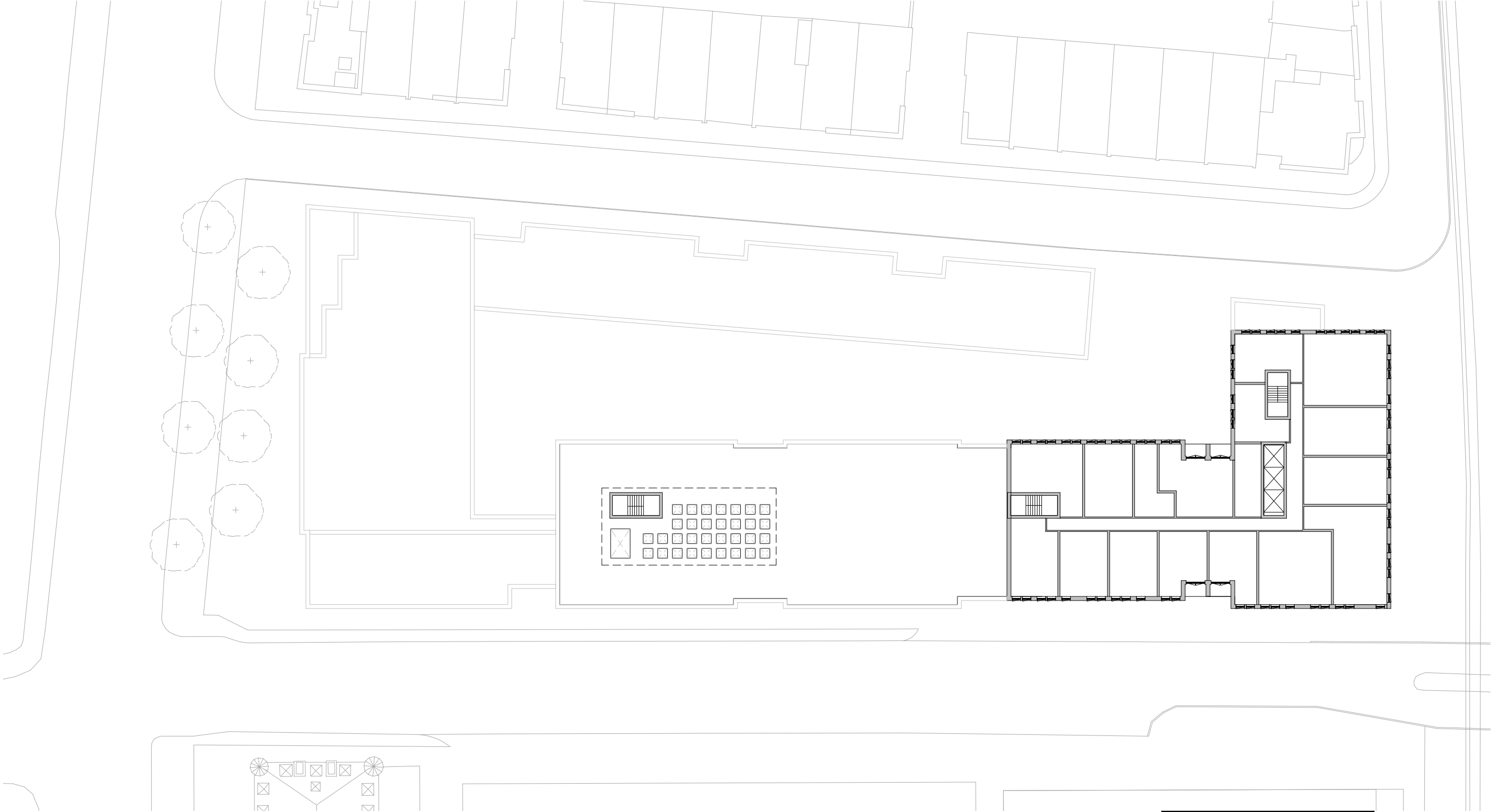












VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

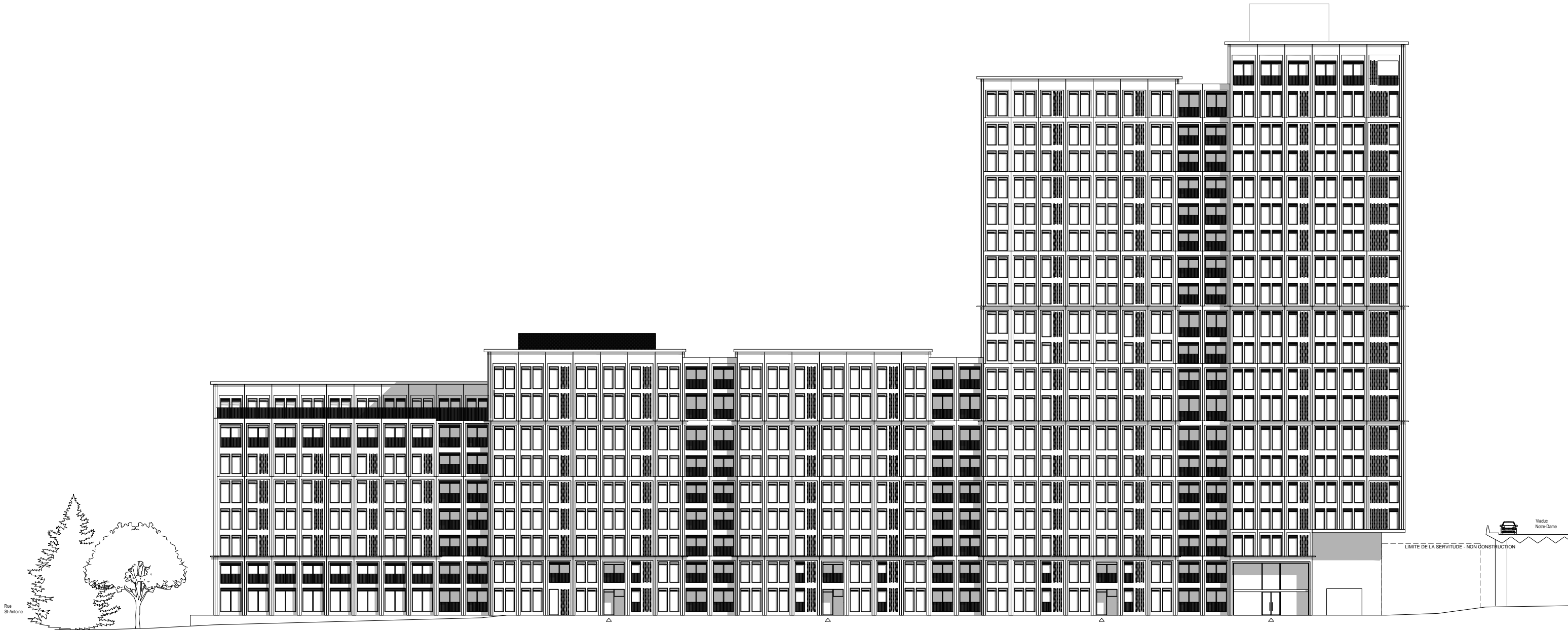
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



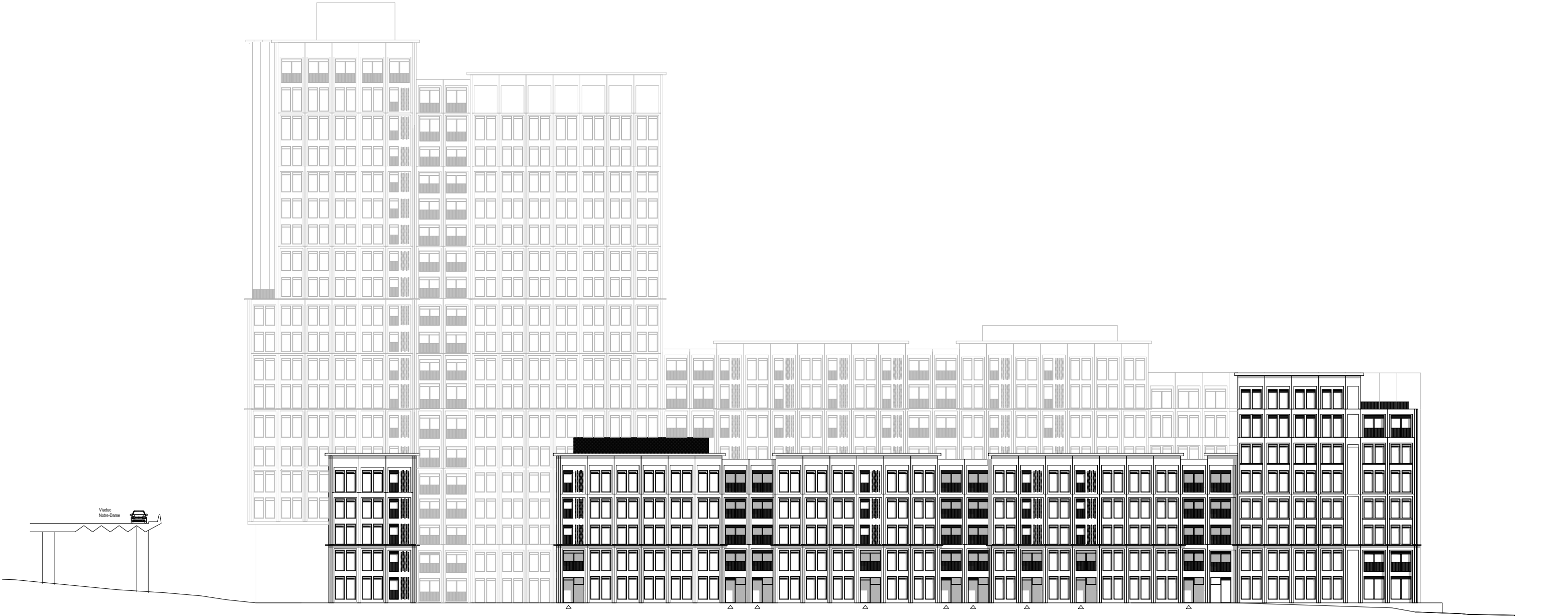








ÉLÉVATION - RUE ST-HUBERT

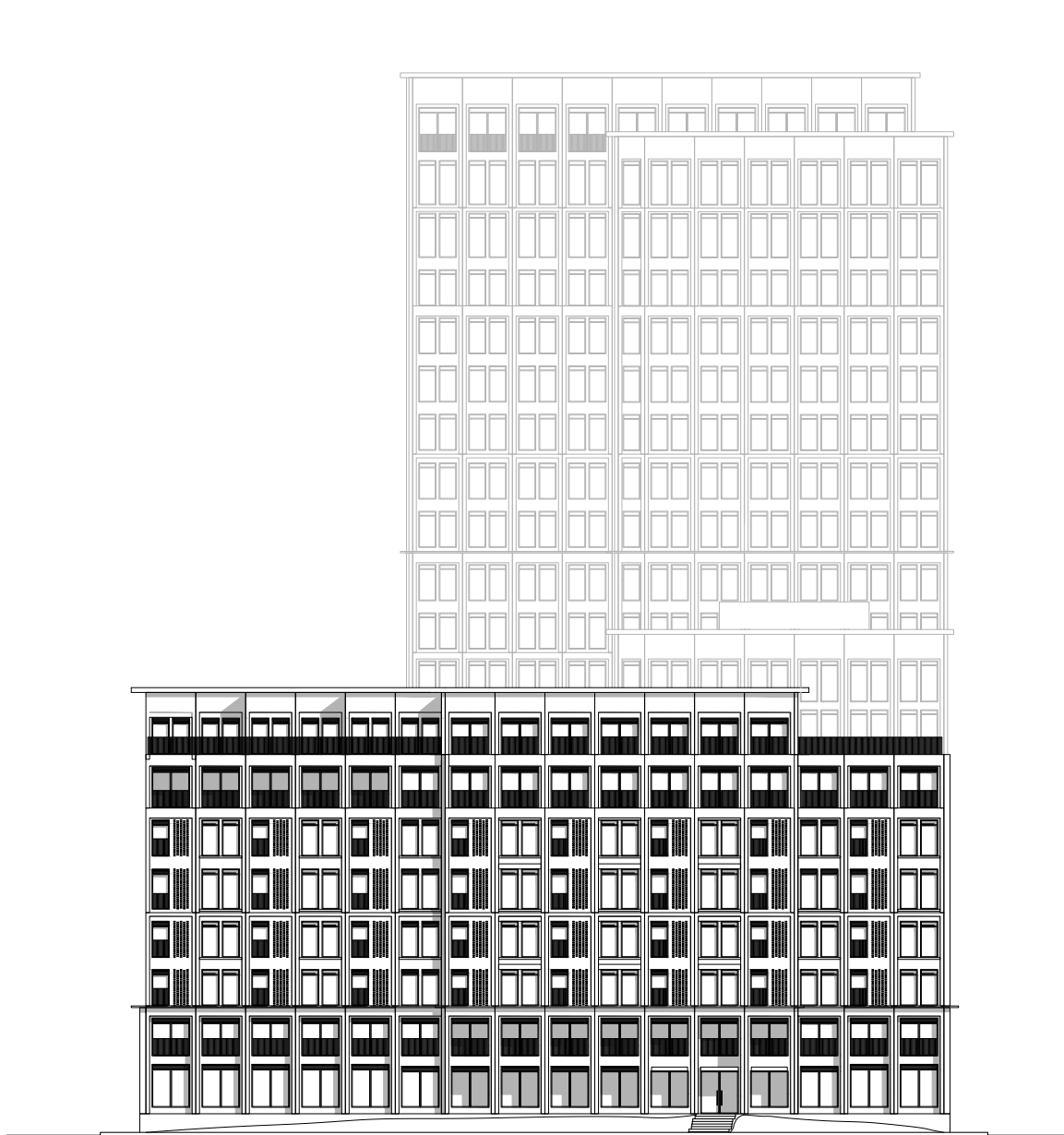


ÉLÉVATION - RUE ST-CHRISTOPHE

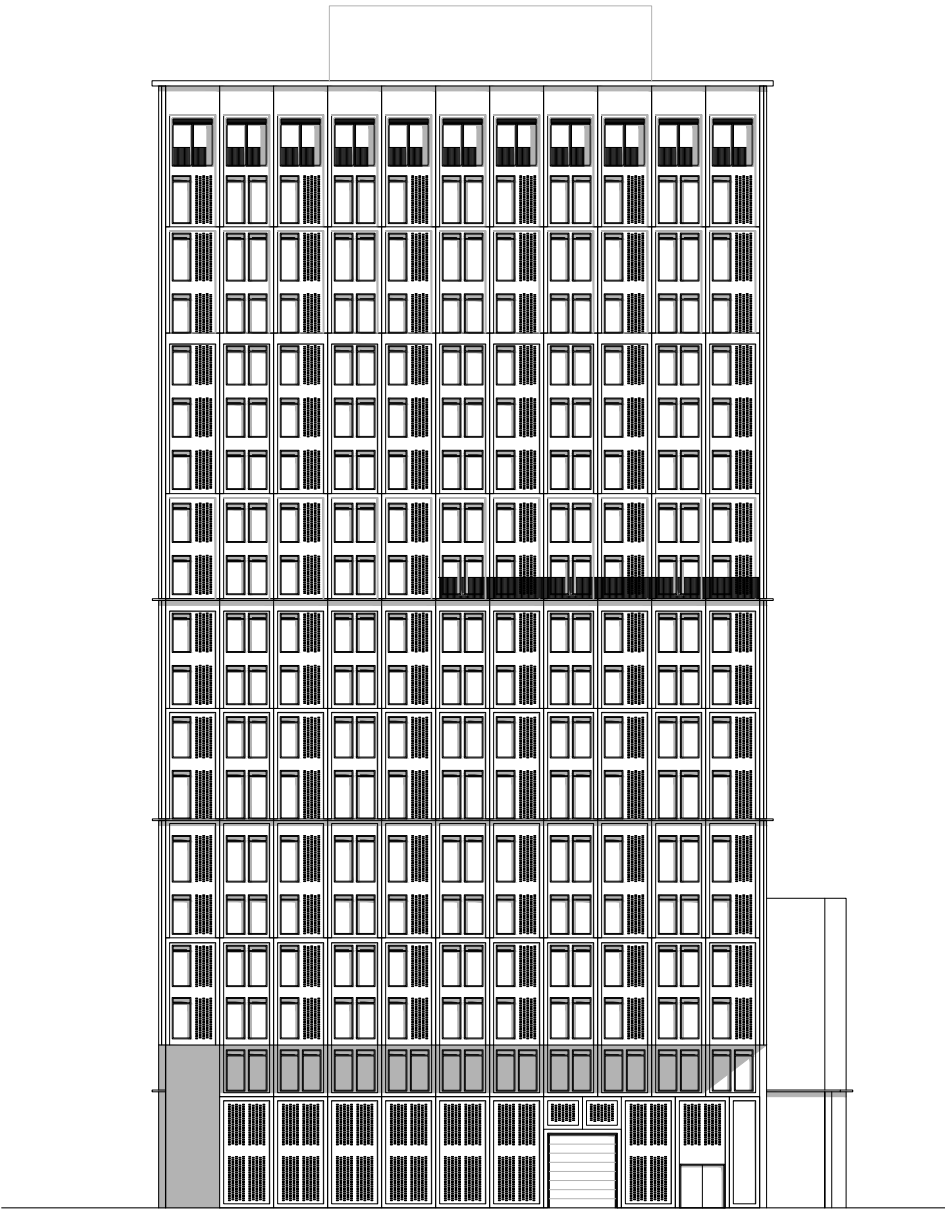
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 août 2025

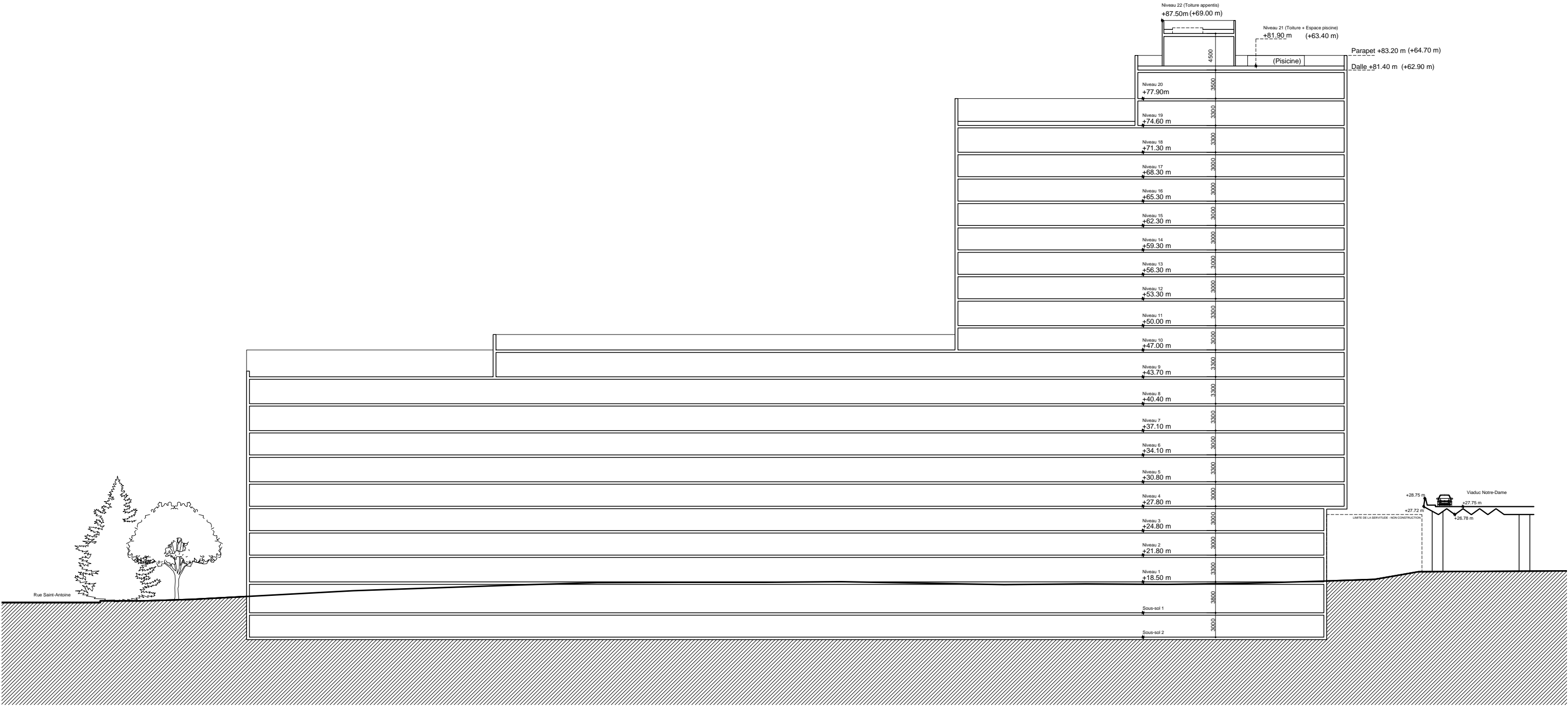
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



ÉLÉVATION - RUE ST-ANTOINE E.



ÉLÉVATION - RUE NOTRE-DAME



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

14 août 2025

3003556386

4.2.7

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	810, rue Saint-Antoine Est
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	<p>La demande concerne un site localisé immédiatement à l'est de la gare Viger. Il constitue un îlot complet et est bordé des rues Saint-Antoine, Saint-Hubert, Saint-Christophe et du Glacis. Il s'agit d'un site occupé par des infrastructures ferroviaires depuis le début 20e siècle et faisait partie intégrante de l'îlot de la gare Viger. La rue Saint-Hubert a, par la suite, été prolongée et sépare maintenant l'îlot en deux sections distinctes. Ainsi, l'îlot est désormais compris entre, à l'est de la rue Saint-Christophe, les constructions résidentielles de 3 étages du projet Faubourg Québec et, à l'ouest de la rue Saint-Hubert, la gare Viger dont la hauteur atteint 65 m. La topographie du site présente un dénivelé positif d'environ 1,5 m en direction sud.</p> <p>La demande à l'étude vise à permettre la construction d'un bâtiment résidentiel présentant une implantation périmétrique, à l'exception d'une interruption sur la rue Saint-Christophe, et dont les hauteurs varient de 5 à 18 étages (58 m). Il s'agit de la seconde version d'un bâtiment présenté précédemment au comité. Cette nouvelle proposition présente une hauteur totale de 32 m (10 étages) de plus que la version précédente.</p> <p>La programmation préliminaire du projet prévoit 653 logements, dont 64 unités comportent 3 chambres (10 %). Deux étages souterrains relient ces volumes et comprennent 196 places de stationnement, ainsi que 230 emplacements pour vélos. Le toit de ces constructions souterraines est aménagé en une cour privée.</p> <p>L'implantation périmétrique du bâtiment présente toujours un recul par rapport à la rue Saint-Antoine, avec laquelle la façade n'est pas parallèle. Ainsi, le bâtiment occupe 65 % du lot, dans un secteur où le maximum est de 85 %, et présente un coefficient d'occupation du sol (COS) de 6.</p>

	<p>C'est du côté de la rue Saint-Hubert que se situe la principale modification. En effet, cette partie de bâtiment, dont la hauteur était auparavant de 8 étages, possède désormais une hauteur variant entre 8 étages au nord, 11 étages au centre et 18 étages au sud. L'entrée principale est toujours sur la rue Saint-Hubert, toutefois, celle-ci comporte une hauteur de deux étages, en réponse à une demande du comité.</p> <p>Également, en réponse à une demande du comité en faveur du fractionnement de la façade pour diminuer l'aspect d'horizontalité, cette façade présente quatre reculs de 1 à 3 m. Ces reculs viennent également marquer les trois principaux volumes et le volume de 18 étages d'une superficie plancher de 1 123 m².</p> <p>Une entrée secondaire, accessible par un escalier, est aménagée du côté de la rue Saint-Antoine, dont le parvis est aménagé en espace de détente surélevé. Ainsi, cette façade possède les mêmes caractéristiques, à l'exception de nouveaux reculs de façade aux extrémités, de nouvelles corniches aux deuxième et huitième niveaux et d'une modification de la configuration de l'escalier, dont la pente est augmentée. Enfin, la piscine proposée sur le toit du septième étage à l'angle des rues Saint-Antoine et Saint-Hubert est retirée pour être déplacée sur le toit du 18^e étage.</p> <p>Le traitement de la rue Saint-Christophe est sensiblement le même avec un volume de moindre hauteur de 5 étages, dont chaque unité résidentielle située au rez-de-chaussée comporte son accès individuel, lorsque la topographie le permet. Un espace non construit donne toujours accès à la cour, qui est fermée par une clôture en aluminium de couleur anthracite. Toutefois, l'extrémité sud l'implantation proposée est légèrement en recul puisque c'est à cet emplacement qu'est situé un nouveau volume de 18 étages.</p> <p>La façade de la rue du Glacis (sud), au rez-de-chaussée, présente le moins d'ouvertures puisque c'est à cet endroit que sont concentrés les espaces techniques (chambre annexe, accès au stationnement, quai de chargement et entreposage des déchets). Notons également que les trois premiers niveaux de cette façade sont en recul sur une hauteur d'environ 6 m, en raison d'une servitude d'utilité publique en faveur de la Ville. Toutefois, les étages supérieurs au tablier du viaduc de la rue Notre-Dame, soit les niveaux 4 à 18, sont plus fenestrés puisqu'ils sont occupés par des logements.</p> <p>Au niveau de la matérialité, l'ensemble des façades du bâtiment est recouvert de brique d'argile de couleurs allant du beige à l'orangé et au gris. Les garde-corps et Juliettes sont en aluminium de couleur anthracite et sont composés de barrotins droits sans ornementation. Les portes et fenêtres sont en métal et de couleur anthracite pour s'harmoniser aux ferronneries. En toiture, les équipements</p>
--	---

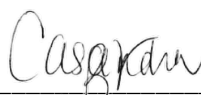
	mécaniques sont toujours ceinturés d'écrans visuels en métal déployé. L'implantation demeurant la même, la stratégie de plantation qui sera fournie à la demande de permis pourra être sensiblement la même avec une adaptation par rapport à l'ensoleillement si requis.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 8 mai 2025, le CCU a émis un avis favorable avec conditions relatif à une demande de dérogation mineure et de révision de projet.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement à l'ensemble des objectifs et critères d'évaluation applicables du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et respecte les conditions du <i>Plan d'urbanisme et de mobilité</i> .
Considérant que :	Malgré les dérogations, le projet respecte la densité maximale et présente une implantation inférieure au maximum prescrit.
Considérant que :	Malgré les dérogations, le projet respecte les critères d'ensoleillement du règlement d'urbanisme et que l'emplacement du volume de grande hauteur permet de diminuer l'impact sur le secteur de faible hauteur.
Considérant que :	Le projet respecte l'ensemble des conditions applicables du comité.
Considérant qu' :	Une étude d'impact éolien doit être déposée.
Considérant que :	Le projet doit éviter le mimétisme d'une architecture de l'architecture traditionnelle.
Considérant que :	La proposition doit éviter de créer un effet de nef sur la rue Saint-Hubert
Considérant que :	L'impact sur l'ensoleillement doit surtout être tempéré du côté de la rue Saint-Christophe.
Considérant que :	L'agrandissement de la gare Viger voisine atteint une hauteur de 65 m.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concentrer la densité du projet au sud-ouest de l'îlot tout en favorisant un ensoleillement maximal et en évitant les ruptures d'échelle. • Déposer une étude d'impacts éoliens démontrant que le projet respecte les critères du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et prévoir les mesures d'atténuation, si requises. • Déposer un plan de gestion des matières résiduelles. 	

- Déposer une étude de circulation démontrant le faible impact du projet et arrimer avec le plan de gestion des matières résiduelles.
- Marquer davantage la transition entre les étages inférieurs et les étages supérieurs au septième niveau.
- Prévoir un plus grand recul des garde-corps.
- Soumettre une élévation permettant de visualiser les cours intérieures.
- Favoriser les ornements architecturaux au langage contemporain.
- Exploiter la présence des entrées individuelles pour intégrer un aménagement paysager contribuant à fractionner la linéarité de la façade.

Par ailleurs, les membres suggèrent au demandeur de s'assurer de présenter des rendus réalistes du verdissement du site.



Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1257303005

Unité administrative responsable : DAUM

Projet :



Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 1- Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 5- Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles 20- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? 1- Ce projet permettra de densifier un site à proximité de plusieurs stations de métro et de services de proximité.. 14- L'autorisation est accompagnée d'une obligation de fournir un plan de gestion des matières résiduelles. 20- L'occupation du site face au square Viger permettra d'animer un secteur marqué par la construction de l'autoroute Ville-Marie et de rendre plus sécuritaire un parcours en direction du Vieux-Montréal.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1266645003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la division de 17 logements, lorsque vacants, pour le bâtiment situé au 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder pour le bâtiment situé au 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

a) déroger à l'article 141.2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'interdiction de diviser un logement ;

b) occuper et transformer les logements 616/617, 701/702, 801/802, 1003/1004, 1005/1006, 1505/1506, 1714, 1814, 1903/1905, 1914, 2014, 2114, 2205/2206, 2209/2210, 2214, 2305/2306, 2314 tels que proposés aux pages 4 à 14 des plans réalisés par Akelius Montréal Ltd et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 7 janvier 2026;

2) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

a) L'aménagement et l'occupation des logements doivent être substantiellement conformes aux pages 4 à 14 des plans susmentionnés.

b) Toute demande de permis de transformation visant la division d'un logement doit être accompagnée d'une preuve attestant que l'unité visée par les travaux est vacante.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 10:23

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1266645003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la division de 17 logements, lorsque vacants, pour le bâtiment situé au 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser la division de 17 logements au sein du bâtiment situé au 3555, chemin de la Côte-des-Neiges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 240372 – 10 septembre 2024 - Adopter une résolution autorisant la division d'un logement pour le bâtiment situé au 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, conformément au Règlement sur les projets particuliers (1247400004).

CA24 240040 – 13 février 2024 — Adopter une résolution autorisant la division de trois logements pour le bâtiment situé au 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, conformément au Règlement sur les projets particuliers (1234272002).

DESCRIPTION

Le site :

La demande concerne un bâtiment érigé en 1965, d'une hauteur de 62 mètres (24 étages), qui abrite 21 locaux commerciaux ainsi que 311 logements. Il est implanté dans un secteur de catégorie d'usages M.3, où sont notamment permis les immeubles résidentiels comportant un nombre illimité de logements.

Au fil des années, des modifications ponctuelles ont été apportées à plusieurs unités afin de répondre aux besoins des occupants. Certaines unités ont été réunies pour former de grands logements d'environ deux cents mètres carrés, dont plusieurs conservent deux portes d'entrée et deux numéros d'unité, témoignant de leur configuration d'origine.

Le projet :

La demande vise à autoriser, dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), la division de 17 logements de grande superficie répartis à différents étages de l'immeuble. Le projet permettrait d'ajouter 17 logements supplémentaires, dont 14 d'au moins trois chambres, contribuant ainsi de manière notable à l'augmentation de l'offre de logements familiaux.

Les unités de trois chambres (sauf l'unité 616/617), ainsi que certaines unités de deux chambres, seraient reconfigurées en un logement d'au moins trois chambres et un second logement d'au moins une chambre. Les autres unités de deux chambres seraient divisées en deux logements d'au moins une chambre chacun.

Depuis novembre 2020, la division de logements est interdite en vertu du Règlement d'urbanisme 01-282, ce qui empêche le propriétaire de séparer les grandes unités existantes. Confronté à des difficultés de mise en location pour ces grands logements, le propriétaire souhaite procéder à leur division au fur et à mesure des départs des occupants.

Le propriétaire, Akelius, précise que les travaux de division seront réalisés uniquement lorsque les logements seront vacants et qu'aucune éviction ne sera effectuée pour permettre la réalisation des travaux. Il exprime son intention de maintenir les baux des locataires en place, de fournir la preuve du départ du locataire lors des demandes de permis et de respecter l'ensemble des normes applicables en matière de logement et de protection des locataires.

Deux autorisations par projet particulier, soit CA24 240040 et CA24 240372, ont d'ailleurs été accordées en 2024 pour permettre la division de certaines unités vacantes. L'objectif de la présente demande est d'étendre cette autorisation à l'ensemble des unités susceptibles d'être divisées dans le futur afin d'assurer une occupation optimale et adaptée à la demande locative.

Le propriétaire a fourni des plans localisant et illustrant l'aménagement des unités existantes, ainsi que des plans schématiques présentant l'emplacement des unités projetées, leurs superficies approximatives et le nombre minimal de chambres qu'elles devront comporter. L'aménagement précis de chacune des unités n'est pas détaillé, afin d'offrir une flexibilité permettant d'adapter les configurations aux besoins des futurs occupants. Le tableau ci-dessous présente la typologie et la superficie des logements existants ainsi que ceux projetés à la suite des travaux de division :

N° d'unité (actuel)	Nombre chambres (actuel)	Superficie plancher (actuel)	N° d'unité (projeté)	Nombre chambre (projeté)	Superficie plancher (projeté)
616/617	3	138 m ²	616	1 ou plus	±69 m ²
			617	1 ou plus	±69 m ²
701/702	2	173 m ²	701	1 ou plus	±83 m ²
			702	1 ou plus	±83 m ²
801/802	2	173 m ²	801	1 ou plus	±83 m ²
			802	1 ou plus	±83 m ²
1003/1004	2	138 m ²	1003	1 ou plus	±69 m ²
			1004	1 ou plus	±69 m ²
1005/1006	3	198 m ²	1005	1 ou plus	±69 m ²
			1006	3 ou plus	±119 m ²
1505/1506	2	198 m ²	1505	1 ou plus	±69 m ²
			1506	3 ou plus	±119 m ²
1714	2	196m ²	1714	3 ou plus	±114 m ²
			1715	1 ou plus	±73m ²
1814	2	196 m ²	1814	3 ou plus	±114 m ²
			1815	1 ou plus	±73 m ²

1903/1905	2	231 m2	1903	3 ou plus	±110 m2
			1905	3 ou plus	±118 m2
1914	3	196 m2	1914	3 ou plus	±114 m2
			1915	1 ou plus	±73 m2
2014	3	196 m2	2014	3 ou plus	±114 m2
			2015	1 ou plus	±73 m2
2114	3	196 m2	2114	3 ou plus	±114 m2
			2115	1 ou plus	±73 m2
2205/2206	3	231 m2	2205	1 ou plus	±101m2
			2206	3 ou plus	±115 m2
2209/2210	2	212 m2	2209	1 ou plus	±106 m2
			2210	3 ou plus	±106 m2
2214	3	227 m2	2214	3 ou plus	±132 m2
			2215	1 ou plus	±93 m2
2305/2306	3	231 m2	2305	1 ou plus	±101 m2
			2306	3 ou plus	± 115 m2
2314	3	227 m2	2314	3 ou plus	±132 m2
			2315	1 ou plus	± 93 m2

Le cadre réglementaire :

Le projet déroge à l'article 141.2 du Règlement d'urbanisme (01-282) qui interdit la division ou la subdivision de logements.

Une dérogation à cette disposition peut être autorisée dans le cadre d'un projet particulier de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), conformément au règlement CA-24-011, lorsque le projet présente une plus-value significative, notamment par sa contribution aux objectifs du PUM et des politiques municipales.

JUSTIFICATION

Le projet satisfait aux critères d'évaluation applicables à une demande de PPCMOI et s'inscrit dans les objectifs du Plan d'urbanisme, qui favorise un développement résidentiel soutenu et diversifié. La réduction des superficies contribue à offrir des logements plus abordables, ce qui représente une valeur ajoutée en répondant aux besoins actuels liés à la crise du logement, tout en maintenant le nombre de logements familiaux.

L'autorisation globale pour l'ensemble des unités susceptibles d'être divisées, plutôt qu'au cas par cas, permettra de réduire les délais d'émission des permis et d'accélérer la mise en marché des logements.

Enfin, bien que le bâtiment visé ne corresponde pas à la typologie des plex, rappelons que le Règlement d'urbanisme prévoit une exception permettant la division d'un logement pour lui rendre sa configuration d'origine. La proposition respecte l'esprit de cette disposition réglementaire pour la majorité des unités, qui constituaient à l'origine deux logements distincts.

Considérations de la direction :

- Le projet répond adéquatement aux objectifs et aux critères prévus au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) ;

- Le projet permet de maintenir le nombre de logements familiaux existants ;
- La division des très grandes unités d'habitation contribue à offrir un plus grand nombre de logements sur le marché, favorisant une meilleure accessibilité résidentielle ;
- Le secteur dans lequel est situé le bâtiment est propice à une augmentation de la densité résidentielle ;
- Le propriétaire s'est engagé à ne procéder à aucune éviction en vue de réaliser la division des logements et une preuve démontrant que l'unité est vacante sera exigée pour l'obtention du permis de transformation requis.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 22 janvier 2026, les membres ont émis un avis favorable avec condition.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la tenue d'une assemblée publique de consultation sur le projet..

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées :

- 10 février 2026 : Adoption d'un projet de résolution par le conseil d'arrondissement.
- 25 février 2026: Tenue d'une assemblée publique de consultation.
- 10 mars 2026: Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement.

(N'est pas une disposition susceptible d'approbation référendaire, en vertu de l'article 145.38 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél :

438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2026-01-30

Dossier # : 1266645003

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant la division de 17 logements,
lorsque vacants, pour le bâtiment situé au 3555, chemin de la
Côte-des-Neiges, conformément au Règlement sur les projets
particuliers de construction, modification ou d'occupation d'un
immeuble



Plans_estampes.pdf



Déclaration_log_vacant_U2205.pdf



Lettre_engagement.pdf



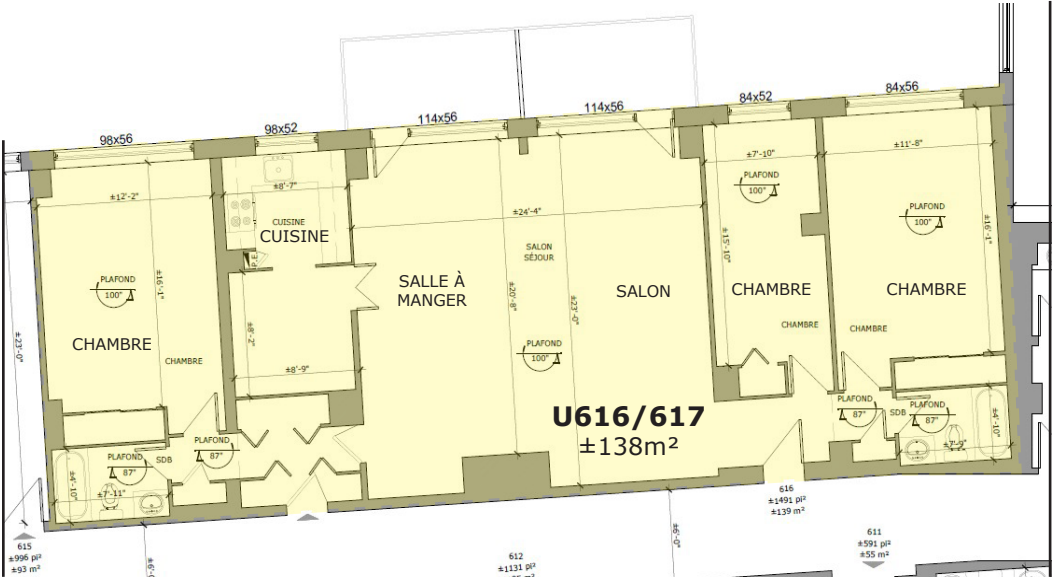
Grille_Mtl_2030_1266645003.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

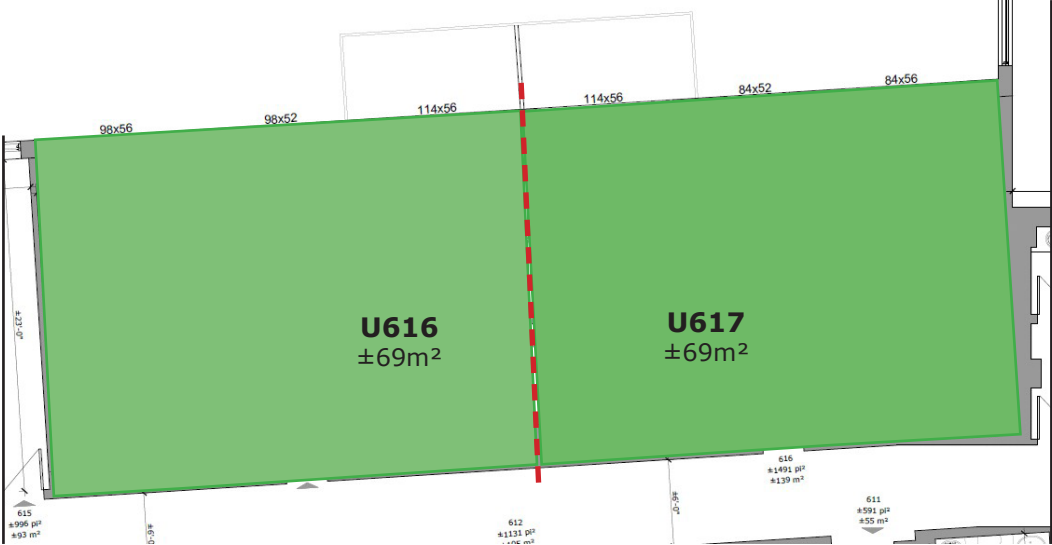
Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646

Télécop. :



Plan existant du logement 616



Plan proposé pour la division du logement 616

Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

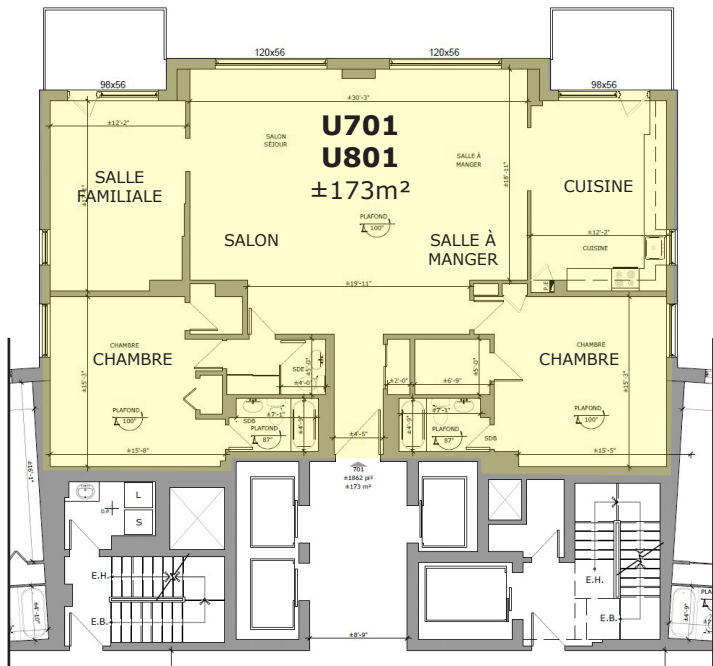


Plan clé du 6e étage

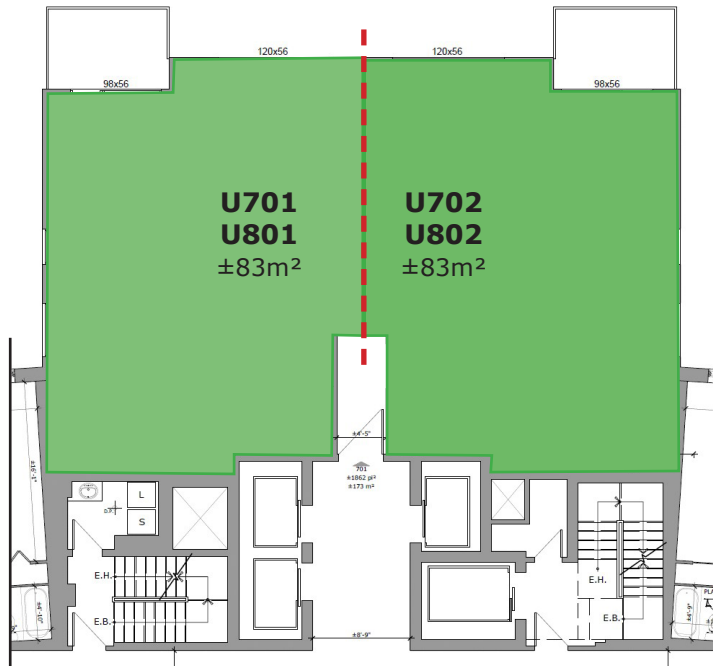
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Plan existant des logements 701 et 801



Plan proposé pour la division des logements 701 et 801

Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

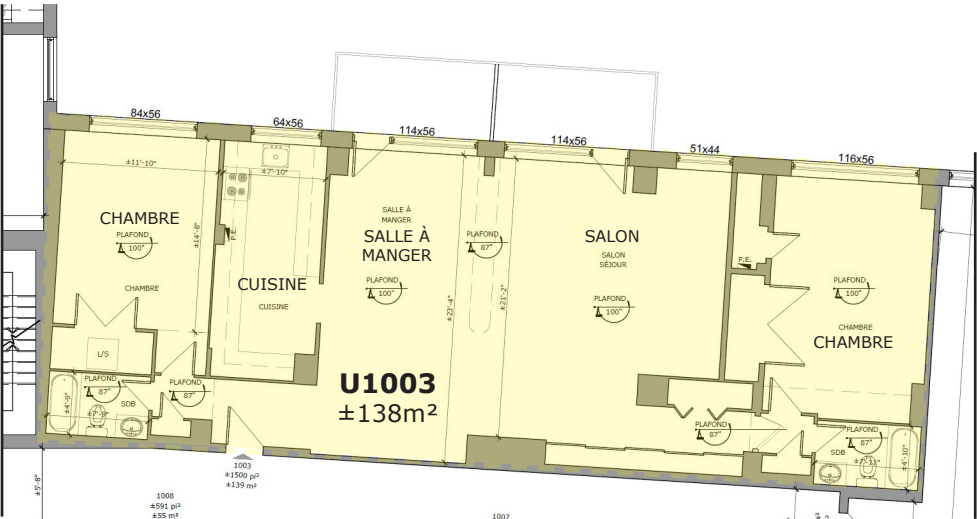


Plan clé des 7e et 8e étages

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Plan existant du logement 1003



Plan proposé pour la division du logement 1003

Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

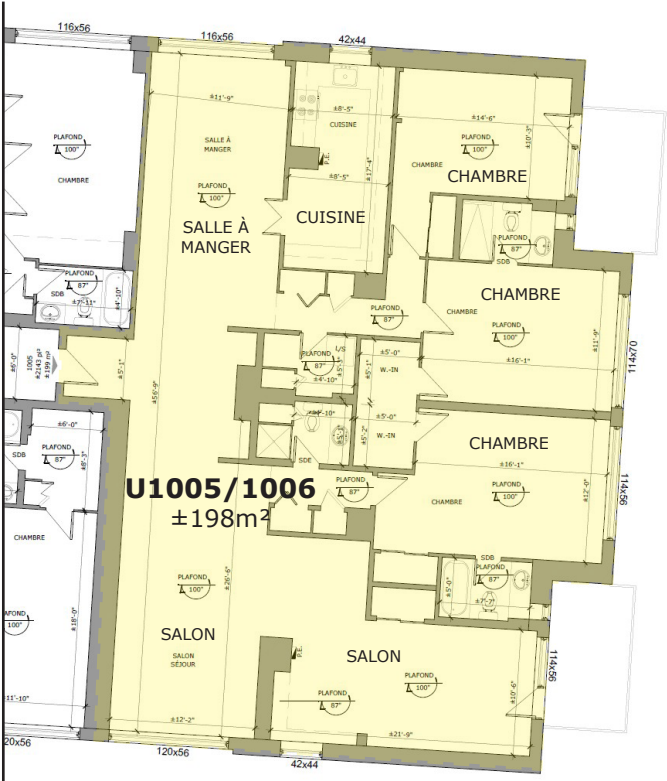


Plan clé du 10e étage

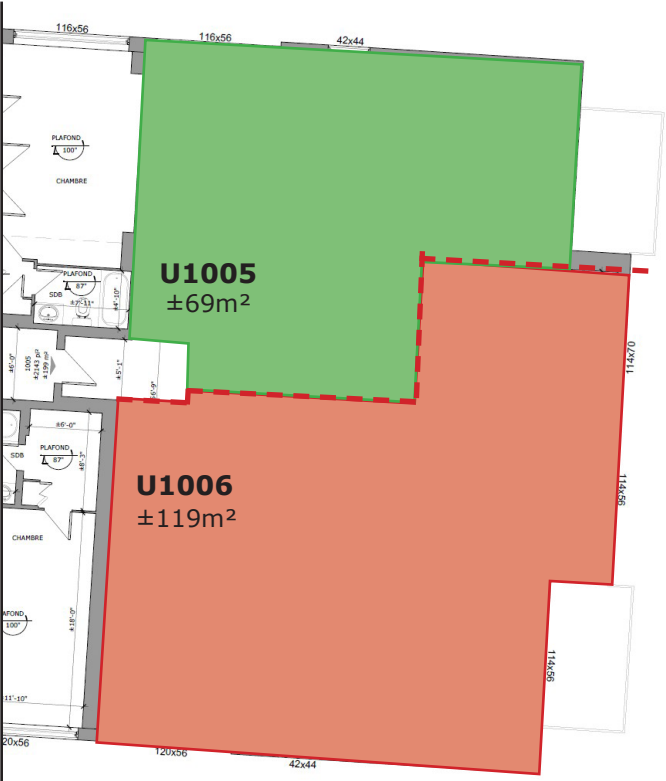
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Plan existant du logement 1005



Plan proposé pour la division du logement 1005

Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

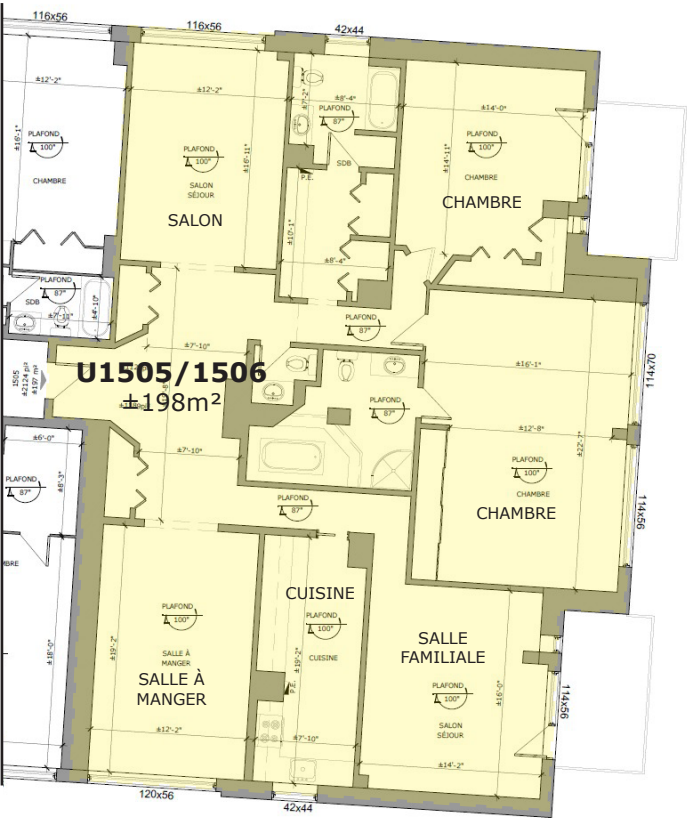


Plan clé du 10e étage

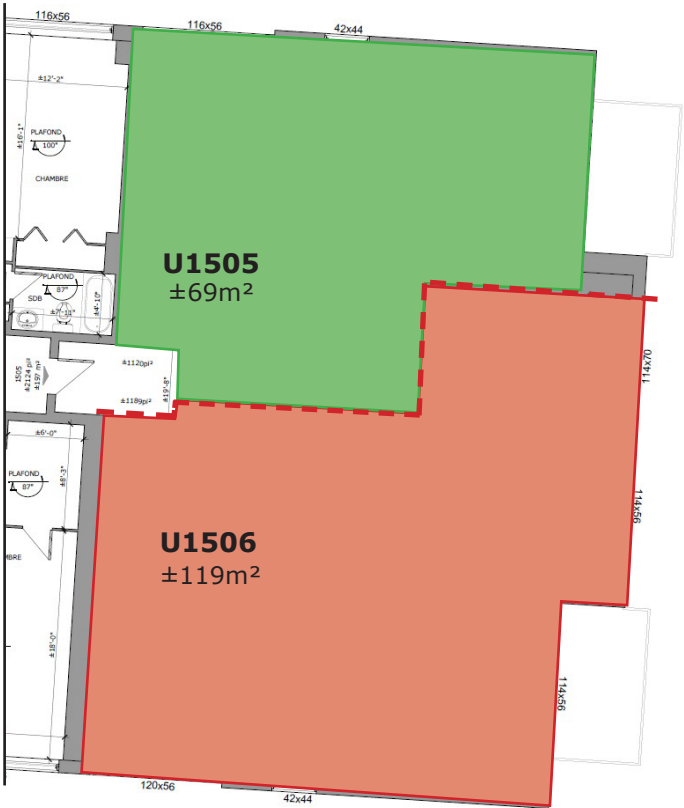
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Plan existant du logement 1505



Plan proposé pour la division du logement 1505

Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

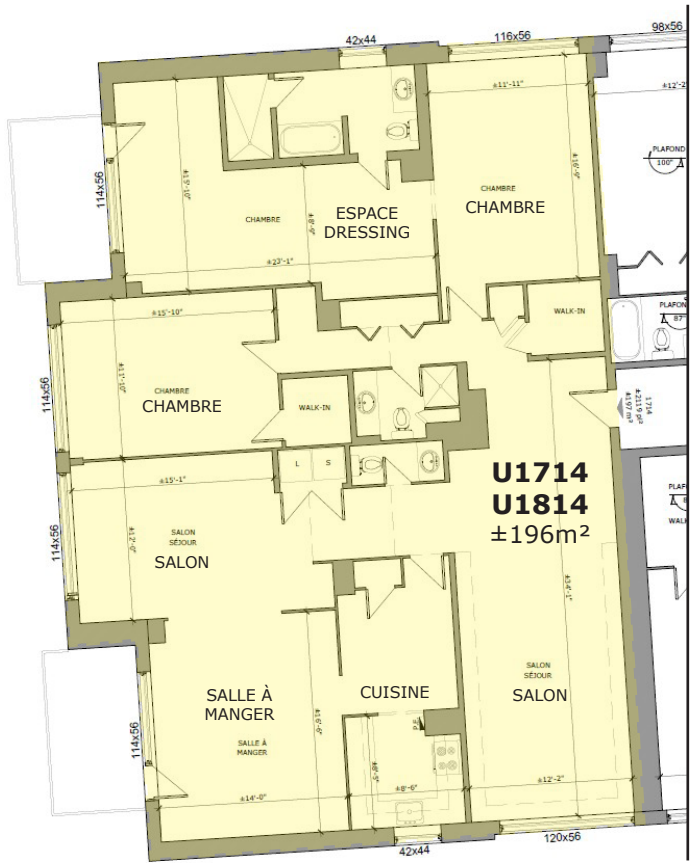
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

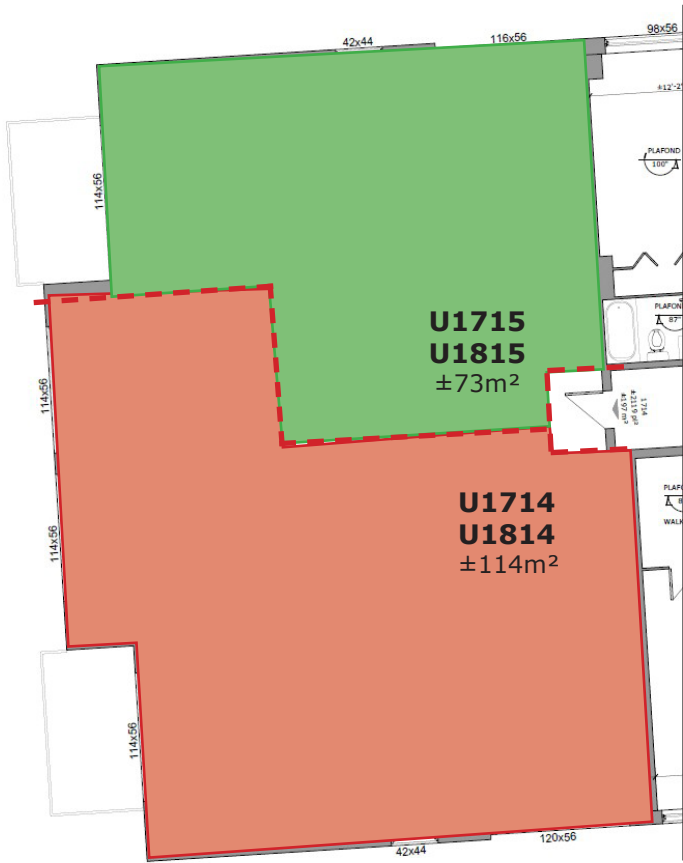
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Plan clé du 15e étage



Plan existant des logements 1714 et 1814



Plan proposé pour la division des logements 1714 et 1814

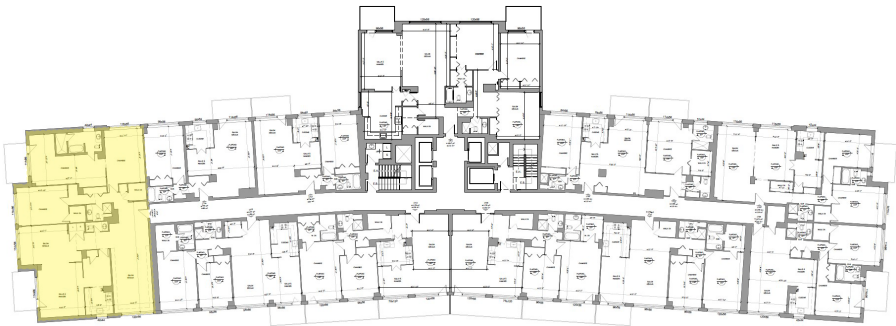
Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

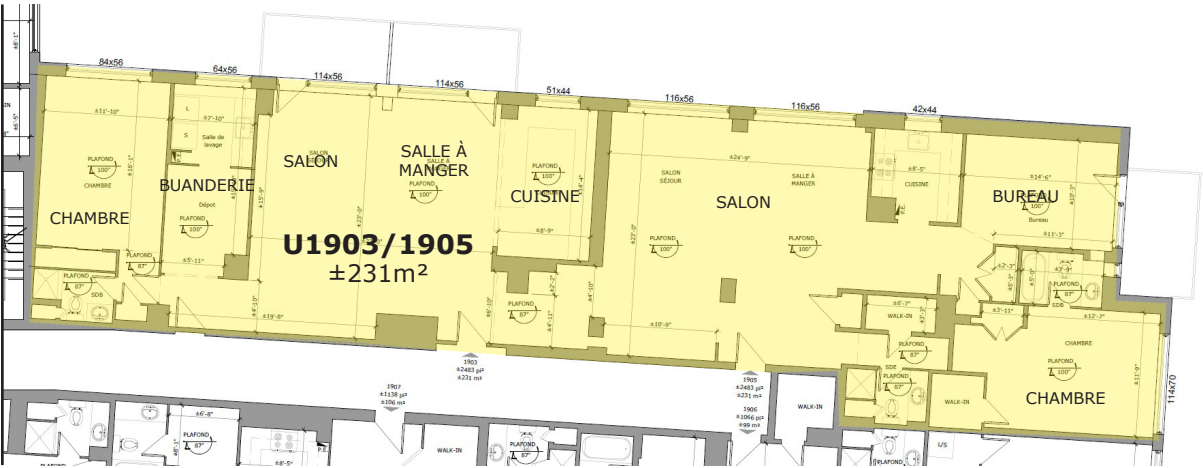
7 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

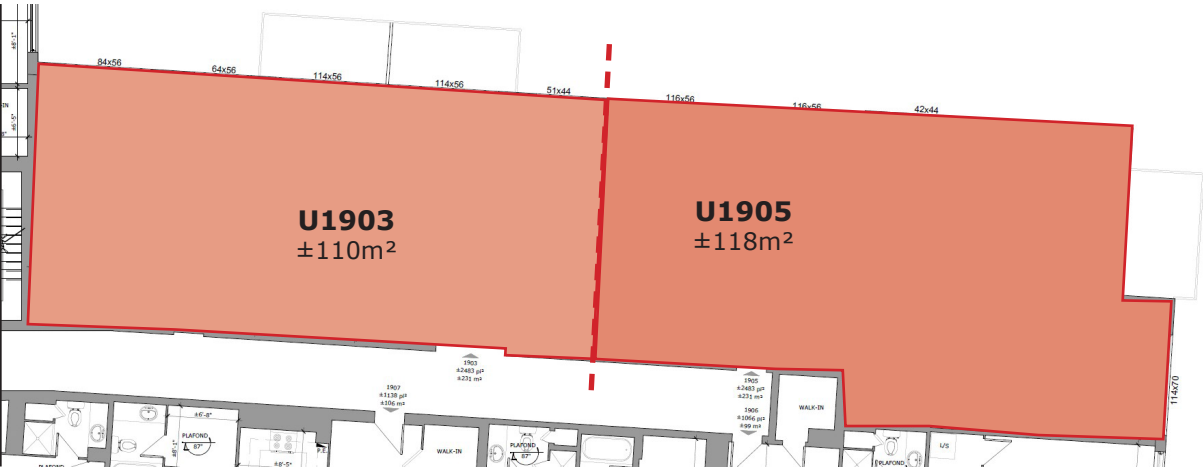


Plan clé des 17e et 18e étages

Projet proposant la subdivision des grands logements situés dans le bâtiment The Regency, localisé au 3555, ch. de la Côte-des-Neiges



Plan existant du logement 1903



Plan proposé pour la division du logement 1903

Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

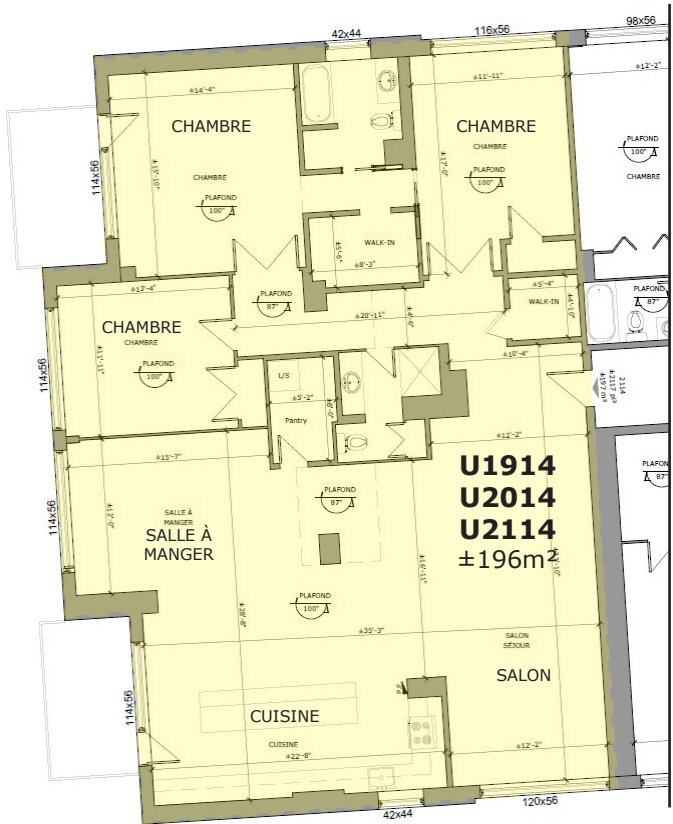
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

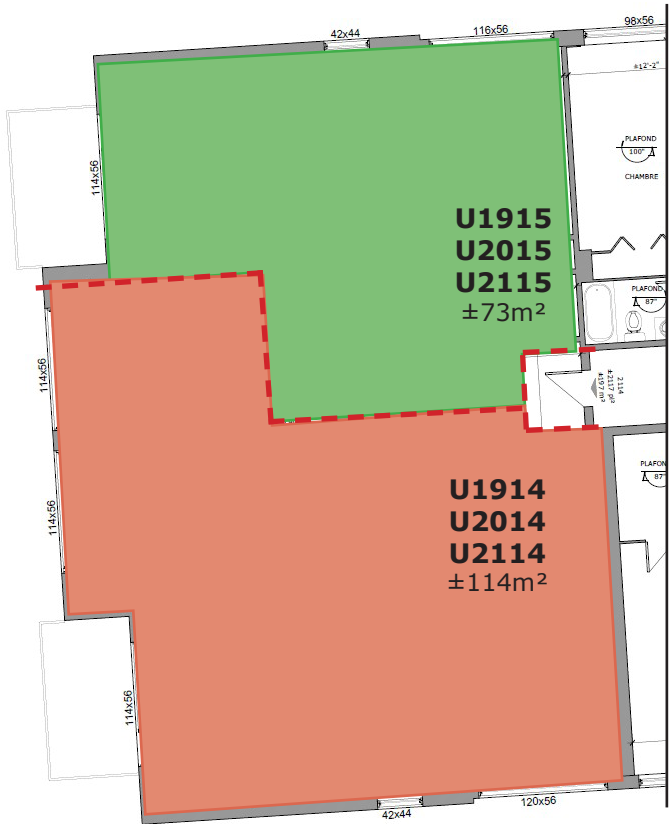
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Plan clé du 19e étage



Plan existant des logements 1914, 2014 et 2114



Plan proposé pour la division des logements 1914, 2014 et 2114

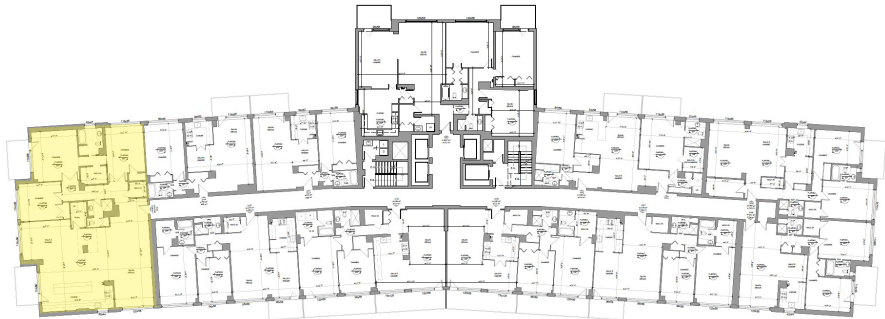
Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

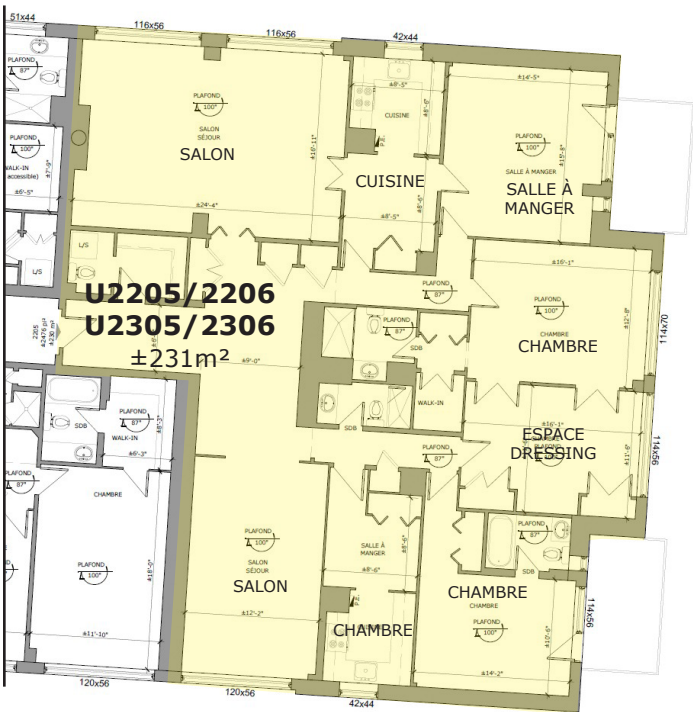
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

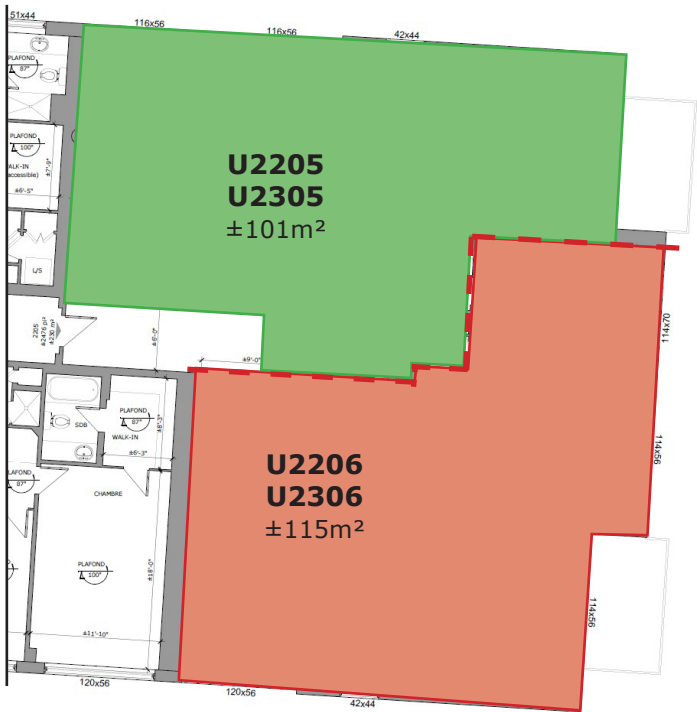
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Plan clé des 19e, 20e et 21e étages



Plan existant des logements 2205 et 2305



Plan proposé pour la division des logements 2205 et 2305

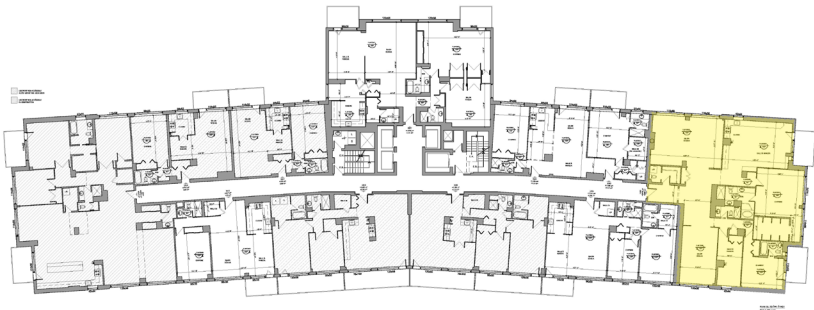
Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

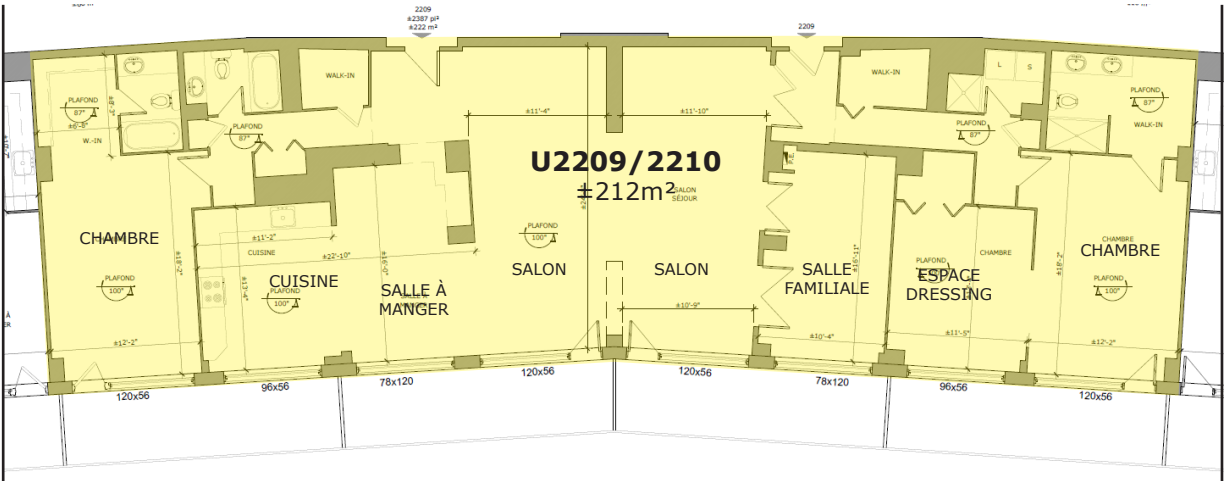
7 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

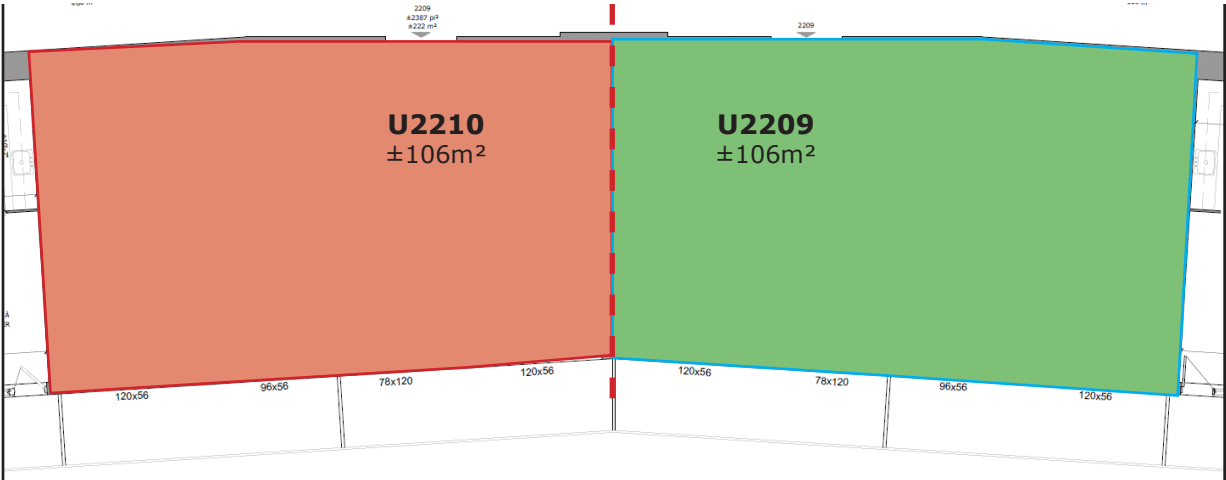


Plan clé des 22e et 23e étages

Projet proposant la subdivision des grands logements situés dans le bâtiment The Regency, localisé au 3555, ch. de la Côte-des-Neiges



Plan existant du logement 2209



Plan proposé pour la division du logement 2209

Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus

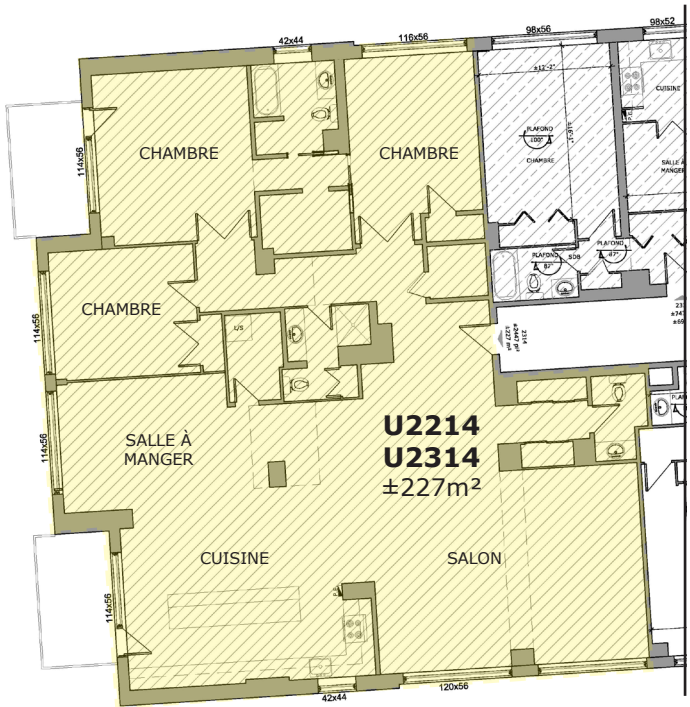
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

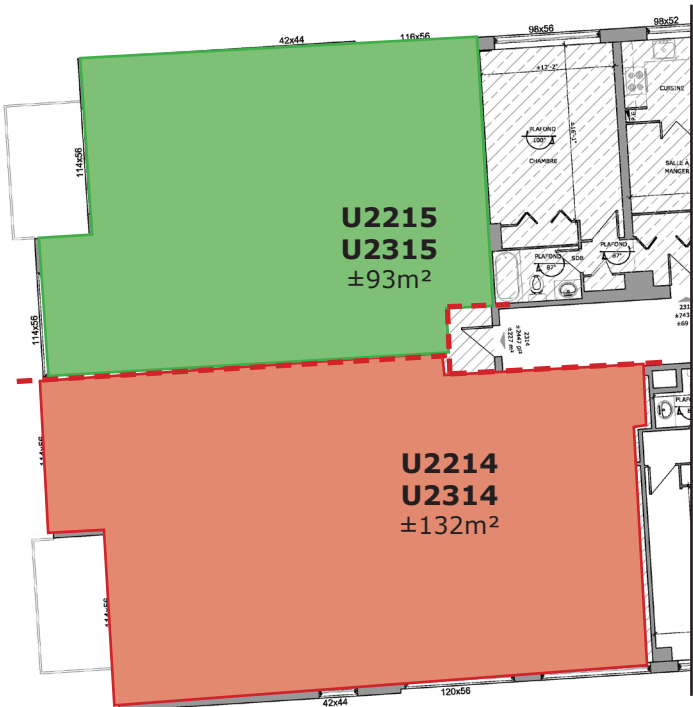
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



Plan clé du 22e étage



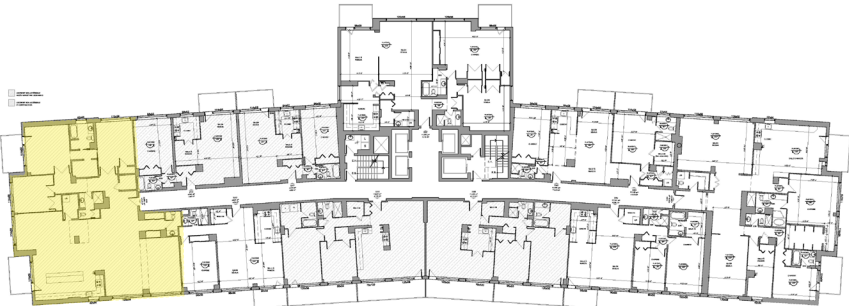
Plan existant des logements 2214 et 2314



Plan proposé pour la division des logements 2214 et 2314

Légende

- Logement existant
- Logement projeté de 1 chambre ou plus
- Logement projeté de 3 chambres ou plus



Plan clé des 22e et 23e étages

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

7 janvier 2026

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

Montréal, 20 octobre 2025

Akelius Montréal Ltd
511 Place d'Armes,
Montréal, QC H2Y 2W7

Objet : Déclaration
Immeuble : 3555 chemin de la Côte-des-Neiges,
Montréal, QC H3H 1V2

Je déclare par la présente que le logement 2205 situés au 3555
chemin de la Côte-des-Neiges sera vacant à partir du 1^{er}
décembre 2025.

J'atteste la validité de l'information indiqué ci-haut et j'ajoute
l'avis donné par le locataire.

Cordialement,

Mathieu Naccache

Mathieu Naccache
Gestionnaire d'Actifs
Chef de la division Outremont

Téléphone : 514 525 8777
Courriel : mathieu.naccache@akelius.ca

Montréal, 18 novembre 2025

Akelius Montréal Ltd
511 Place d'Armes,
Montréal, QC H2Y 2W7

Objet : Lettre d'engagement
Immeuble : 3555 chemin de la Côte-des-Neiges,
Montréal, QC H3H 1V2

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de notre demande d'autorisation en vertu du **Règlement sur les Projets Particuliers de Construction, de Modification ou d'Occupation d'un Immeuble (CA-24-011 – PPCMOI)** visant la division de certains logements situés dans l'immeuble «The Regency», au 3555, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, nous vous transmettons la présente lettre d'engagement.

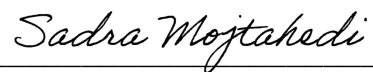
Nous confirmons par la présente qu'**aucun locataire actuellement en place ne sera évincé** pour la réalisation des travaux de division des logements autorisés par cette demande.

Akelius s'engage à:

- Maintenir en tout temps les baux existants des locataires en place.
- Réaliser les travaux de division uniquement lorsque les logements seront vacants.
- Ne procéder à aucune éviction de locataires pour la réalisation des travaux.
- Présenter la lettre ou le courriel du locataire confirmant son départ.
- Respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de logement et de protection des locataires.

Nous espérons que cette lettre d'engagement répondra aux préoccupations exprimées par la Ville et les intervenants, et contribuera à la bonne conduite du projet.

Cordialement,



Sadra Mojtahedi
Gestionnaire d'Actifs
Chef de la division Outremont

Téléphone : 438 998 2033

Courriel : Sadra.Mojtahedi@akelius.ca

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1266645003

Unité administrative responsable : DAUM – Division urbanisme

Projet : Autoriser par projet particulier la division de 17 logements

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable</i> <i>19- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>8 – Le projet ajoute 17 logements et augmente le nombre de logements familiaux (de 8 à 14). Il crée aussi des logements plus abordables grâce à la réduction des superficies.</i> <i>19 - Le projet optimise un immeuble déjà en place et améliore la réponse résidentielle aux besoins du quartier (logements familiaux, logements plus petits, plus accessibles financièrement)</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1266645002

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Adopter une résolution modifiant la résolution CA19 240103 afin d'autoriser le dépassement de la densité maximale et d'ainsi permettre la complétion des niveaux 22 et 23 pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), la résolution CA19 240103 par :
a) L'ajout, à la suite du paragraphe a) de l'article 1, du paragraphe suivant :

« a.1) de transformer et d'occuper les niveaux 22 et 23, tels qu'illustrés aux plans numérotés 6 et 7 réalisés par Lemay Michaud et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 3 décembre 2025; »

b) L'insertion, au paragraphe b) de l'article 1, des mots suivants « ainsi qu'à l'article 43 » devant les mots « du Règlement »

c) L'ajout, à la suite à l'article 2, de l'article suivant :

« 3) D'assortir cette autorisation de la condition suivante :

La volumétrie du bâtiment doit être substantiellement conforme à celles montrées aux plans numérotés 04, 10, 13, 16, 18, 19, 23 et 26 réalisés par la firme Lemay Michaud Architecte Design et estampillés par l'arrondissement le 4 octobre 2018. »

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 10:22

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1266645002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant la résolution CA19 240103 afin d'autoriser le dépassement de la densité maximale et d'ainsi permettre la complétion des niveaux 22 et 23 pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de modification du projet particulier CA19 240103 a été déposée afin d'autoriser le dépassement de la densité maximale prescrite et ainsi permettre la complétion des niveaux 22 et 23 à l'intérieur du volume bâti existant. L'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0815 – 19 juin 2018 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à Groupe Germain Inc., à des fins commerciales, un terrain vacant avec servitude de passage et de non-construction en faveur de la ville, situé du côté nord du boulevard de Maisonneuve, à l'est de la rue Metcalfe, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour la somme totale de 150 000 \$, plus les taxes applicables / Fermer et retirer du domaine public une partie du lot 1 514 324 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. (1176337003)
CA18 240559 – 9 octobre 2018 - Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), les usages « restaurant » et « débit de boissons alcooliques » au deuxième étage du bâtiment situé au 2050, rue Mansfield (1184869011)

CA19 240103 – 12 mars 2019 – Adopter une résolution autorisant l'agrandissement en porte à faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1184869015)

DESCRIPTION

Le site :

L'immeuble visé est un édifice de style brutaliste construit en 1967 selon les plans de Rosen, Caruso, Vecsei Architectes. Il accueillait à l'origine le siège social de l'Ordre des ingénieurs du Québec avant d'être converti en hôtel en 1999 sous l'enseigne Le Germain. L'immeuble abrite

actuellement 136 chambres, ainsi qu'un bar et un restaurant au 2^e étage. En 2020, des travaux majeurs ont été réalisés, comprenant l'ajout d'un volume de six étages au-dessus du bâtiment existant et l'intégration d'un agrandissement en porte-à-faux au 2^e étage, qui fait saillie de la façade et surplombe l'entrée du complexe hôtelier. Depuis 2021, une murale colorée recouvre le bâtiment.

Le projet :

La demande vise à autoriser la modification du projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) lié à la résolution CA19 240103, afin d'autoriser, en plus des autorisations déjà accordées, une dérogation à la densité maximale de 12 prescrite au *Règlement d'urbanisme (01-282)*. L'objectif est d'aménager deux niveaux supplémentaires à l'intérieur du volume existant, soit les niveaux 22 et 23, et ainsi ajouter 18 chambres au complexe hôtelier. La densité du site passerait, approximativement, de 11,78 à 13,04. Les travaux ne comportent aucune modification extérieure.

Lors des travaux majeurs d'agrandissement réalisés en 2020 (permis 3000750335-18), les deux derniers niveaux (soit les niveaux 22 et 23) du volume de six étages ajoutés au sommet du bâtiment ont été laissés à l'état de structure, car la densité maximale autorisée pour l'immeuble, soit 12, avait été atteinte. Ces deux niveaux inachevés sont déjà desservis par des cages d'escalier et des ascenseurs. Leur réalisation avait été faite en prévision d'une acquisition de la ruelle arrière, laquelle aurait permis d'augmenter la superficie du terrain et, par conséquent, la superficie de plancher autorisé dans le respect de la densité fixée à 12. Toutefois, ce projet d'acquisition est en impasse depuis plusieurs années, empêchant la complétion des travaux.

Le cadre réglementaire

Le projet déroge à l'article 43 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* qui fixe la densité maximale à 12 pour ce secteur. La dérogation peut être autorisée dans le cadre d'un PPCMOI, conformément au règlement CA-24-011, si le projet présente une plus-value significative, notamment par sa contribution aux objectifs du PUM et des politiques municipales.

Il est à noter que le nouveau Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 ne fixe plus de seuil de densité maximale, ce qui offre désormais la possibilité de traiter cet aspect par le biais d'un projet particulier. Cette possibilité n'existait pas sous l'ancien Plan d'urbanisme, qui limitait, tout comme le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)*, la densité à 12 dans ce secteur.

Une disposition de ce projet est susceptible d'approbation référendaire (densité).

JUSTIFICATION

Il est proposé de modifier la résolution CA19 240103 car celle-ci est compatible et peut être facilement adaptée au projet, étant donné qu'il s'agit de travaux de même nature, soit des travaux d'agrandissement, et que les plans annexés présentent déjà le volume construit à conserver.

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation d'un projet particulier.

Considérations de la direction :

- La proposition respecte l'objectif du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 visant à densifier davantage le territoire ;
- L'agrandissement n'a aucun impact sur le volume construit et n'entraîne aucune modification extérieure.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 11 décembre 2025, les membres ont émis un avis favorable avec condition.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la tenue d'une assemblée publique de consultation sur le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées :

- 10 février 2026 : Adoption d'un premier projet de résolution par le conseil d'arrondissement.
- 25 février 2026: Tenue d'une assemblée publique de consultation.
- 10 mars 2026: Adoption d'un second projet de résolution par le conseil d'arrondissement.
- Publication d'un avis public annonçant la période prévue pour les demandes d'ouverture de registre d'approbation référendaire.
- 14 avril 2026: Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

Tél : 438-860-2646

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164

Approuvé le : 2026-01-30

Dossier # : 1266645002

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution modifiant la résolution CA19 240103 afin
d'autoriser le dépassement de la densité maximale et d'ainsi
permettre la complétion des niveaux 22 et 23 pour le bâtiment
situé au 2050, rue Mansfield, conformément au Règlement sur
les projets particuliers de construction, de modification ou
d'occupation d'un immeuble



Plans_6_7_estampes.pdfPV_2025-12-11_PP_3003618639.pdf



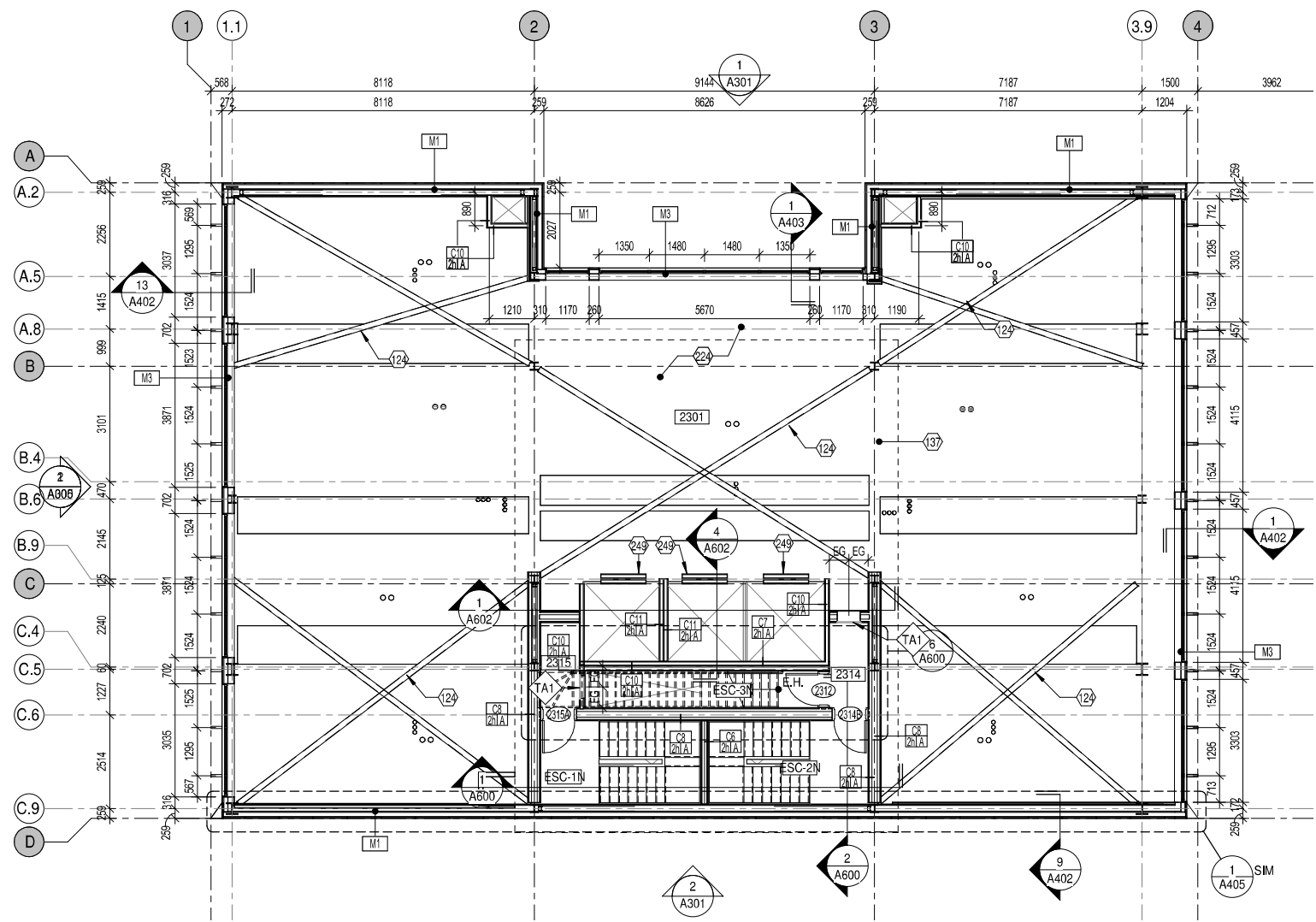
Grille_Mtl_2030_1266645002 .pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie JOLICOEUR
Conseillère en aménagement

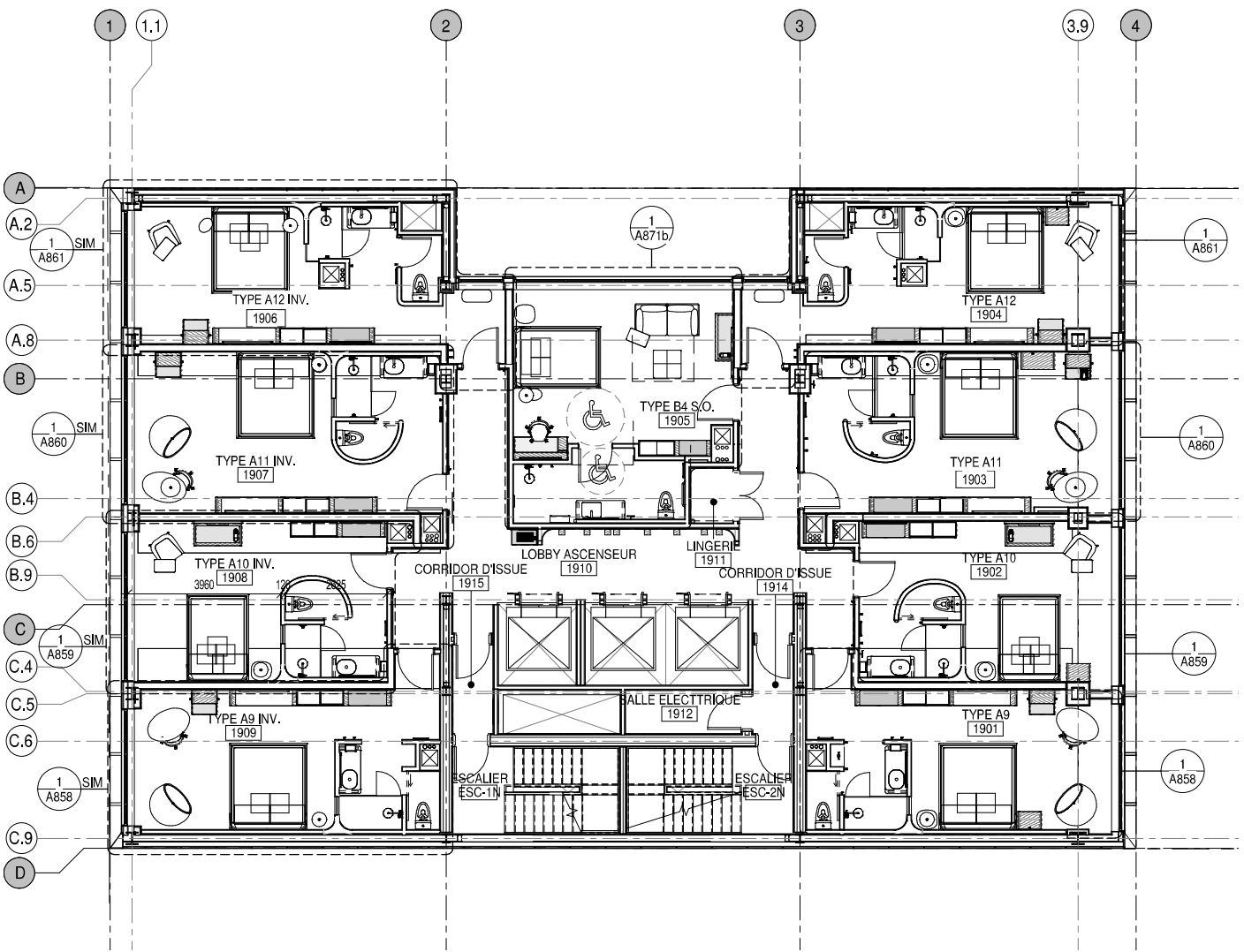
Tél : 438-860-2646
Télécop. :

02 Modifications proposées
Plans existants et proposés



Plan existant
Niveaux 22 et 23

[Redacted text]



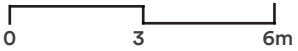
Plan d'aménagement proposé
Niveaux 22 et 23

[Redacted text]

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

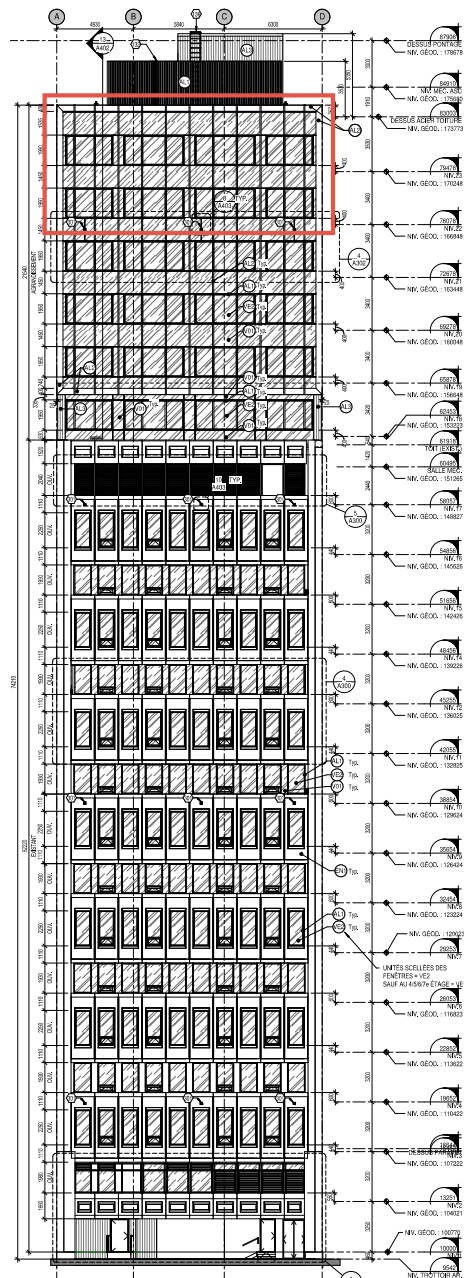
3 décembre 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ



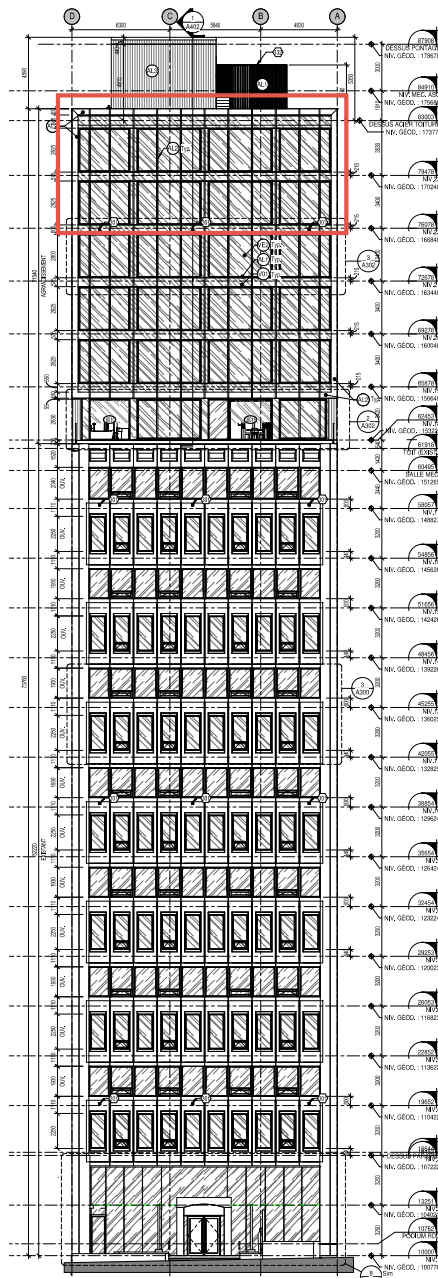
02 Modifications proposées

Élévations existantes non-impactées



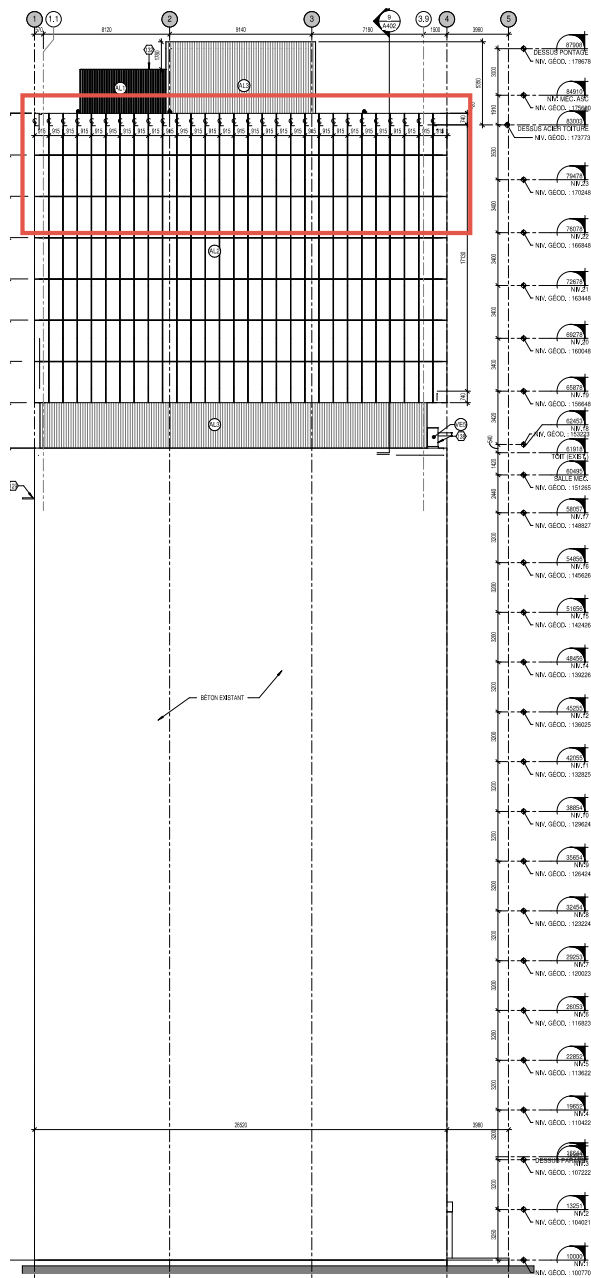
Élévation existante

Ruelle



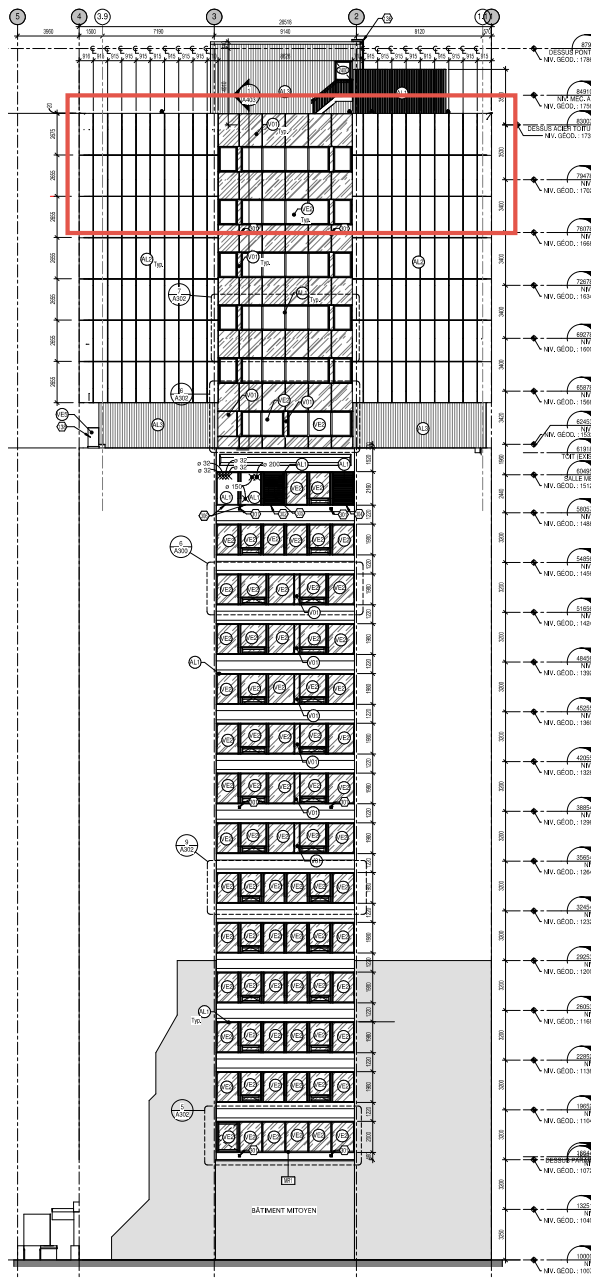
Élévation existante

rue Mansfield



Élévation existante

Est



Élévation existante

Ouest

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE


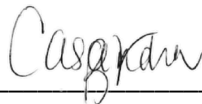
3 décembre 2025

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

0 7,5 15m

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003618639
4.2.1

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	2050, rue Mansfield
Responsable :	Stéphanie Jolicoeur
Description :	<p>La demande concerne un édifice de style brutaliste construit en 1967 selon les plans de Rosen, Caruso, Vecsei Architectes. Il accueillait à l'origine le siège social de l'Ordre des ingénieurs du Québec avant d'être converti en hôtel en 1999 sous l'enseigne Le Germain. L'immeuble abrite actuellement 136 chambres, ainsi qu'un bar et un restaurant au 2^e étage. En 2020, des travaux majeurs ont été réalisés, comprenant l'ajout d'un volume de six étages au-dessus du bâtiment existant et l'intégration d'un agrandissement en porte-à-faux au 2^e étage, redéfinissant la volumétrie et marquant l'entrée principale. Depuis 2021, une murale colorée recouvre le bâtiment.</p> <p>L'agrandissement en porte-à-faux au 2^e étage fut autorisé via un projet particulier, soit la résolution CA19 240103, étant donné que l'avant-corps créé par rapport au plan de façade ne respectait pas les encadrements prévus au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification du projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) lié à la résolution CA19 240 103, afin d'autoriser, en plus des autorisations déjà accordées, une dérogation à la densité maximale de 12 prescrite au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i>. L'objectif est d'aménager deux niveaux supplémentaires à l'intérieur du volume existant, soit les niveaux 22 et 23, et ainsi ajouter 18 chambres au complexe hôtelier. La densité du site passerait ainsi de 11,7 à 13.</p> <p>Les travaux ne comportent aucune modification extérieure. Lors des travaux majeurs d'agrandissement réalisés en 2020 (permis 3000750335-18), le volume de six étages ajoutés au sommet du bâtiment existant ne comportait en fait que quatre niveaux de plancher, soit du 17^e au 21^e étage. Les deux derniers niveaux, soit les 22^e et 23^e, ont été laissés à l'état de structure. Ces deux niveaux</p>

	<p>inachevés sont déjà desservis par des cages d'escalier et des ascenseurs. Leur réalisation avait été faite en prévision d'une acquisition de la ruelle arrière, laquelle aurait permis d'augmenter la superficie du terrain et, par conséquent, la superficie de plancher autorisé dans le respect de la densité fixée à 12. Toutefois, ce projet d'acquisition est en impasse depuis plusieurs années, empêchant la complétion des travaux.</p> <p>Le projet déroge à l'article 43 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> qui fixe la densité maximale à 12 pour ce secteur. La dérogation peut être autorisée dans le cadre d'un PPCMOI, conformément au <i>Règlement (CA-24-011)</i>, si le projet présente une plus-value significative, notamment par sa contribution aux objectifs du PUM et des politiques municipales.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de l'édifice du ClubUniversitaire-de-Montréal. Toutefois, aucune autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel n'est requise pour ce type d'intervention.
Remarque importante :	À la séance du 12 mars 2019, le CA adopte une résolution autorisant l'agrandissement en porte-à-faux au deuxième étage devant l'alignement de construction prescrit pour le bâtiment situé au 2050, rue Mansfield, en vertu du <i>Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble</i> .
Considérant que :	La proposition respecte l'objectif du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 visant à densifier davantage le territoire.
Considérant que :	L'agrandissement n'a aucun impact sur le volume construit et n'entraîne aucune modification extérieure.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dépassement de la densité maximale prescrite est accordé exclusivement pour permettre la complétion des niveaux 22 et 23, tels qu'illustrés aux plans 6 et 7 préparés par Lemay Michaud, et ne peut être utilisé à d'autres fins d'agrandissement. 	
 Leslie Roberts Président	 Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1266645002

Unité administrative responsable : DAUM – Division urbanisme

Projet : *Modification d'un projet particulier pour autoriser la compétition des niveaux 22 et 23 de l'hôtel du 2050, rue Mansfield.*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>L'agrandissement de l'hôtel augmente la capacité d'accueil haut de gamme au centre-ville, attirant davantage de visiteurs et stimulant l'économie locale, ce qui renforce directement l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			x
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			x
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1264869001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel projeté sur le lot 1 340 224 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1208, Stanley)

1) D'accorder pour le bâtiment projeté sur le lot 1 340 224 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

a) déroger notamment aux articles 8, 41, 56 et 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale, la densité maximale, le mode d'implantation ainsi que la marge latérale;

b) construire et occuper un bâtiment résidentiel, le tout substantiellement conforme aux plans 13, 22, 44, 45, 46, 52 et 54 réalisés par Atelier Chaloub, architectes et estampillés par l'arrondissement le 22 janvier 2026;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) assurer le respect des paramètres suivants pour le projet de construction :

i) l'implantation, la hauteur et la volumétrie doivent être substantiellement conformes à celle montrée aux pages 13, 44 et 54 des plans mentionnés au paragraphe b) de l'article 1 de la présente autorisation;

ii) malgré le paragraphe i), la volumétrie du bâtiment peut être modifiée afin de respecter les paramètres éoliens exigés par le règlement d'urbanisme ;

b) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de construction, en plus des documents requis par la réglementation, une étude éolienne réalisée par un professionnel ainsi que les mesures de mitigations, le cas échéant ;

c) fournir un plan d'aménagement paysager réalisé par un professionnel pour tous les

espaces libres et prévoir une gestion des eaux adaptée au secteur de cuvette ;

d) interdire la présence de condenseur visible à partir de la voie publique;

e) soumettre la demande de permis de construction relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :

i) privilégier un langage architectural adapté à sa fonction tout en respectant le contexte du centre-ville et un choix de matériaux durable ;

ii) assurer l'intégration architecturale (matériaux et volumétrie) des constructions hors toit et des équipements mécaniques ;

iii) optimiser l'espace du café-terrasse dans la marge latérale ;

iv) atténuer l'impact visuel du mur mitoyen par un traitement architectural plus neutre, notamment en privilégiant la maçonnerie de brique ou de pierre

V) dans le cadre d'une modification à la volumétrie visant à réduire les impacts éoliens, favoriser le maintien de l'unité d'ensemble.

3) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour débiter les travaux de construction visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-01-30 13:49

Signataire :

Alain DUFRESNE

directeur(-trice) d'arrondissement delegue(e) ville-marie
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1264869001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel projeté sur le lot 1 340 224 du cadastre du Québec, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1208, Stanley)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel projeté au 1208, rue Stanley.

Le projet est soumis à la procédure de révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), car il comporte un volume en surhauteur et se trouve dans l'unité de paysage « Centre-ville ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le site

L'immeuble visé est constitué du lot 1 340 224 du cadastre du Québec. Le site est situé en bordure de la rue Stanley entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, où le gabarit moyen des bâtiments est de trois étages avec une architecture éclectique représentative de différentes époques de construction. Entre 1920 et 1970, la rue et ses abords a été un des cœurs de la vie nocturne et du premier « quartier gai » du centre-ville.

Il s'agit d'un terrain vacant qui, selon la réglementation d'urbanisme en vigueur, pourrait accueillir un bâtiment d'une hauteur pouvant atteindre 65 m, autorisant une densité de 9 et les usages de la catégorie M.7 sont autorisés. Dans le cadre de l'exercice de concordance lié à l'adoption du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM), la hauteur permise au Règlement d'urbanisme passera de 65 m à 80 m.

Le projet

Le projet consiste à ériger un bâtiment de 21 étages (65 m), excluant les constructions hors toit, comportant un rez-de-chaussée commercial ainsi que 95 logements aux étages supérieurs, dont 15 studios (16%), 41 unités de 1 chambre (43%), 34 unités de 2 chambres (36%) et 5 unités de 3 chambres (5%). La salle à déchets, les salles mécaniques ainsi que du rangement sont localisés au sous-sol. Aucune unité de stationnement n'est prévue.

Le basilaire de 4 étages (14.5 m) reprend le gabarit de la maison victorienne, adjacente au site dont la hauteur est représentative du gabarit général du tronçon de rue. Sa façade vient également s'aligner avec celle de son voisin. Le rez-de-chaussée accueillera un commerce ainsi que les espaces résidentiels comprenant le hall d'entrée, un rangement pour vélos et un gym. Les étages supérieurs seront entièrement dédiés aux logements. Le bâtiment n'étant pas implanté à la limite de propriété, dans la marge latérale gauche en bordure de la ruelle, un aménagement paysager ainsi qu'un café-terrasse seront créés pour rendre l'espace plus agréable et animé. À l'arrière, un espace réservé pour l'entreposage des déchets lors de la journée de la collecte est prévu. Dans la cour arrière, des espaces libres seront aménagés avec de la végétation contribuant à réduire les îlots de chaleur.

Le choix d'une pierre gris pâle pour le basilaire et pour les couronnements, entablements et pilastres permet une intégration harmonieuse dans le contexte environnant ainsi que son voisin immédiat, tout en répondant aux critères de l'unité de paysage où le projet est construit. Afin de renforcer cette intégration, la section excédentaire du mur qui dépasse le gabarit du bâtiment voisin, principalement implanté sur le lot à l'étude, sera retirée. Cette intervention permettra une meilleure cohérence visuelle, notamment par le choix des matériaux. Par ailleurs, le reste du mur existant sera démoli afin de libérer l'emprise nécessaire à la construction sur la limite de propriété. Un rapport technique, réalisé le 21 septembre 2025 par la firme *New Capital Engineers*, précise les modalités de la démolition partielle et encadre les travaux pour assurer leur conformité et leur sécurité.

Le volume en surhauteur, construit en ossature de bois, ce qui en ferait le plus haut bâtiment de ce type à Montréal, atteindra une hauteur de 65 m et sera en retrait de 3,8 m du basilaire. La profondeur du retrait de surhauteur au 5e niveau permet l'insertion d'un toit végétalisé. Un joint sismique sur la portion nord de la tour, laisse un espace d'environ 45 cm et crée ainsi une dérogation à la marge latérale droite. L'enveloppe sera entièrement recouverte de panneaux de fibrociment de tons variés pour accentuer la composition architecturale. Des loggias sont intégrées sur le mur arrière et le mur sud, offrant des espaces extérieurs privatifs. Au toit, en plus des équipements mécaniques, une terrasse commune pour les résidents sera aménagée pour les résidents, contribuant à la qualité de vie et à l'animation des espaces collectifs.

Le cadre réglementaire

Le site est situé dans une zone de mixité de moyenne intensité (M.7C). Le taux d'implantation maximal autorisé est de 100 %. L'unité de paysage est Centre-ville.

Au PUM, une intensification élevée est prescrite pour ce site, ce qui représente une hauteur maximale d'environ 167 m. L'emplacement se situe dans un corridor de vue exceptionnel qui prescrit une hauteur entre 113,5 m et 115,6 m. Cette contrainte n'affecte pas le projet, puisque la hauteur proposée est de 65 m, excluant les constructions hors toit, est bien en deçà des limites imposées.

Le projet déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) :

- Densité (art.41) : le bâtiment atteint une densité de 12 alors que le règlement fixe la densité maximale à 9.
- Mode implantation (art.56) : le mur côté ruelle n'est pas implanté sur la limite latérale du terrain sur une profondeur de 4 m. Ce mur se trouve à 1,82 m de la limite de propriété.
- Marge latérale (art.81) : la marge latérale gauche (côté ruelle) se trouve à 2,14 m de l'axe de la ruelle et la marge latérale droite (mur nord) est à 0,45 m de la limite de propriété pour le volume en surhauteur. La réglementation prévoit une marge latérale à 0 m ou 3 m ou plus.
- Hauteur (art. 8) : la hauteur (72 m) incluant les constructions hors toit excède la limite actuelle de 65 m, laquelle demeure en vigueur jusqu'à l'obtention du certificat de conformité du règlement de concordance au PUM. Il s'agit d'une dérogation temporaire qui permet d'autoriser le dépassement de la limite maximale actuelle dans le Règlement d'urbanisme de

l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) en attendant que le certificat de conformité soit délivré. Une fois ce certificat délivré, la hauteur maximale autorisée sur le site sera portée à 80 m et le projet, d'une hauteur de 72 m, sera conforme à la réglementation en vigueur.

Certaines dispositions de ce projet sont susceptibles d'approbation référendaire (hauteur et densité).

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, la proposition satisfait adéquatement aux critères et conditions applicables à une demande de PPCMOI.

La construction d'un bâtiment résidentiel participe à la densification résidentielle du centre-ville par la construction d'un terrain vacant. Le volume en surhauteur influencera notamment les prochaines transformations pour le voisinage immédiat, dont certains auront un bâti existant à préserver et mettre en valeur.

La nouvelle proposition se distingue de celle ayant obtenu un avis favorable en 2020, notamment par l'augmentation de la densité. Depuis l'adoption du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM), il n'y a plus de limite de densité. Ici, l'augmentation de la densité permet la reconfiguration des logements, notamment l'ajout de 5 logements de 3 chambres à coucher tout en conservant un volume en surhauteur respectant la hauteur de 65 m permise au Règlement d'urbanisme (01-282). Cette approche optimise davantage l'utilisation du site.

En plus d'une augmentation de la densité, le volume en surhauteur sera réalisé en ossature de bois, favorisant une approche écologique et réduisant l'empreinte carbone du projet. De plus, ce type de construction permet généralement de réduire le temps de construction grâce à la préfabrication des sections de bois et à la réduction des délais causés par la cure du béton. Les constructions de grande hauteur en bois étant toujours très rares, le Code de construction n'étant moins limitatif que depuis quelques années seulement, ce projet pourrait permettre la popularisation de cette méthode constructive sous-utilisée. Enfin, le traitement de l'enveloppe architecturale est simplifié et l'occupation reste exclusivement résidentielle.

La dérogation au mode d'implantation s'explique par la volonté d'aménager un café-terrasse en bordure de la ruelle et ainsi participer à l'animation de la rue. En ce qui concerne la marge latérale gauche dérogatoire pour le mur donnant sur la ruelle, celle-ci est causée par le calcul des façades de rayonnement. Cette dérogation s'explique par la volonté de fournir plus d'éclairage naturel dans les espaces de vie intérieurs, particulièrement pour les deux logements situés à l'angle du bâtiment. Il s'agit d'un gain d'environ 5.5% d'ouverture par rapport à un projet conforme à la marge latérale. Cette même dérogation se répète sur le mur latéral nord, là où il y a le joint sismique d'une épaisseur de 45 cm qui est recommandé par les ingénieurs en structure pour un bâtiment d'une telle hauteur.

Une étude éolienne devra être réalisée afin de valider les impacts de la tour dans le contexte urbain. L'étude d'ensoleillement conclut qu'il n'y a pas d'impact significatif dans le secteur. Le site étant localisé dans un secteur de cuvette, les aménagements devront être adaptés pour tenir compte des contraintes pour le drainage et la gestion des eaux pluviales.

Considérant que la proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)*.

Considérant que la proposition respecte l'objectif du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) visant à densifier davantage le territoire.

Considérant que le projet permet la densification d'un terrain vacant par l'ajout de 95 logements dans un contexte de pénurie de logements.

Considérant que l'utilisation d'une structure en bois massif contribue à la transition écologique dans le secteur immobilier par une meilleure performance énergétique, une

réduction significative de l’empreinte carbone liée à la construction ainsi qu’une plus grande résilience face aux aléas climatiques.

Considérant que l’augmentation de la densité et le respect de la hauteur projetée prévu au Règlement d’urbanisme (01-282) satisfont les critères d’intégration dans le contexte environnant.

Considérant qu’une stratégie pour l’intégration du nouveau bâtiment avec le bâtiment limitrophe assure une intégration adéquate du nouveau volume.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et de la mobilité est d’avis que l’on devrait donner une suite favorable à l’égard de cette demande.

Lors de la séance qui s’est tenue le 11 décembre 2025, les membres du CCU ont émis un avis favorable avec conditions.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d’arrondissement – Adoption 1^{ère} résolution ;
Affichage sur l’emplacement ;
Avis public ;
Assemblée publique de consultation ;
Conseil d’arrondissement – Adoption 2^e résolution ;
Conseil d’arrondissement – Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l’intervention

Autre intervenant et sens de l’intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
directeur(-trice) aménagement urbain serv.entr.
ville-marie

Tél : 514-868-5164
Approuvé le : 2026-01-29

Dossier # : 1264869001

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain
et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment
résidentiel projeté sur le lot 1 340 224 du cadastre du Québec,
conformément au Règlement sur les projets particuliers de
construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble
(1208, Stanley)



PV_2025-12-11_PP_3003619644.pdf



1264869001_Montréal 2030.pdf



Plans estampillés 2026-01-22_PPCMOI.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
11 décembre 2025
3003619644
4.2.2

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	1208, rue Stanley
Responsables :	Catherine Beaulieu et Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne l'immeuble constitué du lot 1340 224 du cadastre du Québec. Le site est situé en bordure de la rue Stanley entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine où le gabarit moyen des bâtiments est de trois étages avec une architecture éclectique représentative de différentes époques de construction. Entre 1920 et 1970, la rue et ses abords a été un des cœurs de la vie nocturne et du premier « quartier gai » du centre-ville.</p> <p>Le projet consiste à ériger un bâtiment de 21 étages (65 m), excluant les constructions hors toit, comportant un rez-de-chaussée commercial ainsi que 95 logements aux étages supérieurs, dont 15 studios (16 %), 41 unités de 1 chambre (43 %), 34 unités de 2 chambres (36 %) et 5 unités de 3 chambres (5%). La salle à déchets, les salles mécaniques ainsi que du rangement sont localisés au sous-sol. Aucune unité de stationnement n'est prévue.</p> <p>Le basilaire de 4 étages (14.5 m) reprend le gabarit de la maison victorienne, adjacente au site dont la hauteur est représentative du gabarit général du tronçon de rue. Sa façade vient également s'aligner avec celle de son voisin. Le rez-de-chaussée accueillera un commerce ainsi que des espaces résidentiels comprenant le hall d'entrée, un rangement pour vélos et un gym. Les étages supérieurs seront entièrement dédiés aux logements. Le bâtiment n'étant pas implanté à la limite de propriété, dans la marge latérale gauche en bordure de la ruelle, un aménagement paysager ainsi qu'un café-terrasse seront créés pour rendre l'espace plus agréable et animé. À l'arrière, un espace réservé pour l'entreposage des déchets lors de la journée de la collecte est prévu. Dans la cour arrière, des espaces libres seront aménagés avec de la végétation contribuant à réduire les îlots de chaleur.</p>

Le choix d’une pierre gris pâle pour le basilaire et pour les couronnements, entablements et pilastres permet une intégration harmonieuse dans le contexte environnant ainsi que son voisin immédiat tout en répondant aux critères de l’unité de paysage où le projet est construit. Afin de renforcer cette intégration, la section excédentaire du mur qui dépasse le gabarit du bâtiment voisin, principalement implanté sur le lot à l’étude, sera retirée. Cette intervention permettra une meilleure cohérence visuelle, notamment par le choix des matériaux. Par ailleurs, le reste du mur existant sera démoli afin de libérer l’emprise nécessaire à la construction sur la limite de propriété. Un rapport technique, réalisé le 21 septembre 2025 par la firme New Capital Engineer, précise les modalités de la démolition partielle et encadre les travaux pour assurer leur conformité et leur sécurité.

Le volume en surhauteur, construit en ossature de bois, ce qui en ferait le plus haut bâtiment de ce type à Montréal, atteindra une hauteur de 65 m et sera en retrait de 3,8 m du basilaire. La profondeur du retrait de surhauteur au 5e niveau permet l’insertion d’un toit végétalisé. Un joint sismique sur la portion nord de la tour, laisse un espace d’environ 45 cm et crée ainsi une dérogation à la marge latérale droite. L’enveloppe sera entièrement recouverte de panneaux de fibrociment de tons variés pour accentuer la composition architecturale. Des loggias sont intégrées sur le mur arrière et le mur sud, offrant des espaces extérieurs privatifs. Au toit, en plus des équipements mécaniques, une terrasse commune pour les résidents sera aménagée pour les résidents, contribuant à la qualité de vie et à l’animation des espaces collectifs.

Le projet déroge à certaines dispositions du *Règlement d’urbanisme (01-282)* :

- Hauteur (art. 8) : la hauteur incluant les constructions hors toit excède la limite actuelle de 65 m, laquelle demeure en vigueur jusqu’à l’obtention du certificat de conformité du règlement de concordance au PUM. Une fois ce certificat délivré, la hauteur maximale autorisée sera portée à 80 m.
- Densité (art.41) : le bâtiment atteint une densité de 12 alors que le règlement fixe la densité maximale à 9.
- Mode implantation (art.56) : le mur côté ruelle n’est pas implanté sur la limite latérale du terrain sur une profondeur de 4 m. Ce mur se trouve à 1,82 m de la limite de propriété.
- Marge latérale (art.81) : la marge latérale gauche (coté ruelle) se trouve à 2,14 m de l’axe de la ruelle et la marge latérale droite (mur nord) est à 0,45 m de la limite de propriété pour le volume en surhauteur. La réglementation prévoit une marge latérale à 0 m ou 3 m ou plus.

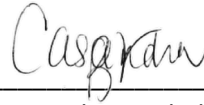
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	À la séance du 13 février 2020, le CCU a émis un avis favorable avec conditions pour la demande de surhauteur. Les membres souhaitent entre-autres, que le projet soit révisé quant à sa typologie de logements, afin d'inclure des logements de 3 chambres pour familles.
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)</i> .
Considérant que :	La proposition respecte l'objectif du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) visant à densifier davantage le territoire.
Considérant que :	Le projet permet la densification d'un terrain vacant par l'ajout de 95 logements dans un contexte de pénurie de logements.
Considérant que :	L'utilisation d'une structure en bois massif contribue à la transition écologique dans le secteur immobilier par une meilleure performance énergétique, une réduction significative de l'empreinte carbone liée à la construction ainsi qu'une plus grande résilience face aux aléas climatiques.
Considérant que :	L'augmentation de la densité et le respect de la hauteur projetée prévu au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> satisfont les critères d'intégration dans le contexte environnant.
Considérant que :	Une stratégie pour l'intégration du nouveau bâtiment avec le bâtiment limitrophe assure une intégration adéquate du nouveau volume.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • retravailler l'identité du bâtiment afin de mieux l'harmoniser avec le langage résidentiel; • privilégier un choix de matérialité plus durable; • fournir une étude éolienne et un projet intégrant les mesures de mitigation, le cas échéant; • fournir une étude de gestion des matières résiduelles intégrée au projet incluant : <ul style="list-style-type: none"> ○ la génération hebdomadaire de matières résiduelles anticipée, en litres, pour les trois types de collectes, soit les matières recyclables, les matières compostables et les ordures ménagères; ○ le système de gestion des matières résiduelles utilisée pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble; déposer une stratégie de renforcement structurale pour l'aménagement de l'escalier d'issue dans le bâtiment à conserver; ○ la localisation et la taille du point de collecte; 	

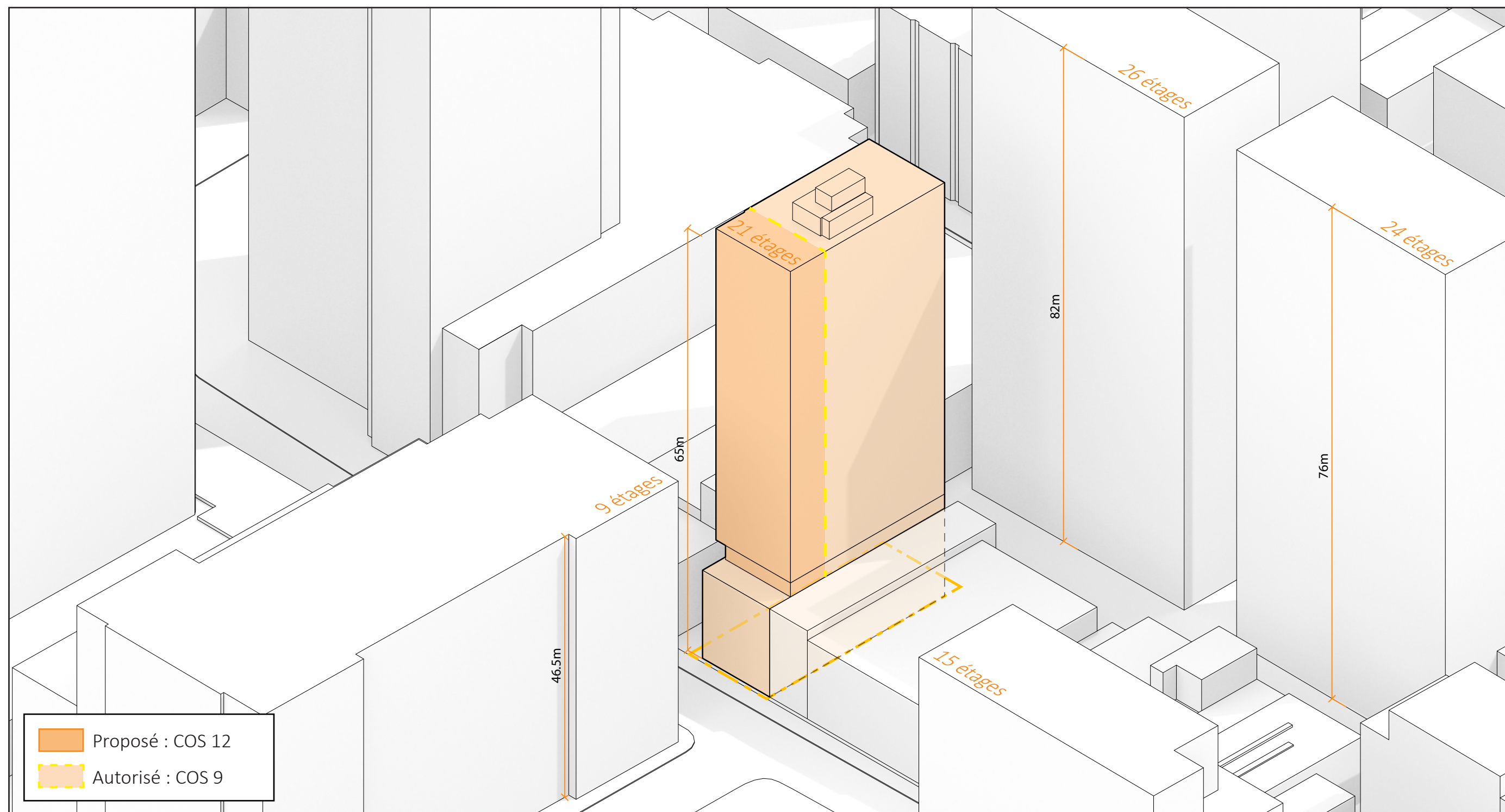
- traiter les constructions hors toit et les équipements mécaniques de manière à assurer leur intégration architecturale (matériaux et volumétrie);
- réaménager le café-terrasse dans la marge latérale afin d'optimiser l'espace;
- fournir un plan d'aménagement paysager réalisé par un professionnel pour tous les espaces libres et prévoir une gestion des eaux adaptée dû au secteur de cuvette;
- interdire la présence de condenseur visible à partir de la voie publique;
- atténuer l'impact visuel du mur mitoyen par un traitement architectural plus neutre, notamment en privilégiant la maçonnerie de brique ou de pierre plutôt qu'un recouvrement métallique.



Leslie Roberts Président

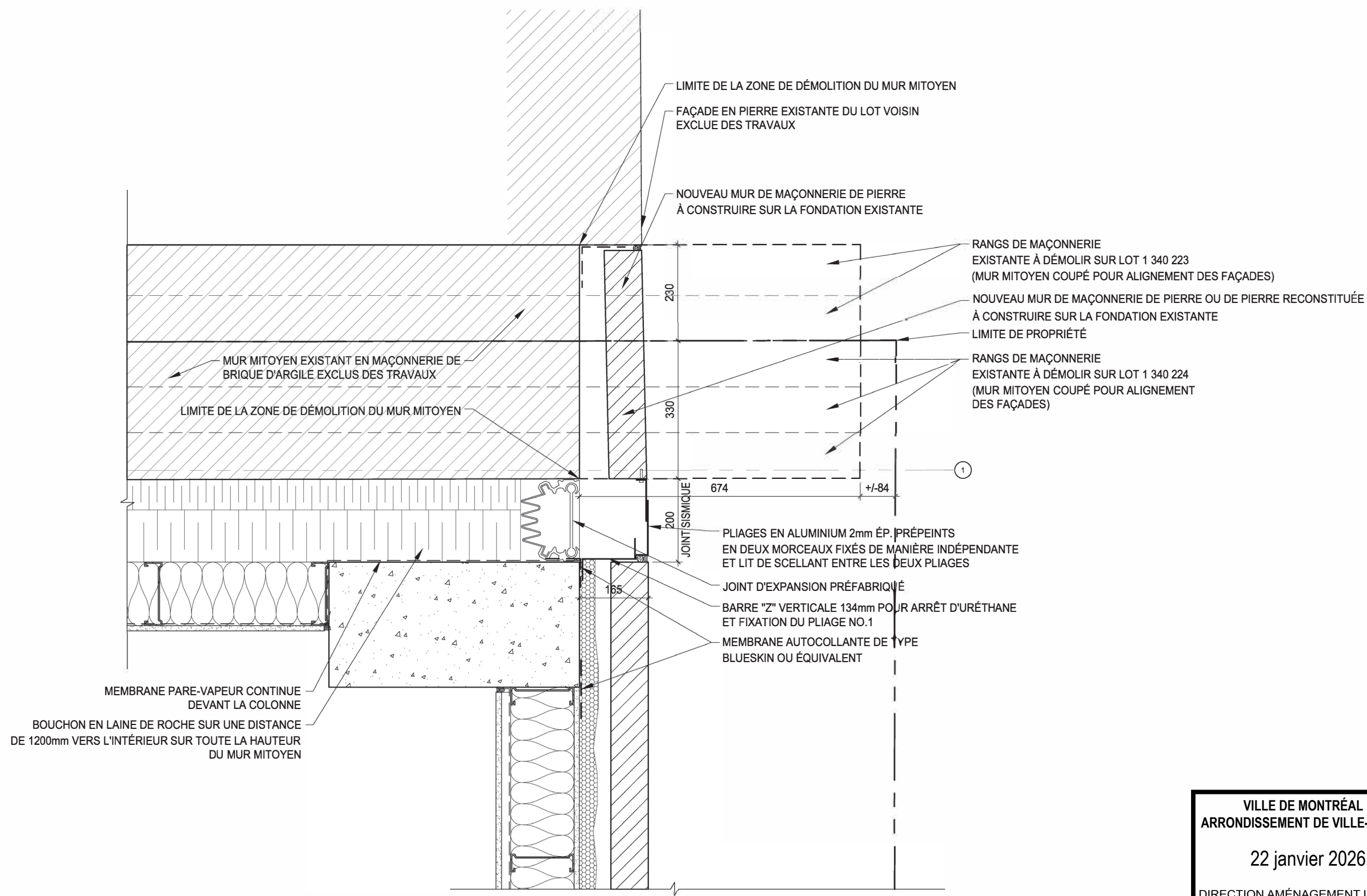


Cascendra Barthelot
Secrétaire



Le projet proposé prévoit de se rapprocher de la hauteur permise par le zonage, soit 65 mètres. Afin de maximiser le potentiel du site, la présente demande vise à autoriser une augmentation de la densité et donc profondeur du bâtiment, tout en gardant un retrait en façade.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 janvier 2026
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

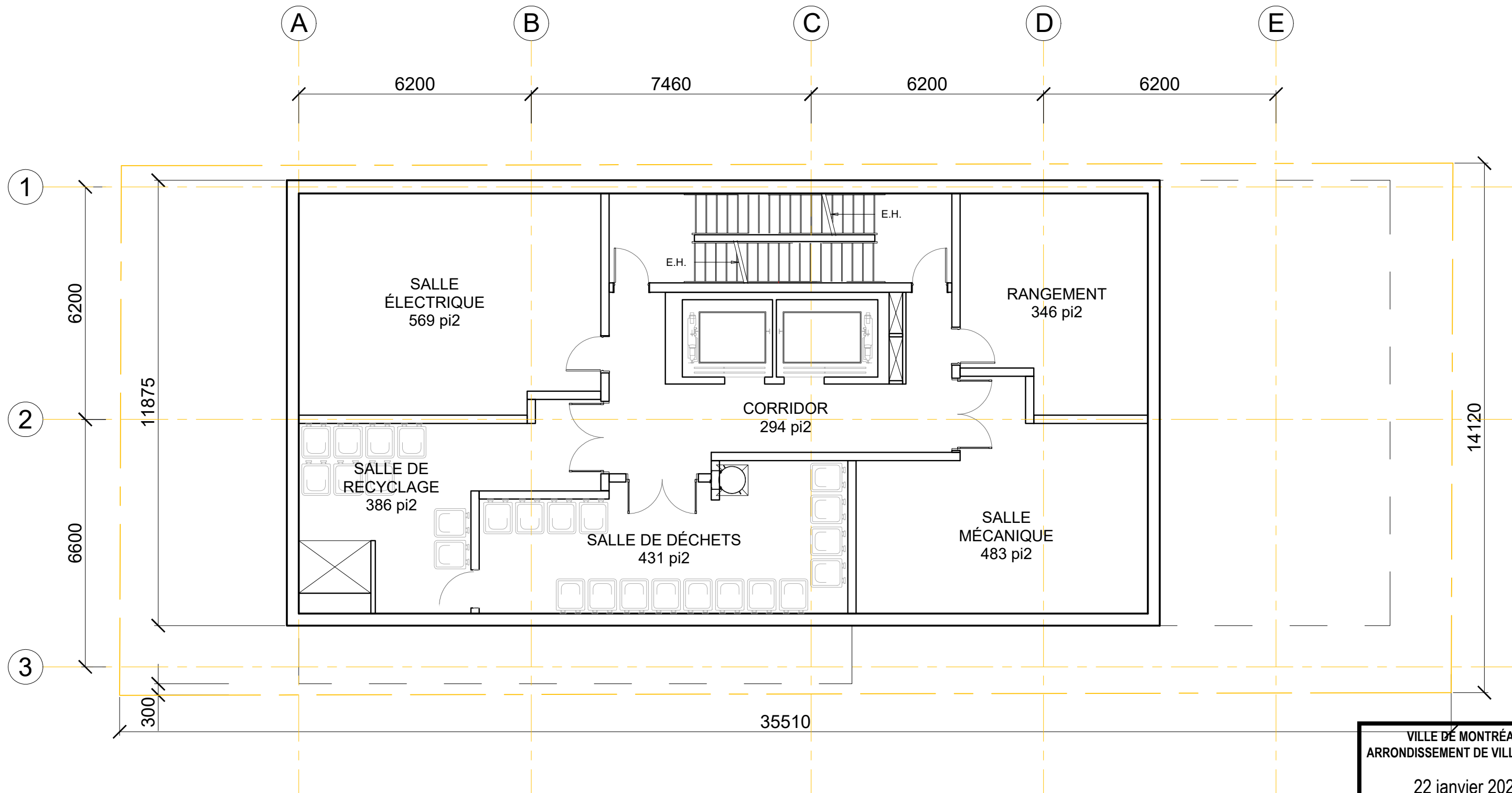


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

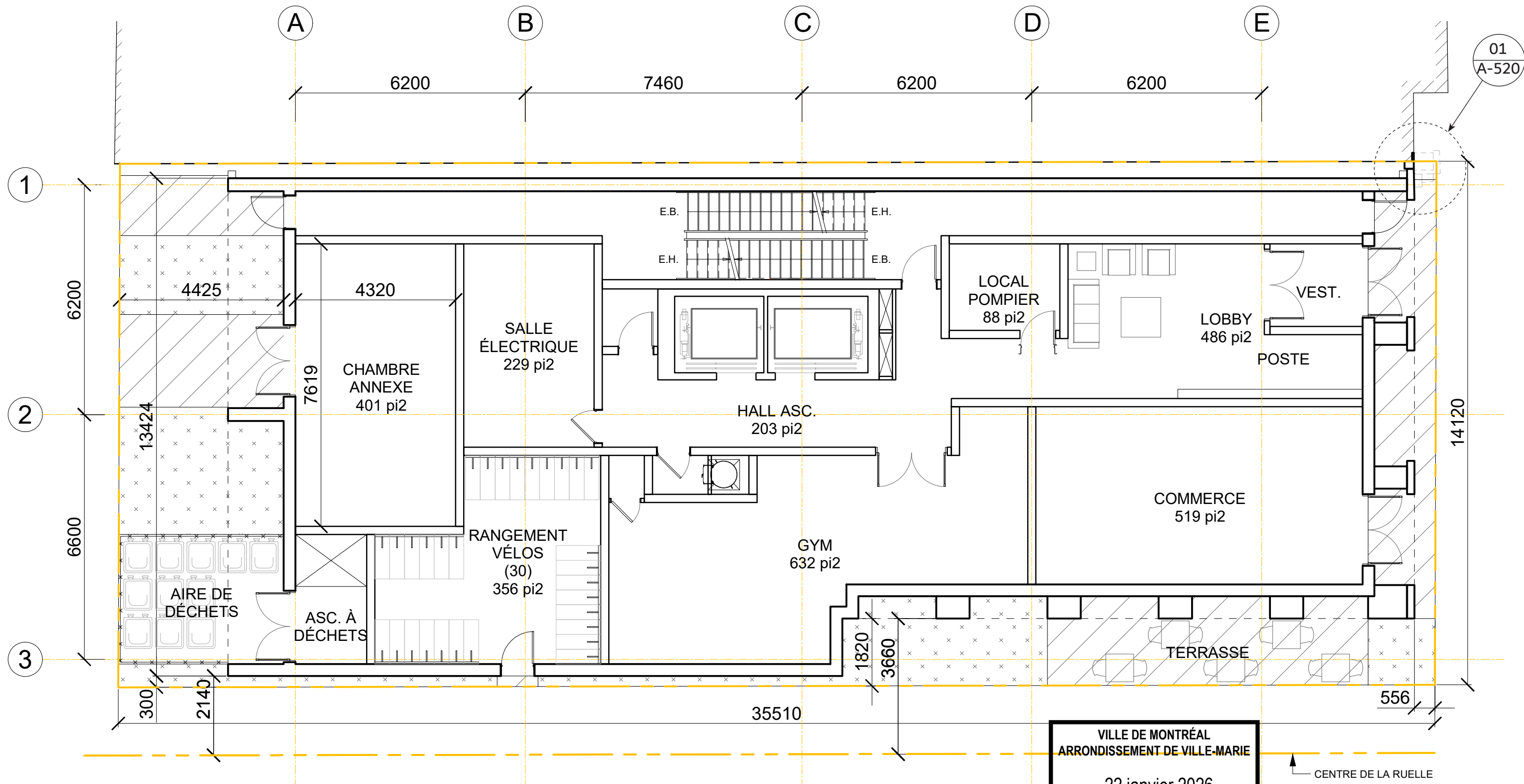
22 janvier 2026

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

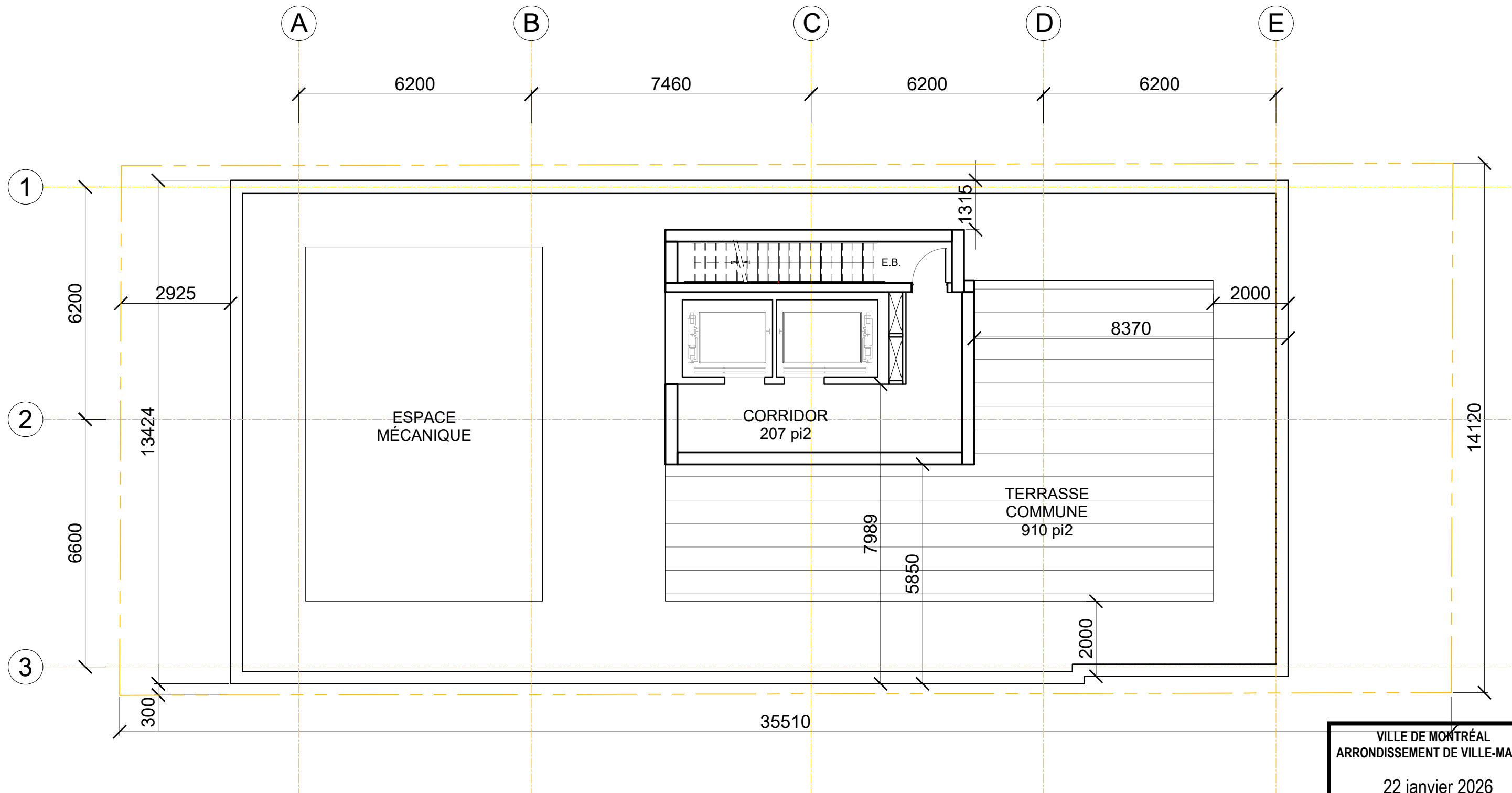




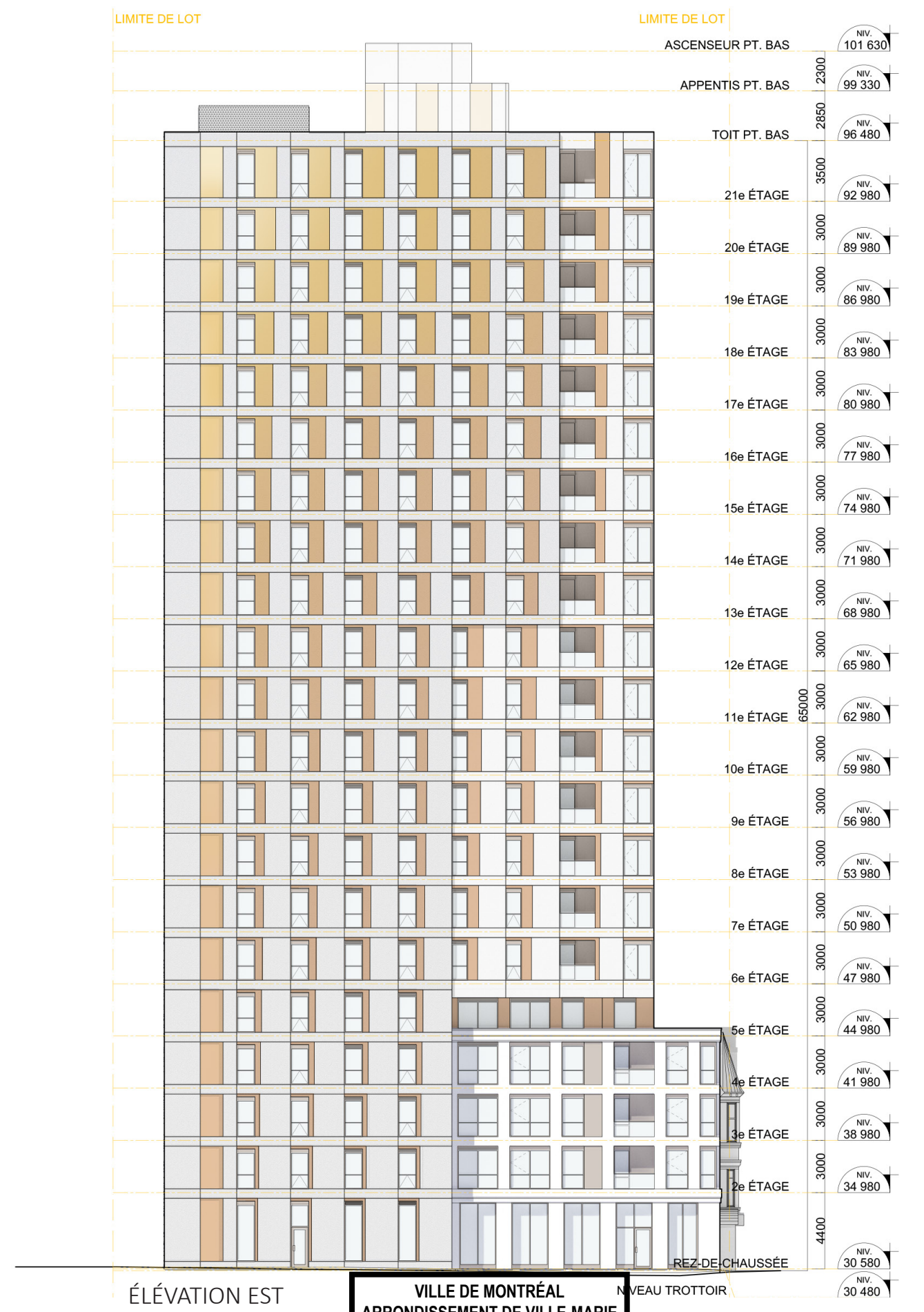
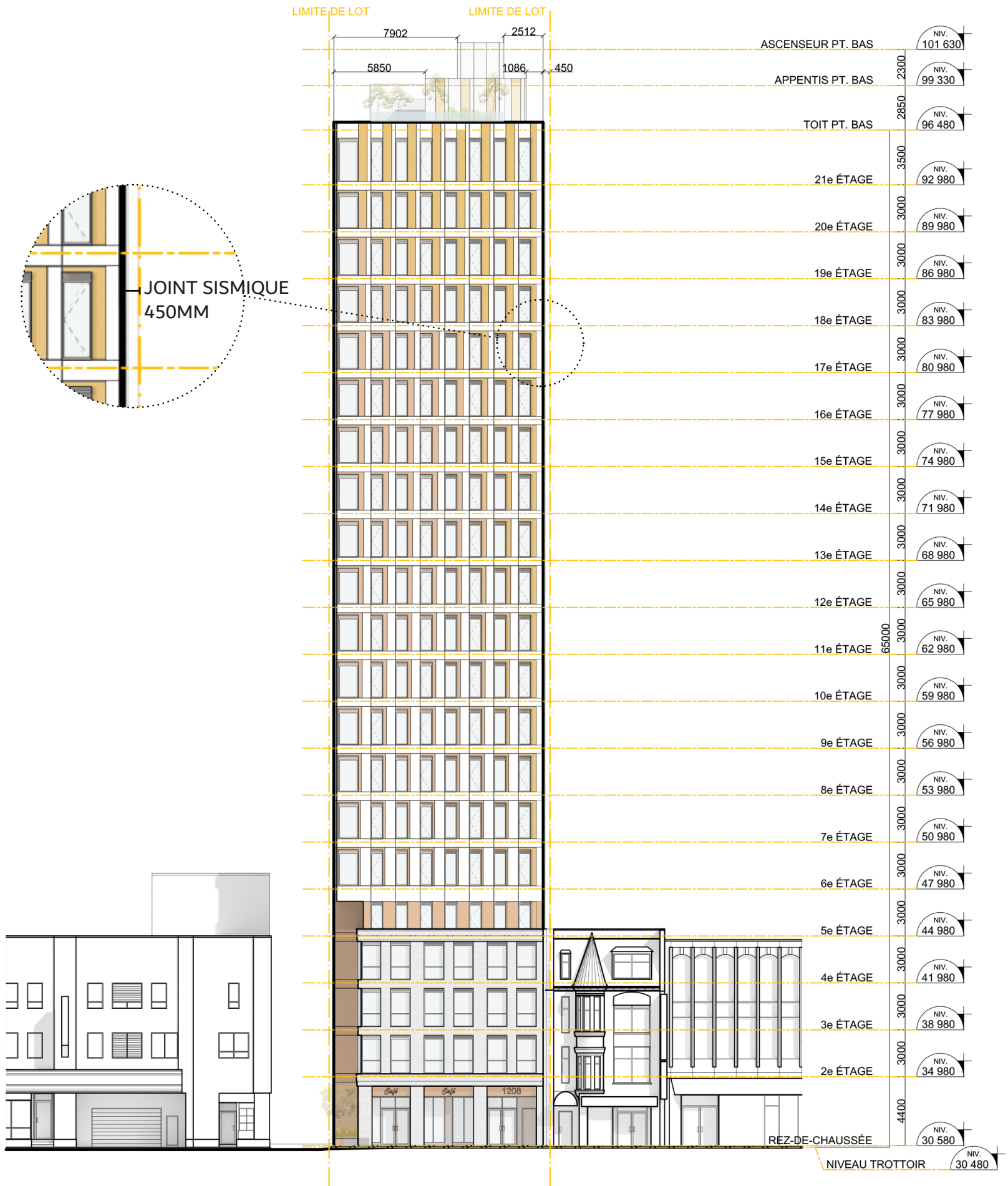
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 janvier 2026
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 janvier 2026
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 janvier 2026
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1264869001

Unité administrative responsable : DAUM – Division urbanisme

Projet : 1208, rue Stanley

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>20. L'utilisation d'une structure en bois massif contribue à la transition écologique dans le secteur immobilier par une meilleure performance énergétique, une réduction significative de l'empreinte carbone liée à la construction ainsi qu'une plus grande résilience face aux aléas climatiques.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
			x
	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1255907011

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

D'adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 13:02

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1255907011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des compétences déléguées par le règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002) l'arrondissement de Ville-Marie a adapté en 2019, les règles applicables aux promotions commerciales et aux événements organisés par les sociétés de développement commercial et les associations de commerçants à la dynamique de Ville-Marie.

Afin de mieux répondre aux besoins de leurs clientèles et se démarquer des autres secteurs commerciaux, les SDC et les associations de commerçants ont développé des activités de promotion qui intègrent de nombreux éléments de nature événementielle, culturelle et festive. Toutefois, les conditions pour la remise de la traite bancaire, le délai de traitement de ladite traite bancaire ainsi que les dates de dépôt de demandes devaient être précisées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 240093 - 12 mars 2024 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

DESCRIPTION

Dans le cadre de ce projet de règlement, la Direction de l'arrondissement propose des ajustements permettant de clarifier le règlement et son application :

- 1) de modifier les dates de dépôt des demandes de promotion commerciale, afin de mieux répondre au calendrier opérationnel :
 - pour une promotion dont la date prévue se situe entre le 1^{er} mai et le 31 octobre, la demande doit être présentée avant le 1^{er} mars de la même année;
 - pour une promotion dont la date prévue se situe entre le 31 octobre et le 1^{er} mai de l'année suivante, la demande doit être présentée avant le 1^{er} septembre de l'année donnée.
- 2) de prolonger le délai pour la remise du dépôt bancaire à 90 jours après la tenue de la promotion commerciale;
- 3) de préciser les conditions pour la remise du dépôt bancaire de 4 000 \$.

JUSTIFICATION

Comme l'ont aussi fait les arrondissements Le Plateau Mont-Royal et Rosemont-Petite-Patrie, l'adoption d'un règlement local sur les promotions commerciales permet à la fois de préciser les responsabilités des parties dans la tenue de promotions, d'actualiser la notion de promotion commerciale en fonction des pratiques et de donner un avantage concurrentiel aux associations commerçantes. Le nouveau règlement mise davantage sur le partenariat pour assurer le développement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTREAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement permettra d'appliquer les nouvelles règles dès son adoption et facilitera la gestion des responsabilités dès 2026.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les sociétés de développement commercial (SDC) et les associations de commerçants reconnues par l'arrondissement seront avisées de cette modification réglementaire. L'information sera aussi mise en ligne sur le site de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: 10 février 2026

Adoption: 10 mars 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 531-6807

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations
communauté

Tél : 514-868-3217

Télécop. : 000-0000

Dossier # : 1255907011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie



CA-24-XXX_Reglement_mod_promo.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 531-6807

Télécop. :

CA-24-XXX

Règlement modifiant le Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Vu le sous-paragraphe g) du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 1 du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement* (02-002);

À sa séance du 10 février 2025, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. L'article 1 du *Règlement sur les promotions commerciales (R.R.V.M., c. P-11)* à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est modifié comme suit :

1^o par l'ajout, entre les mots « *une association* » et « *composée* », des mots « *constituée en personne morale,* »;

2^o par l'ajout, entres les mots « *25 membres* » et « *faisant affaires* », du mot « *et* ».

2. Les article 3 et 4 de ce règlement sont modifiés par le remplacement des mots « *6, 7 et 8* » par les mots « *6 à 7.2* », partout où ils se trouvent.

3. Les articles 6 à 8 de ce règlement sont remplacés par les articles suivants :

« *6. Toute demande relative à la tenue d'une promotion dont la date prévue se situe du 1^{er} mai au 31 octobre d'une année donnée doit être présentée avant le 1^{er} mars de la même année.*

Toute demande relative à la tenue d'une promotion dont la date prévue se situe du 1^{er} novembre d'une année donnée au 30 avril de l'année suivante doit être présentée avant le 1^{er} septembre de l'année donnée.

7. *La demande de promotion doit être présentée sur le formulaire fourni à cette fin par le directeur et doit préciser :*

1^o *les jours, les heures et la durée prévue de la promotion;*

2^o *le type d'occupation du domaine public souhaité;*

3^o *la programmation des activités d'animation;*

4^o *toute dérogation à la réglementation requise.*

7.1 *La demande de promotion doit être également accompagnée :*

1^o *d'une résolution du conseil d'administration de l'association autorisant le dépôt de la demande;*

2^o *d'une traite bancaire d'un montant de 4 000 \$;*

3^o *d'une copie d'une police d'assurance-responsabilité d'au moins 3 000 000 \$ pour dommages pouvant être causés à des tiers et à la ville à l'occasion de la promotion.*

La police mentionnée au paragraphe 3^o doit être maintenue en vigueur pour toute la durée de la promotion d'occupation du domaine public, incluant la période de montage et démontage, et mentionner la ville comme coassurée.

7.2 *Lorsque les conditions mentionnées aux articles 6, 7 et 7.1 sont remplies et à la suite de l'approbation des directions concernées, le directeur transmet au conseil d'arrondissement une recommandation motivée de l'autoriser, en tout ou en partie, avec ou sans condition additionnelle et d'autoriser l'occupation sans frais du domaine public.*

Dès que le conseil d'arrondissement rend sa décision sur la demande, le directeur en informe l'association par écrit et délivre le permis.

La date ainsi que les modalités applicables au déroulement d'une promotion ne peuvent être modifiées après que le permis a été délivré aux fins de celle-ci.

7.3 *Au plus tard 60 jours avant la tenue de la promotion autorisée, l'association ayant*

obtenu le permis doit déposer un cahier de charge complet, croquis à l'appui, faisant état :

- 1° de l'occupation du domaine public;
- 2° du calendrier quotidien de la promotion;
- 3° de la programmation complète et détaillée;
- 4° des mesures de sécurisation du site de jour et de nuit;
- 5° des besoins en logistique;
- 6° des besoins en branchement et en déplacement de mobilier du domaine public;
- 7° des dérogations réglementaires demandées;
- 8° du nom des fournisseurs de services exigibles.

8. La traite bancaire mentionnée au paragraphe 2° de l'article 7.1 est remise à l'association dans les 90 jours suivant la fin de la promotion, déduction faite, le cas échéant :

- 1° du coût du nettoyage du domaine public dans le cas où l'association fait défaut de se conformer à l'article 17;
- 2° des coûts occasionnés à l'arrondissement pour toute intervention nécessaire sur le domaine public aux fins d'assurer la sécurité ou l'ordre publics, telles que la modification de la signalisation routière, le déplacement du mobilier urbain ou la mise en place de passages permettant la circulation piétons ou l'accessibilité universelle, découlant du non-respect par l'association du contenu du cahier de charges ou des exigences prévues par le présent règlement, constaté par le directeur. »

4. L'article 9 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « au promoteur » par les mots « à l'association ».

5. L'article 10 de ce règlement est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« La ville n'est pas responsable de tout dommage ou perte économique résultant de l'annulation d'une promotion. »

6. L'article 15 de ce règlement est modifié par le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « du promoteur » par les mots « de l'association ».

7. L'article 16 de ce règlement est modifié par l'ajout, au troisième alinéa, après les mots « de la promotion », des mots « et doit garantir l'accès aux collectes privées prévues dans les rues et ruelles adjacentes ».

8. Les articles 16 et 17 de ce règlement sont modifiés par le remplacement des mots « Le promoteur » par les mots « L'association », partout où ils se trouvent.

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1255907011) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le XX XXXX 2026, date de son entrée en vigueur.



Dossier # : 1269678002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner madame Christiane Rail, cheffe de division - Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers, à titre de membre du conseil d'administration de la Société de développement du Quartier latin

De désigner madame Christiane Rail, cheffe de division - Aménagement des parcs et actifs immobiliers, comme représentante de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de la Société de développement du Quartier latin.

Signé par Alain DUFRESNE **Le** 2026-02-02 10:25

Signataire : Alain DUFRESNE

directeur de l'arrondissement par intérim
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1269678002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner madame Christiane Rail, cheffe de division - Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers, à titre de membre du conseil d'administration de la Société de développement du Quartier latin

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 458.24 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), le conseil de la ville doit désigner, parmi ses membres ou parmi les fonctionnaires ou employé(e)s de la municipalité, des personnes à titre de membres des conseils d'administration des sociétés de développement commercial (SDC) de son territoire. En vertu du Règlement intérieur du conseil de la Ville portant sur la délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial (03-108), le conseil municipal a délégué aux arrondissements ce pouvoir de nomination des représentants municipaux auprès des SDC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240310 - 3 juillet 2019 - Désigner monsieur Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs, à titre de représentant de l'arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de la Société de développement commercial du Quartier latin (SDC)

CA18 240632 - 21 novembre 2018 - Désigner monsieur René Bergeron, chef de section à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, comme membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial Quartier latin ;

CA16 240077 - 9 février 2016 - Désigner madame Marthe Boucher, chef de la Division permis et inspections de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, comme membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial du Quartier latin ;

CA15 240126 - 10 mars 2015 - Désigner madame Gabrielle Leclerc-André, commissaire à la Division de l'urbanisme et du développement économique de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie, comme membre du conseil d'administration de la Société de développement commercial Quartier latin.

DESCRIPTION

En conformité avec les obligations de la Loi sur les cités et villes, RLRQ, chapitre C-19,

applicables aux municipalités ayant une Société de développement commercial sur leur territoire, un représentant de l'Arrondissement doit être nommé, par voie de résolution, pour siéger au conseil d'arrondissement de chacune de ces SDC. Il s'agit, par le présent dossier décisionnel, de désigner madame Christiane Rail, cheffe de division - Aménagement des parcs et actifs immobiliers, pour représenter l'Arrondissement de Ville-Marie au conseil d'administration de la Société de développement du Quartier latin ("SDC Quartier latin").

JUSTIFICATION

Afin de maintenir les relations économiques de premier rang avec ses SDC et en conformité avec les dispositions de la Loi sur les cités et villes, RLRQ, chapitre C-19, l'Arrondissement désigne un de ses gestionnaires à la table décisionnelle de celles-ci. La désignation de madame Christiane Rail au conseil d'administration de la SDC Quartier latin maintiendra une présence administrative de première importance pour le centre-ville, pour Ville-Marie et pour les relations avec cet important partenaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTREAL 2030

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le mandat de madame Christiane Rail sera effectif dès l'adoption de la résolution du présent dossier. L'information de sa nomination sera transmise à la SDC Quartier latin.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christiane RAIL, Ville-Marie
Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE, Ville-Marie

Lecture :

Christiane RAIL, 28 janvier 2026

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cristina DARIENZO
Commissaire - développement économique

Tél : 438-831-0259
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2026-01-27

Mélissa LAPIERRE-GRANO
Chef(fe) communications relations
communauté

Tél : 514-868-3217
Télécop. :